LE QUÉBEC *statistique*

60e ÉDITION 1995

BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE
Conseil du trésor / Services gouvernementaux
Éléments de catalogage avant publication

Thibault, Marie-Thérèse H.

Le Québec statistique / [responsables de la rédaction Marie-Thérèse H. Thibault, Pierre-François Ricard, sous la direction de Romuald Asselin; réalisé au Bureau de la statistique du Québec]. — 60e éd. — [Sainte-Foy, Québec] : Publications du Québec, 1995.

ISBN 2-551-16086-3

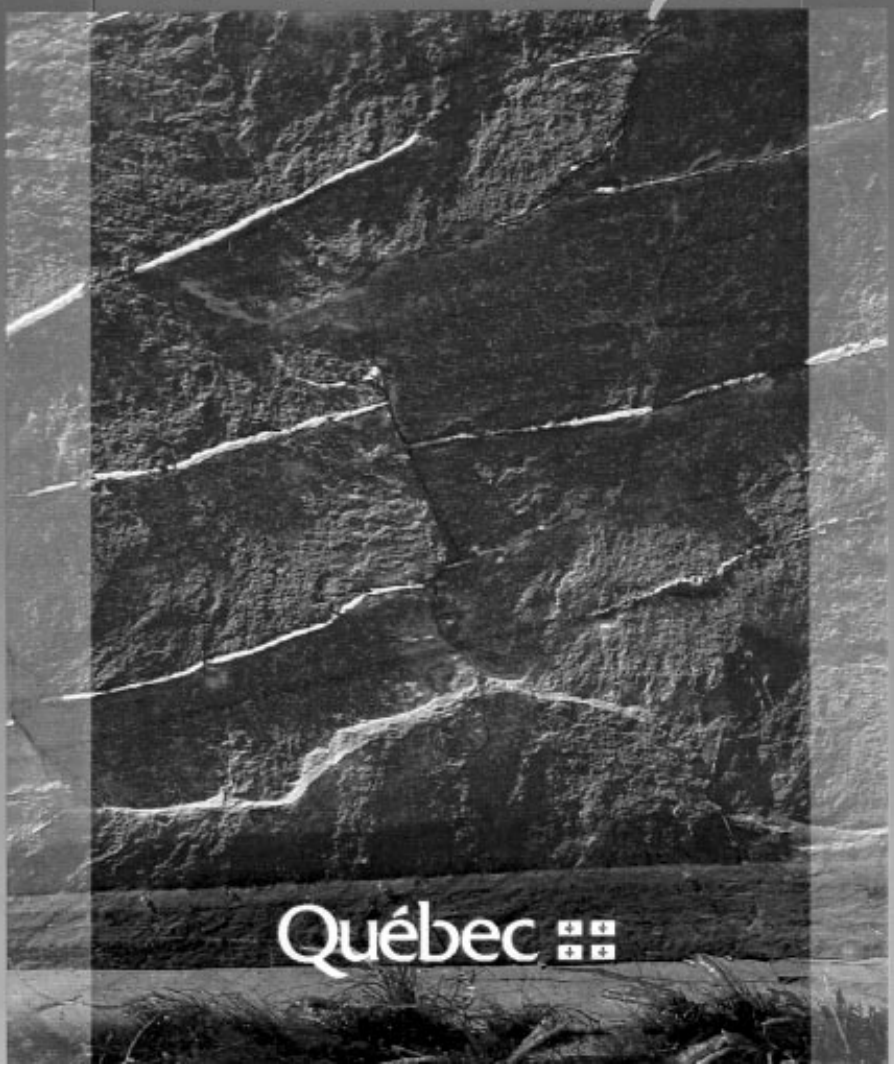
1. Québec (province) – Statistiques I. Ricard, Pierre-François. II. Asselin, Romuald. III. Bureau de la statistique du Québec. IV. Titre.

A11 S86 T45 1995

Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

LE QUÉBEC *statistique*

60e ÉDITION 1995



Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont
disponibles, s'adresser au :

Bureau de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Tél.: (418) 691-2401

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucuns frais d'appel)

Cette publication a été réalisée
par le Bureau de la statistique du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, boul. Charest Ouest, 1er étage
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Premier trimestre 1995
ISBN 2 551 16086-3
60e édition de l'*Annuaire du Québec*

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de Les Publications du Québec

Avant-propos

Dans cette 60e édition, comme dans les précédentes, *Le Québec statistique* présente une large fresque statistique sur le Québec. Le lecteur y trouvera une multitude de données statistiques de base tant sur le milieu physique et l'environnement que sur les aspects démographiques, économiques, sociaux et culturels de la société québécoise, y incluant ses échanges avec l'extérieur.

Destiné à un large public, cet ouvrage constitue une synthèse de plusieurs produits statistiques sectoriels ou spécialisés, ce qui en fait un outil de référence unique, facilement accessible et pouvant répondre à de nombreux besoins.

Reflet du Québec d'aujourd'hui, *Le Québec statistique* établit le lien avec le passé en présentant des données rétrospectives en regard des données récentes; l'année 1993, la dernière année complète au moment de la réalisation de l'ouvrage, constitue l'année cible de la présente édition.

De plus, des chiffres comparatifs sont fournis dans la mesure du possible pour les régions administratives, les municipalités régionales de comté et les communautés urbaines ainsi que pour certaines grandes municipalités; il en est de même pour situer le Québec par rapport aux autres provinces, au Canada et à d'autres pays.

Chacun des vingt-huit chapitres sectoriels présente de nombreux tableaux et graphiques ainsi qu'un bref exposé des faits saillants et des grandes tendances. Une chronologie des événements des années 1988 à 1993 ainsi que quelques textes thématiques apparaissent au tout début du document.

La réalisation de cette publication est le résultat d'un effort concerté de plusieurs collaborateurs, tant de l'extérieur que du Bureau de la statistique du Québec. Une mention de ceux-ci est faite au début de chaque texte thématique et chapitre. Je désire leur exprimer ici mes plus sincères remerciements.

Le directeur général

Luc Bessette

Le Québec statistique a été réalisé au Bureau de la statistique du Québec

Responsables de la rédaction :	Marie-Thérèse H. Thibault Pierre-François Ricard
sous la direction de :	Romuald Asselin
Responsable de l'édition :	Robert Rioux
Correction linguistique et normalisation :	Maggy Trudelle Micheline Lampron
Production :	Michel M. Fortier Claudette D'Anjou Yvonne Landry
Conception de la couverture :	Paul-André Gagnon
Adaptation de la couverture :	Pouliot Guay, graphistes
Photographie de la couverture :	Michel Boulianne

Table des matières

Revue des années 1988-1993 9

La situation démographique du Québec de 1986 à 1992 45

La mondialisation de l'économie et le secteur manufacturier québécois 65

Les enjeux culturels 85

Les nouvelles orientations de la dynamique du développement régional 99

1. Territoire 117
2. Environnement 141
3. Population et ménages 173
4. Marché du travail 199
5. Revenu et consommation 219
6. Quelques groupes cibles 245
7. Agriculture et pêche 301
8. Forêts 333
9. Mines 355
10. Énergie 371
11. Industries manufacturières 387
12. Construction et logement 411
13. Transports 427
14. Communications 449
15. Commerce de gros et de détail 467
16. Services aux entreprises et aux particuliers 485
17. Institutions financières 505
18. Tourisme 529
19. Culture et loisir 547
20. Secteur public 587
21. Éducation 625
22. Santé et services sociaux 645
23. Justice et protection 671
24. Investissements privés et publics 693
25. Commerce extérieur et relations internationales 709
26. Science et technologie 739
27. Relations intersectorielles 757
28. Comptes économiques 775

Index 793

Abréviations et symboles principaux

Δ	Variation	mm	Millimètre
µ	Microgramme	n	nombre
cm	Centimètre	t	Tonne
ha	Hectare	tef	Tonne d'équivalent frais
hab	Habitant	tep	Tonne d'équivalent pétrole
kg	Kilogramme	^{0}C	Degré Celsius
km	Kilomètre	%	Pour cent
kW	Kilowatt	‰	Pour mille
kWh	Kilowattheure	‰$_{000}$	Pour cent mille
MW	Mégawatt	'000	En milliers
l	Litre	'000 000	En millions
m	Mètre	'000 000 000	En milliards

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	e	Donnée estimée
...	N'ayant pas lieu de figurer	p	Donnée provisoire
-	Néant ou zéro	r	Donnée révisée
--	Donnée infime	x	Donnée confidentielle
		pr	Prévision révisée

Régions administratives

Conformément au nouveau découpage du Québec en seize régions administratives adopté le 22 décembre 1987 (voir carte p. 116), la plupart des données régionales présentées dans cet ouvrage le sont selon la nomenclature et la codification suivantes :

11	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	06	Montréal
01	Bas-Saint-Laurent	13	Laval
02	Saguenay—Lac-Saint-Jean	14	Lanaudière
03	Québec	15	Laurentides
12	Chaudière-Appalaches	07	Outaouais
04	Mauricie—Bois-Francs	08	Abitibi-Témiscamingue
05	Estrie	09	Côte-Nord
16	Montérégie	10	Nord-du-Québec

Cartes

La carte générale du Québec et la carte des MRC se trouvent à la fin du volume.

Précision

À moins d'indications contraires, l'usage du masculin s'applique indistinctement aux hommes et aux femmes

Revue des années 1988-1993

par Christiane Demers*

Chronologie

6 janvier 1988

Le groupe Marine Industries Ltée (MIL) présente un plan de redressement et de restructuration qui entraînera notamment la concentration des opérations navales au chantier de Lauzon ainsi que la vente ou la fermeture de l'usine Vickers, à Montréal. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) considère que ce plan ne garantit en rien l'avenir des chantiers maritimes au Québec.

14 janvier 1988

Le marché français s'ouvre aux émissions de télévision québécoises : désormais considérées comme des produits d'expression originale française, elles ne seront plus intégrées au quota des produits étrangers.

18 janvier 1988

En vue de sa mise en vente, la compagnie Steinberg fait procéder à l'évaluation de son actif; en février, s'amorcera le démantèlement de l'entreprise. La chaîne d'alimentation sera acquise en août 1989 par un groupe québécois formé par la Caisse de dépôt et de placement du Québec et la société Soconav, laquelle conclura, en mai 1992, une entente de principe visant à céder les supermarchés à deux grands de l'alimentation québécoise, Provigo et Métro-Richelieu.

---

* L'auteure est historienne. Elle collabore ou a collaboré notamment au *Dictionnaire biographique du Canada* et au *Dictionnaire des parlementaires du Québec,* et exerce des fonctions de recherche et de rédaction pour le compte de l'Université Laval. Elle remercie le professeur Richard Jones de ses judicieux conseils. Les principales sources de cette chronologie sont *La Presse, Le Devoir* et *Le Soleil, l'Année politique au Québec* (1988-1989, 1990-1991 et 1992), publiée sous la direction de Denis Monière, et divers ouvrages de références, dont *Encyclopedia Year Book, Canadian News Facts* et *Canadian Obituaries.*

[redacted]

20 janvier 1988

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) rend public un plan de correction des inégalités salariales entre les hommes et les femmes du secteur public et parapublic, plus particulièrement dans les réseaux de la santé et des affaires sociales.

27 janvier 1988

Mort, à l'âge de 52 ans, de Guy Sanche, interprète inoubliable de Bobino, qu'il incarna pendant 28 ans à l'écran de Radio-Canada.

L'Office national de l'énergie (ONE), qui avait refusé en juin 1987 d'accorder à Hydro-Québec une licence d'exportation aux États-Unis, approuve la nouvelle demande présentée en septembre par la société d'État québécoise et l'autorise à effectuer des livraisons vers les États de la Nouvelle-Angleterre pendant une période de quatre ans à compter du 1er septembre 1990.

28 janvier 1988

Le ministre de la Justice, Herbert Marx, déclare que le gouvernement se pliera au jugement de la Cour suprême du Canada qui invalide l'article 251 du Code criminel canadien sur l'avortement. La pratique d'une interruption volontaire de grossesse ne constituera donc plus une infraction criminelle et les comités thérapeutiques mis sur pied dans les hôpitaux devront être abolis.

11 février 1988

La Commission Rochon, créée en juin 1985, dévoile officiellement le contenu de son rapport. Maintien de l'universalité et de la gratuité des services de santé, décentralisation régionale des ressources financières et des centres de décisions, accent sur la recherche médicale et, dans une dizaine de secteurs précis, sur la prévention, meilleure contribution financière de la part du gouvernement fédéral, régionalisation plus poussée des services offerts aux Inuit et aux Cris, en constituent les points saillants. En avril 1989, la ministre de la Santé et des Services sociaux, Thérèse Lavoie-Roux, publiera un document d'orientation qui propose notamment une réforme des structures assez voisine de celle suggérée par la commission.

15 février 1988

Le Laser d'or est décerné par l'Académie du disque français à l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) pour son enregistrement de *Petrouchka* d'Igor Stravinski, sous la direction de Charles Dutoit.

18 février 1988

Afin de relancer l'économie et l'emploi dans l'est de Montréal, où l'on dénombre environ 22 000 chômeurs et 10 000 bénéficiaires de l'aide sociale, le ministre de l'Industrie et du Commerce et responsable de la région montréalaise, Daniel Johnson, annonce que, malgré la lenteur d'Ottawa dans ce dossier, le gouvernement du Québec investira 106 millions de dollars au cours des trois prochaines années.

24 février 1988

À l'issue d'un procès commencé le 15 février, un verdict de non-culpabilité est rendu à l'endroit de l'agent Allan Gosset, accusé d'avoir abattu involontairement, le 11 novembre 1987, un jeune Noir montréalais, Anthony Griffin. Ce jugement soulève l'indignation de la communauté noire. En septembre 1993, la Cour suprême cassera finalement ce verdict et ordonnera la tenue d'un nouveau procès, qui débutera en mars 1994, au terme duquel le policier sera à nouveau acquitté.

7 mars 1988

Dans le but de combattre le racisme, le solliciteur général du Québec, Herbert Marx, met de l'avant deux mesures : la réforme du comité des plaintes du Service de la police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) et le développement de programmes d'affirmation positive pour les minorités ethniques.

8 mars 1988

Le premier ministre, Robert Bourassa, annonce la mise en oeuvre de la phase II de la Baie James. Le projet Grande-Baleine, qui prévoit la construction de trois nouvelles centrales hydro-électriques, des investissements atteignant 7,5 milliards de dollars et la création de 40 000 emplois en sept ans, n'a pas l'aval des groupes environnementalistes et sera combattu avec acharnement par les Cris qui mèneront, à compter du mois d'avril 1989, une longue guérilla juridique qui trouvera des échos aux États-Unis et en Europe de l'Ouest.

18 mars 1988

Seul candidat à la direction du PQ, Jacques Parizeau est proclamé le troisième chef de cette formation politique. Les orientations politiques déjà définies par le nouveau président, en particulier l'idée d'une élection référendaire sur la souveraineté du Québec, suscitent remous et démissions au sein des troupes péquistes. Bien que sans siège à l'Assemblée nationale, Parizeau déclinera l'offre que lui fera Robert Bourassa de se présenter sans opposition dans la circonscription vacante d'Anjou, car il considère primordiale la réorganisation de son parti.

22 mars 1988

À l'occasion de la remise des prix Génie à Toronto, le film de Jean-Claude Lauzon, *Un zoo la nuit*, rafle 13 des 17 récompenses décernées annuellement aux meilleurs artisans de l'industrie cinématographique canadienne.

Première mondiale à l'Institut de cardiologie de Montréal : une équipe dirigée par le Dr Gilles Côté a réussi à désobstruer les artères coronaires d'un patient à l'aide de rayons laser. Dix autres interventions de recanalisation au moyen du laser seront réussies au cours de l'année dans cet établissement.

11 avril 1988

À la cérémonie de remise des célèbres récompenses de l'Académie des arts et des sciences du cinéma, à Los Angeles, en Californie, l'Oscar du meilleur court métrage d'animation est décerné à Frédéric Back pour son film *L'Homme qui plantait des arbres*.

18 avril 1988

Une panne d'électricité plonge dans le noir tout le Québec et une partie de la Nouvelle-Angleterre. La plus importante interruption de courant à survenir depuis décembre 1982, cette panne marque en outre le début d'une série noire jusqu'à la mi-mars 1989.

20 avril 1988

Décès du comédien et metteur en scène Jean Gascon. Chef de file du théâtre québécois durant vingt ans à compter de la fin des années 40, il a pris part à la fondation du Théâtre du Nouveau Monde (TNM) et de l'École nationale de théâtre.

26 avril 1988

Le projet de loi 94 visant à créer le Conseil de la famille du Québec est présenté à l'Assemblée nationale; il sera adopté le 12 mai.

12 mai 1988

Dans son discours du budget, le ministre des Finances du Québec, Gérard D. Lévesque, annonce, outre une baisse des impôts pour toutes les catégories de contribuables et une réduction du déficit à 1,6 milliard de dollars, toute une panoplie de mesures d'aide à la famille, notamment une prime de 3 000 $ qui sera versée à la naissance du troisième enfant. Les orientations gouvernementales sont bien reçues tant des milieux syndicaux que des gens d'affaires.

26 mai 1988

Le ministre de l'Environnement, Clifford Lincoln, rend public un bilan de la situation de l'environnement au Québec; il en ressort des constats inquiétants de dégradation généralisée en ce qui concerne l'eau, l'air et le sol. Un second *État de l'environnement au Québec* sera déposé à l'Assemblée nationale le 18 mai 1993; il tracera un portrait plus encourageant.

9 juin 1988

Une entente fédérale-provinciale atteignant 820 millions de dollars en vue de favoriser le développement régional au cours des cinq prochaines années est rendue publique par les premiers ministres Brian Mulroney et Robert Bourassa.

Dans un jugement unanime, la Cour suprême du Canada met fin à la longue bataille juridique qui opposait Hydro-Québec au gouvernement de Terre-Neuve au sujet de l'électricité produite à Churchill Falls. Le tribunal donne raison au Québec qui, en vertu d'un contrat signé en 1969, pourra continuer jusqu'en 2034 à acheter la presque totalité de cette énergie à un coût minime.

10 juin 1988

Mort de Francine McKenzie, présidente du Conseil du statut de la femme du Québec depuis quatre ans. Le 17 mars, était décédée la fondatrice du Conseil, la sénatrice Yvette (Boucher) Rousseau.

13 juin 1988

Le projet de loi 42 créant le ministère des Affaires internationales par la fusion des ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur est présenté à l'Assemblée nationale. En août, le nouveau titulaire, Paul Gobeil, dévoilera l'ordre de priorité des cibles de diversification régionale qu'il a établi : juste après les États-Unis, se trouve la France; puis viennent l'Europe et l'Asie-Pacifique, enfin le Moyen-Orient, l'Amérique latine et les Caraïbes.

16 juin 1988

Étape majeure dans la réforme des institutions financières québécoises, l'avant-projet de la *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* (essentiellement le Mouvement Desjardins) est présenté par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, Pierre Fortier. À l'automne, le ministre pilotera la refonte de la loi constitutive du Mouvement Desjardins, qui sera adoptée en décembre.

19 juin 1988

Décès de Fernand Séguin, vulgarisateur scientifique fort connu et apprécié du public québécois de la radio et de la télévision depuis 1947.

20 juin 1988

Le Parti libéral du Québec (PLQ) sort victorieux des deux élections partielles tenues le même jour dans deux fiefs péquistes, portant à 101 sur 122 le nombre de sièges des libéraux à l'Assemblée nationale. René Serge Larouche est élu dans Anjou, circonscription laissée vacante par la démission de Pierre Marc Johnson en novembre 1987, et Gaston Blackburn l'emporte dans Roberval.

27 juin 1988

Élue présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé est la première femme à accéder à la direction d'une centrale syndicale au Québec.

29 juin 1988

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, Pierre Macdonald, rend public un projet quinquennal de rattrapage dans le domaine de la recherche et du développement (R&D).

8 août 1988

Mort de Félix Leclerc, ce «porteur d'âme» que d'aucuns considèrent comme la plus grande figure culturelle de l'histoire du Québec.

[redacted]

10 août 1988

Le ministre des Transports, Marc-Yvan Côté, dévoile un plan qui a pour but de décongestionner la circulation dans la grande région de Montréal. Le projet vise, dans un premier temps, le développement du transport en commun et, dans un second temps, l'extension du réseau routier autour et sur l'île de Montréal.

23 août 1988

En soirée, l'incendie, d'origine criminelle, d'un entrepôt qui contient 20 000 barils de BPC (biphényles polychlorés), produit hautement toxique, force quelque 3 000 habitants de Saint-Basile-le-Grand, situé sur la rive sud à l'est de Montréal, à évacuer leur foyer. L'événement remet en cause l'existence de ce type d'entrepôt et déclenche un long processus d'enquête.

28 août 1988

Décès de Jean Marchand, ancien dirigeant de la CTCC (devenue la CSN), député libéral aux Communes, ministre, puis sénateur.

31 août 1988

Les premiers ministres Brian Mulroney et Robert Bourassa inaugurent en présence de nombreux ministres, représentants de corps diplomatiques et dirigeants du secteur des communications, la nouvelle chaîne de télévision internationale d'expression française, TV 5, la «première chaîne intercontinentale au monde».

23 septembre 1988

Un important accord de coopération est conclu entre Canadair et la société française Aérospatiale pour la conception et la construction de six grands composants de la nouvelle génération des avions Airbus A 330 et A 340. La commande de 1,2 milliard de dollars constitue le plus gros contrat de l'histoire de cette filiale de Bombardier.

17 octobre 1988

La ministre des Affaires culturelles, Lise Bacon, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, remettent les Prix du Québec. La cinéaste Anne-Claire Poirier reçoit le prix *Albert-Tessier* (cinéma), le dramaturge et romancier Michel Tremblay le prix *Athanase-David* (littérature), le pianiste John Newmark le prix *Denise-Pelletier* (arts d'interprétation) et le peintre Fernand Leduc le prix *Paul-Émile-Borduas* (arts visuels); la psychologue Thérèse Gouin-Décarie obtient le prix *Léon-Gérin* (sciences humaines), décerné pour la première fois à une femme, et l'agronome Germain Brisson, le prix *Marie-Victorin* (sciences naturelles et génie).

19 octobre 1988

Le premier ministre Robert Bourassa inaugure, à Québec, le Musée de la civilisation, dont la vocation est de «faire connaître l'histoire et les différentes composantes de notre civilisation», ainsi que d'«assurer la présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques».

31 octobre 1988

Décès du peintre Alfred Pellan, dont l'oeuvre, qu'il a voulu libre de toute école, y compris celle des automatistes du Refus global de 1948, est caractérisée par la couleur et un imaginaire particulièrement joyeux.

10 novembre 1988

La ministre des Affaires culturelles, Lise Bacon, présente le projet de loi 78 qui vise à reconnaître le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et qui traite également de leurs contrats avec les diffuseurs. L'Assemblée nationale l'adoptera le 22 décembre.

18 novembre 1988

Déclarée réserve mondiale de la biosphère par l'UNESCO, la région de Charlevoix fait désormais partie du réseau mondial des zones protégées, créé en 1976, qui compte 269 réserves réparties dans 70 pays.

21 novembre 1988

À l'issue des 34es élections générales fédérales, le Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney est reporté au pouvoir; avec 169 sièges sur 295, il formera un gouvernement majoritaire pour la deuxième fois consécutive. Au Québec, les conservateurs ont remporté 63 des 75 circonscriptions, soit cinq de plus qu'en 1984; les douze autres sièges sont allés aux libéraux. Par ce balayage, les Québécois ont donc dit oui à l'accord de libre-échange économique entre le Canada et les États-Unis, entente signée le 2 janvier et adoptée aux Communes le 31 août, à laquelle le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, avait donné son appui.

25 novembre 1988

Peu avant 19 heures, un fort tremblement de terre de 6,4 sur l'échelle de Richter, dont l'épicentre se trouve à 35 km environ au sud de Chicoutimi, secoue tout le Québec, le sud de l'Ontario et une partie de l'est des États-Unis. Bien qu'il soit le plus important séisme survenu dans l'est du Canada depuis 1935, il n'a causé que des dégâts mineurs.

14 décembre 1988

Après de longs et houleux débats, des manifestations dans les rues, notamment à Montréal en octobre, et de très nombreux amendements, le projet de loi 137 qui restructure le régime d'aide sociale est adopté par l'Assemblée nationale. Cette réforme en profondeur, qui touche environ 500 000 personnes, a été vivement critiquée dès le début de son étude par la Commission des affaires sociales en février. Divers groupes ont fait connaître leur opposition au projet, notamment le Front commun des assistés sociaux, le Conseil permanent de la jeunesse, diverses centrales syndicales, la Commission des droits de la personne, le Barreau de la province de Québec, ainsi que l'Assemblée des évêques.

19 décembre 1988

À la suite du jugement unanime rendu le 15 décembre par la Cour suprême du Canada invalidant les dispositions de la «loi 101» sur l'unilinguisme français dans l'affichage commercial, le gouvernement de Robert Bourassa dépose à l'Assemblée nationale le projet de loi 178 modifiant la *Charte de la langue française*. Ce projet permet, sous certaines conditions, l'affichage commercial bilingue à l'intérieur des établissements mais, en vertu de la clause dérogatoire (dite clause nonobstant), maintient l'obligation d'afficher uniquement en français à l'extérieur des commerces. Du coup, le Québec est replongé dans la tourmente linguistique. Alors que les milieux nationalistes se mobilisent sous la coupole du Mouvement Québec français, que le PQ réclame le maintien intégral de la «loi 101» en vigueur depuis onze ans, trois des quatre ministres anglophones, Richard French, Clifford Lincoln et Herbert Marx, démissionnent du cabinet libéral; par ailleurs, le recours à la clause dérogatoire pousse la province du Manitoba à retirer son appui à l'entente du lac Meech. À la fin de trois jours de débats passionnés, la loi est adoptée.

1er janvier 1989

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) entre officiellement en vigueur, un an après la signature du traité par les deux pays. Selon le premier ministre Robert Bourassa, le libre-échange fait du Québec une tête de pont pour tout le marché nord-américain.

26 janvier 1989

Causant tout un émoi dans les milieux d'affaires, le président de Power Corporation, Paul Desmarais, fait savoir qu'il cédera le contrôle de la compagnie Consolidated Bathurst, l'une des plus importantes papetières canadiennes, à un groupe de Chicago. La transaction de 2,6 milliards de dollars ne devrait pas entraîner de mise à pied et le siège social de l'entreprise demeurera à Montréal.

28 janvier 1989

Le grand magasin Simpson, de la rue Sainte-Catherine à Montréal, ferme ses portes.

14 février 1989

Deux Québec dans un, l'un qui s'enrichit, l'autre qui s'appauvrit, telle est la conclusion de l'étude que rend publique le Conseil des affaires sociales du Québec au sujet du développement social et démographique du Québec. Tandis que les banlieues des villes sont en pleine croissance, graduellement les centres-villes et l'arrière pays des différentes régions de la province se dépeuplent et donnent des signes de sous-développement.

13 mars 1989

Mécontents de la politique linguistique du Parti libéral du Québec, des anglophones ont fondé l'Equality Party ou Parti Égalité, qui inaugure ses activités à Montréal. Dirigé, jusqu'en janvier 1993, par l'architecte montréalais Robert Libman, ce regroupement politique préconise le libre choix en matière de langue d'affichage et d'enseignement. La nouvelle formation obtiendra sa reconnaissance officielle le 7 mai 1990.

21 mars 1989

Succès sans précédent dans l'histoire du théâtre québécois, après dix années à l'affiche et 1 400 000 spectateurs, la pièce *Broue* reste toujours populaire et les trois mêmes comédiens continuent les représentations.

20 avril 1989

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, annonce une réforme du régime des prêts et bourses qui comprend 24 modifications. En vertu de ce plan, l'aide financière gouvernementale atteindra 456 millions de dollars et touchera 142 000 étudiants. Pour l'opposition péquiste, «après trois ans et demi de tergiversations, le gouvernement libéral a accouché d'une souris». L'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ), qui avait dirigé un mouvement de grève en novembre 1988, considère que «c'est un effort financier nul». Un projet de loi sera présenté à la fin de l'année.

30 avril 1989

Au cours de son congrès annuel, la section québécoise du Nouveau Parti démocratique effectue un virage nationaliste et se sépare du NPD fédéral. Avec un nouveau chef et un exécutif renouvelé et rajeuni, le NPD-Québec veut en outre mettre l'accent sur la protection de l'environnement et sur un nouveau modèle de développement économique durable.

2 mai 1989

L'Agence spatiale canadienne s'établira près de l'aéroport de Saint-Hubert et non à Montréal comme on l'avait d'abord annoncé au début de mars. Alors que la rive sud est en liesse, le maire de Montréal, Jean Doré, fulmine et la ville se plie de mauvaise grâce à cette décision du gouvernement fédéral, qu'appuient le premier ministre du Québec et le chef du PQ.

7 mai 1989

Le Centre canadien d'architecture de Montréal ouvre officiellement ses portes. À la fois musée public et lieu privilégié de recherche, ce centre mondial d'architecture et de design, fondé dix ans plus tôt grâce à l'architecte Phyllis Lambert, méritera le cinquième Grand Prix annuel du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal (CACUM), décerné le 19 mars 1990.

11 mai 1989

Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, Pierre Fortier, présente le projet de loi 134 sur les intermédiaires de marché, dernière étape du programme de réforme et de décloisonnement des institutions financières engagé il y a six ans. L'Assemblée nationale l'adoptera le 20 juin.

16 mai 1989

Le ministre des Finances du Québec, Gérard D. Lévesque, dévoile un budget prudent, axé en premier lieu sur la famille. Outre la priorité de bonifier les mesures mises en place l'année précédente pour donner un meilleur appui financier aux familles, le gouvernement libéral

annonce quelques initiatives en faveur des nouvelles technologies, de l'aide aux régions et de la réfection du réseau routier, ainsi que des mesures en vue de faciliter la levée de fonds pour la recherche et le développement; il fait également part de son accord à la capitalisation des caisses d'épargne et de crédit.

23 mai 1989

Le film de Denys Arcand *Jésus de Montréal* reçoit le prix du Jury du 42e Festival de Cannes.

29 mai 1989

Le Parti libéral sort victorieux des élections partielles tenues dans deux circonscriptions, Hull et Papineau, où sont élus respectivement Robert LeSage et Norman MacMillan.

4 juin 1989

L'ouverture à Montréal de la Ve Conférence internationale sur le SIDA est marquée par l'agitation de manifestants qui dénoncent l'inertie des gouvernements canadien et québécois dans la lutte contre cette maladie.

8 juin 1989

La ministre de l'Environnement, Lise Bacon et son homologue fédéral, Lucien Bouchard, signent le Plan d'action Saint-Laurent. Les deux gouvernements conviennent ainsi des interventions qu'ils mettront conjointement en oeuvre afin de prévenir et de réduire la pollution dans l'écosystème fluvial.

14 juin 1989

Au terme de six mois de négociations ardues dans le but de sortir l'Institut Armand-Frappier de l'impasse financière, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, annonce qu'une entente a été conclue à cette fin entre le Fonds de solidarité de la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec), la compagnie Cascades et la Caisse de dépôt et de placement du Québec : le volet commercial de l'institut demeurera québécois.

15 juin 1989

Une étude réalisée par le Conseil canadien de développement social révèle qu'au Québec le nombre de familles et d'individus vivant sous le seuil de pauvreté augmente plus rapidement que dans le reste du Canada. Les couches sociales les plus touchées sont les femmes seules, les jeunes peu scolarisés, ainsi que les enfants et les ménages dont le chef est âgé entre 25 et 34 ans.

Décès de Maurice Bellemare, le «vieux lion» de la politique québécoise. Quatre jours plus tard, c'est l'Union nationale, parti dont il fut un des représentants à l'Assemblée nationale de 1944 à 1966 et chef intérimaire, qui perd sa reconnaissance officielle après 54 ans d'existence.

20 juin 1989

Le projet de loi 146 créant un «patrimoine familial» est adopté par l'Assemblée nationale. Selon la ministre déléguée à la Condition féminine, Monique Gagnon-Tremblay, qui a présenté le projet, de même que pour la députée péquiste Louise Harel, qui a concouru à son adoption, les Québécoises obtiennent l'égalité économique avec les hommes dans le mariage grâce à la constitution de ce patrimoine commun aux deux époux.

7 juillet 1989

Un jugement rendu par la Cour supérieure du Québec interdisant, en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne*, l'avortement d'un foetus de dix-huit semaines déclenche une polémique qui agitera le Québec pendant des mois et met en lumière le vide juridique en cette matière.

9 juillet 1989

C'est par un grand bal populaire dans les rues de la ville que se termine le 10e Festival international de jazz de Montréal, auquel ont participé plus de 100 000 personnes par jour, conférant à cet anniversaire un éclat et un succès inégalés.

20 août 1989

La XIIIe Biennale de la langue française s'ouvre dans la ville de Québec. Environ 350 participants venus de plusieurs pays de la francophonie prendront part aux travaux placés sous le thème «Exprimer la modernité en français».

28 août 1989

La contamination au plomb de terrains résidentiels entourant une usine de recyclage de batteries d'automobiles à Saint-Jean-sur-Richelieu soulève l'inquiétude de la population et amène les autorités gouvernementales à prendre diverses mesures, parmi lesquelles la fermeture de l'entreprise.

13 septembre 1989

Après quatre mois de négociations, une entente de principe rejetée par la base au début de juillet, sept jours de grève et l'application de la loi 160 (adoptée en 1986 pour mettre fin à la grève illégale dans les services de santé), la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) accepte les propositions gouvernementales. Dès le lendemain, malgré le retour au travail du personnel infirmier, le secteur de la santé est durement touché par le débrayage des 300 000 syndiqués de l'État, le plus gros depuis le front commun de 1972.

25 septembre 1989

À l'issue d'une campagne électorale dominée par l'actualité québécoise (saga des BPC, grève dans le secteur hospitalier, grogne des anglophones, accusation de favoritisme), le Parti libéral de Robert Bourassa est reporté au pouvoir avec 92 sièges et près de 50 % des voix, soit une

majorité légèrement réduite par rapport à 1985. En revanche, le PQ réalise quelques gains : il l'emporte dans 29 circonscriptions et recueille 40 % des suffrages; son chef, Jacques Parizeau, est élu dans L'Assomption. Les quatre autres sièges de l'Assemblée nationale (qui en compte 125 pour la première fois) sont allés au Parti Égalité, nouvelle formation politique que les anglophones de l'ouest de Montréal ont élu en bloc aux dépens des libéraux. Les autres tiers partis n'ont guère eu de succès : aucun n'est parvenu à faire élire de député et, avec 2 % du vote, le Parti vert du Québec a même supplanté le NPD-Québec, dont le chef a annoncé sa démission. Même si le taux de participation atteint presque 75 %, les autochtones ont largement ignoré les élections : à peine la moitié d'entre eux s'étaient inscrits sur les listes électorales et, de ce nombre, environ le quart a voté. Outre le West Island montréalais, c'est dans la région du Nord-Ouest québécois et dans celle de Laurentides-Lanaudière que le PLQ accuse le plus de changements, au profit toutefois du PQ. À l'Assemblée nationale, la représentation des femmes passe de 18 à 23 députées (15 libérales et 8 péquistes), mais leur place relative n'augmente que de trois points, passant de 15 à 18 %.

4 octobre 1989

En prenant officiellement possession de l'important constructeur d'avion d'Irlande du Nord, Short Brothers, Bombardier confirme sa place au rang de multinationale. La compagnie compte désormais plus de 20 000 employés dans le monde et son chiffre d'affaires dépasse deux milliards de dollars.

2 novembre 1989

La ministre des Affaires culturelles, Lucienne Robillard, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, remettent les Prix du Québec à six personnalités québécoises qui ont apporté une contribution exceptionnelle à l'essor de la société dans les domaines culturel et scientifique. Le prix *Albert-Tessier* (cinéma) est décerné au réalisateur et scénariste Denys Arcand, le prix *Athanase-David* (littérature) à l'homme de lettres Jean Ethier-Blais, le prix *Denise-Pelletier* (arts d'interprétation) à la danseuse et chorégraphe Jeanne Renaud, le prix *Paul-Émile-Borduas* (arts visuels) au peintre Claude Tousignant; dans le secteur des sciences humaines, le prix *Léon-Gérin* est attribué au politicologue Gérard Bergeron, en sciences naturelles et génie, le prix *Marie-Victorin* va au physiologiste Jacques Le Blanc.

5 novembre 1989

Dans le cadre des élections municipales, qui se tiennent dans plus de 1 021 municipalités de la province, les citoyens de la ville de Québec mettent fin à vingt-cinq ans de règne du Parti civique en élisant à la mairie Jean-Paul L'Allier, chef du Rassemblement populaire. Par contre, à Laval, les électeurs donnent à Gilles Vaillancourt la victoire prévue, et, à Sainte-Foy, Andrée Boucher l'emporte de façon écrasante. Tous les trois seront reportés au pouvoir aux élections de novembre 1993.

16 novembre 1989

Mort de Jean-Claude Malépart, député libéral de Laurier-Sainte-Marie aux Communes. Il s'était fait la voix des démunis de sa circonscription de l'est de Montréal.

4 décembre 1989

Au terme d'une lutte d'influence entre le Canada et le Québec, d'une part, et la France et la Belgique, d'autre part, le délégué général du Québec à Paris, Jean-Louis Roy, est élu secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, qui regroupe 39 pays francophones.

6 décembre 1989

Un forcené tire à l'aveuglette et tue 14 femmes (13 étudiantes et une secrétaire) à l'École polytechnique de Montréal, puis s'enlève la vie. Sa diatribe contre les féministes contribuera à donner à ce massacre une connotation socio-culturelle qui alimentera pendant longtemps les débats publics.

19 décembre 1989

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, rend publique la décision gouvernementale de débloquer les frais de scolarité des étudiants de niveau universitaire. «Gelés» depuis vingt ans, les droits perçus par les universités québécoises sont les plus bas au Canada et, en dépit des hausses prévues, le resteront. Les associations étudiantes la condamnent violemment et promettent une «riposte d'envergure». Les députés du PQ dénoncent également la décision du gouvernement ainsi que les jeunes libéraux, tandis que la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) s'en réjouit mais avec prudence.

24 janvier 1990

Au cours des XIV^{es} Jeux du Commonwealth qui s'ouvrent à Auckland, en Nouvelle-Zélande, trois athlètes du Québec remporteront des médailles d'or : Nathalie Giguère au 200 mètres brasse, Guillaume Leblanc dans les épreuves de marche de 30 km et, en nage synchronisée solo, Sylvie Fréchette qui, en décembre, sera choisie l'athlète féminine de l'année par la Fédération aquatique du Canada.

12 février 1990

Pour la première fois de son histoire, le NPD fait élire un candidat dans une circonscription québécoise. À l'issue de l'élection fédérale partielle tenue dans Chambly, Philip Edmonston l'emporte facilement sur son adversaire libéral, l'ex-ministre provincial Clifford Lincoln.

15 mars 1990

Le président de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, Jean Campeau, annonce avec fierté que l'organisme a connu en 1989 une croissance record de l'actif à la valeur de réalisation qui, grâce à une addition de 5,7 milliards de dollars, a atteint 37,5 milliards et affiche un rendement moyen de 16 % au cours des huit dernières années.

Après quinze mois de discussions et d'affrontements, le Conseil du trésor et la CSN en viennent à une entente de principe touchant les quelque 125 000 travailleurs du secteur public représentés par cette centrale syndicale. Le 3 avril, ce sera au tour des 130 000 membres

de la CEQ de s'entendre avec l'État sur les propositions gouvernementales, mettant ainsi un terme à la ronde des négociations dans le secteur public et parapublic. Si la CSN qualifie le règlement du «meilleur en 10 ans», la CEQ ne signera qu'avec amertume la nouvelle convention de travail.

17 mars 1990

Le pape Jean-Paul II désigne Mgr Jean-Claude Turcotte pour succéder au cardinal Paul Grégoire à la tête du diocèse de Montréal; à Québec, Mgr Maurice Couture prendra la relève de Mgr Louis-Albert Vachon.

20 mars 1990

À la soirée de remise des prix Génie à Toronto, le film *Jésus de Montréal*, du réalisateur Denys Arcand, reçoit 13 trophées, soit 12 Génie et la Bobine d'or.

6 avril 1990

L'entente Canada-Québec en vue d'aménager un parc marin de 800 km² dans le fjord du Saguenay et l'estuaire du Saint-Laurent est ratifiée. C'est la première fois depuis la création du parc de la Mauricie que le gouvernement du Québec consent à l'implantation d'un parc fédéral sur son territoire. L'Union québécoise de la conservation de la nature et l'Association touristique de Charlevoix se réjouissent de cet accord.

25 avril 1990

L'Assemblée nationale commémore le cinquantième anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes au Québec.

26 avril 1990

Afin de contrer le ralentissement de la croissance économique, le gouvernement provincial décide d'accélérer les investissements publics. Le budget de 35,4 milliards de dollars annoncé par le ministre des Finances, Gérard D. Lévesque, opte donc pour une hausse du déficit de 1,6 à 1,75 milliard, la première après cinq années de baisse, l'imposition de nouvelles taxes sur le tabac et l'alcool, ainsi que l'augmentation des taxes sur les profits des entreprises. L'État entend bonifier ses mesures d'aide à la famille cette année encore, mettre en place un plan quinquennal de réfection et d'entretien des routes, de même que de restructuration de l'industrie des pêches.

30 avril 1990

Québec injectera près de 29 millions de dollars en cinq ans pour assurer la relance économique du sud-ouest de Montréal et freiner le chômage et la pauvreté. Annoncé par le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, cet investissement est la réponse du gouvernement aux recommandations faites par le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi du sud-ouest de Montréal (CREESOM), qui a remis son rapport en novembre 1989. Ce plan gouvernemental, axé sur le soutien aux entreprises, est toutefois critiqué pour son silence en ce qui concerne l'habitation et l'éducation.

16 mai 1990

Le feu éclate dans le plus gros dépotoir de pneus hors d'usage de la province, situé à Saint-Amable, petite localité au sud-est de Montréal. Il faudra trois jours pour venir à bout de l'incendie des quelque quatre millions de pneus.

21 mai 1990

Mort du peintre naïf Arthur Villeneuve, autodidacte de génie, très prolifique, dont les oeuvres ont suscité un vif intérêt tant au Canada qu'à l'étranger. Il commença sa carrière en 1957, en couvrant de fresques les murs de sa maison, à Chicoutimi.

22 mai 1990

Le ministre du Travail, Yves Séguin, explique les grandes lignes du décret gouvernemental qui régira pour une période de trois ans les conditions de travail dans l'industrie de la construction. De l'avis du ministre, c'est la première fois depuis 1989 qu'un décret contient autant d'améliorations et ne comporte aucun recul. La réaction syndicale est partagée : alors que la FTQ et la CSN sont plutôt déçues, le Conseil provincial des métiers de la construction y voit plusieurs améliorations. Pour sa part, l'Association des entrepreneurs de construction du Québec (AECQ) juge le décret «coûteux», mais se réjouit qu'il assure la paix industrielle et qu'il exclue le régime de sécurité du revenu.

11 juin 1990

Le président du conseil d'administration du *Devoir* annonce que la direction du journal, qui fête ses 80 ans cette année, sera confiée, à compter de juillet, à Lise Bissonnette, journaliste de carrière et ancienne éditorialiste de ce quotidien.

20 juin 1990

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi 75 qui met fin à deux ans de tergiversations au sujet des heures d'ouverture des commerces. Le gouvernement libéralise les heures en semaine mais maintient l'interdiction d'ouvrir le dimanche, au grand déplaisir des lobbies de puissants marchands qui souhaitent une libéralisation complète.

22 juin 1990

La non-ratification par le Manitoba et Terre-Neuve de l'entente constitutionnelle signée en juin 1987 par tous les premiers ministres canadiens marque l'échec de l'accord du lac Meech. Devant l'Assemblée nationale, le premier ministre Robert Bourassa réaffirme qu'en dépit de ce refus le «Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin»; il reçoit l'appui du chef de l'opposition, Jacques Parizeau. Le gouvernement québécois refusant désormais de participer aux négociations à onze, Québec et le reste du Canada s'engageront dans des processus séparés de redéfinition politique et constitutionnelle. Libéraux et péquistes s'entendront, en septembre, pour confier ce mandat à une commission parlementaire «élargie et non partisane», qui remettra son rapport en mars 1991, première étape de l'action du Québec en la matière. De son côté, Ottawa, après avoir créé au début de novembre 1990 le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada (appelé Commission Spicer), mettra sur pied en décembre un comité parlementaire mixte spécial, le

Comité Beaudoin-Edwards; à la suite de la divulgation par le premier ministre Brian Mulroney, le 24 septembre 1991, du document *Bâtir ensemble l'avenir du Canada*, le gouvernement canadien chargera le Comité Castonguay-Dobbie (qui, après la démission de Claude Castonguay, sera coprésidé par Gérald Beaudoin) de recueillir les réactions aux propositions constitutionnelles fédérales. Les travaux menés de part et d'autre culmineront dans le référendum d'octobre 1992.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi 60 instituant la Société québécoise de récupération et de recyclage. Recyc-Québec est créé pour répondre aux impératifs de la politique québécoise de gestion intégrée des déchets solides.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi 65 modifiant la *Loi sur la qualité de l'environnement* de façon à permettre d'appliquer le principe pollueur-payeur à la décontamination des sols. La nouvelle loi oblige notamment toute personne ou société responsable de la contamination d'un terrain à restaurer les lieux en assumant le coût de la dépollution.

23 juin 1990

Jean Chrétien est élu le neuvième chef du Parti libéral du Canada au premier tour de scrutin avec 55 % des voix, mais le parti est divisé au sujet de l'avenir du Québec.

26 juin 1990

Le premier ministre du Canada annonce la nomination de Martial Asselin au poste de lieutenant-gouverneur du Québec, lequel prêtera serment le 9 août, et celle d'Antonio Lamer comme juge en chef de la Cour suprême du Canada.

11 juillet 1990

À la demande des autorités municipales d'Oka, les policiers de la Sûreté du Québec interviennent, mais sans succès, afin de faire lever les barricades que les Mohawks de Kanesatake ont érigées, en mars, pour protester contre l'agrandissement d'un terrain de golf sur une étendue de terre qu'ils considèrent comme leur territoire propre; au cours du raid, le caporal Marcel Lemay, de l'escouade d'intervention tactique, est mortellement atteint. Par solidarité avec leurs frères, les Warriors de Kahnawake, près de Châteauguay, dresseront également des barricades, bloquant la route 132 et l'accès au pont Mercier. C'est le début de la crise amérindienne qui mobilisera la population du Québec et ses dirigeants. Le 26 septembre, après 78 jours de siège, de négociations avec les autorités québécoises et canadiennes, ponctuées de nombreux incidents, les derniers Warriors encore retranchés dans Kanesatake se rendront dans la confusion à la police militaire de l'armée canadienne. Le conflit armé est résorbé, mais le problème autochtone reste posé.

18 juillet 1990

Décès, à l'âge de 44 ans, de Gerry Boulet, la «voix qui chantait du rock à s'en fendre l'âme», fondateur du groupe Offenbach.

25 juillet 1990

L'ex-ministre conservateur Lucien Bouchard, qui a démissionné du cabinet Mulroney au mois de mai en désaccord avec les recommandations du Comité sur l'entente constitutionnelle du lac Meech dirigé par Jean Charest, annonce la formation du Bloc québécois, groupe voué à

la promotion de la souveraineté du Québec à la Chambre des communes, dont il sera le chef. Le 15 juin de l'année suivante, conformément à la décision prise en février de transformer leur formation en parti politique officiel, les membres du Bloc tiendront une assemblée de fondation, à Tracy.

4 septembre 1990

Annoncée dans la foulée de l'échec de l'entente du lac Meech en juin, la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est officiellement créée par l'adoption à l'unanimité du projet de loi 90 par l'Assemblée nationale. Coprésidée par Michel Bélanger et Jean Campeau, elle sera composée non seulement de parlementaires mais aussi de gens issus des municipalités, du monde des affaires, du milieu syndical, du secteur des coopératives, des domaines de la culture et de l'enseignement. Parvenue à un consensus fragile, la Commission Bélanger-Campeau remettra son rapport le 26 mars 1991. Dans l'*Avenir politique et constitutionnel*, deux voies s'ouvrent aux Québécois pour briser l'impasse : soit un nouveau partenariat qui accepterait de redéfinir le statut du Québec, soit la tenue d'un référendum en 1992 sur la souveraineté du Québec. C'est en juin que l'Assemblée nationale donnera une suite législative à ces recommandations.

10 octobre 1990

La Commission d'enquête sur les déchets dangereux, présidée par Yvon Charbonneau, remet son rapport au ministre de l'Environnement, Pierre Paradis. Mise sur pied dans le sillage des incendies de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Amable ainsi que de la découverte de plomb dans une propriété de Saint-Jean-sur-Richelieu, la commission propose 153 recommandations au gouvernement.

30 octobre 1990

Décernés pour couronner l'ensemble d'une oeuvre culturelle ou scientifique exceptionnelle, les Prix du Québec sont attribués cette année au cinéaste Gilles Carle (prix *Albert-Tessier* de cinéma), à la romancière Andrée Maillet (prix *Athanase-David* de littérature), à la basse Joseph Rouleau (prix *Denise-Pelletier* pour les arts d'interprétation), au sculpteur Michel Goulet (prix *Paul-Émile-Borduas* pour les arts visuels), au sociologue Fernand Dumont (prix *Léon-Gérin* pour les sciences humaines) et au chimiste Leo Yaffe (prix *Marie-Victorin* pour les sciences naturelles et le génie).

4 novembre 1990

Les citoyens de près de 200 localités du Québec vont aux urnes. À Montréal, Jean Doré et son parti, le Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal, sont facilement reportés au pouvoir pour la deuxième fois et, à Montréal-Nord, le maire Yves Ryan entreprend son huitième mandat consécutif, alors qu'à Sherbrooke le maire sortant, qui était en poste depuis huit ans, est défait de justesse.

20 novembre 1990

Le constructeur d'automobiles Hyundai inaugure une nouvelle usine de 120 millions de dollars à Bromont, en Estrie. Malgré l'apport répété d'aide ou de fonds publics, la compagnie annoncera, en mars 1994, son intention de fermer ses portes.

[redacted]

25 novembre 1990

Un sondage CROP révèle que l'idée de l'indépendance du Québec atteint un sommet inégalé dans l'opinion populaire : 58 % des répondants se déclarent en faveur de cette option politique, et le pourcentage de ceux qui sont favorables à l'indépendance assortie d'une association économique avec le Canada s'élève à 66 %.

4 décembre 1990

Dans un document intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble*, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Monique Gagnon-Tremblay, dévoile un énoncé de politique gouvernemental qui vise, d'une part, à favoriser l'implantation des immigrants dans des régions autres que Montréal, qui accueille traditionnellement près de 90 % des arrivants, et, d'autre part, à faciliter l'intégration de ces personnes à la société québécoise. À cette fin, Québec entend doubler d'ici cinq ans le nombre d'immigrants d'expression française. Cette politique sera suivie, à la fin du mois, par l'annonce d'une entente conclue entre Québec et Ottawa en vertu de laquelle l'Administration québécoise prendra en charge, à compter du 1er avril 1991, les programmes d'intégration linguistique, culturelle et économique offerts aux immigrants.

5 décembre 1990

L'annonce de réduction de services faite par la société Radio-Canada soulève la colère des régions au Québec; ces diminutions dues à des compressions budgétaires de l'ordre de 108 millions de dollars devraient entraîner environ 1 100 pertes d'emploi.

7 décembre 1990

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, lance avec éclat un document intitulé *Une réforme axée sur le citoyen*, qui propose une révision en profondeur du système de santé québécois, axée sur la participation du citoyen, la régionalisation et le contrôle des coûts des services médicaux. Généralement fort bien accueillies, ces propositions provoquent toutefois l'opposition des médecins, qui combattront sans relâche le projet de loi 120 déposé à l'Assemblée nationale le 17 décembre. C'est au prix de nombreux amendements que la réforme sera finalement adoptée le 28 août 1991, quoique sans l'appui du PQ qui considère que le projet modifié n'assure plus une réelle décentralisation des soins de santé ni la répartition équitable de l'effectif médical en région.

Mort du comédien passionné et ardent nationaliste, Jean Duceppe, fondateur de la Compagnie Jean-Duceppe.

Décès de Jean-Paul Lemieux, un des grands de l'art pictural québécois, peintre de l'hiver, de la solitude et du «temps suspendu».

9 décembre 1990

Mère Marguerite d'Youville, née à Varennes en 1701, fondatrice de la Congrégation des Soeurs de la charité (dites soeurs grises) de l'Hôpital général de Montréal en 1753, est canonisée par le pape Jean-Paul II.

14 décembre 1990

Dans une communication intitulée «Le Partage des responsabilités entre le gouvernement et les municipalités : des ajustements nécessaires», le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, présente la réforme de la fiscalité municipale que le gouvernement libéral entend mettre en oeuvre pour réduire la part de l'État dans le financement des secteurs qu'il juge du ressort municipal. Malgré la bataille menée par l'ensemble des élus municipaux, mais aussi l'opposition des chambres de commerce, du Conseil du patronat, des grandes centrales syndicales et même des jeunes libéraux, malgré l'obstruction des péquistes qui ont pris fait et cause pour les municipalités, le projet de loi 145, déposé à l'Assemblée nationale le 15 mai 1991, sera adopté en juin.

31 décembre 1990

Six ans après sa mise sur pied dans la ville de Québec, l'Opération Nez-rouge, qui s'est répandue aux quatre coins du Québec, puis s'est implantée à Halifax (1988), a gagné cette année la Suisse. Cette initiative originale de sécurité routière, qui offre les services de chauffeurs bénévoles pendant la période des fêtes de fin d'année, s'étendra à Strasbourg, en France, en 1991, à Calgary en 1992 et à Vancouver en 1993.

1er janvier 1991

Malgré l'opposition des sénateurs libéraux, la nouvelle taxe fédérale sur les produits et services (TPS) entre en vigueur dans tout le pays. Au Québec, en vertu de l'accord signé le 30 août 1990 avec le gouvernement fédéral, la taxe de vente provinciale sur les biens meubles s'harmonisera avec le régime fédéral; les livres en sont toutefois exemptés. En désaccord avec cette taxe qu'il considérait «complexe, injuste, chère et dure», le ministre du Revenu, Yves Séguin, avait remis sa démission du cabinet Bourassa le 13 septembre 1990, puis avait quitté son siège de député le mois suivant.

18 janvier 1991

Conformément aux recommandations de la Commission Charbonneau, le gouvernement du Québec adopte une stratégie d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde et qui se trouvent à Saint-Basile-le-Grand, Baie-Comeau, Shawinigan-Sud, Saint-Lazare et Montréal.

19 janvier 1991

Mort de Marcel Chaput, cofondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), dont il fut le premier vice-président, et fondateur du Parti républicain du Québec.

22 janvier 1991

Dans un document intitulé *Un projet de stratégie : aménager pour mieux protéger les forêts*, le ministre délégué aux Forêts, Albert Côté, rend publique une nouvelle stratégie de protection des forêts, dont l'objectif primordial consiste à réduire l'utilisation des pesticides et l'arrosage aérien de défoliants chimiques. La stratégie gouvernementale fera l'objet dans les mois qui suivent d'une consultation publique placée sous la responsabilité du Bureau d'audiences

publiques sur l'environnement (BAPE) et sera suivie, en février 1992, d'un Plan de gestion intégrée dans le but d'harmoniser les différentes vocations du patrimoine forestier, notamment l'exploitation de la faune.

Décès de l'écrivain et diplomate Robert Choquette, auteur de la première série radiophonique, *Le Curé de village*, et du téléroman *La Pension Velder*.

29 janvier 1991

Le Comité constitutionnel du Parti libéral, dirigé par Me Jean Allaire et mis sur pied en février 1990, rend public son rapport, intitulé *Un Québec libre de ses choix*. Le document propose une réforme en profondeur du cadre politique et constitutionnel qui s'articule autour de trois objectifs : l'autonomie politique de l'État québécois, le renforcement de l'union économique canadienne et le réaménagement de la structure politique du Canada. De plus, il prévoit la tenue d'un référendum, avant la fin de l'automne de 1992, portant sur le nouveau pacte Canada-Québec ou, en cas d'échec des négociations, sur l'accession à la souveraineté du Québec. Le rapport Allaire sera adopté par les militants libéraux le 10 mars, à l'occasion du vingt-cinquième congrès du PLQ. Robert Bourassa rappellera toutefois que le Canada reste le premier choix du gouvernement du Québec. Ces revendications sans précédent sèment le désarroi dans le reste du Canada.

7 février 1991

Mort du peintre Jean-Paul Mousseau, dont l'oeuvre a marqué l'environnement de Montréal, notamment dans le métro.

11 février 1991

Le Québec adhère au projet de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, confiant que cette entente offrira aux entreprises québécoises un accès privilégié au marché mexicain, composé de 85 millions de consommateurs, lequel pourrait aussi devenir la porte d'entrée de l'Amérique latine. *L'Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA) sera signé le 17 décembre 1992 par les chefs de gouvernement des trois pays, puis devra être approuvé par les corps législatifs de chacun des États membres. Son entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 1994.

19 mars 1991

L'annonce faite par le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, de l'intention gouvernementale de geler pour un an les salaires des employés du secteur public et parapublic à compter du 1er janvier 1992 soulève un tollé de protestations. Un mois plus tard, l'État et les syndiqués concluront une entente qui prolonge les conventions collectives de travail pour une durée de six mois et qui prévoit une augmentation de 3 % des échelles salariales à partir du 30 juin 1992. De cette façon, le gouvernement estime pouvoir épargner 743 millions de dollars.

2 mai 1991

Devant les difficultés économiques causées notamment par l'impact de la récession et des réductions dans les transferts fédéraux, le ministre des Finances, Gérard D. Lévesque, annonce une augmentation substantielle du déficit budgétaire provincial (de 1,7 à 3,5 milliards de

dollars), une hausse des taxes à la consommation sur l'alcool, le tabac et l'essence, ainsi que des impôts des entreprises. Le PQ et les milieux syndicaux réagissent mal au budget 1991-1992, et les gens d'affaires s'inquiètent de la hausse du déficit.

16 mai 1991

Les quincailleries Pascal, entreprise fondée en 1903, doivent fermer leurs portes.

13 juin 1991

Le Groupe-conseil sur la politique culturelle du Québec, mis sur pied le 24 janvier et présidé par le directeur général du Musée de la civilisation, Roland Arpin, présente à la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, une *Proposition de politique de la culture et des arts*. Le document, qui contient 113 recommandations, propose essentiellement la création d'un véritable ministère de la Culture, seul maître d'oeuvre du projet culturel québécois et doté d'un budget à la mesure de sa mission. Considéré par la ministre comme pièce maîtresse dans l'élaboration de la politique culturelle du Québec, le rapport Arpin sera étudié en commission parlementaire au cours de l'automne; pendant huit semaines d'auditions publiques, agitées par des débats passionnés où s'exprimera souvent la grogne des artistes, les députés entendront les témoignages de 181 personnes ou organismes et recevront 264 mémoires. Une politique officielle sera présentée en 1992.

Issu des recommandations de la Commission Bélanger-Campeau, le projet de loi 150 sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel est présenté à l'Assemblée nationale. Il prévoit l'institution de deux commissions parlementaires chargées d'étudier, l'une, les questions relatives à l'accession du Québec à la souveraineté, l'autre, les offres fédérales ainsi que la tenue d'un référendum en juin ou en octobre 1992 sur la souveraineté. Devant l'attitude du gouvernement libéral qui réaffirmera à plusieurs reprises sa préférence pour le fédéralisme renouvelé et parce que le texte législatif consacrera la marge de manoeuvre gouvernementale, le PQ votera contre ce projet au moment de son adoption par la Chambre, le 20 juin.

20 juin 1991

Le plan d'action du gouvernement du Québec en matière d'immigration et d'intégration est rendu public par la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Monique Gagnon-Tremblay. Ce document met l'accent sur l'intégration économique des immigrants et reconnaît le rôle particulier que joue Montréal à cet égard. L'objectif de régionalisation, aussi mis de l'avant par la ministre dans son énoncé de politique de décembre 1990, fera l'objet d'un document d'orientation stratégique dévoilé en septembre 1992.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi 117 qui modifie la *Loi sur le cinéma* dans le but d'accroître le nombre de films présentés en français et de promouvoir l'industrie québécoise du doublage. En outre, le projet de la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, change le système de classement des films par tranche d'âge en établissant de nouvelles catégories.

Le ministre du Travail, Normand Cherry, annonce à l'Assemblée nationale une série de mesures visant à donner suite au rapport de la Commission d'enquête Sexton-Picard (rendu public le 12 juillet 1990) sur la stabilisation du revenu et de l'emploi dans l'industrie de la construction au Québec. Déjà très satisfaits des recommandations du rapport qui endossait leurs principales demandes, les syndicats réservent un bon accueil au plan d'action gouvernemental. Le ministre s'engage en outre à s'attaquer, au cours de l'année, au problème du travail au noir : le projet

de loi 185 sur la notion de travailleur autonome dans l'industrie de la construction, qui soulèvera beaucoup d'opposition de la part de certains groupes d'entrepreneurs, sera finalement adopté en juin 1992.

6 juillet 1991

Environ 85 000 personnes assistent au défilé qui marque l'ouverture de la dixième édition du Festival mondial de folklore de Drummondville, auquel participent plus de 1 000 artistes venus de 17 pays. En dix ans, cette manifestation, qui «a donné ses lettres de noblesse au folklore d'ici et d'ailleurs», est devenue la deuxième du genre au monde.

7 août 1991

Le gouvernement du Québec entérine des modifications à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Ces modifications visent à assurer une protection de tous les lacs et cours d'eau en milieu agricole en créant notamment une bande riveraine de trois mètres en milieu agricole.

12 août 1991

La victoire facile du candidat péquiste Jean Filion à l'élection partielle tenue dans la circonscription de Montmorency met fin à la série noire du PQ qui, depuis 1976, avait subi la défaite à 32 reprises dans des élections complémentaires.

Après plus de deux semaines d'intenses négociations, les deux plus importantes firmes d'ingénierie-conseil au Canada, Lavalin, fleuron de la technologie québécoise, acculée à la faillite, et SNC, sa principale rivale, rendent publique l'entente qu'elles ont conclue en vue de leur fusion. Avec un chiffre d'affaires d'au moins 800 millions de dollars et 6 000 employés, la nouvelle société SNC-Lavalin se situera parmi les cinq grandes entreprises d'ingénierie au monde.

10 septembre 1991

Le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, dévoile les grandes orientations de son plan d'action pour l'année 1991-1992 : allongement du calendrier scolaire, mise en oeuvre de mesures destinées à lutter contre l'abandon scolaire et à favoriser l'intégration des jeunes originaires d'autres pays, enfin, augmentation des responsabilités dévolues aux commissions scolaires. La CEQ accepte les objectifs proposés par ce plan tout en rappelant la nécessité d'octroyer les ressources financières appropriées. Toutefois, la perspective de la hausse de l'impôt foncier suscite déjà des objections de taille annonciatrices de débats houleux.

Le ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, Yvon Vallières, annonce en conférence de presse que le gouvernement du Québec viendra en aide à l'industrie des pêcheries en mettant de l'avant un programme qui prévoit l'injection de 32,7 millions de dollars sur une période de quatre ans. Le principal élément du programme de coopération pour l'avenir des pêcheries (CAP) a trait au maintien des capacités de capture en vue du rétablissement de la part du Québec dans les pêches de l'Atlantique.

19 septembre 1991

Dans un document intitulé *Le Québec et l'interdépendance : le monde pour horizon*, le ministre des Affaires internationales, John Ciaccia, présente la nouvelle politique d'affaires internationales, dont les objectifs sont essentiellement commerciaux. Selon une approche définie comme «pragmatique, réaliste, avant-gardiste», les éléments de cette politique visent à revitaliser, à l'échelle internationale, l'économie québécoise pour accroître sa compétitivité et renverser le mouvement de chute libre que connaît le Québec depuis dix ans.

28 octobre 1991

La ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Lucienne Robillard remettent les Prix du Québec aux six lauréats : le cinéaste d'animation Frédéric Back reçoit le prix *Albert-Tessier* (cinéma), la poétesse Nicole Brossard le prix *Athanase-David* (littérature), le musicien et compositeur Gilles Tremblay le prix *Denise-Pelletier* (arts d'interprétation), le designer industriel Michel Dallaire le prix *Paul-Émile-Borduas* (arts visuels), l'anthropologue Bruce G. Trigger le prix *Léon-Gérin* (sciences humaines) et le neurophysiologiste Mircea Steriade le prix *Marie-Victorin* (sciences naturelles et génie).

13 novembre 1991

Mort du cardinal Paul-Émile Léger. «Homme d'Église et homme de coeur», il fut archevêque de Montréal de 1950 à 1967 et un des leaders de l'aile réformiste du concile Vatican II, puis il se fit simple missionnaire en Afrique jusqu'en 1979. Avec son frère, il mit sur pied, en 1981, la fondation Jules et Paul-Émile-Léger, vouée au secours des miséreux du tiers-monde.

2 décembre 1991

C'est en présence d'une très imposante brochette d'invités, parmi lesquels le premier ministre, Robert Bourassa, et neuf autres membres du cabinet, que le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Gérald Tremblay, lance officiellement une stratégie de développement économique à moyen et long terme pour le Québec, aboutissement de deux années de travail fait avec la collaboration de nombreuses équipes de fonctionnaires et de décideurs patronaux et syndicaux. L'objectif de la stratégie, dite des «grappes industrielles», est de susciter suffisamment de synergie entre les industries d'un même secteur d'activité pour accroître leur compétitivité, accélérer leur croissance et créer plus d'emplois.

11 décembre 1991

Le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, André Bourbeau, rend public un énoncé de politique intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et présente un projet de loi créant la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. Cet organisme, administré en partenariat par l'État, le patronat et les syndicats, sera chargé d'élaborer, mettre en oeuvre et gérer la formation professionnelle, ainsi que de veiller à l'équilibre de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail. Le 22 juin 1992, en dépit de l'obstruction systématique du PQ, l'Assemblée nationale adoptera le projet de loi 408.

15 décembre 1991

La série télévisée les *Filles de Caleb*, regardée par plus de 3,5 millions de téléspectateurs, triomphe au gala des prix Gémeaux en raflant treize récompenses.

17 décembre 1991

Réunis au Salon bleu de l'Assemblée nationale, les parlementaires québécois assistent aux cérémonies qui marquent le coup d'envoi des célébrations du bicentenaire des institutions parlementaires en terre québécoise. Tout au long de l'année 1992, conférences, expositions, spectacle son et laser, Symposium international de parlementaires, commémoreront la naissance du système politique du Québec.

Le président du Conseil du trésor et président du Comité ministériel permanent pour le développement de Montréal, Daniel Johnson, dévoile un plan stratégique en vue d'assurer le redressement économique durable de la région montréalaise. Sur les 500 millions de dollars que prévoit ce plan quinquennal, 300 millions seront injectés dans un nouvel organisme, Innovatech Grand Montréal, chargé de stimuler l'innovation dans tous les secteurs de l'activité industrielle. Les milieux d'affaires reconnaissent le bien-fondé de la stratégie, mais considèrent les moyens proposés nettement insuffisants.

18 décembre 1991

Abordant le deuxième volet de sa réforme de la santé, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, publie un document de consultation intitulé *Un financement équitable à la mesure de nos moyens* et lance le débat public sur l'épineuse question du coût et du financement du système de santé québécois. Impôt-service, désassurance de certains services, augmentation du fardeau fiscal, tarification, autant de mesures qui seront débattues. Le PQ s'en tiendra résolument à un financement public des soins de manière à maintenir la gratuité universelle. Le 8 mai 1992, le ministre fera connaître sa réponse dans les Choix du Québec en matière de financement du système socio-sanitaire.

Un an après sa présentation à l'Assemblée nationale par le ministre de la Justice, Gil Rémillard, c'est en grande pompe que le projet de loi 125 instituant le nouveau *Code civil du Québec* reçoit la sanction royale du lieutenant-gouverneur, Martial Asselin, devant une centaine de personnalités du monde juridique, au Salon rouge de l'Hôtel du Parlement. Selon le ministre le nouveau code de 3 144 articles, qui ont été l'objet de pas moins de 930 amendements au cours des derniers mois d'étude en commission parlementaire, vise à faire «non pas une révolution mais une continuité dans l'évolution» du droit québécois. L'opposition péquiste se félicite également qu'«un véritable consensus social se soit dégagé lors des travaux» parlementaires. Le nouveau *Code civil* entrera en vigueur le 1er janvier 1994.

Décès de l'éminent microbiologiste, médecin et chercheur Armand Frappier. Pionnier au Canada en matière de vaccination, il fonda en 1938 l'institut de réputation internationale qui porte aujourd'hui son nom.

19 décembre 1991

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, responsable du Développement régional, Yvon Picotte, annonce l'intention du gouvernement d'instaurer une nouvelle structure décentralisée qui mettra fin aux activités de l'Office de planification et de développement du

Québec (OPDQ) créé en 1969. La nouvelle politique de développement régional prévoit la création d'un conseil régional dans 15 régions administratives du Québec à l'exception de celle de Montréal, déjà dotée d'un comité ministériel. Composés d'élus municipaux, d'agents de développement socio-économique et de représentants d'organismes dispensateurs de services publics, ainsi que de députés de l'Assemblée nationale, ces conseils régionaux assureront la concertation des intervenants et la coordination interministérielle, et pourront aviser le gouvernement sur la façon de dépenser. L'adoption du projet de loi 19 par l'Assemblée nationale en juin 1992 donnera le feu vert à l'organisation de ces conseils et au démantèlement de l'OPDQ, qui sera remplacé par une structure plus légère, le Secrétariat aux affaires régionales (SAR).

14 janvier 1992

Le ministre du Tourisme, André Vallerand, présente officiellement un énoncé de politique et un plan d'action triennal. Intitulé *Des saisons et des gens. Le partenariat, force motrice de l'industrie touristique*, cette stratégie témoigne de la «volonté de faire du tourisme un élément actif du développement économique québécois». Bien que l'industrie privée en soit le pivot, elle fait aussi appel au dynamisme des régions, aux regroupements de partenaires et souhaite la participation accrue de tous les intervenants, tant ceux du secteur public que ceux du secteur privé. Ces nouvelles orientations seront suivies à la fin de janvier par l'annonce d'une entente Ottawa-Québec, en vertu de laquelle les deux gouvernements dépenseront conjointement 100 millions de dollars en cinq ans pour soutenir des projets d'expansion, des initiatives de promotion et diverses autres actions en matière de tourisme.

20 janvier 1992

Le Parti québécois reprend la circonscription d'Anjou grâce à la victoire de Pierre Bélanger à l'élection partielle.

8 février 1992

À Albertville, en France, commencent les XVI^{es} Jeux olympiques d'hiver, auxquels participeront plus de 30 athlètes québécois. Parmi eux, l'équipe composée de Sylvie Daigle, Nathalie Lambert, Annie Perreault et Angela Cutrone remportera la médaille d'or au relais 3 000 mètres de patinage de vitesse, et Frédéric Blackburn méritera l'argent à deux reprises.

12 février 1992

Le Québec adopte le *Règlement sur l'entreposage des pneus hors d'usage*. Ce règlement établit les normes de prévention et de sécurité relativement à l'aménagement et à l'exploitation des lieux d'entreposage extérieurs de plus de 1 000 pneus.

17 février 1992

À Québec, s'ouvre le Sommet de la justice, auquel le ministre Gil Rémillard a convié près de 200 invités, issus du monde judiciaire et du droit ainsi que d'organismes sociaux et économiques, dans le but de forger un consensus sur les orientations nouvelles et sur les moyens d'action en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice. Dévoilé à l'occasion de ce colloque, le projet de réforme de l'aide juridique envisagé par le gouvernement a provoqué une levée de boucliers parmi les participants.

5 mars 1992

Décès d'un des pionniers de l'idée de l'indépendance du Québec, Raymond Barbeau, qui fonda en 1957 L'Alliance laurentienne.

16 mars 1992

Mort du romancier populaire Roger Lemelin, auteur également du premier téléroman québécois *La Famille Plouffe*; de 1972 à 1981, il fut éditeur du quotidien *La Presse*.

1er avril 1992

Les joueurs de la Ligue nationale de hockey déclenchent la première grève de l'histoire de la ligue. Le conflit de travail prendra fin le 10, permettant ainsi la tenue des séries éliminatoires de la coupe Stanley.

4 avril 1992

Décès de la «grande dame» du théâtre québécois, Yvette Brind'Amour, cofondatrice en 1949 du théâtre du Rideau Vert, dont elle était la directrice artistique.

13 avril 1992

La ministre déléguée à la Condition féminine et responsable de la Famille, Violette Trépanier, rend public le deuxième plan d'action triennal du gouvernement libéral en matière de politique familiale. *Familles en tête II* s'inscrit «dans un esprit de continuité» de la politique énoncée à l'automne de 1989. La mise en oeuvre des mesures proposées, échelonnée sur trois ans, sous la responsabilité de divers ministères, fait également appel à la participation des municipalités, des employeurs, des syndicats et des groupes communautaires et familiaux. Le PQ qualifie ces recommandations d'«écran de fumée».

11 mai 1992

Après s'être unanimement et vigoureusement opposés à une nouvelle demande gouvernementale de gel des salaires, les six syndicats représentant les 400 000 employés du secteur public et parapublic (CEQ, CSN, FTQ, FIIQ, SPGQ et SFPQ) en viennent à une entente avec le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson. Il y aura principalement maintien de l'augmentation de 3 % des échelles salariales et, sauf pour la CEQ, prolongement de la durée de la convention collective de travail de douze mois et non de deux ans.

14 mai 1992

Dans le budget 1992-1993 livré à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances, Gérard D. Lévesque, aucune augmentation de taxe sur le tabac et l'alcool, ni hausse de l'impôt des particuliers ne sont prévues. En revanche, on annonce l'introduction de la taxe sur les services et les immeubles, limitée toutefois à 4 % (qui entrera en vigueur le 1er juillet), l'accroissement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la diminution du déficit budgétaire à 3,8

milliards de dollars. En outre, des réductions de 135 millions toucheront le secteur de la santé, des compressions seront effectuées dans le budget salarial du secteur public et parapublic, et Québec puisera 275 millions dans la réserve de stabilisation de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ). Si les contribuables sont épargnés, les gens d'affaires fulminent et les syndicats s'insurgent.

16 mai 1992

Un impressionnant défilé de nuit donne le coup d'envoi des célébrations du 350e anniversaire de la fondation de Montréal. Au total, 7,3 millions de personnes prendront part aux 150 jours de festivités, qui seront aussi un succès financier.

8 juin 1992

C'est en présence de la présidente de la CEQ et de celle de la Fédération des commissions scolaires du Québec que, dans un document intitulé *Chacun ses devoirs*, le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, lance un plan d'action précis, axé sur les besoins des régions et la décentralisation, dans le but de stimuler la réussite scolaire en 1992-1993 et de porter de 65 à 80 % en cinq ans le pourcentage d'élèves qui obtiennent le diplôme d'études secondaires.

15 juin 1992

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, rend publique la nouvelle politique de la santé et du bien-être axée sur la prévention et l'amélioration des habitudes et des conditions de vie des citoyens, ainsi que sur le choix des interventions les plus efficaces en accordant la priorité aux régions pauvres et aux groupes plus vulnérables. Ce troisième volet de la réforme de la santé fixe 190 objectifs à atteindre d'ici l'an 2002.

19 juin 1992

La ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, dépose officiellement à l'Assemblée nationale la politique culturelle du Québec, première véritable politique d'ensemble du secteur culturel jamais réalisée au Québec. Bien accueillie, cette proposition poursuit trois grands objectifs : l'affirmation de l'identité culturelle, le soutien aux créateurs et aux arts, l'accès et la participation du plus grand nombre à la vie artistique et culturelle. Un plan d'action triennal prévoit notamment la transformation du ministère des Affaires culturelles, créé en 1961, en un véritable ministère de la Culture, responsable de la mission culturelle au sein de l'État québécois, la création du Conseil des arts et des lettres du Québec, levier autonome dans la mise en oeuvre de la politique culturelle, et l'augmentation des ressources financières.

Le Biodôme est inauguré en grande pompe dans l'est de Montréal. Produit d'un concept d'intégration écologique unique au monde, l'établissement reproduit très fidèlement sur 10 000 mètres carrés quatre écosystèmes des Amériques : la forêt tropicale, la forêt laurentienne, le Saint-Laurent marin et le monde polaire.

[redacted]

9 août 1992

Les Jeux olympiques d'été de Barcelone prennent fin. Au cours de ces compétitions internationales, l'athlète québécois Guillaume Leblanc récolte la médaille d'argent au 20 km de marche et la nageuse Sylvie Fréchette rate l'or en nage synchronisée à cause d'une erreur commise par une juge. La situation sera toutefois corrigée, et le Comité international olympique (CIO) remettra officiellement la médaille d'or à l'athlète féminine le 15 décembre 1993.

14 août 1992

Coup d'éclat à Loretteville : les Hurons élisent Jocelyne Gros-Louis comme Grand Chef de la nation huronne-wendat. La première femme à diriger une nation amérindienne met aussi fin, du moins temporairement, à la longue carrière politique de son adversaire Max Gros-Louis, élu chef en 1964.

23 septembre 1992

La gardienne de but Manon Rhéaume est la première femme à disputer un match dans la Ligue nationale de hockey.

19 octobre 1992

Mort du «roi» de la musique country québécoise, Willie (Joachim Guillaume) Lamothe.

21 octobre 1992

Le ministre délégué aux Forêts, Albert Côté, dévoile un bilan intitulé *L'Industrie québécoise des pâtes et papiers : situation et perspectives d'avenir*. Ce document complète et précise un rapport soumis en février par le Groupe d'action sur l'avenir de l'industrie des produits forestiers. Compte tenu du vieillissement de l'équipement de la moitié des usines québécoises de ce secteur, ainsi que des nouvelles normes de protection de l'environnement, notamment aux État-Unis, les défis posés à cette industrie sont de taille et les solutions exigent des investissements énormes. Parallèlement, un nouveau règlement gouvernemental est adopté afin d'obliger les papetières à réduire de façon considérable leurs rejets de contaminants dans l'eau, l'air et le sol. Celui-ci permettra d'intervenir plus rapidement dans les cas de non-respect des normes, et ce à compter de septembre 1995.

26 octobre 1992

À l'occasion du référendum tenu simultanément dans toutes les provinces du Canada et les deux territoires, le Québec et cinq autres provinces rejettent l'entente constitutionnelle de Charlottetown, marquant le glas de la réforme constitutionnelle. Au Québec, où la participation est la plus élevée, 56,6 % des votants disent non (cette proportion atteint 70 % chez les seuls francophones) à cet accord auquel étaient finalement parvenus le 28 août les onze premiers ministres canadiens, y compris Robert Bourassa. En effet, après deux ans de boycott, le premier ministre québécois avait accepté, le 19 août, de participer de nouveau aux négociations constitutionnelles entre le fédéral, les provinces et des représentants des nations autochtones. Le nouveau projet de constitution canadienne reconnaissait le Québec comme société distincte

mais seulement dans les domaines de la langue, de la culture et du droit civil; il accordait en outre un droit de veto à toutes les provinces sur les modifications aux institutions centrales mais pas sur la création de nouvelles provinces. Pour le PQ, cette entente représente un recul considérable par rapport à Meech. Jean Allaire, qui s'y est opposé également, a démissionné de ses fonctions au sein de l'exécutif du PLQ en septembre et a accepté de faire la campagne référendaire sous le parapluie du NON.

17 novembre 1992

Devant des gens d'affaires et des chefs d'entreprises québécoises, le ministre des Affaires internationales, John Ciaccia, dévoile le *Plan d'action Québec-Mexique. De comun acuerdo*, qui pose les jalons d'une politique d'appui aux entreprises en vue d'accroître les échanges commerciaux avec ce pays. Le gouvernement veut promouvoir le Québec au Mexique et encourager le partenariat d'entreprises dans quatre domaines principaux : l'informatique, les transports urbains, l'agroalimentaire et les télécommunications.

21 novembre 1992

Décès du réalisateur et aquarelliste Jean-Paul Ladouceur, «père» de l'émission *Pépinot et Capucine*, télédiffusée à Radio-Canada dans les années 50, et un des fondateurs de la chaîne Télé-Métropole.

30 novembre 1992

Une étude rendue publique par le Conseil national du bien-être signale que 18 % de la population québécoise vit en deçà du seuil de la pauvreté. Le taux de pauvreté au Québec est supérieur à la moyenne canadienne, qui est de 14,6 %.

5 décembre 1992

Les données de Statistique Canada révèlent que le taux de chômage au Québec a grimpé à 14,3 % en novembre, niveau jamais atteint depuis 1983. Le Québec comptait alors 490 000 chômeurs, soit 60 000 de plus qu'en octobre.

La ville de Québec est choisie par l'Association olympique canadienne (AOC) comme candidate nationale pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver de 2002. La capitale québécoise présentera officiellement sa candidature en décembre 1993.

8 décembre 1992

Le premier lauréat du prix *Gérard-Morisset*, l'architecte Jean-Claude Marsan, reçoit sa récompense des mains de la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, et de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Lucienne Robillard. Les six autres Prix du Québec sont décernés au cinéaste Jean-Claude Labrecque (prix *Albert-Tessier* de cinéma), à l'écrivain André Major (prix *Athanase-David* de littérature), au danseur Vincent Warren (prix *Denise-Pelletier* pour les arts d'interprétation), à l'architecte Dan S. Hanganu (prix *Paul-Émile-Borduas* pour les arts visuels), au philosophe et politicologue Charles Taylor (prix *Léon-Gérin* pour les sciences humaines) et à l'histologiste Charles Philippe Leblond (prix *Marie-Victorin* pour les sciences naturelles et le génie).

10 décembre 1992

La ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lise Bacon, annonce les orientations et le plan d'action du gouvernement en vue de réaliser une «Stratégie québécoise d'efficacité énergétique». L'objectif poursuivi consiste essentiellement à accroître la consommation d'énergie d'un taux très inférieur au taux de croissance du produit intérieur brut. Déjà énoncée le 14 avril et soumise à la consultation publique en mai, cette politique est favorablement accueillie.

11 décembre 1992

Le Québec adhère aux conventions sur la diversité biologique et sur les changements climatiques que le Canada a signées à l'occasion du Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en juin. *La Convention sur les changements climatiques* a pour objet de stabiliser les concentrations de gaz à effets de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. La *Convention sur la biodiversité* vise, pour sa part, la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

16 décembre 1992

Mort de Marcel Rioux, pionnier de la sociologie québécoise, professeur et auteur passionnément engagé dans le débat public.

18 décembre 1992

Le projet de loi 59 modifiant la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* en vue de libéraliser le commerce le dimanche, présenté par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Gérald Tremblay, est adopté par l'Assemblée nationale malgré l'opposition du PQ.

22 décembre 1992

L'Assemblée nationale adopte les projets de loi 52 et 53, présentés par la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla. Le premier prévoit la création du ministère de la Culture en remplacement du ministère des Affaires culturelles, dont les fonctions s'exerceront dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles; le nouveau nom du ministère deviendra officiel le 1er janvier 1993. Le second projet de loi institue le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), organisme chargé «de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production et d'en favoriser le rayonnement au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger» ainsi que «de soutenir le perfectionnement des artistes»; il pourra accorder de l'aide financière au moyen de subventions et de bourses et décerner des prix à l'excellence artistique. La composition du premier conseil d'administration du CALQ sera dévoilée le 1er août 1993 et le Conseil commencera ses activités le 1er avril 1994.

31 décembre 1992

Des modifications sont apportées à la *Loi sur la qualité de l'environnement* afin d'assujettir le développement et l'agrandissement des lieux d'enfouissement sanitaire aux procédures d'évaluation environnementale.

18 janvier 1993

Décès de Simonne Monet-Chartrand, militante engagée principalement dans des mouvements associés à la promotion des femmes, de la justice sociale et de la paix. Elle était l'épouse du bouillant syndicaliste Michel Chartrand.

26 janvier 1993

Mort de Jeanne Sauvé. Journaliste, puis députée libérale et ministre fédérale, elle fut la première femme à occuper les fonctions d'orateur de la Chambre des communes, puis celles de gouverneur général du Canada (1984-1990).

5 février 1993

Décès de Marcel Léger. L'un des premiers députés à avoir été élus sous la bannière du Parti québécois en 1970, il fut également ministre; en 1983, il fonda le Parti nationaliste.

20 mars 1993

À Rome, le pape Jean-Paul II met au rang des bienheureux la Québécoise Dina Bélanger, qui fut religieuse au couvent des Soeurs de Jésus-Marie de Sillery.

31 mars 1993

Dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux, on dénombre 321 ouvrages municipaux d'assainissement en voie d'exécution dans 372 municipalités, 101 autres en construction et 208 à l'étude. Les investissements totaux depuis le début du programme atteignent 4,7 millions de dollars et 65 % de la population du Québec desservie par un réseau d'égout bénéficie d'un système de traitement des eaux usées.

6 avril 1993

À la suite d'une réflexion en profondeur sur le rôle, la structure et le fonctionnement des cégeps (25 ans après leur création), la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Lucienne Robillard, rend publiques les *Propositions du gouvernement du Québec pour un renouveau de l'enseignement collégial.* Afin de permettre aux cégeps d'«assumer les exigences de qualité et d'autonomie découlant de [leur] appartenance à l'enseignement supérieur», il est proposé, entre autres, de rehausser les conditions d'admission, d'introduire un ticket accélérateur, d'accentuer la formation générale, d'accorder une plus grande autonomie aux établissements et de créer une commission indépendante chargée d'évaluer la qualité des collèges. Si les directeurs de cégeps accueillent avec enthousiasme ces propositions, les enseignants ont une réaction mitigée, tandis que les cégépiens s'opposent à l'imposition de frais de pénalité et à la diminution des cours d'éducation physique.

12 mai 1993

En difficultés financières depuis 1991, le transporteur aérien Nationair, fondé en 1984, est déclaré officiellement en faillite, laissant un passif de 83,6 millions de dollars.

21 mai 1993

Huitième budget consécutif présenté par le ministre des Finances Gérard D. Lévesque, celui de 1993-1994 vise avant tout à réduire les dépenses du gouvernement et à lutter contre le déficit, qu'il veut ramener à 4,1 milliards de dollars. L'accent sera mis sur la diminution du nombre de ministères, sur l'abolition ou la réduction d'avantages ou d'abris fiscaux, et on introduira une surtaxe de 5 % pour les salariés dont le revenu est supérieur au revenu moyen.

6 juin 1993

Conscient de la «situation économique douloureuse», le Front commun des syndicats du secteur public et parapublic, à l'exception de la Fédération des affaires sociales (FAS-CSN), est disposé à accepter le gel des salaires d'une durée de douze mois pour tous ses membres. Cette «concession majeure», qui a un «caractère historique» aux yeux des centrales syndicales, est assortie de trois conditions : la négociation d'une politique salariale dans le cadre d'une convention collective d'au moins trois ans; la révision en profondeur de l'organisation du travail; le retrait du projet de loi 102 - lequel sera cependant adopté par l'Assemblée nationale le 16 juin et imposera un gel de deux ans.

11 juin 1993

Une foule joyeuse acclame tout le long de la rue Sherbrooke, à Montréal, les hockeyeurs des Canadiens qui ont remporté pour la vingt-quatrième fois la coupe Stanley. L'hommage des «vrais partisans» fait quelque peu oublier le saccage survenu deux jours plus tôt aux abords du Forum à la suite du match de la victoire.

Le gouvernement se dote d'une nouvelle loi sur les réserves écologiques qui garantit une meilleure protection aux réserves projetées et permet d'engager d'autres intervenants dans leur gestion. Le statut de réserve écologique constitue le seul statut de conservation au Québec qui permet de garantir la pérennité des écosystèmes et de leur compréhension.

17 juin 1993

Le projet de loi 86 modifiant la *Charte de la langue française*, présenté le 6 mai par le ministre responsable de l'application de la charte, est adopté par l'Assemblée nationale à la suite de débats acrimonieux. La nouvelle loi autorise notamment que l'affichage public et la publicité commerciale soient bilingues, pourvu que le français soit «nettement prédominant». Pour Robert Bourassa, c'est un moyen d'éliminer les abus, tandis que pour Jacques Parizeau, il s'agit de bilinguisme intégral.

18 juin 1993

Le Québec adopte le *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone* qui encadre les activités de récupération des substances affectant la couche d'ozone atmosphérique, laquelle a pour rôle essentiel d'absorber le rayonnement ultraviolet intense provenant du soleil et de protéger les organismes vivants des effets néfastes de ces rayons.

20 juin 1993

Le gouvernement du Québec publie son règlement-cadre sur la réforme de l'évaluation environnementale.

22 juin 1993

Décès du comédien et chanteur Michel Noël (Jean-Noël Croteau), célèbre pour son rôle du capitaine Bonhomme, conteur plein de faconde qu'il créa à l'écran de Télé-Métropole en 1963.

5 juillet 1993

Le PQ arrache Portneuf aux libéraux à l'élection partielle tenue dans cette circonscription rendue vacante par suite du départ du ministre Michel Pagé.

7 juillet 1993

Le Mouvement Desjardins annonce qu'à l'automne s'effectuera la fusion de la Corporation du Groupe La Laurentienne à la Société financière des Caisses Desjardins, d'où naîtra la nouvelle Société financière Desjardins-Laurentienne. Grâce à la plus importante opération du secteur financier réalisée au Québec depuis la fusion de la Banque canadienne nationale avec la Banque provinciale il y a quinze ans, le mouvement coopératif Desjardins se trouvera à la tête d'une grande société inscrite à la bourse et acquerra une banque capitaliste, la Banque Laurentienne, fer de lance de son développement au Canada anglais.

14 août 1993

Décès, à l'âge de 49 ans, du cinéaste Francis Mankiewicz, dont le film fétiche, *Les Bons Débarras*, tourné en 1980 sur un scénario de Réjean Ducharme, remporta huit prix Génie.

15 août 1993

Un défilé haut en couleur, composé de 1 500 figurants et d'une centaine de chevaux, clôture les premières Médiévales de Québec, qui ont remporté un vif succès tant sur le plan de l'organisation que sur celui de la participation populaire.

30 septembre 1993

Le Québec améliore sa cote mondiale au chapitre de la protection des milieux naturels. Cette note, attribuée par le Fonds mondial de la nature, n'a cessé d'être évaluée à la hausse, passant de F en 1991 à C^{+} en 1992 et à B^{-} en 1993.

9 octobre 1993

Défini comme un «support à l'industrie touristique du Québec» par le ministre André Vallerand, le premier casino de type européen ouvre ses portes à l'île Notre-Dame de Montréal. En trois jours, près de 40 000 personnes s'y rendront.

25 octobre 1993

Un nouveau paysage politique canadien se dessine à l'issue de la trente-cinquième élection générale. Le Parti libéral, dirigé par Jean Chrétien, formera un gouvernement majoritaire avec 177 députés sur 295, et reste le seul parti national. Le Parti progressiste-conservateur est presque éliminé, ne remportant que deux circonscriptions, et son nouveau chef, Kim Campbell

(qui avait été assermentée comme première ministre le 25 juin), n'est pas réélue, tandis que le NPD ne réussit à faire élire que neuf députés. En revanche, deux forces régionales émergent : d'une part, le Bloc québécois, qui balaie le Québec et qui, avec 54 représentants, constituera l'opposition officielle; d'autre part, le Reform Party, formation de l'Ouest, qui obtient 52 sièges. Au Québec, seuls 19 libéraux, un conservateur, Jean Charest, et un indépendant (ex-conservateur) ont résisté à la vague bloquiste.

28 octobre 1993

Mort de Doris Lussier, créateur du truculent Père Gédéon. Universitaire devenu comédien, auteur et conférencier, il fut aussi un militant péquiste très engagé.

30 octobre 1993

Décès du cardinal Paul Grégoire, qui avait succédé à M^gr^ Paul-Émile Léger à la tête de l'archevêché de Montréal, qu'il dirigea de 1968 à 1990; il avait été nommé cardinal en juin 1988.

1^er^ novembre 1993

Dans un document intitulé *Faire avancer l'école*, la ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, rend publiques les orientations gouvernementales concernant l'école primaire et secondaire. Essentiellement, les huit orientations proposent de ramener l'école à sa mission fondamentale : la formation générale axée sur la maîtrise des langages, français, anglais et mathématiques, ainsi que sur l'acquisition d'une vaste culture.

11 novembre 1993

Moins de deux semaines après la tenue du Sommet sur l'industrie de la construction, le ministre du Travail, Normand Cherry, dépose le projet de loi 142 modifiant le régime des relations de travail dans l'industrie de la construction. Ce projet, qui a pour effet de déréglementer la construction et la rénovation d'immeubles résidentiels de huit logements ou moins et de diviser l'industrie du bâtiment en quatre secteurs ayant chacun ses propres conditions de travail, provoque l'ire des syndicats et de l'AECQ, alors que l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec y voit une «victoire» pour le secteur de l'habitation. L'Assemblée nationale adoptera le projet de loi le 14 décembre.

17 novembre 1993

Mort de Gérard D. Lévesque, «homme de la loyauté, de la fidélité, de la stabilité et de la continuité». Élu député libéral de Bonaventure en 1956, il fut titulaire d'une dizaine de ministères, dont celui des Finances qu'il occupait depuis décembre 1985, et exerça les fonctions de chef intérimaire du PLQ et de chef de l'opposition. Il est, depuis le 17 juin 1991, l'homme politique québécois qui a connu la plus longue carrière parlementaire.

28 novembre 1993

Deux nouvelles récompenses s'ajoutent aux sept Prix du Québec : le prix *Armand-Frappier* pour la création ou le développement d'institutions de recherche, qui est décerné à l'ingénieur en électricité et administrateur Lionel Boulet, ainsi que le prix *Wilder-Penfield* dans le domaine biomédical, attribué à Brenda Milner, neuropsychologue. Le poète Gilles Hénault reçoit le prix

de littérature *(Athanase-David),* la comédienne Monique Mercure le prix des arts d'interprétation *(Denise-Pelletier),* la muséologue d'origine amérindienne Carmen Gill le prix du patrimoine *(Gérard-Morisset)* et le sculpteur Armand Vaillancourt le prix des arts visuels *(Paul-Émile-Borduas).* Le prix *Albert-Tessier* (cinéma) est remis à titre posthume à Francis Mankiewicz, tandis que le prix *Marie-Victorin* (sciences naturelles et génie) n'est pas décerné.

10 décembre 1993

Le Groupe de travail sur Montréal et sa région (GTMR), mis sur pied en avril 1992 par le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, et présidé par Claude Pichette, rend public son rapport, *Montréal, une ville-région.* Le comité recommande la création de la «Région métropolitaine de Montréal» (RMM), sorte de communauté urbaine élargie composée de 102 municipalités. Cette reconnaissance d'emblée d'un rôle de ville-région de 3,1 millions d'habitants, s'accompagne de la nécessité d'un nouveau pacte politique et d'une nouvelle structure.

12 décembre 1993

Au cours du gala des prix Génie, tenu pour la première fois à Montréal, les 2 000 membres de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision ont proclamé *Trente-deux films brefs sur Glenn Gould,* du jeune réalisateur québécois François Girard, meilleur film de l'année.

13 décembre 1993

Victorieux dans Laval-des-Rapides, le PQ remporte une quatrième élection complémentaire consécutive depuis 1991 : le criminaliste Serge Ménard recueille 54 % des votes.

14 décembre 1993

C'est dans une atmosphère d'extrême sobriété que Robert Bourassa remet la direction du Parti libéral à Daniel Johnson, seul candidat en lice. Après quinze années de vie publique engagée, partagée en deux temps et comportant quatre mandats à la tête du Québec, le premier ministre avait annoncé, en septembre, son retrait de la vie politique. Deux jours plus tard, il fera ses adieux à l'Assemblée nationale et, le 14 janvier 1994, Johnson lui succédera comme premier ministre.

Six mois après avoir perdu de justesse la course à la direction du Parti progressiste-conservateur, Jean Charest accepte le poste de chef intérimaire de cette formation politique, dévastée par le scrutin d'octobre.

Au terme de la négociation marathon de l'Uruguay Round sous les auspices du GATT, Européens et Américains ont ouvert la voie à un accord général sur la plus vaste libéralisation de l'histoire du commerce mondial, mettant fin à sept années d'ardues négociations. Les 117 pays participants n'auront plus qu'à entériner cet accord global. Le Canada n'a toutefois pas pu défendre l'article 11, cher aux agriculteurs, sur le système de gestion de l'offre pratiqué au Canada. Jacques Proulx, président sortant de l'Union des producteurs agricoles (UPA) s'est dit scandalisé.

La situation démographique du Québec de 1986 à 1992

par Louis Duchesne et Normand Thibault*

Les événements démographiques, pourtant réputés pour évoluer lentement, montrent d'importantes modifications sur de courtes périodes. Depuis les cinq ou six dernières années, le Québec a connu une hausse de la fécondité parfois qualifiée de mini-baby-boom, une augmentation importante des divorces, un afflux inattendu d'immigrants internationaux et de réfugiés, ainsi que la diffusion du sida, une maladie encore assez rare au milieu des années 80.

Les événements démographiques de base sont les naissances, les décès, les mariages, les divorces et les migrations internes et externes. Dans ce chapitre, ils font l'objet d'un examen d'un point de vue plus abstrait, c'est-à-dire à l'aide de taux et d'indices, alors que le chapitre 3 sur la population et les ménages présente avant tout des chiffres bruts. Les événements démographiques permettent de mesurer les mouvements naturels et migratoires et le recensement de juin 1991, de son côté, permet de renvoyer une image récente de l'état de la population et de ses caractéristiques. Aux recensements s'ajoutent de nouvelles estimations de la population qui tiennent compte du sous-dénombrement censitaire et permettent de mieux mesurer l'évolution de la population depuis 1971. Les estimations de la population et les recensements proviennent de Statistique Canada, alors que les données de l'état civil proviennent pour la plupart du Bureau de la statistique du Québec.

Une section portant sur les perspectives démographiques, établies à partir des tendances observées et qui permettent d'entrevoir l'évolution future de la population du Québec et de ses régions, complète ce chapitre.

La population totale et son mouvement

Au 1er janvier 1993, la population du Québec comprend 7 182 200 personnes en regard de 6 710 100 au 1er janvier 1986 (tableau 1). Le Québec s'est donc enrichi de près d'un demi-million de citoyens au cours de ces sept années. Pour l'année 1992, l'accroissement total est estimé à près de 73 000, ce qui donne un taux d'accroissement de 1,0 %. L'année 1991 a

* De la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

vu une croissance encore plus forte, de 1,1 %, soit de près de 81 000 personnes. En fait, la variation de la population des trois dernières années dépasse 1 %, ce qui ne s'était pas vu depuis le début des années 60. Le taux de variation en 1986 et en 1987 se situait à 0,7 %.

La migration nette — le plus souvent négative dans les années 60 et 70 — demeure positive depuis 1985 et atteint 25 900 en 1992 en regard de 32 700 en 1991 et 9 400 en 1986. Alors que l'on n'enregistrait que 83 600 naissances en 1987, leur nombre atteint jusqu'à 98 013 en 1990 pour diminuer à 96 054 en 1992. Comme le nombre de décès n'affiche pas de si grandes variations, le mouvement naturel, qui est le solde des naissances et des décès, passe de 35 974 en 1987 à 49 362 en 1991 et à 47 091 en 1992.

En juillet 1993, on estime la population du Canada à 28,8 millions de personnes, celle de l'Ontario à 10,7 millions et celle du Québec à 7,2 millions (tableau 2). L'Ontario compte donc une population près de 50 % supérieure à celle du Québec. En fait, du 1er juillet 1986 au 1er juillet 1991, l'Ontario et l'ensemble du Canada, avec respectivement 10,5 % et 7,3 %, enregistrent une croissance beaucoup plus forte que celle du Québec (5,2 %). De juillet 1992 à juillet 1993, le taux de croissance du Québec est de 0,8 % en regard de 1,3 % en Ontario et de 1,1 % pour l'ensemble du Canada.

En conséquence de l'augmentation de population plus forte dans l'ensemble du Canada qu'au Québec, le poids démographique de ce dernier au sein du Canada baisse à 25,1 % en 1993, en regard de 25,7 % en 1986 et 27,9 % en 1971. Au début de la Confédération, le Québec comptait le tiers de la population canadienne et encore au début du siècle, 31 %. Le poids de l'Ontario dans le Canada augmente beaucoup, de 36,2 % en 1986 à 37,4 % en 1993.

La structure par âge

La pyramide des âges (figure 1) illustre l'effectif de chaque âge estimé au 1er juillet 1992. On remarque d'abord les fortes générations du baby-boom d'après-guerre, puis le renflement au milieu des années 60 provoqué par la chute de la fécondité. L'effectif des générations des moins de 20 ans est relativement stable, et la remontée du nombre de naissances des dernières années n'apparaît pas si importante. Au sommet de la pyramide, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes, puisqu'elles vivent beaucoup plus longtemps qu'eux. Par contre, à la base, l'effectif masculin est un peu plus nombreux que l'effectif féminin, puisqu'il naît un peu plus de garçons que de filles.

La structure par âge est résumée en divisant la population en trois grands groupes : les jeunes de 0-14 ans, la population d'âge actif de 15 à 64 ans et les personnes âgées de 65 ans et plus (tableau 3). En 1992, 20 % de la population a moins de 15 ans, 69 % est âgée de 15 à 64 ans et 11 % de 65 ans et plus. Les personnes âgées de 75 ans et plus comptent pour 4,4 % de la population.

L'âge moyen de la population est de 34,4 ans alors que l'âge médian, qui sépare la population en deux parties égales, atteint 35,9 ans. Le vieillissement de la population se manifeste par l'élévation graduelle de l'âge médian : de 24,0 ans qu'il était en 1961, il passe à 29,6 ans en 1981 et à 31,8 en 1986.

Les hommes étant plus jeunes que les femmes, leur âge médian n'atteint que 34,7 ans en regard de 37,1 pour les femmes en 1992. De 9,2 % chez les hommes, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus se situe à 13,2 % chez les femmes. Les femmes représentent près des deux tiers des personnes de 75 ans et plus; à ces âges l'effectif se répartit comme suit : 203 000 femmes et seulement 109 700 hommes.

En 1992, le rapport de dépendance — qui estime le poids relatif des jeunes et des vieux sur la population d'âge actif — indique 0,45 inactif pour chaque actif, soit un rapport semblable à celui mesuré en 1981. Dans les années 60, cependant, la «charge» des actifs était beaucoup plus importante, avec un rapport de 0,70 par exemple en 1961. La baisse du nombre d'enfants explique la chute du rapport de dépendance qui devrait cependant augmenter avec le vieillissement de la population. La part des inactifs âgés augmente alors que celle des jeunes diminue.

La mortalité

L'espérance de vie à la naissance, ou la vie moyenne, atteint 73,69 ans chez les hommes et 80,84 ans chez les femmes au cours de la période 1990-1992 (tableau 4). Les données portent sur des périodes de trois ans afin de réduire l'effet des fluctuations aléatoires dans le calcul des taux. L'espérance de vie des femmes dépasse de 7,15 ans celle des hommes, reflétant ainsi la forte surmortalité masculine. Depuis 1985-1987, les hommes ont enregistré un gain de 1,81 année et les femmes de 1,42 année, si bien que l'écart des espérances de vie diminue un peu.

L'espérance de vie à 65 ans indique la durée de vie moyenne que les personnes entrant dans le groupe des personnes âgées peuvent escompter. En 1990-1992, les femmes de 65 ans peuvent s'attendre à vivre encore près de 20 ans tandis que les hommes affichent une espérance de seulement 15 années. L'espérance de vie des femmes dépasse donc de 31 % celle des hommes. Au cours des cinq années précédant 1991, la vie moyenne des personnes âgées a augmenté de plus d'un an, une variation qu'on peut qualifier de considérable.

Sur le plan international, l'espérance de vie apparaît comme un des principaux indicateurs de la santé publique d'une population. L'espérance de vie des Québécoises se classe parmi les meilleures au monde, mais celle des hommes accuse un certain retard par rapport aux pays les plus avancés. Les Japonais jouissent de l'espérance de vie la plus élevée, avec 75,9 ans pour les hommes et 81,9 ans pour les femmes en 1990. Le retard des hommes sur les femmes dans la durée de vie se situe parmi les plus grands au Québec, avec un écart de 7,1 ans, mais en France, pays de surmortalité masculine encore plus élevée, l'avantage des femmes atteint 8,2 ans.

La mortalité infantile ou la proportion d'enfants qui décèdent avant leur premier anniversaire continue de baisser malgré son niveau très bas. De 5,4 ‰ en 1992, le taux atteignait 9,0 ‰ en 1982 et 11,9 ‰ en 1977. En 1992, le taux se situe à 6,1 ‰ chez les garçons et à 4,7 ‰ chez les filles; la surmortalité masculine se révèle déjà importante (30 %) dès la première année de la vie. Seulement deux pays, le Japon et l'Islande affichent des taux inférieurs à ceux du Québec.

Deux des grands groupes de causes de décès, les maladies de l'appareil circulatoire et les tumeurs, provoquent plus des deux tiers des décès (figure 2). Les taux de mortalité dus aux maladies de l'appareil circulatoire par âge et par sexe de 1991 sont illustrés à la figure 3; comme les taux augmentent considérablement avec l'âge, l'échelle de l'ordonnée est logarithmique. La surmortalité masculine est frappante. Chez les 45-49 ans, le taux de mortalité par maladie de l'appareil circulatoire est de 111 pour 100 000 chez les hommes en regard de seulement 35 chez les femmes. Chez les personnes de 65-69 ans, les taux atteignent des niveaux beaucoup plus élevés, mais la surmortalité masculine reste très forte : de 1 067 pour 100 000 chez les hommes et de 486 chez les femmes. Les cardiopathies ischémiques constituent la principale composante des maladies de l'appareil circulatoire, et la surmortalité masculine s'y révèle encore plus forte, surtout chez les moins de 55 ans pour lesquels les taux des hommes se révèlent cinq fois plus élevés que ceux des femmes.

Chez les personnes de moins de 70 ans, le cancer se révèle plus meurtrier que les maladies de l'appareil circulatoire, surtout chez les femmes. Le cancer du sein explique la surmortalité féminine avant 45 ans, mais après cet âge, la surmortalité masculine amène des taux deux fois plus élevés chez les hommes que chez les femmes. À titre d'exemple, les hommes de 70-74 ans affichent un taux de 1598 pour 100 000 et, les femmes des mêmes âges, de 727. Le poumon constitue le principal siège du cancer chez l'homme et le second chez la femme, après le sein. Le tabagisme apparaît comme le principal responsable du cancer du poumon. Comme les hommes plus âgés ont plus fumé que les femmes des mêmes générations, les taux chez eux atteignent des niveaux beaucoup plus élevés. Les hommes de 65-69 ans, par exemple, ont un taux de 496 pour 100 000 en regard de 143 pour les femmes des mêmes âges, soit trois fois plus élevé.

La mortalité violente reliée aux traumatismes et empoisonnements se caractérise aussi par une importante surmortalité masculine. Ainsi le taux de mortalité des hommes de 20-24 ans (103 pour 100 000) est 4,6 fois supérieur à celui des femmes des mêmes âges. Quant au suicide chez les 15-24 ans, on y dénombre dix fois plus de garçons que de filles.

Le sida, une maladie apparue il y a une dizaine d'années, retient souvent l'attention même s'il ne compte que pour 0,8 % des décès en 1992. À certains âges où la mortalité générale est faible, le sida représente une des principales causes de décès; 15 % des décès des hommes de 30-34 ans résultent du sida. La maladie afflige surtout les hommes; 92 % des victimes appartiennent au sexe masculin.

Les niveaux d'espérance de vie et de mortalité infantile sont relativement bons au Québec quand on les compare avec ceux d'autres pays, mais il y a place à amélioration, surtout chez les hommes. Les abus de tabac et d'alcool sont les principaux responsables de la mortalité qui pourrait être «facilement» réduite. En effet, on peut estimer à 22 % chez les hommes et à 12 % chez les femmes les décès dus à l'alcool et au tabac.

La fécondité

En 1987, le Québec a connu la plus faible fécondité de son histoire avec un indice de 1,35 enfant par femme (tableau 5) et seulement 83 600 naissances. Après avoir touché le creux de la vague, l'indice remonte à 1,65 en 1991 et en 1992. L'indice synthétique de fécondité ou le nombre moyen d'enfants par femme est la somme des taux de fécondité par âge et représente le nombre moyen d'enfants par femme d'une génération qui aurait les taux de fécondité d'une année donnée.

Le seuil de remplacement des générations, qui assure que le nombre moyen de femmes aux principaux âges de fécondité est remplacé par le même nombre de filles, se situe à 2,1 enfants par femme. La fécondité québécoise se situe sous ce niveau depuis 1970. De 1973 à 1979, la fécondité se maintient à près de 1,7 enfant par femme, mais elle baisse jusqu'à un nouveau plateau de près de 1,4 enfant observé de 1983 à 1988. L'indice augmente par la suite à près de 1,6 de 1990 à 1993. Les données provisoires pour 1993 donnent un indice de 1,61 et 92 200 naissances. Le nombre de naissances qui atteint 98 013 en 1990, baisse depuis en partie à cause de l'arrivée de générations peu nombreuses aux principaux âges de reproduction.

La fécondité au Québec s'est rapprochée du niveau ontarien en 1991 (1,65) et en 1992 (1,67). L'ensemble du Canada affiche pour 1992 un indice de 1,70, tandis que trois provinces, Terre-Neuve (1,40), le Nouveau-Brunswick (1,55) et la Nouvelle-Écosse (1,58) ont une fécondité plus faible que le Québec qui occupait habituellement le dernier rang. Les États-Unis ont vu leur fécondité monter à près de 2,1 depuis 1990, mais de nombreux pays européens affichent des niveaux très bas. L'Espagne avec 1,2 enfant par femme, et l'Italie, avec 1,3, ont les niveaux les plus bas, mais l'ancienne Allemagne de l'Est, (appelée maintenant les nouveaux Länder), voit son indice passer de 1,4 en 1990 à 0,8 en 1992.

En 1992, c'est en moyenne à 27,9 ans que les Québécoises ont leur premier enfant. La tendance à la hausse de l'âge moyen de la mère remonte à 1975, alors qu'il était de 27,3 ans.

La figure 4, qui illustre l'évolution des taux de fécondité par âge depuis 1950, montre bien la chute de fécondité importante des années 60 et son faible niveau actuel, surtout aux âges plus élevés. La fécondité des femmes de plus de 35 ans, comme celle des adolescentes, s'avère très faible. On note depuis 1988 une légère hausse à tous les âges, hausse qui s'atténue rapidement; d'ailleurs on décèle en 1992 une baisse des taux chez les femmes plus jeunes.

De plus en plus de naissances sont issues de parents non mariés; leur proportion atteint 43 % en 1992, en regard de 30 % en 1987 et de 18 % en 1982 (figure 5). L'augmentation peut être qualifiée de rapide et de considérable. On observe une évolution semblable dans plusieurs pays; au Danemark, la proportion de naissances hors mariage est de 46 % en 1989 et en France, de 30 % en 1990. Le fait que la proportion de naissances de père inconnu ou non déclaré apparaît stable autour de 5 % depuis une quinzaine d'années, malgré l'augmentation des naissances hors mariage, indique que ces dernières doivent être associées uniquement à la baisse de la nuptialité légale et qu'elles ne s'apparentent en rien à la fécondité qualifiée autrefois d'illégitime. Plus de la moitié (54 %) des premiers-nés de 1992 sont issus de parents non mariés, comme 38 % des enfants de rang 2.

La faible fécondité résulte de l'utilisation de moyens pour empêcher ou interrompre les grossesses; parmi ces moyens, les interruptions volontaires de grossesses (avortements) et les stérilisations donnent lieu à un enregistrement assez complet dans les fichiers de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Malgré certaines lois restrictives, l'avortement demeure en pratique facilement accessible au Québec. Le nombre d'interruptions volontaires de grossesses augmente beaucoup ces dernières années, jusqu'à 24 619 en 1992 en regard de 15 475 en 1987. Exprimé en rapport, le recours à l'avortement passe de 17 avortements pour 100 naissances en 1982, à 19 en 1986 et à 26 en 1992. Dans certains pays, comme au Pays-Bas avec un rapport de 10, le recours à l'avortement est rare, mais dans certains autres, comme aux États-Unis avec 42 avortements pour 100 naissances en 1985, il est très fréquent.

La stérilisation est très fréquente au Québec : 20 678 hommes et 13 771 femmes subissent une vasectomie ou une ligature en 1992; en 1982, on comptait 15 541 vasectomies et 24 637 ligatures. Le nombre de vasectomies dépasse depuis 1988 celui des ligatures; il y a donc un changement important dans la responsabilité de la stérilisation dans les couples.

On observe d'importantes variations régionales de l'indice de fécondité. Les femmes de la région Nord-du-Québec ont l'indice le plus élevé avec 2,8 enfants par femme en 1992, mais il s'agit d'une très petite population. Les régions de Lanaudière, des Laurentides et de l'Abitibi-Témiscamingue affichent un indice de 1,9, tandis que la région de Québec, avec 1,4 enfant par femme, a la fécondité la plus faible. L'indice de Montréal est de 1,6 enfant par femme. La fécondité est plus forte en 1992 qu'en 1986 dans toutes les régions; dans les régions de Québec et de Montréal, l'indice de 1986 n'était que de 1,2 enfant par femme.

La nuptialité et l'état matrimonial

Les 43 % de naissances hors mariage en 1992 révèlent l'importance de la chute de la nuptialité légale au profit des unions libres. Bien sûr, les statistiques de l'état civil ne portent que sur les mariages légaux, et il faut avoir recours aux recensements pour avoir une image des unions libres.

Seulement 20 179 mariages d'hommes célibataires et 20 746 mariages de femmes célibataires sont célébrés en 1992, en regard de 27 071 et 27 893 en 1986 (tableau 6). Avec une telle baisse du nombre de mariages, l'indice synthétique de nuptialité des célibataires touche, en 1992, un plancher de 336 ‰ chez les hommes et 377 ‰ chez les femmes. L'indice résulte de la somme des taux de nuptialité des célibataires par âge jusqu'à 49 ans et représente la proportion d'individus qui se marieraient au moins une fois selon les taux de nuptialité d'une années donnée. Avec les taux observés depuis 1983, plus de la moitié des hommes resteraient célibataires, et chez les femmes, c'est le cas depuis 1986. Il faut cependant rappeler la fragilité des indices conjoncturels en périodes de grands changements. La nuptialité a baissé dans de nombreux pays, mais on ne trouve nulle part d'indices aussi faibles que ceux du Québec.

La figure 6 fait ressortir de façon saisissante la baisse du taux de nuptialité des célibataires entre 1976 et 1992. Par exemple, les femmes de 19 ans ont un taux de 14 ‰ en 1992 en regard de 82 ‰ en 1976. Par contre, après 30 ans les taux ont peu changé. L'âge moyen au premier mariage augmente considérablement chez les deux sexes : de 25,6 ans en 1976 à 28,1 ans en 1992, chez les hommes, et de 23,5 ans à 26,2 ans, chez les femmes.

Depuis 1982, le nombre de ruptures d'union dépasse le nombre de mariages. En 1992, on compte 43 279 ruptures d'union par veuvage ou par divorce et 25 821 mariages, soit 68 % plus de ruptures. Le nombre de ruptures d'union par veuvage est estimé à partir des décès de personnes mariées; ainsi, le nombre de personnes devenues veuves s'élève à 7 856 hommes et 15 728 femmes. La plus forte mortalité des hommes, combiné à leur âge plus avancé au moment du mariage, explique le veuvage plus important chez les femmes.

Le nombre de ruptures d'union par divorce a augmenté beaucoup depuis 1986, alors qu'une nouvelle loi a rendu l'obtention du divorce plus facile. En 1985, on ne comptait que 15 814 divorces, alors que leur nombre atteint 20 277 en 1991. L'indice de divortialité, qui est la somme des taux de divortialité par durée de mariage, se situe à 50 % en 1991; avec de tels taux, la moitié des unions se termineraient par un divorce. Le Québec prend donc rang parmi les pays à forte divortialité, mais les États-Unis ont un indice de 55 divorces pour 100 mariages depuis nombre d'années.

Le divorce ne touche pas que les conjoints, mais aussi les enfants. En fait, dans la moitié des cas, il n'y a pas d'enfants en cause. Le nombre d'enfants à charge touchés par un divorce est estimé à 18 565 en 1991. La mère obtient la garde de 76 % des enfants et le père, de 16 %; seulement 8 % des enfants sont soumis à une garde partagée.

Selon le recensement de 1991, 306 905 couples vivent en union libre au Québec et représentent 18 % de l'ensemble des couples (tableau 7). En 1986, leur proportion atteignait 12 % des couples en regard de seulement 8 % en 1981. L'union libre est particulièrement populaire chez les jeunes couples; 70 % des hommes et 62 % des femmes de 20-24 ans qui vivent en couple ne sont pas mariés légalement avec leur partenaire. La proportion des couples vivant en union libre baisse à près de 10 % chez les 45-49 ans.

La notion d'état matrimonial dans le cadre du recensement n'est pas la même que celle des statistiques de l'état civil. L'état civil mesure la stricte situation légale tandis que le recensement privilégie la situation matrimoniale de fait. Par exemple, aux recensements de 1991 et de 1986 (tableau 7), les personnes qui ont le statut de célibataire, de veuf ou de divorcé au sens de la loi mais qui, dans les faits, vivent en union libre sont considérées comme mariées. En 1991, 63,8 % des hommes de 15 ans et plus et 60,2 % des femmes sont mariés. Par ailleurs, les célibataires représentent 30,3 % des hommes et 24,3 % des femmes, les veufs 2,1 % des hommes et 10,1 % des femmes et les divorcés, 3,8 % des hommes et 5,5 % des femmes.

La répartition selon l'état matrimonial varie beaucoup avec l'âge comme permet de le constater la figure 7. Les proportions de célibataires diminuent rapidement chez les deux sexes, jusqu'à 9 % à 45-49 ans, mais la proportion augmente jusqu'à 17 % chez les femmes plus âgées. Il y a peu de jeunes et de vieux divorcés; leur proportion maximale atteint 8 % chez les hommes de 45-49 ans et 11 % chez les femmes de 40-44 ans. Le veuvage se révèle important chez les femmes âgées; 72 % des femmes de 85-89 ans se retrouvent dans cette situation en regard de 38 % des hommes du même groupe d'âge. Enfin les partenaires en union libre, déjà compris dans l'ensemble des personnes mariées, représentent une proportion importante de la population surtout chez les plus jeunes : 25 % des hommes de 26 et 27 ans et 28 % des femmes de 23-25 ans vivent en union libre.

Les migrations

Les mouvements migratoires peuvent être aussi importants que les naissances et les décès, mais reçoivent en général moins d'attention, surtout parce qu'ils sont plus difficiles à saisir. En effet, seule l'immigration internationale fait l'objet d'un enregistrement à peu près complet alors que l'émigration internationale et les entrées et sorties interprovinciales résultent d'estimations établies à partir des changements d'adresses relevés dans divers fichiers administratifs. Les données présentées ici portent pour la plupart sur des périodes annuelles allant du 1er juillet d'une année donnée au 30 juin de l'année suivante.

Le solde migratoire total résulte de quatre mouvements de population : l'immigration et l'émigration internationales et les entrées et les sorties interprovinciales. Les données encore provisoires pour 1992-93 estiment la migration nette totale à 26 026. La migration nette, qui a été négative au Québec jusqu'en 1984-85, passe alors au positif et connaît par la suite une croissance graduelle jusqu'à un maximum de 29 894 en 1991-92.

C'est en bonne partie à la forte augmentation de l'immigration internationale que revient l'amélioration du solde migratoire total. En effet, le nombre d'immigrants internationaux qui avait touché un plancher de 13 546 en 1984-85, puis augmenté à 25 471 en 1986-87 pour atteindre 50 264 en 1991-92, a baissé un peu à 47 389 en 1992-93 (tableau 8). Le Québec, comme le Canada, connaît ces dernières années des niveaux d'immigration exceptionnellement élevés, malgré la récession économique. Notons que les immigrants ne comprennent pas les

revendicateurs du statut de réfugié, ni les Canadiens de retour au pays. L'Ontario reçoit trois fois plus d'immigrants que le Québec qui accueille 19 % des immigrants au Canada. Le taux d'immigration est de 13 immigrants pour 1 000 personnes en Ontario en 1992 et de 7 ‰ au Québec.

L'émigration internationale, le mouvement le plus difficile à évaluer, est estimée à un niveau très faible, soit à seulement 6 200 personnes en 1992-93, un nombre semblable à celui des dernières années.

Estimé à partir de données provisoires, le solde migratoire interprovincial, négatif depuis de nombreuses années, est de -15 141 en 1992-93. Le solde se détériore depuis 1985-86 alors qu'il était de -4 774. Pendant la période 1986-1991, pour laquelle nous disposons d'estimations plus sûres, le Québec a reçu en moyenne 26 600 Canadiens des autres provinces et a vu 34 700 personnes quitter le Québec pour une autre province.

Le taux de sortie interprovinciale du Québec est le plus faible du Canada; il se situe à 6 ‰ en 1992-93 en regard de 8 ‰ en Ontario et 12 ‰ dans l'ensemble des provinces. Les deux tiers des sortants du Québec migrent en Ontario, 14 % vont en Colombie-Britannique, alors que le Nouveau-Brunswick et l'Alberta en attirent chacun 7 %. Les principaux échanges migratoires se font avec l'Ontario; en 1992-93, 28 200 Québécois y déménagent, tandis que 18 200 Ontariens s'installent au Québec. L'Ontario affiche tout de même un solde total négatif depuis quelques années; c'est à la Colombie-Britannique que les échanges migratoires interprovinciaux profitent le plus.

L'avenir de la population du Québec et des régions, 1991-2041

L'effectif du Québec

Selon les perspectives démographiques du Bureau de la statistique du Québec, en 2016, la population du Québec se situerait entre 7,75 et 8,82 millions de personnes, selon le scénario. Ces chiffres représentent une augmentation de 664 000 personnes, ou de 9,4 %, dans le cas du scénario faible et une croissance de 1 737 000, ou de 24,5 %, dans le cas du scénario fort. Le scénario moyen conduit quant à lui à un effectif de 8,29 millions de personnes : une augmentation de 1 209 000 personnes, ou de 17,1 %, par rapport aux 7 081 000 Québécois et Québécoises estimés en 1991. La population franchirait le cap des 8 000 000 vers 2003 avec le scénario fort et, vers 2008, avec le scénario moyen (tableau 9).

Ces accroissements de population sont plus élevés que ceux obtenus dans l'exercice perspectif précédent. Cela s'explique par des hypothèses de fécondité et de migration du présent exercice plus favorables à la croissance démographique. Dans le scénario intermédiaire, par exemple, on associe maintenant une fécondité moyenne de 1,6 enfant par femme, une immigration internationale de 43 000 nouveaux arrivants par année et un solde interprovincial annuel de -11 000 personnes. L'ensemble des composantes migratoires se solde par un apport net de 25 000 personnes par année. En comparaison, le scénario intermédiaire de l'exercice précédent sur la base de 1986 reposait sur une fécondité de 1,5 enfant par femme, une immigration internationale de 30 000 nouveaux arrivants et le solde migratoire total oscillait autour de 10 000 par année; la population ainsi prévue, pour 2016, atteignait 7,65 millions de personnes, soit un peu moins que celle du nouveau scénario faible (7,75 millions).

Le scénario de croissance faible associe dès 1997 une fécondité de 1,45 enfant par femme, une immigration internationale de 29 000 et un solde migratoire total moyen positif de 8 000. Le scénario de croissance forte associe, aussi dès 1997, une fécondité de 1,8 enfant par femme,

une immigration internationale de 53 000 et un solde migratoire total moyen de 38 000. La mortalité connaît le même recul dans les trois scénarios et ce, tout au long de la période de projection. L'espérance de vie à la naissance des Québécois, qui se situe au départ à 73,4 ans, atteint 78,1 ans en 2016 et 81,8 ans en 2041. L'espérance de vie à la naissance des Québécoises, qui se situe au départ à 80,7 ans, atteint 84,4 ans en 2016 et 87,3 ans en 2041.

La poursuite des perspectives démographiques au delà de 2016, jusqu'en 2041, soit 50 ans après l'année de départ, donne des résultats qui font ressortir les conséquences lointaines des hypothèses. Le scénario fort assure une croissance sans faille qui amène la population juste sous la barre des 10 millions en 2041. À l'opposé, dans le scénario faible, la croissance s'essouffle rapidement. La population n'augmente que très légèrement après 2016, jusqu'à 7,76 millions en 2021. Elle décroît ensuite lentement mais de plus en plus rapidement avec les années. En 2041, la population n'est plus que de 7,38 millions, soit la même qu'en 1996. Le scénario moyen assure une croissance positive jusqu'en 2037, mais de moins en moins forte avec les années. La population serait à ce moment de 8,66 millions, soit 370 000 personnes de plus qu'en 2016.

L'effectif des régions

On peut regrouper les régions administratives en trois grandes catégories selon leur croissance démographique à venir. La première est formée des quatre régions à l'est de Québec qui ont connu un plafonnement démographique et sont déjà en déclin plus ou moins important : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Saguenay—Lac-Saint-Jean et Côte-Nord.

La deuxième catégorie est formée des régions de Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie—Bois-Francs, Estrie, Montréal et Abitibi-Témiscamingue qui devraient continuer à connaître une croissance de leur population, mais à un taux nettement inférieur à celui de l'ensemble de la province.

La troisième catégorie est formée des cinq régions dont l'avenir se caractérisera par une croissance démographique bien supérieure à la moyenne du Québec : Montérégie, Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais. Par exemple, on prévoit une augmentation de l'ordre de 25 %, d'ici 10 ans, dans les régions Lanaudière et Laurentides (tableau 10).

Résumé et conclusion

Avec un taux d'accroissement de 1,0 % au cours de l'année 1992, la population du Québec est estimée à 7 182 200 personnes au 1er janvier 1993. Les années 1986 et 1987 ont connu des taux de variation plus faibles avec 0,7 %. Le taux dépasse 1 % depuis les trois dernières années.

L'espérance de vie à la naissance ou la vie moyenne atteint 73,7 ans chez les hommes et 80,8 ans chez les femmes au cours de la période 1990-1992. L'augmentation au cours des cinq dernières années est très importante : 1,8 année pour les hommes et 1,4 année pour les femmes.

Après avoir connu en 1987 le plus faible niveau de fécondité de l'histoire du Québec avec un indice de 1,35 enfant par femme, on assiste à une remontée de la fécondité jusqu'à 1,65 enfant par femme en 1991 et 1992. Quant aux naissances hors mariage, leur proportion, de 30 % en 1987, atteint 43 % en 1992. Le recours à l'avortement augmente beaucoup ces dernières années; en 1992, on compte 26 avortements pour 100 naissances en regard de 19 en 1986.

La nuptialité des célibataires est devenue tellement faible que les indices ne sont plus très significatifs. Selon les taux de 1992, seulement 34 % des hommes et 38 % des femmes se marieraient. Le nombre de ruptures d'union dépasse depuis quelques années le nombre de nouvelles unions. La nouvelle loi de 1986 qui rend plus facile le divorce amène une augmentation importante de l'indice de divortialité qui atteint 50 divorces pour 100 mariages en 1991.

Si le mariage perd du terrain, l'union libre en gagne. En 1991, 18 % des couples vivent en union libre en regard de 12 % en 1986.

L'immigration internationale explique l'augmentation du solde migratoire du Québec. Le nombre d'immigrants passe de 25 471 en 1986-87 à 50 264 en 1991-91, un niveau exceptionnel qui ne comprend pas, par ailleurs, les revendicateurs du statut de réfugié. La migration interprovinciale quant à elle se détériore un peu et le solde provisoire est de -15 141 en 1992-93.

Selon l'hypothèse moyenne des dernières perspectives, la population du Québec atteindrait 7,7 millions de personnes en 2001 et 8,1 millions en 2011.

Autres lectures suggérées

Bureau de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 1991-2041*, Québec, Les Publications du Québec, à paraître en 1995.
DUCHESNE, Louis, *La situation démographique au Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 224 p.

Tableau 1

Mouvement de la population,
Québec, 1971-1993

	Population au 1er janvier	Naissances	Décès	Accroissement naturel	Migration nette	Accroissement total	Taux		
							Natalité	Mortalité	Accroissement
	'000			n			0 / 00		
1971	6 017,0	93 743	41 192	52 551	-22 443	30 108	15,2	6,7	4,9
1972	6 172,2	88 118	42 525	45 593	-12 295	33 298	14,2	6,9	5,4
1973	6 210,8	89 412	43 052	46 360	-1 376	44 984	14,3	6,9	7,2
1974	6 261,4	91 433	43 337	48 096	8 286	56 382	14,5	6,9	9,0
1975	6 320,9	96 268	43 537	52 731	3 724	56 455	15,2	6,9	8,9
1976	6 385,1	98 022	43 801	54 221	-207	54 014	15,3	6,8	8,4
1977	6 437,3	97 266	43 182	54 084	-37 564	16 520	15,1	6,7	2,6
1978	6 449,3	96 202	43 653	52 549	-29 654	22 895	14,9	6,8	3,5
1979	6 466,9	99 893	42 793	57 100	-19 509	37 591	15,4	6,6	5,8
1980	6 500,2	97 498	43 515	53 983	-9 152	44 831	14,9	6,7	6,9
1981	6 543,5	95 247	42 765	52 482	-9 195	43 287	14,5	6,5	6,6
1982	6 586,1	90 540	43 485	47 055	-16 328	30 727	13,7	6,6	4,7
1983	6 609,0	87 739	44 150	43 589	-12 106	31 483	13,2	6,7	4,8
1984	6 636,6	87 610	44 544	43 066	-5 120	37 946	13,2	6,7	5,7
1985	6 669,6	86 008	45 662	40 346	1 215	41 561	12,9	6,8	6,2
1986	6 710,1	84 579	46 964	37 615	9 403	47 018	12,6	7,0	7,0
1987	6 770,1	83 600	47 626	35 974	13 657	49 631	12,3	7,0	7,3
1988	6 829,1	86 358	47 981	38 377	13 669	52 046	12,6	7,0	7,6
1989	6 906,0	91 751	48 336	43 415	20 271	63 686	13,2	7,0	9,2
1990	6 979,0	98 013	48 651	49 362	25 960	75 322	14,0	6,9	10,7
1991	7 048,4	97 348	49 243	48 105	32 704	80 809	13,7	7,0	11,4
1992	7 116,7	96 054	48 963	47 091	25 895	72 986	13,4	6,8	10,2
1993	7 182,2								

1. Le résidu est l'écart entre l'accroissement total et la différence des effectifs estimés au 1er janvier d'une année donnée et de l'année qui suit. Les résidents non permanents (en particulier les réfugiés) expliquent les résidus élevés.

Sources : Statistique Canada, Statistiques démographiques trimestrielles.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 2

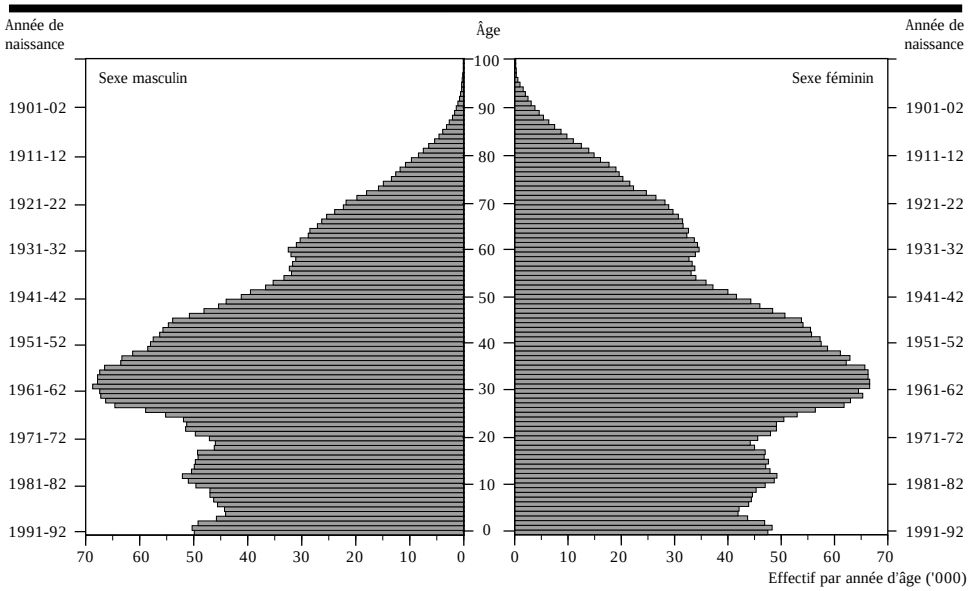
Évolution de la population,
Québec, Ontario, Canada, 1971-1993

Date	Population			Accroissement[1]			Répartition		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
	'000			%					
1971-07-01	6 155,6	7 868,4	22 026,4	4,3	7,2	6,8	27,9	35,7	100,0
1976-07-01	6 420,5	8 432,1	23 517,5	2,3	4,8	5,9	27,3	35,9	100,0
1981-07-01	6 568,0	8 837,8	24 900,0	2,5	7,2	5,2	26,4	35,5	100,0
1986-07-01	6 733,8	9 477,2	26 203,8	5,2	10,5	7,3	25,7	36,2	100,0
1991-07-01	7 081,2	10 471,2	28 117,6	1,0	1,3	1,1	25,2	37,2	100,0
1992-07-01	7 150,7	10 609,8	28 435,6	0,8	1,3	1,1	25,1	37,3	100,0
1993-07-01	7 208,8	10 746,3	28 753,0	...	...	...	25,1	37,4	100,0

1. Accroissement quinquennal jusqu'en 1991, puis annuel. Taux calculés sur la population en début de période.

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

Figure 1
Pyramide des âges,
Québec, 1er juillet 1992



Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

Tableau 3
Population par grand groupe d'âge et par sexe,
Québec, 1er juillet 1992

Groupe d'âge	Sexe masculin		Sexe féminin		Total	
	n	%	n	%	n	%
0-14 ans	722 700	20,5	688 600	19,0	1 411 300	19,7
15-64 ans	2 476 300	70,3	2 459 500	67,8	4 935 800	69,0
15-44 ans	1 738 100	49,3	1 693 400	46,7	3 431 500	48,0
45-64 ans	738 200	21,0	766 000	21,1	1 504 200	21,0
65 ans et plus	325 100	9,2	478 500	13,2	803 600	11,2
65-74 ans	215 200	6,1	275 800	7,6	491 000	6,9
75 ans et plus	109 800	3,1	202 700	5,6	312 600	4,4
Total	3 524 100	100,0	3 626 600	100,0	7 150 700	100,0
Âge médian	33,47	...	35,34	...	34,39	...
Âge moyen	34,70	...	37,07	...	35,90	...
Rapport de dépendance[1]	0,423	...	0,475	...	0,449	...

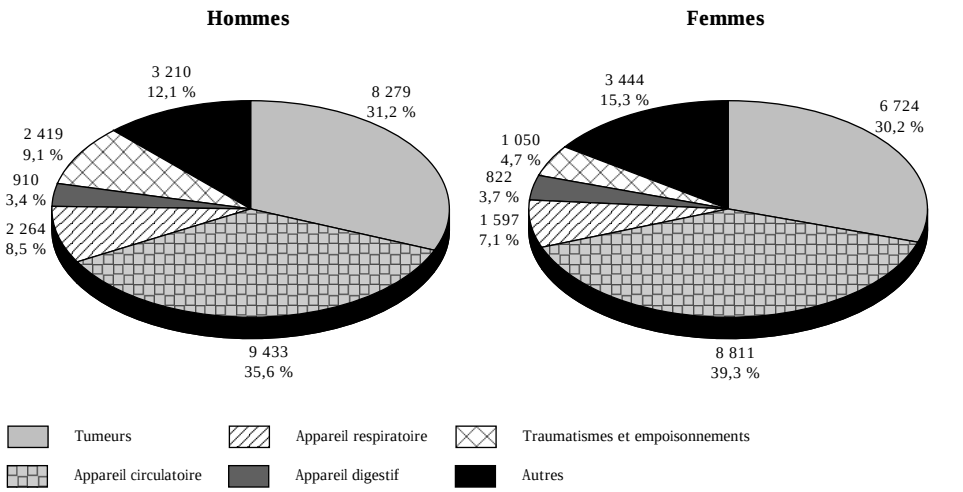
1. (0-14 ans + 65 ans et plus) / (15-64 ans).
Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

Tableau 4
Espérance de vie à la naissance et à 65 ans selon le sexe, Québec, 1975-1977 à 1990-1992

	1975-77	1980-82	1985-87	1990-92	Variation		
					1980-82/1975-77	1985-87/1980-82	1990-92/1985-87
	année						
À la naissance							
Hommes	69,03	70,99	71,88	73,69	1,96	0,89	1,81
Femmes	76,56	78,70	79,42	80,84	2,14	0,72	1,42
Écart	7,53	7,71	7,54	7,15	0,18	-0,17	-0,39
À 65 ans							
Hommes	13,22	13,97	14,08	15,18	0,75	0,11	1,10
Femmes	17,10	18,56	18,78	19,86	1,46	0,22	1,08
Écart	3,88	4,59	4,70	4,68	0,71	0,11	-0,02

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

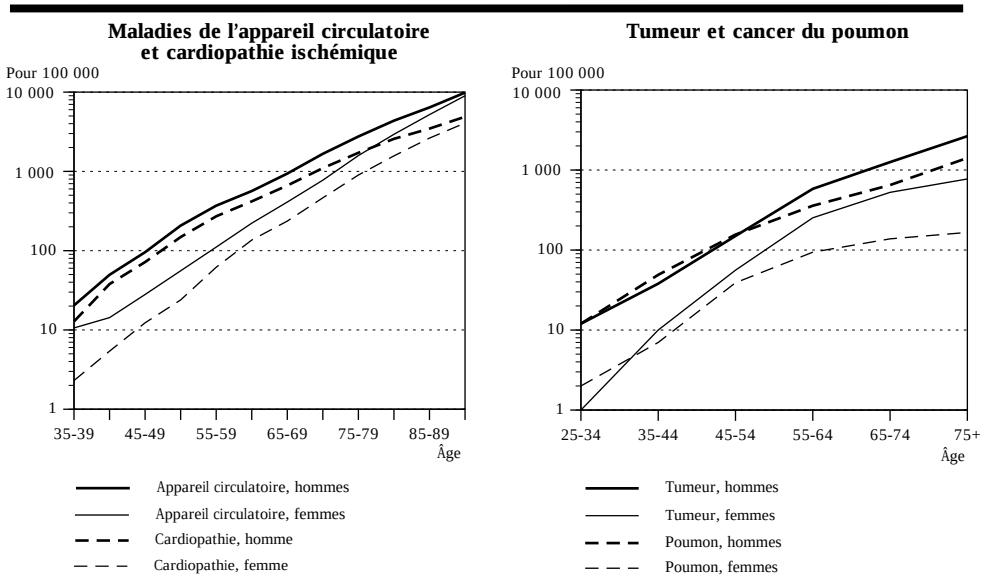
Figure 2
Répartition des décès selon la cause et le sexe, Québec, 1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Figure 3

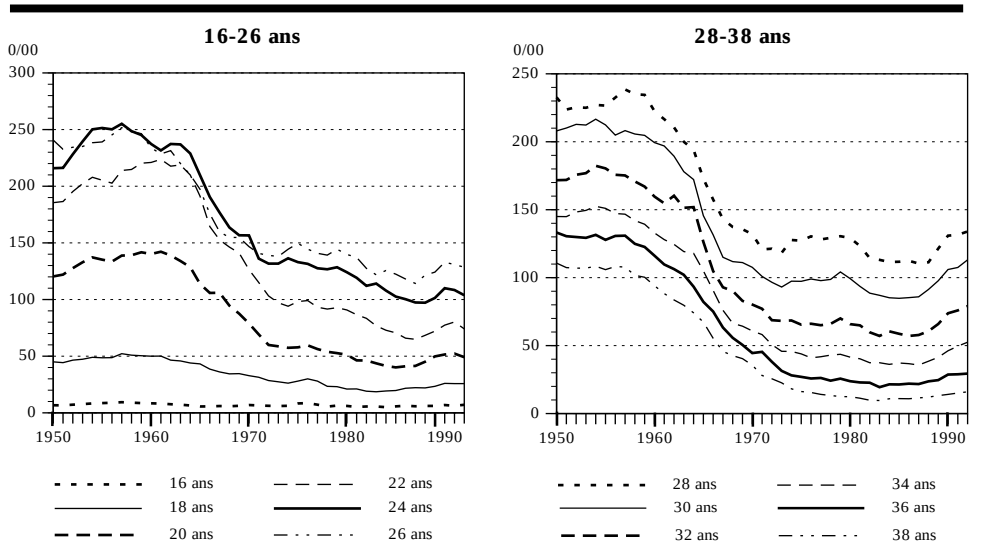
Taux de mortalité pour certains groupes de causes de décès, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Figure 4

Taux de fécondité selon l'âge, Québec, 1950-1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 5

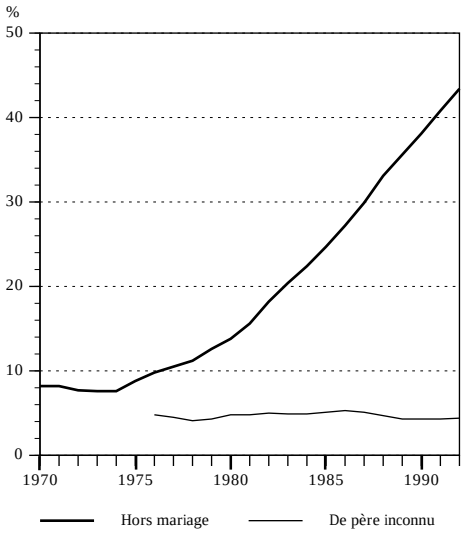
Naissances, taux de fécondité par groupe d'âge et indices globaux, Québec, 1971-1992

	Naissances	Taux de fécondité							Indice synthétique de fécondité	Âge moyen à la maternité
		15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans		
	n	o/oo								années
1971	93 743	21,1	108,7	130,5	77,0	36,5	10,9	0,8	1,928	27,95
1972	88 118	18,8	97,6	124,8	70,7	31,3	8,7	0,8	1,763	27,88
1973	89 412	18,5	96,2	128,0	68,4	28,2	7,0	0,5	1,734	27,72
1974	91 433	17,6	95,0	130,8	69,0	24,5	5,9	0,5	1,716	27,61
1975	96 268	19,8	97,2	135,6	68,2	22,7	5,2	0,5	1,746	27,42
1976	98 022	20,5	96,3	134,5	67,6	21,8	4,5	0,3	1,728	27,33
1977	97 266	18,5	92,9	133,1	67,4	21,1	3,6	0,4	1,684	27,38
1978	96 202	16,5	90,4	131,4	68,7	18,8	3,4	0,3	1,647	27,42
1979	99 893	16,4	91,7	136,0	70,9	19,6	2,9	0,2	1,688	27,42
1980	97 498	15,4	89,1	130,8	67,7	18,7	2,8	0,2	1,624	27,41
1981	95 247	14,3	84,4	127,9	66,6	17,5	2,6	0,2	1,567	27,46
1982	90 540	14,2	80,8	118,4	61,7	17,0	2,5	0,1	1,474	27,40
1983	87 739	13,3	77,4	114,8	60,0	15,8	2,3	0,2	1,419	27,42
1984	87 610	13,2	74,2	115,4	60,8	16,5	2,3	0,1	1,413	27,50
1985	86 008	13,7	71,1	113,6	60,0	16,7	2,1	0,1	1,387	27,53
1986	84 579	14,5	68,7	111,8	58,8	17,0	2,4	0,1	1,366	27,55
1987	83 600	15,3	67,0	109,5	59,2	16,8	2,5	0,1	1,352	27,57
1988	86 358	15,5	70,0	113,0	62,3	18,1	2,7	0,1	1,409	27,60
1989	91 751	16,6	74,2	119,6	68,2	19,4	2,6	0,1	1,503	27,62
1990	98 013	18,1	79,1	128,0	75,2	22,0	2,8	0,1	1,627	27,70
1991	97 348	17,6	79,3	128,8	77,9	22,7	3,0	0,1	1,647	27,77
1992	96 054	18,2	75,9	128,2	80,5	23,6	3,3	0,1	1,649	27,89

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Figure 5

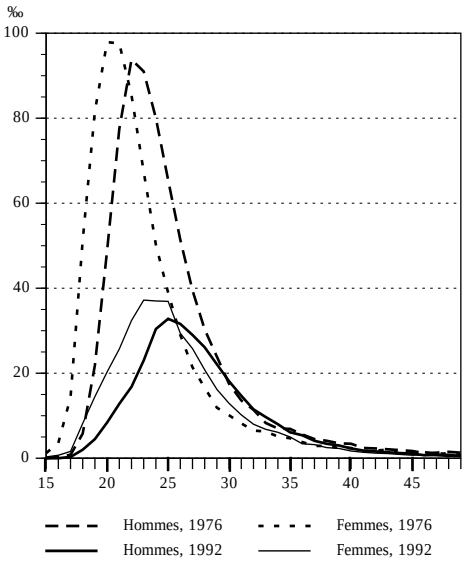
Proportion des naissances hors mariage et de père inconnu, Québec, 1970-1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Figure 6

Taux de fécondité des célibataires selon l'âge et le sexe, Québec, 1976-1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 6

Mariages selon l'état matrimonial, divorces et indice synthétique de nuptialité des célibataires, selon le sexe,
Québec, 1971-1992

	Mariages				Divorces	Indice synthétique de nuptialité	Âge moyen au premier mariage
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total			
	n					0/00	années
Hommes							
1971	46 111	1 778	1 806	49 695	5 203	860,3	25,56
1972	50 189	1 738	2 040	53 967	6 426	912,2	25,37
1973	48 067	1 674	2 392	52 133	8 091	853,8	25,43
1974	47 146	1 673	3 071	51 890	12 272	810,9	25,41
1975	46 064	1 688	3 938	51 690	14 093	768,3	25,45
1976	45 020	1 530	4 411	50 961	15 186	732,4	25,58
1977	42 398	1 434	4 350	48 182	14 501	682,8	25,66
1978	40 095	1 413	4 681	46 189	14 865	642,1	25,70
1979	39 889	1 405	4 860	46 154	14 379	633,5	25,80
1980	38 644	1 376	4 829	44 849	13 899	607,1	25,87
1981	34 829	1 236	4 941	41 006	19 193	542,7	26,04
1982	32 551	1 069	4 740	38 360	18 579	503,3	26,18
1983	30 378	1 026	4 743	36 147	17 365	469,3	26,52
1984	30 673	1 419	5 324	37 416	16 845	470,8	26,69
1985	30 572	1 177	5 277	37 026	15 814	468,7	26,88
1986	27 071	1 094	4 943	33 108	18 399	415,0	27,05
1987	26 463	1 042	5 083	32 588	19 315	405,0	27,35
1988	26 936	1 031	5 502	33 469	19 825	417,3	27,54
1989	26 726	974	5 605	33 305	19 790	417,2	27,63
1990	25 886	915	5 258	32 059	20 398	411,8	27,79
1991	23 165	794	4 963	28 922	20 277	380,4	27,83
1992	20 179	743	4 899	25 821	19 695	335,9	28,12
Femmes							
1971	46 708	1 708	1 279	49 695	5 203	836,3	23,47
1972	50 764	1 722	1 481	53 967	6 426	887,9	23,24
1973	48 720	1 585	1 828	52 133	8 091	835,4	23,30
1974	48 036	1 558	2 296	51 890	12 272	801,7	23,31
1975	47 115	1 570	3 005	51 690	14 093	768,7	23,43
1976	46 030	1 507	3 424	50 961	15 186	735,7	23,52
1977	43 351	1 445	3 386	48 182	14 501	687,4	23,63
1978	41 132	1 358	3 699	46 189	14 865	647,9	23,64
1979	41 092	1 293	3 769	46 154	14 379	643,6	23,81
1980	39 809	1 265	3 775	44 849	13 899	618,4	23,87
1981	36 006	1 155	3 845	41 006	19 193	557,0	24,09
1982	33 530	991	3 839	38 360	18 579	520,3	24,22
1983	31 406	927	3 814	36 147	17 365	490,7	24,45
1984	31 787	1 590	4 039	37 416	16 845	501,0	24,69
1985	31 616	1 230	4 180	37 026	15 814	504,7	24,86
1986	27 893	1 166	4 049	33 108	18 399	453,4	25,03
1987	27 181	1 099	4 308	32 588	19 315	447,9	25,23
1988	27 649	1 062	4 758	33 469	19 825	464,6	25,50
1989	27 448	985	4 872	33 305	19 790	468,4	25,65
1990	26 454	895	4 710	32 059	20 398	460,0	25,84
1991	23 788	775	4 359	28 922	20 277	425,7	25,93
1992	20 746	726	4 349	25 821	19 695	376,7	26,24

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.
Statistique Canada, Division des statistiques sur la santé.

Tableau 7

Population de 15 ans et plus selon le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1986 et 1991

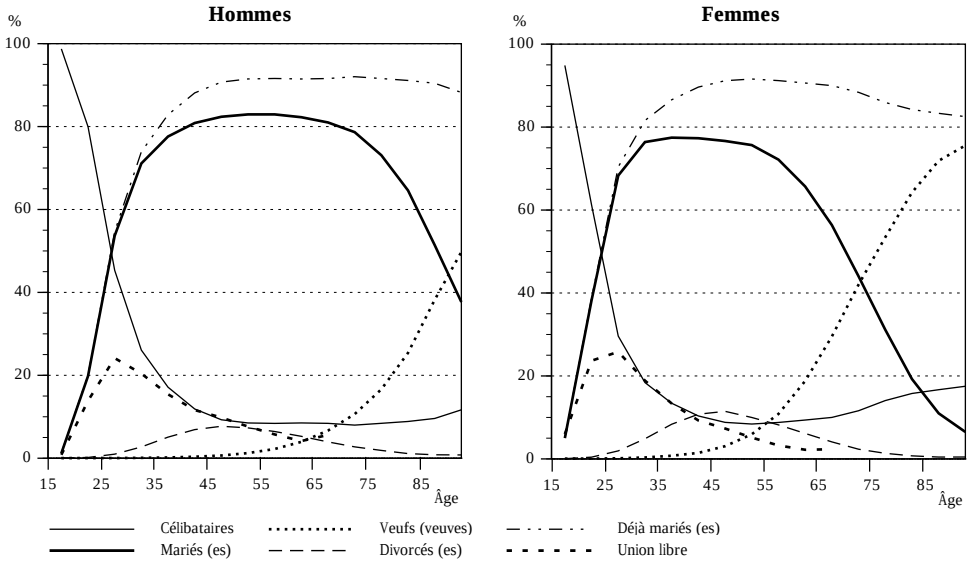
État matrimonial[1]		Hommes		Femmes		Total	
		1986	1991	1986	1991	1986	1991
Célibataire	n	800 065	808 800	699 955	692 290	1 500 010	1 501 090
	%	31,8	30,3	26,1	24,3	28,9	27,2
Marié	n	1 579 800	1 703 450	1 594 900	1 712 050	3 174 700	3 415 495
	%	62,9	63,8	59,6	60,2	61,2	61,9
Partenaire en union libre[2]	n	188 665	306 905	188 665	306 910	377 330	613 815
	%	7,5	11,5	7,0	10,8	7,3	11,1
Marié légalement	n	1 391 135	1 396 545	1 406 235	1 405 140	2 797 370	2 801 685
	%	55,4	52,3	52,5	49,4	53,9	50,8
Veuf	n	54 185	56 845	263 615	286 275	317 795	343 110
	%	2,2	2,1	9,8	10,1	6,1	6,2
Divorcé	n	79 200	102 620	119 715	155 465	198 910	258 085
	%	3,2	3,8	4,5	5,5	3,8	4,7
Total	n	2 513 240	2 671 710	2 678 180	2 846 075	5 191 420	5 517 785
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Il s'agit de l'état matrimonial de fait; les partenaires en union libre comprennent des célibataires (de droit), des mariés légalement (séparés), des veufs et des divorcés (de droit). L'état matrimonial «marié» comprend les personnes mariées légalement et les partenaires en union libre.
2. Ne comprend que les partenaires en union libre dans les ménages privés.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Figure 7

État matrimonial selon l'âge et le sexe, 1991



Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991.

Tableau 8

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1981-82 à 1992-93

Année[1]	Migrations internationales			Migrations interprovinciales			Migration nette totale
	Immigration	Émigration	Migration nette	Entrées	Sorties	Migration nette	
				n			
1981-82 à 1985-86	87 366	43 062	44 304	116 555	196 107	-79 552	-35 248
1981-82	24 001	8 279	15 722	20 764	47 953	-27 189	-11 467
1982-83	18 659	9 782	8 877	21 122	44 679	-23 557	-14 680
1983-84	15 220	9 412	5 808	23 854	40 212	-16 358	-10 550
1984-85	13 546	8 267	5 279	25 048	32 722	-7 674	-2 395
1985-86	15 940	7 322	8 618	25 767	30 541	-4 774	3 844
1986-87 à 1990-91	163 233	28 496	134 737	132 853	173 337	-40 484	94 253
1986-87	25 471	6 392	19 079	24 958	30 243	-5 285	13 794
1987-88	24 661	5 252	19 409	26 544	34 647	-8 103	11 306
1988-89	29 700	5 455	24 245	28 045	35 866	-7 821	16 424
1989-90	37 786	5 267	32 519	30 229	37 354	-7 125	25 394
1990-91	45 615	6 130	39 485	23 077	35 227	-12 150	27 335
1991-92	50 264	6 637	43 627	28 578	42 311	-13 733	29 894
1992-93	47 389	6 222	41 167	28 379	43 520	-15 141	26 026

1. Du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante.

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Section des estimations démographiques.

Tableau 9

Perspectives de la population selon les grands goupes d'âge et trois scénarios, Québec, 1991-2041

	Groupe d'âge									Âge moyen
	Total	0-14 ans	15-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	0-14 ans	15-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	
	'000					%				
1991	7 081	1 403	3 433	1 464	781	19,8	48,5	20,7	11,0	35,7
Scénario moyen										
1996	7 396	1 391	3 431	1 677	897	18,8	46,4	22,7	12,1	37,0
2001	7 664	1 370	3 359	1 939	994	17,9	43,8	25,3	13,0	38,4
2006	7 897	1 333	3 231	2 244	1 090	16,9	40,9	28,4	13,8	39,7
2011	8 107	1 287	3 135	2 430	1 255	15,9	38,7	30,0	15,5	40,9
2016	8 290	1 275	3 111	2 425	1 480	15,4	37,5	29,3	17,9	42,1
2021	8 446	1 271	3 097	2 349	1 728	15,0	36,7	27,8	20,5	43,2
2026	8 563	1 260	3 046	2 252	2 005	14,7	35,6	26,3	23,4	44,2
2031	8 635	1 240	3 015	2 157	2 223	14,4	34,9	25,0	25,7	45,0
2036	8 662	1 215	2 978	2 166	2 304	14,0	34,4	25,0	26,6	45,7
2041	8 650	1 195	2 926	2 201	2 328	13,8	33,8	25,4	26,9	46,2
Scénario faible										
1996	7 377	1 385	3 421	1 675	896	18,8	46,4	22,7	12,1	37,0
2001	7 519	1 308	3 296	1 926	989	17,4	43,8	25,6	13,2	38,6
2006	7 620	1 213	3 114	2 213	1 080	15,9	40,9	29,0	14,2	40,2
2011	7 696	1 116	2 967	2 375	1 238	14,5	38,6	30,9	16,1	41,7
2016	7 746	1 086	2 865	2 341	1 454	14,0	37,0	30,2	18,8	43,1
2021	7 764	1 065	2 779	2 230	1 690	13,7	35,8	28,7	21,8	44,4
2026	7 739	1 031	2 659	2 097	1 951	13,3	34,4	27,1	25,2	45,6
2031	7 663	982	2 563	1 971	2 146	12,8	33,4	25,7	28,0	46,7
2036	7 541	929	2 461	1 952	2 200	12,3	32,6	25,9	29,2	47,7
2041	7 383	888	2 342	1 960	2 192	12,0	31,7	26,5	29,7	48,3
Scénario fort										
1996	7 416	1 402	3 438	1 678	897	18,9	46,4	22,6	12,1	36,9
2001	7 804	1 447	3 409	1 950	998	18,5	43,7	25,0	12,8	38,0
2006	8 165	1 477	3 322	2 268	1 099	18,1	40,7	27,8	13,5	39,1
2011	8 503	1 491	3 272	2 472	1 269	17,5	38,5	29,1	14,9	40,1
2016	8 818	1 497	3 330	2 490	1 500	17,0	37,8	28,2	17,0	41,0
2021	9 110	1 514	3 397	2 442	1 758	16,6	37,3	26,8	19,3	41,9
2026	9 376	1 535	3 421	2 372	2 047	16,4	36,5	25,3	21,8	42,7
2031	9 608	1 558	3 466	2 302	2 282	16,2	36,1	24,0	23,8	43,3
2036	9 799	1 575	3 510	2 331	2 384	16,1	35,8	23,8	24,3	43,8
2041	9 951	1 586	3 541	2 391	2 433	15,9	35,6	24,0	24,4	44,1

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 1991-2041.*

Tableau 10

Perspectives de la population des régions administratives, scénario moyen, Québec, 1991-2016

Région administrative	Population						Accroissement			
	1991		2001		2016		2001/1991		2016/2001	
	'000	0/00	'000	0/00	'000	0/00	'000	%	'000	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	109	15	100	13	89	11	-9	-8,3	-11	-11,0
Bas-Saint-Laurent (01)	210	30	198	26	181	22	-12	-5,7	-17	-8,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	294	42	284	37	265	32	-10	-3,4	-19	-6,7
Québec (03)	633	89	658	86	672	81	25	3,9	14	2,1
Chaudière-Appalaches (12)	378	53	391	51	399	48	13	3,4	8	2,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	478	68	496	65	512	62	18	3,8	16	3,2
Estrie (05)	276	39	289	38	303	37	13	4,7	14	4,8
Montérégie (16)	1 230	174	1 428	186	1 641	198	198	16,1	213	14,9
Montréal (06)	1 825	258	1 884	246	1 972	238	59	3,2	88	4,7
Laval (13)	323	46	368	48	412	50	45	13,9	44	12,0
Lanaudière (14)	344	49	425	55	514	62	81	23,5	89	20,9
Laurentides (15)	392	55	497	65	624	75	105	26,8	127	25,6
Outaouais (07)	291	41	343	45	408	49	52	17,9	65	19,0
Abitibi-Témiscamingue (08)	156	22	161	21	165	20	5	3,2	4	2,5
Côte-Nord (09)	106	15	103	13	95	11	-3	-2,8	-8	-7,8
Nord-du-Québec (10)	37	5	39	5	39	5	2	5,4	-	-
Le Québec	7 081	1 000	7 664	1 000	8 290	1 000	583	8,2	626	8,2

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 1991-2041.*

La mondialisation de l'économie et le secteur manufacturier québécois

par Bertrand Nadeau, en collaboration avec Jules Dufort*

Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une mondialisation de l'économie. Ce phénomène accroît la concurrence et redistribue la production dans le monde en favorisant les sociétés capables, en raison notamment de la qualité de leurs ressources humaines et de leurs infrastructures, d'augmenter la valeur ajoutée des produits et des services.

L'objet de ce texte est d'examiner la manière dont la structure industrielle du Québec évolue sous l'effet de la mondialisation et d'évaluer la capacité du Québec à relever le défi de la compétitivité.

Le texte se divise en quatre parties. La première porte sur le phénomène de la mondialisation. Pour les économies canadienne et québécoise, cela signifie un environnement commercial plus concurrentiel qui pose le défi de la compétitivité. Ce sera l'objet de la deuxième partie. Dans les pays en mesure de relever le défi de la compétitivité, on assiste généralement à une transformation de la structure industrielle, caractérisée par une spécialisation accrue de la production et un plus grand recours aux nouvelles technologies. L'évolution de la situation du secteur manufacturier québécois sera examinée sous cet aspect en troisième partie. Les résultats de toutes ces transformations se traduisent en général par une augmentation de la capacité concurrentielle des pays sur les marchés étrangers. La dernière partie sera donc consacrée à l'analyse du degré de compétitivité des exportations québécoises sur leur principal marché international, en l'occurrence le marché américain.

La mondialisation

Par mondialisation des marchés, on entend l'interdépendance économique croissante entre consommateurs, producteurs, fournisseurs et gouvernements de divers pays. La mondialisation est le résultat de plusieurs changements qui se renforcent les uns les autres, comme le progrès

* De la Direction de l'analyse du commerce extérieur du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

technologique dans le domaine des transports et des communications. Cependant, le changement le plus important découle sans doute de la libéralisation des échanges, qui a de multiples effets sur l'économie mondiale.

La libéralisation des échanges

Lors de la période suivant immédiatement l'après-guerre, les pays réalisent que le commerce et les investissements internationaux sont des facteurs importants de croissance économique. Ce changement d'attitude suscite la libéralisation du commerce et des investissements par le biais de rondes de négociations successives du GATT (L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et par la formation de blocs commerciaux. L'accroissement des affaires qui en résulte favorise la spécialisation des économies et l'augmentation de la concurrence entre les pays.

Le GATT

Le GATT compte aujourd'hui 117 pays participants. Conclu à Genève en 1947 par vingt-trois pays, cet accord constitue le cadre de référence pour la conduite des échanges internationaux et définit les grands principes régissant le système commercial international. Son principal objectif est de permettre aux parties contractantes de bénéficier des gains du libre-échange. Le GATT repose sur un certain nombre de principes fondamentaux, dont le principal est celui de la non-discrimination. Ainsi, la clause dite de «la nation la plus favorisée» prévoit que toutes concessions tarifaires entre deux pays membres doivent profiter à tous les autres pays signataires. Les négociations se déroulent sur la base du principe de la réciprocité générale.

Ce processus de libéralisation des échanges s'est poursuivi sur plusieurs décennies. De 1947 au lancement en 1986 de l'Uruguay Round, qui se termine en décembre 1993, il y a sept sessions de négociations multilatérales. C'est ainsi que le niveau moyen des droits de douane est aujourd'hui de 4,7 %, comparativement à 40 % en 1949; il sera de 3 % quand les réductions tarifaires prévues lors de l'Uruguay Round seront pleinement en vigueur. En 1987, grâce au GATT, au-delà de 90 % des exportations canadiennes vers les États-Unis sont assujetties à des droits de douane de 5 % ou moins, et près de 80 % entrent en franchise. Dans le cas des droits de douane canadiens, le taux moyen sur les importations de produits industriels est réduit à environ 10 %. En plus de favoriser la libéralisation du commerce des biens par des abaissements successifs du niveau des tarifs douaniers, le GATT se penche depuis peu sur la libéralisation de l'investissement et du commerce des services.

Les zones économiques

Les règles du GATT autorisent la formation de zones de libre-échange et d'unions douanières, à certaines conditions. Ainsi, les vingt-cinq dernières années se caractérisent par la formation de quelques zones économiques, à l'intérieur desquelles les échanges commerciaux sont encouragés. Il y a quatre zones principales : l'Espace économique européen (EÉE), l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain), les pays du Pacifique et l'Europe de l'Est.

L'EÉE, regroupant dix-sept pays, dispute à l'ALÉNA le titre de zone de libre-échange la plus importante du monde. Cette zone inclut les douze pays de l'Union européenne, lesquels constituent un marché intégré depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, en 1992. Elle comprend aussi, depuis le 1er janvier 1994, cinq autres pays européens, soit l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande.

La participation au commerce mondial des pays de l'Europe de l'Est est susceptible d'augmenter grandement dans l'avenir, compte tenu de l'adoption de politiques économiques davantage axées sur le marché. Certains de ces pays pourraient même s'associer à l'EÉE.

L'ALÉNA, entré en vigueur en janvier 1994, crée une zone de libre-échange comprenant le Canada, les États-Unis et le Mexique. Cet accord permet non seulement une élimination immédiate ou progressive des tarifs douaniers et des prescriptions en matière de licences d'importation, mais aussi une mobilité accrue des gens d'affaires et des capitaux. Il se juxtapose à l'ALÉ (Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis), qui est en vigueur depuis janvier 1989. Le principal objectif visé par le Canada dès le début des négociations de l'ALÉ a été un accès plus libre et plus sûr au marché des États-Unis. À cet égard, le Canada a obtenu le gain important de la mise en place d'un processus de règlement des différends, qui, lors de litiges commerciaux, lui permet de transmettre les plaintes, en dernière instance, à des groupes spéciaux binationaux plutôt qu'aux tribunaux américains. En ce qui a trait aux tarifs, l'objectif est également atteint puisque ceux-ci seront abolis au plus tard le 1er janvier 1998. Du côté des barrières non tarifaires, les gains ne sont toutefois pas aussi importants. Au chapitre de l'investissement, il y a eu progrès : les deux parties accordent, à certaines conditions, le traitement national aux investisseurs de l'autre pays. L'ALÉ est considérablement amélioré par l'ALÉNA, qui rend plus claires et prévisibles les règles d'origine et qui étend l'ouverture des marchés publics aux secteurs de la construction et des services.

La zone économique de l'Asie et des pays du Pacifique, dont l'intégration se fait dans une large mesure par l'entremise du Japon, ne s'appuie pas sur un accord formel comme c'est le cas pour les zones de l'ALÉNA et de l'EÉE. Malgré cela, elle est la zone économique la plus dynamique. En effet, les exportations de ces pays représentent maintenant 19 % du commerce mondial, comparativement à 11 % seulement en 1970.

Les effets de la libéralisation des échanges et de la mondialisation

La libéralisation des échanges provoque la croissance des investissements étrangers et du commerce international à un rythme plus rapide que celui de la production. Il en résulte une vaste restructuration, non seulement du commerce, mais aussi de l'industrie. Cette restructuration prend divers aspects, dont l'augmentation des échanges entre firmes, l'accroissement de l'importance du rôle des entreprises multinationales dans l'économie des pays et l'accentuation du degré d'ouverture et de spécialisation des économies nationales.

En effet, au cours des années 80, et contrairement aux deux décennies précédentes, l'investissement direct à l'étranger augmente à un taux annuel moyen de 8 % à 9 %, soit beaucoup plus rapidement que le commerce international, qui croît à un rythme annuel moyen proche de 5 %[1]. En fait, ce type d'investissement devient l'instrument stratégique que les entreprises utilisent pour accéder aux marchés extérieurs. Les entreprises multinationales deviennent graduellement un des principaux agents du phénomène de la mondialisation; elles constituent en quelque sorte le maillon essentiel entre les circuits commerciaux, les mouvements de capitaux et les flux de technologie. Il en résulte que la restructuration industrielle actuellement en cours à l'échelle mondiale se caractérise par une intégration économique dans laquelle les sociétés multinationales jouent un rôle déterminant. Cette intégration ne serait pas possible à cette échelle sans les développements technologiques survenus dans la période de l'après-guerre, notamment dans les domaines de l'information, de l'informatique, de l'électronique et de l'automatisation.

Aujourd'hui, les échanges entre firmes constituent près du tiers du commerce mondial des biens manufacturés. Au Canada, les entreprises multinationales comptent pour 75 % des exportations de produits manufacturés et au moins 80 % des importations[2].

---

1. Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1993; Investissement Canada, *Les conséquences de la mondialisation pour les entreprises*, 1990.
2. Investissement Canada, *Les multinationales étrangères et la compétitivité internationale du Canada,* 1993.

L'abolition des entraves au commerce et à l'investissement fait en sorte qu'au cours des deux dernières décennies, la croissance annuelle moyenne de 5 % du commerce mondial excède celle de 3,5 % de la production[3]. Il en résulte une ouverture et une spécialisation plus grandes des économies. Ainsi, il devient nécessaire pour les entreprises d'adopter une vision mondiale, même pour celles qui ont toujours exercé leurs activités à l'abri de la concurrence et qui commercent peu avec l'étranger. Cela signifie également que, quel que soit le secteur industriel, l'adoption de nouvelles technologies et l'investissement en recherche-développement (R-D) revêtent maintenant une grande importance pour la survie des entreprises. Même dans les industries traditionnelles, l'application efficace de la haute technologie devient essentielle à la mise au point de nouveaux produits et à l'élaboration de procédés de production moins coûteux. Afin de partager les coûts élevés de la R-D, de plus en plus d'entreprises concluent des alliances stratégiques. Ces alliances constituent un autre phénomène découlant de la mondialisation.

En somme, l'abolition des obstacles au commerce et à l'investissement permet aux entreprises canadiennes et québécoises d'accéder plus facilement au marché mondial et d'avoir un accès préférentiel au vaste marché de l'ALÉNA, dans lequel elles peuvent réaliser des économies d'échelle, se spécialiser et améliorer leur productivité. En contrepartie, elles doivent faire face à une concurrence plus forte de la part des entreprises étrangères, autant sur leurs marchés du Québec et du continent américain que sur ceux d'outre-mer. Le Québec et le Canada ont ainsi un défi de taille à relever, soit celui d'être compétitifs.

La compétitivité

À la fin des années 80, plusieurs études montrent que le Canada se situe en dernière place parmi les principaux pays industrialisés pour plusieurs indicateurs de progrès technologique, tels que le niveau de recherche et de développement, les investissements en matériel et outillage, etc. En fait, la compétitivité internationale d'un pays et de ses entreprises dépend de son climat global d'investissement, c'est-à-dire de nombreux facteurs liés à son contexte social, politique et économique, comme l'état des finances publiques, le niveau de taxation, la stabilité politique, le cadre réglementaire et la formation des ressources humaines. Généralement, un bon climat d'investissement se traduit par une productivité et des coûts unitaires suffisamment avantageux pour permettre aux entreprises d'être compétitives sur les marchés internationaux.

Dans le présent texte, le terme «compétitivité» sera utilisé uniquement dans son sens micro-économique. Il désignera, d'une part, la productivité et les coûts unitaires de la main-d'oeuvre et, d'autre part, les résultats commerciaux du secteur manufacturier. Les résultats commerciaux tiennent compte ici de divers facteurs, tels que l'évolution de la balance commerciale, la part des produits de haute technologie dans l'ensemble du secteur manufacturier et la compétitivité des exportations sur les marchés internationaux.

La productivité et les coûts unitaires de la main-d'oeuvre

La productivité globale d'un pays reflète sa santé économique. La productivité du travail est la mesure la plus utilisée et repose principalement sur deux facteurs, l'innovation et l'investissement, qui dépendent du climat socio-économique.

3. Fonds monétaire international, op.cit.

Au Canada, les gains de productivité du travail dans le secteur manufacturier sont faibles au cours des années 80 : l'écart du niveau de productivité entre le Canada et les États-Unis, qui diminue régulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale, se creuse de nouveau. En fait, entre 1979 et 1991, parmi les principaux pays industrialisés, seul le Danemark connaît une croissance de productivité du travail dans le secteur manufacturier aussi faible que celle du Canada[4]. Le Québec ne se classe guère mieux à ce chapitre, puisqu'en 1991, sa productivité représente 91 % de celle du Canada.

Ces piètres résultats du Canada au chapitre de la productivité seraient moins inquiétants si les coûts unitaires de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier, exprimés en dollars américains, augmentaient moins rapidement qu'ailleurs; mais tel n'est pas le cas[5]. Entre 1979 et 1991, leur croissance annuelle de 5,6 % est l'une des plus fortes des pays industrialisés, en raison principalement d'augmentations salariales plus rapides que l'accroissement de la productivité du travail[6].

De tels résultats pourraient nous porter à inférer que le Canada n'est pas en mesure de demeurer compétitif. Ce serait négliger le fait que seuls les États-Unis dépassent le Canada en ce qui a trait à la productivité du travail de l'ensemble de l'économie. En fait, la productivité du travail dans les secteurs non manufacturiers est plus élevée que celle de la plupart des autres pays, et elle influe indirectement sur la capacité du secteur manufacturier à soutenir la concurrence. Par ailleurs, le Canada connaît depuis 1992 un redressement important de sa productivité du travail dans le secteur manufacturier, au rythme de 4,4 %, soit presque autant qu'aux États-Unis et beaucoup plus que la moyenne des pays de l'OCDE[7]. Contrairement aux autres pays industrialisés, il enregistre en 1992 une baisse substantielle de ses coûts unitaires de main-d'oeuvre, exprimés en dollars américains, dans le secteur manufacturier.

Enfin, il faut préciser que si le Canada et par conséquent le Québec n'étaient pas vraiment compétitifs, ils n'auraient pas amélioré considérablement leur balance commerciale dans le secteur manufacturier ni conquis des parts de marché aux États-Unis dans plusieurs industries ces dernières années.

La balance commerciale du secteur manufacturier

La balance commerciale canadienne de biens manufacturés, affichant un surplus de 118,7 millions de dollars en 1983, accuse en 1988, à la veille de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange canado-américain, un déficit de 8,7 milliards. En 1992, ce déficit n'est plus que de 594,4 millions (tableau 1). Par ailleurs, la balance commerciale canadienne des biens manufacturés avec les États-Unis montre un surplus de 7,4 milliards de dollars en 1988 et de 16,5 milliards en 1992. C'est surtout l'industrie du matériel de transport qui est responsable de ce redressement. Il n'en demeure pas moins que neuf autres industries connaissent une amélioration importante de leur balance commerciale et que seulement quelques-unes enregistrent une détérioration sensible. Par ailleurs, certaines études tenant compte de la balance commerciale du Québec montrent une évolution tout à fait similaire à celle de la balance commerciale canadienne.

---

4. US Bureau of Labor Statistics, *International Comparisons of Manufacturing Productivity and Labor Costs Trends 1992,* août 1993.
5. Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre représentent la rémunération versée à la main-d'oeuvre par unité produite. Ils varient ainsi à la fois en fonction du salaire horaire moyen et de la productivité du travail. Ils se définissent comme suit :

   $$\text{Coûts unitaires de la main-d'oeuvre} = \frac{\text{masse salariale}}{\text{nombre d'unités produites}} = \frac{\text{masse salariale/heures-personnes travaillées}}{\text{nombre d'unités produites/heures-personnes travaillées}} = \frac{\text{salaire horaire moyen}}{\text{productivité du travail}}$$

6. US Bureau of Labor Statistics, op. cit.
7. Ibid.

Il est important de noter que la balance commerciale canadienne dans le secteur manufacturier se redresse malgré un contexte difficile lié aux facteurs suivants : l'appréciation de 7,4 % du dollar canadien par rapport au dollar américain entre 1988 et 1992, la croissance faible des marchés américain et canadien entre 1990 et 1992 en raison de la récession, un taux d'intérêt canadien relativement élevé et d'importantes réductions des tarifs canadiens sur des produits en provenance des États-Unis, tels que les imprimés, le papier, certains produits chimiques, les meubles, les contre-plaqués, la plupart des machines et équipements, les vêtements et les textiles.

En résumé, le redressement de la balance commerciale du Canada dans le secteur manufacturier dans un contexte défavorable et la diminution récente des coûts unitaires de la main-d'oeuvre (exprimés en dollars américains), en raison notamment d'une forte augmentation de la productivité du travail dans le secteur manufacturier, constituent le signe que le Canada et le Québec sont en mesure de relever le défi de la compétitivité. L'analyse de l'évolution de la structure industrielle du Québec et des résultats des exportations québécoises sur le marché américain appuiera cette affirmation.

La restructuration industrielle

L'expérience montre que les économies fonctionnant sans barrières commerciales connaissent une restructuration industrielle continue, de même qu'une spécialisation commerciale intra-industrielle de plus en plus marquée dans la production de biens incorporant des technologies avancées. De telles transformations sont nécessaires pour que les économies canadienne et québécoise demeurent compétitives. Notre analyse de la structure industrielle portera ainsi sur ces deux aspects de la restructuration : le contenu technologique et la spécialisation intra-industrielle.

La restructuration industrielle en fonction du contenu technologique

Pour l'analyse du processus de la restructuration industrielle de l'économie québécoise en fonction du contenu technologique, les industries manufacturières sont regroupées en trois catégories : les industries hautement et moyennement technologiques, les industries faiblement technologiques et les industries liées aux ressources[8]. Dans un premier temps, nous examinerons l'évolution de la part des expéditions[9], des immobilisations manufacturières et des exportations des industries de haute et moyenne technologies dans l'ensemble manufacturier. Nous étudierons dans un deuxième temps la position de chacune des industries à l'intérieur de leur catégorie, de manière à décrire avec plus de précision le phénomène de la restructuration industrielle.

L'évolution de la part des industries à forte intensité technologique

Les données sur les expéditions manufacturières révèlent que la composition du secteur manufacturier québécois en fonction du contenu technologique ne change pas sensiblement entre 1983 et 1992. La part des expéditions des industries hautement et moyennement

8. Cette classification en fonction du contenu technologique de l'industrie provient de Statistique Canada.
9. Pour la réalisation de ce texte, les données du Bureau de la statistique du Québec sur le commerce extérieur ont été utilisées. Le rapprochement de la nomenclature du commerce extérieur avec la nomenclature industrielle utilisée pour les expéditions est effectué à l'aide de tables de concordance mises au point par le gouvernement fédéral. Une certaine dose d'imprécision en résulte, mais les évolutions dans le temps des ordres de grandeur sont significatives.

technologiques dans l'ensemble manufacturier se situe à 39,5 % en 1983 et à 37,7 % en 1992 (tableau 2). À titre de comparaison, en Ontario, cette part passe de 59,3 % à 63,5 %, en raison surtout de la forte expansion de l'industrie automobile.

Quant aux immobilisations manufacturières, la part des industries hautement et moyennement technologiques est à la hausse, contrairement à celle des industries liées aux ressources[10] (tableau 3). C'est surtout aux industries du matériel de transport, des produits chimiques et des produits électriques et électroniques, où l'investissement direct étranger est important, que cette progression est attribuable.

En ce qui concerne les exportations, leur composition en fonction du contenu technologique ne change pas beaucoup à première vue. En 1992, 43,7 % des exportations internationales du Québec proviennent des industries hautement et moyennement technologiques, contre 43,2 % en 1988 et 45,2 % en 1983 (tableau 4). Toutefois, une analyse plus détaillée permet de constater qu'en fait la part des exportations des industries hautement et moyennement technologiques augmente considérablement. En effet, en 1980, avant la forte hausse des exportations de matériel de transport et de produits électriques et électroniques, la part des exportations de cette catégorie d'industries n'est que de 39,8 %. Or, en fin de période, soit pour les huit premiers mois de 1993, elle atteint 46,7 %. Ainsi, le faible pourcentage de 1992 ne représente pas la tendance puisqu'il est attribuable à la fermeture temporaire de l'usine d'automobiles de Boisbriand. Enfin, à titre de comparaison, en Ontario, la part de ces industries dans l'ensemble manufacturier demeure autour de 77 % depuis 1988, et le secteur du transport compte actuellement 51 % de l'ensemble des exportations ontariennes.

L'augmentation de la part des immobilisations et des exportations manufacturières dans les industries de moyenne et haute technologie par rapport à l'ensemble manufacturier indique que le Québec améliore ou maintient sa position concurrentielle. Que la part des expéditions de ces industries n'augmente pas ne surprend guère, puisque les modifications importantes de structure industrielle se réalisent généralement sur une longue période, pouvant s'étendre sur plus de dix ans.

L'évolution de la position des différentes industries manufacturières

Une autre façon de constater que la structure industrielle du Québec s'oriente vers la production à plus forte intensité technologique consiste à observer l'évolution de chacune des industries à l'intérieur de sa catégorie de contenu technologique.

De façon générale, on observe que le secteur manufacturier québécois a connu au cours des dernières années une transformation considérable et qu'il continue de se diversifier de façon assez complémentaire à celui de l'Ontario. En effet, depuis la Seconde Guerre mondiale, le Québec se spécialise dans la vente aux autres provinces des produits du textile, du vêtement, de la bonneterie et de la chimie; par ailleurs, il exporte aux États-Unis des ressources légèrement transformées, telles que le bois, le papier et les métaux de première transformation. Pour sa part, l'Ontario concentre sa production dans les industries de l'automobile et de l'acier.

Au Québec, les modifications de la structure industrielle se font d'abord sentir au cours des années 70, dans les industries faiblement technologiques. Ainsi, la part des expéditions des industries du cuir, des textiles et du vêtement dans l'ensemble du secteur manufacturier passe de 17,1 % en 1971 à 11,8 % en 1983 et à 10,5 % en 1992. L'industrie de l'alimentation connaît une évolution qui s'est traduite jusqu'à présent par une diminution de sa part relative

10. Afin de réduire les biais liés aux variations annuelles assez brusques des investissements, la moyenne des années 1982-83 et 1992-93 a été utilisée en lieu des années 1983 et 1992.

dans les expéditions québécoises, de 15,1 % en 1983 à 14,2 % en 1992. En revanche, dans cette catégorie, l'industrie des boissons et celle du meuble et des articles d'ameublement gagnent du terrain.

Dans les industries liées aux ressources naturelles, les expéditions des métaux de première transformation diminuent pour le fer et l'acier; cependant, celles de l'aluminium et du magnésium augmentent considérablement. L'industrie des pâtes et papiers maintient sa part des expéditions dans l'ensemble manufacturier, grâce aux efforts de modernisation qu'elle a déployés au début des années 80.

Enfin, dans les industries moyennement et hautement technologiques, l'industrie des produits du pétrole connaît des difficultés au début des années 80. À la suite d'une baisse de consommation et d'une rationalisation de l'industrie canadienne, la part des expéditions de cette industrie dans l'ensemble manufacturier du Québec diminue progressivement, passant de 10,4 % en 1983 à 4,7 % en 1992. À l'opposé, certaines industries affichent une croissance : les industries chimiques, les industries du matériel de transport et les industries des produits électriques et électroniques. Plus précisément, le Québec réalise des percées importantes dans les secteurs suivants : produits pharmaceutiques, avions et pièces d'avion, équipements de télécommunications, appareils de distribution d'électricité et instruments de mesure, tous des secteurs dont les industries ont un contenu technologique encore plus élevé que celles de l'automobile et des produits raffinés du pétrole. Une étude du Conseil de la science et de la technologie[11] estime que le Québec effectue, si l'on exclut les produits des industries moyennement technologiques, au moins le tiers des exportations canadiennes de produits de haute technologie. Cependant, cette présence du Québec ne reposerait, pour l'essentiel, que sur quelques dizaines de firmes, dont la plupart sont des filiales de sociétés étrangères.

Même si le secteur manufacturier du Québec connaît globalement un redéploiement de ses activités vers des industries de haute technologie, les pertes dans certaines industries de niveau technologique moindre ont été parfois importantes. Il en résulte une diminution de la part des expéditions manufacturières québécoises dans l'ensemble canadien, de 26 % en 1983 à 23 % en 1992. Néanmoins, sauf dans les industries de l'automobile, des produits raffinés du pétrole, des produits métalliques et des produits minéraux non métalliques, le Québec affiche une croissance de ses expéditions à peu près équivalente et même souvent supérieure à celle de l'Ontario. Quant aux exportations, si ce n'était de la fermeture temporaire de l'usine de Boisbriand, elles continueraient de représenter, tout comme en 1983, environ 20 % de celles du Canada. Enfin, mentionnons que les immobilisations manufacturières québécoises représentent, en 1992, 24,3 % de celles du Canada et que, dans les industries hautement et moyennement technologiques, elles atteignent 20,7 %, comparativement à seulement 14 % dix ans auparavant.

La restructuration industrielle en fonction du degré de spécialisation

Une autre conséquence de la mondialisation sur le secteur manufacturier est l'ouverture des économies, qui se traduit, d'une part, par une plus grande importance des exportations dans les expéditions et, d'autre part, par une spécialisation commerciale intra-industrielle en faveur de la production de biens à plus forte valeur ajoutée.

À ce sujet, les données montrent que les expéditions québécoises de biens manufacturés destinées à l'extérieur du Canada passent, en dollars courants, de 13,1 milliards de dollars en 1983 à 23,9 milliards en 1992 (tableau 4). La croissance des exportations de biens manufacturés, même en période de ralentissement économique, excède celle des expéditions,

11. DE BRESSON, Christian et al., *Le Québec et le commerce international de haute technologie,* Conseil de la science et de la technologie, juin 1991, 93 p.

de sorte que la part des exportations dans les expéditions québécoises passe de 25 % à 36 % (tableau 5). Plus spécifiquement, on constate que les industries liées aux ressources, avec un ratio exportations/expéditions de 66 % en 1992 au Québec comme au Canada, sont celles qui sont le plus orientées vers les marchés étrangers. Les industries hautement et moyennement technologiques suivent avec un ratio de 42 % pour le Québec et de 54 % pour le Canada.

À la croissance de la part des exportations dans les expéditions correspond une hausse équivalente des importations par rapport aux expéditions, du moins en ce qui concerne le Canada et fort probablement aussi le Québec[12]. Cela révèle une plus grande intégration économique des secteurs manufacturiers québécois et canadien avec ceux du reste du monde, en particulier avec celui des États-Unis. En effet, la prépondérance des États-Unis comme partenaire commercial du Québec ne cesse de s'affirmer. La proportion des exportations manufacturières québécoises destinées au marché américain passe de 73 % en 1983 à 77 % en 1992 et à 81 % pour les huit premiers mois de 1993. Par ailleurs, la part du marché américain détenue par les fournisseurs canadiens de produits manufacturés passe, au cours de la dernière décennie, de 1,9 % à 2,6 %, tandis que la part du marché manufacturier canadien accaparée par les fournisseurs américains connaît une progression moindre, de 21,5 % à 24,5 %. Durant la même période, la part que les fournisseurs américains détiennent sur le marché des États-Unis chute de 90,7 % à 85,4 % et celle des fournisseurs canadiens sur le marché du Canada, de 66,8 % à 59,3 %.

Bref, les secteurs manufacturiers canadien et américain s'intègrent de plus en plus en empruntant la voie de la spécialisation industrielle, de l'investissement direct à l'étranger et du commerce. Ce phénomène s'observe même dans les industries à faible intensité technologique. Toutefois, le fait que les exportations canadiennes et québécoises croissent considérablement au cours de la dernière décennie et que les manufacturiers canadiens et québécois augmentent leur part globale du marché américain ne signifie pas nécessairement une amélioration de la compétitivité. Les mauvais résultats du Canada, au cours de la dernière décennie, en ce qui a trait à la productivité de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier en font presque foi.

Le degré de compétitivité des exportations québécoises sur le marché américain

Plusieurs facteurs autres que l'amélioration de la compétitivité peuvent expliquer la capacité du Canada et du Québec à redresser leur balance commerciale. La forte croissance de la demande sur leur principal marché international, les États-Unis[13], en est un exemple. Il est ainsi important de distinguer la part de la croissance des ventes du Québec sur le marché américain qui dépend de facteurs liés à une hausse de compétitivité de celle qui est liée à une hausse de la demande américaine.

Notre analyse s'effectuera en deux étapes. Dans un premier temps, l'évolution des exportations québécoises sur le marché américain sera examinée; dans un deuxième temps, la compétitivité de ces exportations sur le même marché sera analysée. Dans le but de réduire les biais qui pourraient résulter de variations trop importantes liées aux conjonctures nationale et internationale, des moyennes de trois années seront utilisées, soit 1981-1983 et 1989-1991.

12. Pour le Québec, les seules données disponibles sont les importations canadiennes dédouanées au Québec.
13. Entre 1980 et 1992, les importations américaines ont augmenté plus rapidement que celles du Japon et des pays européens (à l'exception de l'Allemagne, qui a connu une hausse similaire).

Les exportations québécoises sur le marché américain

De 1983 à 1992, le taux de croissance annuel moyen de 7,6 % des expéditions manufacturières québécoises destinées au marché américain excède celui de 6 % des exportations québécoises vers le reste du monde. Les industries faiblement technologiques connaissent le plus fort taux de croissance annuel moyen (tableau 4). La hausse est particulièrement forte dans les industries du tabac, des textiles ainsi que du meuble et des articles d'ameublement. En ce qui a trait aux industries moyennement et hautement technologiques, ce sont celles des produits électriques et électroniques et des produits en matière plastique qui enregistrent la plus forte croissance de leurs exportations aux États-Unis.

Entre 1981-1983 et 1989-1991, la part du marché américain des produits manufacturés détenue par le Québec passe de 0,4 % à 0,5 % (tableau 6). Toutefois, ces résultats ne sont en rien exceptionnels si on les compare à ceux des autres pays de l'OCDE (sauf États-Unis) et des pays hors OCDE, dont la part globale du marché américain passe de 6,2 % à 9,3 % et de 3,1 % à 5,3 % respectivement. Il n'en demeure pas moins que le Québec connaît des gains de part de marché aux États-Unis pour 19 industries sur 22. De leur côté, les pays de l'OCDE (sauf États-Unis) ainsi que les pays hors OCDE réalisent des gains pour 18 industries et le Canada, pour 17. En contrepartie, les fournisseurs américains voient décroître leur part du marché des États-Unis pour 19 industries manufacturières.

Certaines industries québécoises hautement et moyennement technologiques augmentent leur part du marché américain de façon remarquable. C'est le cas pour les industries des produits électriques et électroniques, de la plasturgie, du caoutchouc, de la machinerie (sauf électrique) et des produits raffinés du pétrole. Des hausses tout aussi importantes sont enregistrées dans les industries faiblement technologiques, notamment celles des textiles de première transformation, des produits textiles, de l'habillement, du meuble et des articles d'ameublement. Dans les industries axées sur les ressources naturelles, seule l'industrie des métaux de première transformation augmente sa part du marché américain de façon significative. Dans l'ensemble du secteur manufacturier, seulement deux industries québécoises accaparent en 1989-1991 plus de 1 % du marché américain, soit celles du papier et produits connexes (2,3 %) et des métaux de première transformation (1,8 %).

La compétitivité des exportations québécoises

Comme il a été mentionné précédemment, l'accroissement des ventes du Québec sur le marché américain n'est pas nécessairement le résultat d'une hausse de sa compétitivité. Il peut dépendre aussi bien du dynamisme de la demande américaine en général que de la concentration des exportations québécoises dans les produits pour lesquels la demande américaine croît le plus rapidement. Pour analyser cet aspect, la méthode de la part constante de marché est utilisée. Elle permet justement de départager l'effet de compétitivité des effets de la demande et de la composition des exportations.

Les exportations manufacturières du Québec aux États-Unis augmentent de 7,2 milliards de dollars américains entre 1981-1983 et 1989-1991 (tableau 7). Cet accroissement procéderait à 47,6 % d'une amélioration de la compétitivité des exportations du Québec, à 45,5 % de la croissance de la demande américaine, et à 6,9 % de la concentration des exportations du Québec dans une gamme de produits pour lesquels la croissance de la demande américaine surpasse celle de l'ensemble du secteur manufacturier des États-Unis. Pour les pays non membres de l'OCDE, la part de l'accroissement des ventes découlant de l'effet de compétitivité serait de 76,1 %, et pour les pays de l'OCDE (sauf États-Unis), de 56,9 %.

Les gains de compétitivité du Québec seraient présents dans 19 industries sur 22, mais se répartiraient de façon très inégale (tableau 8). En effet, ils se retrouveraient à 50 % dans les produits électriques et électroniques et à 31 % dans les métaux de première transforma-

tion. Ce sont deux industries québécoises pour lesquelles la croissance de la productivité du travail est beaucoup plus forte que celle de l'ensemble manufacturier au cours des années 80. Par ailleurs, c'est surtout par rapport aux fournisseurs américains et, de façon beaucoup plus modeste, vis-à-vis des fournisseurs hors OCDE que le Québec réaliserait des gains de compétitivité sur le marché américain. Comme il apparaît à la dernière ligne du tableau 8, le Québec subirait une certaine perte de compétitivité par rapport aux fournisseurs des pays de l'OCDE (sauf États-Unis).

Par rapport à tous les fournisseurs, les pertes de compétitivité du Québec seraient concentrées dans les industries du matériel de transport, des boissons et du bois. Dans les industries du transport, les pertes profiteraient aux pays de l'OCDE (sauf États-Unis) et, dans une moindre mesure, aux fournisseurs américains. Dans les groupes des boissons et du bois, elles avantageraient surtout les fournisseurs américains. Globalement, le Québec enregistrerait des gains de compétitivité dans l'industrie du papier, même si vis-à-vis des autres pays de l'OCDE (sauf États-Unis) il subirait certaines pertes.

Mentionnons enfin que la part des exportations de biens manufacturés du Québec destinées au marché des États-Unis dans l'ensemble des importations manufacturières américaines en provenance de l'OCDE passe de 5,9 % en 1981-1983 à 5,4 % en 1989-1991. Cette diminution de la part du Québec par rapport aux autres pays de l'OCDE s'expliquerait à 78 % par l'effet de composition des exportations québécoises et à seulement 22 % par l'effet de compétitivité. La baisse reliée à l'effet de composition découlerait surtout des industries québécoises des aliments, du bois, du papier et des métaux de première transformation. En effet, ces industries occupent une part relativement importante des exportations québécoises vers les États-Unis, alors que la croissance de la demande américaine pour ces mêmes industries a été inférieure à celle de l'ensemble de son secteur manufacturier.

Globalement, les bons résultats du Québec sur le marché américain dans le secteur manufacturier s'expliqueraient donc autant par la hausse de sa compétitivité que par le dynamisme de la demande américaine et la composition des exportations québécoises. Ce serait surtout grâce aux industries des produits électriques et électroniques et à l'industrie des métaux de première transformation que le Québec améliorerait sa compétitivité sur ce marché. Des gains modestes de compétitivité seraient tout de même observés dans la plupart des industries, du moins vis-à-vis des fournisseurs américains.

Une façon d'en savoir davantage sur les sources de la compétitivité du secteur manufacturier québécois consisterait à analyser pour chacune des industries l'influence des sociétés multinationales sur le commerce, l'investissement, l'obtention de mandats de production mondiaux et les alliances stratégiques. Toutefois, les données disponibles à ce sujet sont peu fiables.

Conclusion

Le Québec n'échappe pas au processus de restructuration industrielle actuellement en cours dans l'économie mondiale. Globalement, son secteur manufacturier connaît un redéploiement de ses activités vers des industries en croissance et à plus fort contenu technologique. En effet, la part respective des investissements et des exportations dans les industries considérées de moyenne et de haute technologie est en progression, et il y a tout lieu de penser qu'il en sera de même au cours des prochaines années en ce qui concerne la part des expéditions. Les industries de haute et de moyenne technologie ayant enregistré une croissance exceptionnelle sont celles des équipements de télécommunications, de l'aéronautique, de l'automobile et des produits pharmaceutiques. Par ailleurs, le secteur manufacturier québécois se spécialise de

plus en plus dans toutes les catégories d'industries, ce qui se manifeste par une intégration plus marquée de la production avec celle des États-Unis. Cette intégration s'effectue principalement par l'intermédiaire du commerce et de l'investissement direct des sociétés multinationales.

Cette transformation industrielle, qui résulte en une spécialisation de la production et qui requiert plus de technologie, constitue un signe que le Québec améliore, ou à tout le moins maintient son niveau de compétitivité. Une telle hypothèse est appuyée par le fait que, dans un contexte difficile, le Québec augmente sa part du marché américain pour la très grande majorité des industries manufacturières. Toutefois, ces gains de compétitivité seraient réalisés essentiellement par rapport aux fournisseurs américains. Vis-à-vis des autres pays de l'OCDE, le Québec enregistrerait plutôt une baisse de compétitivité sur le marché américain.

Au cours des prochaines années, la mondialisation va très certainement connaître une accélération. Une de ses manifestations sera fort probablement l'élargissement et la consolidation des zones économiques existantes. Il est déjà question que des pays d'Amérique du Sud (le Chili pourrait être le premier en lice) joignent l'ALÉNA. La hausse plus rapide de la productivité du travail que le Québec et le Canada connaissent depuis peu par rapport aux autres pays industrialisés constitue un signe que le climat d'investissement du Québec et du Canada va en s'améliorant. C'est une indication parmi d'autres qui permet d'inférer que le Québec est en bonne position pour relever, une fois de plus, le défi de la compétitivité.

Tableau 1

Balance commerciale, avec le monde et les États-Unis, selon le type d'industries, Canada, 1983, 1988 et 1992

Type d'industries	Balance commerciale du Canada					
	États-Unis			Monde		
	1983	1988	1992	1983	1988	1992
	'000 000 $					
Industries hautement et moyennement technologiques	-5 052,6	-8 026,2	1 199,8	-9 212,9	-25 188,5	-17 953,3
Produits en caoutchouc	147,0	-94,9	89,4	6,8	-474,5	-346,2
Produits en matière plastique	-376,3	-615,6	-504,9	-429,9	-914,2	-820,3
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	-550,5	-959,8	-1 405,6	-525,5	-1 963,4	-2 399,7
Machinerie (sauf électrique)	-3 136,9	-5 579,0	-4 630,3	-3 686,9	-9 209,5	-6 692,2
Matériel de transport	3 269,5	5 436,4	11 623,5	1 595,5	-700,2	4 496,0
Produits électriques et électroniques	-3 518,1	-4 928,9	-1 745,8	-4 841,3	-9 221,8	-8 041,6
Produits raffinés du pétrole et du charbon	1 246,9	1 596,5	2 036,5	906,1	976,6	1 495,9
Produits chimiques	-1 202,5	-1 380,9	-2 499,0	-1 056,3	-1 357,9	-3 094,7
Matériel scientifique et professionnel	-931,6	-1 500,0	-1 764,0	-1 181,5	-2 323,6	-2 550,5
Industries faiblement technologiques	-1 681,1	-1 185,1	-2 550,7	-5 383,8	-8 256,3	-10 655,0
Aliments	139,3	533,5	34,8	308,4	938,6	26,2
Boissons	449,3	406,9	635,2	158,1	37,3	133,7
Tabac	-26,5	35,2	337,2	39,8	73,3	413,7
Cuir et produits connexes	8,7	-20,0	-42,3	-566,0	-1 145,1	-1 233,8
Textiles de première transformation	-508,6	-505,9	-309,7	-916,6	-1 268,4	-905,0
Produits textiles	-190,8	-224,0	-563,7	-415,8	-598,9	-937,8
Habillement	61,6	222,3	200,6	-986,6	-1 873,1	-2 260,4
Meuble et articles d'ameublement	185,8	250,6	206,1	80,6	-88,7	-146,2
Imprimerie, édition et industries connexes	-785,4	-848,6	-1 539,1	-915,4	-1 091,9	-1 773,2
Produits minéraux non métalliques	-139,4	-127,7	-381,2	-404,6	-838,3	-979,5
Autres	-875,1	-907,3	-1 128,6	-1 765,6	-2 401,1	-2 992,6
Industries liées aux ressources	11 114,9	16 571,5	17 807,6	14 715,4	24 725,4	28 013,9
Bois	3 196,0	3 805,6	4 824,5	4 263,0	5 889,6	7 316,3
Papier et produits connexes	4 952,3	8 880,4	7 741,1	7 218,8	13 595,3	12 054,8
Métaux de première transformation	2 966,7	3 885,6	5 242,0	3 233,6	5 240,5	8 642,8
Secteur manufacturier	4 381,2	7 360,2	16 456,6	118,7	-8 719,3	-594,4

Sources : Bureau de la statistique du Québec, banque de données du commerce international (COMMI).
Ministère de l'Expansion industrielle régionale, *Le commerce des marchandises par secteur industriel : sommaire historique 1982-1986.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse du commerce extérieur.

Tableau 2

Expéditions manufacturières, par type d'industries, Québec, 1983 et 1992

Type d'industries	Québec				Québec/Ontario		Québec/Canada	
	1983		1992		1983	1992	1983	1992
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%			
Industries hautement et moyennement technologiques	20 597,5	39,5	25 008,5	37,7	33	26	20	17
Produits en caoutchouc	641,8[e]	1,2	801,1[e]	1,2	50	60	30	30
Produits en matière plastique	788,2	1,5	1 424,8	2,1	45	43	26	25
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	2 763,7	5,3	3 175,3	4,8	45	37	25	21
Machinerie (sauf électrique)	886,6	1,7	1 583,0	2,4	25	34	15	20
Matériel de transport	3 896,5	7,5	4 839,6	7,3	17	11	14	9
Produits électriques et électroniques	2 572,7	4,9	4 175,6	6,3	39	38	26	24
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 426,7	10,4	3 113,1	4,7	63	50	23	18
Produits chimiques	3 368,9	6,5	5 358,5	8,1	36	44	21	24
Matériel scientifique et professionnel	252,5[e]	0,5	537,5[e]	0,8	24	36	19	26
Industries faiblement technologiques	20 280,4	39,0	26 092,8	39,3	73	73	32	31
Aliments	7 854,9	15,1	9 460,3	14,2	67	65	27	25
Boissons	1 076,8	2,1	1 665,6	2,5	56	62	25	26
Tabac	704,9	1,4	862,4[e]	1,3	87	72	47	38
Cuir et produits connexes	418,5	0,8	374,8	0,6	62	95	36	41
Textiles de première transformation	1 515,7	2,9	1 515,4	2,3	142	138	56	54
Produits textiles	1 176,1	2,3	1 466,9	2,2	114	133	49	50
Habillement	3 002,9	5,8	3 596,6	5,4	234	227	61	60
Meuble et articles d'ameublement	779,7	1,5	1 348,8	2,0	50	67	29	34
Imprimerie, édition et industries connexes	2 154,5	4,1	3 579,8	5,4	57	56	28	28
Produits minéraux non métalliques	1 059,9	2,0	1 178,8	1,8	47	43	22	20
Autres	536,5[e]	1,0	1 043,4[e]	1,6	30	56	19	27
Industries liées aux ressources	11 220,5	21,5	15 235,6	23,0	78	81	30	28
Bois	2 056,6	3,9	3 093,2	4,7	130	123	22	20
Papier et produits connexes	5 062,2	9,7	6 502,5	9,8	100	99	34	31
Métaux de première transformation	4 101,7	7,9	5 640,0	8,5	53	58	30	31
Secteur manufacturier	52 098,4	100	66 336,9	100	50	45	26	23

Sources : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203); CANSIM.

Tableau 3

Moyenne biennale des immobilisations des industries manufacturières, Québec, 1982 et 1983, 1992 et 1993

Type d'industries	Québec				Québec/Ontario		Québec/Canada	
	Moyenne biennale				1982 et 1983	1992 et 1993	1982 et 1983	1992 et 1993
	1982 et 1983		1992 et 1993					
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%			
Industries hautement et moyennement technologiques	678,6	35,8	1 450,2	41,5	32,9	36,9	14,0	20,7
Produits en caoutchouc	30,8	1,6	60,0	1,7	31,9	58,9	13,3	29,5
Produits en matière plastique	...[1]	...[1]	51,8	1,5	...[1]	32,2	...[1]	20,1
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	33,5	1,8	79,7	2,3	23,9	36,3	15,7	21,2
Machinerie (sauf électrique)	59,6	3,2	56,9	1,6	33,5	32,3	21,1	21,6
Matériel de transport	84,7	4,5	603,3	17,3	14,7	30,1	11,6	22,3
Produits électriques et électroniques	125,7	6,6	250,2	7,1	56,6	65,9	33,4	35,3
Produits raffinés du pétrole et du charbon	210,2	11,1	55,3	1,6	88,4	33,4	20,4	9,5
Produits chimiques	127,6	6,7	272,1	7,8	21,5	40,4	6,5	15,0
Matériel scientifique et professionnel	6,5[e]	0,3	20,9[e]	0,6	32,3[e]	42,7[e]	19,2[e]	23,9
Industries faiblement technologiques	408,1	21,5	782,3[e]	22,4	53,2	52,1	25,9	26,8
Aliments	184,8	9,7	291,5	8,4	43,2	47,8	20,8	24,2
Boissons	...[2]	...[2]	86,8	2,5	...[2]	66,4	...[2]	26,7
Tabac	28,0	1,5	..	..	161,0	..	61,7	..
Cuir et produits connexes	3,6	0,2	..	..	25,4	..	20,1	..
Textiles de première transformation	72,2	3,8	41,3	1,2	102,5	37,6	48,6	25,3
Produits textiles	...[3]	...[3]	43,8	1,3	...[3]	128,0	...[3]	53,3
Habillement	22,0	1,2	56,3	1,6	156,0	216,5	51,9	61,9
Meuble et articles d'ameublement	5,0	0,3	21,2	0,6	21,8	55,1	16,4	30,4
Imprimerie, édition et industries connexes	34,7	1,8	105,6	3,0	35,0	33,5	19,7	19,9
Produits minéraux non métalliques	44,0	2,3	55,2	1,6	76,8	48,3	28,7	22,2
Autres	13,8	0,7	40,5[e]	1,1	30,9[e]	42,6[e]	19,2[e]	23,9[e]
Industries liées aux ressources	810,9	42,7	1 260,6	36,1	88,7	121,3	30,4	28,2
Bois	104,0	5,5	94,0	2,7	218,9	157,7	34,1	17,0
Papier et produits connexes	436,7	23,0	573,9	16,4	109,7	116,3	30,6	21,9
Métaux de première transformation	270,2	14,2	592,7	17,0	57,6	121,9	28,9	45,7
Secteur manufacturier	1 897,6	100	3 493,1	100	50,7	54,0	20,9	24,3

1. Inclus dans les produits en caoutchouc.
2. Incluses dans les aliments.
3. Inclus dans les textiles de première transformation

Sources : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205); *Classification des activités économiques, 1970.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 4

Exportations manufacturières totales vers le monde et les États-Unis, Québec, 1983, 1988 et 1992

Type d'industries	Vers le monde							
	Québec						Québec/Canada	
	1983		1988		1992		1983	1992
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%	
Industries hautement et moyennement technologiques	5 915,5	45,2	8 818,1	43,2	10 452,2	43,7	14,8	13,5
Produits en caoutchouc	97,3	0,7	175,8	0,9	218,7	0,9	15,8	15,2
Produits en matière plastique	60,4	0,5	154,9	0,8	231,7	1,0	19,2	17,8
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	398,4	3,0	497,4	2,4	495,7	2,1	21,2	18,2
Machinerie (sauf électrique)	517,3	4,0	624,7	3,1	778,0	3,3	16,2	15,3
Matériel de transport	2 820,9	21,6	4 081,8	20,0	2 900,6	12,1	11,8	6,7
Produits électriques et électroniques	941,0	7,2	2 160,4	10,6	4 322,8	18,1	24,9	35,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	135,6	1,0	161,5	0,8	201,6	0,8	7,7	6,6
Produits chimiques	753,1	5,8	762,3	3,7	1 070,0	4,5	21,0	15,5
Matériel scientifique et professionnel	191,5	1,5	199,4	1,0	233,1	1,0	17,8	14,4
Industries faiblement technologiques	1 824,9	13,9	2 638,0	12,9	3 409,2	14,3	27,5	24,8
Aliments	877,5	6,7	927,6	4,5	954,3	4,0	24,2	16,8
Boissons	111,6	0,9	104,5	0,5	129,0	0,5	22,1	16,0
Tabac	8,2	--	25,5	0,1	264,5	1,1	8,1	56,6
Cuir et produits connexes	38,9	0,3	64,0	0,3	67,6	0,3	35,8	40,1
Textiles de première transformation	102,1	0,8	182,7	0,9	306,3	1,3	39,7	35,8
Produits textiles	45,7	0,4	106,5	0,5	118,0	0,8	36,6	35,8
Habillement	127,8	1,0	261,5	1,3	315,7	1,3	59,5	51,5
Meuble et articles d'ameublement	83,4	0,6	193,9	1,0	238,3	1,0	21,4	15,4
Imprimerie, édition et industries connexes	127,3	1,0	229,7	1,1	267,5	1,1	39,1	43,9
Produits minéraux non métalliques	149,6	1,1	247,6	1,2	216,0	0,9	28,8	18,8
Autres	152,8	1,2	294,6	1,4	532,0	2,2	33,4	35,2
Industries liées aux ressources	5 342,4	40,8	8 976,9	43,9	10 043,9	42,0	27,6	28,0
Bois	699,2	5,3	919,3	4,5	1 117,1	4,7	14,5	13,3
Papier et produits connexes	2 591,1	19,8	4 200,6	20,6	4 464,3	18,7	31,9	30,8
Métaux de première transformation	2 052,2	15,7	3 857,1	18,9	4 462,5	18,7	32,2	34,4
Secteur manufacturier	13 082,8	100	20 433,0	100	23 905,3	100	19,8	18,8

Sources : Bureau de la statistique du Québec, banque de données du commerce international (COMMI).
Ministère de l'Expansion industrielle régionale, *Le commerce des marchandises par secteur industriel : sommaire historique 1982-1986.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse du commerce extérieur.

Type d'industries	Vers les États-Unis							
	Québec						Taux de croissance annuel moyen	
							Québec	Canada
	1983		1988		1992		1983-1992	
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%	
Industries hautement et moyennement technologiques	4 258,3	44,4	6 775,6	42,8	8 157,9	44,1	7,5	7,9
Produits en caoutchouc	91,9	1,0	164,0	1,0	204,9	1,1	9,3	10,0
Produits en matière plastique	41,9	0,4	135,5	0,9	218,8	1,2	20,2	18,5
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	277,8	2,9	414,6	2,6	417,6	2,3	4,6	7,5
Machinerie (sauf électrique)	258,5	2,7	457,7	2,9	526,0	2,8	8,2	5,4
Matériel de transport	2 404,4	25,1	3 386,0	21,4	1 954,1	10,6	-2,3	6,7
Produits électriques et électroniques	641,7	6,7	1 456,9	9,2	3 697,6	20,0	21,5	15,5
Produits raffinés du pétrole et du charbon	133,0	1,4	148,8	1,0	194,6	1,0	4,3	5,7
Produits chimiques	344,5	3,5	484,4	3,0	786,6	4,2	9,6	9,3
Matériel scientifique et professionnel	64,4	0,7	127,7	0,8	157,6	0,9	10,5	5,3
Industries faiblement technologiques	1 105,6	11,5	1 812,2	11,4	2 642,4	14,3	10,2	10,6
Aliments	400,9	4,1	481,2	3,0	581,1	3,2	4,2	7,8
Boissons	107,3	1,1	98,9	0,6	113,0	0,6	0,6	4,6
Tabac	4,6	0,1	20,0	0,1	251,0	1,4	55,9	36,9
Cuir et produits connexes	34,6	0,4	51,2	0,3	57,3	0,3	5,8	4,5
Textiles de première transformation	32,9	0,3	76,0	0,5	219,7	1,2	23,5	23,1
Produits textiles	22,2	0,2	60,7	0,4	81,2	0,4	15,5	13,6
Habillement	85,6	0,9	213,8	1,4	281,7	1,5	14,1	15,1
Meuble et articles d'ameublement	73,1	0,8	181,8	1,2	222,0	1,2	13,1	17,0
Imprimerie, édition et industries connexes	115,6	1,2	209,2	1,3	231,8	1,3	8,0	6,1
Produits minéraux non métalliques	123,9	1,3	221,6	1,4	190,7	1,0	4,9	9,1
Autres	104,9	1,1	197,8	1,2	412,8	2,2	16,4	15,2
Industries liées aux ressources	4 223,2	44,1	7 251,0	45,8	7 696,9	41,6	6,9	5,6
Bois	527,8	5,5	701,6	4,4	873,5	4,7	5,8	5,1
Papier et produits connexes	2 179,9	22,8	3 441,9	21,8	3 746,4	20,3	6,2	6,2
Métaux de première transformation	1 516,4	15,8	3 107,5	19,6	3 077,0	16,6	8,2	5,2
Secteur manufacturier	9 586,7	100,0	15 838,8	100,0	18 497,2	100,0	7,6	7,6

Tableau 5

Ratio exportations/expéditions et ratio importations/expéditions, par type d'industries, Québec et Canada, 1983, 1988 et 1992

Type d'industries	Québec			Canada					
	Exportations/expéditions			Exportations/expéditions			Importations/expéditions		
	1983	1988	1992	1983	1988	1992	1983	1988	1992
	%								
Industries hautement et moyennement technologiques	29[e]	33[e]	42[e]	40	45	54	49	63	66
Produits en caoutchouc	..	..	..	29	35	53	28	53	66
Produits en matière plastique	8	11	16	10	16	23	24	31	37
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	14	12	16	17	14	18	22	25	34
Machinerie (sauf électrique)	58	37	49	55	47	63	119	139	146
Matériel de transport	72	65	60	84	76	80	78	77	71
Produits électriques et électroniques	37	45	--	38	43	70	87	94	116
Produits raffinés du pétrole et du charbon	2	6	6	8	17	18	4	10	9
Produits chimiques	22	15	20	23	27	31	29	33	45
Matériel scientifique et professionnel	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Industries faiblement technologiques	9[e]	10[e]	13[e]	10	12	16	19	22	29
Aliments	11	10	10	12	14	15	11	12	15
Boissons	10	7	8	12	9	13	8	9	11
Tabac	1	..	..	7	6	21	4	2	2
Cuir et produits connexes	9	12	18	9	12	18	58	101	154
Textiles de première transformation	7	11	20	9	15	31	43	55	63
Produits textiles	4	7	8	5	9	11	23	27	44
Habillement	4	6	9	4	6	10	25	35	48
Meuble et articles d'ameublement	11	13	18	15	18	39	12	20	43
Imprimerie, édition et industries connexes	6	7	7	4	5	5	16	14	19
Produits minéraux non métalliques	14	13	18	11	15	20	19	26	37
Autres	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Industries liées aux ressources	48	47	66	51	52	66	12	13	14
Bois	34	25	36	51	45	55	6	7	7
Papier et produits connexes	51	52	69	54	60	70	6	7	12
Métaux de première transformation	50	52	79	47	48	71	23	25	24
Secteur manufacturier	25	28	36	32	37	45	32	40	45

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques économiques* (1987-1992).
Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 6

Part du marché américain des produits manufacturés, par groupe majeur d'industries, Québec, Canada, États-Unis, OCDE (sauf É.-U.), pays hors OCDE, moyenne de 1981-1983 et de 1989-1991

Groupe majeur d'industries	Québec		Canada		États-Unis		OCDE[1] (sauf É.-U.)		Pays hors OCDE	
	1981-1983	1989-1991	1981-1983	1989-1991	1981-1983	1989-1991	1981-1983	1989-1991	1981-1983	1989-1991
	%									
Aliments	0,13	0,14	0,3	0,6	96,5	95,7	1,7	2,1	1,8	2,2
Boissons	0,22	0,14	1,2	1,1	92,4	92,1	7,2	7,1	0,4	0,8
Tabac	0,02	0,23	0,1	0,3	97,9	99,4	0,4	0,4	1,7	0,2
Produits en caoutchouc	0,27	0,56	1,9	3,1	92,1	85,2	6,4	10,4	1,5	4,4
Produits en matière plastique	0,09	0,22	0,6	1,1	96,4	94,2	2,3	3,3	1,3	2,5
Cuir et produits connexes	0,16	0,21	0,4	0,4	65,6	41,1	9,3	10,5	25,1	48,4
Textiles de première transformation	0,07	0,19	0,1	0,6	95,3	91,6	3,0	4,7	1,7	3,7
Produits textiles	0,05	0,13	0,2	0,5	94,0	91,7	2,3	2,9	3,7	5,3
Habillement	0,09	0,20	0,1	0,3	84,6	67,1	1,6	3,2	13,8	29,7
Bois	0,92	0,87	6,6	6,0	90,1	90,8	7,1	6,4	2,8	2,8
Meuble et articles d'ameublement	0,22	0,44	1,9	3,0	92,7	86,1	3,8	6,8	3,5	7,1
Papier et produits connexes	2,16	2,27	5,9	6,9	93,0	90,9	6,6	8,4	0,4	0,7
Imprimerie, édition et industries connexes	0,09	0,10	0,2	0,2	99,1	98,7	0,8	0,9	0,1	0,4
Métaux de première transformation	1,01	1,83	3,7	4,7	83,9	84,4	11,5	11,1	4,6	4,5
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	0,17	0,20	0,8	1,3	95,5	91,3	3,2	5,8	1,3	2,9
Machinerie (sauf électrique)	0,23	0,34	1,9	2,2	87,8	79,1	10,9	18,0	1,3	2,9
Matériel de transport	0,68	0,60	5,2	6,9	85,1	78,9	14,2	19,0	0,7	2,1
Produits électriques et électroniques	0,26	0,81	0,9	2,0	86,3	72,6	7,6	14,0	6,1	13,4
Produits minéraux non métalliques	0,22	0,25	1,0	1,3	94,3	90,7	4,5	6,2	1,2	3,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	0,06	0,10	1,3	1,3	91,6	91,4	2,3	3,1	6,1	5,5
Produits chimiques	0,16	0,19	0,9	1,6	95,0	91,5	4,1	7,0	0,9	1,5
Autres industries manufacturières	0,15	0,21	0,6	1,1	83,6	71,5	10,4	16,4	6,0	12,1
Secteur manufacturier	**0,37**	**0,50**	**1,9**	**2,6**	**90,7**	**85,4**	**6,2**	**9,3**	**3,1**	**5,3**

1. Comprend le Québec et le Canada.

Sources : Statistique Canada, *Évolution du commerce : Canada/États-Unis : les industries manufacturières 1981-1991* (65-504F).
Bureau de la statistique du Québec, banque de données du commerce international (COMMI).
Ministère de l'Expansion industrielle régionale, *Le commerce de marchandises par secteur industriel : sommaire historique 1982-1986.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse du commerce extérieur.

Tableau 7

Part constante de marché des fournisseurs manufacturiers sur le marché américain, Québec, Canada, États-Unis, OCDE (sauf États-Unis) et pays hors OCDE, 1981-1983 à 1989-1991

Fournisseur	Accroissement ou diminution théorique des ventes attribuables à :			Accroissement réel des ventes du fournisseur (1 + 2 + 3)	Effet de compétitivité / accroissement réel des ventes du fournisseur
	Effet de la demande (1)	Effet de composition (2)	Effet de compétitivité (3)		
	000 000 $ US				%
Québec	3 253,5	494,6	3 409,1	7 157,2	47,6
Canada	16 500,9	2 296,4	19 980,7	38 778,0	51,5
États-Unis	804 837,8	-4 563,2	-152 239,6	648 035,0	-23,5
OCDE (sauf É.-U.)	55 067,9	7 550,8	82,748,3	145 367,0	56,9
Pays hors OCDE	27 647,4	-5 975,9	68 942,5	90 614,0	76,1

Sources : Bureau de la statistique du Québec, banque de données du commerce international (COMMI).
Ministère de l'Expansion industrielle régionale, *Le commerce des marchandises par secteur industriel : sommaire historique 1982-1986.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse du commerce extérieur.

Tableau 8

Gains ou pertes de compétitivité du Québec sur le marché américain entre 1981-1983 et 1989-1991

Groupe majeur d'industries	Gains ou pertes découlant de l'effet de compétitivité	Gains ou pertes réalisés par rapport aux fournisseurs américains	Gains ou pertes réalisés par rapport aux fournisseurs de l'OCDE (sauf É.-U.)	Gains ou pertes réalisés par rapport aux fournisseurs hors OCDE
	'000 000 $ US			
Aliments	24,2	26,7	-1,2	-1,3
Boissons	-38,1	-34,9	-2,6	-0,6
Tabac	51,8	50,6	0,2	1,0
Produits en caoutchouc	79,2	77,9	2,1	-0,8
Produits en matière plastique	75,5	74,1	1,1	0,3
Cuir et produits connexes	8,5	14,4	0,3	-6,2
Textiles de première transformation	55,3	54,0	1,0	0,3
Produits textiles	32,6	31,2	0,6	0,8
Habillement	89,9	89,3	0,2	0,4
Bois	-31,8	-32,3	0,9	-0,4
Meuble et articles d'ameublement	82,4	82,2	0,6	-0,4
Papier et produits connexes	135,9	187,7	-45,3	-6,5
Imprimerie, édition et industries connexes	8,1	8,5	-0,1	-0,3
Première transformation des métaux	1 060,5	880,2	130,4	49,9
Produits métalliques (sauf machinerie et transport)	52,3	63,0	-6,2	-4,5
Machinerie (sauf électrique)	140,1	147,7	-4,9	-2,7
Matériel de transport	-361,3	-116,0	-199,1	-46,2
Produits électriques et électroniques	1 707,9	1 583,2	78,6	46,1
Produits minéraux non métalliques	19,3	23,1	-1,4	-2,4
Produits raffinés du pétrole et du charbon	60,1	55,3	0,5	4,3
Produits chimiques	73,1	84,7	-9,6	-2,0
Autres industries manufacturières	83,6	97,3	-5,1	-8,6
Secteur manufacturier	3 409,1	3 447,9	-59,0	20,2

Sources : Statistique Canada, *Évolution du commerce : Canada/États-Unis : les industries manufacturières 1981-1991* (65-504F).
Bureau de la statistique du Québec, banque de données du commerce international (COMMI).
Ministère de l'Expansion industrielle régionale, *Le commerce de marchandises par secteur industriel : sommaire historique 1982-1986.*
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse du commerce extérieur.

Les enjeux culturels

par Christine Eddie*

À partir des années 60, l'univers de la culture québécoise connaît un virage. En quelques décennies seulement, l'essentiel de l'organisation culturelle actuelle se met en place. Le nombre d'organismes culturels se multiplie dans toutes les disciplines artistiques et, partant, le nombre de productions et d'événements. À travers le Québec, un vaste réseau de bibliothèques publiques, de musées, de centres d'exposition, de lieux d'interprétation du patrimoine, de salles de spectacle, de galeries d'art et de centres d'artistes se développe (tableau 1). Des événements culturels populaires, dont les festivals et les salons du livre ou des métiers d'art, deviennent les moments importants de l'expression d'une grande vitalité culturelle dans toutes les régions.

La constitution d'un univers culturel structuré s'accompagne aussi de phénomènes plus exogènes, dont, en particulier, l'avènement de nouvelles technologies de production et de diffusion qui donnent leur essor aux industries culturelles. Au cours des années 80, les maisons d'édition et de production se développent et consolident tout un réseau de création et de distribution dans les domaines du livre, du disque et de l'audiovisuel. Les nouvelles technologies font également émerger des pratiques culturelles jusqu'alors inédites, qui bouleversent les habitudes de consommation. Enfin, elles accélèrent la circulation transfrontalière des produits, accroissant fortement la concurrence faite aux oeuvres locales.

À la faveur de cette effervescence et avec l'augmentation du niveau de scolarité, la participation des Québécois à la vie culturelle s'accroît. Un sondage effectué en 1964[1] indique qu'à cette époque, 5 % des familles québécoises déclarent avoir fréquenté un musée et 26 %, être allées à un spectacle des arts de la scène en cours d'année. Vingt-cinq ans plus tard, ce sont 39 % des Québécois qui disent être allés au moins une fois, durant l'année, dans un musée et 60 %, à un spectacle[2].

Si donc, il y a trente ans, les grands enjeux culturels québécois gravitaient d'abord autour des possibilités de réaliser le potentiel d'expression et de diffusion de la culture, aujourd'hui ils s'articulent davantage autour de la nécessité de préserver les acquis sur le marché intérieur,

---

* De la Direction des arts, lettres et bibliothèques du ministère de la Culture et des Communications.

1. TREMBLAY, Marc-Adélard, Gérald FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, les Presses de l'Université Laval, 1964.
2. Ministère des Affaires culturelles, *Les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir,* Québec, Les Publications du Québec, 1990.

tout en élargissant les marchés extérieurs. Car certaines tendances se dessinent avec force : le poids des oeuvres étrangères accessibles au Québec colore une large partie des problématiques reliées aux industries culturelles; l'évolution technologique laisse présager de nouveaux changements dans l'organisation des marchés culturels, dont les effets ne sont pas toujours mesurables aujourd'hui; enfin, le contexte économique général influence le financement des activités culturelles.

Ces tendances sont loin d'être propres au Québec mais, là peut-être plus qu'ailleurs, à cause de la spécificité du contexte québécois en Amérique, elles commandent une vigilance particulière.

La culture québécoise à l'heure de la mondialisation

La vie culturelle se diffuse désormais à l'échelle planétaire. Au Québec, l'ouverture aux cultures étrangères n'est toutefois pas un phénomène récent. En raison de sa position géographique, de son immigration et de ses affinités linguistiques et culturelles avec plusieurs pays d'Europe, le Québec constitue en effet, depuis de nombreuses années déjà, un marché privilégié pour les oeuvres américaines et pour celles de la francophonie.

Cependant, avec le développement des médias et des industries culturelles et dans la foulée de ce que l'on nomme la globalisation des marchés, la culture anglo-saxonne, américaine en particulier, a acquis une force que les milieux culturels d'un nombre croissant de pays trouvent menaçante pour la production locale.

Cette menace est beaucoup plus aiguë pour les industries culturelles que pour les formes artistiques plus traditionnelles. Les arts de la scène ou les arts visuels, en effet, sont peu mobiles et ne traversent généralement les frontières que dans le cadre d'événements, manifestations ou tournées internationales, dont la fréquence est occasionnelle et dont les coûts de logistique sont élevés.

Les livres, les films ou les disques, par contre, bénéficient tous d'un réseau de distribution très organisé qui favorise leur diffusion rapide et à grande échelle. De ce fait, toutes les frontières deviennent perméables aux produits culturels étrangers. Pour le Québec, cette perméabilité pose un double enjeu : celui de préserver la place des oeuvres québécoises au sein de leur propre marché et celui de maintenir la prédominance d'une culture de langue française.

La place des oeuvres québécoises au sein de leur propre marché

L'épanouissement de la création québécoise au cours des dernières décennies a été stimulé par une très forte croissance du nombre d'entreprises oeuvrant dans le domaine de la culture. On note, par exemple, que les deux tiers des maisons d'édition québécoises actuelles sont nées après 1970[3], les deux tiers des maisons de productions audiovisuelles, après 1980[4], et la moitié des entreprises de production de disques, après 1985[5].

3. Association nationale des éditeurs de livres, *Annuaire des éditeurs 1992*, avril 1992.
4. Association des producteurs de films et de télévision du Québec, *Répertoire des membres*, 1991.
5. Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale, *Portrait de l'industrie du disque au Québec*, décembre 1993.

Mais, même si ces développements ont permis aux oeuvres québécoises de se tailler une place grandissante au sein du marché culturel québécois, il reste que les livres, les films et les disques produits au Québec sont encore numériquement minoritaires parmi l'ensemble de la production actuellement offerte aux Québécois, la présence de produits culturels étrangers se faisant toujours très forte.

Ainsi, la proportion de livres québécois et canadiens sur les étalages des librairies québécoises, quoiqu'en progression par rapport à 1983, était de 23 % en 1989[6]; la part des films québécois, dans l'ensemble des projections des cinémas du Québec, n'était que de 4 %[7] en 1992; à Montréal, pour les films présentés en primeur, elle était de 12 % (tableau 2); enfin, la part de marché des entreprises québécoises au sein du marché québécois du disque est évaluée à environ 29 %[8].

La concurrence étrangère s'est incarnée, au cours des années 80, dans de grands groupes internationaux, principalement américains dans le cas du cinéma et du disque, et européens dans le cas du livre. Structurés de manière à contrôler toute la chaîne de la production et de la diffusion culturelles, ces groupes investissent massivement dans la promotion et la distribution et réussissent d'importantes percées à l'échelle mondiale.

Malgré ce contexte fortement concurrentiel, les productions québécoises, toutes proportions gardées par rapport à d'autres marchés, arrivent à afficher de très bons résultats au Québec et désormais aussi à l'étranger. De manière générale, on estime que la popularité des oeuvres québécoises auprès de leur public est comparable ou supérieure à celle d'oeuvres locales dans de nombreux autres pays occidentaux (tableau 3). De plus, le rayonnement des oeuvres québécoises s'étend aujourd'hui en dehors des frontières du Québec, alors que les succès des artistes québécois se prolongent sur les scènes et les écrans étrangers. Il faut aussi noter que, même si la pénétration de produits américains demeure forte, le fait qu'il existe au Québec deux marchés linguistiques permet d'y maintenir une plus grande diversité de l'offre qu'ailleurs en Amérique du Nord, par exemple.

La concurrence extérieure va vraisemblablement s'accroître encore et le milieu québécois des industries culturelles est conscient qu'il risque d'y être confronté davantage à l'avenir. Cette situation confirme la nécessité pour les entreprises québécoises de préserver la qualité, le volume et l'efficacité de leur production et d'accentuer leurs efforts de commercialisation.

La place de la culture de langue française au Québec

Le fait qu'une majorité des produits culturels en circulation, parmi les plus populaires, soient d'origine étrangère affecte aussi l'environnement linguistique du Québec.

Au cours des dernières décennies, on a vu s'accroître la circulation d'oeuvres culturelles de langue française au Québec, mais on a également pu observer une accessibilité plus grande des produits culturels de langue anglaise. Or, comme c'est le cas ailleurs dans le monde, les produits culturels américains exercent ici une véritable attraction auprès des publics.

Les frontières du Québec jouxtant celles des États-Unis et du Canada anglais, ces produits peuvent aisément y entrer en langue originale anglaise. Dès les années 50, les grandes chaînes de la télévision américaine, par exemple, atteignaient un bon nombre de foyers québécois par

6. Étude Économique Conseil, *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, janvier 1993.
7. Institut québécois du cinéma, *La situation du français dans les cinémas du Québec en 1992*, octobre 1993.
8. Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale, *Portrait de l'industrie du disque au Québec*, décembre 1993.

voie hertzienne; actuellement, elles rejoignent une large majorité de la population, grâce à la télédistribution. En outre, comme la population québécoise est aujourd'hui bilingue à environ 40 %[9], l'accès à la culture américaine diffusée en version originale anglaise s'en trouve facilité.

Le public le plus sensible aux attraits de la culture américaine serait celui des jeunes. Une étude rendue publique par l'université McGill en 1992 a permis de mesurer, à douze ans d'intervalle, certains comportements culturels chez de jeunes francophones du Québec (tableau 4). Elle fait ressortir la croissance évidente de la popularité des activités culturelles de langue anglaise, au détriment de celle des activités culturelles de langue française : l'écoute de la télévision et de la radio, la lecture de journaux, de revues, de magazines et de livres, de même que le visionnement de films en salle sont des activités qui étaient toutes davantage effectuées en langue française en 1978 qu'en 1990.

Dans le cas de la télévision, de la radio et du cinéma, le pourcentage de jeunes francophones choisissant de pratiquer ces loisirs en anglais est désormais supérieur à 40 %. Ces données valent pour l'ensemble du Québec, mais l'étude révèle également que la baisse de la popularité d'activités culturelles en français chez les jeunes francophones est beaucoup plus marquée dans les régions de Montréal et de Hull que dans les autres régions du Québec. Cela s'explique en partie par le fait que l'offre de produits culturels de langue anglaise est plus élevée dans ces régions.

L'attrait de la culture anglophone ou américaine s'observe dans l'ensemble de la population francophone et non seulement chez les jeunes. En radio, par exemple, où l'offre anglophone est beaucoup plus élevée à Montréal qu'ailleurs, on note que les francophones montréalais consacrent quatre fois plus de leur temps d'écoute radiophonique à la radio de langue anglaise que les autres francophones du Québec. Mais, même dans le cas où l'offre est équivalente sur presque tout le territoire, comme pour la télévision, le comportement des francophones montréalais reste différent de celui des autres francophones (tableau 5). Les sondages révèlent en effet que les francophones de Montréal passent, en moyenne, deux fois et demie plus d'heures devant la télévision américaine et canadienne anglaise que les francophones du reste du Québec[10].

Le phénomène prend une dimension plus forte encore lorsqu'on constate que l'intérêt des anglophones demeure tiède pour les produits culturels de langue française, que ce soit la télévision, la radio ou le livre. Les diverses sources d'information sur les comportements culturels des Québécois[11] indiquent que, bon an mal an, les anglophones de Montréal ne consacrent guère que de 3 % à 6 % de leur temps d'écoute télévisuelle aux stations de langue française et environ 7 % de leur temps d'écoute radiophonique à la radio de langue française. On note également que, parmi les vidéocassettes louées par des anglophones, moins d'une sur cinq est en langue française et que la lecture de livres en français attire moins d'un anglophone sur dix.

L'anglais n'exerce pas un attrait que sur le public. Les créateurs québécois, à l'instar de ceux d'autres pays, sont plus enclins qu'autrefois à produire leurs oeuvres en anglais, dans le but avoué de percer les marchés internationaux. Le phénomène est particulièrement perceptible en cinéma et en télévision, où, à la fin des années 80, les coproductions québécoises, même lorsqu'elles étaient réalisées avec la France, ont commencé à se tourner de plus en plus fréquemment en anglais.

---

9. Conseil de la langue française, *Indicateurs de la situation linguistique au Québec*, édition 1992.
10. Sondages BBM radio et télévision.
11. Ces renseignements sont tirés des enquêtes suivantes : Sondages BBM radio et télévision; Sondage annuel de Statmédia, Jolicoeur & associés; Enquête sur les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir.

L'organisation des marchés culturels

Les pressions économiques et technologiques auront vraisemblablement des incidences diverses, dont on mesure difficilement l'ampleur aujourd'hui, sur l'organisation traditionnelle des marchés culturels. Cependant, on sait déjà qu'elles vont sans doute accentuer certaines tendances déjà manifestes : l'individualisation croissante de l'offre, la segmentation des marchés, l'internationalisation de la production et le besoin croissant de contenus concurrentiels tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

Protectionnisme culturel et libéralisme économique

Dans ce contexte de globalisation des marchés et de mondialisation du commerce, les gouvernements interviennent pour consolider la place de la culture nationale et tenter de résister, au moins partiellement, aux pressions du marché. Au Québec, plusieurs mesures législatives et réglementaires visent ainsi à soutenir la production culturelle francophone.

Depuis 1987, année où des modifications à la *Loi sur le cinéma* ont permis d'accélérer les doublages en français de longs métrages étrangers, les projections en langue française ont augmenté régulièrement dans les cinémas et ciné-parcs, passant de 54 % de l'ensemble des projections à 61 % en 1992. Le public a suivi puisqu'en 1987, 51 % des entrées au cinéma étaient dirigées vers des projections en langue française; en 1992, cette part atteignait 60 % (tableau 6).

Cette loi québécoise a eu des effets similaires sur la location de vidéocassettes : en 1986, les films en langue française loués par les Québécois représentaient 56 % de l'ensemble des locations de vidéocassettes; en 1992, cette part avait grimpé à 69 % (tableau 7).

La *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* a également pour objectif d'accroître la part des entreprises québécoises sur le marché du livre. Une évaluation récente de cette loi[12] indique qu'elle aurait en particulier favorisé le développement d'un réseau de librairies indépendantes de qualité à travers le Québec, l'augmentation de la production de livres québécois et la croissance du contrôle national des entreprises oeuvrant dans le commerce de détail et dans la distribution exclusive de livres.

Dans le secteur de la chanson, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a adopté, à la demande de l'industrie et du gouvernement québécois, des quotas de diffusion favorables à la chanson d'expression française; 65 % de la musique vocale diffusée par les radios de langue française du Québec doit être majoritairement constituée de chansons en langue française.

Le CRTC impose aussi des quotas de contenu canadien aux télévisions. Jumelés à l'aide à la production qui est offerte par les gouvernements québécois et fédéral, ces quotas favorisent la production et la diffusion d'émissions québécoises.

Dans les conventions internationales qui régissent les négociations commerciales en Amérique, de telles mesures dérogatoires au principe du libre-échange ont été admises parce que reconnues comme nécessaires à la défense de valeurs culturelles. C'est ainsi que les industries culturelles ont pu être exemptées des dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada

12. Étude Économique Conseil, *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, janvier 1993.

et les États-Unis (ALÉ) et de celles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Cette reconnaissance est fondamentale dans la mesure où elle permet au Canada et au Québec de maintenir et d'adopter des mesures visant à protéger leur identité culturelle.

Par contre, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), auquel adhèrent aujourd'hui plus d'une centaine de pays, dont le Canada et les États-Unis, ne prévoit pas d'exception culturelle. Les discussions visant une plus grande libéralisation dans le secteur des industries culturelles, notamment celui de l'audiovisuel, ont pour l'instant été reportées, mais les pressions américaines demeurent.

Nouvelles technologies

Les développements technologiques jouent également un rôle important dans l'évolution des marchés culturels québécois. C'est particulièrement vrai dans les secteurs du disque et de l'audiovisuel, fortement marqués par l'avènement de la numérisation de l'image et du son et par la complémentarité croissante des télécommunications, de la télédistribution et de l'informatique.

Le cinéma en salle est une des disciplines culturelles qui a le plus subi les contrecoups de l'évolution technologique des dernières décennies. Au Québec, le nombre annuel d'entrées dans les cinémas était de 56 millions en 1951 et de 20 millions au début des années 80; il se situe entre 14 et 16 millions depuis 1987[13]. Cette baisse est d'abord attribuable à l'arrivée de la télévision, puis depuis dix ans, à la popularité croissante des magnétoscopes et des vidéoclubs; aujourd'hui, deux foyers québécois sur trois possèdent un magnétoscope, et chaque Québécois loue en moyenne deux films par mois[14].

Le marché du cinéma en salle s'est donc déjà profondément modifié sous la pression de nouveaux modes de diffusion audiovisuelle et a dû s'adapter au changement. À l'heure actuelle, ce sont les marchés de la radio et de la télévision qui, avec l'arrivée prochaine de la radio numérique et le développement des chaînes de télévision spécialisées, pourraient connaître de profondes mutations; elles se préparent déjà à les affronter.

De fait, l'ensemble du marché de l'audiovisuel se transforme. Plus ses supports se diversifient, plus on peut s'attendre à une augmentation significative de l'offre, qui, pour l'essentiel, sera vraisemblablement dominée par l'industrie américaine. Dans ce contexte, le volume et la qualité de la production québécoise et de la production francophone devront, plus que jamais, être compétitifs.

Par ailleurs, l'économie du secteur culturel reposera sans doute de plus en plus sur les choix individuels des consommateurs. Un nombre croissant de choix culturels se font désormais à partir du foyer familial : les abonnements à la télévision payante, à la télévision à la carte, à la télévision interactive ou à un club vidéo ne peuvent déjà plus être considérés comme marginaux.

Les habitudes du public changent, mais aussi le public lui-même puisque les caractéristiques sociodémographiques du Québec se transforment rapidement depuis quelques années, en particulier avec l'augmentation de l'espérance de vie, la régression de la natalité, la diversification de l'immigration et la mobilité sur le territoire[15]. Un public éventuellement plus âgé et déjà, aujourd'hui, de plus en plus diversifié sur le plan des références culturelles, une relève artistique

---

13. Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec.*
14. Institut québécois du cinéma, *De la salle au foyer. Une étude sur le public des longs métrages au Québec*, mars 1992.
15. Institut québécois de recherche sur la culture, *La société québécoise en tendances 1960-1990*, 1990.

numériquement moins nombreuse de même qu'une spécificité de plus en plus grande de chaque région ne seront pas sans modifier les habitudes actuelles. Les incidences de ces changements sont multiples et les milieux culturels savent déjà qu'ils auront à renouveler leurs efforts pour conquérir un public moins captif et plus éclectique dans ses choix, et aussi pour assurer une place à la relève.

Le financement de la culture

Dans la plupart des pays, la culture ne survit pas sans un soutien financier de la part des instances publiques. Au Québec, si on inclut les dépenses de l'État dans les grandes sociétés de radiodiffusion que sont Radio-Canada et Radio-Québec, ce soutien est estimé, depuis quelques années déjà, à plus d'un milliard et demi de dollars par an. La culture et les médias du Québec, il faut le noter, génèrent annuellement une activité économique excédant les cinq milliards de dollars[16]. Aussi, quoique très variable selon les disciplines et les secteurs d'activité, l'apport des gouvernements représente globalement près du quart des revenus de la culture québécoise. On comprend alors l'importance cruciale de l'aide gouvernementale et les conséquences qu'entraînerait sa décroissance.

La diversification du financement des organismes artistiques et culturels

Les fluctuations du financement public ont un effet direct sur les revenus des organismes artistiques et culturels. Le grand nombre et la diversité de ces organismes rendent difficile la possibilité de poser un diagnostic global. Mais une étude préparée par le ministère de la Culture et des Communications a permis d'analyser les sources de revenus d'organismes qui disposaient d'un revenu annuel supérieur à un million de dollars. Les deux années de référence, 1986-87 et 1990-91, permettent de dégager certaines tendances. Trois groupes d'organismes sont analysés : les organismes des arts de la scène, les organismes responsables de festivals culturels et les musées (tableau 8).

L'étude confirme l'émergence d'un phénomène nouveau : les revenus des organismes artistiques se diversifient et leurs revenus privés et autonomes croissent plus rapidement que les revenus provenant de sources publiques. Ainsi, on note une augmentation relative de la part de l'aide privée dans l'ensemble des revenus totaux des organismes. Pour les organismes responsables de festivals, la part du financement privé est passée de 29 % à 34 % au cours de la période étudiée; dans le cas des organismes des arts de la scène, l'aide privée atteint 8 % en 1990-91, comparativement à 6 % en 1986-87; quant aux musées, la part du financement privé croît de trois points de pourcentage, atteignant 11 % en 1990-91.

De plus, en cinq ans, les revenus privés ont crû de 81 % dans le cas des organismes des arts de la scène, de 155 % dans le cas des festivals et de 280 % dans le cas des musées.

Le poids des immobilisations dans le financement public

Au fil des ans, le financement public de la culture connaît une transformation importante sur le plan de sa répartition. Il s'agit du poids croissant que prennent les immobilisations.

16. Voir le chapitre sur la culture, dans cette publication.

À partir des années 60, la volonté de démocratiser davantage la culture a amorcé un vaste mouvement de construction et de rénovation d'équipements culturels, qui s'est accéléré à la fin des années 70. Il est alors devenu prioritaire, pour les gouvernements, de favoriser dans toutes les régions du Québec un accès à des bibliothèques publiques, à des institutions muséales, à des salles de spectacle et à des immeubles historiques restaurés.

Ainsi, entre 1960 et 1992, la part de la population québécoise desservie par une bibliothèque publique est passée de 45 % à 90 %[17]. Depuis une quinzaine d'années, le réseau des musées québécois s'est élargi à l'ensemble des régions; chacune dispose dorénavant d'au moins une institution muséale dans les domaines des arts, de l'histoire et de l'ethnologie. Il y a aujourd'hui, au Québec, une salle de spectacle dite «professionnelle» par 40 000 habitants, un ratio supérieur à celui de l'Ontario (une salle pour environ 65 000 personnes)[18]. En 1994, la très grande majorité des Québécois a donc accès à des équipements culturels de qualité. La population étant dispersée sur le territoire, ces équipements sont nombreux.

Soutenue par les fonds publics, la construction d'équipements culturels occupe une part croissante à l'intérieur des dépenses gouvernementales pour la culture. Pour des raisons d'ordre comptable, il n'est malheureusement pas possible de comparer cette part à l'intérieur des dépenses de chaque gouvernement. Les chiffres disponibles indiquent toutefois que, après amortissement, les dépenses québécoises en immobilisations sont constamment en hausse, représentant 8 % du budget culturel en 1986-87 et 15 % en 1991-92. Pour le gouvernement fédéral — dont les dépenses ne sont pas amorties, contrairement à celles du Québec — ces dépenses peuvent représenter, comme ce fut le cas en 1988-89, jusqu'au tiers de l'ensemble de ses investissements en culture (tableau 9).

Par ailleurs, le fonctionnement de ces équipements, une fois qu'ils sont en activité, entraîne toujours des dépenses récurrentes subséquentes, dont une part importante incombe aux gouvernements.

Les déplacements au sein du financement public

Bien que partielles, les données de Statistique Canada sur l'ensemble des dépenses publiques en matière de culture[19] peuvent servir d'indicateurs. Ces données indiquent qu'entre 1986-87 et 1991-92, le taux de croissance annuel moyen a oscillé entre 6,4 % et 8,8 %, selon qu'on inclut ou non les dépenses faites en radiodiffusion (tableaux 10 et 11).

Au cours de cette période, les taux de croissance annuels moyens des dépenses en culture étaient respectivement de 11,1 % (avec la radiodiffusion) et 12,5 % (sans la radiodiffusion) pour le gouvernement québécois, de 7,1 % pour les municipalités et de 4,2 % (avec la radiodiffusion) et 6,7 % (sans la radiodiffusion) pour le gouvernement fédéral. Tous ces chiffres sont établis sur la base de dollars courants.

Une réduction des crédits du gouvernement fédéral en culture est toutefois perceptible depuis quelques années : entre 1989-90 et 1991-92, les dépenses fédérales ont ainsi connu une baisse de 4 %, si on inclut les dépenses en radiodiffusion; la baisse est de 7 % si on ne tient compte que des autres dépenses.

---

17. Ministère de la Culture et des Communications, *Bibliothèques publiques, Statistiques 1992,* 1993.
18. Les consultants Cultur'inc. et Decima Research, *Profil des Canadiens consommateurs d'art, 1990-1991*, mai 1992.
19. Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206). Les dépenses en immobilisations y sont comptabilisées mais selon une méthode comptable différente pour le gouvernement du Québec et pour celui du Canada. De plus, les dépenses fédérales incluent les revenus autonomes des sociétés d'État, ce qui n'est pas le cas pour la majorité de celles du Québec. Enfin, la difficulté de repérer les dépenses culturelles des municipalités fait en sorte que celles-ci peuvent être sous-estimées ou surestimées et doivent donc être utilisées à titre indicatif seulement.

Cette réduction des investissements fédéraux est confirmée par les résultats d'un sondage canadien sur les arts du spectacle, qui constate que la tendance se maintient jusqu'en 1993.

> «La responsabilité du financement public des arts continue de se déplacer du niveau fédéral aux niveaux provincial et municipal. Cependant, ce déplacement n'est pas uniforme à travers le pays. Six provinces (y compris l'Ontario) ont diminué leur niveau de financement. Terre-Neuve a enregistré la plus forte augmentation de pourcentage (64 %). [...] Le Québec est maintenant la province qui offre le plus d'argent aux arts du spectacle, 400 000 $ de plus que l'Ontario».[20]

Au Québec, la diminution de l'aide fédérale a donc été en partie compensée par un apport plus grand du gouvernement québécois, déjà décelable entre 1989-90 et 1991-92 : une hausse de 21 % pour les dépenses incluant la radiodiffusion et de 25 % pour celles les excluant. De même, elle a été atténuée par une forte hausse de la contribution des municipalités entre 1989-90 et 1990-91; l'année suivante, cette contribution aurait cependant été ramenée au niveau de 1989-90.

La contribution des municipalités

De plus en plus, les gouvernements municipaux participent activement au développement culturel de leur localité. C'est dans le cas des bibliothèques publiques que la contribution municipale est le plus manifeste et le mieux établie. Un bilan de l'évolution des bibliothèques publiques depuis le début des années 60 (tableau 12) révèle que les municipalités ont progressivement augmenté leurs contributions financières, le taux annuel moyen de croissance de ces contributions devenant supérieur à celui des subventions québécoises, à partir de la fin des années 70.

Pour l'avenir, il ne fait pas de doute que les instances municipales et paramunicipales vont devenir des acteurs centraux dans les dossiers culturels. Un des principaux leviers mis de l'avant par la politique culturelle québécoise concerne la préparation d'ententes globales de développement culturel signées entre le ministère de la Culture et des Communications du Québec et les municipalités qui auront adopté une politique culturelle pour leur territoire. Une planification plus globale du développement culturel, la mise en commun de ressources financières et, surtout, la prise en charge, par les milieux eux-mêmes, des orientations culturelles qu'ils souhaitent donner à leur région immédiate sont actuellement des objectifs qui ont fait consensus entre le gouvernement québécois et les instances municipales.

Face à la plus grande rareté des fonds publics, qui continuera vraisemblablement à s'accentuer, cette avenue offre de nouvelles possibilités. Conjuguée aux efforts accrus pour diversifier les revenus privés des organismes culturels, pour élargir les publics et pour renforcer les pôles de coopération et d'alliance avec les pays de la francophonie, de l'Europe et de l'Amérique latine qui ont des affinités culturelles avec le Québec, la collaboration plus étroite des municipalités pourrait annoncer une restructuration importante de l'ensemble du financement de la culture au Québec.

---

20. Le Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada, *Sondage annuel du CMAAC sur les arts du spectacle (1993); Analyse du sondage*, 1994, p. 2.

Tableau 1

Quelques lieux de diffusion de la culture, par région administrative, Québec, 1992

Région administrative	Bibliothèques publiques municipales	Galeries d'art	Salles de cinéma	Musées	Centres d'exposition	Lieux d'interprétation du patrimoine culturel	Salles de spectacle[1]	Librairies[2]
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1	2	-	5	-	11	10	9
Bas-Saint-Laurent (01)	5	5	10	9	6	8	9	23
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	10	5	9	9	2	5	13	25
Québec (03)	11	40	29	20	9	26	17	75
Chaudière-Appalaches (12)	8	5	11	9	4	10	5	9
Mauricie—Bois-Francs (04)	14	8	11	11	7	17	7	32
Estrie (05)	6	7	10	10	1	5	7	34
Montérégie (16)	39	9	26	18	4	14	17	51
Montréal (06)	23	67	107	30	20	10	45	208
Laval (13)	1	1	16	-	3	-	2	9
Lanaudière (14)	7	4	9	3	-	5	3	16
Laurentides (15)	18	8	12	8	4	5	9	20
Outaouais (07)	5	4	9	5	4	5	5	11
Abitibi-Témiscamingue (08)	4	4	6	5	5	6	7	18
Côte-Nord (09)	4	1	2	6	2	8	6	7
Nord-du-Québec (10)	-	1	-	2	1	-	2	-
Le Québec	156	171	267	150	72	135	164	547

1. Inclut les salles non professionnelles.
2. Il s'agit d'un nombre estimatif de librairies et d'autres points de vente de livres ayant 1 000 titres et plus à l'étalage.

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, *Bibliothèques publiques, statistiques 1992; Galerie d'art, Répertoire 1992; Inventaire des équipements culturels 1991; Le réseau muséal québécois, Énoncé d'orientations, 1993; Rapport statistique : Résultats de l'enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres.*
Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec, 1992.*

Tableau 2

Longs métrages présentés en primeur dans les salles, Montréal, 1985-1993

	Unité	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Longs métrages	n	488	523	459	394	359	323	318	325	310
Films canadiens	%	5	6	7	11	11	14	13	12	12
Films américains	%	47	46	53	48	46	47	53	52	59
Films d'autres origines	%	48	48	40	41	43	39	33	36	29
Films présentés en langue française[1]	%	53	54	56	56	56	66	68	70	67

1. Comprend majoritairement des versions originales françaises et des versions doublées en français, mais inclut aussi quelques versions sous-titrées en français.

Source : Office des communications sociales, *Statistiques sur les films présentés en première vision à Montréal.*

Tableau 3

Répartition des heures d'écoute des téléspectateurs francophones québécois et anglophones ontariens, selon l'origine des émissions,
Québec et Ontario, 1985-1992

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
					%			
Québec								
Émissions canadiennes	54,7	58,5	64,9	66,8	64,8	66,6	65,1	66,1
Émissions étrangères	47,3	41,5	35,1	33,2	35,2	33,4	34,9	33,9
Ontario								
Émissions canadiennes	26,5	24,8	24,4	24,3	23,9	24,0	25,2	23,6
Émissions étrangères	73,5	75,2	75,6	75,7	76,1	76,1	74,8	76,4

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, Direction générale des médias.
Statistique Canada, *L'écoute de la télévision* (87-208).

Tableau 4

Pourcentage d'élèves[1] francophones qui pratiquent certaines activités culturelles uniquement ou surtout en français,
Québec, 1978 et 1990

Activité	1978	1990	1990/1978
		%	
Regarder la télévision	72,2	57,4	- 14,8
Écouter la radio	64,9	53,5	- 11,4
Lire les journaux	96,0	91,1	- 4,9
Lire des revues, des magazines	82,2	69,6	- 12,6
Lire des livres (loisir)	92,6	84,4	- 8,2
Aller au cinéma	69,9	54,7	- 15,2
Moyenne des six activités	79,6	68,4	- 11,2

1. Les données ne comprennent que les établissements scolaires ayant participé aux deux enquêtes.
Source : Université McGill, Département de sociologie, Uli Locher, *La force d'attraction du français et les attitudes et les comportements des jeunes.*

Tableau 5

Pourcentage des heures d'écoute consacrées aux chaînes de télévision de langue anglaise, par des téléspectateurs francophones,
Montréal et ensemble du Québec, 1982-1992

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
						%					
Montréal	22,4	27,8	20,4	18,8	16,7	14,7	12,7	14,4	13,4	12,3	15,5
Le Québec	14,3	17,1	11,8	12,4	11,4	11,5	9,1	10,2	9,1	8,1	9,3

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, Direction générale des médias.
BBM, sondages d'automne.

Tableau 6

Répartition des projections cinématographiques et de l'assistance dans les cinémas et ciné-parcs, selon la langue de projection,
Québec, 1987-1992

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
				%		
Projections						
En français	53,7	54,9	58,4	61,0	58,7	61,3
Dans une autre langue	46,3	45,1	41,6	39,0	41,3	38,7
Assistance						
Projections en français	50,8	52,5	56,2	56,9	57,4	59,9
Projections dans une autre langue	49,2	47,5	43,8	43,1	42,6	40,1

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, Direction de la recherche et de la statistique.
Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec.*

Tableau 7

Part des vidéocassettes louées en version française par les consommateurs de 15 ans et plus, selon leur langue maternelle,
Québec, 1987-1992

Langue maternelle	1987	1988	1989	1990	1991	1992
				%		
Français	67,5	68,4	75,4	81,6	75,3	79,6
Anglais	4,9	6,0	4,8	7,1	11,4	16,0
Autre	27,4	28,2	33,9	30,4	27,8	36,7
Ensemble des consommateurs	56,0	59,4	64,3	70,1	67,1	68,6

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, Direction de la recherche et de la statistique.
Firme Jean Jolicoeur et associés, *Statmédia,* enquête annuelle.

Tableau 8

Évolution de l'aide privée[1] aux organismes culturels ayant un revenu de 1 million et plus, selon le type d'organisme,
Québec, 1986-87 et 1990-91

Type d'organisme	Aide privée		Autres revenus		Revenu total	
	000 $	%	000 $	%	000 $	%
Arts de la scène						
1986-87	4 180	6	63 044	94	67 224	100
1990-91	7 518	8	86 441	92	94 019	100
Taux de croissance	...	81	...	37	...	40
Festivals						
1986-87	3 361	29	8 348	71	11 709	100
1990-91	8 582	34	16 983	66	25 565	100
Taux de croissance	...	155	...	103	...	118
Musées						
1986-87	1 848	8	20 891	92	22 739	100
1990-91	7 029	11	54 743	89	61 772	100
Taux de croissance	...	280	...	162	...	172
Total						
1986-87	9 389	9	92 283	91	101 672	100
1990-91	23 189	13	158 167	87	181 356	100
Taux de croissance	...	147	...	71	...	78

1. La valeur estimée des dons d'oeuvres d'art est exclue des calculs. Cependant, la valeur des dons et des commandites en services est incluse.
Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Le financement privé d'organismes artistiques et d'institutions culturelles au Québec, 1987-1991.*

Tableau 9

Part des immobilisations parmi les dépenses des gouvernements fédéral et provincial dans le domaine de la culture[1],
Québec, 1986-87 à 1991-92

	Gouvernement	
	Fédéral	Provincial
	%	
1986-87	17	8
1987-88	22	8
1988-89	33	10
1989-90	23	12
1990-91	13	13
1991-92	14	15

1. Dépenses excluant la radio et la télévision.
Sources : Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture.
Statistique Canada, Dépenses publiques au titre de la culture (87-208).

Tableau 10

Dépenses publiques dans le domaine de la culture[1] en dollars courants, Québec, 1986-87 à 1991-92

	Unité	Gouvernement			Total
		Provincial	Fédéral	Municipal	
1986-87	'000 $	267 873	686 499	154 465	1 108 837
	%	24,2	61,9	13,9	100,0
1987-88	'000 $	306 880	757 658	165 718	1 230 256
	%	24,9	61,6	13,5	100,0
1988-89	'000 $	342 283	847 098	222 680	1 412 061
	%	24,2	60,0	15,8	100,0
1989-90	'000 $	374 724	878 971	215 206	1 468 901
	%	22,5	59,8	14,7	100,0
1990-91	'000 $	395 148	858 899	271 845	1 525 892
	%	25,9	56,3	17,8	100,0
1991-92	'000 $	453 757	841 530	217 212	1 512 499
	%	30,0	55,6	14,4	100,0
Taux de croissance annuel moyen	%	11,1	4,2	7,1	6,4

1. Incluant celles qui se rapportent aux bibliothèques, au patrimoine, aux musées, aux arts et lettres, aux industries culturelles et au loisir culturel, à la radiodiffusion et à la télédiffusion. Sont exclues les dépenses associées au multiculturalisme et aux bibliothèques des réseaux d'enseignement.

Source : Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206).

Tableau 11

Dépenses publiques dans le domaine de la culture[1] en dollars courants, Québec, 1986-87 à 1991-92

	Unité	Gouvernement			Total
		Provincial	Fédéral	Municipal	
1986-87	'000 $	200 388	277 211	154 465	632 064
	%	31,7	43,9	24,4	100,0
1987-88	'000 $	233 094	337 615	165 718	736 427
	%	31,7	45,8	22,5	100,0
1988-89	'000 $	255 979	405 903	222 680	884 562
	%	28,9	45,9	25,2	100,0
1989-90	'000 $	287 343	413 398	215 206	915 947
	%	31,4	45,1	23,5	100,0
1990-91	'000 $	305 095	387 369	271 845	964 309
	%	31,6	40,2	28,2	100,0
1991-92	'000 $	361 429	383 027	217 212	961 668
	%	37,6	39,8	22,6	100,0
Taux de croissance annuel moyen	%	12,5	6,7	7,1	8,8

1. Incluant celles qui se rapportent aux bibliothèques, au patrimoine, aux musées, aux arts et lettres, aux industries culturelles et au loisir culturel. Sont exclues les dépenses associées à la radiodiffusion, à la télédiffusion, au multiculturalisme et aux bibliothèques des réseaux d'enseignement.

Source : Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206).

Tableau 12

Taux de croissance annuel moyen de la part des subventions gouvernementales et des contributions municipales dans le financement des bibliothèques publiques, Québec, 1960 à 1989

Période	Taux de croissance annuel moyen	
	Subventions	Contributions municipales
	%	
1960-1973	23,6	14,0
1973-1979	35,1	25,1
1979-1985	6,9	15,0
1985-1989	2,9	10,4

Source : Ministère des Affaires culturelles, «Les bibliothèques publiques du Québec et leur clientèle», *Chiffres à l'appui*, vol. VI, n° 4.

Les nouvelles orientations de la dynamique du développement régional

par Brigitte von Schoenberg*

Après une trentaine d'années de pratiques de concertation entre l'État québécois et les collectivités régionales, la nature, la dynamique et le fonctionnement de leurs rapports devaient être soumis à une révision en profondeur sous l'influence de divers facteurs externes et internes. Aussi, depuis le début de la présente décennie, les politiques gouvernementales en matière de développement régional ont franchi de nouvelles étapes. Bien qu'elles se situent dans le prolongement de l'action antérieure, ces politiques se démarquent de celles qui ont prévalu depuis les années 60 et qui se sont caractérisées par la concentration des pouvoirs et des compétences entre les mains de l'État.

Les grandes mutations économiques, politiques et sociales observées sur le plan international imposent un réalignement des politiques nationales à incidence économique dont celles relatives au développement régional. Les modifications des règles du jeu, notamment la libéralisation des échanges, le fort ralentissement économique ainsi que l'état largement déficitaire des finances publiques affectent la capacité de l'État de maintenir la trajectoire définie antérieurement.

En parallèle, les changements d'attitudes et de mentalités de la part des intervenants régionaux et des autorités locales, démontrent une capacité accrue de ces milieux à prendre charge du développement des régions. Les habitudes de concertation se sont créées. L'État apparaît de moins en moins comme le premier responsable de l'avenir des collectivités locales et régionales.

C'est en tenant compte de ce contexte d'ensemble qu'un nouveau cadre d'action, une réorganisation des moyens et une redéfinition du rôle des principaux intervenants ont été définis faisant ainsi place à des stratégies renouvelées du développement régional. Ces stratégies renforcent la concertation en tant que moteur de la dynamique régionale et misent sur elle pour accentuer la prise en charge du développement par les instances régionales remodelées. Elles prennent aussi appui sur une conception de l'État qui accompagne, plus qu'il ne dirige; un État qui adapte son cadre d'intervention, plus qu'il ne normalise; un État qui seconde, plus qu'il ne régit.

---

* Du Secrétariat au développement des régions.

Le contexte international, historique et géographique

Les nouvelles orientations de la dynamique du développement régional ont été définies dans un contexte de restructuration sur plusieurs plans dont celui de la redéfinition des règles qui régissent les échanges et les marchés internationaux, celui du réalignement des politiques publiques dans la plupart des pays industrialisés, celui de la restructuration de la base de production nationale et régionale, enfin celui du renforcement des relations de solidarité et des rapports de communauté d'intérêts.

Le contexte international

Depuis le milieu des années 80, bon nombre de rapports et d'études de l'OCDE montrent que les politiques économiques et sociales des États membres connaissent de sérieuses limites. Elles arrivent difficilement à stimuler le potentiel de développement des collectivités locales et régionales, à s'adapter aux changements mondiaux de l'économie et à répondre de façon satisfaisante aux besoins sans cesse grandissants dans tous les domaines de l'activité humaine.

À ces limites, s'ajoute la crise des finances publiques imputable en particulier à deux phénomènes qui en amplifient les effets : les coûts importants rattachés aux politiques et programmes de l'État jumelés à des revenus en perte de vitesse en raison de la conjoncture difficile qui affecte les économies nationales.

«Les gouvernements de tous les pays membres reconnaissent aujourd'hui que l'amélioration de la gestion publique fait partie intégrante des ajustements structurels indispensables à l'amélioration des performances économiques dans un environnement mondial en constante évolution. (...) Les gouvernements sont soumis à des pressions pour améliorer la gestion publique, qui tiennent à des considérations économiques à long terme et à des considérations budgétaires plus immédiates, mais aussi aux besoins des citoyens réclamant de meilleurs services»[1].

Ces défis posés à l'administration publique découlent de la nécessité reconnue par les pays regroupés au sein de l'OCDE de redéfinir le rôle de l'État. Davantage centré sur ses fonctions fondamentales — celles qu'il est le seul à pouvoir accomplir — l'État a la responsabilité de dégager une vision stratégique du développement fondée sur une expertise des grands enjeux sociaux, économiques et culturels.

La nécessité de faire face à la globalisation et de demeurer compétitif sur le plan international constitue une nouvelle et puissante incitation à mettre en oeuvre des réformes institutionnelles et à redéfinir les modes d'intervention gouvernementale.

En plus de ces évaluations du rôle de l'État, les observateurs relèvent une résurgence des régionalismes : un mouvement étendu, dans les pays industrialisés, de prise en charge du développement par les collectivités locales et régionales. Les attentes définies à cette échelle se traduisent par la mise en oeuvre de stratégies novatrices, issues de la volonté commune de résoudre les problèmes, sans attendre de l'intervention publique qu'elle indique la direction à suivre, les moyens à utiliser ou les procédures et normes à établir.

Donc, en concomitance avec les grandes restructurations économiques et industrielles, le développement régional et local prend un nouvel essor dont les bases sont la prise en charge du développement par les collectivités elles-mêmes, la créativité, l'innovation qui émergent de la concertation des principaux agents de développement.

---

1. OCDE, *Évolution dans la gestion publique*, 1990.

L'évolution du développement régional au Québec

Les nouvelles stratégies gouvernementales s'inscrivent également dans le prolongement des politiques antérieures. Chacune d'elles correspond à des étapes de l'évolution de la conception du développement régional étroitement liée à celle du rôle et des modes d'intervention de l'État.

L'édification de l'État-providence : les années 60 et 70

L'adoption des premières stratégies de développement des régions au Québec remonte au début des années 60. La conception prédominante du développement est alors étroitement associée à celle de la croissance économique. Dans cette perspective, le développement régional est davantage considéré comme la résultante d'un développement de l'activité économique et industrielle de l'ensemble du territoire. Toutefois, pour compenser les milieux moins favorisés, des programmes de lutte contre les disparités, contre l'exode des populations rurales et en faveur de l'amélioration de l'accès aux services publics, sont mis en oeuvre. Ainsi, l'État joue un rôle de rééquilibrage de la distribution de la richesse.

La création, en 1961, du Conseil d'orientation économique qui deviendra l'Office de planification et de développement du Québec en 1969, témoigne de cette approche, comme son mandat indique la place déterminante de l'État en tant que moteur du développement. En effet, s'inspirant largement de l'expérience française, le Conseil a le mandat d'élaborer un plan global de développement pour le Québec attestant ainsi la volonté gouvernementale d'orienter le développement selon un plan déterminé par l'administration publique.

«L'État se fait à la fois promoteur, entrepreneur et gestionnaire de l'économie»[2]. L'État-entrepreneur est à l'origine de la plupart des grandes oeuvres. Les complexes hydro-électriques, tels que ceux de la Manicouagan et de la Baie James, sont mis en chantier après la nationalisation de l'électricité. Ils sont des exemples éloquents de la place occupée par l'État, notamment dans l'exploitation des ressources naturelles. De nombreuses sociétés d'État sont créées dans les secteurs financiers et industriels afin de stimuler l'adaptation de la production aux nouvelles exigences des marchés et l'implantation d'entreprises de pointe.

Utilisant les leviers à sa disposition, l'État-promoteur et gestionnaire favorise, par des mesures fiscales, législatives et réglementaires, l'implantation d'entreprises. Certaines intéressées à l'exploitation des ressources premières ont stimulé l'économie des régions-ressources.

Toutefois, il faut constater que les mesures facilitantes mises en oeuvre par l'État n'ont pas toujours été relayées par le secteur privé pour diversifier les activités productrices et appuyer le développement régional comme le démontre encore aujourd'hui l'état de spécialisation des régions. Les coefficients de spécialisation du tableau 1 sont des indicateurs qui situent globalement une région par rapport aux autres. Ainsi, par exemple, la région de la Côte-Nord est davantage spécialisée que celle des Laurentides puisque son coefficient de spécialisation est plus près de 1 indiquant ainsi que sa structure économique se concentre dans des secteurs moins nombreux que dans le cas des Laurentides.

Parallèlement à ces interventions, de nature plus strictement économique du développement, émerge la conception d'un développement intégrant les diverses composantes sociales, culturelles, éducatives et politiques de l'intervention de l'État. La consolidation et le développement du réseau de l'éducation, notamment par la création des cégeps et de l'Université du Québec, et du réseau de la santé et des services sociaux sont des réalisations marquantes qui ont contribué à l'essor général de la société québécoise.

2. TREMBLAY, Diane-Gabrielle, VAN SCHENDEL, Vincent, *Économie du Québec et de ses régions*, Éditions Saint-Martin, 1991, p. 28.

L'ère de l'État-providence atteint son apogée dans les années 70 : les programmes sociaux s'inspirent des principes d'égalité des chances, de lutte aux disparités et d'accessibilité. Par ses politiques et par son action, l'État se propose de rééquilibrer les disparités observables entre les individus et entre les territoires et d'assurer ainsi leur développement intégral.

L'État-partenaire : l'approche des années 80

Depuis le début des années 80, la crise budgétaire et l'affirmation progressive des régions contribuent à l'émergence d'une vision «endogène» du développement. Celui-ci est plutôt considéré comme la résultante des mesures prises par les milieux régionaux, avec le partenariat de l'État, en vue d'améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles qui permettent le développement durable, c'est-à-dire dans le respect du milieu de vie.

Désormais, l'État n'est plus seul à devoir assumer le développement des régions par des interventions ou des investissements massifs et directs. La plupart d'entre elles sont dotées des grandes infrastructures de base et les ressources financières, de plus en plus limitées, n'autorisent plus l'État à assumer à lui seul l'initiative et l'implantation de projets majeurs dans les régions, ou le soutien d'activités fortement déficitaires et artificiellement maintenues.

La politique de l'État-partenaire ouvre la voie à la responsabilisation des régions. Depuis les premières actions gouvernementales axées sur les régions, les habitudes de concertation se sont développées créant ainsi une nouvelle dynamique dans les relations entre l'État et les milieux régionaux. Dans ce contexte, l'État est davantage vu comme un partenaire des milieux régionaux et comme un agent mobilisateur pouvant susciter des projets structurants.

En 1983, la formule des sommets régionaux consacre la reconnaissance d'un lien de partenariat entre l'État et les régions fondé sur la concertation. En 1986, une révision de cette formule formalise davantage les engagements du gouvernement qui se traduisent par la conclusion d'ententes-cadres de développement entre le gouvernement et chacune des régions.

Ce modèle a fait la démonstration de son potentiel et de ses limites. L'accent est principalement placé sur la présentation de projets, plutôt que sur l'élaboration d'un projet collectif concernant l'ensemble de la région. La formule ne favorise pas, cependant, l'émergence de véritables stratégies de développement d'une région appuyées sur une vision de son avenir, ni d'un partenariat équilibré entre l'État et les régions. L'évaluation qui en a été faite a démontré clairement que s'il était nécessaire de revoir fondamentalement le processus, il fallait, par contre, maintenir le principe de la concertation entre l'État et les régions.

Les territoires régionaux

Un facteur déterminant de l'approche gouvernementale du développement des régions du Québec tient à la configuration et à l'occupation particulières de son territoire. Autour de l'axe central Québec-Montréal, de vastes régions faiblement peuplées rassemblent des populations réparties dans des petites municipalités disséminées sur l'ensemble du territoire. Ces données géographiques et socio-économiques posent l'épineuse question de découpages territoriaux relativement équilibrés qui regroupent une masse critique d'activités en tenant compte des affinités des populations et de leur volonté de se concerter sur cette base (tableau 1).

À partir de 1966, le gouvernement adopte un découpage du territoire afin de favoriser la coordination et la planification socio-économique gouvernementale en établissant une délimitation territoriale identique pour tous les ministères. Il crée ainsi dix régions dont sept possèdent déjà un Conseil économique régional fonctionnant de façon à peu près autonome. Ces dix régions sont, à leur tour, découpées en vingt-cinq sous-régions administratives. L'espace géographique est délimité en fonction des pôles d'activité et d'influence que sont les villes et les municipalités à l'intérieur de ces régions et sous-régions.

En 1983, le gouvernement amorce une révision du découpage qui aboutira en 1987 à l'adoption de la division territoriale régionale encore en vigueur. De nouvelles régions sont créées; au terme de l'opération, le Québec est divisé en seize régions administratives harmonisées avec les limites des territoires des municipalités régionales de comté. Ce sont des régions d'appartenance qui tiennent compte des zones d'influence des centres urbains et des organismes et institutions en place (figures 1 et 2).

La présence des ministères en région

Au cours des années 60 et 70, les territoires régionaux sont d'abord conçus comme régions administratives à partir desquelles les ministères établissent leurs plans d'intervention, particulièrement ceux d'entre eux qui ont la responsabilité de bâtir les grandes infrastructures.

En accord avec l'évolution de la conception du développement régional et du rôle qu'y assume l'État, en 1987 le gouvernement adopte un plan de régionalisation des activités des ministères et invite une douzaine d'entre eux à présenter un plan d'implantation de bureaux régionaux et locaux. Outre la dispensation de services qu'elle permet, la présence des ministères en région représente, de surcroît, un apport économique appréciable (tableau 2).

Certains ministères accompagnent la déconcentration territoriale de leurs services d'une déconcentration de pouvoirs au bénéfice de leurs instances régionales par souci d'adapter leurs interventions aux besoins de la clientèle qu'ils desservent. Moins axés sur l'action directe par des subventions ou la maîtrise d'oeuvre de projets, ces ministères se tournent vers des actions d'appui et de soutien technique auprès des agents de développement de tous les secteurs. Il demeure toutefois que l'approche préconisée est essentiellement sectorielle.

Les enjeux des années 90

C'est au début des années 90 que s'amorce le bilan d'ensemble des approches et des politiques gouvernementales en matière de développement des régions. Les conclusions de ce bilan rejoignent les préoccupations émises par les organismes locaux et régionaux qui s'expriment fortement en ce début de décennie.

La persistance des inégalités

L'évaluation des incidences des politiques et de l'intervention de l'État sur la réduction des inégalités et des disparités conduit certains observateurs experts à imputer, à ces politiques, une part de responsabilité de l'accroissement des écarts et même de l'éclatement ou de la désintégration de certains milieux.

Comme le souligne la récente politique de la santé et du bien-être[3], le manque d'harmonisation des politiques publiques et leur rigidité contribuent à affaiblir certains milieux ou encore à perpétuer les inégalités. Même si elles permettent des économies dans un secteur donné, elles peuvent avoir pour effet d'augmenter les dépenses dans un autre, à cause des conséquences sociales qu'elles entraînent. De plus, certains facteurs ont accru la demande quantitative de services; le vieillissement de la population, le développement technologique, l'émergence de nouveaux problèmes, de nouvelles attentes, tous ces éléments ont accru les pressions sur le système pour augmenter la quantité de services offerts.

3. Ministère de la Santé et des Services sociaux, *La politique de la santé et du bien-être*, gouvernement du Québec, 1992.

L'inadéquation des services aux besoins et aux moyens

Les résultats de la prise en charge des besoins de la population par l'État, reposant sur une définition centralisée et normalisatrice de ces besoins et des niveaux de service à assurer à l'ensemble des citoyens, sont jugés insatisfaisants. Les décisions sont arrêtées loin de l'identification du besoin ou du problème à résoudre; la réponse en est une d'alignement des besoins de la population sur le plus grand dénominateur commun suscitant des besoins grandissants que l'État ne peut gérer efficacement ou financer sans accroissement important de ses revenus.

La transformation des rapports État-milieux

La fin des années 80 marque, pour plusieurs secteurs de l'administration gouvernementale, le point de départ d'une révision de leurs politiques et de leurs programmes qui modifie en profondeur les rapports entre l'État et les diverses composantes de la société québécoise.

En changeant ses façons de faire et en reconsidérant ses responsabilités par rapport à celles d'autres instances décisionnelles, d'orientation et de planification dans plusieurs champs d'activité tels que le transport en commun, la voirie locale, les services de santé, les services sociaux, la main-d'oeuvre, l'État reconnaît qu'il ne peut pas tout faire ou qu'il ne doit plus considérer être le seul à pouvoir agir et à savoir comment agir.

La croissance des dynamismes régionaux

Le début des années 90 est aussi marqué par une série d'événements qui révèlent les préoccupations des milieux régionaux quant à l'avenir qui leur serait réservé si les gouvernements persistaient dans leurs modèles d'interventions traditionnelles. Que ce soit dans le cadre des travaux de la Commission sur l'avenir constitutionnel du Québec (Commission Bélanger-Campeau) ou lors du Congrès de l'Association des organismes de concertation et de développement (AQORCD) ou encore à l'occasion des états généraux du monde rural, les autorités locales et les organismes issus des régions sont unanimes à demander une plus forte «décentralisation» de l'État afin de faire face plus efficacement aux défis et enjeux du développement des régions.

De nouvelles analyses régionales

Les travaux récents visant à améliorer la connaissance des régions et de leurs ressources ont raffiné l'instrumentation statistique et, par conséquent, les analyses régionales. Ainsi, par exemple, les indices régionaux de développement construits par le Conseil économique du Canada[4] et par la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec[5] mettent davantage en évidence non seulement l'état de développement des régions mais aussi leur potentiel.

Ces analyses démontrent que les interventions publiques devront dorénavant plutôt tenir compte des forces et faiblesses relatives de chacune des régions que de persévérer dans des approches ministérielles sectorielles standardisées et définies à partir de stratégies élaborées centralement. Elles invitent à la mise en place de moyens permettant aux collectivités locales et régionales de planifier de façon stratégique le développement des régions et de faire émerger une vision collective et partagée des choix à faire.

---

4. LAMONTAGNE, François et TREMBLAY, Christine, «Indices de développement - Une comparaison des régions du Québec», *Document sur le développement local*, nº 15, Conseil économique du Canada, Ottawa, 1989, 82 pages.
5. MONTOUR, B., «Québec, à l'heure du développement régional», *En Perspective*, Bulletin économique, Desjardins, vol. 2, nº 4, avril 1992.
   Id., *Indices de développement des régions du Québec, 1984-1990*, Études économiques, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, mars 1993.

Les nouvelles perspectives du développement régional

Les enjeux contemporains convergent donc sur plusieurs plans et militent en faveur d'un repositionnement de la relation État-région. C'est essentiellement l'objet des nouvelles stratégies de développement régional. Elles prennent assise sur deux grands principes qui redéfinissent cette relation :

- la responsabilisation des milieux régionaux à l'égard de leur propre développement;
- le rôle d'accompagnement de l'État.

La responsabilisation des régions

Les conseils régionaux renouvelés sont dorénavant reconnus par un décret gouvernemental qui en précise le mandat. Chacun des conseils regroupe :

- des représentants des élus municipaux de la région qui comptent pour au moins un tiers des membres du conseil régional;
- des agents de développement socio-économique (syndicats, organisations patronales, chambres de commerce, institutions financières, syndicats de producteurs, organismes sans but lucratif, corporations de développement économique);
- des organismes dispensateurs de services sur le territoire (organismes de concertation, commissions de formation professionnelle, universités, cégeps, régie des services sociaux et de santé, commissions scolaires);
- les députés de l'Assemblée nationale présents sur le territoire de la région qui en sont membres d'office.

Ces seules balises sont imposées pour la composition des conseils régionaux. Il appartient donc à chaque région de déterminer l'attribution des sièges parmi les intervenants régionaux jugés les plus représentatifs et les plus concernés par le développement de la région. Le nombre de membres peut varier d'une région à une autre et il est généralement élevé de sorte que l'institution d'une instance exécutive est indispensable (tableau 3). La composition de la structure exécutive des conseils est laissée libre à chacune des régions.

Les mandats des conseils régionaux leur confient des responsabilités accrues. Celles-ci ont essentiellement quatre grands objets :

- la concertation des intervenants de la région;
- le choix stratégique des axes et priorités de développement établi au terme d'un exercice élaboré de planification stratégique;
- la signature d'une entente-cadre sur la base de ces axes et priorités de développement et la signature d'ententes spécifiques avec les ministères et organismes gouvernementaux;
- la gestion du Fonds régional de développement en concertation avec le ministre d'État au développement des régions.

La planification stratégique

La responsabilité des conseils régionaux de procéder à un exercice de planification stratégique afin de déterminer les orientations et les priorités du développement de la région représente un de leur plus grand défi en raison :

- de la participation intense exigée des principaux intervenants régionaux que les conseils associent à la démarche;

- des exigences d'une concertation devant faire des choix en fonction des menaces, opportunités, forces et faiblesses qui sont propres à la région;

- des conséquences de ces choix sur l'utilisation des fonds régionaux de développement, sur l'entente-cadre de développement conclue avec le gouvernement et sur les ententes spécifiques avec les ministères et organismes gouvernementaux.

L'économie générale des rapports entre l'État et les conseils régionaux repose sur la définition des axes et des priorités de développement fondée sur de véritables choix stratégiques. Ce sont les régions elles-mêmes qui les déterminent et en définissent les contenus. Au terme d'un exercice concerté comportant une analyse des forces et des faiblesses, des menaces et des opportunités en présence dans la région, chaque conseil dégage les grands enjeux du développement et procède au choix des voies les plus prometteuses qu'il privilégie sur un horizon de trois à cinq ans.

La plupart des régions engagées dans la démarche de planification stratégique optent pour des analyses sectorielles, c'est-à-dire des analyses des principaux secteurs d'activité présents dans la région et des analyses de zones, principalement sur la base des territoires des municipalités régionales de comté. La consolidation, sur le plan régional, de ces analyses sectorielles et territoriales conduit au processus de sélection des choix prioritaires de développement.

La phase préparatoire des plans requiert le soutien technique des ministères et organismes d'État qui disposent des informations et des analyses de secteurs d'activité permettant de dégager les profils sectoriels de la région et de cerner les grands enjeux de leur développement.

La concertation requise entre tous les principaux intervenants régionaux, tout au long de la démarche de planification stratégique, permet non seulement de bien cerner l'ensemble de la problématique régionale mais elle a aussi le mérite de développer le sentiment d'appartenance à la région et de dégager une vision commune de son avenir.

L'entente-cadre et les ententes spécifiques

Le plan stratégique de développement défini et adopté par le conseil régional est à la base de la concertation avec l'État qui conduira à l'adoption d'une entente-cadre de développement de la région. Il permet d'asseoir la démarche d'accompagnement du dynamisme des régions sur la vision partagée de son potentiel de développement, de dégager une compréhension commune des principaux enjeux du développement et de convenir des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement entend s'associer par la signature d'une entente-cadre.

L'entente-cadre devient la pièce maîtresse sur laquelle reposeront les choix ultérieurs des moyens et des projets de développement. De plus, elle servira à orienter les interventions des ministères et organismes gouvernementaux afin de déterminer leur contribution au développement régional par le biais de l'adaptation de mesures, programmes ou interventions et de la signature d'ententes spécifiques.

L'entente-cadre constitue un protocle d'engagement par lequel le gouvernement et le conseil régional identifient et reconnaissent certains ou l'ensemble des axes et priorités de développement du plan stratégique proposé par la région et auxquels le gouvernement adhère.

Les ententes spécifiques traduisent concrètement la démarche gouvernementale d'accompagnement des régions en maintenant, pendant toute la durée de l'entente-cadre, les liens entre les ministères et le conseil régional. Elles transforment les façons de faire des ministères en accordant à la région la possibilité d'influencer leur action. Elles concourent à la réalisation de l'entente-cadre en appuyant la région dans la poursuite de ses objectifs de développement et en apportant des contributions financières complémentaires au Fonds régional de développement.

La gestion du Fonds régional de développement

Un autre élément de la politique consacrant la responsabilisation des régions est celui de la gestion des fonds régionaux de développement confiée aux conseils régionaux. L'ensemble des régions se voient attribuer l'équivalent des budgets consacrés auparavant à ce développement. Ils représentent des montants variant entre 2,4 et 4 millions de dollars, selon la région et constituent des enveloppes d'engagement protégées gérées conjointement avec le ministre d'État au développement des régions.[6]

Le conseil régional qui a conclu une entente-cadre de développement bénéficie, statutairement, d'un Fonds régional de développement composé du budget de fonctionnement, d'un Fonds d'interventions régionales servant au financement de projets reliés aux priorités de la région et d'un Fonds d'aide aux entreprises permettant d'émettre des garanties de prêts pour favoriser le démarrage et l'expansion d'entreprises.

Il appartient au conseil régional de répartir l'enveloppe entre les trois fonds qui constituent le Fonds régional de développement. Cette répartition de l'enveloppe ainsi que les grands paramètres qui serviront à l'attribution de l'aide provenant du Fonds d'interventions régionales sont transmis au ministre, en début d'année financière. Par la suite, le conseil procède à la sélection des projets et à l'attribution de l'aide.

La gestion des budgets consacrés au développement régional par les conseils régionaux, en concertation avec le ministre d'État au développement des régions, est une des dispositions fondamentales des nouvelles stratégies de développement régional puisqu'elle offre aux régions l'opportunité de choisir et de financer les projets moteurs les plus aptes à réaliser les priorités qu'elles ont elles-mêmes identifiées et qui ont fait l'objet de l'adhésion du gouvernement dans l'entente-cadre.

L'État-accompagnateur

Le développement régional repose sur une approche renouvelée du rôle de l'État davantage en accord avec le contexte international et les impératifs de la responsabilisation des collectivités face à leur propre développement.

Le rôle de l'État dans le développement des régions, tant en ce qui a trait aux institutions publiques qu'en ce qui concerne les mesures, programmes et interventions des ministères, en est un d'accompagnement.

La révision des fonctions exercées par l'État implique qu'il recentre son rôle sur ce qui est de ses responsabilités propres et qu'il veille à mieux arrimer ses actions aux besoins régionaux. Les responsabilités qu'il exerce à l'égard du développement du Québec et de ses régions sont

6. Voir tableau 4.

essentiellement de trois ordres : celui d'adapter les interventions ministérielles permettant leur intégration dans la démarche d'accompagnement; celui de voir à la cohérence et à l'harmonisation du développement sur l'ensemble du territoire et de dégager les orientations générales en matière de développement régional; celui d'éclairer les intervenants agissant au niveau des territoires par des informations et analyses sur les grandes tendances de l'environnement interne et externe, sur les perspectives à moyen et long terme.

L'adaptation des interventions gouvernementales aux spécificités régionales

Antérieurement à l'adoption des récentes stratégies gouvernementales en matière de développement régional, les relations entre l'administration publique et les régions étaient de nature essentiellement sectorielle : la vocation d'un ministère rejoignant des clientèles spécifiques (agriculteurs, municipalités, entrepreneurs, etc.) En fait, les conférences socio-économiques régionales constituaient le seul mécanisme qui permettait d'encadrer un tant soit peu les rapports entre l'État et les régions.

En confiant le mandat de planifier le développement aux conseils régionaux et en s'associant par entente-cadre à la réalisation des priorités qui y sont définies, le gouvernement, par le biais des programmes de développement régional et des interventions de ses ministères, s'engage à respecter les particularités propres à la région et à y adapter son action.

L'entente-cadre signée par le gouvernement et la région comporte des obligations pour les ministères et les organismes d'État. Outre les activités régulières liées au développement du secteur dans lequel ils oeuvrent, ils ont donc à prendre en considération les orientations que les régions souhaitent adopter et à ajuster leurs façons de faire pour optimiser les ressources.

Lorsque le gouvernement manifeste son adhésion aux axes et priorités de développement d'une région par la signature de l'entente-cadre, il indique aussi que ses instances administratives seront mises à contribution pour en faciliter la réalisation et pour assurer une meilleure correspondance de leur action aux besoins régionaux. À cette fin, celles-ci disposent de différents moyens, notamment : la modulation de leurs programmes et activités selon les particularités propres à la région, la planification concertée des activités ministérielles pour la région, la détermination des priorités d'affectation et les modalités d'application des budgets dépensés dans la région.

Outre les fonds qui lui sont spécifiquement alloués, le développement régional est soutenu par les budgets que les ministères dépensent en région. Les ministères et organismes gouvernementaux ont été invités à identifier ceux qui pourraient faire l'objet de discussions et de concertation avec les conseils régionaux.

La nature, les montants et les modalités de gestion de ces budgets sont susceptibles de faire l'objet d'ententes spécifiques entre les ministères et les instances régionales lorsqu'ils découlent des priorités de développement de l'entente-cadre.

La première expérience d'identification des budgets régionalisés indique que, pour l'année 1993-1994, les ministères acceptaient de soumettre à la concertation avec le milieu des budgets de 518 millions de dollars correspondant à un ensemble de programmes, activités et interventions. La gestion de ces budgets demeurent sous l'entière responsabilité des ministères mais leur affectation et leur application font l'objet d'une concertation avec le conseil régional afin de mieux tenir compte des réalités et des spécificités de la région.

La nouvelle dynamique État-région qui s'instaure graduellement vise à introduire la dimension régionale comme élément fondamental dans l'architecture même des programmes gouvernementaux : la diversité des besoins et des projets doit pouvoir être prise en compte pour ce qu'ils sont et non en fonction d'une norme uniforme à laquelle ils doivent se modeler.

Cette orientation gouvernementale est également inscrite dans la structure interne des plus hautes sphères d'influence et de décision de l'appareil d'État. De nouveaux postes de délégués régionaux ont été créés au sein de la députation. Ils ont le mandat de représenter et de relayer les attentes, propositions et ambitions des citoyens et des décideurs des régions et d'agir comme interlocuteurs privilégiés des ministres sectoriels pour les dossiers gouvernementaux de leur région afin d'obtenir des solutions sur mesure aux problèmes particuliers qui leur sont soulignés.

La cohérence et l'harmonisation de l'action gouvernementale

En conformité avec une approche plus décentralisée, l'État se doit de rechercher une efficacité accrue de son action, donc une plus grande harmonisation interne de ses politiques, programmes et mesures et une plus grande concertation de l'ensemble des intervenants dans le développement des régions.

Sur le plan administratif, le gouvernement a créé, au sein du ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat au développement des régions qui est l'organisme responsable du développement régional. Placées sous la responsabilité du ministre d'État au développement des régions, les fonctions exercées par le Secrétariat sont essentiellement tournées vers les tâches de conception des orientations gouvernementales en matière de développement régional, de concertation des intervenants et de coordination des actions gouvernementales. Son action vise à faciliter la prise en compte, par les ministères et organismes d'État, des priorités de développement définies par les régions.

Dans chacune des régions, un secrétariat régional assume également un rôle de coordination de l'action gouvernementale sur le territoire régional, rôle qu'il exerce principalement dans le cadre de la Conférence administrative régionale. Cette conférence regroupe les représentants territoriaux des ministères et organismes gouvernementaux.

Les secrétariats assurent le suivi administratif de la préparation des ententes-cadres et des ententes spécifiques.

L'information et l'expertise

L'accompagnement des régions comprend une large part de diffusion de l'information sur les grandes tendances des divers secteurs d'activité tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, sur les politiques gouvernementales, les enjeux et stratégies mises en oeuvre et les orientations privilégiées permettant de faire face aux problèmes qui confrontent l'ensemble des régions.

À cet égard, l'État exerce une fonction de stratège qui a la responsabilité de développer une vision d'ensemble et de rendre intelligible les rationalités des divers secteurs afin d'appuyer les intervenants régionaux dans l'élaboration de leurs problématiques particulières, de les éclairer dans la définition de leurs priorités et dans le choix de leur interventions.

Cette approche davantage stratégique de la part de l'État atténue son rôle de promoteur direct du développement régional, celui-ci étant dorénavant le fait des instances régionales. Dans ce contexte, les ministères et organismes gouvernementaux sont appelés à fournir l'éclairage nécessaire aux intervenants régionaux par l'information appropriée et l'expertise technique dont ils disposent.

La régionalisation de l'information

Depuis l'adoption du nouveau découpage en seize régions, l'administration gouvernementale a entrepris de régionaliser les informations statistiques de manière à développer une meilleure compréhension de son action sur la base des régions. Une évaluation récente de l'état de la

situation démontre que, parmi les ministères et organismes les plus grands utilisateurs et fournisseurs de données statistiques, la très grande majorité (80 %) sont engagés dans la régionalisation de leurs fichiers administratifs et statistiques.

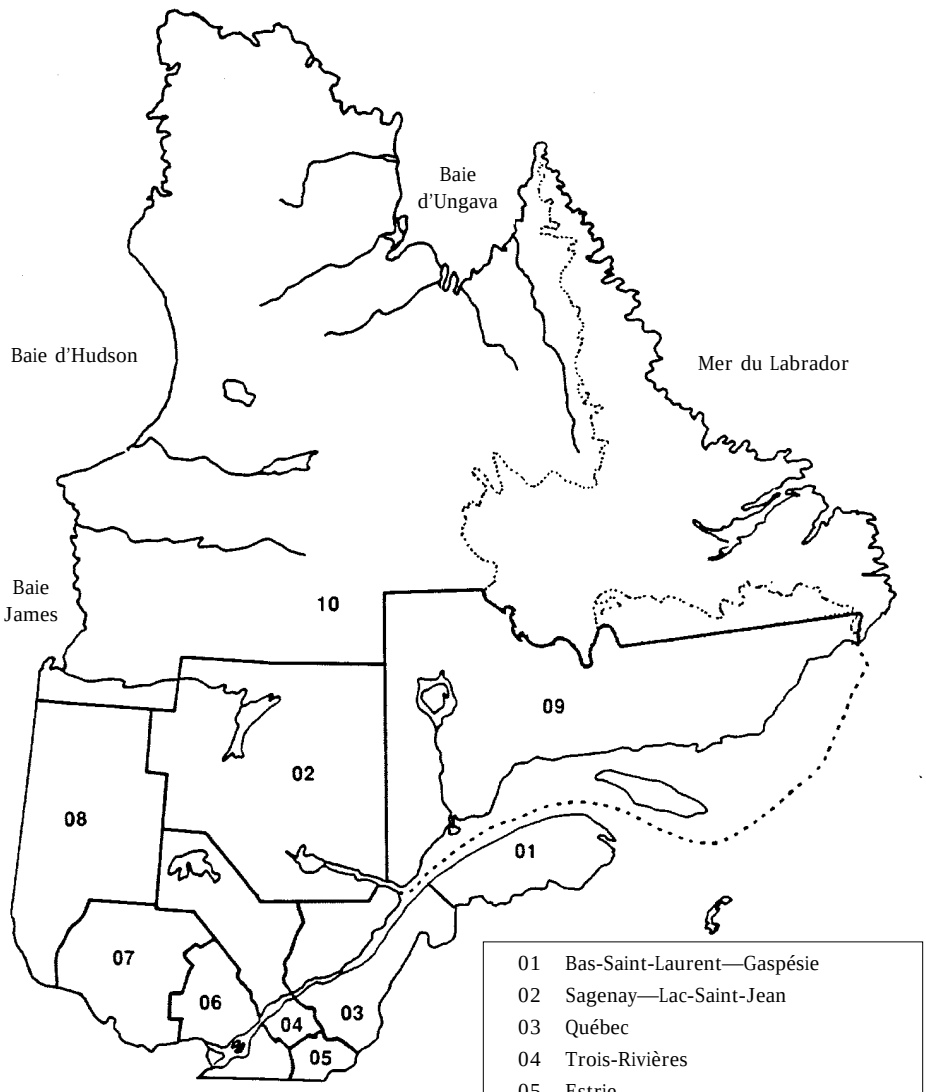
Depuis 1990, cette opération a enregistré des progrès significatifs. L'ensemble des données établi sur une base régionale représente une masse d'informations susceptible d'apporter un nouvel éclairage sur la situation dans les divers domaines d'activité du gouvernement sur le territoire et sur l'état de la régionalisation de ses activités.

Les ministères s'inscrivent dans la démarche d'accompagnement et participent à la valorisation et à la responsabilisation des conseils régionaux, de plusieurs façons : diffusion d'information, soutien technique, adaptation de programmes et d'activités aux particularismes régionaux, concertation autour de priorités de dépenses ou encore signature d'ententes spécifiques sur des objets facilitant la réalisation des orientations de développement contenues dans l'entente-cadre.

Conclusion

Les stratégies de développement régional mises en oeuvre depuis le début de la présente décennie prennent en compte un ensemble de facteurs qui ont substantiellement modifié les capacités d'intervention de l'État en faveur d'une plus grande responsabilisation et une implication plus importante des collectivités dans leur propre développement. Ces stratégies constituent une réponse adaptée aux conditions dans lesquelles le développement régional doit désormais se concevoir et se faire.

Figure 1
Régions adminstratives du Québec, 1966



Source : Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 1

Abrégé statistique des régions administratives[1], Québec, 1991

Variables statistiques	Unité	Régions administratives							
		11	01	02	03	12	04	05	16
Territoires									
MRC[2]	n	6	8	4	7	11	10	7	16
Municipalités locales	n	60	135	59	86	176	167	124	222
Superficie	km²	20 615	21 873	105 562	18 959	14 981	44 943	10 127	11 072
Démographie									
Population	n	105 968	205 137	286 159	615 844	367 953	466 203	268 413	1 198 187
Variation 1991/1986	%	-5,8	-2,7	0,2	5,0	3,1	2,7	4,1	10,0
Poids région/Québec	%	1,5	3,0	4,1	8,9	5,3	6,8	3,9	17,4
Groupes d'âge									
Proportion/région									
0-14 ans	%	20,6	21,3	23,6	17,9	22,6	20,6	21,1	21,7
15-64 ans	%	67,4	65,7	67,5	70,6	66,3	66,7	66,4	69,0
65 ans et plus	%	12,0	13,0	8,9	11,5	11,1	12,7	12,6	9,3
Langue maternelle									
Français	%	89,7	99,4	98,9	97,0	98,9	98,0	90,1	87,2
Anglais	%	9,5	0,5	0,7	1,8	0,9	1,1	8,6	9,1
Autres	%	0,8	0,1	0,4	1,2	0,2	0,9	1,3	3,7
Scolarité									
Moins de 9 ans	%	31,4	25,5	19,2	16,6	25,0	24,0	22,2	18,1
De 9 à 13 ans[3]	%	43,6	44,2	47,6	41,0	44,1	43,6	43,3	43,9
Études universitaires	%	25,0	30,3	33,2	42,4	30,9	32,4	34,5	38,0
Marché du travail									
Population active	n	48 125	94 570	133 100	325 845	180 000	221 395	131 975	634 900
Personnes occupées	n	36 115	79 360	110 755	293 710	163 260	193 200	117 355	569 780
Chômeurs	n	12 025	15 200	20 345	32 115	16 755	28 180	14 610	65 120
Inactifs	n	35 170	63 870	84 705	171 595	99 565	140 985	75 140	292 905
Taux de chômage	%	25,0	16,1	15,5	9,9	9,3	12,7	11,1	10,3
Taux d'activité	%	57,8	59,7	60,8	65,5	64,4	61,1	63,7	68,4
Groupe 15-24 ans									
Personnes occupées	n	4 720	10 635	14 765	47 625	25 010	28 245	18 975	88 115
Chômeurs	n	2 705	3 775	5 660	9 385	4 605	6 890	4 270	17 930
Taux de chômage	%	36,5	26,2	27,7	16,5	15,5	19,6	18,4	16,9
Taux d'activité	%	50,6	54,7	53,1	65,6	60,4	60,1	62,5	65,5
Secteurs d'activité									
Primaire	%	11,4	11,5	6,6	2,2	9,6	6,6	6,3	3,9
Manufacturier	%	15,3	11,4	17,4	9,1	20,2	22,9	22,9	21,0
Construction	%	6,1	6,1	6,8	5,3	6,9	6,9	5,9	6,2
Service à la consommation	%	29,8	30,2	30,3	30,9	27,8	29,6	28,2	29,0
Service à la production	%	10,8	14,3	13,3	17,3	13,6	12,5	12,0	19,8
Services gouvernementaux	%	26,5	26,4	25,7	35,2	21,8	21,4	24,6	20,2
Coefficient de spécialisation, 1986		0,146	0,137	0,077	0,154	0,102	0,097	0,114	0,063
Coefficient de spécialisation, 1991		0,135	0,139	0,076	0,141	0,103	0,103	0,113	0,066
Revenu moyen									
Hommes de 15 ans et plus	$	21 434	23 350	28 062	28 352	25 013	25 278	24 819	30 074
Femmes de 15 ans et plus	$	13 591	13 864	14 452	16 804	14 364	13 742	14 649	16 722
Revenu moyen des ménages	$	34 871	34 746	39 699	40 901	37 921	35 294	35 558	44 656
Moins de 10 000 $	%	12,7	12,8	10,6	10,8	9,9	12,5	11,6	8,4
10 000 29 999 $	%	37,8	38,5	29,6	31,0	34,2	37,0	38,0	27,4
30 000 49 999 $	%	26,8	26,0	29,9	27,0	30,1	27,6	27,8	27,9
50 000 69 999 $	%	14,2	14,1	18,4	17,4	15,8	14,1	13,3	19,7
70 000 $ et plus	%	8,6	8,6	11,5	13,8	9,9	8,8	9,3	16,6

1. Voir noms et codes des régions administratives au début de l'ouvrage.
2. MRC et territoires équivalents.
3. Et autres études non universitaires.

Source : Secrétariat au développement des régions, 1994.

Variables statistiques	Unité	Régions administratives								Le Québec
		06	13	14	15	07	08	09	10	
Territoires										
MRC[2]	n	1	1	6	8	5	5	6	2	102
Municipalités locales	n	29	1	71	99	80	87	38	28	1 462
Superficie	km²	494	245	13 486	20 748	33 574	63 484	235 742	741 907	1 357 812
Démographie										
Population	n	1 775 871	314 398	334 848	381 697	283 773	151 978	103 224	36 310	6 895 963
Variation 1991/1986	%	1,3	10,6	20,0	19,2	10,7	3,6	-1,3	0,5	5,6
Poids région/Québec	%	25,8	4,6	4,9	5,5	4,1	2,2	1,5	0,5	100,0
Groupes d'âge										
Proportion/région										
0-14 ans	%	15,9	20,0	23,3	22,0	21,3	23,8	22,9	32,2	20,0
15-64 ans	%	69,9	71,0	68,2	68,5	70,1	67,4	70,9	64,8	68,8
65 ans et plus	%	14,2	9,0	8,5	9,4	8,5	8,8	6,2	3,0	11,2
Langue maternelle										
Français	%	58,0	79,5	96,6	91,5	81,5	95,0	88,1	56,7	83,3
Anglais	%	19,9	6,9	1,9	6,5	15,1	3,4	5,4	3,6	9,0
Autres	%	22,1	13,6	1,5	2,0	3,4	1,6	6,5	39,7	7,7
Scolarité										
Moins de 9 ans	%	19,5	16,2	20,6	20,0	18,3	25,1	23,3	28,7	20,1
De 9 à 13 ans[3]	%	34,8	41,6	47,3	46,2	42,8	46,8	46,5	44,3	41,5
Études universitaires	%	45,6	42,2	32,1	33,8	38,9	28,1	30,2	27,1	38,3
Marché du travail										
Population active	n	936 990	172 140	169 280	196 460	153 585	73 495	51 855	15 940	3 537 640
Personnes occupées	n	813 560	154 855	150 930	172 470	138 335	60 690	42 865	13 535	3 110 795
Chômeurs	n	123 435	17 285	18 345	23 990	15 255	12 805	8 980	2 405	426 850
Inactifs	n	530 225	76 285	84 025	96 815	67 635	41 010	27 020	8 635	1 895 600
Taux de chômage	%	13,2	10,0	10,8	12,2	9,9	17,4	17,3	15,1	12,1
Taux d'activité	%	63,9	69,3	66,8	67,0	69,4	64,2	65,7	64,9	65,1
Groupe 15-24 ans										
Personnes occupées	n	127 235	24 570	20 895	25 625	23 365	9 455	6 150	2 210	477 615
Chômeurs	n	29 335	4 710	4 405	5 085	4 110	3 180	2 535	790	109 335
Taux de chômage	%	18,7	16,1	17,4	16,6	15,0	25,2	29,2	26,3	18,6
Taux d'activité	%	65,1	67,9	62,9	65,4	68,8	59,5	55,5	47,3	63,3
Secteurs d'activité										
Primaire	%	0,4	0,8	4,3	3,3	2,8	16,3	11,8	17,7	4,0
Manufacturier	%	19,2	17,4	19,2	17,6	7,9	10,7	14,0	11,5	17,7
Construction	%	4,3	6,8	8,9	8,3	7,6	5,8	7,4	4,4	6,0
Services à la consommation	%	31,4	33,0	30,5	33,1	27,8	29,0	28,6	21,9	30,3
Services à la production	%	22,6	21,2	16,7	17,8	16,4	16,2	13,8	11,8	18,2
Services gouvernementaux	%	22,1	20,7	20,3	19,9	37,5	22,0	24,5	32,7	23,8
Coefficient de spécialisation, 1986		0,089	0,094	0,081	0,056	0,179	0,155	0,165	0,261	...
Coefficient de spécialisation, 1991		0,089	0,075	0,083	0,071	0,171	0,155	0,161	0,275	...
Revenu moyen										
Hommes de 15 ans et plus	$	28 403	30 535	28 376	28 332	28 567	27 793	29 708	29 066	28 001
Femmes de 15 ans et plus	$	18 111	17 733	15 563	15 733	19 045	14 966	14 948	14 889	16 512
Revenu moyen des ménages	$	40 118	47 445	42 204	41 509	44 978	39 561	43 396	46 213	40 826
Moins de 10 000 $	%	13,8	6,7	8,8	9,3	9,5	11,1	10,0	6,7	11,0
10 000 29 999 $	%	34,3	24,9	27,9	30,5	27,3	31,0	26,4	23,0	31,8
30 000 49 999 $	%	24,1	28,0	29,7	28,7	25,6	27,7	26,1	30,9	26,8
50 000 69 999 $	%	13,9	21,7	20,0	18,1	19,6	18,0	21,5	23,3	16,7
70 000 $ et plus	%	13,9	18,7	13,6	13,5	17,9	12,1	16,1	16,1	13,6

Tableau 2

Représentation des ministères et organismes selon la région administrative, Québec, 1er septembre 1993

Région administrative	Ministères et organismes présents	Bureaux		
		Régionaux	Locaux	Total
	n			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	13	15	45	60
Bas-Saint-Laurent (01)	18	25	48	73
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	18	25	41	66
Québec (03)	21	38	43	81
Chaudière-Appalaches (12)	10	13	42	55
Mauricie—Bois-Francs (04)	17	24	49	73
Estrie (05)	18	24	28	52
Montérégie (16)	16	28	44	72
Montréal (06)	21	30	56	86
Laval (13)	10	9	4	13
Lanaudière (14)	10	11	15	26
Laurentides (15)	14	17	25	42
Outaouais (07)	18	24	31	55
Abitibi-Témiscamingue (08)	18	24	42	66
Côte-Nord (09)	17	23	33	56
Nord-du-Québec (10)	8	7	10	17
Le Québec	...	337	556	893

Source : Secrétariat au développement des régions, 1994.

Tableau 3

Composition des conseils régionaux selon la région administrative, Québec, 1994

Région administrative	Membres des conseil régionaux	Composition du conseil			
		Élus municipaux	Dispensateurs de services	Agents de développement socio-économiques	Députés
	n	%			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	48	37	21	33	9
Bas-Saint-Laurent (01)	41	39	15	34	12
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	39	33	31	23	13
Québec (03)	63	40	28	27	5
Chaudière-Appalaches (12)	59	37	15	34	14
Mauricie—Bois-Francs (04)	58	41	21	21	17
Estrie (05)	37	38	24	19	19
Montérégie (16)	91	39	20	19	22
Montréal (06)	51	37	12	37	14
Laval (13)	25	32	20	28	20
Lanaudière (14)	44	43	25	18	14
Laurentides (15)	47	43	23	19	15
Outaouais (07)	42	46	21	21	12
Abitibi-Témiscamingue (08)	50	40	18	36	6
Côte-Nord (09)	53	38	17	41	4
Nord-du-Québec (10)	7	57	-	29	14

Source : Secrétariat au développement des régions, 1994.

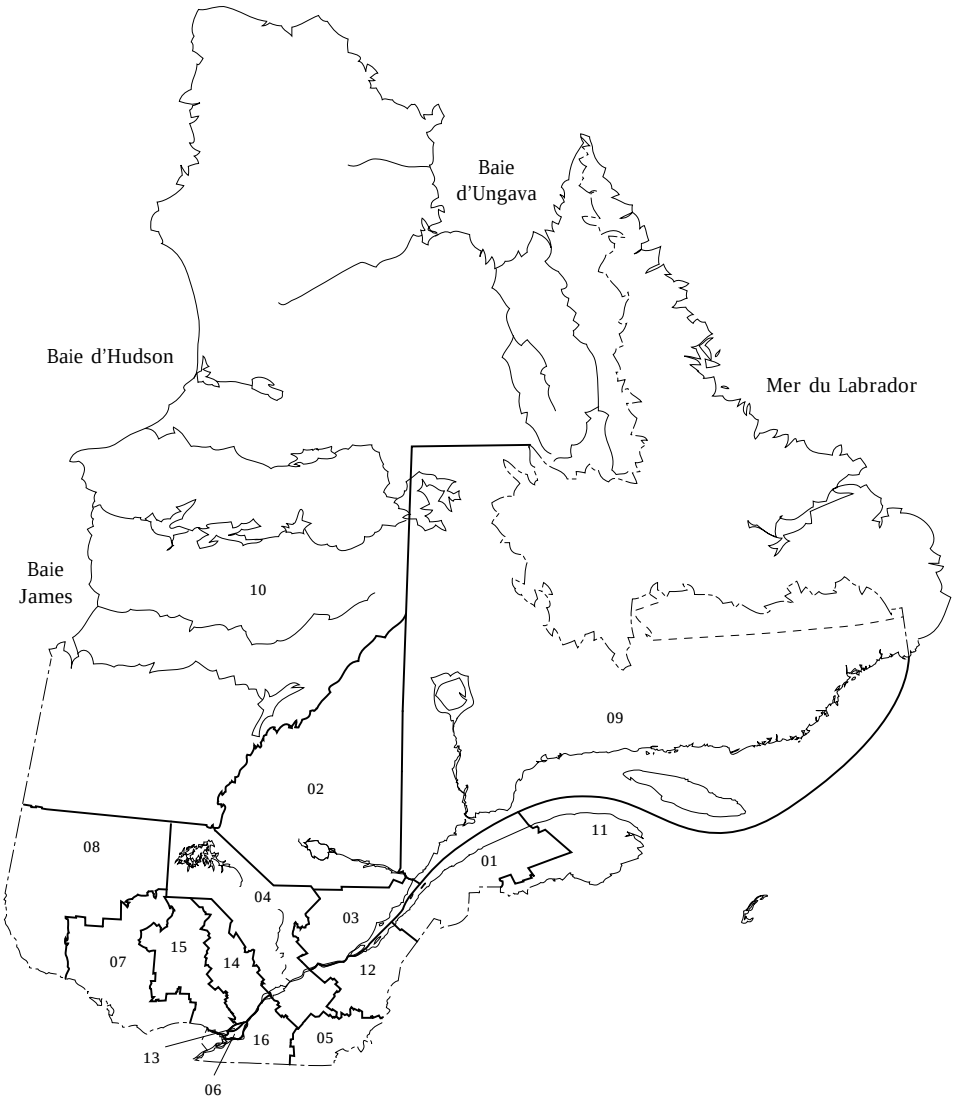
Tableau 4

Répartition des enveloppes des Fonds régionaux de développement après pondération par région administrative,
Québec, 1992

Région administrative	Fonds régional de développement
	$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	3 600 000
Bas-Saint-Laurent (01)	3 600 000
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	3 200 000
Québec (03)	2 800 000
Chaudière-Appalaches (12)	3 200 000
Mauricie—Bois-Francs (04)	3 600 000
Estrie (05)	2 900 000
Montérégie (16)	3 000 000
Montréal (06)	3 200 000
Laval (13)	2 400 000
Lanaudière (14)	2 800 000
Laurentides (15)	2 400 000
Outaouais (07)	2 400 000
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 200 000
Côte-Nord (09)	2 900 000
Nord-du-Québec (10)	2 800 000
Total	48 000 000

Source : Secrétariat au développement des régions, 1992.

Figure 2
Régions adminstratives du Québec, 1987



11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	05 Estrie	07 Outaouais
01 Bas-Saint-Laurent	16 Montérégie	08 Abitibi-Témiscamingue
02 Saguenay—Lac-Saint-Jean	06 Montréal	09 Côte-Nord
03 Québec	13 Laval	10 Nord-du-Québec
12 Chaudière-Appalaches	14 Lanaudière	
04 Mauricie—Bois-Francs	15 Laurentides	

Source : Bureau de la statistique du Québec.

1

Territoire

Le territoire du Québec et ses frontières 121

Les principales utilisations du territoire public 121

Les provinces naturelles du Québec 122

Le climat 125

Les zones de végétation 125

La gestion du territoire 126

1

Liste des tableaux

1. Superficie approximative en terre et en eau, par province et territoire, Canada 129

2. Longueur approximative des frontières, Québec, 1994 129

3. Principales utilisations des terres du domaine public, Québec, 1992 130

4. Principaux lacs naturels et réservoirs, Québec, 1994 130

5. Données relatives aux MRC et aux territoires équivalents, Québec, 1993 132

6. Principaux sommets, par région administrative et selon la chaîne de montagnes, Québec, 1993 134

7. Caractéristiques des principales rivières, Québec, 1991-1992 136

8. Précipitations moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, par région administrative et MRC, Québec, 1961-1990 138

9. Températures moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, par région administrative et MRC, Québec, 1961-1990 139

Liste des figures

1. Les provinces naturelles du Québec 131
2. Les climats du Québec 137
3. Les zones de végétation du Québec 140

1

Ce chapitre a été réalisé par Bernard Béliveau, de la Direction de la géostatistique et de l'information du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration de Tingxian Li, du ministère de l'Environnement et de la Faune et de Benoît Trudel, du ministère des Ressources naturelles.

Le présent chapitre brosse d'abord un portrait succinct de l'immense territoire naturel qu'occupe le Québec au sein du Canada. Il retrace ensuite brièvement l'histoire géologique du cadre territorial québécois. Enfin, il décrit certains outils de base dans la gestion de l'information territoriale, soit le code géographique et la géomatique.

Le territoire du Québec et ses frontières

Le Québec est la plus vaste des dix provinces canadiennes. Sa superficie est de 1 667 926 km^2, soit trois fois celle de la France (557 000 km^2). Il possède également la plus grande superficie en eau douce (183 890 km^2) (tableau 1).

Le territoire québécois est bordé par des frontières totalisant 10 870 kilomètres (tableau 2). La frontière séparant le Québec et l'Ontario présente un tracé à la fois hydrique et terrestre; celle-ci constitue près de 10 % de l'ensemble des limites québécoises. Les lois parallèles, fédérales et provinciales, de 1898 et 1912, délimitent la frontière nord du Québec aux rives de la baie James, de la baie et du détroit d'Hudson ainsi que de la baie d'Ungava. Cette frontière totalise 3 185 kilomètres.

La limite du Labrador résulte d'un avis émis en 1927 par le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres et elle s'étend sur 4 426 kilomètres. Le Québec ne reconnaît pas la validité de cet avis, qui attribue à Terre-Neuve tout le territoire drainé par l'Atlantique au nord du 52^e parallèle. Ce tracé n'a jamais fait l'objet d'une démarcation. La frontière qui se trouve dans le golfe du Saint-Laurent a une longueur de 940 kilomètres et elle est située à l'équidistance des rives. Le Québec et le Nouveau-Brunswick ont une frontière commune d'une longueur de 458 kilomètres. Enfin, la portion québécoise de la frontière séparant le Canada et les États-Unis équivaut à 734 kilomètres.

Les principales utilisations du territoire public

La vaste superficie du Québec peut être divisée en quatre grands ensembles territoriaux : le territoire géré par des organismes fédéraux (6 144 km^2, soit 0,4 % du Québec), le territoire privé (116 910 km^2, soit 7 % du Québec) et le territoire provincial (1 544 872 km^2, soit 92,6 % du Québec), qui se divise en deux parties. L'une des parties de ce territoire est recouverte d'eau salée et elle couvre approximativement 171 382 km^2 (10,3 % du Québec). Elle comprend notamment une portion du fleuve et le golfe du Saint-Laurent. L'autre partie, désignée comme les terres du domaine public, s'étend sur 1 373 490 km^2 (82,3 % du Québec), incluant les eaux intérieures.

1

Les principales utilisations des terres du domaine public sont liées à l'exploitation des ressources naturelles (faune, forêt, substances minérales, etc.), à la protection de l'environnement et à l'exercice des droits accordés aux autochtones. Les territoires organisés pour l'exploitation faunique (réserves fauniques, zones d'exploitation contrôlée et pourvoiries à droits exclusifs) représentent 139 780 km^2. Les terres sur lesquelles des droits ont été consentis pour l'exploitation forestière et l'exploitation hydroélectrique s'étendent respectivement sur 324 610 km^2 et 20 383 km^2. Les terres sur lesquelles sont exercées des activités d'exploitation minière, pétrolière et gazière occupent 666 km^2, alors que celles sur lesquelles il y a des droits d'exploration liés à ces ressources couvrent 41 831 km^2. Le territoire public destiné à l'exploitation agricole est de 554 km^2 (tableau 3).

Les territoires de compétence provinciale voués à la protection de l'environnement, tels que les parcs provinciaux et les réserves écologiques, représentent 5 180 km^2. Les territoires où s'exercent les droits consentis aux autochtones par le biais de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et par l'entremise des réserves et établissements indiens sont respectivement de 1 082 000 km^2 et 650 km^2.

Les provinces naturelles du Québec

Le territoire québécois a une histoire géologique qui remonte à plus de trois milliards d'années. La géologie, le relief, les réseaux hydrographiques et les dépôts de matériaux meubles sont autant de caractéristiques du territoire qui contribuent à le définir et à le découper en entités spatiales. Le Québec est divisé en treize provinces naturelles, définies comme des grandes unités issues des événements tectoniques (déformation des terrains géologiques) d'envergure continentale ou sous-continentale de l'écorce terrestre, et modifiées ensuite par de longs processus d'érosion-sédimentation (figure 1).

Les Appalaches

Le socle (assise géologique) est principalement composé de roches sédimentaires et volcaniques, plissées et métamorphisées (transformation d'une roche à l'état solide avec cristallisation de nouveaux minéraux) pendant l'orogénèse appalachienne (processus conduisant à la formation de reliefs) au paléozoïque (de 570 à 245 millions d'années). Son relief est constitué de plateaux, de massifs de montagnes ou de collines et de plaines littorales et peut atteindre jusqu'à 1 300 m de hauteur. Les plans d'eau y sont peu abondants. La majorité des rivières principales découpent transversalement la direction nord-est sud-ouest des Appalaches, mais leurs affluents suivent généralement cette direction. Les dépôts glaciaires et fluvio-glaciaires recouvrent la majeure partie de cette province naturelle.

Les basses-terres du Saint-Laurent

Le socle consiste surtout en roches sédimentaires paléozoïques disposées en couches horizontales. D'altitude généralement inférieure à 150 m, les basses-terres du Saint-Laurent possèdent un relief de plaine, percé par endroit de quelques collines. Mis à part des sections élargies du Saint-Laurent, il y a très peu de lacs. L'hydrographie est dominée par le Saint-Laurent et par les tronçons inférieurs de ses affluents. Les dépôts marins sableux ou argileux recouvrent cette province naturelle.

Les Laurentides méridionales

Les roches très fortement métamorphisées au protérozoïque (de 2 500 à 570 millions d'années) constituent le socle des Laurentides méridionales; une grande partie de ces roches sont d'origine sédimentaire. L'altitude moyenne est de 200 à 450 m, mais les massifs atteignent une hauteur de 700 à 1 000 m. Le relief est composé distinctement de plateaux, de massifs et de dépressions. Délimitée au nord par une bordure relativement abrupte, cette province naturelle est drainée par deux grands bassins versants qui suivent une pente générale nord-sud. La densité des lacs est moyenne; leur taille est plutôt petite, à l'exception de quelques réservoirs. Les dépôts glaciaires plus ou moins épais et fluvio-glaciaires recouvrent la province naturelle.

Les Laurentides centrales

Le socle est surtout composé de gneiss et d'intrusions d'anorthosite du protérozoïque. L'altitude moyenne est plus élevée que celle des Laurentides méridionales; elle se situe entre 450 et 600 m. Le relief est compartimenté en massifs, plateaux, dépressions et plaines. L'hydrographie est caractérisée par de nombreuses vallées très encaissées qui coulent subparallèlement du nord vers le sud, en suivant le réseau de fracture du socle. Dans les dépressions, on retrouve des dépôts glaciaires ou fluvio-glaciaires d'épaisseur variable, mais des affleurements rocheux avec des placages de dépôt glaciaire mince prédominent sur les plateaux et dans les massifs.

Le plateau de la Basse-Côte-Nord

Les roches gneissiques et granitiques du protérozoïque constituent la majorité du socle, le reste étant des roches métasédimentaires et des intrusions d'anorthosite. Le relief est composé d'un plateau de 450 à 550 m d'altitude, qui décroît progressivement vers le sud-est et d'un massif de 750 m d'altitude. Le réseau hydrographique est plutôt dense et subparallèle. Les rivières, souvent très encaissées, coulent vers le sud ou sud-est, selon la pente générale. Les dépôts sont glaciaires et plutôt épais sur le plateau, mais ils cèdent la place aux affleurements rocheux et aux dépôts fluvio-glaciaires vers la côte.

Les basses-terres de l'Abitibi et de la baie James

Le socle est principalement formé des roches gneissiques et volcaniques de l'archéen (plus ancien que 2 500 millions d'années). Le relief est celui d'une plaine très légèrement inclinée vers la baie James. L'altitude, de 350 m au sud, rejoint le niveau de la mer au nord. Les rivières sont de toutes dimensions et très nombreuses, tandis que les lacs apparaissent concentrés. Les épisodes particuliers du quaternaire (depuis 1,6 million d'années) ont laissé d'épais dépôts argileux d'origine lacustre ou marine, sur lesquels se développent de vastes étendues tourbeuses.

Les hautes-terres de Mistassini

Le socle est composé de roches gneissiques et volcaniques de l'archéen et de roches sédimentaires du protérozoïque. L'altitude moyenne se situe entre 300 et 450 m pour la majeure partie du territoire, mais atteint 700 m à l'est. En général, le relief prend l'allure d'un immense plateau parsemé de collines. Le réseau hydrographique est très dense. D'importants dépôts glaciaires et fluvio-glaciaires recouvrent l'ensemble de la province naturelle.

1

Les basses collines de la Grande Rivière

Les gneiss, les granites et les roches métasédimentaires de l'archéen constituent l'assise géologique de cette province naturelle. Le terrain s'incline de l'est vers l'ouest et l'altitude maximale est autour de 450 m. Le relief est surtout représenté par des basses collines et une plaine ondulée. L'hydrographie suit le patron structural du socle orienté est-ouest. Les petits lacs sont très denses, mais en superficie, ce sont les grands réservoirs installés le long du graben (dépression allongée généralement limitée par des failles) de la rivière La Grande qui prédominent. Les affleurements rocheux et les dépôts glaciaires très minces recouvrent la grande partie de la province naturelle, tandis que les secteurs déprimés sont couverts de dépôts marins ou organiques.

Le plateau central du Nord-du-Québec

Le socle est principalement composé de roches archéennes très fortement métamorphisées. Le relief dans son ensemble se présente comme un haut plateau incliné vers le nord et vers l'ouest, avec une légère dépression au centre. L'altitude est de 700 m au sud-est et diminue à 450 m à l'ouest et à 350 m au nord. Le pourcentage des plans d'eau est très important. La plupart sont de petits lacs dont la morphologie est tributaire de la forme arquée des dépôts morainiques qui prédominent dans cette province naturelle.

La péninsule d'Ungava

Le socle est principalement composé de roches archéennes très fortement métamorphisées, traversé par une bande de roches volcaniques et sédimentaires du protérozoïque au nord. Le relief est celui d'un immense plateau, tantôt ondulé tantôt formé de collines, dont l'altitude augmente depuis le niveau de la mer en bordure de la baie d'Hudson jusqu'à 650 m sur la côte abrupte découpée de fjords au nord-est. Les lacs sont très nombreux et occupent une superficie importante sur la partie inférieure du plateau. Sur la partie supérieure du plateau, ils sont beaucoup moins abondants, et les cours d'eau forment un réseau dendritique (forme ramifiée). Les affleurements rocheux prédominent dans tout le territoire.

Le bassin de la baie d'Ungava

Le socle est composé de roches gneissiques et granitiques de l'archéen et de roches sédimentaires et volcaniques du protérozoïque. En forme d'une grande dépression ouverte vers la baie d'Ungava, il a une altitude de l'ordre de 600 m au sud et diminuant jusqu'au niveau de la mer au nord. Cette province naturelle présente deux grands types de relief : d'une part, alternance de collines parallèles et de vallées étroites; d'autre part, plaine ondulée. Les plans d'eau occupent de 10 à 20 % de la superficie, formant un réseau hydrographique dendritique. Les dépôts morainiques épais et fluvio-glaciaires recouvrent le territoire, à l'exception des sommets des collines, où les affleurements rocheux prédominent.

Les monts Torngat

Le socle est dominé par les roches gneissiques de l'archéen. Le relief est composé d'un plateau érodé, dont l'altitude passe de 750 m à l'est à environ 350 m à l'ouest, d'un chaînon de montagne entre 800 et 1 600 m et d'un contrefort abrupt découpé par des fjords. Les cours d'eau sont soit subparallèles (affluents de la rivière Georges) ou bien se jettent directement dans la baie d'Ungava. Les plans d'eau sont peu nombreux. Les affleurements rocheux prédominent, et seules les vallées principales présentent des dépôts glaciaires ou fluvio-glaciaires plus abondants.

L'estuaire et le golfe du Saint-Laurent

C'est la seule province naturelle du Québec où domine le milieu aquatique. Elle est caractérisée par un haut estuaire, où l'on passe de l'eau douce à l'eau salée; un chenal central de 300 à 400 m de profondeur, par lequel pénètre un courant froid provenant de l'Atlantique; un plateau sous-marin de moins de 100 m de profondeur, sur lequel émergent les Îles-de-la-Madeleine; une grande île formée par des roches sédimentaires à relief peu accidenté (l'Île d'Anticosti) et le courant froid du Labrador traversant le nord du golfe du Saint-Laurent.

Le climat

Au Québec, le climat évolue, du sud au nord, de modéré à polaire. À l'exception des régions de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent, où se fait sentir l'influence des masses d'eau, l'ensemble du Québec présente un climat continental. On retrouve onze types de climat dans autant de régions climatologiques (figure 2). L'extrême sud du Québec et les Îles-de-la-Madeleine présentent un climat modéré, alors que dans l'extrême nord, particulièrement dans la péninsule d'Ungava, le climat est typiquement polaire. Les climats secs se retrouvent uniquement au nord du 57^{e} parallèle. Avec son climat subpolaire humide continental, la réserve des Laurentides présente un caractère unique au monde à cette latitude.

Les précipitations annuelles totales varient entre environ 900 millimètres, en Abitibi et au Témiscamingue, et près de 1 500 millimètres, dans la réserve des Laurentides. Elles sont de moins de 400 millimètres sur les côtes du détroit d'Hudson, dans le nord du Québec. Les chutes de neige annuelles varient entre 200 centimètres, au sud de Montréal, et plus de 550 centimètres, dans la réserve des Laurentides (tableau 8). Juillet est le mois le plus chaud, tandis que janvier est généralement le plus froid. En raison de l'effet modérateur des masses d'eau du golfe du Saint-Laurent et de l'Atlantique, on observe un décalage saisonnier d'environ un mois aux Îles-de-la-Madeleine. Ainsi, février y est le mois le plus froid et août, le plus chaud (tableau 9).

Les zones de végétation

Le territoire québécois se divise en trois grandes zones de végétation : la toundra, la taïga et la forêt. La zone la plus au nord, la toundra, est divisée en deux parties : la toundra forestière et la toundra arctique. Cette dernière, qui s'étend au nord du 58^{e} parallèle, est dépourvue d'arbres. Elle est surtout couverte de tourbières, marais et affleurements rocheux, mais on y retrouve également des mousses, des plantes herbacées, des arbustes et du lichen. La toundra forestière, située entre le 55^{e} et le 58^{e} parallèle, regroupe des arbres rabougris formant des peuplements dans les sites abrités qui la parsèment (figure 3).

Au sud de la toundra, jusqu'au 52^{e} parallèle, se trouve la zone médiane appelée taïga ou forêt subarctique. Cette région peu boisée est dominée par l'épinette noire et on y observe des mousses et du lichen. La forêt (boréale, mélangée, feuillue) est la zone de végétation la plus méridionale, et elle constitue la principale réserve de l'industrie du bois. On y trouve une grande variété de conifères, du bouleau blanc, du bouleau jaune, du tremble et de l'érable rouge.

1

La gestion du territoire

Évolution historique du cadre territorial québécois

Au Québec, ce sont les particularités géographiques du territoire — plus spécifiquement l'hydrographie — qui ont conditionné la distribution de la population sur le territoire tout au long de l'histoire.[1]

Au fur et à mesure que la population s'établissait sur le territoire, un cadre d'organisation territoriale devenait essentiel afin d'assurer le bon fonctionnement de la colonie. Deux régimes politiques se sont succédé avec des modèles d'organisation différents. Tout d'abord, à partir d'un système inspiré de la France d'avant 1789, la seigneurie fut la première forme de délimitation et d'appropriation des terres. Par la suite, après la conquête des Britanniques, un système de canton fut instauré. La présence de l'Église amena le développement d'un autre système parallèle d'organisation territoriale et communautaire : la paroisse. C'est donc à partir de ces deux structures que le gouvernement colonial institua les premiers cadres locaux et régionaux. À titre d'exemple, le diocèse est devenu un cadre régional de référence dépassant largement le domaine religieux et touchant à de multiples secteurs d'activité, tels que l'enseignement, la santé, les services sociaux, etc. Jusqu'en 1836, il n'existait qu'un seul diocèse; il était situé à Québec et englobait tout le territoire de la province.

L'augmentation et l'étalement de la population sur le territoire ont persuadé le gouvernement de la nécessité de mettre en place une organisation locale afin d'administrer les intérêts de la communauté. C'est ainsi qu'en 1855, le gouvernement officialise dans sa forme actuelle la municipalité «locale» à même les tracés des paroisses canoniques en place et des cantons. Également, la même loi instaure la municipalité de comté, qui constitue un regroupement de municipalités locales correspondant, à l'époque, au territoire du comté (district) électoral. Cela sert de base pour le découpage de différentes divisions administratives, telles que la division d'enregistrement, et plus tard, en 1931, la division de recensement.

En 1966, le gouvernement du Québec approuve la création de dix régions administratives comme cadre de référence propice aux opérations de l'administration gouvernementale. En 1987, il porte à seize le nombre de régions administratives. Ces nouvelles régions servent d'assises à la concertation entre le gouvernement et les différents intervenants régionaux, tout en respectant intégralement les limites des territoires des municipalités régionales de comté (MRC). Les MRC sont des structures administratives composées de personnes élues; elles ont été créées au début des années 80, à la suite de l'adoption de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) par le gouvernement du Québec. En tant qu'entités géographiques, elles ont hérité, pour la plupart, de la délimitation des anciens comtés municipaux ou électoraux.

Les MRC ont comme fonction première l'élaboration des schémas d'aménagement et elles constituent un lieu privilégié pour la décentralisation de fonctions gouvernementales, la gestion de services et d'équipements collectifs et la concertation des municipalités rurales et urbaines.

Depuis janvier 1991, on compte au Québec 102 entités géographiques dans le découpage territorial des MRC, soit 96 MRC, trois communautés urbaines et trois territoires équivalant aux MRC.

---

1. Pierre Bérubé, *L'organisation territoriale du Québec*, 1993, p. 23.

Le code géographique du Québec

Instauré en 1964, le code géographique du Québec est la source officielle d'identification des municipalités. C'est également un outil essentiel dans l'organisation des données statistiques et la gestion des systèmes d'information. La mise en application et la gestion de ce code sont la responsabilité du Bureau de la statistique du Québec (BSQ).

La classification selon un code géographique uniforme a pour objets de répondre aux besoins diversifiés des ministères et organismes publics, de faciliter la coordination interministérielle et, enfin, de permettre la comparaison de données provenant de divers paliers de gouvernement (provincial, fédéral, municipal, parapublic, régional). Le code géographique se retrouve dans deux fichiers : le fichier actif, qui présente une image à jour de la situation municipale (code, nom, statut de l'entité), et le fichier historique, qui permet de retracer l'évolution chronologique des municipalités depuis 1961.

L'utilisation du code géographique permet d'éviter la duplication d'efforts et le gaspillage de ressources, autant lors de l'implantation que de la mise à jour des systèmes d'identification territoriale et de gestion de l'information. Le code joue d'ailleurs un rôle important dans la gestion du système d'information de Statistique Canada, puisque ce dernier utilise maintenant la codification du Québec dans la transmission de données statistiques, notamment celles provenant du recensement canadien. Cet outil est systématiquement en usage au sein de l'appareil gouvernemental du Québec.

Sur le plan statistique, le code géographique permet une identification unique et précise d'une municipalité dans les enquêtes conduites par les organismes statistiques et par les administrations publiques fédérale et provinciale. L'usage du code permet également d'éviter la confusion engendrée par les nombreuses situations d'homonymie au Québec. Il sert enfin au recoupement de données provenant de diverses sources sous un même code et assure le couplage de fichiers informatisés.

Sur le plan administratif, le code géographique facilite le processus de transmission de l'information. Pour identifier une information de nature géographique, un code numérique réduit le temps d'exploitation informatique. Il peut même servir de base pour une codification à plus petite échelle encore que la municipalité (localité, quartier). Il est un outil de normalisation indispensable dans les banques de données localisées et constitue une donnée essentielle à la gestion et à l'exploitation de l'information municipale.

La géomatique

Durant les années 70, le traitement de données de plus en plus complexes reliées à la connaissance du territoire a nécessité l'utilisation de systèmes plus poussés, comme la cartographie automatique. Aujourd'hui, la géomatique permet de gérer efficacement et rapidement la masse de données sur le territoire couvert par ces cartes. En fait, elle sert à tout traitement automatisé d'une information de localisation.

La géomatique s'appuie sur l'utilisation de l'informatique et de la haute technologie pour intégrer, suivant une approche systémique moderne, l'ensemble des disciplines qui interviennent dans le processus de production, d'analyse et de gestion des données et de l'information sur le territoire.[2] Elle peut notamment être utilisée pour la planification de projets, la gestion des infrastructures, l'aménagement du territoire, les études d'impact sur le milieu et la recherche opérationnelle.

---

2. Ministère des Communications, *Introduction de la géomatique au gouvernement du Québec*, 1990, p.9.

1

En 1992, le gouvernement du Québec adoptait un cadre de référence pour la mise en oeuvre du plan géomatique gouvernemental. Ce plan a notamment pour objectif de favoriser l'échange de données à référence spatiale (DRS), nécessaire à la mise en place du réseau gouvernemental de systèmes d'information à référence spatiale (SIRS).

Plusieurs actions concertées entre les ministères ont été réalisées afin d'identifier des domaines d'application de la géomatique. Quatre concepts de gestion intégrée des interventions territoriales ont été retenues : la gestion intégrée des ressources reliées aux écosystèmes et à la faune, un système d'information pour la gestion des terres publiques (SIGT), la gestion des dossiers d'aménagement et, finalement, la gestion intégrée par bassin hydrographique de l'état de l'environnement.

Le gouvernement soutient activement l'instauration et le développement de la géomatique au sein de son réseau, afin de permettre la mise en application de nouvelles approches de gestion interministérielle du territoire.

Autres lectures suggérées

BÉRUBÉ, Pierre, *L'organisation territoriale du Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 173 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Le Québec statistique, édition 1985-1986*, Québec, Les Publications du Québec, 1985, 1 190 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Le Québec statistique, édition 1989*, Québec, Les Publications du Québec, 1989, 1 032 p.
Ministère des Communications, *Introduction de la géomatique au gouvernement du Québec*, Québec, ministère des Communications, 1990, 39 p.

Tableau 1

Superficie approximative en terre et en eau, par province et territoire, Canada

Province et territoire	Terre					Eau douce	Total	
	Non forestière	Forestière			Total			
		Productive	Non productive	Total				
	'000 km²						'000 km²	%
Terre-Neuve[1,2]	147	112	113	225	372	34	406	4,1
Île-du-Prince-Édouard	3	3	-	3	6	-	6	0,1
Nouvelle-Écosse	13	38	2	40	53	3	56	0,6
Nouveau-Brunswick	9	61	2	63	72	1	73	0,7
Québec[3]	417	663	277	940	1 357	184	1 541	15,5
Ontario	84	432	375	807	891	177	1 068	10,7
Manitoba[1]	199	149	200	349	548	102	650	6,5
Saskatchewan[1]	333	159	78	237	570	82	652	6,5
Alberta	267	254	123	377	644	17	661	6,6
Colombie-Britannique[1]	327	511	92	603	930	18	948	9,5
Yukon[1]	205	76	198	274	479	4	483	4,8
Territoires du Nord-Ouest[1]	2 679	143	471	614	3 293	133	3 426	34,4
Canada[4]	4 682	2 601	1 932	4 533	9 215	755	9 970	100,0

1. Superficie recalculée en 1981.
2. La superficie de Terre-Neuve inclut à la fois les îles et la partie continentale.
3. Cette évaluation ne correspond pas à la superficie du Québec établie par le ministère québécois des Ressources naturelles, car elle exclut les prétentions du Québec sur le golfe du Saint-Laurent et elle résulte de méthodes différentes de planimétrie pour calculer les superficies.
4. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

Sources : Statistique Canada, *Annuaire du Canada,* 1994; *Statistiques forestières du Canada* (25-202).

Tableau 2

Longueur approximative des frontières, Québec, 1994

Frontière	Longueur	Longueur délimitée[1]	Longueur bornée[2]
		km	
Québec — Ontario	1 124	1 124	480
Québec — Territoires du Nord-Ouest	3 185	3 185	-
Québec — Terre-Neuve (Labrador)	4 426	4 426[3]	-
Québec — Maritimes (golfe du Saint-Laurent)	940	-	-
Québec — Nouveau-Brunswick	458	458	164
Québec — États-Unis	734	734	734
Total	10 867	9 927	1 378

1. La délimitation est une opération juridique et politique qui consiste à établir les principes et les critères relatifs au tracé de la frontière.
2. La démarcation est une opération matérielle et technique qui consiste à appliquer sur le terrain les termes de délimitation.
3. La frontière Québec–Terre-Neuve au Labrador n'est pas définitive.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de l'arpentage.

Tableau 3
Principales utilisations des terres du domaine public, Québec, 1992

	Superficie
	km²
Exploitation faunique en territoires structurés[1]	139 780
Exploitation forestière	324 610
Exploitation hydroélectrique[2]	20 383[3]
Exploitation minière, pétrolière et gazière[2]	666
Exploration minière, pétrolière et gazière[2]	41 831
Exploitation agricole	554
Territoires protégés[4]	5 180
Territoires conventionnés[2]	1 082 000
Réserves et établissements indiens	650
Total des terres du domaine public[5]	1 373 490

1. Comprend les réserves fauniques, les zones d'exploitation contrôlée (zecs) et les pourvoiries à droits exclusifs.
2. Comprend aussi des terres privées ou fédérales.
3. Superficie approximative.
4. Comprend notamment les parcs provinciaux, les réserves écologiques, les forêts d'enseignement et de recherche et les centres éducatifs forestiers.
5. Certaines utilisations se chevauchent; c'est pourquoi la somme des superficies est supérieure à celle des terres du domaine public.

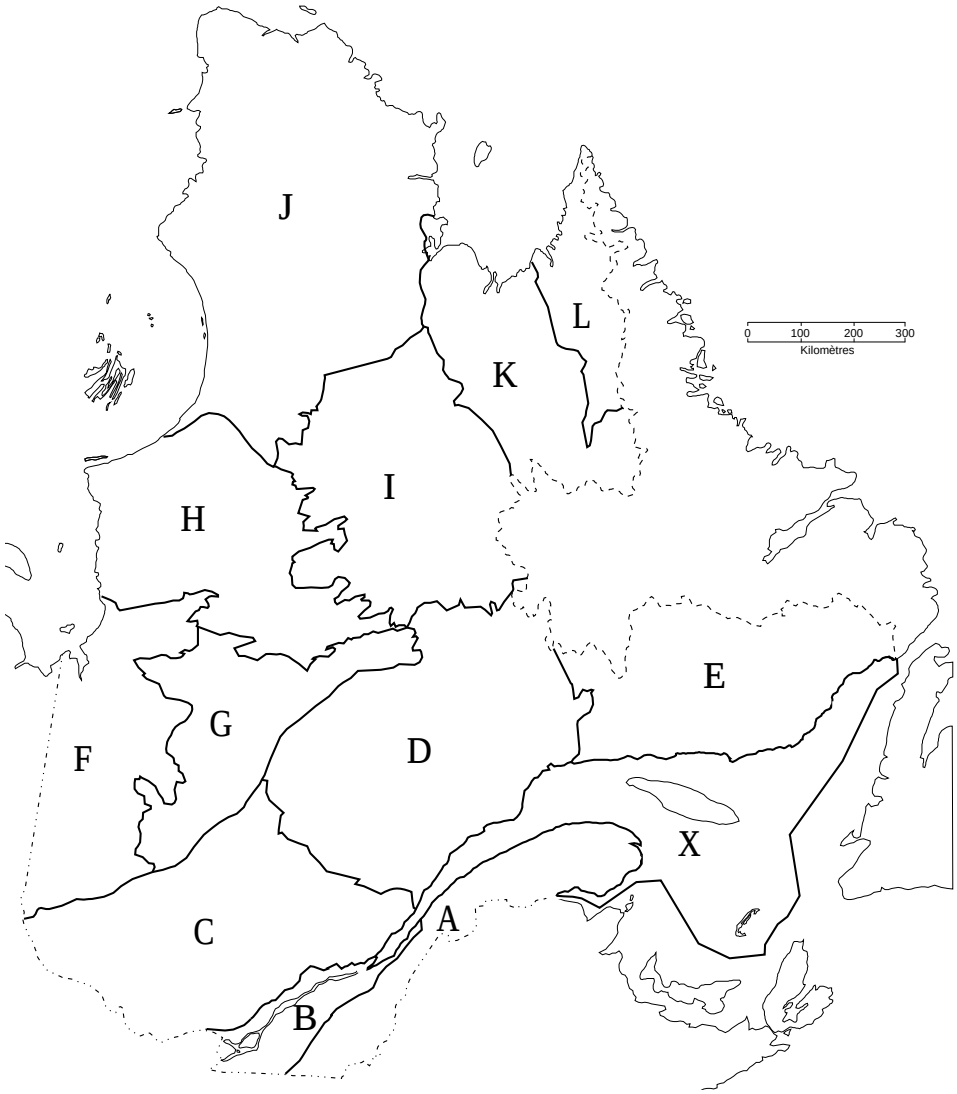
Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de l'aménagement des terres.

Tableau 4
Principaux lacs naturels et réservoirs, Québec, 1994

Lac ou réservoir	Bassin hydrographique	Superficie	Altitude
		km²	m
Caniapiscau, Réservoir de	Ungava, Baie d'	4 285	535
LG Deux, Barrage	James et Hudson, Baies de	2 836	175
LG Trois, Barrage	James et Hudson, Baies de	2 460	256
Mistassini, Lac	James et Hudson, Baies de	2 113	372
Manicouagan, Réservoir	Saint-Laurent	2 072	360
Gouin, Réservoir	Saint-Laurent	1 303	404
Eau Claire, Lac à l'	James et Hudson, Baies de	1 243	238
Saint-Jean, Lac	Saint-Laurent	1 041	99
Opinaca, Réservoir	James et Hudson, Baies de	1 040	216
Bienville, Lac	James et Hudson, Baies de	987	391
Abitibi, Lac	James et Hudson, Baies de	878	868
Pipmuacan, Réservoir	Saint-Laurent	780	397
LG Quatre, Réservoir	James et Hudson, Baies de	765	376
Sakami, Lac	James et Hudson, Baies de	738	186
Guillaume-Delisle, Lac	James et Hudson, Baies de	712	-
Outardes Quatre, Réservoir	Saint-Laurent	625	354
Feuilles, Lac aux	James et Hudson, Baies de	611	-
Minto, Lac	James et Hudson, Baies de	596	183
Payne, Lac	James et Hudson, Baies de	513	134
Loups Marins, Lac des	James et Hudson, Baies de	484	245
Evans, Lac	James et Hudson, Baies de	479	241
Manouane, Réservoir	Saint-Laurent	461	502
Albanel, Lac	James et Hudson, Baies de	407	390
Cabonga, Réservoir	James et Hudson, Baies de	404	360
Naococane, Lac	James et Hudson, Baies de	399	542
Saint-Pierre, Lac	Saint-Laurent	363	4

Sources : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du réseau hydrique.
Hydro-Québec.

Figure 1
Les provinces naturelles du Québec



Code	Province naturelle	Code	Province naturelle
A	Les Appalaches	H	Basses collines de la Grande Rivière
B	Basses-terres du Saint-Laurent	I	Plateau central du Nord-du-Québec
C	Les Laurentides méridionales	J	Péninsule d'Ungava
D	Les Laurentides centrales	K	Bassin de la baie d'Ungava
E	Plateau de la Basse-Côte-Nord	L	Monts Torngat
F	Basses-terres de l'Abitibi et de la baie James	X	Estuaire et golfe du Saint-Laurent
G	Hautes-terres de Mistassini		

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la conservation et du patrimoine écologique, avril 1994.

Tableau 5

Données relatives aux MRC et aux territoires équivalents, Québec, 1993

MRC ou territoire équivalent	Code géographique	Région administrative[1]	Superficie[2]	Territoires non organisés et territoires amérindiens	Municipalités locales	Population totale[3]
			km²	n		
Abitibi	88	08	7 961	3	17	25 330
Abitibi-Ouest	87	08	3 689	2	24	24 105
Acton	48	16	574	-	10	14 615
Administration régionale Kativik	992	10	499 880	2	14	7 700
Antoine-Labelle	79	15	15 666	11	23	32 026
Argenteuil	76	15	1 260	-	13	27 235
Arthabaska	39	04	1 906	-	29	60 250
Asbestos	40	05	775	-	10	15 385
Avignon	06	11	3 501	4	12	15 485
Beauce-Sartigan	29	12	2 009	-	23	44 215
Beauharnois-Salaberry	70	16	461	-	12	59 795
Bécancour	38	04	1 137	1	14	19 170
Bellechasse	19	12	1 645	-	20	29 467
Bonaventure	05	11	4 457	1	15	19 860
Brome-Missisquoi	46	16	1 549	-	23	45 230
Caniapiscau	972	09	81 185	6	2	4 825
Champlain	58	16	163	-	6	31 2730
Charlevoix	16	03	3 802	1	10	13 540
Charlevoix-Est	15	03	2 370	2	13	17 420
Coaticook	44	05	1 164	-	15	15 765
Communauté urbaine de l'Outaouais	81	07	344	-	5	201 530
Communauté urbaine de Montréal	66	06	500	-	29	177 5863
Communauté urbaine de Québec	23	03	545	1	14	491 220
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	982	09	6 157	2	5	6 042
D'Autray	52	14	1 086	-	18	32 980
Denis-Riverin	04	11	5 127	2	10	14 030
Desjardins	24	12	255	-	4	49 075
Deux-Montagnes	72	15	233	1	9	71 951
Drummond	49	04	1 632	-	24	79 651
Francheville	37	04	1 125	-	16	137 460
Joliette	61	14	419	-	11	51 045
Kamouraska	14	01	2 256	2	18	23 275
L'Amiante	31	12	1 905	-	27	45 850
L'Assomption	60	14	256	-	8	91 540
L'Érable	32	04	1 291	-	17	24 690
L'Île-d'Orléans	20	03	192	-	6	6 935
L'Islet	17	12	2 092	-	16	19 935
La Côte-de-Beaupré	21	03	4 977	2	9	21 219
La Côte-de-Gaspé	03	11	3 905	2	5	20 910
La Haute-Côte-Nord	95	09	12 509	2	10	13 535
La Haute-Yamaska	47	16	752	-	11	73 355
La Jacques-Cartier	22	03	3 310	1	9	23 278
La Matapédia	07	01	5 376	7	20	20 938
La Mitis	09	01	2 311	2	19	20 155
La Nouvelle-Beauce	26	12	796	-	12	24 355
La Rivière-du-Nord	75	15	453	-	9	73 895
La Vallée-de-la-Gatineau	83	07	13 599	7	20	19 070
La Vallée-du-Richelieu	57	16	550	-	15	104 960
Lac-Saint-Jean-Est	93	02	2 709	4	16	51 962
Lajemmerais	59	16	416	-	7	85 720
Laval	65	13	245	-	1	314 395
Le Bas-Richelieu	53	16	596	-	15	53 895
Le Centre-de-la-Mauricie	36	04	1 282	2	13	67 365
Le Domaine-du-Roy	91	02	18 854	2	10	33 248
Le Fjord-du-Saguenay	94	02	44 107	2	21	172 788

Tableau 5 (suite)

Données relatives aux MRC et aux territoires équivalents, Québec, 1993

MRC ou territoire équivalent	Code géographique	Région administrative[1]	Superficie[2]	Territoires non organisés et territoires amérindiens	Municipalités locales	Population totale[3]
			km²	n		
Le Granit	30	05	2 710	-	22	20 995
Le Haut-Richelieu	56	16	932	-	21	92 885
Le Haut-Saint-François	41	05	2 359	-	24	20 765
Le Haut-Saint-Laurent	69	16	1 178	1	15	24 840
Le Haut-Saint-Maurice	90	04	29 704	11	5	16 272
Le Val-Saint-François	42	05	1 398	-	22	32 305
Les Basques	11	01	1 130	1	11	10 330
Les Chutes-de-la-Chaudière	25	12	419	-	9	67 480
Les Collines-de-l'Outaouais	82	07	2 088	-	7	28 895
Les Etchemins	28	12	1 811	-	14	18 675
Les Îles-de-la-Madeleine	01	11	202	-	8	13 990
Les Jardins-de-Napierville	68	16	797	-	11	21 970
Les Laurentides	78	15	2 555	3	25	31 599
Les Maskoutains	54	16	1 299	-	25	76 825
Les Moulins	64	14	264	-	4	91 155
Les Pays-d'en-Haut	77	15	687	-	12	22 465
Lotbinière	33	12	1 651	-	23	26 635
Manicouagan	96	09	39 717	2	8	36 120
Maria-Chapdelaine	92	02	38 307	2	13	28 175
Maskinongé	51	04	2 002	2	13	23 820
Matane	08	01	3 376	1	16	24 340
Matawinie	62	14	10 744	12	17	35 870
Mékinac	35	04	507	5	10	1 335
Memphrémagog	45	05	1 281	-	23	35 975
Minganie	981	09	128 492	3	9	7 005
Mirabel	74	15	489	-	1	17 970
Montcalm	63	14	722	-	13	32 870
Montmagny	18	12	1 712	-	14	23 660
Nicolet-Yamaska	50	04	999	1	25	23 905
Pabok	02	11	3 233	1	10	21 710
Papineau	80	08	2 979	1	28	19 485
Pontiac	84	08	13 848	1	20	15 101
Portneuf	34	03	4 096	3	25	43 189
Rimouski-Neigette	10	01	2 762	2	15	51 292
Rivière-du-Loup	12	01	1 270	2	16	31 485
Robert-Cliche	27	12	819	-	14	18 585
Roussillon	67	16	413	1	11	124 670
Rouville	55	16	542	-	14	31 435
Rouyn-Noranda	86	08	6 632	3	16	42 045
Sept-Rivières	971	09	32 169	4	5	35 905
Sherbrooke	43	05	429	-	8	127 220
Témiscamingue	85	08	19 244	6	20	17 384
Témiscouata	13	01	3 921	-	20	23 355
Territoire conventionné	991	10	340 299	10	13	28 630
Thérèse-De Blainville	73	15	206	-	7	104 690
Vallée-de-l'Or	89	08	27 605	9	10	43 113
Vaudreuil-Soulanges	71	16	855	-	26	84 525
Le Québec	...	...	1 523 271	161	1 462	6 907 508

1. Voir les noms des régions administratives au début de la publication.
2. Les données ont été arrondies à l'unité près.
3. Incluant la population des municipalités, des territoires non organisés et des réserves indiennes au 1er juin 1991.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Fichier du code géographique du Québec.

Tableau 6

Principaux sommets, par région administrative et selon la chaîne de montagnes, Québec, 1993

Région administrative[1] et chaîne de montagnes	MRC et territoires équivalents	Altitude
		m
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)		
Appalaches, Les		
Jacques-Cartier, Mont	Denis-Riverin	1 268
Cônes, Les	Denis-Riverin	1 189
Richardson, Mont	Denis-Riverin	1 184
Bas-Saint-Laurent (01)		
Appalaches, Les		
Logan, Mont	Matane	1 135
Dodge, Mont	Matane	1 077
Loupes, Mont des	Matane	1 077
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)		
Laurentides, Les		
Yapeitso, Mont	Le Fjord-du-Saguenay	1 128
Conscrits, Mont des	Le Fjord-du-Saguenay	1 006
Valin, Mont	Le Fjord-du-Saguenay	968
Québec (03)		
Laurentides, Les		
Belle Fontaine, Mont	La Côte-de-Beaupré	1 295
La Québécoise, Mont	La Côte-de-Beaupré	1 125
Jean-Hébert, Mont	La Côte-de-Beaupré	1 065
Chaudière-Appalaches (12)		
Appalaches, Les		
Saint-Magloire, Mont	Bellechasse	917
Adstock, Mont	L'Amiante	709
Sainte-Marguerite, Mont	Lotbinière	698
Mauricie—Bois-Francs (04)		
Laurentides, Les		
Louis-Georges-Morin, Mont	Le Haut-Saint-Maurice	579
Chatigny, Mont	Le Haut-Saint-Maurice	579
Haulain, Mont	Le Haut-Saint-Maurice	564
Montérégie (16)		
Appalaches, Les		
Sutton, Mont	Brome-Missisquoi	1 186
Pinacle, Le	Brome-Missisquoi	700
Montérégiennes, Collines		
Brome, Mont	La Haute-Yamaska	553
Montréal (06)		
Montérégiennes, Collines		
Royal, Mont	CUM	233
Lanaudière (14)		
Laurentides, Les		
Noire, Montagne	Matawinie	892
Cenelles, Mont des	Matawinie	838
Jasper, Mont	Matawinie	769
Laurentides (15)		
Laurentides, Les		
Tremblant, Mont	Les Laurentides	968
Sir-Wilfrid, Mont	Antoine-Labelle	783
Tour, Montagne de la	Les Laurentides	769

Tableau 6 (suite)

Principaux sommets, par région administrative et selon la chaîne de montagnes, Québec, 1993

Région administrative[1] et chaîne de montagnes	MRC et territoires équivalents	Altitude
		m
Outaouais (07)		
Laurentides, Les		
Tour, Montagne de la	Papineau	442
Grand Pic, Mont	Papineau	427
Lac Sand, Montagne du	Pontiac	419
Abitibi-Témiscamingue (08)		
Laurentides, Les		
Lacs Georges, Montagne des	Témiscamingue	472
Aigle, Montagne de l'	Vallée-de-l'Or	472
Source, Mont de la	Vallée-de-l'Or	457
Estrie (05)		
Appalaches, Les		
Gosford, Mont	Le Granit	1 186
Mégantic, Mont	Le Haut-Saint-François	1 105
Sandy Stream, Mont	Le Granit	950
Côte-Nord (09)		
Laurentides, Les		
Groulx, Mont	Caniapiscau	1 115
Veyrier, Mont	Sept-Rivières	1 104
Jauffret, Mont	Caniapiscau	1 065
Nord-du-Québec (10)		
Torngat, Monts		
Iberville, Mont d'	Administration régionale Kativik	1 588
Jacques-Rousseau, Mont	Administration régionale Kativik	1 261
Qarqaaluk, Colline	Administration régionale Kativik	1 069

1. La région administrative de Laval (13) n'a pas de montagne sur son territoire.

Source : Commission de toponymie, Direction des opérations.

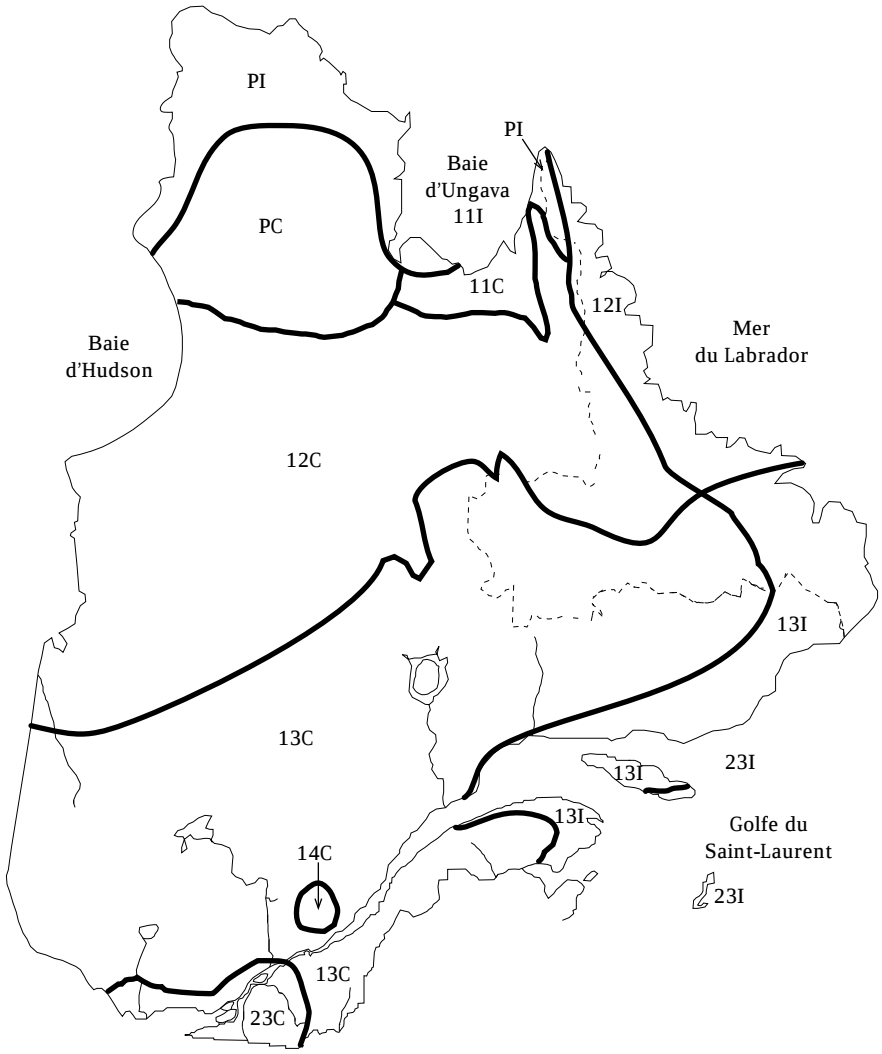
Tableau 7

Caractéristiques des principales rivières, Québec, 1991-1992

	Superficie du bassin versant à la station	Années d'observation	Débit pour toutes les années d'observation		
			Moyen annuel	Maximum journalier	Minimum journalier
	km^2	n		m^3/s	
Rive sud du Saint-Laurent					
Dartmouth, Rivière	645	48	17,0	639	0,59
Matane, Rivière	1 650	67	39,8	807	0,57
Des Trois-Pistoles, Rivière	932	70	18,1	510	0,28
Du Loup, Rivière	1 050	71	18,7	340	0,28
Etchemin, Rivière	1 160	66	27,0	481	0,65
Chaudière, Rivière	5 820	69	114,0	2 140	3,00
Nicolet, Rivière	1 540	27	33,9	762	0,85
Châteauguay, Rivière	2 490	75	33,8	787	0,71
Rive nord du Saint-Laurent					
Rouge, Rivière	5 460	48	104,0	765	1,64
Du Moine, Rivière	2 110	26	26,4	118	5,73
Batiscan, Rivière	4 480	47	101,0	971	14,40
Jacques-Cartier, Rivière	2 010	64	60,6	1 130	7,16
Malbaie, Rivière	1 700	26	34,6	610	5,13
L'Assomption, Rivière	1 340	73	23,3	351	0,88
Petit-Saguenay, Rivière	736	19	14,9	212	0,96
Ha! Ha!, Rivière	572	17	7,9	108	1,27
Pibauka, Rivière	495	24	13,1	227	1,10
Chamouchouane, Rivière	15 300	40	298,0	2 810	47,30
Moisie, Rivière	1 900	28	429,0	3 820	49,80
Saint-Paul, Rivière	6 630	26	146,0	2 440	11,10
Baie James et baie d'Hudson					
De Rupert, Rivière	40 900	44	839,0	1 890	266,00
Eastmain, Rivière	21 400	14	502,0	2 280	70,00
La Grande, Rivière	12 800	21	297,0	926	74,20
De Pontois, Rivière	13 200	32	241,0	1 330	36,80
Kanaaupscow, Rivière	9 320	14	173,0	777	22,10
Grande rivière de la Baleine, La	36 300	31	530,0	1 880	86,40
Baie d'Ungava					
Aux Mélèzes, Rivière	42 700	39	615,0	7 500	21,30
Caniapiscau, Rivière	48 500	38	895,0	6 890	68,60
À la Baleine, Rivière	29 800	36	515,0	5 730	14,70
Georges, Rivière	24 200	18	520,0	5 880	25,90

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du réseau hydrique.

Figure 2
Les climats du Québec



PI	Polaire intermédiaire	13I	Subpolaire-subhumide, intermédiaire
PC	Polaire continental	13C	Subpolaire-subhumide, continental
11I	Subpolaire assez sec, intermédiaire	14C	Subpolaire-humide, continental
11C	Subpolaire assez sec, continental	23I	Modéré-subhumide, intermédiaire
12I	Subpolaire avec précipitations modérées, intermédiaire	23C	Modéré-subhumide, continental
12C	Subpolaire avec précipitations modérées, continental		

Sources : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique (données de la période 1961-1990).
Litynski, Joseph, Université du Québec à Trois-Rivières, 1984.

Tableau 8

Précipitations moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, par région administrative et MRC, Québec, 1961-1990

Région administrative et MRC	Station	Précipitations annuelles moyennes			Nombre de jours de précipitation		
		Pluie	Neige	Total	Pluie	Neige	Total
		mm	cm	mm		n	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)							
Denis-Riverin	Mont-Albert	639	449	1 081	111	90	193
Les Îles-de-la-Madeleine	Cap-aux-Meules	690	301	987	113	66	165
Pabok	Percé	975	363	1 339	94	46	135
Bas-Saint-Laurent (01)							
La Matapédia	Amqui	667	316	983	102	71	167
Rimouski-Neigette	Rimouski	609	278	891	100	53	149
Témiscouata	Pohénégamook	743	361	1 106	104	68	164
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)							
Lac-Saint-Jean-Est	Alma	691	243	930	114	64	172
Le Domaine-du-Roy	Roberval	597	331	908	101	75	167
Le Fjord-du-Saguenay	La Baie	641	345	930	115	95	195
Québec (03)							
CUQ	Québec	881	337	1 208	117	76	178
La Côte-de-Beaupré	Lac Jacques-Cartier	948	593	1 527	119	114	215
Chaudière-Appalaches (12)							
Beauce-Sartigan	Saint-Théophile	699	190	890	104	59	158
Lotbinière	Saint-Flavien	783	286	1 066	112	58	164
Montmagny	Montmagny	831	254	1 087	105	46	146
Mauricie—Bois-Francs (04)							
Drummond	Drummondville	838	240	1 078	109	50	153
Francheville	Trois-Rivières	805	242	1 047	109	50	154
Le Haut-Saint-Maurice	La Tuque	695	238	933	111	56	161
Estrie (05)							
Le Granit	Lac-Mégantic	748	288	1 036	109	63	166
Le Val-Saint-François	Bonsecours	907	270	1 178	110	49	154
Sherbrooke	Sherbrooke	834	288	1 109	124	79	189
Montérégie (16)							
Brome-Missisquoi	Farnham	868	221	1 091	122	58	170
Les Maskoutains	Saint-Hyacinthe	828	206	1 033	117	44	154
Vaudreuil-Soulanges	Rigaud	758	157	917	93	36	127
Montréal (06) et Laval (13)							
CUM	Montréal	799	230	1 030	118	56	162
Lanaudière (14)							
D'Autray	Berthierville	784	216	1 000	111	46	151
Laurentides (15)							
Antoine-Labelle	Mont-Laurier	785	217	1 002	116	60	168
La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	796	233	1 030	105	42	144
Les Laurentides	Sainte-Agathe-des-Monts	816	363	1 170	118	95	192
Outaouais (07)							
CUO	Masson	759	227	986	113	54	162
La Vallée-de-la-Gatineau	Maniwaki	678	231	892	110	69	168
Pontiac	Shawville	675	208	884	110	55	158
Abitibi-Témiscamingue (08)							
Abitibi	Amos	678	244	920	103	56	154
Abitibi-Ouest	La Sarre	640	216	857	92	58	145
Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	630	318	927	108	105	196
Côte-Nord (09)							
La Haute-Côte-Nord	Tadoussac	692	310	999	91	46	134
Minganie	Natashquan	782	333	1 121	113	83	179
Sept-Rivières	Sept-Îles	728	415	1 128	101	76	166
Nord-du-Québec (10)							
Admimistration régionale Kativik	Inukjuak	251	175	418	64	98	151
Territoire conventionné	Chapais	648	272	920	101	76	170
Territoire conventionné	Schefferville	402	415	794	90	136	208

Source : Environnement Canada, *Normales climatiques au Canada, 1961-1990.*

Tableau 9

Températures moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, par région administrative et MRC, Québec, 1961-1990

Région administrative et MRC	Station	Années d'observation	Températures				Période sans gel
			Moyennes		Extrêmes		
			Janv.	Juil.	Min.	Max.	
		n	°C				Jours
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)							
Denis-Riverin	Mont-Albert	23	-13,5	16,8	-36,5	35,0	249
Les Îles-de-la-Madeleine	Cap-aux-Meules	112	-6,3	16,4	-27,2	31,1	272
Pabok	Percé	27	-11,6	16,0	-34,0	32,8	267
Bas-Saint-Laurent (01)							
La Matapédia	Amqui	33	-14,1	17,5	-40,0	33,9	252
Rimouski-Neigette	Rimouski	38	-11,2	17,8	-33,0	36,0	262
Témiscouata	Pohénégamook	27	-13,3	17,7	-37,8	34,4	257
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)							
Lac-Saint-Jean-Est	Alma	56	-15,9	18,3	-43,3	36,1	257
Le Domaine-du-Roy	Roberval	23	-15,9	18,1	-38,9	37,8	251
Le Fjord-du-Saguenay	La Baie	48	-15,8	18,0	-43,3	36,1	253
Québec (03)							
CUQ	Québec	47	-12,4	19,1	-36,1	35,6	265
La Côte-de-Beaupré	Lac Jacques-Cartier	35	-15,3	14,8	-41,1	33,9	240
Chaudière-Appalaches (12)							
Beauce-Sartigan	Saint-Théophile	40	-11,6	17,9	-40,6	35,0	269
Lotbinière	Saint-Flavien	27	-12,5	18,6	-38,5	34,4	265
Montmagny	Montmagny	27	-11,4	19,3	-37,0	36,0	267
Mauricie—Bois-Francs (04)							
Drummond	Drummondville	77	-10,8	20,8	-42,8	36,7	280
Francheville	Trois-Rivières	52	-12,5	19,8	-38,9	37,8	272
Le Haut-Saint-Maurice	La Tuque	79	-14,4	18,9	-44,4	40,0	268
Estrie (05)							
Le Granit	Lac-Mégantic	27	-11,5	18,2	-38,3	35,6	265
Le Val-Saint-François	Bonsecours	23	-11,6	18,2	-37,0	33,0	273
Sherbrooke	Sherbrooke	28	-11,6	18,0	40,0	33,7	279
Montérégie (16)							
Brome-Missisquoi	Farnham	73	-10,4	20,3	-42,8	39,4	287
Les Maskoutains	Saint-Hyacinthe	27	-10,5	21,1	-38,0	35,6	282
Vaudreuil-Soulanges	Rigaud	27	-10,6	21,2	-36,1	36,1	281
Montréal (06) et Laval (13)							
CUM	Montréal	119	-8,9	22,1	-33,9	36,1	286
Lanaudière (14)							
D'Autray	Berthierville	71	-11,5	20,3	-43,3	37,8	277
Laurentides (15)							
Antoine-Labelle	Mont-Laurier	27	-13,6	18,1	-45,0	36,7	267
La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	58	-11,7	19,8	-41,7	35,6	273
Les Laurentides	Sainte-Agathe-des-Monts	25	-13,1	17,8	-37,3	35,6	261
Outaouais (07)							
CUO	Masson	28	-11,7	19,9	-40,0	33,9	252
La Vallée-de-la-Gatineau	Maniwaki	37	-13,3	18,4	-46,7	37,8	274
Pontiac	Shawville	42	-12,3	19,6	-40,5	37,8	272
Abitibi-Témiscamingue (08)							
Abitibi	Amos	77	-17,3	17,1	-52,8	37,2	237
Abitibi-Ouest	La Sarre	39	-17,9	16,8	-47,0	37,2	242
Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	39	-17,0	17,1	-43,9	36,1	245
Côte-Nord (09)							
La Haute-Côte-Nord	Tadoussac	67	-12,5	16,9	-37,2	35,6	260
Minganie	Natashquan	76	-12,9	14,2	-39,4	28,3	257
Sept-Rivières	Sept-Îles	46	-14,6	15,2	-43,3	32,2	248
Nord-du-Québec (10)							
Administration régionale Kativik	Inukjuak	69	-24,4	9,1	-49,4	30,0	175
Territoire conventionné	Chapais	28	-18,4	16,1	-43,3	34,5	229
Territoire conventionné	Schefferville	42	-23,4	12,4	-50,6	34,3	190

Source : Environnement Canada, *Normales climatiques au Canada, 1961-1990*.

Figure 3
Les zones de végétation du Québec

Source : Ministère des Ressources naturelles, Direction de la planification.

2

Environnement

La qualité de l'air	145
Les précipitations acides	147
La qualité de l'eau	148
La faune	150
Les milieux naturels protégés	152
Les déchets solides	152
La recherche et le développement en environnement	154
Le développement durable	154
Définitions	156

2

Liste des tableaux

1. Évolution de la concentration annuelle moyenne des particules en suspension dans l'air, dans diverses agglomérations urbaines, Québec, 1980-1990 157

2. Concentrations de contaminants atmosphériques observées en milieu rural, Québec, 1990 159

3. Émission dans l'atmosphère des principaux contaminants, selon la source, Québec, 1990 160

4. Émission de dioxyde de soufre (SO_2), selon la source et le mode d'émission, Québec, 1990 160

5. Émission dans l'atmosphère des principaux contaminants, Québec, 1970-1990 161

6. Dépôts humides de sulfates (SO_4) et pH des précipitations, par région administrative, dans un poste d'échantillonnage donné, Québec, 1982-1992 161

7. Principaux descripteurs de la qualité de l'eau enregistrés dans le fleuve Saint-Laurent et à l'embouchure des rivières, Québec, 1988-1993 162

8. Dépassement des critères de la qualité de l'eau enregistrés dans le fleuve Saint-Laurent et à l'embouchure des rivières, Québec, 1988-1993 163

9. Usines d'épuration construites dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, population desservie et investissements relatifs aux travaux d'assainissement, par région administrative, Québec, décembre 1993 164

10. Participation de Québécois aux activités de pêche et de chasse et aux activités sans prélèvement faunique et répartition des participants selon le sexe, le groupe d'âge et la région de résidence, Québec, 1992 165

11. Dépenses des Québécois participant aux activités de pêche et de chasse et aux activités sans prélèvement faunique et retombées économiques de ces activités, Québec, 1992 166

12. Permis de pêche et de chasse émis, selon le lieu de résidence, Québec, 1983-84 à 1992-93 166

13. Prises de saumons de l'Atlantique, selon la finalité de la capture, Québec, 1984-1992 167

14. Captures des espèces de grande faune, Québec, 1979-1993 167

15. Ventes de fourrures d'animaux sauvages, selon l'espèce, Québec, 1991-92 et 1992-93 168

16. Nombre et superficie des milieux naturels officiellement protégés à des fins de conservation, selon la compétence et l'organisme dont ils relèvent, Québec, 1988 et 1994 169

17. Déchets solides générés, selon le mode de récupération ou d'élimination, Québec, 1992 170

18. Coût pour l'élimination d'une tonne de déchets solides, selon le mode, Québec, 1985-86, 1990 et 1993 170

19. Lieux d'élimination des déchets solides, selon le type et la région administrative, Québec, 1992 171

20. Collecte sélective municipale et programme de compostage des résidus verts, par région administrative, Québec, 1992 171

Liste des figures

1. Dioxyde de soufre : évolution des moyennes annuelles et de la valeur des 99e centiles des concentrations sur une heure et sur vingt-quatre heures, Montréal, poste Ontario, 1975-1990 158

2. Monoxyde de carbone : évolution des moyennes annuelles et de la valeur des 99e centiles des concentrations sur une heure et sur huit heures, Montréal, poste Duncan-Décarie, 1975-1990 158

3. Niveau moyen d'ozone sur le Québec méridional, 1989-1991 159

4. Nombre de réseaux municipaux desservis par un système ayant dérogé aux normes de qualité microbiologique, entre les mois de mai et d'octobre, Québec, 1987-1993 164

5. Population desservie par la collecte sélective et nombre de municipalités offrant ce service (porte à porte et dépôt volontaire), Québec, 1980-1992 172

6. Évolution du Fonds de recherche et de développement technologique en environnement, Québec, 1990-91 à 1993-94 172

2

Ce chapitre a été réalisé sous la coordination de Denis Bourret, Denis Lapointe et Roger Lemire, du ministère de l'Environnement et de la Faune. Plusieurs unités administratives du Ministère, spécialisées dans leur domaine respectif, ont été mises à contribution pour la production de textes et de tableaux de données. On trouvera, à la lecture des tableaux, la mention de ces unités collaboratrices.

Au Québec, l'environnement est devenu au cours de la dernière décennie une préoccupation importante qui suscite une remise en question du développement de notre société. Cette préoccupation se reflète de plus en plus dans le discours économique, en ce sens que le développement social et économique doit maintenant se faire en harmonie avec l'environnement, répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. En fait, on tente de plus en plus de passer d'une perspective de protection de l'environnement à une optique de développement durable.

Comme la prise de conscience environnementale est récente, la plupart des statistiques environnementales actuelles sont élaborées à partir de données déjà colligées lors de suivis réglementaires, d'études, de dénombrements ou d'inventaires, c'est-à-dire d'une information dite de 1re génération. Le portrait de la situation dressé à partir de ces informations est donc généralement incomplet et ne traite qu'indirectement des nouvelles problématiques.

Néanmoins, un certain nombre de données environnementales présentées dans les pages qui suivent permettront au lecteur d'avoir une meilleure connaissance de l'état de l'environnement au Québec.

La qualité de l'air

Ressource fondamentale s'il en est, quantitativement inépuisable en apparence, l'air est source de préoccupation. Les émissions de contaminants atmosphériques résultant des activités industrielles, du transport et de l'utilisation de combustibles fossiles à des fins énergétiques sont concentrées en milieu urbain et sont susceptibles d'affecter la santé et de diminuer la qualité de vie des citadins. Or, actuellement au Québec, environ 70 % de la population vit dans une agglomération urbaine de plus de 25 000 habitants.

L'évolution en milieu urbain

Les grandes tendances de l'évolution de la qualité de l'air en milieu urbain entre 1975 et 1990 sont présentées ici à l'aide de quelques exemples représentatifs pour diverses agglomérations et divers contaminants.

Les particules en suspension

Dans l'ensemble, les concentrations moyennes annuelles de particules en suspension tendent à décroître ou à se stabiliser, comme en témoigne le tableau 1. Cette diminution s'explique dans une large mesure par la réduction des émissions particulaires résultant d'activités industrielles, soit grâce à des travaux d'assainissement ou de modernisation, soit à la suite de la fermeture d'établissements industriels. Un meilleur entretien des voies urbaines ainsi qu'une surveillance plus adéquate des chantiers de construction peuvent aussi avoir contribué à cette baisse.

Le dioxyde de soufre (SO_2)

Entre 1975 et 1990, les concentrations de SO_2 ont diminué ou sont demeurées à peu près stables pour plusieurs des postes d'échantillonnage du réseau québécois. La diminution de la teneur en soufre dans le mazout, le remplacement de ce dernier par d'autres sources d'énergie à des fins domestiques et industrielles ainsi que la modification de procédés industriels sont autant de facteurs qui peuvent expliquer l'amélioration de la qualité de l'air à l'égard de ce contaminant. Il existe cependant plusieurs endroits au Québec où l'une ou l'autre des normes d'air ambiant est excédée à différents niveaux d'intensité, soit à proximité d'usines émettant des quantités importantes de SO_2.

La courbe présentée à la figure 1 illustre la diminution des concentrations de SO_2 au poste Ontario dans la ville de Montréal, représentatif d'un secteur urbain relativement dense. La concentration moyenne annuelle, de l'ordre de 2,5 parties par cent millions (ppcm) en 1975, soit 25 % au-dessus de la norme (2 ppcm), s'est graduellement abaissée à environ 0,5 ppcm vers la fin de la période, soit 75 % au-dessous de la norme.

Le monoxyde de carbone (CO)

En général, la tendance à la baisse des concentrations de CO peut être reliée à l'augmentation du nombre de véhicules en circulation munis d'un dispositif antipollution plus efficace. Le monoxyde de carbone provient surtout de la combustion du carburant dans les véhicules à moteur, mais aussi de toute combustion servant à la production d'énergie. La tendance à la baisse de ce contaminant observée entre 1975 et 1990 est bien illustrée par la courbe d'évolution des relevés du poste Duncan-Décarie à Montréal, typique des secteurs à forte densité de circulation automobile (figure 2). De l'ordre de 3,5 parties par million (ppm) au début de la période, le niveau de la concentration moyenne annuelle du monoxyde de carbone s'est abaissé à environ 1 ppm en 1990, ce qui représente une réduction de l'ordre de 70 %. Dans les secteurs moins denses de la région métropolitaine de Montréal et à Québec, on observe une tendance similaire, mais moins marquée.

L'ozone (O_3)

L'ozone que l'on retrouve dans les basses couches de l'atmosphère se forme au cours des mois chauds, lorsque le rayonnement solaire provoque des réactions chimiques entre les oxydes d'azote (NO_x) et les composés organiques volatils (COV). L'évolution des concentrations moyennes annuelles dans la région de Montréal est plutôt stable depuis le début des années 80. Entre 1989 et 1991, les concentrations moyennes les plus élevées ont été observées dans les zones extra-urbaines, comme le montre la figure 3. Par exemple, à la station de Tingwick dans la région Mauricie—Bois-Francs, le niveau moyen de O_3 en ppcm est de 3,1. Le fait que les niveaux de O_3 soient souvent plus faibles dans les villes s'explique par les concentrations élevées de NO, composé qui détruit l'ozone.

Le plomb (Pb)

Les concentrations atmosphériques de plomb analysées dans les particules en suspension n'ont cessé de diminuer entre 1975 et 1990. Les niveaux actuels sont de 100 fois inférieurs à la norme québécoise de 2 microgrammes par mètre cube ($\mu g/m^3$). La principale raison de cette diminution spectaculaire est l'élimination du plomb comme agent antidétonant dans l'essence.

La situation en milieu rural

La pollution de l'air en milieu rural est généralement le résultat du transport atmosphérique, à l'échelle régionale et à grande échelle, de contaminants originant principalement des activités humaines. Les émissions résultant des activités industrielles et les émissions diffuses des grandes agglomérations sont en général causées par la combustion de combustibles fossiles. L'ordre de grandeur des concentrations de contaminants atmosphériques observées en 1990

en milieu rural est présenté au tableau 2. On note immédiatement les bas niveaux de dioxyde de soufre (SO_2), de monoxyde d'azote (NO) et de dioxyde d'azote (NO_2), ceux-ci s'étant généralement transformés ou déposés plus près de leurs sources d'émission respectives. L'ozone montre cependant des concentrations plus élevées susceptibles de causer des dommages aux cultures et aux forêts.

Les sources d'émission de contaminants atmosphériques

Les sources d'émission des principaux contaminants atmosphériques ont été regroupées en quatre grandes catégories : les activités industrielles, la combustion non industrielle, le transport et les sources diverses non industrielles. La première catégorie englobe divers procédés industriels ainsi que la combustion des combustibles fossiles utilisés par les industries. La deuxième regroupe la combustion issue des activités des secteurs commercial, agricole, résidentiel, et institutionnel, ainsi que des centrales thermiques. La troisième catégorie inclut la combustion des carburants utilisés pour les véhicules automobiles, camions, trains, bateaux et avions, ainsi que pour les véhicules hors route et les moteurs fixes. Enfin, la quatrième catégorie comprend notamment les solvants (ex. : nettoyeurs à sec), les revêtements de surface ainsi que les émanations de produits pétroliers tels que l'essence et le diesel lors des opérations de remplissage de réservoirs.

Le tableau 3 présente les émissions de ces différentes sources pour l'année 1990. Notons que le secteur industriel est le principal responsable des émissions de particules (63 %) et de SO_2 (85 %) et que le secteur du transport est le principal responsable des émissions de NO_x (81 %), de COV (42 %) et de CO(69 %). Le tableau 4 montre le détail des émissions de SO_2 selon les secteurs d'activité pour l'année 1990.

Au Québec, entre 1970 et 1990, les émissions de particules et de CO ont diminué, alors que celles de NO_x et de COV ont augmenté légèrement (tableau 5). Toutefois, d'une façon globale, les principaux facteurs de réduction de ces émissions sont les suivants : changement de technologie ou de combustible, installation de système d'épuration, application de mesures de conservation d'énergie, amélioration des procédés industriels, baisse de production et fermeture d'usines et installation de catalyseurs sur les automobiles.

Par ailleurs, les facteurs qui ont favorisé les hausses d'émission sont l'augmentation de la production, l'apparition de nouvelles sources de contamination et l'augmentation du nombre d'automobiles.

Durant cette même période, les émissions de SO_2 ont baissé. Au tableau 5, on note qu'elles sont passées de 1 097 911 tonnes en 1980 à 394 130 tonnes en 1990. Cette diminution, de l'ordre de 64 %, a donc largement dépassé l'objectif de réduction fixé à 55 % par le gouvernement du Québec pour l'année 1995.

Les précipitations acides

Les dépôts acides au Québec sont parmi les plus élevés en Amérique du Nord. L'acidité des précipitations est causée par le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote. L'émission de dioxyde de soufre résulte principalement de l'utilisation industrielle de combustibles fossiles à haute teneur en soufre ainsi que de l'activité des fonderies de première fusion des métaux non ferreux. Les oxydes d'azote sont surtout produits par l'utilisation de combustibles fossiles et se retrouvent, en particulier, dans les gaz d'échappement. On estime que le dioxyde de soufre

est responsable des deux tiers de l'acidité des précipitations; en effet, les sulfates (SO_4) provenant de la transformation chimique du SO_2 constituent le principal facteur d'acidification des précipitations.

L'analyse des données sur les précipitations acides (tableau 6) révèle une baisse d'environ 25 % des dépôts humides de sulfates en Abitibi, au cours des années 1986 à 1992. Cette diminution peut être attribuée, en partie, au fait que Mines Noranda a réduit ses émissions de SO_2 de plus de 50 % en 1989 seulement.

La qualité de l'eau

Vitale pour l'humanité et la nature, l'eau est souvent la première ressource touchée par le développement du milieu. Même si, quantitativement, elle est encore abondante, son utilisation présente des contraintes de plus en plus nombreuses du fait de la détérioration de sa qualité.

Il existe au Québec un réseau de points d'analyse de l'eau, composé de 346 stations réparties dans 25 bassins versants cibles. Ce réseau permet de suivre l'évolution spatiale et temporelle de la qualité de l'eau. Les données dont nous disposons portent sur la période de 1988 à 1993. Elles ont été obtenues à l'embouchure des grandes rivières tributaires du fleuve ainsi qu'à certaines prises d'eau localisées dans le Saint-Laurent.

Dans le fleuve Saint-Laurent et à l'embouchure de ses grands tributaires

La qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent est meilleure que celle de la plupart de ses tributaires. La grande capacité de dilution de ce cours d'eau explique les valeurs plus basses de la majorité des descripteurs, du phosphore total par exemple. Toutefois, l'eau du fleuve est plus minéralisée et montre un pH plus élevé que ses tributaires, notamment ceux de la rive nord. Les dépassements de critères de qualité y sont moins fréquents et leur importance est généralement moindre. On voit que l'influence des tributaires est remarquable lorsqu'on compare les données obtenues en amont de Montréal (prise d'eau de Montréal) à celles enregistrées à la prise d'eau de la ville de Sainte-Foy. Il faut toutefois noter que les descripteurs utilisés, tels que la turbidité, la présence de matières en suspension, etc., ne permettent pas d'évaluer l'ampleur de la pollution toxique.

Le tableau 7 fournit les valeurs médianes des principaux descripteurs de la qualité de l'eau. Le nombre d'analyses varie d'une station à l'autre et d'un descripteur à l'autre. Pour la majeure partie des valeurs présentées, il oscille entre 100 et 180. Le tableau 8 fournit de son côté les pourcentages de dépassement de critères de qualité observés pour certains descripteurs. L'utilisation de critères permet d'évaluer si la qualité de l'eau est propice au maintien des différents usages des cours d'eau. L'alimentation en eau potable et les activités récréatives, dont la baignade, font partie des usages des cours d'eau. D'autres critères sont utilisés pour évaluer l'intégrité des écosystèmes aquatiques.

La pollution d'origine agricole se manifeste surtout dans les rivières sillonnant les basses-terres du fleuve Saint-Laurent. Les rivières L'Assomption, Châteauguay, du Loup, Maskinongé et Yamaska sont quelques exemples de cours d'eau affectés par ce type de pollution. Les fréquences de dépassement de critère pour l'azote ammoniacal, les concentrations élevées d'azote total, de phosphore total et de matières en suspension ainsi que les valeurs de turbidité plus marquées sont des indices de l'incidence des activités agricoles sur la qualité de l'eau.

La pollution urbaine se traduit par des valeurs élevées de coliformes fécaux, de phosphore et d'azote dans l'eau. Les rivières des zones plus densément habitées du Québec montrent les valeurs les plus élevées pour ces descripteurs. À l'inverse, les rivières des régions moins peuplées, l'Outaouais, le Saguenay et la Gaspésie par exemple, sont moins polluées. Il faut cependant noter que les forts débits caractérisant certains tributaires sont en bonne partie responsables des faibles concentrations mesurées.

La pollution industrielle se manifeste surtout par le rejet de polluants toxiques et organiques. Les rejets industriels peuvent aussi augmenter la pollution visuelle. Un descripteur comme la couleur de l'eau permet de souligner la présence de rejets industriels.

La qualité de l'eau potable

L'eau consommée par la majorité des Québécois répond en général aux normes de qualité de l'eau potable. Relativement rare dans les grandes municipalités, le dépassement des normes de salubrité microbiologique pose davantage de problèmes aux municipalités de moins de 5 000 habitants, principalement durant les mois d'été. Le nombre de fois où ces normes sont dépassées a même tendance à augmenter depuis quelques années (figure 4), mais cela peut être attribuable, en partie, au fait que les contrôles de la qualité de l'eau potable sont plus rigoureux. Pour l'ensemble de ces petites municipalités, les avis à la population de faire bouillir l'eau de consommation sont ainsi passés de 264 en 1988 à 535 en 1993.

L'assainissement de l'eau au Québec

Les efforts consentis dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ), depuis le début de la décennie 1980, ont permis de faire des gains appréciables quant à la qualité de l'eau des rivières du Québec. La pollution visuelle et les problèmes d'odeurs provenant des cours d'eau et de leurs rives ont été réduits sinon éliminés à plusieurs endroits grâce aux interventions d'assainissement urbain et industriel. La mise en service des stations d'épuration a aussi entraîné des baisses significatives de la contamination bactériologique et des concentrations de substances fertilisantes en aval de ces installations. Il reste toutefois des efforts à consentir afin de réduire la pollution de l'eau à un niveau tolérable qui permette la récupération d'usages perdus, tels que la baignade.

En milieu urbain

L'objectif principal du volet urbain du PAEQ est d'assainir les eaux usées de l'ensemble des municipalités dotées de réseaux d'égout. Au Québec, ces eaux usées contiennent moins de 0,1 % de matières solides. Transportées par le réseau d'égout, elles seront traitées avant d'être retournées dans un cours d'eau récepteur. En retirant les divers polluants des eaux usées, on concentre principalement des matières organiques particulaires et solubles dans un résidu appelé boues.

En décembre 1993, des 1 465 municipalités du Québec, 840 (où vivent 5 685 000 personnes) étaient dotées ou en voie d'être dotées de réseaux d'égout conformes, permettant l'implantation de stations d'épuration. En janvier 1994, 751 municipalités (excluant les communautés urbaines) avaient signé une convention avec le gouvernement du Québec pour la réalisation d'un projet d'assainissement. À la même date, 337 stations d'épuration desservaient 378 municipalités, soit 75 % de la population bénéficiant d'un réseau d'égout (environ 4 300 000 personnes), et des travaux étaient en cours dans 130 autres (tableau 9). Enfin, 243 municipalités en étaient encore à l'étape des études préliminaires. Dans tous les grands centres urbains du Québec, les travaux d'assainissement sont complétés ou amorcés; pour sa part, la station de la Communauté urbaine de Montréal sera complètement opérationnelle au milieu de 1995, à la suite du raccordement du versant sud.

2

Afin d'aider les municipalités à assainir leurs eaux usées, le gouvernement du Québec subventionne dans une proportion variant de 85 % à 90 % le coût des investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages d'assainissement. La dépense totale prévue pour l'ensemble des 751 municipalités ayant signé une convention est de près de 7,0 milliards de dollars. Le tableau 9 montre qu'au 1er avril 1993, plus de 4,7 milliards de dollars avaient déjà été dépensés.

La faune

Beaucoup de Québécois participent à des activités reliées à la faune. Ces activités sont regroupées en deux grandes catégories, soit les activités avec ou sans prélèvement faunique. Les activités avec prélèvement se réfèrent à la pêche, à la chasse et au piégeage, alors que les activités sans prélèvement renvoient à des activités dites d'observation; ces dernières se partagent entre les activités exercées près du domicile ou du chalet, celles effectuées lors de contacts fortuits avec la faune et celles effectuées lors de déplacements d'intérêt faunique.

La participation aux activités de pêche et de chasse

En 1992, le nombre de pêcheurs et de chasseurs s'élevait respectivement à 1 162 700 et 459 500, ce qui représentait 21,0 % et 8,3 % de la population âgée de 15 ans et plus (tableau 10). Ces activités attirent davantage les hommes. Notons également que les adeptes sont légèrement moins âgés que la population en général. Bien qu'en termes absolus, les adeptes en provenance des régions urbanisées soient plus nombreux, en termes relatifs, ils se caractérisent par des taux de participation inférieurs à ceux des régions rurales ou éloignées.

Toujours en 1992, les activités sans prélèvement faunique ont séduit maints Québécois. En effet, le nombre de participants aux activités près du domicile ou du chalet s'élevait à 3 554 400, alors que les activités réalisées lors de contacts fortuits avec la faune ou de déplacements d'intérêt faunique attiraient respectivement 1 664 300 et 924 600 personnes. Les taux de participation associés à chacune de ces activités sont, dans le même ordre, de 64,2 %, 29,7 % et 16,7 %. Dans l'ensemble, ces activités sont pratiquées autant par les hommes que par les femmes.

En 1992, les dépenses effectuées par les Québécois lors d'activités reliées à la faune se sont élevées à plus de 2,4 milliards de dollars, soit 1,5 % du produit intérieur brut du Québec (tableau 11). Ces dépenses ont engendré des retombées économiques importantes, soit l'équivalent de 34 363 emplois à temps plein, pour une masse salariale de 817,9 millions de dollars. Parmi les activités reliées à la faune, trois totalisent près de 94 % des retombées économiques en termes d'emplois : la pêche (19 221), les déplacements d'intérêt faunique (8 882) et la chasse (4 187).

Le contrôle des activités de pêche et de chasse

Le ministère de l'Environnement et de la Faune émet des permis qui donnent le droit aux détenteurs de pêcher ou de chasser selon les règlements en vigueur. En 1992-93, le nombre de permis vendus pour la pêche récréative atteignait 793 865 (tableau 12). De ce nombre, 48 672 étaient délivrés à des gens ne résidant pas au Québec, ce qui représente 6,1 % du total; les autres (93,9 %) ont tous été vendus à des Québécois. Il est important de préciser que pour l'année considérée, le nombre de pêcheurs excède le nombre de permis vendus, et ce, pour deux raisons. Premièrement, un permis de pêche autorisait alors les membres d'une même famille à pêcher avec un seul permis; deuxièmement, dans certaines parties du fleuve

Saint-Laurent, il est possible de pêcher sans permis. Bien que l'année 1992-93 soit la troisième année consécutive où l'on enregistre une baisse du nombre de permis de pêche, il demeure que la tendance générale des dix dernières années soit à la hausse.

La pêche sportive au saumon fait l'objet d'une réglementation spécifique, notamment sur la limite de prises. Au Québec, en 1992, le nombre de captures sportives s'est élevé à 20 184, soit 47 % des captures totales de saumons, alors que les captures commerciales et celles pour fins de subsistance en représentaient 46 % et 7 %, respectivement (tableau 13).

Quant au nombre de permis de chasse vendus en 1992-93, il s'élevait à 579 414 (tableau 12). De ce nombre, 564 477 ont été délivrés à des résidents, soit l'équivalent de 97,4 % de l'ensemble des permis. Contrairement à la pêche, le nombre de permis vendus pour la chasse est supérieur au nombre réel de chasseurs, car un chasseur peut acheter plus d'un permis. Au cours des dix dernières années, le nombre de permis vendus a suivi une tendance globale à la hausse similaire à celle de la pêche. À partir de 1990-91, on observe cependant une baisse (579 414 permis en 1992-93).

Le chasseur de gros gibier est obligé d'enregistrer ses prises dans un délai de 48 heures suivant son succès de chasse. Cette mesure s'additionne aux inventaires aériens pour suivre et contrôler les populations de gros gibier (caribou, cerf de Virginie, orignal et ours noir). Depuis 1979, le nombre de captures a connu une progression constante. Les prises enregistrées sont passées, entre 1979 et 1993, de 17 068 à 52 262 (tableau 14). En 1993, 25 126 cerfs de Virginie (dont 33,8 % en provenance de l'Île d'Anticosti), 11 566 caribous, 11 043 orignaux et 3 292 ours noirs ont été capturés.

Le piégeage d'animaux à fourrure est une autre activité reliée à la faune. Les fourrures ainsi prélevées sont vendues sur le marché et procurent un revenu de base ou d'appoint à ceux qui pratiquent cette activité. Outre la préoccupation du suivi des populations animales, les ventes des fourrures permettent de réclamer les redevances dues au gouvernement. Les prix des fourrures sur le marché sont une variable importante de l'activité de piégeage. Ils exercent en effet une pression à la hausse ou à la baisse sur les activités des trappeurs. Ainsi, entre 1991-92 et 1992-93, le nombre de fourrures vendues aux encans a baissé de 17,2 % et leur valeur a chuté de 35,8 %. Néanmoins, en 1992-93, on a enregistré la vente de 165 288 peaux, pour une valeur de 2,9 millions de dollars (tableau 15).

Certains types de territoire faunique offrent des activités structurées aux adeptes de la chasse et de la pêche ainsi qu'aux amants de la nature. C'est le cas des pourvoiries, des réserves fauniques et des zones d'exploitation contrôlées (zecs). Les pourvoiries sont des entreprises privées qui offrent, contre certains frais, de l'hébergement, des services ou de l'équipement pour la pratique d'activités axées sur la chasse, la pêche et le piégeage. On en retrouve 597 à la grandeur du Québec, dont 412 qui ne détiennent pas de droits exclusifs et 185 qui ont des droits exclusifs de pêche, de chasse et de piégeage, couvrant 23 647,3 km^2. Les réserves fauniques sont publiques et se composent de seize territoires, pour une superficie totale de 67 163 km^2. Les rivières à saumon peuvent également bénéficier du statut de réserve faunique. C'est le cas de quatre d'entre elles, qui courent sur 256,8 km. Enfin, on retrouve au Québec 63 zecs de chasse et de pêche (47 943,5 km^2), 1 zec pour la chasse à la sauvagine (12,3 km^2) et 17 zecs de rivières à saumon (2 336,2 km).

Bien qu'à première vue, les territoires fauniques structurés soient présents dans presque chacune des régions du Québec, certaines régions administratives en comptent davantage. Ainsi, les pourvoiries avec droits exclusifs sont très présentes dans la région de la Côte-Nord. On en retrouve 55 couvrant 10 448,9 km^2, soit l'équivalent de 30 % des pourvoiries et 44 % de la superficie des pourvoiries avec droits exclusifs. Quant aux réserves fauniques, en excluant celles situées dans le Nord-du-Québec, elles sont fortement concentrées sur la rive nord du

fleuve Saint-Laurent et au sud de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Finalement, les zecs sont présentes dans toutes les régions du Québec, à l'exception du Nord-du-Québec. C'est dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean que l'on retrouve la plus grande proportion de zecs, soit 18,6 %.

Les milieux naturels protégés

Les milieux naturels protégés vise la protection de paysages naturels représentatifs, de lieux exceptionnels, d'écosystèmes variés, de faune et de flore ou d'espaces de verdure et de pleine nature. Ce réseau se caractérise par une grande multitude de statuts juridiques et par une grande quantité d'intervenants, tant nationaux, provinciaux, régionaux, locaux que privés. Il est largement associé à la vallée du Saint-Laurent; il s'est développé en parallèle avec les grandes zones d'établissement humain. Le tableau 16 présente son état actuel, de même que son évolution depuis 1988. En 1994, les milieux naturels protégés totalisent 41 801 km^2, dont 34 265 km^2 d'habitats fauniques, 2 500 km^2 de parcs québécois de conservation et 1 749 km^2 de parcs québécois de récréation.

Modeste en superficie si on le compare à l'ensemble du territoire québécois, le réseau de milieux naturels protégés est appelé à s'accroître grandement dans un avenir rapproché. Ainsi, on vient de mettre en réserve pour la création de parcs quelque 57 372 km^2, notamment dans le nord du Québec. C'est environ 160 km^2 de terres du domaine public qui sont actuellement réservées à des fins de réserves écologiques. Prochainement, le Parc marin du Saguenay (1 138 km^2) devrait officiellement voir le jour. En 1996, une douzaine d'autres réserves écologiques devraient être constituées, ce qui ajouterait 800 km^2 au réseau actuel de milieux naturels protégés. C'est ainsi que le Québec compte donner suite à ses engagements pris en regard de la Convention interministérielle sur la diversité biologique, adoptée à Rio en juin 1992.

Les déchets solides

Chaque année, les Québécois mettent au rebut des millions de tonnes de matières de toutes sortes. Ces matières sont constituées de ressources renouvelables et non renouvelables qui doivent être gérées convenablement afin de ne pas engendrer de problèmes environnementaux.

La production et la gestion des déchets solides

En 1992, les activités des citoyens, ainsi que celles des secteurs des industries, des commerces et des institutions ont produit 7,2 millions de tonnes de résidus solides, soit l'équivalent d'environ une tonne métrique par habitant. Les citoyens produisent le tiers de ces résidus alors que les trois autres secteurs sont responsables des deux autres tiers. De cette quantité, 73 % prennent le chemin des lieux d'enfouissement sanitaire, soit environ 5,2 millions de tonnes, alors que 22 %, ou 1,6 million de tonnes, sont récupérés à des fins de réemploi, de recyclage (fibres - papier, journal, carton : 445 000 t; métaux ferreux : 908 000 t; métaux non ferreux : 104 000 t; verre : 54 000 t; plastique : 33 000 t; textile : 22 000 t; pneus : 12 000 t) ou de compostage. Les autres 5 % de résidus, soit moins d'un demi-million de tonnes, sont incinérés (tableau 17).

Le tableau 19 donne la répartition des différents lieux d'élimination. Le Québec comptait, en 1992, 69 lieux d'enfouissement sanitaire, 353 dépôts en tranchée ou lieux assimilables, 97 dépôts de matériaux secs et 44 dépotoirs illégaux. En milieu nordique, il existe 13 lieux de dépôt. Au chapitre des coûts, l'incinération constitue la méthode d'élimination la plus onéreuse, soit en moyenne 84,90 $ la tonne, comparativement à 27,94 $ la tonne pour l'enfouissement sanitaire. Au tableau 18, on remarque une nette progression des coûts pour l'incinération des déchets.

La Politique de gestion intégrée des déchets solides du gouvernement du Québec, rendue publique en 1989, a comme objectif de rendre les moyens d'élimination adéquats et sécuritaires et de réduire de 50 % d'ici l'an 2000 la quantité de déchets envoyés à l'élimination. Par ailleurs, les emballages constituent plus du tiers des résidus en poids et près de la moitié en volume. Le Protocole national sur l'emballage, entériné en mars 1990 par les ministres fédéral et provinciaux de l'Environnement, vise aussi une réduction de 50 %, d'ici l'an 2000, du poids des emballages à éliminer. Il est à noter qu'entre 1988 et 1992, la quantité d'emballages envoyés à l'élimination a diminué de 21 % à l'échelle canadienne.

La récupération des résidus solides

Les résidus récupérés par collecte sélective dans les secteurs industriel, commercial et institutionnel représentent près de 89 % des matières récupérées au Québec. Dans une grande proportion, ces activités de récupération se font depuis longtemps. Par contre, la collecte sélective municipale, qui est l'un des moyens mis en place pour atteindre les objectifs de réduction visés par la Politique de gestion intégrée des déchets solides, est un phénomène relativement récent. En 1980, une dizaine de municipalités seulement offraient ce service à 2,3 % de la population; en 1992, plus de 2,5 millions de citoyens (figure 5), soit 35 % de la population, profitaient d'un programme de collecte sélective, dont 79 % en bordure de rue et 21 % par dépôt volontaire (tableau 20).

Les résultats pour les années 1980 à 1991 comportent une certaine imprécision, due au fait que les données utilisées provenaient d'informations partielles disponibles et non d'une enquête systématique. La population utilisée pour les municipalités offrant un service de collecte par dépôt était la population totale de la municipalité visée même si, dans certains cas, seulement une partie de celle-ci était desservie. Les données pour cette période ne permettent donc pas de distinguer les municipalités qui offraient à leurs citoyens un vrai programme de collecte sélective (soit un programme de porte à porte, soit un programme de dépôt volontaire avec un nombre suffisant de lieux de dépôt) de celles qui n'avaient qu'un service limité de récupération. À partir de 1992, un programme structuré d'informations basé sur un inventaire permet de faire cette distinction; les valeurs ont donc été évaluées à la baisse pour une représentation plus exacte. La progression du nombre de personnes desservies semble s'être stabilisée en 1992, alors qu'en réalité, ce sont les valeurs des années précédentes qui étaient surévaluées. De plus, on peut constater au tableau 20 qu'en 1992 ce service était disponible dans la plupart des régions du Québec.

Finalement, la consignation des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses, administrée par RECYC-QUÉBEC, a aussi permis de réduire la quantité de déchets à éliminer, le taux de récupération passant de 52 % en 1986 à 62 % en 1990, pour atteindre 70 % en 1992 (584 millions de contenants de verre, de plastique et d'aluminium). Quant aux 1,75 milliard de bouteilles réemployables en verre, elles ont été retournées en 1992 dans une proportion de 98 % pour la bière et entre 90 % et 95 % pour les boissons gazeuses.

2

La recherche et le développement en environnement

Le ministère de l'Environnement et de la Faune a mis en place des programmes d'aide financière à la recherche et au développement en environnement, dont le plus important est le Fonds de recherche et de développement technologique en environnement (FRDT-E). Créé en 1990 et doté de crédits budgétaires de 50 millions de dollars pour cinq ans, le FRDT-E a pour objets de contribuer à l'acquisition de connaissances stratégiques et à la mise au point de solutions aux problèmes environnementaux, ainsi que de susciter le développement d'une industrie québécoise de l'environnement à fort potentiel de croissance.

Depuis sa création, le Fonds a subventionné 92 projets, dont 23 concernent la gestion des déchets et des résidus, 54 l'assainissement et la restauration et 15 le développement durable. La réalisation de l'ensemble de ces projets nécessitera des investissements de 62,8 millions de dollars (figure 6), dont 32 % (20,3 millions de dollars) proviennent du FRDT-E et 68 % (42,8 millions de dollars) de partenaires du secteur privé, du gouvernement fédéral, d'autres ministères ou organismes québécois et des milieux universitaire et communautaire. L'effet de levier du Fonds se situe donc à un niveau de trois à un, c'est-à-dire que pour chaque dollar investi par le Fonds, deux dollars sont investis par des partenaires, pour un total de trois dollars d'investissement en recherche et développement en environnement.

Les principaux bénéficiaires de l'aide financière du Fonds sont les entreprises du secteur privé, avec 63 %, et le milieu universitaire, avec 31 %.

Le développement durable

Le rapport de la Commission Brundtland, *Notre avenir à tous*, avait fait connaître le concept de développement durable. La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, «Le Sommet de Rio», en juin 1992 a proposé des outils pour rendre ce concept plus opérationnel. Parmi ces outils, mentionnons la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la convention sur les changements climatiques et celle sur la diversité biologique, ainsi que le document présentant le programme Action 21.

En novembre 1992, le gouvernement du Québec décidait d'adhérer aux principes et objectifs de ces deux conventions. Afin de mettre en oeuvre cette décision, il a créé pour chacune un comité et un groupe de travail interministériels. Outre le ministère de l'Environnement et de la Faune, participent à ces comités le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, le ministère des Ressources naturelles, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, le ministère des Affaires municipales, de même que celui des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Pour suivre la voie du développement durable, le Québec peut aussi profiter des principes et des activités suggérées dans Action 21. En effet, Action 21 est un important document qui présente, dans une perspective de développement durable, les problèmes et les défis globaux auxquels fait face l'humanité à l'aube du 21e siècle. Le Québec a déjà entrepris une démarche visant à assurer le suivi d'Action 21 sur son territoire. Le ministère de l'Environnement et de la Faune (secteur Environnement) a réalisé une première évaluation de son engagement dans les activités mentionnées dans Action 21. Il en ressort qu'environ 41 % des 1 387 activités suggérées ont déjà été entreprises. Ce résultat est d'autant plus intéressant que plusieurs des problèmes identifiés dans le document ne touchent pas directement le Québec, et que plusieurs des autres questions soulevées relèvent d'autres ministères ou organismes

québécois ou canadiens. Le Comité interministériel sur le développement durable, regroupant dix-sept ministères et organismes centraux intéressés à ce concept et présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MEF, coordonne le suivi de l'ensemble des activités entreprises par le gouvernement du Québec.

Plus que tout autre sujet relié aux ressources ou à l'environnement, le développement durable nécessite une nouvelle façon de voir les choses et d'aborder les problèmes. Même s'il est trop tôt pour parler de résultats, les projets mis de l'avant, par exemple la gestion intégrée des ressources, doivent être poursuivis et encouragés. C'est la seule façon de protéger les ressources québécoises pour les générations à venir. Des indicateurs de développement durable restent cependant à mettre au point, et des statistiques devront être colligées afin de mesurer les progrès réels en ce domaine.

Le partenariat entre les différents acteurs de la société permet d'aborder plusieurs des questions relatives au développement durable comme la gestion intégrée des ressources, la gestion de l'eau par bassin versant, l'efficacité énergétique, la protection des ressources agricoles et minières, les mécanismes de mise en oeuvre des conventions adoptées à Rio, les rapports sur l'état de l'environnement, la mise au point d'indicateurs, etc. Une collaboration plus poussée, en matière d'information environnementale, entre les divers intervenants des secteurs public (ministères, organismes statistiques, etc.) et privé devrait d'ailleurs aider à élaborer des outils qui favorisent le développement durable.

Autres lectures suggérées

Ministère de l'Environnement et de la Faune et ministère des Affaires internationales, *L'expérience du développement durable*, Québec, Ministère des Affaires internationales, 1992, 4 volumes.
Ministère de l'Environnement et de la Faune, *État de l'environnement au Québec, 1992*, Montréal, Guérin, 1993, 550 p.
Organisation des Nations Unies, *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement - Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, [New York], [Organisation des Nations Unies], 1992, 5 volumes.
Secrétariat du Forum international sur l'information environnementale, *Déclaration sur l'information environnementale - Montréal, 21-24 mai 1991*, Ottawa, Environnement Canada, 1992, 36 p.

2

Définitions

Activités liées à la faune, sans prélèvement faunique

Activité près du domicile

Activité se déroulant près du lieu de résidence ou du chalet; inclut l'observation, la photographie, le nourrissage ou l'étude des animaux sauvages, de même que l'entretien d'arbustes, de plantes ou de cabanes d'oiseaux.

Contact fortuit avec la faune lors de déplacements d'un autre type

Observation d'espèces fauniques lors de déplacements dont l'objet premier n'est pas relié à la faune.

Déplacement d'intérêt faunique

Voyage ou excursion dont l'objet premier est d'entrer en contact avec des animaux sauvages pour les observer, les nourrir, les photographier ou les étudier.

Azote ammoniacal (NH_4)

Forme la plus toxique de l'azote : comprend l'ammoniac dissous (NH_3) et l'ion ammonium (NH_4^+). Il provient des rejets urbains non traités et des rejets agricoles (purin).

Carbone organique dissous

Il constitue une partie importante du carbone total. La photosynthèse et la décomposition de la matière organique produisent du carbone organique dissous dans les systèmes aquatiques; il provient également du ruissellement des terres agricoles et des eaux usées municipales et industrielles.

Centile (percentile)

Terme utilisé en référence à une distribution d'observation. Par exemple, le 99e centile est défini comme la valeur sous laquelle 99 % des valeurs seront distribuées.

Coliformes fécaux

Bactéries provenant des déjections humaines et animales; les coliformes sont utilisés comme indicateur de la présence potentielle de microorganismes pathogènes.

Concentration médiane

Valeur centrale séparant l'ensemble des données en deux parties égales, la moitié des données étant inférieures à cette valeur médiane et l'autre moitié y étant supérieures.

Conductivité

Mesure de l'aptitude de l'eau à conduire l'électricité, qui s'exprime en microsiemens par centimètre (µS/cm); elle donne une bonne indication de la quantité des minéraux dissous dans l'eau.

Couleur vraie

Couleur d'une eau une fois les matières en suspension (turbidité) éliminées (c'est-à-dire eau filtrée ou centrifugée); on la mesure par un dosage calorimétrique.

Critères de qualité de l'eau

Concentration sécuritaire uniquement basée sur des contraintes environnementales dont le dépassement risque d'entraîner la perte partielle ou complète de l'usage auquel elle est destinée. Les usages et les critères sont décrits ci-après :

eau brute destinée à l'approvisionnement en eau potable

azote ammoniacal : 0,5 mg d'azote par litre d'eau
turbidité : 1 UNT[1];

baignade

coliformes fécaux : 200 coliformes fécaux par 100 ml d'eau;

eutrophisation du milieu aquatique

phosphore total : 0,030 mg de phosphore par litre d'eau.

Dépôts humides

Substances qui sont dissoutes dans l'eau ou qui accompagnent les précipitations, qu'elles soient sous forme de pluie, de neige, de grêle ou même de brouillard.

Échelle de pH

Échelle qui mesure la valeur d'acidité ou d'alcalinité. Elle est graduée de 0 à 14, le point de neutralité étant défini au milieu de l'échelle, au pH de 7. Plus l'acidité est grande, plus le pH est petit et plus l'alcalinité est grande, plus le pH est grand.

Eutrophisation

Processus de vieillissement accéléré d'un plan d'eau généralement causé par des concentrations trop élevées de phosphore. L'eutrophisation se traduit par une production excessive d'algues et de plantes aquatiques. La surabondance d'algues peut entraîner une déficience en oxygène dissous, ce qui constitue une menace pour la faune aquatique.

Matières en suspension

Quantité de particules non dissoutes présentes dans l'eau; elles sont exprimées en mg/l.

Nitrites et nitrates (NO_2 - NO_3)

Formes chimiques de l'azote. L'azote est un élément nutritif essentiel à la croissance des végétaux. Les engrais azotés inorganiques ainsi que les excréments d'origine humaine et animale en constituent les principales sources.

Phosphore total

C'est la mesure de toutes les formes de phosphore dans l'eau. Le phosphore est un des éléments nutritifs essentiels aux végétaux. Les effluents municipaux, le lessivage des sols traités par des engrais et certains détergents contenant des phosphates en sont les principales sources. C'est généralement en limitant les quantités de phosphore rejetées dans les cours d'eau qu'on peut contrôler la croissance des algues et des plantes aquatiques.

Turbidité

Mesure du caractère trouble de l'eau, exprimée en unité néphélométrique de turbidité (UNT). Le degré d'absorption de la lumière par les particules en suspension dans l'eau permet de mesurer la turbidité.

---

1. On remarque que si le critère de qualité pour la turbidité est dépassé, cela ne compromet pas la possibilité d'utiliser l'eau comme source d'approvisionnement. Toutefois, il faudrait qu'il y ait filtration avant la désinfection.

Tableau 1

Évolution de la concentration annuelle moyenne des particules en suspension dans l'air[1], dans diverses agglomérations urbaines[2], Québec, 1980-1990

	Unité	1980	1982	1984	1986	1988	1990
Asbestos							
Moyenne	µg/m³	52	34	33	31	38	25
Postes d'échantillonnage	n	2	2	2	1	1	2
Baie-Comeau							
Moyenne	µg/m³	30	19	23	-	16	17
Postes d'échantillonnage	n	1	1	1	-	1	1
Beauharnois							
Moyenne	µg/m³	52	55	57	-	-	-
Postes d'échantillonnage	n	1	1	1	-	-	-
Bécancour							
Moyenne	µg/m³	-	-	32	27	26	25
Postes d'échantillonnage	n	-	-	2	2	2	2
Chicoutimi							
Moyenne	µg/m³	48	42	49	36	39	36
Postes d'échantillonnage	n	5	5	3	2	5	5
La Baie							
Moyenne	µg/m³	-	47	56	44	55	48
Postes d'échantillonnage	n	-	4	4	4	4	4
Montréal							
Moyenne	µg/m³	63	55	53	45	48	42
Postes d'échantillonnage	n	23	25	25	25	20	20
Murdochville							
Moyenne	µg/m³	32	29	25	24	-	19
Postes d'échantillonnage	n	2	2	2	2	-	2
Québec							
Moyenne	µg/m³	60	49	52	42	50	42
Postes d'échantillonnage	n	6	7	9	9	6	8
Rouyn-Noranda							
Moyenne	µg/m³	34	31	35	45	35	31
Postes d'échantillonnage	n	1	1	1	1	2	2
Sept-Îles							
Moyenne	µg/m³	33	25	34	29	-	-
Postes d'échantillonnage	n	1	1	1	1	-	-
Shawinigan							
Moyenne	µg/m³	77	63	59	42	39	36
Postes d'échantillonnage	n	4	4	4	2	6	6
Sherbrooke							
Moyenne	µg/m³	54	45	45	39	40	35
Postes d'échantillonnage	n	2	2	2	1	3	3
Sorel							
Moyenne	µg/m³	76	59	54	40	47	37
Postes d'échantillonnage	n	3	3	3	3	2	3
Thetford Mines							
Moyenne	µg/m³	38	30	32	32	30	-
Postes d'échantillonnage	n	4	5	5	3	3	-
Trois-Rivières							
Moyenne	µg/m³	69	63	60	46	48	39
Postes d'échantillonnage	n	2	2	2	2	7	6

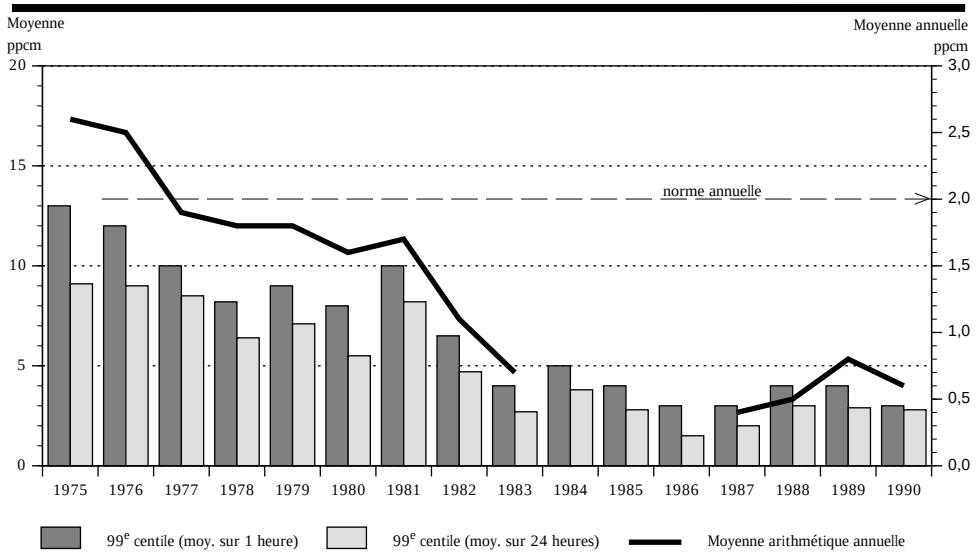
1. La comparaison entre les agglomérations est difficile à cause de la variabilité du nombre de postes qui y sont exploités. Les moyennes annuelles pour chaque poste d'échantillonnage sont des moyennes géométriques; la moyenne de l'agglomération est une moyenne arithmétique. La norme annuelle est de 70 microgrammes par mètre cube (µg/m³).
2. Selon les définitions de région métropolitaine de recensement et d'agglomération de recensement établies par Statistique Canada.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

2

Figure 1

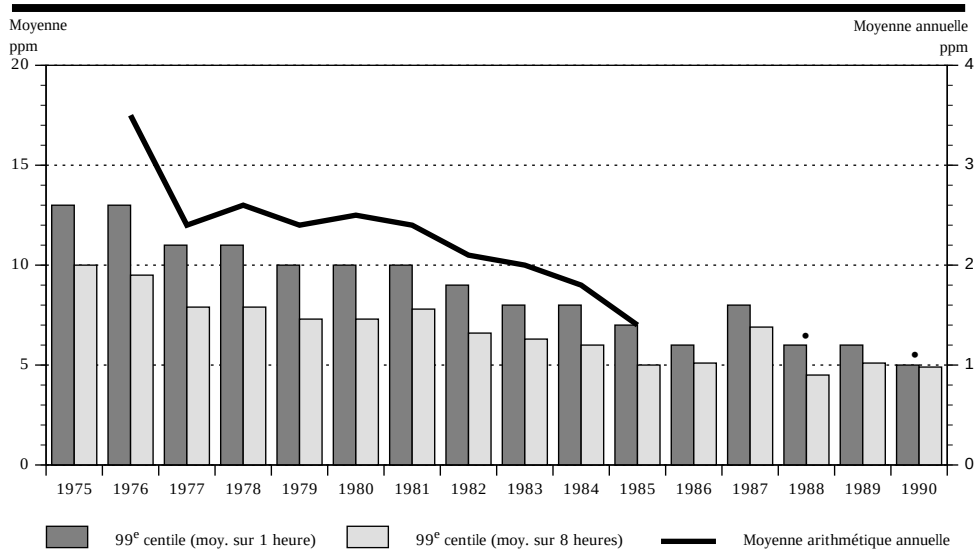
Dioxyde de soufre : évolution des moyennes annuelles et de la valeur des 99e centiles des concentrations sur une heure et sur vingt-quatre heures, Montréal, poste Ontario, 1975-1990



Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

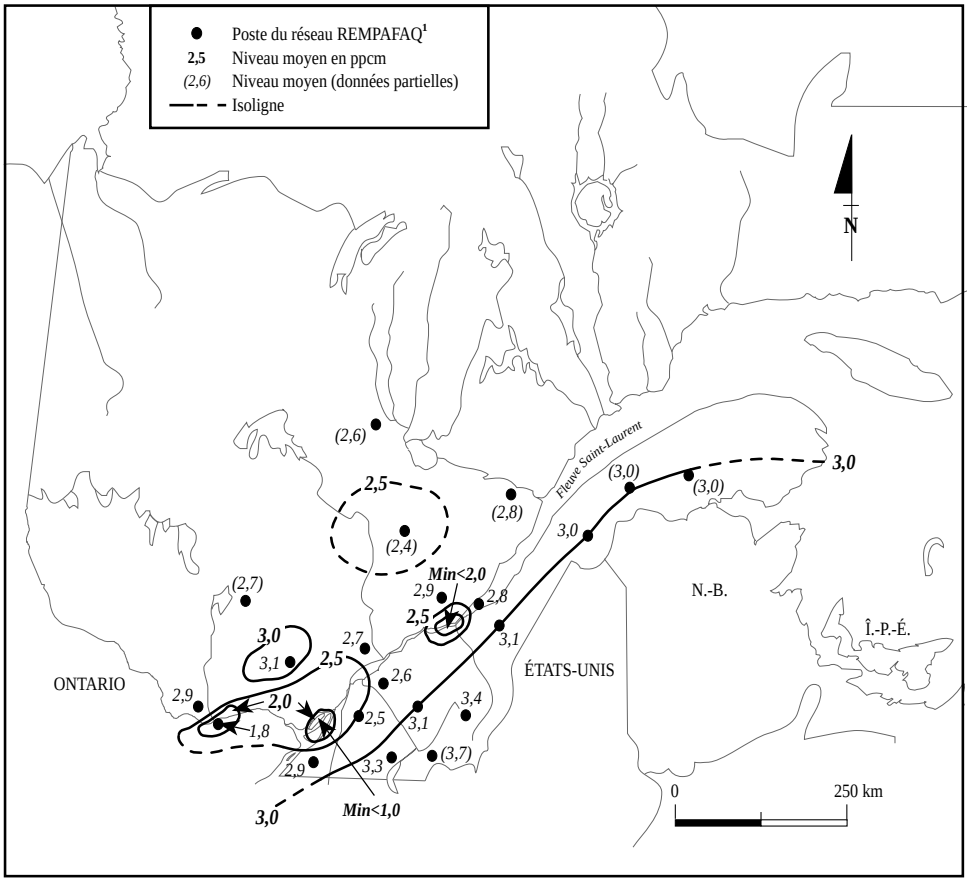
Figure 2

Monoxyde de carbone : évolution des moyennes annuelles et de la valeur des 99e centiles des concentrations sur une heure et sur huit heures, Montréal, poste Duncan-Décarie, 1975-1990



Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

Figure 3
Niveau moyen d'ozone sur le Québec méridional, 1989-1991



1. Réseau de mesure des polluants atmosphériques en milieu forestier et agricole au Québec.
Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

Tableau 2
Concentrations de contaminants atmosphériques observées en milieu rural, Québec, 1990

Contaminant atmosphérique	Unité	Médiane		Moyenne annuelle	Maximum	
		Horaire	Quotidienne		Horaire	Quotidien
Dioxyde de soufre (SO_2)	ppcm	0,0	0,0	0,1 - 0,2	6,0	2,3
Postes d'échantillonnage	n	3	3	2	...	...
Ozone (O_3)	ppcm	2,0 - 3,0	2,5 - 3,0	2,4 - 3,1	14,0	7,3
Postes d'échantillonnage	n	15	15	6	...	...
Dioxyde d'azote (NO_2)	ppcm	0,0 - 1,0	0,0 - 1,0	..	12,0	5,8
Postes d'échantillonnage	n	4	4	-	...	...
Monoxyde d'azote (NO)	ppcm	0,0	0,0	..	19,0	2,3
Postes d'échantillonnage	n	4	4	-	...	...

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

Tableau 3
Émission dans l'atmosphère des principaux contaminants, selon la source, Québec, 1990

Source	Contaminant				
	Particules en suspension	Dioxyde de soufre (SO_2)	Oxydes d'azote (NO_x)	Composé organique volatil (COV)	Monoxyde de carbone (CO)
	t				
Industries	148 420	334 520	43 610	93 070	346 240
Combustion non industrielle	65 270	24 150	14 090	51 580	276 880
Transports	21 250	35 460	247 050	166 730	1 416 260
Activités diverses non industrielles	--	-	-	83 220	-
Total	234 940	394 130	304 750	394 600	2 039 380

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur industriel.

Tableau 4
Émission de dioxyde de soufre (SO_2), selon la source et le mode d'émission, Québec, 1990

Source	Mode d'émission		
	Procédé	Combustion	Total
	t		
Industries	274 035	60 482	334 517
Usines de pâtes et papiers	14 335	27 612	41 947
Raffineries de pétrole	8 912	6 718	15 630
Usines d'extraction de cuivre	187 390	2 228	189 618
Usines d'extraction de zinc	4 016	40	4 056
Alumineries	25 595	74	25 669
Sidérurgies	9 472	277	9 749
Usines de boulettage de minerai de fer	239	8 056	8 295
Usines de ferro-alliages	1 845	1	1 846
Usines d'abrasifs	3 469	-	3 469
Industries chimiques	6 391	5 941	12 332
Cimenteries	9 930	4 131	14 061
Mines et moulins d'amiante	-	963	963
Usines de produits réfractaires	-	292	292
Usines de chaux	509	293	802
Incinérateurs	899	16	915
Industries non classées	1 033	3 840	4 873
Installations fixes non industrielles	-	24 154	24 154
Agricoles	-	668	668
Domestiques	-	7 905	7 905
Des administrations publiques	-	1 148	1 148
Des commerces et institutions	-	3 121	3 121
Des centrales thermiques	-	11 312	11 312
Transports	-	35 464	35 464
Moteurs diesel	-	8 223	8 223
Moteurs à essence	-	4 668	4 668
Navigation	-	17 338	17 338
Chemin de fer	-	731	731
Aviation	-	346	346
Autres	-	4 158	4 158
Total	274 035	120 100	394 135

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur industriel.

Tableau 5

Émission dans l'atmosphère des principaux contaminants, Québec, 1970-1990

	Contaminant				
	Particules en suspension	Dioxyde de soufre (SO_2)	Oxydes d'azote (NO_x)	Composé organique volatil (COV)	Monoxyde de carbone (CO)
			t		
1970	471 165	1 532 161	297 450	931 917	4 217 514
1974	668 498	1 496 964	423 853	547 190	3 043 780
1976	557 416	1 103 099	324 276	488 969	2 443 923
1978	543 711	1 119 411	331 713	427 876	2 027 605
1980	456 530	1 097 911	290 787	344 659	2 131 025
1985	309 841	692 715	239 876	359 192	1 914 503
1990	234 940	394 130	304 750	394 600	2 039 380

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur industriel.

Tableau 6

Dépôts humides de sulfates (SO_4) et pH des précipitations, par région administrative, dans un poste d'échantillonnage donné, Québec, 1982-1992

Région administrative	Poste	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	Moyenne
Selon les dépôts humides de sulfates (kg/ha/an)													
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	Cap-Seize	..	..	..	15,4	11,1	9,6	18,9	..	15,6	15,2	11,9	14,0
Bas-Saint-Laurent (01)	Notre-Dame-du-Lac	18,0	18,6	15,1	16,2	14,9	13,3	20,5	12,6	17,5	13,6	11,6	15,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	Hémon	19,3	19,2	17,4	19,3	12,6	15,1	17,7	11,9	..	11,9	14,6	15,9
Québec (03)	Forêt-Montmorency	29,5	27,8	27,5	29,1	24,5	20,8	31,8	19,3	27,2	21,8	20,0	25,4
Mauricie—Bois-Francs (04)	Grande-Anse	..	20,9	20,0	19,3	16,2	19,3	19,7	16,2	17,0	16,9	..	18,4
Estrie (05)	Ditton/Mont-Mégantic	42,6	30,6	28,0	29,5	39,5	25,1	..	20,0	..	23,9	15,5	28,3
Montérégie (16)	Hemmingford	..	..	..	24,3	26,4	23,9	19,1	17,6	28,4	21,7	18,3	22,5
Laurentides (15)	Saint-Hippolyte	26,9	35,1	27,5	20,8	36,8	27,0	42,1	20,6	28,3	22,2	..	28,7
Outaouais (07)	Wright/Le Domaine	..	..	..	20,7	22,5	23,3	24,9	15,2	27,5	27,0	28,3	23,7
Abitibi-Témiscamingue (08)	Mont-Brun	28,2	26,0	26,6	22,6	24,9	23,6	28,0	22,9	22,2	20,5	16,5	23,8
Nord-du-Québec (10)	Fermont	8,5	9,0	7,4	5,9	5,2	6,0	6,4	..	..	..	..	6,9
Selon la valeur du pH													
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	Cap-Seize	..	..	..	4,56	4,67	4,61	4,53	..	4,56	4,59	4,63	4,59
Bas-Saint-Laurent (01)	Notre-Dame-du-Lac	4,44	4,67	4,48	4,43	4,56	4,54	4,37	4,47	4,41	4,55	4,61	4,50
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	Hémon	4,49	4,53	4,49	4,47	4,53	4,49	4,46	4,55	..	4,56	4,49	4,50
Québec (03)	Forêt-Montmorency	4,32	4,50	4,30	4,34	4,50	4,43	4,31	4,43	4,42	4,42	4,46	4,40
Mauricie—Bois-Francs (04)	Grande-Anse	..	4,46	4,34	4,36	4,46	4,36	4,33	4,40	4,35	4,40	..	4,38
Estrie (05)	Ditton/Mont-Mégantic	4,30	4,50	4,36	4,38	4,33	4,41	..	4,49	..	4,37	4,43	4,39
Montérégie (16)	Hemmingford	..	..	..	4,35	4,24	4,28	4,34	4,30	4,30	4,31	4,34	4,30
Laurentides (15)	Saint-Hippolyte	4,26	4,43	4,26	4,36	4,25	4,29	4,23	4,33	4,31	4,30	..	4,30
Outaouais (07)	Wright/Le Domaine	..	..	..	4,26	4,30	4,25	4,29	4,37	4,24	4,26	4,27	4,28
Abitibi-Témiscamingue (08)	Mont-Brun	4,22	4,32	4,30	4,34	4,36	4,26	4,32	4,36	4,34	4,40	4,40	4,33
Nord-du-Québec (10)	Fermont	4,78	4,81	4,78	4,80	4,88	4,84	4,75	..	..	..	..	4,80

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction du milieu atmosphérique.

Tableau 7

Principaux descripteurs[1] de la qualité de l'eau enregistrés dans le fleuve Saint-Laurent et à l'embouchure des rivières, Québec, 1988-1993

Cours d'eau	Couleur vraie	Conductivité	Turbidité	Matières en suspension	Carbone organique dissous	Nitrates et nitrites	Azote ammoniacal	Phosphore total	Coliformes fécaux	pH
	Hazen	µS/cm	UNT	mg/l					n/100 ml	unité
Fleuve Saint-Laurent										
Canal de Beauharnois	2,0	297	0,9	2,0	2,0	0,24	0,02	0,018	2	8,2
Prise d'eau de Montréal	..	290	1,5	3,0	2,2	0,25	0,02	0,020	10	8,1
Prise d'eau de Sainte-Foy	..	212	4,7	11,0	3,9	0,27	0,02	0,037	60	7,8
Rive sud du fleuve										
Etchemin	27,0	130	2,9	7,0	6,0	0,63	0,06	0,074	200	7,7
Chaudière	27,0	110	2,6	7,0	7,0	0,32	0,05	0,043	220	7,5
Bécancour	23,0	192	3,1	6,0	5,7	0,32	0,04	0,040	172	7,9
Nicolet	16,0	232	2,3	5,0	5,2	0,52	0,04	0,051	200	8,1
Nicolet Sud-Ouest	26,0	244	4,8	11,0	6,6	0,48	0,09	0,085	136	8,1
Saint-François	27,5	180	3,8	10,0	6,7	0,22	0,05	0,052	152	7,8
Yamaska	39,5	393	20,0	33,0	7,2	1,54	0,13	0,185	250	8,1
Richelieu	12,0	185	5,9	11,0	3,4	0,31	0,06	0,052	182	7,9
Châteauguay	22,0	276	5,7	10,0	5,8	0,71	0,07	0,127	505	7,9
Rive nord du fleuve										
Du Nord	20,0	184	3,7	6,0	4,6	0,40	0,07	0,073	480	7,4
Du Lièvre	18,0	50	1,6	2,0	4,6	0,10	0,02	0,022	250	7,2
Gatineau	22,0	44	1,3	2,0	5,1	0,08	0,02	0,015	21	7,1
Des Outaouais	23,0	81	2,3	3,0	5,8	0,19	0,05	0,026	51	7,3
Des Mille Îles	20,0	137	3,4	5,0	5,8	0,32	0,08	0,063	2 400	7,6
Des Prairies	21,0	84	3,2	5,0	5,9	0,21	0,03	0,029	410	7,5
Saint-Maurice	32,0	31	1,5	2,5	6,4	0,07	0,01	0,021	320	6,6
Jacques-Cartier	24,5	52	1,4	3,0	4,6	0,23	0,01	0,023	92	7,1
Saint-Charles	25,0	340	6,0	11,0	3,9	0,37	0,10	0,055	3 800	7,6
L'Assomption	26,0	150	8,2	13,0	4,8	0,50	0,06	0,078	1 050	7,5
Maskinongé	29,0	79	7,0	13,0	5,2	0,19	0,03	0,077	2 000	7,2
Du Loup	29,0	77	14,0	19,0	4,8	0,18	0,07	0,072	2 800	7,2
Saguenay	33,0	30	1,5	3,0	6,2	0,10	0,01	0,017	52	6,9
Golfe Saint-Laurent sud										
Matapédia	8,0	170	0,5	1,0	1,8	0,18	0,01	0,013	25	8,0
Golfe Saint-Laurent nord										
Manicouagan	19,0	17	0,6	..	4,2	0,07	0,01	0,012	1	6,6
Moisie	23,0	25	1,1	..	5,0	0,05	0,01	0,013	-	7,0

1. Valeurs médianes. Ces descripteurs sont définis à la fin du texte.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des écosystèmes aquatiques.

Tableau 8

Dépassement des critères[1] de la qualité de l'eau enregistrés dans le fleuve Saint-Laurent et à l'embouchure des rivières, Québec, 1988-1993

Cours d'eau	Turbidité[1]	Azote ammoniacal[1]	Coliformes fécaux[1]	Phosphore total[1]
		%		
Fleuve Saint-Laurent				
Canal de Beauharnois	1,7	-	4,1	14,5
Prise d'eau de Montréal	2,3	-	1,1	11,1
Prise d'eau de Sainte-Foy	44,6	-	18,1	66,7
Rive nord du fleuve				
Du Nord	31,8	-	65,8	100,0
Du Lièvre	7,1	-	61,1	28,1
Gatineau	8,1	-	2,9	13,6
Des Outaouais	12,8	-	16,7	36,5
Des Mille Îles	30,2	-	96,3	93,7
Des Prairies	28,3	-	80,4	43,6
Saint-Maurice	2,6	-	76,1	20,8
Jacques-Cartier	3,7	-	28,7	35,0
Saint-Charles	58,1	7,1	99,2	87,1
L'Assomption	87,2	2,9	91,9	99,3
Maskinongé	79,5	-	92,6	100,0
Du Loup	81,8	3,4	96,1	91,0
Saguenay	4,6	-	19,6	13,1
Rive sud du fleuve				
Etchemin	29,2	7,0	49,6	96,6
Chaudière	31,7	1,7	53,4	76,9
Bécancour	27,7	1,4	43,5	69,4
Nicolet	19,9	1,4	49,4	81,3
Nicolet Sud-Ouest	44,7	5,1	40,4	99,3
Saint-François	35,8	-	40,0	94,2
Yamaska	87,1	12,9	55,0	100,0
Richelieu	57,8	0,8	46,1	93,4
Châteauguay	56,9	1,0	82,3	100,0
Golfe Saint-Laurent sud				
Matapédia	2,2	-	4,8	11,0
Golfe Saint-Laurent nord				
Manicouagan	-	-	-	16,4
Moisie	5,9	-	-	21,2

1. Ces critères sont définis à la fin du texte.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, Direction des écosystèmes aquatiques.

2

Tableau 9

Usines d'épuration construites dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, population desservie et investissements relatifs aux travaux d'assainissement, par région administrative, Québec, décembre 1993

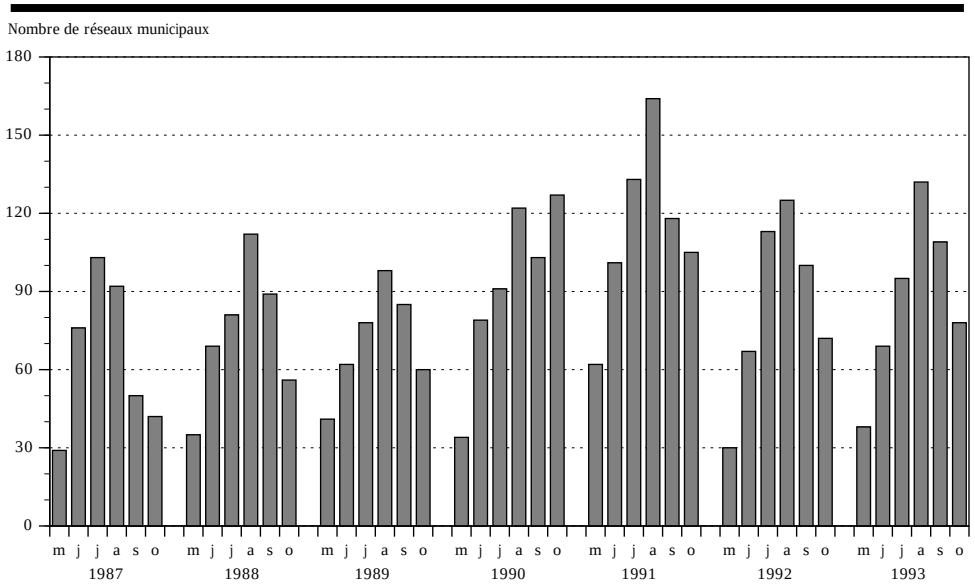
Région administrative	Usines d'épuration	Population desservie	Investissements					Montants engagés[1]
			Antérieurs à avril 1993	Prévus[1]			Total	
				1993	1994	1995 et plus		
	n		'000 000 $					
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	8	17 801	55,2	12,6	19,6	66,4	153,8	106,9
Bas-Saint-Laurent (01)	25	89 194	151,2	11,9	16,0	66,8	245,9	211,9
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	28	148 055	207,4	15,9	7,0	60,2	290,5	256,2
Québec (03)	18	514 254	570,2	9,9	11,0	127,5	718,6	603,9
Chaudière-Appalaches (12)	52	171 275	246,8	21,8	20,6	113,6	402,8	324,7
Mauricie—Bois-Francs (04)	25	200 723	252,3	21,5	36,6	177,6	488,0	380,0
Estrie (05)	51	204 359	239,9	9,7	13,5	30,0	293,1	287,5
Montérégie (16)	52	748 054	860,0	38,2	53,4	239,0	1 190,6	1 085,3
Montréal (06)	3	1 780 000	1 261,8	39,7	75,0	38,2	1 414,7	1 431,7
Laval (13)	2	63 566	288,1	6,8	15,0	234,9	544,8	303,6
Lanaudière (14)	21	36 037	99,9	18,7	29,3	123,5	271,4	262,3
Laurentides (15)	27	67 195	146,4	29,3	13,4	233,6	422,7	239,9
Outaouais (07)	8	169 583	195,7	5,3	2,1	34,8	237,9	210,9
Abitibi-Témiscamingue (08)	12	42 863	74,1	10,6	19,4	55,1	159,2	128,8
Côte-Nord (09)	3	30 174	40,1	10,5	9,1	69,8	129,5	65,5
Nord-du-Québec (10)	2	20 710	10,9	2,4	0,6	9,3	23,2	17,0
Le Québec	337	4 303 843	4 700,0	264,8	341,6	1 680,3	6 986,7	5 916,1

1. Par des ententes conclues au 31 janvier 1994.

Sources : Ministère des Affaires municipales, Direction de l'assainissement urbain; Direction générale de l'administration financière.

Figure 4

Nombre de réseaux municipaux desservis par un système ayant dérogé aux normes de qualité microbiologique, entre les mois de mai et d'octobre, Québec, 1987-1993



Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur municipal.

Tableau 10

Participation de Québécois aux activités[1] de pêche et de chasse et aux activités sans prélèvement faunique et répartition des participants selon le sexe, le groupe d'âge et la région de résidence, Québec, 1992

	Unité	Pêche	Chasse	Activités sans prélèvement faunique		
				Activité près du domicile[2]	Contact fortuit avec la faune[2]	Déplacement d'intérêt faunique[2]
Indicateurs de participation						
Participants	'000	11 627,0	459,5	3 554,4	1 664,3	924,6
Nombre total de jours	'000	13 371,0	6 571,0	196 203,0	28 775,0	18 862,0
Nombre de jours par participant	n	11,5	14,3	55,2	17,5	20,4
Taux de participation	%	21,0	8,3	64,2	29,7	16,7
Répartition des participants						
Sexe						
Hommes	%	67,7	90,6	50,9	52,2	55,3
Femmes	%	32,3	9,4	49,1	47,7	44,7
Groupe d'âge						
15-24 ans	%	12,1	21,8	17,5	20,7	19,3
25-34 ans	%	31,9	26,3	24,0	29,6	25,1
35-44 ans	%	30,0	22,7	22,6	24,2	22,7
45-54 ans	%	15,2	14,6	15,6	13,2	14,9
55-64 ans	%	8,3	8,8	10,0	7,2	8,6
65 ans et plus	%	2,5	5,8	10,3	5,1	9,4
Région de résidence						
Bas-Saint-Laurent (01) et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	%	5,3	9,1	4,7	4,4	4,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	%	7,7	9,0	4,8	4,0	3,9
Québec (03)	%	10,2	8,9	9,3	9,7	9,6
Chaudière-Appalaches (12)	%	6,0	7,2[3]	5,0	4,3	4,7
Mauricie—Bois-Francs (04)	%	8,1	7,2[3]	7,0	6,6	8,0
Estrie (05)	%	3,8	5,3[3]	5,3	4,8	5,0
Montérégie (16)	%	15,3	12,8	16,8	17,5	15,8
Montréal (06) et Laval (13)	%	19,6	12,5	27,8	30,2	30,5
Laurentides (15) et Lanaudière (14)	%	9,5	9,5	10,5	9,9	10,3
Outaouais (07)	%	5,5	5,8[3]	4,5	4,8	4,1
Abitibi-Témiscamingue (08)	%	4,5	7,0	2,4	2,1	2,1[3]
Côte-Nord (09) et Nord-du-Québec (10)	%	4,4	5,7[3]	1,9	1,7[3]	1,5[3]

1. Le piégeage des animaux à fourrure ne figure pas parmi les activités présentées dans ce tableau. Toutefois, mentionnons qu'en 1992-93, quelque 7 200 détenteurs d'un permis de piégeage et 2 200 autochtones ont vendu plus de 165 000 fourrures, pour une valeur excédant 2,8 millions de dollars.
2. Ces termes sont définis à la fin du texte.
3. La variabilité d'échantillonnage de cette estimation est légèrement supérieure à celle d'autres groupes à cause notamment du degré de variation dans la distribution de la caractéristique mesurée ou de la petite taille de l'échantillon.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des communications et du marketing.

Tableau 11

Dépenses des Québécois participant aux activités de pêche et de chasse et aux activités sans prélèvement faunique et retombées économiques de ces activités, Québec, 1992

	Unité	Pêche	Chasse	Activités sans prélèvement faunique		
				Activité près du domicile	Contact fortuit avec la faune	Déplacement d'intérêt faunique
Dépenses des Québécois						
Dépenses annuelles totales	'000 $	1 536 500	280 470	99 123	33 741	456 830
Courantes[1]	'000 $	662 304	205 483	99 123	33 741	286 773
Capital[2]	'000 $	874 196	74 987	-	-	170 057
Dépenses moyennes annuelles par participant	$	1 321,49	610,38	27,89	20,52	494,08
Courantes	$	569,63	447,19	27,89	20,52	310,16
Capital	$	751,87	163,19	-	-	183,92
Dépenses journalières par participant	$	49,53	31,27	0,51	1,17	15,20
Retombées économiques						
Emplois[3]	n	19 221	4 187	1 542	531	8 882
Revenus (bruts)[4]	'000 $	458 198	98 811	37 163	12 803	210 881
Valeur ajoutée[5]	'000 $	857 617	179 751	77 285	26 625	421 245
Revenus fiscaux et parafiscaux[6]						
Provincial	'000 $	218 094	53 066	19 728	6 796	108 814
Fédéral	'000 $	114 608	35 927	15 907	5 480	70 680

1. Achats en biens et services directement reliés à la pratique de l'activité, comme l'hébergement, la nourriture, le transport, le matériel de location, etc.
2. Achats de biens durables, tels que véhicules, embarcations, chalets, etc. réalisés pour la pratique de l'activité.
3. La main-d'oeuvre est comptabilisée en personnes-années et correspond à la charge totale de travail, sans distinction du type d'emploi (saisonnier, temps partiel ou autre).
4. Salaires et gages versés avant impôts à des résidents québécois.
5. Rémunération des facteurs de production à l'intérieur de l'économie québécoise, incluant la valeur estimée pour la masse salariale.
6. Comprenant les impôts sur les salaires et gages, la parafiscalité et les taxes indirectes, la T.V.Q. et la T.P.S.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des communications et du marketing.

Tableau 12

Permis de pêche et de chasse émis, selon le lieu de résidence, Québec, 1983-84 à 1992-93[1]

	Résidents du Québec		Résidents hors Québec		Total	
	Pêche	Chasse	Pêche	Chasse	Pêche	Chasse
	n					
1983-84	689 900	623 000	65 800	10 900	755 700	633 900
1984-85	686 400	599 600	62 100	11 200	748 500	610 800
1985-86	698 599	595 074	60 205	12 370	758 804	607 444
1986-87	714 133	611 601	61 518	13 973	775 651	625 574
1987-88	740 531	608 286	61 683	16 550	802 214	624 836
1988-89	777 308	604 788	65 019	17 205	842 327	621 993
1989-90	780 530	629 182	63 732	18 905	844 262	648 087
1990-91	798 905	622 532	61 166	18 758	860 071	641 290
1991-92	770 118	611 581	52 513	16 210	822 631	627 791
1992-93	745 193	564 477	48 672	14 937	793 865	579 414

1. En date du 20 janvier 1994.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la réglementation, de la tarification et des permis.

Tableau 13

Prises de saumons de l'Atlantique, selon la finalité de la capture, Québec, 1984-1992

	Total	Pêche commerciale	Pêche de subsistance	Pêche sportive	
				Prises	Jours-pêche
	n				
1984	30 660	13 951	5 075	11 634	42 058
1985	36 483	18 712	4 242	13 529	45 478
1986	47 360	24 596	5 228	17 536	53 247
1987	47 633	25 737	5 132	16 764	54 636
1988	51 299	24 510	5 481	21 308	61 188
1989	41 035	20 770	3 458	16 807	63 221
1990	43 245	19 517	3 471	20 257	67 733
1991	40 835	19 653	4 012	17 170	66 447
1992	42 860	19 700	2 976	20 184	69 060

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la faune et des habitats.

Tableau 14

Captures des espèces de grande faune, Québec, 1979-1993

	Orignal	Cerf de Virginie		Caribou	Ours noir	
		Anticosti	Reste du Québec		Chasse	Piégeage
	n					
1979	8 319	2 892	2 239	2 463	1 085	70
1980	9 431	3 286	4 205	2 866	1 749	294
1981	9 770	4 759	7 835	3 392	1 525	491
1982	11 844	5 980	3 933	2 936	1 439	333
1983	11 338	6 461	4 764	4 056	1 769	437
1984	11 362	7 042	6 894	4 483	1 440	519
1985	10 968	7 846	7 470	6 095	1 626	565
1986	11 188	7 982	9 502	8 960	2 455	556
1987	10 977	7 549	9 794	8 797	1 964	589
1988	11 288	8 223	10 015	9 196	2 330	481
1989	11 018	7 823	12 729	10 178	2 690	636
1990	12 447	7 304	13 759	12 707	2 779	720
1991	11 892	7 910	14 544	11 544	2 479	920
1992	11 944	7 670	14 723	11 507	3 000	1 321
1993	11 043	8 483	16 643	11 566	3 292	1 235

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la faune et des habitats.

Tableau 15

Ventes de fourrures d'animaux sauvages, selon l'espèce, Québec, 1991-92 et 1992-93[1]

Espèce	Fourrures		Valeur moyenne[3]		Valeur totale	
	1991-92	1992-93[2]	1991-92	1992-93	1991-92	1992-93
	n		$			
Belette	8 924	5 176	3,49	4,58	31 145	23 706
Castor	48 637	45 467	18,78	15,54	913 403	706 557
Coyote	4 086	3 862	30,92	34,48	126 339	133 162
Écureuil	2 909	4 518	1,06	1,42	3 084	6 416
Loup	521	592	133,34	113,34	69 470	67 097
Loutre	2 778	2 808	55,91	64,09	155 318	179 965
Lynx du Canada	978	1 176	74,62	67,34	72 978	79 192
Lynx roux	12	-	44,09	-	529	-
Martre d'Amérique	34 832	22 876	57,60	38,18	2 006 323	873 406
Moufette rayée	58	64	3,24	2,58	188	165
Ours noir	854	1 233	55,90	49,41	47 739	60 923
Ours polaire	32	18	1 641,00	851,85	52 512	15 333
Pékan	2 093	2 142	49,79	31,31	104 210	67 066
Rat musqué	58 078	45 978	2,17	2,10	126 029	96 554
Raton laveur	4 533	4 928	6,19	8,69	28 059	42 824
Renard argenté	263	141	13,16	15,62	3 461	2 202
Renard arctique	745	89	12,42	26,54	9 253	2 362
Renard bleu	4	1	-	-	-	-
Renard croisé	1 058	769	17,47	26,00	18 483	19 994
Renard roux	20 135	18 207	20,64	20,10	415 586	365 961
Vison	8 105	5 243	34,54	23,34	279 947	122 372
Total	199 635	165 288	...	...	4 464 056	2 865 257

1. En date du 16 décembre 1993.
2. Ventes comptabilisées du 1er septembre 1992 au 31 août 1993.
3. Valeur moyenne des fourrures vendues aux enchères.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la faune et des habitats.

Tableau 16

Nombre et superficie des milieux naturels officiellement protégés à des fins de conservation, selon la compétence et l'organisme dont ils relèvent, Québec, 1988 et 1994

Compétence	Organisme	Entités		Superficie	
		1988	1994	1988	1994
		n		km²	
Compétence internationale					
Sites Ramsar	Union mondiale pour la nature (UICN) - Convention de Ramsar	3	3	..	22,5[1]
Réserves de la biosphère	UNESCO - Programme *L'Homme et la Biosphère*	1	2	...[2]	...[2]
Compétence fédérale					
Réserves nationales de la faune	Service canadien de la faune	8	8	48,4	53,1
Refuges d'oiseaux migrateurs	Service canadien de la faune	33	33	435,3[3]	453,3[3]
Aires de repos	Service canadien de la faune	3	3	89,0	89,0
Parcs nationaux et réserves de parc	Parcs Canada	3	3	879,0	934,3
Parc de la Gatineau	Commission de la capitale nationale	1	1	357,0	357,0
Parc-du-Lac-Lamy	Commission de la capitale nationale	1	1	2,5	2,5
Parc historique de la Grosse-Île	Parcs Canada	1	1	1,9	1,9
Parc des Champs de bataille nationaux (Plaines d'Abraham et Parc des Braves)	Parcs Canada	2	2	1,1	1,1
Compétence provinciale					
Parcs de conservation	Ministère de l'Environnement et de la Faune	10	11	2 445,6	2 500,0
Parcs de récréation	Ministère de l'Environnement et de la Faune	6	6	1 748,4	1 748,4
Parcs d'intérêt récréo-touristique et de conservation	Ministère de l'Environnement et de la Faune	3	5	77,9	80,4
Réserves écologiques	Ministère de l'Environnement et de la Faune	17	48	84,0	459,0
Arrondissements naturels	Ministère de la Culture et des Communications	3	3	...[2]	...[2]
Refuge faunique de la Grande-Île	Ministère de l'Environnement et de la Faune	1	1	1,5	1,5
Habitats fauniques	Ministère de l'Environnement et de la Faune	-	456	-	34 265,2
Habitats floristiques	Ministère de l'Environnement et de la Faune	-	2	-	0,64
Sites protégés par la Fondation de la faune du Québec	Fondation de la faune du Québec	..	7	..	3,1
Compétence régionale (données partielles)					
Parcs régionaux urbains	Communauté urbaine de Montréal	7	8	9,5	11,4
Parcs d'intérêt récréo-touristique et de conservation	Régies intermunicipales, Communauté urbaine de Québec, MRC, municipalités	..	25	..	409,5
Compétence des milieux d'enseignement (données partielles)					
Forêts d'enseignement et de recherche	Universités, collèges et commissions scolaires	..	11	..	260,7
Réserve de l'Arboretum Morgan	Université McGill, Collège MacDonald	1	1	1,5	2,5
Centre de conservation de la nature du Mont-Saint-Hilaire[4]	Université McGill	1	1	11	11
Compétence privée (données partielles)					
Parcs d'intérêt récréo-touristique et de conservation	Corporation sans but lucratif	..	10	..	81,7
Sites protégés par des chartes d'organismes privés	Sociétés et fiducies vouées à la conservation de milieux naturels	..	30	±25,0	40,3
Total		...	...	...	41 801,0

1. Si on incluait les superficies des réserves nationales de la faune de l'Isle-Verte, du Cap-Tourmente et du lac Saint-François, en raison de leur superposition avec les sites Ramsar, la superficie serait de 63,7 km².
2. Les réserves de la biosphère et les arrondissements naturels ne sont pas inclus dans les statistiques des milieux naturels protégés.
3. Si on incluait les superficies du parc provincial de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé et du Centre de conservation de la nature du Mont-Saint-Hilaire, la superficie atteindrait 506,8 km².
4. Également une réserve de la biosphère.

Sources : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la conservation et du patrimoine écologique; Direction de la faune et des habitats.

Tableau 17

Déchets solides générés, selon le mode de récupération ou d'élimination, Québec, 1992

Mode de récupération ou d'élimination	Déchets produits	
	'000 t	%
Résidus récupérés	1 595,0	22,0
Par collecte sélective municipale	132,0	1,8
Par la consignation des contenants à remplissage unique	31,0	0,4
Par collecte sélective industrielle, commerciale et institutionnelle	1 415,0	19,6
Par compostage	17,0	0,2
Déchets solides éliminés	5 628,0	78,0
Dans les incinérateurs municipaux	379,0	5,3
Dans les dépôts de matériaux secs	800,0	11,1
Dans les lieux d'enfouissement municipaux, industriels, commerciaux et institutionnels	4 449,0[1]	61,6
Total	7 223,0	100,0

1. Incluant 166 000 t de cendres produites par l'élimination de déchets dans les incinérateurs municipaux.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la promotion du développement durable.

Tableau 18

Coût pour l'élimination d'une tonne de déchets solides, selon le mode, Québec, 1985-86, 1990 et 1993

Mode d'élimination	Coût								
	1985-86			1990			1993		
	Minimum	Maximum	Moyenne[1]	Minimum	Maximum	Moyenne[1]	Minimum	Maximum	Moyenne[1]
	$								
Incinération	18,00	51,00	33,00	27,00	60,00	39,00	35,00	100,62	84,90
Enfouissement	7,00	25,00	10,00	8,00	45,00	21,60	9,60	40,00	27,94
Dépôt en tranchée	4,00	25,00	9,50	5,50	21,00	13,25	...	...	...

1. Moyenne pondérée.

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur municipal.

Tableau 19

Lieux d'élimination des déchets solides, selon le type et la région administrative, Québec, 1992

Région administrative	Lieux d'enfouissement sanitaire	Dépôts en tranchée	Dépôts de matériaux secs	Dépôts en milieu nordique	Dépotoirs illégaux	Incinérateurs
	n					
Bas-Saint-Laurent (01) et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	14	59	8	-	10	-
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	4	33	15	-	-	-
Québec (03)	7	8	6	-	-	1
Chaudière-Appalaches (12)	10	11	6	-	-	1
Mauricie—Bois-Francs (04)	6	13	15	-	1	-
Estrie (05)	8	8	5	-	-	-
Montérégie (16)	3	2	14	-	-	-
Montréal (06) et Lanaudière (14)	4	3	6	-	1	1
Laval (13) et Laurentides (15)	4	27	10	-	-	-
Outaouais (07)	1	51	2	-	5	-
Abitibi-Témiscamingue (08) et Nord-du-Québec (10)	3	110	3	13	11	-
Côte-Nord (09)	5	28	7	-	16	-
Le Québec	69	353	97	13	44	3

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des politiques du secteur municipal.

Tableau 20

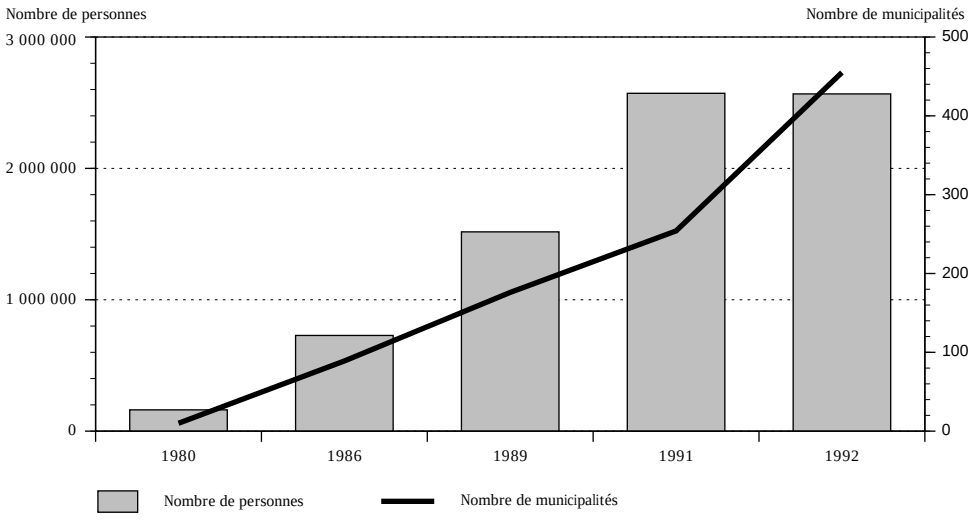
Collecte sélective municipale et programme de compostage des résidus verts, par région administrative, Québec, 1992

Région administrative	Collecte sélective				Compostage des résidus verts			
	Municipalités desservies	Population desservie			Municipalités desservies	Population desservie		
		Porte à porte	Dépôt volontaire	Total		Programme municipal[1]	Programme domestique[2]	Total
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bas-Saint-Laurent (01)	25	1 020	39 211	40 231	13	54 300	92	54 392
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	35	223 150	35 100	258 250	-	-	-	-
Québec (03)	36	79 479	80 067	159 546	13	462 380	879	462 684
Chaudière-Appalaches (12)	77	79 089	88 485	167 574	16	115 611	1 244	116 855
Mauricie—Bois-Francs (04)	50	131 989	27 327	159 316	5	8 150	-	8 150
Estrie (05)	36	53 456	51 402	104 858	19	89 609	297	91 794
Montérégie (16)	124	629 070	74 040	703 110	28	97 614	996	97 762
Montréal (06)	26	551 889	113 300	626 029	10	95 634	19 394	95 878
Laval (13)	1	9 092	-	9 092	1	-	8 694	8 694
Lanaudière (14)	11	84 624	525	85 149	1	48 400	-	48 400
Laurentides (15)	13	36 600	24 520	61 120	11	94 700	1 193	95 235
Outaouais (07)	8	141 364	-	141 364	1	-	7 363	7 363
Abitibi-Témiscamingue (08)	12	1 380	10 060	11 440	1	1 070	-	1 070
Côte-Nord (09)	-	-	-	-	1	24 400	-	24 400
Nord-du-Québec (10)	1	-	690	690	-	-	-	-
Le Québec	455	2 022 202	544 727	2 566 929	126	1 091 868	42 826	1 112 677

1. Collecte de résidus verts (herbes, feuilles ou branches).
2. Composteurs domestiques distribués par la municipalité; la population desservie a été calculée en multipliant le nombre de composteurs distribués par le coefficient du nombre de personnes par logement de Statistique Canada.

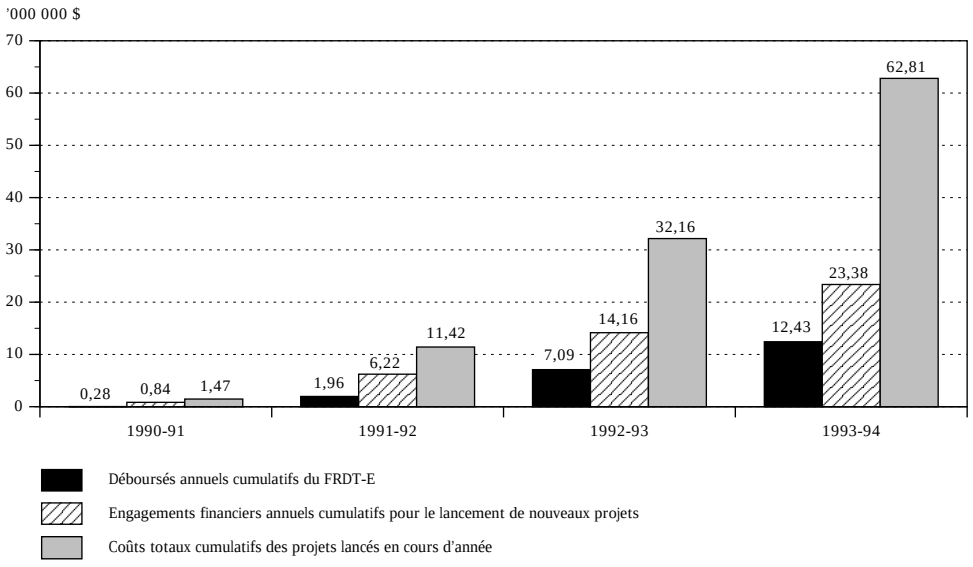
Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la promotion du développement durable.

Figure 5
Population desservie par la collecte sélective et nombre de municipalités offrant ce service (porte à porte et dépôt volontaire), Québec, 1980-1992



Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la promotion du développement durable.

Figure 6
Évolution du Fonds de recherche et de développement technologique en environnement, Québec, 1990-91 à 1993-94



Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction de la recherche.

3

Population et ménages

La population du Québec et de ses régions 177

Les événements démographiques 178

Les ménages 181

Définitions 183

3

Liste des tableaux

1. Population des principaux États et des provinces canadiennes, régions métropolitaines et villes, États-Unis, 1990 et Canada, 1991 184
2. Population selon le groupe d'âge, par région, Canada, 1992 184
3. Population, naissances, décès et mariages par région administrative, Québec, 1986, 1991 et 1992 185
4. Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine, Québec, 1986, 1991 et 1992 186
5. Évolution de la population des régions métropolitaines de recensement, Québec, 1986, 1991 et 1992 188
6. Décès et taux de mortalité, Québec, 1971-1992 188
7. Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1990-1992 189
8. Décès selon la cause et le sexe, Québec, 1990-1992 189
9. Naissances et taux de natalité, Québec, 1971-1992 191
10. Naissances selon l'état matrimonial et le groupe d'âge de la mère, Québec, 1990-1992 191
11. Naissances selon le rang de l'enfant, Québec, 1975-1992 192
12. Mariages, taux de nuptialité et divorces, Québec, 1971-1992 192
13. Mariages selon le groupe d'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1992 193
14. Divorces selon l'âge et le sexe Québec, 1991 et 1992 193
15. Migrations interrégionales et interprovinciales et immigration internationale, population de 5 ans et plus, par région administrative, Québec, 1986-1991 194
16. Immigrants admis, selon le pays de naissance, Québec, 1991 et 1992 194
17. Immigrants selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1981-1992 195
18. Population totale, ménages privés et familles de recensement, Québec, 1951-1991 195
19. Ménages familiaux et non familiaux, Québec, 1971-1991 196
20. Ménages selon l'âge de la personne-repère, Québec, 1971-1991 196
21. Taux de personne-repère des ménages, selon le groupe d'âge, Québec, 1971-1991 197
22. Ménages selon le nombre de personnes, Québec, 1971-1991 197
23. Personnes vivant seules selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986 et 1991 198

Liste des figures

1. Population par région administrative, Québec, 1992 185

2. Situation domestique et familiale selon l'âge et le sexe, Québec, 1991 198

3

Ce chapitre a été réalisé par Louis Duchesne, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre situe la population du Québec dans l'ensemble nord-américain et présente l'effectif des régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des régions métropolitaines de recensement. Les tableaux concernant les événements démographiques (décès, naissances, mariages, divorces, et migrations) comportent une dimension historique et contiennent certaines variables, principalement l'âge et le sexe des personnes. Alors que le texte sur l'évolution démographique présenté en première partie porte sur les taux et les indices, cette section contient surtout des données brutes. Une courte section présente la situation des ménages; les familles sont traitées dans le chapitre des groupes-cibles.

La population du Québec et de ses régions

La population du Québec est estimée à un peu plus de 7 millions d'habitants en 1991, ce qui la situe au 11e rang des 59 États et provinces du Canada et des États-Unis d'Amérique (tableau 1). L'Ontario compte 10,5 millions de personnes et l'État de New York, au sud du Québec, 18 millions. L'un des 32 États du Mexique, Mexico, et le district fédéral de Mexico ont des populations supérieures à celle du Québec.

La région métropolitaine de Montréal, avec 3,2 millions d'habitants, constitue la 12e conurbation en importance; cependant un écart énorme la sépare de la région métropolitaine de New York, au 1er rang avec 18 millions, ou encore de celle de Los Angeles, au 2e rang avec 15 millions. À l'échelle de l'Amérique du Nord, la région de Mexico avec ses 15 millions d'habitants la fait passer au 13e rang des conurbations. La région de Montréal, qui était jusqu'en 1971 la métropole du Canada, se fait de plus en plus distancer par Toronto dont la population dépasse les 4 millions d'habitants.

Sur le plan municipal cependant, la ville de Montréal est la seule à compter un million d'habitants au Canada et seulement sept villes des États-Unis et quatre villes du Mexique la devancent.

En 1992, la population du Canada est estimée à 28,4 millions d'habitants et celles du Québec et de l'Ontario, à 7,2 et 10,6 millions respectivement (tableau 2). Le Québec représente tout juste le quart de la population canadienne (25,1 %) alors que l'Ontario compte 37 % des Canadiens. De 29 % entre 1941 et 1966, le poids démographique du Québec dans le Canada baisse depuis de façon assez importante.

L'immensité du territoire du Québec et le fait que la plus grande partie du 1,5 million de kilomètres carrés de sa superficie soit inhabitée, fait que la densité moyenne (4,7 habitants au km^2) est peu significative. L'île de Montréal, avec 3 645 habitants au km^2, connaît la plus forte densité.

En 1991, le Québec est subdivisé en trois principaux paliers administratifs, soit 1 637 municipalités, 102 municipalités régionales de comté (comprenant les 3 communautés urbaines) et 16 régions administratives. Selon les estimations de juillet 1992, la région

administrative de Montréal, qui correspond à l'île de Montréal, compte 1 812 500 habitants, ce qui équivaut à 25 % de la population du Québec et en fait la région la plus populeuse (tableau 3 et figure 1). Cependant, la population de Montréal diminue; de près de 2 millions en 1971, elle regroupait alors le tiers de la population du Québec. La Montérégie, la deuxième région en importance avec 1 255 700 habitants en 1992, compte pour 18 % de la population du Québec. Alors que la région de Montréal perd 4 000 personnes entre 1986 et 1991, la Montérégie en gagne 112 000, ce qui donne un taux d'accroissement de 10 %. Les régions des Laurentides et de Lanaudière, qui voient leur population croître de 20 % et de 19 % respectivement pendant ces cinq années, enregistrent les plus fortes augmentations. Par ailleurs, les régions de Laval et de l'Outaouais affichent une croissance de 11 % entre 1986 et 1991 et la région de Québec, troisième quant à la population avec 640 700 personnes en 1992, connaît un taux de 5 % pendant ce lustre. Certaines régions subissent une diminution de population; ainsi la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine accuse une baisse de 6 %. La région Nord-du-Québec, qui s'étend sur plus de la moitié du territoire, ne compte que 37 000 habitants en 1992.

La croissance est inégalement répartie sur le territoire. Huit municipalités régionales de comté (MRC), situées au nord et à l'ouest de Montréal et au nord de Hull ont, entre 1986 et 1991, une croissance supérieure à 20 %, qui atteint même 30 % pour deux d'entre elles : Thérèse-De Blainvile et Les Moulins (tableau 4). Treize MRC, situées dans la grande couronne de Montréal et autour de la communauté urbaine de Québec ont un taux de variation de 10 à 20 %. Par contre le tiers des MRC voient leur population décroître. La population du Québec est très concentrée et les onze MRC les plus importantes regroupent 56 % des Québécois.

Avec une augmentation de 30 000 personnes, la municipalité de Laval, dont le territoire correspond à la région du même nom, affiche la croissance la plus forte en nombres absolus entre 1986 et 1991. Seulement douze municipalités connaissent une augmentation de plus de 5 000 citoyens. Par ailleurs, même s'il ne s'agit pas de baisses majeures, près de la moitié des municipalités voient leur population diminuer; seulement six municipalités perdent plus de 1 000 habitants.

Pour mieux cerner les conurbations, il faut recourir aux régions métropolitaines de recensement qui sont des unités statistiques plutôt que des unités administratives (tableau 5). À elles seules les six régions métropolitaines comptent 4,6 millions d'habitants en 1992, ce qui représente 64 % de la population du Québec; la seule région métropolitaine de Montréal regroupe 45 % des Québécois, soit 3,2 millions d'habitants en 1992. La région métropolitaine de Québec, avec 672 500 personnes, correspond à 9 % de la population du Québec. De 1981 à 1991, on observe une plus forte croissance dans les régions métropolitaines (6 %) que dans le reste du Québec (3 %).

Les événements démographiques

Les variations de la population résultent de l'évolution des naissances, des décès et des échanges migratoires. Les mariages et les divorces ont encore une certaine influence sur les naissances, et exercent un rôle dans l'évolution des ménages.

Les décès

On enregistre 48 963 décès en 1992, ce qui représente un taux de mortalité de 6,8 ‰, soit 6,8 décès pour 1 000 habitants (tableau 6). Même s'il s'agit d'une baisse par rapport à 1991, le nombre de 49 243 décès demeure le deuxième plus élevé de notre histoire. Le nombre de décès augmente à cause de la croissance de la population et plus particulièrement de celle

de la population âgée plus soumise au risque de décéder. De 1972 à 1984, on dénombrait autour de 43 000 à 44 000 décès, annuellement, puis leur nombre a augmenté d'année en année, exception faite de la légère baisse observée en 1992. En fait, le taux brut de mortalité n'est pas un très bon indicateur de la mortalité puisque l'espérance de vie, ou la vie moyenne, augmente malgré la croissance du nombre de décès.

En 1992, comme à chaque année, on a enregistré beaucoup plus de décès chez les hommes (26 515) que chez les femmes (22 448), ce qui donne un rapport de 118 décès masculins pour 100 décès féminins (tableau 7). Ce n'est que chez les 80 ans et plus que l'on compte plus de décès de femmes, mais même à ces âges les taux de mortalité des hommes sont plus élevés. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, les décès sont 2,8 fois plus fréquents chez les hommes que chez les femmes; les hommes de ces âges sont beaucoup plus souvent victimes de mort violente que les femmes, particulièrement en ce qui a trait au suicide et aux accidents de voiture.

Le tableau 8 présente une série de causes de décès ou de groupes de causes pour les années 1990 à 1992. Les maladies de l'appareil circulatoire, principal groupe de maladies, provoquent en 1992 36 % des décès des hommes (9 433) et 39 % des décès des femmes (8 811). Les tumeurs viennent au second rang et emportent 31 % des hommes et 30 % des femmes. Les traumatismes et empoisonnements, causes de mort violente, comptent pour 2 419 décès chez les hommes et 1 050 chez les femmes. Le sida ne cause que 410 décès, et dans 92 % des cas, la victime est de sexe masculin.

Les naissances

L'année 1992 voit 96 054 nouveaux-nés, soit moins qu'en 1991 alors qu'on enregistrait 97 348 naissances. Le nombre de naissances qui chutait dans les années 80, jusqu'à 83 600 en 1987, amorça une remontée qualifiée parfois de mini baby-boom pour atteindre 98 013 en 1990. Comme en 1992, la chute se poursuit en 1993 puisqu'on dénombre alors seulement 92 322 naissances.

Une majorité de femmes qui ont accouché en 1992 appartiennent au groupe des 25-29 ans puisqu'elles ont donné naissance à 38 464 des 96 054 nouveaux-nés, soit 40 % (tableau 10). Si l'on tient compte de l'état matrimonial, seulement 57 % des nouveaux-nés ont une mère mariée. En fait, la proportion de mères non mariées est toujours de plus en plus forte et celles-ci sont majoritaires chez les femmes plus jeunes; ainsi seulement 10 % des mères de 15-19 ans sont mariées. La proportion de naissances hors mariage augmente considérablement et très rapidement : de 14 % en 1980, elle passe à 25 % en 1985 et à 38 % en 1990 avant d'atteindre 43 % en 1992.

Parmi les enfants nés en 1992, on enregistre 45 % de premiers-nés, 36 % de deuxièmes enfants, 14 % de troisièmes et 5 % de quatrièmes enfants ou de rang plus élevé (tableau 11). Si dans l'ensemble, il n'y a pas de grands changements dans la répartition selon le rang depuis 1975, on observe ces dernières années une légère augmentation de l'ordre d'un point de pourcentage des naissances de rang 3 et de rang 4 et plus. Il y a une trentaine d'années, plus du tiers des naissances étaient de rang 4 et plus; en 1961, on enregistrait 50 530 naissances de ces rangs en regard de seulement 4 848 en 1992.

Les mariages et les divorces

Le nombre de mariages chute de 11 % en 1992 avec seulement 25 821 en regard de 28 922 en 1991 (tableau 12). Alors qu'on enregistrait 32 059 mariages en 1990 et que leur nombre s'élève à 25 018 en 1993, la baisse des dernières années peut être qualifiée de très importante. En 1972, on célébrait deux fois plus de mariages qu'en 1992 et le taux de nuptialité était alors de 8,7 ‰ en regard de 3,6 ‰ en 1992. Quant aux divorces, les cours en ont prononcés 20 277 en 1991, soit un peu moins qu'en 1990. La législation de 1986, qui facilite les procédures de divorce, a fait augmenter leur nombre qui était de 15 814 en 1985.

La répartition des mariages selon l'état matrimonial (tableau 13) montre que 78 % des hommes qui se sont mariés ou remariés en 1992 étaient célibataires, 19 % divorcés et 3 % veufs, alors que 80 % des femmes étaient célibataires, 17 % divorcées et 3 % veuves. Le groupe d'âge où l'on trouve le plus grand nombre de personnes à s'être mariées en 1992 est celui de 25-29 ans avec 35 % des hommes et 31 % des femmes.

C'est chez les 35-39 ans que l'on trouve le plus d'hommes qui ont divorcé en 1991 avec 20 %, tandis que chez les femmes, il s'agit des 30-34 ans avec 21 % (tableau 14).

Les migrations

En plus de fournir des données relatives aux échanges migratoires des régions avec les autres provinces du Canada et l'entrée d'immigrants internationaux (tableau 15), le recensement de 1991 permet de connaître les migrations entre les régions administratives du Québec au cours de la période 1986-1991. Bien entendu, le recensement ne rejoint pas les émigrants internationaux.

Près de 600 000 Québécois n'habitent plus en 1991 la même région administrative qu'en 1986. Six des régions sortent gagnantes de ces échanges et huit en sortent perdantes; aux extrêmes on trouve la Montérégie avec un solde positif de 47 475 et Montréal avec une migration interne nette de -83 800. C'est à trois régions périphériques de Montréal que la migration interne profite le plus, c'est-à-dire la Montérégie, les Laurentides et Lanaudière.

Le Québec a perdu 25 555 personnes dans ses échanges avec les autres provinces au cours des cinq années précédant le recensement : ce solde résulte de 81 995 entrées de Canadiens des autres provinces venant au Québec et de 107 550 sorties de Québécois. La moitié des sortants du Québec habitaient Montréal qui affiche un solde interprovincial de -25 660 personnes. Les autres régions ont des soldes peu importants, sauf l'Outaouais qui affiche une migration nette de 7 555 personnes, mais dans ce cas, il s'agit souvent de migrations de courte distance au sein de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull.

Parmi les 141 855 personnes recensées en 1991 qui ont déclaré avoir immigré depuis 1986, 75 % résident à Montréal et 9 % dans la Montérégie. Les autres régions attirent peu les immigrants internationaux.

Parmi les pays de naissance des immigrants arrivés en 1992 (tableau 16), c'est Hong Kong qui fournit le plus important contingent avec 4 622 personnes (9,6 % des immigrants), suivi du Liban avec 3 711 personnes (7,7 %). Selon le continent, les immigrants, qui viennent le plus souvent du Tiers-Monde, se répartissent ainsi : 49 % d'Asie, 17 % d'Europe, 22 % d'Amérique et 12 % d'Afrique.

Sur le plan linguistique, un peu plus d'immigrants déclarent connaître l'anglais (39,3 %) en 1992 que le français (36,1 %); ces proportions comprennent 14,9 % des immigrants qui maîtrisent les deux langues. Il y a 10 ans, en 1982, 43,3 % des immigrants connaissaient le français et 30,7 % l'anglais.

Les ménages

Le nombre de ménages privés recensés en 1991 atteint 2,6 millions, ce qui représente une augmentation de 12 % en regard de 1986 (tableau 18). Cette croissance, de beaucoup supérieure à celle de la population (5,6 %), fait que le nombre de personnes par ménage baisse et passe de 2,71 en 1986 à 2,56 en 1991. Près de 98 % des Québécois vivent dans un ménage privé et le reste, une faible proportion, dans un ménage collectif. De plus, en 1991, 82 % de la population se répartit dans le 1,9 million de familles recensées. De 3,12 en 1986, le nombre de personnes par famille baisse à 3,01 en 1991. En 1951, la taille moyenne des ménages était de 4,56 personnes et celle des familles, de 4,22 personnes.

Les ménages familiaux représentent 70,9 % des ménages en 1991, en regard de 73,6 % en 1986 et de 82,6 % en 1971 (tableau 19). La proportion des ménages non familiaux enregistre une hausse, en raison principalement de l'accroissement des ménages d'une personne qui comptent pour le quart des ménages en 1991 contre seulement 12 % en 1971.

En ce qui concerne les personnes-repères (l'un des deux conjoints, le père ou la mère d'une famille monoparentale ou encore l'un des adultes du ménage), c'est dans le groupe des 35-44 ans que l'on trouve la plus grande proportion (24 %) de ces personnes en 1991 (tableau 20). En 1986, c'est le groupe des 25-34 ans qui comptait le plus de personnes-repères. Le vieillissement de la population a donc des répercussions très perceptibles sur la structure des personnes-repères : le nombre de celles de 15-24 ans baisse de 168 365 à 121 265 entre 1981 et 1991 et celui des 75 ans et plus augmente de 97 750 à 161 930. Le poids relatif des jeunes ménages diminue donc au profit de celui des personnes plus âgées.

Le taux de personne-repère indique la proportion des individus d'un groupe d'âge qui sont à la tête (au sens large) d'un ménage. La tendance générale est à l'augmentation des taux dans tous les groupes d'âge. Ainsi le taux des 15-24 ans passe de 8,7 % en 1971 à 13,1 % en 1991 et celui des 75 ans et plus de 49,0 % en 1981 à 54,4 % en 1991. Chez les moins de 35 ans, on remarque une légère baisse entre 1981 et 1986 et les taux de 1991 n'ont pas retrouvé le niveau de 1981.

La baisse de la taille moyenne des ménages résulte d'une baisse considérable du nombre et de la proportion des ménages de grande taille. Ainsi, on ne trouve en 1991 que 57 085 ménages comprenant au moins six personnes en regard de 271 765 en 1971; leur proportion passe pendant cette période de 16,9 % des ménages à seulement 2,2 % (tableau 22). La proportion des ménages d'une personne passe de 12,1 % en 1971 à 24,7 % en 1991, et celle des ménages de deux personnes, de 23,1 % à 31,4 %.

En raison du poids important des femmes âgées vivant seules, les femmes représentent la majorité (57 %) des personnes vivant seules (tableau 23). Les hommes de 20 à 44 ans sont plus nombreux à former un ménage d'une personne que les femmes de ces âges. Chez les personnes de 75 ans et plus, 35 % des femmes et 16 % des hommes vivent seuls.

Enfin, la figure 2 présente la distribution des hommes et des femmes selon leur situation domestique et familiale à différents âges. Les jeunes de 0-14 ans vivent presque tous dans une famille. Chez les 20-24 ans, une très forte proportion de jeunes changent de situation et de statut en devenant époux ou parents; seulement 23 % des hommes et 18 % des femmes de ce groupe d'âge ne vivent pas au sein d'une famille. Les femmes ont une nuptialité plus précoce que les hommes, et elles deviennent épouses ou mères plus jeunes. Chez les femmes de 35-44 ans, la proportion d'épouses ou de parents atteint 85 %, alors que chez les hommes du même groupe d'âge elle n'est que de 78 %. Cependant, le veuvage beaucoup plus important chez les femmes ainsi que le divorce et le départ des enfants des familles monoparentales se traduisent par une baisse importante de la proportion de femmes vivant dans une famille : seulement 53 % des femmes de 65-74 ans sont encore parents ou épouses en regard de 77 % des hommes. Chez les personnes de 75 ans et plus, 75 % des femmes et 40 % des hommes ne vivent plus dans une famille : plus précisément, 35 % des femmes et 16 % des hommes vivent seuls tandis que 24 % des femmes et 15 % des hommes vivent dans des ménages collectifs, et 16 % des femmes et 10 % des hommes vivent dans un ménage privé avec d'autres personnes.

Autres lectures suggérées

DUCHESNE, Louis, *La situation démographique au Québec*, édition 1994, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 224 p.
VALOIS, Jocelyne, *Sociologie de la famille au Québec*, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1992, 333 p.

Définitions

Famille

Époux et épouse (avec ou sans enfants jamais mariés, peu importe leur âge) ou un parent seul (peu importe son état matrimonial) avec un ou plusieurs enfants jamais mariés (quel que soit leur âge) vivant dans le même logement.

Ménage collectif

Personne ou groupe de personnes occupant un logement collectif (institution ou établissement commercial ou communautaire : hôtel, prison, hôpital psychiatrique, hospice, caserne, couvent, maison de chambres, etc.).

Ménage familial

Ménage privé qui comprend au moins une famille.

Ménage privé

Personne ou groupe de personnes vivant dans un logement privé (c'est-à-dire ayant une entrée privée).

Personne-repère

L'expression «personne-repère» remplace celle de «chef de ménage». Il peut s'agir de l'une ou l'autre des personnes suivantes: l'un des conjoints d'un couple vivant dans un logement, le parent seul qui vit avec son ou ses enfants célibataires ou encore, si aucune des catégories précédentes ne s'applique, n'importe quel des adultes du ménage.

3

Tableau 1

Population des principaux États et des provinces canadiennes, régions métropolitaines et villes, États-Unis, 1990 et Canada, 1991

Principaux États et provinces canadiennes	Population	Principales régions métropolitaines	Population	Principales villes	Population
	'000		'000		'000
Californie	29 760	New York	18 087	New York	7 323
New York	17 990	Los Angeles	14 532	Los Angeles	3 485
Texas	16 987	Chicago	8 066	Chicago	2 784
Floride	12 938	San Francisco	6 253	Houston	1 631
Pennsylvanie	11 882	Philadelphie	5 899	Philadelphie	1 586
Illinois	11 431	Détroit	4 665	San Diego	1 111
Ohio	10 847	Boston	4 172	Détroit	1 028
Ontario	10 471	Toronto	4 040	Montréal	1 018
Michigan	9 295	Washington	3 924	Dallas	1 007
New Jersey	7 730	Dallas	3 885	Phoenix	983
Québec	7 081	Houston	3 711	San Antonio	936
Caroline du Nord	6 629	Montréal	3 215	San Jose	782
Georgie	6 478	Miami	3 193	Baltimore	736
Virginie	6 187	Atlanta	2 834	Indianapolis	731
Massachusetts	6 016	Cleveland	2 760	San Francisco	724
Colombie-Britannique	3 377	Seattle	2 559	Calgary	711
Alberta	2 600	San Diego	2 498	Toronto	635
Manitoba	1 113	Minneapolis	2 464	Jacksonville	635
Saskatchewan	1 007	St. Louis	2 444	Columbus	633
Nouvelle-Écosse	918	Baltimore	2 382	Milwaukee	628
Nouveau-Brunswick	748	Pittsburg	2 243	Winnipeg	617
Terre-Neuve	580	Phoenix	2 122	Edmonton	617
Île-du-Prince-Édouard	131	Tampa	2 068	Memphis	610
Territoire-du-Nord-Ouest	61	Denver	1 848	Washington	607
Yukon	29	Cincinnati	1 744	Boston	574

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991 et estimations de la population.
U.S. Bureau of the Census.

Tableau 2

Population selon le groupe d'âge, par région, Canada, 1992

Groupe d'âge	Provinces maritimes		Québec		Ontario		Provinces de l'Ouest		Canada[1]	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
0- 4 ans	156,8	7,9	467,7	23,6	743,1	37,5	602,7	30,4	1 981,2	100,0
5- 9 ans	166,1	8,5	450,5	23,0	725,8	37,0	610,6	31,1	1 962,1	100,0
10-14 ans	171,8	8,9	493,0	25,5	686,6	35,5	577,0	29,8	1 936,4	100,0
15-19 ans	186,1	9,7	470,9	24,4	702,8	36,5	560,7	29,1	1 927,6	100,0
20-24 ans	189,7	9,1	493,7	23,7	799,0	38,3	593,4	28,5	2 083,9	100,0
25-29 ans	198,6	8,1	611,8	25,0	947,2	38,7	677,4	27,7	2 444,6	100,0
30-34 ans	206,3	7,9	669,2	25,6	981,0	37,5	750,9	28,7	2 616,9	100,0
35-39 ans	196,1	8,1	623,7	25,9	876,9	36,4	703,1	29,2	2 408,0	100,0
40-44 ans	180,1	8,4	562,2	26,1	796,0	36,9	611,0	28,3	2 156,1	100,0
45-49 ans	146,9	8,2	485,4	27,1	665,1	37,1	490,5	27,4	1 792,7	100,0
50-54 ans	111,9	8,0	374,6	26,9	520,5	37,4	379,9	27,3	1 390,3	100,0
55-59 ans	97,5	7,9	325,7	26,4	468,1	37,9	340,0	27,6	1 233,8	100,0
60-64 ans	92,9	7,7	318,5	26,5	457,2	38,0	331,7	27,6	1 202,2	100,0
65-69 ans	85,5	7,8	277,4	25,5	420,0	38,5	305,3	28,0	1 089,5	100,0
70-74 ans	75,8	8,7	213,6	24,4	327,7	37,4	258,1	29,5	875,9	100,0
75-79 ans	56,7	8,9	150,9	23,8	231,9	36,6	193,7	30,6	633,8	100,0
80-84 ans	35,7	8,9	94,5	23,7	147,2	36,8	121,6	30,4	399,5	100,0
85-89 ans	17,2	8,6	46,2	23,0	75,3	37,5	62,1	30,9	201,0	100,0
90 ans et plus	9,1	9,1	21,0	21,0	38,4	38,4	31,4	31,4	100,1	100,0
Total	2 381,3	8,4	7 150,7	25,1	10 609,8	37,3	8 201,3	28,8	28 435,6	100,0

1. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

Tableau 3

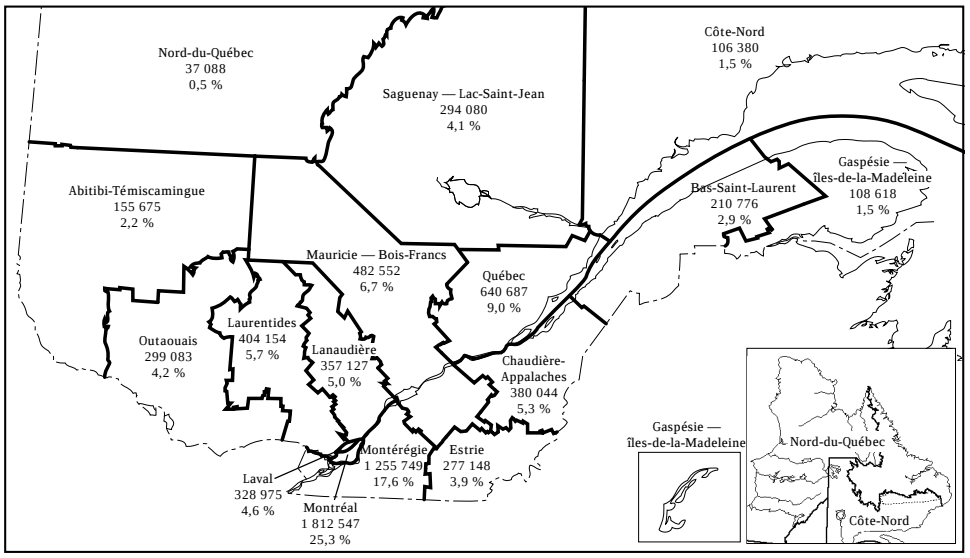
Population, naissances, décès et mariages par région administrative, Québec, 1986, 1991 et 1992

Région administrative	Population			Naissances	Décès	Mariages
	1986	1991	1992	1992		
	n					
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	115 050	108 507	108 618	1 298	831	250
Bas-Saint-Laurent (01)	215 812	210 036	210 776	2 351	1 660	545
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	292 480	293 273	294 080	3 673	1 786	990
Québec (03)	601 579	632 815	640 687	7 493	4 478	2 293
Chaudière-Appalaches (12)	365 286	377 051	380 044	4 829	2 560	1 068
Mauricie—Bois-Francs (04)	464 680	477 596	482 552	5 697	3 666	1 437
Estrie (05)	264 331	275 092	277 148	3 597	2 041	1 026
Montérégie (16)	1 124 477	1 236 013	1 255 749	17 577	7 381	3 831
Montréal (06)	1 826 536	1 822 516	1 812 547	23 976	15 053	9 128
Laval (13)	291 888	322 444	328 975	4 535	1 722	1 146
Lanaudière (14)	285 595	343 222	357 127	5 532	1 963	909
Laurentides (15)	328 345	392 025	404 154	6 154	2 451	1 309
Outaouais (07)	263 290	291 556	299 083	4 609	1 746	1 097
Abitibi-Témiscamingue (08)	150 302	155 886	155 675	2 294	971	441
Côte-Nord (09)	107 145	105 888	106 380	1 527	497	250
Nord-du-Québec (10)	36 986	37 292	37 088	912	157	101
Le Québec	6 733 782	7 081 212	7 150 683	96 054	48 963	25 821

Sources : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Figure 1

Population par région administrative, Québec, 1992



Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

3

Tableau 4

Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine,
Québec, 1986, 1991 et 1992

Code	Nom	Population			Naissances	Décès	Mariages
		1986	1991	1992	1992		
		n					
01	Les Îles-de-la Madeleine	14 875	14 336	14 297	171	102	20
02	Pabok	24 333	22 242	22 244	228	161	53
03	La Côte-de-Gaspé	23 372	21 407	21 343	258	164	45
04	Denis-Riverin	15 582	14 336	14 143	146	129	44
05	Bonaventure	21 068	20 322	20 523	243	146	54
06	Avignon	15 820	15 864	16 068	252	129	34
07	La Matapédia	22 571	21 428	21 116	240	166	48
08	Matane	25 847	24 911	24 620	241	194	52
09	La Mitis	22 255	20 622	20 771	225	183	30
10	Rimouski-Neigette	51 360	52 574	53 243	586	344	188
11	Les Basques	11 556	10 546	10 586	121	101	14
12	Rivière-du-Loup	31 738	32 246	32 285	395	261	112
13	Témiscouata	25 389	23 892	23 902	257	197	34
14	Kamouraska	25 096	23 817	24 253	286	214	67
15	Charlevoix-Est	18 598	17 822	17 795	155	133	61
16	Charlevoix	14 168	13 856	13 777	138	129	40
17	L'Islet	21 679	20 409	20 333	221	203	52
18	Montmagny	25 366	24 221	23 934	269	218	103
19	Bellechasse	30 632	30 200	29 965	346	242	77
20	L'Île-d'Orléans	6 907	7 092	7 162	96	60	32
21	La Côte-de-Beaupré	21 035	21 724	22 006	261	155	74
22	La Jacques-Cartier	21 010	23 921	24 504	431	96	74
23	Communauté urbaine de Québec	477 241	504 148	509 260	5 888	3 577	1 921
24	Desjardins	47 552	50 317	51 753	617	360	109
25	Les Chutes-de-la-Chaudière	58 346	69 201	71 151	1 109	221	103
26	La Nouvelle-Beauce	23 728	24 978	24 955	377	181	62
27	Robert-Cliche	19 144	19 031	19 042	254	141	111
28	Les Etchemins	19 930	19 108	19 040	204	171	66
29	Beauce-Sartigan	42 684	45 359	45 362	617	291	140
30	Le Granit	21 253	21 486	21 448	276	170	60
31	L'Amiante	49 432	46 928	46 960	432	369	158
32	L'Érable	25 963	25 285	25 352	326	195	56
33	Lotbinière	26 793	27 299	27 549	383	163	87
34	Portneuf	42 620	44 252	46 183	524	328	91
35	Mékinac	14 211	13 934	14 184	132	107	25
36	Le Centre-de-la-Mauricie	68 682	68 973	69 574	738	640	208
37	Francheville	133 705	140 884	142 062	1 634	973	452
38	Bécancour	19 688	19 625	19 855	223	132	29
39	Arthabaska	59 655	61 760	62 552	813	439	183
40	Asbestos	16 564	15 716	15 789	149	153	41
41	Le Haut-Saint-François	21 269	21 271	21 614	276	134	50
42	Le Val-Saint-François	32 937	33 089	33 210	459	202	65
43	Sherbrooke	122 136	130 550	131 509	1 714	947	594
44	Coaticook	15 623	16 131	16 321	235	115	50
45	Memphrémagog	34 549	36 849	37 257	488	320	166
46	Brome-Missisquoi	44 952	46 376	46 906	582	413	205
47	La Haute-Yamaska	66 463	75 246	76 413	1 152	532	297
48	Acton	14 512	14 963	15 338	169	90	25
49	Drummond	76 979	81 643	82 920	1 028	591	295
50	Nicolet-Yamaska	24 811	24 462	24 686	299	239	72
51	Maskinongé	24 219	24 363	24 517	261	229	52
52	D'Autray	33 567	36 590	37 699	449	311	69
53	Le Bas-Richelieu	54 813	55 205	55 403	568	460	163
54	Les Maskoutains	75 065	78 759	79 602	1 028	582	268
55	Rouville	29 392	32 171	32 598	488	192	77
56	Le Haut-Richelieu	84 419	95 269	96 777	1 413	623	347
57	La Vallée-du-Richelieu	97 113	107 618	109 510	1 518	489	271
58	Champlain	301 444	320 859	325 812	4 254	1 733	1 094

Tableau 4 (suite)

Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine,
Québec, 1986, 1991 et 1992

Code	Nom	Population			Naissances	Décès	Mariages
		1986	1991	1992	1992		
		n					
59	Lajemmerais	73 896	87 900	89 923	1 369	320	150
60	L'Assomption	75 527	93 874	99 043	1 585	429	123
61	Joliette	45 565	49 487	50 202	668	403	383
62	Matawinie	31 273	36 061	37 069	498	292	110
63	Montcalm	29 232	33 669	35 317	511	210	93
64	Les Moulins	70 431	93 541	97 797	1 821	318	131
65	Laval	291 888	322 444	328 975	4 535	1 722	1 146
66	Communauté urbaine de Montréal	1 826 536	1 822 516	1 812 547	23 976	15 053	9 128
67	Roussillon	107 487	127 248	129 585	2 103	613	251
68	Les Jardins-de-Napierville	21 009	22 529	22 852	359	158	54
69	Le Haut-Saint-Laurent	23 250	23 934	24 149	337	202	73
70	Beauharnois-Salaberry	59 167	61 286	61 591	829	517	302
71	Vaudreuil-Soulanges	71 495	86 650	89 290	1 408	457	254
72	Deux-Montagnes	61 263	73 754	76 838	1 166	444	160
73	Thérèse-De Blainville	81 807	107 457	110 926	2 031	433	192
74	Mirabel	14 206	18 452	19 219	386	103	45
75	La Rivière-du-Nord	63 578	75 790	78 335	1 126	537	489
76	Argenteuil	27 342	27 869	28 190	355	250	81
77	Les Pays-d'en-Haut	19 281	23 592	24 284	309	197	123
78	Les Laurentides	29 242	32 329	33 280	418	267	107
79	Antoine-Labelle	31 626	32 782	33 082	363	220	112
80	Papineau	19 196	19 974	20 603	249	154	56
81	Communauté urbaine de l'Outaouais	183 787	207 053	212 812	3 501	1 112	785
82	Les Collines-de-l'Outaouais	24 680	29 615	30 295	412	124	99
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 203	19 461	19 764	224	193	65
84	Pontiac	15 424	15 453	15 609	223	163	92
85	Témiscamingue	17 740	17 806	17 860	256	127	53
86	Rouyn-Noranda	40 546	43 140	43 223	653	274	128
87	Abitibi-Ouest	24 860	24 703	24 629	322	175	66
88	Abitibi	25 830	25 987	25 881	407	132	67
89	Vallée-de-l'Or	41 326	44 250	44 082	656	263	127
90	Le Haut-Saint-Maurice	16 767	16 667	16 850	243	121	65
91	Le Domaine-du Roi	34 110	34 044	34 109	427	226	101
92	Maria-Chapdelaine	29 601	28 841	28 940	334	190	94
93	Lac-Saint-Jean-Est	53 694	53 260	53 213	701	323	169
94	Le Fjord-du-Saguenay	175 075	177 128	177 818	2 211	1 047	626
95	La Haute-Côte-Nord	14 599	13 861	13 932	191	69	33
96	Manicouagan	37 273	37 057	37 236	540	162	78
971	Sept-Rivières[1]	41 885	41 806	41 995	524	178	104
972	Caniapiscau	...	...	...	83	6	2
981	Minganie[2]	13 388	13 164	13 217	106	45	18
982	Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	...	...	...	83	37	15
991	Territoire conventionné[3]	36 986	37 292	37 088	637	108	87
992	Administration régionale Kativik	...	...	...	275	49	14
	Le Québec	6 733 782	7 081 212	7 150 683	96 054	48 963	25 821

1. Incluant la population de la MRC 972.
2. Incluant la population de la MRC 982.
3. Incluant la population de la MRC 992.

Sources : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

3

Tableau 5

Évolution de la population des régions métropolitaines de recensement, Québec, 1986, 1991 et 1992

Région métropolitaine de recensement	Population				Variation			
	1986	1991	1992		1991/1986		1992/1991	
	'000		'000	%	'000	%	'000	%
Régions métropolitaines	4 284,8	4 559,2	4 602,4	64,4	274,4	6,4	43,2	0,9
Montréal	3 032,0	3 215,2	3 240,1	45,3	183,2	6,0	24,9	0,8
Québec	619,1	663,4	672,5	9,4	44,3	7,2	9,1	1,4
Ottawa-Hull[1]	848,7	953,4	974,1	...	104,7	12,3	20,7	2,2
Hull	205,6	233,1	239,5	3,3	27,5	13,4	6,4	2,7
Chicoutimi-Jonquière	162,4	165,0	165,6	2,3	2,6	1,6	0,6	0,4
Sherbrooke	133,6	142,8	143,8	2,0	9,2	6,9	1,0	0,7
Trois-Rivières	132,1	139,7	140,9	2,0	7,6	5,8	1,2	0,9
Reste du Québec	2 449,0	2 522,0	2 548,3	35,6	73,0	3,0	26,3	1,0
Le Québec	6 733,8	7 081,2	7 150,7	100,0	347,4	5,2	69,5	1,0

1. La partie ontarienne n'est pas comprise dans le total du Québec.

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population.

Tableau 6

Décès et taux de mortalité, Québec, 1971-1992

	Décès	Taux
	n	o/oo
1971	41 192	6,7
1972	42 525	6,9
1973	43 052	6,9
1974	43 337	6,9
1975	43 537	6,9
1976	43 801	6,8
1977	43 182	6,7
1978	43 653	6,8
1979	42 793	6,6
1980	43 515	6,7
1981	42 765	6,5
1982	43 485	6,6
1983	44 150	6,7
1984	44 544	6,7
1985	45 662	6,8
1986	46 964	7,0
1987	47 626	7,0
1988	47 981	7,0
1989	48 336	7,0
1990	48 651	6,9
1991	49 243	7,0
1992	48 963	6,8

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 7

Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1990-1992

Groupe d'âge	1990			1991			1992		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
					n				
Moins d'un an	355	264	619	321	257	578	302	220	522
1-4 ans	73	58	131	58	40	98	60	53	113
5-9 ans	61	46	107	51	39	90	50	40	90
10-14 ans	85	45	130	77	32	109	66	39	105
15-19 ans	217	62	279	234	65	299	188	66	254
20-24 ans	313	88	401	316	87	403	308	109	417
25-29 ans	422	131	553	410	150	560	401	120	521
30-34 ans	489	196	685	463	178	641	494	180	674
35-39 ans	546	238	784	490	266	756	534	247	781
40-44 ans	619	352	971	645	389	1 034	608	351	959
45-49 ans	871	459	1 330	870	471	1 341	812	518	1 330
50-54 ans	1 056	570	1 626	1 110	578	1 688	1 094	619	1 713
55-59 ans	1 701	903	2 604	1 658	883	2 541	1 650	846	2 496
60-64 ans	2 671	1 428	4 099	2 656	1 417	4 073	2 482	1 416	3 898
65-69 ans	3 437	1 919	5 356	3 471	2 111	5 582	3 205	1 891	5 096
70-74 ans	3 777	2 487	6 264	3 702	2 500	6 202	3 792	2 545	6 337
75-79 ans	3 934	3 258	7 192	3 946	3 255	7 201	3 856	3 366	7 222
80-84 ans	3 147	3 626	6 773	3 251	3 585	6 836	3 336	3 699	7 035
85-89 ans	1 921	3 061	4 982	2 028	3 125	5 153	2 092	3 397	5 489
90 ans et plus	1 130	2 635	3 765	1 169	2 889	4 058	1 185	2 726	3 911
Total	26 825	21 826	48 651	26 926	22 317	49 243	26 515	22 448	48 963

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 8

Décès selon la cause et le sexe, Québec, 1990-1992

Cause	Code	1990		1991		1992	
	CIM 9	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
				n			
Maladies infectieuses et parasitaires	001-139	477	163	510	175	511	176
Sida	042-044	323	24	347	36	376	34
Tumeurs	140-239	8 103	6 315	8 359	6 557	8 279	6 724
Appareil digestif et péritoine	150-159	2 061	1 849	2 109	1 847	2 240	1 958
Estomac	151	349	235	369	225	390	252
Côlon	153	628	665	598	667	717	723
Rectum, anus	154	258	187	258	174	257	190
Pancréas	157	332	333	344	350	354	357
Trachée, bronches, poumon	162	3 056	1 060	3 068	1 196	3 031	1 222
Peau	172-173	99	53	72	80	93	67
Sein	174-175	12	1 290	8	1 257	8	1 308
Organes génitaux-urinaires	179-189	1 159	832	1 242	823	1 167	795
Col de l'utérus	180	-	90	-	86	-	78
Ovaire	183,0	-	296	-	317	-	263
Prostate	185	750	-	818	-	769	-
Vessie	188	202	117	221	89	206	92
Encéphale	191	193	153	212	170	200	191
Tissus lymphatiques et hématopoïétiques	200-208	689	573	714	630	665	609
Leucémie	204-208	292	212	307	252	293	224
Tumeurs, autres	...	834	505	934	554	875	574
Diabète sucré	250	561	641	583	685	561	656

Tableau 8 (suite)
Décès selon la cause et le sexe, Québec, 1990-1992

Cause	Code	1990		1991		1992	
	CIM 9	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
		n					
Système nerveux et organes des sens	320-389	568	709	625	793	584	774
Maladie d'Alzheimer	331,0	191	333	202	377	194	361
Appareil circulatoire	390-459	9 776	8 919	9 516	8 928	9 433	8 811
Maladies hypertensives	401-405	120	233	97	223	124	183
Cardiopathies ischémiques	410-414	6 156	4 723	6 119	4 831	6 068	4 662
Infarctus aigu du myocarde	410	3 990	2 916	3 935	2 851	3 751	2 689
Maladies vasculaires cérébrales	430-438	1 457	1 812	1 385	1 749	1 303	1 843
Artères, artérioles, capillaires	440-448	639	557	628	515	631	494
Athérosclérose	440	184	267	200	226	183	208
Appareil circulatoire, autres	...	1 404	1 594	1 287	1 610	1 307	1 629
Appareil respiratoire	460-519	2 384	1 580	2 372	1 615	2 264	1 597
Pneumonie	480-486	595	605	539	577	505	532
Grippe	487	9	31	9	21	5	19
Bronchite, emphysème, asthme	490-493	462	302	503	277	417	257
Appareil respiratoire, autres	...	1 318	642	1 321	740	1 337	789
Appareil digestif	520-579	915	797	924	855	910	822
Cirrhose du foie	571	367	182	382	198	343	164
Organes génito-urinaires	580-629	334	412	377	402	384	429
Néphrite, syndrome néphrotique	580-589	247	304	289	315	294	314
Anomalies congénitales	740-759	166	149	143	121	158	119
Affections périnatales	760-779	171	104	136	117	116	98
Symptômes et états morbides mal définis	780-799	196	136	239	192	244	191
Mort subite de cause inconnue	798	39	25	37	32	44	25
Traumatismes et empoisonnements	E800-E999	2 530	1 038	2 472	968	2 419	1 050
Accidents de véhicules à moteur[1]	E810-E819	713	322	671	287	599	278
Chutes	E880-E888	222	250	203	233	211	272
Accidents provoqués par le feu	E890-E899	30	21	44	23	38	35
Noyades	E910	70	17	76	22	49	12
Suicides	E950-E959	902	202	898	207	984	272
Homicides	E960-E969	94	65	110	46	104	47
Traumatismes et empoisonnements, autres	...	499	161	470	150	434	134
Autres	...	644	863	670	909	652	1 001
Total		26 825	21 826	26 926	22 317	26 515	22 448

1. Accidents de la circulation impliquant des véhicules à moteur.
Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 9

Naissances et taux de natalité, Québec, 1971-1992

	Naissances	Taux
	n	o/oo
1971	93 743	15,2
1972	88 118	14,2
1973	89 412	14,3
1974	91 433	14,5
1975	96 268	15,2
1976	98 022	15,3
1977	97 266	15,1
1978	96 202	14,9
1979	99 893	15,4
1980	97 498	14,9
1981	95 247	14,5
1982	90 540	13,7
1983	87 739	13,2
1984	87 610	13,2
1985	86 008	12,9
1986	84 579	12,6
1987	83 600	12,3
1988	86 358	12,6
1989	91 751	13,2
1990	98 013	14,0
1991	97 348	13,7
1992	96 054	13,4

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 10

Naissances selon l'état matrimonial et le groupe d'âge de la mère, Québec, 1990-1992

État matrimonial	Groupe d'âge de la mère								Total
	10-14	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	
					n				
1990	40	4 092	20 562	41 106	24 734	6 671	776	32	98 013
Célibataire	40	3 593	10 919	12 356	6 156	1 540	168	5	34 777
Mariée	-	493	9 464	27 951	17 595	4 602	531	25	60 661
Veuve	-	-	7	53	58	31	10	-	159
Divorcée	-	2	106	577	762	412	52	2	1 913
Séparée	-	4	66	169	163	86	15	-	503
1991	40	3 919	19 846	39 909	25 811	6 965	839	19	97 348
Célibataire	37	3 515	11 354	13 003	7 001	1 775	177	3	36 865
Mariée	2	393	8 292	26 034	17 701	4 597	558	16	57 593
Veuve	-	-	6	39	67	36	7	-	155
Divorcée	1	2	114	648	861	459	78	-	2 163
Séparée	-	9	80	185	181	98	19	-	572
1992	39	4 082	18 530	38 464	26 545	7 440	934	20	96 054
Célibataire	38	3 680	11 216	13 667	7 904	1 988	220	4	38 717
Mariée	-	394	7 133	23 947	17 419	4 823	621	13	54 350
Veuve	-	1	7	62	77	53	8	-	208
Divorcée	1	-	107	604	919	479	71	1	2 182
Séparée	-	7	67	184	226	97	14	2	597

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

3

Tableau 11

Naissances selon le rang de l'enfant, Québec, 1975-1992

	Rang de l'enfant				Total
	1	2	3	4 et plus	
	n				
1975	45 393	32 230	11 749	6 896	96 268
1976	46 912	33 517	11 855	5 738	98 022
1977	46 198	33 623	12 371	5 074	97 266
1978	44 912	34 191	12 366	4 733	96 202
1979	45 906	35 882	13 571	4 534	99 893
1980	45 053	35 085	12 973	4 387	97 498
1981	44 401	34 146	12 590	4 110	95 247
1982	42 723	32 214	11 675	3 928	90 540
1983	41 482	31 450	11 068	3 739	87 739
1984	39 716	33 146	11 167	3 581	87 610
1985	38 676	32 678	11 121	3 533	86 008
1986	39 677	31 004	10 355	3 543	84 579
1987	39 800	30 362	9 980	3 458	83 600
1988	41 423	30 897	10 349	3 689	86 358
1989	43 497	32 361	11 813	4 080	91 751
1990	46 104	34 755	12 711	4 443	98 013
1991	45 223	34 473	12 940	4 712	97 348
1992	43 194	34 713	13 299	4 848	96 054

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 12

Mariages, taux de nuptialité et divorces, Québec, 1971-1992

	Mariages	Taux de nuptialité	Divorces
	n	o/oo	n
1971	49 695	8,1	5 203
1972	53 967	8,7	6 426
1973	52 133	8,4	8 091
1974	51 890	8,2	12 272
1975	51 690	8,1	14 093
1976	50 961	7,9	15 186
1977	48 182	7,5	14 501
1978	46 189	7,1	14 865
1979	46 154	7,1	14 379
1980	44 849	6,9	13 899
1981	41 006	6,2	19 193
1982	38 360	5,8	18 579
1983	36 147	5,5	17 365
1984	37 416	5,6	16 845
1985	37 026	5,5	15 814
1986	33 108	4,9	18 399
1987	32 588	4,8	19 315
1988	33 469	4,9	19 825
1989	33 305	4,8	19 790
1990	32 059	4,6	20 398
1991	28 922	4,1	20 277
1992	25 821	3,6	19 695

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.
Statistique Canada, Division des statistiques sur la santé (divorces).

Tableau 13

Mariages selon le groupe d'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1992

Groupe d'âge[1]	Hommes				Femmes			
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Veuves	Divorcées	Total
	n							
14 ans et moins	-	-	-	-	4	-	-	4
15-19 ans	313	-	-	313	1 132	1	1	1 134
20-24 ans	4 653	2	15	4 670	7 451	9	89	7 549
25-29 ans	8 763	6	279	9 048	7 575	31	443	8 050
30-34 ans	4 200	20	782	5 003	2 891	48	943	3 882
35-39 ans	1 401	34	999	2 434	1 025	54	965	2 044
40-44 ans	466	45	969	1 480	351	56	820	1 228
45-49 ans	189	53	795	1 036	149	80	555	784
50-54 ans	88	74	471	633	77	86	292	455
55-59 ans	52	74	281	407	44	79	143	265
60-64 ans	25	104	184	313	31	83	69	183
65-69 ans	18	115	81	214	9	86	19	114
70-74 ans	9	107	34	150	6	68	7	81
75-79 ans	-	66	4	70	-	34	1	35
80 ans et plus	2	44	4	50	-	11	1	12
Total	20 179	743	4 899	25 821	20 746	726	4 349	25 821

1. Les personnes dont l'âge n'a pas été déclaré ont été réparties au prorata.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 14

Divorces selon l'âge et le sexe Québec, 1991 et 1992

Groupe d'âge	1991		1992	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n			
15-19 ans	9	33	5	29
20-24 ans	344	801	380	869
25-29 ans	1 923	3 028	1 897	2 864
30-34 ans	3 876	4 246	3 680	4 069
35-39 ans	4 116	4 185	4 029	4 032
40-44 ans	3 869	3 469	3 623	3 317
45-49 ans	2 761	2 137	2 825	2 266
50-54 ans	1 491	1 066	1 526	1 097
55-59 ans	861	636	773	525
60-64 ans	504	349	472	327
65-69 ans	259	174	264	155
70 ans et plus	219	118	162	101
Âge inconnu	45	35	59	44
Total	20 277	20 277	19 695	19 695

Source : Statistique Canada, Division des statistiques sur la santé (divorces).

3

Tableau 15

Migrations interrégionales et interprovinciales et immigration internationale, population de 5 ans et plus, par région administrative,
Québec, 1986-1991

Région administrative	Migrations interrégionales			Migrations interprovinciales			Solde canadien	Immigration internationale
	1986-1991			1986-1991				
	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde		
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	4 980	11 210	6 230	715	1 530	-815	-7 045	90
Bas-Saint-Laurent (01)	11 000	20 585	-9 585	1 140	1 165	-25	-9 610	240
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	10 695	22 175	-11 480	1 900	2 475	-575	-12 055	625
Québec (03)	46 985	46 130	855	5 140	7 055	-1 915	-1 060	5 295
Chaudière-Appalaches (12)	24 095	26 665	-2 570	1 390	1 260	130	-2 440	955
Mauricie—Bois-Francs (04)	27 685	28 500	-815	1 765	1 910	-145	-960	1 115
Estrie (05)	18 770	19 755	-985	2 065	3 095	-1 030	-2 015	2 370
Montérégie (16)	123 085	75 610	47 475	11 895	14 150	-2 255	45 220	13 105
Montréal (06)	110 795	194 595	-83 800	28 760	54 420	-25 660	-109 460	105 795
Laval (13)	53 390	48 320	5 070	2 205	2 540	-335	4 735	5 740
Lanaudière (14)	61 585	33 420	28 165	1 270	1 225	45	28 210	680
Laurentides (15)	66 760	29 410	37 350	3 355	3 295	60	37 410	1 715
Outaouais (07)	15 390	8 695	6 695	17 425	9 870	7 555	14 250	3 790
Abitibi-Témiscamingue (08)	9 495	11 805	-2 310	1 965	2 015	-50	-2 360	130
Côte-Nord (09)	7 870	13 335	-5 465	545	1 010	-465	-5 930	170
Nord-du-Québec (10)	3 905	6 275	-2 370	465	550	-85	-2 455	40
Le Québec	596 485	596 485	-	81 995	107 550	-25 555	-25 555	141 855

Source : Statistique Canada, Recensement de 1991, tableaux spéciaux.

Tableau 16

Immigrants admis, selon le pays de naissance,
Québec, 1991 et 1992

Pays de naissance	Immigrants		Pays de naissance	Immigrants	
	n	%		n	%
1991	51 707	100,0	1992	48 377	100,0
Liban	7 341	14,2	Hong Kong	4 622	9,6
Chine	2 744	5,3	Liban	3 711	7,7
Haïti	2 526	4,9	France	2 776	5,7
El Salvador	2 450	4,7	Chine	2 652	5,5
France	2 268	4,4	Haïti	2 165	4,5
Hong Kong	1 804	3,5	Sri Lanka	1 633	3,4
Viêt Nam	1 626	3,1	Roumanie	1 543	3,2
Sri Lanka	1 542	3,0	El Salvador	1 313	2,7
Iran	1 464	2,8	Taiwan	1 211	2,5
Maroc	1 363	2,6	Inde	1 112	2,3
Syrie	1 157	2,2	Philippines	1 068	2,2
Philippines	1 150	2,2	Iran	1 065	2,2
Inde	1 076	2,1	Maroc	950	2,0
Pologne	1 014	2,0	Viêt Nam	924	1,9
Chili	970	1,9	Bangladesh	812	1,7
Autres pays	21 212	41,0	Autres pays	20 820	43,0

Source : Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche.

Tableau 17

Immigrants selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1981-1992

	Unité	Français seulement	Français et anglais	Anglais seulement	Ni français ni anglais	Non déclaré	Total	Connaissant	
								Français	Anglais
1981	n	6 456	2 095	4 061	8 375	76	21 063	8 551	6 156
	%	30,7	9,9	19,3	39,8	0,4	100,0	40,6	29,2
1982	n	6 774	2 455	4 099	7 967	36	21 331	9 229	6 554
	%	31,8	11,5	19,2	37,3	0,2	100,0	43,3	30,7
1983	n	5 352	1 773	3 454	5 795	-	16 374	7 125	5 227
	%	32,7	10,8	21,1	35,4	...	100,0	43,5	31,9
1984	n	3 523	1 777	3 555	5 786	-	14 641	5 300	5 332
	%	24,1	12,1	24,3	39,5	...	100,0	36,2	36,4
1985	n	3 640	2 013	3 744	5 487	-	14 884	5 653	5 757
	%	24,5	13,5	25,2	36,9	...	100,0	38,0	38,7
1986	n	4 060	2 730	5 966	6 703	-	19 459	6 790	8 696
	%	20,9	14,0	30,7	34,4	...	100,0	34,9	44,7
1987	n	4 980	3 593	8 423	9 826	-	26 822	8 573	12 016
	%	18,6	13,4	31,4	36,6	...	100,0	32,0	44,8
1988	n	4 180	3 427	6 297	11 884	1	25 789	7 607	9 724
	%	16,2	13,3	24,4	46,1	--	100,0	29,5	37,7
1989	n	5 539	4 111	7 576	16 932	13	34 171	9 650	11 687
	%	16,2	12,0	22,2	49,6	--	100,0	28,2	34,2
1990	n	7 978	7 120	8 676	17 067	1	40 842	15 098	15 796
	%	19,5	17,4	21,2	41,8	--	100,0	37,0	38,7
1991	n	10 823	8 594	11 998	20 272	20	51 707	19 417	20 592
	%	20,9	16,6	23,2	39,2	--	100,0	37,6	39,8
1992	n	10 240	7 202	11 831	19 103	1	48 377	17 442	19 033
	%	21,2	14,9	24,5	39,5	--	100,0	36,1	39,3

Source : Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche.

Tableau 18

Population totale, ménages privés et familles de recensement, Québec, 1951-1991

Année	Population totale[1]	Ménages privés[1]			Familles de recensement		
		Total	Personnes	Personnes/ ménage	Total	Personnes	Personnes/ famille
	n						
1951	4 055 681	858 785	3 917 995	4,56	856 041	3 609 851	4,22
1956	4 628 378	1 001 264	4 435 001	4,43	970 414	4 107 028	4,23
1961	5 259 211	1 191 469	5 065 365	4,25	1 103 822	4 679 837	4,24
1966	5 780 845	1 389 115	5 595 109	4,03	1 229 301	5 135 358	4,18
1971	6 027 764	1 605 747	5 874 430	3,66	1 357 183	5 287 952	3,90
1976	6 234 445	1 894 111	6 082 608	3,21	1 540 402	5 434 791	3,53
1981	6 438 403	2 172 858	6 296 434	2,90	1 671 538	5 491 195	3,29
1986	6 532 461	2 357 104	6 391 435	2,71	1 751 497	5 472 272	3,12
1991	6 895 963	2 634 301	6 747 062	2,56	1 883 234	5 676 293	3,01

1. Données tirées des recensements non corrigés du sous-dénombrement.

Source : Statistique Canada, Recemsements du Canada.

3

Tableau 19
Ménages familiaux et non familiaux,
Québec, 1971-1991

	Unité	Ménages familiaux			Ménages non familiaux			Total
		1 famille	2 familles ou plus	Total	1 personne	2 personnes ou plus	Total	
				n				
1971	n	1 298 705	27 510	1 326 215	193 575	85 955	279 530	1 605 745
	%	80,9	1,7	82,6	12,1	5,4	17,4	100,0
1976	n	1 502 320	18 915	1 521 235	294 310	78 560	372 870	1 894 105
	%	79,3	1,0	80,3	15,5	4,1	19,7	100,0
1981	n	1 637 800	16 765	1 654 565	425 025	93 265	518 290	2 172 855
	%	75,4	0,8	76,1	19,6	4,3	23,9	100,0
1986	n	1 719 995	15 640	1 735 635	510 550	110 920	621 470	2 357 105
	%	73,0	0,7	73,6	21,7	4,7	26,4	100,0
1991	n	1 849 925	16 530	1 866 455	650 350	117 500	767 850	2 634 305
	%	70,2	0,6	70,9	24,7	4,5	29,1	100,0

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 20
Ménages selon l'âge de la personne-repère,
Québec, 1971-1991

Groupe d'âge	Unité	1971	1976	1981	1986	1991
15-24 ans	n	101 645	141 565	168 365	136 025	121 265
	%	6,3	7,5	7,7	5,8	4,6
15-19 ans	n	..	12 545	15 470	10 750	11 935
	%	..	0,7	0,7	0,5	0,5
20-24 ans	n	..	129 020	152 895	125 280	109 330
	%	..	6,8	7,0	5,3	4,2
25-34 ans	n	370 775	472 890	548 285	567 805	587 835
	%	23,1	25,0	25,2	24,1	22,3
35-44 ans	n	352 455	373 990	445 680	542 280	632 175
	%	22,0	19,7	20,5	23,0	24,0
45-54 ans	n	317 585	357 530	374 400	384 315	465 105
	%	19,8	18,9	17,2	16,3	17,7
55-64 ans	n	249 825	281 625	319 230	353 365	373 270
	%	15,6	14,9	14,7	15,0	14,2
65 ans et plus	n	213 205	266 510	316 900	373 305	454 655
	%	13,3	14,1	14,6	15,8	17,3
65-74 ans	n	..	..	219 150	247 815	292 725
	%	..	..	10,1	10,5	11,1
75 ans et plus	n	..	..	97 750	125 490	161 930
	%	..	..	4,5	5,3	6,1
Total	n	1 605 490[1]	1 894 110	2 172 855	2 357 105	2 634 300
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Diffère légèrement de celui déjà présenté.
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 21

Taux de personne-repère des ménages, selon le groupe d'âge, Québec, 1971-1991

Groupe d'âge	1971	1976	1981	1986	1991
			%		
15-24 ans	8,7	11,2	13,3	12,8	13,1
15-19 ans	..	1,9	2,5	2,2	2,6
20-24 ans	..	21,6	23,8	21,4	23,0
25-34 ans	43,3	45,9	48,2	47,4	47,4
35-44 ans	49,0	51,3	53,8	55,2	55,7
45-54 ans	51,1	52,8	54,9	56,1	57,6
55-64 ans	54,4	56,0	56,8	57,6	58,5
65 ans et plus	51,6	55,4	55,7	57,4	59,0
65-74 ans	..	..	59,2	60,8	61,9
75 ans et plus	..	..	49,0	51,6	54,4

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques socio-démographiques.

Tableau 22

Ménages selon le nombre de personnes, Québec, 1971-1991

Taille des ménages	Unité	1971	1976	1981	1986	1991
1 personne	n	193 575	294 315	425 030	510 550	650 355
	%	12,1	15,5	19,6	21,7	24,7
2 personnes	n	370 440	501 905	608 575	705 220	828 430
	%	23,1	26,5	28,0	29,9	31,4
3 personnes	n	290 495	356 010	408 550	450 160	485 785
	%	18,1	18,8	18,8	19,1	18,4
4 personnes	n	284 260	350 790	415 245	443 010	451 210
	%	17,7	18,5	19,1	18,8	17,1
5 personnes	n	195 205	200 010	197 805	176 480	161 445
	%	12,2	10,6	9,1	7,5	6,1
6 personnes et plus	n	271 765	191 095	117 650	71 675	57 085
	%	16,9	10,1	5,4	3,0	2,2
Total	n	1 605 750	1 894 110	2 172 860	2 357 105	2 634 300
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 23

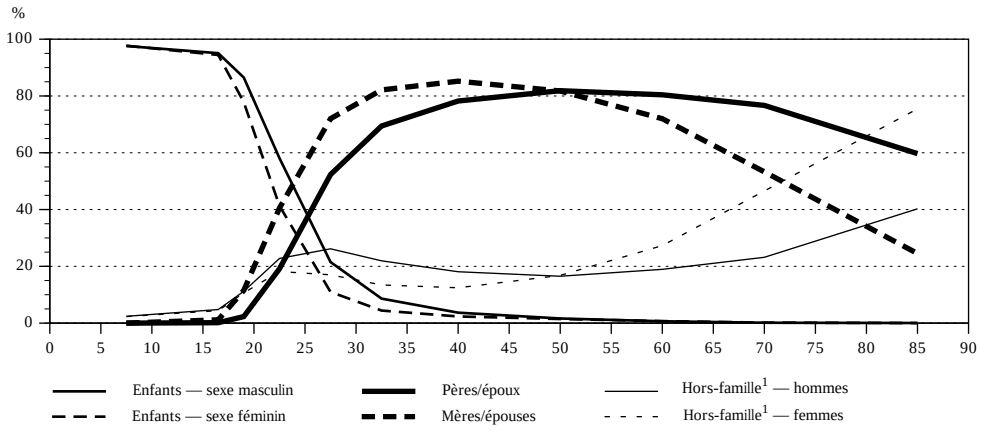
Personnes vivant seules selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986 et 1991

	1986			1991		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n					
15-19 ans	1 895	2 175	4 070	2 220	2 440	4 665
20-24 ans	19 430	17 605	37 035	18 505	15 900	34 410
25-29 ans	32 195	24 910	57 105	38 760	25 960	64 725
30-34 ans	29 170	21 970	51 140	40 065	25 305	65 365
35-44 ans	41 980	32 785	74 765	62 745	44 835	107 585
45-54 ans	28 200	29 885	58 085	41 140	45 005	86 140
55-64 ans	27 785	51 110	78 895	34 985	60 635	95 625
65-74 ans	20 040	67 845	87 885	26 360	81 750	108 110
75 ans et plus	12 560	49 010	61 570	16 440	67 290	83 730
Total	213 250	297 300	510 550	281 220	369 135	650 355

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Figure 2

Situation domestique et familiale selon l'âge et le sexe, Québec, 1991



1. Personnes vivant seules ou dans un ménage collectif.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada.

4

Marché du travail

La population active	203
L'emploi	204
Le chômage	205
La syndicalisation et les relations de travail	206
Les normes minimales de travail	206
La rémunération	207
Définitions	208

4

Liste des tableaux

1. Population de 15 ans et plus, population active et taux d'activité, Québec, Ontario et Canada, 1986-1993 209
2. Caractéristiques de la population active selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1993 209
3. Population de 15 ans et plus, population active et emploi, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1991-1993 210
4. Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1991-1993 210
5. Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993 211
6. Emploi selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993 211
7. Emploi à temps partiel et part relative dans l'emploi total selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1987-1993 211
8. Emploi et part relative de l'emploi canadien par secteur d'activité, Québec, 1988-1993 212
9. Répartition de l'emploi, selon la profession et le sexe, Québec, 1984 et 1993 213
10. Répartition des travailleurs selon la raison justifiant le travail à temps partiel et le sexe, Québec, 1978-1993 213
11. Nombre de chômeurs et taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993 214
12. Nombre de chômeurs selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1986-1993 215
13. Taux de syndicalisation des secteurs privé et public, Québec 1988-1993 215
14. Données sur les conventions collectives en vigueur, les salariés visés et les conflits de travail, Québec, 1988-1993 216
15. Répartition de la main-d'oeuvre occupée selon la catégorie de travailleurs, Québec, 1986 et 1993 216
16. Salaire horaire minimum selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1994 216
17. Répartition de l'ensemble des salariés et part relative des travailleurs au salaire minimum, par région administrative, Québec, 1991 217
18. Nombre de salariés, heures hebdomadaires moyennes et rémunération moyenne selon le secteur d'activité économique et la catégorie de salariés, Québec, 1983-1993 218
19. Salaires et traitements par secteur d'activité, Québec, 1988-1993 218

Liste des figures

1. Indice de gravité du chômage (taux et durée du chômage) selon le groupe d'âge, Québec, 1983-1993 214

2. Répartition des chômeurs selon la raison pour laquelle ils ont quitté leur dernier emploi, Québec, 1993 215

3. Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire brut hebdomadaire moyen, Québec, 1983-1993 217

4

Ce chapitre a été réalisé par Suzanne Asselin, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre réunit l'essentiel des données relatives au marché du travail québécois. Il regroupe des statistiques sur l'emploi, le chômage, la syndicalisation, les relations de travail, les normes minimales de travail et la rémunération. Les caractéristiques socio-démographiques relatives à l'âge et au sexe sont présentées dans les tableaux de même que la dimension géographique (régionale et nationale).

La population active

De 1986 à 1993, l'économie du Québec a connu d'abord une période de croissance (1986-89) suivie d'une récession (1990-91) et d'une faible reprise en 1993. La population active, qui enregistre une évolution parallèle, augmente de 1986 à 1990 (7,1 %), diminue jusqu'en 1992 (-0,4 %), puis remonte légèrement en 1993 (0,6 %) (tableau 1). Malgré le ralentissement en fin de période, la population active compte 230 000 personnes de plus résultant en particulier d'une montée soutenue de la participation des femmes au marché du travail. En 1993, la main-d'oeuvre féminine et masculine représente 44,4 % et 55,6 % de la main-d'oeuvre totale en regard de 42,1 % et 57,9 % respectivement en 1986 (tableau 2).

Au cours de la période, la population de 15 ans et plus augmente au même rythme que la population active de telle sorte que le taux d'activité en 1993 (62,2 %) demeure au même niveau qu'en 1986 (62,4 %). Pendant ce temps, les femmes connaissent une hausse de leur participation au marché du travail de 50,9 % à 53,7 %, tandis que les hommes assument une baisse d'activité de 74,6 % à 71,1 %.

Le taux d'activité fluctue selon le groupe d'âge auquel on appartient. En 1993, près de six jeunes sur dix sont actifs; le taux atteint son point culminant chez les 25-44 ans mais y est plus élevé chez les hommes (90,0 %) que chez les femmes (74,4 %); chez les 45-54 ans, le taux se révèle légèrement moindre chez les hommes (87,7 %) mais beaucoup plus faible chez les femmes (65,0 %), alors que chez les 55 ans et plus, il touche un plancher tant chez les hommes (31,4 %) que chez les femmes (13,7 %). Si on considère le poids démographique de chaque groupe d'âge, on s'aperçoit que les jeunes forment un groupe actif de moins en moins important par rapport à 1986, que celui des 25-44 ans s'accroît alors que celui des 45 ans et plus se maintient.

En 1993, le niveau d'activité au Québec (62,2 %) demeure inférieur à la moyenne nationale (65,2 %) et celui de l'Ontario (66,9 %), légèrement supérieur. Au Canada, comme au Québec, le taux d'activité en 1993 se situe à peu près au même niveau qu'en 1986. L'Ontario pour sa part subit une légère baisse du niveau d'activité, l'effet de la dernière récession de 1990-91 ayant touché davantage le marché du travail ontarien que celui du Québec, tant sur le plan des pertes d'emplois et de l'augmentation du nombre de chômeurs que de la hausse des personnes inactives.

À l'échelle régionale (tableau 4), en 1993, deux régions économiques maintiennent un taux d'activité bien en deçà de la moyenne provinciale : la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (45,8 %) et le Bas-Saint-Laurent (54,7 %); celui de l'Outaouais est le plus élevé, avec 68,7 %. Entre ces extrêmes se trouvent les régions populeuses de Montréal-Laval (61,6 %), Montérégie (66,0 %) et Québec—Chaudière-Appalaches (61,0 %).

L'emploi

L'emploi au Québec, qui évolue de la même façon que la population active, a connu une hausse de 1986 à 1990 (2 825 000 à 3 055 000) suivie d'une baisse jusqu'en 1992 (-3,3 %), puis d'un léger redressement en 1993 (2 960 000 emplois). Au total, le Québec enregistre une création nette de 135 000 emplois (hausse de 4,8 %) depuis 1986, une croissance moins importante qu'au cours des huit années précédentes (9,4 %). Les femmes réalisent un gain d'emploi (12,4 %) comparativement à une légère perte chez les hommes (-0,7 %).

De 1986 à 1993, par rapport à celle de l'ensemble des provinces canadiennes (7,4 %), la croissance de l'emploi est inférieure aussi bien au Québec (4,8 %) qu'en Ontario (5,9 %). Au cours de la récession 1990-91, le Québec accuse une baisse des emplois (-3,3 %) moins importante qu'en Ontario (-4,5 %).

Les Québécois des divers groupes d'âge ne bénéficient pas tous de la croissance des emplois (tableau 6). Seuls les 35-54 ans enregistrent une hausse (25,7 %) contrairement à tous les autres groupes d'âge, particulièrement les moins de 25 ans où la baisse de l'emploi (-23,2 %) est plus prononcée que la baisse de population (-12,8 %) du groupe d'âge. De même entre 1990 et 1992, la décroissance de l'emploi touche les mêmes groupes d'âge, et les hommes plus que les femmes.

De 1986 à 1993, l'accroissement de l'emploi provient d'un seul secteur d'activité, le secteur tertiaire. En effet, les secteurs primaire et secondaire sont en perte de vitesse et cette tendance se poursuit depuis quelques années. En 1993, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire contribuent respectivement pour 3,6%, 22,2 % et 74,2 % des emplois dénombrés. Parmi les activités en croissance qui se sont démarquées le plus, on compte les services aux entreprises (36,8 %), les services médicaux et sociaux (20,3 %), les finances (19,7 %), les administrations publiques (13,3 %) puis l'hébergement et la restauration (11,8 %). La part de l'emploi du Québec dans l'ensemble canadien semble se maintenir avec les années autour de 24 %, soit 15,2 %, 26,7 % et 23,8 % dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire (tableau 8).

Représentant en 1993, 15,7 % de tous les emplois, le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté considérablement au Québec, passant de 173 000 en 1975 à 465 000 en 1993 (tableau 7). Cette croissance connaît toutefois un ralentissement pendant la période 1986-1993 avec un accroissement de 67 000 emplois en regard de 144 000 de 1979 à 1986. Les femmes composent principalement la population occupée à temps partiel (68,0 %) ainsi que les adolescents, mais dans une moindre mesure (23,4 %). Les branches d'activité où sont concentrés ces travailleurs appartiennent au secteur tertiaire dans une proportion de 57,7 %, les principales étant les services d'hébergement et de restauration, le commerce de détail, les services médicaux et sociaux (hôpitaux, bureaux de médecins et de dentistes) et l'enseignement. Ces travailleurs occupent un emploi à temps partiel sur une base volontaire dans une proportion de 58,3 % (par choix en raison d'obligations personnelles ou familiales, des études) quoique de plus en plus de personnes se voient forcées d'accepter de tels emplois (tableau 10).

L'accroissement de l'effectif féminin sur le marché du travail de 1986 à 1993 s'est traduit par une féminisation des professions. Cependant, il n'en demeure pas moins que les femmes évoluent surtout, encore en 1993, dans des emplois traditionnellement à prédominance féminine comme les emplois de bureau (travail administratif) dont 80,3 % sont occupés par des femmes et les services (l'enseignement, les services de santé) où leur proportion atteint 53,9 % (tableau 9). Certains domaines autrefois peu occupés par les femmes connaissent une progression : la direction, la gérance et l'administration de même que les domaines des sciences naturelles et du génie.

Le chômage

Le Québec, particulièrement touché par la récession de 1981-82 avec un taux de chômage frisant les 14 % en 1983, a connu une amélioration de 1984 à 1989 avec un taux sous la barre des 10 %. Cependant, une détérioration a suivi au cours des années 1990 à 1993 (récession 1990-91) et le taux s'élevait alors à 13,1 %, soit 444 000 chômeurs (tableau 11).

À l'échelle canadienne, la situation du chômage est aussi marquée par des taux élevés bien que légèrement moindres (en 1993, 11,2 % au Canada et 10,6 % en Ontario), les provinces de l'Ouest déclarant les plus faibles pourcentages comparativement aux provinces de l'Est. Au Québec, la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine maintient depuis 1984 — année de la première compilation régionale des données de l'enquête — le taux de chômage le plus élevé, avec un taux de 22,0 % en 1993. En contrepartie, la région de Québec—Chaudière-Appalaches présente le plus faible taux de chômage (10,4 %).

Les personnes les plus touchées, compte tenu de la fréquence et de la durée du chômage, sont les hommes et les personnes de 45 ans et plus (figure 1). Au cours des années 1990 à 1992, peu d'écart sépare les groupes d'âge, les 45 ans et plus, les 15-24 ans et les 25-44 ans étant tour à tour les groupes les plus sévèrement frappés par le chômage.

Se maintenant à un niveau supérieur à 20 semaines depuis 1982, la durée moyenne du chômage en 1993 atteint un niveau sans précédent, soit 27,8 semaines (tableau 12). De 18,5 semaines chez les moins de 25 ans, plus on avance en âge, plus elle augmente, passant à 28,2 semaines chez les 25-44 ans à 35,4 semaines chez les 45 ans et plus. En faisant abstraction de la durée du chômage, les jeunes arrivent en tête de liste avec un taux de chômage atteignant 19,3 % en 1993, suivis des 25-44 ans (12,1 %) et des 45 ans et plus (11,5 %).

En 1993, plus de 70 % des chômeurs déclarent se retrouver dans cette situation à la suite de la perte d'un emploi comparativement à 63,0 % en 1982, année de récession. Environ 16 % quittent leur emploi volontairement alors que les autres se retrouvent au chômage en raison de la maladie, de la retraite, d'une première entrée sur le marché du travail ou d'un retour après 5 ans d'absence (figure 2).

Le ralentissement économique amène souvent une augmentation du nombre de chômeurs ayant cessé toute activité de recherche d'emploi convaincus qu'il n'existe pas de travail disponible. Du point de vue statistique, ces personnes deviennent inactives. Quoique les résultats de l'enquête sur la population active sous-estiment le groupe de travailleurs découragés, ils font état de 23 000 de ces inactifs au Québec en 1993 comparativement à 64 000 au Canada, le Québec demeurant la province la plus touchée. Ces inactifs atteignent au Québec un sommet en 1982, soit 27,4 % des personnes inactives ayant cherché un emploi pendant les six derniers mois et cessé toute recherche au moment de l'enquête. La proportion diminue graduellement

jusqu'à la fin des années 80 (10,9 % en 1989), puis remonte légèrement pour se maintenir au-delà de 15 % après 1990. En Ontario, un tel sommet a été atteint en 1992 (14,4 %), taux supérieur à celui de la précédente récession en 1982 (12,0 %).

La syndicalisation et les relations de travail

Parmi la main-d'oeuvre occupée au Québec, on compte moins de 15 % de travailleurs autonomes, les autres étant des salariés (tableau 15). De 1986 à 1993, la croissance du nombre de travailleurs autonomes est huit fois plus importante que celle des salariés (23,5 % contre 2,8 %).

Dans l'ensemble des salariés, ceux qui sont régis par une convention collective de travail sont estimés à 1 169 449 en 1993, soit un taux de syndicalisation de 46,8 % (tableau 13). Ceux-ci sont répartis presque également entre les secteurs privé (634 757) et public (534 692), mais la syndicalisation reste toujours plus importante au sein du secteur public (73,9 % contre 34,7 %). La répartition de l'effectif syndical révèle qu'une plus forte proportion de salariés adhèrent à des syndicats de compétence québécoise (90,2 %).

En ce qui concerne les syndiqués de compétence québécoise, en excluant les salariés assujettis au Décret de la construction, plus de la moitié des salariés (60,2 %) appartiennent à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), proportion qui demeure stable par rapport à 1988. Les autres syndiqués se répartissent dans les centrales suivantes : la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) 9,6 %, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) 3,6 % et les autres regroupements, 26,6 %.

Au cours de 1993, des 8 048 conventions collectives en vigueur, plus de 2 500 ont été signées, dont environ 6 % avaient donné lieu à des arrêts de travail (tableau 14). Ces 142 conflits de travail, ayant touché 47 361 salariés et occasionné 11 jours perdus par salarié en cause, ont affecté particulièrement le secteur tertiaire dans une proportion de plus de 60 %, le secteur manufacturier 35 % et le secteur primaire, moins de 5 %.

Les normes minimales de travail

Au Québec, tous les salariés n'ayant pas de convention collective de travail ou non assujettis à un décret sont protégés uniquement par la *Loi sur les normes du travail* du Québec; en 1991, c'est le cas de 1 314 000 travailleurs, soit 48,1 %. On y retrouve une part plus importante de jeunes de moins de 25 ans (24,8 %) et de femmes (48,3 %) que la proportion qu'ils représentent dans l'ensemble des salariés (18,8 % et 43,9 % respectivement). De toutes les régions du Québec, la Montérégie est la plus surreprésentée dans cette catégorie de salariés.

Au cours de l'année financière 1991-92, la Commission des normes du travail a reçu 30 040 plaintes dont 77,1 % de nature pécuniaire, 10,3 % reliés à des congédiements non justifiés, 7,6 % concernant des pratiques interdites de la part des employeurs et enfin 5,1 % de nature administrative. Les décisions de la Commission relativement aux plaintes de nature pécuniaire a donné lieu à des remboursements aux salariés lésés totalisant 21,8 millions de dollars.

Environ 5 % de tous les salariés, soit 135 000, touchent le salaire minimum dont le taux en vigueur au 1er octobre 1994 (6,00 $ de l'heure) représente le triple de celui de 1974 (tableau 16). Avec cette augmentation, le Québec se classe au quatrième rang des provinces canadiennes, après l'Ontario (6,70 $). Montréal est la principale région où la proportion de bas salariés est prépondérante (tableau 17). Selon une enquête effectuée en 1988 à la grandeur du Québec, ces bas salariés comprennent principalement des femmes et des jeunes de moins de 25 ans qui travaillent dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et du commerce de détail.

La rémunération

De 1983 à 1993, la croissance globale du salaire au Québec (42,6 %) est légèrement inférieure à celle de l'indice des prix à la consommation (48,5 %). En effet, le salaire brut hebdomadaire moyen passe de 377,50 $ à 538,48 $ et l'indice des prix à la consommation (IPC) de 87,9 à 130,5 (tableau 18). Seules trois années font exception alors que la croissance de la courbe salariale dépasse celle de l'IPC : 1988, 1990 et 1992 (figure 3). Il en résulte une diminution des salaires réels de 1983 à 1986 qui par la suite connaissent des variations irrégulières telles, qu'en 1993, ils se révèlent inférieurs à ceux de 1983. Les effets de la récession se font sentir principalement en 1991 où les salaires réels chutent de 3 % après avoir connu une légère croissance de 1,3 % en 1990.

En 1993, près de la moitié des salariés (49,3 %) sont rémunérés à l'heure. La proportion la plus élevée de ces salariés se trouve dans le domaine des mines, carrières et puits de pétrole (72,7 %) et, la moins élevée, dans celui des finances, assurances et affaires immobilières (19,2 %). Les travailleurs dans le domaine des mines, carrières et puits de pétrole touchent le salaire horaire moyen le plus élevé (20,94 $) et les salariés dans le commerce, le salaire le moins élevé (10,24 $).

En hausse de 17,2 % en regard de 1988, la masse salariale au Québec s'établit à 79,5 milliards de dollars en 1993 (tableau 19). Depuis 1990, les augmentations annuelles de cette variable sont moindres et même inférieures à 2 % alors qu'en 1988 et 1989 elles dépassent 5 %. L'ajout à la masse salariale de la valeur des avantages sociaux, qui atteint 12,3 milliards de dollars, fait que l'estimation du revenu de travail s'élève à 91,8 milliards de dollars. La part relative des avantages sociaux se situe à plus de 13 % du revenu de travail en 1992 et 1993 comparativement à 12 % de 1988 à 1991.

Autres lectures suggérées

ASSELIN, Suzanne et al., *Portrait social du Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1992, 353 p.

Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, Québec, Les Publications du Québec, mensuel, première parution : mai 1980, 80 p.

4

Définitions

Arrondissement des données

Dans l'enquête sur la population active, les estimations publiées sont arrondies au millier le plus près. En raison de l'arrondissement des données, la somme des éléments ne correspond pas toujours au total. Cependant, les taux d'activité et de chômage et le rapport emploi/population sont calculés à partir de chiffres non arrondis. Toute donnée dont l'estimation est inférieure à 4 000 n'est pas publiée.

Chômeur

Personne qui, au cours de la semaine de référence de l'enquête :

a) est sans emploi, a activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence de l'enquête) et est prête à travailler;
b) n'a pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais a été mise à pied (mesure temporaire - s'attend à réintégrer l'emploi qu'elle occupait) et est prête à travailler;
c) n'a pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais doit commencer un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins à compter de la semaine de référence de l'enquête, et est prête à travailler.

La définition opérationnelle du chômeur repose sur la recherche active d'un emploi et sur la disponibilité à occuper un emploi. Cette mesure ne tient pas compte de la situation économique de la personne (bénéficiaire de l'aide sociale ou prestataire de l'assurance-chômage) et ne peut fournir un portrait complet de la conjoncture du marché du travail puisqu'elle exclut le travailleur découragé.

Indice de gravité du chômage

Taux de chômage multiplié par la durée moyenne du chômage et divisé par 52 semaines. Un indice élevé décrit une sévérité plus grande du chômage.

Main-d'oeuvre occupée

Personne qui, au cours de la semaine de référence de l'enquête :

a) fait un travail quelconque contre rémunération ou contribue à une exploitation familiale (excluant les travailleurs ménagers non rémunérés et les travailleurs bénévoles);
b) a un emploi mais n'est pas au travail pour l'une des raisons suivantes : maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales, mauvais temps, conflit de travail, vacances, autre.

Personne prête à travailler

Personne qui, au cours de la semaine de référence de l'enquête :

a) étudie à plein temps tout en cherchant du travail à temps partiel;
b) déclare n'avoir aucune raison de ne pas accepter un emploi pendant la semaine de référence, ou ne peut accepter un emploi pour l'une ou l'autre des raisons suivantes : maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales.

Population active

Partie de la population de 15 ans et plus qui avait un emploi ou qui était en chômage pendant la semaine de référence de l'enquête (main-d'oeuvre). La population active expérimentée correspond à la partie de la population active qui a déjà travaillé.

Population de 15 ans et plus

Population en âge de travailler à l'exception des personnes vivant dans une réserve indienne, des membres à temps plein des Forces armées et des pensionnaires d'institution (par exemple les détenus de prison et les malades séjournant à l'hôpital ou dans une maison de repos pour plus de 6 mois).

Population inactive

Partie de la population de 15 ans et plus qui n'est ni occupée, ni en chômage pendant la semaine de référence de l'enquête.

Rapport emploi/population

Proportion de la main-d'oeuvre occupée dans la population de 15 ans et plus.

Région économique

Regroupement de zones dotées d'une structure économique analogue. L'enquête sur la population active compte treize régions économiques au Québec. Ce découpage diffère de celui des seize régions administratives du Québec.

Région métropolitaine de recensement

Principale zone du marché du travail d'un noyau urbanisé (régions définies par rapport au «navettage» entre le lieu de résidence et le lieu de travail) ayant au moins 100 000 habitants.

Taux d'activité

Proportion de la population active dans la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Proportion de chômeurs dans la population active.

Taux de syndicalisation

Rapport entre le nombre de salariés visés par une convention collective (numérateur) et l'ensemble des salariés (dénominateur).

Travailleur à temps partiel

Travailleur dont l'occupation est habituellement inférieure à 30 heures par semaine, excluant ceux dont la nature du travail limite le nombre d'heures maximal à 30 (par exemple pilote de ligne). Une personne qui occupe plus d'un emploi à temps partiel sera considérée comme travaillant à plein temps si le nombre total d'heures de travail est habituellement supérieur à 30.

Travailleur autonome

Propriétaire actif d'entreprises constituées en corporation ou non, et autre travailleur indépendant sans entreprises. En fait, il s'agit des employeurs et des travailleurs à leur compte.

Travailleur découragé

Personne inactive qui a déclaré avoir cherché du travail au cours des six derniers mois mais non durant la semaine de référence de l'enquête sur la population active parce qu'elle considérait les perspectives d'emploi comme nulles.

Tableau 1

Population de 15 ans et plus, population active et taux d'activité, Québec, Ontario et Canada, 1986-1993

	Population de 15 ans et plus			Population active			Taux d'activité		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
	'000						%		
1986	5 090	7 098	19 397	3 174	4 862	12 746	62,4	68,5	65,7
1987	5 137	7 231	19 642	3 253	4 992	13 011	63,3	69,0	66,2
1988	5 178	7 357	19 890	3 311	5 118	13 275	64,0	69,6	66,7
1989	5 222	7 469	20 141	3 343	5 214	13 503	64,0	69,8	67,0
1990	5 284	7 591	20 430	3 399	5 268	13 681	64,3	69,4	67,0
1991	5 350	7 723	20 746	3 392	5 276	13 757	63,4	68,3	66,3
1992	5 418	7 857	21 058	3 385	5 286	13 797	62,5	67,3	65,5
1993	5 476	8 013	21 392	3 404	5 362	13 946	62,2	66,9	65,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 2

Caractéristiques de la population active selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1993

	Population			Emploi			Chômage		Durée moyenne du chômage (semaines)	Taux d'activité	Rapport emploi / population
	Total	Inactive	Active	Total	Temps plein	Temps partiel	Nombre	Taux			
	'000			'000			'000	%	n	%	
Sexes réunis	5 476	2 072	3 404	2 960	2 495	465	444	13,1	27,8	62,2	54,1
15-24 ans	910	381	529	427	244	182	102	19,3	18,5	58,1	46,9
25-34 ans	1 173	219	954	831	738	93	123	12,9	26,6	81,3	70,8
35-44 ans	1 160	197	964	855	769	86	109	11,3	30,0	83,0	73,7
45-54 ans	871	207	664	590	527	63	75	11,2	34,8	76,3	67,7
55-64 ans	624	364	260	227	197	31	33	12,5	35,4	41,7	36,4
65 ans et plus	737	704	33	30	20	10	--	--	--	4,5	4,1
Hommes	2 661	768	1 893	1 632	1 483	149	261	13,8	29,8	71,1	61,3
15-24 ans	465	184	280	219	135	84	62	22,0	20,2	60,3	47,1
25-34 ans	587	63	524	449	424	25	75	14,4	28,0	89,2	76,4
35-44 ans	574	53	521	462	449	13	60	11,4	32,6	90,7	80,4
45-54 ans	431	53	378	336	325	10	42	11,2	38,7	87,7	77,9
55-64 ans	299	134	165	145	136	9	20	11,9	36,8	55,1	48,5
65 ans et plus	305	280	24	22	15	7	--	--	--	8,0	7,2
Femmes	2 815	1 304	1 511	1 328	1 011	316	183	12,1	24,9	53,7	47,2
15-24 ans	445	197	248	208	110	98	40	16,2	15,9	55,8	46,7
25-34 ans	586	156	430	383	315	68	48	11,1	24,5	73,4	65,3
35-44 ans	586	144	442	393	320	73	49	11,1	27,0	75,5	67,1
45-54 ans	440	154	286	254	201	53	32	11,2	29,5	65,0	57,7
55-64 ans	324	229	95	82	61	21	13	13,6	33,4	29,3	25,3
65 ans et plus	433	424	9	8	5	--	--	--	--	2,0	1,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations spéciales.

Tableau 3

Population de 15 ans et plus, population active et emploi, par région économique et par région métropolitaine,
Québec, 1991-1993

	Population de 15 ans et plus			Population active			Emploi		
	1991	1992	1993	1991	1992	1993	1991	1992	1993
					'000				
Régions économiques									
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	85	84	84	38	37	38	31	29	30
Bas-Saint-Laurent	165	162	160	95	92	87	81	78	74
Saguenay—Lac-Saint-Jean	230	229	228	136	132	129	116	113	109
Québec—Chaudière-Appalaches	754	767	778	478	480	474	435	429	425
Mauricie—Bois-Francs	373	370	366	217	221	224	191	192	196
Estrie	209	212	215	129	127	128	113	110	114
Montérégie	905	940	973	613	615	643	550	546	558
Montréal et Laval	1 725	1 695	1 658	1 086	1 052	1 022	942	904	880
Laurentides	265	295	326	176	201	216	152	176	186
Lanaudière	235	250	265	150	159	166	133	139	147
Outaouais	212	220	229	152	154	157	138	136	139
Abitibi-Témiscamingue	113	114	115	68	67	68	58	58	59
Côte-Nord—Nord-du-Québec	81	80	80	54	51	51	46	44	43
Régions métropolitaines									
Chicoutimi-Jonquière	110	110	111	66	64	63	58	55	53
Québec	480	493	505	321	322	321	292	286	286
Trois-Rivières	96	95	95	60	58	60	53	49	52
Sherbrooke	105	103	102	68	64	64	59	55	56
Montréal	2 438	2 470	2 496	1 590	1 586	1 592	1 396	1 378	1 375
Ottawa-Hull	682	691	702	485	482	484	450	440	443

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-220).

Tableau 4

Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, par région économique et par région métropolitaine,
Québec, 1991-1993

	Taux d'activité			Taux de chômage			Rapport emploi/population		
	1991	1992	1993	1991	1992	1993	1991	1992	1993
					%				
Régions économiques									
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	45,3	43,5	45,8	18,2	21,2	22,0	37,1	34,3	35,7
Bas-Saint-Laurent	57,7	56,4	54,7	14,3	14,4	15,7	49,4	48,2	46,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	59,1	57,7	56,7	14,7	14,6	15,4	50,4	49,2	48,0
Québec—Chaudière-Appalaches	63,4	62,6	61,0	9,1	10,6	10,4	57,7	55,9	54,7
Mauricie—Bois-Francs	58,2	59,7	61,2	12,3	13,2	12,4	51,1	51,9	53,6
Estrie	61,9	59,7	59,7	12,4	13,2	10,9	54,2	51,8	53,2
Montérégie	67,7	65,4	66,0	10,2	11,2	13,2	60,8	58,1	57,3
Montréal et Laval	62,9	62,1	61,6	13,3	14,0	13,9	54,6	53,4	53,1
Laurentides	66,5	68,0	66,2	13,7	12,4	14,1	57,4	59,6	56,9
Lanaudière	63,7	63,6	62,8	11,3	12,3	11,4	56,5	55,7	55,6
Outaouais	71,5	69,7	68,7	8,9	11,3	11,5	65,1	61,8	60,8
Abitibi-Témiscamingue	60,1	59,0	59,1	13,5	13,9	13,9	51,9	50,8	50,9
Côte-Nord—Nord-du-Québec	67,2	63,1	63,6	14,6	13,3	15,1	57,3	54,7	53,9
Régions métropolitaines									
Chicoutimi-Jonquière	59,9	57,6	57,1	11,9	13,9	16,1	52,8	49,6	47,9
Québec	66,7	65,3	63,6	9,0	11,2	10,9	60,8	58,0	56,7
Trois-Rivières	63,0	61,1	63,5	11,6	15,4	13,6	55,7	51,7	54,9
Sherbrooke	64,4	61,6	62,6	13,1	13,7	11,8	56,0	53,1	55,2
Montréal	65,2	64,2	63,8	12,2	13,1	13,6	57,2	55,8	55,1
Ottawa-Hull	71,1	69,8	68,9	7,3	8,9	8,5	65,9	63,6	63,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-220).

Tableau 5

Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993

Groupe d'âge	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
				%				
15-19 ans	45,8	49,0	51,3	51,9	50,7	48,9	44,4	43,3
20-24 ans	78,9	78,3	79,8	79,3	78,1	75,9	74,7	73,2
25-34 ans	81,1	81,8	82,3	82,7	84,3	82,5	81,2	81,3
35-44 ans	79,8	81,1	81,4	82,5	83,5	83,1	82,6	83,0
45-54 ans	69,5	72,7	73,9	73,7	73,8	76,0	75,9	76,3
55-64 ans	42,7	43,3	43,0	42,1	43,5	42,1	42,0	41,7
65 ans et plus	5,7	5,3	6,1	5,9	5,1	4,3	5,1	4,5
Total	62,4	63,3	64,0	64,0	64,3	63,4	62,5	62,2
Hommes	74,6	75,0	75,5	75,3	74,7	73,0	71,9	71,1
Femmes	50,9	52,4	53,1	53,4	54,6	54,3	53,6	53,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 6

Emploi selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993

Groupe d'âge	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
				'000				
15-19 ans	175	187	196	193	186	172	157	153
20-24 ans	381	373	367	351	324	294	286	274
25-34 ans	853	878	901	909	923	874	843	831
35-44 ans	715	745	769	798	828	834	836	855
45-54 ans	435	461	486	505	513	549	568	590
55-64 ans	235	242	244	238	247	234	229	227
65 ans et plus	33	32	39	38	34	29	34	30
Total	2 825	2 918	3 001	3 031	3 055	2 987	2 953	2 960
Hommes	1 643	1 676	1 724	1 732	1 719	1 658	1 638	1 632
Femmes	1 182	1 242	1 276	1 299	1 335	1 329	1 315	1 328

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 7

Emploi à temps partiel et part relative dans l'emploi total selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1987-1993

Groupe d'âge	1987		1989		1991		1993	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
15-19 ans	99	52,9	108	56,0	112	65,1	109	71,2
20-24 ans	64	17,2	58	16,5	65	22,1	74	27,0
25-34 ans	86	9,8	83	9,1	85	9,7	93	11,2
35-44 ans	69	9,3	71	8,9	83	10,0	86	10,1
45-54 ans	36	7,8	48	9,5	59	10,7	63	10,7
55-64 ans	29	12,0	28	11,8	31	13,2	31	13,7
65 ans et plus	11	34,4	14	36,8	9	31,0	10	33,3
Total	395	13,5	410	13,5	445	14,9	465	15,7
Hommes	114	6,8	119	6,9	141	8,5	149	9,1
Femmes	281	22,6	291	22,4	304	22,9	316	23,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations spéciales.

Tableau 8

Emploi et part relative de l'emploi canadien par secteur d'activité[1], Québec, 1988-1993

	Emploi						Québec/Canada	
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1988	1993
	'000						%	
Secteur primaire	109	101	102	108	100	106	14,8	15,2
Agriculture	69	57	60	67	64	70	15,5	15,6
Forêts	16	19	16	15	14	15	22,5	24,6
Pêches et piégage	--	--	--	4	--	--	--	--
Mines, carrières et puits de pétrole	21	22	24	23	19	18	11,5	12,0
Secteur secondaire	786	790	750	675	663	656	27,8	26,7
Industries manufacturières	612	626	583	531	516	521	29,1	28,9
Biens non durables	355	365	326	301	303	299	33,2	32,0
Aliments et boissons	52	61	54	61	61	58	20,5	25,2
Tabac	4	4	--	--	4	--	66,7	--
Caoutchouc, matières plastiques	26	24	26	19	19	19	27,1	26,8
Cuir	12	7	8	6	6	4	54,5	30,8
Textile	26	34	23	24	27	23	45,6	48,9
Habillement	82	72	64	53	59	59	65,6	60,2
Papier	45	53	48	48	39	38	34,1	32,2
Imprimerie et édition	42	41	41	38	36	39	25,1	24,1
Produits raffinés du pétrole et charbon	5	4	--	--	--	--	21,7	--
Produits chimiques	32	40	35	30	29	31	32,3	31,0
Autres industries	27	25	20	18	21	21	30,7	27,6
Biens durables	256	261	258	230	212	222	24,7	25,6
Bois	37	38	31	26	28	32	27,2	24,2
Meuble	27	28	26	19	20	19	41,5	35,8
Première transformation des métaux	36	36	38	37	29	32	26,3	32,0
Produits en métal	39	39	43	35	26	29	24,8	23,0
Machinerie	19	17	15	14	14	12	24,7	23,1
Matériel de transport	46	47	43	47	45	51	18,6	21,8
Produits électriques	39	45	46	40	38	37	24,1	28,5
Minéraux non métalliques	14	10	15	14	12	9	25,5	22,5
Construction	174	164	167	144	147	135	24,0	20,5
Secteur tertiaire	2 107	2 140	2 204	2 203	2 191	2 198	24,3	23,8
Transport	123	123	118	116	121	116	25,6	24,6
Entreposage	--	--	4	--	--	--	--	--
Communications et postes	69	68	70	64	63	69	24,5	24,6
Électricité, gaz et eau	33	29	36	32	36	37	25,6	26,1
Commerce de gros	128	146	149	145	130	130	22,6	23,3
Commerce de détail	385	392	396	391	396	360	24,0	22,8
Finances	77	81	86	92	90	91	22,4	25,1
Assurances et affaires immobilières	88	91	83	97	80	89	22,9	21,9
Enseignement	202	191	195	202	221	204	24,9	23,0
Services médicaux et sociaux	287	292	311	306	314	320	26,3	25,4
Services aux entreprises	138	142	158	164	155	160	22,3	23,0
Hébergement et restauration	172	168	183	184	172	180	24,0	23,3
Services domestiques dans les ménages privés	37	32	27	31	33	35	23,7	22,4
Administration publique fédérale[2]	64	69	71	71	66	74	22,2	25,0
Administration publique provinciale	69	73	72	72	67	73	26,0	27,1
Administration publique locale	65	66	73	70	74	75	24,8	26,0
Autres services	169	175	170	162	172	182	25,3	23,3
Total	3 001	3 031	3 055	2 987	2 953	2 960	24,5	23,9

1. Classification type des industries de 1980.
2. Incluant la Défense nationale.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, totalisations spéciales.

Tableau 9

Répartition de l'emploi, selon la profession[1] et le sexe, Québec, 1984 et 1993

Professions	1984		1993	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%			
Direction et professions libérales	56,9	43,1	51,4	48,6
Travail de bureau	24,5	75,5	19,7	80,3
Commerce	62,1	37,9	60,5	39,5
Services	49,6	50,4	46,1	53,9
Professions du secteur primaire	81,5	18,5	81,5	18,5
Traitement des matières premières	78,0	22,0	80,1	19,9
Construction	100,0	--	99,2	--
Transports	95,7	--	93,0	7,0
Manutention et autres métiers	80,2	19,8	79,6	20,4
Ensemble des professions	59,2	40,8	55,1	44,9

1. Classification type des professions de 1980.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 10

Répartition des travailleurs selon la raison justifiant le travail à temps partiel et le sexe, Québec, 1978-1993

	Par choix		Recherche infructueuse d'un emploi à temps plein		Obligations personnelles ou familiales		Études et autres raisons		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%								'000	
1978	17,2	37,2	26,6	21,3	--	22,0	54,7	19,5	64	164
1981	12,0	36,6	31,5	25,8	--	18,8	56,5	18,8	92	213
1984	12,1	33,6	42,1	35,7	--	11,9	45,8	18,4	107	244
1987	14,9	33,8	34,2	34,5	--	10,3	50,0	21,4	114	281
1990	14,6	34,6	30,1	34,2	--	9,1	51,2	22,1	123	298
1993	12,8	28,8	43,0	41,5	--	7,3	43,6	21,5	149	316

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 11

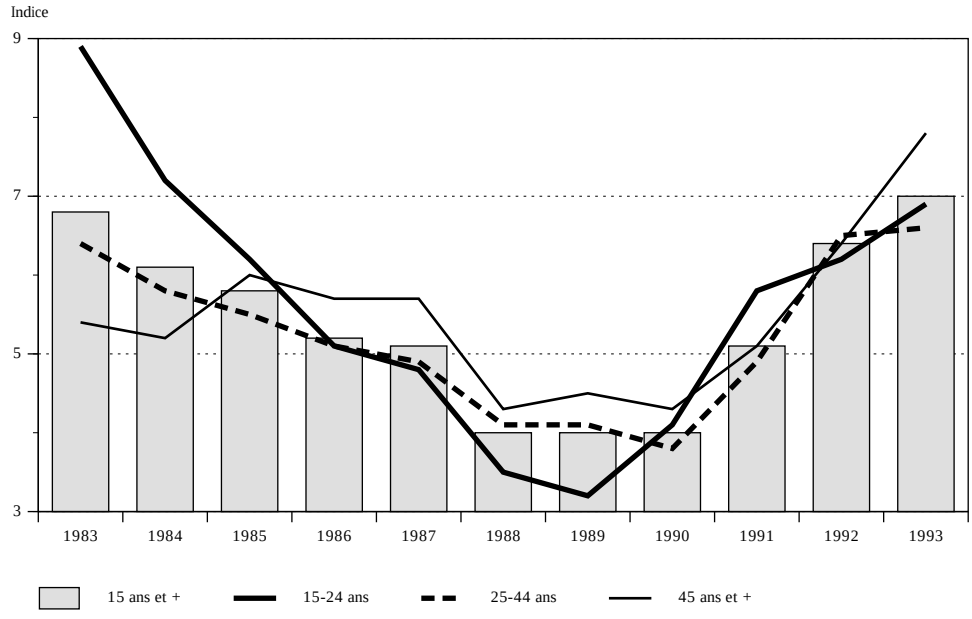
Nombre de chômeurs et taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986-1993

Groupe d'âge		1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
15-19 ans	'000	39	36	32	35	37	43	42	46
	%	18,3	16,1	14,2	15,3	16,4	19,9	21,1	23,0
20-24 ans	'000	73	62	54	47	53	62	57	56
	%	16,0	14,2	12,9	11,9	14,1	17,5	16,5	17,1
25-34 ans	'000	108	104	96	97	105	127	131	123
	%	11,2	10,6	9,6	9,7	10,2	12,7	13,4	12,9
35-44 ans	'000	65	69	69	73	78	89	102	109
	%	8,3	8,5	8,2	8,4	8,6	9,6	10,9	11,3
45-54 ans	'000	38	41	38	36	49	56	65	75
	%	8,0	8,2	7,3	6,6	8,7	9,2	10,3	11,2
55-64 ans	'000	25	23	21	22	23	27	32	33
	%	9,5	8,5	7,9	8,6	8,4	10,4	12,3	12,5
65 ans et plus	'000	--	--	--	--	--	--	--	--
	%	--	--	--	--	--	--	--	--
Total	'000	349	335	311	311	345	405	432	444
	%	11,0	10,3	9,4	9,3	10,1	11,9	12,8	13,1
Hommes	'000	195	188	168	173	194	237	254	261
	%	10,6	10,1	8,9	9,1	10,1	12,5	13,4	13,8
Femmes	'000	154	147	143	138	151	169	178	183
	%	11,5	10,6	10,1	9,6	10,1	11,3	11,9	12,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Figure 1

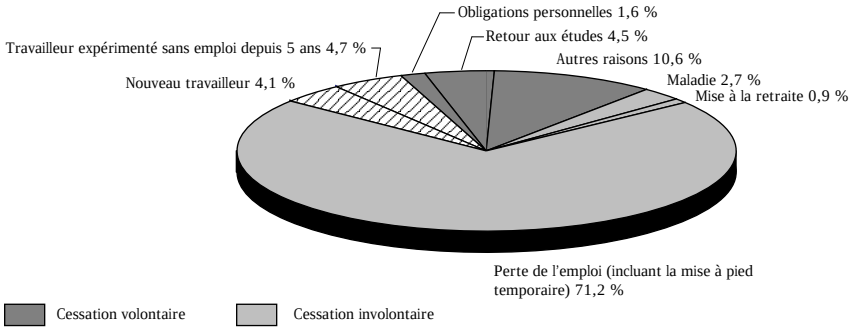
Indice de gravité du chômage (taux et durée du chômage) selon le groupe d'âge, Québec, 1983-1993



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Figure 2

Répartition des chômeurs selon la raison pour laquelle ils ont quitté leur dernier emploi, Québec, 1993



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-220).

Tableau 12

Nombre de chômeurs selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1986-1993

	Chômeurs						Durée moyenne[2] du chômage
	Durée du chômage						
	4 semaines ou moins	5-13 semaines	14-26 semaines	27 semaines et plus	Autres[1]	Total	
	'000						semaines
1986	85	85	67	104	8	349	24,7
1987	79	81	64	102	8	335	25,6
1988	81	79	64	80	7	311	22,4
1989	82	78	58	84	9	311	22,3
1990	90	92	72	82	9	345	20,4
1991	93	107	87	111	7	405	22,2
1992	93	102	88	142	7	432	26,1
1993	90	102	92	152	8	444	27,8

1. Comprenant les personnes ayant trouvé un emploi et qui doivent commencer à travailler dans les quatre semaines ou moins de la semaine de référence et qui n'avaient pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais qui étaient prêtes à travailler pendant la semaine de référence.
2. Les personnes comprises dans la catégorie «autres» sont exclues du calcul de la durée moyenne.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 13

Taux de syndicalisation des secteurs privé et public, Québec 1988-1993

	Secteur privé			Secteur public		
	Ensemble des salariés	Salariés syndiqués[1]	Taux de syndicalisation	Ensemble des salariés	Salariés syndiqués[1]	Taux de syndicalisation
	n		%	n		%
1988	2 030 547	646 336	31,8	662 441	531 247	80,2
1989	2 032 868	659 186	32,4	669 052	536 419	80,2
1990	2 024 259	685 684	33,9	671 854	524 768	78,1
1991	1 917 163	673 971	35,2	687 755	530 234	77,1
1992	1 817 147	671 595	36,9	723 130	533 549	73,8
1993	1 826 312	634 757	34,7	723 846	534 692	73,9

1. Le terme «salariés syndiqués» désigne ceux dont les conditions de travail sont définies.

Source : Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Les relations du travail en 1993.*

4

Tableau 14

Données sur les conventions collectives[1] en vigueur, les salariés visés et les conflits de travail, Québec, 1988-1993

	Conventions collectives	Salariés visés	Conflits déclenchés	Salariés touchés		Moyenne de jours perdus / salarié touché
				Total	Nombre moyen	
	n					
1988	7 675	956 186	190	46 539	245	31
1989	7 883	974 019	219	297 672	1 359	5
1990	8 126	976 320	163	128 442	788	9
1991	8 150	978 392	138	43 096	312	15
1992	8 302	982 599	138	16 164	117	26
1993	8 048	959 847	142	47 361	334	11

1. Ces données excluent les salariés de compétence fédérale et ceux de la construction.

Source : Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail, mars 1994* et compilations spéciales.

Tableau 15

Répartition de la main-d'oeuvre occupée selon la catégorie de travailleurs, Québec, 1986 et 1993

	Unité	Salariés	Travailleurs autonomes	Travailleurs familiaux non rémunérés	Total
1986	n	2 460 000	336 000	28 000	2 825 000
	%	87,1	11,9	1,0	100,0
1993	n	2 530 000	415 000	15 000	2 960 000
	%	85,5	14,0	0,5	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-529 et 71-220).

Tableau 16

Salaire horaire minimum selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1994

Date d'entrée en vigueur	Salaire horaire minimum	
	Moins de 18 ans	Adultes
	$	
1er mai 1974	2,00	2,10
1er novembre 1974	2,10	2,30
1er juin 1975	2,40	2,60
1er décembre 197	2,60	2,80
1er juillet 1976	2,67	2,87
1er janvier 1977	2,80	3,00
1er juillet 1977	2,95	3,15
1er janvier 1978	3,07	3,27
1er octobre 1978	3,07	3,37
1er avril 1979	3,07	3,47
1er avril 1980	3,25	3,65
1er avril 1981	3,41	3,85
1er octobre 1981	3,54	4,00
1er octobre 1986[1]	4,35	4,35
1er octobre 1987	4,50	4,50
1er octobre 1988	4,75	4,75
1er octobre 1989	5,00	5,00
1er octobre 1990	5,30	5,30
1er octobre 1991	5,55	5,55
1er octobre 1992	5,70	5,70
1er octobre 1993	5,85	5,85
1er octobre 1994	6,00	6,00

1. Depuis le 1er octobre 1986, la distinction selon l'âge des salariés n'existe plus.

Sources : Commission des normes du travail, *Les normes du travail - faits et statistiques 1987.*
Gazette officielle du Québec.

Tableau 17

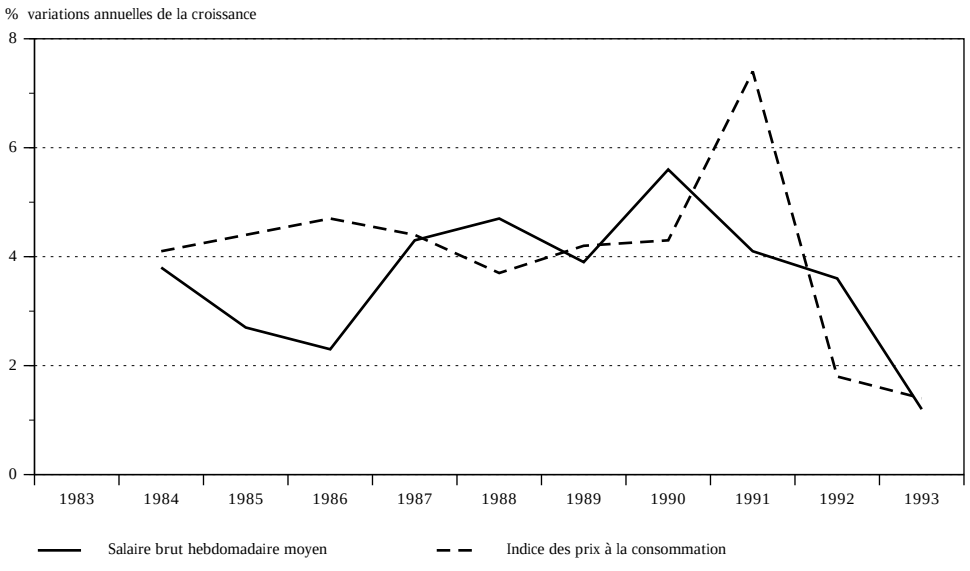
Répartition de l'ensemble des salariés et part relative des travailleurs au salaire minimum, par région administrative,
Québec, 1991

Région administrative	Ensemble des salariés		Travailleurs au salaire minimum
	n	%	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	42 480	1,3	1,2
Bas-Saint-Laurent (01)	84 975	2,6	3,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	120 365	3,7	4,7
Québec (03)	304 320	9,4	9,1
Chaudière-Appalaches (12)	162 270	5,0	5,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	199 480	6,1	6,5
Estrie (05)	119 320	3,7	3,7
Montérégie (16)	584 055	18,0	16,7
Montréal (06)	860 085	26,5	34,9
Laval (13)	160 190	4,9	3,1
Lanaudière (14)	154 825	4,8	2,7
Laurentides (15)	179 135	5,5	3,4
Outaouais (07)	142 070	4,4	1,9
Abitibi-Témiscamingue (08)	67 480	2,1	2,0
Côte-Nord (09)	48 390	1,5	1,7
Nord-du-Québec (10)	14 840	0,5	0,2
Le Québec	3 244 375	100,0	100,0

Sources : Commission des normes du travail, Direction du secrétariat et de la recherche.
Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, *Profil des divisions et subdivisions de recensement du Québec* (95-326);
Enquête sur les horaires et les conditions de travail de 1991.

Figure 3

Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire brut hebdomadaire moyen, Québec, 1983-1993



Sources : Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation* (62-001); *Enquête sur l'emploi, la rénumération et les heures de travail* (CANSIM).
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 18

Nombre de salariés, heures hebdomadaires moyennes et rémunération moyenne selon le secteur d'activité économique et la catégorie de salariés, Québec, 1983-1993

	Tous les salariés[1]		Salariés rémunérés à l'heure		
	Nombre	Rémunération hebdomadaire moyenne	Nombre	Heures hebdomadaires moyennes[2]	Rémunération horaire moyenne[2]
	'000	$	'000	n	$
1983	2 224,4	377,50	1 020,3	32,8	9,55
1984	2 306,0	391,89	1 081,0	33,0	9,79
1985	2 412,2	402,40	1 170,8	32,6	10,08
1986	2 487,3	411,56	1 216,0	32,3	10,39
1987	2 584,8	429,39	1 281,8	32,4	10,73
1988	2 672,8	449,73	1 324,2	32,8	11,20
1989	2 765,7	467,07	1 348,0	32,5	11,71
1990	2 747,0	493,28	1 332,6	32,1	12,27
1991	2 625,6	513,75	1 260,5	31,7	12,91
1992	2 513,1	532,25	1 208,6	31,4	13,51
1993	2 509,0	538,48	1 237,3	31,5	13,68
Forêts	14,6	645,88	5,1	41,0	15,05
Mines, carrières et puits de pétrole	13,2	836,32	9,6	38,6	20,94
Industries manufacturières	449,8	618,60	296,0	38,5	14,33
Construction	89,7	649,72	56,8	36,4	19,48
Transport, communications et autres services publics	205,3	704,49	66,6	36,1	18,21
Commerce	458,1	397,25	276,0	29,6	10,24
Finances, assurances et affaires immobilières	155,2	580,46	29,8	26,3	12,50
Services socioculturels, commerciaux et personnels	950,1	478,79	483,1	27,2	13,25
Administration publique	173,0	707,86	...	...	...

1. L'Enquête exclut les salariés dont l'activité principale est liée à l'agriculture, la pêche et le piégeage, le service domestique des ménages, les organismes religieux et les services de la défense.
2. Incluant les heures supplémentaires.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la rémunération et les heures de travail, *Emploi, gains et durée du travail*, 1983-1993.

Tableau 19

Salaires et traitements par secteur d'activité, Québec, 1988-1993

Secteur d'activité	Salaires et traitements					
	1988	1989	1990	1991	1992	1993
	'000 000 $					
Salaires et traitements	67 771,2	71 900,0	75 624,7	76 718,0	78 224,7	79 451,6
Forêts	441,9	513,6	538,5	550,5	578,2	602,1
Mines, carrières et puits de pétrole	741,3	720,5	747,1	751,4	748,0	697,7
Industries manufacturières	14 653,9	15 245,2	15 554,7	15 280,4	15 295,7	15 660,2
Construction	4 269,0	4 532,0	4 685,4	4 155,0	3 970,5	3 804,7
Transports, communications et autres services publics	6 756,2	7 120,3	7 625,9	7 885,2	8 130,5	8 240,4
Commerce	9 720,9	10 220,2	10 790,6	10 827,5	10 984,4	11 148,6
Finances, assurances et affaires immobilières	4 863,2	5 181,8	5 423,8	5 670,6	5 646,4	5 688,5
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	20 517,4	22 196,1	23 546,7	24 707,0	25 677,5	26 371,0
Administration publique	5 438,7	5 808,0	6 330,2	6 499,0	6 798,5	6 817,8
Avantages sociaux[1]	9 304,7	9 700,3	10 310,2	10 673,2	11 942,5	12 302,3
Revenu du travail	77 075,9	81 600,3	85 935,0	87 391,3	90 167,2	91 753,9

1. Comprenant les cotisations des employeurs au Régime de pension du Canada, au Régime des rentes du Québec, à l'assurance-chômage, aux caisses d'indemnisation des accidents du travail, aux régimes privés de pension et aux régimes de prévoyance des salariés.

Source : Statistique Canada, *Estimation du revenu du travail* (72-005).

5

Revenu et consommation

Le revenu	223
Le système de sécurité du revenu	225
La consommation	226
Le mode d'occupation du logement	228
Définitions et notes explicatives	229

5

Liste des tableaux

1. Évolution du revenu total moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1981 à 1991 230

2. Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et l'âge du chef, Québec, 1991 230

3. Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et la scolarité du chef, Québec, 1991 230

4. Revenu moyen des unités familiales, selon la source, Québec, 1986-1991 231

5. Revenu moyen des ménages, par région administrative, Québec, 1985 et 1990 231

6. Revenu total moyen, selon le type d'unité familiale, Québec, 1986-1991 232

7. Revenu moyen, selon le type d'unité familiale et selon la source, Québec, 1991 233

8. Répartition des familles et des personnes hors famille, selon la tranche de revenu, le revenu moyen et le revenu médian, Québec, 1986-1991 234

9. Répartition du revenu total, par quartile, Québec, 1986-1991 234

10. Proportion du revenu allant aux unités familiales du premier quartile et aux unités familiales sous la médiane, selon le type de revenu, Québec, 1986-1991 235

11. Évolution du revenu de transfert moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1981 à 1991 236

12. Unités familiales à faible revenu, selon certaines caractéristiques, Québec, 1991 236

13. Évolution des transferts en matière de sécurité du revenu, selon le programme, Québec, 1986-1992 237

14. Évolution du nombre de bénéficiaires en matière de sécurité du revenu, selon le programme, Québec, 1986-1992 238

15. Répartition des unités familiales et des dépenses moyennes de sécurité du revenu, selon le type d'unité familiale, Québec, 1986-1992 239

16. Répartition des unités familiales et des dépenses moyennes de sécurité du revenu, selon le type d'unité familiale, par région de la sécurité du revenu, Québec, décembre 1992 239

17. Allocations familiales versées, selon le type et par région administrative, Québec, 1992 240

18. Bénéficiaires du Régime de rentes du Québec et moyenne mensuelle des rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1986-1992 240

19. Profil de consommation des ménages, par poste de dépenses, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1990 et 1992 241

20. Logements privés occupés par leur propriétaire, selon la valeur du logement, Québec, Ontario et Canada, 1991 241

21. Profil de consommation des ménages, par poste de dépenses, selon certaines caractéristiques du ménage, Québec, 1992 242

22. Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses, Montréal, Toronto et Canada, 1990 et 1992 242

23. Répartition des ménages selon le type d'habitation et le mode d'occupation du logement, Québec, 1986 et 1991 244

24. Répartition des ménages selon le mode d'occupation du logement, par région administrative, Québec, 1991 244

Liste des figures

1. Revenu total moyen des unités familiales, Québec, 1981-1991 232

2. Pourcentage des familles à faible revenu, Québec, 1987-1991 233

3. Composition des revenus de transfert, Québec, 1986 et 1991 235

5

Ce chapitre a été réalisé par Sylvie Jean, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Le revenu permet de mesurer la quantité de biens et services qu'un ménage peut se procurer et constitue de ce fait un des principaux indicateurs du niveau de vie d'une société. Ce chapitre, qui vise à apprécier le niveau de vie des Québécois, présente d'abord des données sur l'évolution et la répartition des revenus au Québec. Viennent ensuite une description du système de sécurité du revenu en vigueur et le détail de ses principales composantes. La troisième partie décrit le profil de consommation des ménages québécois et la dernière partie, le mode d'occupation du logement.

Le revenu

Le revenu total

De 1981 à 1991, le revenu total moyen des unités familiales québécoises, en valeur nominale, s'accroît régulièrement, passant de 22 356 $ à 36 967 $ (tableau 1). En valeur réelle cependant, il enregistre des baisses et des hausses successives, la plus forte hausse étant constatée de 1988 à 1989 (5,1 %) et la baisse la plus importante, de 1990 à 1991 (-5,3 %). La crise économique du début des années 1980 et celle du début de la présente décennie ont eu de lourdes conséquences sur le pouvoir d'achat des unités familiales du Québec. En 1991, leur revenu moyen réel demeure toujours inférieur à celui de 1981.

Ce revenu est nettement inférieur à celui des unités familiales ontariennes et se situe même en deçà de la moyenne canadienne. En effet, le revenu moyen s'élève à 36 967 $ au Québec, à 43 550 $ en Ontario et à 40 595 $ au Canada. Le revenu réel de l'Ontario et celui du Canada ont moins souffert des crises économiques successives, si bien qu'en 1991, le pouvoir d'achat des unités familiales ontariennes et canadiennes excède légèrement celui de 1981.

Le revenu de source privée, constitué des gains d'emploi, des intérêts sur les placements et des rentes privées, représente 84,0 % du revenu total québécois en 1991, comparativement à 86,3 % en 1986. Cette baisse s'explique par la diminution de 2,5 % en valeur réelle du revenu d'activité et de 6,5 % du revenu de placement et des rentes privées au cours des cinq dernières années. Le revenu privé moyen, exprimé en dollars constants de 1991, passe de 31 991 $ en 1986 à 31 037 $ en 1991.

Si le revenu privé diminue, le revenu de transfert connaît, pour sa part, une croissance de 16,5 % depuis 1986, pour s'établir à 5 930 $ en 1991 (tableau 4). La part des transferts dans le revenu total grimpe donc de 13,7 % en 1986 à 16,0 % en 1991.

Le revenu disponible

Les unités familiales québécoises paient en moyenne légèrement plus d'impôt en 1991 qu'en 1986 (tableau 4). La part de l'impôt prélevé sur le revenu passe de 17,6 % à 19,8 % au cours de cette période. Le revenu disponible est évalué à 29 651 $ en 1991, contre 30 551 $ (dollars constants de 1991) en 1986.

5

Le revenu, selon la composition de l'unité familiale

Les couples avec ou sans enfants ont généralement un revenu relativement élevé, car, fréquemment, plus d'un membre de la famille travaille (tableau 6). Ainsi, le revenu moyen total des couples avec enfants s'élève à 54 881 $ en 1991 et celui des couples sans enfants, à 41 480 $. À l'opposé, le revenu des familles monoparentales dont le chef est une femme et celui des personnes hors famille est peu élevé : de 28 823 $ et 19 844 $ respectivement.

Par rapport à 1986, le pouvoir d'achat des couples avec ou sans enfants est demeuré stable en 1991, alors que celui des familles monoparentales et des personnes hors famille a augmenté. Le revenu réel des familles monoparentales a augmenté de 5,4 % et celui des personnes hors famille, de 7,5 %.

L'incidence de l'âge, du sexe et de la scolarité du chef de l'unité familiale sur le revenu

Le revenu moyen total des unités familiales dont le chef est une femme est inférieur de plus de la moitié au revenu des unités familiales dirigées par un homme (20 652 $ par rapport à 43 053 $) et compte une part plus élevée de revenus de transfert (29,9 % pour les femmes, contre 13,6 % pour les hommes).

Les unités familiales dont le chef est âgé de moins de 25 ans ou de 65 ans et plus ont les revenus totaux les plus faibles (tableau 2). À l'opposé, celles dont le chef a entre 45 et 64 ans enregistrent les revenus les plus élevés : 50 614 $ au total s'il s'agit d'un homme et 24 571 $ dans le cas d'une femme. Le revenu privé suit également cette tendance, mais chute plus fortement lorsque le chef, homme ou femme, atteint l'âge de 65 ans. En contrepartie, les revenus de transfert atteignent alors leur point culminant.

Le revenu total des unités familiales s'accroît avec la scolarité du chef (tableau 3). Si ce dernier a une scolarité de primaire, le revenu moyen s'élève à 30 945 $ dans le cas d'un homme et à 17 189 $ dans le cas d'une femme. Par contre, si le chef a une scolarité universitaire (avec diplôme), le revenu moyen s'élève à 66 144 $ pour les hommes et à 31 208 $ pour les femmes. Le revenu privé s'accroît également avec la scolarité du chef, tandis que les revenus de transfert varient inversement.

La répartition des unités familiales par tranche de revenu et par quartile

Au Québec en 1991, 33,5 % des unités familiales touchent un revenu inférieur à 20 000 $, et 36,7 % disposent d'un revenu égal ou supérieur à 40 000 $. Ici encore, on constate que les personnes hors famille se situent dans les strates inférieures de revenu et les familles, dans les strates plus élevées. En effet, 62,4 % des personnes hors famille, par opposition à seulement 16,2 % des familles, ont un revenu annuel de moins de 20 000 $ en 1991. Par ailleurs, 52,8 % des familles du Québec ont un revenu moyen évalué à 40 000 $ et plus, contre seulement 9,6 % des personnes hors famille.

En 1991, les unités familiales du quartile inférieur de revenu, soit celles qui se situent au bas de l'échelle des revenus, ne reçoivent que 6,3 % du revenu total. À l'opposé, celles du quartile supérieur en touchent 51,6 % (tableau 9). Les unités familiales du premier quartile de revenu ne touchent que 2,1 % du revenu privé, mais reçoivent par contre 28,4 % des transferts en 1991 (tableau 10).

Les unités familiales à faible revenu

En 1991, 24,4 % des unités familiales du Québec vivent sous le seuil de faible revenu (tableau 12). Certaines catégories sont plus touchées que d'autres. C'est le cas notamment des unités dont le chef ne travaille pas (47,0 %) ou travaille à temps partiel (46,8 %), des unités familiales dont le chef a moins de 25 ans (46,8 %) ou est peu scolarisé (33,6 %), de celles dirigées par une femme (42,8 %), de celles qui ne sont pas propriétaires de leur logement (37,5 %) et, enfin, des personnes hors famille (39,0 %) et des familles monoparentales (37,5 %).

Le système de sécurité du revenu

Les unités familiales reçoivent davantage en transferts au Québec qu'en Ontario ou dans l'ensemble du Canada. En 1991, les différents paliers de gouvernement ont versé, en moyenne, 5 930 $ par unité familiale au Québec, contre 5 288 $ en Ontario et 5 427 $ au Canada (tableau 11). Au Québec, les prestations ont connu, en valeur réelle, une croissance annuelle de l'ordre de 3,5 % depuis 1981, croissance qui est légèrement inférieure à celle de l'Ontario (4,4 %) et du Canada (4,1 %).

Le système de sécurité du revenu au Québec comporte sept grands volets :
-les programmes d'assurance sociale;
-les programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires;
-les programmes d'aide financière à la participation au marché du travail;
-les programmes de prestations de services;
-les programmes de prestations financières pour enfants;
-les programmes de prestations financières pour personnes âgées;
-les programmes de prestations financières pour anciens combattants.

La somme des prestations versées dans le cadre des principaux programmes de soutien du revenu atteint un peu plus de 21,4 milliards de dollars en 1991, comparativement à 14,3 milliards en 1986 (tableau 13). En 1991, les programmes disposant des plus gros budgets de transfert sont les programmes de prestations financières pour personnes âgées (8,3 milliards de dollars), les programmes d'assurance sociale (7,1 milliards de dollars) ainsi que les programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires (3,5 milliards de dollars). Ensemble, ils représentent plus de 85 % des transferts versés chaque année depuis 1986.

L'assurance-chômage

Après une baisse de 1986 à 1987, le nombre de prestataires de l'assurance-chômage au Québec n'a cessé de croître, grimpant de 315 820 à 432 700 entre 1987 et 1992 (tableau 14). Au cours de cette période, la somme des prestations brutes versées a connu une croissance moyenne annuelle de 12,3 %, pour s'établir à 5,9 milliards de dollars en 1992.

En 1992, le montant des prestations correspond à 60 % de la moyenne du salaire hebdomadaire brut assurable, jusqu'à un maximum de 426 $ par semaine. Toutefois, à compter du 4 avril 1993, le taux de prestation des personnes nouvellement admissibles est réduit à 57 % de la rémunération assurable, jusqu'à un maximum de 425 $ par semaine. Les prestations hebdomadaires moyennes ont continuellement augmenté depuis 1986, passant de 178,11 $ à 248,59 $.

5

La sécurité de la vieillesse

Le programme de la sécurité de la vieillesse assure un revenu de base aux personnes de 65 ans et plus qui sont des citoyens canadiens ou des résidents autorisés (selon le nombre d'années qu'elles ont résidé au Canada depuis l'âge de 18 ans).

De 1986 à 1992, le nombre de bénéficiaires du programme de la sécurité de la vieillesse est passé de 665 199 à 793 913, soit un accroissement annuel moyen de 3,4 %. Les prestations atteignent 3,5 milliards de dollars en 1992, ce qui représente une augmentation de 52,2 % du montant versé en 1986 (2,3 milliards de dollars).

Le Régime de rentes du Québec

Le Régime de rentes du Québec est un régime d'assurance universel auquel contribuent, de façon obligatoire, tous les travailleurs québécois. Ce programme compense en partie la perte de revenu des travailleurs et de leur famille, occasionnée par la retraite, l'invalidité ou le décès.

Le nombre de bénéficiaires s'est fortement accru depuis 1986, enregistrant une progression annuelle moyenne de 4,9 %, pour atteindre 873 256 personnes en 1992. Les dépenses nettes totalisent 3,8 milliards de dollars, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 10,9 % depuis 1986.

La sécurité du revenu

La *Loi sur la sécurité du revenu* a remplacé la *Loi sur l'aide sociale* le 1er août 1989. Deux programmes d'aide de dernier recours ont été institués : le programme APTE (Actions positives pour le travail et l'emploi) et le programme «Soutien financier». Ces programmes assurent une aide financière de dernier recours aux familles et aux personnes seules qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance; le premier s'adresse aux familles et aux personnes seules considérées employables et le deuxième s'adresse à celles qui sont dans l'incapacité de travailler.

En 1992, 437 158 unités familiales, regroupant 717 694 personnes, touchent des prestations de sécurité du revenu (tableau 15). Les personnes seules représentent la majorité (65,1 %) des unités familiales bénéficiaires de la sécurité du revenu. Elles sont suivies des familles monoparentales (20,0 %), des familles biparentales (9,4 %) et des couples sans enfants (5,5 %). En 1992-93, quelque 3,2 milliards de dollars étaient attribués en vertu de ce programme.

La consommation

Une analyse sommaire du profil de consommation des ménages québécois (tableau 19) montre qu'en 1992, ils allouent les deux tiers (67,6 %) de leur budget aux dépenses de la vie quotidienne (42,6 % à l'alimentation et au logement, 17,6 % au transport, 7,4 % à l'habillement) et le tiers qui reste à toutes les autres dépenses.

Entre 1986 et 1992, la structure de consommation des ménages québécois subit quelques modifications. Ainsi, la part du budget consacrée à l'alimentation chute légèrement : de 20,7 % en 1986, elle tombe à 19,3 % en 1992. L'habillement, l'ameublement, les soins personnels,

le tabac et les boissons alcoolisées connaissent également un recul. En revanche, les autres postes gagnent en importance, notamment le logement dont la part est portée de 21,0 % en 1986 à 23,3 % en 1992. Seule la part des imprimés (livres, journaux, etc.) demeure stable.

Par rapport aux Ontariens et même à l'ensemble des Canadiens, les Québécois consacrent en 1992 une plus large part de leur budget de consommation à l'alimentation, à l'habillement, au transport, aux soins de santé, aux soins personnels et au poste «tabac et boissons alcoolisées». La dépense totale de ces postes compte pour 54,5 % de leur budget, contre 49,3 % pour les Ontariens et 51,5 % pour les Canadiens. Par contre, les Québécois dépensent relativement moins pour le logement, l'entretien ménager, l'ameublement, les loisirs et l'éducation, soit 40,7 % de leur budget. Ces mêmes dépenses comptent pour 45,8 % du budget des ménages ontariens et 43,6 % du budget des ménages canadiens.

Certains types de ménage ont un profil de consommation sensiblement différent de celui de l'ensemble des ménages québécois. Ainsi, les personnes seules affectent une plus large part de leur budget au logement et au poste «tabac et boissons alcoolisées» que tout autre type de ménage (tableau 21). En revanche, elles dépensent relativement moins en ameublement, en habillement et en transport.

Par ailleurs, les ménages dont le chef est âgé de 65 ans et plus dépensent davantage au titre de l'alimentation et du logement que les ménages dont le chef est moins âgé. Toutefois, ils consacrent une moindre part de leur budget à l'habillement, au transport, aux loisirs, à l'éducation et au poste «tabac et boissons alcoolisées».

Enfin, les ménages appartenant au premier quartile de revenu consacrent, de leur côté, une plus large part de leur budget à l'alimentation, au logement et à l'entretien ménager que les ménages des quartiles supérieurs. Toutefois, ils dépensent relativement moins pour l'habillement, le transport et les loisirs.

L'indice des prix à la consommation

Au cours de la période 1986-1992, l'indice des prix à la consommation à Montréal, calculé sur la base de 1986 (comme année de référence), a augmenté de 29,3 % (tableau 22). Les biens et services liés à l'éducation ont enregistré la plus forte augmentation, suivis du poste «tabac et boissons alcoolisées», de la lecture, des soins de santé, de l'habillement et du logement. À l'opposé, les coûts liés à l'entretien ménager, au transport et à l'alimentation ont connu les majorations les plus faibles.

Entre 1986 et 1992, la hausse du coût de la vie a été légèrement moins importante à Montréal qu'à Toronto. Toutefois, le coût de la vie a augmenté davantage à Montréal que dans l'ensemble du pays. En effet, en 1992, l'indice des prix à la consommation calculé sur la base de 1986 (comme année de référence) est de 129,3 à Montréal, de 129,7 à Toronto et de 128,1 au Canada.

Une analyse plus en détail montre que depuis 1986, le coût de l'ameublement, de l'habillement, des imprimés, de l'éducation, du tabac et des boissons alcoolisées a augmenté davantage à Montréal qu'à Toronto ou que dans l'ensemble du Canada. En contrepartie, l'augmentation du coût de l'alimentation, de l'entretien ménager, du transport et des loisirs a été plus modérée à Montréal qu'à Toronto ou qu'à l'échelle canadienne.

5

Le mode d'occupation du logement

En 1991, on recense 2 634 300 logements privés occupés au Québec, comparativement à 2 357 105 en 1986 (tableau 23). Plus de la moitié (55,5 %) des ménages qui y vivent sont propriétaires de leur logement. Le nombre de propriétaires-occupants est en hausse depuis 1986, année pour laquelle on dénombre 54,7 % de ménages propriétaires. Néanmoins, la proportion de propriétaires-occupants au Québec demeure inférieure à celle de l'Ontario (63,7 %) et du Canada (62,6 %).

Les ménages locataires

Une forte majorité des ménages locataires habitent un immeuble de moins de cinq étages, une maison jumelée, une maison en rangée, un duplex ou une maison individuelle attenante. Cette proportion a régressé légèrement de 1986 à 1991, passant de 82,1 % à 81,8 %. Les autres types de bâtiment abritent une part à peu près équivalente de ménages locataires en 1991 qu'en 1986. Ainsi, le pourcentage de locataires de maison seule unifamiliale passe de 7,7 % à 7,9 %; les locataires d'appartement situé dans un immeuble de cinq étages et plus, de 10,0 % à 10,1 %, et celui des locataires de maison mobile reste stable, à 0,2 %.

La proportion de logements loués est supérieure à la moyenne provinciale dans les régions administratives de Montréal (66,5 %), du Nord-du-Québec (58,5 %) et de Québec (46,2 %) (tableau 24).

Les ménages propriétaires

La maison seule unifamiliale demeure le type d'habitation le plus recherché par les ménages propriétaires et son importance relative a légèrement augmenté entre 1986 et 1991, passant de 73,3 % à 73,9 %. Les immeubles de cinq étages ou plus abritent 1,3 % des ménages propriétaires de leur logement en 1991, contre seulement 0,8 % en 1986. La proportion de propriétaires de maison mobile gagne aussi en popularité, passant de 1,2 % en 1986 à 1,5 % en 1991. Finalement, la proportion de propriétaires-occupants logeant dans d'«autres types de logement» tombe de 24,7 % à 23,3 %.

La plus forte concentration de propriétaires se retrouve dans les régions administratives de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (76,7 %), de Lanaudière (74,8 %) et de Chaudière-Appalaches (73,5 %).

La valeur des propriétés québécoises est nettement inférieure à celle des propriétés ontariennes et canadiennes, dans leur ensemble. Elle se chiffre en moyenne à 105 148 $ en 1991, alors qu'elle s'élève à 197 967 $ en Ontario et à 144 435 $ au Canada (tableau 20). Le Québec compte 13,9 % d'habitations évaluées à moins de 50 000 $, comparativement à 3,5 % pour l'Ontario et à 11,6 % pour l'ensemble du pays, et 18,1 % de propriétés évaluées à 150 000 $ et plus, contre 62,1 % en Ontario et 37,0 % au Canada.

Autre lecture suggérée

ASSELIN, Suzanne, Louis DUCHESNE et al., *Portrait social du Québec,* Québec, Les Publications du Québec, 1992, 353 p.

Définitions

Chef d'unité familiale

Le chef d'une unité familiale correspond, pour les couples avec ou sans enfants, à l'un ou l'autre des conjoints, le mari dans le cas le plus fréquent. La personne hors famille ou la personne sans conjoint avec un ou plusieurs enfants est également considérée chef d'unité familiale.

Famille

Couple avec ou sans enfants ou personne sans conjoint avec un ou plusieurs enfants vivant dans le même logement. Le terme «enfant» s'applique à des enfants célibataires, de tout âge, sans conjoint et sans enfants. Pour le programme d'aide sociale, seuls les enfants à charge sont inclus dans la famille.

Gains d'emploi

Somme des montants déclarés au titre des salaires et traitements, de la solde et des indemnités militaires et du revenu net total d'un emploi autonome.

Logement privé occupé

Ensemble distinct de pièces d'habitation, ayant une entrée privée donnant sur l'extérieur ou sur un corridor ou un escalier commun à l'intérieur, occupé de façon permanente par une personne ou un groupe de personnes autres que des résidents étrangers.

Médiane

Valeur centrale d'un caractère, séparant une population en deux parties égales.

Ménage

Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement. Aux fins de cette étude, les ménages collectifs ne sont pas considérés.

Personne hors famille

Personne vivant seule ou membre d'un ménage de plus d'une personne, mais qui ne fait partie d'aucune famille.

Quartile de revenu

Partage des unités de la population étudiée, ordonnées par ordre croissant de revenu, en quatre parties égales.

Revenu total

Le revenu total inclut les gains d'emploi, le revenu total de placement, les pensions de retraite et rentes privées, le total des transferts gouvernementaux et les autres revenus.

Seuil de faible revenu

Le seuil de faible revenu varie selon la taille de l'unité familiale et le degré d'urbanisation de la région qu'elle habite. Sur la base des seuils de 1986, les unités familiales qui consacrent 56,2 % ou plus de leur revenu au titre de l'alimentation, du logement et de l'habillement sont considérées comme ayant un faible revenu.

Unité familiale

Famille ou personne hors famille.

Notes explicatives

Revenu

Les statistiques présentées dans cette section sont essentiellement puisées dans les fichiers de microdonnées de l'Enquête sur les finances des consommateurs. Le concept de l'unité familiale utilisé ici englobe les familles de recensement et les personnes hors famille. La terminologie utilisée correspond à celle créée par Statistique Canada.

Consommation

Dans cette section, le terme «ménage» correspond à un groupe de personnes partageant un même logement et mettant leur revenu en commun pour couvrir les principales dépenses.

5

Tableau 1

Évolution du revenu total moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1981 à 1991[1]

	Revenu total moyen									
	1981	1982	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	$									
Dollars courants										
Québec	22 356	24 121	26 422	27 658	29 333	31 395	32 275	35 334	36 361	36 967
Ontario	25 408	27 292	29 842	31 980	34 346	37 021	40 276	42 198	43 265	43 550
Canada	24 208	26 122	28 450	30 281	32 041	33 769	35 819	38 637	40 026	40 595
Dollars constants (1991)										
Québec	37 827	36 602	36 494	36 585	37 083	38 008	37 660	39 568	39 056	36 967
Ontario	43 432	42 644	41 390	42 583	43 809	44 928	46 724	46 270	45 256	43 550
Canada	40 482	39 400	38 866	39 791	40 456	40 833	41 602	42 787	42 266	40 595

1. La bande de microdonnées n'est pas disponible pour 1983.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 2

Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et l'âge du chef, Québec, 1991

Type de revenu	Âge du chef				
	Moins de 25 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus	Total
	$				
Hommes	24 123	43 585	50 614	30 554	43 053
Revenu privé	21 189	38 881	46 122	16 282	37 211
Transferts	2 934	4 704	4 491	14 273	5 843
Femmes	11 668	22 358	24 571	17 752	20 652
Revenu privé	9 118	18 536	19 180	7 580	14 487
Transferts	2 550	3 822	5 391	10 172	6 166

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 3

Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et la scolarité du chef, Québec, 1991

	Primaire	Secondaire	Postsecondaire[1]	Universitaire
	$			
Hommes	30 945	39 874	45 484	66 144
Revenu privé	21 480	33 981	41 326	62 782
Transferts	9 465	5 893	4 157	3 363
Femmes	17 189	18 644	23 495	31 208
Revenu privé	8 047	12 173	19 885	28 736
Transferts	9 142	6 471	3 610	2 472

1. Incluant les études collégiales et les études universitaires partielles.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 4

Revenu moyen des unités familiales, selon la source, Québec, 1986-1991

Source de revenu	Revenu moyen[1]					
	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	$					
Dollars courants						
Revenu privé	25 305	27 269	27 839	30 645	31 247	31 037
Gains d'emploi	22 537	24 509	25 145	27 613	28 063	27 766
Placements et rentes privées[2]	2 768	2 761	2 694	3 031	3 183	3 271
Transferts	4 028	4 125	4 436	4 689	5 114	5 930
Revenu total	29 333	31 395	32 275	35 334	36 361	36 967
Revenu disponible	24 166	25 400	26 225	28 543	29 006	29 651
Dollars constants (1991)						
Revenu privé	31 991	33 013	32 484	34 317	33 563	31 037
Gains d'emploi	28 492	29 672	29 341	30 922	30 143	27 766
Placements et rentes privées[2]	3 499	3 343	3 144	3 394	3 419	3 271
Transferts	5 092	4 994	5 176	5 251	5 493	5 930
Revenu total	37 083	38 008	37 660	39 568	39 056	36 967
Revenu disponible	30 551	30 751	30 601	31 963	31 156	29 651

1. De l'ensemble des unités familiales.

2. Incluant les autres revenus de source privée, tels que les pensions alimentaires, les bourses d'études et les prestations d'assurance-salaire.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 5

Revenu moyen[1] des ménages, par région administrative, Québec, 1985 et 1990

Région administrative	1985	1990
	$	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	32 439	34 872
Bas-Saint-Laurent (01)	32 541	34 746
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	37 245	39 699
Québec (03)	39 506	40 902
Chaudière-Appalaches (12)	35 221	37 921
Mauricie—Bois-Francs (04)	33 321	35 294
Estrie (05)	33 555	35 557
Montérégie (16)	41 369	44 656
Montréal (06)	38 037	40 118
Laval (13)	46 018	47 445
Lanaudière (14)	39 084	42 204
Laurentides (15)	37 705	41 509
Outaouais (07)	40 570	44 978
Abitibi-Témiscamingue (08)	35 560	39 562
Côte-Nord (09)	40 152	43 349
Nord-du-Québec (10)	42 004	46 213
Le Québec	39 190	40 826

1. En dollars de 1990.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada (bande de microdonnées).

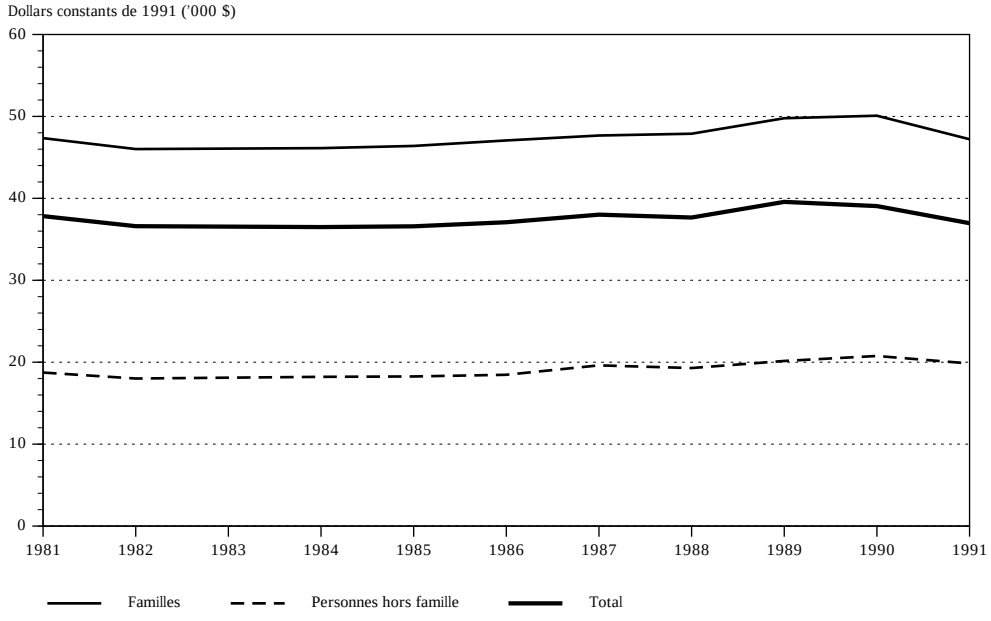
5

Tableau 6
Revenu total moyen, selon le type d'unité familiale, Québec, 1986-1991

Unité familiale	Revenu total moyen					
	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	$					
Dollars courants						
Couple sans enfants	32 533	34 905	35 871	39 160	40 061	41 480
Couple avec enfants	42 974	45 873	47 947	51 390	55 005	54 881
Famille monoparentales	22 912	23 463	23 711	27 962	26 840	30 523
Personne hors famille	14 606	16 201	16 528	17 996	19 328	19 844
Dollars constants (1991)						
Couple sans enfants	41 129	42 258	41 856	43 852	43 030	41 480
Couple avec enfants	54 329	55 536	55 947	57 548	59 082	54 881
Famille monoparentales	28 966	28 406	27 667	31 312	28 829	30 523
Personne hors famille	18 465	19 614	19 286	20 152	20 760	19 844

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Figure 1
Revenu total moyen des unités familiales, Québec, 1981-1991



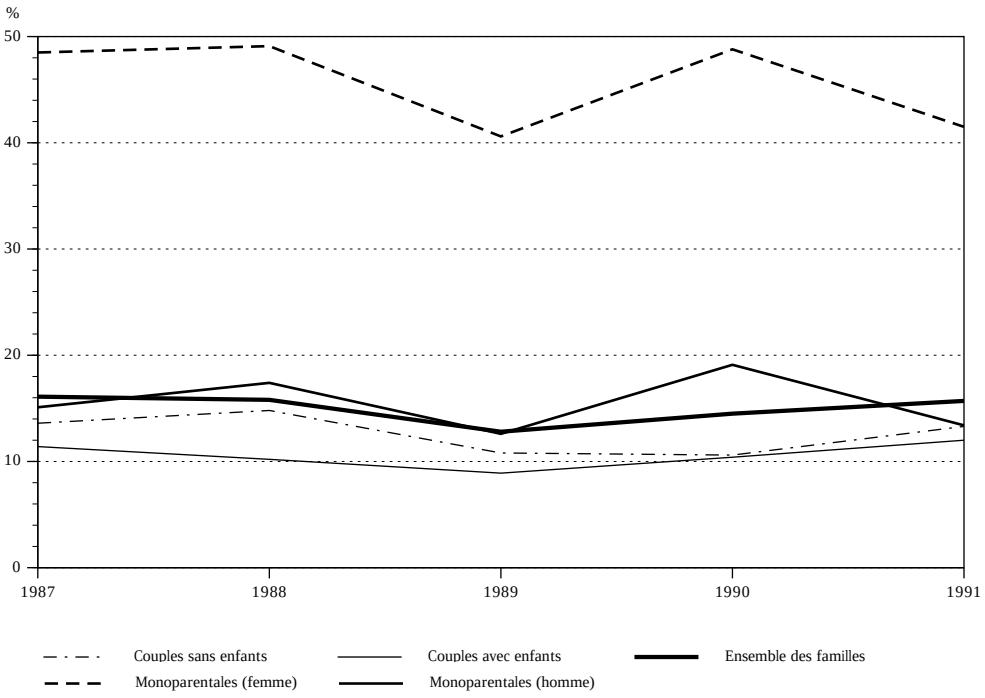
Source : Statistique Canada. Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 7
Revenu moyen, selon le type d'unité familiale et selon la source, Québec, 1991

	Familles				Personnes hors famille
	Couples sans enfants	Couples avec enfants	Familles monoparentales		
			Hommes	Femmes	
	$				
Revenu privé	34 493	49 022	33 907	20 800	14 861
Gains d'emploi	28 750	46 330	29 801	18 533	12 322
Placements et rentes	5 743	2 692	4 106	2 267	2 539
Transferts	6 987	5 860	6 820	8 023	4 983
Revenu total	41 480	54 881	40 727	28 823	19 844
Revenu disponible	33 127	43 414	32 394	24 710	16 255

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Figure 2
Pourcentage des familles à faible revenu, Québec, 1987-1991



Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

5

Tableau 8

Répartition des familles et des personnes hors famille, selon la tranche de revenu, le revenu moyen et le revenu médian[1], Québec, 1986-1991

Tranche de revenu	Unité	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Familles							
Moins de 10 000 $	%	5,8	5,4	4,3	2,5	2,7	3,0
10 000 - 14 999 $	%	9,3	7,7	7,1	6,2	5,3	5,8
15 000 - 19 999 $	%	9,2	9,7	9,7	8,5	8,3	7,4
20 000 - 29 999 $	%	19,0	18,2	16,2	14,9	15,6	14,9
30 000 - 39 999 $	%	18,5	18,2	19,0	17,7	14,8	16,1
40 000 et plus	%	38,3	41,0	43,6	50,3	53,3	52,8
Revenu moyen	$	47 066	47 669	47 887	49 779	50 086	47 214
Revenu médian	$	42 306	42 191	42 912	44 980	45 101	41 829
Personnes hors famille							
Moins de 10 000 $	%	47,5	42,3	41,9	35,0	31,1	30,0
10 000 - 14 999 $	%	16,3	18,5	18,5	19,6	22,7	21,6
15 000 - 19 999 $	%	10,9	9,1	10,7	12,3	10,1	10,8
20 000 - 29 999 $	%	14,9	16,6	15,6	16,5	17,7	17,0
30 000 - 39 999 $	%	7,3	7,7	7,5	9,9	9,2	11,0
40 000 et plus	%	3,1	5,8	5,7	6,7	9,2	9,6
Revenu moyen	$	18 465	19 614	19 286	20 152	20 760	19 844
Revenu médian	$	13 238	14 075	13 315	15 094	14 207	14 398
Ensemble des unités familiales							
Moins de 10 000 $	%	20,3	18,1	17,8	13,7	13,4	13,1
10 000 - 14 999 $	%	11,7	11,4	11,2	10,8	11,8	11,7
15 000 - 19 999 $	%	9,8	9,5	10,1	9,8	9,0	8,7
20 000 - 29 999 $	%	17,6	17,7	16,0	15,4	16,4	15,7
30 000 - 39 999 $	%	14,6	14,6	14,9	15,0	12,7	14,2
40 000 et plus	%	26,0	28,8	30,1	35,3	36,7	36,7
Revenu moyen	$	37 083	38 008	37 660	39 568	39 056	36 967
Revenu médian	$	30 564	31 752	31 055	33 721	31 823	30 254

1. En dollars constants de 1991.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 9

Répartition du revenu total, par quartile, Québec, 1986-1991

Quartile	1986	1987	1988	1989	1990	1991
			%			
1er	6,1	6,3	6,3	6,7	6,4	6,3
2e	15,2	15,4	15,0	15,7	15,1	15,3
3e	27,3	27,0	27,2	27,4	27,1	26,8
4e	51,4	51,4	51,5	50,2	51,5	51,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 10

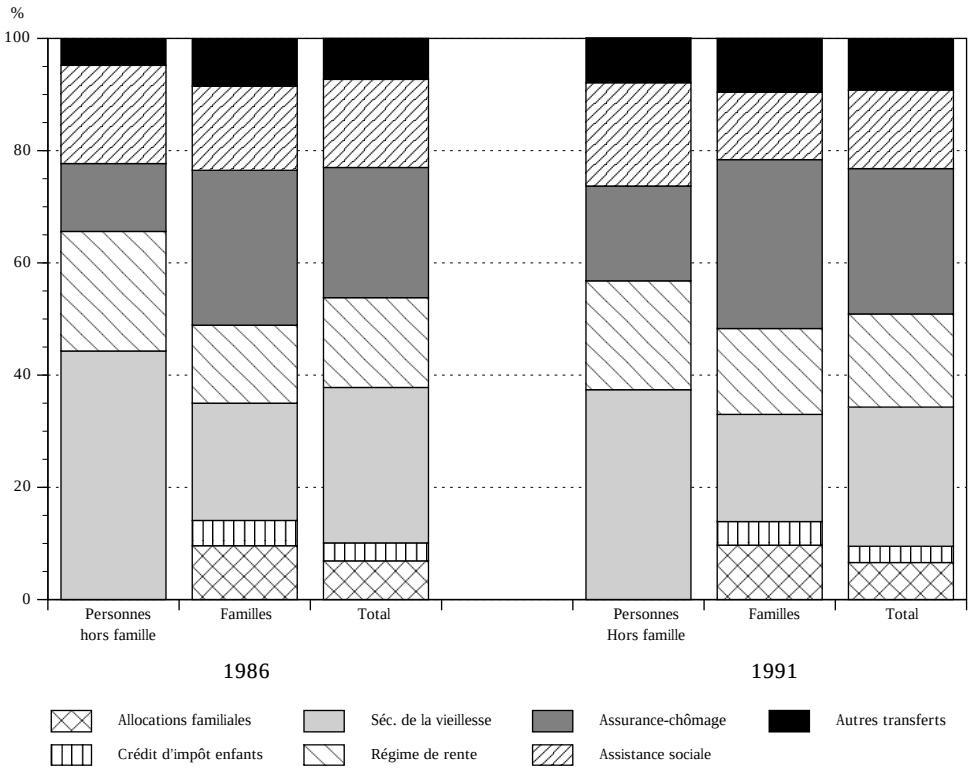
Proportion du revenu allant aux unités familiales du premier quartile et aux unités familiales sous la médiane, selon le type de revenu, Québec, 1986-1991

Type de revenu	1986	1987	1988	1989	1990	1991
			%			
Unités familiales du premier quartile						
Revenu privé	2,4	2,5	2,3	2,6	2,4	2,1
Transferts	29,6	31,2	31,1	33,5	30,8	28,4
Revenu total	6,1	6,3	6,3	6,7	6,4	6,3
Unités familiales sous la médiane						
Revenu privé	14,7	15,3	14,4	16,0	14,7	14,1
Transferts	62,9	64,0	64,0	64,2	62,8	61,2
Revenu total	21,3	21,7	21,3	22,4	21,5	21,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Figure 3

Composition des revenus de transfert, Québec, 1986 et 1991



Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

5

Tableau 11

Évolution du revenu de transfert moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1981 à 1991[1]

	Revenu de transfert moyen									
	1981	1982	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	$									
Dollars courants										
Québec	2 477	3 274	3 819	4 010	4 028	4 125	4 436	4 689	5 114	5 930
Ontario	2 011	2 607	2 848	2 977	3 136	3 344	3 610	3 915	4 541	5 288
Canada	2 172	2 853	3 342	3 468	3 623	3 765	4 011	4 321	4 782	5 427
Dollars constants (1991)										
Québec	4 191	4 968	5 275	5 304	5 092	4 994	5 176	5 251	5 493	5 930
Ontario	3 438	4 073	3 950	3 964	4 000	4 058	4 188	4 293	4 750	5 288
Canada	3 632	4 303	4 566	4 557	4 574	4 553	4 659	4 785	5 050	5 427

1. La bande de microdonnées n'est pas disponible pour 1983.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 12

Unités familiales à faible revenu, selon certaines caractéristiques, Québec, 1991

	Unités familiales		
	Total	À faible revenu	
	n	n	%
Structure familiale			
Couples sans enfants	627 065	83 673	13,3
Couples avec enfants	982 189	118 084	12,0
Familles monoparentales	235 819	88 322	37,5
Personnes hors famille	1 104 146	430 778	39,0
Âge et sexe du chef			
Hommes	2 147 903	378 199	17,6
Moins de 25 ans	114 658	41 494	36,2
25-44 ans	1 044 116	172 723	16,5
45-64 ans	696 868	108 355	15,5
65 ans et plus	292 261	55 627	19,0
Femmes	801 316	342 658	42,8
Moins de 25 ans	65 385	42 690	65,3
25-44 ans	257 597	101 767	39,5
45-64 ans	225 138	92 305	41,0
65 ans et plus	253 196	105 896	41,8
Scolarité du chef			
Primaire	728 966	245 129	33,6
Secondaire	1 012 976	261 954	25,9
Postsecondaire[1] et universitaire	1 207 277	213 774	17,7
Participation du chef au marché du travail			
Travail à temps plein	1 812 446	186 457	10,3
Travail à temps partiel	167 923	78 651	46,8
N'a pas travaillé	968 850	455 749	47,0
Mode d'occupation du logement			
Propriétaire	1 453 643	160 476	11,0
Locataire	1 207 270	460 162	38,1
Autre	288 306	100 219	34,8
Ensemble des unités familiales	2 949 219	720 857	24,4

1. Incluant les études universitaires partielles.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 13

Évolution des transferts en matière de sécurité du revenu, selon le programme, Québec, 1986-1992

Programme	Transferts						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
	'000 000 $						
Programmes d'assurance sociale							
Assurance-chômage[1]	3 186,2	3 135,7	3 394,2	3 727,1	4 234,9	5 360,3	5 868,6
Allocation de maternité[2]	8,7	9,7	10,7	10,7	18,1	18,3	..
Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles[1]	861,7	898,7	904,1	973,7	1 150,8	1 286,5	1 284,5
Assurance-automobile[2]	220,3	234,3	320,6	373,3	405,0	435,2	482,2
Programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires							
Sécurité du revenu[2]	2 195,7	2 170,0	2 145,3	2 224,2	2 194,2	2 750,8	3 238,8
Régime de prêts et bourses aux étudiants[2]	414,9	389,4	395,9	384,2	478,0	571,4	687,8
Allocation versée aux chasseurs et piégeurs cris[2]	11,7	11,9	12,1	12,8	13,4	14,2	..
Remboursement d'impôts fonciers[1]	68,6	80,1	121,1	129,1	162,3	202,3	236,7
Programmes d'aide financière à la participation au marché du travail							
APPORT[1]	...	...	...	18,8	20,7	28,6	27,0
Aide financière pour enfants en service de garde[2]	37,1	42,9	45,2	48,6	58,7	61,5	64,2
Programmes de prestations de services							
Aide juridique[2]	62,7	76,9	79,6	80,4	90,7	105,6	..
Assistance-maladie[2]	69,8	113,0	116,2	126,2	176,9	221,6	..
Programmes de prestations financières pour enfants							
Allocations familiales fédérales[2]	624,9	627,8	635,3	646,0	664,4	684,5	529,8
Crédits d'impôt pour enfants[1]	430,1	438,9	525,6	550,4	556,6	596,7	..
Allocations familiales du Québec[1]	191,2	197,6	205,2	213,7	225,9	239,8	254,5
Allocation pour enfant handicapé[1]	17,1	19,1	21,6	27,1	33,3	38,6	46,3
Allocation à la naissance[1]	...	...	47,7	100,5	136,1	162,9	177,2
Allocation pour jeune enfant[1]	...	...	...	106,1	111,3	118,2	126,2
Allocation de disponibilité	125,7	...	...	...	...	...	...
Programmes de prestations financières pour personnes âgées							
Sécurité de la vieillesse[2]	2 314,4	2 493,6	2 671,0	2 884,8	3 113,3	3 389,6	3 548,5
Supplément de revenu garanti[2]	1 043,4	1 097,9	1 150,1	1 204,0	1 248,4	1 305,3	1 327,2
Allocation au conjoint[2]	147,6	149,5	151,2	151,6	150,6	150,9	146,3
RRQ[1]	2 067,3	2 329,8	2 602,2	2 849,8	3 159,2	3 469,4	3 848,7
Logirente[2]	18,6	18,7	21,2	25,3	28,0	28,5	31,4
Programmes de prestations financières pour anciens combattants							
Pensions d'invalidité aux anciens combattants et aux civils[2]	80,4	88,4	94,3	100,0	114,9	120,5	127,7
Allocation de guerre aux anciens combattants et aux civils[2]	60,1	60,5	51,0	52,0	46,9	49,4	35,0
Total	14 258,2	14 684,4	15 721,4	17 020,4	18 592,6	21 410,6	22 088,6

1. Année civile.
2. Année financière.

Source : Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

5

Tableau 14

Évolution du nombre de bénéficiaires en matière de sécurité du revenu, selon le programme, Québec, 1986-1992

Programme	Bénéficiaires						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
	n						
Programmes d'assurance sociale							
Assurance-chômage[1]	338 150	315 820	322 860	336 620	367 520	427 400	432 700
Allocation de maternité[2]	36 303	40 323	44 506	44 583	51 154	50 899	..
Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles[1]	51 612	43 063	37 272	35 628	32 164	30 600	29 179
Assurance-automobile[2]	34 889	35 637	36 721	37 136	33 388	29 007	..
Programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires							
Sécurité du revenu[2]	649 555	594 016	559 299	555 907	594 879	674 874	741 387
Régime de prêts et bourses aux étudiants[2]	121 831	111 733	110 493	107 079	114 133	131 589	147 042
Allocation versée aux chasseurs et aux piégeurs cris[2]	1 180	1 194	1 217	1 193	1 196	1 213	..
Remboursement d'impôts fonciers[1]	469 619	499 070	647 642	675 819	776 634	923 051	1 028 759
Programmes d'aide financière à la participation au marché du travail							
APPORT[1]	...	...	...	17 500	15 606	15 201	15 080
Aide financière pour enfants en service de garde[2]	18 010	31 519	35 097	21 456	24 528	24 005	25 706
Programmes de prestations de services							
Aide juridique[2]	245 278	232 746	240 674	245 853	263 700	298 783	..
Assistance-maladie[2]	..	..	..	..	..	..	..
Programmes de prestations financières pour enfants							
Allocations familiales fédérales[2]	938 896	938 360	938 001	940 770	955 537	957 441	962 808[1]
Crédits d'impôt pour enfants[1]	651 060	626 850	628 900	618 490	603 530	610 500	..
Allocations familiales du Québec[1]	935 821	934 894	938 908	943 057	953 211	962 219	965 108
Allocation pour enfant handicapé[1]	14 974	16 284	20 168	22 407	25 575	28 336	31 814[3]
Allocation à la naissance[1]	...	...	74 350	136 331	166 561	181 044	183 843
Allocation pour jeune enfant[1]	...	...	...	396 748	401 036	406 251	409 118
Allocation de disponibilité	347 611	...	...	...	...	...	...
Programmes de prestations financières pour personnes âgées							
Sécurité de la vieillesse[2]	665 199	685 753	706 560	727 932	751 056	771 820	793 913
Supplément de revenu garanti[2]	398 303	403 480	408 919	412 510	414 985	414 715	415 844
Allocation au conjoint[2]	45 087	44 744	44 099	42 709	41 560	40 246	38 858
RRQ[1]	657 669	694 811	729 512	761 528	799 983	836 777	873 256
Logirente[4]	31 675	30 662	32 990	39 668	42 068	44 708	46 641
Programmes de prestations financières pour anciens combattants							
Pensions d'invalidité aux anciens combattants et aux civils[2]	17 022	18 232	18 381	18 504	18 930	18 916	18 647
Allocation de guerre aux anciens combattants et aux civils[2]	10 259	9 493	8 741	9 049	7 836	6 920	6 650

1. En décembre de chaque année.
2. En mars de chaque année.
3. Données projetées.
4. En septembre de chaque année.

Source : Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 15

Répartition des unités familiales et des dépenses moyennes de sécurité du revenu, selon le type d'unité familiale,
Québec, 1986-1992[1]

	Unités familiales					Dépenses moyennes		Bénéficiaires
	Personnes seules	Familles				Personnes seules	Familles	
		Mono-parentales	Couples sans enfants	Couples avec enfants	Total			
		n				$		n
1986	241 152	79 939	24 163	38 177	142 279	356,78	640,61	638 798
1987	222 371	75 893	22 884	34 188	132 965	385,82	669,69	589 988
1988	213 045	72 192	22 112	30 626	124 930	410,89	694,67	555 886
1989	214 583	70 624	20 915	27 685	119 224	448,54	723,12	541 311
1990	227 916	73 147	20 477	29 496	123 120	459,58	750,26	569 346
1991	257 889	80 511	22 065	35 116	137 692	488,07	795,74	644 581
1992	284 097	87 453	23 952	41 656	153 061	512,51	835,08	719 194

1. En décembre de chaque année.
Source : Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, Rapport statistique mensuel.

Tableau 16

Répartition des unités familiales et des dépenses moyennes de sécurité du revenu, selon le type d'unité familiale, par région de la sécurité du revenu,
Québec, décembre 1992

Région de la sécurité du revenu	Unités familiales					Dépenses moyennes		Bénéficiaires
	Personnes seules	Familles				Personnes seules	Familles	
		Mono-parentales	Couples sans enfants	Couples avec enfants	Total			
		n				$		n
Gaspésie— Bas-Saint-Laurent	12 157	3 365	1 793	2 964	8 122	513,24	831,97	35 612
Saguenay — Lac-Saint-Jean	11 985	3 428	1 309	2 199	6 936	506,78	807,45	31 707
Québec	38 379	9 069	3 462	4 523	17 054	514,91	816,74	85 433
Mauricie — Bois-Francs	20 489	6 087	2 064	3 156	11 307	517,16	804,16	52 245
Estrie	11 021	3 311	987	1 825	6 123	515,82	814,63	28 823
Laurentides-Lanaudière	24 392	8 735	2 596	4 184	15 515	501,35	815,49	68 123
Montréal	108 357	32 156	6 659	13 447	52 262	512,38	863,54	258 970
Montérégie	36 004	13 284	2 907	5 327	21 518	518,32	829,77	96 621
Outaouais	10 836	4 176	1 185	1 979	7 340	510,78	845,22	31 502
Abitibi-Témiscamingue	6 164	1 901	595	1 245	3 741	508,72	825,17	17 034
Côte-Nord	3 777	1 525	382	614	2 521	512,56	808,42	10 576
Nouveau-Québec	536	416	13	193	622	427,90	778,62	2 548
Le Québec	284 097	87 453	23 952	41 656	153 061	512,51	835,08	719 194

Source : Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, Rapport statistique mensuel.

Tableau 17

Allocations familiales versées, selon le type et par région administrative, Québec, 1992[1]

Région administrative	Allocations familiales	Allocation pour jeune enfant	Allocation à la naissance	Allocation pour enfant handicapé	Total[2]
			'000 $		
Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine (11)	4 089	1 804	2 440	968	9 301
Bas-Saint-Laurent (01)	8 091	3 649	5 063	1 405	18 208
Saguenay — Lac-Saint-Jean (02)	12 492	5 542	7 736	3 190	28 960
Québec (03)	20 151	9 069	12 086	3 704	45 011
Chaudière-Appalaches (12)	15 597	7 529	10 895	2 889	36 909
Mauricie — Bois-Francs (04)	17 841	8 155	11 325	3 176	40 497
Estrie (05)	10 408	5 158	7 536	1 682	24 785
Montérégie (16)	48 009	23 652	32 694	8 610	112 965
Montréal (06)	51 291	27 575	40 114	8 649	127 629
Laval (13)	11 549	5 876	8 053	1 847	27 325
Lanaudière (14)	14 507	7 358	10 027	2 866	34 757
Laurentides (15)	15 728	8 013	10 817	3 021	37 578
Outaouais (07)	11 159	5 912	8 131	1 858	27 060
Abitibi-Témiscamingue (08)	6 695	3 284	4 711	1 273	15 962
Côte-Nord (09)	4 358	2 023	2 788	824	9 993
Nord-du-Québec (10)	2 396	1 504	2 677	309	6 885
Le Québec	254 361	126 103	177 093	46 269	603 825

1. Au 31 décembre.
2. La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Source : Régie des rentes du Québec, *Statistiques 1992*.

Tableau 18

Bénéficiaires du Régime de rentes du Québec et moyenne mensuelle des rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1986-1992

	Bénéficiaires			Moyenne mensuelle		
	Rente de retraite	Rente de survivant	Rente d'invalidité	Rente de retraite	Rente de survivant	Rente d'invalidité
	n			$		
1986	433 326	167 763	41 705	245,74	254,83	474,54
1987	465 494	178 862	43 262	262,15	261,02	502,21
1988	496 326	190 374	43 389	279,09	268,52	530,76
1989	526 762	201 269	42 794	293,33	275,10	556,89
1990	562 353	212 416	42 875	308,07	283,79	587,08
1991	600 176	222 818	43 100	322,13	292,64	616,83
1992	635 389	233 644	42 604	341,99	304,99	653,80

Source : Régie des rentes du Québec, *Statistiques 1992*.

Tableau 19

Profil de consommation des ménages, par poste de dépenses, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1990 et 1992

	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
	%						
Québec							
1986	20,7	21,0	5,5	4,9	9,1	17,3	2,5
1990	19,2	24,2	5,6	4,5	8,0	17,1	2,6
1992	19,3	23,3	5,6	4,1	7,4	17,6	2,9
Ontario							
1986	18,6	22,6	5,8	5,0	8,5	18,4	2,4
1990	17,5	25,7	6,0	4,3	7,7	16,6	2,1
1992	16,7	26,8	6,2	4,3	6,7	16,9	2,1
Canada							
1986	19,3	21,8	5,9	4,9	8,5	17,9	2,5
1990	17,9	24,4	5,8	4,5	7,8	17,0	2,5
1992	17,6	24,7	6,1	4,3	6,9	17,2	2,7

	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation totale
	%						
Québec							
1986	2,8	6,2	0,8	0,9	5,0	3,3	100,0
1990	2,8	6,4	0,8	1,2	4,2	3,5	100,0
1992	2,7	6,6	0,8	1,1	4,6	3,9	100,0
Ontario							
1986	2,6	6,8	0,8	1,2	4,2	3,2	100,0
1990	2,5	7,5	0,9	1,1	3,8	4,2	100,0
1992	2,6	7,1	0,8	1,4	4,3	4,1	100,0
Canada							
1986	2,6	6,8	0,8	1,1	4,3	3,5	100,0
1990	2,7	7,4	0,8	1,2	3,9	4,0	100,0
1992	2,6	7,2	0,8	1,3	4,5	4,1	100,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bande de microdonnées).

Tableau 20

Logements privés occupés par leur propriétaire, selon la valeur du logement, Québec, Ontario et Canada, 1991

Valeur du logement	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
Moins de 20 000 $	29 660	2,1	34 630	1,5	173 680	2,9
20 000 - 34 999 $	67 285	4,7	20 765	0,9	229 145	3,8
35 000 - 49 999 $	101 445	7,1	24 635	1,1	299 285	4,9
50 000 - 64 999 $	167 255	11,7	50 030	2,2	460 025	7,6
65 000 - 79 999 $	192 925	13,4	75 010	3,3	540 990	8,9
80 000 - 99 999 $	272 905	19,0	165 695	7,3	802 810	13,2
100 000 - 149 999 $	345 220	24,0	488 020	21,5	1 314 000	21,7
150 000 - 199 999 $	138 730	9,7	514 625	22,7	908 860	15,0
200 000 $ et plus	120 220	8,4	891 440	39,4	1 332 700	22,0
Total	1 435 650	100,0	2 264 855	100,0	6 061 500	100,0
Valeur moyenne ($)	105 148	...	197 967	...	144 435	...

Source : Statistique Canada, *Recensement du Canada, Le Pays* (93-314).

5

Tableau 21

Profil de consommation des ménages, par poste de dépenses, selon certaines caractéristiques du ménage,
Québec, 1992

	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				%			
Type de ménage							
Personne seule	18,5	32,1	5,6	3,2	5,6	13,6	3,2
Couple marié sans enfants	18,7	23,6	5,0	4,4	7,4	18,3	3,1
Couple marié avec enfants	19,8	20,9	5,8	4,3	8,0	18,5	2,8
Famille monoparentale	19,0	23,0	5,5	3,3	6,7	19,2	2,7
Autres	19,6	23,2	6,0	3,9	7,3	17,2	2,5
Âge du chef							
Moins de 30 ans	16,7	24,0	5,5	4,7	7,3	18,5	2,0
30-44 ans	18,8	23,5	6,4	4,2	7,6	16,8	2,7
45-64 ans	19,9	21,8	4,7	3,8	7,5	19,0	3,0
65 ans et plus	22,0	27,0	5,9	3,9	6,7	15,3	3,7
Quartile de revenu							
1er	23,0	33,5	6,6	3,0	5,4	10,9	2,7
2e	19,8	25,0	5,4	3,9	6,5	17,5	3,1
3e	19,3	22,2	5,3	3,9	7,1	19,3	2,8
4e	18,1	20,4	5,7	4,6	8,6	18,5	2,8
Taille du ménage							
Un	18,5	32,1	5,6	3,2	5,6	13,6	3,2
Deux	18,6	24,0	5,2	4,2	7,2	18,3	2,9
Trois	19,4	22,0	5,7	4,3	7,2	18,9	2,8
Quatre	20,0	20,6	5,8	4,1	8,2	17,6	2,7
Cinq et plus	20,7	20,0	6,3	4,3	8,7	18,0	2,6
Mode d'occupation du logement							
Propriétaire sans hypothèque	20,9	17,4	5,5	4,3	8,1	20,8	3,4
Propriétaire avec hypothèque	18,3	24,5	5,9	4,0	7,6	17,4	2,7
Locataire	19,4	26,4	5,5	3,7	6,6	15,4	2,6
Autres	17,0	28,6	4,8	6,2	7,3	15,5	2,6
Ensemble des ménages	19,3	23,3	5,6	4,1	7,4	17,6	2,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bande de microdonnées).

Tableau 22

Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses,
Montréal, Toronto et Canada, 1990 et 1992

	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				1986 = 100			
Montréal							
1990	116,5	122,3	110,3	113,3	116,0	112,3	124,9
1992	119,9	132,7	116,4	123,2	134,4	117,9	136,5
Toronto							
1990	117,9	130,5	116,9	114,0	120,4	119,7	125,5
1992	121,6	133,9	123,5	114,6	129,0	124,2	135,3
Canada							
1990	115,7	122,1	113,0	112,8	117,3	117,3	125,2
1992	120,8	129,9	119,0	116,5	129,5	121,8	136,5

Source : Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation totale
				%			
Type de ménage							
Personne seule	2,5	5,3	1,0	0,5	5,6	3,3	100,0
Couple marié sans enfants	2,8	6,1	1,0	0,3	5,2	4,1	100,0
Couple marié avec enfants	2,8	7,2	0,7	1,5	4,0	3,8	100,0
Famille monoparentale	2,8	4,8	0,9	0,9	4,3	6,8	100,0
Autres	2,7	6,6	0,7	1,5	5,0	3,8	100,0
Âge du chef							
Moins de 30 ans	2,8	7,8	0,7	1,1	5,1	3,9	100,0
30-44 ans	2,7	6,8	0,7	1,1	4,6	4,2	100,0
45-64 ans	2,7	6,7	0,8	1,4	4,8	3,9	100,0
65 ans et plus	3,1	4,3	1,0	0,2	3,8	3,1	100,0
Quartile de revenu							
1er	2,8	3,7	0,8	0,7	4,9	2,1	100,0
2e	2,8	5,2	0,7	0,8	5,2	4,0	100,0
3e	2,8	6,7	0,7	0,9	5,1	4,0	100,0
4e	2,7	8,0	0,9	1,5	4,0	4,3	100,0
Taille du ménage							
Un	2,5	5,3	1,0	0,5	5,6	3,3	100,0
Deux	2,8	6,0	0,9	0,5	5,2	4,1	100,0
Trois	2,9	6,9	0,7	1,1	4,5	3,8	100,0
Quatre	2,7	7,6	0,7	1,7	3,9	4,3	100,0
Cinq et plus	2,8	6,8	0,6	2,0	3,7	3,6	100,0
Mode d'occupation du logement							
Propriétaire sans hypothèque	2,7	7,2	0,9	1,1	4,1	3,6	100,0
Propriétaire avec hypothèque	2,7	6,4	0,7	1,3	4,0	4,3	100,0
Locataire	2,8	6,2	0,8	0,9	5,8	3,8	100,0
Autres	2,7	6,5	0,6	0,6	4,0	3,5	100,0
Ensemble des ménages	**2,7**	**6,6**	**0,8**	**1,1**	**4,6**	**3,9**	**100,0**

	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation totale
				1986 = 100			
Montréal							
1990	115,5	118,6	124,7	124,7	131,3	-	118,1
1992	130,8	123,6	148,2	210,9	172,0	-	129,3
Toronto							
1990	122,6	122,0	127,4	129,7	134,6	-	123,4
1992	134,5	127,8	147,0	149,3	163,4	-	129,7
Canada							
1990	116,5	119,4	126,3	127,4	136,1	-	119,5
1992	127,7	124,7	145,5	160,9	169,0	-	128,1

5

Tableau 23

Répartition des ménages[1] selon le type d'habitation et le mode d'occupation du logement, Québec, 1986 et 1991

Type d'habitation	Propriétaires	Locataires	Dans une réserve[2]	Total
		n		
1986	1 289 960	1 062 565	4 575	2 357 105
Maison individuelle non attenante	946 195	82 385	4 020	1 032 605
Appartement (immeuble de 5 étages ou plus)	10 295	105 810	-	116 105
Habitation mobile	15 015	1 865	50	16 935
Autre logement[3]	318 450	872 505	500	1 191 455
1991	1 463 190	1 169 315	1 800	2 634 300
Maison individuelle non attenante	1 081 655	91 775	1 665	1 175 085
Appartement (immeuble de 5 étages ou plus)	19 130	117 970	-	137 105
Habitation mobile	22 015	2 705	5	24 725
Autre logement[3]	340 395	956 865	130	1 297 390

1. Excluant les ménages collectifs.
2. Une catégorie spéciale «dans une réserve» a été créée, puisque l'occupation des logements dans les réserves ne se prête pas à la classification habituelle de modes d'occupation. Cette catégorie s'applique à tous les logements privés occupés dans une réserve, qu'ils aient été à l'origine déclarés comme étant occupés par le propriétaire ou loués.
3. Comprend les catégories «maison jumelée», «maison en rangée», «autre maison individuelle attenante», «appartement ou plain-pied dans un duplex non attenant» et «appartement dans un immeuble de moins de cinq étages».

Source : Statistique Canada, *Recensement du Canada, Le Pays* (93-311).

Tableau 24

Répartition des ménages[1] selon le mode d'occupation du logement, par région administrative[2], Québec, 1991

Région administrative	Propriétaires		Locataires		Total	
	n	%	n	%	n	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	27 835	76,7	8 475	23,3	36 310	100,0
Bas-Saint-Laurent (01)	51 575	69,5	22 600	30,5	74 175	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	63 565	64,7	34 740	35,3	98 305	100,0
Québec (03)	130 590	53,8	112 315	46,2	242 905	100,0
Chaudière-Appalaches (12)	94 800	73,5	34 205	26,5	129 005	100,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	110 410	62,3	66 825	37,7	177 235	100,0
Estrie (05)	60 820	59,1	42 055	40,9	102 875	100,0
Montérégie (16)	285 100	65,3	151 580	34,7	436 680	100,0
Montréal (06)	253 555	33,5	503 970	66,5	757 525	100,0
Laval (13)	72 525	63,8	41 070	36,2	113 595	100,0
Lanaudière (14)	88 120	74,8	29 715	25,2	117 835	100,0
Laurentides (15)	95 600	68,0	44 985	32,0	140 585	100,0
Outaouais (07)	66 855	63,2	38 850	36,8	105 705	100,0
Abitibi-Témiscamingue (08)	34 485	62,7	20 495	37,3	54 980	100,0
Côte-Nord (09)	23 140	66,8	11 475	33,2	34 615	100,0
Nord-du-Québec (10)	4 210	41,5	5 945	58,5	10 155	100,0
Le Québec	1 463 190	55,6	1 169 315	44,4	2 632 505	100,0

1. Excluant les ménages collectifs.
2. Excluant les réserves indiennes.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada (bande de microdonnées).

6

Quelques groupes cibles

Les femmes et les hommes 249

Les jeunes 251

Les personnes âgées 253

Les personnes handicapées 256

Les autochtones 258

Les communautés culturelles 261

Les familles 263

6

Liste des tableaux

1. Population étudiante des universités, selon le cycle, la discipline et le sexe, Québec, automne 1992 267
2. Diplômés de niveau postsecondaire selon la discipline et le sexe, Québec et Canada, 1991 268
3. Main-d'oeuvre, selon la branche d'activité et le sexe, Québec, 1981, 1986 et 1991 268
4. Population de 15 ans et plus, selon la participation à la main-d'oeuvre, le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe, Québec, 1991 269
5. Revenu d'emploi moyen selon le sexe et le type d'emploi, Québec, 1981, 1986 et 1991 269
6. Population de 15 ans et plus selon le type d'emploi et le sexe, Québec, 1981, 1986 et 1991 270
7. Répartition des particuliers selon la tranche de revenu et le sexe, par région administrative, Québec, 1991 270
8. Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale, Québec, Ontario et Canada, 1971-1991 272
9. Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale, par région administrative, Québec, 1991 273
10. Évolution du taux de fréquentation scolaire des 20-24 ans, Québec, Ontario et Canada, 1971-1991 273
11. Évolution du plus haut niveau de scolarité atteint par les 15 ans et plus et les 15-24 ans, Québec, Ontario et Canada, 1971-1991 274
12. Caractéristiques de la population active des 15-29 ans, selon le groupe d'âge, Québec, Ontario et Canada, 1991 275
13. Revenu moyen de la population de 15 ans et plus et de certains groupes d'âge, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1985 et 1990 275
14. Proportion de buveurs actuels de 15-29 ans ayant consommé de l'alcool au cours des quatre semaines précédant l'enquête, selon l'âge et le sexe, Québec, 1987 et 1991 275
15. Nombre de personnes âgées, accroissement décennal et croissance annuelle moyenne, Québec, 1901-1993 276
16. Quelques indicateurs relatifs aux personnes âgées, Québec, 1961-1993 276
17. Répartition de la population de 65 ans et plus en groupe d'âge quinquennal, Québec, 1961-1993 276
18. Population de 65 ans et plus selon le sexe et rapport de masculinité de certains groupes d'âge, Québec, 1961-1993 277
19. Données sur le vieillissement de la population des municipalités de 30 000 habitants ou plus, Québec, 1991 277
20. Répartition de la population de 15 ans et plus et de 65 ans et plus selon la scolarité, Québec, 1991 278
21. Revenu moyen et revenu médian, selon le groupe d'âge, Québec, 1985 et 1990 278
22. Ménages privés selon leur statut concernant le logement et le groupe d'âge du soutien du ménage, Québec, 1991 278
23. Population de 65 ans et plus vivant dans les logements collectifs, Québec, 1991 279
24. Répartition de la population de 15 ans et plus selon le groupe d'âge, le sexe et la perception de leur état de santé, Québec, 1987 279
25. Nombre de problèmes de santé selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1987 280
26. Répartition de la population présentant certains problèmes de santé selon le groupe d'âge, le sexe et le genre de problèmes, Québec, 1987 280
27. Taux d'incapacité des personnes de 15-64 ans vivant dans un ménage privé, selon le sexe, par province, Canada, 1983-84, 1986-87 et 1991 281
28. Personnes ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991 282
29. Personnes de 15 ans et plus ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon la gravité de l'incapacité, Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991 282
30. Personnes de 15 ans et plus ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon la nature de l'incapacité, Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991 283
31. Personnes de 15-64 ans vivant dans un ménage privé, selon la présence ou l'absence d'incapacité et la scolarité, Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991 283
32. Population scolaire et nombre d'élèves handicapés fréquentant le réseau public par région, Québec, 1987-88 à 1991-92 284
33. Personnes de 15-64 ans selon la présence ou l'absence d'incapacité et la situation sur le marché du travail, Québec, 1986-87 et 1991 284
34. Caractéristiques des adultes inscrits au programme «Soutien financier» de la Sécurité du revenu, selon la nature de la déficience et le sexe, Québec, mars 1992 285

35. Évolution de la population autochtone selon diverses sources, Québec et Canada, 1986 et 1991 285

36. Origines autochtones déclarées selon le type de réponse, Québec et Canada, 1991 286

37. Population autochtone par groupe d'âge selon diverses sources, Québec et Canada, 1991 286

38. Estimation de la population des Inuit conventionnés et des Indiens inscrits selon la nation, Québec, 1991 287

39. Activité et chômage dans la population autochtone de 15 ans et plus, Québec et Canada, juin 1991 287

40. Population autochtone par grand groupe d'âge selon la connaissance des langues autochtones, Québec et Canada, 1991 289

41. Population autochtone par grand groupe d'âge selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Québec et Canada, 1991 289

42. Population autochtone de 15 ans et plus selon le revenu total et selon certaines sources de revenu, Québec et Canada, 1991 290

43. Population selon l'origine ethnique, Région de Montréal et le Québec, 1991 290

44. Population selon le groupe religieux, Région métropolitaine de Montréal et le Québec, 1991 291

45. Population selon la langue maternelle, Région de Montréal et le Québec, 1991 291

46. Population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Québec, 1991 292

47. Population immigrée selon les principaux pays de naissance, Région de Montréal et le Québec, 1991 293

48. Population immigrée selon les principaux pays de naissance, par période d'immigration, Québec, 1991 293

49. Population immigrée selon le groupe d'âge, Québec, 1991 294

50. Répartition et part de la population immigrée par région administrative, en ordre décroissant, Québec, 1991 294

51. Population immigrée selon la langue maternelle, la langue parlée à la maison et la connaissance du français et de l'anglais, par période d'immigration, Québec, 1991 295

52. Familles selon la structure et l'état matrimonial des parents, Québec, 1961-1991 295

53. Familles selon la structure et le nombre d'enfants, Québec, 1986 et 1991 296

54. Enfants selon la structure de la famille, Québec, 1961-1991 297

55. Sructure des familles et nombre total d'enfants, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1991 298

56. Structure des familles et nombre total d'enfants, par région administrative, Québec, 1991 299

57. Taux d'activité des femmes selon la présence d'enfants à la maison, Quebec, 1976-1993 299

58. Enfants selon la structure de la famille et l'âge des enfants, Québec, 1961-1991 300

59. Soutien financier du gouvernement du Québec pour les charges familiales, Québec, 1985-1993 300

Liste des figures

1. Les nations autochtones, Québec, 1992 288

2. Proportion de la population née à l'étranger, Québec, 1951-1991 292

3. Nombre moyen d'enfants par famille, Québec, 1951-1991 297

6

Ce chapitre a été réalisé par Sylvie Jean, Hervé Gauthier, Esther Létourneau et Louis Duchesne, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec; Michel Forget, du Secrétariat à la jeunesse du ministère du Conseil exécutif; Robert Allie, de l'Office des personnes handicapées du Québec et Mireille Baillargeon, du ministère des Affaires internationales, des Communautés culturelles et de l'Immigation.

Ce chapitre réunit des statistiques relatives à certaines grandes catégories de personnes sur lesquelles on porte naturellement le regard quand on examine l'évolution de la société dans ses principales composantes. Les groupes retenus comme point de mire sont les suivants: les femmes et les hommes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les autochtones, les communautés culturelles, les familles. Ce chapitre présente une analyse descriptive des caracatéristiques démographiques et socio-économiques de chacun de ces groupes.

Les femmes et les hommes

Le profil démographique

Au Québec, en 1991, la proportion de femmes dans la population de moins de 15 ans, légèrement inférieure à celle des hommes, se situe à 48,8 %; chez les 15-64 ans, cette proportion bascule et passe à 50,3 %. Aux âges avancés, c'est-à-dire chez les 65 ans et plus, la population féminine est plus importante (59,5 %); en fait, ce groupe représente 13,0 % des femmes et 9,2 % des hommes parmi la population de tous âges. Dans l'ensemble, les femmes représentent 51,0 % de la population québécoise en 1991. Cette proportion est identique à celle de 1986.

La scolarité

L'accroissement de la scolarisation se maintient au Québec, entre 1986 et 1991. En 1991, 918 905 femmes de 15 ans et plus avaient fait des études postsecondaires contre 1 002 135 hommes, en hausse de 22,5 % et 19,8 % respectivement.

Les domaines d'études postsecondaires

Le Québec compte 918 905 femmes titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires en 1991 (tableau 2). Celles-ci se sont principalement orientées dans les domaines du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (30,7 %), de l'enseignement, des loisirs et de l'orientation (15,9 %) et dans les sciences et les techniques de la santé (15,6 %). En contrepartie, il y a concentration des 1 002 135 hommes dans les techniques et métiers reliés au génie et aux sciences appliquées (38,5 %) et dans le domaine du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (17,6 %). Certains domaines d'études tels que la santé, l'enseignement et les beaux-arts semblent particulièrement réservés aux femmes : celles-ci comptent respectivement pour 76,7 %, 72,6 % et 66,6 % des diplômés de ces disciplines. À l'opposé, c'est en sciences appliquées et en génie que le taux de féminité se révèle le plus faible, soit 7,2 % et 10,1 %.

La fréquentation universitaire

En 1992-93, on dénombre 130 919 femmes qui fréquentent l'université, dont 23,3 % se spécialisent dans les sciences de l'administration et 23,0 %, dans les sciences humaines (tableau 1). Chez les hommes, les disciplines les plus recherchées sont les sciences de

l'administration et les sciences appliquées, avec respectivement 25,6 % et 22,6 % des étudiants. Encore là, les grands secteurs à prédominance féminine sont les sciences de la santé (75,4 %), les sciences de l'éducation (70,4 %) et les lettres (69,0 %), alors que les sciences appliquées regroupent une moins grande proportion de femmes (24,7 %). De plus, les femmes représentent 58,6 % des étudiants inscrits au baccalauréat et la moitié de ceux de deuxième cycle. Au troisième cycle, la présence des femmes est beaucoup moins marquée, la part de leur effectif tombant à 36,9 %.

Le marché du travail

En 1991, un peu plus d'une femme sur deux participe au marché du travail comparativement à trois hommes sur quatre (tableau 4). Néanmoins, la main-d'oeuvre féminine s'est accrue significativement entre 1986 et 1991, tandis que la main-d'oeuvre masculine est demeurée relativement stable. Pendant que le taux de participation des femmes au marché du travail passe de 51,3 %, en 1986, à 56,0 %, en 1991, celui des hommes, qui s'élevait à 75,1 % en 1986, baisse légèrement à 74,7 %.

La fréquence du chômage est équivalente chez les hommes et chez les femmes. En 1991, le taux de chômage des travailleuses se situe à 12,1 %, en baisse de 2,3 points de pourcentage par rapport à 1986, pendant que 12,0 % de la main-d'oeuvre masculine est en quête d'un travail; un taux identique à celui de 1986. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi paraît particulièrement aigu chez les jeunes de moins de 25 ans, tant chez les hommes que chez les femmes.

L'état matrimonial

Les femmes et les hommes mariés légalement ou vivant en union libre composent la majorité de la main-d'oeuvre. Ce sont toutefois les femmes divorcées qui, avec les hommes mariés, affichent le plus haut taux de participation à la main-d'oeuvre avec des pourcentages respectifs de 65,2 % et 78,9 %, en 1991.

La branche d'activité

Un peu plus de 60,0 % des hommes et 81,0 % des femmes se retrouvent dans les industries de services. Cette tertiarisation de l'emploi s'est d'ailleurs accentuée, entre 1986 et 1991, tant chez les hommes que chez les femmes (tableau 3). Le marché des services socioculturels, commerciaux et personnels demeure donc le principal débouché de la main-d'oeuvre féminine. Ce secteur, traditionnellement réservé aux femmes, compte 716 160 travailleuses en 1991, soit 44,0 % de la main-d'oeuvre féminine et 60,5 % de l'ensemble des travailleurs qui y évoluent. Bien que l'importance relative des femmes s'accroît dans tous les secteurs, certains demeurent à prédominance masculine. Ainsi, les femmes sont sous-représentées dans les branches d'activité telles que les mines et la construction où le taux de féminité se situe respectivement à 8,9 % et 12,1 %, en 1991.

Le type d'emploi

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel (tableau 6). Ce type d'emploi a fortement progressé, entre 1981 et 1991, et ce, dans une proportion de 36,3 % chez les femmes et de 20,3 % chez les hommes. De plus, on note que 27,0 % des emplois occupés par des femmes sont des postes à temps partiel, par rapport à 11,1 % chez les hommes.

Le revenu

Le revenu d'emploi moyen des femmes est évalué à 17 455 $ en 1991, soit 62,1 % du revenu des hommes (tableau 5). Si l'on considère le type d'emploi occupé, on constate que les femmes qui travaillent à temps plein toute l'année gagnent 21 179 $ et leurs homologues masculins, 30 884 $, soit un ratio de 68,6 %. En revanche, le salaire annuel moyen des travailleuses ayant un emploi à temps plein une partie de l'année seulement ou à temps partiel est estimé à 8 393 $, alors que la rémunération des travailleurs masculins occupant le même type d'emploi atteint 8 009 $.

Au Québec, 27,6 % des femmes et 15,1 % des hommes ont un revenu total moyen inférieur à 7 500 $, en 1991 (tableau 7). Plus de la moitié des femmes (56,9 %) reçoivent moins de 15 000 $ annuellement, contre 31,6 % des hommes. Par ailleurs, à peine 14,4 % d'entre elles touchent un revenu supérieur à 30 000 $, comparativement à 38,4 % des hommes.

Les jeunes

L'importance démographique

Compte tenu du vieillissement de la population, le poids démographique des jeunes va en s'amenuisant. Au regard de la population totale du Québec, la proportion de jeunes Québécois âgés de 15-29 ans passe de 29,2 % en 1976 à 25,7 % en 1986 pour atteindre un minimum de 22 % en 1991. En Ontario et au Canada, les tendances qui se dégagent sont les mêmes qu'au Québec (tableau 8). Ainsi pour les années 1986 et 1991, l'Ontario a-t-elle vu sa proportion de jeunes adultes âgés de 15-29 ans passer de 25,5 % à 22,9 % de sa population totale, alors qu'au Canada cette proportion est passée de 25,8 % à 22,8 %. En 1991, le Québec comptait 1,5 million de jeunes âgés de 15-29 ans, l'Ontario 2,3 millions et le Canada 6,2 millions.

Le poids démographique de chacun des trois groupes d'âge au sein de la population (15-19, 20-24 et 25-29 ans) est quasi identique au Québec, en Ontario et au Canada. En 1991, les jeunes âgés de 15-19 ans représentent 6,5 % de la population totale du Québec, les 20-24 ans 6,8 % et les 25-29 ans 8,6 %. Quant au poids relatif des jeunes (15-29 ans) au sein de la population en âge de travailler (15 ans et plus) en 1991, il est de 27,5 % au Québec, de 28,9 % en Ontario et de 28,7 % au Canada.

La distribution de l'effectif des 15-29 ans selon les différentes régions administratives du Québec révèle des écarts significatifs entre les régions (tableau 9). Aux extrêmes, en 1991, on retrouve la région du Nord-du-Québec avec 27,3 % de sa population totale âgée de 15-29 ans, alors que dans le Bas-Saint-Laurent cette proportion est de 20,3 % seulement.

Avec ses 435 148 jeunes, la région de Montréal accapare 21,2 % du 1,5 million de jeunes âgés de 15-29 ans. Suit la Montérégie avec 17,1 % de l'effectif total et la région de Québec avec 9,2 %. En regroupant pratiquement un jeune de la province sur cinq, la région de Montréal contribue fortement à l'abaissement du poids démographique des 15-29 ans dans le reste du Québec.

6

Les études

Au Québec, depuis quelques décennies, le taux de fréquentation scolaire des 20-24 ans n'a cessé de progresser (tableau 10). En 1971, 16,5 % des jeunes de ce groupe d'âge fréquentaient l'école à plein temps; en 1981, cette proportion passe à 18,4 % pour atteindre un sommet de 32,3 % en 1991. Cette situation est comparable à celle observée dans l'ensemble du Canada, mais elle est en deçà de celle de l'Ontario. Le taux de fréquentation de l'école à temps partiel a aussi progressé, mais dans une mesure moindre que les taux de fréquentation de l'école à plein temps.

Au Québec, en 1991, les jeunes de 15-24 ans avaient en moyenne 12,3 ans de scolarité, soit légèrement plus que la moyenne canadienne (12,2 ans), mais un peu moins que la moyenne ontarienne (12,4 ans). Les niveaux de scolarité au Québec ont atteint des sommets inégalés en 1991 (tableau 11) : chez les 15-24 ans, 4,2 % ont atteint un niveau de formation universitaire et 37,4 % ont fait des études postsecondaires (par exemple, cégep ou études universitaires sans grade). Pour le Canada ces proportions sont respectivement de 4,6 % et 32,4 % alors qu'en Ontario elles atteignent 5,3 % et 30,5 %. La proportion de personnes ayant moins d'une 9^{e} année de scolarité n'a cessé de diminuer depuis trois décennies. Chez les Québécois âgés de 15-24 ans, seulement 6,0 % ont moins d'une 9^{e} année en 1991.

Le marché du travail

Le taux d'activité des jeunes Québécois âgés de 15-29 ans est demeuré relativement stable ces dernières années. Si, en 1987, il se situait à 71,8 %, en 1991 il est de 71,6 %. Le taux d'activité des jeunes Québécois est légèrement inférieur aux taux canadien et ontarien (tableau 12).

La participation au marché du travail varie fortement en fonction du groupe d'âge. Le taux passe au Québec de 43,1 % chez les 15-19 ans à 82,6 % chez les 20-24 ans et à 84,8 % chez les 25-29 ans, taux un peu moins élevés qu'en Ontario. En 1991, au Québec les jeunes âgés de 15-19 ans travaillent en moyenne 25,3 heures par semaine alors que pour les 20-24 ans cette moyenne s'élève à 34,4 heures.

Le taux de chômage des 15-29 ans a progressé au cours des dernières années, passant de 13,3 % en 1987 à 16,1 % en 1991. En 1991, les Québécois âgés de 15-19 ans ont un taux de chômage de 21,4 % contre 17,2 % pour les 20-24 ans, taux plus élevés que ceux de l'ensemble du Canada ou de l'Ontario.

La situation financière

Chez les jeunes, comme dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus, le revenu moyen des hommes est supérieur à celui des femmes (tableau 13); toutefois, l'écart est beaucoup moins important chez les jeunes. Calculé en dollars constants de 1990, le revenu moyen des hommes du Québec a progressé plus rapidement que celui des femmes entre 1985 et 1990. Ainsi de 1985 à 1990, alors que le revenu moyen des Québécois âgés de 15-19 ans s'accroît de 8 %, celui des jeunes filles du même groupe d'âge augmente de 4 %. Même phénomène chez les 20-24 ans, alors que le revenu des jeunes hommes progresse de 10 % et celui des jeunes filles de 5 %.

Les habitudes de vie

Selon les données de l'enquête Santé Québec (1991), l'alcool est la drogue la plus souvent consommée. Une majorité de 92,8 % des jeunes de 15-29 ans ont déjà consommé des boissons alcoolisées. L'enquête indique aussi que l'âge moyen de la première consommation se situe

à 15,2 ans pour les garçons et à 15,8 ans pour les filles. En général, les garçons consomment plus que les filles. Le nombre moyen de consommations par semaine est de huit chez les jeunes hommes et de trois chez les jeunes filles. Au Québec en 1991, 7,2 % des 15-29 ans n'avaient jamais consommé, 5,6 % étaient d'anciens buveurs (aucune consommation durant la dernière année) et 87,2 % consommaient toujours de l'alcool au moment de l'enquête, dont 59,2 % sur une base habituelle et 28,0 % sur une base occasionnelle.

Il y a plus de consommateurs d'alcool chez les garçons (85,0 %) que chez les filles (74,0 %). Entre 15 et 29 ans, l'écart du niveau de consommation entre les sexes croît avec l'âge (tableau 14). En somme, les Québécois de 15-29 ans sont plus nombreux à consommer de l'alcool que les filles; ils en prennent plus fréquemment et en plus grande quantité. Il en résulte que le nombre de buveurs à risque — ceux que le nombre de consommations par semaine expose à connaître des problèmes associés à l'alcool — se révèle chez les 15-29 ans quatre fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes de ce groupe d'âge. Pour ce même groupe d'âge, on constate aussi que le nombre de consommateurs et la fréquence de consommation augmentent avec l'élévation de la scolarité. Par contre, sur une base occasionnelle, les personnes moins scolarisées consomment de plus grandes quantités d'alcool. Si, en 1991, les travailleurs de 15-29 ans sont plus nombreux à avoir pris de l'alcool durant l'année précédente, les sans-emploi par contre en consomment en plus grande quantité et plus fréquemment.

Pour ce qui est de la consommation de drogues, elle est, chez les 15-29 ans, deux fois plus élevée chez les garçons (12,0 %) que chez les filles (5,0 %). Comme pour l'alcool, c'est parmi les garçons de 20-24 ans (13,0 %) et les filles de 18-19 ans (9,0 %) que l'on retrouve les proportions les plus élevées de consommateurs de drogues.

En ce qui a trait aux comportements sexuels, les données montrent que 84,0 % des jeunes de 15-29 ans ont déjà eu des relations sexuelles. Parmi les plus jeunes de 15-19 ans, 60,0 % ont déjà eu des relations sexuelles comparativement à 90,0 % chez ceux de 20-24 ans et à 96,0 % chez les 25-29 ans. Pour ce qui est du nombre de partenaires depuis le début de la vie sexuelle active, les jeunes de 15-29 ans ont eu en moyenne six partenaires, le nombre de partenaires depuis la première relation passant de quatre chez les 15-19 ans, à cinq et à sept dans les deux groupes d'âge suivants. L'âge moyen de la première relation sexuelle s'établit à 16,6 ans (hommes 16,4 ans, femmes 16,9 ans). Dans la population sexuellement active, 10,0 % des jeunes déclarent avoir déjà contracté au moins une maladie transmissible sexuellement. La proportion de femmes ayant déjà contracté une MTS est de 11,0 % comparativement à 9,0 % chez les hommes.

Les personnes âgées

Les caractéristiques démographiques

Au 1er juillet 1993, on estime à 827 200 le nombre de Québécois et Québécoises âgées de 65 ans ou plus (tableau 15). Entre 1971 et 1993, leur nombre a presque doublé; on constate aussi que l'augmentation moyenne est légèrement supérieure à celle des décennies antérieures. D'une manière générale, il s'agit d'un groupe d'âge dont l'effectif s'accroît très rapidement comparativement à l'ensemble de la population. Depuis 1971, le groupe des 65 ans et plus

s'est accru de 97 % par rapport à 17 % seulement pour la population totale; depuis le début du siècle, leur nombre a été multiplié par 10,5, en comparaison de 4,4 fois pour la population de tous les âges.

C'est la croissance inégale de la population des divers groupes d'âge qui explique le vieillissement de la population: le groupe des 65 ans et plus, qui représentait 4,8 % de l'ensemble de la population québécoise en 1901 et 5,8 % en 1961, en forme maintenant plus de 11 %. Selon les projections de population, l'augmentation de la population âgée devrait se poursuivre. En 2011, selon divers scénarios, le Québec pourrait compter entre 14,9 % et 16,0 % de personnes âgées; en 2041, cette proportion se situerait même entre 21,5 % et 27,0 %.

Le rapport entre le nombre de personnes âgées et le nombre de jeunes de moins de 15 ans illustre bien le vieillissement de la population québécoise (tableau 16). En 1961, par exemple, la population comptait 16,4 personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes, en regard de 58,3 en 1993. Le portrait démographique du Québec connaît donc une forte mutation. Quant au rapport de dépendance démographique, il s'établit à 16,7, ce qui signifie qu'il y a une personne de 65 ans ou plus pour six personnes du groupe 15-64 ans. Si on considère comme dépendants à la fois les jeunes et les personnes âgées, le rapport de dépendance est de 45,3. En raison de la diminution du nombre de jeunes, au cours des années 60 et 70 notamment, le rapport de dépendance total a fortement diminué au cours de ces décennies. Cependant, on observe une légère remontée depuis quelques années.

Non seulement y a-t-il un vieillissement de l'ensemble de la population, mais la population des 65 ans et plus subit de son côté un certain vieillissement (tableau 17). La proportion des groupes d'âge entre 65 et 75 ans diminue, pendant que celle des groupes de 75 ans et plus augmente. C'est le groupe des 90 ans et plus qui connaît la plus forte augmentation.

La répartition des personnes âgées selon le sexe change beaucoup (tableau 18). En 1941, il y avait encore presque autant d'hommes que de femmes dans le groupe des 65 ans et plus; en 1993, il n'y a plus que 68 hommes pour 100 femmes. La sous-représentation masculine s'accentue avec l'âge. Dans le groupe des 65-74 ans, le rapport de masculinité se situe à 78, alors qu'il n'est que de 54 dans le groupe des 75 ans et plus. Parmi les 90 ans et plus, il y a trois fois plus de femmes que d'hommes. La surmortalité masculine fait que moins d'hommes parviennent à l'âge de 65 ans et qu'à partir de cet âge leur mortalité continue à être plus forte que celle des femmes.

Selon le tableau 19 dont les données portent sur le vieillissement des municipalités de 30 000 habitants et plus, la proportion de personnes âgées diffère beaucoup d'une municipalité à l'autre au Québec. En 1991, parmi les trois municipalités dont la population est la plus jeune, on note Gatineau (4,8 % de personnes de 65 ans et plus), Terrebonne (5,2 %) et Repentigny (5,4 %). Par ailleurs, Saint-Hyacinthe a la plus forte proportion de personnes âgées (17,8 %), suivie de Drummondville (17,5 %) et de Lachine (16,9 %). La ville de Montréal, avec 149 010 personnes de 65 ans et plus, regroupe 19,3 % de l'effectif total de ce groupe d'âge au Québec.

Le rapport personnes âgées/jeunes diffère aussi beaucoup entre les municipalités, notamment entre les trois municipalités de banlieues mentionnées précédemment (Gatineau, Repentigny et Terrebonne) où la population est très jeune (une personne âgée pour cinq jeunes), et des municipalités plus anciennes, telles Drummondville, Lachine et Québec, où au contraire, la population est vieille (un peu plus de personnes âgées que de jeunes).

Il en va de même du rapport de masculinité qui varie aussi beaucoup d'un endroit à l'autre. Dans certaines des municipalités, comme Repentigny et Saint-Léonard, on dénombre 75 hommes de 65 ans et plus pour 100 femmes du même groupe d'âge, alors qu'à Québec on n'en trouve que 50 et à Saint-Hyacinthe, que 51.

Les caractéristiques socio-économiques

La population de 65 ans et plus se distingue de l'ensemble de la population en ce qui a trait au niveau de scolarité (tableau 20). Ainsi, 55,2 % des personnes âgées possèdent moins d'une 9e année, par rapport à seulement 20,1 % de la population de 15 ans et plus. L'écart le plus grand, selon le sexe, se trouve dans le groupe des personnes qui ont obtenu un grade universitaire, à savoir : 6,9 % des hommes de 65 ans et plus comparativement à 2,3 % des femmes.

Les personnes âgées doivent compter sur un revenu moyen moindre que celui de l'ensemble de la population, même si leur revenu a connu une hausse légèrement plus forte au cours de la période 1985-1990 (tableau 21). Comme dans l'ensemble de la population, la différence de revenu chez les personnes âgées est très forte selon le sexe : le revenu moyen des hommes dépasse de 85 % celui des femmes chez les 65-69 ans, et de 44 %, chez les 70 ans et plus. En raison d'une croissance supérieure du revenu des hommes, l'écart entre hommes et femmes s'est même accentué entre 1985 et 1990.

Quant au statut des ménages en ce qui concerne le logement, il n'y a pas de différence significative entre les ménages dont le soutien appartient au groupe des 65-74 ans et l'ensemble des ménages privés : environ 56 % sont propriétaires et 44 %, locataires (tableau 22). Par contre, chez les ménages dont le soutien a 75 ans ou plus, on trouve plus de locataires (58 %) que de propriétaires (42 %).

En 1991, 81 045 personnes âgées habitent dans un logement collectif (tableau 23), parmi lesquelles une majorité de femmes (72 %). Les personnes âgées en logement collectif représentent 10,5 % des 770 920 personnes de 65 ans et plus dénombrées au recensement. Le taux varie considérablement selon le groupe d'âge : 4,2 % seulement chez les 65-74 ans et 20,6 % chez les 75 ans et plus. Les femmes ont un taux d'institutionnalisation de beaucoup supérieur à celui des hommes, notamment chez les 75 ans et plus (23,4 %, par rapport à 14,5 %). Pour la plupart, les personnes âgées en logement collectif vivent dans des centres de soins spéciaux (69 %).

Les problèmes de santé

Les tableaux 24, 25 et 26 sont tirés des résultats de l'enquête Santé Québec tenue en 1987. La majorité des personnes âgées qui vivent dans un ménage privé (les résidents de ménages collectifs étant exclus du champ de l'enquête) jugent leur santé «très bonne» ou «bonne». Il n'y a pas beaucoup d'écart, ni entre les groupes 65-74 ans et 75 ans et plus, ni entre les sexes, à cet égard. Par contre, par rapport à la population en général, les personnes âgées sont moins favorisées : seulement 11,4 % des répondants (tous âges) perçoivent leur état de santé comme moyen ou mauvais, contre au-delà de 25 % chez les personnes de 65 ans et plus.

On observe une hausse des taux de problèmes de santé d'un groupe d'âge à l'autre, et la croissance se révèle plus marquée chez le sexe féminin que pour le sexe masculin. Dans le groupe des 65 ans et plus, il y a plus de deux problèmes de santé par personne, en moyenne; le taux le plus élevé revient aux femmes, avec 254 problèmes pour 100 personnes. Les problèmes de santé ne sont pas répartis également à l'intérieur de chaque groupe d'âge et de chaque sexe : près d'une personne âgée sur cinq affirme ne pas avoir de problèmes de santé, alors que 57 % en ont plus d'un.

Selon les données du tableau 26, un petit nombre de problèmes de santé touchent une forte proportion de personnes âgées. Les maladies et symptômes les plus fréquents sont l'arthrite et le rhumatisme (37 % des personnes âgées), l'hypertension (28 %), les troubles mentaux

(23 %) et les maladies cardiaques (22 %). Les femmes présentent plus souvent des problèmes d'arthrite et de rhumatisme, d'hypertension et des troubles mentaux, alors que les maladies cardiaques, l'asthme et la bronchite sont plus fréquents chez les hommes.

Les personnes handicapées

Les enquêtes de Statistique Canada sur la santé et la réduction de la capacité demeurent les meilleurs instruments pour décrire les caractéristiques des personnes handicapées. L'essentiel des données présentées provient de trois enquêtes, la première portant sur la santé et l'incapacité au Canada (ESIC), réalisée en 1983-84 et les deux autres enquêtes sur la santé et les limitations d'activités (ESLA) menées en 1986-87 et 1991. Ces deux dernières sont des enquêtes postcensitaires, c'est-à-dire qu'elles sont réalisées à la suite du recensement et à l'aide de celui-ci. De cette façon, plus d'informations comparatives entre la population ayant des incapacités et celle qui en n'a pas, sont obtenues.

Pour ce qui est des définitions et concepts accompagnant ces enquêtes, Statistique Canada s'est inspiré de la Classification internationale des déficiences, incapacités et handicaps (CIDIH) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En ce sens, il est utile de préciser que ces enquêtes portent principalement sur l'incapacité définie comme suit : toute réduction (résultant d'une déficience) partielle ou totale de la capacité d'accomplir une activité d'une façon, ou dans les limites considérées comme normales pour un être humain. Dans le domaine de la santé, la déficience correspond à toute perte de substance ou à toute altération d'une fonction ou d'une structure psychologique, physiologique ou anatomique. Par ailleurs, un handicap se définit comme un préjudice qui résulte d'une déficience ou d'une incapacité et qui limite ou interdit l'accomplissement d'un rôle considéré comme normal compte tenu de l'âge, du sexe et des facteurs socio-culturels.

Les caractéristiques socio-démographiques

Selon les résultats des enquêtes ESIC et ESLA, le Québec a toujours affiché un taux d'incapacité inférieur au taux canadien (tableau 27). En fait, le Québec s'est classé parmi les provinces ayant les plus bas taux à chacune des enquêtes : en 1983-84, 1986-87 et 1991, les taux d'incapacité observés chez les personnes de 15-64 ans vivant dans un ménage privé sont respectivement de 8,4 %, 8,7 % et 9,0 %. En revanche, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan présentent les taux d'incapacité les plus élevés. Au cours de la même période (1983-1991), les taux sont passés de 10,4 % à 17,9 % en Nouvelle-Écosse, de 10 % à 14,5 % au Nouveau-Brunswick et de 10 % à 16,6 % en Saskatchewan.

Au Québec, le nombre de personnes ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé s'est cependant accru d'une enquête à l'autre : de 650 000 en 1983-84, il atteint 780 000 en 1991 (tableau 28). Une partie de l'accroissement résulte du vieillissement de la population. D'ailleurs, le taux d'incapacité augmentant très rapidement avec l'âge, le très grand nombre de femmes aux âges avancés explique leur taux d'incapacité plus élevé que celui des hommes. En 1991, le taux des enfants de 0-14 ans se situe à 5,6 %, celui des personnes de 35-64 ans à 11,4 %, alors que chez les personnes âgées de 65 ans et plus il atteint 39,9 %. Les personnes âgées représentent plus du tiers des personnes présentant des incapacités. Les projections de population montrent que, l'effet du vieillissement se faisant sentir, le million de personnes ayant des incapacités sera atteint au début des années 2000.

La gravité et la nature de l' incapacité

La gravité de l'incapacité est fonction de la capacité à réaliser ou non des activités de la vie courante telles que monter ou descendre un escalier, lire le journal, répondre au téléphone et faire sa toilette. Ainsi, comme le montre le tableau 29, les incapacités dites légères sont demeurées les plus fréquentes, soit environ une personne sur deux (52,6 % en 1983-84, 42,4 % en 1986-87 et 49,4 % en 1991). Par ailleurs, en 1991, les incapacités moyenne et grave touchent respectivement une personne sur trois (34,5 %) et une personne sur six (16,1 %). À brève échéance, il y aura une augmentation du nombre de personnes ayant une incapacité moyenne ou grave, puisque les personnes âgées forment la majorité des personnes atteintes de telles incapacités.

Les incapacités liées à la mobilité sont les plus fréquentes (tableau 30). En 1991, elles limitent les déplacements de 59,2 % des personnes présentant des incapacités (417 000). Les incapacités liées à l'audition touchent environ le quart des personnes handicapées, alors que celles liées à la vision sont présentes chez un peu moins du sixième de cette population. Ces trois types d'incapacité sont d'ailleurs très associés au processus du vieillissement. La catégorie «autres», sans être spécifique, regroupe entre autres des troubles liés à la santé mentale.

La scolarité

Il est intéressant de constater l'amélioration de la scolarisation des personnes présentant une incapacité (tableau 31). Selon l'enquête de 1983-84, 48,6 % d'entre elles n'avaient pas complété neuf années d'études; cette proportion diminue à 28,1 % en 1991. Cependant, il s'agit tout de même d'un pourcentage qui demeure plus de deux fois supérieur à celui de la population sans incapacité dont la proportion se situe à 12,9 %. En 1991, au chapitre des études secondaires et postsecondaires, les écarts sont ténus entre les personnes qui ont une incapacité et celles qui en n'ont pas; dans le premier cas, il est de 3,9 points de pourcentage (46,2 % et 42,3 %) et dans le second, de 2,2 points de pourcentage (8 % et 10,2 %). À l'échelon supérieur du processus de scolarisation, c'est-à-dire au niveau des diplômes universitaires, le rapport des titulaires sans incapacité sur ceux ayant des incapacités s'est maintenu à environ trois pour un dans les trois enquêtes : selon l'ESLA de 1991, 4,5 % des personnes ayant des incapacités possèdent un tel diplôme comparativement à 13,0 % de la population n'ayant pas d'incapacité.

En 1991-92, le Québec compte 17 200 élèves handicapés qui fréquentent le préscolaire, le primaire et le secondaire (tableau 32), ce qui correspond à environ 1,7 % de la population scolaire du Québec. Ces élèves représentent une proportion supérieure à 2 %, au Saguenay—Lac-Saint-Jean et à Montréal. La majorité des élèves handicapés sont scolarisés en classe spéciale ou à l'école spéciale.

Le marché du travail

En 1991, l'ESLA révèle que le taux d'activité des personnes ayant une incapacité est de 46,5 % comparativement à 77,8 % pour le reste de la population (tableau 33). Cependant, chez les personnes qui déclarent une incapacité «légère», le taux d'activité se rapproche de celui de la population sans incapacité. Ce qui représente dans les deux cas une augmentation de l'activité par rapport à l'ESLA de 1986-87. Le taux de chômage des personnes de 15-64 ans ayant des incapacités s'est maintenu à environ 17 % lors des deux enquêtes, tandis que celui des personnes sans incapacité passe de 13,4 % à 11,9 %.

Le nombre de personnes de 15-64 ans avec une incapacité et qui se déclarent inactives diminue de 6,2 % en passant de 242 000 à 227 000 selon les deux dernières enquêtes. Un certain nombre de ces personnes bénéficient de la sécurité du revenu. D'ailleurs, selon l'ESLA de

1986-87, près de 30 % des personnes présentant une incapacité vivent dans une famille à faible revenu, un pourcentage deux fois plus élevé que celui de la population sans incapacité. Le programme «Soutien financier» de la Sécurité du revenu compte 88 900 inscriptions de personnes handicapées en 1992 (tableau 34); parmi ces personnes, 38 300 (43,1 %) ont une déficience intellectuelle ou psychique. Ce nombre est composé de 47,8 % d'hommes et de 52,2 % de femmes.

Les autochtones

Alors qu'il suffit de s'en tenir à la fraction de la population du Canada dont le lieu de résidence habituel se trouve au Québec pour être en mesure de dresser un portrait statistique des Québécois, il en est autrement quand vient le temps de dénombrer les autochtones et de décrire leurs caractéristiques. En effet, les diverses sources statistiques qui s'y intéressent ne s'appuient pas sur la même définition de cette population. Les résultats présentés ici témoignent donc nécessairement de ces difficultés.

L'évaluation de la population

Combien y a-t-il d'autochtones au Québec en 1991 ? Trois sources de données permettent de répondre à cette question. Le tableau 35 montre que le nombre peut varier plus que du simple (56 000) au double (137 000), selon que l'on consulte le Recensement du Canada, l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) qui s'y rattache ou les registres gouvernementaux. Les différences viennent du fait qu'à chaque source correspond un concept différent définissant la population autochtone.

La population autochtone tirée du recensement provient d'une définition large qui inclut même des personnes dont la culture, au sens général, peut différer de celle des communautés autochtones. En effet, le recensement identifie la population autochtone à travers la question portant sur l'origine ethnique qui se lit comme suit: «À quel(s) groupe(s) culturel(s) les ancêtres de cette personne appartenaient-ils, par exemple, Indien de l'Amérique du Nord, Métis, Inuit, Anglais, Français?». Toute personne ayant déclaré avoir un Indien de l'Amérique du Nord, un Métis ou un Inuit parmi ses ancêtres est considérée comme autochtone. La question offrait plusieurs possibilités aux répondants. Les individus dont les ancêtres appartenaient à un seul groupe ethnique pouvaient inscrire une réponse unique, alors que ceux dont les ancêtres appartenaient à différents groupes ethniques pouvaient tous les mentionner. Statistique Canada a choisi de catégoriser la population selon l'origine ethnique en séparant les personnes ayant déclaré une réponse unique de celles ayant déclaré des réponses multiples. La population d'origine autochtone du Québec tirée du recensement de 1991 comprend donc les 137 615 personnes qui ont déclaré au moins un ancêtre autochtone, peu importe qu'il s'agisse de réponses uniques ou multiples.

On ne saurait attribuer à l'accroissement démographique la variation de 70 % que révèlent les recensements de 1986 et de 1991. Cette variation illustre la fragilité du concept d'origine ethnique comme critère d'identification des autochtones. En effet, la comparaison des données des trois sources (tableau 35) montre bien la surestimation de la population autochtone du recensement de 1991 qui tient en bonne partie de l'augmentation faramineuse des réponses multiples au Québec. Comme l'indique le tableau 36, plus de 112 000 répondants du Québec et près de 785 000 du Canada désignaient des Indiens de l'Amérique du Nord parmi leurs ancêtres. Du jamais vu dans les recensements antérieurs. Statistique Canada estime que

«l'intérêt public accru accordé aux questions autochtones au cours de l'année 1990» (*Le Quotidien*, 30 mars 1993) a amené un plus grand nombre de personnes à déclarer une origine autochtone lors du recensement de 1991.

Bien que basée sur le recensement canadien de 1991, l'EAPA propose, de son côté, une définition plus restreinte de la population autochtone. Dans son *Guide de l'utilisateur des données de 1991 sur les autochtones*, paru en 1993, Statistique Canada distingue ainsi les deux sources : «La définition du recensement et celle de l'EAPA diffèrent surtout en ce que la première englobe les personnes d'origine autochtone, et que la deuxième comprend les personnes d'origine autochtone qui, en plus, s'identifient à leur origine autochtone ou qui sont inscrites aux termes de la *Loi sur les Indiens*, ou les deux.» La définition de l'EAPA cerne mieux la population autochtone, mais elle ne couvre pas toutes les communautés autochtones du Canada, ni toutes celles du Québec. Certaines d'entre elles n'ont pas participé soit au recensement, soit à l'enquête ou aux deux. Parmi les communautés autochtones n'ayant répondu ni au recensement ni à l'EAPA, les populations d'Akwesasne, de Kanesatake et de Kanawake représentent un groupe majoritaire. Selon une estimation réalisée par le BSQ, le nombre de Mohawks vivant dans ces réserves s'élèverait à plus de 9 800 personnes. De même, quelque 1 000 Hurons de Wendake auraient boycotté le recensement et l'EAPA. Par conséquent, si l'on ajoutait ces 10 800 personnes à la population de l'EAPA, les autochtones du Québec formeraient une population de plus de 67 000 individus (tableau 35). Il s'agit bien d'un ordre de grandeur comparable à la population des registres évaluée à 64 275 individus.

Quant aux registres gouvernementaux qui constituent la troisième source, ils servent à établir une liste exhaustive des personnes qui relèvent de l'application de certaines lois. Celui du ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien (AINC) cible la population concernée par la *Loi sur les Indiens* du Canada et celui du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) s'intéresse aux bénéficiaires québécois de la *Convention de la Baie James*. Les registres gouvernementaux souffrent cependant de retards d'enregistrement des naissances et des décès qui faussent non seulement la structure par âge de la population mais aussi son volume. Des corrections statistiques permettent de contourner ces biais de sorte que les données corrigées des registres constituent sans doute la meilleure estimation de la population autochtone ayant un statut juridique officiel.

Au Québec en 1991, 64 275 personnes ont un statut juridique officiel d'Indien inscrit ou d'Inuit conventionné (tableau 35). La variation de 28 % enregistrée pour la population des registres entre 1986 et 1991 est influencée par le sous-dénombrement des Inuit en 1986 et surtout par le recouvrement du statut d'Indien de plus de 6 100 personnes qu'a autorisé la loi C-31 depuis 1985. La part de l'accroissement naturel dans l'augmentation de 29 % des seuls Indiens inscrits se limiterait donc à 15 % entre 1986 et 1991. En outre, la croissance naturelle de l'ensemble de la population autochtone aurait donc atteint au plus 3,0 % par année durant cette période. Il s'agit là d'un dynamisme démographique remarquable comparativement à la population du Québec dont la croissance annuelle moyenne se situe à 0,95 % durant la même période.

La similitude que présentent la population estimée à partir des registres et la population ayant déclaré une origine unique au recensement ne doit pas confondre le lecteur. Les concepts de base sont trop différents pour effectuer un rapprochement. Par contre, une comparaison entre les données de l'EAPA et celles des registres semble possible. En 1991, la population autochtone du Québec comprendrait donc vraisemblablement entre 64 275 et 67 000 personnes.

6

La composition de la population autochtone

Les autochtones ne forment pas une population monolithique. Les 7 300 Inuit, concentrés dans le Nord du Québec, vivent différemment des Indiens inscrits qui, de surcroît, forment une quarantaine de communautés relevant de 10 nations (tableau 38 et figure 1). Près de 40 000 des Indiens inscrits habitent sur les territoires de leur communauté. Les quelque 17 000 autres personnes vivant à l'extérieur des réserves demeurent difficiles à localiser géographiquement. Plus de 55 % de tous les autochtones ayant un statut juridique sont des Mohawks, des Montagnais ou des Cris. À l'autre extrême, les Malécites et les Naskapis rassemblent moins de 1 % de la population. Les personnes ayant recouvré leur statut d'Indien en vertu de la loi C-31 au cours de l'année 1991 ne sont guère plus nombreuses.

Les caractéristiques socio-démographiques

Les autochtones du Québec et du Canada présentent-ils des caractéristiques similaires en ce qui a trait à la scolarité, l'activité, le revenu et la connaissance des langues autochtones? Forment-ils une population jeune ou en voie de vieillissement? Comment se comparent-ils à la population de l'ensemble du Québec ? Les variables les plus courantes en la matière sont présentées dans l'EAPA. Selon le guide de l'utilisateur mentionné précédemment, l'objectif de cette enquête postcensitaire, réalisée au cours de l'année 1991, consiste à dresser «... un profil des habitudes et des conditions de vie [des autochtones], dont leurs conditions de logement, leur santé, leur expérience sur le marché du travail, leur scolarité, leur mobilité et leur usage d'une ou de langues autochtones». Comme l'enquête se base sur le recensement, certains résultats que nous analyserons ici y sont directement puisés. En effet, c'est à l'aide du questionnaire du recensement que Statistique Canada recueille les données relatives à l'activité, l'âge, l'origine ethnique, le revenu et le plus haut niveau de scolarité atteint. Le questionnaire de l'EAPA a donc servi à colliger l'information destinée à mettre en lumière les autres aspects des habitudes et des conditions de vie des autochtones, dont leur connaissance des langues autochtones.

La structure par âge des autochtones, que fournissent également les deux autres sources, témoigne de populations jeunes, et ce, davantage au Canada qu'au Québec. Dans la province, le groupe des 0-14 ans rassemble environ 30 % de la population autochtone alors que la part de l'ensemble des jeunes Québécois représente 20 % de la population totale (tableau 37). Avec 39 % de jeunes, les Inuit connaissent une concentration dans ce groupe d'âge plus forte que toute autre population.

En 1991, le taux d'activité des autochtones du Québec et du Canada gravite autour de 55 %, bien qu'il soit légèrement supérieur au Canada. Le taux de chômage atteint plus de 24 % au Québec, comme au Canada (tableau 39). Il s'agit d'une situation bien différente de celle observée, au même moment, dans l'ensemble des Québécois de 15 ans et plus : leur taux d'activité se situe à 65 % et leur taux de chômage à 12 %.

En 1990, la distribution des 15 ans et plus selon le revenu montre, chez les autochtones du Québec et du Canada, une concentration de plus de 50 % de la population dans les tranches de 2 000 $ à 19 999 $ et d'environ 25 % dans la tranche inférieure à 2 000 $ (tableau 42). En conséquence, 75 % des répondants de l'EAPA du Québec et 77 % de ceux du Canada déclaraient des revenus annuels de moins de 20 000 $. Le revenu d'emploi semble plus important au Québec qu'au Canada, ce qui peut expliquer la plus grande proportion d'autochtones du Québec ayant un revenu supérieur à 20 000 $. En comparaison, la population totale du Québec se situe davantage dans les classes de revenu supérieures : à peine 60 % des Québécois de 15 ans et plus ont un revenu annuel inférieur à 20 000 $ et 13 % d'entre eux ont plus de 40 000 $. Chez les autochtones, moins de 6 % des répondants ont déclaré un revenu supérieur à 40 000 $. Moins nombreux à participer au marché du travail que l'ensemble des Québécois, les autochtones affichent conséquemment un revenu annuel moins élevé.

La variable «plus haut niveau de scolarité atteint» suit une tendance similaire aux autres indicateurs. Au Québec, 76 % des autochtones de 15-49 ans rejoints par l'enquête ont fréquenté l'école secondaire. Les personnes de ce groupe d'âge ayant fait des études postsecondaires représentent une proportion de 29 % (tableau 41). Chez les plus âgés, la scolarisation est moindre. Le primaire correspond au plus haut niveau de scolarité atteint pour plus de quatre personnes sur dix. L'EAPA révèle par ailleurs que, indépendamment du groupe d'âge, le degré de scolarisation des autochtones est plus élevé à l'échelle canadienne, qu'au Québec. Quant aux Québécois de toutes origines, ils sont encore plus scolarisés: neuf personnes sur dix de 15-54 ans et près de six sur dix de 55-64 ans ont fréquenté au moins l'école secondaire.

La connaissance des langues autochtones montre que les répondants canadiens et québécois de l'EAPA se distinguent à ce chapitre puisque la fraction des autochtones du Québec qui parle au moins une langue autochtone surpasse largement celle du Canada (tableau 40). Une proportion de 37 % des 5-14 ans chez les autochtones canadiens parlent ou comprennent l'une de ces langues; au Québec, la proportion atteint 60 %. Chez les adultes, l'écart est moins prononcé. Ces chiffres permettent de penser que la survivance des langues autochtones est plus importante au Québec que dans l'ensemble du Canada.

Les autochtones demeurent une population difficile à cerner en raison des différents concepts véhiculés par les diverses sources statistiques. C'est donc au prix d'une analyse de la portée des données que nous avons pu estimer leur nombre, présenter certaines de leurs caractéristiques socio-démographiques et établir des comparaisons entre ces personnes résidant au Québec et au Canada.

Les communautés culturelles

Le concept de communautés culturelles

Le concept de communautés culturelles est polysémique, c'est-à-dire qu'il fait appel à plusieurs significations et plusieurs interprétations. Il renvoie, selon les besoins, à des caractéristiques telles que l'origine ethnique, la langue maternelle, la langue parlée à la maison, le pays de naissance et parfois même à la religion. Il peut aussi intégrer simultanément plusieurs de ces dimensions. Quelle que soit cependant la variable retenue, ce concept, tel qu'il est décrit ici, fait référence aux populations issues de l'immigration (premières générations).

D'ailleurs, dans son *Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, le gouvernement du Québec a utilisé en 1990, le terme de «Québécois des communautés culturelles» pour désigner autant les immigrants que les Québécois d'origine autre que française, britannique et autochtone.

Il n'existe pas de critère universel et unique susceptible de définir en même temps toutes les communautés culturelles et pouvant répondre à tous les besoins, que cela soit à des fins administratives, opérationnelles ou de recherche. Le choix du critère retenu peut varier selon les objectifs recherchés et les populations ciblées. C'est pourquoi nous présentons ici les différentes populations recensées au Québec en 1991, selon les critères d'identification ethnoculturelle disponibles dans ce dernier recensement, soit l'origine ethnique, la religion, la langue maternelle, la langue parlée à la maison et bien sûr, la population immigrée par pays de naissance et autres caractéristiques.

Notons auparavant que pour répondre aux besoins de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, Statistique Canada compte diffuser des informations sur les populations des minorités visibles, populations obtenues à partir de divers croisements des données du recensement sur l'origine ethnique, le lieu de naissance, la langue et la religion.

L'origine ethnique

Au recensement de 1991, le concept d'origine ethnique repose sur l'origine ancestrale des répondants. En effet, la question permettant de recueillir cette information précise : «À quel(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) les ancêtres de cette personne appartenaient-ils ?»

À cette question, (tableau 43), 74,6 % des Québécois ont répondu être d'origine unique française, 4,2 % britannique, 1,0 % autochtone et 11,9 % d'autres origines uniques (allogènes). Si l'on tient compte non seulement des réponses uniques mais aussi des réponses multiples, le poids de ces derniers était de 18 % au Québec, en 1991. Dans la région métropolitaine de Montréal, leur pourcentage atteint 32 % de la population.

La population d'origine unique italienne forme toujours en 1991 le principal groupe d'origine allogène, avec 174 530 personnes et près de 3 % de la population du Québec. Viennent ensuite, loin derrière, les groupes d'origine juive (77 600), arabe (62 690), grecque (49 890) et noire (41 165). Cette dernière origine ne tient pas compte cependant des origines caraïbe et haïtienne et sous-estime donc ainsi la communauté noire.

La religion

Réintégrée au recensement de 1991 après avoir été absente de celui de 1986, la question sur l'appartenance religieuse des personnes recensées, permet de voir que 86 % de la population du Québec se déclare alors de religion catholique et 6 %, de religion protestante (tableau 44). Les répondants qui déclarent une religion autre que catholique ou protestante représentent 4 % de la population du Québec et 9 % de la population de la région métropolitaine de Montréal.

Parmi ces autres religions, les principales confessions déclarées sont les suivantes : la religion juive (97 735 personnes), puis orthodoxe orientale (89 285), islamique (44 930) et bouddhiste (31 635).

La langue maternelle et la langue parlée

La langue maternelle se définit comme la première langue apprise à la maison et encore comprise par les répondants au moment du recensement. Depuis 1981, les réponses multiples sont acceptées.

Au Québec, 99 % de la population a déclaré une seule langue maternelle et 1 % a donné une réponse double ou multiple (tableau 45).

Près de 82 % de la population du Québec en 1991 s'est déclarée de langue maternelle unique française, 9 % anglaise, 0,4 % autochtone et 8 % d'autres langues. La concentration de ces allophones dans la région métropolitaine de Montréal fait qu'ils y représentent autour de 17 % de la population régionale.

Les principales langues maternelles autres que française, anglaise et autochtone sont l'italien, l'espagnol, l'arabe, le grec, le portugais, le chinois et le créole.

La langue parlée le plus souvent à la maison donne un portrait de la composition linguistique de la population du Québec quelque peu différent de la langue maternelle; plusieurs personnes ont adopté comme langue d'usage au foyer une langue différente de leur langue maternelle, phénomène que l'on désigne sous le nom de transfert linguistique.

Si les allophones représentent un peu plus de 8 % de la population du Québec en 1991 selon la langue maternelle, ils ne représentent plus que 5 % selon la langue parlée à la maison, plusieurs d'entre eux ayant adopté, soit le français (12 %), soit l'anglais (21 %) (tableau 46).

La population immigrée

En 1991, 591 210 personnes immigrées vivent au Québec et représentent près de 9 % de la population (figure 2); en 1986 elles étaient 527 210 et constituaient un peu plus de 8 % de la population du Québec. Dans la région métropolitaine de Montréal, où elle se concentre à près de 88 %, la population immigrée représente, en 1991, 17 % de la population de la région métropolitaine.

L'Italie constitue encore en 1991 le principal pays de naissance de la population immigrée, suivi de la France, Haïti, les États-Unis, le Liban, la Grèce, le Royaume-Uni et le Portugal (tableau 47). Par période d'immigration cependant (tableau 48), cette distribution varie beaucoup reflétant par là les changements importants survenus au cours des dernières décennies dans les mouvements d'immigration au Québec. Il y a eu non seulement diversification des pays d'origine mais émergence de plus en plus grande des pays de l'hémisphère sud comme sources d'immigration.

L'âge des personnes immigrées varie selon les pays de naissance, reflétant ainsi les différences que présente chacune des communautés quant à la durée d'établissement au pays et dans le fait qu'elle reçoive encore, ou non, un apport important d'immigrants (tableau 49). Mentionnons d'ailleurs que la descendance de la population immigrée, née au Canada, n'est évidemment pas comptabilisée parmi la population immigrée. La structure par âge de la population immigrée recensée est tributaire de ces différents facteurs.

Trois régions administratives regroupent près de 89 % de la population immigrée du Québec, soit la région de Montréal (69,7 %), la Montérégie (11,8 %) et Laval (7,1 %). Viennent ensuite les régions de Québec et de l'Outaouais avec chacune 2,2 % (tableau 50).

Quant à la connaissance du français et de l'anglais (tableau 51), 70,6 % de la population immigrée du Québec en 1991 déclare pouvoir soutenir une conversation en français et 67,7 %, en anglais. Si l'on regarde cette distribution selon la période d'arrivée, seules les personnes arrivées avant 1971 connaissent relativement plus l'anglais que le français.

Les familles

Le recensement de juin 1991 renvoie l'image la plus récente de la situation des familles. Parmi les 6,9 millions de personnes recensées, 82 % vivent dans un cadre familial : près de la moitié des Québécois vivent en couple, soit mariés légalement (38 %), soit en union libre (9 %); les enfants vivant dans une famille constituée d'un couple représentent le quart de la population et les familles monoparentales ne regroupent que 10 % des personnes recensées. Près des trois quarts des Québécois vivent donc dans une famille dite «nucléaire», c'est-à-dire formée

d'un couple avec ou sans enfants; toutefois, ce couple peut être marié ou non et peut ne pas être toujours formé des deux parents naturels des enfants.

Il convient de définir brièvement quelques concepts utilisés ici. Une famille comprend un époux et une épouse, mariés légalement ou en union libre, avec ou sans enfants ou un parent seul avec un ou plusieurs enfants célibataires vivant dans le même ménage. Il n'y a pas de limite d'âge pour être considéré comme un enfant dans une famille, mais il faut être célibataire. Le terme monoparental que l'on pourrait réserver aux seules familles d'un parent veuf s'applique ici à toutes les familles où l'un des parents est absent du foyer.

La structure et la taille des familles

Parmi le 1,9 million de familles recensées en 1991 (tableau 52), 85,7 % comprennent un couple et 14,3 % sont des familles avec un seul parent présent au foyer. On compte près de 307 000 couples en union libre parmi le 1,6 million de familles époux-épouse, ce qui correspond à 19 % des couples. Les statistiques concernant les unions libres ne remontent qu'à 1981 et seulement 8 % des couples étaient formés de partenaires en union libre à ce moment.

Les familles monoparentales connaissent une croissance importante depuis le milieu des années 60 alors qu'elles représentaient 8,5 % des familles. Les parents seuls étaient alors avant tout des veufs et des veuves et la baisse de la mortalité entraînait une diminution des familles monoparentales dont la proportion se situait, par exemple, à 10 % en 1951. En raison du caractère exceptionnel du divorce avant 1969, ce n'est qu'en 1986 que le nombre de mères divorcées dépasse celui des veuves. En 1991, 34 % des mères seules sont des femmes divorcées, 26 % des veuves, 22 % des célibataires et 18 % des femmes mariées. L'union libre amène une augmentation des mères seules célibataires puisque à la rupture d'une union libre, une femme qui n'a jamais été mariée légalement retrouve son statut de célibataire. La plupart des parents seuls sont des femmes et la proportion augmente, de 76 % en 1961 à 82 % en 1991. À cause de la mortalité plus forte des hommes et de l'écart d'âge entre les conjoints, le veuvage se rencontre plus fréquemment chez les femmes. D'autre part, lors d'une rupture, la garde des enfants revient plus souvent aux femmes qu'aux les hommes.

Plus du tiers des familles n'ont pas d'enfants à la maison en 1991. Parmi les familles avec enfants, 22 % des parents vivent seuls et 11 % vivent en union libre. Par ailleurs, plus de la moitié des partenaires en union libre n'ont pas d'enfants en 1991.

Comme on dénombre 2,2 millions d'enfants en 1991, le nombre moyen d'enfants de l'ensemble des familles qui en comptent s'établit à 1,76 enfant (tableau 53 et figure 3). Les familles les plus nombreuses (1,87 enfant) reviennent aux couples mariés légalement et, les moins nombreuses (1,46 enfant), aux pères seuls. La différence que présente la taille moyenne des familles n'est somme toute pas très importante quand on ne considère que les familles avec enfants. En 1991, les familles de trois enfants ou plus ne représentent que 16 % de l'ensemble des familles avec enfants, soit 19 % des familles constituées de couples mariés légalement et seulement 9 % des familles monoparentales. En regard de 1986, on observe une baisse du nombre moyen d'enfants de toutes les catégories de familles en 1991. Si on remonte plus loin, en 1961, la taille moyenne des familles avec enfants est de 3,0 alors que la moyenne chute à 2,6 en 1971 et à 2,0 en 1981. C'est la baisse de la fécondité et particulièrement la baisse des naissances de rang élevé qui explique principalement la faible présence d'enfants dans les familles actuelles.

Les enfants dans les familles

La perspective de la famille abordée précédemment du point de vue des parents est différente de celle du point de vue des enfants présentée maintenant. Alors que l'on compte 86 % des familles formées d'un couple, on ne trouve en 1991 que 81,6 % des enfants dans les familles époux-épouse, alors que 18,4 % des enfants vivent avec un seul parent (tableau 54). La proportion d'enfants dans les familles monoparentales a doublé depuis le début des années 60 alors qu'elle n'était que de 7,9 %.

Après avoir atteint un sommet de 2,8 millions en 1966, le nombre d'enfants dans les familles n'a cessé de diminuer depuis et ce, à chaque recensement. Par contre, le nombre d'enfants vivant dans les familles monoparentales n'a cessé d'augmenter tout au long de cette période en passant de 203 754 en 1961 à 400 820 en 1991.

Alors qu'on recense, en 1961, près de 800 000 enfants de moins de 6 ans, leur nombre ne s'élève plus qu'à 517 900 en 1991 (tableau 58). Il en va de même des jeunes de 6-14 ans dont le nombre de 1,2 million en 1971 tombe à moins de 800 000 en 1986, mais augmente légèrement à 828 250 en 1991.

La monoparentalité frappe plus chez les enfants plus âgés : ainsi, en 1991, 11,8 % des jeunes de moins de 6 ans vivent avec un seul parent, tandis que 20,2 % des jeunes de 18-24 ans encore au foyer vivent dans une famille monoparentale.

Comparaisons géographiques

La principale différence entre les familles québécoises et les familles ontariennes ou l'ensemble des familles canadiennes, réside dans la proportion des conjoints vivant en union libre. Ainsi en 1991, 19,0 % des couples québécois vivent en union libre en regard de seulement 7,6 % en Ontario et de 11,3 % dans l'ensemble du Canada (tableau 55). La proportion de familles sans enfants est légèrement plus faible au Québec (34,1 %) qu'en Ontario (35,0 %), tandis que parmi les familles avec enfants, la monoparentalité se révèle un peu plus répandue au Québec qu'en Ontario avec des taux respectifs de 21,7 % et de 19,3 %. Le nombre moyen d'enfants par famille ayant des enfants est plus faible au Québec (1,76) qu'en Ontario (1,85) et que dans l'ensemble du Canada (1,84), et ce dans toutes les catégories de famille.

Parmi les 16 régions administratives du Québec, cinq régions ont une moyenne de 1,7 enfant par famille (entre 1,65 et 1,75) et neuf, une moyenne de 1,8 enfant (tableau 56). Les familles de la région de Chaudière-Appalaches comptent en moyenne 1,9 enfant et celles du Nord-du-Québec, 2,3. Cette région peu peuplée comprend un bon nombre de familles inuit. C'est dans cette même région que l'on trouve la plus faible proportion d'enfants vivant dans une famille monoparentale avec seulement 13,4 % des enfants. Sur l'île de Montréal, 25,4 % des enfants vivent avec un seul parent et 29,4 % des familles avec enfants sont monoparentales. Dans la région de Québec, 19,3 % des enfants se trouvent dans une famille monoparentale.

L'activité des mères et le soutien du gouvernement

Il est bien connu que la présence des femmes dans la population active a fortement augmenté depuis quelques décennies, mais la croissance rapide de l'activité des femmes avec de jeunes enfants constitue un phénomène récent qui mérite d'être souligné (tableau 57). Par exemple, le taux d'activité des mères d'enfants de moins de trois ans, qui se situait à 28,5 %, en 1976, atteint 62,1 % en 1993. Pendant la même période, le taux d'activité des femmes ayant des enfants de moins de seize ans passe de 35,4 % à 67,3 %.

6

Le gouvernement du Québec a considérablement augmenté son soutien financier aux familles depuis une dizaine d'années (tableau 59). L'effort gouvernemental est estimé à 2,6 milliards de dollars en 1993 en regard de 1,5 milliard en 1989 et de 0,8 milliard en 1985. Ces données ne comprennent pas les sommes consacrées à l'éducation ou à la santé des enfants, qui pourraient être également considérées comme un soutien aux familles. L'allocation à la naissance à laquelle beaucoup de gens associent spontanément la politique d'aide à la famille, ne représente que 183 millions de dollars en 1993 et seulement 7,1 % du soutien financier. À elles seules, les réductions d'impôt pour enfants à charge représentent 1,2 milliard et près de la moitié de l'aide financière du gouvernement du Québec aux familles. De son côté, le soutien financier aux familles du gouvernement fédéral est estimé en 1993 à 1,5 milliard. En utilisant le nombre de jeunes de 0-17 ans en 1993 comme dénominateur, on peut estimer l'aide des deux gouvernements à environ 2 400 $ par enfant de moins de 18 ans.

Autres lectures suggérées

ALLIE, Robert, *La main-d'oeuvre ayant des incapacités au Québec*, Drummondville, Office des personnes handicapées du Québec, 1993, 65 p.

ASSELIN, Suzanne, Louis DUCHESNE et al., *Les hommes et les femmes : une comparaison de leurs conditions de vie*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 301 p.

GAUTHIER, Hervé et Louis DUCHESNE, *Le vieillissement démographiques et les personnes âgées au Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1991, 297 p.

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, *Population immigrée recensée au Québec en 1991: caractéristiques générales*, Montréal, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1993, 34 p. (Collection : Statistiques et indicateurs, nº 3).

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, *Population immigrée recensée dans les régions du Québec en 1991*, Montréal, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1993, 101 p. (Collection: Statistiques et indicateurs, nº 4).

Office des personnes handicapées du Québec, *Élargir les horizons; Perspectives scientifiques sur l'intégration sociale*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes, 1994, 971 p.

Santé Québec, *Consommation d'alcool et de drogues chez les jeunes Québécois âgés entre 15 et 29 ans*, Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1991, 99 p.

Secrétariat à la famille, *Familles en tête, 1995-1997*, Québec, ministère du Conseil exécutif, 1994, 143 p.

Secrétariat à la jeunesse, *La jeunesse québécoise : faits et chiffres (15-29 ans)*, Québec, ministère du Conseil exécutif, 1992, 63 p.

VALOIS, Jocelyne, *Sociologie de la famille au Québec*, Anjou, Centre éducatif et culturel, 1993, 133 p.

Tableau 1

Population étudiante des universités, selon le cycle, la discipline et le sexe, Québec, automne 1992

Discipline	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Total
		n		
Sciences de la santé	13 633	1 551	528	15 712
Femmes	10 583	1 021	240	11 844
Hommes	3 050	530	288	3 868
Sciences pures	10 972	2 095	1 598	14 665
Femmes	5 303	862	440	6 605
Hommes	5 669	1 233	1 158	8 060
Sciences appliquées	24 811	3 624	1 484	29 919
Femmes	6 296	883	202	7 381
Hommes	18 515	2 741	1 282	22 538
Sciences humaines	40 754	5 282	2 310	48 346
Femmes	26 100	2 981	1 061	30 142
Hommes	14 654	2 301	1 249	18 204
Lettres	14 609	1 549	718	16 876
Femmes	10 271	992	378	11 641
Hommes	4 338	557	340	5 235
Droit	4 840	788	73	5 701
Femmes	2 855	398	27	3 280
Hommes	1 985	390	46	2 421
Sciences de l'éducation	23 503	4 852	770	29 125
Femmes	16 780	3 314	411	20 505
Hommes	6 723	1 538	359	8 620
Sciences de l'administration	47 810	7 867	223	55 900
Femmes	27 130	3 241	68	30 439
Hommes	20 680	4 626	155	25 461
Arts	7 884	938	88	8 910
Femmes	5 231	570	31	5 832
Hommes	2 653	368	57	3 078
Plurisectorielle	4 759	441	168	5 368
Femmes	2 934	237	78	3 249
Hommes	1 825	204	90	2 119
Indéterminée	2	-	-	2
Femmes	1	-	-	1
Hommes	1	-	-	1
Total	193 577	28 987	7 960	230 524
Femmes	113 484	14 499	2 936	130 919
Hommes	80 093	14 488	5 024	99 605

Source : Ministère de l'Éducation, Direction des politiques et du développement. Fichiers du système RECU.

Tableau 2

Diplômés de niveau postsecondaire selon la discipline et le sexe, Québec et Canada, 1991

Discipline[1]	Québec			Canada		
	Femmes	Hommes	Taux de féminité	Femmes	Hommes	Taux de féminité
	n		%	n		%
Enseignement, loisirs et orientation	146 005	55 120	72,6	580 685	216 470	72,8
Beaux-arts et arts appliqués	77 910	39 080	66,6	296 395	138 335	68,2
Lettres, sciences humaines et disciplines connexes	77 310	62 020	55,5	257 435	210 465	55,0
Sciences sociales et disciplines connexes	79 990	80 985	49,7	325 740	334 205	49,4
Commerce, gestion et administration des affaires	281 970	176 205	61,5	1 093 420	626 860	63,6
Sciences et techniques agricoles et biologiques	45 355	44 765	50,3	165 065	194 825	45,9
Génie et sciences appliquées	6 650	59 360	10,1	24 750	262 545	8,6
Techniques et métiers de génie et des sciences appliquées	30 060	386 080	7,2	131 395	1 677 735	7,3
Sciences et techniques de la santé	143 170	43 490	76,7	717 050	167 440	81,1
Mathématiques et sciences physiques	20 330	45 240	31,0	77 950	171 055	31,3
Autres disciplines	10 155	9 795	50,9	14 175	13 515	51,2
Total	918 905	1 002 135	47,8	3 684 070	4 013 445	47,9

1. Principal domaine d'études.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, *Principaux domaines d'études des diplômés postsecondaires* (93-329).

Tableau 3

Main-d'oeuvre[1], selon la branche d'activité et le sexe, Québec, 1981, 1986 et 1991

Branche d'activité[2]	1981			1986			1991		
	Femmes	Hommes	Taux F	Femmes	Hommes	Taux F	Femmes	Hommes	Taux F
	n		%	n		%	n		%
Ensemble des branches d'activité[2]	1 164 695	1 798 630	39,3	1 283 680	1 799 575	41,6	1 517 370	1 923 440	44,1
Agriculture	17 245	60 870	22,1	21 560	58 100	27,1	28 225	56 530	33,3
Chasse et pêche	325	2 245	12,6	725	3 355	17,8	935	3 250	22,3
Forêts	1 195	24 000	4,7	2 985	24 490	10,9	3 270	22 140	12,9
Mines, carrières et puits de pétrole	2 420	29 350	7,6	1 920	21 885	8,1	2 085	21 410	8,9
Industries manufacturières	195 740	468 310	29,5	186 200	427 095	30,4	190 170	419 745	31,2
Construction	13 270	141 070	8,6	18 125	148 420	10,9	25 280	182 825	12,1
Transports, communications et autres services publics	53 685	188 615	22,2	52 220	181 555	22,3	64 455	187 950	25,5
Commerce	190 590	296 665	39,1	220 945	318 760	40,9	259 870	341 390	43,2
Finances, assurances et affaires immobilières	89 845	60 375	59,8	98 180	64 585	60,3	120 620	70 980	63,0
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	521 860	383 125	57,7	593 685	411 045	59,1	716 160	468 515	60,5
Administration publique et défense	78 515	143 995	35,3	87 140	140 270	38,3	106 310	148 720	41,7
Sans objet[3]	46 515	41 215	53,0	65 765	64 870	50,3	47 960	48 865	49,5
Total	1 211 205	1 839 840	39,7	1 349 445	1 864 440	42,0	1 565 335	1 972 310	44,2

1. Population active expérimentée, c'est-à-dire les personnes occupées et les personnes en chômage qui ont déjà travaillé.
2. Les personnes dont la branche d'activité est «indéterminée» ou «imprécise» sont réparties entre les branches d'activité.
3. Population active inexpérimentée, c'est-à-dire les personnes de 15 ans et plus à la recherche d'un emploi qui n'ont jamais travaillé ou qui n'ont pas travaillé depuis le 1er janvier de l'année précédant celle du recensement.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 4

Population de 15 ans et plus, selon la participation à la main-d'oeuvre, le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe, Québec, 1991

	Population de 15 ans et plus	Main d'oeuvre					Population hors main-d'oeuvre
		Totale	Occupée	En chômage	Taux de participation à la main-d'oeuvre	Taux de chômage	
	n	n			%		n
Groupe d'âge							
Femmes	2 794 220	1 565 335	1 375 410	189 930	56,0	12,1	1 228 885
15-24 ans	455 375	277 090	227 760	49 325	60,8	17,8	178 285
25-34 ans	619 925	472 650	416 590	56 070	76,2	11,9	147 275
35-44 ans	569 355	431 615	386 990	44 630	75,8	10,3	137 740
45-54 ans	405 525	264 280	237 395	26 880	65,2	10,2	141 245
55-64 ans	330 355	101 860	90 315	11 545	30,8	11,3	228 495
65 ans et plus	413 685	17 830	16 350	1 475	4,3	8,3	395 855
Hommes	2 639 025	1 972 305	1 735 385	236 920	74,7	12,0	666 720
15-24 ans	471 550	309 850	249 850	60 010	65,7	19,4	161 700
25-34 ans	614 105	568 595	495 035	73 560	92,6	12,9	45 510
35-44 ans	559 125	519 510	469 335	50 175	92,9	9,7	39 615
45-54 ans	400 020	357 015	326 140	30 875	89,2	8,6	43 005
55-64 ans	301 655	184 075	164 155	19 920	61,0	10,8	117 580
65 ans et plus	292 570	33 255	30 870	2 385	11,4	7,2	259 315
État matrimonial							
Femmes	2 794 220	1 565 335	1 375 410	189 930	56,0	12,1	1 228 885
Célibataires	677 080	409 625	348 980	60 640	60,5	14,8	267 455
Mariées[1]	1 642 810	983 730	876 625	107 105	59,9	10,9	659 080
Veuves	255 610	32 505	28 390	4 120	12,7	12,7	223 105
Divorcées	156 085	101 720	88 685	13 030	65,2	12,8	54 365
Séparées	62 635	37 755	32 725	5 030	60,3	13,3	24 880
Hommes	2 639 025	1 972 305	1 735 385	236 920	74,7	12,0	666 720
Célibataires	793 575	552 310	446 295	106 010	69,6	19,2	241 265
Mariés[1]	1 647 365	1 299 830	1 187 585	112 245	78,9	8,6	347 535
Veufs	49 625	10 695	9 505	1 195	21,6	11,2	38 930
Divorcés	101 210	75 845	63 545	12 305	74,9	16,2	25 365
Séparés	47 255	33 620	28 460	5 165	71,1	15,4	13 635

1. Incluant les partenaires en union libre.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Activité* (93-324).

Tableau 5

Revenu d'emploi moyen selon le sexe et le type d'emploi, Québec, 1981, 1986 et 1991

Type d'emploi	1981		1986		1991	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	$					
À temps plein toute l'année	14 602	21 506	19 427	27 882	21 179	30 884
Autres	5 661	8 692	7 313	9 728	8 393	8 009
Total	9 986	17 038	13 456	21 691	17 455	28 088

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

6

Tableau 6

Population de 15 ans et plus selon le type d'emploi et le sexe, Québec, 1981, 1986 et 1991

	Femmes	Hommes
	n	
1981	2 548 385	2 427 445
N'ayant pas travaillé en 1980	1 304 450	553 305
Ayant travaillé en 1980	1 243 930	1 874 145
Surtout à temps plein	927 530	1 690 790
Surtout à temps partiel	316 400	183 350
1986	2 632 585	2 482 405
N'ayant pas travaillé en 1985	1 291 485	634 890
Ayant travaillé en 1985	1 341 100	1 847 515
Surtout à temps plein	958 790	1 629 460
Surtout à temps partiel	382 310	218 055
1991	2 794 220	2 639 025
N'ayant pas travaillé en 1990	1 199 630	653 925
Ayant travaillé en 1990	1 594 590	1 985 100
Surtout à temps plein	1 163 425	1 764 595
Surtout à temps partiel	431 165	220 510

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 7

Répartition des particuliers selon la tranche de revenu et le sexe, par région administrative, Québec, 1991

Tranche de revenu	Femmes	Hommes
	%	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)		
Moins de 7 500 $	33,4	19,8
7 500 - 14 999 $	36,2	23,5
15 000 - 29 999 $	20,6	32,9
30 000 $ et plus	9,8	23,8
Bas-Saint-Laurent (01)		
Moins de 7 500 $	34,1	17,0
7 500 - 14 999 $	32,7	22,6
15 000 - 29 999 $	23,0	32,8
30 000 $ et plus	10,2	27,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)		
Moins de 7 500 $	34,0	15,4
7 500 - 14 999 $	30,2	14,1
15 000 - 29 999 $	24,0	28,0
30 000 $ et plus	11,7	42,6
Québec (03)		
Moins de 7 500 $	27,2	15,4
7 500 - 14 999 $	27,7	15,2
15 000 - 29 999 $	30,0	29,0
30 000 $ et plus	15,1	40,4
Chaudières-Appalaches (12)		
Moins de 7 500 $	32,1	15,0
7 500 - 14 999 $	31,3	18,4
15 000 - 29 999 $	26,5	34,3
30 000 $ et plus	10,1	32,2
Mauricie—Bois-Francs (04)		
Moins de 7 500 $	32,8	15,6
7 500 - 14 999 $	34,1	19,1
15 000 - 29 999 $	24,0	32,3
30 000 $ et plus	9,1	33,0

Tableau 7 (suite)

Répartition des particuliers selon la tranche de revenu et le sexe, par région administrative, Québec, 1991

Tranche de revenu	Femmes	Hommes
	%	
Estrie (05)		
Moins de 7 500 $	30,1	15,4
7 500 - 14 999 $	32,4	19,7
15 000 - 29 999 $	27,4	34,2
30 000 $ et plus	10,2	30,7
Montérégie (16)		
Moins de 7 500 $	27,2	13,1
7 500 - 14 999 $	27,4	14,0
15 000 - 29 999 $	30,5	28,5
30 000 $ et plus	14,9	44,3
Montréal (06)		
Moins de 7 500 $	24,1	16,9
7 500 - 14 999 $	29,4	17,7
15 000 - 29 999 $	29,7	29,9
30 000 $ et plus	16,9	35,5
Laval (13)		
Moins de 7 500 $	23,9	12,8
7 500 - 14 999 $	25,7	13,0
15 000 - 29 999 $	33,9	28,8
30 000 $ et plus	16,5	45,4
Lanaudière (14)		
Moins de 7 500 $	29,1	12,7
7 500 - 14 999 $	29,0	15,0
15 000 - 29 999 $	29,3	30,2
30 000 $ et plus	12,6	42,1
Laurentides (15)		
Moins de 7 500 $	28,5	13,4
7 500 - 14 999 $	29,9	16,0
15 000 - 29 999 $	28,9	30,0
30 000 $ et plus	12,8	40,6
Outaouais (07)		
Moins de 7 500 $	24,3	14,3
7 500 - 14 999 $	24,1	15,6
15 000 - 29 999 $	29,8	28,7
30 000 $ et plus	21,7	41,4
Abitibi-Témiscamingue (08)		
Moins de 7 500 $	32,2	14,7
7 500 - 14 999 $	29,8	16,0
15 000 - 29 999 $	25,8	28,5
30 000 $ et plus	12,2	40,7
Côte-Nord (09)		
Moins de 7 500 $	33,3	16,1
7 500 - 14 999 $	30,7	14,2
15 000 - 29 999 $	22,9	23,3
30 000 $ et plus	13,2	46,4
Nord-du-Québec (10)		
Moins de 7 500 $	37,7	18,1
7 500 - 14 999 $	26,0	12,7
15 000 - 29 999 $	21,5	22,9
30 000 $ et plus	14,8	46,2
Le Québec		
Moins de 7 500 $	27,6	15,1
7 500 - 14 999 $	29,3	16,5
15 000 - 29 999 $	28,7	29,9
30 000 $ et plus	14,4	38,4

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada (bandes de microdonnées).

Tableau 8

Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale[1], Québec, Ontario et Canada, 1971-1991

	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
1971	6 027 765	100,0	7 703 105	100,0	21 568 310	100,0
15-29 ans	1 649 135	27,4	1 954 845	25,4	5 587 875	25,9
15-19 ans	621 295	10,3	713 365	9,3	2 114 345	9,8
20-24 ans	549 410	9,1	674 135	8,8	1 889 405	8,8
25-29 ans	478 430	7,9	567 345	7,4	1 584 125	7,3
1976	6 234 445	100,0	8 265 465	100,0	22 992 600	100,0
15-29 ans	1 819 985	29,2	2 268 175	27,4	6 472 125	28,1
15-19 ans	666 290	10,7	807 990	9,8	2 345 255	10,2
20-24 ans	598 440	9,6	744 365	9,0	2 133 805	9,3
25-29 ans	555 255	8,9	715820	8,7	1993065	8,7
1981	6 438 400	100,0	8 625 110	100,0	24 343 180	100,0
15-29 ans	1 852 790	28,8	2 333 360	27,1	6 836 305	28,1
15-19 ans	620 075	9,6	808 870	9,4	2 314 885	9,5
20-24 ans	643 700	10,0	789 690	9,2	2 343 810	9,6
25-29 ans	589 015	9,1	734 800	8,5	2 177 610	8,9
1986	6 532 460	100,0	9 101 695	100,0	25 309 330	100,0
15-29 ans	1 681 605	25,7	2 324 895	25,5	6 519 705	25,8
15-19 ans	475 505	7,3	689 160	7,6	1 924 855	7,6
20-24 ans	585 425	9,0	814 605	9,0	2 253 345	8,9
25-29 ans	620 675	9,5	821 130	9,0	2 341 505	9,3
1991	6 895 965	100,0	10 084 885	100,0	27 296 860	100,0
15-29 ans	1 522 675	22,0	2 325 150	22,9	6 206 045	22,7
15-19 ans	451 230	6,5	679 060	6,7	1 868 635	6,8
20-24 ans	474 510	6,8	741 100	7,3	1 961 870	7,1
25-29 ans	596 935	8,6	904 990	8,9	2 375 540	8,7

1. Excluant les réserves indiennes; cependant, l'effet de ces données manquantes est très faible.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 9

Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale, par région administrative, Québec, 1991

Région administrative	Groupe d'âge			Ensemble des 15-29 ans	Population totale	15-29 ans / population
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans			
	n					%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	8 330	6 757	8 640	23 727	109 241	21,7
Bas-Saint-Laurent (01)	14 900	12 261	15 716	42 877	211 267	20,3
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	21873	17 854	24 303	64 030	295 363	21,7
Québec (03)	41 832	48 368	56 667	146 867	635 571	23,1
Chaudière-Appalaches (12)	26 816	23 636	30 510	80 962	379 518	21,3
Mauricie—Bois-Francs (04)	31 380	29 263	30 022	90 665	480 469	20,5
Estrie (05)	18 948	19 498	22 387	60 833	276 762	22,0
Montérégie (16)	85 267	82 614	105 468	273 349	1 237 099	22,1
Montréal (06)	102 010	148 937	184 201	435 148	1 832 082	23,8
Laval (13)	21 280	23 471	28 933	73 684	324 622	22,7
Lanaudière (14)	22 342	19 177	29 398	70 917	34 5812	20,5
Laurentides (15)	25 146	23 763	34 934	83 843	39 3942	21,3
Outaouais (07)	19 605	21 446	28 980	70 031	293 421	23,9
Abitibi-Témiscamingue (08)	11 661	10 807	14 354	36 822	156 985	23,5
Côte-Nord (09)	8 460	7 807	10 053	26 320	106 789	24,6
Nord-du-Québec (10)	3 450	3 063	3 751	10 264	37 584	27,3
Le Québec	463 300	498 722	628 317	1 590 339	7 116 527	22,4

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991.
Données corrigées du sous-dénombrement par le Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 10

Évolution du taux de fréquentation scolaire des 20-24 ans, Québec, Ontario et Canada, 1971-1991

	1971	1981	1991
		%	
Québec	24,6	26,8	42,3
Aux études à plein temps	16,5	18,4	32,3
Aux études à temps partiel	8,1	8,4	10,0
Ontario	28,2	32,0	45,8
Aux études à plein temps	20,2	22,2	36,4
Aux études à temps partiel	8,0	9,8	9,4
Canada	25,5	27,4	41,4
Aux études à plein temps	18,0	18,5	32,3
Aux études à temps partiel	7,5	8,9	9,1

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, *Niveau de scolarité et fréquentation scolaire* (93-328).

Tableau 11

Évolution du plus haut niveau de scolarité atteint par les 15 ans et plus et les 15-24 ans, Québec, Ontario et Canada, 1971-1991

	1971	1981	1991
		%	
Québec			
15 ans et plus			
Moins d'une 9e année	40,9	27,2	20,6
9e à 13e année	38,7	40,0	41,0
Études postsecondaires	15,9	25,8	28,0
Grade universitaire	4,6	7,1	10,3
15-24 ans			
Moins d'une 9e année	15,4	6,0	6,0
9e à 13e année	60,0	59,8	52,6
Études postsecondaires	21,4	31,4	37,4
Grade universitaire	3,1	2,9	4,2
Ontario			
15 ans et plus			
Moins d'une 9e année	28,2	18,1	11,9
9e à 13e année	49,3	45,5	43,4
Études postsecondaires	17,3	27,4	31,7
Grade universitaire	5,3	9,0	13,0
15-24 ans			
Moins d'une 9e année	9,1	3,5	2,0
9e à 13e année	68,5	67,8	62,1
Études postsecondaires	18,9	24,9	30,5
Grade universitaire	3,5	3,8	5,3
Canada			
15 ans et plus			
Moins d'une 9e année	32,3	20,7	14,3
9e à 13e année	45,9	43,6	42,6
Études postsecondaires	17,1	27,6	31,7
Grade universitaire	4,8	8,0	11,4
15-24 ans			
Moins d'une 9e année	12,4	5,5	3,8
9e à 13e année	64,4	64,4	59,2
Études postsecondaires	20,1	27,0	32,4
Grade universitaire	3,2	3,3	4,6

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, *Niveau de scolarité et fréquentation scolaire* (93-328).

Tableau 12

Caractéristiques de la population active des 15-29 ans, selon le groupe d'âge, Québec, Ontario et Canada, 1991

	Population			Taux		Rapport emploi / population
	15-29 ans	Active	Inactive	Chômage	Activité	
	n			%		
Québec	1 519 775	1 089 500	430 275	16,1	71,6	60,0
15-19 ans	452 305	195 125	257 185	21,4	43,1	33,9
20-24 ans	474 615	391 825	82 785	17,2	82,6	68,3
25-29 ans	592 855	502 550	90 305	13,4	84,8	73,4
Ontario	2 317 860	1 772 550	545 310	12,0	76,4	67,3
15-19 ans	679 195	350 920	328 275	12,4	51,7	45,3
20-24 ans	741 385	634 600	106 785	14,0	85,6	73,6
25-29 ans	897 280	787 030	110 250	10,0	87,7	78,9
Canada	6 190 720	4 606 305	1 584 420	13,9	74,4	64,0
15-19 ans	1 872 230	904 365	967 860	15,3	48,3	40,9
20-24 ans	1 960 595	1 659 835	300 765	15,7	84,7	71,4
25-29 ans	2 357 895	2 042 105	315 795	11,8	86,6	76,4

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada du Canada, 1991, *Activité* (93-324).

Tableau 13

Revenu moyen[1] de la population de 15 ans et plus et de certains groupes d'âge, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1985 et 1990

	1985		1990	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	$			
Québec	26 879	14 927	28 001	16 512
15-19 ans	4 860	4 074	5 248	4 243
20-24 ans	12 662	10 347	13 883	11 019
Ontario	31 300	16 708	33 036	19 303
15-19 ans	4 277	3 731	4 748	4 219
20-24 ans	14 395	11 118	15 238	12 263
Canada	28 961	15 704	30 205	17 577
15-19 ans	4 475	3 797	4 808	4 084
20-24 ans	14 065	10 885	14 619	11 523

1. En dollars constants de 1990.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Certaines statistiques du revenu* (93-331).

Tableau 14

Proportion de buveurs actuels de 15-29 ans ayant consommé de l'alcool au cours des quatre semaines précédant l'enquête, selon l'âge et le sexe, Québec, 1987 et 1991

	Hommes				Femmes			
	15-17 ans	18-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	15-17 ans	18-19 ans	20-24 ans	25-29 ans
	%							
1987	66,9	91,5	90,8	93,1	68,7	89,7	91,4	87,2
1991	68,9	89,1	89,5	89,4	66,1	82,0	71,3	76,8

Sources : Santé Québec, *Et la santé ça va?* Tome 2, Rapport de l'Enquête Santé Québec, 1987; *Consommation d'alcool et de drogues chez les jeunes Québécois âgés entre 15 et 29 ans,* 1991.

6

Tableau 15

Nombre de personnes âgées, accroissement décennal et croissance annuelle moyenne, Québec, 1901-1993

	65 ans et plus	Accroissement décennal	Croissance annuelle moyenne
	n	%	
1901	78 419	17,2	1,6
1911	91 920	18,3	1,7
1921	108 787	27,1	2,4
1931	138 243	27,3	2,4
1941	175 955	31,9	2,8
1951	232 097	32,0	2,8
1961	306 301	36,9	3,2
1971	419 300	36,8	3,2
1981	573 800	36,1	3,1
1991	781 200	5,9	2,9
1993	827 200	...	...

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada et estimations.

Tableau 16

Quelques indicateurs relatifs aux personnes âgées, Québec, 1961-1993

	Personnes de 65 ans et plus	Rapport[1] personnes âgées / jeunes	Rapport de dépendance démographique	
			Personnes âgées[2]	Total[3]
	%	n		
1961	5,8	16,4	9,9	70,2
1971	6,8	23,3	10,7	56,5
1981	8,7	40,7	12,5	43,3
1991	11,0	55,7	16,0	44,6
1993	11,5	58,3	16,7	45,3

1. Nombre de personnes âgées pour 100 jeunes (0-14 ans).
2. Nombre de personnes âgées pour 100 personnes de 15-64 ans.
3. Nombre de personnes âgées et de jeunes pour 100 personnes de 15-64 ans.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada et estimations.

Tableau 17

Répartition de la population de 65 ans et plus en groupe d'âge quinquennal, Québec, 1961-1993

Groupe d'âge	1961	1971	1981	1991	1993
			%		
65-69 ans	38,2	40,8	37,1	35,2	34,0
70-74 ans	28,8	27,3	27,8	26,1	26,8
75-79 ans	18,3	17,3	18,3	19,0	18,6
80-84 ans	9,7	9,4	10,2	11,6	11,9
85-89 ans	3,9	4,0	4,7	5,6	5,9
90 ans et plus	1,2	1,3	1,9	2,5	2,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada et estimations.

Tableau 18

Population de 65 ans et plus selon le sexe et rapport de masculinité de certains groupes d'âge, Québec, 1961-1993

	65 ans et plus			Rapport de masculinité[1]			
	Hommes	Femmes	Total	55-64 ans	65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus
			n				
1961	144 700	161 601	306 301	97	89	92	85
1971	183 500	235 800	419 300	94	78	82	70
1981	237 600	336 300	573 900	89	71	78	59
1991	316 100	465 100	781 200	92	68	78	55
1993	334 600	492 600	827 200	93	68	78	54

1. Nombre d'hommes pour 100 femmes.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada et estimations.

Tableau 19

Données sur le vieillissement de la population des municipalités de 30 000 habitants ou plus, Québec, 1991

Municipalité	Population					Rapport			
	Total	65 ans et plus	65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus	Personnes âgées / jeunes[1]	Masculinité[2]		
							65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus
	n		%			n			
Anjou	37 210	4 180	11,2	7,8	3,5	72	63	69	50
Aylmer	32 245	2 035	6,3	4,3	2,0	25	74	83	57
Beauport	69 160	7 390	10,7	6,3	4,3	54	61	72	47
Boucherville	33 795	2 200	6,5	4,0	2,5	33	67	84	44
Brossard	64 790	3 740	5,8	3,9	1,9	27	70	81	53
Cap-de-la-Madeleine	33 715	4 100	12,2	7,6	4,6	66	61	67	51
Charlesbourg	70 785	6 380	9,0	6,1	2,9	52	66	77	48
Châteauguay	39 835	3 605	9,0	6,2	2,9	42	73	82	56
Chicoutimi	62 670	5 865	9,4	6,1	3,2	43	64	71	51
Dollard-des-Ormeaux	46 920	2 740	5,8	3,8	2,0	24	72	82	56
Drummondville	35 465	6 190	17,5	10,0	7,4	105	61	71	49
Gatineau	92 285	4 410	4,8	3,3	1,5	21	71	79	56
Granby	42 805	5 525	12,9	7,7	5,2	67	64	73	52
Hull	60 710	6 830	11,3	7,3	4,0	71	61	72	45
Jonquière	57 935	5 935	10,2	6,9	3,3	48	73	78	63
Lachine	35 270	5 950	16,9	10,1	6,8	103	56	69	41
LaSalle	73 805	8 895	12,1	7,8	4,3	74	64	75	47
Laval	314 395	28 420	9,0	5,9	3,1	45	71	83	51
Lévis-Lauzon	39 455	5 070	12,9	7,9	5,0	71	57	66	46
Longueuil	129 875	11 705	9,0	5,9	3,1	49	63	69	52
Montréal	1 017 665	149 010	14,6	8,6	6,1	100	59	67	47
Montréal-Nord	85 520	12 720	14,9	8,5	6,4	88	53	66	38
Pierrefonds	48 735	3 685	7,6	5,0	2,6	34	64	78	43
Québec	167 520	25 435	15,2	8,9	6,3	110	50	60	38
Repentigny	49 630	2 670	5,4	3,8	1,6	22	75	87	51
Rimouski	30 870	3 890	12,6	7,1	5,5	70	60	70	48
Sainte-Foy	71 135	8 410	11,8	7,7	4,1	83	67	73	58
Saint-Eustache	37 280	2 685	7,2	4,5	2,7	30	70	74	65
Saint-Hubert	74 025	4 185	5,7	3,8	1,9	24	66	76	51
Saint-Hyacinthe	39 290	6 990	17,8	9,5	8,3	103	51	62	41
Saint-Jean-sur-Richelieu	37 610	5 010	13,3	8,2	5,1	78	63	72	52
Saint-Laurent	72 405	11 630	16,1	9,8	6,3	98	63	71	51
Saint-Léonard	73 120	8 265	11,3	7,5	3,8	74	75	82	62
Sherbrooke	76 425	11 500	15,0	8,6	6,4	94	55	64	44
Terrebonne	39 680	2 070	5,2	3,5	1,7	21	72	81	56
Trois-Rivières	49 425	7 950	16,1	9,4	6,6	108	54	63	42
Verdun	61 310	9 245	15,1	8,8	6,2	103	56	64	45
Le Québec	6 895 960	770 925	11,2	6,9	4,3	56	68	78	55

1. Nombre de personnes âgées (65 ans et plus) pour 100 jeunes (0-14 ans).

2. Nombre d'hommes pour cent femmes.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

6

Tableau 20

Répartition de la population de 15 ans et plus et de 65 ans et plus selon la scolarité, Québec, 1991

Scolarité	65 ans et plus			15 ans et plus		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	%					
Moins d'une 9e année	54,4	55,9	55,2	18,9	21,3	20,1
9e-13e année sans diplôme	14,0	16,2	15,3	19,2	18,7	19,0
Dilôme du secondaire	12,5	14,7	13,8	22,0	23,1	22,6
Postsecondaire (non universitaire)	8,6	7,6	8,0	20,3	20,2	20,3
Études universitaires						
Sans grade	3,6	3,4	3,5	7,6	7,9	7,8
Avec grade	6,9	2,3	4,2	12,0	8,7	10,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Niveau de scolarité et fréquentation scolaire* (93-328).

Tableau 21

Revenu moyen et revenu médian[1], selon le groupe d'âge, Québec, 1985 et 1990

	Unité	Hommes		Femmes	
		1985	1990	1985	1990
15 ans et plus					
Nombre de personnes	n	2 482 405	2 639 025	2 632 585	2 794 220
Revenu moyen	$	26 879	28 001	14 927	16 512
Revenu médian	$	22 740	24 003	11 080	12 671
65-69 ans					
Nombre de personnes	n	100 160	120 700	124 800	146 755
Revenu moyen	$	21 881	23 656	12 013	12 779
Revenu médian	$	15 171	16 827	9 480	9 819
70 ans et plus					
Nombre de personnes	n	148 210	171 870	225 520	266 935
Revenu moyen	$	16 965	19 525	12 128	13 598
Revenu médian	$	11 640	13 343	9 800	10 398

1. En dollars de 1990.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Certaines statistiques de revenu* (93-331).

Tableau 22

Ménages privés selon leur statut concernant le logement et le groupe d'âge du soutien du ménage, Québec, 1991

Statut	Unité	Groupe d'âge du soutien		
		15 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus
Propriétaires	n	1 462 785	162 880	67 650
	%	55,5	56,0	41,9
Locataires	n	1 169 715	127 990	93 765
	%	44,4	44,0	58,1

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Coûts d'habitation et autres caractéristiques des ménages au Canada* (93-330).

Tableau 23

Population de 65 ans et plus vivant dans les logements collectifs, Québec, 1991

Genre de logement	65-74 ans		75 ans et plus		65 ans et plus		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
				n			
Logements collectifs institutionnels	6 405	11 810	14 680	44 490	21 085	56 300	77 375
Hôpitaux	1 370	1 205	1 740	3 405	3 110	4 610	7 720
Centres de soins spéciaux	3 845	6 085	11 565	34 240	15 410	40 325	55 745
Institutions religieuses	1 150	4 500	1 335	6 795	2 485	11 295	13 785
Autres	40	10	35	55	75	65	135
Logements collectifs de service	945	590	775	1 360	1 720	1 950	3 665
Hôtels, motels	165	55	95	125	260	180	435
Maisons de chambres et pensions	470	350	450	930	920	1 280	2 205
Autres	305	185	225	310	530	495	1 025
Total	7 345	12 395	15 450	45 850	22 795	58 245	81 045

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Logements et ménages* (93-311).

Tableau 24

Répartition de la population de 15 ans et plus selon le groupe d'âge, le sexe et la perception de leur état de santé, Québec, 1987

Groupe d'âge	État de santé				
	Excellent	Très bon	Bon	Moyen	Mauvais
			%		
Sexes réunis					
15 ans et plus	18,7	40,8	29,1	9,4	2,0
65-74 ans	10,1	25,9	37,9	21,9	4,3
75 ans et plus	11,4	22,9	35,7	23,5	6,6
Hommes					
15 ans et plus	21,4	40,9	37,3	8,5	1,9
65-74 ans	8,8	30,5	32,9	23,1	4,7
75 ans et plus	13,5	26,8	33,8	18,7	7,2
Femmes					
15 ans et plus	16,2	40,7	30,8	10,3	2,0
65-74 ans	11,0	22,5	41,5	21,0	4,0
75 ans et plus	9,8	20,2	37,0	26,9	6,1

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Les personnes âgées. Et la santé, ça va?*, 1989.

6

Tableau 25

Nombre de problèmes de santé[1] selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1987

Groupe d'âge	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexes réunis
		n	
0-14 ans	57,7	53,9	55,9
15-24 ans	64,3	97,1	80,5
25-44 ans	82,9	128,3	105,8
45-64 ans	118,3	180,9	150,6
65 ans et plus	201,0	254,3	232,0
Total	90,9	133,0	112,3

1. Nombre de problèmes de santé pour 100 personnes.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Et la santé, ça va?* Tome II, Rapport de l'enquête Santé Québec, 1987.

Tableau 26

Répartition de la population présentant certains problèmes de santé selon le groupe d'âge, le sexe et le genre de problèmes, Québec, 1987

Problèmes de santé	65 ans et plus			Tous âges
	Hommes	Femmes	Total	
		%		
Arthrite et rhumatisme	29,0	43,1	37,2	10,6
Hypertension	19,1	34,0	27,7	6,3
Troubles mentaux	18,0	27,2	23,3	8,8
Maladies cardiaques	23,5	20,8	21,9	4,1
Troubles digestifs fonctionnels	8,6	13,5	11,5	4,0
Maux de dos	7,9	10,6	9,5	7,2
Asthme, bronchite et emphysème	11,8	6,0	8,4	3,9
Total	117,9	155,2	139,5	44,9

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Et la santé, ça va?* Tome II, Rapport de l'enquête Santé Québec, 1987.

Tableau 27

Taux d'incapacité des personnes de 15-64 ans vivant dans un ménage privé, selon le sexe, par province,
Canada, 1983-84, 1986-87 et 1991

Provinces et sexe	Taux d'incapacité		
	1983-84	1986-87	1991
		%	
Terre-Neuve	8,6	10,7	6,8
Hommes	8,6	10,9	6,7
Femmes	9,1	10,5	6,9
Île-du-Prince-Édouard	6,5	11,0	13,3
Hommes	5,3	10,6	13,0
Femmes	7,7	11,3	13,5
Nouvelle-Écosse	10,4	14,0	17,9
Hommes	10,3	14,3	16,8
Femmes	10,5	13,8	19,0
Nouveau-Brunswick	10,0	12,4	14,5
Hommes	10,1	12,3	15,1
Femmes	9,9	12,5	13,8
Québec	8,4	8,7	9,0
Hommes	8,0	8,7	9,1
Femmes	8,9	8,7	8,9
Ontario	10,0	10,9	13,8
Hommes	9,4	11,2	13,7
Femmes	10,6	10,6	13,9
Manitoba	8,9	11,6	13,1
Hommes	7,6	11,1	12,4
Femmes	10,1	12,2	13,8
Saskatchewan	10,0	10,8	16,6
Hommes	9,7	10,9	16,4
Femmes	10,4	10,3	16,7
Alberta	8,1	9,7	14,3
Hommes	7,8	9,3	13,5
Femmes	8,3	10,2	15,1
Colombie-Britannique	8,6	11,0	13,9
Hommes	8,1	11,4	14,3
Femmes	9,0	10,6	13,5
Canada	9,2	10,4	12,7
Hommes	8,7	10,5	12,6
Femmes	9,6	10,3	12,7

Sources : Statistique Canada, *Faits saillants de l'enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, 1983-84* (82-563F); Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1986-87, «Données sélectionnées: Canada, Provinces, Territoires»; Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1991, *Caractéristiques de l'emploi et du niveau de scolarité chez les adultes ayant une incapacité* (82-554).

6

Tableau 28

Personnes ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991

Groupe d'âge et sexe	1983-84		1986-87		1991	
	'000	%	'000	%	'000	%
0-14 ans	66	4,9	64	4,9	76	5,6
Garçons	38	5,4	34	5,0	44	6,3
Filles	28	4,2	30	4,7	32	4,8
15-34 ans	90	3,9	97	4,4	133	6,2
Hommes	38	3,3	54	4,9	70	6,5
Femmes	51	4,4	43	3,8	63	5,9
35-64 ans	290	13,3	295	13,0	290	11,4
Hommes	139	13,0	140	12,6	142	11,3
Femmes	151	13,5	155	13,4	148	11,5
65 ans et plus	204	35,9	207	32,0	281	39,9
Hommes	82	34,6	85	32,0	111	38,2
Femmes	122	36,7	123	32,4	169	41,1
Total	650	10,1	663	10,3	780	11,5
Hommes	297	9,4	312	9,9	368	11,1
Femmes	353	10,8	351	10,6	413	12,0

Sources : Statistique Canada, *Rapport de l'enquête sur la santé et l'incapacité au Canada 1983-84* (82-555F); *Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1986-87 : Données infraprovinciales pour le Québec* (82-607); Enquête sur la santé et les limitations d'activités 991, Tableaux d'appoint.

Tableau 29

Personnes de 15 ans et plus ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon la gravité de l'incapacité,
Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991

Incapacité	1983-84		1986-87		1991	
	'000	%	'000	%	'000	%
Légère	307	52,6	254	42,4	348	49,4
Modérée	142	24,3	221	36,9	243	34,5
Grave	80	13,7	124	20,7	113	16,1
Inconnue	55	9,4	-	-	-	-
Total	584	100,0	599	100,0	704	100,0

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, 1983-84; *Enquête sur la santé et les limitations d'activités, 1986-87 : Données infraprovinciales pour le Québec* (82-607); Enquête sur la santé et les limitations d'activités, 1991, Tableaux d'appoint.

Tableau 30

Personnes de 15 ans et plus ayant une incapacité et vivant dans un ménage privé, selon la nature de l'incapacités,
Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991

Nature de l'incapacité	1983-84		1986-87		1991	
	'000	%	'000	%	'000	%
Mobilité	381	65,2	401	66,9	417	59,2
Agilité	309	52,9	345	57,6	379	53,8
Vision	82	14,0	103	17,2	110	15,6
Audition	142	24,3	173	28,9	165	23,4
Parole	33	5,7	41	6,8	52	7,4
Autres	27	4,6	213	35,6	219	31,1
Inconnue	49	8,4	28	4,7	-	-
Total[1]	584	...	599	...	704	...

1. Une personne pouvant déclarer plus d'un type d'incapacité, la somme des colonnes ne correspond pas au total indiqué.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada 1983-84; *Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1986-87 : Données infraprovinciales pour le Québec* (82-607); Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1991, Tableaux d'appoint.

Tableau 31

Personnes de 15-64 ans vivant dans un ménage privé, selon la présence ou l'absence d'incapacité et la scolarité,
Québec, 1983-84, 1986-87 et 1991

Scolarité et présence ou absence d'incapacité	1983-84		1986-87		1991	
	'000	%	'000	%	'000	%
0 - 8 années	1 015	22,6	883	19,7	672	14,3
Ayant une incapacité	185	48,6	176	45,0	119	28,1
Sans incapacité	830	20,2	707	17,3	553	12,9
Études secondaires	2 180	48,4	1 831	40,9	2 005	42,7
Ayant une incapacité	151	39,6	132	33,8	196	46,2
Sans incapacité	2 029	49,3	1 699	41,6	1 809	42,3
Études postsecondaires	324	7,2	580	13,0	471	10,0
Ayant une incapacité	12	3,2	44	11,3	34	8,0
Sans incapacité	312	7,6	536	13,1	437	10,2
Diplômes postsecondaires	592	13,2	776	17,3	977	20,8
Ayant une incapacité	20	5,3	27	6,9	56	13,2
Sans incapacité	572	13,9	749	18,3	921	21,5
Grades universitaires	390	8,7	407	9,1	576	12,3
Ayant une incapacité	13	3,4	12	3,1	19	4,5
Sans incapacité	377	9,2	395	9,7	557	13,0
Total	4 501	100,0	4 478	100,0	4 701	100,0
Ayant une incapacité	381	100,0	391	100,0	424	100,0
Sans incapacité	4 120	100,0	4 087	100,0	4 277	100,0

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada 1983-84; Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1986-87, Fichier de microdonnées; Enquêtes sur la santé et les limitations d'activités 1991, *Caractéristiques de l'emploi et du niveau de scolarité chez les adultes ayant une incapacité* (82-554).

6

Tableau 32

Population scolaire et nombre d'élèves handicapés fréquentant le réseau public par région, Québec, 1987-88 à 1991-92

Région[1]	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
			'000		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	56,3	58,8	67,9	57,1	56,4
Élèves handicapés	1,2	1,0	1,1	1,1	1,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	60,1	59,9	60,1	59,4	59,1
Élèves handicapés	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2
Québec	160,3	156,3	155,5	152,9	152,4
Élèves handicapés	3,0	2,9	2,8	2,5	2,4
Mauricie—Bois-Francs	75,4	75,6	76,6	76,5	75,8
Élèves handicapés	1,4	1,4	1,4	1,3	1,2
Estrie	42,6	42,8	43,1	42,4	42,4
Élèves handicapés	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
Laval-Laurentides-Lanaudière	154,1	157,1	160,7	162,5	165,0
Élèves handicapés	1,9	2,6	2,2	2,2	2,3
Montérégie	188,5	189,6	191,4	190,5	191,5
Élèves handicapés	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7
Montréal	201,5	198,8	196,4	193,8	192,6
Élèves handicapés	4,6	4,8	4,7	4,3	4,1
Outaouais	45,5	45,7	46,1	46,4	47,3
Élèves handicapés	0,8	1,1	1,1	0,9	0,9
Abitibi-Témiscamingue	34,3	34,3	34,1	33,7	33,3
Élèves handicapés	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5
Côte-Nord	20,0	19,4	19,1	18,6	18,1
Élèves handicapés	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Le Québec	1 038,4	1 038,1	1 051,0	1 033,8	1 033,8
Élèves handicapés	18,3	19,5	18,9	17,7	17,2

1. Les régions représentent les territoires des directions régionales du MEQ.
Source : Ministère de l'Éducation, Déclarations des clientèles scolaires, 1992

Tableau 33

Personnes de 15-64 ans selon la présence ou l'absence d'incapacité et la situation sur le marché du travail, Québec, 1986-87 et 1991

Situation sur le marché du travail	Personnes de 15-64 ans			
	1986-87		1991	
	Ayant une incapacité	Sans incapacité	Ayant une incapacité	Sans incapacité
	'000			
Personnes de 15-64 ans	392	4 088	424	4 277
Population active	145	3 020	197	3 326
Occupées	120	2 614	163	2 930
Chômeurs	25	406	34	396
Population inactive	242	1 068	227	940
Non précisé	5	-	-	11
Taux de chômage %	17,2	13,4	17,3	11,9
Taux d'activité %	37,0	73,9	46,5	77,8

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1986-87 : Données infraprovinciales pour le Québec*; Enquête sur la santé et les limitations d'activités 1991, *Caractéristiques de l'emploi et du niveau de scolarité chez les adultes ayant une incapacité* (82-554).

Tableau 34

Caractéristiques des adultes inscrits au programme «Soutien financier» de la Sécurité du revenu, selon la nature de la déficience et le sexe, Québec, mars 1992

Nature de la déficience	Personnes de 18 ans et plus		
	Hommes	Femmes	Total
		'000	
Intellectuelle	11,6	10,3	21,9
Psychique	6,7	9,7	16,4
De la parole	0,6	0,5	1,1
Auditive	0,3	0,4	0,7
Visuelle	0,8	0,8	1,6
Organique	5,6	6,0	11,6
Motrice	4,4	5,3	9,7
Esthétique	0,1	0,1	0,2
Autre	0,4	0,6	1,0
Non précisée	13,7	11,0	24,7
Total	44,2	44,7	88,9

Source : Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier intégré de la sécurité du revenu, 1992.
Office des personnes handicapées du Québec, Totalisations spéciales.

Tableau 35

Évolution de la population autochtone selon diverses sources, Québec et Canada, 1986 et 1991

Source	Population autochtone		
	1986	1991	1991/1986
	n		%
Recensement du Canada[1]			
Québec	80 945	137 615	70,0
D'origine unique	49 325	65 405	32,6
D'origine multiple	31 620	72 210	128,4
Canada	711 720	1 002 675	40,9
D'origine unique	373 260	470 615	26,1
D'origine multiple	338 460	532 060	57,2
Enquête auprès des peuples autochtones[2]			
Québec			
Population cible	..	56 305	..
Population cible corrigée[3]	..	67 144	..
Estimations tirées des registres gouvernementaux[4]			
Québec	50 093	64 275	28,3
Registre des Indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien[5]	44 081	56 975	29,3
Registre des Inuit du ministère de la Santé et des Services sociaux[6]	6 012	7 300	21,4

1. Personnes déclarant au moins une origine autochtone; données en date du 3 juin.
2. Personnes s'identifiant comme autochtone ou personnes inscrites aux termes de la *Loi sur les Indiens*.
3. Comprend une estimation des Mohawks (9 852) et des Hurons (987) qui n'ont pas participé à l'EAPA.
4. Personnes inscrites comme autochtones dans les registres gouvernementaux; données en date du 31 décembre.
5. La population comprend une estimation du nombre de personnes résidant sur la partie québécoise de la réserve d'Akwesasne.
6. Les données de 1986 n'ont pas été corrigées; la population inuit y est vraisemblablement sous-estimée.

Sources : Statistique Canada, *Âge et sexe, Données sur les autochtones*, (94-327).
Secrétariat aux affaires autochtones, «Projections de la population des Indiens inscrits du Québec par nation selon le statut de résidence, 1991-2016»; «Projections de la population des Inuit du Québec, 1991-2016», documents non publiés.
Nault et al., *Projections de la population indienne inscrite, 1991-2015*, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1993.
Ministère de la Santé et des Services sociaux, données inédites, 1993.

6

Tableau 36

Origines autochtones déclarées selon le type de réponse, Québec et Canada, 1991

Type de réponse	Indiens de l'Amérique du Nord	Métis	Inuit	Total
		n		
Québec	112 585	19 475	8 485	140 545
Réponses uniques	49 880	8 670	6 850	65 400
Réponses multiples[1]	62 705	10 805	1 635	75 145
Canada	783 980	212 650	49 255	1 045 885
Réponses uniques	365 375	75 150	30 090	470 615
Réponses multiples[1]	418 605	137 500	19 165	575 270

1. Les réponses multiples ne correspondent pas au nombre de répondants pour la catégorie d'autochtones désignés. Par exemple, un répondant qui a déclaré une combinaison d'orgines ethniques comme «Indiens de l'Amérique du Nord» et «Métis» sera compté deux fois.

Source : Statistique Canada, *Âge et sexe, Données sur les autochtones*, (94-327).

Tableau 37

Population autochtone par groupe d'âge selon diverses sources, Québec et Canada, 1991

Source	Unité	Groupe d'âge					
		0-14 ans	15-24 ans	25-34 ans	35-54 ans	55 ans et plus	Total
Recensement du Canada[1]							
Québec	n	41 145	23 990	29 215	32 780	10 485	137 615
	%	30,0	17,4	21,2	23,8	7,6	100,0
Canada	n	361 670	188 725	188 620	197 325	66 345	1 002 685
	%	36,1	18,8	18,8	19,7	6,6	100,0
Enquête auprès des peuples autochtones de 1991							
Québec	n	18 635	10 220	10 180	11 775	5 495	56 305
	%	33,0	18,2	18,1	20,9	9,8	100,0
Canada	n	236 805	120 415	111 060	112 855	44 570	625 705
	%	38,0	19,2	17,7	18,0	7,1	100,0
Estimations tirées des registres gouvernementaux[2]							
Québec	n	19 970	12 101	11 533	13 110	7 561	64 275
	%	31,1	18,8	17,9	20,4	11,8	100,0
Registre des Indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	n	17 118	10 531	10 335	12 034	6 957	56 975
	%	30,1	18,5	18,1	21,1	12,2	100,0
Registre des Inuit du ministère de la Santé et des services sociaux	n	2 852	1 570	1 198	1 076	604	7 300
	%	39,1	21,5	16,4	14,7	8,3	100,0

1. Données en date du 3 juin 1991.
2. Données en date du 31 décembre 1991.

Sources : Statistique Canada, *Âge et sexe, Données sur les autochtones*, (94-327).
Secrétariat aux affaires autochtones, «Projections de la population des Indiens inscrits du Québec par nation selon le statut de résidence, 1991-2016»; «Projections de la population des Inuit du Québec, 1991-2016», documents non publiés.

Tableau 38

Estimation de la population des Inuit conventionnés et des Indiens inscrits selon la nation, Québec, 1991

Nation	Dans les réserves		Hors des réserves		Total	
	n	%	n	%	n	%
Inuit conventionnés	...	...	...	...	7 300	11,4
Indiens inscrits	39 977	100,0	16 998	100,0	56 975	88,6
Abénakis	352	0,9	1 302	7,7	1 654	2,6
Algonquins	4 058	10,2	2 814	16,6	6 872	10,7
Attikameks	3 451	8,6	699	4,1	4 150	6,5
Cris	9 673	24,2	1 566	9,2	11 239	17,5
Hurons-Wendat	987	2,5	1 630	9,6	2 617	4,1
Malécites	0	0,0	278	1,6	278	0,4
Micmacs	2 093	5,2	1 836	10,8	3 929	6,1
Mohawks	9 853	24,6	2 684	15,7	12 537	19,4
Montagnais	9 048	22,6	3 393	20,0	12 441	19,3
Naskapis	462	1,2	46	0,3	508	0,8
Nouveaux inscrits	0	0,0	750	4,4	750	1,2
Inuit conventionnés et Indiens inscrits	39 977	100,0	16 998	100,0	64 275	100,0

Sources : Secrétariat aux affaires autochtones, «Projections de la population des Indiens inscrits du Québec par nation selon le statut de résidence, 1991-2016»; «Projections de la population des Inuit du Québec, 1991-2016», documents non publiés.

Tableau 39

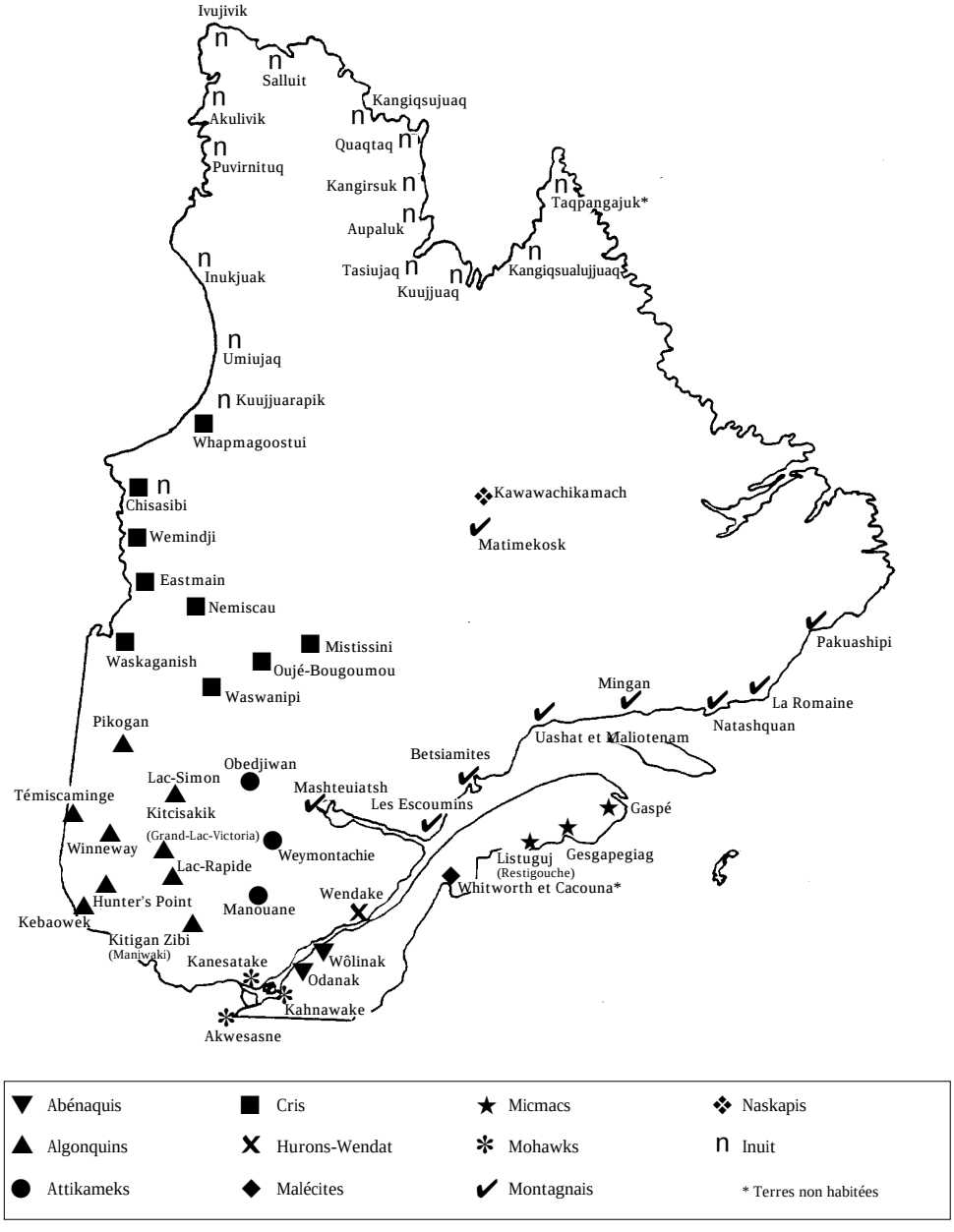
Activité et chômage dans la population autochtone de 15 ans et plus, Québec et Canada, juin 1991

Situation vis-à-vis de l'emploi	Unité	Québec	Canada
Population de 15 ans et plus	n	37 670	388 900
Personnes occupées	n	15 530	167 090
Personnes en chômage	n	4 920	54 600
Personnes inactives	n	16 995	165 690
Situation non déclarée	n	220	1 515
Taux d'activité	%	54,3	57,0
Taux de chômage	%	24,1	24,6

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991, *Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité* (89-534).

6

Figure 1
Les nations autochtones, Québec, 1992



Source : Secrétariat aux affaires autochtones

Tableau 40

Population autochtone par grand groupe d'âge selon la connaissance des langues autochtones, Québec et Canada, 1991

Population autochtone	Québec	Canada	Québec	Canada
	n		%	
Qui parle ou comprend une ou plus d'une langue autochtone	27 690	261 800	56,2	48,7
Enfants (5-14 ans)	7 015	55 000	60,4	37,1
Adultes (15 ans et plus)	20 675	206 800	54,9	53,2
Qui parle une ou plus d'une langue autochtone	23 940	171 090	48,6	31,9
Enfants (5-14 ans)	6 255	31 715	53,9	21,4
Adultes (15 ans et plus)	17 685	139 375	46,9	35,8
Qui comprend une ou plus d'une langue autochtone	3 750	90 710	7,6	16,9
Enfants (5-14 ans)	760	23 285	6,6	15,7
Adultes (15 ans et plus)	2 990	67 425	7,9	17,3
Population de 5 ans et plus	49 275	537 055	100,0	100,0
Enfants (5-14 ans)	11 605	148 155	100,0	100,0
Adultes (15 ans et plus)	37 670	388 900	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991, *Langue, tradition, santé, habitudes de vie et préoccupations sociales* (89-533).

Tableau 41

Population autochtone par grand groupe d'âge selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Québec et Canada, 1991

Population et niveau de scolarité	Québec	Canada	Québec	Canada
	n		%	
15-49 ans	30 250	325 460	100,0	100,0
Aucune scolarité	510	2 935	1,7	0,9
Moins d'une 9e année	6 410	51 845	21,2	15,9
Études secondaires	14 470	161 340	47,8	49,6
Études postsecondaires	8 645	107 765	28,6	33,1
Niveau non déclaré	215	1 570	0,7	0,5
50-64 ans	4 840	44 320	100,0	100,0
Aucune scolarité	985	5 320	20,4	12,0
Moins d'une 9e année	2 240	18 245	46,3	41,2
Études secondaires	845	10 800	17,5	24,4
Études postsecondaires	770	9 935	15,9	22,4
Niveau non déclaré	--	--	--	--

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991, *Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité* (89-534).

Tableau 42

Population autochtone de 15 ans et plus selon le revenu total et selon certaines sources de revenu, Québec et Canada, 1991

Revenu total et source de revenu	Québec	Canada	Québec	Canada
	n		%	
Population totale de 15 ans et plus	37 670	388 900	100,0	100,0
Aucun revenu	5 740	51 445	15,2	13,2
Moins de 2 000 $	2 815	46 605	7,5	12,0
2 000 - 9 999 $	11 195	112 590	29,7	29,0
10 000 - 19 999 $	8 520	88 465	22,7	22,7
20 000 - 39 999 $	7 235	69 225	19,2	17,8
40 000 $ et plus	2 165	20 480	5,7	5,3
Revenu non déclaré	--	90	--	0,0
Population de 15 ans et plus ayant déclaré une source de revenu	33 415	388 510	100,0	100,0
Revenu d'emploi	21 475	231 870	64,3	59,6
Bourse d'études	915	19 445	2,7	5,0
Allocations de formation	1 240	16 645	3,7	4,3
Prestations d'aide sociale	8 615	111 020	25,8	28,6
Indemnités d'accident du travail	1 170	9 530	3,5	2,5

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991, *Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité* (89-534).

Tableau 43

Population selon l'origine ethnique, Région de Montréal et le Québec, 1991

Origine	Le Québec		Montréal			
			Région métropolitaine		Région administrative	
	n	%	n	%	n	%
Origines uniques	6 237 905	91,6	2 727 810	88,2	1 485 795	84,9
Française	5 077 830	74,6	1 824 300	59,0	819 435	46,8
Britannique	286 080	4,2	166 815	5,4	109 515	6,3
Autochtone	65 405	1,0	12 730	0,4	5 770	0,3
Autres origines uniques	808 590	11,9	723 960	23,4	551 075	31,5
Italienne	174 530	2,6	165 735	5,4	137 680	7,9
Juive	77 600	1,1	76 780	2,5	70 725	4,0
Arabe	62 960	0,9	57 245	1,9	45 955	2,6
Libanaise	31 580	0,5	28 490	0,9	23 395	1,3
Grecque	49 890	0,7	48 575	1,6	33 270	1,9
Noire	41 165	0,6	38 650	1,3	31 705	1,8
Portuguaise	37 165	0,5	32 330	1,0	23 415	1,3
Chinoise	36 820	0,5	34 355	1,1	27 000	1,5
Indochinoise	32 625	0,5	28 005	0,9	22 230	1,3
Vietnamienne	19 980	0,3	17 790	0,6	15 335	0,9
Cambodgienne	8 060	0,1	6 700	0,2	4 755	0,3
Allemande	31 345	0,4	18 935	0,6	11 325	0,6
Indo-pakistanaise	29 240	0,4	28 225	0,9	23 095	1,3
Latino-américaine	28 290	0,4	24 905	0,8	21 335	1,2
Salvadorienne	4 700	0,1	4 055	0,1	3 750	0,2
Chilienne	4 640	0,1	4 170	0,1	31 285	1,8
Caraïbes	26 755	0,4	24 895	0,8	19 750	1,1
Haïtienne	21 635	0,3	20 145	0,7	15 880	0,9
Polonaise	23 695	0,3	20 025	0,6	16 495	0,9
Espagnole	21 165	0,3	18 540	0,6	14 975	0,9
Autres	135 345	2,0	106 760	3.5	52 120	3,0
Origines multiples	572 395	8,4	363 300	11,8	263 535	15,1
Française et britannique	180 945	2,7	95 110	3,1	..	..
Autres	391 450	5,7	268 190	8,7	..	..
Total	6 810 300	100,0	3 091 110	100,0	1 749 330	100,0

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 44

Population selon le groupe religieux,
Région métropolitaine de Montréal et le Québec, 1991

Religion	Le Québec		Région métropolitaine de Montréal	
	n	%	n	%
Catholique	5 861 205	86,1	2 398 960	77,6
Protestante	398 730	5,9	252 760	8,2
Juive	97 735	1,4	96 710	3,1
Orthodoxe orientale	89 285	1,3	85 325	2,8
Islamique	44 930	0,7	41 215	1,3
Bouddhiste	31 635	0,5	27 910	0,9
Hindouiste	14 120	0,2	13 775	0,4
Sikh	4 525	0,1	3 880	0,1
Non chrétienne orientale, autres	2 335	--	1 735	0,1
Autres groupes religieux	3 000	--	1 780	0,1
Aucune religion	262 800	3,8	167 065	5,4
Total	6 810 300	100,0	3 091 110	100,0

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 45

Population selon la langue maternelle,
Région de Montréal et le Québec, 1991

Langue maternelle	Le Québec		Montréal			
			Région métropolitaine		Région administrative	
	n	%	n	%	n	%
Réponses uniques	6 735 260	98,9	3 036 430	98,2	1 710 755	97,8
Français	5 556 105	81,6	2 080 980	67,3	964 335	55,1
Anglais	599 145	8,8	440 870	14,3	327 445	18,7
Langues autochtones	26 890	0,4	380	--	370	--
Autres langues uniques	553 120	8,1	514 200	16,6	418 605	23,9
Italien	133 210	2,0	129 615	4,2	112 440	6,4
Espagnol	51 735	0,8	46 570	1,5	39 670	2,3
Arabe	46 165	0,7	42 230	1,4	33 850	1,9
Grec	46 110	0,7	45 150	1,5	31 065	1,8
Portugais	33 890	0,5	29 780	1,0	22 035	1,3
Chinois	30 755	0,5	20 020	0,6	23 185	1,3
Créole	25 180	0,4	24 505	0,8	20 385	1,2
Allemand	19 795	0,3	14 770	0,5	10 115	0,6
Polonais	19 105	0,3	17 075	0,6	14 755	0,8
Vietnamien	17 790	0,3	15 900	0,5	13 710	0,8
Arménien	13 875	0,2	13 825	0,4	9 550	0,5
Yiddish	11 295	0,2	11 255	0,4	9 990	0,6
Hongrois	9 330	0,1	8 590	0,3	6 800	0,4
Ukrainien	6 455	0,1	5 920	0,2	5 215	0,3
Persan (Farsi)	6 410	0,1	5 990	0,2	5 440	0,3
Khmer (Cambodgien)	6 290	0,1	5 250	0,2	3 780	0,2
Roumain	6 155	0,1	5 470	0,2	4 575	0,3
Autres langues	69 575	1,0	72 285	2,3	52 045	3,0
Réponses multiples	75 040	1,1	54 680	1,8	38 575	2,2
Français et anglais	39 485	0,6	23 020	0,7	13 615	0,8
Autres réponses multiples	35 555	0,5	31 660	1,0	24 960	1,4
Total	6 810 300	100,0	3 091 110	100,0	1 749 330	100,0

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, (données-échantillons).

6

Tableau 46

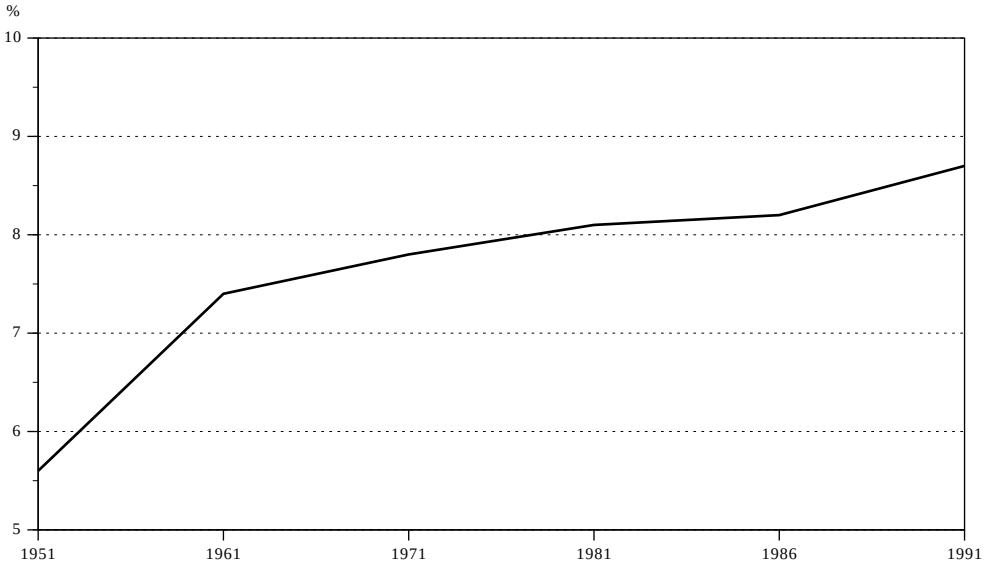
Population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Québec, 1991

Langue maternelle	Langue parlée à la maison								Population totale
	Français		Anglais		Autres		Rép. multiples		
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
Réponses uniques	5 579 110	82,8	702 065	10,4	356 315	5,3	97 760	1,5	6 735 260
Français	5 455 720	98,2	58 040	1,0	10 375	0,2	31 970	0,6	5 556 105
Anglais	54 305	9,1	524 910	87,6	4 810	0,8	15 120	2,5	599 145
Autres	69 085	11,9	119 115	20,5	341 130	58,8	50 670	8,7	580 010
Autochtone	1 025	3,8	1 020	3,8	24 010	89,3	830	3,1	26 890
Autres langues	68 060	12,3	118 095	21,4	317 120	57,3	49 840	9,0	553 120
Réponses multiples	24 910	33,2	14 090	18,8	6 645	8,9	29 385	39,2	75 040
Français et anglais	16 825	42,6	7 425	18,8	325	0,8	14 910	37,8	39 485
Autres cas	8 085	22,7	6 665	18,7	6 320	17,8	14 475	40,7	35 555
Total	5 604 020	82,3	716 155	10,5	362 965	5,3	127 155	1,9	6 810 300

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Figure 2

Proportion de la population née à l'étranger, Québec, 1951-1991



Source : Statistique Canada, Recensements du Canada, 1951-1991.

Tableau 47

Population immigrée selon les principaux pays de naissance, Région de Montréal et le Québec, 1991

Pays de naissance	Le Québec		Montréal			
			Région métropolitaine		Région administrative	
	n	%	n	%	n	%
Italie	78 685	13,3	75 930	14,6	66 275	16,1
France	38 265	6,5	26 995	5,2	17 135	4,2
Haïti	37 210	6,3	34 970	6,7	27 715	6,7
États-Unis	27 770	4,7	15 870	3,0	11 780	2,9
Liban	25 930	4,4	23 865	4,5	19 225	4,7
Grèce	25 700	4,3	25 090	4,8	17 460	4,2
Royaume-Uni	25 600	4,3	21 695	4,2	16 235	3,9
Portugal	24 155	4,1	21 145	4,1	15 425	3,8
Vietnam	20 715	3,5	18 690	3,6	16 050	3,9
Pologne	19 005	3,2	17 420	3,3	15 470	3,8
Égypte	15 695	2,7	15 000	2,9	11 720	2,9
Maroc	13 470	2,3	12 725	2,4	10 780	2,6
Allemagne	12 705	2,1	9 665	1,9	6 480	1,6
Chine	10 330	1,7	9 495	1,8	8 010	1,9
Inde	9 705	1,6	9 300	1,8	7 520	1,8
Belgique	9 215	1,6	6 145	1,2	3 385	0,8
URSS	9 180	1,6	8 630	1,7	7 680	1,9
Roumanie	8 440	1,4	7 580	1,5	6 290	1,5
El Savador	8 030	1,4	7 160	1,4	6 740	1,6
Kampuchea	7 900	1,3	6 795	1,3	5 115	1,2
Autres pays	163 500	27,7	146 370	28,1	115 375	28,0
Total	591 205	100,0	520 535	100,0	411 865	100,0

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 48

Population immigrée selon les principaux pays de naissance, par période d'immigration, Québec, 1991

Pays de naissance	Période d'immigration								Population totale
	Avant 1971		1971-1980		1981-1985		1986-1991		
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
Italie	69 135	87,9	7 485	9,5	1 180	1,5	895	1,1	78 690
France	20 325	53,1	9 180	24,0	3 200	8,4	5 555	14,5	38 260
Haïti	2 550	6,9	17 910	48,1	8 085	21,7	8 675	23,3	37 210
États-Unis	12 815	46,1	8 530	30,7	2 625	9,5	3 800	13,7	27 770
Liban	1 790	6,9	5 395	20,8	2 380	9,2	16 370	63,1	25 935
Grèce	18 305	71,2	5 465	21,3	915	3,6	1 005	3,9	25 700
Royaume-Uni	18 870	73,7	4 125	16,1	1 370	5,4	1 245	4,9	25 605
Portugal	9 730	40,3	9 285	38,4	1 715	7,1	3 435	14,2	24 155
Vietnam	460	2,2	8 720	42,1	7 240	34,9	4 300	20,8	20 720
Pologne	11 705	61,6	1 505	7,9	2 210	11,6	3 575	18,8	19 010
Égypte	8 430	53,7	3 605	23,0	1 060	6,8	2 595	16,5	15 690
Maroc	4 150	30,8	4 025	29,9	1 730	12,8	3 565	26,5	13 470
Allemagne	9 750	76,7	1 475	11,6	715	5,6	770	6,1	12 705
Chine	2 820	27,3	2 205	21,3	1 730	16,7	3 575	34,6	10 330
Inde	2 035	21,0	4 055	41,8	1 060	10,9	2 545	26,2	9 705
Belgique	5 985	64,9	1 585	17,2	865	9,4	785	8,5	9 215
URSS	6 950	75,7	1 070	11,7	345	3,8	820	8,9	9 180
Roumanie	3 440	40,8	1 365	16,2	985	11,7	2 645	31,3	8 440
El Salvador	10	0,1	695	8,7	2 680	33,4	4 645	57,8	8 030
Kampuchea	-	-	2 655	33,6	2 850	36,1	2 390	30,3	7 900
Autres pays	45 650	27,9	40 885	25,0	20 465	12,5	56 485	34,5	163 490
Total	254 905	43,1	141 220	23,9	65 405	11,1	129 675	21,9	591 210

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

6

Tableau 49

Population immigrée selon le groupe d'âge, Québec, 1991

Pays de naissance	Groupe d'âge								Total
	0-14 ans		15-24 ans		25-64 ans		65 ans et +		
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
Italie	185	0,2	895	1,1	62 070	78,9	15 540	19,7	78 690
France	1 840	4,8	2 810	7,3	29 325	76,6	4 290	11,2	38 260
Haïti	3 275	8,8	6 395	17,2	24 635	66,2	2 905	7,8	37 210
États-Unis	2 355	8,5	4 295	15,5	14 415	51,9	6 720	24,2	27 770
Liban	3 805	14,7	4 980	19,2	16 030	61,8	1 130	4,4	25 935
Grèce	290	1,1	785	3,1	21 585	84,0	3 045	11,8	25 700
Royaume-Uni	585	2,3	1 575	6,2	14 835	57,9	8 610	33,6	25 605
Portugal	975	4,0	2 525	10,5	18 745	77,6	1 920	7,9	24 155
Vietnam	1 395	6,7	4 430	21,4	13 485	65,1	1 400	6,8	20 720
Pologne	895	4,7	870	4,6	8 735	45,9	8 510	44,8	19 010
Égypte	495	3,2	550	3,5	11 735	74,8	2 920	18,6	15 690
Maroc	840	6,2	1 295	9,6	10 200	75,7	1 125	8,4	13 470
Allemagne	515	4,1	500	3,9	9 080	71,5	2 605	20,5	12 705
Chine	460	4,5	565	5,5	7 355	71,2	1 950	18,9	10 330
Inde	340	3,5	990	10,2	7 600	78,3	770	7,9	9 705
Belgique	370	4,0	700	7,6	6 705	72,8	1 440	15,6	9 215
URSS	145	1,6	370	4,0	2 770	30,2	5 890	64,2	9 180
Roumanie	750	8,9	565	6,7	4 440	52,6	2 690	31,9	8 440
El Salvador	1 315	16,4	1 695	21,1	4 815	60,0	195	2,4	8 030
Kampuchea	785	9,9	1 875	23,7	4 950	62,7	295	3,7	7 900
Autres pays	17 180	10,5	20 625	12,6	107 875	66,0	17 810	10,9	163 490
Total	38 795	6,6	59 290	10,0	401 385	68,0	91 760	15,5	591 210

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 50

Répartition et part de la population immigrée par région administrative, en ordre décroissant, Québec, 1991

Région administrative	Population				Part de la population immigrée
	Immigrée		Totale		
	n	%	n	%	%
Montréal (06)	411 865	69,7	1 749 330	25,7	23,5
Montérégie (16)	69 510	11,8	1 187 340	17,4	5,9
Laval (13)	41 740	7,1	311 170	4,6	13,4
Québec (03)	13 125	2,2	607 295	8,9	2,2
Outaouais (07)	13 045	2,2	281 740	4,1	4,6
Laurentides (15)	11 790	2,0	377 325	5,5	3,1
Estrie (05)	8 460	1,4	263 590	3,9	3,2
Lanaudière (14)	6 645	1,1	331 235	4,9	2,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	5 660	1,0	458 590	6,7	1,2
Chaudière-Appalaches (12)	3 180	0,5	362 855	5,3	0,9
Abitibi-Témiscamingue (08)	1 855	0,3	150 630	2,2	1,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1 650	0,3	283 205	4,2	0,6
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine (01 et 11)	1 470	0,2	307 190	4,5	0,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec (09 et 10)	1 225	0,2	138 810	2,0	0,9
Le Québec	591 205	100,0	6 810 300	100,0	8,7

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 51

Population immigrée selon la langue maternelle, la langue parlée à la maison et la connaissance du français et de l'anglais, par période d'immigration, Québec, 1991

Caractéristiques linguistiques	Période d'immigration								Total	
	Avant 1971		1971-1980		1981-1985		1986-1991			
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Langue maternelle	254 900	100,0	141 225	100,0	65 410	100,0	129 675	100,0	591 210	100,0
Français	44 075	17,3	30 145	21,3	12 805	19,6	17 965	13,9	104 995	17,8
Anglais	41 905	16,4	20 595	14,6	6 725	10,3	10 695	8,2	79 920	13,5
Autre	162 930	63,9	84 450	59,8	43 110	65,9	94 255	72,7	384 745	65,1
Réponses multiples	5 990	2,3	6 035	4,3	2 770	4,2	6 760	5,2	21 550	3,6
Langue parlée à la maison	254 900	100,0	141 225	100,0	65 410	100,0	129 675	100,0	591 210	100,0
Français	60 155	23,6	44 840	31,8	18 540	28,3	27 495	21,2	151 030	25,5
Anglais	85 965	33,7	30 660	21,7	9 325	14,3	15 355	11,8	141 310	23,9
Autre	93 390	36,6	52 930	37,5	31 040	47,5	72 230	55,7	250 595	42,4
Réponses multiples	15 390	6,0	12 795	9,1	6 505	9,9	14 595	11,3	48 275	8,2
Connaissance du français et de l'anglais	254 900	100,0	141 225	100,0	65 410	100,0	129 675	100,0	591 210	100,0
Français seulement	46 145	18,1	37 720	26,7	23 255	35,6	43 320	33,4	150 440	25,4
Français et anglais	124 585	48,9	72 065	51,0	27 345	41,8	43 495	33,5	267 485	45,2
Anglais seulement	69 555	27,3	24 190	17,1	10 355	15,8	28 730	22,2	132 830	22,5
Ni français ni anglais	14 615	5,7	7 250	5,1	4 455	6,8	14 135	10,9	40 455	6,8

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 52

Familles[1] selon la structure et l'état matrimonial des parents, Québec, 1961-1991

Structure		1961	1966	1971	1976	1981	1986	1991
Familles époux-épouse	n	1 008 004	1 124 833	1 222 175	1 381 505	1 463 105	1 498 690	1 614 355
	%	91,3	91,5	90,0	89,7	87,5	85,6	85,7
dont union libre	n	..	..	..	..	120 885	188 660	306 910
	%	..	..	..	..	7,2	10,8	16,3
Familles monoparentales	n	95 818	104 468	135 200	158 895	208 435	252 810	268 880
	%	8,7	8,5	10,0	10,3	12,5	14,4	14,3
Père seul	n	23 073	21 352	29 780	26 330	35 120	44 180	48 760
	%	2,1	1,7	2,2	1,7	2,1	2,5	2,6
Mère seule	n	72 745	83 116	105 420	132 565	173 315	208 630	220 120
	%	6,6	6,8	7,8	8,6	10,4	11,9	11,7
Mariée	n	17 423	19 221	31 945	32 530	39 305	43 080	39 375
	%	1,6	1,6	2,4	2,1	2,4	2,5	2,1
Veuve	n	53 097	60 763	59 810	65 625	66 625	63 585	57 070
	%	4,8	4,9	4,4	4,3	4,0	3,6	3,0
Divorcée	n	1 205	1 589	5 920	24 150	45 895	65 780	75 840
	%	0,1	0,1	0,4	1,6	2,7	3,8	4,0
Célibataire	n	1 020	1 543	7 745	10 260	21 490	36 185	47 835
	%	0,1	0,1	0,6	0,7	1,3	2,1	2,5
Total	n	1 103 822	1 229 301	1 357 375	1 540 400	1 671 540	1 751 495	1 883 230
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Ensemble des familles avec ou sans enfants.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

6

Tableau 53

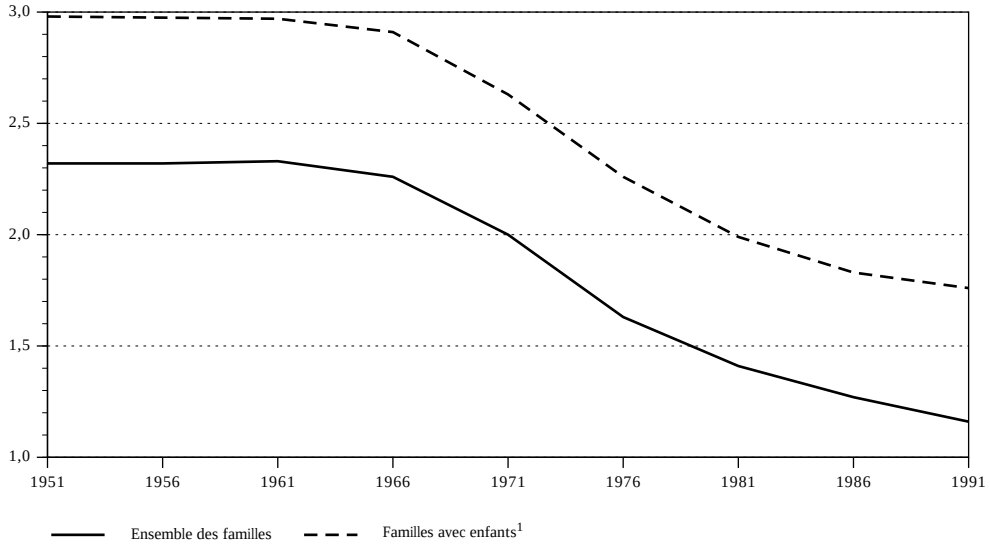
Familles selon la structure et le nombre d'enfants, Québec, 1986 et 1991

Structure		Familles sans enfants	Familles avec enfants				Toutes les familles	Nombre total d'enfants	Nombre moyen d'enfants[1]
			Nombre d'enfants			Total			
			1	2	3 et +				
1986									
Ensemble des familles	n	537 435	505 895	481 400	226 780	1 214 065	1 751 495	2 222 085	1,83
	%	...	41,7	39,7	18,7	100,0	...	...	...
Familles époux-épouse	n	537 435	355 570	407 845	197 840	961 255	1 498 690	1 827 785	1,90
	%	...	37,0	42,4	20,6	100,0	...	...	...
Couple marié	n	417 570	315 795	386 615	190 050	892 460	1 310 030	1 719 790	1,93
	%	...	35,4	43,3	21,3	100,0	...	...	...
Couple en union libre	n	119 860	39 780	21 230	7 790	68 800	188 660	107 990	1,57
	%	...	57,8	30,9	11,3	100,0	...	...	...
Familles monoparentales	n	...	150 320	73 555	28 925	252 805	252 805	394 300	1,56
	%	...	59,5	29,1	11,4	100,0	...	...	...
Père seul	n	...	26 985	12 095	5 100	44 180	44 175	68 415	1,55
	%	...	61,1	27,4	11,5	100,0	...	...	...
Mère seule	n	...	123 335	61 465	23 835	208 630	208 630	325 895	1,56
	%	...	59,1	29,5	11,4	100,0	...	...	...
1991									
Ensemble des familles	n	642 060	551 005	494 255	195 915	1 241 175	1 883 235	2 178 705	1,76
	%	...	44,4	39,8	15,8	100,0	...	...	...
Familles époux-épouse	n	642 065	383 975	416 295	172 025	972 290	1 614 350	1 777 885	1,83
	%	...	39,5	42,8	17,7	100,0	...	...	...
Couple marié	n	469 070	307 640	371 750	158 985	838 375	1 307 445	1 570 190	1,87
	%	...	36,7	44,3	19,0	100,0	...	...	...
Couple en union libre	n	172 990	76 330	44 545	13 030	133 915	306 905	207 700	1,55
	%	...	57,0	33,3	9,7	100,0	...	...	...
Familles monoparentales	n	...	167 030	77 960	23 885	268 880	268 880	400 820	1,49
	%	...	62,1	29,0	8,9	100,0	...	...	...
Père seul	n	...	31 195	13 565	4 000	48 760	48 760	71 380	1,46
	%	...	64,0	27,8	8,2	100,0	...	...	...
Mère seule	n	...	135 835	64 395	19 890	220 125	220 120	329 440	1,50
	%	...	61,7	29,3	9,0	100,0	...	...	...

1. Par famille ayant des enfants.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991, *Familles : nombre, genre et structure* (93-312).

Figure 3
Nombre moyen d'enfants par famille, Québec, 1951-1991



1. Enfants de moins de 25 ans jusqu'en 1971.
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 54
Enfants selon la structure de la famille, Québec, 1961-1991

Structure	Unité	Enfants						
		1961	1966	1971	1976[1]	1981	1986	1991
Familles époux-épouse	n	2 364 257	2 559 628	2 409 835	2 208 330	2 000 590	1 827 785	1 777 885
	%	92,1	92,0	88,9	87,9	84,9	82,3	81,6
dont union libre	n	..	..	..	..	58 050	107 990	207 700
	%	..	..	..	..	2,5	4,9	9,5
Familles monoparentales	n	203 754	221 596	300 610	304 560	355 970	394 310	400 820
	%	7,9	8,0	11,1	12,1	15,1	17,7	18,4
Père seul	n	48 951	44 322	66 135	48 180	59 870	68 415	71 380
	%	1,9	1,6	2,4	1,9	2,5	3,1	3,3
Mère seule	n	154 803	177 274	234 475	255 270	296 100	325 895	329 440
	%	6,0	6,4	8,7	10,2	12,6	14,7	15,1
Total	n	2 568 011	2 781 224	2 710 445	2 512 890	2 356 560	2 222 095	2 178 705
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. En 1976, les enfants dans les familles monoparentales proviennent d'un échantillon.
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

6

Tableau 55

Sructure des familles et nombre total d'enfants, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1991

Structure	Unité	Québec		Ontario		Canada	
		1986	1991	1986	1991	1986	1991
Ensemble des familles	n	1 751 495	1 883 235	2 445 745	2 726 735	6 734 980	7 356 170
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Familles époux-épouse	n	1 498 690	1 614 350	2 154 985	2 383 935	5 881 335	6 401 455
	%[1]	85,6	85,7	88,1	87,4	87,3	87,0
Couple marié	n	1 310 030	1 307 445	2 020 265	2 201 780	5 394 390	5 675 510
	%[2]	87,4	81,0	93,7	92,4	91,7	88,7
Couple en union libre	n	188 660	306 905	134 720	182 155	486 940	725 950
	%[2]	12,6	19,0	6,3	7,6	8,3	11,3
Familles monoparentales	n	252 805	268 880	290 750	342 805	853 645	954 705
	%[1]	14,4	14,3	11,9	12,6	12,7	13,0
Familles sans enfants	n	537 435	642 060	816 530	954 015	2 201 550	2 579 850
	%[1]	30,7	34,1	33,4	35,0	32,7	35,1
Familles époux-épouse	n	537 435	642 065	816 525	954 010	2 201 550	2 579 845
	%[2]	35,9	39,8	37,9	40,0	37,4	40,3
Couple marié	n	417 570	469 070	732 420	841 990	1 898 535	2 155 900
	%[3]	31,9	35,9	36,3	38,2	35,2	38,0
Couple en union libre	n	119 860	172 990	84 105	112 025	303 010	423 950
	%[4]	63,5	56,4	62,4	61,5	62,2	58,4
Familles avec enfants	n	1 214 065	1 241 175	1 629 215	1 772 725	4 533 425	4 776 320
	%[5]	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Familles époux-épouse	n	961 255	972 290	1 338 460	1 429 920	3 679 785	3 821 610
	%[5]	79,2	78,3	82,2	80,7	81,2	80,0
Couple marié	n	892 460	838 375	1 287 845	1 359 790	3 495 855	3 519 605
	%[5]	73,5	67,5	79,0	76,7	77,1	73,7
Couple en union libre	n	68 800	133 915	50 615	70 135	183 925	302 005
	%[5]	5,7	10,8	3,1	4,0	4,1	6,3
Familles monoparentales	n	252 805	268 880	290 750	342 805	853 640	954 710
	%[5]	20,8	21,7	17,8	19,3	18,8	20,0
Ensemble des enfants	n	2 222 085	2 178 705	3 067 275	3 279 050	8 578 340	8 800 735
	%[6]	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Familles époux-épouse	n	1 827 785	1 777 885	2 603 680	2 738 175	7 210 280	7 308 525
	%[6]	82,3	81,6	84,9	83,5	84,1	83,0
Couple marié	n	1 719 790	1 570 190	2 517 020	2 621 155	6 901 975	6 813 310
	%[6]	77,4	72,1	82,1	79,9	80,5	77,4
Couple en union libre	n	107 990	207 700	86 655	117 015	308 305	495 210
	%[6]	4,9	9,5	2,8	3,6	3,6	5,6
Familles monoparentales	n	394 300	400 820	463 595	540 880	1 368 060	1 492 210
	%[6]	17,7	18,4	15,1	16,5	15,9	17,0
Nombre moyen d'enfants[7]	n	1,83	1,76	1,88	1,85	1,89	1,84
Familles époux-épouse	n	1,90	1,83	1,95	1,91	1,96	1,91
Couple marié	n	1,93	1,87	1,95	1,93	1,97	1,94
Couple en union libre	n	1,57	1,55	1,71	1,67	1,68	1,64
Familles monoparentales	n	1,56	1,49	1,59	1,58	1,60	1,56

1. Dans l'ensemble des familles.
2. Dans l'ensemble des familles époux-épouse.
3. Dans l'ensemble des couples mariés.
4. Dans l'ensemble des couples en union libre.
5. Dans l'ensemble des familles avec enfants.
6. Répartition des enfants selon la structure de la famille.
7. Par famille ayant des enfants.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, *Familles : nombre, genre et structure* (93-312).

Tableau 56

Structure des familles et nombre total d'enfants, par région administrative, Québec, 1991

Région administrative	Familles				Enfants			Nombre[2] moyen d'enfants
	Familles avec enfants	Familles monoparentales		Ensemble[1] des familles	Familles monoparentales		Ensemble des enfants	
	n	n	%	n	n	%	n	n
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	20 860	4 030	19,3	29 735	6 175	16,7	36 900	1,77
Bas-Saint-Laurent (01)	37 795	7 045	18,6	56 275	10 625	15,5	68 745	1,82
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	56 375	10 100	17,9	78 825	15 485	14,9	104 010	1,84
Québec (03)	109 360	24 865	22,7	166 100	36 020	19,3	186 180	1,70
Chaudière-Appalaches (12)	69 470	11 545	16,6	100 580	17 670	13,5	131 055	1,89
Mauricie—Bois-Francs (04)	83 960	17 505	20,8	128 800	25 860	17,4	148 445	1,77
Estrie (05)	46 785	9 940	21,2	73 145	14 900	17,7	84 320	1,80
Montérégie (16)	226 900	43 125	19,0	338 775	64 710	16,2	398 305	1,76
Montréal (06)	284 930	83 860	29,4	456 600	123 590	25,4	485 715	1,70
Laval (13)	59 780	11 530	19,3	89 965	17 245	16,7	103 385	1,73
Lanaudière (14)	64 470	10 540	16,3	96 130	15 985	14,2	112 595	1,75
Laurentides (15)	71 065	13 295	18,7	109 655	19 890	16,2	122 955	1,73
Outaouais (07)	53 465	11 345	21,2	79 975	16 575	18,2	91 215	1,71
Abitibi-Témiscamingue (08)	28 450	5 150	18,1	41 610	7 840	15,1	51 980	1,83
Côte-Nord (09)	20 655	3 905	18,9	28 465	6 130	16,6	36 935	1,79
Nord-du-Québec (10)	6 845	1 065	15,6	8 625	2 130	13,4	15 935	2,33
Le Québec	1 241 170	268 885	21,7	1 883 235	400 825	18,4	2 178 710	1,76

1. Avec et sans enfant.
2. Par famille ayant des enfants.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1991.

Tableau 57

Taux d'activité des femmes selon la présence d'enfants à la maison, Quebec, 1976-1993

	Toutes les femmes	Femmes 25-44 ans	Femmes vivant dans une famille			
			Toutes les femmes	Avec enfants de moins de 3 ans	Avec enfants de moins de 16 ans	Sans enfants[1]
			%			
1976	41,1	48,5	37,3	28,5	35,4	39,6
1977	42,2	51,0	39,1	30,2	38,1	40,4
1978	44,1	53,8	41,6	34,7	41,3	42,1
1979	44,6	54,8	42,9	37,2	42,7	43,2
1980	46,2	57,0	44,8	39,7	45,2	44,2
1981	47,3	60,3	46,0	43,2	48,1	43,9
1982	46,3	59,0	45,9	42,7	47,9	43,8
1983	47,6	61,2	47,3	48,5	50,2	44,6
1984	49,0	64,6	49,0	51,1	52,5	45,9
1985	50,2	66,6	50,8	53,5	55,5	46,7
1986	50,9	68,8	52,4	54,7	58,1	47,6
1987	52,4	70,6	53,8	56,7	60,8	48,1
1988	53,1	71,1	54,7	56,4	61,9	48,9
1989	53,4	72,6	55,4	57,9	64,2	48,2
1990	54,6	75,6	57,8	60,3	67,0	50,5
1991	54,3	74,5	57,8	60,6	67,0	50,3
1992	53,6	73,8	57,6	61,3	66,9	50,4
1993	53,7	74,4	57,9	62,1	67,3	50,6

1. Sans enfants de moins de 17 ans.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (71-201) et tableaux sur microfiches.

6

Tableau 58

Enfants selon la structure de la famille et l'âge des enfants, Québec, 1961-1991

Âge	1961	1966	1971	1976	1981	1986	1991
				n			
Familles époux-épouse	2 364 257	2 559 628	2 409 835	2 208 370	2 000 585	1 827 785	1 777 885
0-5 ans	771 671	735 057	553 070	495 215	507 370	457 875	456 860
6-14 ans	989 690	1 090 249	1 063 935	888 220	704 735	676 165	691 790
15-17 ans	..	..	..	333 055	285 665	214 390	211 060
15-18 ans	318 508	384 794	414 840	..	..	..	..
18-24 ans	..	..	..	409 905	417 500	372 805	303 380
19-25 ans	203 878	273 475	301 220	..	..	..	..
25 ans et plus	80 510	76 053	76 770	81 970	85 310	106 545	114 800
Familles monoparentales	203 754	221 596	300 620	303 445	355 970	394 305	400 820
0-5 ans	17 711	18 516	33 675	29 000	45 010	57 125	61 040
6-14 ans	53 247	59 908	100 955	97 420	104 150	121 585	136 460
15-17 ans	..	..	..	48 005	55 430	49 770	50 820
15-18 ans	35 256	40 443	56 730	..	..	..	..
18-24 ans	..	..	..	72 470	89 695	93 315	76 590
19-24 ans	36 397	44 464	54 540	..	..	..	..
25 ans et plus	61 143	58 265	54 705	56 545	61 685	72 505	75 910
Ensemble des familles	2 568 011	2 781 224	2 710 455	2 511 815	2 356 550	2 222 090	2 178 705
0-5 ans	789 382	753 573	586 750	524 215	552 380	515 000	517 900
6-14 ans	1 042 937	1 150 157	1 164 895	985 640	808 885	797 750	828 250
15-17 ans	..	..	..	381 060	341 095	264 160	261 880
16-18 ans	353 764	425 237	471 575	..	..	..	..
18-24 ans	..	..	..	482 375	507 195	466 120	379 970
19-24 ans	240 275	317 939	355 760	..	..	..	..
25 ans et plus	141 653	134 318	131 475	138 515	146 995	179 050	190 710

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 59

Soutien financier du gouvernement du Québec pour les charges familiales, Québec, 1985-1993

	1985	1989	1993p	1985	1989	1993p
		'000 000 $			%	
Programme de transfert	633	818	1 318	76,4	52,5	51,4
Allocations familiales	185	214	259	22,3	13,7	10,1
Allocations pour jeune enfant	137	106	130	16,5	6,8	5,1
Allocations à la naissance	..	100	183	0,0	6,4	7,1
Aide à la garde d'enfants par l'OSGE	54	108	149	6,5	6,9	5,8
Aide sociale aux enfants	229	227	411	27,6	14,6	16,0
Autres	28	63	186	3,4	4,0	7,3
Réductions d'impôt	196	739	1 246	23,6	47,5	48,6
Total	829	1 557	2 564	100,0	100,0	100,0

Source : Secrétariat à la famille d'après les données du ministère des Finances et de la Régie des rentes du Québec.

7

Agriculture et pêche

L'agriculture	305
La pêche et le piégeage	309
Définitions	311

7

Liste des tableaux

1. Estimation du produit intérieur brut réel des industries reliées au secteur agro-alimentaire, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 312

2. Statistiques diverses reliées au secteur agricole, Québec et Canada, 1986 et 1991 314

3. Statistiques principales de l'agriculture, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 315

4. Recettes provenant de l'agriculture, selon le type de production, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 317

5. Dépenses d'exploitation et d'amortissement des fermes, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 318

6. Statistiques principales du groupe aliments, boissons et tabac, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 319

7. Valeur des exportations et des importations de produits agricoles et alimentaires, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 321

8. Statistiques principales reliées aux productions animales, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 322

9. Statistiques relatives aux principales grandes cultures, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 323

10. Statistiques des diverses productions d'origine végétale, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 324

11. Statistiques diverses du secteur agricole, par région agricole, Québec, 1986 et 1991 325

12. Répartition des cheptels de bétail, par région agricole, Québec, 1er janvier 1987, 1992 et 1993 326

13. Produits d'origine végétale, par région agricole, Québec, 1992 327

14. Débarquements des produits de la pêche, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 328

15. Valeur des produits de la pêche, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992 329

16. Débarquements des produits de la pêche, selon l'espèce et par région maritime, Québec, 1986, 1991 et 1992 330

17. Volume des captures de la pêche intérieure, par secteur, Québec, 1986, 1991 et 1992 330

18. Volume des captures de la pêche intérieure en eaux douces et en eaux salées, par espèce, Québec, 1986, 1991 et 1992 331

19. Quantité et valeur des peaux d'animaux sauvages vendues, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986-87, 1990-91 et 1991-92 332

Liste des figures

1. Recettes provenant de l'agriculture, selon le type de production, Québec, 1992 316

2. Recettes provenant de l'agriculture, selon le type de production, Canada, 1992 316

3. Valeur des exportations et des importations de produits agricoles et alimentaires, Québec et Canada, 1992 321

4. Revenus agricoles bruts, par région agricole, Québec, 1991 325

7

Ce chapitre a été réalisé par Paul Provençal, avec la collaboration de Denis Belzile de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec.

L'agriculture

La conjoncture internationale : 1986-1992

Dans le domaine agro-alimentaire, la période 1986-1992 est caractérisée par le duel opposant les États-Unis à la Communauté économique européenne, pour l'obtention d'une part accrue du marché mondial des denrées agricoles. Cet affrontement se solde par une recrudescence des mesures protectionnistes. Afin de contrer cette vague, de nombreux intervenants exercent des pressions dans le but d'accélérer les discussions visant la libéralisation du commerce mondial, y compris l'épineux volet agricole. Ce contexte est favorable et justifie à lui seul la concrétisation d'ententes ou la poursuite de négociations intensives dans le but de créer de vastes zones exemptes de contraintes de toutes sortes. Ainsi, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) voit le jour le 1er janvier 1989, et, dès 1990, les pourparlers entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), l'implantation d'un marché unique réunissant les partenaires de la CÉE et l'accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) s'intensifient.

Le «Farm Bill» américain de 1985, amendé en 1990 pour se conformer davantage aux objectifs du GATT, était une politique vigoureuse. Les Américains désiraient récupérer leur part du marché mondial des denrées agricoles en abaissant les niveaux de prêt, à partir desquels s'établissent les prix mondiaux, et en subventionnant massivement leur propre production. Au cours des cinq années qui ont suivi, le gouvernement américain a dépensé entre quarante et cinquante milliards de dollars au soutien du revenu des céréaliculteurs. Cette trame est le prélude à une guerre commerciale que se livrent les pays exportateurs, principalement les États-Unis et les pays de la Communauté économique européenne.

Mis à part l'adoption croissante de mesures protectionnistes, les conséquences en sont que les prix mondiaux des produits céréaliers se maintiennent à un bas niveau et, inversement, les subventions à l'exportation sont nettement à la hausse. Dans un tel contexte, les producteurs céréaliers québécois et canadiens voient leurs recettes décliner, de telle sorte qu'ils doivent compter sur des sommes garanties par les différents paliers gouvernementaux, par l'entremise des programmes de stabilisation du revenu. À court et à moyen terme, cette situation est particulièrement bénéfique au Québec. En effet, l'agriculture québécoise étant principalement orientée vers les productions animales, elle profite largement des baisses de prix des aliments destinés au bétail, ce qui réduit sensiblement les coûts de production. Dès 1988, cet avantage comparatif s'estompe, alors que sévit sur le continent nord-américain une importante sécheresse qui provoque une chute de la production céréalière et une hausse appréciable du prix des céréales et oléagineux.

Le Québec et le Canada : 1986-1992

De 1986 à 1992, l'ensemble de l'économie québécoise croît au rythme annuel de 1,7 %, comparativement à 1,8 % pour le Canada. Forte en début de période, la croissance économique s'affaisse à la fin de la décennie quatre-vingt, et on assiste même à un recul en 1991. De 1986 à 1988, la croissance est soutenue en raison de la vigueur de la demande intérieure pour les produits de consommation et du niveau élevé des investissements dans le domaine de la

construction résidentielle. Au cours de l'année 1989 et au début de l'année 1990, les pressions inflationnistes sont telles que la Banque du Canada doit intervenir en haussant son taux d'escompte à 14,25 % (février 1990). Cette majoration du taux préférentiel, associée à l'endettement élevé des ménages et à la venue de nouvelles taxes à la consommation (TPS et TVQ), fait en sorte que les consommateurs augmentent leur niveau d'épargne. Confrontées à une forte concurrence et à un niveau élevé d'endettement, les entreprises font face au ralentissement de l'activité économique en accélérant leur processus de rationalisation, qui consiste à réduire leurs coûts d'exploitation, principalement ceux reliés à la main-d'oeuvre. En plus d'entraîner de nombreuses mises à pied et, conséquemment, de hausser le taux de chômage, cette dernière mesure ne leur permet pas d'enrayer la fonte de leurs profits. Ainsi, de 1990 à 1992, le revenu net réalisé associé au secteur agricole québécois chute de 6,0 % par année, passant d'un peu moins de 2 milliards de dollars à 934,9 millions de dollars.

En six ans, le produit intérieur brut agricole, exprimé en dollars courants, a progressé au Québec de 2,2 % annuellement, tandis que pour l'ensemble du Canada, il baissait de 0,6 %. En termes réels, le PIB agricole québécois a augmenté de 1,7 % en moyenne (tableau 1). Ainsi, la politique commerciale pratiquée par les Américains au cours des dernières années, soit le maintien des prix céréaliers à un niveau relativement bas, a davantage servi le Québec. Cette situation est principalement attribuable à la structure particulière de son économie agricole. En effet, sur la base du nombre de fermes déclarant en 1991 des ventes de produits agricoles de plus de 2 500 $ et des recettes encaissées en 1992 (tableaux 2 et 4, graphique 1), nous constatons que notre agriculture est en bonne partie orientée vers les productions d'origine animale : au Québec, 65,1 % des fermes et 74,9 % des recettes y sont associées, comparativement à des taux respectifs de 45,6 % et 52,0 % pour l'ensemble du Canada. La spécialisation de notre agriculture est telle que l'influence exercée par les bas prix des céréales et oléagineux bénéficie plus aux producteurs québécois qu'aux producteurs canadiens. Au Québec, les frais reliés à l'alimentation du bétail représentent près du quart (23,7 %) des dépenses totales d'exploitation en 1992, contre 13,1 % dans l'ensemble du Canada (tableau 5). Inversement, la baisse des revenus des producteurs céréaliers a moins d'incidence au Québec que dans l'ensemble canadien. En 1992, le secteur des grandes cultures (tableau 4) rapporte au Québec 7,2 % des recettes agricoles totales, comparativement à 18,8 % pour le Canada.

De plus, les politiques agricoles de gestion de l'offre (lait, volailles et oeufs) et d'assurance stabilisation du revenu des producteurs ont démontré leur efficacité, si l'on en juge par l'ampleur des variations absolues dans le revenu net réalisé par les producteurs (tableau 3). En Ontario et au Canada dans son ensemble, ces écarts absolus en points de pourcentage ont été souvent de trois à quatre fois plus élevés qu'au Québec.

Les productions agricoles

Nous avons précisé antérieurement que l'économie agricole du Québec est spécialisée dans les productions d'origine animale. Toutefois, entre 1986 et 1992, ce sont les productions d'origine végétale, principalement l'industrie floricole et des pépinières ainsi que l'industrie maraîchère qui se sont le plus démarquées.

Au cours de cette période, les recettes totales des producteurs agricoles québécois progressent au rythme annuel de 2,5 %. Les recettes générées par les productions végétales ont cru au taux annuel de 6,5 % (tableau 4) sous l'impulsion des industries floricole et pépinière (10,8 %), de l'industrie maraîchère (9,6 %) et des programmes de soutien aux cultures (10,6 %). En contrepartie, les recettes associées aux productions d'origine animale n'ont augmenté, en moyenne, que de 1,4 % par année (tableau 4). N'eût été des programmes de soutien aux productions animales (10,2 %), ce secteur n'aurait progressé que de 0,4 % par année. La production de porcs connaît des hauts et des bas; néanmoins, sur l'ensemble de la période, les recettes régressent de 4,3 % par année.

En début de période (1986-1987), la faiblesse des approvisionnements de porc sur le marché nord-américain se traduit par une hausse du prix de détail et, conséquemment, par une augmentation des recettes des producteurs (650,0 millions de dollars). Au fur et à mesure que les producteurs s'ajustent aux forces du marché en présence (1988-89), le niveau des approvisionnements nord-américains s'élève, faisant chuter le prix de détail du porc et entraînant une baisse des recettes (550,0 millions de dollars). Comme la production de porcs n'est pas contingentée, elle réagit davantage aux mécanismes du marché. Puisque la quasi-totalité des unités porcines sont assurées, l'effort consenti pour soutenir les producteurs est plus important si le prix du marché s'écarte du prix cible qui leur est garanti dans le cadre du programme d'assurance-stabilisation du revenu agricole.

La transformation des produits agricoles

De 1986 à 1992, le produit intérieur brut réel associé au secteur québécois des aliments et boissons progresse au taux de 2,3 % annuellement, comparativement à 1,2 % pour l'ensemble du secteur manufacturier. Malgré un dynamisme évident, la croissance du nombre total d'établissements qu'enregistre ce secteur au cours de ces années masque, de toute évidence, une activité fébrile consistant en acquisition, regroupement et consolidation d'entreprises. Amorcés en 1989, ces efforts de rationalisation, qui visent l'atteinte d'une meilleure compétitivité sur les marchés intérieur et extérieur, étaient rendus nécessaires par la signature de l'entente sur le libre-échange canado-américain (ALÉ), la recherche d'une entente tripartite avec les États-Unis et le Mexique (ALÉNA) et la poursuite des négociations du GATT. C'est ainsi qu'au cours de 1990, les deux plus grands transformateurs québécois du porc, le groupe Olympia et Turcotte et Turmel, fusionnent leurs actifs et leurs activités pour former le groupe Olymel. Également, Agropur et la division «lait de consommation et crème glacée» de Purdel se regroupent pour devenir Natrel. Enfin, la division du lait de transformation de Purdel, la coopérative de la Côte-Sud, Agrinove, Nutrinor, Agrodor et la coopérative fédérée s'entendent pour créer Lactel.

La valeur des expéditions manufacturières reliées au secteur québécois des aliments et boissons progresse au rythme annuel d'environ 2,0 % (tableau 6), passant de 10,2 milliards en 1986 à 11,4 milliards de dollars en 1992. Au cours de cette période, le coût des intrants utilisés demeure stable (-0,3 %) et les salaires augmentent à un rythme comparable (2,4 %) à celui de la valeur ajoutée. Le phénomène de consolidation et de regroupement d'entreprises s'est fait particulièrement sentir dans l'industrie des boissons. Le nombre de travailleurs à la production et les salaires versés ont régressé respectivement de 7,7 % et 1,1 % annuellement.

L'écoulement des produits agricoles et alimentaires

La demande finale est un excellent indicateur des résultats obtenus dans le secteur alimentaire. Nous pouvons l'estimer en tenant compte des trois composantes suivantes : dépenses des ménages auprès des détaillants en alimentation, dépenses des consommateurs effectuées dans les établissements de restauration et ventes réalisées sur les marchés d'exportation.

De 1986 à 1992, la demande finale québécoise croît de 5,1 % annuellement, contre 6,0 % pour l'ensemble du Canada. Cette période est caractérisée par deux cycles distincts : de 1986 à 1988 et de 1989 à 1991. Le premier correspond à une reprise économique soutenue par un faible taux d'intérêt et une relative stabilité des prix. Conséquemment, les consommateurs réduisent leur taux d'épargne et affectent une partie des sommes libérées à de nouveaux projets de consommation. Combinée à la progression du revenu disponible, la conjoncture est particulièrement favorable au secteur de la restauration dans son ensemble. Cette nouvelle prospérité entraîne bientôt une hausse généralisée des prix sur le marché intérieur. Dès 1988, les pressions inflationnistes alertent la Banque du Canada, qui intervient en haussant son taux d'escompte. Cette politique restrictive a deux conséquences importantes pour la période 1989 à 1991. D'une part, le coût du crédit s'élève et les consommateurs haussent leur niveau

d'épargne, réduisant ainsi leurs dépenses de consommation; d'autre part, le niveau élevé des taux d'intérêt réels canadiens par rapport à ceux de nos voisins favorise une appréciation du dollar canadien, qui est par ailleurs néfaste pour notre balance commerciale. En effet, le dollar canadien, qui se transigeait à 0,81 $ US en 1988, est passé à 0,84 $ US au début de 1989. Cette situation modifie les termes d'échange, de sorte que la valeur des exportations québécoises de produits agricoles et alimentaires chute de 2,1 % et que la valeur des importations augmente de 0,5 %.

La situation régionale

Depuis quelques décennies, l'agriculture québécoise s'est orientée vers la spécialisation et la concentration des fermes. La dernière décennie est marquée par une baisse de 20 % du nombre de fermes. Le dernier recensement agricole quinquennal (1991) révèle que le nombre de fermes régresse au rythme de 1,7 % annuellement. La superficie totale des terres chute quant à elle de 1,2 % (tableau 2). Malgré cette tendance à la baisse, la ferme moyenne qui comptait 87,8 hectares en 1986 passe en 1991 à 90,1 hectares. Ce sont davantage les entreprises agricoles de petite taille qui écopent. De 1986 à 1991, les fermes déclarant des ventes de produits agricoles de moins de 2 500 $ chutent de 10,4 % annuellement, alors que le nombre d'exploitations dépassant ce seuil est demeuré relativement stable.

La production sur laquelle repose l'approvisionnement des Québécois en denrées alimentaires s'appuie sur un faible nombre d'entreprises rentables. En effet, en 1991, le quart des entreprises agricoles font 70 % des ventes totales, alors que les trois quarts restants n'en effectuent que 30 %. Certains prétendent que cette évolution confirme la tendance au développement de deux types d'agriculture : «une spécialisée et compétitive, capable d'assurer un approvisionnement au moindre coût; l'autre plus extensive, vouée davantage à l'occupation du territoire et au maintien du tissu social en région[1]».

En 1991, quatre régions agricoles du Québec étaient la source de plus de la moitié (53,6 %) du revenu agricole brut (tableau 11). Le dernier recensement agricole confirme que les régions agricoles de Richelieu—Saint-Hyacinthe, Québec, Sud-Ouest-de-Montréal et Bois-Francs regroupent 45,6 % des fermes et 40,0 % de la superficie agricole totale, tout en générant 53,9 % du revenu agricole brut. Le cheptel laitier est assez bien réparti dans l'ensemble du Québec (tableau 12), quoique les régions agricoles des Bois-Francs, Québec, Estrie, Sud-Ouest-de-Montréal et Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine se distinguent. Le cheptel des bovins de boucherie est important dans les régions d'Outaouais—Laurentides, Estrie et Beauce-Appalaches. Le cheptel porcin est particulièrement présent dans les régions agricoles de Richelieu—Saint-Hyacinthe, Québec et Beauce-Appalaches. Le cheptel ovin se concentre dans les régions agricoles du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bois-Francs et Estrie. Le blé et le maïs-grain sont des grandes cultures principalement produites dans les régions de Richelieu—Saint-Hyacinthe et Sud-Ouest-de-Montréal (tableau 13). Les productions d'avoine et d'orge sont géographiquement mieux distribuées entre les différentes régions agricoles du Québec. La culture des pommes de terre est une spécialité des régions de Québec et Nord-de-Montréal. Finalement, la production de légumes est concentrée dans les régions du Sud-Ouest-de-Montréal et du Nord-de-Montréal.

1. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec*, édition 1992, p. 12.

La pêche et le piégeage

La conjoncture du secteur des pêches : 1986-1992

Au Québec, les pêches commerciales sont de deux types : maritime et intérieur. La pêche maritime, de loin l'activité halieutique la plus importante, s'exerce dans quatre régions : la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et la partie du fleuve Saint-Laurent sise à l'est de la ligne reliant l'Anse-à-Gilles, sur la rive sud du fleuve, au Cap-Tourmente, sur la rive nord. Elle se concentre dans les espèces suivantes : poissons de fond (morue, sébaste, merluche blanche), espèces pélagiques (ou «de surface») et de l'estuaire (hareng, saumon, capelan, maquereau), ainsi que les mollusques et crustacés (pétoncle, crevette, homard, crabe). La pêche intérieure se fait dans le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest de la limite des eaux salées, ainsi que dans différents lacs et rivières à l'intérieur des terres. Cette pêche pratiquée en eaux douces permet la capture d'espèces comme la barbotte, la perchaude, l'esturgeon noir et l'anguille.

Les perspectives encourageantes en présence desquelles était le secteur des pêches commerciales en début de période (1986-87) se sont vite estompées pour faire place à des années particulièrement difficiles (1988-1992). L'augmentation de la valeur totale des captures enregistrée en 1986 s'est poursuivie l'année suivante, dépassant pour la première fois le cap des 100 millions de dollars (125,2 millions). Toutefois, ce secteur faisait déjà face à un problème de surcapitalisation dans un contexte de plafonnement des ressources halieutiques, de sorte que dès 1987, un programme de rationalisation du secteur de la transformation des produits de la pêche était instauré afin de réduire la trop forte capacité des usines. L'application de ce programme se traduit par des regroupements d'entreprises et des fermetures d'usines. Ainsi, le nombre d'établissements manufacturiers de l'industrie de la transformation du poisson augmente progressivement jusqu'en 1988, pour finalement chuter de 6 unités en 1989 (baisse de 14,3 %).

Évidemment, le programme ne s'attaquait pas à la source du problème, soit la limitation de la ressource. La baisse importante, enregistrée en 1990, du volume et de la valeur des débarquements de poissons, principalement des espèces de fond, alarme le milieu et déclenche une série d'interventions visant la gestion de la ressource halieutique, la restructuration en profondeur du secteur des pêches et le soutien aux travailleurs. Parmi les programmes mis en place, mentionnons :

- le plan de gestion du poisson de fond de l'Atlantique;
- le programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique;
- le programme fédéral de développement des pêches;
- le programme québécois CAP (coopération pour l'avenir des pêches);
- le programme de gestion du crabe des neiges pour la flotte semi-hauturière exerçant ses activités dans le golfe Saint-Laurent.

La pêche maritime

Au Québec, de 1986 à 1992, le volume des débarquements des produits de la pêche maritime régresse de 4,0 % annuellement (tableau 14). Cela est principalement attribuable à la forte baisse des captures de poissons de fond, notamment de morue. Toutefois, pendant la même période, la valeur des débarquements est demeurée stable, en raison d'une hausse des prix du homard et de la morue.

Les débarquements de poissons de fond représentent, en 1986, un peu moins des deux tiers (62,1 %) de l'ensemble des captures du secteur des pêches maritimes au Québec (tableau 14). En raison d'une forte réduction des stocks, la morue perd 10 points de pourcentage au profit

des mollusques et crustacés ainsi que des espèces pélagiques et de l'estuaire. En 1992, les 70 429 tonnes de produits de la pêche maritime qui sont débarquées sur les quais du Québec se répartissent ainsi : poissons de fond (52,1 %), mollusques et crustacés (35,0 %), espèces pélagiques et de l'estuaire (12,9 %). Pour la même année, les principales espèces capturées sont : la morue (22,9 %), le sébaste (20,6 %), le crabe (11,7 %), la crevette (11,7 %). Au chapitre de la valeur des débarquements, les mollusques et crustacés comptent pour la plus grande part, avec 68,5 %, suivis des poissons de fond (26,2 %) et des espèces pélagiques et de l'estuaire (5,3 %) (tableau 15). Les espèces ayant le plus contribué à la valeur globale sont : le homard (29,7 %), le crabe (20,5 %), la morue (15,4 %) et la crevette (13,5 %).

Trois régions du Québec se distinguent dans le domaine des pêches maritimes. Il s'agit de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord (tableau 16). En 1992, tant au chapitre du volume que de la valeur des débarquements, la Gaspésie se classe première avec respectivement 47,7 % et 46,0 %. Elle est suivie des Îles-de-la-Madeleine avec 33,5 % et 33,8 %, puis de la Côte-Nord. La moitié du tonnage en mollusques et crustacés est capturée dans la région gaspésienne; 91,8 % du tonnage en poissons de fond provient également de la Gaspésie ainsi que des Îles-de-la-Madeleine.

La pêche intérieure

La pêche en eaux douces est pratiquée principalement dans les secteurs du lac Saint-Pierre, de la partie ouest du Bas-Saint-Laurent et de Trois-Rivières. En 1992, le volume total des captures s'élève à 1 035 tonnes, soit une hausse de 2,4 % par rapport à l'année précédente. Les régions du lac Saint-Pierre et de Trois-Rivières comptent 77,0 % des prises totales (797 t). Les principales espèces capturées sont la barbotte (287,7 t), la perchaude (237,8 t), l'esturgeon jaune (221,3 t) et l'anguille (142,9 t) (tableau 18).

Le piégeage

Cette activité économique est le fruit d'un héritage culturel laissé par les autochtones et les habitants des régions nordiques. Elle a connu un certain essor entre 1984 et 1987. La valeur des fourrures sauvages provenant du piégeage augmente alors de 35,3 %, passant de 8,1 millions à 11,0 millions de dollars. En 1986-87, la part du Québec dans l'ensemble canadien, relativement au nombre de peaux vendues et à la valeur totale correspondante, est respectivement de 17,1 % et 14,6 %.

Par contre, tant au niveau canadien que québécois, la situation s'est considérablement détériorée depuis. En effet, entre 1986-87 et 1991-92, la valeur totale des peaux vendues au Québec a chuté de 16,6 % annuellement, passant de 11,0 millions à 4,5 millions de dollars (tableau 19). En 1992, la martre, le castor et le renard sont les espèces sauvages les plus populaires. Elles représentent un peu plus de la moitié (52,9 %) du nombre total de peaux vendues et génèrent les trois quarts (75,3 %) des recettes.

Autre lecture suggérée

Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques agro-alimentaires*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, première parution : 1er semestre 1992, 274 p.

Définitions

Dépenses d'amortissement

Estimations des frais d'amortissement sur les bâtiments, les automobiles, les camions et autres machines agricoles, imputables à l'exploitation agricole.

Dépenses d'exploitation

Dépenses (incluant celles dont le paiement est différé) aux titres du loyer agricole brut, de l'impôt foncier, des salaires versés à la main-d'oeuvre agricole, des intérêts sur la dette, de l'entretien de la machinerie, des engrais et de la chaux, des pesticides, des semences et jeunes plants, de la ficelle, du fil métallique et des contenants, de l'irrigation, des aliments pour animaux, des autres dépenses pour le bétail (soins vétérinaires, insémination, etc.), des réparations de bâtiments, de l'électricité, du téléphone et de diverses autres dépenses.

Produit intérieur brut

Mesure de la valeur marchande de tous les biens et services produits dans les limites territoriales par une économie au cours d'une année. On peut également le considérer comme la rémunération de tous les facteurs de production : main-d'oeuvre, capital, esprit d'entreprise. Ce concept permet d'évaluer la croissance économique d'un pays et de mesurer la contribution de chaque secteur productif à cette croissance.

Recettes

Recettes provenant de la vente de tous les produits agricoles, à l'exception de celles liées aux échanges directs entre fermes d'une même province. Elles incluent également les éléments suivants : paiements des Commissions du blé du Canada et de l'Ontario, avances versées sur les produits agricoles entreposés dans les fermes, recettes différées au titre des céréales dans l'Ouest canadien, paiements d'appoint versés en vertu de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, paiements effectués en conformité avec la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et paiements faits dans le cadre des programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Revenu brut agricole

Recettes, revenus en nature, paiements supplémentaires et valeur de la variation des stocks.

Revenus en nature

Valeur des produits alimentaires consommés par les exploitants agricoles et leurs familles. L'estimation correspond au prix que l'agriculteur aurait reçu s'il avait vendu ces produits.

Revenu net agricole

Revenu brut moins les dépenses d'exploitation et d'amortissement.

Débarquement

Quantité, convertie en poids vif, de poissons débarqués ronds ou éviscérés.

Valeur au débarquement

Valeur de la vente du poisson dès la sortie du bateau, avant toute transformation.

7

Tableau 1

Estimation du produit intérieur brut réel[1] des industries[2] reliées au secteur agro-alimentaire, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

		Québec	Canada	Québec / Canada
		'000 000 $		%
Produit intérieur brut	1986	101 875	451 845	22,5
au coût des facteurs	1991	112 345	498 932	22,5
	1992	112 955	503 638	22,4
Produit intérieur brut	1986	36 021	163 166	22,1
des industries	1991	38 540	170 215	22,6
productrices de biens	1992	38 298	168 184	22,8
Produit intérieur brut	1986	65 854	288 679	22,8
des industries de services	1991	73 805	328 717	22,5
	1992	74 657	335 454	22,3
Industries agricoles	1986	1 653	11 057	14,9
et services connexes	1991	1 729	11 595	14,9
	1992	1 724	11 025	15,6
Ensemble des industries	1986	21 892	86 789	25,2
manufacturières	1991	23 450	87 851	26,7
	1992	23 511	88 047	26,7
Industries des aliments	1986	2 232	9 531	23,4
	1991	2 347	9 059	25,9
	1992	2 396	9 021	26,6
Viande et volaille	1986	367	1 703	21,6
	1991	426	1 602	26,6
	1992	437	1 641	26,6
Fruits et légumes	1986	156	968	16,1
	1991	148	989	15,0
	1992	137	966	14,2
Lait	1986	670	1 580	42,4
	1991	826	1 556	53,1
	1992	825	1 512	54,6
Aliments pour animaux	1986	114	491	23,2
	1991	110	449	24,5
	1992	112	448	25,0
Huiles végétales (sauf maïs)	1986	X	100	-
	1991	X	104	-
	1992	X	121	-
Biscuits	1986	94	314	29,9
	1991	42	286	14,7
	1992	42	289	14,5
Pain et autres produits	1986	316	859	36,8
de boulangerie	1991	267	810	33,0
	1992	267	797	33,5
Sucre de canne	1986	X	137	-
et de betterave	1991	X	142	-
	1992	X	160	-

Tableau 1 (suite)

Estimation du produit intérieur brut réel[1] des industries reliées[2] au secteur agro-alimentaire, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

		Québec	Canada	Québec / Canada
		'000 000 $		%
Produits alimentaires divers	1986	X	2 532	-
	1991	X	2 371	-
	1992	X	2 405	-
Industrie des boissons	1986	572	2 320	24,7
	1991	807	2 321	34,8
	1992	825	2 416	34,1
Boissons gazeuses	1986	152	747	20,3
	1991	236	741	31,8
	1992	258	867	29,8
Produits de distillation	1986	65	342	19,0
	1991	63	274	23,0
	1992	61	241	25,3
Bière	1986	339	1 150	29,5
	1991	X	1 202	...
	1992	X	1 204	...
Vin	1986	16	80	20,0
	1991	X	104	...
	1992	X	103	...
Industrie du tabac	1986	416	630	-
	1991	X	603	-
	1992	X	567	-
Industrie du cuir et	1986	200	551	36,3
des produits connexes	1991	146	323	45,2
	1992	140	315	44,4
Tanneries	1986	14	49	28,6
	1991	10	29	34,5
	1992	9	31	29,0
Chaussures	1986	137	399	34,3
	1991	101	227	44,5
	1992	99	222	44,6
Produits divers en cuir	1986	49	102	48,0
	1991	36	67	53,7
	1992	32	62	51,6
Industrie des instruments	1986	20	243	8,2
aratoires	1991	43	361	11,9
	1992	50	413	12,1

1. Aux prix de 1986.
2. Classification type des industries, 1980.

Sources : Conference Board of Canada.
Statistique Canada, Division des mesures et de l'analyse des industries.

Tableau 2

Statistiques diverses reliées au secteur agricole, Québec et Canada, 1986 et 1991

	Unité	Québec		Canada	
		1986	1991	1986	1991
Fermes	n	41 448	38 076	293 089	280 043
Superficie agricole totale	'000 acres	8 991,1	8 474,8	167 601,1	167 423,1
En culture	'000 acres	4 310,5	4 048,7	81 992,6	82 799,5
Pâturage amélioré	'000 acres	744,1	669,5	8 795,0	10 233,2
En jachère	'000 acres	78,6	36,4	21 001,5	19 573,1
Autre	'000 acres	3 858,5	3 720,2	55 812,0	54 817,3
Valeur en espèces des produits agricoles vendus[1]	'000 000 $	3 028,9	3 889,6	20 785,0	24 830,0
Fermes déclarant des ventes de produits agricoles de 2 500 $ et plus	n	37 160	35 600	260 745	256 182
Produits d'origine animale	n	25 693	23 160	115 699	116 898
Produits laitiers	n	15 906	12 952	34 186	28 910
Bovins	n	5 763	6 583	59 262	66 282
Porcs	n	2 749	2 308	12 026	10 461
Volaille	n	893	912	4 648	4 211
Combinaison de bétail	n	382	405	5 577	7 034
Produits d'origine végétale	n	6 160	6 511	121 747	112 339
Blé	n	217	94	46 857	42 988
Menus grains	n	2 922	2 423	58 595	47 460
Autres grandes cultures	n	771	1 903	5 918	11 861
Fruits	n	1 074	1 064	6 526	6 525
Légumes	n	1 176	1 027	3 851	3 505
Autres	n	5 307	5 929	23 299	26 945

1. Incluant les paiements gouvernementaux et le travail à forfait.

Sources : Statistique Canada, *Recensement agricole du Canada 1986 et 1991*.
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

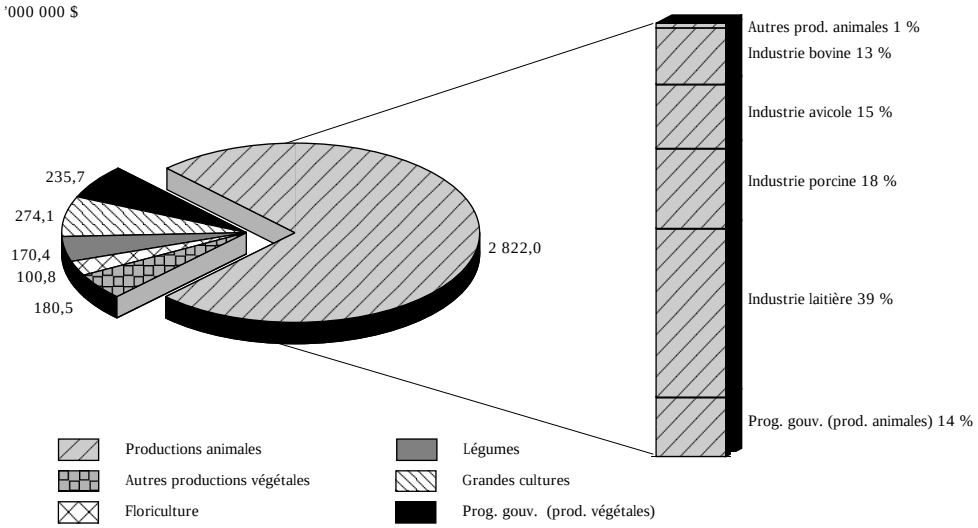
Tableau 3
Statistiques principales de l'agriculture, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Revenu brut	'000 000 $	3 228,8	3 796,4	3 826,8	21 330,1	21 847,7	22 978,3
Recettes	'000 000 $	3 252,9	3 747,7	3 783,5	20 414,5	21 423,2	23 191,6
Revenu en nature	'000 000 $	58,1	57,9	57,7	197,5	187,0	180,8
Valeur de la variation des stocks	'000 000 $	-82,2	-9,2	-14,4	718,1	237,5	-394,1
Dépenses d'exploitation et d'amortissement	'000 000 $	2 401,0	2 847,7	2 906,3	16 883,9	18 813,2	19 156,4
Revenu net total	'000 000 $	827,8	948,7	920,5	4 446,2	3 034,5	3 821,9
Indice des prix à la ferme des produits agricoles	(1986=100)	100,0	103,6	102,8	100,0	101,2	99,8
Dette agricole en cours	'000 000 $	2 970,8	3 560,1	3 716,4	23 592,3	23 823,5	23 406,4
Bilan agricole							
Actif total (AT)	'000 000 $	11 507,3	13 270,8	13 556,2	111 720,3	117 820,8	118 688,9
Actif à court terme (AC)	'000 000 $	1 081,6	1 202,0	1 238,8	12 006,5	12 885,0	13 246,7
Actif à long terme (AL)	'000 000 $	10 425,7	12 068,8	12 317,4	99 713,8	104 935,8	105 442,2
Passif total (PT)	'000 000 $	2 612,0	3 120,4	3 254,0	21 069,1	21 313,5	20 951,7
Passif à court terme (PC)	'000 000 $	332,7	327,5	315,9	3 667,7	4 302,9	4 393,5
Passif à long terme (PL)	'000 000 $	2 279,3	2 792,9	2 938,1	17 401,4	17 010,6	16 558,2
Capitaux propres (CP)	'000 000 $	8 895,3	10 105,4	10 302,2	90 651,2	96 507,3	97 737,2
Ratios financiers							
Ratios de liquidité							
Ratio du fonds de roulement	(AC/PC)	3,2509	3,6702	3,9214	3,2735	2,9944	3,0150
Ratio de la structure financière	(PC/PT)	0,1273	0,1049	0,0970	0,1740	0,2018	0,2096
Ratios de solvabilité							
Ratio de levier	(PT/CP)	0,2936	0,3074	0,3158	0,2324	0,2208	0,2143
Ratio d'autonomie financière	(CP/AT)	0,7730	0,7648	0,7599	0,8114	0,8191	0,8234
Ratio d'endettement	(PT/AT)	0,2269	0,2351	0,2400	0,1885	0,1808	0,1765

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques agricoles* (21-603F).
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

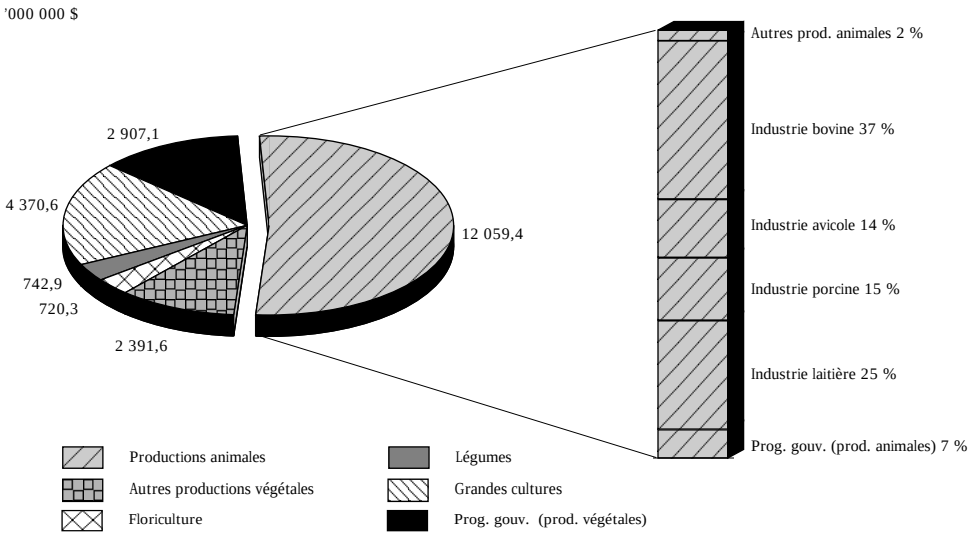
7

Figure 1
Recettes provenant de l'agriculture, selon le type de production, Québec, 1992



Sources : Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603F).

Figure 2
Recettes provenant de l'agriculture, selon de type de production, Canada, 1992



Sources : Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603F).

Tableau 4

Recettes[1] provenant de l'agriculture, selon le type de production, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	1986		1991		1992	
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
	'000 000 $					
Production végétale	659,1	9 631,8	940,4	10 126,9	961,5	11 132,5
Recettes différées	-	430,9	-	-326,2	-	-317,0
Remboursement différé	-	496,0	-	429,8	-	326,2
Assurance-récolte	20,1	587,1	61,0	339,7	37,2	396,6
Programmes provinciaux de stabilisation du revenu[2]	108,4	137,6	190,0	1 020,6	185,0	1 506,6
LSPA[3]-Stabilisation des prix	0,5	22,3	0,6	18,3	1,6	10,8
LSPA[3]-Plans tripartites	-	-	0,7	19,8	-	33,4
Stabilisation du recensement	-	-	-	37,4	2,4	337,9
Autres paiements reliés aux cultures	-	254,6	4,8	208,9	9,5	612,6
Grandes cultures	229,2	4 809,1	269,1	4 793,1	274,1	4 370,6
Blé[4]	14,1	2 831,0	9,2	2 998,2	10,3	2 640,4
Avoine[4]	12,8	49,6	8,3	50,3	9,0	95,0
Orge[4]	24,3	789,5	20,3	547,7	22,6	464,5
Maïs	118,5	399,5	158,7	504,6	149,0	490,9
Pomme de terre	41,1	287,8	47,4	381,6	59,3	361,6
Tabac	18,1	451,7	25,2	310,7	23,9	318,2
Autres productions végétales	300,9	3 756,0	405,2	3 585,5	451,7	3 854,8
Légumes	98,3	572,2	153,3	701,1	170,4	742,9
Produits de l'érable	56,3	61,2	46,6	56,5	59,7	79,4
Industrie floricole et des pépinières	54,6	405,5	87,2	643,2	100,8	720,3
Produits forestiers	34,5	81,4	35,7	84,1	39,5	93,1
Fruits[5]	36,2	314,8	60,1	368,2	56,8	386,1
Diverses cultures[6,7]	21,0	2 320,9	22,3	1 732,4	24,5	1 833,0
Production animale	2 593,8	10 782,4	2 807,3	11 295,9	2 822,0	12 059,4
Programmes provinciaux de stabilisation du revenu	83,1	189,1	152,0	165,6	209,0	227,1
LSPA[3]-Stabilisation des prix	1,9	5,2	-	-	-	0,8
LSPA[3]-Plans tripartites	-	3,1	18,7	88,1	69,0	337,6
Subsides laitiers	131,2	276,6	119,3	252,1	107,5	213,0
Autres paiements reliés au bétail	-	120,0	0,3	28,4	1,2	34,6
Industrie laitière	1 019,6	2 812,2	1 166,4	3 142,4	1 099,0	3 068,4
Industrie porcine	678,0	2 135,5	558,9	1 830,7	521,3	1 767,9
Industrie avicole	353,6	1 416,9	414,3	1 644,3	417,9	1 643,9
Poules et poulets	229,5	772,2	276,6	939,5	277,0	927,3
Dindons	40,2	186,1	47,9	222,8	45,0	212,5
Oeufs	83,9	458,6	89,8	482,0	95,9	504,1
Industrie bovine	289,9	3 557,1	347,1	3 858,4	367,4	4 456,1
Boeufs	215,3	3 212,7	182,8	3 456,4	198,0	4 017,0
Veaux	74,6	344,4	164,3	402,0	169,4	439,1
Industrie ovine	6,9	34,9	6,2	38,0	6,8	45,2
Moutons	0,9	2,4	0,6	3,1	0,7	3,3
Agneaux	5,7	31,1	5,4	34,1	5,9	40,6
Laine	0,3	1,4	0,2	0,8	0,2	1,3

Tableau 4 (suite)

Recettes[1] provenant de l'agriculture, selon le type de production, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	1986		1991		1992	
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
	'000 000 $					
Autres productions animales	29,6	231,8	24,1	247,9	22,9	246,8
Miel	9,0	52,5	4,3	48,9	3,8	47,6
Fourrure	4,1	26,9	2,3	26,7	2,2	22,5
Autres	16,5	152,4	17,5	172,3	16,9	176,7
Total	3 252,9	20 414,2	3 747,7	21 422,8	3 783,5	23 191,9

1. Correspond à l'expression «Recettes monétaires» utilisée par Statistique Canada dans sa publication annuelle *Statistiques économiques agricoles* (21-603F).
2. Inclut les paiements versés dans le cadre du programme Régime d'assurance du revenu brut (RARB).
3. LSPA est l'acronyme de «Loi sur la stabilisation des prix agricoles».
4. Inclut les versements de la Commission canadienne du blé.
5. Pommes, autres fruits de verger, fraises, autres petits fruits et raisins.
6. Betteraves à sucre, fourrage et graines fourragères, foin et trèfle, soya, seigle, haricots secs, lin, graines de colza, graines de moutarde, graines de tournesol, pois secs, lentilles alpistes des Canaries et autres cultures.
7. Inclut les paiements selon la loi sur le grain de l'Ouest.

Sources : Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603F).

Tableau 5

Dépenses d'exploitation et d'amortissement des fermes, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

Dépenses	Québec			Canada		
	1986	1991	1992	1986	1991	1992
	'000 $					
Exploitation	2 137 800	2 563 005	2 615 006	14 224 303	16 198 062	16 538 677
Taxes foncières	7 985	17 681	18 371	309 596	387 119	398 669
Loyer brut	24 645	33 891	36 264	708 342	735 983	776 826
Salaires des employés	255 513	320 151	337 119	1 653 321	1 947 797	2 002 180
Intérêts sur dettes	249 882	295 422	281 203	1 828 119	1 909 374	1 752 701
Machinerie[1]	259 089	296 149	311 318	2 289 781	2 654 608	2 713 357
Essence, huile diesel et lubrifiants	100 150	102 874	105 509	1 027 323	1 196 208	1 215 116
Entretien et réparations	158 939	193 275	205 809	1 262 458	1 458 400	1 498 241
Engrais et chaux	147 980	168 059	173 212	1 294 214	1 214 972	1 304 567
Autres dépenses reliées aux cultures[2]	125 000	157 307	166 942	1 202 935	1 328 999	1 372 795
Aliments pour animaux	622 000	620 810	620 810	2 082 394	2 171 916	2 169 037
Autres dépenses reliées au bétail[3]	67 630	83 144	83 419	664 716	844 716	890 588
Réparations de bâtiments et clôtures	67 350	97 219	100 649	351 591	460 031	467 236
Électricité et téléphone	70 929	87 984	95 421	410 120	519 881	548 156
Assurances	57 419	75 896	76 655	470 659	477 049	510 836
Divers[4]	182 378	309 292	313 623	958 720	1 545 617	1 631 729
Amortissement	263 216	284 708	291 295	2 659 583	2 615 174	2 617 717
Bâtiments	61 564	69 936	70 565	405 018	455 673	451 141
Machinerie	201 652	214 772	220 730	2 254 565	2 159 501	2 166 576
Total	2 401 016	2 847 713	2 906 301	16 883 886	18 813 236	19 156 394

1. À des fins agricoles seulement.
2. Pesticides, semences et jeunes plants, irrigation, ficelle, fils métalliques et contenants.
3. Achat des bestiaux, frais d'insémination artificielle et frais de vétérinaire.
4. Combustible de chauffage, travail à forfait, primes pour programmes de stabilisation et autres.

Source : Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603F).

Tableau 6

Statistiques principales du groupe aliments, boissons et tabac, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Aliments							
Établissements	n	889	932	..	3 269	3 176	..
Activité manufacturière							
Travailleurs à la production et personnel assimilé	'000	31,9	31,1	31,5	137,3	137,1	..
Salaires	'000 000 $	674,3	813,2	810,7	2 940,0	3 608,2	..
Coût des intrants utilisés	'000 000 $	6 305,8	5 950,0	6 170,6	23 538,1	24 562,2	..
Valeur des expéditions des produits de propre fabrication	'000 000 $	8 884,4	9 642,8	9 926,4	34 143,6	38 214,0	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	2 556,5	3 745,3	3 760,5	10 578,2	13 741,0	..
Activité totale							
Salariés	'000	45,8	44,7	44,5	194,9	191,8	..
Salaires et traitements	'000 000 $	1 067,7	1 287,7	1 274,9	4 660,3	5 651,8	..
Coût des intrants utilisés et des marchandises revendues telles quelles	'000 000 $	6 891,7	6 606,6	6 857,9	28 205,7	29 678,0	..
Valeur des expéditions et autres recettes	'000 000 $	9 800,1	10 667,9	10 995,7	40 557,6	45 659,5	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	2 745,0	3 971,5	3 995,6	11 754,6	15 472,0	..
Boissons							
Établissements	n	88	64	..	313	234	..
Activité manufacturière							
Travailleurs à la production et personnel assimilé	'000	5,5	3,6	3,4	17,2	12,8	..
Salaires	'000 000 $	162,9	148,5	152,9	516,1	496,5	..
Coût des intrants utilisés	'000 000 $	546,1	558,5	564,1	2 251,6	2 300,6	..
Valeur des expéditions des produits de propre fabrication	'000 000 $	1 282,0	1 500,9	1 502,8	5 045,1	5 800,5	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	746,2	942,4	930,9	2 798,0	3 476,8	..
Activité totale							
Salariés	'000	10,3	8,3	7,9	31,7	23,1	..
Salaires et traitements	'000 000 $	328,8	363,8	364,0	1 034,7	994,2	..
Coût des intrants utilisés et des marchandises revendues telles quelles	'000 000 $	570,6	577,4	588,7	2 776,8	2 450,0	..
Valeur des expéditions et autres recettes	'000 000 $	1 357,9	1 569,4	1 544,1	5 984,0	6 192,9	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	762,8	962,4	916,8	3 104,7	3 633,0	..
Tabac							
Établissements	n	12	X	X	25	16	..
Activité manufacturière							
Travailleurs à la production et personnel assimilé	'000	2,4	X	X	4,1	2,7	..
Salaires	'000 000 $	81,0	X	X	138,1	132,4	..
Coût des intrants utilisés	'000 000 $	317,8	X	X	865,1	778,8	..
Valeur des expéditions des produits de propre fabrication	'000 000 $	826,9	X	X	1 623,2	1 963,3	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	508,0	X	X	838,2	1 181,0	..

Tableau 6 (suite)

Statistiques principales du groupe aliments, boissons et tabac, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Activité totale							
Salariés	'000	3,8	X	X	7,0	4,8	..
Salaires et traitements	'000 000 $	137,8	X	X	257,9	252,3	..
Coût des intrants utilisés et des marchandises revendues telles quelles	'000 000 $	1 000,5	X	X	1 589,5	1 687,6	..
Valeur des expéditions et autres recettes	'000 000 $	1 526,4	X	X	2 374,2	2 896,4	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	519,6	X	X	854,5	1 195,9	..
Établissements	n	989	996	..	3 607	3 426	..
Activité manufacturière							
Travailleurs à la production et personnel assimilé	'000	39,8	34,7	34,9	158,6	152,6	..
Salaires	'000 000 $	918,2	961,7	963,6	3 594,2	4 237,1	..
Coût des intrants utilisés	'000 000 $	7 169,7	6 508,5	6 734,7	26 654,8	27 641,6	..
Valeur des expéditions des produits de propre fabrication	'000 000 $	11 909,0	11 143,7	11 429,2	40 811,9	45 977,8	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	3 810,7	4 687,7	4 691,4	14 214,4	18 398,8	..
Activité totale							
Salariés	'000	59,9	53,0	52,4	233,6	219,7	..
Salaires et traitements	'000 000 $	1 534,3	1 651,5	1 638,9	5 952,9	6 898,3	..
Coût des intrants utilisés et des marchandises revendues telles quelles	'000 000 $	8 462,8	7 184,0	7 446,6	32 572,0	36 265,6	..
Valeur des expéditions et autres recettes	'000 000 $	12 684,4	12 373,3	12 539,8	48 915,8	54 748,8	..
Valeur ajoutée	'000 000 $	4 027,4	4 933,9	4 912,4	15 713,8	20 300,9	..

Sources : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada* (31-209).
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

Tableau 7

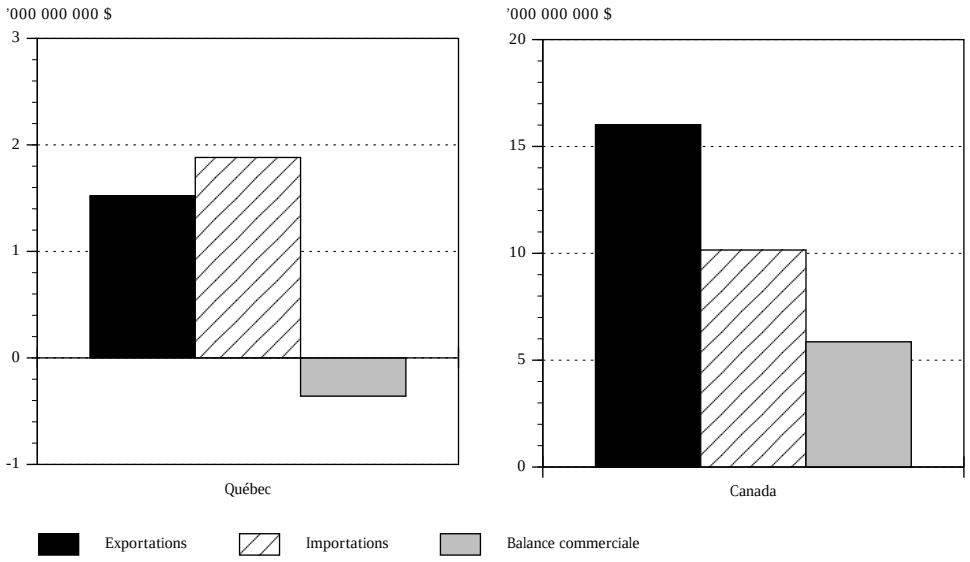
Valeur des exportations et des importations de produits agricoles et alimentaires, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Québec			Canada		
	1986	1991	1992	1986	1991	1992
	'000 $					
Exportations	1 300 209	1 343 153	1 522 792	11 299 873	13 777 389	16 013 001
Céréales et oléagineux	99 310	73 259	95 578	4 968 568	6 133 226	7 125 889
Viandes et animaux vivants	713 253	648 358	628 924	1 944 199	2 688 109	3 264 303
Poissons et autres produits marins	146 803	126 811	130 725	2 464 732	2 479 889	2 518 888
Fruits et légumes	69 517	64 396	71 250	596 363	768 279	857 352
Autres produits agricoles	271 326	430 329	596 315	1 326 011	1 707 886	2 246 569
Importations	1 733 232	1 821 200	1 882 169	7 454 140	9 381 059	10 154 454
Céréales et oléagineux	108 435	128 688	151 727	769 913	1 234 611	1 495 681
Viandes et animaux vivants	200 838	320 433	355 399	934 523	1 481 005	1 564 390
Poissons et autres produits marins	120 066	94 032	97 121	616 279	778 142	834 101
Fruits et légumes	491 429	572 378	572 510	2 489 019	3 170 196	3 324 671
Autres produits agricoles	812 464	705 669	705 412	2 644 406	2 717 105	2 935 611
Balance commerciale	-433 023	-478 047	-359 377	3 845 733	4 396 330	5 858 547
Céréales et oléagineux	-9 125	-55 429	-56 149	4 198 655	4 898 615	5 630 208
Viandes et animaux vivants	512 415	327 925	273 525	1 009 676	1 207 104	1 699 913
Poissons et autres produits marins	26 737	32 779	33 604	1 848 453	1 701 747	1 684 787
Fruits et légumes	-421 912	-507 982	-501 260	-1 892 656	-2 401 917	-2 467 319
Autres produits agricoles	-541 138	-275 340	-109 097	-1 318 395	-1 009 219	-689 042

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Figure 3

Valeur des exportations et des importations de produits agricoles et alimentaires, Québec et Canada, 1992



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 8

Statistiques principales reliées aux productions animales, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Lait							
Vaches laitières							
1er janvier	'000	615,0	525,2	508,0	1 547,4	1 328,1	1 296,7
1er juillet	'000	570,0	514,0	505,0	1 443,7	1 313,3	1 292,5
Production totale	'000 kl	2 840,1	2 811,0	2 615,4	7 303,7	7 868,7	6 867,8
Consommation	'000 kl	687,9	736,0	723,3	2 682,3	2 934,0	2 722,4
Transformation	'000 kl	2 152,2	2 075,0	1 892,1	4 621,4	4 934,7	4 145,4
Recettes totales	'000 000 $	1 150,8	1 285,7	1 206,5	3 088,8	3 394,5	3 299,4
Industrie laitière	'000 000 $	1 019,6	1 166,4	1 099,0	2 812,2	3 142,4	3 068,4
Subsides laitiers	'000 000 $	131,2	119,3	107,5	276,6	252,1	231,0
Boeuf et veau							
Vaches de boucherie							
1er janvier	'000	162,0	187,0	188,0	3 179,9	3 616,5	3 720,8
1er juillet	'000	160,0	188,0	198,0	3 223,8	3 827,6	4 003,4
Autres bovins et veaux[1]							
1er janvier	'000	405,0	354,3	378,0	5 580,7	5 742,1	6 093,1
1er juillet	'000	516,0	506,0	474,0	6 428,6	7 085,2	7 231,7
Production totale							
Bovins	'000	342,6	263,1	278,6	3 769,2	4 034,7	4 583,3
	tef	107 171,7	84 886,7	91 756,5	1 101 329,9	1 232 730,9	1 404 614,4
Veaux	'000	329,7	360,8	314,0	878,9	859,3	862,0
	tef	20 960,7	37 581,4	36 443,1	101 942,4	97 982,2	102 723,8
Recettes totales	'000 000 $	289,9	347,1	367,4	3 557,1	3 858,4	4 456,1
Bovins	'000 000 $	215,3	182,8	198,0	3 212,7	3 456,4	4 017,0
Veaux	'000 000 $	74,6	164,3	169,4	344,4	402,2	439,1
Porc							
1er janvier	'000	3 030,0	2 900,0	2 933,0	9 967,0	10 172,0	10 498,4
1er juillet	'000	2 927,0	2 997,5	3 068,0	9 891,3	10 444,5	10 900,0
Production totale	'000	4 660,2	4 615,1	4 700,8	15 091,4	15 660,1	16 376,1
	tef	285 610,0	288 493,0	293 035,5	899 934,3	957 719,2	1 001 429,6
Recettes totales	'000 000 $	678,0	558,9	521,3	2 135,5	1 830,7	1 767,9
Mouton et agneau							
1er janvier	'000	77,5	80,0	80,0	489,5	628,3	653,5
1er juillet	'000	112,5	115,0	116,0	694,9	917,8	927,1
Production totale	'000	71,7	78,2	78,9	425,0	580,2	612,5
	tef	1 316,9	1 372,9	1 452,9	7 648,4	11 676,2	12 389,3
Recettes totales	'000 000 $	6,6	6,0	6,6	33,5	37,2	43,9
Volaille et oeufs							
Volume des ventes							
Poulet	'000 t	150,1	169,1	170,6	487,4	575,5	574,0
Poule	'000 t	6,7	7,5	6,9	25,4	23,4	27,1
Dindon	'000 t	24,3	28,3	27,5	105,2	131,0	131,6
Oeufs	'000 dz	79 004	81 638	81 965	473 380	468 187	467 820
Valeur à la ferme							
Poulet	'000 000 $	226,7	272,0	272,8	765,4	929,1	915,7
Poule	'000 000 $	3,2	4,9	4,5	12,0	14,7	15,7
Dindon	'000 000 $	40,3	47,9	44,0	186,5	223,1	212,3
Oeufs	'000 000 $	83,6	92,7	94,4	449,2	485,6	486,8
Consommation[2]	'000 000 $	57,7	61,8	63,7	355,9	376,3	378,0
Incubation	'000 000 $	25,9	30,9	30,7	93,3	109,3	108,8
Vison							
Peaux vendues	'000	136,3	84,1	63,9	1 387,1	929,3	951,0
Valeur des ventes	'000 $	6 268,3	1 801,6	1 282,6	66 122,6	20 635,4	20 200,5

Tableau 8 (suite)

Statistiques principales reliées aux productions animales, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Renard							
Peaux vendues	'000	7,4	8,9	9,3	74,6	40,5	45,6
Valeur des ventes	'000 $	1 237,7	409,2	298,5	12 510,4	1 874,8	1 449,4
Abeilles							
Apiculteurs	'000	3,5	1,0	1,0	19,4	13,1	13,1
Colonies	'000	100,0	37,8	36,4	707,4	498,8	501,4
Production	'000 t	2,8	2,1	1,4	34,0	31,6	30,3
Valeur totale	'000 $	7 358,0	5 440,0	5 783,0	50 796,0	50 065,0	49 498,0
Miel	'000 $	7 238,0	5 399,0	5 745,0	49 628,0	49 003,0	48 328,0
Cire	'000 $	120,0	41,0	38,0	1 168,0	1 062,0	1 170,0

1. Comprend : taureaux d'un an et plus, génisses pour la reproduction ou l'abattage, bouvillons d'un an et plus et tous les veaux de moins d'un an.
2. Comprend la valeur des oeufs consommés à la ferme.

Sources : Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Statistiques du bétail et des produits animaux* (23-203).

Tableau 9

Statistiques relatives aux principales grandes cultures, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Superficie de la culture							
Blé	'000 ha	53,6	37,5	38,6	14 229,4	14 160,9	12 868,8
Avoine	'000 ha	117,6	96,3	109,0	1 614,0	1 233,0	1 663,4
Orge	'000 ha	175,4	157,4	164,0	5 057,0	4 524,4	4 086,7
Maïs-grain	'000 ha	234,4	293,8	308,0	993,8	1 104,8	1 081,3
Pommes de terre	'000 ha	17,3	17,5	18,0	111,5	122,5	125,6
Tabac	'000 ha	3,2	2,5	1,7	31,3	30,4	26,0
Production totale							
Blé	'000 t	166,0	107,8	121,8	31 359,0	31 945,6	29 871,3
Avoine	'000 t	224,0	178,0	276,0	3 218,4	1 793,9	2 823,1
Orge	'000 t	515,0	454,0	560,0	14 568,0	11 617,3	11 028,3
Maïs-grain	'000 t	1 130,0	1 870,0	1 430,0	5 911,7	7 412,5	4 882,6
Pommes de terre	'000 t	368,5	361,0	462,0	2 761,4	2 859,5	3 588,4
Tabac	'000 t	4,7	5,3	3,4	58,9	78,7	71,8
Production commerciale							
Blé	'000 t	99,6	64,7	102,3	23 380,3	26 790,5	28 313,3
Avoine	'000 t	85,1	67,6	104,9	586,5	1 793,9	1 199,2
Orge	'000 t	216,3	190,7	235,2	7 989,1	5 485,6	5 663,7
Maïs-grain	'000 t	824,9	1 365,1	1 058,0	4 076,8	4 904,0	3 375,3
Pommes de terre	'000 t	312,7	317,4	390,0	2 367,4	2 421,1	2 832,6
Tabac	'000 t	4,7	5,3	3,4	58,9	78,7	71,8
Recettes							
Blé	'000 $	12 013	7 916	12 501	2 385 603	2 122 673	2 307 613
Avoine	'000 $	8 683	7 153	10 863	42 931	58 395	117 255
Orge	'000 $	22 718	19 774	24 164	606 943	382 773	423 505
Maïs-grain	'000 $	89 264	160 672	125 973	381 305	526 150	381 657
Pommes de terre	'000 $	51 068	52 937	48 783	356 894	380 778	373 348
Tabac	'000 $	18 815	25 681	15 985	219 068	331 819	322 177

Sources : Statistique Canada, *La revue des céréales et graines oléagineuses* (22-007).
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 10

Statistiques des diverses productions d'origine végétale, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

	Unité	Québec			Canada		
		1986	1991	1992	1986	1991	1992
Fruits							
Petits fruits[1]							
Production commercialisée	'000 kg	9 460	20 273	14 286	58 834	73 962	82 322
Valeur	'000 $	15 023	32 211	25 638	96 075	111 311	130 448
Pommes							
Production commercialisée	'000 kg	57 248	107 447	125 164	388 175	513 242	563 946
Valeur	'000 $	17 571	34 344	26 149	115 373	157 163	134 123
Légumes							
Légumes de champ							
Production commercialisée	'000 kg	309 822	516 396	507 668	1 883 796	1 923 582	1 932 902
Valeur	'000 $	86 714	148 728	157 820	393 085	448 638	458 926
Légumes de serre[2]							
Valeur	'000 $	4 213,1	10 469,9	20 076,6	55 237,0	84 564,5	112 906,0
Fleurs d'ornement et plants cultivés en serre[2]							
Valeur	'000 $	33 625,3	55 376,0	89 911,2	298 506,9	459 207,7	628 581,4
Plants d'ornement et plants fruitiers de pépinières[2]							
Valeur	'000 $	20 699,2	33 552,8	33 936,3	166 076,8	269 940,7	293 977,5
Gazon[2]							
Valeur	'000 $	14 008,0	15 890,2	10 338,7	50 773,4	63 862,5	70 281,4
Produits de l'érable							
Production	kl	9 275	12 518	15 982	10 069	13 609	18 153
Valeur	'000 $	58 094	48 937	62 076	63 109	59 064	82 069

1. Fraises, framboises et bleuets.
2. Les données de 1986 et 1991 n'englobent que les exploitants qui ont répondu aux sondages. Les statistiques de 1992 représentent des estimations sur l'ensemble de la population cible.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'industrie des pépinières canadiennes* (22-203); *L'industrie des cultures de serre* (22-202); *Production de fruits et légumes* (22-003); *Production et valeur du miel et des produits de l'érable*, octobre 1993.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

Tableau 11

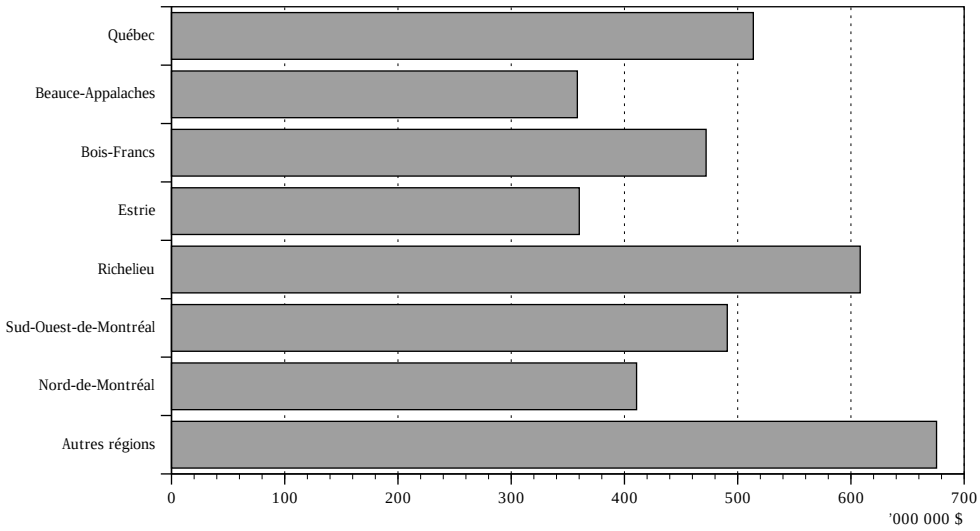
Statistiques diverses du secteur agricole, par région agricole, Québec, 1986 et 1991

Région agricole	Fermes		Superficie des terres agricoles		Revenus agricoles bruts	
	1986	1991	1986	1991	1986	1991
	'000		'000 hectares		'000 000 $	
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (01)	3 480	2 984	436,8	380,9	161,2	208,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (12)	1 735	1 499	226,8	224,8	109,9	143,8
Québec (02)	5 545	5 135	404,9	382,0	403,3	513,8
Beauce-Appalaches (03)	4 065	3 849	341,4	313,4	277,9	358,4
Mauricie (11)	1 730	1 508	129,0	119,5	121,4	150,9
Bois-Francs (04)	4 535	4 191	392,7	377,8	374,8	472,1
Estrie (05)	3 780	3 673	351,8	340,7	283,9	360,1
Richelieu—Saint-Hyacinthe (06)	4 580	4 256	316,2	313,6	472,5	608,2
Sud-Ouest-de-Montréal (07)	4 025	3 795	299,2	299,1	351,2	490,8
Nord-de-Montréal (10)	4 190	3 749	218,3	208,2	333,7	410,7
Outaouais—Laurentides (08)	2 645	2 466	303,2	276,6	88,4	110,6
Abitibi-Témiscamingue (09)	1 145	971	218,4	193,1	51,1	62,1
Le Québec	41 455	38 076	3 638,6	3 429,6	3 029,4	3 889,6

Sources : Statistique Canada, *Profil agricole du Québec* (95-335).
Statistique Canada, *Recensement Canada 1986, Agriculture Québec*, compilation spéciale.

Figure 4

Revenus agricoles bruts, par région agricole, Québec, 1991



Sources : Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Profil agricole du Québec (95-335)
Statistique Canada, *Recensement Canada 1986, Agriculture Québec*, compilation spéciale.

Tableau 12

Répartition des cheptels de bétail, par région agricole, Québec, 1er janvier 1987, 1992 et 1993

Région agricole	Vaches laitières	Génisses laitières	Taureaux	Veaux	Vaches de boucherie	Génisses de boucherie	Bouvillons	Porcs	Ovins
					'000				
1987	580,0	250,0	24,0	273,0	160,0	53,0	52,0	2 930,0	75,0
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (01)	57,7	25,1	2,8	29,9	19,7	6,5	3,1	19,3	16,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (12)	34,6	13,2	1,1	14,9	9,4	2,8	1,8	14,0	5,1
Québec (02)	72,9	30,9	3,8	34,2	15,1	5,5	4,5	478,3	7,4
Beauce-Appalaches (03)	62,5	27,2	4,3	32,4	20,2	6,2	6,8	547,0	4,4
Mauricie (11)	28,8	11,5	0,9	10,2	3,4	1,6	3,6	103,4	2,6
Bois-Francs (04)	76,8	33,7	1,9	28,4	8,3	3,8	4,0	267,9	6,0
Estrie (05)	63,0	30,9	2,6	31,5	22,8	7,8	4,1	430,9	9,2
Richelieu—Saint-Hyacinthe (06)	67,2	28,9	1,7	25,2	5,1	2,6	6,7	743,6	3,9
Sud-Ouest-de-Montréal (07)	45,2	19,9	1,1	15,2	4,9	2,5	6,0	50,2	4,8
Nord-de-Montréal (10)	37,9	14,1	1,2	12,8	5,8	2,4	3,3	265,2	3,4
Outaouais—Laurentides (08)	19,5	8,8	1,7	23,6	28,8	6,9	5,7	9,4	7,0
Abitibi-Témiscamingue (09)	13,9	5,8	0,9	14,7	16,5	4,4	2,4	0,8	4,8
1992	508,0	227,0	22,0	260,0	181,0	61,0	55,0	2 965,0	85,0
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (01)	49,2	22,9	2,0	25,2	18,2	6,5	3,3	19,9	20,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (12)	30,8	12,7	1,3	11,9	8,3	2,2	2,3	17,9	4,5
Québec (02)	68,7	30,5	3,3	31,7	19,3	6,2	5,9	565,3	7,5
Beauce-Appalaches (03)	45,0	20,0	3,0	25,9	20,5	6,3	5,9	484,6	5,2
Mauricie (11)	24,4	10,7	0,7	11,7	4,4	2,2	2,9	115,7	3,6
Bois-Francs (04)	77,4	34,6	2,6	33,4	19,0	5,8	3,7	296,4	9,1
Estrie (05)	53,6	26,8	2,7	33,4	26,2	8,9	4,7	395,8	9,8
Richelieu—Saint-Hyacinthe (06)	46,2	20,3	1,3	20,4	6,8	3,4	3,9	662,5	6,0
Sud-Ouest-de-Montréal (07)	51,4	23,4	1,2	18,1	6,4	4,8	10,3	107,2	4,1
Nord-de-Montréal (10)	33,4	13,1	1,1	12,3	7,5	3,4	4,8	283,0	3,2
Outaouais—Laurentides (08)	15,9	7,0	2,0	24,0	35,4	7,7	5,2	15,7	5,9
Abitibi-Témiscamingue (09)	12,0	5,0	0,8	12,0	16,0	3,6	2,1	1,0	5,7
1993	501,0	230,0	22,0	253,0	195,0	56,1	59,0	2 955,8	82,0
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (01)	50,3	24,2	2,1	24,3	19,7	5,4	2,5	22,8	19,3
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (12)	30,6	12,0	0,9	12,6	8,9	2,2	2,2	12,6	3,9
Québec (02)	67,0	29,1	3,3	33,4	19,7	4,6	6,7	564,4	7,6
Beauce-Appalaches (03)	44,1	19,6	3,2	21,8	22,0	5,9	6,7	486,8	4,6
Mauricie (11)	24,8	11,1	0,8	12,1	4,6	1,4	3,9	116,3	3,5
Bois-Francs 04)	74,9	36,1	2,2	34,3	19,5	5,8	4,8	313,6	9,3
Estrie (05)	52,5	27,4	2,8	46,3	27,5	9,9	4,1	396,8	9,0
Richelieu—Saint-Hyacinthe (06)	45,6	20,6	1,3	13,5	6,5	2,1	3,9	640,5	5,3
Sud-Ouest-de-Montréal (07)	51,3	24,5	1,1	20,5	6,5	3,7	9,7	112,2	4,3
Nord-de-Montréal (10)	31,4	12,6	1,0	11,6	6,6	2,3	6,1	278,7	3,4
Outaouais—Laurentides (08)	16,6	7,9	2,5	12,9	36,7	9,2	5,7	10,3	6,0
Abitibi-Témiscamingue (09)	11,9	4,9	0,8	9,7	16,8	3,6	2,7	0,8	5,8

Sources : Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

Tableau 13

Produits d'origine végétale, par région agricole, Québec, 1992

Région agricole	Grandes cultures						Légumes
	Blé	Avoine	Orge	Maïs-grain	Céréales mélangées	Pommes de terre	
	'000 t						
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (01)	1,1	35,6	73,1	..	10,8	39,0	3,9
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (12)	..	48,4	40,5	..	7,0	55,8	5,4
Québec (02)	1,8	47,8	69,3	..	13,4	109,8	22,2
Beauce-Appalaches (03)	..	12,6	18,3	..	1,7	..	1,8
Mauricie (11)	9,9	13,0	38,8	34,7	4,4	21,3	4,8
Bois-Francs (04)	6,2	27,6	59,4	175,2	9,8	42,9	7,3
Estrie (05)	1,9	11,6	24,6	72,7	6,8	..	3,5
Richelieu—Saint-Hyacinthe (06)	55,6	15,5	72,7	473,2	5,6	26,9	79,4
Sud-Ouest-de-Montréal (07)	28,4	13,3	56,3	522,6	11,1	36,3	267,7
Nord-de-Montréal (10)	14,3	19,2	65,2	125,9	4,5	103,3	125,0
Outaouais—Laurentides (08)	..	22,9	29,7	9,8	5,7	..	3,8
Abitibi-Témiscamingue (09)	..	8,5	12,1	..	10,2	..	0,3
Autres régions	2,6	...	...	15,9	...	26,7	...
Le Québec	121,8	276,0	600,0	1 430,0	91,0	462,0	525,1

Sources : Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

Tableau 14

Débarquements des produits de la pêche, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

Espèce	Québec			Canada		
	1986	1991	1992	1986	1991	1992
	t					
Poissons de fond	55 866	40 434	36 689	870 565	784 759	626 437
Morue	34 274	19 094	16 135	478 166	320 235	197 651
Merluche blanche	470	425	458	53 377	161 947	135 604
Sébaste	9 917	16 166	14 486	104 317	115 923	125 147
Plie	4 494	2 844	2 626	92 089	72 116	56 773
Goberge	-	-	-	50 365	43 304	37 317
Flétan du Groenland	6 241	1 586	2 692	19 007	22 430	26 064
Aiglefin	97	2	1	44 729	21 949	21 975
Flétan de l'Atlantique	206	205	116	10 875	6 345	6 158
Brosme	-	-	-	2 109	4 417	5 077
Loup de mer	67	53	21	3 537	1 385	1 289
Autres	100	59	154	11 994	14 708	13 382
Espèces pélagiques et de l'estuaire	7 626	8 372	9 095	417 784	430 426	391 260
Hareng	3 860	3 940	3 846	203 087	254 665	250 337
Saumon	89	38	79	105 258	82 550	66 942
Capelan	227	241	912	66 528	49 790	30 996
Maquereau	3 004	3 256	3 480	28 469	25 658	26 029
Gaspareau	-	-	-	5 632	7 532	6 801
Éperlan	53	171	92	2 422	1 094	1 090
Thon rouge	2	-	-	118	630	857
Anguille	318	425	312	874	974	753
Autres	73	301	374	5 396	7 533	7 455
Mollusques et crustacés	26 446	25 026	24 629	182 348	249 796	269 930
Pétoncle	1 171	2 522	2 692	56 992	79 373	92 169
Crevette	6 689	9 488	8 211	16 101	44 650	43 115
Homard	2 268	3 493	3 835	37 997	47 600	41 827
Crabe[1]	14 761	7 982	8 262	44 159	38 014	41 403
Mye et palourde	884	578	554	16 104	17 760	21 848
Huître	-	-	-	5 216	6 284	6 739
Calmar	-	-	-	67	2 617	1 445
Autres	673	963	1 075	5 712	13 498	21 384
Autres	35	39	16	27 425	..	32 176
Total	89 973	73 871	70 429	1 498 122	1 464 981	1 320 343

1. Inclut seulement le crabe des neiges pour le Québec.

Source : Pêches et Océans Canada, Division Québec.

Tableau 15

Valeur des produits de la pêche, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986, 1991 et 1992

Espèce	Québec			Canada		
	1986	1991	1992	1986	1991	1992
	'000 $					
Poissons de fond	28 080	24 262	23 264	431 995	496 781	413 829
Morue	17 169	15 008	13 659	217 046	232 640	158 467
Sébaste	2 409	4 076	3 749	38 436	41 775	47 401
Plie	2 727	1 947	1 822	39 606	41 010	35 290
Merluche blanche	96	165	229	12 144	37 497	33 270
Aiglefin	78	2	1	37 159	30 697	30 245
Flétan de l'Atlantique	540	865	544	39 686	30 771	28 862
Goberge	-	-	-	18 195	24 585	25 009
Flétan du Groenland	4 994	2 144	3 175	10 015	18 209	20 210
Brosme	-	-	-	1 237	3 216	4 271
Loup de mer	15	14	5	885	349	386
Autres	52	41	80	17 586	36 032	30 418
Espèces pélagiques et de l'estuaire	4 223	4 932	4 683	388 274	319 758	316 404
Saumon	587	187	412	271 111	174 759	193 613
Hareng	1 027	833	819	74 000	104 201	79 418
Thon rouge	6	-	-	775	7 252	8 400
Maquereau	840	1 043	1 226	5 756	7 502	7 103
Capelan	1 461	2 247	1 648	2 750	4 163	3 323
Gaspareau	-	-	-	1 329	1 935	2 604
Éperlan	46	221	172	2 914	1 038	1 018
Autres	209	346	281	9 264	11 680	16 105
Mollusques et crustacés	53 559	56 835	60 892	448 691	579 839	649 967
Homard	13 569	18 502	26 396	242 259	276 220	316 986
Pétoncle	1 583	2 854	3 063	74 303	81 158	101 054
Crevette	11 463	13 782	12 007	29 822	97 600	93 805
Crabe[1]	26 057	20 535	18 182	73 140	77 991	72 778
Mye et palourde	660	636	616	17 845	25 480	35 718
Huître	-	-	-	5 799	6 582	7 151
Calmar	-	-	-	37	785	501
Autres	227	526	628	5 486	14 023	21 974
Autres	42	11	43	13 144	18 291	20 945
Total	85 904	86 040	88 852	1 282 104	1 414 669	1 400 695

1. Inclut seulement le crabe des neiges pour le Québec.

Source : Pêches et Océans Canada, Division Québec.

7

Tableau 16

Débarquements des produits de la pêche, selon l'espèce et par région maritime, Québec, 1986, 1991 et 1992

Espèce	1986	1991	1992	1986	1991	1992
		t			'000 $	
Fleuve Saint-Laurent	644	795	744	1 739	2 690	2 091
Gaspésie	53 284	37 162	33 569	48 656	43 994	40 907
Poissons de fond	35 391	19 117	17 267	19 863	15 634	14 593
Espèces pélagiques et de l'estuaire	3 319	4 111	3 637	912	1 032	870
Mollusques et crustacés	14 573	13 934	12 665	27 881	27 328	25 443
Autres	1	-	-	-	-	1
Côte-Nord	16 841	11 295	12 505	17 673	17 226	15 870
Poissons de fond	7 372	2 780	2 971	3 942	2 234	1 917
Espèces pélagiques et de l'estuaire	985	714	1 522	805	411	697
Mollusques et crustacés	8 450	7 791	7 997	12 884	14 577	13 216
Autres	34	10	15	42	4	40
Îles-de-la-Madeleine	19 201	24 621	23 609	17 836	22 131	30 013
Poissons de fond	13 083	18 532	16 427	4 263	6 391	6 728
Espèces pélagiques et de l'estuaire	2 698	2 797	3 278	784	903	1 171
Mollusques et crustacés	3 420	3 263	3 903	12 789	14 829	22 112
Autres	-	29	1	-	8	2
Total	89 970	73 873	70 427	85 904	86 041	88 881
Poissons de fond	55 865	40 435	36 688	28 082	24 264	23 264
Espèces pélagiques et de l'estuaire	7 625	8 373	9 095	4 222	4 932	4 683
Mollusques et crustacés	26 445	25 026	24 628	53 558	56 834	60 891
Autres	35	39	16	42	11	43

Source : Pêches et Océans Canada, Division Québec.

Tableau 17

Volume des captures de la pêche intérieure, par secteur, Québec, 1986, 1991 et 1992

Secteur	1986	1991	1992
		t	
Abitibi	12,6	9,7	8,5
Témiscamingue	55,8	26,8	26,0
Lac Saint-Louis	16,7	15,3	20,4
Lac Saint-François	25,6	52,2	55,8
Bassin Laprairie	19,2	37,4	36,5
Richelieu	62,2	43,1	33,4
Lac Saint-Pierre	827,2	585,8	575,5
Trois-Rivières	219,0	206,3	221,56
Québec	39,9	34,5	57,0
Bas-Saint-Laurent Ouest	277,8	285,9	234,7
Gaspésie	-	168,5	75,5
Malbaie	279,0	114,5	75,5
Bas-Saint-Laurent Est	175,9	168,4	200,1
Autres	7,1	232,5	181,7
Total	2 018,0	1 980,9	1 802,1

Source : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Sous-ministériat aux pêches et à l'aquiculture commerciales, Développement et activités régionales.

Tableau 18

Volume des captures de la pêche intérieure en eaux douces et en eaux salées, par espèce, Québec, 1986, 1991 et 1992

Espèce	Eaux douces			Eaux salées		
	1986	1991	1992	1986	1991	1992
	t					
Poulamon	52,7	27,3	25,5	4,6	3,6	3,1
Hareng	-	-	-	50,6	69,8	119,6
Esturgeon jaune	183,8	214,4	221,3	-	2,5	1,3
Esturgeon noir	1,9	5,7	13,0	82,1	87,1	115,7
Anguille	184,4	136,0	142,9	320,0	259,7	180,0
Saumon de l'Atlantique	-	-	-	-	-	-
Alose	9,6	9,7	5,9	2,9	3,1	4,5
Éperlan arc-en-ciel	-	-	-	29,0	147,1	148,8
Capelan	-	-	-	243,2	125,1	56,5
Barbotte	440,7	245,2	287,7	-	-	-
Perchaude	252,1	236,8	237,8	0,1	-	0,1
Doré noir	4,8	3,0	2,0	-	-	-
Doré jaune	2,7	8,2	8,6	-	-	-
Brochet	8,3	3,1	2,7	-	-	-
Carpe allemande	27,4	21,9	21,0	-	-	-
Barbue de rivière	15,9	17,7	10,2	-	-	-
Corégone	18,0	10,7	1,8	-	-	-
Cisco	1,7	0,7	-	-	-	-
Lotte	1,9	211,9	-	-	-	-
Poisson castor	-	-	-	-	-	-
Meunier noir	14,3	12,9	10,2	-	-	-
Moxostome	5,3	-	-	-	-	-
Crapet	45,8	46,1	31,6	-	-	-
Lamproie	-	-	-	-	-	-
Écrevisse	6,9	11,5	12,3	-	-	-
Total	1 278,2	1 222,8	1 034,5	732,5	698,0	629,6

Source : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Sous-ministériat aux pêches et à l'aquiculture commerciales, Développement et activités régionales.

Tableau 19

Quantité et valeur des peaux d'animaux sauvages vendues, selon l'espèce, Québec et Canada, 1986-87, 1990-91 et 1991-92

Espèce	Peaux vendues		Valeur totale	
	Québec	Canada	Québec	Canada
	n		$	
1986-87	546 894	3 202 884	11 009 688	75 307 335
Vison	14 820	101 567	469 349	4 381 676
Blaireau	-	2 280	-	56 026
Martre	46 607	222 720	3 809 656	21 599 343
Castor	86 261	505 996	3 193 382	20 283 671
Ours	998	3 156	55 934	384 497
Lynx	1 011	6 953	417 533	3 694 597
Loup	635	3 359	60 928	378 556
Coyote	2 775	78 975	89 855	5 386 332
Pékan	2 119	15 020	442 023	3 533 503
Renard	19 684	81 649	600 979	2 866 392
Rat musqué	324 758	1 677 358	1 367 231	7 693 205
Loutre	4 263	20 711	202 151	981 238
Carcajou	-	744	-	149 834
Raton laveur	14 913	139 300	234 581	3 153 210
Hermine	21 002	85 052	36 964	192 753
Écureuil	6 778	255 949	2 847	194 242
Chat sauvage	158	1 749	25 917	377 283
Autres	112	346	358	977
1990-91	163 006	735 251	2 941 786	15 484 058
Vison	9 446	41 108	256 648	1 054 526
Blaireau	-	574	-	10 437
Martre	25 615	158 320	1 335 566	8 010 552
Castor	40 539	179 962	580 924	2 381 412
Ours	760	2 672	189 558	816 390
Lynx	699	7 579	59 387	572 326
Loup	423	2 606	76 275	509 480
Coyote	1 722	24 430	27 983	445 183
Pékan	1 145	8 831	62 174	435 468
Renard	10 377	30 477	152 726	396 319
Rat musqué	59 658	197 131	99 032	323 940
Loutre	2 072	8 505	64 936	246 148
Carcajou	-	414	-	78 040
Raton laveur	2 562	12 619	10 376	76 002
Hermine	6 053	18 740	22 275	65 585
Écureuil	1 838	40 578	1 268	33 989
Chat sauvage	71	583	2 569	27 929
Autres	26	122	89	332
1991-92	199 730	951 876	4 454 535	22 919 937
Vison	8 121	46 512	280 499	1 634 104
Blaireau	-	933	-	11 599
Martre	34 828	184 222	2 006 093	10 371 796
Castor	48 610	219 737	912 896	3 651 009
Ours	870	2 544	91 431	712 843
Lynx	978	11 542	72 978	999 170
Loup	520	3 155	69 337	559 816
Coyote	4 075	43 682	125 999	1 507 453
Pékan	2 093	15 381	104 210	783 000
Renard	22 197	56 810	446 620	993 608
Rat musqué	58 213	204 112	126 322	444 297
Loutre	2 773	12 026	155 038	601 486
Carcajou	-	686	-	147 696
Raton laveur	4 552	23 493	28 177	246 055
Hermine	8 921	30 388	31 134	104 862
Écureuil	2 909	95 974	3 084	129 709
Chat sauvage	12	448	529	20 873
Autres	58	231	188	561

Source : Statistique Canada, *Animaux à fourrure* (23-603F).

8

Forêts

L'exploitation forestière	337
Le reboisement et la protection de la forêt	339
Les industries du bois	339
L'industrie des pâtes et papiers	340

8

Liste des tableaux

1. Superficie du territoire inventorié, selon la nature du territoire, par région administrative, Québec, 1992 342

2. Disponibilité annuelle de coupe dans la forêt publique et dans la forêt privée, par région administrative, Québec, 1990-1999 342

3. Volume marchand brut de bois dans la forêt productive accessible, selon le stade de développement, par région administrative, Québec, 1991 344

4. Volume de bois récolté dans la forêt publique et dans la forêt privée, par région administrative, Québec, 1988-1991 346

5. Statistiques principales de l'exploitation forestière, Québec, 1987-1991 347

6. Nombre d'incendies, superficie forestière incendiée et évaluation des dommages causés par les incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1990-1992 348

7. Reboisement des forêts publiques et privées, selon le groupe d'essences, Québec, 1987-1991 348

8. Statistiques principales des industries du bois, par grande région, Canada, 1986-1990 349

9. Répartition des usines reliées aux industries du bois, par région administrative et par produit, Québec, 1992 350

10. Répartition des usines de pâtes et papiers, par région administrative et par produit, Québec, 1991 350

11. Statistiques principales de l'industrie des pâtes et papiers, par grande région, Canada, 1986-1990 352

12. Sources d'approvisionnement en fibre de bois de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1986-1991 353

13. Dépenses en immobilisations et en réparations des industries du bois et des industries du papier et produits connexes, Québec, 1980 et 1986-1991 353

14. Production de papiers et de cartons, Québec, Canada, Monde, 1986-1991 354

Liste des figures

1. Nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement, Québec, 1976-1991 348

8

Ce chapitre a été réalisé par Pierre-François Ricard, de la Direction de la géostatistique et de l'information du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre comporte quatre sections qui traitent sommairement des principales composantes de l'activité primaire et secondaire du secteur forestier. Dans la première section, il est question de l'exploitation forestière, plus précisément du potentiel forestier, des disponibilités annuelles de coupe ainsi que du volume de bois coupé. Les données sont analysées en distinguant les forêts publiques des forêts privées. La deuxième section porte sur l'amélioration de la forêt en termes de reboisement et de protection. Les troisième et quatrième sections fournissent des données sur les industries de transformation du bois : d'une part, les industries du bois et leurs composantes et d'autre part, l'industrie des pâtes et papiers.

L'exploitation forestière

En 1991, le Québec compte 2 018 établissements qui font de l'exploitation forestière (tableau 5). En ce qui concerne la main-d'oeuvre, les statistiques ne tiennent compte que des emplois reliés à l'abattage proprement dit. Cette activité mobilise à elle seule 10 379 travailleurs (12 342 en 1987), qui se partagent une masse salariale de l'ordre de 346,0 millions de dollars (341,4 millions en 1987). Ces données n'englobent pas les emplois reliés à la surveillance, au mesurage, à l'entretien de la machinerie et au transport du bois, qui relèvent des industries de services. Le produit intérieur brut (PIB) du secteur forestier atteint 849 millions de dollars en 1991. La part de ce secteur dans le PIB du Québec demeure stable, soit 0,62 % en 1981 et 0,63 % en 1991.

L'inventaire des terres du Canada fait état de 4,5 millions de kilomètres carrés de superficie boisée. Le Québec en détient la plus grande partie (940 000 km^2), suivi de l'Ontario (807 000 km^2), des Territoires du Nord-Ouest (614 000 km^2) et de la Colombie-Britannique (603 000 km^2).

Le territoire québécois, en excluant le Labrador, couvre une superficie de 1 667 926 km^2. Le dernier inventaire forestier décennal[1] (1990-1999) porte sur 1 228 645 km^2 : la zone d'inventaire intensif compte pour 764 597 km^2, et celle d'inventaire extensif, pour 464 481 km^2. Le territoire non inventorié atteint 267 322 km^2 dans le Grand Nord québécois. Au Québec, les terres forestières s'étendent sur 655 382 km^2 (tableau 1). La forêt productive accessible est constituée des terres forestières qui peuvent fournir un volume ligneux supérieur à 49 m^3/ hectare et dont la pente est inférieure à 41 %. Cette dernière couvre 524 920 km^2. De la superficie de la forêt productive accessible, 86,8 % relève du gouvernement provincial et 0,6 %, du gouvernement fédéral. Le reste de l'étendue, soit 12,6 %, appartient à des particuliers.

1. Les chiffres des deux derniers inventaires forestiers ne peuvent être directement comparés, en raison de différences de concepts et de couverture du territoire inventorié.

8

En 1992, les **forêts publiques** sous la responsabilité du gouvernement du Québec, communément appelées forêts publiques provinciales, occupent 580 514 kilomètres carrés. De cette superficie, 455 431 km^2 sont considérés comme zone productive accessible. Les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et du Saguenay—Lac-Saint-Jean occupent 68 % de ce couvert forestier (tableau 1).

Le volume marchand brut de la forêt publique québécoise accessible est de 3,9 milliards de mètres cubes (tableau 3). Ce volume se répartit comme suit : 74,8 % de forêts mûres (70 ans et plus), 23,5 % de jeunes forêts (30 à 50 ans), 1,5 % de forêts régénérées (10 à 29 ans) et 0,2 % de non régénérées. En volume marchand brut , la région de la Côte-Nord dispose de la plus importante quantité de résineux et de feuillus; elle est suivie du Nord-du-Québec, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue. Ces quatre régions comptent plus de 72 % du volume marchand brut.

Les forêts résineuses publiques se situent principalement dans les régions au nord du fleuve (Côte-Nord, Nord-du-Québec, Saguenay—Lac-Saint-Jean). Quant aux forêts mélangées, elles se retrouvent surtout dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie—Bois-Francs et du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Par ailleurs, les forêts feuillues se situent surtout dans les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Pour la décennie 1990-1999, la disponibilité annuelle de coupe des résineux (sapins, épinettes, pins gris et mélèzes) est de 31,2 millions de mètres cubes et celle des feuillus, de 11,3 millions de mètres cubes (tableau 2). Les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord possèdent 48 % des 42,5 millions de mètres cubes de volume marchand disponible sur les terres publiques québécoises. Cela représente un territoire de 279 614 km^2. L'ensemble du Québec enregistre une hausse des stocks ligneux et de la possibilité forestière annuelle par rapport à l'inventaire forestier décennal précédent. Un nouveau découpage des régions administratives ayant été adopté en 1987, l'analyse comparative des données par région n'est pas possible.

De 1988 à 1991, le volume total de bois récolté au Québec est passé de 34,2 à 26,5 millions de mètres cubes, soit une baisse de 22,5 %. Plus de 75 % provient des forêts publiques provinciales, principalement de celles du Saguenay—Lac-Saint-Jean, du Nord-du-Québec, de la Mauricie—Bois-Francs et de l'Abitibi-Témiscamingue (tableau 4).

Les **forêts privées** couvrent une superficie de 70 947 km^2 seulement. De cette étendue, 66 419 km^2 sont des terrains forestiers productifs accessibles (tableau 1). C'est dans la région de Chaudière-Appalaches que ce type de terrain occupe le plus vaste territoire, avec 9 210 km^2. Vient ensuite la région de la Mauricie—Bois-Francs (8 462 km^2), suivie de celle du Bas-Saint-Laurent (7 739 km^2).

Le volume marchand brut de la forêt privée est de 548,5 millions de mètres cubes, soit 12,1 % du total québécois. Ce volume se retrouve d'abord dans la région de Chaudière-Appalaches, qui en compte 13 %, puis dans celles de l'Outaouais et de la Mauricie—Bois-Francs (11,3 % chacune) (tableau 3). La forêt privée est constituée de 18 % de peuplements résineux, de 46 % de peuplements feuillus et de 36 % de peuplements mélangés.

Pour la décennie 1990-1999, la disponibilité annuelle de coupe dans les forêts privées est de 13,5 millions de mètres cubes, soit 24,1 % du total québécois. Les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie—Bois-Francs, de l'Outaouais et des Laurentides comptent 40 % du volume ligneux disponible (tableau 2). En 1991, il se coupe quelque 6,5 millions de mètres cubes de bois. Les associations de producteurs mettent près de 70 % de ce volume sur le marché.

Le reboisement et la protection de la forêt

Au cours des dix dernières années, le reboisement s'est considérablement accru au Québec, tant dans les forêts privées que dans les forêts publiques (tableau 7). D'à peine 33 millions en 1980, le nombre de plants a d'abord atteint 98 millions en 1985, pour parvenir à un sommet de 251 millions en 1989. Depuis, il semble s'amorcer une tendance à la baisse, particulièrement dans les forêts privées, où le nombre de plants mis en terre est passé de 86,1 millions en 1989 à 61,5 millions en 1991. Au total, l'effort de reboisement atteint 221 millions de plants en 1991. Presque tous les semis sont des résineux répartis en 12 différentes variétés d'épinettes, de mélèzes et de pins. Depuis 1985, la majorité (soit 66 %) de tous les arbres servant au reboisement sont plantés dans des forêts publiques, renversant la tendance de la période précédente (figure 1). En 1991-92, le ministère des Forêts accorde à six coopératives forestières des contrats pour la production annuelle de 29 millions de plants en serre et en tunnel. Par ailleurs, dans l'ensemble des arbres plantés dans les forêts privées, la part des organismes de gestion en commun est de 61 % pour la même année.

En vertu de la nouvelle *Loi sur les forêts*, entrée en vigueur en avril 1987, le système de reboisement mis en place est planifié et coordonné par le Ministère, mais c'est l'industrie forestière du Québec qui est responsable de la remise en état des superficies récoltées, dans le cadre de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier touchant les forêts publiques. Ce système a permis d'atteindre un niveau de reboisement dépassant les 200 millions de plants depuis 1988.

Au Québec, les insectes les plus nuisibles pour les arbres sont la tordeuse des bourgeons de l'épinette, la livrée des forêts, l'arpenteuse de Bruce et la tordeuse du tremble. Actuellement, une quinzaine d'insectes sont échantillonnés et font l'objet d'un suivi entomologique. La tordeuse des bourgeons de l'épinette atteint un niveau épidémique au début des années 1970 (sommet de quelque 32 millions d'hectares en 1974) et décroît ensuite jusqu'en 1979. Une remontée est remarquée en 1983, alors que 13,2 millions d'hectares sont attaqués par cet insecte. En 1992, l'infestation est pour ainsi dire éteinte, avec moins de 47 000 hectares de terres forestières affectées.

Outre les insectes, les maladies, le vent, le verglas, la neige, les animaux et l'homme, le feu est un élément destructeur important. Entre 1990 et 1992, le nombre de feux de forêt varie de 723 à 1 156. Depuis 1984, il se situe cependant sous le seuil de 1 300 incendies par année. Environ 30 % des incendies sont dus à la foudre et 70 %, à la négligence humaine. Pour ce qui est de la superficie incendiée, l'année 1991 est exceptionnelle : 379 892 hectares sont alors rasés, dont 89 % par la foudre (tableau 6). Ce sont les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord qui enregistrent annuellement le plus grand nombre d'incendies de forêt. La valeur des dommages causés reste en général inférieure à trois millions de dollars par année sauf en 1991, où elle atteint 160,6 millions de dollars, à cause des gigantesques feux de forêt sur la Côte-Nord.

Les industries du bois

Sur la base de la classification type des industries (CTI), les industries du bois sont ainsi subdivisées : scieries et ateliers de rabotage; usines de bardeaux; fabriques de placages et de contre-plaqués; fabriques de châssis, de portes et d'autre bois ouvré; usines de maisons préfabriquées; fabriques d'armoires de cuisine et d'unités encastrées pour la salle de bain;

fabriques de portes de bois, d'éléments et de cadres en bois pour fenêtres; fabriques de cercueils; usines de traitement protecteur du bois; usines de bois pressé, de bois gauffré et autres industries diverses du bois.

En 1990, le Québec possède le tiers (1 237) des 3 409 établissements que compte le secteur canadien du bois, dépassant ainsi l'Ontario (836) et la Colombie-Britannique (681). Les industries québécoises du bois occupent 26,3 % de la main-d'oeuvre canadienne dans ce secteur et accaparent 22,9 % de la valeur des expéditions canadiennes du bois (tableau 8). Pour ce qui est de la valeur ajoutée, le Québec se situe, avec 23,6 %, derrière la Colombie-Britannique (42,8 %), mais devant l'Ontario (19,3 %).

Parmi toutes les industries composant le secteur québécois du bois, les scieries et ateliers de rabotage occupent une place prépondérante en 1990, avec 39 % des emplois et 47 % des expéditions. Ces établissements (1 024) sont éparpillés dans tout le Québec, mais particulièrement dans les régions de Chaudière-Appalaches (150), du Bas-Saint-Laurent (115) ainsi que de l'Estrie (120) (tableau 9). De 1986 à 1990, la valeur des expéditions augmente de 3,2 milliards à 3,5 milliards de dollars. Au chapitre de l'emploi, le nombre de salariés passe de 31 891 en 1986 à 34 250 en 1987, pour diminuer par la suite à 30 320 en 1990 (tableau 8). Les dépenses en immobilisations et réparations des industries de ce secteur sont de 202,7 millions de dollars en 1990, comparativement à 108,6 millions en 1980 (tableau 13).

L'industrie des pâtes et papiers

En 1990, le Canada compte 146 usines de pâtes et papiers; 61 sont au Québec, 32 en Ontario et 25 en Colombie-Britannique (tableau 11). À l'échelle mondiale, on en dénombre plus de 7 000. Au chapitre des expéditions, le Québec occupe la première place, avec 33 % du total canadien; suivent la Colombie-Britannique (25 %) et l'Ontario (24 %). La main-d'oeuvre occupée dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec (29 054) représente 37 % de la main-d'oeuvre canadienne du secteur.

Au Québec, on retrouve des usines de pâtes et papiers dans une cinquantaine de villes et municipalités. Elles sont réparties dans toutes les régions, à l'exception de celle de Laval (tableau 10). Les régions qui en comptent le plus grand nombre sont celles de la Mauricie—Bois-Francs (12), de Québec (8), de l'Outaouais (6) et du Saguenay—Lac-Saint-Jean (6). Pour l'économie locale, leur présence constitue un apport considérable.

En 1990, plus de 7,7 millions de tonnes métriques de pâte, papier et carton ont été fabriquées au Québec; le papier journal compte pour 53 % de cette production. Les copeaux, les sciures et les planures constituent la principale source de matière ligneuse pour l'industrie des pâtes et papiers : en 1991, ces résidus de bois représentent plus de 60 % des approvisionnements (tableau 12). En 1990, le volume des copeaux livrés par l'industrie du sciage, soit 11,2 millions de mètres cubes (équivalant à 4,6 millions de tonnes métriques anhydres) est plus élevé que celui du bois de sciage (9,6 millions de mètres cubes). Les produits qui sont vendus principalement à l'extérieur du Canada en 1990 (5,8 millions de tonnes métriques) sont le papier journal (3,5 millions) et les pâtes commerciales (0,8 million). Le reste de la production est surtout écoulé sur les marchés canadien et québécois (1,9 million de tonnes métriques). Entre 1980 et 1990, ce sont les ventes à destination des États-Unis qui croissent le plus (augmentation de 1 151 000 tonnes métriques).

Le Québec est l'une des régions du monde où la production de pâtes et papiers par habitant est la plus élevée. Elle est de une tonne métrique par habitant. Pour le papier journal, la production québécoise (4,1 millions de tonnes métriques) correspond en 1990 à 12,5 % de la production mondiale (en baisse depuis 1986). Par ailleurs, si l'on considère la production totale de papiers et de cartons (6,9 millions de tonnes métriques), la part du Québec s'élève à 2,9 % de l'ensemble mondial (tableau 14).

Toujours en 1990, plus de 20 % des investissements manufacturiers québécois (27 % en 1986) ont été faits dans le secteur des pâtes et papiers et des produits de transformation du papier et du carton (tableau 13). Au cours de la période 1980-1990, les dépenses en immobilisations dans ce secteur passent de 365,3 millions à 1,2 milliard de dollars, ce qui le place au premier rang à cet égard.

Autres lectures suggérées

Ministère des Forêts, *Portrait forestier du Québec,* édition 1992, Québec, ministère des Forêts, 1992, 55 p.
Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique,* édition 1993, Québec, ministère des Forêts, 1993, 100 p.

8

Tableau 1

Superficie du territoire inventorié, selon la nature du territoire, par région administrative, Québec, 1992

Région administrative	Terres forestières[1]				Forêt productive accessible[1,2]			
	Fédéral	Provincial	Privé	Total	Fédéral	Provincial	Privé	Total
	km²							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	276	15 792	3 438	19 506	241	12 864	3 000	16 105
Bas-Saint-Laurent (01)	2	11 170	8 016	19 188	2	10 341	7 739	18 082
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	9	89 266	4 222	93 497	9	80 005	3 806	83 820
Québec (03)	220	11 724	5 185	17 129	202	10 429	4 897	15 528
Chaudière-Appalaches (12)	-	1 509	9 511	11 020	-	1 422	9 210	10 632
Mauricie—Bois-Francs (04)	534	27 910	9 058	37 502	502	25 684	8 462	34 648
Estrie (05)	8	744	7 227	7 979	7	691	7 038	7 736
Montérégie (16)	61	8	3 892	3 961	56	8	3 704	3 768
Montréal (06)	2	-	65	67	2	-	63	65
Laval (13)	-	-	73	73	-	-	72	72
Lanaudière (14)	8	8 057	2 431	10 496	7	7 555	2 330	9 892
Laurentides (15)	222	13 781	4 980	18 983	217	12 864	4 785	17 866
Outaouais (07)	470	22 467	5 630	28 567	460	21 304	5 405	27 169
Abitibi-Témiscamingue (08)	19	51 062	4 260	55 341	16	44 306	3 703	48 025
Côte-Nord (09)	374	196 685	1 639	198 698	282	146 311	1 276	147 769
Nord-du-Québec (10)	1 716	130 339	1 321	133 376	1 066	81 747	929	83 742
Le Québec[3]	3 921	580 514	70 947	655 382	3 070	455 431	66 419	524 920

1. Correspondant à la zone d'inventaire intensif. Mise à jour d'août 1992.
2. Les terres forestières qui sont dites productives (volume de bois de plus de 49m³/ha) et dont la pente est inférieure à 41%.
3. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique,* édition 1993.

Tableau 2

Disponibilité annuelle de coupe dans la forêt publique[1] et dans la forêt privée[2], par région administrative,
Québec, 1990-1999

Région administrative	Sapins, épinettes, pins gris, mélèzes	Autres résineux	Peupliers	Autres feuillus	Total
	m³				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	2 237 435	161 200	259 540	449 950	3 108 125
Forêt publique	1 857 335	86 000	137 940	265 350	2 346 625
Forêt privée	380 100	75 200	121 600	184 600	761 500
Bas-Saint-Laurent (01)	1 879 765	217 000	539 100	768 250	3 404 175
Forêt publique	1 241 665	102 500	106 500	339 150	1 789 875
Forêt privée	638 100	114 500	432 600	429 100	1 614 300
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	7 034 980	15 565	852 415	1 105 720	9 008 680
Forêt publique	6 683 280	3 165	550 415	957 220	8 194 080
Forêt privée	351 700	12 400	302 000	148 500	814 600
Québec (03)	1 307 653	61 851	207 601	864 890	2 441 995
Forêt publique	890 253	4 551	82 501	311 690	1 288 995
Forêt privée	417 400	57 300	125 100	553 200	1 153 000
Chaudière-Appalaches (12)	811 780	155 995	169 195	960 150	2 097 120
Forêt publique	129 980	8 295	4 295	44 350	186 920
Forêt privée	681 800	147 700	164 900	915 800	1 910 200

Tableau 2 (suite)

Disponibilité annuelle de coupe dans la forêt publique[1] et dans la forêt privée[2], par région administrative,
Québec, 1990-1999

Région administrative	Sapins, épinettes, pins gris, mélèzes	Autres résineux	Peupliers	Autres feuillus	Total
			m^3		
Mauricie—Bois-Francs (04)	3 105 814	207 243	598 270	1 433 117	5 335 444
Forêt publique	2 662 414	58 043	447 270	700 617	3 868 344
Forêt privée	443 400	149 200	151 000	723 500	1 467 100
Estrie (05)	452 840	156 885	135 285	908 950	1 653 960
Forêt publique	27 040	785	2 885	38 250	68 960
Forêt privée	425 800	156 100	132 400	870 700	1 585 00
Montérégie (16)	18 300	66 300	32 600	286 900	404 100
Forêt publique	-	-	-	-	-
Forêt privée	18 300	66 300	32 600	286 900	404 100
Montréal (06)	-	-	-	-	-
Forêt publique	-	-	-	-	-
Forêt privée	-	-	-	-	-
Laval (13)	-	-	-	-	-
Forêt publique	-	-	-	-	-
Forêt privée	-	-	-	-	-
Lanaudière (14)	632 252	120 293	179 395	576 433	1 508 373
Forêt publique	532 752	59 493	129 195	327 033	1 048 473
Forêt privée	99 500	60 800	50 200	249 400	459 900
Laurentides (15)	912 816	255 168	280 049	1 646 365	3 094 398
Forêt publique	721 116	149 368	114 549	921 965	1 906 998
Forêt privée	191 700	105 800	165 500	724 400	1 187 400
Outaouais (07)	949 786	925 376	674 267	785 674	5 015 103
Forêt publique	762 786	719 376	419 267	208 694	3 790 103
Forêt privée	187 000	206 000	255 000	577 000	1 225 000
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 810 647	514 807	1 100 744	1 455 675	6 881 873
Forêt publique	3 597 647	499 407	690 344	1 350 875	6 138 273
Forêt privée	213 000	15 400	410 400	104 800	743 600
Côte-Nord (09)	5 517 745	11 500	286 015	566 030	6 381 290
Forêt publique	5 403 445	4 200	244 015	536 030	6 187 690
Forêt privée	114 300	7 300	42 000	30 000	193 600
Nord-du-Québec (10)	4 957 187	15 417	440 664	252 896	5 666 164
Forêt publique	4 957 187	15 417	440 664	252 896	5 666 164
Forêt privée	-	-	-	-	-
Le Québec	33 629 000	2 884 600	5 755 200	13 732 000	56 000 800
Forêt publique	29 466 900	1 710 600	3 369 900	7 934 100	42 481 500
Forêt privée	4 162 100	1 174 000	2 385 300	5 797 900	13 519 300

1. Données basées sur la possibilité forestière à rendement soutenu des forêts publiques (mise à jour de septembre 1992).
2. Données basées sur les prélèvements admissibles dans les forêts privées (mise à jour d'octobre 1988).

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1993.

Tableau 3

Volume marchand brut[1] de bois dans la forêt productive accessible, selon le stade de développement, par région administrative,
Québec, 1991

Région administrative et stade de développement	Fédérale	Provinciale	Privée	Total
		'000 m^3		
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1 769	121 327	20 738	143 833
Mûr	625	77 411	6 626	84 662
Jeune	1 134	41 270	12 885	55 289
Régénéré	9	2 640	1 147	3 797
Non régénéré	-	6	80	86
Bas-Saint-Laurent (01)	11	102 202	60 593	162 806
Mûr	1	64 727	18 424	83 153
Jeune	10	35 493	39 576	75 078
Régénéré	-	1 850	2 518	4 368
Non régénéré	-	132	75	207
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	53	610 427	20 888	631 368
Mûr	2	469 910	988	470 900
Jeune	50	130 186	18 236	148 472
Régénéré	1	9 603	1 664	11 268
Non régénéré	-	728	-	728
Québec (03)	1 812	80 957	41 474	124 243
Mûr	890	47 962	17 512	66 364
Jeune	831	31 214	22 116	54 162
Régénéré	91	1 592	1 845	3 527
Non régénéré	-	189	-	189
Chaudière-Appalaches (12)	-	16 053	69 519	85 572
Mûr	-	9 605	27 125	36 731
Jeune	-	6 327	39 720	46 046
Régénéré	-	121	2 674	2 795
Non régénéré	-	-	-	-
Mauricie—Bois-Francs (04)	7 386	269 663	62 137	339 186
Mûr	5 366	137 096	21 862	164 325
Jeune	2 011	130 430	37 901	170 341
Régénéré	8	2 137	2 374	4 520
Non régénéré	-	-	-	-
Estrie (05)	7	8 199	62 184	70 390
Mûr	2	3 351	15 517	18 870
Jeune	4	4 613	43 516	48 133
Régénéré	1	234	3 151	3 386
Non régénéré	-	-	-	-
Montérégie (16)	430	68	32 949	33 447
Mûr	99	14	10 086	10 199
Jeune	319	51	22 023	22 392
Régénéré	12	3	840	856
Non régénéré	-	-	-	-
Montréal (06)	-	-	-	-
Mûr	-	-	-	-
Jeune	-	-	-	-
Régénéré	-	-	-	-
Non régénéré	-	-	-	-

Tableau 3 (suite)

Volume marchand brut[1] de bois dans la forêt productive accessible, selon le stade de développement, par région administrative,
Québec, 1991

Région administrative et stade de développement	Fédérale	Provinciale	Privée	Total
		'000 m^3		
Laval (13)	-	-	229	229
Mûr	-	-	77	77
Jeune	-	-	142	142
Régénéré	-	-	10	10
Non régénéré	-	-	-	-
Lanaudière (14)	84	82 845	22 879	105 808
Mûr	67	42 110	5 119	47 296
Jeune	16	38 856	17 381	56 253
Régénéré	-	1 869	379	2 249
Non régénéré	-	9	-	9
Laurentides (15)	2 380	154 257	60 234	216 871
Mûr	900	112 487	24 778	138 165
Jeune	1 464	40 239	34 593	76 297
Régénéré	15	1 493	862	2 370
Non régénéré	-	38	-	38
Outaouais (07)	3 254	253 096	59 692	316 042
Mûr	1 514	205 465	20 708	227 687
Jeune	1 718	45 749	38 293	85 761
Régénéré	21	1 850	690	2 562
Non régénéré	-	32	-	32
Abitibi-Témiscamingue (08)	115	402 629	18 728	421 472
Mûr	36	262 604	1 926	264 566
Jeune	77	132 688	15 706	148 471
Régénéré	2	5 607	1 090	6 699
Non régénéré	-	1 731	7	1 737
Côte-Nord (09)	1 680	1 045 964	8 262	1 055 905
Mûr	907	906 534	3 144	910 584
Jeune	708	117 200	4 713	122 621
Régénéré	46	19 378	252	19 676
Non régénéré	19	2 852	153	3 024
Nord-du-Québec (10)	9 126	789 561	7 960	806 647
Mûr	8 776	607 009	6 931	622 716
Jeune	331	170 989	967	172 287
Régénéré	11	10 771	62	10 844
Non régénéré	8	792	-	800
Le Québec[2]	28 106	3 937 246	548 465	4 513 817
Mûr	19 186	2 946 284	180 824	3 146 295
Jeune	8 674	925 304	347 767	1 281 745
Régénéré	219	59 148	19 559	78 926
Non régénéré	27	6 510	315	6 852

1. Volume ligneux comprenant le tronc et les branches de 9 cm et plus au fin bout. Mise à jour d'août 1991.
2. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1992.

Tableau 4

Volume de bois récolté dans la forêt publique[1] et dans la forêt privée[2], par région administrative, Québec, 1988-1991

Région administrative	1988	1989	1990	1991p
		'000 m³		
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1 926	1 755	1 633	1 486
Forêt publique	1 419	1 227	1 246	1 168
Forêt privée	507	528	387	318
Bas-Saint-Laurent (01)	2 870	2 701	2 467	2 305
Forêt publique	1 679	1 701	1 522	1 274
Forêt privée	1 191	1 000	945	1 031
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	6 881	6 517	6 950	5 922
Forêt publique	6 429	5 967	6 513	5 434
Forêt privée	452	550	437	488
Québec (03)	1 648	1 402	1 377	1 160
Forêt publique	821	566	596	518
Forêt privée	827	836	781	642
Chaudière-Appalaches (12)	771	726	567	533
Forêt publique	183	203	186	140
Forêt privée	588	523	381	393
Mauricie—Bois-Francs (04)	3 873	3 930	3 406	3 598
Forêt publique	2 586	2 298	2 276	2 437
Forêt privée	1 287	1 632	1 130	1 161
Estrie (05)	989	915	849	808
Forêt publique	22	38	39	35
Forêt privée	967	877	810	773
Montérégie (16)	38	45	35	24
Forêt publique	-	-	-	-
Forêt privée	38	45	35	24
Montréal (06)	-	3	3	1
Forêt publique	-	-	-	-
Forêt privée	-	3	3	1
Laval (13)	-	-	-	-
Forêt publique	-	-	-	-
Forêt privée	-	-	-	-
Lanaudière (14)	808	826	802	747
Forêt publique	630	673	608	508
Forêt privée	178	153	194	239
Laurentides (15)	906	564	903	856
Forêt publique	821	464	833	765
Forêt privée	85	100	70	91
Outaouais (07)	2 484	2 570	1 683	1 293
Forêt publique	1 569	1 439	863	360
Forêt privée	915	1 131	820	933
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 583	3 049	2 538	2 537
Forêt publique	3 420	2 833	2 321	2 234
Forêt privée	163	216	217	303

Tableau 4 (suite)

Volume de bois récolté dans la forêt publique[1] et dans la forêt privée[2], par région administrative, Québec, 1988-1991

Région administrative	1988	1989	1990	1991p
		'000 m³		
Côte-Nord (09)	2 267	3 051	1 195	1 807
Forêt publique	2 253	3 039	1 175	1 778
Forêt privée	14	12	20	29
Nord-du-Québec (10)	5 181	5 155	3 425	3 470
Forêt publique	5 181	5 155	3 425	3 425
Forêt privée	-	-	-	45
Le Québec	34 225	33 209	27 834	26 547
Forêt publique	27 013	25 603	21 603	20 076
Forêt privée	7 212	7 606	6 231	6 471

1. Volume de bois mesuré après coupe.
2. Volume de bois utilisé dans l'industrie.

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, éditions 1990, 1992 et 1993.

Tableau 5

Statistiques principales de l'exploitation forestière[1], Québec, 1987-1991

	Unité	1987	1988	1989	1990	1991
Établissements	n	2 414	2 735	2 903	2 070	2 018
Production						
Travailleurs à la production	n	10 999e	10 457	11 535	10 341	9 340
Salaires	'000 000 $	300,7e	309,8	360,7	332,6	300,2
Combustible et électricité	'000 000 $	65,9	70,3	79,4	69,9	63,5
Matières et fournitures	'000 000 $	702,3	761,8	885,6	856,9	798,7
Valeur des expéditions	'000 000 $	1 442,0	1 540,3	1 732,9	1 649,3	1 520,6
Valeur ajoutée	'000 000 $	675,0	697,0	820,1	699,0	624,6
Activité totale						
Propriétaires et associés actifs	n	1 632	1 932	2 107	1 287	1 302
Salariés	n	12 342	11 734	12 751	11 464	10 379
Traitements et salaires	'000 000 $	341,4	358,0	409,5	382,8	346,0
Valeur ajoutée	'000 000 $	679,7	698,4	825,0	704,0	625,6

1. Statistiques principales du groupe 041 (CTI de 1980).

Source : Statistique Canada, *Exploitation forestière* (25-201).

8

Tableau 6

Nombre d'incendies, superficie forestière incendiée et évaluation des dommages causés par les incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1990-1992

Origine du sinistre	1990			1991			1992		
	n	ha	'000 $	n	ha	'000 $	n	ha	'000 $
Foudre	219	8 602	1 347,5	434	337 507	145 120,4	90	1 708	108,4
Activités ferroviaires	40	78	16,1	35	36	9,7	17	8	1,2
Opérations forestières	60	101	39,9	49	40 150	14 862,2	36	523	43,5
Opérations industrielles	70	145	35,7	65	101	42,1	58	322	742,6
Origine criminelle	28	44	5,5	37	27	24,9	48	1 728	96,2
Négligence de résidents	164	516	156,0	191	517	136,6	246	379	59,5
Activités récréatives	215	6 579	1 689,1	342	1 542	364,1	221	4 667	906,1
Autres	2	-	0	3	12	2,1	7	104	15,7
Total[1]	798	16 065	3 289,8	1 156	379 892	160 562,2	723	9 439	1 973,2

1. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Source : Ministère des Forêts, Direction de la protection, compilation spéciale.

Tableau 7

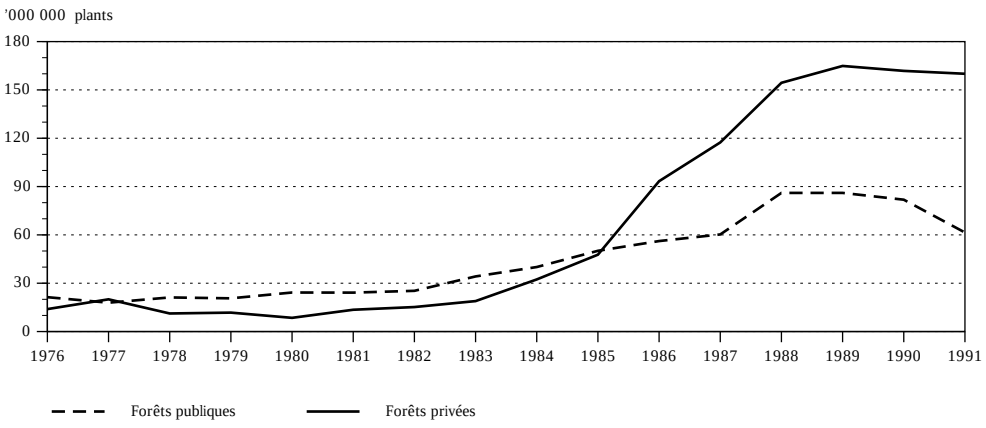
Reboisement des forêts publiques et privées, selon le groupe d'essences, Québec, 1987-1991

	1987	1988	1989	1990	1991
			'000 plants		
Forêt publique	117 384,0	154 916,3	164 874,0	161 813,7	160 022,8
Résineux	117 342,0	154 667,5	164 454,0	161 276,0	159 421,3
Feuillus	42,0	248,8	420,0	537,7	601,5
Forêt privée	66 843,0	86 054,6	86 064,3	81 844,7	61 480,7
Résineux	66 688,0	85 682,9	85 517,1	80 974,3	60 391,8
Feuillus	155,0	371,7	547,2	870,6	1 088,9
Le Québec	184 227,0	240 970,9	250 938,3	243 658,5	221 503,5
Résineux	184 030,0	240 350,4	249 971,1	242 250,3	219 813,2
Feuillus	197,0	620,5	967,2	1 408,2	1 690,3

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, éditions 1988, 1990, 1992 et 1993.

Figure 1

Nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement, Québec, 1976-1991



Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1993.

Tableau 8

Statistiques principales des industries du bois[1], par grande région, Canada, 1986-1990

	Unité	1986	1987	1988	1989	1990	
						Valeur	%
Établissements	n	3 578	3 424	3 639	3 380	3 409	100,0
Atlantique	n	359	328	341	305	300	8,8
Québec	n	1 127	1 159	1 218	1 173	1 237	36,3
Ontario	n	898	845	926	846	836	24,5
Prairies	n	392	352	391	369	355	10,4
Colombie-Britannique	n	802	740	763	687	681	20,0
Yukon et T.N.-O.	n	..	..	..	5	..	..
Employés	n	110 966	121 655	123 934	123 609	115 490	100,0
Atlantique	n	6 864	7 293	7 605	7 451	6 592	5,7
Québec	n	31 891	34 250	34 149	32 146	30 320	26,3
Ontario	n	25 852	28 040	29 185	30 655	27 353	23,7
Prairies	n	9 155	9 647	10 712	10 941	10 913	9,4
Colombie-Britannique	n	37 204	42 425	42 283	42 416	40 312	34,9
Yukon et T.N.-O.	n	..	..	..	42	..	..
Salaires	'000 $	2 855 604	3 304 256	3 517 200	3 654 600	3 565 204	100,0
Atlantique	'000 $	128 793	149 972	155 000	157 900	149 145	4,2
Québec	'000 $	660 098	748 419	782 500	770 700	755 278	21,1
Ontario	'000 $	583 272	653 090	734 000	793 400	747 023	21,0
Prairies	'000 $	233 322	262 489	295 600	313 100	324 104	9,1
Colombie-Britannique	'000 $	1 250 119	1 490 287	1 550 000	1 619 500	1 589 654	44,6
Yukon et T.N.-O.	'000 $	..	..	..	1 000	..	..
Intrants	'000 $	7 304 144	8 485 264	9 709 200	10 060 000	9 783 048	100,0
Atlantique	'000 $	376 282	417 613	446 800	441 300	434 653	4,4
Québec	'000 $	1 891 972	2 112 313	2 262 800	2 236 300	2 197 561	22,5
Ontario	'000 $	1 490 054	1 673 781	1 863 200	1 980 400	1 741 947	17,8
Prairies	'000 $	562 579	633 392	717 700	782 000	802 596	8,2
Colombie-Britannique	'000 $	2 983 257	3 648 165	4 418 800	4 620 100	4 606 291	47,1
Yukon et T.N.-O.	'000 $	..	..	..	2 400	..	..
Expéditions	'000 $	12 827 347	15 033 116	15 986 200	16 509 300	15 511 324	100,0
Atlantique	'000 $	616 955	705 444	734 700	717 500	672 709	4,3
Québec	'000 $	3 176 073	3 612 064	3 802 500	3 721 700	3 549 831	22,9
Ontario	'000 $	2 581 158	2 838 455	3 097 700	3 298 600	2 848 624	18,4
Prairies	'000 $	1 021 687	1 140 344	1 242 900	1 379 600	1 380 872	8,9
Colombie-Britannique	'000 $	5 431 473	6 736 809	7 108 400	7 391 900	7 059 288	45,5
Yukon et T.N.-O.	'000 $	..	..	..	4 100	..	..
Valeur ajoutée	'000 $	5 523 203	6 547 852	6 277 000	6 449 300	5 728 276	100,0
Atlantique	'000 $	240 673	287 831	287 900	276 200	238 056	4,2
Québec	'000 $	1 284 101	1 499 751	1 539 700	1 485 500	1 352 270	23,6
Ontario	'000 $	1 091 104	1 164 674	1 234 500	1 318 200	1 106 677	19,3
Prairies	'000 $	459 108	506 952	525 200	597 600	578 276	10,1
Colombie-Britannique	'000 $	2 448 216	3 088 644	2 689 600	2 771 800	2 452 997	42,8
Yukon et T.N.-O.	'000 $	..	..	..	1 700	..	..

1. Statistiques principales de l'activité totale du grand groupe 25 (CTI de 1980).

Source : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203).

8

Tableau 9

Répartition des usines reliées aux industries du bois, par région administrative et par produit, Québec, 1992

Produit	Région administrative[1]							
	11	01	02	03	12	04	05	16
	n							
Bois de sciage	72	115	94	59	150	87	120	43
Copeaux	16	30	30	14	42	19	34	7
Lattes	4	12	-	-	3	-	1	-
Bardeaux	4	11	-	-	18	3	7	1
Placages et contre-plaqués	-	1	-	-	1	6	2	1
Portes, châssis et autre bois ouvré	14	41	24	34	73	53	36	82
Parquets en bois dur	-	-	-	2	6	4	1	1
Préfabrication de bâtiments (charpentes)	1	9	7	6	21	14	4	18
Armoires de cuisine en bois	9	29	27	26	43	48	26	88
Boîtes et palettes de bois	-	1	1	6	3	14	9	17
Cercueils	-	1	-	-	4	7	-	1
Traitement protecteur du bois	-	1	-	1	-	2	-	2
Manches en bois et tournage du bois	-	3	1	6	12	15	9	4
Panneaux agglomérés	-	1	1	2	1	2	1	2
Poteaux	-	-	-	1	-	1	-	-
Bois de fuseau	-	1	-	3	2	-	4	2
Charbon de bois	-	3	-	25	-	-	-	-
Résidus de bois utilisés à des fins énergétiques et de métallurgie	-	-	-	-	-	4	2	-
Bois de chauffage (plus de 500 m^3/an)	35	39	52	4	7	22	2	4
Transformation secondaire	17	47	39	17	75	35	38	17
Total des unités de production[2]	172	345	276	206	461	336	296	290
Part de la région (%)	5	10	8	6	13	10	9	8
Nombre réel d'usines	115	228	186	156	317	256	215	237
Part relative de la région (%)	5	9	7	6	13	10	9	10

1. Voir noms et codes des régions administratives au début de l'ouvrage.
2. Les usines fabriquant plus d'une catégorie de produits sont comptées pour chacune de ces catégories.

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1993.

Tableau 10

Répartition des usines de pâtes et papiers, par région administrative et par produit, Québec, 1991

Produit	Région administrative[1]							
	11	01	02	03	12	04	05	16
	n							
Papier journal et papiers de spécialité	1	1	4	5	-	5	1	-
Papiers fins et spéciaux	-	-	-	2	-	2	1	1
Papiers tissus	-	-	-	1	-	2	1	1
Pâtes commerciales	-	2	1	-	1	1	1	-
Papiers et cartons kraft	1	-	-	-	-	1	1	-
Cartons	-	2	1	1	-	3	1	1
Matériaux de construction	-	-	-	2	-	2	-	-
Total des unités de production[2]	2	5	6	11	1	16	6	3
Part relative de la région[3] (%)	3	7	8	15	1	22	8	4
Nombre réel d'usines	2	5	6	8	1	12	4	3
Part relative de la région[3] (%)	3	8	10	13	2	19	6	5

1. Voir noms et codes des régions administratives au début de l'ouvrage.
2. Les usines fabriquant plus d'une catégorie de produits sont comptées pour chacune de ces catégories.
3. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1993.

Produit	Région administrative[1]								Total
	06	13	14	15	07	08	09	10	
	n								
Bois de sciage	-	-	38	61	86	59	27	13	1 024
Copeaux	-	-	15	16	9	20	5	8	265
Lattes	-	-	-	-	-	1	1	-	22
Bardeaux	-	-	2	1	3	1	-	-	51
Placages et contre-plaqués	-	-	1	2	2	4	-	-	20
Portes, châssis et autre bois ouvré	34	11	33	54	9	13	8	2	521
Parquets en bois dur	-	-	2	-	2	-	-	-	18
Préfabrication de bâtiments (charpentes)	3	3	8	15	3	5	1	-	118
Armoires de cuisine en bois	28	7	54	39	12	12	7	1	456
Boîtes et palettes de bois	9	-	9	13	1	2	-	-	85
Cercueils	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Traitement protecteur du bois	2	1	2	3	1	1	-	1	17
Manches en bois et tournage du bois	3	1	5	8	-	-	-	-	67
Panneaux agglomérés	2	1	1	2	-	3	-	-	19
Poteaux	-	-	-	1	1	1	-	-	5
Bois de fuseau	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Charbon de bois	-	-	-	-	-	1	-	-	29
Résidus de bois utilisés à des fins énergétiques et de métallurgie	-	-	2	1	-	-	-	-	9
Bois de chauffage (plus de 500 m^3/an)	2	-	27	22	21	26	28	5	296
Transformation secondaire	1	3	21	34	12	20	4	7	387
Total des unités de production[2]	84	27	220	272	162	169	81	37	3 434
Part relative de la région (%)	2	1	6	8	5	5	2	1	100
Nombre réel d'usines	60	20	161	199	130	123	65	21	2 489
Part relative de la région (%)	2	1	6	8	5	5	3	1	100

Produit	Région administrative[1]								Total
	06	13	14	15	07	08	09	10	
	n								
Papier journal et papiers de spécialité	-	-	-	-	2	1	1	-	21
Papiers fins et spéciaux	-	-	-	1	1	-	-	-	8
Papiers tissus	-	-	1	1	1	-	-	-	8
Pâtes commerciales	-	-	1	-	2	2	1	1	13
Papiers et cartons kraft	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Cartons	2	-	1	-	-	1	-	-	13
Matériaux de construction	1	-	1	-	-	-	-	-	6
Total des unités de production[2]	3	-	4	2	6	4	2	1	72
Part relative de la région[3] (%)	4	-	6	3	8	6	3	1	100
Nombre réel d'usines	3	-	3	2	6	4	2	1	62
Part relative de la région[3] (%)	5	-	5	3	10	6	3	2	100

Tableau 11

Statistiques principales de l'industrie des pâtes et papiers[1], par grande région[2], Canada, 1986-1990

	Unité	1986	1987	1988	1989	1990	
						Valeur	%
Établissements	n	142	144	145	147	146	100,0
Atlantique	n	20	20	20	20	20	13,7
Québec	n	55	56	59	60	61	41,8
Ontario	n	35	36	34	34	32	22,0
Prairies	n	7	7	7	8	8	5,5
Colombie-Britannique	n	25	25	25	25	25	17,0
Employés	n	79 570	80 334	81 058	80 595	77 768	100,0
Atlantique	n	x	x	x	x	x	x
Québec	n	31 232	31 652	31 276	30 723	29 054	37,4
Ontario	n	19 942	19 873	20 157	19 758	18 592	23,9
Prairies	n	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	n	15 466	15 816	16 198	16 723	16 656	21,4
Salaires	'000 $	2 999 232	3 113 977	3 331 900	3 490 900	3 497 481	100,0
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	1 130 499	1 178 871	1 253 400	1 302 400	1 271 843	36,4
Ontario	'000 $	730 139	747 588	783 200	797 900	799 186	22,9
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	657 381	677 330	750 800	803 400	829 484	23,7
Intrants	'000 $	8 810 240	8 533 267	10 398 800	11 044 100	10 708 818	100,0
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	3 093 483	3 212 726	4 732 900	3 788 600	3 667 000	34,2
Ontario	'000 $	1 761 774	2 207 353	2 353 900	2 457 600	2 401 033	22,4
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	2 119 201	2 479 155	2 729 200	2 881 800	2 658 727	24,8
Expéditions	'000 $	15 783 998	18 384 814	20 580 500	20 593 900	18 748 365	100,0
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	5 640 783	6 021 797	6 770 400	6 559 600	6 109 558	32,6
Ontario	'000 $	3 971 026	4 298 008	4 705 500	4 800 600	4 447 189	23,7
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	3 813 624	4 870 423	5 680 200	5 733 000	4 750 102	25,3
Valeur ajoutée	'000 $	6 973 758	8 851 547	10 181 700	9 549 800	8 039 547	100,0
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	2 547 300	2 809 071	3 163 200	2 771 000	2 442 558	30,4
Ontario	'000 $	1 680 224	2 090 655	2 351 600	2 343 000	2 046 156	25,4
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	1 694 423	2 391 268	2 951 000	2 851 200	2 091 375	26,0

1. Statistiques principales de l'activité totale du groupe 271 (CTI de 1980).
2. Aucun établissement n'a été recensé pour la région du Yukon et des T.N.-O.

Source : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 12

Sources d'approvisionnement en fibre de bois de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1986-1991

Source	1986	1987	1988	1989	1990	1991e	1991e
	'000 000 m³						%
Bois à pâte coupé sur les terrains publics	6,9	6,8	7,1	8,4	6,1	4,7	20,0
Bois acheté (boisés privés)	4,0	4,0	4,4	4,8	3,9	3,7	15,7
Résidus de bois (copeaux, etc.)	14,7	16,7	14,1	14,9	14,1	14,8	62,6
Importations	0,1	0,1	1,0	2,8	0,3	0,4	1,7
Total	25,7	27,6	26,6	30,9	24,4	23,6	100,0

Source : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, éditions 1992 et 1993.

Tableau 13

Dépenses en immobilisations et en réparations des industries du bois et des industries du papier et produits connexes, Québec, 1980 et 1986-1991

		Immobilisations		Réparations		Total	
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Industries du bois	1980	68 500	3,1	40 100	3,9	108 600	3,4
	1986	86 400	2,3	56 200	3,7	142 600	2,7
	1987	99 600	2,5	58 300	3,5	157 900	2,8
	1988	181 700	4,0	51 900	2,9	233 600	3,7
	1989	156 600	2,6	74 200	3,7	230 800	2,9
	1990	103 200	1,7	99 500	4,4	202 700	2,4
	1991p	89 600	1,9	84 600	4,1	174 200	2,6
Industries du papier et produits connexes	1980	365 300	16,7	215 400	21,0	580 700	18,1
	1986	1 023 000	27,5	385 000	25,3	1 408 000	26,9
	1987	1 161 000	29,0	438 700	26,1	1 599 700	28,2
	1988	992 400	21,7	484 900	26,8	1 477 300	23,2
	1989	1 427 800	23,7	521 500	26,0	1 949 300	24,2
	1990	1 178 600	18,9	542 500	24,3	1 721 100	20,4
	1991p	892 300	19,4	557 900	27,2	1 450 200	21,8
Secteur manufacturier	1980	2 189 600	100,0	1 027 300	100,0	3 216 900	100,0
	1986	3 713 900	100,0	1 524 000	100,0	5 237 900	100,0
	1987	3 997 100	100,0	1 687 600	100,0	5 675 700	100,0
	1988	4 565 900	100,0	1 807 000	100,0	6 372 900	100,0
	1989	6 031 000	100,0	2 009 300	100,0	8 040 300	100,0
	1990	6 207 200	100,0	2 234 300	100,0	8 441 500	100,0
	1991p	4 609 900	100,0	2 053 500	100,0	6 663 400	100,0

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics.*
Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, édition 1993.

Tableau 14

Production de papiers et de cartons, Québec, Canada, Monde, 1986-1991

		Québec	Canada	Monde	Québec/ Canada	Québec/ Monde
		'000 t			%	
Papier journal	1986	4 285,0	9 288,0	28 981,0	46,1	14,8
	1987	4 487,0	9 669,0	30 181,0	46,4	14,9
	1988	4 647,0	9 840,0	31 589,0	47,2	14,6
	1989	4 321,0	9 640,0	31 921,0	44,8	13,5
	1990	4 107,0	9 068,0	32 856,0	45,3	12,5
	1991	4 404,0	8 976,0	32 279,0	49,1	13,6
Autres papiers et cartons	1986	2 322,0	5 971,0	172 916,0	38,9	1,3
	1987	2 283,0	6 388,0	182 656,0	35,7	1,2
	1988	2 466,0	6 671,0	192 440,0	37,0	1,3
	1989	2 503,0	6 878,0	202 634,0	36,4	1,2
	1990	2 801,0	7 418,0	206 071,0	37,8	1,4
	1991	3 004,0	7 590,0	208 884,0	39,6	1,4
Total	1986	6 607,0	15 259,0	201 897,0	43,3	3,3
	1987	6 770,0	16 057,0	212 837,0	42,2	3,2
	1988	7 113,0	16 511,0	224 329,0	43,1	3,2
	1989	6 824,0	16 518,0	234 555,0	41,3	2,9
	1990	6 908,0	16 456,0	238 927,0	41,9	2,9
	1991	7 008,0	16 566,0	241 143,0	42,3	2,9

Sources : Ministère des Forêts, *Ressource et industrie forestières - Portrait statistique*, éditions 1990 et 1993.
Association des industries forestières du Québec, *L'industrie des pâtes et papiers - Coup d'oeil 1992*.

9

Mines

La production minérale	359
L'industrie métallurgique	360
Le Québec dans le contexte canadien	361
La situation régionale	361
L'environnement	363
Définitions	364

9

Liste des tableaux

1. Valeur de la production minérale, par substance, Québec, 1987-1993 365

2. Volume de la production minérale, par substance, Québec, 1987-1993 365

3. Statistiques principales de l'industrie métallurgique, Québec, 1993p 366

4. Part relative de la valeur des expéditions minérales, par province et territoire, Canada, 1987-1993 366

5. Part du Québec dans certaines productions minérales canadiennes, Québec, 1986-1992 366

6. Valeur de la production minérale, par région administrative, Québec, 1987-1993 367

7. Emploi, rémunération et heures payées dans l'industrie minérale, selon le secteur et la substance, Québec, 1991-1993 368

8. Investissements et valeur de la production de l'industrie minérale, Québec, 1984-1993 369

9. Répartition des investissements par groupe de substances, Québec, 1984-1993 370

Liste des figures

1. Valeur de la production minérale, par région administrative, Québec, 1992 et 1993 367

2. Investissements et valeur de la production de l'industrie minérale, Québec, 1984-1993 369

9

Ce chapitre a été réalisé par Édouard Fafard, du Service de la statistique et de l'économie minérale du ministère des Ressources naturelles.

Le secteur minier est important dans l'économie du Québec : d'abord, par le rôle structurant qu'il joue dans l'économie de plusieurs régions; ensuite, par la présence de plusieurs industries manufacturières et de première transformation qui lui sont reliées sur l'ensemble du territoire québécois.

Selon les données provisoires de 1993, la part de l'activité minière dans le produit intérieur brut du Québec est de 1,2 %. Cette proportion est relativement stable depuis 1987; elle était alors de 1,3 %. En outre, en termes de valeur ajoutée, le secteur minier représente, depuis 1987, de 35 % à 37 % de l'ensemble du secteur primaire.

La production minérale

En 1993, la valeur des expéditions minérales du Québec a été de 2,6 milliards de dollars. Depuis 1990, la production minérale accuse une tendance à la baisse, qui s'est maintenue en 1993. Cette baisse est de 5,2 % par rapport à l'année précédente (tableau 1).

On subdivise la production minérale en trois grandes catégories, soit les minéraux métalliques, les minéraux industriels, ainsi que les minéraux ou substances minérales servant de matériaux de construction. Le déclin, qui s'est manifesté dans les trois secteurs, est respectivement de 4,8 %, 6,5 % et 5,2 %.

Les minéraux métalliques

La valeur de la production des minéraux métalliques s'établit à 1,6 milliard de dollars en 1993, soit 6,3 % sous le niveau de 1987. Les fluctuations de la production de cette catégorie de substances minérales, la plus importante des trois, reflètent l'évolution du secteur minier au Québec depuis 10 ans. La production a atteint un sommet en 1990 (1,9 milliard de dollars) et a fléchi de 17,1 % depuis. Sa part relative dans l'ensemble de la production minérale n'a cependant pas changé : elle se situe entre 60 % et 64 % selon les années.

En 1993, la production de la plupart des principales substances métalliques a accusé une baisse en volume, sauf pour le zinc et le fer (tableau 2). En valeur de production, seuls les métaux précieux ont progressé; la valeur des expéditions d'or s'est accrue de 4 % et celle des expéditions d'argent, d'un peu moins de 9 %. Cette variation est attribuable à l'augmentation des prix des métaux précieux pendant l'année.

La valeur des expéditions de cuivre a diminué de 24 % en 1993. Cette baisse s'explique par les fermetures de mines qui se sont produites pendant l'année et la chute des prix en devises américaines. Quant au zinc, les quantités expédiées ont augmenté de 19,6 %. Ces bons résultats sont dus principalement à l'ouverture, en 1993, de la mine Norita Est des Minéraux Noranda. Pour le fer, la baisse des prix a entraîné une diminution d'un peu moins de 10 % de la valeur des expéditions québécoises, alors que les quantités expédiées ont crû très légèrement.

9

Les minéraux industriels

Les minéraux industriels représentent environ 20 % de la production minérale totale du Québec. Comparée à la production de 1987, celle de 1993 s'est accrue de 1,5 % et se situe à 531 millions de dollars. En 1990, cette production s'est élevée à près de 622 millions de dollars, un sommet jamais atteint depuis.

Les producteurs d'amiante du Québec ont connu en 1993 une année plus difficile que les deux précédentes à cause d'une récession sur le marché traditionnel de l'Europe et d'une croissance plus faible que prévue des marchés en expansion, notamment celui du Japon. La valeur des expéditions d'amiante se chiffre à quelque 210 millions de dollars en 1993, en baisse de 6,5 % par rapport à 1992. La valeur du taux de change a pu cependant partiellement compenser la diminution de 12,9 % en volume.

Le marché mondial du pigment, principal débouché du dioxyde de titane, est encore en état de surcapacité de production, malgré la légère croissance de la consommation qui s'est produite en 1993. Enfin, la valeur des expéditions de l'ensemble des minéraux industriels a diminué de 6 % en 1993, en dépit de l'augmentation en quantité et en valeur de la production d'ilménite, de tourbe et de mica.

Les autres substances minérales

Sont regroupés sous cette appellation les minéraux utilisés presque exclusivement en construction. Ce sont les produits d'argile, la chaux, le ciment, la pierre ainsi que le sable et le gravier.

En 1993, cette catégorie occupe une part d'environ 18 % de la production totale. Cette part tend à diminuer depuis 1987, alors qu'elle était de 20,2 %; cette diminution s'accompagne d'une baisse de près de 19 % de la valeur de la production. En 1993, la valeur des expéditions des substances minérales servant de matériaux de construction connaît une baisse de 5,2 %, attribuable notamment à un fléchissement des activités dans le secteur de la construction résidentielle.

L'industrie métallurgique

La métallurgie est une composante majeure de l'industrie minière québécoise (tableau 3). L'activité la plus importante dans ce domaine est la transformation primaire de l'aluminium. Avec les récentes expansions et implantations d'usines à Bécancour, Baie-Comeau, Deschambeault et Sept-Îles, le Québec est le plus gros producteur d'aluminium au Canada (88 % de la capacité de production canadienne et 12 % de la capacité de production mondiale) et le plus important exportateur dans le monde. En 1993, ses dix établissements, situés dans les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, de Québec et de la Mauricie—Bois-Francs ont une capacité totale de production d'environ 2 millions de tonnes et donnent de l'emploi à plus de 14 200 personnes.

La fabrication de l'acier et de la fonte constitue également une activité importante de l'industrie métallurgique québécoise. Quatre aciéries procurent au Québec une capacité de production d'environ 2,2 millions de tonnes par an et emploient 3 500 travailleurs. S'ajoutent à cela deux forges, quelque vingt fonderies de pièces moulées en fonte et trois fonderies de pièces en acier. De plus, la compagnie QIT fabrique de la fonte en lingot.

Le Québec produit aussi du magnésium. L'usine de Norsk Hydro, d'une capacité annuelle de production de 40 000 tonnes, fait du Québec le premier producteur de magnésium au Canada.

Enfin, deux usines de ferro-alliages sont en exploitation : celle de SKW à Bécancour, qui fabrique du silicium (28 000 tonnes annuellement) et du ferrosilicium (27 000 tonnes), et celle de Elkem Metal de Chicoutimi, qui fabrique du ferrosilicium (27 000 tonnes). En outre, la compagnie Niobec de Saint-Honoré mettra bientôt en service une usine de ferroniobium.

Le Québec dans le contexte canadien

Le Québec se classe au deuxième rang parmi les producteurs de minéraux au Canada (excluant les produits pétroliers), n'étant devancé que par l'Ontario (tableau 4). Sa production représente de 19 % à 20 % de la production canadienne depuis 1991. Cette proportion va en augmentant, car de 1984 à 1990, elle se situait plutôt entre 15 % et 18 %. Cette augmentation est due aux bons résultats obtenus dans le secteur des minéraux métalliques et des matériaux de construction, mais elle a été accentuée en 1993 par la baisse enregistrée notamment dans la production de nickel et de zinc ailleurs au Canada.

En 1992, le Québec est pratiquement le seul producteur d'amiante au Canada (95,2 % de la production canadienne), le second producteur de substances métalliques, dont l'or, après l'Ontario (28,5 % de la production), et le fer, après Terre-Neuve (plus de 40 % de la production), le second producteur de minéraux industriels ainsi que le premier producteur de pierre, avec 40,9 % de la production canadienne (tableau 5).

La situation régionale

L'industrie minière est fortement implantée dans l'économie régionale. Trois régions accaparent près de 70 % de la valeur de la production : l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec. Ces trois régions comptent 45 % des emplois du secteur minier.

L'Abitibi-Témiscamingue

L'activité minière de la région est caractérisée principalement par l'exploitation de mines d'or. Au début de décembre 1993, il y avait quatorze mines d'or en production et en préproduction. Au cours de 1993, trois d'entre elles avaient cessé leurs opérations. L'Abitibi-Témiscamingue est également un important producteur de cuivre et de zinc.

Les mines exploitent surtout des gisements souterrains à veines étroites; une seule mine (Sigma 2) est exploitée à ciel ouvert. La région est très bien pourvue d'équipements de transformation primaire, puisqu'on y concentre le minerai d'or (neuf concentrateurs d'or sont en activité). Elle compte de plus une fonderie de cuivre (Horne), localisée à Rouyn-Noranda.

Pour l'année 1993, la valeur des expéditions minérales a atteint un peu plus de 536 millions de dollars, en diminution de près de 7 % par rapport à 1992. Cela met fin à six années d'augmentation consécutive. La production était en effet de 406 millions de dollars en 1987 et n'a cessé de progresser, jusqu'à 575,3 millions de dollars en 1992 (tableau 6).

9

La région de l'Abitibi-Témiscamingue est la première en importance au Québec pour les emplois reliés au secteur minier. En 1993, ces derniers étaient néanmoins en baisse de 11,2 % par rapport à l'année précédente; depuis 1988, leur nombre a diminué de près de 34 %. Cette baisse de l'emploi est principalement attribuable aux fermetures de mines, à la réduction du forage au diamant, ainsi qu'à l'augmentation de la productivité.

Au chapitre des investissements miniers, cette région est le principal bénéficiaire des dépenses d'investissement faites au Québec, avec une part de 39 %. En 1993, ces investissements ont atteint 255,9 millions de dollars, en hausse de 33 % par rapport à l'année précédente.

La Côte-Nord

L'activité économique de la région repose essentiellement sur l'exploitation et la transformation des ressources; 25 % des emplois y sont reliés (comparativement à 10 % pour le Québec) et plus de 70 % des produits qui y sont manufacturés sont exportés hors du Québec. La Côte-Nord occupe le premier rang au chapitre de la production minérale, avec 30 % de la valeur de la production minérale totale du Québec. Cette proportion tend à diminuer depuis 1987; elle se situait alors à près de 40 %. Parallèlement, la valeur de la production a chuté de près de 28 %. Les principales substances minérales tirées de cette région sont le fer, le fer de refonte et le titane. En ce qui concerne l'emploi du secteur minier, la région de la Côte-Nord occupe le deuxième rang au Québec, après l'Abitibi-Témiscamingue. En 1993, cette catégorie d'emplois a connu une diminution de 4 %, pour se chiffrer à 2 720 années-personnes. Cette baisse est la cinquième depuis 1989.

Les investissements dans le secteur minier ont atteint 134,9 millions de dollars en 1993, en baisse de 22 % par rapport à l'année 1992. Ce niveau est le plus bas enregistré depuis les cinq dernières années. Les entreprises oeuvrant dans le secteur des métaux ferreux contribuent pour une très large part à ces investissements.

Le Nord-du-Québec

La valeur des expéditions minérales du Nord-du-Québec a atteint 431 millions de dollars en 1993, en baisse d'environ 4 % par rapport à l'année précédente. En fait, la production de la région suit une légère tendance à la baisse depuis 1990. Elle atteignait alors 524,4 millions de dollars. Depuis les dix dernières années, la production régionale représente environ 17 % de la production de l'ensemble du Québec.

L'emploi dans le secteur minier a connu une baisse de 13 % en 1993, pour se situer à 1 687 années-personnes. Le nombre d'emplois n'a cessé de décroître depuis les six dernières années, passant de 3 126 en 1988 à 1 648 en 1993, soit une chute de 46 %. Malgré la situation difficile de cette région, deux mines, qui avaient fermé leurs portes en 1992, ont repris la production en mars 1993, créant ainsi 440 emplois.

Au chapitre des investissements, la région a recueilli 118,2 millions de dollars en 1993, soit une baisse de 11,3 % par rapport à l'année précédente. Le niveau des dépenses de mise en valeur devrait se maintenir d'ici les prochaines années, sinon augmenter, car plusieurs projets sont en voie d'exploration avancée ou d'aménagement, comme Eastmain (Ressources MSV), Grevet (Cambior), Troïlus (Corporation minière Metall), Reglan (Falconbridge) et Vezza (Agnico-Eagle).

Les investissements

On subdivise l'investissement dans le secteur minier en quatre grandes catégories : l'exploration, la mise en valeur, les immobilisations et les réparations.

En 1993, les dépenses totales d'investissement ont enregistré une faible baisse, de 0,7 %. Elles sont alors de 662,4 millions de dollars (tableau 8) et ainsi réparties : 19 % en exploration, 26 % en mise en valeur, 18 % en immobilisations et 37 % en réparations. Il est à noter que les dépenses d'exploration ont évolué à la hausse par rapport à 1992. Ce regain de l'activité s'explique par la hausse du prix de l'or depuis le début de l'année 1993, l'engouement pour l'exploration de gisements diamantifères, la bonification des mesures fiscales annoncées en 1992 et l'intérêt accru des investisseurs envers les titres des ressources.

En 1993, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec sont, comme toujours, les régions où il se fait le plus de dépenses d'investissement, soit plus de 77 %. En 1987, année exceptionnelle en raison des quelque 465 millions de dollars canalisés par les actions accréditives à des fins d'exploration minière, l'investissement total avait dépassé le milliard de dollars; depuis, il a reculé de plus de 35 %.

L'environnement

L'industrie minière est soucieuse de développement durable et elle investit des sommes importantes depuis plusieurs années pour respecter les normes environnementales et ainsi réduire l'incidence de ses activités sur l'environnement.

En 1992, les entreprises minières du Québec ont déclaré des investissements de 20,1 millions de dollars à cette fin. Ces investissements ont permis d'améliorer sensiblement la qualité des effluents à proximité des mines et de bonifier, notamment, les méthodes de traitement de minerai en favorisant l'optimisation de l'usage de l'eau et sa recirculation. Selon le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, le taux de conformité de l'industrie minière aux normes environnementales du Québec excède 90 % depuis 1990. En 1992, il se situait à 95,6 %.

Depuis 1987, les sommes investies par l'industrie au chapitre de l'environnement totalisent environ 100 millions de dollars, selon les données recueillies par le ministère des Ressources naturelles. Outre ces efforts, il faut souligner plusieurs initiatives gouvernementales qui ont permis de réaliser la restauration de sites miniers désaffectés appartenant à la Couronne.

Autres lectures suggérées

Ministère des Ressources naturelles, *L'industrie minérale du Québec 1993*, Québec, ministère des Ressources naturelles, 1994, 141 p.
Ministère des Ressources naturelles, *L'industrie minérale du Québec : statistiques 1993 : production et investissements*, Québec, ministère des Ressources naturelles, 1994, 60 p.

9

Définitions

Actions accréditives

Actions principalement émises par des entreprises minières actives en exploration, du fait qu'elles n'ont généralement pas de revenus d'exploitation pouvant faciliter le financement de leurs travaux. Le terme «accréditif» renvoie au fait que l'entreprise renonce en faveur de l'investisseur, sous une forme prescrite par le fisc, aux dépenses d'exploration ou de mise en valeur qu'elle engage.

Dépenses d'exploration (hors chantier et au chantier)

Sommes engagées pour la recherche de nouveaux gisements dans les chantiers et en dehors des chantiers productifs ou en cours d'aménagement en vue d'une exploitation. Cela regroupe principalement les dépenses affectées aux travaux de décapage, de coupe de ligne, de jalonnement, de tranchées, de forage au diamant, de géologie, de géochimie, de géophysique (au sol ou aéroportée), de fonçage de puits d'exploration et de tout autre travail d'exploration de surface et souterraine. Les frais d'administration associés à ces travaux physiques sont aussi inclus.

Dépenses de mise en valeur

Frais de délimitation et de préparation d'un gisement découvert sur un chantier productif ou en cours d'aménagement, en vue de son exploitation. Cela comprend des frais de décapage, de fonçage de puits, de construction de travers-bancs, de galeries, de rampes et de remontées, des frais reliés à des travaux de forage au diamant, à des services tels que le hissage et la ventilation ainsi qu'à la surveillance générale des travaux. Sont aussi inclus les frais d'administration associés à ces travaux.

Dépenses de pré-production

Dépenses d'investissement effectuées en vue de l'exploitation prochaine d'un gisement.

Dépenses en réparations

Dépenses non capitalisées engagées pour maintenir l'efficacité opérationnelle du stock existant de biens durables (des installations et de l'actif). Lorsque les frais de réparation sont suffisamment élevés pour prolonger la vie utile de ces biens, pour accroître leur capacité ou autrement leur productivité, ils sont considérés comme des dépenses en immobilisations au titre de construction ou de machines et d'équipement.

Dépenses en immobilisations

Cette catégorie compte deux groupes distincts de dépenses: construction, machines et équipement.

Le premier groupe comprend les dépenses pour la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface et souterrains, qui ne sont pas incluses dans les dépenses de mise en valeur. Il inclut aussi les dépenses reliées à la construction de bâtiments et à tous les travaux de génie, tels que routes, systèmes de gestion des résidus, constructions maritimes (quai, jetée, mur de soutènement), etc. Les frais capitalisés, tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce groupe; le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont cependant exclus.

Le deuxième groupe comprend les dépenses pour l'acquisition de matériel et d'équipement neufs (et usagés s'ils sont importés), incluant l'achat de camions et autre matériel mobile, de mobilier de bureau, de matériel de terrassement et de manutention ainsi que d'autres équipements et machines.

Production minérale

Synonyme de «quantité vendue, expédiée ou utilisée»; ne désigne pas nécessairement les quantités produites au cours de l'année.

Tableau 1

Valeur de la production minérale, par substance, Québec, 1987-1993

Substance	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993p
				$			
Minéraux métalliques	1 678 922 776	1 639 496 755	1 702 559 280	1 898 228 685	1 866 122 383	1 652 386 271	1 572 599 000
Argent	50 147 592	37 382 036	28 181 620	29 564 208	24 407 282	21 798 648	23 653 000
Cadmium	x	x	477 697	460 091	x	242 443	108 000
Cuivre	161 876 857	150 318 714	221 487 662	312 334 058	311 427 917	257 979 378	196 322 000
Fer (minerai)	x	x	x	x	x	x	x
Niobium	x	x	x	x	x	x	x
Or	562 326 956	580 147 364	538 443 944	585 116 476	692 761 722	595 399 666	619 946 000
Sélénium	x	3 322 518	2 327 745	2 355 859	1 247 913	1 788 455	2 780 000
Tellure	x	199 733	72 891	480 622	743 050	1 402 427	1 879 000
Zinc	116 111 178	135 596 953	x	232 394 901	150 159 740	x	x
Autres	x	x	x	x	x	x	x
Minéraux industriels	523 831 181	519 007 386	579 478 189	621 536 032	596 676 524	568 045 031	531 361 000
Amiante	171 860 187	169 951 441	184 198 673	190 262 679	226 338 104	224 549 439	209 860 000
Silice	17 625 095	18 771 226	18 420 781	15 512 273	13 214 767	13 616 428	13 245 000
Soufre[1]	x	4 358 433	2 127 021	15 387 485	22 852 913	17 893 455	16 093 000
Tourbe	25 731 233	29 458 495	41 515 579	41 057 970	40 220 691	36 943 595	41 319 000
Autres[2]	x	x	x	x	294 050 049	275 042 114	250 844 000
Autres substances minérales	557 582 927	551 843 733	551 702 881	521 665 014	475 990 364	476 365 891	451 805 000
Ciment	209 461 102	186 242 214	186 457 148	166 521 173	135 913 715	129 661 920	146 482 000
Pierre	213 111 952	232 918 316	230 454 511	243 573 226	208 804 650	207 499 637	176 822 000
Sable et gravier	76 824 946	80 374 741	89 165 598	74 020 251	100 084 373	103 351 417	91 716 000
Autres	x	x	x	x	x	x	x
Total	2 760 336 884	2 710 347 874	2 833 740 350	3 041 429 731	2 938 789 271	2 696 797 193	2 555 765 000

1. Acide sulfurique
2. Comprend le gaz naturel, le graphite, l'ilménite, le sel, le talc, le mica, les scories de titane et la dolomie magnésitique.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

Tableau 2

Volume de la production minérale, par substance, Québec, 1987-1993

Substance	Unité	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993p
Minéraux métalliques								
Argent	g	162 596 167	139 665 000	134 625 155	163 508 898	164 031 830	142 557 612	134 398 000
Cadmium	kg	x	x	47 532	x	96 400	100 349	84 000
Cuivre	kg	66 848 171	47 633 277	65 317 154	99 197 757	113 931 346	91 950 278	77 963 000
Fer (minerai)	t	x	x	15 362 984	15 305 907	14 905 248	13 349 569	13 626 000
Niobium	kg	x	3 692 200	3 505 500	3 281 400	3 295 079	3 418 191	3 200 000
Or	g	29 543 289	33 538 407	37 082 916	40 675 459	51 923 379	44 589 206	41 891 000
Sélénium	kg	162 394	121 406	119 703	126 591	71 843	123 087	206 000
Tellure	kg	x	3 802	1 037	5 903	10 615	18 714	25 000
Zinc	kg	91 139 073	82 030 825	90 640 394	120 599 326	117 404 019	107 465 940	128 065 000
Minéraux industriels								
Amiante	t	504 849	529 565	529 713	524 466	613 682	567 001	494 000
Silice	t	841 763	941 325	914 628	707 830	525 096	517 394	541 000
Soufre	t	x	21 872	39 139	107 308	142 891	109 103	109 000
Tourbe	s[1]	6 715 226	7 742 452	7 944 634	8 109 774	8 089 880	6 625 848	7 172 000
Autres substances minérales								
Ciment	t	3 597 252	3 273 602	3 170 906	2 866 937	2 267 240	1 909 264	2 530 000
Pierre	t	42 731 455	46 528 851	42 604 730	40 634 286	34 800 819	36 523 635	29 044 000
Sable et gravier	t	36 459 643	36 648 933	35 110 754	29 187 603	32 278 953	36 789 821	29 904 000

1. Équivalent de sacs de 170 dm^3.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

9

Tableau 3

Statistiques principales de l'industrie métallurgique, Québec, 1993p

	Établissements	Emplois	Capacité de production
	n		'000 t
Aluminium	10	14 261	2 000
Magnésium	1	350	40
Ferro-alliages	2	280	82
Acier	4	3 500	2 200

Sources : Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction générale des industries chimiques et des matériaux. Ressources naturelles Canada, Secteur minier.

Tableau 4

Part relative de la valeur des expéditions minérales[1], par province et territoire, Canada, 1987-1993

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993p
				%			
Terre-Neuve	5	5	5	5	5	5	6
Île-du-Prince-Édouard	--	--	--	--	--	--	--
Nouvelle-Écosse	1	1	1	1	1	1	1
Nouveau-Brunswick	4	3	5	5	4	6	6
Québec	16	15	15	18	20	19	20
Ontario	35	36	36	34	33	32	34
Manitoba	6	9	9	7	7	7	6
Saskatchewan	8	6	5	5	6	6	10
Alberta	6	4	4	4	3	3	2
Colombie-Britannique	12	13	12	13	13	13	12
Yukon	3	1	3	3	2	3	1
Territoires du Nord-Ouest	5	4	5	5	4	5	3

1. Excluant les substances énergétiques.

Source : Ressources naturelles Canada, Secteur minier.

Tableau 5

Part du Québec dans certaines productions minérales canadiennes, Québec, 1986-1992

	Québec/Canada			
	1986	1988	1990	1992
			%	
Production minérale[1]	16,4	15,0	18,0	19,0
Minéraux métalliques	14,0	13,0	16,0	17,0
Or	27,5	24,9	24,3	28,5
Zinc	3,8	6,0	10,2	9,3
Cuivre	7,4	6,3	12,9	12,5
Minéraux industriels	21,0	19,0	22,0	26,0
Amiante	76,0	67,7	70,0	95,2
Tourbe	37,5	40,0	45,7	34,2
Autres substances minérales	21,0	19,0	21,0	20,0
Pierre	35,2	36,3	36,7	40,9

1. Excluant les combustibles.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

Tableau 6

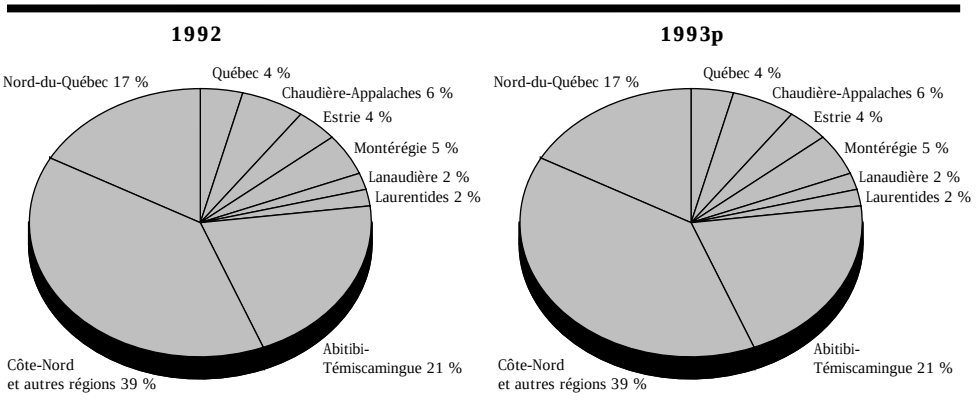
Valeur de la production minérale, par région administrative, Québec, 1987-1993

Région administrative	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993p
				$			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	x	x	x	x	x	x	x
Bas-Saint-Laurent (01)	23 037 960	26 767 884	33 151 826	32 792 805	30 438 094	31 738 181	35 116 000
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	32 087 208	40 981 027	40 483 741	46 564 671	43 586 387	37 604 822	35 011 000
Québec (03)	108 147 254	117 057 794	120 230 856	117 115 135	96 364 602	101 760 532	102 767 000
Chaudière-Appalaches (12)	116 845 932	113 937 273	132 148 473	129 937 682	153 114 751	159 023 067	143 854 000
Mauricie—Bois-francs (04)	36 349 275	37 451 752	34 135 629	26 765 029	24 801 452	28 694 849	30 182 000
Estrie (05)	94 623 187	100 963 813	97 307 201	101 225 002	115 418 672	112 327 869	109 073 000
Montérégie (16)	164 232 759	156 510 699	153 975 647	143 133 765	124 104 522	124 990 307	114 018 000
Montréal (06)	52 637 061	17 716 132	x	x	x	x	x
Laval (13)	24 698 909	27 652 959	26 855 095	25 316 537	16 500 428	17 733 733	17 871 000
Lanaudière (14)	82 779 150	99 490 412	89 422 778	84 897 241	69 399 425	58 334 349	63 562 000
Laurentides (15)	48 429 740	54 766 854	61 343 042	60 272 283	45 994 552	56 756 634	52 254 000
Outaouais (07)	10 922 868	10 674 093	12 446 874	11 780 046	12 298 298	12 927 427	15 248 000
Abitibi-Témiscamingue (08)	406 255 637	417 788 271	440 086 121	591 369 446	649 956 844	575 311 300	536 951 000
Côte-Nord (09)	x	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec (10)	472 407 622	492 004 169	513 385 993	524 405 492	489 552 416	448 377 929	431 400 000
Total	2 760 336 884	2 710 347 874	2 833 740 350	3 041 429 731	2 938 789 271	2 696 797 193	2 555 765 000

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

Figure 1

Valeur de la production minérale, par région administrative, Québec, 1992 et 1993



Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

9

Tableau 7

Emploi, rémunération et heures payées dans l'industrie minérale, selon le secteur[1] et la substance, Québec, 1991-1993

	Années-personnes			Salaires			Heures payées		
	1991	1992	1993	1991	1992	1993	1991	1992	1993
	n			'000 $			'000		
Primaire	14 399	13 066	12 187	656 192	620 475	572 347	30 484	27 768	25 071
Amiante	1 995	2 191	2 274	x	x	x	x	x	x
Cuivre	1 623	1 321	1 067	82 207	70 972	53 938	3 323	2 670	2 157
Minerai de fer	2 680	2 444	2 311	x	x	x	x	x	x
Niobium	172	164	160	6 326	6 697	6 800	342	340	332
Or	3 702	3 173	2 824	183 647	168 599	152 715	7 708	6 600	5 911
Pierre	1 650	1 457	1 333	54 674	50 607	47 807	3 345	2 988	2 718
Sable et gravier	660	687	773	17 696	18 577	20 843	1 331	1 404	1 537
Silice	99	97	98	3 657	3 897	4 183	209	203	212
Tourbe	659	531	436	16 567	12 092	9 916	1 487	1 125	931
Zinc	x	335	300	x	16 208	13 537	x	735	626
Autres[2]	1 159	686	611	54 229	27 227	23 686	6 644	6 226	1 251
Forage au diamant	441	299	270	16 851	11 192	10 680	885	605	548
Secondaire	5 411	5 390	4 846	256 914	255 702	246 805	11 566	11 283	9 972
Ciment	696	676	601	29 095	29 091	26 230	1 467	1 416	1 211
Fonderies et affineries[3]	4 439	4 424	4 001	216 597	215 539	211 607	9 507	9 267	8 290
Autres	276	290	244	11 222	11 072	8 968	592	600	471
Total	20 251	18 755	17 303	929 957	887 369	829 832	42 935	39 656	35 591

1. Exclut le secteur de l'investissement.
2. Comprend la chaux, la dolomie magnésitique, le gaz naturel, le graphite, le mica, les produits d'argile, le sel, le talc et le zinc pour l'année 1991 seulement.
3. Fonderies de Minéraux Noranda inc. à Murdochville et Rouyn-Noranda, son affinerie à Montréal-Est, l'affinerie de Zinc électrolytique du Canada Limitée à Valleyfield et la fonderie QIT-Fer et Titane inc. à Sorel.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

Tableau 8

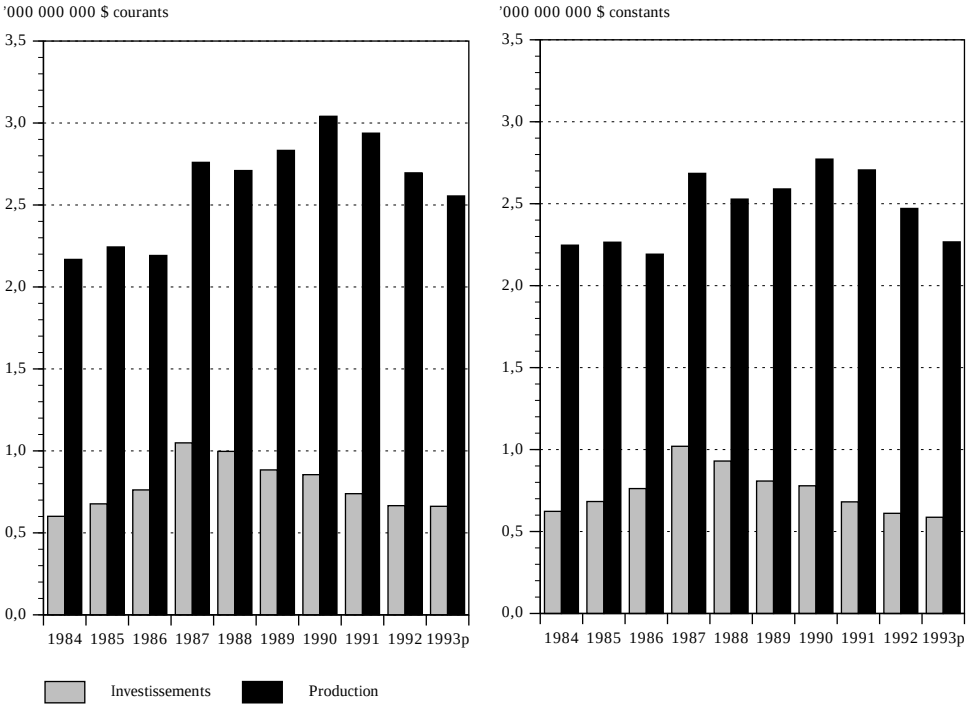
Investissements et valeur de la production de l'industrie minérale, Québec, 1984-1993

	Investissements	Valeur de la production		Investissements/production
		Total	Variation	
	$	$	%	%
1984	601 776 202	2 168 517 390	7,2	27,8
1985	677 520 730	2 244 985 685	3,5	30,2
1986	762 934 425	2 192 690 099	-2,3	34,8
1987	1 049 579 918	2 760 336 884	25,9	38,0
1988	997 228 180	2 710 347 874	-1,8	36,8
1989	884 362 088	2 833 740 350	4,6	31,2
1990	855 002 467	3 041 429 731	7,3	28,1
1991	739 952 058	2 938 789 271	-3,4	25,2
1992	666 832 379	2 696 797 193	-8,2	24,7
1993p	662 378 000	2 555 765 000	-5,2	25,9

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

Figure 2

Investissements et valeur de la production de l'industrie minérale, Québec, 1984-1993



Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

9

Tableau 9

Répartition des investissements par groupe de substances, Québec, 1984-1993

	Exploration			Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
	Hors chantier	Au chantier	Total				
				$			
Métaux usuels[1]							
1984	35 796 764	12 145 809	47 942 573	28 937 553	10 408 298	29 016 713	116 305 137
1985	26 248 329	8 121 300	34 369 629	37 767 920	59 237 899	36 766 836	168 142 284
1986	34 074 278	8 364 354	42 438 632	35 596 246	50 045 641	36 646 772	164 727 291
1987	48 494 553	15 218 980	63 713 533	40 059 028	11 988 050	49 352 054	165 112 665
1988	38 513 479	9 577 160	48 090 639	46 637 665	30 909 469	34 843 312	160 481 085
1989	43 825 461	9 621 913	53 447 374	38 385 131	32 800 965	37 826 020	162 459 490
1990	60 506 173	14 489 292	74 995 465	31 986 477	11 517 610	49 062 427	167 561 979
1991	59 505 495	7 853 798	67 359 293	26 843 325	19 013 261	44 358 178	157 574 057
1992	41 439 890	6 102 516	47 542 406	27 489 953	27 254 609	39 386 140	141 673 108
1993p	46 797 000	11 245 000	58 042 000	28 157 000	65 396 000	43 279 000	194 874 000
Métaux précieux[2]							
1984	71 135 905	17 800 930	88 936 835	70 895 853	77 978 735	38 207 633	276 019 056
1985	108 631 763	19 540 966	128 172 729	65 898 626	27 575 929	41 387 279	263 034 563
1986	210 123 375	20 259 026	230 382 401	74 934 157	29 685 646	40 473 277	375 475 481
1987	353 372 151	40 816 343	394 188 494	89 146 081	96 881 067	47 022 631	627 238 273
1988	285 259 270	28 731 288	313 990 558	109 163 826	135 714 483	58 444 947	617 313 814
1989	109 357 105	18 405 255	127 762 360	134 503 920	90 608 871	55 826 194	408 701 345
1990	97 375 788	20 890 094	118 265 882	111 035 763	53 822 434	69 599 814	352 723 893
1991	62 282 537	11 932 378	74 214 915	72 959 604	23 300 008	75 742 860	246 217 387
1992	38 682 394	9 870 515	48 552 909	64 217 925	31 445 330	66 655 482	210 871 646
1993p	44 284 000	10 831 000	55 115 000	46 577 000	34 142 000	67 992 000	203 826 000
Autres substances							
1984	8 871 199	336 344	9 207 543	63 818 914	24 524 808	111 900 745	209 452 010
1985	3 484 130	435 398	3 919 528	76 799 618	32 929 280	132 695 457	246 343 883
1986	3 250 127	153 096	3 403 223	64 313 789	29 383 587	125 631 053	222 731 652
1987	6 472 263	316 763	6 789 026	92 512 342	39 700 595	118 227 019	257 228 982
1988	6 786 765	670 123	7 456 888	73 600 992	21 972 211	116 403 192	219 433 283
1989	11 483 291	3 760 360	15 243 651	86 079 412	76 333 272	135 544 924	313 201 259
1990	9 629 079	3 415 231	13 044 310	102 646 063	80 598 574	138 427 648	334 716 595
1991	2 444 952	395 704	2 840 656	116 190 104	77 326 197	139 803 657	336 160 614
1992	3 495 287	1 907 625	5 402 912	115 722 748	33 548 704	159 613 262	314 287 626
1993p	9 191 000	2 742 000	11 933 000	95 517 000	21 439 000	134 789 000	263 678 000
1984	115 803 868	30 283 083	146 086 951	163 652 320	112 911 841	179 125 091	601 776 203
1985	138 364 222	28 097 664	166 461 886	180 466 164	119 743 108	210 849 572	677 520 730
1986	247 447 780	28 776 476	276 224 256	174 844 192	109 114 874	202 751 102	762 934 424
1987	408 338 968	56 352 086	464 691 054	221 717 451	148 569 712	214 601 704	1 049 579 921
1988	330 559 515	38 978 571	369 538 086	229 402 483	188 596 163	209 691 451	997 228 183
1989	164 665 856	31 787 528	196 453 384	258 968 463	199 743 108	229 197 138	884 362 093
1990	167 511 040	38 794 617	206 305 657	245 668 303	145 938 618	257 089 889	855 002 467
1991	124 232 985	20 181 880	144 414 865	215 993 033	119 639 466	259 904 695	739 952 059
1992	83 617 571	17 880 656	101 498 227	207 430 626	92 248 643	265 654 884	666 832 380
1993p	100 272 000	24 818 000	125 090 000	170 251 000	120 977 000	246 060 000	662 378 000

1. Comprend le cuivre, le plomb, le zinc et le nickel.
2. Comprend l'or, l'argent et le platine.

Source : Ministère des Ressources naturelles, Service de la statistique et de l'économie minérale.

10

Énergie

Le secteur énergétique québécois 375

Les différentes formes d'énergie 376

10

Liste des tableaux

1. Consommation d'énergie, selon la forme, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 379

2. Consommation d'énergie, selon la forme, par région, Canada, 1992 379

3. Dépense énergétique, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 379

4. Emplois et investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1986-1992 381

5. Puissance des centrales électriques en activité, Québec, au 1er janvier 1993 381

6. Production d'électricité, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 383

7. Échanges d'électricité, Québec, 1986-1992 383

8. Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1986, 1981 et 1986-1992 383

9. Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1976, 1981, 1986 et 1989-1992 384

10. Répartition de la capacité de raffinage, par région, Canada, 1976, 1981 et 1986-1992 385

11. Importations et exportations de produits pétroliers énergétiques, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 385

12. Répartition des produits pétroliers énergétiques consommés, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 385

13. Consommation de gaz naturel, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 386

14. Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992 386

Liste des figures

1. Bilan énergétique, Québec, 1976 et 1992 380

2. Part de chaque secteur de consommation dans le bilan énergétique, Québec, 1992 380

3. Production de l'électricité, Québec, au 1er janvier 1993 382

4. Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1992 384

5. Consommation de pétrole, par secteur, Québec, 1992 386

10

Ce chapitre a été réalisé par Pierre Filion, de la Direction des politiques, des études et de la recherche du ministère des Ressources naturelles du Québec.

La première partie de ce chapitre donne une vue d'ensemble du secteur énergétique québécois. La deuxième traite des diverses formes d'énergie conventionnelles (charbon, pétrole, gaz naturel et électricité) et des industries qui s'y rattachent; elles sont regroupées selon la forme d'énergie.

Le secteur énergétique québécois

Après six années de croissance, entre 1984 et 1989, la consommation totale d'énergie du Québec a légèrement diminué, avant d'augmenter de nouveau pour atteindre 32,1 millions de tonnes d'équivalent pétrole[1] (tep) en 1992, soit une hausse de 3,3 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance de la consommation s'explique en bonne partie par les conditions climatiques rigoureuses qui ont prévalu durant les premiers mois de l'année 1992. En éliminant le facteur climatique dans le calcul des variations annuelles de consommation d'énergie, la consommation d'énergie n'aurait augmenté que de 0,6 %, pour s'établir à 31,8 millions de tep en 1992. Malgré l'augmentation observée en 1992, la consommation totale d'énergie reste inférieure au niveau atteint en 1989 (tableau 1).

La croissance de la demande d'énergie se reflète sur les indicateurs qui permettent de mesurer la progression de l'efficacité énergétique de l'économie québécoise. En 1992, la consommation par millier de dollars de production est restée pratiquement stable, tandis que la consommation d'énergie par habitant augmentait légèrement. Au cours des quinze dernières années, l'efficacité énergétique de l'économie québécoise s'est améliorée significativement : de 1976 à 1992, la consommation d'énergie par millier de dollars de production est passée de 0,40 à 0,29 tep, ce qui représente une réduction de près du tiers du contenu énergétique par unité de production, en valeur.

Depuis le milieu des années 70, l'importance relative de chaque forme d'énergie utilisée s'est modifiée sensiblement dans le bilan énergétique québécois. Bien que le pétrole demeure la première forme d'énergie consommée au Québec, sa part a diminué de façon spectaculaire au profit de l'électricité et du gaz naturel. En 1992, il représente 41,8 % de la consommation totale d'énergie, alors qu'en 1976, il en constituait 70,3 %. Pendant la même période, la part de l'électricité passe de 21,7 % à 41,1 % et celle du gaz naturel, de 6,3 % à 16,1 %. Le charbon, enfin, n'a toujours été qu'une forme marginale d'énergie (figure 1).

La répartition sectorielle de la consommation d'énergie a légèrement changé de 1976 à 1992 : l'importance relative du secteur industriel diminue au profit du secteur des transports et surtout du secteur résidentiel. Ce phénomène s'explique probablement essentiellement par des facteurs d'ordre conjoncturel puisque, sur une longue période, la répartition est relati-

1. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) exprime ses bilans énergétiques en tonnes d'équivalent pétrole. Une tonne d'équivalent pétrole contient par définition 10^7 kcal. Même si l'énergie qu'elle représente est quelque peu inférieure au pouvoir calorifique moyen d'une tonne de pétrole brut, elle permet d'agréger les différentes formes d'énergie exprimées en unités naturelles.

vement stable. Le secteur industriel reste le principal secteur consommateur d'énergie avec 35,6 % de la consommation totale, comparativement à 26,5 % pour le secteur des transports, 21,4 % pour le secteur résidentiel et 16,5 % pour le secteur commercial (figure 2).

La structure de consommation d'énergie du Québec diffère sensiblement de celle du reste du Canada (tableau 2). En 1992, avec un peu plus du cinquième de l'énergie totale consommée, le Québec est le premier consommateur d'électricité au Canada (34,4 %) et le deuxième consommateur de pétrole (22,4 %). Par contre, la consommation québécoise de gaz naturel ne représente que 10,7 % du total canadien, soit quatre fois moins que la consommation ontarienne.

Depuis 1988, la part des dépenses en énergie dans la dépense intérieure brute augmente constamment; elle est ainsi passée de 9,2 % à 10,2 % (tableau 3). En valeur absolue, la dépense énergétique s'établit à 16,1 milliards de dollars en 1992, soit une hausse de 1,3 % par rapport à 1991.

Les industries de l'énergie ont une incidence sur l'économie par les investissements et les emplois qui leur sont liés (tableau 4). En 1992, les investissements dans le secteur de l'énergie au Québec atteignent 4,1 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 3,8 % par rapport à 1991. Ils représentent néanmoins plus de 14 % de tous les investissements réalisés dans l'économie québécoise. Il s'agit en fait de la première diminution depuis 1986, le Québec ayant connu cinq années consécutives de croissance. Cela s'explique principalement par la diminution des investissements effectués dans le secteur de l'électricité.

La part du secteur de l'énergie dans l'emploi total demeure modeste, à cause de la nature des industries de l'énergie, qui utilisent davantage de capital que de ressources humaines. En fait, la principale incidence de ces industries sur l'emploi se fait surtout sentir au moment de la construction de centrales électriques, de gazoducs ou d'éléments de raffineries, plutôt que lors du fonctionnement des installations elles-mêmes. En 1992, le secteur énergétique (à l'exclusion de ces activités de construction) assure au total près de 44 300 emplois. Hydro-Québec demeure le plus important employeur, avec un peu plus de 21 000 postes permanents.

Les différentes formes d'énergie

L'électricité

L'électricité constitue la principale source d'énergie purement québécoise. Au 1er janvier 1993, la puissance installée[2] dont dispose le Québec s'établit à 36 509 mégawatts (MW) (tableau 5). Plus des trois quarts (77,1 %) sont contrôlés directement par Hydro-Québec, avec 80 centrales réparties sur l'ensemble du territoire québécois. La puissance installée restante provient d'entreprises privées (8,8 % du total) et de municipalités (0,1 % du total), ou est disponible dans le cadre d'un contrat de livraison à long terme signé par Hydro-Québec et la compagnie administrant les installations des chutes Churchill (14,0 % du total).

Les centrales hydroélectriques fournissent la majeure partie de l'électricité produite. Quelques

2. On entend par «puissance installée» le nombre total des mégawatts qui seraient disponibles si toutes les centrales fonctionnaient à cent pour cent, en même temps.

centrales thermiques et une centrale nucléaire, Gentilly 2, complètent les installations (figure 3). La centrale hydroélectrique La Grande 2 est la plus importante au Québec, avec une puissance installée de 5 328 MW. L'ensemble du complexe de la rivière La Grande fournit à lui seul 12 280 MW. Il constitue, en 1992, le deuxième complexe hydroélectrique au monde, après Itaipu (Brésil).

Le potentiel hydroélectrique de base restant encore à aménager au Québec est estimé à 48 000 MW. De ce total, environ 38 000 MW peuvent être produits par des centrales de 100 MW et plus, dont 18 800 MW sont déjà économiquement aménageables. Les 10 000 MW restants pourraient être exploités par de petites centrales d'une capacité inférieure à 100 MW.

En 1992, pour la deuxième année consécutive, la production électrique d'Hydro-Québec a augmenté de 9,7 %, atteignant 126,3 milliards de kilowattheures (kWh) (tableau 6). Cette tendance à la croissance constitue un renversement par rapport à la réduction de production observée à la fin des années 80, diminution attribuable à la faible hydraulicité. En 1992, Hydro-Québec a également disposé de 26,0 milliards de kWh en provenance des chutes Churchill. Ce volume représente 16,9 % de l'énergie électrique consommée au Québec.

En raison de sa capacité de production, le Québec est un exportateur important d'électricité. En 1992, ses ventes aux États-Unis et aux autres provinces atteignent 12,6 milliards de kWh, soit une augmentation de 25,3 % par rapport à l'année précédente (tableau 7). Les exportations représentent 7,2 % de la production totale d'électricité disponible sur le marché québécois.

Du milieu des années 70 jusqu'en 1987, les exportations d'électricité ont presque doublé, atteignant un sommet de 28,9 milliards de kWh en 1987. Cet accroissement est attribuable surtout à l'augmentation des ventes sur le marché américain. Les exportations totales ont ensuite diminué rapidement en raison de la faible hydraulicité, pour s'établir à 8,2 milliards de kWh en 1990. Elles ont recommencé à augmenter depuis.

La consommation québécoise d'électricité continue de croître en 1992, pour atteindre 153,4 milliards de kWh, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à 1991 (tableau 8). Cette hausse est relativement importante dans le secteur résidentiel (5,8 %); elle est plus limitée dans les secteurs commercial (1,6 %), industriel (1,0 %) et des transports (0,6 %).

Entre 1976 et 1992, la consommation d'électricité a augmenté de 85,7 % en valeur absolue, alors que la demande globale d'énergie diminuait de 1,8 %. L'électricité est actuellement, et de loin, la première forme d'énergie utilisée dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel.

Le pétrole

Le Québec est essentiellement un importateur de pétrole brut. En 1992, les importations de pétrole brut atteignent 96,3 millions de barils, soit une diminution de 3,2 % par rapport à 1991 (tableau 9). Depuis 1987, les pays producteurs de la mer du Nord, le Royaume-Uni et la Norvège, sont les plus grands fournisseurs de pétrole brut du Québec. En 1992, ils assurent à eux seuls 72,3 % des approvisionnements. Le reste des approvisionnements est principalement fourni par l'Amérique (15,7 %), l'Afrique (5,4 %) et le Moyen-Orient (5,1 %). La part du pétrole provenant du reste du Canada a par ailleurs sensiblement diminué au cours des dix dernières années : le brut canadien ne représente plus, en 1992, que 0,8 % des importations, comparativement à 60,0 % en 1983.

La capacité quotidienne de production des raffineries québécoises est de 337 000 barils en 1992, comparativement à 327 000 barils en 1991 (tableau 10). À la suite de cette hausse, la part du Québec dans la capacité totale de raffinage du Canada passe ainsi de 15,7 % à 16,2 %.

En 1992, pour une septième année consécutive, la balance des échanges avec l'extérieur de produits pétroliers énergétiques est déficitaire, le déficit atteignant 0,2 million de tep. Celui-ci est toutefois beaucoup moins élevé que le record de -3,2 millions de tep établi en 1989. La baisse importante du déficit, au cours des trois dernières années, est due à une diminution significative des importations de l'étranger et à une augmentation marquée des exportations vers l'étranger, les échanges avec les autres provinces canadiennes étant demeurés relativement stables (tableau 11).

Pour la première fois depuis 1989, la consommation de produits pétroliers énergétiques augmente en 1992 (tableau 12). Elle s'accroît globalement de 3,6 % par rapport à 1991, passant de 13,0 à 13,4 millions de tep. La hausse est importante dans les secteurs résidentiel (7,1 %) et des transports (4,3 %). À l'inverse, la consommation des secteurs commercial et industriel régresse, de 2,9 % et 0,3 % respectivement. Le secteur des transports demeure le plus important utilisateur de produits pétroliers, avec 63,1 % de la consommation totale (figure 5).

Le gaz naturel

Étant donné sa très faible production de gaz naturel, le Québec importe la presque totalité de ses approvisionnements. En 1992, les importations — en provenance principalement de l'Alberta et de la Saskatchewan — atteignent 6,2 milliards de m^3. Une faible partie de ce gaz est ensuite réexportée au Vermont. Le gaz naturel disponible pour la consommation au Québec totalise 5,7 milliards de m^3.

Avec l'extension des réseaux de transport et de distribution du gaz naturel entreprise en 1980, la consommation de gaz s'est accrue sensiblement. Au cours des quinze dernières années, elle a presque triplé sur le marché québécois et la part du marché gazier québécois dans l'ensemble du marché canadien était pratiquement multipliée par deux. Le gaz naturel reste toutefois une forme d'énergie relativement peu utilisée au Québec; il ne satisfait que 16,1 % des besoins en énergie, comparativement à 37,9 % en Ontario et à 31,9 % dans l'ensemble du Canada. Au Québec, c'est le secteur industriel qui demeure le plus grand utilisateur de gaz naturel, avec près de 61 % de la consommation totale en 1992.

Autre lecture suggérée

Ministère des Ressources naturelles, *L'Énergie au Québec*, édition 1994, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 116 p.

Tableau 1

Consommation d'énergie, selon la forme, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Total
			tep		
1976	553 982	22 987 074	2 044 274	7 103 202	32 688 532
1981	413 722	19 218 141	2 858 504	9 555 112	32 045 479
1986	395 363	13 043 460	4 524 871	12 000 409	29 964 103
1987	412 804	12 674 433	4 523 156	12 552 227	30 162 620
1988	443 388	13 804 229	4 890 943	12 901 298	32 039 858
1989	434 058	14 672 870	4 860 423	12 910 782	32 878 133
1990	447 632	14 084 426	5 056 772	12 697 365	32 286 195
1991	325 154	12 976 875	4 931 379	12 847 843	31 081 251
1992	323 416	13 433 002	5 158 222	13 194 188	32 108 828

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 2

Consommation d'énergie, selon la forme, par région, Canada, 1992

Région	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Total
			tep		
Québec	323 416	13 433 002	5 158 222	13 194 188	32 108 828
Atlantique	116 709	7 517 735	-	2 787 483	10 421 927
Ontario	3 681 524	18 325 163	20 555 642	11 622 930	54 185 259
Manitoba	53 458	2 178 311	2 175 349	1 310 355	5 717 473
Saskatchewan	88 260	2 786 671	4 101 063	1 121 056	8 097 050
Alberta	19 802	7 548 716	10 485 130	3 657 805	21 711 453
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	185 334	8 279 971	5 799 928	4 671 993	18 937 226
Canada	4 468 503	60 069 569	48 275 334	38 365 810	151 179 216

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

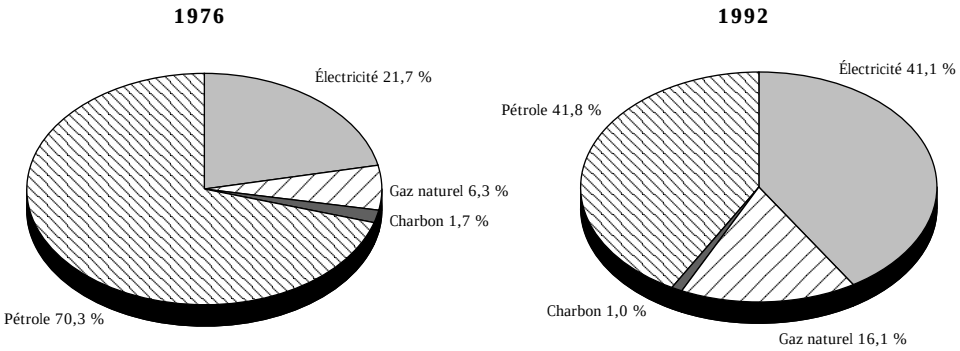
Tableau 3

Dépense énergétique, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Dépense énergétique	Dépense intérieure brute	Part de la dépense énergétique
	'000 000 $		%
1976	4 435	47 697	9,3
1981	9 585	81 513	11,8
1986	11 740	117 493	10,0
1987	12 832	129 763	9,9
1988	13 027	142 350	9,2
1989	14 286	149 119	9,6
1990	15 215	153 856	9,9
1991	15 909	155 864	10,2
1992	16 111	158 624	10,2

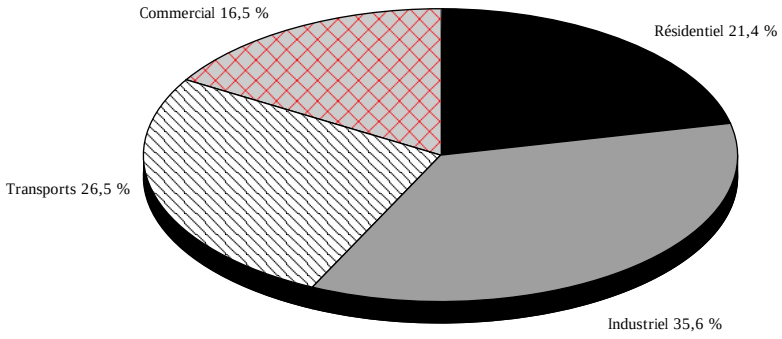
Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Figure 1
Bilan énergétique,
Québec, 1976 et 1992



Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Figure 2
Part de chaque secteur de consommation dans le bilan énergétique,
Québec, 1992



Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 4

Emplois et investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1986-1992

	Unité	Secteur de l'énergie					Ensemble de l'économie
		Pétrole et charbon	Distribution des produits pétroliers	Électricité[1]	Gaz naturel	Total	
Emplois							
1986	n	1 498	25 102	18 470	1 552	46 622	2 825 000
1987	n	1 437	20 421	18 933	1 535	42 326	2 918 000
1988	n	1 379	20 324	19 252	1 478	42 433	3 001 000
1989	n	1 354	20 249	19 437	1 544	42 584	3 031 000
1990	n	1 346	20 238	20 067	1 543	43 194	3 055 000
1991	n	1 346	20 224	20 755	1 542	43 867	2 987 000
1992	n	1 237	20 336	21 161	1 552	44 286	2 953 000
Investissements							
1986	'000 000 $	142,8	-	1 471,1	106,8	1 720,7	21 029,5
1987	'000 000 $	193,3	-	1 583,7	67,5	1 844,5	24 940,8
1988	'000 000 $	206,3	-	2 032,9	79,9	2 319,1	27 453,7
1989	'000 000 $	359,1	-	2 410,0	50,8	2 819,9	29 547,6
1990	'000 000 $	235,1	-	3 131,8	44,7	3 411,6	30 422,4
1991	'000 000 $	169,5	-	4 034,2	103,3	4 307,0	27 757,6
1992	'000 000 $	136,0	-	3 946,5	63,2	4 145,7	28 862,2

1. Ne comprend que les emplois et les investissements d'Hydro-Québec.

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

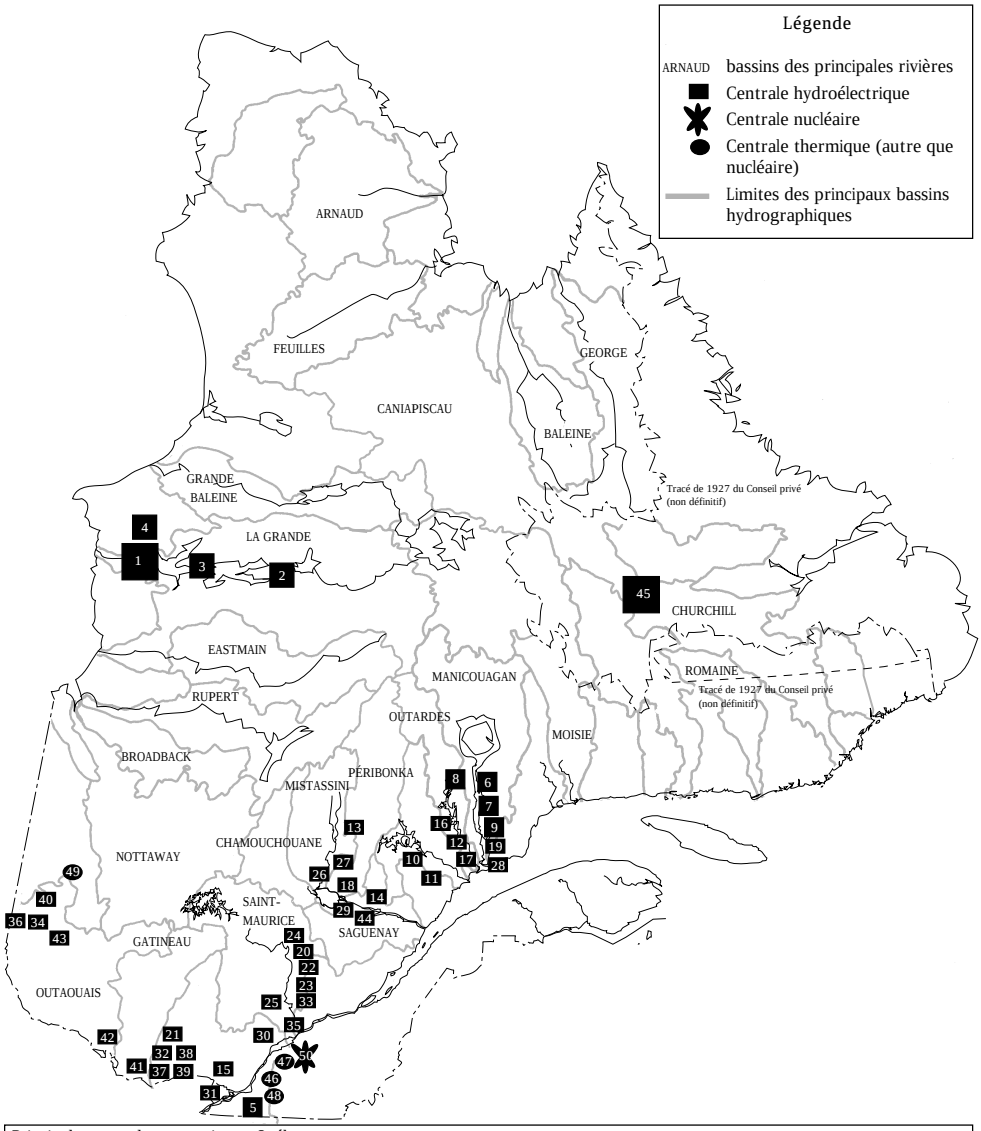
Tableau 5

Puissance des centrales électriques en activité, Québec, au 1er janvier 1993

	kW
Hydro-Québec	28 145 420
Hydroélectriques	26 163 815
Thermiques	1 981 605
Producteurs privés	3 235 851
Hydroélectriques	3 178 776
Thermiques	57 075
Chutes Churchill	5 128 000
Puissance totale disponible	36 509 271

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Figure 3
Production de l'électricité, Québec, au 1er janvier 1993



Principales centrales en service au Québec

Centrales hydroélectriques

1	La Grande 2	13	Chute-des-Passes	24	Rapide Blanc	35	La Gabelle	Centrales thermiques	
2	La Grande 4	14	Shipshaw	25	Shawinigan 2	36	Première Chute	46	Tracy
3	La Grande 3	15	Carillon	26	Chute à la Savane	37	Masson	47	Bécancour
4	La Grande 2A	16	Outardes 4	27	Chute du Diable	38	High-Falls	48	La Citière
5	Beauharnois	17	Outardes 2	28	Manic 1	39	Rapides Farmers	49	Cadillac
6	Manic 5	18	Île Maligne	29	Chute à Caron	40	Rapide des Quinze		
7	Manic 3	19	McCormick	30	Shawinigan 3	41	Chute des Chats	Centrale nucléaire	
8	Manic 5 PA	20	Trenche	31	Les Cèdres	42	Bryson	50	Gentilly 2
9	Manic 2	21	Paugan	32	Chelsea	43	Rapide 7		
10	Bersimis 1	22	Beaumont	33	Grand-Mère	44	Murdock Willson		
11	Bersimis 2	23	La Tuque	34	Rapides des îles	45	Chutes Churchill		
12	Outardes 3								

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec,* édition 1994.

Tableau 6
Production d'électricité,
Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Hydro-Québec		Production[2] Ensemble du Québec[3]
	Puissance installée[1]	Production[2]	
	MW	'000 000 kWh	'000 000 kWh
1976	12 409	61 206	110 222
1981	18 552	80 581	140 207
1986	24 475	128 078	181 311
1987	24 533	138 486	189 775
1988	24 590	129 906	182 273
1989	25 126	125 081	171 724
1990	25 682	115 208	163 720
1991	26 839	121 886	171 016
1992	28 145	126 348	175 460

1. Au 31 décembre de chaque année, en mégawatts.
2. Y compris l'électricité consommée dans les centrales.
3. Y compris l'électricité provenant des chutes Churchill.

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 7
Échanges d'électricité,
Québec, 1986-1992

	Réceptions			Livraisons	
	Des États-Unis	Des autres provinces	Des chutes Churchill	Aux États-Unis	Aux autres provinces
	'000 000 kWh				
1986	35	30	30 696	12 674	14 387
1987	-	90	30 392	16 401	12 488
1988	86	632	30 727	11 863	5 258
1989	1 187	2 138	24 371	5 627	4 101
1990	1 188	2 685	20 163	3 403	4 840
1991	730	1 507	26 367	5 957	4 109
1992	1 388	2 747	25 985	8 856	3 752

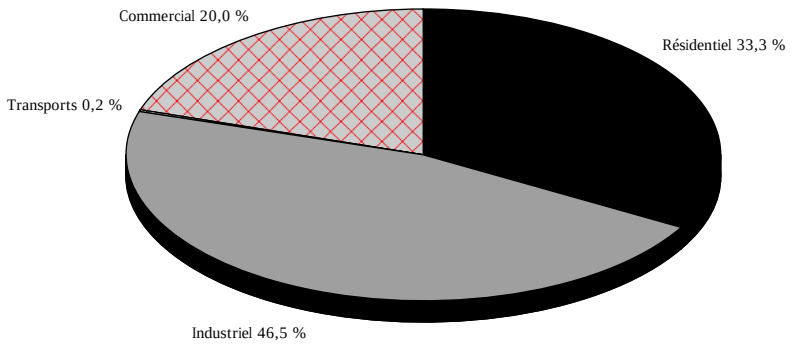
Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 8
Consommation d'électricité, par secteur,
Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Secteur				Total
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	
	'000 kWh				
1976	22 883 950	19 505 149	-	40 223 185	82 612 284
1981	33 309 200	20 993 700	272 700	56 553 200	111 128 800
1986	42 379 600	25 435 200	322 200	71 431 300	139 568 300
1987	42 430 300	27 214 400	316 500	76 025 300	145 986 500
1988	45 655 500	29 673 400	337 400	74 379 700	150 046 000
1989	50 325 900	30 816 100	330 000	68 684 400	150 156 400
1990	49 050 600	30 284 900	333 200	68 005 400	147 674 100
1991	48 313 200	30 220 300	328 200	70 562 500	149 424 200
1992	51 123 800	30 702 000	330 100	71 272 400	153 428 300

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Figure 4
Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1992



Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 9
Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1976, 1981, 1986 et 1989-1992

Provenance	1976	1981	1986	1989	1990	1991	1992
				'000 barils			
Canada	30 394	77 237	36 722	31 035	26 730	5 587	821
Ouest canadien	30 394	77 237	36 722	31 035	26 730	5 587	308
Est canadien	-	-	-	-	-	-	513
Marché mondial	168 406	95 510	54 591	60 607	80 956	93 832	95 442
Afrique	16 470	9 437	2 797	1 424	788	2 211	5 199
Amérique	65 982	52 503	11 725	6 497	6 353	12 305	15 037
Moyen-Orient	70 376	21 380	5 339	-	582	801	4 944
Mer du Nord	..	..	32 033	49 189	71 350	76 322	69 600
Autres pays	15 578	12 190	2 697	3 497	1 883	2 193	662
Importations totales	198 800	172 747	91 313	91 642	107 686	99 419	96 263

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 10

Répartition de la capacité de raffinage, par région, Canada, 1976, 1981 et 1986-1992

	Québec	Atlantique	Ontario	Ouest	Canada
	'000 barils/jour				
1976	645,8	546,0	549,6	506,9	2 248,3
1981	590,2	354,6	755,7	540,9	2 241,4
1986	310,6	352,5	669,9	619,2	1 952,2
1987	310,6	452,5	669,2	621,2	2 053,5
1988	310,6	452,5	650,7	605,0	2 018,8
1989	327,4	462,5	663,8	618,6	2 072,3
1990	327,4	462,5	675,2	625,0	2 090,1
1991	327,4	462,5	675,2	625,2	2 090,3
1992	337,4	458,5	677,1	613,9	2 086,9

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 11

Importations et exportations de produits pétroliers énergétiques[1], Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Importations		Exportations		Solde des échanges		
	De l'étranger	Des autres provinces canadiennes	Vers l'étranger	Vers les autres provinces canadiennes	Avec l'étranger	Avec les autres provinces canadiennes	Total
	tep						
1976	1 275 278	1 298 098	1 285 437	4 809 057	10 159	2 825 959	2 836 118
1981	673 514	2 452 754	562 081	4 005 016	- 111 433	1 552 262	1 440 829
1986	2 708 702	2 409 856	563 513	3 595 461	- 2 145 189	1 185 605	- 959 584
1987	3 283 179	2 345 034	849 716	3 052 930	- 2 433 463	707 896	- 1 725 567
1988	3 789 563	2 016 493	775 332	3 127 568	- 3 014 231	1 111 075	- 1 903 156
1989	4 405 512	2 643 334	547 819	3 295 172	- 3 857 694	651 838	- 3 205 856
1990	3 105 326	3 029 198	792 285	3 989 164	- 2 313 041	959 966	- 1 353 075
1991	1 631 576	2 982 678	830 990	3 681 455	- 800 586	698 777	- 101 809
1992	2 170 858	2 463 908	1 158 820	3 227 301	- 1 012 038	763 393	- 248 645

1. Incluant l'essence et l'essence pour l'aviation, le carburéacteur, le kérosène, le carburant diesel, le mazout léger et le mazout lourd, le coke de pétrole, les gaz de pétrole liquéfiés (à l'exclusion des gaz de pétrole liquéfiés classés dans la catégorie «énergie primaire») et les gaz de distillation.

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

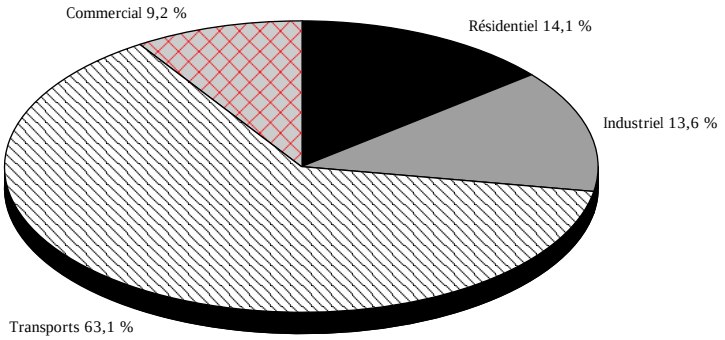
Tableau 12

Répartition des produits pétroliers énergétiques consommés, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Secteur				Total
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	
	tep				
1976	5 295 386	3 062 663	9 690 147	4 840 341	22 888 537
1981	3 645 908	2 439 420	9 180 946	3 935 883	19 202 157
1986	2 190 908	1 536 063	7 721 779	1 597 196	13 045 946
1987	1 898 232	1 331 038	8 002 189	1 446 156	12 677 615
1988	1 914 388	1 429 836	8 651 389	1 804 854	13 800 467
1989	2 098 231	1 522 261	8 968 763	2 107 334	14 696 589
1990	1 926 629	1 434 850	8 624 191	2 137 863	14 123 533
1991	1 762 167	1 272 055	8 119 761	1 829 796	12 983 779
1992	1 886 555	1 235 059	8 465 596	1 824 494	13 411 704

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Figure 5
Consommation de pétrole, par secteur, Québec, 1992



Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 13
Consommation de gaz naturel, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Secteur				Total
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	
			'000 m^3		
1976	536 472	404 549	-	1 335 684	2 276 705
1981	602 000	529 900	-	2 064 604	3 196 504
1986	731 057	1 328 703	7 400	2 877 523	4 944 683
1987	680 500	1 208 800	11 800	3 112 200	5 013 300
1988	645 200	1 258 900	7 500	3 295 400	5 207 000
1989	621 500	1 350 200	7 600	3 400 800	5 380 100
1990	655 451	1 358 606	4 900	3 576 978	5 595 935
1991	591 146	1 385 808	4 300	3 472 770	5 454 024
1992	664 150	1 569 922	4 300	3 477 070	5 715 442

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

Tableau 14
Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1976, 1981 et 1986-1992

	Secteur			Total
	Résidentiel	Industriel	Institutionnel	
		tep		
1976	472 000	789 000	2 100	1 263 100
1981	570 000	1 501 000	12 600	2 083 600
1986	929 000	1 979 000	34 000	2 942 000
1987	914 000	1 924 000	34 000	2 872 000
1988	916 000	1 960 000	33 000	2 909 000
1989	919 287	2 007 528	35 929	2 962 744
1990	1 200 128	1 974 975	33 329	3 208 432
1991	1 223 964	1 918 826	25 454	3 168 244
1992	1 246 577	2 104 935	26 366	3 377 878

Source : Ministère des Ressources naturelles, *L'énergie au Québec*, édition 1994.

11

Industries manufacturières

Coup d'oeil sur le secteur manufacturier québécois de 1981 à 1991 391

Les caractéristiques et la structure de l'industrie manufacturière québécoise 392

L'activité manufacturière dans les régions 394

La destination des expéditions des manufacturiers exportateurs 394

Définitions 395

11

Liste des tableaux

1. Importance relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut, Québec, 1980, 1985 et 1991 396

2. Statistiques principales du secteur manufacturier, par région, Canada, 1983, 1987 et 1991 397

3. Valeur des expéditions, par groupe d'industries et par région, Canada, 1991 398

4. Statistiques principales du secteur manufacturier, Québec, 1986-1991 399

5. Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1991 400

6. Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1991 400

7. Statistiques principales du secteur manufacturier, selon la forme juridique de l'entreprise, l'emploi et la valeur des expéditions, Québec, 1991 403

8. Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprise et par groupe d'industries, Québec, 1991 404

9. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1985 et 1990 406

10. Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative, Québec, 1985 et 1991 407

11. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par région administrative, Québec, 1985 et 1990 408

12. Principaux produits fabriqués par les manufacturiers, par ordre décroissant de la valeur des expéditions, Québec, 1991 409

Liste des figures

1. Évolution de l'importance relative du secteur manufacturier dans le PIB, Québec, 1980, 1985 et 1991 396

2. Répartition des établissements, des expéditions totales et de l'emploi total, par tranche d'emplois, Québec, 1991 399

11

Ce chapitre a été réalisé par Jean Berselli et Laval Tremblay, de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre comporte quatre sections traitant du secteur manufacturier. Dans la première, il est question du Québec dans l'ensemble canadien. La deuxième section porte sur les caractéristiques et la structure de l'industrie manufacturière québécoise. Les troisième et quatrième sections fournissent des données sur l'activité manufacturière régionale, ainsi que sur la destination des expéditions des manufacturiers exportateurs.

Coup d'oeil sur le secteur manufacturier québécois de 1981 à 1991

L'activité manufacturière du Québec au cours de cette période se divise en trois phases. En 1981 et 1982, la récession affecte sérieusement le secteur de la fabrication; il y a baisse dans l'emploi, dans les expéditions et dans les immobilisations. Les secteurs les plus touchés sont le textile et l'habillement. La période 1983-1989 se caractérise par une croissance soutenue, avec toutefois un certain fléchissement de 1988 à 1989. L'année suivante, le ralentissement observé se poursuit et entraîne une baisse de la production manufacturière en 1990 et 1991. Si l'on considère certains indicateurs de compétitivité, comme la productivité du travail (valeur réelle de la production divisée par le nombre d'heures travaillées), il ressort qu'au cours de la période dite de croissance, l'accroissement annuel moyen de 1 % de la productivité est le résultat d'une faible baisse des heures travaillées et d'une légère hausse de la production réelle. Les années de récession 1990 et 1991 sont marquées par une restructuration industrielle, qui a comme conséquence une baisse de l'effectif et des heures de travail; il en résulte une croissance de 4,5 % de la productivité du travail.

Le Québec dans l'ensemble canadien

La période s'étendant de la fin des années 80 au début des années 90 a été caractérisée par une récession qui a touché très particulièrement le secteur manufacturier tant québécois que canadien. Depuis 1988, la production industrielle québécoise a progressivement perdu de son dynamisme, pour atteindre son niveau le plus bas en 1991 après une chute sans précédent en 1990.

En 1991, la valeur des expéditions totales est tombée à 76,7 milliards de dollars; elle s'élevait à 80,8 milliards en 1990 (tableau 4). Cette baisse de 5,1 % est la même que celle enregistrée à l'échelle canadienne. Cependant, de 1987 à 1991, la part du Québec dans les expéditions nationales augmente de 23,1 % à 23,5 %. Pour la même période, celle de l'Ontario passe de 55,6 % à 54,9 %.

Le Québec compte, en 1991, 11 793 établissements manufacturiers, sur un total de 36 339, ce qui représente 32,5 % du total canadien (tableau 2); il occupe toujours le deuxième rang, précédé de l'Ontario (39,3 %). On remarque que cette part relative dans l'ensemble canadien augmente au cours de la période 1983-1991. Elle passe de 29,3 % à 32,5 %. Pendant ce temps, celle de l'Ontario diminue de 2,5 points de pourcentage (de 41,8 % à 39,3 %).

11

Le secteur manufacturier englobe 22 groupes d'industries qui fabriquent des produits destinés à l'industrie et à la consommation. L'Ontario et le Québec continuent à dominer dans ce secteur. Le Québec, qui se situe au deuxième rang dans la plupart des groupes industriels, est au premier rang dans quatre groupes : les textiles de première transformation, les produits textiles, l'habillement,ainsi que le papier et produits connexes (tableau 3). La Colombie-Britannique arrive au premier rang seulement dans le secteur du bois. L'Ontario et le Québec emploient à elles seules près de 1,4 million de personnes; cette main-d'oeuvre représente plus de 77 % de l'ensemble du secteur manufacturier canadien.

Malgré une croissance de près de 70 % de son produit intérieur brut au cours de la période de 1980 à 1991, le secteur manufacturier a perdu de son importance relative à l'intérieur de la production globale québécoise au profit du secteur tertiaire. Elle passe de 23,9 % en 1980 à 19,9 % en 1991, ce qui représente une baisse de 4 points de pourcentage (tableau 1 et figure 1). La valeur des investissements manufacturiers est de 4,9 milliards de dollars, soit 21,2 % de moins qu'en 1990. La part relative des investissements de la province dans l'ensemble canadien passe de 31,2 % en 1990 à 27,9 % en 1991, soit une baisse de 3,3 points de pourcentage.

Les caractéristiques et la structure de l'industrie manufacturière québécoise

Les caractéristiques

En 1991, 94,6 % des établissements manufacturiers sont des compagnies incorporées; le reste se partage entre des entreprises à propriétaire unique (4,2 %), des sociétés (0,6 %) et des coopératives (0,6 %) (tableau 7). Ces compagnies réalisent la quasi-totalité des expéditions, soit 98,1 %, pour une valeur de 75,3 milliards de dollars. Elles emploient 98,8 % de la main-d'oeuvre du secteur manufacturier (463 136 salariés) et versent 98,9 % de la rémunération totale.

L'agrégation des données selon l'emploi montre qu'une très forte proportion des établissements manufacturiers au Québec, soit 84 %, ont moins de 50 employés. Cela ne représente cependant que 24,7 % du nombre total d'employés. Les établissements de 50 à 199 employés comptent pour 12,7 % et procurent 29,9 % des emplois. Les grands établissements, ceux de 200 employés et plus, regroupent 44,4 % de l'ensemble des salariés (sans compter ceux de certains sièges sociaux et des bureaux de vente) et sont à l'origine de 53,3 % des expéditions totales.

Lorsque les établissements sont regroupés selon la valeur des expéditions, on remarque qu'un très petit nombre est à l'origine de la majorité des expéditions. En 1991, les établissements dont les expéditions de produits de propre fabrication sont supérieures à 10 millions, qui ne représentent que 9,6 % du nombre total d'établissements, accaparent ainsi 75,0 % de l'ensemble des expéditions.

En 1991, les statistiques portant sur la petite et moyenne entreprise (PME) — définie comme étant toute société ayant entre 5 et 199 employés et une valeur ajoutée qui ne doit pas dépasser 9,5 millions de dollars — indiquent que plus de la moitié (60,4 %) des établissements manufacturiers sont des PME (tableau 8). Le reste est constitué d'entreprises artisanales (29,3 %) et de grandes entreprises (10,3 %). Les PME occupent 43,2 % de la main-d'oeuvre

manufacturière mais ne contribuent qu'à 26,6 % des expéditions. Le plus grand nombre de PME se situe dans cinq groupes d'industries : l'habillement (1 114 établissements), les produits métalliques (918), l'imprimerie (851), le bois (713) et les aliments (564). Il est par ailleurs intéressant de noter que les PME des groupes d'industries du plastique, du cuir, de l'habillement, du bois, du meuble et de la machinerie ont une valeur d'expéditions plus importante que celle des grandes entreprises.

La structure

Les groupes d'industries

L'analyse des résultats des expéditions totales en 1991 par groupe d'industries révèle que 20 des 22 principaux groupes enregistrent une diminution par rapport à 1990. La baisse en pourcentage la plus forte s'observe dans le groupe du matériel de transport, lequel chute de 23,3 %. Cette situation s'explique par la fermeture temporaire de l'usine d'assemblage d'automobiles de General Motors, à Boisbriand. Vient ensuite l'industrie du meuble, avec une baisse de 16,5 %, imputable à la hausse du dollar canadien, aux taux d'intérêt élevés, de même qu'aux réformes des taxes à la consommation fédérale et provinciale. L'industrie québécoise des produits minéraux non métalliques, quant à elle, recule de 14,3 %, à la suite d'une baisse de l'activité de la construction. Les groupes qui connaissent une croissance sont ceux des produits électriques et électroniques et des aliments.

En 1991, les groupes industriels qui embauchent le plus grand nombre d'employés sont, par ordre d'importance, ceux de l'habillement (51 937), des aliments (44 696), du papier et produits connexes (38 174), du matériel de transport (36 298), des produits métalliques (33 436), des produits électriques et électroniques (33 145) ainsi que de l'imprimerie (32 004). Ces 269 690 emplois représentent 57,5 % de l'embauche totale du secteur manufacturier (tableau 5).

Neuf groupes d'industries ont des expéditions supérieures à trois milliards de dollars; ils comptent au total 79,2 % des expéditions de l'ensemble du secteur manufacturier. Le groupe des aliments domine, avec 10,7 milliards de dollars, suivi de celui du papier et des produits connexes, avec 7,1 milliards de dollars.

Les industries

En 1991, vingt industries ont des expéditions totales de plus de 1 milliard de dollars (tableau 6). Elles regroupent 42,2 % des établissements, emploient 52,5 % de la main-d'oeuvre et comptent 54,5 % des expéditions totales de l'ensemble du secteur manufacturier au Québec. L'industrie des pâtes et papiers arrive au 1er rang avec 5,4 milliards de dollars, suivie de l'industrie des équipements de télécommunication, avec 4,2 milliards. Le 3e rang est occupé par l'industrie de fonte et d'affinage, avec 3,8 milliards de dollars.

Les produits

Au chapitre des produits fabriqués, c'est la catégorie «Produits du papier ou carton et produits en pâte à papier», de la Classification type des biens, qui arrive au premier rang en 1991, avec des expéditions de 6,4 milliards de dollars (tableau 12). Vient en deuxième place la catégorie «Machines, matériel électriques; appareils d'enregistrement, reproduction du son et images; leurs pièces et accessoires», avec 5,3 milliards de dollars. Finalement, la catégorie «Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales» arrive 3e, avec 3,5 milliards de dollars.

11

L'activité manufacturière dans les régions

Sur le plan régional (tableau 10), l'augmentation de 10,7 % du nombre d'établissements manufacturiers entre 1985 et 1991 est due principalement aux régions de la Montérégie (264) et de Montréal (149). En 1991, les cinq régions comptant le plus grand nombre d'établissements manufacturiers sont celles de Montréal, de la Montérégie, de la Mauricie — Bois-Francs, de Chaudière-Appalaches et de Québec. Elles regroupent 75 % des entreprises manufacturières, et représentent 78 % des expéditions manufacturières de la province.

La région de Montréal compte à elle seule 38,5 % des entreprises manufacturières du Québec, emploie 39,7 % de la main-d'oeuvre de ce secteur et effectue 39,3 % des expéditions manufacturières totales. La Montérégie, quant à elle, regroupe 1 852 établissements manufacturiers; 20,3 % des expéditions manufacturières du Québec proviennent de cette région.

La destination des expéditions des manufacturiers exportateurs

En 1990, 19,1 % des établissements manufacturiers québécois expédient pour 33,1 milliards de dollars de produits manufacturés à l'extérieur de la province, soit 26,4 % de plus qu'en 1985 (tableau 9). Les expéditions à destination d'autres régions canadiennes représentent 16,5 milliards, le reste étant envoyé à l'étranger; cela représente respectivement 22,3 % et 22,4 % de la production totale du Québec. L'Ontario et les États-Unis sont les principaux destinataires avec, respectivement, 32,8 % et 38,5 %. Les expéditions hors Québec représentent 44,7 % de la production totale, contre 43,3 % en 1985. Les PME, quant à elles, expédient pour 20,3 milliards de dollars de produits, dont 4,8 milliards sont acheminés à l'extérieur de la province, soit 14,4 % de l'ensemble des livraisons hors Québec.

Le commerce interprovincial

En 1990, 67,5 % des expéditions québécoises sur le marché canadien (à l'exclusion de celles effectuées au Québec) proviennent de sept groupes industriels seulement. Il s'agit des produits chimiques (14,9 %), des produits électriques et électroniques (10,9 %), des aliments (10,7 %), de l'habillement (9,0 %), du papier et des produits connexes (8,1 %), du matériel de transport (7,2 %) et des industries de première transformation des métaux (6,7 %). Toutes les autres industries expédient 3,6 % ou moins de leur production dans les autres provinces canadiennes. En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, celles-ci écoulent 16,5 % de leur production (3,3 milliards) dans les autres provinces. Des 16,5 milliards de dollars d'expéditions vers les autres provinces canadiennes, l'Ontario accapare 65,7 %; 20,0 % et 14,3 % respectivement sont effectuées aux provinces de l'Ouest et de l'Atlantique (tableau 9).

Le marché international

Les entreprises manufacturières québécoises exportent pour 16,6 milliards de dollars en 1990, une augmentation de 33,8 % par rapport à 1985 (tableau 9). Les produits exportés proviennent principalement de trois grands groupes d'industries : le matériel de transport (26,5 %), le papier et les produits connexes (21,0 %) et les industries de première transformation des métaux (17,5 %), ce qui représente en tout 65,0 % de l'ensemble des exportations. La grande majorité des exportations (76,9 %) sont dirigées vers les États-Unis, et 66,1 % d'entre elles sont le fait des trois grands groupes industriels cités précédemment. Des 12,8 milliards d'exportations vers les États-Unis, 1,2 milliard est attribuable aux petites et moyennes entreprises, soit 80,8 % des exportations des PME.

Définitions

Établissement

La plus petite unité d'exploitation, en général une usine ou une fabrique, en mesure de fournir certaines données relatives à son activité et nécessaires au calcul de la valeur ajoutée.

Employé à la production

Personne travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, à l'inspection, à la manutention, à l'emballage, à l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Intrants

Activité manufacturière

Coût des matières et fournitures et éléments nécessaires à la production. Est aussi compris le coût du combustible et de l'électricité achetés et consommés.

Activité totale

Coût des matières et fournitures à l'activité manufacturière. Sont aussi compris le coût des marchandises destinées à être revendues dans l'état où elles ont été achetées et le coût des autres matières et fournitures non incluses à l'activité manufacturière.

Salariés

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement comme à la cafétéria, au siège social, au bureau d'administration ou de ventes. Sont aussi compris les travailleurs affectés aux constructions nouvelles, aux réparations ou aux transformations majeures. Les propriétaires et les associés actifs ne sont pas compris dans les salariés.

Salaire à la production

Gains bruts des ouvriers à la production et assimilés, y compris les bonis, gratification et rémunération des heures supplémentaires.

Traitement et salaire

Gains bruts des salariés, à l'exclusion des retraits des propriétaires associés actifs.

Valeur des expéditions

Activité manufacturière

Valeur nette des ventes des produits de propre fabrication et montant reçu pour du travail à forfait exécuté sur des matières appartenant à d'autres établissements.

Activité totale

Valeur des expéditions de produits de propre fabrication plus les revenus provenant des activités non manufacturières, comme la vente de biens achetés et revendus tels quels, la valeur comptable de travaux en construction et en équipement effectués par le personnel de l'établissement pour son propre usage, ainsi que les revenus provenant de l'exploitation de cafétérias, etc.

Valeur ajoutée

Activité manufacturière

La valeur ajoutée manufacturière correspond à la valeur des expéditions de produits de propre fabrication en tenant compte de la variation nette des stocks de produits en cours de fabrication et de produits finis, moins le coût des matières et fournitures utilisées, le coût du combustible et de l'électricité consommés et les montants versés à d'autres pour du travail à forfait.

Activité totale

Valeur ajoutée à l'activité manufacturière plus valeur ajoutée de l'activité non manufacturière. Cette dernière s'obtient en retranchant de la production brute de l'activité non manufacturière les achats de biens pour la revente dans le même état (en tenant compte de la variation nette des stocks de ces produits), les achats de matières et fournitures utilisées dans la construction nouvelle ou dans la production de machinerie et d'outillage destinés à l'usage de l'établissement, les fournitures de bureau achetées et utilisées, ainsi que toutes les matières et fournitures achetées et utilisées par l'établissement dans une activité non manufacturière.

11

Tableau 1

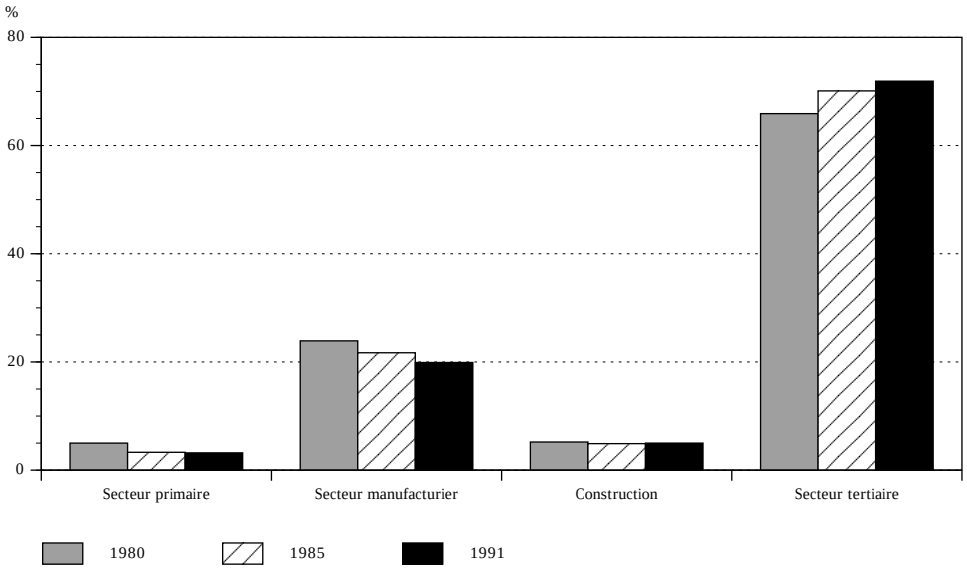
Importance relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut, Québec, 1980, 1985 et 1991

Secteur	Produit intérieur brut					
	1980		1985		1991	
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%
Primaire						
Agriculture	1 364	2,0	1 687	1,7	2 133	1,6
Forêts	407	1,0	554	0,5	849	0,6
Pêche et piégeage	43	--	53	--	62	--
Mines	1 336	2,0	1 126	1,1	1 385	1,0
Secondaire						
Industries manufacturières	15 833	23,9	20 697	21,7	26 791	19,9
Construction	3 439	5,2	4 695	4,9	6 798	5,0
Tertiaire						
Transport et entreposage	3 455	5,2	4 884	5,1	6 313	4,8
Communications	2 173	3,2	3 343	3,6	3 838	2,8
Énergie électrique, gaz et eau	2 396	3,6	4 708	4,9	6 012	4,4
Commerce	7 312	11,0	11 271	11,9	16 040	11,9
Finances, assurances et affaires immobilières	7 394	11,2	12 030	12,6	18 671	13,9
Services	16 120	24,4	23 535	24,6	36 364	26,9
Administration publique	4 720	7,2	6 931	7,3	9 642	7,1
Total	65 992	100,0	95 514	100,0	134 898	100,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses*, édition 1994.

Figure 1

Évolution de l'importance relative du secteur manufacturier dans le PIB, Québec, 1980, 1985 et 1991



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses*, édition 1994.

Tableau 2

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région, Canada, 1983, 1987 et 1991

	Unité	1983		1987		1991	
		Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Établissements	n	35 286	100,0	36 790	100,0	36 339	100,0
Atlantique	n	1 909	5,4	1 905	5,2	1 837	5,1
Québec	n	10 331	29,3	11 183	30,4	11 793	32,5
Ontario	n	14 763	41,8	15 109	41,0	14 295	39,3
Prairies	n	4 434	12,6	4 586	12,5	4 490	12,4
Colombie-Britannique	n	3 820	10,8	3 969	10,8	3 874	10,7
Yukon et T.N.-O.	n	29	0,1	38	0,1	50	0,1
Employés	n	1 670 881	100,0	1 864 018	100,0	1 737 606	100,0
Atlantique	n	81 549	4,9	92 296	4,9	87 252	5,0
Québec	n	474 820	28,4	520 459	27,9	468 782	27,0
Ontario	n	838 490	50,2	956 400	51,3	878 628	50,6
Prairies	n	142 517	8,5	152 023	8,2	159 547	9,2
Colombie-Britannique	n	133 150	8,0	142 512	7,7	142 959	8,2
Yukon et T.N.-O.	n	355	--	328	--	438	--
Salaires	'000 $	39 593 678	100,0	51 832 248	100,0	58 083 449	100,0
Atlantique	'000 $	1 679 536	4,2	2 201 450	4,3	2 543 963	4,4
Québec	'000 $	10 378 168	26,2	13 443 485	25,9	14 944 683	25,7
Ontario	'000 $	20 265 434	51,2	27 488 737	53,0	30 174 740	51,9
Prairies	'000 $	3 369 414	8,5	4 080 112	7,9	5 023 574	8,7
Colombie-Britannique	'000 $	3 893 557	9,8	4 610 679	8,9	5 384 476	9,3
Yukon et T.N.-O.	'000 $	7 568	--	7 785	--	12 013	--
Intrants	'000 $	150 083 672	100,0	196 240 984	100,0	204 711 676	100,0
Atlantique	'000 $	7 044 504	4,7	9 215 237	4,7	9 401 764	4,6
Québec	'000 $	35 106 517	23,4	42 478 645	21,7	44 766 115	21,9
Ontario	'000 $	80 392 676	53,6	112 369 503	57,3	115 607 078	56,5
Prairies	'000 $	16 123 014	10,7	17 944 180	9,1	19 835 081	9,7
Colombie-Britannique	'000 $	11 371 371	7,6	14 202 392	7,2	15 062 908	7,4
Yukon et T.N.-O.	'000 $	45 591	--	31 028	--	37 830	--
Expéditions	'000 $	231 932 165	100,0	314 049 518	100,0	326 607 341	100,0
Atlantique	'000 $	10 054 567	4,3	14 121 223	4,5	14 236 739	4,4
Québec	'000 $	56 648 879	24,4	72 608 303	23,1	76 745 295	23,5
Ontario	'000 $	123 696 412	53,3	174 700 261	55,6	179 393 092	54,9
Prairies	'000 $	23 177 002	10,0	27 758 279	8,8	31 244 124	9,6
Colombie-Britannique	'000 $	18 293 462	7,9	24 805 204	7,9	24 922 577	7,6
Yukon et T.N.-O.	'000 $	61 842	--	56 249	--	65 514	--
Valeur ajoutée	'000 $	81 773 814	100,0	118 289 573	100,0	120 793 243	100,0
Atlantique	'000 $	3 034 664	3,7	4 994 614	4,2	4 730 965	3,9
Québec	'000 $	21 465 289	26,3	30 287 556	25,6	31 874 601	26,4
Ontario	'000 $	43 376 709	53,0	62 452 655	52,8	63 161 425	52,3
Prairies	'000 $	6 958 952	8,5	9 819 892	8,3	11 288 491	9,3
Colombie-Britannique	'000 $	6 924 590	8,5	10 708 896	9,1	9 709 406	8,0
Yukon et T.N.-O.	'000 $	19 449	--	25 959	--	28 355	--

Source : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 3

Valeur des expéditions, par groupe d'industries et par région, Canada, 1991

Groupe d'industries	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Yukon T.N.-O.	Canada
				'000 $			
Aliments	4 670 377	10 667 927	19 085 618	7 552 221	3 683 208	-	45 659 451
Boissons	501 390	1 569 398	2 868 602	714 386	539 155	-	6 192 931
Tabac	X	X	X	-	-	-	2 896 392
Produits en caoutchouc	X	X	2 345 571	X	39 764	-	3 607 785
Produits en matière plastique	113 387	1 491 873	3 687 853	500 246	431 230	-	6 224 589
Cuir et produits connexes	23 706	476 839	509 136	66 050	16 800	-	1 088 531
Textiles de première transformation	X	1 560 807	1 268 438	X	23 159	-	3 008 265
Produits textiles	97 361	1 651 753	1 348 013	127 638	105 284	-	3 330 049
Habillement	74 703	4 196 389	1 832 778	531 206	243 043	-	6 878 119
Bois	630 473	3 240 466	2 407 646	1 236 744	6 202 079	-	13 717 408
Meuble et articles d'ameublement	63 212	1 270 034	2 218 427	368 325	219 917	-	4 139 915
Papier et produits connexes	X	7 152 343	6 898 830	X	4 184 808	-	21 814 164
Imprimerie, édition et produits connexes	344 945	3 652 000	7 158 906	1 515 340	1 036 006	-	13 707 197
Première transformation des métaux	X	5 837 215	9 514 054	X	841 741	-	18 353 318
Produits métalliques (sauf du transport)	419 553	3 939 011	9 662 864	1 780 346	1 376 760	-	17 178 334
Machinerie (sauf électrique)	111 906	2 219 046	5 625 796	1 462 706	712 069	-	10 131 523
Matériel de transport	1 439 769	5 185 626	58 678 039	1 169 327	838 409	-	67 311 170
Produits électriques et électroniques	201 076	6 813 086	13 781 005	1 403 817	499 034	-	22 698 018
Produits minéraux non métalliques	249 436	1 545 811	3 712 598	913 516	785 271	-	7 206 632
Produits raffinés, pétrole et charbon	X	3 576 115	7 067 561	X	2 015 535	X	18 748 150
Produits chimiques	233 545	6 517 247	14 223 181	3 743 479	860 927	-	25 578 379
Autres industries manufacturières	X	X	X	494 789	268 348	X	7 137 021
Total	14 236 739	76 745 295	179 393 092	31 244 124	24 922 577	65 514	326 607 341

Source : Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 4

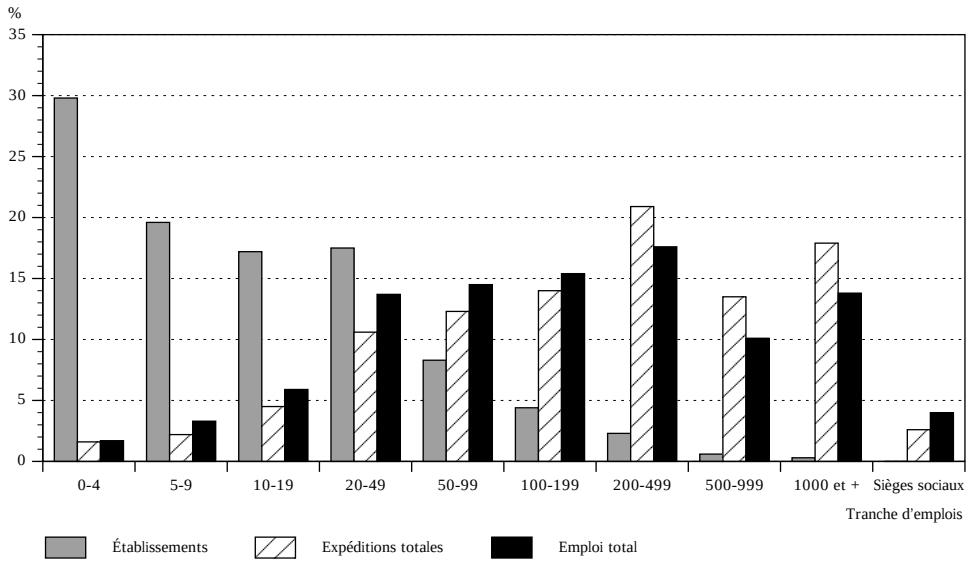
Statistiques principales du secteur manufacturier, Québec, 1986-1991

	Unité	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Établissements	n	11 063	11 183	12 073	11 362	13 362	11 793
Activité manufacturière							
Employés à la production	n	373 793	381 615	410 808	394 112	381 882	327 750
Hommes	n	273 081	279 937	303 269	291 717	281 186	245 151
Femmes	n	100 716	101 678	107 539	102 395	100 696	82 599
Heures payées	'000	763 254	781 444	852 607	816 794	782 494	679 904
Salaires	'000 $	8 346 993	8 806 573	9 974 262	10 154 200	10 246 686	9 350 198
Matières utilisées	'000 $	34 448 286	36 361 638	38 544 804	39 375 800	38 488 094	36 928 701
Combustible et électricité	'000 $	2 123 201	2 250 126	2 204 080	2 272 200	2 431 633	2 510 130
Expéditions	'000 $	62 239 406	66 711 666	7 375 059	75 465 100	73 973 558	69 958 502
Production	'000 $	63 101 074	67 248 549	74 084 711	75 596 750	74 366 340	69 853 923
Valeur ajoutée	'000 $	26 489 587	28 636 785	33 335 827	34 160 300	33 446 613	30 415 092
Activité totale							
Employés à l'administration	n	122 955	124 114	129 119	129 904	130 659	141 032
Hommes	n	86 970	87 872	88 915	87 159	87 094	91 868
Femmes	n	35 965	36 242	40 204	42 745	43 565	49 164
Traitements	'000 $	4 015 451	4 199 544	4 676 259	4 942 800	5 180 213	5 594 485
Emploi total	n	496 732	505 729	539 927	524 016	512 541	468 782
Traitements et salaires	'000 $	12 363 444	13 006 117	14 650 521	15 097 000	15 426 899	14 944 683
Matières totales utilisées	'000 $	38 483 594	40 327 768	44 153 550	45 103 200	44 103 981	42 255 985
Expéditions totales	'000 $	67 297 377	71 441 606	80 491 452	82 473 200	80 831 107	76 745 295
Production totale	'000 $	68 168 955	72 178 851	80 825 574	82 606 159	81 223 889	76 640 716
Valeur ajoutée totale	'000 $	27 562 160	29 600 957	34 467 944	35 381 000	34 688 275	31 874 601

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Industries manufacturières du Québec, 1986-1991.*

Figure 2

Répartition des établissements, des expéditions totales et de l'emploi total, selon la tranche d'emplois, Québec, 1991



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Profil du secteur manufacturier au Québec,* édition 1994.

Tableau 5

Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1991

Groupes d'industries	Établis-sements	Total des salariés	Traitements et salaires	Intrants totaux	Expéditions totales	Valeur ajoutée totale
	n		'000 $			
Aliments	932	44 696	1 287 742	6 748 933	10 667 927	3 791 492
Boissons	64	8 293	363 769	606 936	1 569 398	962 421
Tabac	8	X	X	X	X	X
Produits en caoutchouc	45	X	X	X	X	X
Produits en matière plastique	359	12 818	333 424	794 776	1 491 873	695 597
Cuir et produits connexes	131	5 780	117 388	245 002	472 839	224 271
Textiles de première transformation	128	11 005	313 043	927 811	1 560 807	621 666
Produits textiles	352	14 246	342 904	942 298	1 651 753	686 433
Habillement	1 581	51 937	1 029 670	2 257 965	4 196 389	1 924 178
Bois	1 202	26 790	695 283	1 999 678	3 240 466	1 248 117
Meuble et articles d'ameublement	675	14 994	365 961	596 856	1 270 034	677 779
Papier et produits connexes	209	38 174	1 584 340	4 440 325	7 152 343	2 771 971
Imprimerie, édition et produits connexes	1 588	32 004	1 063 811	1 366 382	3 652 000	2 288 245
Première transformation des métaux	120	25 324	1 151 429	3 780 187	5 837 215	1 995 130
Produits métalliques (sauf du transport)	1 466	33 436	1 021 847	1 995 187	3 939 011	1 915 788
Machinerie (sauf électrique)	458	15 339	519 620	1 095 795	2 219 046	1 084 385
Matériel de transport	299	36 298	1 357 739	2 829 247	5 185 626	2 568 295
Produits électriques et électroniques	399	33 145	1 185 249	4 480 800	6 813 086	2 299 609
Produits minéraux non métalliques	424	11 657	380 162	752 623	1 545 811	789 576
Produits raffinés, pétrole et charbon	34	1 892	97 056	3 109 764	3 576 115	272 600
Produits chimiques	386	26 114	988 360	3 461 573	6 517 247	3 042 338
Autres industries manufacturières	933	X	X	X	X	X
Total	11 793	468 782	14 944 683	44 766 115	76 745 295	31 874 601

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Industries manufacturières du Québec, 1986-1991.*

Tableau 6

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1991

Industrie	Établis-sements	Total des salariés	Traitements et salaires	Intrants totaux	Expéditions totales	Valeur ajoutée totale
	n		'000 $			
Viande et volaille	174	11 194	320 866	2 097 513	2 794 943	707 063
Transformation du poisson	43	1 653	31 743	110 838	174 328	67 751
Préparation des fruits et légumes	61	2 882	70 149	269 572	460 685	190 650
Transformation du lait	87	8 331	276 626	2 149 727	3 512 909	1 389 481
Farine, céréales, aliments pour animaux	170	X	X	X	X	X
Huiles végétales (sauf huile de maïs)	1	X	X	X	X	X
Produits de boulangerie-pâtisserie	228	9 559	256 689	481 991	1 028 337	547 025
Sucre et confiseries	38	X	X	X	X	X
Autres produits alimentaires	130	X	X	X	X	X
Boissons gazeuses	41	2 069	68 498	294 284	440 647	142 269
Produits de distillation	7	1 021	52 949	97 037	230 513	134 010
Bière	7	X	X	X	X	X
Vin	9	X	X	X	X	X
Tabac en feuilles	1	X	X	X	X	X
Produits du tabac	7	X	X	X	X	X
Pneus et chambres à air	2	X	X	X	X	X
Boyaux et courroies en caoutchouc	8	343	10 576	120 879	39 996	15 490
Autres produits en caoutchouc	55	X	X	X	X	X

Tableau 6 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1991

Industrie	Établis-sements	Total des salariés	Traitements et salaires	Intrants totaux	Expéditions totales	Valeur ajoutée totale
	n		'000 $			
Produits en plastique, en mousse et soufflés	19	1 048	26 862	69 381	141 650	72 562
Tuyaux et raccords en plastique	15	657	19 319	74 272	115 271	41 793
Pellicules et feuilles en plastique	20	1 131	34 630	111 177	183 300	71 004
Autres produits en plastique	305	9 982	252 613	539 946	1 051 652	510 238
Cuir et produits connexes	131	5 780	117 388	245 002	472 839	224 271
Fibres chimiques et filés de filaments	11	X	X	X	X	X
Filés et tissus tissés	63	7 812	222 041	607 499	1 059 440	439 236
Tissus larges à mailles	54	X	X	X	X	X
Feutre, traitement de fibres naturelles	8	323	9 923	30 831	50 999	22 355
Tapis, carpettes et moquettes	17	1 918	56 397	284 653	388 903	96 840
Produits en grosse toile et produits connexes	47	625	12 002	16 701	38 856	21 842
Autres produits textiles	280	11 380	264 582	611 606	1 172 995	545 396
Vêtements pour hommes et garçonnets	311	15 126	288 890	470 934	981 320	507 447
Vêtements pour dames	765	17 284	344 364	921 450	1 557 620	632 420
Vêtements pour enfants	119	5 084	102 602	317 642	530 966	211 156
Autres produits de l'habillement	386	14 443	293 814	547 939	1 126 483	573 155
Sciage, rabotage et usinage de bardeaux	293	11 005	304 396	1 073 657	1 598 643	529 325
Placages et contreplaqués	26	1 188	30 983	117 248	177 933	59 754
Portes, châssis et autre bois travaillé	714	10 994	265 060	569 179	1 043 368	473 507
Boîtes et palettes de bois	61	816	16 550	68 071	62 636	26 924
Cercueils et bières	14	419	10 050	21 817	32 538	18 718
Autres produits du bois	94	2 368	68 244	189 753	325 348	139 889
Meubles de maison	399	8 361	190 158	315 582	685 280	375 714
Meubles de bureau	61	2 577	75 337	102 755	216 890	111 979
Autres meubles et articles d'ameublement	215	4 056	100 466	178 519	367 864	190 086
Pâtes et papiers	63	27 701	1 254 675	3 784 457	5 419 447	2 070 351
Papier-toiture asphalté	4	388	15 210	50 159	88 254	36 121
Boîtes en carton et sacs en papier	68	5 403	178 279	508 882	801 814	294 621
Autres produits en papier transformé	74	4 682	136 176	464 691	842 828	370 878
Impression commerciale	938	16 913	528 023	786 411	1 717 171	930 532
Clichage, composition et reliure	291	4 708	128 336	101 578	315 617	214 332
Édition	300	5 296	167 308	332 423	991 429	661 983
Impression et édition combinées	59	5 087	240 144	145 970	627 783	481 398
Sidérurgie	18	5 330	230 945	692 297	1 013 495	288 965
Tubes et tuyaux d'acier	10	X	X	X	X	X
Fonderies de fer	24	1 124	33 085	55 248	122 970	69 942
Fonte et affinage des métaux non ferreux	17	15 658	770 843	2 430 860	3 858 048	1 405 634
Laminage, moulage de l'aluminium	20	1 551	63 921	386 842	522 471	131 952
Laminage, moulage du cuivre	9	530	17 283	74 018	112 138	38 160
Autre laminage, moulage (métaux non ferreux)	22	X	X	X	X	X
Chaudières et échangeurs de chaleur	6	663	25 251	21 879	66 945	38 487
Éléments de charpentes métalliques	91	5 006	169 692	321 778	649 269	331 299
Produits métalliques, d'architecture	295	5 874	180 876	346 926	665 146	313 682
Matriçage, revêtement, produits en métal	221	6 007	176 549	479 167	862 889	372 282
Fil métallique et ses produits	65	3 793	126 773	359 879	603 453	232 802
Quincaillerie, outillage et coutellerie	151	2 921	80 791	96 042	245 786	146 354
Matériel de chauffage	34	732	19 207	49 618	89 077	40 864

Tableau 6 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1991

Industrie	Établis-sements	Total des salariés	Traitements et salaires	Intrants totaux	Expéditions totales	Valeur ajoutée totale
	n		'000 $			
Usinage	453	4 684	129 991	132 623	371 441	239 105
Autres produits en métal	150	3 756	112 717	187 275	385 005	200 913
Instruments aratoires	46	1 006	27 491	48 500	96 661	47 864
Réfrigération, climatisation (commerciale)	20	584	17 583	29 105	65 367	35 294
Autres machineries et équipements	392	13 749	474 546	1 018 190	2 057 018	1 001 227
Aéronefs et pièces d'avion	56	19 102	802 673	1 167 858	2 488 372	1 481 993
Véhicules automobiles	7	4 706	178 897	939 388	1 216 172	290 635
Carrosseries de camions et de remorques	86	X	X	X	X	X
Pièces et accessoires pour véhicules	83	2 854	63 946	161 024	306 334	141 294
Matériel ferroviaire roulant	9	X	X	X	X	X
Construction et réparation de navires	6	X	X	X	X	X
Construction, réparation d'embarcations	47	707	17 400	39 314	78 566	36 335
Autre matériel de transport	5	X	X	X	X	X
Petits appareils électriques	14	410	10 149	31 365	53 886	21 664
Gros appareils (électriques ou non)	7	X	X	X	X	X
Appareils d'éclairage	87	X	X	X	X	X
Phonographes et récepteurs radio et télé	7	X	X	X	X	X
Équipement de télécommunication	111	17 582	684 417	2 945 968	4 201 106	1 242 203
Machines pour bureaux et commerces	34	2 201	74 258	322 184	386 368	65 463
Matériel électrique d'usage industriel	87	3 851	127 294	340 459	640 916	292 650
Fils électriques et de communication	14	2 309	97 611	259 135	488 104	217 001
Autres produits électriques	38	X	X	X	X	X
Produits en argile	13	X	X	X	X	X
Ciment	4	908	42 143	65 767	143 283	81 064
Produits en béton	90	2 208	67 955	120 956	276 103	153 279
Béton préparé	166	2 663	80 780	200 658	348 219	147 106
Verre et articles en verre	46	X	X	X	X	X
Abrasifs	7	225	6 848	15 594	29 093	12 534
Chaux	2	X	X	X	X	X
Autres produits minéraux non métalliques	96	2 793	87 749	196 904	423 319	227 637
Produits raffinés du pétrole	8	X	X	X	X	X
Autres produits du pétrole et du charbon	26	X	X	X	X	X
Produits chimiques d'usage industriel	40	4 367	203 105	1 126 923	1 589 642	449 062
Produits chimiques d'usage agricole	40	X	X	X	X	X
Plastiques et résines synthétiques	28	1 451	58 991	434 891	631 801	175 709
Produits pharmaceutiques et médicaments	43	9 251	355 526	916 450	2 358 923	1 469 611
Peintures et vernis	35	2 053	67 083	2 588 112	383 679	155 714
Savons et composés pour le nettoyage	47	1 408	40 531	92 074	184 071	91 875
Produits de toilette	35	2 629	88 378	146 967	450 142	299 444
Autres produits chimiques	118	X	X	X	X	X
Matériel scientifique et professionnel	146	X	X	X	X	X
Bijouterie et orfèvrerie	127	X	X	X	X	X
Articles de sport et jouets	90	4 024	95 196	263 575	483 933	214 866
Enseignes et étalages	168	2 084	54 551	59 606	162 538	102 267
Autres produits manufacturés	402	X	X	X	X	X
Total	11 793	468 782	14 944 683	44 766 115	76 745 295	31 874 601

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

Tableau 7

Statistiques principales du secteur manufacturier, selon la forme juridique de l'entreprise, l'emploi et la valeur des expéditions,
Québec, 1991

	Établis-sements	Total des salariés	Traitements et salaires	Intrants totaux	Expéditions totales	Valeur ajoutée totale
	n		'000 $			
Forme juridique	11 793	468 782	14 944 683	44 766 115	76 745 295	31 874 601
Particulier	491	1 137	18 285	32 109	69 793	38 509
Société	71	926	26 612	65 532	140 559	74 991
Compagnie incorporée	11 161	463 136	14 788 985	43 692 546	75 309 654	311 495 269
Coopérative	70	3 583	110 801	975 928	1 225 289	265 832
Emploi	11 793	468 782	14 944 683	44 766 115	76 745 295	31 874 601
0 - 4	3 511	8 182	159 537	767 629	1 225 569	460 374
5 - 9	2 306	15 438	347 791	923 165	1 648 408	724 824
10 - 19	2 025	27 767	668 283	1 999 996	3 477 358	1 476 252
20 - 49	2 067	64 324	1 647 391	4 636 072	8 093 942	3 431 353
50 - 99	978	67 880	1 801 688	5 357 901	9 428 939	4 000 829
100 - 199	524	72 100	2 078 987	6 012 576	10 760 115	4 705 793
200 - 499	276	82 529	2 710 380	9 765 024	16 042 681	6 124 876
500 - 999	71	47 288	1 899 498	6 005 022	10 359 484	4 321 114
1 000 et plus	35	64 493	2 837 352	7 703 215	13 712 090	6 227 992
Sièges sociaux	...	18 781	793 776	1 595 515	1 996 709	401 194
Valeur des expéditions	11 793	468 782	14 944 683	44 766 115	76 745 295	31 874 601
0 - 99 999 $	1 105	1 686	25 391	37 416	79 419	42 048
100 000 - 199 999 $	1 408	4 226	74 210	105 348	226 066	120 667
200 000 - 499 999 $	2 388	14 326	283 432	378 570	850 703	471 444
500 000 - 999 999 $	1 738	20 163	427 678	620 330	1 339 857	719 901
1 000 000 - 4 999 999 $	3 143	84 273	2 055 191	4 030 280	7 871 898	3 829 539
5 000 000 - 9 999 999 $	877	57 132	1 483 594	3 789 219	6 821 979	3 004 697
10 000 000 - 24 999 999 $	678	77 272	2 243 595	6 457 976	11 481 952	4 970 890
25 000 000 - 49 999 999 $	236	48 089	1 569 103	5 065 572	8 652 758	3 529 849
50 000 000 et plus	222	142 834	5 988 713	22 685 889	37 423 954	14 784 372
Siège sociaux	...	18 781	793 776	1 595 515	1 996 709	401 194

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Profil du secteur manufacturier au Québec,* édition 1994.

Tableau 8

Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprise et par groupe d'industries, Québec, 1991

Type d'entreprise et groupe d'industries	Établis-sements	Employés à la production	Salaires à la production	Intrants	Expéditions manufac-turières	Valeur ajoutée manufac-turière
	n		'000 $			
Artisanales	3 455	5 452	104 625	558 901	963 471	401 089
Aliments	175	347	5 706	48 425	70 155	22 108
Boissons	10	X	X	X	X	X
Tabac	1	X	X	X	X	X
Produits en caoutchouc	6	X	X	X	X	X
Produits en matière plastique	69	115	2 124	8 721	16 604	7 736
Cuir et produits connexes	34	49	786	3 446	6 374	2 930
Textiles de première transformation	15	18	272	5 469	6 734	1 194
Produits textiles	88	159	2 655	10 017	16 486	7 159
Habillement	376	554	9 288	73 913	118 346	42 311
Bois	407	660	12 340	35 377	67 936	31 759
Meuble et articles d'ameublement	260	438	8 068	21 234	42 048	21 086
Papier et produits connexes	16	20	419	1 437	3 087	1 482
Imprimerie, édition et produits connexes	619	833	16 199	64 983	143 104	78 178
Première transformation des métaux	16	X	X	X	X	X
Produits métalliques (sauf du transport)	473	803	18 008	39 255	92 387	52 678
Machinerie (sauf électrique)	103	158	3 577	10 806	21 619	11 055
Matériel de transport	78	125	2 609	6 703	13 543	6 744
Produits électriques et électroniques	89	120	2 634	10 721	22 765	11 144
Produits minéraux non métalliques	96	148	2 814	10 639	21 060	10 400
Produits raffinés, pétrole et charbon	5	8	154	1 502	2 173	675
Produits chimiques	71	114	1 940	13 287	23 596	10 301
Autres industries manufacturières	448	X	X	X	X	X
Petites	5 792	66 497	1 423 386	4 502 749	8 305 542	3 787 870
Aliments	462	5 375	104 256	814 713	1 106 622	297 994
Boissons	22	217	5 228	23 097	43 734	17 555
Tabac	2	X	X	X	X	X
Produits en caoutchouc	23	X	X	X	X	X
Produits en matière plastique	183	2 617	50 312	148 934	293 369	145 625
Cuir et produits connexes	60	888	15 897	56 305	96 017	37 847
Textiles de première transformation	53	796	16 084	95 463	142 624	46 766
Produits Textiles	181	2 516	43 946	112 527	225 493	111 953
Habillement	873	12 507	208 299	700 377	1 209 505	505 334
Bois	603	7 020	146 976	503 576	851 505	349 355
Meubles et articles d'ameublement	332	3 771	78 821	181 669	376 553	196 234
Papier et produits connexes	54	849	18 757	74 693	125 818	50 846
Imprimerie, édition et produits connexes	769	5 902	147 563	297 773	751 846	455 391
Première transformation des métaux	36	568	15 148	46 963	80 275	33 655
Produits métalliques (sauf du transport)	800	8 907	229 989	442 810	1 031 799	587 066
Machinerie (sauf électrique)	259	2 959	77 983	196 959	401 643	193 636
Matériel de transport	148	1 887	45 147	101 074	208 860	108 114
Produits électriques et électroniques	191	2 017	42 449	140 223	276 927	136 711
Produits minéraux non métalliques	198	2 162	55 557	157 665	305 189	147 102
Produits raffinés, pétrole et charbon	13	109	3 238	16 947	28 106	10 916
Produits chimiques	145	1 311	29 899	191 387	312 573	119 937
Autres industries manufacturières	385	X	X	X	X	X
Moyennes	1 339	75 271	1 686 530	5 514 292	10 267 573	4 706 635
Aliments	125	5 741	130 053	1 089 283	1 523 012	437 135
Boissons	15	406	11 295	71 347	127 052	56 378
Tabac	-	-	-	-	-	-
Produits en caoutchouc	4	X	X	X	X	X

Tableau 8 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprise et par groupe d'industries, Québec, 1991

Type d'entreprise et groupe d'industries	Établis-sements	Employés à la production	Salaires à la production	Intrants	Expéditions manufac-turières	Valeur ajoutée manufac-turière
		n			'000 $	
Produits en matière plastique	66	3 806	83 599	276 407	548 259	272 079
Cuir et produits connexes	29	2 238	38 579	83 835	178 796	93 297
Textiles de première transformation	18	1 116	26 515	100 683	181 139	77 037
Produits textiles	52	3 417	65 848	261 665	461 000	193 293
Habillement	263	18 177	308 596	765 344	1 494 781	722 658
Bois	126	7 058	164 308	519 177	896 385	371 946
Meubles et articles d'ameublement	60	4 185	91 503	202 054	430 365	230 540
Papier et produits connexes	41	2 224	57 936	247 434	423 159	176 485
Imprimerie, édition et produits connexes	95	3 637	110 147	205 700	546 765	344 831
Première transformation des métaux	18	1 106	30 366	88 175	161 416	74 593
Produits métalliques (sauf du transport)	120	6 783	186 725	451 768	936 799	476 148
Machinerie (sauf électrique)	67	3 232	96 189	247 720	514 671	254 586
Matériel de transport	41	2 625	62 185	163 732	332 950	163 863
Produits électriques et électroniques	37	2 099	45 485	172 878	321 881	150 499
Produits minéraux non métalliques	39	2 109	57 787	125 871	287 839	161 865
Produits raffinés, pétrole et charbon	8	232	7 456	28 482	50 570	20 932
Produits chimiques	50	1 372	32 630	193 809	382 308	185 414
Autres industries manufacturières	65	X	X	X	X	X
Grandes	1 207	180 530	6 135 657	28 862 889	50 421 916	21 519 498
Aliments	170	19 661	573 172	3 997 542	6 942 962	2 988 049
Boissons	17	X	X	X	X	X
Tabac	5	X	X	X	X	X
Produits en caoutchouc	12	X	X	X	X	X
Produits en matière plastique	41	3 164	82 663	273 650	534 630	258 210
Cuir et produits connexes	8	1 663	31 109	70 277	149 074	78 758
Textiles de première transformation	42	6 314	160 329	590 988	1 065 493	467 060
Produits textiles	31	4 465	101 214	467 554	825 481	341 270
Habillement	69	12 292	226 448	475 876	1 048 438	571 011
Bois	66	6 538	196 755	820 074	1 289 684	481 485
Meubles et articles d'ameublement	23	3 322	80 410	135 826	354 738	219 662
Papier et produits connexes	98	25 530	1 042 679	3 863 507	6 306 453	2 502 626
Imprimerie, édition et produits connexes	105	7 933	287 168	695 855	2 011 864	1 313 495
Première transformation des métaux	50	X	X	X	X	X
Produits métalliques (sauf du transport)	73	7 714	261 871	835 804	1 611 479	758 899
Machinerie (sauf électrique)	29	3 894	134 905	401 266	994 187	577 226
Matériel de transport	32	17 180	628 314	2 284 791	4 266 433	2 198 631
Produits électriques et électroniques	82	17 995	638 978	3 809 546	5 711 599	1 868 773
Produits minéraux non métalliques	91	4 288	150 138	342 427	785 569	440 076
Produits raffinés, pétrole et charbon	8	823	48 169	3 009 514	3 429 894	228 024
Produits chimiques	120	9 617	347 486	2 154 106	4 470 392	2 307 292
Autres industries manufacturières	35	X	X	X	X	X
Total	11 793	327 750	9 350 198	39 438 831	69 958 502	30 415 092

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques des PME manufacturières au Québec*, édition 1994.

Tableau 9

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1985 et 1990

Groupe d'industries	Atlantique	Québec	Ontario	Ouest	États-Unis	Autres pays	Total
				'000 $			
1985	1 717 637	24 606 868	9 042 970	3 018 071	10 065 811	2 336 213	50 787 570
Aliments	269 487	3 916 260	964 818	400 306	241 133	262 819	6 054 823
Boissons	9 705	688 304	92 088	13 086	X	X	905 133
Tabac	89 940	272 638	232 599	205 067	X	X	809 865
Produits en caoutchouc	8 062	X	209 420	46 808	90 156	X	450 574
Produits en matière plastique	42 056	424 624	211 082	54 059	82 678	10 290	824 789
Cuir et produits connexes	13 629	158 192	140 738	53 677	21 629	11 075	388 650
Textiles de première transformation	29 300	819 627	295 999	96 266	26 138	44 061	1 311 391
Produits textiles	53 631	361 203	345 582	169 321	36 670	25 265	991 672
Habillement	132 234	939 705	808 035	379 646	119 691	20 224	2 399 535
Bois	54 537	896 806	307 728	24 144	389 684	62 653	1 735 552
Meubles et articles d'ameublement	41 649	366 318	167 049	85 269	123 536	4 735	788 556
Papier et produits connexes	142 140	1 620 151	1 064 699	105 245	2 670 805	305 889	5 908 929
Imprimerie, édition et produits connexes	35 644	1 079 775	239 728	75 914	218 101	3 872	1 653 034
Première transformation des métaux	49 386	1 504 026	836 103	37 395	1 469 231	537 010	4 436 151
Produits métalliques (sauf du transport)	113 947	1 926 044	359 384	161 160	302 073	73 486	2 936 094
Machine (sauf électrique)	68 331	353 621	163 070	93 541	143 143	50 484	872 190
Matériel de transport	100 397	811 894	531 284	189 520	2 738 202	409 263	4 780 550
Produits électriques et électroniques	94 799	874 135	705 431	267 270	608 841	381 427	2 931 903
Produits minéraux non métalliques	62 509	562 372	98 407	17 822	159 006	10 356	910 472
Produits raffinés, pétrole et charbon	64 827	X	81 709	15 897	X	X	5 562 644
Produits chimiques	198 825	1 356 757	957 188	420 738	233 241	82 649	3 249 398
Autres industries manufacturières	42 602	390 628	230 829	105 920	91 363	24 503	885 845
1990	2 360 811	24 097 337	10 849 527	3 297 185	12 751 822	3 842 230	57 198 912
Aliments	250 004	4 182 223	1 214 727	307 941	192 951	123 576	6 271 422
Boissons	16 949	943 720	72 934	22 863	121 836	13 800	1 192 102
Tabac	83 075	261 364	243 585	231 284	X	X	979 467
Produits en caoutchouc	9 001	77 760	75 540	24 137	392 744	11 618	590 800
Produits en matière plastique	38 471	489 222	224 236	38 857	177 919	18 314	987 019
Cuir et produits connexes	11 781	135 540	102 745	34 031	41 895	2 840	328 832
Textiles de première transformation	32 674	608 033	310 031	86 898	82 145	75 897	1 195 678
Produits textiles	39 790	482 326	368 821	129 847	93 736	19 036	1 133 556
Habillement	118 759	1 103 978	970 381	396 000	105 457	21 649	2 716 224
Bois	76 001	1 259 129	297 379	32 742	445 869	160 820	2 271 490
Meubles et articles d'ameublement	40 407	418 413	215 134	75 177	148 228	7 618	904 977
Papier et produits connexes	133 502	2 148 855	1 057 401	152 400	2 849 847	629 973	6 971 978
Imprimerie, édition et produits connexes	47 918	1 518 113	393 006	58 342	115 867	13 395	2 146 641
Première transformation des métaux	51 759	1 640 459	988 178	68 641	2 333 867	568 842	5 651 696
Produits métalliques (sauf du transport)	115 384	1 169 792	346 392	138 800	329 135	27 661	2 127 164
Machine (sauf électrique)	50 467	575 358	170 793	198 780	261 781	87 281	1 344 460
Matériel de transport	361 849	432 827	680 424	145 567	3 249 935	1 145 866	6 016 468
Produits électriques et électroniques	439 254	757 713	1 032 297	333 461	988 386	570 842	4 121 953
Produits minéraux non métalliques	30 538	605 549	104 250	27 244	91 684	4 159	863 424
Produits raffinés, pétrole et charbon	133 367	3 184 815	209 889	28 553	X	X	3 695 658
Produits chimiques	252 742	1 801 529	1 535 634	665 929	456 203	104 522	4 816 559
Autres industries manufacturières	27 119	300 619	235 750	99 691	132 325	75 390	870 894

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec*, 1985-1987 et 1988-1990.

Tableau 10

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative, Québec 1985 et 1991

	Établis-sements	Employés à la production	Salaires à la production	Intrants	Expéditions manufac-turières	Valeur ajoutée manufac-turière
	n	n	'000 $	'000 $	'000 $	'000 $
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)						
1985	96	3 100	62 372	183 048	349 109	166 162
1991	101	2 706	84 799	226 101	378 168	155 346
Bas-Saint-Laurent (01)						
1985	242	6 216	122 428	597 715	1 069 075	497 212
1991	246	4 906	129 920	599 870	1 072 248	486 694
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)						
1985	239	13 240	425 211	1 458 341	2 572 480	1 082 300
1991	293	11 417	449 940	1 876 277	2 919 758	1 060 328
Québec (03)						
1985	573	15 958	369 604	1 203 392	2 264 246	1 065 443
1991	687	14 367	432 936	1 477 063	2 922 270	1 453 260
Chaudière-Appalaches (12)						
1985	681	22 142	398 908	2 616 052	3 744 613	1 221 177
1991	802	22 501	561 530	2 783 928	4 479 236	1 751 270
Mauricie—Bois-Francs (04)						
1985	874	30 520	652 593	2 637 513	4 445 865	1 795 980
1991	969	28 887	828 744	3 271 444	5 429 962	2 184 197
Estrie (05)						
1985	467	18 750	360 203	1 090 837	2 063 359	987 739
1991	546	16 378	410 857	1 292 959	2 494 574	1 173 018
Montérégie (16)						
1985	1 588	57 200	1 251 438	5 891 779	9 973 009	4 139 197
1991	1 852	55 808	1 682 022	8 635 703	14 200 006	5 465 171
Montréal (06)						
1985	4 391	154 234	3 212 745	14 535 509	24 850 733	10 397 084
1991	4 540	130 133	3 522 853	14 179 116	27 517 050	13 230 148
Laval (13)						
1985	366	7 024	135 652	432 092	812 139	386 879
1991	435	7 046	190 981	623 243	1 303 476	670 337
Lanaudière (14)						
1985	411	10 184	203 673	732 032	1 205 720	483 491
1991	517	9 337	253 285	798 194	1 458 743	654 498
Laurentides (15)						
1985	417	13 344	315 410	2 291 466	3 572 139	1 287 264
1991	484	11 042	313 939	1 520 528	2 471 447	972 388
Outaouais (07)						
1985	131	6 442	172 518	1 462 199	1 988 289	523 334
1991	127	4 580	161 298	570 677	927 811	358 381
Abitibi-Témiscamingue (08)						
1985	118	4 785	116 847	451 106	767 635	320 682
1991	122	3 672	127 712	549 104	910 445	365 935
Côte-Nord et Nord-du-Québec (09) (10)						
1985	59	4 442	135 223	531 472	779 717	318 739
1991	72	4 970	199 382	1 034 624	1 473 308	434 121
Le Québec						
1985	10 653	367 581	7 940 824	36 096 552	60 457 945	24 672 684
1991	11 793	327 750	9 350 198	39 438 831	69 958 502	30 415 092

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

Tableau 11

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par région administrative, Québec, 1985 et 1990

Région administrative	Atlantique	Québec	Ontario	Ouest	États-Unis	Autres pays	Total
				'000 $			
1985	1 717 637	24 606	9 042 970	3 018 071	10 065 811	2 336 213	50 453 047
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	X	74 643	X	X	123 154	32 686	327 207
Bas-Saint-Laurent (01)	30 313	219 241	58 535	6 918	410 476	61 295	786 778
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	6 343	707 851	214 981	6 979	908 872	273 949	2 118 975
Québec (03)	54 109	658 896	341 121	147 440	410 364	71 331	1 683 261
Chaudière-Appalaches (12)	136 082	1 738 110	296 615	59 549	348 349	161 569	2 740 274
Mauricie—Bois-Francs (04)	90 697	1 408 258	728 697	126 287	918 424	100 619	3 372 982
Estrie (05)	66 974	735 148	346 941	180 451	400 062	22 689	1 752 265
Montérégie (16)	296 928	3 747 760	2 101 109	510 205	1 572 680	596 827	8 825 509
Montréal (06)	849 297	12 601 085	3 665 661	1 630 589	1 699 975	832 987	21 279 594
Laval (13)	30 315	348 546	104 569	38 182	58 820	1 775	582 207
Lanaudière (14)	41 804	361 195	302 301	79 353	83 973	25 000	893 626
Laurentides (15)	65 772	X	385 361	185 197	X	X	3 139 685
Outaouais (07)	18 967	1 140 126	251 864	44 914	431 080	50 227	1 937 178
Abitibi-Témiscamingue (08)	5 023	214 330	106 826	1 936	X	X	583 163
Côte-Nord (09)	X	X	X	X	X	X	586 707
Nord-du-Québec (10)	-	75 598	37 552	-	X	X	178 159
1990	2 360 811	24 097 337	10 849 527	3 297 185	12 751 822	3 842 230	57 198 912
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	X	X	X	X	X	X	176 659
Bas-Saint-Laurent (01)	35 238	236 479	79 544	12 717	149 772	73 188	586 938
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	20 242	726 396	345 931	36 945	1 311 644	310 032	2 751 190
Québec (03)	81 853	727 725	366 438	181 366	666 709	165 546	2 189 637
Chaudière-Appalaches (12)	224 036	2 754 208	536 566	96 178	311 086	74 641	3 996 715
Mauricie—Bois-Francs (04)	113 724	1 517 916	842 355	204 076	1 084 105	228 265	3 990 441
Estrie (05)	94 094	786 552	465 824	103 251	650 958	85 573	2 186 252
Montérégie (16)	536 725	4 341 451	2 320 261	564 847	2 869 386	1 076 570	11 709 240
Montréal (06)	1 122 789	10 986 828	4 525 612	1 702 279	2 645 466	1 274 937	22 257 911
Laval (13)	30 707	440 186	174 648	101 991	108 786	10 084	866 402
Lanaudière (14)	38 021	369 250	279 155	154 587	236 572	90 596	1 168 181
Laurentides (15)	37 396	465 554	555 047	117 834	1 571 139	119 254	2 866 224
Outaouais (07)	4 627	130 866	156 592	13 661	225 778	120 607	652 131
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 499	241 405	105 898	6 957	79 217	56 067	493 043
Côte-Nord (09)	X	X	X	X	720 749	132 671	1 021 848
Nord-du-Québec (10)	-	153 115	48 947	-	X	X	286 100

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec*, 1985-1987 et 1988-1990.

Tableau 12

Principaux produits fabriqués[1] par les manufacturiers, par ordre décroissant de la valeur des expéditions,
Québec, 1991

Produit	Valeur	Sociétés	Activité économique[2]	Régions administratives[2]
	'000 $	n		
Papier ou carton et produits en pâte à papier	6 436 434	465	2712 2719 2713 2732 2793 2811 2731 2791 2819 2733	04 06 03 02 16 05 07 09 11 01
Machines, matériel électriques; appareils d'enregistrement, reproduction du son et images; leurs pièces et accessoires	5 289 761	331	3352 3359 3381 3351 3372 3371 3379 3321 3399 3341	16 06 04 03 15 12 14 05 01 13
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	3 534 747	43	3611 3699 3612 3712 3799 3551 3041 3549 3711 3792	06 12 13 15 16 04 01 11 03
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques; leurs pièces	3 490 442	799	3199 3211 3194 3361 3192 3321 3092 3081 3011 3111	06 16 04 05 14 13 03 12 02 15
Huiles de pétrole et de minéraux bitumineux autres que brutes	3 283 635	11	3611 3612 3712 3799 3761	06 12 13
Aluminium et produits en aluminium	3 231 623	240	2951 2961 3049 3031 3039 3042 2799 2999 3081 3059	02 06 09 04 16 12 03 15 13 05
Bois, charbon de bois	2 818 465	869	2512 2543 2549 2521 2592 2599 2593 2561 2714 2591	12 02 08 04 01 16 15 05 10 03
Produits pour l'édition, la presse ou autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	2 644 667	1 141	2819 2841 2839 2831 2849 2811 2821 2799 3994 3971	06 16 03 04 05 12 02 15 13 01
Articles en fonte, fer ou acier	2 270 002	963	3029 3049 3039 3099 3042 3053 3059 2941 3031 3052	06 16 04 13 12 03 05 14 15 02
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2 149 427	544	1699 3731 1691 1631 1611 1621 3993 3999 1599 3971	06 16 12 04 05 14 15 13 03 08
Viandes et abats comestibles	2 126 464	117	1011 1012	16 12 06 09 14 13 01 15 03 05
Véhicules terrestres, a/q ferroviaires, leurs parties et accessoires	2 115 364	287	3231 3299 3931 3255 3241 3259 3242 3256 3257 1699	15 16 05 12 06 04 14 13 03 01

Tableau 12 (suite)

Principaux produits fabriqués[1] par les manufacturiers, par ordre décroissant de la valeur des expéditions,
Québec, 1991

Produit	Valeur	Sociétés	Activité économique[2]	Régions administratives[2]
	'000 $	n		
Aluminium, sous forme brute	2 111 923	10	2951 2999 2961 3379 2599	09 02 06 04 16 12
Papier journal, en rouleaux ou feuilles	2 108 614	14	2712 2799 2719	04 03 02 07 09 11 01 05 08 06
Mobilier, matelas, literie; lampes, appareils d'éclairage n.d.a.; enseignes lumineuses, etc.; constructions préfab.	2 085 662	1 349	2611 2542 2612 3331 2692 2541 1993 2649 2641 3023	06 12 16 04 03 13 05 14 15 01
Vêtements et accessoires du vêtements, tissés	2 001 475	550	2442 2432 2443 2451 2433 2499 2496 2441 2444 2492	06 05 16 15 12 04 13 02 14 03
Essence, incl. pour l'aviation	1 628 944	4	3611 3712	06 12
Boissons, boissons alcooliques ou alcoolisées et vinaigre	1 593 710	88	1131 1111 1121 1141 1031 1041 3999 1049 1099 3799	06 16 03 15 13 04 02 14 12 01
Véhicules aériens, véhicules spatiaux et leurs parties	1 593 095	45	3211 3359 3081 1999 1699	06 16 15 13 04 05 14
Médicaments n.d.a., même constitués de produits mélangés, sous forme de doses ou conditionnés pour la vente au détail	1 539 365	35	3741 3771 1099	06 13 16 14 0412
Médicaments n.d.a., sous forme de doses	1 312 080	33	3741 3771	06 13 16 14 04 12
Fer, fontes et aciers	1 248 371	44	2919 2959 2911 3052 2999 3059 3041 3099 3062 3261	16 06 02 04 08 12 09 15 05
Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité	1 239 622	292	2841 2839 2819 2831 2821 2849 2811	06 03 16 04 05 02 12 15 01 14
Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	1 229 679	361	2451 2434 2494 2499 2442 2491 2443 2444 2493 2496	06 04 16 05 12 07 14 13 03 02
Mobilier et ses parties, a/q sièges à usage médical, de coiffeur, etc. et leurs parties	1 115 536	957	2611 2542 2692 2649 2641 2699 2619 3971 2612 2791	06 12 16 04 13 05 03 15 14 01
Fromages et caillebotte	1 104 460	37	1049 1041 1099 1111	06 16 04 12 15 02 03 05 08

1. Certains produits sont absents de ce tableau, les données étant de nature confidentielle.
2. En ordre décroissant d'importance.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques sur les industries.

12

Construction et logement

L'activité du secteur de la construction 415

Le logement 418

Liste des tableaux

1. Dépenses dans le secteur de la construction, selon la catégorie de travaux, Québec, 1988-1993 420

2. Entreprises dans le secteur de la construction, selon la spécialité, Québec, 1987-1992 420

3. Valeur des permis de bâtir émis, par région économique, Québec, 1987, 1990 et 1992 421

4. Entreprises dans le secteur de la construction, selon la spécialité et le nombre de salariés, Québec, 1992 421

5. Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1981-1992 422

6. Salariés de la construction, selon le nombre d'heures de travail, Québec, 1987-1992 422

7. Heures de travail enregistrées par les salariés de la construction, selon la région de résidence et la région de travail, Québec, 1992 423

8. Salariés de la construction, selon le statut professionnel et le salaire, Québec, 1992 424

9. Logements mis en chantier et achevés, par province, Canada, 1988-1993 424

10. Logements privés occupés, selon le type de logement et le mode d'occupation, Québec, 1991 425

11. Logements privés occupés, selon le nombre de pièces du logement et le mode d'occupation, Québec, 1986 et 1991 425

12. Logements privés occupés, selon la période de construction et le mode d'occupation, Québec, 1991 425

13. Taux d'inoccupation des immeubles d'habitation, dans certaines régions métropolitaines, Québec, 1982-1992 426

14. Indice des prix des logements neufs, dans certaines régions métropolitaines, Canada, 1988-1993 426

15. Taux d'intérêt mensuel sur les prêts hypothécaires bancaires d'un terme de cinq ans, Canada, 1982-1993 426

12

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph, de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre porte, d'une part, sur l'activité globale et la place de l'industrie de la construction dans la production nationale au cours de la période couvrant les années 80 et le début des années 90. Il y est question, d'autre part, de l'évolution générale du stock de logements existants répertoriés selon certaines caractéristiques, telles que le type et l'année de construction, le mode d'occupation, etc.

L'activité du secteur de la construction

Évalué sous l'angle de la valeur ajoutée, le secteur de la construction[1] progresse en dollars courants au taux annuel moyen de 9,8 % entre 1984 et 1990, passant de 5,4 à 9,5 milliards de dollars. De 6,1 % en 1984, sa part dans le produit intérieur brut au coût des facteurs se situe à 7,1 % en 1990. En termes réels, le secteur croît globalement de 1984 à 1992 (de 5,6 à 6,9 milliards, en dollars de 1986), malgré deux baisses annuelles consécutives, en 1991 et 1992.

Selon des données encore provisoires, la valeur globale de tous les travaux de construction exécutés s'élève en 1993 à 20,6 milliards de dollars courants (tableau 1). Bien que cela représente une croissance par rapport aux deux années précédentes (2,2 % et 0,9 % respectivement), il n'en demeure pas moins que les dépenses totales de construction sont alors de 10,3 % moindres qu'en 1990. Tout de même, en pourcentage de la demande intérieure finale, elles représentent encore 12,4 % en 1992, comparativement à 11,7 % en 1984.

Les travaux de construction de bâtiments

À la hausse ou à la baisse, la variation dans les dépenses de construction est beaucoup plus forte en construction de bâtiments qu'en travaux de génie. Pour la période s'étendant de 1988 à 1993, la valeur des travaux de construction de bâtiments régresse de 16,3 % globalement, et sa part dans l'ensemble des dépenses en construction passe de 77,0 % à 64,4 % (tableau 1). La détérioration est telle que les dépenses effectuées en 1993 pour toute la construction de bâtiments (nouvelles constructions et réparations) se révèlent inférieures aux sommes dépensées en 1988 pour les nouvelles constructions seulement. À partir de 1991, cette dégradation se reflète principalement dans la construction industrielle et commerciale. Dans la construction de bâtiments institutionnels, par contre, les dépenses enregistrent une hausse importante (23,4 %) entre 1991 et 1993. Par ailleurs, malgré une légère augmentation en 1993, la construction résidentielle ne représente plus que 62,4 % des travaux de construction de bâtiments, comparativement à 66,1 % en 1988. Conséquemment, alors qu'elle comptait en 1988 pour plus de la moitié (50,9 %) de l'ensemble des travaux de construction, elle n'en constitue que 40,2 % en 1993.

1. Statistique Canada, *Produit intérieur brut provincial par industrie, 1984-1992* (15-203), avril 1994.

12

Les travaux de génie

Quant aux dépenses en travaux de génie, leur évolution quinquennale diffère de celle des dépenses en construction de bâtiments, affichant un taux annuel moyen de croissance de 9,1 %. De 1988 à 1993, elles se maintiennent à la hausse (sauf en 1991). La période de 1983 à 1988 se caractérise plutôt par trois diminutions sensibles, dont celle de 10,2 % en 1983. Estimés à 7,3 milliards en 1993, les travaux de génie dans leur ensemble constituent 35,6 % de la valeur globale des travaux de construction, comparativement à 23,0 % en 1988 et à 38,2 % en 1983. Plus particulièrement, la construction de routes et de pistes d'envol, qui a longtemps disputé aux réseaux électriques la position prédominante dans les travaux de génie, n'en représente en 1993 que 20,5 % (47,7 % pour les réseaux électriques).

Les permis de bâtir

La valeur totale des permis de bâtir passe de 8,1 milliards de dollars en 1987 à 5,2 milliards en 1992, une chute de 35,3 %. Celle-ci est néanmoins atténuée par la hausse de 12,2 % observée en 1989 (tableau 3). Le recul qui caractérise cette période quinquennale est beaucoup plus attribuable au secteur non résidentiel qu'au secteur résidentiel.

Sur le plan régional, mise à part la Côte-Nord qui voit doubler tant le nombre de logements autorisés que la valeur estimative de la construction permise, toutes les régions du Québec enregistrent de très fortes baisses de la valeur de leurs permis de bâtir.

Dans les villes québécoises de 10 000 habitants et plus, particulièrement, la construction résidentielle est sévèrement frappée, se limitant à 27 876 logements mis en chantier en 1993, en regard du record de 66 757 relevé en 1987. Cette dégringolade, totalement attribuable au groupe d'appartements et de logements unifamiliaux, n'atteint pas les logements doubles et en rangée combinés, dont la proportion fait plus que tripler durant la période (25,2 % en 1993, comparativement à 7,3 % en 1987).

Au Canada, la valeur totale des permis de bâtir émis en est à sa troisième baisse annuelle successive en 1992, retournant ainsi à son niveau d'avant 1987. Il s'agit, en l'espace de cinq ans, d'une décroissance globale de 12,9 %, dont -19,4 % pour la seule année 1990 où l'Ontario accuse une chute de 29,8 %. D'ailleurs, en excluant les provinces numériquement faibles quant aux investissements dans la construction, la Colombie-Britannique reste l'unique province à connaître une augmentation en 1991 et deux de suite depuis le début des années 90.

Les entreprises

Le nombre d'entreprises actives dans la construction varie à la baisse depuis le début des années 90 et se retrouve presque à son niveau d'il y a cinq ans, passant de 19 294 en 1989 à 17 529 en 1992 (tableau 2). Mais en dépit de ces baisses, la structure de l'industrie demeure pratiquement inchangée. En effet, l'analyse des entreprises selon leur spécialité indique que la catégorie dite «d'entrepreneurs généraux», dont la fonction consiste à superviser l'ensemble des travaux sur un chantier donné, compte pour 30,0 %; le reste (70,0 %) est partagé entre les catégories dites «d'entrepreneurs spécialisés» oeuvrant dans la charpenterie-menuiserie (15,0 %), l'électricité (10,0 %), l'excavation (7,0 %), etc. L'industrie de la construction est composée à plus de 90 % de petites entreprises (cinq salariés et moins) (tableau 4). De 1987 à 1992, le nombre moyen d'ouvriers par entreprise est passé de 4,9 à 3,8, et la proportion d'entreprises de moins de six salariés, de 81,8 % à 87,0 %.

La main-d'oeuvre

Les salariés et les heures de travail

En l'espace de vingt ans environ, soit depuis 1974 où il est estimé à 150 897, le nombre de salariés actifs régis par le Décret de la construction dégringole de 35,4 %, pour se situer à 97 447 en 1992 (tableau 5). En effet, à partir de 1975, il affiche une décroissance continue pendant huit ans, puis il amorce dès 1984 une remontée ininterrompue jusqu'en 1989, avant de se remettre à diminuer depuis le début des années 90.

Le nombre d'heures de travail suit la même évolution, puisque la moyenne par salarié connaît en 1992 son plus bas niveau historique. Un salarié travaille alors 22,2 % moins d'heures qu'en 1982, année de la pire récession des années 80, mais son salaire annuel en dollars courants est de 22,8 % plus élevé. L'indice des prix à la consommation augmente de 56,7 % entre 1982 et 1992, soit davantage que la masse salariale totale, qui progresse de 52,7 %. Celle-ci se retrouve en 1992 à son niveau d'avant 1988, donc au-dessous de 2,0 milliards de dollars.

En fait, la répartition des heures de travail en 1992 montre des écarts qui révèlent des modifications de fond dans l'industrie (tableau 6). La proportion des salariés de la construction ayant réussi à travailler 500 heures et plus n'atteint même pas 60,0 %, comparativement à 65,6 % et à 71,8 % en 1991 et 1990, pourtant années de récession. Plus encore, 41,2 % travaillent moins de 500 heures en 1992, en comparaison de 29,7 % en 1982. Cette baisse se fait surtout au détriment de la catégorie des 1 500 heures et plus, dont la proportion se situe à seulement 12,9 %, en regard de 23,1 % en 1982.

En général, les salariés québécois de la construction travaillent là où les chantiers en activité se trouvent, quelle que soit la région administrative, mais leur région de résidence reste leur zone de travail principale (tableau 7). En 1992, la situation est plutôt spéciale en Outaouais, car les travailleurs de cette région y ont réalisé 86,1 % de toutes leurs heures de travail. En 1989, année précédant la récession des années 90, la proportion s'élevait à 82,4 %. L'Outaouais est la seule région à connaître en 1992 une progression certaine; toutes les autres indiquent une baisse à ce chapitre, au profit de la Baie-James notamment.

La qualification et le revenu

La validation supplémentaire relative au statut des travailleurs de la construction (tableau 8), en vigueur depuis 1989, a entraîné des changements notables dans la proportion de salariés qualifiés. Celle-ci est ainsi passée de 78,8 % en 1989 à 78,2 % en 1992. Du groupe des salariés qualifiés, les compagnons (ouvriers détenant un certificat de qualification) forment 69,7 % en 1992, en comparaison de 62,2 % en 1989, tandis que les travailleurs munis d'un carnet d'apprentissage — appelés apprentis — représentent seulement 30,3 % en 1992, en regard de 37,8 % en 1989. Le salaire annuel moyen décroît pratiquement pour tous les groupes durant cette période triennale : -17,8 % pour les compagnons, -23,7 % pour les apprentis et -8,7 % pour les salariés non qualifiés.

12

Le logement

Le nombre de logements dont la construction a été achevée en 1993 au Québec atteint 34 859, ce qui représente un recul de 46,6 % par rapport à 1988, le cinquième en six ans (tableau 9). Les autres provinces connaissent les mêmes difficultés, sauf l'Alberta et la Colombie-Britannique, qui ne déclarent qu'une seule baisse au cours de cette période quinquennale, soit en 1991.

Les logements occupés

En 1991, le nombre de logements au Québec — tous types et toutes fonctions confondus — se chiffre à 2 872 075, dont 0,2 % de logements dits «collectifs», c'est-à-dire des établissements commerciaux, institutionnels ou communautaires. Des 6 985 logements collectifs recensés, 74,8 % sont consacrés à des résidents habituels et 25,2 % à des résidents temporaires et étrangers, soit des personnes dont le domicile habituel se trouve ailleurs qu'au Québec ou au Canada. Parmi les logements collectifs occupés par des résidents habituels, seulement 35,6 % (1 835) sont commerciaux (hôtels, motels, etc.), tandis que les autres sont institutionnels (établissements religieux et pénitentiaires, hôpitaux et foyers collectifs de toutes sortes).

En ne considérant que les logements collectifs et privés propres à l'habitation permanente, le Québec compte 2 868 180 logements, dont 99,8 % de logements privés. En 1991, les ménages québécois occupent 2 634 300 de ces logements, une hausse de 11,8 % et 21,2 % par rapport à 1986 et 1981, alors que la population n'augmente que de 5,6 % et 7,1 % durant les mêmes périodes (tableau 10). La tendance à posséder le logement occupé, évidente depuis 1976, se renforce grandement chez les Québécois qui, encore majoritairement locataires en 1971, deviennent propriétaires-occupants dans une proportion de 50,4 % en 1976, 53,3 % en 1981, 54,7 % en 1986 et 55,5 % en 1991.

Avec 44,6 % des logements privés occupés, les maisons individuelles restent en 1991 le type de construction résidentielle prédominant, en hausse toutefois modeste par rapport à 1986 (43,8 %) et 1981 (43,9 %). La très grande majorité des maisons individuelles (92,1 %) et des maisons mobiles (88,0 %) appartiennent en 1991 à leurs occupants, alors que la plus grande partie des appartements dans les immeubles de cinq étages et plus (86,1 %) et dans les autres catégories de logements (73,8 %) sont occupés par des locataires.

Comme en 1981, la taille des logements locatifs en 1991 soutient mal la comparaison avec celle des logements en propriété : 65,5 % de ces derniers comportent six pièces et plus et à peine 10,7 %, moins de cinq pièces (tableau 11); à l'inverse, 67,8 % des logements locatifs offrent moins de cinq pièces et seulement 10,5 %, six pièces et plus. Par ailleurs, avec 51,0 % et 23,1 % de logements construits avant 1971 et après 1980, le stock de logements en propriété est relativement plus jeune que celui des logements locatifs, construits à 61,9 % avant 1971 et à seulement 19,2 % après 1980 (tableau 12).

Les logements locatifs inoccupés

Le taux d'inoccupation des immeubles d'habitation de trois logements et plus se chiffre en 1992 à 7,7 % à Montréal, 6,3 % à Québec, 7,1 % à Chicoutimi-Jonquière et 3,7 % à Hull. La situation se révèle plus préoccupante encore quant aux immeubles de six logements et plus, leur taux d'inoccupation étant de 8,4 %, 6,7 %, 7,5 % et 3,8 % respectivement dans ces mêmes quatre régions métropolitaines (tableau 13).

Les mouvements de prix des logements neufs et des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires

Par ailleurs, en prenant l'année 1986 pour référence, l'indice des prix des logements neufs augmente en 1993 de 35,8 % à Montréal, en regard de 37,3 % à Toronto et de 36,0 % dans l'ensemble du Canada. La hausse la plus forte est enregistrée à Edmonton (46,9 %) (tableau 14). En outre, l'écart entre les niveaux minimum et maximum enregistrés de 1973 à 1993 est de quelque 17,0 points de base pour le taux d'escompte de la Banque du Canada relevé le dernier mercredi de chaque mois, comparativement à 14,0 points pour le taux d'intérêt nominal sur les prêts hypothécaires bancaires de cinq ans (tableau 15). L'apparition historique, en fin d'année 1978, de taux d'escompte supérieurs à 10,0 % révèle que le taux hypothécaire nominal ne réagit pas automatiquement au mouvement de ceux-ci, de sorte que la différence entre ces deux taux présente de fortes variations, oscillant de 1983 à 1993 entre -23 points centésimaux et 3,7 points. De façon générale, au cours de cette période décennale, le taux d'intérêt réel sur les prêts hypothécaires bancaires de cinq ans se situe en moyenne entre 6,5 % et 10,5 %, compte tenu des variations annuelles de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut canadien.

Autre lecture suggérée

Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques*, Québec, Les Publications du Québec, trimestriel, première parution : mars 1981, 120 p.

12

Tableau 1

Dépenses dans le secteur de la construction, selon la catégorie de travaux, Québec, 1988-1993

Catégorie de travaux	1988	1989	1990	1991	1992	1993p
			'000 $			
Construction de bâtiments	15 834 064	15 828 916	16 394 145	14 031 668	13 106 173	13 261 017
Résidentiels	10 461 452	9 596 501	9 633 010	8 308 802	8 222 871	8 280 022
Industriels	1 115 847	1 314 669	1 658 342	1 009 276	613 373	578 493
Commerciaux	2 905 663	3 381 719	3 570 062	2 930 516	2 402 971	2 303 692
Institutionnels	854 326	992 604	947 351	1 130 039	1 204 847	1 394 716
Autres	496 776	543 419	585 380	653 035	662 112	704 098
Travaux de génie	4 730 936	5 720 343	6 551 652	6 369 320	7 027 185	7 323 318
Génie maritime	106 792	109 286	129 198	166 486	141 656	150 871
Construction de routes et de pistes d'envol	1 252 022	1 384 969	1 530 635	1 419 323	1 467 279	1 502 581
Canalisation et systèmes d'égout	714 560	783 537	1 017 086	657 446	609 670	671 479
Irrigation et barrages	60 575	84 431	77 771	60 874	61 561	64 134
Construction de réseaux électriques	1 253 836	1 657 185	1 976 550	2 590 007	3 427 953	3 492 423
Construction de voies ferrées, de lignes téléphoniques et télégraphiques	511 231	662 275	764 512	623 468	597 300	585 000
Installation de gaz et de pétrole	239 652	364 951	259 065	194 471	162 169	239 990
Autres	592 268	673 800	796 835	657 245	559 597	616 840
Total	20 565 000	21 549 350	22 945 797	20 400 988	20 133 355	20 584 336

Source : Statistique Canada, CANSIM.

Tableau 2

Entreprises dans le secteur de la construction, selon la spécialité, Québec, 1987-1992

Spécialité	1987	1989	1990	1991	1992
			n		
Travaux généraux	5 317	5 605	5 518	5 233	5 090
Charpenterie-menuiserie	2 459	2 960	2 879	2 669	2 564
Électricité	1 938	2 045	2 011	1 899	1 877
Excavation	1 209	1 371	1 371	1 313	1 233
Tuyauterie	1 089	1 187	1 131	1 084	1 042
Maçonnerie	1 029	1 069	1 057	984	931
Peinture	932	1 054	1 036	948	885
Autres	3 389	4 003	4 037	3 978	3 907
Total	17 362	19 294	19 040	18 108	17 529

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir émis, par région économique, Québec, 1987, 1990 et 1992

Région économique	Construction				
	Résidentielle	Industrielle	Commerciale	Institutionnelle et gouvernementale	Total
			'000 $		
1987	4 907 058	1 147 705	1 646 843	400 628	8 102 234
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	59 643	9 612	26 652	9 422	105 329
Saguenay—Lac-Saint-Jean	112 631	215 086	42 433	9 050	379 200
Québec	669 242	38 931	246 282	73 190	1 027 645
Trois-Rivières	222 168	448 981	84 177	36 698	792 024
Estrie	179 823	13 448	50 479	19 875	263 625
Montréal	3 382 551	342 176	1 085 445	230 664	5 040 836
Outaouais	207 800	53 105	60 122	16 367	337 394
Abitibi-Témiscamingue	59 848	24 477	37 807	3 269	125 401
Côte-Nord	11 662	1 736	12 142	1 482	27 022
Nouveau-Québec	1 690	153	1 304	611	3 758
1990	3 714 027	1 008 197	1 675 639	744 971	7 142 834
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	43 678	6 977	22 851	37 567	111 073
Saguenay—Lac-Saint-Jean	124 847	20 763	47 399	19 835	212 844
Québec	564 066	43 120	226 058	80 386	913 630
Trois-Rivières	184 670	51 719	106 275	21 404	364 068
Estrie	117 137	21 764	41 034	23 979	203 914
Montréal	2 263 411	458 741	1 132 445	519 322	4 373 919
Outaouais	325 891	14 116	70 363	23 604	433 974
Abitibi-Témiscamingue	55 986	35 504	13 755	12 494	117 739
Côte-Nord	32 016	355 436	14 507	4 472	406 431
Nouveau-Québec	2 325	57	952	1 908	5 242
1992	3 307 077	321 550	1 018 323	598 261	5 245 211
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	55 489	3 759	16 476	7 692	83 416
Saguenay—Lac-Saint-Jean	106 365	14 137	20 872	24 915	166 289
Québec	596 201	29 840	178 705	97 404	902 150
Trois-Rivières	180 230	18 399	47 380	24 949	270 958
Estrie	99 824	4 987	27 004	32 710	164 525
Montréal	1 923 668	202 157	653 954	348 068	3 127 847
Outaouais	265 292	23 916	49 784	41 788	380 780
Abitibi-Témiscamingue	47 166	15 896	14 118	9 890	87 070
Côte-Nord	29 361	7 920	8 168	10 388	55 837
Nouveau-Québec	3 481	539	1 862	457	6 339

Source : Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 4

Entreprises dans le secteur de la construction, selon la spécialité et le nombre de salariés, Québec, 1992

Spécialité	Salariés								Salariés / entreprise
	1-5	6-10	11-25	26-50	51-100	101-200	201-500	501 et plus	
					n				
Travaux généraux	4 345	404	237	59	26	11	8	-	4,6
Charpenterie-menuiserie	2 425	96	34	7	2	-	-	-	2,3
Électricité	1 622	128	82	29	11	5	-	-	4,0
Excavation	1 046	104	63	16	3	1	-	-	3,7
Tuyauterie	857	81	78	18	8	-	-	-	4,6
Maçonnerie	813	77	34	6	1	-	-	-	3,4
Peinture	828	43	12	2	-	-	-	-	2,4
Autres	3 321	307	209	52	14	3	1	-	-
Total	15 257	1 240	749	189	65	20	9	-	3,8

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 5

Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1981-1992

	Salariés[1]	Heures de travail			Masse salariale[3]	Salaire annuel moyen
		Total	Supplémentaires[2]	Par salarié		
	n	'000 000		n	'000 000 $	$
1981	95 244	101,5	6,4	1 065	1 478	15 522
1982	78 360	74,0	3,3	944	1 172	14 956
1983	74 037	67,8	2,6	916	1 187	16 020
1984	76 429	74,1	2,8	970	1 326	17 356
1985	83 224	84,2	3,0	012	1 533	18 422
1986	89 142	87,9	3,0	986	1 600	17949
1987	107 454	106,0	3,8	987	1 971	18339
1988	112 317	113,0	3,9	1 006	2 181	19 421
1989	115 897	117,8	5,7	1 016	2 462	21 239
1990	115 659	110,9	5,8	959	2 462	21 290
1991	107 224	91,5	5,1	853	2 187	20 400
1992	97 447	71,6	3,1	734	1 790	18 366

1. Salariés régis par le Décret de la construction et ayant travaillé au moins une heure au cours de l'année.
2. Incluses dans le total des heures de travail.
3. Incluant le salaire des congés payés et des jours fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement.

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 6

Salariés de la construction, selon le nombre d'heures de travail, Québec, 1987-1992

Heures de travail	Salariés				
	1987	1989	1990	1991	1992
			n		
Moins de 500	30 243	30 585	32 576	36 893	40 166
500- 999	25 467	26 638	29 276	28 494	27 246
1 000- 1 499	22 889	26 122	25 811	21 637	17 482
1 500- 1 999	25 577	27 655	23 947	16 987	10 910
2 000 et plus	3 278	4 897	4 049	3 213	1 643
Total	107 454	115 897	115 659	107 224	97 447

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 7

Heures de travail enregistrées par les salariés de la construction, selon la région de résidence et la région de travail,
Québec, 1992

Région de résidence	Région de travail					
	Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	Saguenay—Lac-Saint-Jean	Québec	Mauricie—Bois-Francs	Estrie	Montréal Métropolitain
	'000 heures					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie[1]	1 531	8	99	7	2	50
Saguenay—Lac-Saint-Jean	10	1 977	74	23	4	28
Québec	117	41	9 540	73	83	174
Mauricie—Bois-Francs	21	12	156	3 668	51	194
Estrie	1	5	37	40	1 812	43
Montréal Métropolitain	17	13	82	40	45	14 797
Montérégie[2]	5	5	31	43	89	2 498
Laurentides-Lanaudière	13	12	46	20	14	5 244
Outaouais	1	12	22	23	2	75
Abitibi-Témiscamingue	2	4	10	9	19	6
Côte-Nord	30	19	76	40	2	14
Extérieur	1	-	2	-	3	13
Total[3]	1 750	2 109	10 175	3 988	2 127	23 135

Région de résidence	Région de travail						
	Montérégie	Laurentides-Lanaudière	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Baie-James	Total
	'000 heures						
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie[1]	13	8	14	22	139	999	3 071
Saguenay—Lac-Saint-Jean	9	7	19	45	188	445	3 160
Québec	63	23	25	51	150	1 293	12 583
Mauricie—Bois-Francs	105	36	41	22	115	421	5 443
Estrie	65	2	35	10	25	155	2 363
Montréal Métropolitain	2 229	1 506	93	23	70	741	20 597
Montérégie[2]	3 646	151	45	10	67	225	7 115
Laurentides-Lanaudière	259	4 214	244	18	37	491	11 042
Outaouais	3	5	2 092	1	4	42	2 430
Abitibi-Témiscamingue	1	6	10	1 066	10	228	1 431
Côte-Nord	7	1	3	9	1 546	218	2 154
Extérieur	2	-	71	6	1	5	112
Total[3]	6 403	5 962	2 692	1 282	2 353	5 321	71 564

1. Incluant, depuis 1988, la sous-région de Rivière-du-Loup, qui faisait partie de la région de Québec auparavant.
2. Incluant, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois, qui faisait partie du Montréal Métropolitain auparavant.
3. Le total comprend les heures qui n'ont pu être attribuées à l'une ou l'autre des régions.

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 8

Salariés de la construction, selon le statut professionnel et le salaire, Québec, 1992

Statut	Salaire					Salaire moyen
	Moins de 10 000 $	10 000 à 19 999 $	20 000 à 29 999 $	30 000 $ et plus	Total	
	n					$
Salarié qualifié	27 862	18 160	12 594	17 559	76 175	18 896
Compagnon	15 389	11 956	9 824	15 911	53 080	22 124
Apprenti	12 473	6 204	2 770	1 648	23 095	11 478
Charpentier-menuisier	9 374	5 946	3 519	3 151	21 990	15 194
Électricien	3 130	2 455	1 951	3 794	11 330	23 521
Tuyauteur[1]	1 821	1 412	1 089	2 181	6 503	23 126
Opérateur d'équipement lourd	2 016	977	1 133	1 112	5 238	17 734
Peintre	1 946	980	443	242	3 611	11 266
Briqueteur-maçon	1 568	1 225	519	327	3 639	13 602
Autres	8 007	5 165	3 940	6 752	23 864	21 177
Salarié non qualifié	8 990	4 911	3 629	3 742	21 272	16 466
Manoeuvre	2 558	1 271	695	328	4 852	11 584
Manoeuvre spécialisé	2 957	2 535	2 007	1 455	8 954	17 193
Conducteur de camion	158	105	109	133	505	20 079
Soudeur	313	181	148	327	969	23 017
Monteur de lignes d'énergie et de distribution	91	126	195	899	1 311	39 899
Autres	2 913	693	475	600	4 681	11 828
Total	36 852	23 071	16 223	21 301	97 447	18 366

1. Ne comprend plus les spécialités de mécanicien en protection-incendie et de frigoriste.

Source : Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 9

Logements mis en chantier et achevés, par province, Canada, 1988-1993

Province	1988		1990		1992		1993	
	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés
	n							
Terre-Neuve	3 168	3 220	3 245	3 127	2 271	2 556	2 405	2 457
Île-du-Prince-Édouard	1 151	993	762	683	644	595	645	674
Nouvelle-Écosse	5 478	5 793	5 560	5 477	4 673	5 485	4 282	4 545
Nouveau-Brunswick	3 621	3 798	2 683	2 959	3 310	3 051	3 693	3 631
Québec	58 062	65 224	48 070	52 630	38 228	42 323	34 015	34 859
Ontario	99 924	88 727	62 649	80 562	55 772	63 134	45 140	51 130
Manitoba	5 455	5 621	3 297	4 028	2 310	2 190	2 425	2 572
Saskatchewan	3 856	4 352	1 417	1 575	1 869	1 554	1 880	2 020
Alberta	11 360	11 201	17 227	17 467	18 573	16 307	18 151	17 859
Colombie-Britannique	30 487	27 603	36 720	37 655	40 621	36 050	42 807	42 047
Canada	222 562	216 532	181 630	206 163	168 271	173 245	155 443	161 794

Source : Statistique Canada, CANSIM.

Tableau 10

Logements privés occupés, selon le type de logement et le mode d'occupation, Québec, 1991

Type de logement	Propriétaire		Locataire		Dans une réserve		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Maison individuelle non attenante	1 081,7	92,1	91,8	7,8	1,7	0,2	1 175,1	100,0
Appartement (immeuble de 5 étages et plus)	19,1	13,9	118,0	86,1	-	-	137,1	100,0
Maison mobile	22,0	88,0	2,7	12,0	--	--	24,7	100,0
Autres	340,4	26,2	956,9	73,8	0,1	--	1 297,4	100,0
Total	1 463,2	55,5	1 169,3	44,4	1,8	0,1	2 634,3	100,0

Source : Statistique Canada, *Logements privés occupés : le pays* (93-314).

Tableau 11

Logements privés occupés, selon le nombre de pièces du logement et le mode d'occupation, Québec, 1986 et 1991

Nombre de pièces	Propriétaire		Locataire		Dans une réserve		Total	
	1986	1991	1986	1991	1986	1991	1986	1991
	n							
1	1 005	980	34 970	26 780	65	-	36 045	27 760
2	3 720	2 270	70 045	37 085	85	10	73 845	39 360
3	20 780	20 680	231 565	288 935	290	95	252 635	309 710
4	115 130	131 055	373 585	439 335	915	225	489 635	570 615
5	327 990	349 660	232 050	254 710	1 565	635	561 600	605 005
6	278 055	297 100	69 095	70 330	825	320	347 975	367 740
7	222 625	247 290	28 160	28 385	360	330	251 145	276 005
8 et plus	320 670	413 745	23 090	24 165	470	195	344 230	438 100
Total	1 289 965	1 462 785	1 062 560	1 169 715	4 575	1 800	2 357 105	2 634 300

Sources : Statistique Canada, *Logements et ménages, partie 2 : le pays* (93-105); *Logements privés occupés : le pays* (93-314).

Tableau 12

Logements privés occupés, selon la période de construction et le mode d'occupation, Québec, 1991

Période de construction	Propriétaire		Locataire		Dans une réserve		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
1920 ou avant	121 610	8,3	82 660	7,1	10	0,6	204 285	7,8
1921-1945	123 390	8,4	147 085	12,7	25	1,4	270 505	10,3
1946-1960	254 425	17,4	241 410	20,6	120	6,7	495 955	18,8
1961-1970	246 565	16,9	252 045	21,5	365	20,3	498 975	18,9
1971-1980	378 610	25,9	221 135	18,9	430	23,9	600 180	22,8
1981-1985	139 375	9,5	85 590	7,3	300	16,7	225 275	8,5
1986-1990	192 705	13,2	135 085	11,5	515	28,6	328 310	12,5
1991	6 095	0,4	4685	0,4	30	1,8	10 815	0,4
Total	1 462 785	100,0	1 169 715	100,0	1 800	100,0	2 634 300	100,0

Source : Statistique Canada, *Logements privés occupés : le pays* (93-314).

Tableau 13

Taux d'inoccupation des immeubles d'habitation[1], dans certaines régions métropolitaines, Québec, 1982-1992

	Montréal	Québec	Chicoutimi-Jonquière	Hull
		%		
1982	2,7	4,8	4,7	0,5
1983	3,2	5,2	2,3	0,7
1984	2,5	1,9	1,7	0,8
1985	1,6	1,5	3,2	4,3
1986	1,8	3,2	9,0	8,2
1987	3,6	5,6	10,5	10,7
1988	4,0	5,2	7,7	4,5
1989	4,9	4,6	5,1	3,2
1990	5,9	6,1	6,2	4,2
1991	7,8	5,7	6,9	4,9
1992	8,4	6,7	7,5	3,8

1. Immeubles de 6 logements et plus.

Source : Statistique Canada, CANSIM.

Tableau 14

Indice des prix des logements neufs, dans certaines régions métropolitaines, Canada, 1988-1993

Région métropolitaine	1988	1989	1990	1991	1992	1993
			1986=100			
Montréal	126,0	130,2	133,7	134,6	134,7	135,8
Québec	118,4	126,6	130,8	134,5	135,5	135,1
Hull-Ottawa	112,7	119,1	123,8	123,3	123,4	122,8
Toronto	147,2	180,2	173,3	147,2	140,7	137,3
Vancouver	109,9	127,1	134,4	124,7	135,7	146,1
Calgary	113,0	121,1	136,2	132,5	133,3	137,5
Edmonton	109,5	118,6	137,5	140,6	141,9	146,9
Canada	125,6	142,2	144,3	134,3	134,3	136,0

Source : Statistique Canada, *Statistiques des prix de la construction* (62-007).

Tableau 15

Taux d'intérêt mensuel sur les prêts hypothécaires bancaires d'un terme de cinq ans, Canada, 1982-1993

	Mois											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
						%						
1982	18,75	19,50	19,50	19,50	19,50	19,75	19,25	18,25	17,25	15,75	14,75	14,75
1983	13,50	13,50	13,50	13,25	13,00	13,00	13,50	14,00	13,50	13,00	12,50	12,50
1984	12,50	12,50	13,25	13,50	14,50	14,50	15,25	14,25	13,75	13,50	13,00	12,50
1985	12,25	13,25	13,25	12,50	12,25	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,50
1986	11,75	12,00	11,50	11,00	10,50	11,00	11,00	11,00	11,25	11,25	11,25	11,00
1987	10,50	10,50	10,00	11,00	11,25	11,25	11,25	11,50	12,00	11,50	11,50	11,75
1988	11,75	11,50	11,00	11,25	11,25	11,25	11,75	12,25	11,75	11,75	12,00	12,25
1989	12,25	12,25	12,75	12,75	12,00	12,00	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	12,00
1990	12,00	12,75	13,25	14,25	14,25	14,25	14,25	13,50	13,25	13,25	12,75	12,50
1991	12,00	11,50	11,50	11,25	11,25	11,25	11,50	11,50	11,25	10,75	9,90	9,90
1992	9,75	9,75	10,50	10,25	9,90	9,63	8,88	8,75	8,50	9,25	9,50	9,50
1993	9,50	9,50	8,95	8,95	8,95	8,95	8,75	8,75	8,75	8,75	7,75	7,75

Source : Statistique Canada, CANSIM.

13

Transports

La conjoncture économique	431
Le transport dans l'économie	431
Le ministère des Transports du Québec (MTQ)	432
Les dépenses en transport des ménages québécois	433
Le transport routier	433
Les autres modes de transport	435

13

Liste des tableaux

1. Produit intérieur brut, au coût des facteurs, de l'industrie du transport et de l'entreposage, Québec, 1985-1990 438
2. Produit intérieur brut, au coût des facteurs de l'industrie du transport, selon le secteur, Québec et Canada, 1987-1992 439
3. Investissements dans l'industrie du transport, Québec, 1987-1992 439
4. Répartition des salariés dans l'industrie du transport, Québec et Ontario, 1983, 1988-1992 440
5. Évolution des dépenses du ministère des Transports, par programme, Québec, 1991-92 à1993-94 440
6. Longueur pondérée du réseau routier sous la responsabilité du ministère des Transports, Québec, 1993 440
7. Dépenses moyennes annuelles de transport des ménages urbains, dans certaines régions métropolitaines, Canada, 1992 441
8. Véhicules en circulation, selon le type d'utilisation et le type de véhicule, Québec, 1988-1992 441
9. Répartition des titulaires de permis de conduire, selon l'âge et le sexe, Québec, 1981 et 1988-1992 442
10. Répartition des accidents, selon le type de véhicule et la nature des accidents, Québec, 1992 442
11. Décès à la suite d'accidents de la route, selon l'âge des victimes, Québec, 1981 et 1988-1992 443
12. Statistiques principales des organismes de transport en commun, Québec, 1991 443
13. Recettes des entreprises de camionnage établies au Québec, 1988-1992 443
14. Camionnage pour le compte d'autrui lié au transport de marchandises, Québec, 1990 et 1991 444
15. Passagers embarqués et débarqués, par type de vol, dans les principaux aéroports du Québec et les aéroports d'Ottawa et de Toronto, 1992 444
16. Principaux mouvements interprovinciaux de passagers, vols réguliers, Québec, 1991 et 1992 445
17. Flotte d'aéronefs des principaux transporteurs aériens oeuvrant au Québec, selon le poids, Québec, 1993 445
18. Volume des marchandises embarquées et débarquées, dans les principaux aéroports du Québec et les aéroports d'Ottawa et de Toronto, 1992 446
19. Réseau de chemin de fer par entreprise ferroviaire, Québec, 31 décembre 1992 446
20. Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par catégorie, Québec et Ontario, 1991 447
21. Trafic des traverses maritimes subventionnées, Québec, 1992 447
22. Statistiques de l'industrie du gaz naturel, Québec, 1980-1992 447
23. Volume des marchandises manutentionnées dans les ports, par catégorie de marchandises et par type de transport, Québec, 1992 448
24. Trafic maritime des marchandises, selon le port, Québec, 1993 448

Liste des figures

1. Évolution de la part relative de l'industrie du transport et de l'entreposage dans l'ensemble du produit intérieur brut, au coût des facteurs, Québec et Canada, 1984-1990 438

13

Ce chapitre a été réalisé par Said Allaf, Yvan Gaudet et Murielle Saint-Pierre, du Service statistique et économie en transport du ministère des Transports du Québec.

L'activité de transport est une composante essentielle de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise. Elle prend différentes formes et est exercée par de multiples intervenants agissant de façons complémentaires ou en parallèle :

- les entreprises qui effectuent du transport pour le compte d'autrui;
- les entreprises qui assument le transport de leurs propres produits (compte propre);
- les ménages;
- les administrations publiques;
- les entreprises d'entreposage;
- les entreprises de fabrication de matériel de transport.

Dans ce chapitre, les différents aspects du transport au Québec seront traités, à l'exception de la fabrication du matériel de transport, qui relève spécifiquement du secteur manufacturier.

La conjoncture économique

Avant d'aborder plus en détail l'évolution du secteur du transport au cours des dernières années, il convient de rappeler certains événements récents qui sont venus influencer le cours des activités dans ce secteur :

- la déréglementation économique de la plupart des activités de transport, tant au niveau canadien que québécois, en cours depuis janvier 1988;
- l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) en janvier 1989;
- le resserrement des politiques monétaires nord-américaines à la fin des années 80 et la récession à partir du printemps de 1990;
- la restructuration économique en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, à cause de la concurrence toujours plus vive des pays de l'Asie de l'Est;
- la baisse des subventions du ministère des Transports du Québec accordées pour le transport en commun des personnes et la réduction de l'aide du gouvernement fédéral à la société de transport Via Rail;
- l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en janvier 1994.

Le transport dans l'économie

Sur le plan de la comptabilité économique, on peut évaluer l'importance du secteur des services de transport et de l'entreposage en regard du produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble de l'économie. Ce secteur englobe les entreprises dont l'activité principale est le transport des

personnes ou des marchandises de même que les activités connexes, dont l'entretien des routes et des ponts; il ne comprend ni le transport privé assumé par les ménages ni les activités de transport pour compte propre des entreprises des autres secteurs d'activité.

Durant les dernières années, la part du secteur du transport et de l'entreposage dans le PIB n'a pas excédé 4,5 % dans l'ensemble du Canada et 4,4 % au Québec (figure 1), et a même eu tendance à décliner (tableau 1). Diverses raisons peuvent expliquer cette situation, dont le progrès technologique et la rationalisation au chapitre de l'emploi face à une concurrence accrue et à la situation économique difficile.

Selon le tableau 2, le PIB de l'industrie du transport, exprimé en dollars constants de 1986, a diminué de 7,3 % au Québec entre 1988 et 1992 et de 7,8 % dans l'ensemble du Canada. Seul le transport par pipeline, d'ailleurs peu présent au Québec, a connu une hausse appréciable. Par ailleurs, le camionnage a vu son activité se maintenir. Toutes les autres composantes de l'industrie du transport ont connu un certain recul.

On remarque au tableau 3 que les montants investis par les entreprises publiques et privées de transport au Québec sont sujets à une grande variation d'une année à l'autre. Ainsi, de 1988 à 1992, la part du transport aérien dans le total de l'industrie du transport est passée de 23 % à 24 %; celle du transport ferroviaire a reculé de 40 % à 28 %; celle du transport urbain et interurbain a crû de 16 % à 31 % et celle des autres types de transport a diminué de 21 % à 17 %.

Selon le tableau 4, le nombre de salariés dans l'industrie du transport a diminué entre 1988 et 1992, de 4,8 % au Québec et de 2,6 % en Ontario. Durant la même période, l'emploi dans le transport aérien a décru de 7,4 % au Québec et de 3,9 % en Ontario; l'emploi dans le camionnage a diminué de 7,8 % au Québec mais est demeuré stable en Ontario. Pour sa part, l'emploi dans le transport ferroviaire a chuté de 17,8 % au Québec et de 14,3 % en Ontario. En contrepartie, le transport en commun, qui bénéficie d'importantes subventions publiques, a enregistré une hausse d'effectif de 7,8 % au Québec et de 29,7 % en Ontario.

Le ministère des Transports du Québec (MTQ)

Bien que le gouvernement fédéral et les municipalités interviennent également en matière de transport, il a été retenu, en raison de la disponibilité des données, de se limiter aux activités du MTQ.

Le MTQ a longtemps joué un rôle centré principalement sur la voirie, mais ses préoccupations se sont élargies au fil des années, de sorte qu'aujourd'hui il a une vision multimodale selon laquelle chaque mode a un rôle crucial à jouer en fonction de ses forces propres. La ventilation du budget du MTQ illustre d'ailleurs très bien cette réalité.

Ainsi, en 1993-94, la construction du réseau routier et l'entretien des infrastructures de transport comptent pour 54 % des dépenses totales du MTQ (tableau 5). Les systèmes de transport terrestre accaparent 17 % des dépenses, soit principalement le soutien financier au transport en commun des personnes, alors que 21 % vont au soutien financier du transport scolaire. Les 8 % qui restent sont alloués à la gestion et au soutien interne, à l'administration de la Commission des transports du Québec et au soutien des transports maritime et aérien. Par ailleurs, il faut aussi noter que le MTQ a consacré au soutien à la recherche et au développement de la technologie près de 12 millions de dollars en 1992-93.

Les principaux changements intervenus dans les dépenses du MTQ entre 1991-92 et 1993-94 résultent d'une réduction de l'aide au fonctionnement des organismes chargés du transport en commun ainsi que du transfert aux municipalités de la responsabilité relative au réseau routier local. Ce transfert a toutefois donné lieu à la mise en place d'un programme d'aide financière versée par le MTQ aux municipalités. La longueur du réseau routier sous la responsabilité du MTQ a été réduite de 53 % par suite de cette réforme (tableau 6).

Les dépenses en transport des ménages québécois

On retrouve au tableau 7 certaines données sur les dépenses des ménages estimées par enquête pour quelques régions métropolitaines du Canada. Les dépenses en transport (public et privé) exprimées en proportion de la dépense totale de consommation courante sont similaires entre les principales régions métropolitaines, oscillant entre 16,4 % et 18,8 %. Pour l'ensemble du Canada, la moyenne est de 17,4 %.

Les dépenses moyennes en transport public des ménages comptent pour 5,4 % de leurs dépenses totales en transport à Québec et pour 8,6 % à Montréal. Leur faible part à Québec s'explique, pour le transport local et de banlieue, par la basse densité de la population, l'étendue du réseau autoroutier et l'inexistence de certaines infrastructures de transport en commun, telles que le métro et les trains de banlieue. Par ailleurs, pour le transport interurbain public, la région métropolitaine de Québec se distingue par un montant moindre alloué au transport aérien, soit 67 $ contre 148 $ à Montréal.

Les dépenses de transport privé proprement dites sont essentiellement dues à l'achat de voitures et de camions et à la consommation de carburant. Une autre dépense d'importance est celle liée aux primes d'assurances publiques et privées, qui atteint 663 $ à Montréal, contre 608 $ à Québec.

Enfin, il faut souligner qu'avec un revenu annuel disponible un peu plus élevé qu'à Montréal (34 035 $ contre 33 124 $), les ménages de Québec dépensent en moyenne 460 $ de plus que leurs homologues montréalais pour le transport en général.

Le transport routier

Le parc de véhicules

Le tableau 8 présente une répartition des véhicules en circulation, selon le type d'utilisation. Au 31 décembre 1992, les véhicules de promenade représentent à eux seuls 74 % de l'ensemble des véhicules en circulation; les automobiles comptent pour une grande majorité. Il existe deux autres catégories, soit les véhicules pour utilisation institutionnelle, professionnelle ou commerciale (14 % du total) ainsi que les véhicules circulant hors du réseau routier (11 % du total).

Parmi les véhicules pour utilisation institutionnelle, professionnelle ou commerciale, les automobiles et les camions légers représentent 71 % du total, les camions et les tracteurs routiers 17 %, les autobus et les autobus scolaires 3 % et les autres types 9 %. Quant aux véhicules hors réseau, il s'agit principalement de véhicules-outil, de motoneiges et de véhicules tout terrain.

13

L'utilisation de la route et la sécurité routière

Bien qu'il y ait encore plus d'hommes que de femmes titulaires d'un permis de conduire (tableau 9), on assiste à un rattrapage. De 1988 à 1992, l'accroissement du nombre de titulaires chez les femmes a été de 10,6 % contre 3,8 % chez les hommes. Selon le ratio du nombre de titulaires de permis de conduire chez les hommes par rapport aux femmes, on constate que les femmes obtiennent leur permis un peu plus tard que les hommes. Ainsi, ce ratio s'établit à 1,33 pour les 16-19 ans, puis diminue à 1,15 pour les 20-24 ans et à un minimum de 1,09 pour les 25-34 ans. Il s'élève de nouveau pour atteindre un maximum de 2,09 chez les personnes de 65 ans et plus, car il y a beaucoup moins de femmes âgées que d'hommes âgés qui ont leur permis de conduire.

Le tableau 10 présente une répartition du nombre d'accidents selon la nature des blessures et des dommages et le type de véhicule impliqué. En ce qui concerne les accidents avec dommages matériels légers, une proportion significative n'est probablement pas rapportée. En raison de leur nombre, les automobiles et les camions constituent les véhicules impliqués dans la grande majorité des accidents routiers. Toutefois, alors que le taux d'accidents mortels par accidents rapportés atteint 6,0 % pour les motoneiges et 2,2 % pour les motocyclettes, il n'est que de 0,4 % pour les automobiles de promenade.

Un autre indicateur de la sécurité routière est illustré au tableau 11 : il s'agit de la ventilation du nombre de personnes décédées, selon la tranche d'âge. On note ainsi entre 1988 et 1992 une réduction de 11,5 % du nombre de personnes décédées. Ce recul s'inscrit dans une tendance amorcée il y a une vingtaine d'années et qui résulte de plusieurs facteurs agissant simultanément, dont les campagnes de sécurité, des mesures et une réglementation plus sévères ainsi que le vieillissement de la génération du *baby boom*. Ce vieillissement de la population est, dans un certain sens, favorable à la sécurité puisque les personnes âgées entre 15 et 24 ans sont particulièrement à risque. En 1976, on comptait 1 265 000 jeunes de 15 à 24 ans, alors qu'en 1991, on en recense 926 000, soit une baisse de 27 %. À ces facteurs s'ajoute la récession qui a débuté en 1990. Tout comme au début des années 80, un chômage plus élevé semble améliorer le bilan de la sécurité routière, en réduisant le besoin de déplacement.

Le transport en commun

Le tableau 12 présente les principales statistiques sur le transport en commun des personnes au Québec. On ne dispose malheureusement pas de données spécifiques au transport interurbain par autocar. Deux constatations ressortent néanmoins. Premièrement, les organismes qui offrent le service de transport urbain, scolaire et adapté sont nombreux et ont généralement un champ d'action local ou régional. Deuxièmement, le fonctionnement de ces organismes dépend de façon importante du soutien financier public. Il faut toutefois noter que les données présentées portent sur une période antérieure à la réduction des subventions accordées par le ministère des Transports du Québec, dont on a parlé précédemment.

Le camionnage

Le camionnage a connu une période difficile ces dernières années à cause de la conjoncture économique (tableaux 2 et 4). Le tableau 13, qui traite spécifiquement du camionnage pour le compte d'autrui, confirme cette tendance. L'élément notable est la progression des mouvements internationaux, essentiellement vers les États-Unis, effectués par les entreprises québécoises. Notons toutefois que depuis 1990, seules les entreprises ayant des recettes d'au moins un million de dollars sont incluses dans l'enquête. Auparavant, le seuil d'inclusion était de 250 000 $. Pour cette raison, les résultats publiés pour l'année 1990 et les suivantes couvrent un univers plus restreint. Avec la libéralisation accrue des échanges avec les États-Unis et le Mexique, il y a tout lieu de croire que la tendance à la hausse des mouvements internationaux va se poursuivre.

Le tableau 14 vient compléter le portrait des activités de camionnage pour le compte d'autrui menées par des entreprises québécoises à l'intérieur du Canada. On y observe également un déclin des activités entre 1990 et 1991, qui se manifeste au chapitre des recettes et du tonnage tant pour les mouvements intraprovinciaux qu'interprovinciaux. En 1991, les mouvements intraprovinciaux comptaient pour 37 % des recettes et représentaient 59 % du tonnage.

Les autres modes de transport

Le transport aérien

En 1992, pour les vols transfrontaliers, c'est-à-dire entre le Canada et les États-Unis, l'aéroport de Dorval compte 86 % des passagers débarqués et embarqués dans les sept principaux aéroports québécois. Quant à l'aéroport de Mirabel, il se situe au premier rang québécois pour les autres vols internationaux, avec 97 % du trafic (tableau 15). Ces deux aéroports ainsi que celui de Québec comptent à eux seuls la grande majorité des passagers embarqués et débarqués au Québec. À cause de son rôle de point de correspondance principal au Canada, l'aéroport torontois Lester B. Pearson a connu un trafic de passagers excédant nettement celui des deux aéroports montréalais, principalement pour les vols intérieurs et transfrontaliers.

Le tableau 16 présente les principaux points d'origine et de destination des passagers des vols réguliers au Québec. Pour les vols interprovinciaux, la paire Montréal—Toronto domine nettement, suivie de Montréal—Vancouver et de Québec—Toronto. Quant aux vols réguliers transfrontaliers, la paire Montréal—New York arrive au premier rang, suivie de Montréal—Miami. Il est à noter que ces données excluent les vols d'affrètement dont l'État de la Floride est l'une des principales destinations.

Au tableau 17, on retrouve la composition de la flotte d'avions pour certaines compagnies aériennes présentes au Québec en 1993. Les deux grands transporteurs nationaux, Air Canada et Canadien, de même que le transporteur nolisé Air Transat ont recours à de gros appareils, car ils desservent des marchés importants situés à des distances moyennes ou grandes. À l'inverse, les transporteurs régionaux tels qu'Air Alliance utilisent des appareils de moindre capacité, car ils desservent des marchés de plus petite taille ou plus rapprochés.

Finalement, au tableau 18, on présente des données sur le transport des marchandises. Au Québec, les deux aéroports montréalais (Dorval et Mirabel) regroupent à eux seuls l'essentiel du transport des marchandises. Quant à l'aéroport torontois Pearson, il domine nettement au niveau canadien pour cette activité.

Le transport ferroviaire

Comme on a pu le voir aux tableaux 2 et 4, ces dernières années ont été particulièrement éprouvantes pour les entreprises de transport ferroviaire. En plus de la récession amorcée au printemps de 1990, ce secteur subit depuis nombre d'années la vigoureuse concurrence du camionnage. Pour ces raisons, les entreprises ferroviaires ont dû abandonner le service sur de nombreux tronçons et mettre à pied un grand nombre de travailleurs. Le tableau 19 indique que les deux transporteurs nationaux, soit le CN et CP Rail, sont propriétaires de 86 % des voies ferrées présentes au Québec.

On observe, au tableau 20, qu'il y a 9 millions de tonnes de marchandises de plus qui sont déchargées par rapport à celles qui sont chargées dans les ports du Québec. En effet, une quantité importante de minerai et de concentré de fer est chargée au Labrador pour être

déchargée dans un port québécois de la Côte-Nord. L'essentiel des denrées alimentaires et des aliments pour animaux manutentionnés au Québec est constitué de céréales provenant de l'Ouest canadien et transbordées dans les ports québécois en vue d'une exportation outre-mer. Quant aux demi-produits, ils regroupent une multitude de composantes (dérivés des produits de la forêt, des mines et du pétrole), dont aucune ne compte pour une part substantielle.

Le transport maritime

En 1992, les services de traverse subventionnés par le gouvernement du Québec ont permis le transport de 5,0 millions de passagers et de 1,7 million de véhicules (tableau 21). À elles seules, la liaison Baie-Sainte-Catherine—Tadoussac, intégrée à la route 138, et celle de Québec—Lévis totalisent 62 % des passagers et 53 % des véhicules transportés au Québec par des traverses subventionnées.

Le minerai de fer, l'acier et les alliages arrivent au premier rang des produits chargés dans les ports québécois, tant pour les mouvements intérieurs (45 % du total) qu'internationaux (60 % du total) (tableau 23). C'est principalement le minerai provenant des mines de la Côte-Nord québécoise et du Labrador qui a été transporté par chemin de fer jusqu'à un port québécois. Parmi les chargements à destination internationale, les céréales provenant de l'Ouest canadien comptent pour 22 % . Ces céréales sont la plupart du temps amenées au Québec à partir du port ontarien de Thunder Bay; on les retrouve donc dans les déchargements, pour le trafic intérieur. Quant aux produits pétroliers, ils représentent un trafic substantiel dans les déchargements tant en provenance de l'intérieur (19 %) que des autres pays (31 %).

Quatre grands ports québécois se démarquent par une masse manutentionnée supérieure à 10,0 millions de tonnes (tableau 24), soit Sept-Îles, Port-Cartier, Montréal et Québec. Ensuite, viennent six ports intermédiaires où le tonnage manutentionné excède un million de tonnes; il s'agit de Baie-Comeau, Port Saguenay—Baie-des-Ha! Ha!, Sorel, Havre-Saint-Pierre, Trois-Rivières et Bécancour.

Le chargement de minerai de fer constitue l'activité principale à Sept-Îles et à Port-Cartier. Il se fait également de la manutention de céréales dans ce dernier port. Au port de Montréal, outre la manutention de céréales et de produits pétroliers, une grande activité de manutention de conteneurs a lieu. En fait, le port de Montréal se classe au premier rang canadien à ce chapitre, devançant Vancouver et Halifax, pour le tonnage de conteneurs manutentionnés. L'année 1993 constitue une année record, avec près de 6,0 millions de tonnes manutentionnées. Elle fait suite à une séquence d'années durant lesquelles le tonnage conteneurisé n'a pas suivi de tendance claire ni à la hausse ni à la baisse. Au port de Québec, la manutention des produits pétroliers compte pour la plus grande part des activités, bien que celle des céréales et du minerai de fer occupe une place non négligeable.

Le transport par pipeline

Le gaz naturel

À l'exception de volumes restreints produits à Saint-Flavien, la presque totalité[1] du gaz naturel consommé au Québec (5,08 millions de tonnes d'équivalent pétrole ou 5,7 milliards m^3 en 1992) est importée de l'Alberta et acheminée par le réseau de TransCanada PipeLine (TCPL). Au Québec, la longueur totale des conduites de transport du gaz naturel est passée de 256 km en 1980 à 1 313 km en 1991 (tableau 22).

1. Au 1er octobre 1992, le gaz distribué par Gaz Métropolitain provenait à 87 % de l'Alberta, à 11 % de la Saskatchewan et à 2 % de la Colombie-Britannique.

Le réseau de distribution a connu lui aussi une période d'expansion entre 1980 et 1990, la longueur des conduites de distribution passant de 3 029 à 6 144 km. Toutefois, le Québec demeure une province faiblement «gazéifiée» puisqu'il ne dispose, au 31 décembre 1990, que de 3,7 % de l'ensemble des conduites de distribution au Canada. Depuis 1985, Gaz Métropolitain a le monopole des ventes sur le territoire québécois, à l'exception des régions de Hull, Gatineau et Aylmer. L'industrie du transport compte pour 7,5 % de la consommation québécoise de gaz en 1992.

Le pétrole

Depuis juillet 1991, le Québec a pratiquement cessé de recevoir du pétrole brut de l'Ouest canadien, de sorte qu'en 1992, la part de cette région dans les importations totales du Québec n'est que de 0,8 %. Le Québec dépend donc à l'heure actuelle du marché international. Le pétrole ainsi acheté en 1992 provient essentiellement des gisements de la Mer du Nord (72,3 %), du Mexique (11,2 %) et du Venezuela (4,5 %). Ce pétrole est acheminé par voie maritime (fleuve Saint-Laurent) et par oléoduc (Portland [Maine] - Montréal) dans des proportions de 37 % et 63 % respectivement. En 1980, alors que 56,4 % du pétrole importé par le Québec provenait de l'Ouest canadien, l'écart entre ces deux modes de transport était encore plus accentué (89 % par oléoduc contre seulement 11 % par voie maritime).

Autre lecture suggérée

Ministère des Transports du Québec, *Bulletin économique du transport au Québec*, Québec, ministère des Transports, trimestriel, première parution : octobre 1992, 12 p.

13

Tableau 1

Produit intérieur brut[1], au coût des facteurs, de l'industrie du transport et de l'entreposage, Québec, 1985-1990

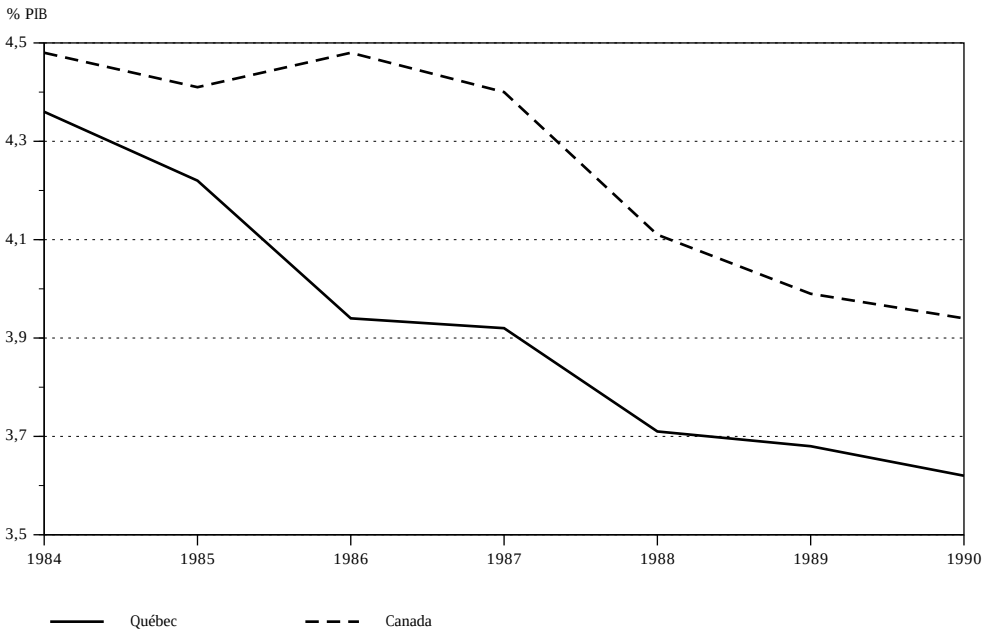
	Unité	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Transport	'000 000 $	3 976,5	4 128,4	4 392,6	4 566,3	4 735,6	4 808,6
Part du transport dans le PIB du Québec	%	4,16	3,89	3,87	3,66	3,63	3,56
Variation annuelle	%	3,94	3,82	6,40	3,94	3,71	1,54
Entreposage	'000 000 $	52.9	56,5	59,4	63,8	65,6	80,7
Part de l'entreposage dans le PIB du Québec	%	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06
Variation annuelle	%	27,16	6,81	5,13	7,41	2,82	23,02

1. En dollars courants.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213P).
Bureau de la statistique du Québec, rapport interne.

Figure 1

Évolution de la part relative de l'industrie du transport et de l'entreposage dans l'ensemble du produit intérieur brut, au coût des facteurs, Québec et Canada, 1984-1990



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213P)

Tableau 2

Produit intérieur brut[1], au coût des facteurs de l'industrie du transport, selon le secteur, Québec et Canada, 1987-1992

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
	'000 000 $					
Québec						
Industrie du transport et de l'entreposage	4 320,4	4 582,1	4 547,1	4 488,3	4 268,5	4 268,5
Industrie du transport	4 212,5	4 459,6	4 436,0	4 374,2	4 138,3	4 133,3
Transport aérien et services auxiliaires	720,0	734,9	749,5	750,6	624,7	656,4
Transport ferroviaire et services auxiliaires	1 002,9	1 045,5	998,0	999,2	1 020,4	976,2
Transport maritime et services auxiliaires	263,6	266,7	246,3	277,7	268,3	249,4
Camionnage	1 169,2	1 328,3	1 309,4	1 232,3	1 176,1	1 245,8
Transport en commun urbain	432,8	443,6	456,1	404,0	366,2	339,2
Transport en commun interurbain/rural	71,2	60,3	40,2	46,3	48,4	53,2
Transport par pipeline	40,9	47,7	47,9	45,6	51,5	57,4
Industrie de l'entreposage	67,0	74,8	63,2	68,5	78,8	77,9
Canada						
Industrie du transport et de l'entreposage	21 659,9	22 756,3	22 403,2	22 103,1	21 590,2	21 915,5
Industrie du transport	18 538,7	19 297,0	18 955,3	18 636,0	17 900,4	17 798,1
Transport aérien et services auxiliaires	2 867,2	3 005,3	2 888,1	2 748,5	2 310,0	2 350,2
Transport ferroviaire et services auxiliaires	4 008,6	4 251,6	4 014,3	3 979,7	3 995,1	3 860,1
Transport maritime et services auxiliaires	1 463,3	1 513,7	1 328,2	1 297,5	1 281,9	1 183,5
Camionnage	6 085,2	6 418,4	6 422,1	6 303,0	6 187,2	6 435,1
Transport en commun urbain	1 504,4	1 382,8	1 316,1	1 253,6	1 161,0	1 054,2
Transport en commun interurbain/rural	192,9	176,6	201,0	190,4	171,6	155,3
Transport par pipeline	2 389,5	2 797,8	2 870,9	2 865,3	3 047,3	3 482,3
Industrie de l'entreposage	731,7	661,5	577,0	601,8	642,5	635,1

1. En dollars constants de 1986.

Sources : Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie* (15-001).
Bureau de la statistique du Québec, rapport interne.

Tableau 3

Investissements dans l'industrie du transport, Québec, 1987-1992

	1987	1988	1989	1990	1991[1]	1992[2]
	'000 $					
Entreprises de transport privées et publiques	1 185 300	1 396 200	1 304 000	1 347 600	1 354 300	1 482 100
Transport aérien	217 000	321 700	187 900	352 000	362 400	355 500
Transport ferroviaire	502 000	563 300	492 100	412 800	420 900	421 100
Transport maritime et services auxiliaires	92 500	120 500	115 900	143 900	138 200	130 500
Déménagement et autre transport par camion	145 100	143 000	161 400	113 600	113 200	103 300
Transport urbain et interurbain	218 500	219 400	326 300	301 500	288 300	456 100
Transport par pipeline	10 200	28 300	20 400	23 800	31 300	15 600
Administration provinciale	476 036	514 252	587 231	600 591	506 036	635 666

1. Données provisoires (pour l'Administration provinciale, ce sont des données réelles).
2. Prévisions révisées (mi-année).

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics*.
Ministère des Transports, Service statistique et économie en transport.

13

Tableau 4

Répartition des salariés dans l'industrie du transport, Québec et Ontario, 1983 et 1988-1992

	1983	1988	1989	1990	1991	1992
			n			
Québec						
Industrie du transport	106 478	105 624	109 561	108 405	101 272	100 523
Transport aérien	13 287	16 305	16 262	16 444	15 976	15 100
Transport ferroviaire	25 415	19 133	18 585	17 020	16 242	15 724
Transport maritime	7 477	5 169	4 521	5 154	4 843	4 389
Camionnage	29 677	31 986	34 566	31 264	24 630	29 421
Transport en commun	16 148	17 365	19 028	19 702	20 786	18 716
Autres	14 473	15 666	16 599	18 821	18 795	17 173
Ontario						
Industrie du transport	131 269	143 465	145 477	156 456	141 398	139 753
Transport aérien	13 876	17 859	19 995	21 548	18 106	17 159
Transport ferroviaire	21 022	18 928	17 884	17 370	15 866	16 219
Transport maritime	7 780	6 775	7 029	5 871	5 185	4 597
Camionnage	44 489	40 307	48 527	48 093	44 398	40 434
Transport en commun	22 838	25 968	26 373	34 665	31 183	33 679
Autres	21 263	24 629	25 669	28 909	26 660	27 665

Source : Statistique Canada, Division du travail.

Tableau 5

Évolution des dépenses du ministère des Transports, par programme, Québec, 1991-92 à 1993-94

	1991-92	1992-93	1993-94
		'000 $	
Systèmes de transport terrestre	498 893	334 753	352 558
Dont : recherche et développement	9 646	11 846	14 795
Construction du réseau routier et entretien des infrastructures de transport	1 005 366	1 131 307	1 100 108
Gestion interne et soutien	86 548	97 318	96 531
Commission des transports du Québec	10 678	11 006	10 697
Transport maritime et aérien	69 067	50 590	49 435
Transport scolaire	385 338	400 953	424 149
Total	2 055 890	2 025 927	2 033 477

Sources : Ministère des Finances, *Comptes publics 1991-92 à 1992-93 et Budget 1993-94.*

Tableau 6

Longueur pondérée du réseau routier sous la responsabilité du ministère des Transports, Québec, 1993

	Avant le premier avril[1]	Après le premier avril[1]
	km	
Réseau autoroutier	4 658	4 658
Réseau national	9 318	9 428
Réseau régional	5 457	5 482
Réseau collecteur[2]	7 748	7 810
Réseau local[2]	32 368	-
Réseau d'accès aux ressources minières, forestières, etc.	1 204	1 228
Total	60 753	28 606

1. Le premier avril 1993, une partie du réseau a été transférée aux municipalités.
2. Routes desservant essentiellement de petites agglomérations et permettant de les relier entre elles ou à des agglomérations plus importantes.

Source : Ministère des Transports, Direction des politiques d'exploitation et programmes routiers.

Tableau 7

Dépenses moyennes annuelles de transport des ménages urbains, dans certaines régions métropolitaines, Canada, 1992

	Unité	Québec	Montréal	Ottawa	Toronto	Vancouver	Canada
Dépenses totale de transport	$	5 453	4 993	6 089	6 167	6 998	5 640
Transport privé	$	5 158	4 565	5 354	5 283	6 289	5 198
Achat d'autos et de camions	$	2 363	1 912	2 208	1 808	2 780	2 118
Frais d'utilisation de véhicule	$	2 639	2 512	2 915	3 210	3 237	2 921
Essence et carburant	$	1 152	1 028	1 186	1 276	1 203	1 234
Entretien et réparations	$	407	387	562	499	377	432
Primes d'assurances publiques et privées	$	608	663	697	1 006	1 265	814
Transport public	$	295	428	735	883	709	442
Dépenses totales de consommation courante	$	30 363	29 825	37 068	37 675	37 251	32 416
Revenu disponible[1]	$	34 035	33 124	44 216	43 957	39 567	36 698
Transport public / Transport total	%	5,4	8,6	12,1	14,3	10,1	7,8
Transport total / Dépenses totales de consommation courante	%	17,96	16,74	16,43	16,37	18,79	17,40

1. Obtenu en soustrayant les impôts personnels du revenu brut moyen.

Source : Statistique Canada, *Dépenses des familles au Canada, 1992* (62-555).

Tableau 8

Véhicules en circulation[1], selon le type d'utilisation et le type de véhicule, Québec, 1988-1992

Type d'utilisation et type de véhicule	1988	1989	1990	1991	1992
			n		
Promenade	2 857 617	2 925 183	2 993 434	3 052 242	3 104 327
Automobile, camion léger	2 762 391	2 834 156	2 909 048	2 970 232	3 023 128
Automobile	2 364 961	2 406 736	2 456 335	2 487 138	2 501 466
Camion léger	317 998	366 014	405 085	441 149	488 826
Non précisé	79 432	61 406	47 628	41 945	32 836
Motocyclette	72 319	68 211	62 828	61 002	60 249
Cyclomoteur	22 907	22 816	21 558	21 008	20 950
Utilisation institutionnelle, professionnelle ou commerciale	608 526	602 578	587 331	580 752	567 675
Automobile, camion léger	437 067	431 089	415 047	411 538	404 318
Automobile	184 345	180 854	170 345	168 389	162 133
Camion léger	216 424	222 924	223 493	224 606	228 222
Non précisé	36 298	27 311	21 208	18 543	13 963
Taxi	8 473	8 432	8 207	8 104	8 065
Autobus	6 016	6 186	6 338	6 216	6 320
Autobus scolaire	9 286	9 446	9 544	9 524	9 623
Camion, tracteur routier	90 496	96 735	98 748	97 686	96 325
Véhicule-outil, autres	57 188	50 690	49 447	47 684	43 024
Hors route	289 927	356 319	383 974	408 623	434 322
Motoneige	80 460	103 179	113 758	122 189	128 585
Deux roues	25 488	25 773	22 179	21 569	21 855
Véhicule tout terrain	36 201	59 020	81 230	99 176	116 004
Véhicule-outil, autres	156 881	168 347	166 807	165 689	167 878
Total[2]	3 765 173[3]	3 884 080	3 964 739	4 041 617	4 106 324

1. Véhicules autorisés à circuler au 31 décembre de chaque année.
2. Ne comprend pas les remorques, les véhicules utilisés exclusivement dans les gares, les ports et les aéroports.
3. Ce nombre inclut 103 véhicules dont l'usage n'est pas précisée.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec, *Dossier statistique, Bilan 1992*.

13

Tableau 9

Répartition des titulaires de permis de conduire, selon l'âge et le sexe, Québec, 1981 et 1988-1992

	1981	1988	1989	1990	1991	1992
	n					
Femmes	1 344 665	1 678 805	1 728 381	1 781 364	1 822 800	1 856 242
Moins de 16 ans[1]	_	1 122	1 064	1 027	993	1 119
16-19 ans	73 896	73 384	75 019	77 890	79 620	73 553
20-24 ans	210 312	189 114	182 063	175 844	171 114	167 030
25-34 ans	433 128	500 320	506 416	511 576	509 263	501 211
35-44 ans	301 594	425 255	441 715	459 538	471 998	485 197
45-54 ans	190 927	255 228	271 931	288 865	306 815	328 586
55-64 ans	102 883	162 386	169 839	177 501	184 617	191 331
65 ans et plus	31 925	71 996	80 334	89 123	98 380	108 215
Hommes	2 041 656	2 191 195	2 218 573	2 251 607	2 269 568	2 273 590
Moins de 16 ans[1]	_	7 125	6 686	6 812	6 525	6 575
16-19 ans	137 329	107 182	106 752	108 131	106 142	97 497
20-24 ans	288 080	229 916	218 089	208 136	200 069	191 722
25-34 ans	545 812	569 846	571 759	572 570	564 293	547 901
35-44 ans	398 345	493 508	506 696	520 354	529 302	536 897
45-54 ans	311 378	332 976	345 141	359 406	374 527	392 568
55-64 ans	226 086	264 154	267 214	269 948	272 322	274 061
65 ans et plus	134 626	186 488	196 236	206 250	216 388	226 369
Ensemble des titulaires	3 386 321	3 870 000	3 946 954	4 032 971	4 092 368	4 129 832
Moins de 16 ans[1]	_	8 247	7 750	7 839	7 518	7 694
16-19 ans	211 225	180 566	181 771	186 021	185 762	171 050
20-24 ans	498 392	419 030	400 152	383 980	371 183	358 752
25-34 ans	978 940	1 070 166	1 078 175	1 084 146	1 073 556	1 049 112
35-44 ans	699 939	918 763	948 411	979 892	1 001 300	1 022 094
45-54 ans	502 305	588 204	617 072	648 271	681 342	721 154
55-64 ans	328 969	426 540	437 053	447 449	456 939	465 392
65 ans et plus	166 551	258 484	276 570	295 373	314 768	334 584

1. Titulaires de permis pour cyclomoteur (qui doivent être âgés de 14 ans et plus).
Source : Société de l'assurance automobile du Québec, *Dossier statistique, Bilan 1992*.

Tableau 10

Répartition des accidents, selon le type de véhicule et la nature des accidents, Québec, 1992

Type de véhicule	Accidents				
	Avec blessures			Avec dommages matériels	Total
	Mortelles	Graves	Légères		
	n				
Automobile, autobus, autobus scolaire	615	4 554	26 521	116 136	147 826
Voiture-taxi	8	97	667	1 958	2 730
Camion, tracteur routier, véhicule-outil	338	1 453	7 465	44 484	53 740
Motocyclette	51	417	1 316	538	2 322
Cyclomoteur	4	62	448	151	665
Motoneige	28	106	152	180	466
Bicyclette	25	386	3 420	221	4 052
Autres et non précisés	71	279	1 096	16 960	18 406
Total[1]	858	5 646	30 655	131 687	168 846

1. Le total n'égale pas la somme des nombres d'une colonne, car le même accident est compté autant de fois qu'il y a de types de véhicule différents impliqués.
Source : Société de l'assurance automobile du Québec, *Dossier statistique, Bilan 1992*.

Tableau 11

Décès à la suite d'accidents de la route, selon l'âge des victimes, Québec, 1981 et 1988-1992

Âge des victimes	1981	1988	1989	1990	1991	1992
	n					
0-14 ans	115	78	85	98	73	74
15-19 ans	234	129	137	109	119	79
20-24 ans	224	189	162	141	138	128
25-34 ans	269	220	249	267	233	206
35-44 ans	144	152	162	128	138	130
45-54 ans	142	80	82	100	93	98
55-64 ans	88	93	107	94	88	87
65 ans et plus	115	138	138	136	123	155
Non précisé	133	12	19	12	7	9
Total	1 464	1 091	1 141	1 085	1 012	966

Source : Société de l'assurance automobile du Québec, *Bilan 1992*.

Tableau 12

Statistiques principales des organismes de transport en commun, Québec, 1991

	Unité	Transport en commun		
		Urbain	Scolaire[1]	Adapté
Organismes	n	37	163	88
Achalandage	n	472 841 222[2]	698 884[3]	2 632 776[2]
Recettes d'exploitation	'000 $	376 100	...	10 298
Subventions	'000 $	467 899	383 852	26 000

1. Comprend seulement les organismes subventionnés.
2. Nombre de déplacements effectués par les usagers.
3. Nombre d'élèves transportés.

Source : Ministère des Transports du Québec, Direction du transport terrestre des personnes, Service des politiques et réglementation en transport terrestre des personnes.

Tableau 13

Recettes des entreprises de camionnage établies au Québec,1988-1992

	1988[1]	1989[1]	1990[2]	1991[2]	1992[2]
			'000 000 $		
Mouvements intérieurs	1 599	1 353	1 136	1 197	1 175
Mouvements internationaux	217	228	211	282	492
Total	1 816	1 581	1 347	1 479	1 667

1. Entreprises de camionnage, pour le compte d'autrui, dont le siège social est établi au Québec et qui retirent, chaque année, 250 000 $ ou plus du transport interurbain de marchandises.
2. Entreprises de camionnage, pour le compte d'autrui, dont le siège social est établi au Québec et qui retirent, chaque année, 1 million de dollars ou plus du transport interurbain de marchandises.

Source : Statistique Canada, *Le camionnage au Canada* (53-222).

Tableau 14

Camionnage pour le compte d'autrui[1] lié au transport de marchandises, Québec, 1990 et 1991

	Tonnage		Recettes	
	1990	1991	1990	1991
	'000		'000 000 $	
Transport intraprovincial	18 225	17 227	513	504
Transport interprovincial	12 862	12 098	876	851
Total	31 087	29 325	1 389	1 355

1. Entreprises de camionnage, pour le compte d'autrui, dont le siège social est établi au Canada et qui retirent, chaque année, 1 million de dollars ou plus du transport interurbain de marchandises.

Source : Statistique Canada, *Le camionnage au Canada* (53-222); compilation spéciale à partir de l'enquête sur le camionnage pour compte d'autrui (origine-destination).

Tableau 15

Passagers embarqués et débarqués, par type de vol[1], dans les principaux aéroports du Québec et les aéroports d'Ottawa et de Toronto, 1992

	Passagers			
	Vols intérieurs	Vols transfrontaliers[2]	Autres vols internationaux[3]	Total
	n			
Principaux aéroports du Québec	4 346 643	2 510 079	2 171 279	9 028 001
Bagotville—Saguenay	79 968	2	_	79 970
Montréal—Dorval	3 408 782	2 153 983	517	5 563 282
Montréal—Mirabel	95 869	231 827	2 096 318	2 424 014
Québec	482 262	124 251	74 444	680 957
Rouyn-Noranda	76 911	_	_	76 911
Sept-Îles	115 972	16	_	115 988
Val-d'Or	86 879	_	_	86 879
Ottawa	2 148 715	283 599	63 432	2 495 746
Toronto (Lester B. Pearson)	9 217 234	6 131 482	3 770 171	19 118 887

1. Principaux vols réguliers et d'affrètement des transporteurs.
2. Trafic entre un aéroport aux États-Unis (incluant l'Alaska, Hawaï et Porto Rico) et un aéroport au Canada.
3. Trafic entre un aéroport étranger (excluant les États-Unis) et un aéroport au Canada.

Source : Statistique Canada, *Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens* (51-005).

Tableau 16

Principaux mouvements interprovinciaux de passagers, vols réguliers, Québec, 1991 et 1992

Origine - Destination	Passagers	
	1991	1992
	n	
Trafic interprovincial		
Montréal—Toronto	1 122 020	1 041 170
Montréal—Vancouver	169 110	180 580
Québec—Toronto	90 450	81 010
Montréal—Winnipeg	67 420	69 270
Montréal—Saint Johns (T.-N.)	42 540	37 370
Montréal—Moncton	38 210	34 430
Montréal—London	23 540	18 500
Montréal—Saint John (N.-B.)	22 530	18 340
Montréal—Régina	16 130	16 180
Montréal—Saskatoon	15 560	15 050
Trafic transfrontalier		
Montréal—New York	341 760	309 150
Montréal—Miami	171 780	168 120
Montréal—Los Angeles	87 830	97 200
Montréal—Chicago	95 850	91 900
Montréal—Boston	92 320	86 730
Montréal—Tampa—Saint Petersburg	71 170	65 060
Montréal—Fort Lauderdale	69 510	52 930
Montréal—San Francisco	54 510	59 400
Montréal—Washington	52 360	55 430

Sources : Statistique Canada, *Origine et destination des passagers aériens, rapport sur le trafic intérieur* (51-204); *Bulletin de service* (51-004); *Origine et destination des passagers aériens, rapport Canada — États-Unis* (51-205).

Tableau 17

Flotte d'aéronefs des principaux transporteurs aériens oeuvrant au Québec, selon le poids, Québec, 1993

Poids	Compagnies en activité au Canada niveau I[1]		Compagnies en activité au Québec niveau II[2]	
	Air Canada	Canadien	Air Transat	Air Alliance
	n			
Plus de 158 757 kg	25	22	5	-
68 040 - 158 757 kg	51	11	9	-
34 020 - 68 039 kg	35	46	-	-
8 166 - 15 876 kg	-	-	-	14
Total	111	79	14	14

1. Tout transporteur aérien canadien qui, au cours de chacune des deux années civiles ayant précédé l'année de déclaration, a transporté au moins un million de passagers payants ou au moins 200 000 tonnes métriques de marchandises payantes.
2. Tout transporteur aérien canadien qui, au cours de chacune des deux années civiles ayant précédé l'année de déclaration, a transporté un nombre de passagers payants de 50 000 ou plus mais de moins d'un million ou un nombre de tonnes métriques de marchandises payantes de 10 000 ou plus mais de moins de 200 000.

Source : Statistique Canada, Division des transports, Centre des statistiques de l'aviation.

13

Tableau 18

Volume des marchandises embarquées[1] et débarquées, dans les principaux aéroports du Québec et les aéroports d'Ottawa et de Toronto, 1992

	Marchandises embarquées	Marchandises débarquées	Total
		t	
Principaux aéroports du Québec	54 514,7	61 608,3	116 123,0
Kuujjuaq	214,9	817,5	1 032,4
Kuujjuarapik	69,0	445,6	514,6
La Grande Rivière	96,5	205,8	302,3
Montréal—Dorval	11 348,4	14 533,8	25 882,2
Montréal—Mirabel	42 531,5	45 336,5	87 868,0
Québec	156,4	238,3	394,7
Val-d'Or	98,0	30,8	128,8
Ottawa	2 944,0	3 731,9	6 675,9
Toronto (Lester B. Pearson)	146 570,6	153 368,5	299 939,1

1. Principaux vols réguliers et d'affrètement des transporteurs.

Source : Statistique Canada, *Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens* (51-005).

Tableau 19

Réseau de chemin de fer par entreprise ferroviaire, Québec, 31 décembre 1992

Compagnie de chemin de fer	Compagnie-mère ou équivalent	Longueur du réseau	Décision d'abandon[1]	Demande d'abandon[2]
			km	
Entreprises nationales		6 410	12	203
CN	Chemins de fer nationaux du Canada	4 695	11	64
CP Rail	Canadien Pacifique Ltée	1 715	1	139
Entreprises régionales		1043	-	-
Cartier	Compagnie minière Québec Cartier			
Port-Cartier–Mont-Wright		416	-	-
Littoral Nord du Québec et Labrador[3]	Compagnie minière IOC			
Sept-Îles–Schefferville				
Labrador City–Ross Bay Jct. (T.-N.)		250	-	-
Autres		377	-	-
Total		7 453	12	203

1. Autorisation reçue de l'Office national des Transports.
2. Une demande a été placée auprès de l'Office national des Transports, mais aucune autorisation n'a été donnée.
3. Mieux connue sous l'appellation anglaise «Québec North Shore & Labrador Railway».

Source : Ministère des Transports du Québec, Direction du transport multimodal.

Tableau 20

Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par catégorie, Québec et Ontario, 1991

Catégorie	Marchandises chargées	Marchandises déchargées	Total
		t	
Québec			
Charge complète et chargements de détails	38 965 053	57 785 361	96 750 414
Animaux vivants	88	-	88
Denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabacs	177 492	2 856 594	3 034 086
Matières brutes, non comestibles	23 117 312	44 395 880	67 513 192
Demi-produits, non comestibles	11 791 642	6 896 450	18 688 092
Produits finals, non comestibles	158 623	504 252	662 875
Transports spéciaux[1]	3 704 530	3 122 707	6 827 237
Trafic des chargements de détails	15 366	9 478	24 844
Ontario			
Charge complète et chargements de détails	29 065 181	38 119 970	67 185 151

1. N'inclut pas les remorques et conteneurs qui sont la propriété des compagnies ferroviaires (plan II) et dont le fret a été classé par type de marchandise suivant le contenu de la remorque ou du conteneur.

Source : Statistique Canada, *Le transport ferroviaire au Canada* (52-216).

Tableau 21

Trafic des traverses maritimes subventionnées, Québec, 1992

	Passagers	Véhicules
	n	
Baie-Sainte-Catherine—Tadoussac	1 623 078	615 514
Île aux Coudres—Saint-Joseph-de-la-Rive	572 531	237 881
Île d'Entrée—Cap-aux-Meules	2 727	13
Île Verte—L'Isle-Verte	11 186	2 237
Matane—Baie-Comeau—Godbout	237 833	91 905
Montmagny—Île aux Grues	41 482	17 183
Québec—Lévis	1 506 345	296 790
Rivière-du-Loup—Saint-Siméon	181 315	72 092
Sorel—Saint-Ignace-de-Loyola	832 657	380 822
Total	5 009 154	1 713 077

Source : Ministère des Transports du Québec, Direction du transport multimodal.

Tableau 22

Statistiques de l'industrie du gaz naturel, Québec, 1980-1992

	Production	Importations des autres provinces canadiennes	Exportations vers l'étranger	Consommation	Longueur des conduites de transport	Longueur des conduites de distribution	Investissements
	'000 000 m^3				km		'000 000 $ courants
1980	3,9	3 233,2	119,5	2 921,4	256,4	3 028,9	31,1
1985	14,0	5 230,5	147,5	4 882,0	1 144,6	4 669,3	219,2
1988	14,2	5 633,5	226,8	5 207,0	1 116,1	5 935,7	79,9
1989	16,0	5 758,8	372,1	5 380,1	1 122,8	6 073,6	50,8
1990	16,8	6 016,1	411,4	5 595,9	1 122,8	6 143,8	44,7
1991	15,8	5 914,2	448,8	5 454,0	1 312,9	6 369,0	101,6
1992	11,2	6 189,8	487,8	5 715,4	..	..	63,2

Source : Ministère des Ressources naturelles, Direction des études et statistiques énergétiques, *L'Énergie au Québec*; données internes.

13

Tableau 23

Volume des marchandises manutentionnées dans les ports, par catégorie de marchandises et par type de transport,
Québec, 1992

Catégorie de marchandises	Transport intérieur			Transport international		
	Chargement	Déchargement	Total	Chargement	Déchargement	Total
	'000 t					
Céréales (orge, maïs, blé)	52	6 148	6 200	9 648	2 245	11 893
Produits alimentaires et agricoles	25	115	140	1 522	1 525	3 047
Bois, papier et produits dérivés	528	530	1 058	1 995	153	2 148
Minerai de fer, fer, acier et alliages	6 749	775	7 524	26 722	932	27 654
Minerai et produits d'aluminium et autres minerais	2 997	2 973	5 970	1 597	5 508	7 105
Produits pétroliers	2 831	3 187	6 018	693	6 858	7 551
Houille, coke de pétrole et de houille	32	54	86	-	1 236	1 236
Machinerie-équipement-cargaison divers	316	60	376	1 261	1 471	2 732
Autres	1 581	3 264	4 845	1 067	2 158	3 225
Total	15 111	17 106	32 217	44 505	22 086	66 591

Source : Statistique Canada, Division des transports.

Tableau 24

Trafic maritime des marchandises[1], selon le port,
Québec, 1993

Port	Transport intérieur au Canada		Transport international		Total des marchandises manutentionnées
	Déchargement	Chargement	Déchargement	Chargement	
			'000 t		
Baie-Comeau	1 424	744	1 806	2 213	6 187
Bécancour	11	42	1 196	53	1 302
Havre-Saint-Pierre	2	1 680	-	259	1 941
Matane	463	84	-	1	548
Montréal	4 429	1 295	5 914	4 863	16 501
Port Saguenay—Baie-des-Ha! Ha!	253	-	3 782	290	4 325
Port-Cartier	1 152	3 143	1 257	13 800	19 352
Québec	1 844	2 310	6 536	3 036	13 726
Sept-Îles	602	3 948	1 216	15 547	21 313
Sorel	1 874	55	245	1 180	3 354
Trois-Rivières[2]	453	11	819	436	1 719
Autres	570	26	138	589	1 323
Total	13 077	13 338	22 909	42 267	91 591

1. Comprend le trafic des quais de compétence fédérale, provinciale et privée, et de Ports Canada.
2. Comprend seulement le trafic qui relève de la compétence de Ports Canada.

Source : Statistique Canada, Division des transports.

14

Communications

L'intervention gouvernementale 453
L'ensemble des médias 453
Les équipements domestiques 454
Les taux de pénétration des médias 454
Les médias écrits 454
La radio 455
La télévision 456
La câblodistribution 457

14

Liste des tableaux

1. Dépenses des administrations fédérale et provinciales par habitant, au titre de la radio et de la télévision, par grande région, Canada, 1991-92 458

2. Répartition des médias selon la catégorie et la langue principale de diffusion, Québec, 1985-1991 458

3. Répartition des ménages dotés d'appareils et de services liés à la communication, Québec, 1985-1991 459

4. Tirage des médias écrits et écoute des médias électroniques, Québec, 1985-1991 460

5. Répartition et tirage des médias écrits, selon la catégorie, la région et la langue, Québec, 1991 461

6. Emplois, recettes et dépenses dans le domaine de l'édition des périodiques, Québec, 1985-1991 461

7. Répartition régionale des stations de radio AM et FM, selon la langue principale de diffusion et le type de propriété, Québec, août 1991 462

8. Répartition des heures d'écoute de la radio, selon la langue de diffusion des stations, Montréal et le Québec, 1990 462

9. Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la radio privée, Québec, 1985-1991 463

10. Répartition régionale des stations de télévision, selon la langue de diffusion et le type de propriété, Québec, août 1991 464

11. Répartition des heures d'écoute de la télévision, selon la langue d'usage des téléspectateurs et la langue de diffusion des émissions, Québec, 1985-1991 464

12. Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la télévision privée, Québec, 1985-1991 465

13. Réseaux de câblodistribution et de télévision payante, et taux de pénétration, par région administrative, Québec, 1991 465

14. Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la câblodistribution, Québec, 1985-1991 466

15. Appels interurbains par habitant, par province, Canada, 1985-1991 466

Liste des figures

1. Indice des ménages disposant de certains appareils et services liés à la communication, Québec, 1987-1991 459

2. Indice de pénétration des médias, Québec, 1987-1991 460

3. Recettes et dépenses dans les domaines de la radio et la télévision privées, Québec, 1985-1991 463

14

Ce chapitre a été préparé par Dave Atkinson, Jean-Paul Baillargeon, Marc Deschênes et Marie-Hélène Lavoie, du Centre d'études sur les médias à l'INRS-Culture et Société.

Ce chapitre contient des renseignements sur la presse écrite, la radio, la télévision et la câblodistribution. Après un aperçu des dépenses des pouvoirs publics en matière de radiotélédiffusion, nous examinerons l'ensemble des médias à la disposition des Québécois en 1991, les équipements et services audiovisuels domestiques dont se sont pourvus les ménages, ainsi que la pénétration de chacun des médias dans ces ménages. Viendront par la suite certaines statistiques sur les médias, à caractère principalement économique.

L'intervention gouvernementale

L'intervention gouvernementale est importante dans le domaine des communications et des médias. Les pouvoirs publics ont des organismes de réglementation, comme le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et la Régie des télécommunications du Québec. Ils ont aussi des chaînes publiques de production et de diffusion, comme Radio-Canada et Radio-Québec.

De tout le Canada, c'est au Québec que les pouvoirs publics accordent le plus de soutien à la radiotélédiffusion, si l'on considère les dépenses par habitant. En 1991-92, celles-ci s'y élèvent à 80,47 $ par personne contre 62,36 $ dans l'ensemble du Canada. La différence entre ces deux montants relève autant de l'effort financier du fédéral en territoire québécois (66,98 $ par habitant) que de celui du Québec (13,49 $). Le fédéral dépense 69,12 $ par habitant en Ontario. Le Québec atteint le plus haut niveau des provinces en matière de dépenses publiques de radiotélédiffusion, soit 66 % de plus que la moyenne canadienne et 41 % de plus que ce qu'a consenti l'Ontario (tableau 1).

L'ensemble des médias

Abstraction faite des câblodistributeurs, les Québécois ont 800 médias à leur disposition en 1991 répartis en 12 quotidiens, 237 hebdomadaires, 393 périodiques, 130 stations de radio et 28 stations de télévision. En 1985, on dénombrait 708 médias. La différence tient d'abord à la croissance du nombre d'hebdomadaires et de périodiques (15,2 %), et ensuite à celle des stations de radio (14 %). Pendant la même période, les stations produisant des émissions de télévision sont passées de 35 à 28, malgré l'arrivée de Télévision Quatre Saisons, à la suite surtout de la fermeture de stations régionales de Radio-Québec. Quant aux journaux quotidiens, ils sont restés au nombre de 12 (tableau 2). De 1985 à 1991, les ratios augmentent donc en ce qui concerne les quotidiens (de 1 pour 545 000 habitants à 1 pour 576 000) et les stations de télévision (1 pour 187 000 à 1 pour 276 000). Par contre, ils diminuent dans le cas des stations de radio (de 1 pour 57 000 à 1 pour 53 000), des hebdomadaires (1 pour 32 000 à 1 pour 29 000) et des périodiques (de 1 pour 19 000 à 1 pour 17 500).

14

Les équipements domestiques

La part des ménages possédant un seul récepteur radio, une seule télévision et un seul appareil téléphonique décroît. Le pourcentage des ménages ayant plus d'une radio (à l'exclusion des radios d'auto et des baladeurs) passe de 68,9 % en 1985 à 71,5 % en 1991. Les ménages dotés de plus d'un téléviseur gagnent quant à eux 2,3 points de pourcentage (de 50,2 % à 52,5 %). Entre ces deux années, la câblodistribution et le magnétoscope pénètrent très rapidement dans les foyers. En 1985, 51,2 % des ménages privés étaient abonnés au câble, alors qu'en 1991, ce pourcentage atteint 61,1 %; par ailleurs, près de 65 % possèdent au moins un magnétoscope en 1991, contre 22,8 % en 1985 (tableau 3).

Les taux de pénétration des médias

Le taux de pénétration de la presse quotidienne a diminué entre 1985 et 1991. Le nombre d'exemplaires de journaux par 100 ménages est ainsi passé de 49,5 à 41,1. En même temps, la presse hebdomadaire a fait un bond en passant de 165,5 exemplaires par 100 ménages à plus de 208. Quant aux périodiques, après avoir enregistré une forte hausse au cours des années 70 et au début des années 80, ils connaissent une désaffection : de près de 491 exemplaires par 100 ménages en 1985, ils ont chuté à un peu moins de 306 en 1991.

En même temps qu'ils s'adonnaient davantage à la radio (23,9 heures en moyenne d'écoute par personne par semaine en 1991, contre 21,6 heures en 1985), l'intérêt des Québécois pour la télévision diminuait (24,8 heures en 1991, par rapport à 25,6 heures en 1985). Si le magnétoscope a envahi l'espace domestique, la location de vidéocassettes est devenue une activité moins intense : 5,2 vidéocassettes annuellement en moyenne par ménage avec magnétoscope en 1991, comparativement à 9,9 en 1985 (tableau 4).

Les médias écrits

En 1991, le Québec compte 642 médias écrits. La majorité (54,9 %) se trouvent dans la région de Montréal. Les autres sont répartis dans toutes les autres régions, dont 9,5 % en Montérégie, 5,6 % dans la région de Québec, 4,4 % dans les Laurentides, 3,6 % dans Chaudière-Appalaches, 3,4 % dans Mauricie—Bois-Francs et 3,1 % respectivement dans le Bas-Saint-Laurent, l'Estrie et l'Outaouais. Le Nord-du-Québec est la région la plus faiblement dotée, avec seulement un hebdomadaire. Montréal compte quatre des douze quotidiens[1]; Québec et Sherbrooke sont des marchés binaires et les trois autres quotidiens évoluent seuls dans leur marché respectif. La région montréalaise contient également le quart des hebdomadaires (61 sur 237) et sept périodiques sur dix (288 sur 393). Des 642 médias écrits répertoriés, 430 sont de langue française (66,9 %), 78 de langue anglaise (12,1 %) et 134 sont bilingues ou publiés dans une autre langue que le français (21 %) (tableau 5).

1. Comprend *Le Droit,* publié à Ottawa (Ontario) mais dont une partie importante du tirage est distribuée au Québec.

Le tirage total dépasse 14,4 millions d'exemplaires, en baisse de 16,6 % par rapport à 1985. Si la région de Montréal continue à avoir la plus importante part du tirage, celle-ci n'est plus que de 63 % de l'ensemble du Québec en 1991, par rapport à 82 % en 1985.

Les périodiques et les hebdomadaires d'information générale comptent à eux seuls pour 93 % de tout le tirage québécois. Depuis 1985, le tirage des périodiques a diminué de 4,8 %. Par contre, celui des hebdomadaires a connu une hausse importante de plus de 50 %, passant de 3,5 millions à 5,4 millions d'exemplaires. Un des facteurs expliquant cette augmentation est le changement survenu dans le mode de distribution des hebdomadaires régionaux, ces dernières années. De presse «vendue», les hebdomadaires sont devenus progressivement une presse «gratuite», pénétrant ainsi plus fortement dans les foyers québécois.

Le tirage des médias écrits de langue française a diminué depuis 1985. Il est passé de 13 millions (80,1 % du tirage total) à un peu plus de 11 millions d'exemplaires (76,4 %) en 1991. Le tirage des publications bilingues ou publiées dans une autre langue que le français demeure le second en importance, représentant 16,3 % de tous les exemplaires publiés au Québec. Entre 1985 et 1991, il est passé de quelque 1,8 million d'exemplaires à 2,4 millions, une progression de 33 %. Enfin, les publications de langue anglaise comptent pour 7,3 % de tous les exemplaires, soit un peu plus d'un million. Depuis 1985, leur tirage a baissé de quelque 300 000 exemplaires.

En 1991, Statistique Canada a dénombré 415 périodiques sur le territoire québécois. Ce nombre comprend des périodiques très spécialisés et à petit tirage (non retenus pour la confection du tableau 5). Au total, les recettes liées à la publication des périodiques s'élèvent à 250,4 millions de dollars, et les dépenses sont de l'ordre de 239,6 millions. Les deux principales sources de revenu sont la publicité (52,2 %) et les abonnements (28,3 %). La principale dépense va à la rédaction et à l'impression (38,7 %) (tableau 6).

La radio

En 1991, le Québec compte 62 stations de radio AM et 68 stations FM. Quatre années plus tôt, le nombre de stations AM était supérieur à celui des stations FM. La région de Montréal (dont Laval) comprend le plus grand nombre de stations : onze stations AM et treize stations FM. Dans la région de Québec, on retrouve douze stations, dont trois AM et neuf FM; il s'agit là du plus grand écart entre ces deux types de stations. La grande majorité des stations (86,9 %) diffusent surtout en français. Les autres, pour la plupart localisées à Montréal (12 sur 17), diffusent en anglais ou dans une autre langue.

En 1990, 78,7 % des heures d'écoute des Québécois vont aux stations de langue française. Cette part n'est que de 64,1 % pour la région montréalaise. Les stations diffusant en anglais attirent aussi les francophones, en particulier dans la région de Montréal. En effet, 15,8 % des heures d'écoute des auditeurs francophones de cette région sont allées à des stations de langue anglaise. Pour l'ensemble des francophones du Québec (tableau 8), la proportion ne s'élève qu'à 9 %.

En 1991, la plupart des stations québécoises de radio (69 %) appartiennent au secteur privé, soit 90 sur 130 (tableau 7). Ces radios privées ont alors 2 060 personnes à leur emploi, soit une centaine de moins qu'en 1989. Divers indices témoignent de difficultés de la radio privée

au début des années 90. Les ventes totales de temps d'antenne, qui avaient augmenté de 126,7 millions de dollars en 1985 à 167,1 millions en 1989, n'ont atteint que 157,9 millions en 1991. En même temps, les dépenses sont passées de 121 millions de dollars à 167,2 millions, pour atteindre 179,4 millions en 1991. L'examen des différents postes de dépenses montre qu'en 1985, la part des dépenses allouées à la production d'émissions (35,9 %) était supérieure à celle liée à l'administration (33,8 %); à partir de 1987, cependant, la part allant à l'administration (38,3 %) devient plus importante que celle consacrée aux émissions (33,3 %) (tableau 9).

Les deux autres types de radio, de propriété publique ou communautaire, comptent respectivement 17 et 23 stations en 1991. Parmi les stations publiques, on trouve trois radios étudiantes à Montréal et une en Estrie. La radio communautaire est une formule particulièrement développée sur la Côte-Nord, où on retrouve six de ces stations. Viennent ensuite les régions de Québec et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, avec trois chacune. Presque toutes les autres régions ont une ou deux stations communautaires. Les stations publiques se trouvent dans un nombre plus restreint de régions, soit sept à Montréal, trois dans la région de Québec, trois dans le Bas-Saint-Laurent, deux au Saguenay—Lac-Saint-Jean, une sur la Côte-Nord et une en Montérégie (tableau 7).

La télévision

En 1991, on compte au Québec 28 stations de télévision : quatre de propriété publique et vingt-quatre de propriété privée. De ce total, trois diffusent en anglais, dont deux à Montréal et une à Québec. Des 25 stations diffusant en français, six sont localisées dans la région de Montréal et quatre dans celle de Québec. Toutes ces stations fonctionnent en réseau. Le plus important, TVA, compte dix stations, suivi de TQS et de Radio-Canada, avec sept stations chacun. Radio-Québec, qui avait treize stations en 1984, n'en a plus qu'une, située à Montréal (tableau 10). En outre, les Québécois abonnés à la câblodistribution ont accès à divers canaux spécialisés, dont TV5.

Les Québécois ayant le français comme langue d'usage consacrent, en 1991, 88,2 % de leur temps d'écoute d'émissions de télévision à des stations diffusant en français et 7,7 % à des stations anglophones. L'écoute d'émissions en anglais par des francophones est en régression. En 1985, ils avaient consacré 12,8 % de leur temps d'écoute à des émissions diffusées en anglais. Pour ce qui est de la population québécoise ayant l'anglais comme langue d'usage, elle accorde 4,3 % de son temps d'écoute à des stations francophones et 90,6 % à des stations de langue anglaise (contre 95,8 % en 1985). Toutes langues confondues, la part de l'écoute allant à des stations de langue française est passée de 76,2 % en 1985 à 79,2 % en 1991. En anglais, elle a diminué, passant de 23,4 % en 1985 à 17,6 % en 1991 (tableau 11).

Les stations de télévision privée déclarent 390,6 millions de dépenses en 1991 mais leurs revenus ne s'élèvent qu'à 331,2 millions. Ces chiffres contrastent avec ceux de 1985, alors que les revenus dépassaient nettement les dépenses (tableau 12). La situation récente résulte à la fois de la baisse de l'écoute de la télévision, donc de la diminution relative des tarifs publicitaires, ainsi que du partage des recettes publicitaires entre un plus grand nombre de partenaires, avec l'arrivée de Télévision Quatre-Saisons.

La câblodistribution

En 1991, on compte au Québec 1 597 536 abonnés privés et institutionnels au câble, pour un taux de pénétration de 69,7 %. Ce taux se situait à 51,1 % en 1985. Le taux de pénétration du câble varie selon les régions, allant de 64,8 % dans la région métropolitaine à 82,5 % en Estrie. Toujours en 1991, 225 des 292 réseaux de câblodistribution en fonction offrent des services de télévision payante. Celle-ci rejoint 169 496 abonnés, soit un taux de pénétration de 10,7 % (tableau 13).

Les 217 entreprises de câblodistribution affichent, en 1991, des recettes de 427,5 millions de dollars, dont 407 millions proviennent des abonnements. Pour la même année, leurs dépenses d'exploitation se situent à 380,4 millions de dollars. Ces dépenses se répartissent ainsi : 68,3 % à l'administration générale, 22,2 % aux services techniques, 5,1 % à la vente et à la promotion et 4,4 % à la production d'émissions. L'effectif moyen de ces entreprises est de 2 661 employés. La rémunération totale s'élève à 98,2 millions de dollars (tableau 14).

Autres lectures suggérées

CHARON, Jean-Marie et Florian SAUVAGEAU, *L'état des médias*, Montréal et Paris, Boréal et La Découverte, 1991, 461 p.
LARAMÉE, Alain, *Les communications au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1993, 246 p.
RABOY, Marc, *Les médias québécois : presse, radio, télévision, câblodistribution*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1992, 280 p.

14

Tableau 1

Dépenses des administrations fédérale et provinciales par habitant[1], au titre de la radio et de la télévision, par grande région, Canada, 1991-92

Administration	Québec	Atlantique[2]	Ontario	Prairies[3]	Ouest[4]	Canada
			$			
Fédérale	66,98	43,08	69,12	26,56	26,36	54,23
Provinciale	13,49	0,07	9,58	4,18	3,86	8,13
Total	80,47	43,15	78,70	30,74	30,22	62,36

1. Population au 1er juin 1991.
2. Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick.
3. Manitoba, Saskatchewan, Alberta.
4. Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest.

Source : Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206).

Tableau 2

Répartition des médias selon la catégorie et la langue principale de diffusion, Québec, 1985-1991

Média	1985	1987	1989	1991
			n	
Quotidiens	12	12	12	12
Français	10	10	10	10
Anglais	2	2	2	2
Hebdomadaires	203	208	217	237
Français	157	162	175	177
Anglais	18	18	15	16
Bilingue et autre	28	28	27	44
Périodiques	344	364	..	393
Français	239	252	..	243
Anglais	55	64	..	60
Bilingue et autre	50	48	..	90
Stations de radio	114	117	132[1]	130
Français	98	105	117	113
Anglais et autre	16	12	15	17
Stations de télévision	35[2]	34	35	28
Français	32	31	32	25
Anglais	3	3	3	3

1. Données de 1990.
2. Données de 1984.

Source : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*

Tableau 3

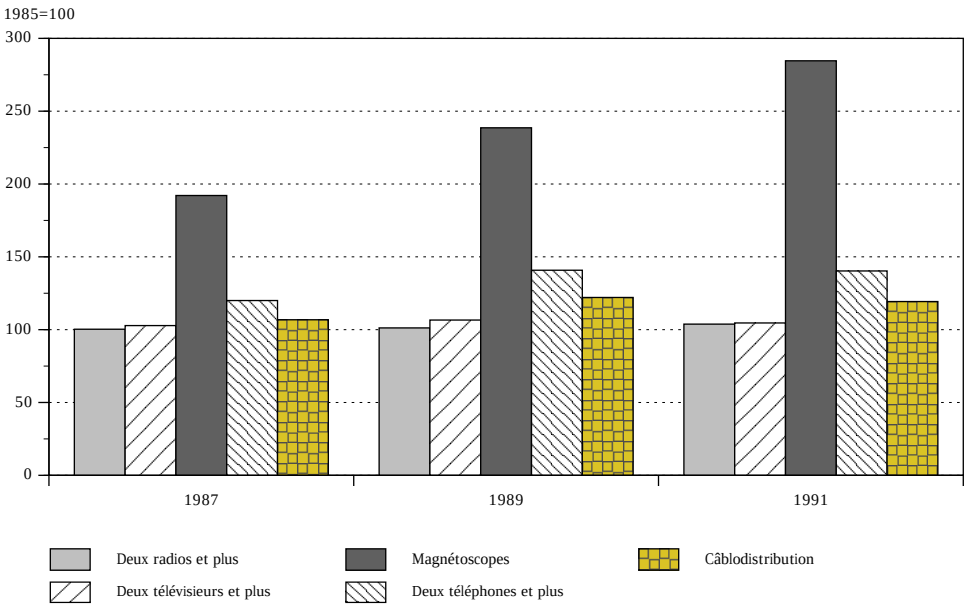
Répartition des ménages dotés d'appareils et de services liés à la communication, Québec, 1985-1991

	Unité	Ménages			
		1985	1987	1989	1991
Ensemble des ménages	'000	2309	2362	2511	2618
Récepteur radio	%	99,1	99,2	99,1	99,1
Un récepteur	%	30,2	30,1	29,4	27,6
Deux récepteurs	%	34,2	33,5	31,5	31,6
Trois récepteurs ou plus	%	34,7	35,6	38,2	39,9
Récepteur de télévision	%	99,1	98,8	99,4	99,0
Un téléviseur	%	48,9	47,2	45,9	46,5
Deux téléviseurs ou plus	%	50,2	51,6	53,5	52,5
Téléviseur couleur	%	90,9	94,5	96,8	97,2
Magnétoscope	%	22,8	43,8	54,4	64,9
Un magnétoscope	%	..	..	50,6	50,1
Deux magnétoscopes ou plus	%	..	..	3,8	14,8
Téléphone	%	98,6	98,4	98,6	97,5
Un téléphone	%	54,7	45,7	36,8	35,9
Deux téléphones ou plus	%	43,9	52,7	61,8	61,6
Câblodistribution	%	51,2	57,4	62,5	61,1

Source : Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Figure 1

Indice des ménages disposant de certains appareils et services liés à la communication, Québec, 1987-1991



Source : Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

14

Tableau 4

Tirage des médias écrits et écoute des médias électroniques, Québec, 1985-1991

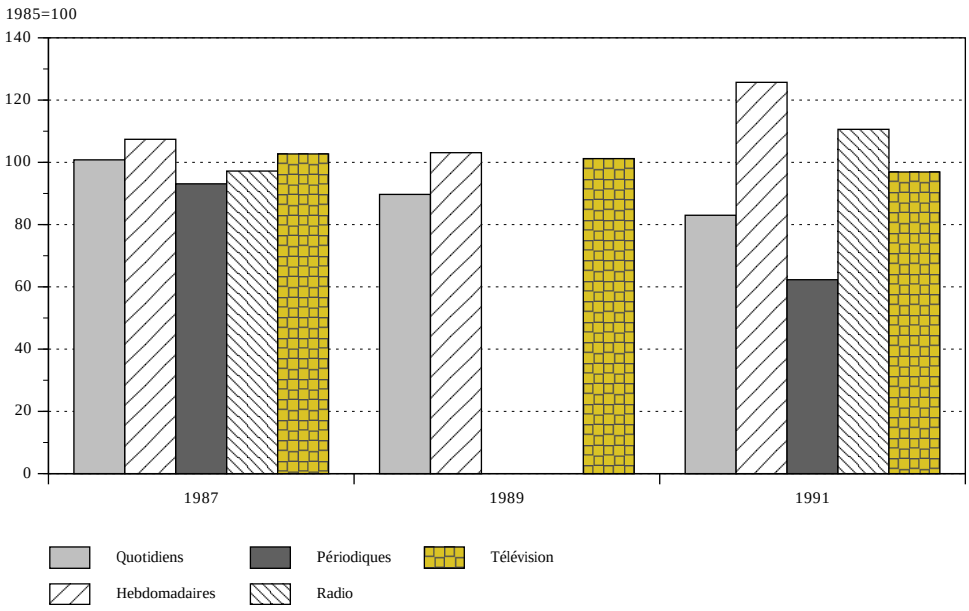
	Tirage			Écoute		Location annuelle de vidéocassettes par ménage[3]
	Quotidiens	Hebdomadaires	Périodiques	Radio[1]	Télévision[2]	
	n/100 ménages			heures/semaine		n
1985	49,5	165,5	490,9	21,6	25,6	9,9[4]
1987	49,9	177,7	457,1	21,0	26,3	9,6
1989	44,4	170,6	..	..	25,9	6,9
1991	41,1	208,1	305,6	23,9[5]	24,8	5,2

1. Auditeur de sept ans et plus.
2. Téléspectateur de deux ans et plus.
3. Équipé d'un magnétoscope.
4. 1986.
5. 1990.

Sources : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*
Statistique Canada, *L'écoute de la télévision* (87-208).
Conseil de la langue française, *Indicateurs de la situation linguistique au Québec.*

Figure 2

Indice de pénétration des médias, Québec, 1987-1991



Sources : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*
Statistique Canada, *L'écoute de la télévision* (87-208).

Tableau 5

Répartition et tirage des médias écrits, selon la catégorie, la région et la langue, Québec, 1991

	Quotidiens		Hebdomadaires		Périodiques	
	Titres	Tirage	Titres	Tirage	Titres	Tirage
	n	'000	n	'000	n	'000
Région administrative						
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	-	-	9	60	2	1
Bas-Saint-Laurent (01)	-	-	12	164	8	4
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1	31	7	157	1	6
Québec (03)	2	208	12	301	22	379
Chaudière-Appalaches (12)	-	-	10	201	13	50
Mauricie—Bois-Francs (04)	1	54	12	246	9	64
Estrie (05)	2	44	9	111	9	7
Montérégie (16)	1	16	44	1 050	16	210
Montréal (06)	4	687	61	1 729	288	6 657
Laval (13)	-	-	6	322	9	431
Lanaudière (14)	-	-	9	306	1	3
Laurentides (15)	-	-	19	349	9	135
Outaouais[1] (07)	1	36	16	358	3	4
Abitibi-Témiscamingue (08)	-	-	5	55	1	1
Côte-Nord (09)	-	-	5	36	2	2
Nord-du-Québec (10)	-	-	1	3	-	-
Langue						
Français	10	902	177	4 508	243	5 596
Anglais	2	174	16	178	60	708
Bilingue et autre	-	-	44	762	90	1 650
Le Québec	12	1 076	237	5 448	393	7 954

1. *Le Droit*, d'Ottawa.

Source : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*

Tableau 6

Emplois, recettes et dépenses dans le domaine de l'édition des périodiques, Québec, 1985-1991

	Unité	1985	1987-88	1989-90	1990-91
Unités déclarantes	n	327	373	412	415
Emplois à temps plein	n	715	..	932	1063
Recettes	'000 $	141 462	198 735	230 543	250 401
Publicité	'000 $	70 582	97 667	117 308	130 639
Abonnements	'000 $	40 944	50 366	61 774	70 775
Autres[1]	'000 $	29 936	50 634	51 461	48 987
Dépenses	'000 $	134 461	184 507	219 045	239 681
Production et impression	'000 $	54 597	73 117	84 690	..
Salaires, honoraires, sous-traitance	'000 $	21 132	26 578	38 664	44 787
Autres frais variables[2]	'000 $	46 997	57 697	67 757	..
Administration et autres	'000 $	11 734	27 115	27 934	..

1. Comprend les ventes au numéro, celles d'anciens numéros, ainsi que les autres recettes non précisées.
2. Comprend les dépenses de rédaction et de conception, des services d'abonnement et de facturation, de promotion et du marketing, ainsi que le coût des ventes de publicité et celui de la distribution.

Source : Statistique Canada, *L'édition du périodique* (87-203).

14

Tableau 7

Répartition régionale des stations de radio AM et FM, selon la langue principale de diffusion et le type de propriété,
Québec, août 1991

Région administrative	Stations		Langue principale de diffusion		Propriété			Total
	AM	FM	Français	Anglais et autre	Privée	Publique	Communautaire	
				n				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	2	3	5	-	2	-	3	5
Bas-Saint-Laurent (01)	7	5	12	-	8	3	1	12
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	6	4	10	-	7	2	1	10
Québec (03)	3	9	11	1	6	3	3	12
Chaudière—Appalaches (12)	4	3	7	-	7	-	-	7
Mauricie—Bois-Francs (04)	7	4	11	-	11	-	-	11
Estrie (05)	5	3	6	2	6	1[1]	1	8
Montérégie (16)	3	5	8	-	6	-	2	8
Montréal (06)	10	12	10	12	13	7[2]	2	22
Laval (13)	1	1	2	-	2	-	-	2
Lanaudière (14)	1	1	2	-	1	-	1	2
Laurentides (15)	2	2	4	-	4	-	-	4
Outaouais (07)	3	4	7	-	5	-	2	7
Abitibi-Témiscamingue (08)	5	5	10	-	9	-	1	10
Côte-Nord (09)	3	7	8	2	3	1	6	10
Le Québec	62	68	113	17	90	17	23	130

1. Radio étudiante.
2. Comprend trois radios étudiantes.

Source : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*

Tableau 8

Répartition des heures d'écoute de la radio, selon la langue de diffusion des stations, Montréal et le Québec, 1990

Langue de diffusion	Heures d'écoute	
	Montréal	Le Québec
	%	
Français	64,1	78,7
Anglais	34,5[1]	20,4[2]
Autre	1,4	0,8

1. Comprend les heures d'écoute des francophones (15,8 %).
2. Comprend les heures d'écoute des francophones (9,0 %).

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec,* édition 1993.

Tableau 9

Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la radio privée, Québec, 1985-1991

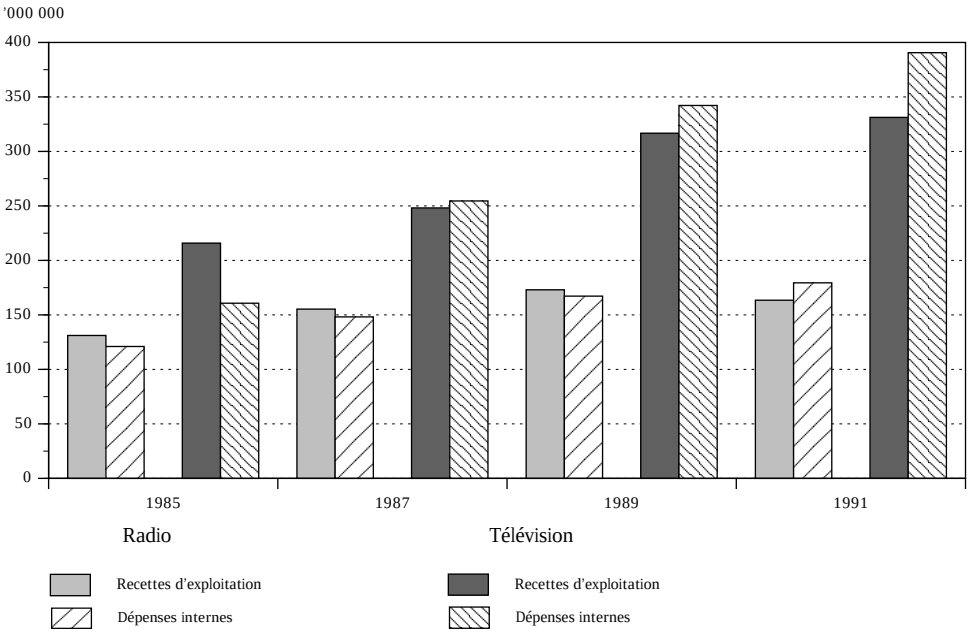
	Unité	1985	1987	1989	1991
Unités déclarantes	n	90	97	105	109
Recettes d'exploitation	'000 $	131 125	155 317	173 033	163 481
Ventes de temps d'antenne	'000 $	126 687	150 897	167 135	157 933
Local	'000 $	91 738	113 106	125 477	111 665
National	'000 $	34 416	36 766	40 475	46 268[1]
Réseau	'000 $	533	1 025	1 183	...
Autres recettes	'000 $	4 438	4 420	5 898	5 548
Dépenses internes	'000 $	121 011	148 159	167 226	179 421
Production d'émissions	'000 $	43 478	49 395	56 136	62 137
Services techniques	'000 $	5 199	5 210	5 625	5 717
Vente et promotion	'000 $	31 424	36 824	40 182	39 703
Administration et autres	'000 $	40 910	56 730	65 283	71 864
Effectif moyen annuel	n	1 923	2 104	2 204	2 060
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	56 722	69 432	77 243	84 640

1. Comprend temps d'antenne national et réseau.

Source : Statistique Canada, *Radiodiffusion et télévision* (56-204).

Figure 3

Recettes et dépenses dans les domaines de la radio et de la télévision privées, Québec, 1985-1991



Source : Statistique Canada, *Radiodiffusion et télévision* (56-204).

14

Tableau 10

Répartition régionale des stations de télévision, selon la langue de diffusion et le type de propriété, Québec, août 1991

Région administrative	Réseaux francophones				Réseaux anglophones		Propriété		Total
	SRC	RQ	TVA	TQS	CBC	CTV	Publique	Privée	
					n				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	-	-	1	-	-	-	-	1	1
Bas-Saint-Laurent (01)	1	-	2	-	-	-	-	3	3
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1	-	1	1	-	-	-	3	3
Québec (03)	1	-	1	1	1	-	1	3	4
Maurice—Bois-Francs (04)	1	-	1	1	-	-	-	3	3
Estrie (05)	1	-	1	1	-	-	-	3	3
Montréal (06)	1	1	1	1	1	1	3	3	6
Outaouais (07)	-	-	1	1	-	-	-	2	2
Abitibi-Témiscamingue (08)	1	-	1	1	-	-	-	3	3
Le Québec[1]	7	1	10	7	2	1	4	24	28

1. Les autres régions n'ont pas de stations qui produisent localement.

Source : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*

Tableau 11

Répartition des heures d'écoute de la télévision, selon la langue d'usage des téléspectateurs et la langue de diffusion des émissions, Québec, 1985-1991

Langue d'usage des téléspectateurs	Langue de diffusion		
	Français	Anglais	Autre
		%	
1985	76,2	23,4	0,4
Français	86,8	12,8	0,4
Anglais	3,9	95,8	0,3
Autre	75,6	23,9	0,5
1987	77,0	20,2	2,8
Français	88,0	9,5	2,5
Anglais	4,1	91,3	4,6
Autre	76,1	20,8	3,0
1989	79,2	17,6	3,2
Français	88,6	8,8	2,6
Anglais	5,9	89,4	4,7
Autre	81,9	15,0	3,0
1991	79,2	17,6	3,2
Français	88,2	7,7	4,1
Anglais	4,3	90,6	5,1
Autre	71,0	23,4	5,6

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec.*

BAILLARGEON, Jean-Paul et al., *Le téléspectateur : glouton ou gourmet? Québec 1985-1989*, Institut national de recherche sur la culture, 1994.

Tableau 12

Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la télévision privée, Québec, 1985-1991

	Unité	1985	1987	1989	1991
Unités déclarantes	n	18	24	26	26
Recettes d'exploitation	'000 $	215 869	248 163	316 719	331 237
Ventes de temps d'antenne	'000 $	198 192	228 280	275 109	287 490
Local	'000 $	62 527	83 983	97 172	94 037
National	'000 $	104 950	115 090	124 802	193 453[1]
Réseau	'000 $	30 715	29 207	53 135	...
Autres recettes	'000 $	17 677	19 883	41 610	44 200
Dépenses internes	'000 $	160 719	254 547	342 174	390 629
Production d'émissions	'000 $	78 968	132 828	189 276	209 898
Services techniques	'000 $	19 480	18 754	17 838	17 402
Vente et promotion	'000 $	21 580	30 961	38 047	43 684
Administration et autres	'000 $	40 691	72 004	90 013	119 645
Effectif moyen annuel	n	1 897	2 102	2 229	2 236
Rémunération et autres	'000 $	78 727	85 320	103 727	122 675

1. Comprend temps d'antenne national et réseau.

Source : Statistique Canada, *Radiodiffusion et télévision* (56-204).

Tableau 13

Réseaux de câblodistribution et de télévision payante, et taux de pénétration, par région administrative, Québec, 1991

Région administrative	Câblodistribution			Télévision payante		
	Réseaux	Abonnés	Taux de pénétration[1]	Réseaux	Abonnés	Taux de pénétration[2]
	n		%	n		%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	20	18 330	75,8	15	2 433	16,3
Bas-Saint-Laurent (01)	17	45 684	75,1	16	3 911	8,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	20	64 226	76,6	19	11 318	17,6
Québec (03), Chaudière-Appalaches (12)	68	229 166	77,1	46	28 858	12,9
Mauricie—Bois-Francs (04)	27	112 376	78,7	19	9 541	8,6
Estrie (05)	20	69 414	82,5	13	6 451	9,6
Région métropolitaine[3]	56	935 366	64,8	52	92 524	9,9
Outaouais (07)	13	62 298	80,4	11	4 179	6,8
Abitibi-Témiscamingue (08)	17	29 145	77,2	16	4 630	16,4
Côte-Nord (09)	22	24 107	81,8	14	4 265	19,1
Nord-du-Québec (10)	12	7 424	79,8	4	1 376	25,6
Le Québec	292	1 597 536	69,7	225	169 486	10,7

1. Nombre d'abonnés dans la région X 100
   Nombre de foyers ayant accès au service.
2. Nombre total d'abonnés à la TVP X 100
   Nombre d'abonnés aux réseaux offrant la TVP.
3. Comprend Montréal (06), Laval (13), Lanaudière (14), Laurentides (15) et Montérégie (16).

Source : Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois.*

14

Tableau 14
Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans le domaine de la câblodistribution, Québec, 1985-1991

	Unité	1985	1987	1989	1991
Unités déclarantes	n	105	210	232	217
Recettes d'exploitation	'000 $	154 498	221 639	299 798	427 497
Abonnés directs	'000 $	145 195	206 717	282 955	407 074[1]
Abonnés indirects	'000 $	1 818	2 474	3 148	...
Installations, rebranchements	'000 $	6 354	9 807	451	10 846
Autres	'000 $	1 131	2 641	13 244	9 577
Dépenses internes	'000 $	94 645	188 448	241 575	380 418
Production d'émissions	'000 $	11 872	14 824	13 668	16 832
Services techniques	'000 $	37 561	55 398	84 589	84 328
Vente et promotion	'000 $	7 054	12 502	15 265	19 544
Administration et autres	'000 $	38 158	105 724	128 053	259 714
Effectif moyen annuel	n	1 770	2 276	2 424	2 661
Rémunération	'000 $	52 970	65 795	87 783	98 218

1. Comprend abonnés directs et indirects.
Source : Statistique Canada, *Télédistribution* (56-205).

Tableau 15
Appels interurbains par habitant, par province, Canada, 1985-1991

	Appels interurbains par habitant			
	1985	1987	1989	1991
	n			
Terre-Neuve	44	53	95	114
Île-du-Prince-Édouard	60	73	89	106
Nouvelle-Écosse	68	81	100	112
Nouveau-Brunswick	85	107	133	164
Québec	54	67	86	92
Ontario	70	88	116	125
Manitoba	71	81	95	103
Saskatchewan	103	115	126	163
Alberta	101	111	118	154
Colombie-Britannique[1]	81	97	106	126
Canada	71	86	108	120

1. Comprend aussi le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
Source : Statistique Canada, *Statistique du téléphone* (56-203).

15

Commerce de gros et de détail

Généralités	471
Le commerce de gros	472
Le commerce de détail	473
Le parallèle 1982-1992	474
Définitions	475

15

Liste des tableaux

1. Ventes des marchands de gros, par grand groupe de commerces, Canada, 1990-1993 476

2. Ventes au détail, Québec, Ontario, Canada, 1990-1993 477

3. Ventes au détail, par genre de commerce, Québec, 1991-1993 478

4. Emploi dans le commerce de gros et de détail, Québec, 1990-1993 479

5. Rémunération moyenne dans le commerce de gros et de détail, Québec, 1990-1993 479

6. Immobilisations dans le commerce de gros et de détail, par type d'industrie, Québec, 1991-1994 480

7. Faillites commerciales et passif total, Québec, Ontario, Canada, 1990-1993 481

8. Arrêts de travail dans le secteur du commerce, Québec, 1990-1993 481

9. Ventes au détail, par genre de commerce et pour certaines municipalités, Québec, 1993 482

10. Ventes au détail, par genre de commerce et par région administrative, Québec, 1993 484

Liste des figures

1. Variation de la valeur des ventes de gros, Québec, Ontario, Canada, 1982-1994 476

2. Variation de la valeur des ventes au détail, Québec, Ontario, Canada, 1982-1994 477

15

Ce chapitre a été réalisé par Clément Gamache, de la Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle du ministère de l'Industrie du Commerce, de la Science et de la Technologie.

Ce chapitre analyse l'évolution de l'activité commerciale au Québec. La première partie présente le secteur du commerce de gros, alors que la seconde examine les particularités du commerce de détail.

Généralités

Le secteur commercial occupe une place importante dans l'économie québécoise. En 1993, son volume d'affaires est de près de 100 milliards de dollars. Après les services publics, les services financiers et le secteur de la fabrication, les commerces de gros et de détail constituent la quatrième activité économique d'importance en termes d'apport à la production. Le secteur commercial représente plus de 11 % du produit intérieur brut québécois, soit un peu plus de 15 milliards de dollars. À des fins de comparaison, la contribution des secteurs primaire et manufacturier est, respectivement, de 5,2 % et 17,3%. En 1993, environ 525 300 personnes sont employées dans le secteur du commerce, ce qui représente 16,6 % de l'emploi de l'ensemble de l'économie, et leurs salaires comptent pour 14,0 % de la masse salariale totale. Pour le secteur primaire, ces pourcentages sont d'à peine 3,6 % et 2,2 %, respectivement, alors que pour le secteur manufacturier, ils sont de 17,6 % et 19,7 %.

Depuis quelques années, le secteur commercial est en pleine mutation. Ainsi, de 1990 à 1993, il a perdu 53 900 emplois. Les pertes d'emplois sont réparties à raison d'un tiers chez les grossistes et de deux tiers chez les détaillants. Outre leur rareté grandissante, les emplois deviennent de plus en plus précaires. Les postes à temps plein subissent l'essentiel des pertes (61 600 postes) au profit d'emplois à temps partiel (hausse de 7 700 postes). Un tel phénomène s'est produit en 1982, mais avec moins d'ampleur (perte de 28 300 emplois, dont 26 700 postes à temps plein) (tableau 4).

De même, de 1986 à 1992, le nombre de faillites commerciales a augmenté de 77,1 % au Québec, de 127,8 % en Ontario et de 72,7 % au Canada. Les sommes en cause dans ces faillites ont progressé de respectivement 374,2 %, 558,2 % et 307,0 %. Pour la première fois depuis 1986, les données du Surintendant des faillites indiquent en 1993 une diminution de 9,4 % du nombre de faillites dans le commerce québécois (1 604 faillites commerciales, dont 1 231 chez les détaillants). De plus, pour une seconde année consécutive, la valeur des montants en jeu a diminué; elle se situe à 453,3 millions de dollars, soit une diminution de 23,9 % par rapport à l'année précédente. La baisse était de 25,6 % en 1992. Au Québec, comme en Ontario et dans l'ensemble du Canada, ce sont les grossistes qui influent le plus sur la baisse des faillites commerciales (tableau 7).

En 1993, la proportion du nombre de faillites canadiennes recensées au Québec se maintient à un niveau supérieur à 40 %. Toutefois, pour la première fois en dix ans, les sommes perdues imputables au Québec sont inférieures à ce seuil. L'ampleur du phénomène en Ontario a réduit la part du Québec dans l'ensemble du Canada. Cette dernière passe de 49,2 % en 1988 à 43,1 % en 1993 pour le nombre de faillites, et de 51,0 % à 35,8 % en ce qui concerne le montant des pertes subies.

15

Plusieurs facteurs expliquent la prépondérance des faillites québécoises dans l'ensemble canadien. Parmi ceux-ci, notons la structure industrielle de l'économie de la province, qui requiert un réseau commercial différent, voire parfois plus élaboré, un bilan financier des consommateurs qui se détériore rapidement depuis 1980, une diversification tous azimuts des entreprises commerciales au cours des quinze dernières années et, bien sûr, le processus de rationalisation des activités commerciales qui s'opère depuis la fin des années 80, amplifié par un ralentissement généralisé de l'économie.

Le ralentissement marqué qu'ont connu les ventes de gros et de détail depuis 1990 a fait place, à compter de 1992, à une reprise modérée de la demande en biens et services.

Le commerce de gros

À compter de 1989, après une progression très vigoureuse des ventes au cours des années 80, les grossistes tant québécois que canadiens ont vu leur activité ralentir. Ce ralentissement a été d'autant plus important que le Québec avait connu en 1988 l'une de ses meilleures années (hausse de 10,7 % des ventes).

De 1989 à 1991, le volume d'affaires des commerces de gros diminue de 9,2 % au Québec, de 7,5 % en Ontario et de 7,3 % au Canada. Entre 1992 et 1993, le commerce de gros connaît au Québec une croissance de 11,7 %. L'Ontario et le Canada enregistrent une hausse respective de 16,6 % et 16,2 %.

Après une hausse de 7,8 % en 1992, les ventes cumulées des marchands de gros du Québec totalisent 48,8 milliards de dollars au cours de l'année 1993, soit une augmentation de 3,7 % par rapport à l'année précédente (données désaisonnalisées). Cette croissance est largement inférieure à celle enregistrée en Ontario (7,5 %) et dans l'ensemble du Canada (7,7 %) (tableau 1).

Au cours des deux dernières années, les ventes des grossistes canadiens ont progressé dans tous les grands groupes de commerces, contrairement aux années précédentes où les tendances étaient divergentes. En 1993, une croissance importante des ventes est observée chez les grossistes canadiens de vêtements et d'articles de mercerie (13,2 %), de machines, matériel et fournitures agricoles (11,8 %) ainsi que du bois et des matériaux de construction (10,7 %). Les grossistes de produits alimentaires, boissons, médicaments et tabac ainsi que ceux des produits métalliques, de quincaillerie, de plomberie et de chauffage enregistrent aussi de fortes croissances, de 8,9 % et 8,8 % respectivement. Il en va également ainsi des grossistes en véhicules automobiles, pièces et accessoires, pour lesquels la progression est de 7,5 %. Les ventes des articles ménagers, tout comme celles des autres machines, matériel et fournitures, affichent des augmentations inférieures à la moyenne canadienne, soit de 4,2 % et 4,7 % respectivement (tableau 1).

En 1990, soit la dernière année disponible par catégorie de grossistes, la majeure partie de l'activité commerciale est effectuée par les marchands de gros. Ces derniers représentent 97,0 % du nombre d'établissements et 87,9 % du volume d'affaires, ce qui constitue une progression de cinq points par rapport à 1981 (91,9 % et 82,8 % respectivement). Leur volume d'affaires s'élève à 58,7 milliards de dollars, répartis entre 19 442 établissements. À titre de comparaison, les agents et courtiers réalisent un chiffre d'affaires de 8,1 milliards dans 594 établissements.

En période de réduction du volume d'affaires, les grossistes ont avantage à maintenir le niveau de leurs stocks le plus bas possible afin d'éviter de faire face à des surplus coûteux. Cet objectif est d'autant plus ardu à atteindre que l'affaiblissement de la demande causé par le ralentis-

sement de l'activité économique rend l'écoulement des stocks plus difficile. Au cours de la période de 1989 à 1991, les stocks des grossistes ont, avec un certain retard, affiché un repli parallèlement au recul des ventes. Ce n'est qu'à la toute fin de 1991, à la faveur de la reprise économique, que les entrepôts des grossistes se sont regarnis de manière significative. Ainsi, après une période de trois années consécutives de réduction, les stocks des distributeurs canadiens enregistrent, en 1992 et 1993, des augmentations de 4,6 % et 4,5 % respectivement. Au moins sept des neuf grands groupes de commerces connaissent une hausse de leurs stocks. L'amélioration de la situation économique se reflète dans la diminution continue du ratio des stocks sur les ventes, lequel passe d'un sommet de 1,71 en janvier 1991, en pleine récession, à 1,44 en décembre 1993. Depuis le début de 1992, la progression des ventes représente en moyenne plus du double de celle des stocks.

Le commerce de détail

En 1993, les détaillants québécois comptent environ 56 % de la valeur ajoutée et 73 % de l'emploi de l'ensemble du secteur commercial. Au cours de cette même année, les Québécois ont consacré environ 45 % de leur revenu personnel disponible (RPD) à l'achat au détail (51 % en 1987). Cette baisse de la proportion du RPD utilisée pour l'achat au détail s'explique par la hausse du niveau de vie et par le déplacement des dépenses des consommateurs vers le secteur des services. Depuis les vingt dernières années, la proportion des dépenses personnelles consacrée à la consommation de services n'a cessé de croître, passant de 40 % en 1974 à 48 % en 1993. Évidemment, la proportion du budget des consommateurs allouée à l'achat de biens a diminué proportionnellement, de 60 % à 52 %.

De 1989 à 1991, le volume d'affaires du commerce de détail diminue de 5,0 % au Québec, de 7,5 % en Ontario et de 4,3 % au Canada. Au cours des deux années subséquentes, les détaillants du Québec connaissent une croissance de leurs ventes de 5,5 %. L'Ontario et le Canada affichent une croissance respective de 6,2 % et 7,0 %.

Après avoir progressé lentement en 1992, les ventes au détail au Québec connaissent une reprise soutenue dès le début de 1993. Des détaillants québécois enregistrent pour l'année 1993 une majoration de leur chiffre d'affaires de 5,0 %. Ce dernier atteint alors 47,3 milliards de dollars. À titre de comparaison, l'Ontario et le Canada affichent des hausses de 3,7 % et 4,7 % respectivement (tableau 2).

En 1993, les ventes québécoises de biens durables progressent de 5,5 % par rapport à 1992 (tableau 3). Pour l'essentiel, ces résultats sont attribuables à la hausse de 12,1 % des ventes des magasins de meubles et d'appareils ménagers et, dans une moindre mesure, à l'augmentation de 5,1 % de celles des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs. Les ventes de biens semi-durables augmentent de 5,1 %; celles des autres magasins de produits semi-durables (quincailleries, librairies, magagins de jouets, etc.) croissent de 8,7 %; celles des magasins de marchandises diverses de 6,4 % et celles des magasins de vêtements, de 1,7 %. Les ventes de biens non durables progressent quant à elles de 4,3 %. Cette hausse est attribuable, par ordre du volume des ventes, aux magasins d'alimentation et aux épiceries (4,5 %) ainsi qu'aux magasins de médicaments brevetés et aux pharmacies (14,4 %). Par contre, les stations-service accusent des pertes (-5,4 %), de même que les magasins d'accessoires d'ameublement (-2,4 %) et les autres magasins de vêtements (-2,3 %) (tableau 3).

Deux genres de commerce réalisent plus de 58 % des ventes au détail au Québec en 1993 : les magasins d'alimentation et les concessionnaires de véhicules automobiles et leurs pièces. En ajoutant à ceux-ci les magasins de meubles et d'appareils ménagers ainsi que les magasins de vêtements, plus de 69 % du budget des ménages est dépensé dans à peine quatre genres

de commerce (comparativement à 60 % en 1981). En fait, pendant la dernière décennie (1981-1993), l'évolution des dépenses québécoises en biens a été caractérisée par une diminution de l'importance relative des biens de première nécessité, principalement les aliments (de 31 % à 27 % de l'ensemble des ventes, en excluant l'effet induit de la dernière récession), les marchandises diverses (de 12 % à 8 %) ainsi que les produits offerts par les stations-service (de 8 % à 6 %), au profit de biens de seconde nécessité ou de luxe. Il s'agit de biens tels que les véhicules automobiles et leurs pièces (de 21 % à 28 %), les meubles et leurs accessoires (de 3 % à 6 %) ou encore les produits de santé et de soins personnels (de 3 % à 6 %). Il y a cependant des exceptions, comme les vêtements et les chaussures, dont la part relative des ventes totales reste stable. Il en résulte qu'au cours de cette période, la part consentie aux biens semi-durables et aux biens non durables passe de 23 % et 46 % respectivement, en 1981, à 19 % et 41 % en 1993. Celle attribuée aux biens durables a augmenté de 22 % à 35 %. Ces modifications des habitudes d'achat ont favorisé l'émergence de nouveaux phénomènes.

Le parallèle 1982-1992

En dépit d'une reprise marquée en 1993, la croissance des ventes au détail se révèle moins soutenue que celle enregistrée au sortir de la récession précédente. En 1983 et 1984, les ventes au détail ont progressé, en termes réels, de 3,9 % et 8,4 % respectivement, comparativement à -1,3 % et 3,9 % au cours de 1992 et 1993. Du reste, l'essentiel de la croissance des ventes au détail a été enregistré pendant le premier trimestre de l'année 1993. La reprise de la consommation s'est révélée de moins en moins soutenue à mesure que l'année 1993 s'écoulait. De telles circonstances trouvent leur explication dans le bilan financier des ménages. À la fin de la récession de 1982, la situation financière des ménages était nettement meilleure que celle qui prévalait après la récession de 1991. Ainsi, ils ont pu stimuler fortement leurs dépenses de consommation par une baisse du taux d'épargne et une hausse du taux d'endettement. En 1992, la situation financière des consommateurs est tout autre. Le taux d'endettement global, soit la somme des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible, atteint 64,4 %, comparativement à 34,4 % en 1982. Cette forte progression est surtout attribuable à l'endettement hypothécaire, dont la part dans le taux d'endettement global passe de 22,9 % en 1982 à 46,0 % en 1992. Quant au taux d'endettement à la consommation, de 11,5 % en 1982, il atteint 18,4 % en 1992. Le même phénomène est observé dans le reste du Canada. Malgré la baisse des taux d'intérêt en cours depuis 1990, l'endettement record des ménages a constitué, avec la faiblesse du revenu disponible et de l'épargne (17,0 % en 1982 contre 10,7 % en 1992), un frein important à la relance de la consommation.

Les causes de la transformation du secteur commercial en cours depuis quelques années sont nombreuses : croissance économique plus modeste, lente progression des salaires, faiblesse du marché du travail et niveau d'endettement élevé, tant des ménages que des gouvernements. Dans les années qui viennent, ces facteurs contribueront à maintenir la pression sur le consommateur et le marché de la consommation. Du reste, la présence d'une vive concurrence, suscitée par l'introduction de nouveaux concepts développés aux États-Unis, devrait également accélérer le processus d'adaptation du secteur.

Autres lectures suggérées

Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, *Actualités conjoncturelles*, Québec, ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, mensuel, première parution : juin 1991, 8 p.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, *Le secteur manufacturier et le commerce au Québec en 1993*, Québec, ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, 1993, 133 p.

Définitions

Commerce de détail

Ensemble des ventes de marchandises et de certains services connexes (réparations, service après-vente) au grand public, pour consommation personnelle.

Commerce de gros

Achat et vente de marchandises pour un large éventail d'entreprises et d'individus dans divers secteurs de l'économie. Notamment, les grossistes achètent à partir d'un réseau d'importateurs, de fabricants et d'autres grossistes. Ils vendent à d'autres grossistes, à des détaillants, à des particuliers pour leur usage personnel ainsi qu'aux marchés étrangers.

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur monétaire de l'ensemble de la production finale de biens et services réalisée dans un pays ou une région (province) pendant une période de temps donnée, généralement un an.

Revenu personnel disponible

Ce qui reste du revenu personnel après déduction de tous les paiements des particuliers aux administrations au titre de l'imposition directe et de divers autres droits, licences et permis.

Stocks

Valeur des marchandises détenues pour la revente dans les magasins et les entrepôts, y compris le stock en transit ou en consignation (sauf les marchandises destinées à la revente immédiate) au Canada.

Stocks/Ventes

Le ratio stocks-ventes est obtenu en divisant la valeur marchande des stocks à la fin du mois par le chiffre des ventes du mois correspondant.

Taux d'épargne

Rapport entre l'épargne et le revenu personnel disponible.

Volume d'affaires

Total des ventes de marchandises auquel s'ajoutent les recettes nettes, dans le cas d'un marchand de gros, ou les commissions, dans le cas d'un agent ou d'un courtier.

15

Tableau 1

Ventes des marchands de gros, par grand groupe de commerces, Canada, 1990-1993

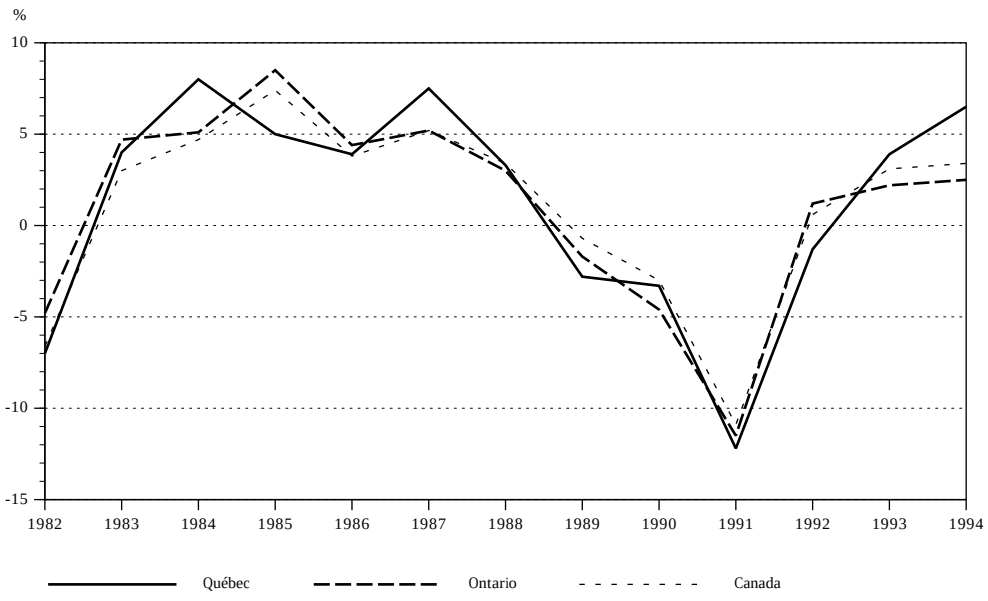
Grand groupe de commerces	Ventes				Variation		
	1990	1991[1]	1992	1993	1991/1990	1992/1991	1993/1992
	'000 000 $				%		
Canada	182 821	176 284	190 148	204 856	-3,6	7,9	7,7
Produits alimentaires, boissons, médicaments et tabac	42 985	45 030	49 304	53 683	4,8	9,5	8,9
Vêtements et articles de mercerie	4 240	4 254	4 719	5 341	0,3	10,9	13,2
Articles ménagers	6 551	6 167	6 773	7 055	-5,9	9,8	4,2
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	20 820	20 717	20 875	22 438	-0,5	0,8	7,5
Métaux, articles de quincaillerie, matériel de plomberie et de chauffage	13 951	12 500	13 198	14 364	-10,4	5,6	8,8
Bois et matériaux de construction	17 628	15 692	17 622	19 500	-11,0	12,3	10,7
Machines, matériel et fournitures agricoles	4 282	3 661	4 160	4 649	-14,5	13,6	11,8
Autres machines, matériel et fournitures[2]	42 620	39 131	43 412	45 470	-8,2	10,9	4,7
Produits divers[3]	29 744	29 132	30 084	32 356	-2,1	3,3	7,6
Québec	45 936	43 668	47 056	48 786	-4,9	7,8	3,7
Ontario	73 549	72 867	78 990	84 928	-0,9	8,4	7,5

1. Exclut les taxes de vente provinciales et la taxe fédérale sur les produits et services. Les données des années antérieures comprennent la taxe de vente fédérale, sauf pour les marchands de gros titulaires d'une licence. Les données de 1991 ne sont donc pas strictement comparables avec celles des années précédentes.
2. Inclut les machines, les appareils et fournitures servant à la construction ainsi qu'à l'exploitation de la forêt et des mines, le matériel électrique et électronique, les ordinateurs et autre matériel non classé ailleurs.
3. Inclut les produits agricoles (excluant les céréales), les autres papiers et articles en papier, les déchets et matières de rebut, les aliments pour animaux, les marchandises générales, les produits forestiers et les autres produits non classés ailleurs.

Sources : Statistique Canada, *Commerce de gros* (63-008); CANSIM.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Figure 1

Variation de la valeur des ventes de gros[1], Québec, Ontario, Canada, 1982-1994



1. En dollars constants.

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Ministère de l'industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

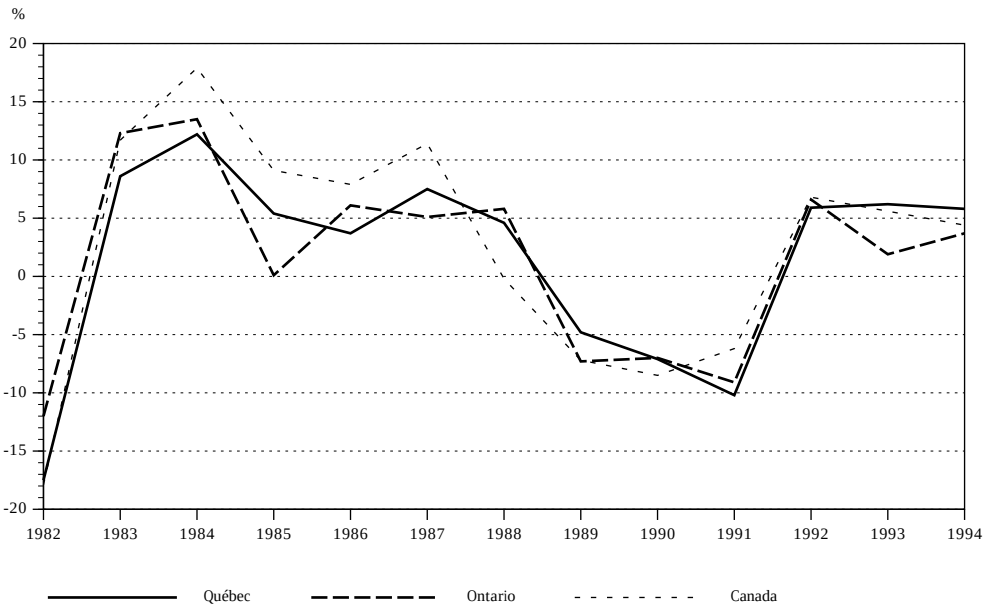
Tableau 2
Ventes au détail,
Québec, Ontario, Canada, 1990-1993

	Ventes				Variation		
	1990	1991	1992	1993	1991/1990[1]	1992/1991	1993/1992
	'000 000 $				%		
Québec	47 578	44 850	45 078	47 335	-1,6	0,5	5,0
Ontario	72 568	67 160	68 704	71 272	-3,4	2,3	3,7
Canada	192 558	181 208	185 049	193 799	-1,8	2,1	4,7

1. À compter du 1er janvier 1991, les estimations des ventes au détail excluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les données antérieures incluent l'ancienne taxe de vente fédérale. Les données de 1991 ne sont donc pas strictement comparables avec celles des années précédentes. Pour obtenir des données comparables, il faut corriger d'environ 4,2 % à la baisse les données de 1990. Les taux de croissance de l'année 1991 sont calculés en tenant compte de ce facteur de correction.

Sources : Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Figure 2
Variation de la valeur des ventes au détail[1],
Québec, Ontario, Canada, 1982-1994



1. En dollars constants.

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Ministère de l'industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 3

Ventes au détail, par genre de commerce, Québec, 1991-1993

Genre de commerce	Ventes			Variation	
	1991	1992	1993	1992/1991	1993/1992
	'000 000 $			%	
Biens durables	15 622	15 681	16 551	0,4	5,5
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 768	1 872	2 099	5,9	12,1
Magasins d'accessoires d'ameublement	546	533	520	-2,4	-2,4
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	9 553	9 655	10 152	1,1	5,1
Magasins de pièces et d'accessoires pour automobiles et service	2 860	2 751	2 802	-3,8	1,9
Autres magasins de produits durables	893	870	977	-2,6	12,3
Biens semi-durables	8 410	8 380	8 808	-0,4	5,1
Magasins de chaussures	572	538	554	-5,9	3,0
Magasins de vêtements pour hommes	447	413	424	-7,6	2,7
Magasins de vêtements pour dames	939	921	981	-1,9	6,5
Autres magasins de vêtements	1 203	1 238	1 210	2,9	-2,3
Magasins de marchandises diverses	3 938	3 883	4 132	-1,4	6,4
Autres magasins de produits semi-durables	1 311	1 386	1 507	5,7	8,7
Biens non durables	17 959	18 310	19 093	2,0	4,3
Supermarchés d'alimentation et épiceries	12 205	12 761	13 331	4,6	4,5
Tous les autres magasins d'alimentation[1]	..	..	..	...	...
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	2 512	2 582	2 955	2,8	14,4
Stations-service	3 243	2 967	2 807	-8,5	-5,4
Autres magasins de vente au détail	1 759	1 667	1 629	-5,2	-2,3
Total des ventes au détail	44 850	45 078	47 299	0,5	4,9

1. La nature de l'enquête fait en sorte que l'on ne dispose pas d'estimations fiables pour cette catégorie de commerce.

Sources : Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 4

Emploi dans le commerce de gros et de détail, Québec, 1990-1993

	Emploi				Variation		
	1990	1991	1992	1993	1991/1990	1992/1991	1993/1992
	'000				%		
Commerce de gros							
Emploi	148,8	145,0	129,8	130,3	-2,6	-10,5	0,4
Hommes	112,3	105,4	96,3	97,4	-6,1	-8,6	1,1
Femmes	36,6	39,6	33,4	32,9	8,2	-15,7	-1,5
Temps plein	141,5	136,7	120,9	120,6	-3,4	-11,6	-0,3
Hommes	109,5	101,0	92,5	92,1	-7,8	-8,4	-0,4
Femmes	32,0	35,7	28,4	28,5	11,6	-20,5	0,4
Temps partiel	7,3	8,3	8,9	9,7	13,7	7,2	9,0
Hommes	2,8	4,4	3,8	5,4	57,1	-13,6	42,1
Femmes	4,5	3,9	5,1	4,4	-13,3	30,8	-13,7
Commerce de détail							
Emploi	395,8	390,6	395,5	360,4	-1,3	1,3	-8,9
Hommes	210,8	199,1	214,7	183,4	-5,6	7,8	-14,6
Femmes	185,1	191,4	180,8	177,0	3,4	-5,5	-2,1
Temps plein	300,1	289,0	292,9	259,4	-3,7	1,4	-11,4
Hommes	178,6	163,7	177,2	147,9	-8,3	8,2	-16,5
Femmes	121,4	125,4	115,6	111,5	3,3	-7,8	-3,6
Temps partiel	95,8	101,5	102,6	101,0	6,0	1,1	-1,6
Hommes	32,1	35,5	37,5	35,5	10,6	5,6	-5,3
Femmes	63,6	66,1	65,1	65,5	3,9	-1,5	0,6
Ensemble du commerce							
Emploi	544,6	535,6	525,3	490,7	-1,7	-1,9	-6,6
Hommes	323,0	304,5	311,1	280,8	-5,7	2,2	-9,7
Femmes	221,6	231,1	214,2	209,9	4,3	-7,3	-2,0
Temps plein	441,6	425,7	413,8	380,0	-3,6	-2,8	-8,2
Hommes	288,1	264,6	269,8	239,9	-8,2	2,0	-11,1
Femmes	153,5	161,1	144,0	140,0	5,0	-10,6	-2,8
Temps partiel	103,1	109,9	111,5	110,8	6,6	1,5	-0,6
Hommes	34,9	39,9	41,3	40,9	14,3	3,5	-1,0
Femmes	68,1	70,0	70,2	69,9	2,8	0,3	-0,4

Sources : Statistique Canada, *La population active* (71-001); compilations spéciales.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 5

Rémunération moyenne dans le commerce de gros et de détail, Québec, 1990-1993

	Rémunération moyenne				Variation		
	1990	1991	1992	1993	1991/1990	1992/1991	1993/1992
	$				%		
Rémunération hebdomadaire[1]							
Commerce de gros	506,42	520,13	561,91	565,96	2,7	8,0	0,7
Commerce de détail	307,46	315,35	316,73	321,14	2,6	0,4	1,0
Rémunération horaire[2]							
Commerce de gros	11,47	11,43	12,47	12,12	-0,3	9,1	-2,8
Commerce de détail	8,81	9,30	9,60	9,68	5,6	3,2	0,8

1. Pour l'ensemble des salariés, incluant les heures supplémentaires.
2. Pour les salariés rémunérés à l'heure, incluant les heures supplémentaires.

Sources : Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail* (72-002).
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 6

Immobilisations dans le commerce de gros et de détail, par type d'industrie, Québec, 1991-1994

Type d'industrie	Immobilisations				Variation		
	1991	1992	1993p	1994[1]	1992/1991	1993/1992	1994/1993
	'000 000 $				%		
Commerce de gros	297,7	458,1	421,8	417,0	53,9	-7,9	-1,1
Produits agricoles	4,1	1,1	2,6	1,4	-73,2	136,4	-46,2
Produits pétroliers	30,3	38,0	22,4	32,4	25,4	-41,1	44,6
Produits alimentaires, boissons, médicaments et tabac	112,5	171,4	130,2	143,4	52,4	-24,0	10,1
Vêtements et articles de mercerie	5,2	0,1	0,9	2,2	-98,1	800,0	144,4
Articles ménagers	3,9	4,7	6,8	3,9	20,5	44,7	-42,6
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	39,4	23,8	37,0	31,2	-39,6	55,5	-15,7
Métaux, articles de quincaillerie, matériel de plomberie et de chauffage, matériaux de construction	23,0	50,7	37,8	25,2	120,4	-25,4	-33,3
Machines, matériel et fournitures	64,4	129,0	160,9	157,9	100,3	24,7	-1,9
Produits divers	15,0	39,5	23,2	19,5	163,3	-41,3	-15,9
Commerce de détail	508,2	450,5	733,8	832,1	-11,4	62,9	13,4
Aliments, boissons et médicaments	69,0	112,7	126,4	81,1	63,3	12,2	-35,8
Chaussures, vêtements, tissus et filés	40,5	50,6	202,1	322,9	24,9	299,4	59,8
Meubles, appareils et accessoires d'ameublement de maison	58,7	48,5	31,5	28,6	-17,4	-35,1	-9,2
Véhicules automobiles, pièces et accessoires, vente et service	217,3	123,0	223,8	230,6	-43,4	82,0	3,0
Marchandises diverses	58,4	72,0	84,1	101,2	23,3	16,8	20,3
Autres magasins de détail	64,2	41,8	63,7	65,7	-34,9	52,4	3,1
Commerce de détail hors magasin	--	1,9	2,3	2,0	...	21,1	-13,0
Total	805,9	908,6	1 155,6	1 249,1	12,7	27,2	8,1

1. Prévisions.

Sources : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205 et 61-206).
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 7

Faillites commerciales et passif total, Québec, Ontario, Canada, 1990-1993

	Unité	Faillites				Variation		
		1990	1991	1992	1993	1991/1990	1992/1991	1993/1992
							%	
Faillites								
Québec	n	1 631	1 741	1 771	1 604	6,7	1,7	-9,4
Ontario	n	909	1 106	1 253	1 106	21,7	13,3	-11,7
Canada	n	3 509	3 952	4 176	3 714	12,6	5,7	-11,1
Québec / Canada	%	46,5	44,1	42,4	43,1	...	...	...
Ontario / Canada	%	25,9	28,0	30,0	29,6	...	...	...
Passif total								
Québec	'000 $	447 327	801 143	596 062	453 321	79,1	-25,6	-23,9
Ontario	'000 $	253 194	583 694	582 468	622 205	130,5	-0,2	6,8
Canada	'000 $	989 766	1 649 344	1 507 372	1 273 093	66,6	-8,6	-15,5
Québec / Canada	%	45,2	48,6	39,5	35,8	...	...	...
Ontario / Canada	%	25,6	35,4	38,6	48,4	...	...	...

Sources : Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales du Canada, Bureau des Corporations et de la Politique législative, *Bulletin sur l'insolvabilité*.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 8

Arrêts de travail dans le secteur du commerce, Québec, 1990-1993

	Arrêts de travail				Variation		
	1990	1991	1992	1993[1]	1991/1990	1992/1991	1993/1992[1]
			n			%	
Commerce de gros							
Jours-personnes perdus	15 633	25 886	5 040	6 116	65,6	-80,5	39,3
Employés en cause	546	681	139	325	24,7	-79,6	133,8
Durée moyenne de l'arrêt	28,6	38,0	36,3	18,8	...	...	...
Commerce de détail							
Jours-personnes perdus	100 665	46 818	59 798	45 134	-53,5	27,7	0,5
Employés en cause	1 612	1 577	2 409	1 312	-2,2	52,8	-30,4
Durée moyenne de l'arrêt	62,4	29,7	24,8	34,4	...	...	...
Ensemble du commerce							
Jours-personnes perdus	116 298	72 704	64 838	51 250	-37,5	-10,8	3,9
Employés en cause	2 158	2 258	2 548	1 637	4,6	12,8	-19,1
Durée moyenne de l'arrêt	53,9	32,2	25,4	31,3	...	...	...

1. Onze mois, de janvier à novembre.

Sources : Ministère du Travail, *Grèves et lock-out au Québec*.
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle.

Tableau 9

Ventes au détail, par genre de commerce et pour certaines municipalités, Québec, 1993

Municipalité	Genre de commerce								
	Épiceries	Autres aliments	Vêtements			Chaussures	Véhicules[1]	Stations-service	Pièces et accessoires d'automobile
			Hommes	Femmes	Autres				
	'000 000 $								
Alma	41,6	3,7	2,7	6,0	4,8	2,0	43,4	12,7	10,4
Baie-Comeau	55,8	4,9	3,6	8,1	6,5	2,6	58,3	17,1	14,0
Chicoutimi-Jonquière	239,4	21,0	15,5	34,7	27,8	11,4	250,1	73,4	60,1
Cowansville	16,5	1,5	1,1	2,4	1,9	0,8	17,3	5,1	4,1
Dolbeau	18,8	1,7	1,2	2,7	2,2	0,9	19,7	5,8	4,7
Drummondville	83,4	7,3	5,4	12,1	9,7	4,0	87,1	25,6	20,9
Granby	94,4	8,3	6,1	13,7	11,0	4,5	98,6	28,9	23,7
Joliette	56,3	4,9	3,6	8,2	6,5	2,7	58,8	17,2	14,1
La Tuque	18,7	1,6	1,2	2,7	2,2	0,9	19,6	5,7	4,7
Lachute	15,6	1,4	1,0	2,3	1,8	0,7	16,4	4,8	3,9
Magog	28,2	2,5	1,8	4,1	3,3	1,3	29,5	8,7	7,1
Matane	20,2	1,8	1,3	2,9	2,3	1,0	21,1	6,2	5,1
Montréal	5 429,3	476,8	351,6	787,8	630,2	257,9	5 673,1	1 664,1	1 362,1
Québec	1 136,8	99,8	73,6	165,0	132,0	54,0	1 187,9	348,4	285,2
Rimouski	76,1	6,7	4,9	11,0	8,8	3,6	79,5	23,3	19,1
Rivière-du-Loup	32,7	2,9	2,1	4,7	3,8	1,6	34,2	10,0	8,2
Rouyn-Noranda	56,1	4,9	3,6	8,1	6,5	2,7	58,6	17,2	14,1
Saint-Georges	30,6	2,7	2,0	4,4	3,6	1,5	32,0	9,4	7,7
Saint-Hyacinthe	76,1	6,7	4,9	11,0	8,8	3,6	79,5	23,3	19,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	107,2	9,4	6,9	15,6	12,4	5,1	112,0	32,9	26,9
Saint-Jérôme	86,0	7,5	5,6	12,5	10,0	4,1	89,8	26,4	21,6
Salaberry-de-Valleyfield	56,9	5,0	3,7	8,3	6,6	2,7	59,4	17,4	14,3
Sept-Îles	37,9	3,3	2,5	5,5	4,4	1,8	39,6	11,6	9,5
Shawinigan	83,6	7,3	5,4	12,1	9,7	4,0	87,3	25,6	21,0
Sherbrooke	215,1	18,9	13,9	31,2	25,0	10,2	224,7	65,9	54,0
Sorel	68,7	6,0	4,4	10,0	8,0	3,3	71,8	21,0	17,2
Thetford Mines	38,2	3,4	2,5	5,5	4,4	1,8	39,9	11,7	9,6
Trois-Rivières	209,1	18,4	13,5	30,3	24,3	9,9	218,5	64,1	52,5
Val-d'Or	48,3	4,2	3,1	7,0	5,6	2,3	50,4	14,8	12,1
Victoriaville	55,1	4,8	3,6	8,0	6,4	2,6	57,6	16,9	13,8
Autres villes	2 288,3	200,9	148,4	332,2	265,5	108,5	2 391,2	701,5	574,0
Le Québec	10 821,0	950,2	700,7	1 570,1	1 256,0	514,0	11 306,9	3 316,7	2 714,8

1. Véhicules automobiles et véhicules récréatifs.
2. Médicaments brevetés et pharmaceutiques.

Source : The Financial Post Company, *Canadian Markets 1993*.

Municipalité	Genre de commerce							
	Équipement ménager	Ameublement	Autres biens		Marchandises générales	Médicaments[2]	Autres magasins de détail	Total
			Durables	Semi-durables				
	'000 000 $							
Alma	10,2	2,6	5,7	6,8	10,0	11,2	9,7	183,6
Baie-Comeau	13,7	3,5	7,7	9,1	13,4	15,0	13,0	246,3
Chicoutimi-Jonquière	58,9	15,2	32,9	39,0	57,7	64,5	55,9	1 057,4
Cowansville	4,1	1,0	2,3	2,7	4,0	4,5	3,9	73,0
Dolbeau	4,6	1,2	2,6	3,1	4,5	5,1	4,4	83,1
Drummondville	20,5	5,3	11,5	13,6	20,1	22,5	19,5	368,3
Granby	23,2	6,0	13,0	15,4	22,7	25,4	22,0	416,8
Joliette	13,9	3,6	7,7	9,2	13,6	15,2	13,1	248,6
La Tuque	4,6	1,2	2,6	3,1	4,5	5,0	4,4	82,8
Lachute	3,9	1,0	2,2	2,5	3,8	4,2	3,7	69,1
Magog	7,0	1,8	3,9	4,6	6,8	7,6	6,6	124,7
Matane	5,0	1,3	2,8	3,3	4,9	5,4	4,7	89,1
Montréal	1 336,3	343,6	746,6	884,1	1 308,6	1 462,3	1 267,5	23 981,9
Québec	279,8	71,9	156,3	185,1	274,0	306,2	265,4	5 021,5
Rimouski	18,7	4,8	10,5	12,4	18,3	20,5	17,8	336,0
Rivière-du-Loup	8,1	2,1	4,5	5,3	7,9	8,8	7,6	144,6
Rouyn-Noranda	13,8	3,5	7,7	9,1	13,5	15,1	13,1	247,7
Saint-Georges	7,5	1,9	4,2	5,0	7,4	8,3	7,2	135,3
Saint-Hyacinthe	18,7	4,8	10,5	12,4	18,3	20,5	17,8	336,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	26,4	6,8	14,7	17,5	25,8	28,9	25,0	473,6
Saint-Jérôme	21,2	5,4	11,8	14,0	20,7	23,2	20,1	379,8
Salaberry-de-Valleyfield	14,0	3,6	7,8	9,3	13,7	15,3	13,3	251,2
Sept-Îles	9,3	2,4	5,2	6,2	9,1	10,2	8,8	167,4
Shawinigan	20,6	5,3	11,5	13,6	20,1	22,5	19,5	369,1
Sherbrooke	52,9	13,6	29,6	35,0	51,8	57,9	50,2	950,0
Sorel	16,9	4,3	9,4	11,2	16,6	18,5	16,0	303,3
Thetford Mines	9,4	2,4	5,3	6,2	9,2	10,3	8,9	168,7
Trois-Rivières	51,5	13,2	28,8	34,0	50,4	56,3	48,8	923,6
Val-d'Or	11,9	3,1	6,6	7,9	11,6	13,0	11,3	213,3
Victoriaville	13,6	3,5	7,6	9,0	13,3	14,8	12,9	243,4
Autres villes	563,2	144,9	314,6	372,3	551,9	616,3	534,1	10 108,4
Le Québec	2 663,4	684,8	1 488,1	1 762,0	2 608,2	2 914,5	2 526,2	47 797,7

Tableau 10

Ventes au détail, par genre de commerce et par région administrative, Québec, 1993

Région administrative	Genre de commerce								
	Épiceries	Autres aliments	Vêtements			Chaussures	Véhicules[1]	Stations-service	Pièces et accessoires d'automobile
			Hommes	Femmes	Autres				
	'000 000 $								
Le Québec	10 821,0	950,2	700,7	1 570,1	1 256,0	514,0	11 306,9	3 316,7	2 714,8
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	119,9	10,5	7,8	17,4	13,9	5,7	125,3	36,8	30,1
Bas-Saint-Laurent (01)	248,7	21,8	16,1	36,1	28,9	11,8	259,8	76,2	62,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	387,1	34,0	25,1	56,2	44,9	18,4	404,4	118,6	97,1
Québec (03)	1 041,5	91,5	67,4	151,1	120,9	49,5	1 088,3	319,2	261,3
Chaudière-Appalaches (12)	488,7	42,9	31,6	70,9	56,7	23,2	510,7	149,8	122,6
Mauricie—Bois-Francs (04)	622,4	54,7	40,3	90,3	72,2	29,6	650,3	190,8	156,1
Estrie (05)	365,7	32,1	23,7	53,1	42,4	17,4	382,1	112,1	91,7
Montérégie (16)	2 014,3	176,9	130,4	292,3	233,8	95,7	2 104,8	617,4	505,4
Montréal (06)	2 872,8	252,3	186,0	416,8	333,5	136,5	3 001,8	880,5	720,7
Laval (13)	587,6	51,6	38,0	85,3	68,2	27,9	613,9	180,1	147,4
Lanaudière (14)	568,7	49,9	36,8	82,5	66,0	27,0	594,2	174,3	142,7
Laurentides (15)	638,5	56,1	41,3	92,6	74,1	30,3	667,2	195,7	160,2
Outaouais (07)	474,9	41,7	30,7	68,9	55,1	22,6	496,2	145,5	119,1
Abitibi-Témiscamingue (08)	205,8	18,1	13,3	29,9	23,9	9,8	215,0	63,1	51,6
Côte-Nord (09)	142,4	12,5	9,2	20,7	16,5	6,8	148,8	43,7	35,7
Nord-du-Québec (10)	42,2	3,7	2,7	6,1	4,9	2,0	44,1	12,9	10,6

	Équipement ménager	Ameublement	Autres biens		Marchandises générales	Médicaments[2]	Autres magasins de détail	Total
			Durables	Semi-durables				
Le Québec	2 663,4	684,8	1 488,1	1 762,0	2 608,2	2 914,5	2 526,2	47 797,7
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	29,5	7,6	16,5	19,5	28,9	32,3	28,0	529,7
Bas-Saint-Laurent (01)	61,2	15,7	34,2	40,5	59,9	67,0	58,1	1 098,3
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	95,3	24,5	53,2	63,0	93,3	104,3	90,4	1 709,7
Québec (03)	256,3	65,9	143,2	169,6	251,0	280,5	243,1	4 600,5
Chaudière-Appalaches (12)	120,3	30,9	67,2	79,6	117,8	131,6	114,1	2 158,8
Mauricie—Bois-Francs (04)	153,2	39,4	85,6	101,3	150,0	167,6	145,3	2 749,1
Estrie (05)	90,0	23,1	50,3	59,5	88,1	98,5	85,4	1 615,2
Montérégie (16)	495,8	127,5	277,0	328,0	485,5	542,5	470,3	8 897,6
Montréal (06)	707,1	181,8	395,1	467,8	692,4	773,7	670,7	12 689,4
Laval (13)	144,6	37,2	80,8	95,7	141,6	158,3	137,2	2 595,3
Lanaudière (14)	140,0	36,0	78,2	92,6	137,1	153,2	132,8	2 511,9
Laurentides (15)	157,2	40,4	87,8	104,0	153,9	172,0	149,1	2 820,3
Outaouais (07)	116,9	30,1	65,3	77,3	114,5	127,9	110,9	2 097,5
Abitibi-Témiscamingue (08)	50,7	13,0	28,3	33,5	49,6	55,4	48,0	909,0
Côte-Nord (09)	35,1	9,0	19,6	23,2	34,3	38,4	33,3	629,2
Nord-du-Québec (10)	10,4	2,7	5,8	6,9	10,2	11,4	9,8	186,3

1. Véhicules automobiles et véhicules récréatifs.
2. Médicaments brevetés et pharmaceutiques.

Source : The Financial Post Company, *Canadian Markets 1993*.

16

Services aux entreprises et aux particuliers

L'emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers 489

Les industries de services aux entreprises 490

Les recettes dans les industries de services personnels et domestiques et d'autres services 491

La pratique privée du droit au Québec en 1993 492

Définitions 494

16

Liste des tableaux

1. Population active dans certaines industries de services aux entreprises et aux particuliers, selon le sexe, Québec, 1991 495

2. Emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers, Québec, Ontario, Canada, 1988-1993 496

3. Proportion des employés à temps plein, à temps partiel et à contrat dans certaines industries de services, Canada, 1990 et 1991 497

4. Nombre d'entreprises et recettes totales dans certaines industries de services, Canada, 1989-1991 497

5. Recettes totales de certaines industries de services, Québec, Ontario et Canada, 1989-1991 498

6. Statistiques principales de l'industrie de la production de logiciels et des services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1988-1991 499

7. Recettes de l'industrie de la production de logiciels et des services informatiques, selon le genre de services, Québec, Ontario et Canada, 1991 499

8. Répartition des recettes des entreprises de production de logiciels et de services informatiques, selon le domaine d'activité du client, Québec, Ontario et Canada, 1990 et 1991 500

9. Statistiques sommaires sur les bureaux d'architectes, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1991 500

10. Statistiques sommaires sur les bureaux d'ingénieurs-conseils, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1989 et 1991 501

11. Statistiques sommaires sur les bureaux de services scientifiques et techniques, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1989 et 1991 501

12. Membres du Barreau du Québec, selon le type de pratique, 1991 et 1993 502

13. Répartition des cabinets d'avocats, selon la taille, Québec, 1981-1993 502

14. Pourcentage des avocats ayant le statut d'associé à l'intérieur d'un cabinet, selon la taille du cabinet, Québec, 1987, 1991 et 1993 502

15. Revenus moyens en pratique privée, selon les principaux domaines de pratique, 1991 et 1992 503

16. Détenteurs d'un permis de courtier ou d'un permis d'agent immobilier, Québec, 1986-1993 503

Liste des figures

1. Population active dans l'industrie des services aux entreprises et aux particuliers, selon le sexe, Québec, 1986 et 1991 496

16

Ce chapitre a été réalisé par Jean Berselli, de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente un ensemble de statistiques sur le secteur des services aux entreprises et aux particuliers. La majorité a été compilée en fonction de la Classification des activités économiques de 1980, établie par Statistique Canada. Trois grands groupes d'industries ont été retenus : les industries de services aux entreprises, les industries de services personnels et domestiques et le groupe «autres industries de services».

L'emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers

Le début des années 90 est une période de déclin pour l'emploi au Québec. De 1990 à 1993, celui-ci décroît globalement de 3,1 %, malgré une hausse de 0,2 % en 1993. Contrairement à l'ensemble des secteurs, le secteur des services aux entreprises et aux particuliers connaît une croissance à ce chapitre. Le nombre d'emplois passe en effet de 297 000 à 323 000, une augmentation de 8,8 % (tableau 2). Malgré une période de récession qui a touché certains secteurs très durement, la tendance observée au cours des années 80 (21,9 % d'augmentation de 1982 à 1987) s'est donc poursuivie au début des années 90. Depuis 1987, l'emploi dans le secteur des services aux entreprises et aux particuliers a crû régulièrement (exception faite de l'année 1992, où une baisse de 0,7 % a été enregistrée), ce qui a porté la part de ce secteur à 10,9 % de l'emploi total, par rapport à 8,9 % en 1987.

Au cours de la période 1988-1993, chacun des trois grands groupes d'industries composant le secteur des services aux entreprises et aux particuliers montre une augmentation au chapitre de l'emploi : la hausse est de 15,9 % dans les industries de services aux entreprises, de 8,9 % dans celles des services personnels et domestiques et de 14,9 % dans celles des «autres services» (moyenne de 13,7 % pour l'ensemble des trois secteurs). La moins grande croissance observée dans le grand groupe des services personnels et domestiques s'explique par la perte de 11 000 emplois de 1989 à 1990 (-13,4 %).

En Ontario, c'est le grand groupe des «autres services» qui s'est le plus développé de 1988 à 1993. On y relève une hausse de l'emploi de 32,1 %. Comparativement, les grands groupes des services aux entreprises et des services personnels et domestiques ont vu leur emploi augmenter respectivement de 8,6 % et 0,8 %. La faible progression des services personnels et domestiques est due à trois baisses successives (11,5 %, 3,7 % et 3,8 %) au cours des années 1989, 1990 et 1991.

À l'échelle canadienne, c'est également le grand groupe des «autres services» qui a connu la plus forte augmentation, avec 29,3 % de nouveaux emplois. Globalement, la hausse de l'emploi dans les services aux entreprises et aux particuliers aura été de 13,9 % de 1988 à 1993.

16

Les industries de services aux entreprises

Le grand groupe des industries de services aux entreprises comprend les groupes suivants : bureaux de placement et services personnels, services informatiques et services connexes, services de comptabilité et de tenue de livres, services de publicité, bureaux d'architectes, d'ingénieurs et autres services scientifiques, études d'avocats et de notaires, bureaux de conseil en gestion et un groupe comprenant les autres services en gestion. Malheureusement, l'information n'est pas toujours disponible pour chacun de ces groupes. C'est le cas des études de notaires, par exemple, sur lesquelles on ne possède aucune information. D'autres groupes font, par contre, l'objet d'enquêtes spéciales qui permettent la publication de données détaillées. C'est le cas des services informatiques et des bureaux d'ingénieurs-conseils.

Les services informatiques

On retrouve dans ce groupe tous les établissements qui offrent des services d'informatique proprement dits ainsi que des services de réparation et d'entretien de matériel informatique.

De 1988 à 1991, l'industrie des services informatiques a continué de s'étendre au Québec et dans le reste du Canada (tableau 6). Au Québec, on passe de 2 103 à 2 488 entreprises de ce type, soit une augmentation de 18,3 %. En Ontario, leur nombre croît de 16,4 % (4 598 à 5 351) et dans l'ensemble du Canada, de 18,1 % (9 381 à 11 449).

Conséquemment, l'emploi suit lui aussi une courbe ascendante durant cette période : 37,0 % au Québec, 21,2 % en Ontario et 24,9 % pour l'ensemble du Canada. Le nombre moyen d'employés par entreprise s'accroît particulièrement au Québec, passant de 6,5 à 7,5. En Ontario et dans l'ensemble du Canada, cette moyenne passe respectivement de 5,7 à 5,9 et de 5,5 à 5,6.

Au Québec, les recettes liées aux services informatiques atteignent 1,5 milliard de dollars en 1991, ce qui représente une progression de 50,2 % depuis 1988. Au niveau national, le Québec augmente sa part de marché, principalement aux dépens de l'Ontario. La part des recettes de sources canadiennes de la province de Québec monte en effet à 26 % en 1991, alors qu'elle n'était que de 23,1 % en 1988. Au cours de la même période, la part de l'Ontario chute, passant de 55,2 % à 52,0 %. Malgré une progression de 83,9 %, les recettes de sources étrangères perçues par le Québec (84 millions de dollars) demeurent relativement faibles comparées à celles réalisées par l'Ontario. En 1991, elles ne constituent que 5,5 % de ses recettes totales (4,5 % en 1988), alors qu'en Ontario, elles comptent pour 13,1 % (même pourcentage qu'en 1988). À ce chapitre, le Québec est encore en dessous de la moyenne nationale, de 9,3 %. Il est vrai que les résultats de l'Ontario (76,3 % des recettes en provenance de l'extérieur du marché canadien) influencent fortement cette moyenne. Le Québec accapare cependant 14,8 % des recettes canadiennes de sources étrangères comparativement à 11,0 % en 1988. Cet accroissement se fait principalement aux dépens de l'Ontario, dont la part était de 84,3 % en 1988.

Les services d'architectes, d'ingénieurs-conseils et les services scientifiques et techniques

De 1986 à 1991, l'activité des bureaux d'architectes se caractérise, au Canada, par une croissance beaucoup plus forte des dépenses (53,0 %) que des recettes (32,3 %) (tableau 9). Cet écart marqué est en bonne partie attribuable à l'Ontario. Cette province a en effet haussé ses dépenses de 87,9 %, alors que ses recettes n'ont augmenté que de 56,5 %. Dans des proportions moindres, le Québec n'échappe pas à ce phénomène; ses recettes croissent de 2,3 % et ses dépenses de 22,7 %. Il ne réalise plus que 18,2 % des recettes canadiennes (157,1 millions de dollars), contre 23,5 % en 1986. La conséquence de ces hausses de coûts d'exploitation est une réduction très nette des marges bénéficiaires. Celles-ci passent de 24,8 % à 9,8 % pour le Québec et de 22,8 % à 7,3 % pour l'Ontario.

Entre 1989 et 1991, les bureaux d'ingénieurs-conseils suivent une tendance identique (tableau 10). Là encore, la croissance des dépenses est supérieure à celle des recettes. On note même une baisse des recettes au Québec et en Ontario (respectivement de -1,8 % et de -0,5 %), alors que le total des recettes canadiennes augmente de 1 %. Les dépenses, quant à elles, croissent de 4,2 % au Québec et de 2,2 % en Ontario. Au Québec, ce sont les recettes de sources étrangères qui sont à l'origine de la baisse globale des revenus; elles ont diminué de 38,5 %, alors que les recettes provenant du Canada ont augmenté de 8,2 %. Alors qu'il réalisait 60,7 % des recettes étrangères au Canada en 1989, le Québec n'en réalise plus que 48,0 % en 1991. En Ontario, la situation inverse se produit : diminution des recettes en provenance du Canada (-2,5 %) et hausse de celles de sources étrangères (47,0 %). Les conséquences sont cependant identiques pour les entreprises des deux provinces, qui voient respectivement leur marge bénéficiaire passer de 10,4 % à 4,9 % et de 10,6 % à 6,5 %.

On observe sensiblement la même tendance du côté des services scientifiques et techniques (tableau 11). Le Québec augmente ses recettes de 11,5 % entre 1989 et 1991, mais ses dépenses s'accroissent de 12,2 %. Pour l'Ontario, les recettes sont en hausse de 5,7 % et les dépenses, de 10,8 %. Finalement, c'est au niveau canadien que l'écart est le plus grand, avec une hausse globale de 4,9 % des recettes et de 14,0 % des dépenses.

Les recettes dans les autres industries de services aux entreprises

Les bureaux de placement et de location de personnel retiennent particulièrement l'attention, puisqu'ils sont les seuls à subir des baisses consécutives de recettes de 1989 à 1991 (tableau 5). Les recettes du Québec en ce domaine diminuent de 2,2 % en 1990 et de 4,2 % en 1991, et celles de l'Ontario, de 3,0 % et 9,8 % respectivement. Avec 1,1 milliard de dollars de recettes, l'Ontario réalise 56,9 % des recettes canadiennes en 1991, contre 59,8 % en 1989. Le Québec accapare 23,7 % des recettes au cours de la même période, soit sensiblement le même pourcentage qu'en 1989 (23,3 %). Dans le domaine de la publicité, les entreprises québécoises augmentent leurs recettes de 5,5 % en 1990 et de 6,7 % en 1991. Les entreprises ontariennes n'ont quant à elles augmenté leurs recettes que de 2,0 % et de 4,9 % durant ces années. Avec 805,2 millions de dollars, le Québec réalise 23,4 % des recettes des entreprises de publicité au Canada en 1991. La part de l'Ontario (2,0 milliards de dollars) en représente 59,4 %.

Les recettes dans les industries de services personnels et domestiques et d'autres services

Le grand groupe des services personnels et domestiques englobe les groupes suivants : salons de coiffure et salons de beauté, services de blanchissage et de nettoyage à sec, de pompes funèbres, d'entretien domestique et le groupe «autres services personnels et domestiques». Quant au grand groupe des autres industries de services, celui-ci inclut les services de location de machines et de matériel, les services de location d'automobiles et de camions, les services de photographe, certains services de réparation, les services relatifs aux bâtiments et aux habitations, les services de voyage et autres services non classés ailleurs.

De 1989 à 1991, la plupart des entreprises de services personnels et domestiques du Québec ont connu une croissance de leurs recettes d'exploitation supérieure à la moyenne canadienne, dans leur secteur respectif (tableau 5). Seuls les services de pompes funèbres ont enregistré une hausse inférieure à cette moyenne, avec 12,3 % d'augmentation contre 16,5 % au Canada. Ce sont les salons de coiffure et les salons de beauté qui ont affiché la plus forte croissance; la hausse de 14,2 % de leurs recettes porte celles-ci à 421 millions de dollars. Les services de blanchissage et de nettoyage à sec ont, par contre, enregistré la plus faible croissance du

grand groupe des services personnels et domestiques, avec 7,1 % d'augmentation de 1989 à 1991. En Ontario, ce sont les services de pompes funèbres qui ont accru le plus leurs recettes, soit de 14,4 %. Les services de blanchissage et de nettoyage à sec ont, pour leur part, bénéficié d'une croissance beaucoup plus faible, de 4,3 %. Presque toutes les industries de services personnels et domestiques en Ontario ont connu une croissance inférieure à la moyenne canadienne. Dans la catégorie «autres services personnels et domestiques», qui regroupe toutes les autres industries de ce type non citées précédemment, les recettes ont augmenté de 11,2 % au Québec, de 8,9 % en Ontario et de 9,8 % au Canada.

Parmi les autres industries de services, celle des services de voyage a connu le plus fort taux de croissance de 1989 à 1991, soit 28,0 %, pour des recettes de 1,4 milliard de dollars en 1991. Viennent ensuite les services relatifs aux bâtiments et aux habitations (14,6 %) et les services de location d'automobiles (6,1 %). Deux industries ont vu leurs recettes diminuer au cours de cette période : celle des services de photographe (-6,5 %) et celle des autres services de réparation (-3,6 %). Seule l'industrie du voyage a connu une hausse supérieure à la moyenne canadienne (28,0 % contre 20,7 %). En 1991, les recettes du Québec en ce domaine représentaient 27,9 % des recettes canadiennes, une hausse de 1,6 point de pourcentage par rapport à 1989. La part de l'Ontario est, quant à elle, passée de 48,9 % à 44,5 % au cours de la même période.

La pratique privée du droit au Québec en 1993

La pratique du droit procédant autant du service aux entreprises que du service personnel, ce secteur est traité individuellement dans le présent chapitre.

Situation générale

Au Québec, en 1993, le Barreau compte 15 049 membres; il n'en comptait que 13 748 en 1991. Il s'agit d'une augmentation de 9,5 % (tableau 12). C'est surtout le nombre d'avocats de pratique privée qui s'est accru au cours de cette période, passant de 8 000 à 9 137, une hausse de 14,2 %. Leur pourcentage est de 60,7 % en 1993, alors que celui des avocats exerçant au sein d'entreprises ou d'administrations est de 39,3 %.

La taille des cabinets

Ce sont les cabinets de deux à quatre avocats qui sont les plus nombreux au Québec en 1993 (tableau 13). Ils représentent 28,0 % de l'ensemble des cabinets. Viennent ensuite les cabinets de cinq à dix avocats, avec 22,0 %. La tendance à la baisse observée de 1987 à 1991 pour les cabinets de petite taille (2 à 4 avocats) ne se poursuit pas en 1993, leur part relative passant de 25 % en 1991 à 28 % en 1993.

Sur une période beaucoup plus longue, soit de 1981 à 1993, les changements les plus notables ont eu lieu du côté des très petits cabinets (1 avocat; 2 à 4 avocats) et des très grands cabinets. La part des très petits cabinets passe alors de 49,0 % à 44,0 %, et celle des très grands cabinets de 13,0 % à 21,0 %.

Le statut d'associé

Plus de la moitié des avocats de pratique privée du Québec (61,0 %) se déclarent associés de leur cabinet en 1993 (tableau 14). Il s'agit d'une baisse par rapport à 1987 et 1991, où le pourcentage était de 65,0 % et 66,0 % respectivement. Ce sont les cabinets de onze à vingt avocats qui comptent le moins d'associés. En général, les avocats exerçant dans de petits cabinets sont plus souvent associés que ceux qui travaillent dans de grands (77,0 % d'associés dans les cabinets de deux à quatre avocats et 56,0 % dans les cabinets de plus de soixante avocats).

Les principaux domaines de pratique et les revenus

Les trois principaux domaines de pratique privée en 1993 sont les mêmes qu'en 1991 pour l'ensemble des avocats (tableau 15). Il s'agit du droit civil général (58,0 %), du droit corporatif et commercial (42,0 %) et du droit de la famille (31,0 %). Ce ne sont cependant pas les domaines les plus rémunérateurs. Au chapitre des revenus, ce sont respectivement l'administration et la gestion, le droit fiscal et l'insolvabilité qui occupent les premiers rangs, en étant par ailleurs les domaines les moins pratiqués. En 1992, les revenus des avocats travaillant dans ces trois domaines, à leur compte ou en société, sont de 131 110 $ pour l'administration et la gestion, de 130 249 $ pour le droit fiscal et de 111 814 $ pour l'insolvabilité. Les avocats pratiquant dans les mêmes domaines comme salariés gagnent respectivement 57 828 $, 57 997 $ et 43 441 $. Les domaines les moins rémunérateurs sont : le droit de la famille (46 309 $ pour les avocats exerçant seuls ou en société et 32 939 $ pour les salariés), le droit social (48 190 $ et 44 194 $) et le droit criminel et pénal (50 648 $ et 34 799 $). Globalement, en 1992, le revenu moyen était de 79 517 $ pour les personnes exerçant seules ou en société et de 43 375 $ pour les salariés.

16

Définitions

Autres services aux entreprises

Entreprises fournissant aux entreprises et aux administrations publiques une variété de services : services de sécurité, d'enquête, de crédit, de recouvrement, de douane, de secrétariat téléphonique, de reproduction et de conception graphique.

Autres services de réparation

Entreprises dont l'activité principale consiste à réparer des moteurs électriques, à faire du soudage; entreprises fournissant d'autres services de réparation, tels que la serrurerie, l'armurerie, la réparation de petits moteurs, de tapis et de carpettes. Les entreprises qui fabriquent et soudent sur un terrain de construction sont classées dans le groupe des industries manufacturières.

Autres services personnels et domestiques

Entreprises fournissant des services de cordonnerie, de nettoyage, de réparation et d'entreposage de fourrures, de location de vêtements et de costumes, de traitement par électrolyse, ainsi que les studios de santé et d'amaigrissement, etc.

Bureaux d'architectes

Établissements fournissant des services de planification et de conception d'édifices et d'ouvrages architecturaux.

Bureaux d'ingénieurs

Entreprises fournissant divers services d'ingénieurs-conseils. Ne sont pas compris les établissements tirant la plus grande partie de leurs revenus de la construction. Les établissements dont l'activité principale est d'éxécuter des travaux de génie sur un chantier de construction sont classés dans le groupe «Industries de la construction lourde et industrielle (travaux de génie)».

Bureaux de placement et de location de personnel

Entreprises fournissant du personnel temporaire ou permanent à contrat ou plaçant leurs propres employés au sein des entreprises clientes, sur une base temporaire ou permanente.

Services de location de machines et de matériel

Entreprises dont l'activité consiste à louer des machines et du matériel industriel sans opérateur, des meubles et des machines de bureau, des appareils audiovisuels et autres.

Services de publicité

Entreprises fournissant divers services de publicité. Les établissements spécialisés dans la conception graphique sont classés dans le groupe «Autres services aux entreprises».

Services relatifs aux bâtiments et aux habitations

Entreprises fournissant des services de conciergerie et d'entretien, de nettoyage de vitres, de désinfection et d'extermination, de nettoyage de l'extérieur des bâtiments, de ramonage, d'entretien de pelouses, etc.

Services scientifiques et techniques

Établissements fournissant les services suivants : arpentage, dessin, essai, gravimétrie, hydrographie, inspection de quantités, test en laboratoire (sauf médical), météorologie, photogrammétrie urbaine, planification géophysique, relevé magnétométrique et relevé sismographique.

Tableau 1

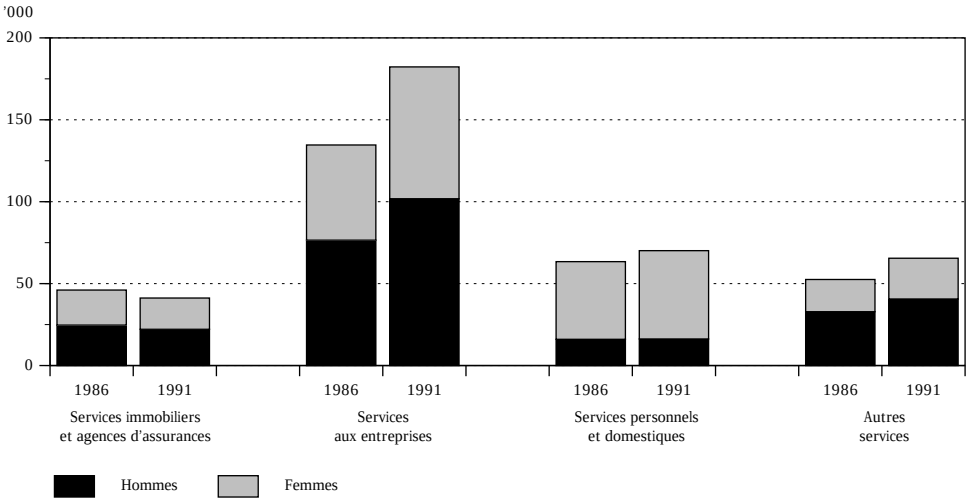
Population active dans certaines industries de services aux entreprises et aux particuliers, selon le sexe,
Québec, 1991

	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Ensemble des secteurs	1 923 440	100,0	1 517 370	100,0	3 440 810	100,0
Services immobiliers et agences d'assurances	22 130	1,2	19 075	1,3	41 205	1,2
Services immobiliers	9 710	0,5	6 065	0,4	15 780	0,5
Exploitants de bâtiments et de logements	8 745	0,5	5 585	0,4	14 330	0,4
Autres exploitants immobiliers	235	-	170	-	405	-
Indéterminés	730	-	320	-	1 045	-
Agences d'assurances et agences immobilières	12 420	0,7	13 005	0,9	25 425	0,7
Services aux entreprises	101 815	5,3	80 470	5,3	182 290	5,3
Bureaux de placement et services de location de personnel	2 145	0,1	4 060	0,3	6 205	0,2
Services d'informatique et services connexes	13 970	0,7	7 105	0,5	21 070	0,6
Services de comptabilité et de tenue de livres	10 900	0,6	13 405	0,9	24 305	0,7
Services de publicité	5 920	0,3	5 430	0,4	11 350	0,3
Bureaux d'architectes, d'ingénieurs et autres services scientifiques et techniques	25 770	1,3	9 965	0,7	35 735	1,0
Études d'avocats et de notaires	8 410	0,4	15 300	1,0	23 710	0,7
Bureaux de conseil en gestion	5 550	0,3	4 125	0,3	9 675	0,3
Autres services aux entreprises	25 120	1,3	17 500	1,2	42 620	1,2
Indéterminés	4 035	0,2	3 585	0,2	7 625	0,2
Services personnels et domestiques	16 225	0,8	53 900	3,6	70 125	2,0
Salons de coiffure et salons de beauté	4 540	0,2	23 370	1,5	27 905	0,8
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	4 290	0,2	5 375	0,4	9 670	0,3
Pompes funèbres	1 640	0,1	760	0,1	2 400	0,1
Ménage	2 180	0,1	11 505	0,8	13 685	0,4
Autres services personnels et domestiques	2 765	0,1	10 065	0,7	12 835	0,4
Indéterminés	805	-	2 820	0,2	3 630	0,1
Associations	15 360	0,8	23 150	1,5	38 510	1,1
Organisations religieuses	7 550	0,4	10 725	0,7	18 270	0,5
Associations commerciales	1 115	0,1	1 915	0,1	3 025	0,1
Associations professionnelles	590	-	1 195	0,1	1 780	0,1
Syndicats d'ouvriers	2 625	0,1	2 890	0,2	5 515	0,2
Organisations politiques	80	-	180	-	260	-
Organisations civiques et amicales	2 360	0,1	4 335	0,3	6 690	0,2
Indéterminées	1 050	0,1	1 915	0,1	2 965	0,1
Autres services	40 620	2,1	24 885	1,6	65 505	1,9
Services de location de machines et de matériel	4 755	0,3	2 450	0,2	7 210	0,2
Services de location d'automobiles et de camions	1 885	0,1	1 000	0,1	2 885	0,1
Services de photographe	2 140	0,1	1 305	0,1	3 450	0,1
Autres services de réparation	7 355	0,4	940	0,1	8 300	0,2
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	14 900	0,8	7 915	0,5	22 815	0,7
Services de voyage	1 785	0,1	5 455	0,4	7 245	0,2
Autres services non classés ailleurs	5 780	0,3	4 445	0,3	10 230	0,3
Indéterminés	2 010	0,1	1 370	0,1	3 380	0,1

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, *Industrie et catégorie de travailleurs* (93-326).

16

Figure 1
Population active dans l'industrie des services aux entreprises et aux particuliers, selon le sexe, Québec, 1986 et 1991



Source : Statistique Canada. *Enquête sur la population active.*

Tableau 2
Emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers, Québec, Ontario, Canada, 1988-1993

	Services aux entreprises		Services personnels et domestiques[1]				Total	
			Services personnels		Services divers			
	Emploi	Variation	Emploi	Variation	Emploi	Variation	Emploi	Variation
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Québec								
1988	138	16,0	79	5,3	67	3,1	284	8,4
1989	142	2,9	82	3,8	64	-4,5	288	1,4
1990	158	11,3	71	-13,4	68	6,3	297	3,1
1991	164	3,8	75	5,6	69	1,5	308	3,7
1992	155	-5,5	82	9,3	69	-	306	-0,7
1993	160	3,2	86	4,9	77	11,6	323	5,6
Ontario								
1988	278	7,8	122	13,0	106	-1,9	506	7,2
1989	300	7,9	108	-11,5	126	18,9	534	5,5
1990	315	5,0	104	-3,7	127	0,8	546	2,3
1991	310	-1,6	100	-3,8	125	-1,6	535	-2,0
1992	297	-4,2	111	11,0	127	1,6	535	-
1993	302	1,7	123	10,8	140	10,2	565	5,6
Canada								
1988	620	9,3	326	6,9	276	-1,8	1 222	6,1
1989	660	6,5	311	-4,6	302	9,4	1 273	4,2
1990	702	6,4	300	-3,5	315	4,3	1 317	3,5
1991	711	1,3	301	0,3	317	0,6	1 329	0,9
1992	676	-4,9	316	5,0	317	-	1 309	-1,5
1993	697	3,1	338	7,0	357	12,6	1 392	6,3

1. Excluant l'hébergement et la restauration.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 3

Proportion des employés à temps plein, à temps partiel et à contrat dans certaines industries de services, Canada, 1990 et 1991

	1990			1991		
	Temps plein	Temps partiel	À contrat	Temps plein	Temps partiel	À contrat
	%					
Services aux entreprises						
Bureaux de placement et services de location de personnel	19	81	..	30	70	..
Services informatiques, bureaux d'architectes, d'ingénieurs et de services scientifiques et techniques	..	..	..	..	..	..
Services de publicité	77	23	..	77	23	..
Autres services aux entreprises	76	24	..	79	21	..
Services personnels et domestiques						
Salons de coiffure et salons de beauté	77	23	..	78	22	..
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	80	20	..	81	18	..
Pompes funèbres	66	32	2	65	32	3
Autres services personnels et domestiques	40	58	2	37	60	3
Autres services						
Services de location de machines et de matériel	75	25	..	69	31	..
Services de location d'automobiles et de camions	87	13	..	86	14	..
Services de photographe	60	40	..	67	33	..
Autres services de réparation	82	18	..	89	11	..
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	75	25	..	73	27	..
Services de voyage	85	15	..	79	21	..

Source : Statistique Canada, *Services aux entreprises* (63-232); *Services de divertissements et services personnels* (63-233).

Tableau 4

Nombre d'entreprises et recettes totales dans certaines industries de services, Canada, 1989-1991

	1989		1990		1991	
	Entreprises	Recettes	Entreprises	Recettes	Entreprises	Recettes
	n	'000 000 $	n	'000 000 $	n	'000 000 $
Services aux entreprises						
Bureaux de placement et services de location de personnel	2 238	2 112,8	2 139	2 094,6	2 448	1 944,7
Services informatiques	9 693	5 519,8	10 924	5 785,7	11 449	6 115,9
Services de publicité	8 586	3 131,8	8 257	3 238,4	8 381	3 439,3
Bureaux d'architectes	..	..	..	..	..	863,4
Bureaux d'ingénieurs et de services scientifiques et techniques	13 711	8 624,1	..	..	14 371	8 847,0
Autres services aux entreprises	35 017	6 933,5	40 799	7 458,1	34 604	7 914,1
Services personnels et domestiques						
Salons de coiffure et salons de beauté	15 639	1 523,9	16 184	1 626,6	14 909	1 713,5
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	5 506	1 477,6	5 815	1 544,9	6 324	1 582,3
Pompes funèbres	1 274	750,1	1 247	838,1	1 291	873,9
Autres services personnels et domestiques	6 109	747,5	6 337	831,8	6 419	820,9
Autres services						
Services de location de machines et de matériel	7 315	2 873,2	7 206	2 988,2	8 201	3 355,9
Services de location d'automobiles et de camions	2 975	2 766,3	2 768	2 820,7	3 023	2 890,1
Services de photographe	3 222	503,4	2 808	501,1	3 089	499,8
Autres services de réparation	8 362	1 304,5	8 465	1 367,3	8 486	1 470,2
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	12 819	2 165,1	13 151	2 335,6	14 039	2 580,2
Services de voyage	4 354	4 131,1	4 347	4 540,3	4 813	4 984,4

Source : Statistique Canada, *Services aux entreprises* (63-232); *Services de divertissements et services personnels* (63-233).

Tableau 5

Recettes totales de certaines industries de services, Québec, Ontario et Canada, 1989-1991

	1989			1990			1991		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
	'000 000 $								
Services aux entreprises									
Bureaux de placement et services de location de personnel	491,5	1 263,7	2 112,8	480,7	1 226,0	2 094,6	460,3	1 106,2	1 944,7
Services informatiques	1 258,0	3 131,4	5 519,8	1 426,0	3 181,9	5 785,6	1 523,2	3 321,2	6 115,9
Services de publicité	715,6	1 908,8	3 131,8	754,7	1 946,1	3 238,4	805,2	2 042,3	3 439,3
Bureaux d'architectes	..	..	..	..	..	..	157,1	402,6	863,4
Bureaux d'ingénieurs et de services scientifiques et techniques	1 926,1	3 599,9	8 624,1	..	..	..	1 959,9	3 641,0	8 847,0
Autres services aux entreprises	1 750,5	3 446,4	6 933,5	1 878,8	3 699,5	7 458,1	2 024,9	3 921,0	7 914,1
Services personnels et domestiques									
Salons de coiffure et salons de beauté	368,7	598,0	1 523,9	398,9	627,6	1 626,6	421,0	639,0	1 713,5
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	307,8	703,1	1 477,6	315,2	733,0	1 544,9	329,6	733,5	1 582,3
Pompes funèbres	172,9	329,1	750,1	192,1	365,8	838,1	194,1	376,4	873,9
Autres services personnels et domestiques	214,2	306,2	747,5	223,1	345,2	831,8	238,1	333,2	820,9
Autres services									
Services de location de machines et de matériel	604,4	1 159,3	2 873,2	615,5	1 224,1	2 988,2	627,9	1 304,2	3 355,9
Services de location d'automobiles et de camions	535,2	1 488,9	2 766,3	572,6	1 485,9	2 820,7	567,8	1 530,8	2 890,1
Services de photographe	94,5	250,7	530,4	95,3	247,4	501,1	88,4	249,3	499,8
Autres services de réparation	370,1	365,3	1 304,5	355,8	385,5	1 367,3	356,6	430,6	1 470,2
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	536,0	960,2	2 165,1	575,0	1 031,2	2 335,6	614,1	1 167,2	2 580,2
Services de voyage	1 085,9	2 019,9	4 131,1	1 198,6	2 199,8	4 540,3	1 390,1	2 219,4	4 984,4

Source : Statistique Canada, *Services aux entreprises* (63-232); *Services de divertissements et services personnels* (63-233).

Tableau 6

Statistiques principales de l'industrie de la production de logiciels et des services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1988-1991

	Unité	1988	1989	1990	1991
Québec					
Entreprises	n	2 103	2 192	2 419	2 488
Salariés	n	13 698	17 122	19 371	18 767
Recettes totales	'000 $	1 014 122	1 258 001	1 426 028	1 523 227
Recettes de sources canadiennes	'000 $	968 264	1 214 424	1 364 212	1 438 888
Recettes de sources étrangères	'000 $	45 858	43 577	61 816	84 339
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	941 216	1 203 119	1 384 277	1 485 108
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	429 608	563 120	657 528	681 331
Autres dépenses	'000 $	511 608	639 999	726 749	803 777
Ontario					
Entreprises	n	4 598	4 750	5 391	5 351
Salariés	n	26 187	30 312	30 492	31 742
Recettes totales	'000 $	2 670 088	3 131 410	3 181 933	3 321 167
Recettes de sources canadiennes	'000 $	2 320 379	2 772 636	2 767 740	2 885 606
Recettes de sources étrangères	'000 $	349 709	358 774	414 193	435 561
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	2 382 622	2 900 219	3 024 727	3 171 627
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	989 944	1 261 707	1 263 657	1 344 217
Autres dépenses	'000 $	1 392 679	1 638 512	1 761 070	1 827 410
Canada					
Entreprises	n	9 381	9 693	10 924	11 449
Salariés	n	51 363	61 137	63 118	64 155
Recettes totales	'000 $	4 615 347	5 519 769	5 785 656	6 115 850
Recettes de sources canadiennes	'000 $	4 200 386	5 081 690	5 270 271	5 545 311
Recettes de sources étrangères	'000 $	414 961	438 079	515 385	570 539
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	4 185 887	5 196 455	5 528 885	5 881 431
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	1 781 590	2 283 766	2 399 086	2 522 240
Autres dépenses	'000 $	2 404 297	2 912 689	3 129 799	3 359 191

Source : Statistique Canada, *Industrie de la production de logiciels et des services informatiques 1991* (63-222).

Tableau 7

Recettes de l'industrie de la production de logiciels et des services informatiques, selon le genre de services,
Québec, Ontario et Canada, 1991

Genre de services	Québec		Ontario		Canada	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Production de logiciels	209 823	13,8	513 088	15,5	940 043	15,4
Services professionnels	630 779	41,4	1 339 687	40,3	2 315 545	37,9
Services de traitement	330 177	21,7	530 734	16,0	1 323 282	21,6
Vente de matériel	161 286	10,6	317 134	9,6	596 359	9,7
Location de matériel	32 800	2,2	259 792	7,8	309 793	5,1
Entretien et réparation de matériel	67 344	4,4	157 425	4,7	266 587	4,4
Autres recettes d'exploitation	67 478	4,4	161 989	4,9	280 802	4,6
Autres recettes	23 534	1,5	41 351	1,2	83 439	1,4
Total	1 523 221	100,0	3 321 170	100,0	6 115 850	100,0

Source : Statistique Canada, *Industrie de la production de logiciels et des services informatiques 1991* (63-222).

Tableau 8

Répartition des recettes des entreprises de production de logiciels et de services informatiques, selon le domaine d'activité du client, Québec, Ontario et Canada, 1990 et 1991

Domaine d'activité du client	Québec		Ontario		Canada	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991
	%					
Agriculture	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Forêts, mines et activités manufacturières	7,0	6,8	14,2	14,5	11,9	11,7
Finances, assurances et affaires immobilières	26,4	30,6	15,5	15,8	17,9	19,4
Commerce de gros	6,3	7,1	7,3	8,6	6,2	7,1
Commerce de détail	7,6	7,5	9,2	9,4	7,7	7,6
Transports	2,2	2,2	2,2	2,5	2,2	2,4
Communication et autres services d'utilité publique	5,7	7,5	4,7	4,0	5,0	5,1
Construction	1,0	1,0	0,7	1,0	0,7	0,9
Aménageurs et entrepreneurs fonciers	0,4	0,6	1,2	1,0	0,8	0,7
Services informatiques	2,7	2,6	2,9	3,5	2,9	2,9
Services de gestion (comptables, avocats, conseillers en affaires, etc.)	2,9	2,6	3,6	4,5	3,4	3,9
Autres services (entreprises, hôtels, restaurants, etc.)	1,0	0,7	2,8	3,5	2,0	2,3
Services de santé	9,1	8,6	3,2	2,9	4,9	4,8
Éducation	6,4	2,8	2,4	2,1	3,6	2,8
Administration publique	15,5	15,2	21,6	19,0	22,8	21,1
Activités à but non lucratif	0,2	0,2	0,4	0,6	0,3	0,4
Autres	5,3	3,9	7,9	6,9	7,2	6,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Industrie de la production de logiciels et des services informatiques 1991* (63-222).

Tableau 9

Statistiques sommaires sur les bureaux d'architectes, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1991

	Unité	Québec		Ontario		Canada	
		1986	1991	1986	1991	1986	1991
Entreprises	n	688	..	920	..	2 446	..
Part dans l'ensemble du Canada	%	28,1	..	37,6	..	100,0	..
Employés	n	2 639	..	3 466	..	9 756	..
Nombre moyen par entreprise	n	4	..	4	..	4	..
Propriétaires actifs et associés	n	886	..	743	..	2 204	..
Recettes	'000 $	153 541	157 100	257 223	402 600	652 401	863 400
Part dans l'ensemble du Canada	%	23,5	18,2	39,4	46,6	100,0	100,0
Honoraires professionnels	'000 $	150 465	150 200	254 142	358 100	641 175	774 700
Recettes de sources étrangères	'000 $	552	..	1 376	..	5 856	..
Part dans l'ensemble des recettes	%	0,4	..	0,5	..	0,9	..
Dépenses	'000 $	115 476	141 700	198 590	373 200	517 500	791 700
Salaires et avantages sociaux	'000 $	55 165	67 200	85 452	146 900	219 185	336 600
Salaire moyen	'000 $	20,9	..	24,7	..	22,5	..
Autres dépenses	'000 $	60 311	74 500	113 138	226 300	298 315	455 100
Marge bénéficiaire	%	24,8	9,8	22,8	7,3	20,7	8,3

Source : Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-234).

Tableau 10

Statistiques sommaires sur les bureaux d'ingénieurs-conseils, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1989 et 1991

	Unité	Québec			Ontario			Canada		
		1986	1989	1991	1986	1989	1991	1986	1989	1991
Entreprises	n	569	858	868	1 474	1 932	1 944	4 410	5 611	5 881
Part dans l'ensemble du Canada	%	12,9	15,3	14,8	33,4	34,4	33,1	100,0	100,0	100,0
Employés	n	17 132	..	..	18 849	..	..	54 572	..	..
Nombre moyen par entreprise	n	30	..	..	13	..	..	12	..	..
Recettes	'000 $	1 023 704	1 413 300	1 388 100	1 073 853	1 966 800	1 957 800	3 179 193	5 202 100	5 256 300
Part dans l'ensemble du Canada	%	32,2	29,6	26,4	33,8	37,4	37,3	100,0	100,0	100,0
Honoraires professionnels	'000 $	932 931	1 037 000	1 237 400	1 005 223	1 370 000	1 694 500	2 977 229	3 756 700	4 586 000
Recettes de sources étrangères	'000 $	186 405	303 000	186 400	86 139	80 000	117 600	338 353	499 000	388 300
Part dans l'ensemble des recettes	%	18,2	21,4	13,4	8,0	4,1	6,0	10,6	9,6	7,4
Dépenses	'000 $	1 001 971	1 266 900	1 320 200	960 183	1 838 600	1 879 200	2 978 463	4 774 000	5 034 700
Salaires et avantages sociaux	'000 $	522 528	..	769 600	575 992	..	1 013 900	1 645 232	..	2 769 800
Salaire moyen	'000 $	30,5	..	..	30,6	..	..	30,1	..	..
Autres dépenses	'000 $	479 443	..	550 600	384 191	..	865 300	1 333 231	..	2 264 800
Marge bénéficiaire	%	2,1	10,4	4,9	10,6	6,5	4,0	6,3	8,2	4,2

Source : Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-234).

Tableau 11

Statistiques sommaires sur les bureaux de services scientifiques et techniques, Québec, Ontario et Canada, 1986, 1989 et 1991

	Unité	Québec			Ontario			Canada		
		1986	1989	1991	1986	1989	1991	1986	1989	1991
Entreprises	n	870	1 283	1 306	1 739	2 460	2 426	6 367	8 100	8 490
Part dans l'ensemble du Canada	%	13,7	15,8	15,4	27,3	30,4	28,6	100,0	100,0	100,0
Employés	n	6 482	..	..	14 832	..	..	38 503	..	..
Nombre moyen par entreprise	n	7	..	..	9	..	..	6	..	..
Recettes	'000 $	251 729	512 800	571 800	867 538	1 593 100	1 683 200	1 857 322	3 422 000	3 590 700
Part dans l'ensemble du Canada	%	13,6	15,0	15,9	46,7	46,6	46,9	100,0	100,0	100,0
Honoraires professionnels	'000 $	..	422 55	537 900	..	1 474 200	1 593 200	..	2 920 600	3 355 700
Dépenses	'000 $	205 202	466 600	523 700	818 219	1 481 400	1 641 500	1 723 144	3 033 100	3 457 300
Salaires et avantages sociaux	'000 $	110 455	..	272 700	433 039	..	834 700	848 833	..	1 724 700
Salaire moyen	'000 $	17,0	..	..	29,2	..	..	22,0	..	..
Autres dépenses	'000 $	94 747	..	251 000	385 180	..	806 900	874 311	..	1 732 600

Source : Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-234).

16

Tableau 12

Membres du Barreau du Québec, selon le type de pratique, 1991 et 1993

	1991		1993	
	n	%	n	%
Pratique privée	8 000	58,2	9 137	60,7
Dans une administration ou une entreprise	5 748	41,8	5 912	39,3
Total	13 748	100,0	15 049	100,0

Source : Barreau du Québec, *La situation économique de la pratique privée en 1993.*

Tableau 13

Répartition des cabinets d'avocats, selon la taille, Québec, 1981-1993

Taille du cabinet	1981	1984	1987	1991	1993
			%		
1 avocat	16	13	12	14	16
2 à 4 avocats	33	34	33	25	28
5 à 10 avocats	21	26	24	25	22
11 à 20 avocats	10	9	9	8	9
21 à 30 avocats	7	5	7	5	6
Plus de 30 avocats	13	13	16	22	21
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Barreau du Québec, *La situation économique de la pratique privée en 1993.*

Tableau 14

Pourcentage des avocats ayant le statut d'associé à l'intérieur d'un cabinet, selon la taille du cabinet, Québec, 1987, 1991 et 1993

Taille du cabinet	1987	1991	1993
		%	
2 à 4 avocats	77	76	77
5 à 10 avocats	64	71	65
11 à 20 avocats	48	50	52
21 à 30 avocats	49	61	59
31 à 60 avocats	48	59	59
Plus de 60 avocats	51	63	56
Ensemble des cabinets	65	66	61

Source : Barreau du Québec, *La situation économique de la pratique privée en 1993.*

Tableau 15

Revenus moyens en pratique privée, selon les principaux domaines de pratique, 1991 et 1992

Domaine principal de pratique	Avocats[1]	Revenus			
	1993	1991		1992	
		Personnes pratiquant seules ou en société	Salariés	Personnes pratiquant seules ou en société	Salariés
	%	$			
Droit civil et responsabilité générale	58	74 486	36 568	73 214	40 116
Droit corporatif et commercial	42	97 778	43 589	96 238	46 682
Droit de la famille	31	48 028	30 181	46 309	32 939
Droit immobilier	20	99 831	42 691	99 558	47 175
Autre	16	96 796	45 695	90 964	51 388
Droit administratif	15	104 548	41 070	100 809	46 299
Perception de comptes	14	58 258	31 361	58 400	36 277
Droit criminel et pénal	14	50 441	31 402	50 648	34 799
Droit du travail	13	104 387	45 113	103 761	49 174
Droit social	9	50 643	38 158	48 190	44 194
Insolvabilité	9	107 872	37 597	111 814	43 441
Droit fiscal	5	134 653	56 965	130 249	57 997
Administration et gestion	3	132 362	54 605	131 110	57 828
Total	...	81 292	39 307	79 517	43 375

1. Pourcentage d'avocats ayant déclaré ce domaine comme l'un de leurs trois domaines principaux de pratique en 1993.
Source : Barreau du Québec, *La situation économique de la pratique privée en 1993.*

Tableau 16

Détenteurs d'un permis de courtier[1] ou d'un permis d'agent immobilier[1], Québec, 1986-1993

	Détenteurs d'un permis	
	Courtiers	Agents immobiliers
	n	
1986	1 092	8 227
1987	1 116	10 448
1988	1 232	12 871
1989	1 343	12 650
1990	1 447	12 187
1991	1 630	10 527
1992	1 878	10 184
1993	2 007	9 663

1. Au 31 mars de chaque année.
Source : Ministère des Finances, *Service du courtage immobilier du Québec.*

16

17

Institutions financières

Les institutions de dépôt 509

Les sociétés d'assurances 511

Les sociétés financières publiques 512

Autres institutions financières 514

17

Liste des tableaux

1. Passif-dépôt des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993 516

2. Passif-dépôt des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993 518

3. Prêts hypothécaires des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993 519

4. Prêts hypothécaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993 520

5. Prêts non hypothécaires des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993 521

6. Prêts non hypothécaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993 522

7. Établissements des institutions de dépôt, par région administrative, Québec, 4e trimestre 1989 et 1993 523

8. Principales données de la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1989-1993 524

9. Répartition des assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 31 décembre 1992 525

10. Primes ou cotisations perçues, selon la catégorie d'assurances et le type d'assureur, Québec, 1983 et 1988-1992 526

11. Prestations et participations versées aux assurés, selon la catégorie d'assurances et le type d'assureur, Québec, 1983 et 1988-1992 527

12. Revenus et dépenses de la Société de l'assurance automobile du Québec, 1989-1993 528

13. Encours des prêts de la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie-Britannique et Canada, 1989-1993 528

Liste des figures

1. Passif-dépôt des institutions de dépôt, selon la charte, Québec, 4e trimestre 1983-1993 517

2. Évolution des fonds mutuels et des dépôts à terme des particuliers, Canada, 1989-1993 525

17

Ce chapitre a été réalisé par James O'Connor et Jean Zal, de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec.

Le rôle des institutions financières consiste principalement à fournir une variété de produits et services financiers qui permettront au demandeur de fonds et à l'épargnant d'établir un échange sur le marché financier. À titre d'intermédiaires de financement, elles cherchent à amortir sur un grand nombre de transactions le risque associé à chaque type de financement et à le refléter dans le coût de celui-ci. Parallèlement, elles offrent une gamme de placements correspondant à différents risques et à autant de taux de rendement. Les institutions financières permettent donc aux divers agents économiques, soit les ménages, les entreprises et les gouvernements, d'avoir accès à un bien plus grand nombre d'occasions d'affaires que s'ils étaient isolés dans un espace économique où ils devraient individuellement entrer en interaction les uns avec les autres.

Les institutions financières se divisent en plusieurs groupes, dont les caractéristiques spécifiques découlent des pouvoirs et obligations qui leur sont accordés ou échus par le biais de leur loi constitutive, ainsi que des prérogatives particulières confiées aux autorités associées à l'application des dispositions prescrites par ces lois. Ces caractéristiques touchent principalement la structure de l'actif et du passif, la variété des instruments de placement et de crédit offerte à la clientèle et les possibilités de capitalisation auxquelles ces institutions peuvent recourir.

Les institutions de dépôt

Les institutions de dépôt se distinguent des autres institutions financières par le fait que les opérations de prêt et de placement inscrites à leur bilan sont soutenues principalement par les dépôts de leur clientèle. Ces institutions regroupent les banques, les caisses d'épargne et de crédit, les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne ou de prêt hypothécaire. S'adressant à l'ensemble des agents économiques avec une vaste gamme de services et de produits financiers, elles s'appuient sur un réseau incomparable de succursales, de comptoirs et de guichets automatiques, de même que sur l'apport de filiales répondant aux besoins plus spécifiques de leurs clientèles.

En 1993, les institutions de dépôt cumulent au Québec des dépôts de 111,6 milliards de dollars, des prêts hypothécaires de 57,3 milliards de dollars et des prêts non hypothécaires aux entreprises[1] et aux particuliers de respectivement 26,6 et 20,8 milliards de dollars. Pour une première fois en onze ans, le niveau global des activités inscrites à l'actif n'affiche pas de croissance au Québec. Les prêts non hypothécaires aux entreprises enregistrent même une baisse de 8,7 %, soit une réduction de 2,5 milliards de dollars de l'encours de ces prêts au Québec (tableaux 1 à 6).

Le ralentissement auquel on assiste en 1992 et de façon plus marquée en 1993 est évidemment largement dû à la récession, qui engendre pour ces entreprises une diminution de la demande de prêts et un ralentissement de la croissance des dépôts. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une

1. Incluant les prêts non hypothécaires aux agriculteurs.

situation particulière entraînée par les chutes successives des taux d'intérêt, ce qui a amené un déplacement de l'épargne accumulée et en cours vers des véhicules d'épargne hors bilan pour les institutions de dépôt (fonds mutuels, etc.) (figure 2).

Un total de 29 banques dirigent 1494 succursales et comptoirs au Québec. De ce nombre, 22 banques, filiales d'entreprises étrangères qui sont peu présentes sur le marché au détail des produits financiers, exploitent 43 succursales au Québec, les trois quarts dans la région de Montréal (tableau 7). Les sept banques canadiennes actives au Québec accaparent l'essentiel de l'activité bancaire de la province.

La *Loi sur les banques*, révisée par le gouvernement fédéral en 1991, permet de nouveau aux banques d'élargir leur champ d'action par l'acquisition de filiales dans des domaines jusque-là réservés aux assureurs-vie et aux sociétés de fiducie. Les banques avaient déjà procédé à une diversification de leurs activités durant les années 80, par l'achat ou le démarrage d'entreprises dans les domaines de l'affacturage, du crédit-bail et du courtage mobilier.

En 1993, les banques détiennent 53,5 % des dépôts au Québec, comparativement à 48,2 % l'année précédente, et cumulent 47,8 % des prêts hypothécaires consentis par l'ensemble des institutions de dépôt en 1993, en regard de 40,2 % en 1992. La croissance des banques en 1993 s'est effectuée grâce à une série d'acquisitions de sociétés de fiducie, notamment celles de la Compagnie Trust Royal par la Banque Royale du Canada, du Trust Général du Canada par la Banque Nationale du Canada, de la Compagnie Trust Central Guaranty par la Banque Toronto Dominion et de la Société Nationale de fiducie inc. par la Banque Laurentienne du Canada. Par ailleurs, au début de 1994, le Montréal Trust et le Montréal Trust du Canada deviennent la propriété de la Banque Scotia.

On ne parle cependant pas uniquement de croissance pour les banques au Québec en 1993, puisqu'elles subissent les affres de la récession quant au marché des prêts aux entreprises. Les prêts aux entreprises les plus touchés par la récession sont ceux de plus de 5 millions de dollars. Or, ce sont principalement les banques qui octroient de tels prêts; par conséquent, ce sont elles qui absorberont la baisse observée sur ce marché, leur part chutant de 68,1 % à 65,8 % en 1993.

Jusqu'au deuxième trimestre de 1988, deux groupes de caisses coexistent au Québec : les caisses d'établissement et les caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec. Les caisses d'établissement affichent un actif de 283 millions de dollars au moment de leur fusion, en 1988, avec la société d'entraide économique La Financière prêt épargne inc. Cette dernière opte pour une nouvelle charte québécoise et devient une société d'épargne en 1989; ses éléments d'actif et ses succursales sont ensuite acquis par la Banque Laurentienne du Canada, en 1991. La seule autre société d'épargne à voir le jour, également en 1989, se retrouve aussi au sein de la Banque Laurentienne du Canada. Cette dernière acquiert en 1993 la Société nationale de fiducie, qui avait elle-même acheté en 1991 les éléments d'actif de la Société d'épargne de la Montérégie inc. Enfin, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec fait l'acquisition, le 1er janvier 1994, d'un bloc d'actions de la Corporation du Groupe La Laurentienne et devient propriétaire majoritaire de la Banque Laurentienne du Canada.

Une nouvelle loi sur les caisses d'épargne et de crédit du Québec est sanctionnée le 15 mars 1989. Parmi les principaux changements que l'on y trouve, notons que la base d'endettement des caisses est maintenant évaluée au niveau de la Fédération, que la répartition du capital social se fait désormais entre des parts de qualification, des parts permanentes et des parts privilégiées et, enfin, que la création de sociétés de portefeuille est permise.

Par l'acquisition et la mise sur pied de filiales actives dans plusieurs domaines allant au-delà du rôle traditionnel des institutions de dépôt, les caisses d'épargne et de crédit, tout comme les banques, tirent avantage depuis plusieurs années du phénomène de la déréglementation

du secteur financier. On retrouve de plus en plus de produits de filiales du mouvement Desjardins dans l'offre de services des quelque 1 662 places d'affaires des caisses au Québec. Dans le cas des produits d'assurance-vie et d'assurance générale, il s'agit d'un avantage exclusif aux caisses. Le droit des banques à cet égard se limite à l'acquisition de filiales d'assurances; il ne s'étend pas à la distribution en succursale des produits d'assurance.

En 1993, le bilan consolidé des 1 323 caisses d'épargne et de crédit, de leurs onze fédérations et de la Caisse centrale Desjardins affiche des dépôts de 45,2 milliards de dollars, soit 40,5 % du marché au Québec; cette part était de 35,5 % en 1990. Les parts de marché des caisses durant la période 1990-1993 sont en constante progression pour les prêts hypothécaires, les prêts non hypothécaires aux particuliers et les prêts aux entreprises. En 1993, elles s'élèvent respectivement à 43,8 %, 36,5 % et 31,8 % du marché détenu par les institutions de dépôt au Québec. Comme ce fut le cas lors de la récession de 1981, ce sont les banques et non les caisses qui absorbent la chute du marché des prêts aux entreprises. Cette situation se traduit par une hausse de la part des caisses de 16,5 % à 31,8 % de ce marché au cours des dix dernières années.

Les sociétés de fiducie, dont le caractère spécifique tient à leur rôle de fiduciaire, sont également actives à titre d'intermédiaires financiers en percevant des dépôts et en émettant des débentures dans le but d'effectuer des prêts et d'acquérir de certaines valeurs mobilières.

Dans le cadre de la déréglementation, la loi fédérale est révisée en 1991-92 alors que celle du Québec l'a été en 1987-88. Ces lois élargissent les pouvoirs des sociétés de fiducie en matière de prêt personnel, de prêt commercial et de placement. Cependant, en raison des liquidations, fusions et acquisitions qui ont touché les sociétés de fiducie au cours des dernières années, seul un nombre réduit de sociétés de fiducie indépendantes seront en mesure de subsister, soit en concentrant leurs activités à l'échelle régionale dans des créneaux spécifiques ou en prenant le virage de la déréglementation qui s'opère en vue de la globalisation des marchés financiers. Une taille insuffisante, tant du bilan que du réseau de distribution, se révèle un handicap majeur pour la plupart des sociétés de fiducie qui aspiraient à croître grâce à une présence de plus en plus importante sur le marché financier au détail.

L'importance des sociétés de fiducie non affiliées aux banques dans le marché détenu par les institutions de dépôt au Québec est réduite d'un peu plus de la moitié en 1993. Alors qu'en 1992, leurs parts s'établissent à 12,4 % des dépôts et à 17,9 % des prêts hypothécaires, elles sont de 5,5 % pour les dépôts et de 8,1 % pour les prêts hypothécaires en 1993.

Les sociétés de prêt hypothécaire, dont les lois constitutives fédérale et provinciale ont été révisées en même temps que celles des sociétés de fiducie, sont presque exclusivement actives dans la cueillette des dépôts et l'octroi de prêts hypothécaires. Ces sociétés sont peu actives au Québec, avec des dépôts de 601,9 millions de dollars et des prêts hypothécaires de 177,8 millions de dollars en 1993.

Les sociétés d'assurances

Ce groupe comprend les sociétés offrant de l'assurance et des rentes, et qui sont régies soit par la *Loi sur les compagnies d'assurances canadiennes et britanniques*, soit par la *Loi sur les compagnies d'assurances étrangères* ou par une loi provinciale correspondante. Il existe deux catégories d'assurances : les assurances de personnes, qui permettent à l'assuré (ou à ses survivants) de toucher une somme d'argent en cas de maladie, d'accident, de retraite ou de

décès, et les assurances de dommages, qui garantissent à l'assuré une protection financière en cas de pertes matérielles personnelles ou de préjudices à autrui résultant d'un événement pouvant engager sa responsabilité.

En 1992, 399 sociétés d'assurances, comparativement à 448 en 1988, sont titulaires d'un permis pour faire des affaires au Québec. La majorité, soit 279, sont des sociétés à fonds social et 120, des sociétés mutuelles. Au total, 159 possèdent une charte d'un État ou pays étranger; 131, une charte canadienne; 95, une charte québécoise et 14, une charte d'une autre province (tableau 9). De 1988 à 1992, les primes perçues au Québec passent de 8,1 milliards à 9,8 milliards de dollars, soit une croissance annuelle moyenne de 4,7 % (tableau 10). Les primes d'assurances de personnes passent quant à elles de 4,8 milliards à 6,0 milliards de dollars, soit respectivement 59,2 % et 61,4 % du total. Enfin, les primes perçues pour les assurances de dommages passent de 3,3 milliards à 3,8 milliards de dollars. De ce montant, les primes d'assurance automobile et d'assurance de biens représentent 48,4 % et 34,7 %.

Au cours de la même période, les prestations et participations versées aux assurés passent de 5,7 milliards de dollars à 7,4 milliards, une croissance annuelle moyenne de 6,8 % (tableau 11). En 1992, les compagnies d'assurances de personnes ont payé 4,8 milliards de dollars, soit 64,7 % de l'ensemble, alors que les compagnies d'assurances de dommages ont distribué 2,6 milliards, soit 35,2 % du total. L'accroissement des primes et participations versées de 1988 à 1992 est supérieur à celui des primes ou cotisations perçues, autant du côté des assurances de personnes que de celui des assurances de dommages.

Grâce à la déréglementation des institutions financières, les compagnies d'assurance-vie font de plus en plus d'intermédiation financière. En 1993, elles détiennent notamment au Québec un portefeuille de prêts hypothécaires de plus de 10 milliards de dollars. À titre de comparaison, l'encours des prêts hypothécaires des banques à charte au Québec totalisent pour la même année un peu plus de 27 milliards de dollars.

Les sociétés financières publiques

Le gouvernement du Québec a créé plusieurs sociétés d'État dans le but de stimuler le développement économique et d'assurer certains services. Cependant, un changement de philosophie a entraîné la privatisation de 35 de ces sociétés depuis 1986. En 1993, on retrouve au sein des sociétés financières publiques : la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Société de développement industriel du Québec, la Société générale de financement du Québec et, sous le volet assurance, la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec. Au niveau fédéral, on note la Banque fédérale de développement, qui est très active sur le plan régional.

La Caisse de dépôt et placement du Québec

Créée en 1965, la Caisse de dépôt et placement du Québec investit, comme gestionnaire de portefeuilles, les fonds de caisses de retraite, de régimes d'assurance et d'organismes publics québécois. Au 31 décembre 1993, quinze déposants confient à la Caisse les contributions de plus de quatre millions de Québécois, soit un avoir de 47,1 milliards de dollars, comparativement à 36,7 milliards de dollars en 1989. Par la valeur de leur avoir, les principaux déposants sont : la Régie des rentes du Québec (39,9 %), la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (39,2 %), la Société de l'assurance automobile du Québec (13,9 %) et la Commission de la construction du Québec (10,6 %). Les obligations comptent pour 48,2 %

du total et les actions et valeurs convertibles, pour 38,1 %. Les obligations émises et garanties par le gouvernement du Québec représentent 75,2 % du portefeuille obligataire de la Caisse de dépôt et placement du Québec (tableau 8).

La Société de développement industriel du Québec

Créée en 1971, la Société de développement industriel du Québec (SDI) a pour mandat de favoriser le développement économique du Québec en intervenant auprès des entreprises et coopératives à l'aide de programmes financiers et de conseils en matière de structure de capital.

En 1992-93, la proportion du prêt participatif dans le financement des projets auxquels s'est associée la SDI est en moyenne de 29 %, comparativement à 21 % pour le capital-actions. Quelque 322 interventions financières (excluant les mesures fiscales de capitalisation) totalisant 283,7 millions de dollars auront permis, selon les prévisions de la SDI, le maintien ou la création de 22 585 emplois en 1993.

La Société générale de financement du Québec

Constituée en 1962 et ayant le gouvernement du Québec pour seul actionnaire, la Société générale de financement du Québec (SGF) assume, en collaboration avec des partenaires, la gestion d'un groupe industriel d'entreprises manufacturières d'importance dans des secteurs stratégiques de l'économie québécoise.

En 1993, la SGF détient, par le biais de ses filiales Albecour et Alunorinc., une participation dans l'aluminerie de Bécancour et l'aluminerie Alouette à Sept-Îles. En pétrochimie, par sa filiale Éthylec inc., elle compte 50 % des parts de Pétromont et de Pipeline Shawinigan enr., et par sa filiale ALB Chimie inc., elle possède 49 % de Petresa Canada inc.

Dans le domaine des produits forestiers, la filiale Dofor inc. détient 24,3 % des actions de Domtar inc. Dans la construction navale, la SGF détient 65 % des actions du Groupe MIL inc., lequel compte trois secteurs d'activité : la construction et la réparation navales avec MIL Davie, la conception et le génie navals avec MIL Systems Engineering, et l'industrie pétrolière et gazière avec MIL Offshore. Dans le secteur énergétique, le capital de GEC Alsthom Électromécanique inc. est détenu à 35 % par la SGF. Par sa filiale Industries Devma inc., qui détient 45 % de Ligma Corporation, la SGF est également présente dans la fabrication et l'assemblage de panneaux intérieurs d'automobile. La situation économique a néanmoins eu des répercussions sur les résultats financiers de la SGF, ces derniers affichant une perte de 48 millions de dollars en 1992, comparativement à un bénéfice de 161 millions en 1991. Au 31 décembre 1992, le fonds de roulement consolidé totalisait 78 millions de dollars.

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec, constituée par la *Loi sur l'assurance-dépôts* sanctionnée le 29 juin 1967, a pour principal objet de régir la sollicitation et la réception des dépôts du public, de garantir le remboursement des dépôts jusqu'à concurrence de 60 000 $ par personne, par institution, de gérer le fonds d'assurance-dépôts et d'administrer un régime de permis. L'ensemble des dépôts dans un ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ou dans des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) au nom d'une même personne sont également assurables pour une somme additionnelle de 60 000 $ par institution.

En 1993, 1 376 institutions étaient inscrites à la Régie. Des 74,8 milliards de dollars de dépôts reçus par les institutions inscrites au 30 avril 1993, 53,7 milliards étaient garantis par la Régie.

En comparaison, à pareille date en 1989, on comptait 67,9 milliards de dollars de dépôts, dont 48,2 milliards garantis par la Régie. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1993, la Régie a perçu des institutions inscrites 17,5 millions de dollars en revenus de primes,

comparativement à 17,6 millions en 1992, conséquence d'une baisse de 7,9 % des dépôts garantis dans les sociétés de fiducie. Les sommes dont la Régie n'a pas immédiatement besoin, et qui totalisaient 144,7 millions de dollars au 31 décembre 1993, sont déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Soulignons enfin que la Régie n'a eu à effectuer aucun remboursement en 1993.

La Société de l'assurance automobile du Québec

Créée en 1977, la Société de l'assurance automobile du Québec administre le régime universel d'indemnisation des victimes de dommages corporels causés par une automobile, applique le régime de compensation des dommages matériels, applique le Code de la sécurité routière et perçoit les droits, frais et contributions d'assurance relatifs à l'immatriculation d'un véhicule et à la délivrance d'un permis.

Les revenus de la Société sont demeurés relativement stables de 1989 à 1993, passant de 1 milliard à 987,4 millions de dollars (tableau 12). Les contributions d'assurance s'élèvent à 500,8 millions de dollars et représentent 50,7 % du total, alors que les revenus de placement atteignent 481,7 millions de dollars en 1993 (48,8 %).

Les dépenses passent de 921,7 millions de dollars en 1989 à 859,1 millions en 1993; de ce montant, 61,8 % touchent à l'indemnisation. La variation de l'augmentation du passif actuariel, lequel passe de 323,5 millions de dollars en 1992 à 138,4 millions en 1993 (soit 16,1 % des dépenses), est le résultat de modifications importantes apportées aux hypothèses actuarielles au 31 décembre 1992. Les frais d'administration, qui se chiffrent à 181,7 millions de dollars en 1993, dont 126,8 millions en traitement et charges sociales, représentent quant à eux 21,1 % du total des dépenses.

La Banque fédérale de développement

La Banque fédérale de développement (BFD) est une société d'État créée par une loi du Parlement canadien en 1974 pour succéder à la Banque d'expansion industrielle. Elle a comme objectif de favoriser la création et l'expansion de petites et moyennes entreprises canadiennes en leur fournissant de l'aide financière et des services de gestion-conseil.

En 1993, le nombre de prêts accordés par la BFD au Canada se chiffre à 4 241, dont 3 102 nouveaux prêts, pour un montant global de 640,6 millions de dollars. Les prêts de 25 000 $ et moins comptent pour 31,3 % du total et ceux de 100 000 $ à 500 000 $, pour 34,6 %. En 1993, on dénombre au Québec 1 208 prêts, pour une valeur de 203,1 millions de dollars, comparativement à 869 en 1992 et à 1 512 en 1989 (tableau 13). Des 1 208 prêts, 312 ont été accordés au secteur de la fabrication, pour 35 % du montant total, alors que 233 sont reliés au secteur du commerce de gros et de détail, pour 18 % de la valeur totale des prêts consentis, qui est de 36,4 millions de dollars. Au chapitre de la gestion-conseil, 1 795 dossiers ont été traités au Québec en 1993, comparativement à 2 179 en 1992. Enfin, quelque 218 séminaires de formation en gestion et 246 ateliers de gestion ont été tenus.

Autres institutions financières

Cette section regroupe différents types d'institution financière pour lesquels aucune donnée québécoise n'est disponible. Voici un bref aperçu de leurs activités canadiennes[2].

2. Sauf indication contraire, les données utilisées dans cette section proviennent de Statistique Canada.

Les sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises

Les sociétés financières, les sociétés de prêt aux consommateurs, les sociétés de crédit-bail et les sociétés de financement des entreprises fournissent du financement à court terme aux particuliers et aux entreprises et accordent des prêts aux entreprises en contrepartie de certaines garanties. Ces sociétés financent leurs opérations au moyen de bénéfices non répartis, d'effets à court terme, d'obligations, d'emprunts auprès de banques ou de leur siège social et par l'émission de titres. En 1993, les prêts à la consommation et le financement des ventes au détail qu'elles ont consentis au Canada atteignent 12,7 milliards de dollars. Ce type d'activité a connu un recul au cours des dernières années, en particulier en 1992 (-16,2 %), alors qu'une concurrence accrue des banques, combinée à la récession, expliquent la diminution de 2,5 milliards de dollars. Le crédit-bail réalisé par ces entreprises au Canada se chiffre à 2,0 milliards de dollars en 1993, un niveau relativement inchangé depuis 1989. Quant au financement «des ventes en gros», il totalise 2,9 milliards de dollars, alors que le financement à terme s'élève à 1,9 milliard de dollars. Ces activités sont en constante diminution depuis 1989; elles atteignaient alors respectivement 4,2 et 4,5 milliards de dollars.

Les sociétés d'investissement

Les sociétés d'investissement comprennent les sociétés de placement (fonds mutuels), les caisses séparées des sociétés d'assurance-vie et de secours mutuels et diverses sociétés d'investissement actives dans la gestion de fonds de retraite ou de portefeuilles. Ces entreprises se financent presque exclusivement par la participation des actionnaires. Les sociétés de placement ont connu une progression fulgurante au cours des dernières années, affichant un taux de croissance annuel moyen de 44,8 % entre 1989 et 1993. Leur actif net atteint 114,6 milliards de dollars au Canada, soit une augmentation de 47,3 milliards de dollars en 1993 seulement[3]. Cette situation est attribuable à la baisse des taux d'intérêt, aux rendements moyens offerts par ces fonds et à l'entrée des institutions de dépôt, en particulier des banques, dans ce domaine.

Les caisses séparées cumulent un actif de 24,9 milliards de dollars en 1993, comparativement à 17,9 milliards de dollars en 1989, soit une croissance annuelle moyenne de 8,6 % durant cette période. En ce qui concerne les autres sociétés d'investissement, les données canadiennes ne sont pas disponibles.

Les courtiers en valeurs mobilières

L'actif des courtiers en valeurs mobilières est de 57,8 milliards de dollars au Canada en 1993, une hausse de 86,6 % par rapport à 1992, qui s'explique par l'entrée massive des particuliers dans le marché à la suite de la baisse des taux d'intérêt et à l'augmentation du rendement comparatif des titres cotés en bourse. Les filiales bancaires cumulent 64,7 % de l'actif de l'ensemble de ce secteur, comparativement à 52,6 % en 1989.

Autres lectures suggérées

Bureau de la statistique du Québec, *Institutions de dépôt*, Québec, Les Publications du Québec, trimestriel, première parution : 3e trimestre 1986, 36 p.
Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec, 1989-1993*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 84 p.

3. Ces statistiques proviennent de l'Institut des Fonds d'investissement du Canada.

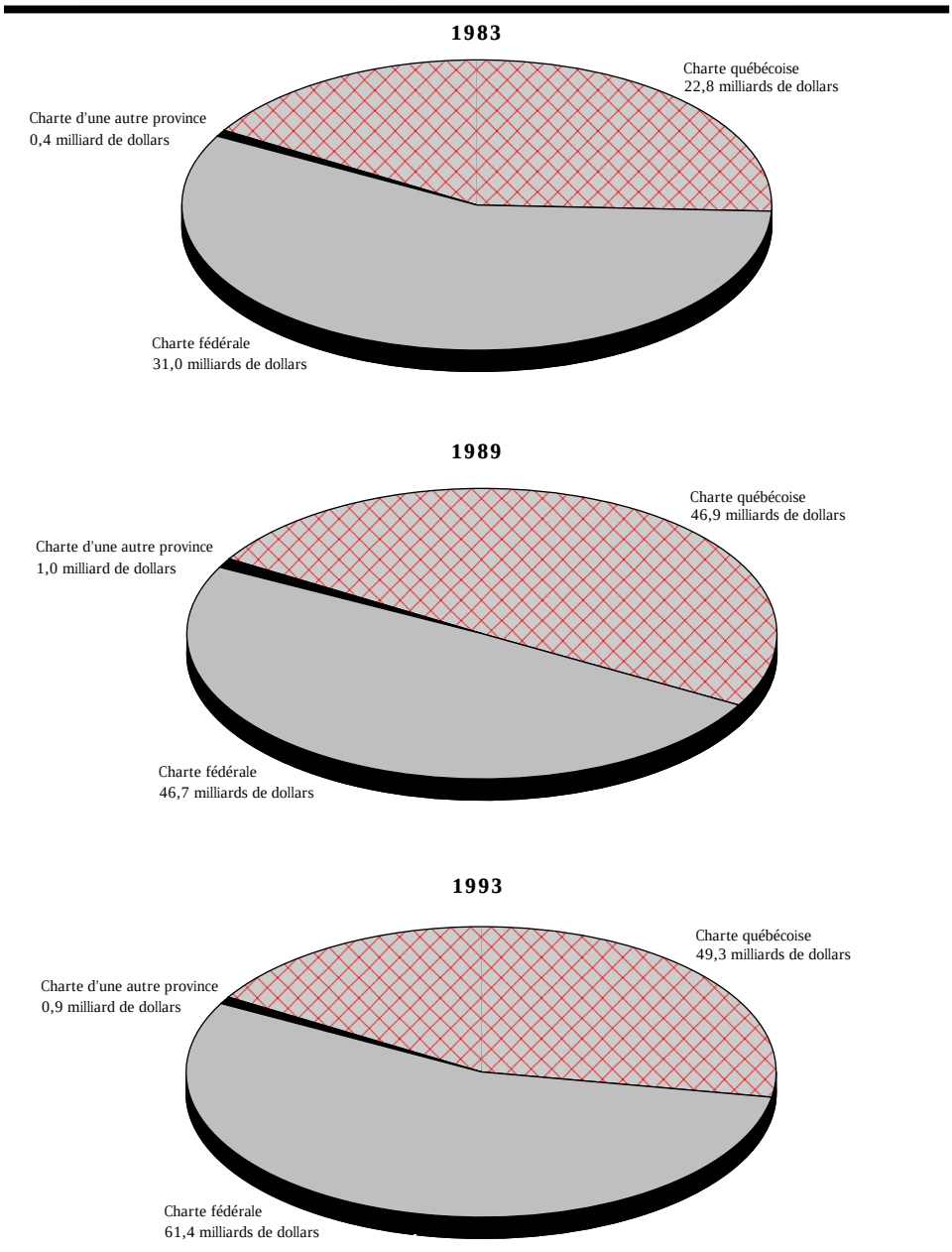
17

Tableau 1
Passif-dépôt des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Dépôts à vue et d'épargne			Dépôts à terme	Total du passif-dépôt
		Comptes-chèques	Autres	Total		
				'000 $		
Banques à charte canadiennes	1989	6 232 000	15 335 000	21 567 000	21 380 000	42 947 000
	1990	6 320 000	15 764 000	22 084 000	24 980 000	47 064 000
	1991	6 761 000	15 676 000	22 437 000	27 858 000	50 295 000
	1992	6 774 000	15 248 000	22 022 000	30 202 000	52 224 000
	1993	10 557 353	11 216 657	21 774 010	36 168 257	57 942 267
Banques à charte étrangères	1989	62 000	381 000	443 000	1 176 000	1 619 000
	1990	53 000	350 000	403 000	1 061 000	1 464 000
	1991	64 000	316 000	380 000	1 774 000	2 154 000
	1992	63 000	319 000	382 000	1 339 000	1 721 000
	1993	139 994	268 723	408 717	1 309 086	1 717 803
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	5 898 398	4 958 927	10 857 325	23 012 843	33 870 168
	1990	6 332 507	4 421 405	10 753 912	25 322 136	36 076 048
	1991	7 575 820	4 861 740	12 437 560	27 298 547	39 736 107
	1992	8 237 410	4 744 276	12 981 686	30 669 689	43 651 375
	1993	9 311 851	4 323 493	13 635 344	31 526 409	45 161 753
Sociétés de fiducie	1989	645 807	1 100 613	1 746 420	12 993 425	14 739 845
	1990	674 979	1 110 988	1 785 967	13 756 636	15 542 602
	1991	720 691	1 084 514	1 805 205	13 542 630	15 347 835
	1992	658 867	702 854	1 361 721	12 472 369	13 834 090
	1993	267 426	358 516	625 942	5 521 850	6 147 792
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	19 071	41 309	60 380	487 876	548 256
	1990	25 775	52 355	78 130	537 596	615 726
	1991	26 319	69 286	95 605	517 964	613 569
	1992	32 297	130 102	162 399	397 416	559 815
	1993	86 187	139 228	225 415	376 458	601 873
Sociétés d'épargne	1989	-	170 120	170 120	770 888	941 008
	1990	-	142 445	142 445	831 338	973 783
	1991	...	...	...	...	...
	1992	...	...	...	...	...
	1993	...	...	...	...	...
Total	1989	12 857 276	21 986 969	34 844 245	59 821 032	94 665 277
	1990	13 406 261	21 841 193	35 247 454	66 488 706	101 736 159
	1991	15 147 830	22 007 540	37 155 370	70 991 141	108 146 511
	1992	15 765 574	21 144 232	36 909 806	75 080 474	111 990 280
	1993	20 362 811	16 306 617	36 669 428	74 902 060	111 571 488

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Figure 1
Passif-dépôt des institutions de dépôt, selon la charte, Québec, 4e trimestre 1983-1993



Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 2
Passif-dépôt des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Dépôts à vue et d'épargne			Dépôts à terme	Total du passif-dépôt
		Comptes-chèques	Autres	Total		
				'000 $		
Banques à charte canadiennes	1989	36 596 000	114 179 000	150 775 000	108 379 000	259 154 000
	1990	36 811 000	118 057 000	154 868 000	127 741 000	282 609 000
	1991	38 709 000	115 898 000	154 607 000	143 475 000	298 082 000
	1992	39 395 000	113 860 000	153 255 000	170 262 000	323 517 000
	1993	57 786 391	97 419 258	155 205 649	203 896 183	359 101 832
Banques à charte étrangères	1989	1 048 000	2 918 000	3 966 000	11 514 000	15 480 000
	1990	1 145 000	3 044 000	4 189 000	11 201 000	15 390 000
	1991	1 183 000	2 780 000	3 963 000	9 913 000	13 876 000
	1992	1 253 000	2 822 000	4 075 000	11 493 000	15 568 000
	1993	2 056 663	2 433 704	4 490 367	13 638 872	18 129 239
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	9 670 427	18 971 290	28 641 717	33 591 918	62 233 635
	1990	11 128 416	16 516 037	27 644 453	39 438 899	67 083 352
	1991	12 678 670	15 541 398	28 220 068	45 100 595	73 320 663
	1992	14 698 017	15 419 517	30 117 534	49 093 384	79 210 918
	1993	16 322 928	13 643 260	29 966 188	52 805 922	82 772 110
Sociétés de fiducie	1989	11 145 784	15 213 538	26 359 322	80 596 712	106 956 034
	1990	11 106 912	15 654 957	26 761 869	88 219 070	114 980 939
	1991	11 325 679	14 375 801	25 701 480	88 700 481	114 401 961
	1992	11 129 200	13 234 318	24 363 518	86 906 345	111 269 863
	1993	9 233 323	8 940 112	18 173 435	57 404 689	75 578 124
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	279 250	14 715	293 965	5 037 115	-
	1990	257 225	15 172	272 397	4 973 679	-
	1991	245 403	123 383	368 786	4 977 530	-
	1992	214 982	84 685	299 667	4 536 231	-
	1993	198 595	81 545	280 140	4 696 098	-
Sociétés d'épargne	1989	-	170 120	170 120	770 888	941 008
	1990	-	142 445	142 445	831 338	973 783
	1991	...	...	...	...	...
	1992	...	...	...	...	...
	1993	...	...	...	...	...
Total	1989	58 739 461	151 466 663	210 206 124	239 889 633	450 095 757
	1990	60 448 553	153 429 611	213 878 164	272 404 986	486 283 150
	1991	64 141 752	148 718 582	212 860 334	292 166 606	505 026 940
	1992	66 690 199	145 420 520	212 110 719	322 290 960	534 401 679
	1993	85 597 900	122 517 879	208 115 779	332 441 764	540 557 543

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 3

Prêts hypothécaires des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Prêts hypothécaires				
		Résidentiels			Non résidentiels	Total
		L.N.H.[1]	Conventionnels	Total		
				'000 $		
Banques à charte canadiennes	1989	4 568 000	11 354 000	15 922 000	681 000	16 603 000
	1990	5 080 000	13 181 000	18 261 000	834 000	19 095 000
	1991	5 241 000	14 639 000	19 880 000	1 377 000	21 257 000
	1992	5 361 000	15 449 000	20 810 000	1 537 000	22 347 000
	1993	7 676 321	16 155 147	23 831 468	2 801 371	26 632 839
Banques à charte étrangères	1989	1 000	159 000	160 000	577 000	737 000
	1990	-	166 000	166 000	569 000	735 000
	1991	1 000	180 000	181 000	570 000	751 000
	1992	4 000	194 000	198 000	608 000	806 000
	1993	15 281	197 748	213 029	552 409	765 438
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	839 969	5 490 614	16 330 583	1 159 473	17 490 056
	1990	939 967	16 107 190	17 047 157	1 254 644	18 301 801
	1991	1 340 760	18 578 523	19 919 283	1 450 919	21 370 202
	1992	2 250 261	20 034 541	22 284 802	1 661 976	23 946 778
	1993	2 640 535	20 790 390	23 430 925	1 663 774	25 094 699
Sociétés de fiducie	1989	1 433 975	6 733 967	8 167 942	2 751 537	10 919 479
	1990	1 566 389	7 254 185	8 820 574	2 909 349	11 729 923
	1991	1 555 012	6 619 844	8 174 856	3 066 165	11 241 020
	1992	1 563 122	5 888 990	7 452 112	2 853 994	10 306 106
	1993	892 282	2 614 776	3 507 058	1 147 542	4 654 600
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	32 381	119 683	152 064	55 436	207 500
	1990	28 455	107 017	135 472	69 662	205 134
	1991	23 633	90 785	114 418	45 211	159 629
	1992	24 370	106 200	130 570	52 257	182 827
	1993	12 317	127 266	139 583	38 243	177 826
Sociétés d'épargne	1989	42 670	341 486	384 156	363 930	748 086
	1990	43 259	377 805	421 064	408 566	829 630
	1991	...	...	...	...	...
	1992	...	...	...	...	...
	1993	...	...	...	...	...
Total	1989	6 917 995	34 198 750	41 116 745	5 588 376	46 705 121
	1990	7 658 070	37 193 197	44 851 267	6 045 221	50 896 488
	1991	8 161 405	40 108 152	48 269 557	6 509 295	54 778 851
	1992	9 202 753	41 672 731	50 875 484	6 713 227	57 588 711
	1993	11 236 736	39 885 327	51 122 063	6 203 339	57 325 402

1. L.N.H. : prêts assurés selon la *Loi nationale sur l'habitation.*

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 4

Prêts hypothécaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Prêts hypothécaires				
		Résidentiels			Non résidentiels	Total
		L.N.H.[1]	Conventionnels	Total		
		'000 $				
Banques à charte canadiennes	1989	20 503 000	66 969 000	87 472 000	5 595 000	93 067 000
	1990	22 042 000	78 343 000	100 385 000	6 101 000	106 486 000
	1991	23 351 000	88 551 000	111 902 000	7 645 000	119 547 000
	1992	27 791 000	98 937 000	126 728 000	8 481 000	135 209 000
	1993	42 383 332	107 039 131	149 422 463	13 669 926	163 092 389
Banques à charte étrangères	1989	98 000	2 056 000	2 154 000	1 329 000	3 483 000
	1990	92 000	2 194 000	2 286 000	1 426 000	3 712 000
	1991	118 000	2 568 000	2 686 000	1 457 000	4 143 000
	1992	192 000	3 316 000	3 508 000	1 752 000	5 260 000
	1993	429 690	3 951 944	4 381 634	1 498 902	5 880 536
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	1 076 578	27 996 503	29 073 081	4 050 175	33 123 256
	1990	1 293 240	31 227 815	32 521 055	4 450 249	36 971 304
	1991	1 695 582	34 320 177	36 015 759	4 755 988	40 771 747
	1992	2 627 102	37 310 735	39 937 837	4 973 146	44 910 983
	1993	3 059 411	39 610 177	42 669 588	5 397 222	48 066 810
Sociétés de fiducie	1989	10 926 665	53 248 626	64 175 291	12 454 608	76 629 899
	1990	10 721 561	57 355 483	68 077 044	14 443 612	82 520 656
	1991	11 197 051	56 546 305	67 743 356	14 894 907	82 638 263
	1992	11 957 289	53 508 084	65 465 373	15 102 151	80 567 524
	1993	9 755 993	35 648 562	45 404 555	7 812 941	53 217 496
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	452 670	3 729 629	4 182 299	843 290	5 025 589
	1990	350 348	2 982 963	3 333 311	927 564	4 260 875
	1991	331 228	2 801 249	3 132 477	792 224	3 924 701
	1992	339 388	2 346 637	2 686 025	714 536	3 400 561
	1993	442 429	2 546 158	2 988 587	523 566	3 512 153
Sociétés d'épargne	1989	42 670	341 486	384 156	363 930	748 086
	1990	43 259	377 805	421 064	408 566	829 630
	1991	...	...	...	...	...
	1992	...	...	...	...	...
	1993	...	...	...	...	...
Total	1989	33 099 583	154 341 244	187 440 827	24 636 003	212 076 830
	1990	34 542 408	172 481 066	207 023 474	27 756 991	234 780 465
	1991	36 692 861	184 786 731	221 479 592	29 545 119	251 024 711
	1992	42 906 779	195 418 456	238 325 235	31 022 833	269 348 068
	1993	56 070 855	188 795 972	244 866 827	28 902 557	273 769 384

1. L.N.H. : prêts assurés selon la *Loi nationale sur l'habitation.*

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 5

Prêts non hypothécaires des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Prêts non hypothécaires					Contrats de crédit-bail
		Aux particuliers	Aux agriculteurs	Aux entreprises	Autres	Total	
		'000 $					
Banques à charte canadiennes	1989	11 587 000	1 060 000	14 578 000	2 312 000	29 537 000	679 000
	1990	12 146 000	1 042 000	14 534 000	2 315 000	30 037 000	749 000
	1991	12 199 000	1 083 000	15 036 000	2 531 000	30 849 000	706 000
	1992	12 156 000	1 195 000	15 294 000	2 969 000	31 614 000	751 000
	1993	12 657 392	1 115 481	13 950 139	3 230 042	30 953 054	309 912
Banques à charte étrangères	1989	202 000	18 000	2 448 000	174 000	2 842 000	79 000
	1990	218 000	27 000	3 053 000	171 000	3 469 000	83 000
	1991	207 000	14 000	3 138 000	234 000	3 593 000	105 000
	1992	291 000	-	3 360 000	240 000	3 891 000	113 000
	1993	336 336	1 189	2 444 268	1 005 236	3 787 029	117 278
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	5 229 703	917 069	6 223 141	1 084 516	13 454 429	-
	1990	5 411 619	982 355	7 062 385	1 627 581	15 083 940	-
	1991	6 716 170	1 074 475	7 213 310	892 541	15 896 496	-
	1992	7 281 479	1 132 385	7 400 084	1 040 210	16 854 158	-
	1993	7 607 486	1 169 762	7 307 767	709 680	16 794 695	-
Sociétés de fiducie	1989	438 915	-	639 987	..	..	-
	1990	575 847	-	779 792	..	..	-
	1991	614 634	-	678 186	..	..	-
	1992	593 352	-	761 425	170 689	1 525 466	-
	1993	193 327	-	628 030	276 262	1 097 619	-
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	17 246	-	685	..	..	-
	1990	23 602	-	2 464	..	..	-
	1991	11 754	-	1 198	..	..	-
	1992	21 848	-	14 240	26 262	62 350	-
	1993	31 810	-	9 824	19 338	60 972	-
Sociétés d'épargne	1989	139 264	2 530	39 029	2 609	183 432	-
	1990	118 516	1 484	41 280	2 243	163 523	-
	1991	...	...	...	...	...	-
	1992	...	...	...	...	...	-
	1993	...	...	...	...	...	-
Total	1989	17 614 128	1 997 599	23 928 842	..	..	758 000
	1990	18 493 584	2 052 839	25 472 921	..	..	832 000
	1991	19 748 558	2 171 475	26 066 694	..	..	811 000
	1992	20 343 679	2 327 385	26 829 749	4 446 161	53 946 974	864 000
	1993	20 826 351	2 286 432	24 340 028	5 240 558	52 693 369	426 590

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 6

Prêts non hypothécaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre 1989-1993

	Année	Prêts non hypothécaires					Contrats de crédit-bail
		Aux particuliers	Aux agriculteurs	Aux entreprises	Autres	Total	
		'000 $					
Banques à charte canadiennes	1989	60 554 000	7 715 000	68 744 000	19 916 000	156 929 000	2 520 000
	1990	63 523 000	7 684 000	71 033 000	21 093 000	163 333 000	2 584 000
	1991	63 535 000	7 915 000	71 900 000	22 557 000	165 907 000	2 094 000
	1992	62 737 000	7 684 000	74 862 000	23 834 000	169 117 000	2 128 000
	1993	69 561 874	7 871 467	65 647 842	38 329 895	181 411 078	1 222 421
Banques à charte étrangères	1989	1 853 000	178 000	13 470 000	1 637 000	17 138 000	596 000
	1990	2 209 000	207 000	14 470 000	1 361 000	18 247 000	761 000
	1991	2 102 000	146 000	13 625 000	1 847 000	17 720 000	681 000
	1992	2 234 000	74 000	14 946 000	1 639 000	18 893 000	674 000
	1993	2 306 735	80 343	13 516 577	4 469 810	20 373 465	608 239
Fédérations, Caisse centrale et caisses locales Desjardins	1989	10 834 843	1 448 856	7 339 399	1 410 817	21 033 915	-
	1990	10 218 920	1 533 108	7 990 369	1 896 367	21 638 764	-
	1991	12 808 847	1 669 769	8 432 485	1 013 050	23 924 151	-
	1992	13 382 907	1 602 006	8 645 873	1 202 664	24 833 450	-
	1993	14 061 044	2 023 636	7 367 482	1 042 439	24 494 601	-
Sociétés de fiducie	1989	7 969 397	-	4 603 421	499 489	13 072 307	1 458 540
	1990	8 015 346	-	6 001 104	232 278	14 248 728	2 283 872
	1991	8 461 090	-	6 040 575	285 984	14 787 649	2 160 128
	1992	8 305 074	-	6 205 530	501 711	15 012 315	1 579 392
	1993	6 910 228	-	4 802 596	92 475	11 805 299	904 325
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	41 392	-	33 863	7 906	83 161	141 787
	1990	84 761	-	26 719	10	111 490	154 712
	1991	78 223	-	22 416	13	100 652	155 959
	1992	72 170	-	13 374	-	85 544	192 558
	1993	62 901	-	17 669	-	80 570	249 360
Sociétés d'épargne	1989	139 264	2 530	39 029	2 609	183 432	-
	1990	118 516	1 484	41 280	2 243	163 523	-
	1991	...	...	...	...	...	...
	1992	...	...	...	...	...	...
	1993	...	...	...	...	...	...
Total	1989	81 391 896	9 344 386	94 229 712	23 473 821	208 439 815	4 716 327
	1990	84 169 543	9 425 592	99 562 472	24 584 898	217 742 505	5 783 584
	1991	86 985 160	9 730 769	100 020 476	25 703 047	222 439 452	5 091 087
	1992	86 731 151	9 360 006	104 672 777	27 177 375	227 941 309	4 573 950
	1993	92 902 782	9 975 446	91 352 166	43 934 619	238 165 013	2 984 345

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 7

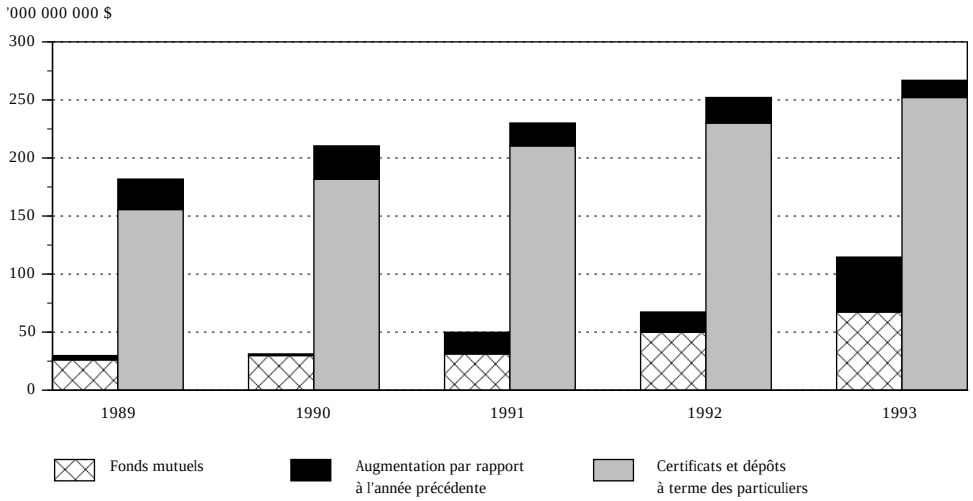
Établissements des institutions de dépôt, par région administrative[1], Québec, 4e trimestre 1989 et 1993

Institution de dépôt	Année	Établissements[2]																
		11[2]	01	02	03	12	04	05	16	06	13	14	15	07	08	09	10	Le Québec
		n																
Banques à charte	1989	18	29	46	120	52	74	56	205	615	62	32	60	47	29	19	6	1 470
	1993	18	32	52	123	54	85	59	223	571	64	41	65	46	33	19	9	1 494
Banques canadiennes	1989	18	29	45	118	52	72	54	203	580	59	32	60	47	29	19	6	1 423
	1993	18	32	51	121	54	83	57	222	539	61	41	65	46	33	19	9	1 451
Banques étrangères	1989	-	-	1	2	-	2	2	2	35	3	-	-	-	-	-	-	47
	1993	-	-	1	2	-	2	2	1	32	3	-	-	-	-	-	-	43
Caisses d'épargne et de crédit[3]	1989	49	110	86	159	161	183	92	213	253	40	66	70	54	64	36	11	1 647
	1993	50	110	85	160	161	184	91	217	247	41	70	73	57	65	36	15	1 662
Sociétés de fiducie	1989	-	1	6	18	1	4	8	10	84	7	1	2	4	1	1	-	148
	1993	-	1	3	14	-	3	4	10	64	8	2	-	5	1	-	-	115
Sociétés de prêt hypothécaire	1989	-	-	-	-	-	-	-	1	13	1	-	-	-	-	-	-	15
	1993	-	-	-	-	-	-	-	1	11	1	-	-	1	-	-	-	14
Société d'épargne	1989	1	3	7	3	5	8	2	8	1	-	4	3	1	5	2	1	54
	1993	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	1989	69	144	146	300	220	270	159	438	969	110	104	135	106	100	58	18	3 346
	1993	69	144	141	296	216	273	155	452	897	114	114	138	109	100	55	24	3 297

1. Voir noms et codes des régions administratives au début de l'ouvrage.
2. Les comptoirs (sous-succursales) des banques et des caisses d'épargne et de crédit sont inclus. Les succursales ou comptoirs qui n'offrent pas de services d'épargne sont exclus.
3. Excluant le siège social des fédérations québécoises membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec : Abitibi (Amos), Bas-Saint-Laurent (Rimouski), Centre du Québec (Trois-Rivières), Estrie (Sherbrooke), Lanaudière (Joliette), La Péninsule et les Îles (Maria), Montréal et l'Ouest du Québec (Montréal), Québec (Lévis), Richelieu—Yamaska (Saint-Hyacinthe), Saguenay—Lac-Saint-Jean (Métabetchouan), ainsi que la Fédération des caisses d'économie (Montréal) et la Caisse centrale Desjardins.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Figure 2
Évolution des fonds mutuels et des dépôts à terme des particuliers, Canada, 1989-1993



Sources : Institut des Fonds d'investissement du Canada.
Surintendant des institutions financières.
Banque du Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 8
Principales données de la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1989-1993

	Unité	1989	1990	1991	1992	1993
Avoir des déposants[1]	'000 000 $	36 662	36 259	41 132	41 307	47 117
Régie des rentes du Québec	'000 000 $	15 411	14 650	15 887	15 201	16 401
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances						
RRÉGOP	'000 000 $	9 591	9 880	11 973	12 895	15 917
Autres	'000 000 $	65	90	113	121	204
Société de l'assurance automobile du Québec	'000 000 $	5 136	4 886	5 393	5 328	5 710
Commission de la santé et de la sécurité du travail	'000 000 $	3 571	3 594	3 986	3 835	4 315
Commission de la construction du Québec						
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	'000 000 $	2 832	3 013	3 643	3 753	4 360
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	'000 000 $	37	68	94	121	145
Autres déposants	'000 000 $	19	79	43	54	65
Total des placements[1]	'000 000 $	36 938	36 186	40 634	40 983	46 643
Dont : Placements à l'étranger	'000 000 $	5 366	5 366	6 109	6 177	5 572
Taux de rendement effectif de l'ensemble de l'avoir	%	16,9	0,5	17,2	4,5	19,7

1. Valeur marchande.
Source : Caisse de dépôt et placement du Québec, *Rapport annuel.*

Tableau 9

Répartition des assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances,
Québec, 31 décembre 1992

Genre d'assureurs et charte	Assurances			
	de personnes	de dommages	de personnes et de dommages	Total
	n			
Fonds social	109	161	9	279
Compagnies d'assurances	103	161	9	273
Charte du Québec	13	16	2	31
Charte d'une autre province	2	10	-	12
Charte du Canada	46	65	1	112
Charte d'un État ou pays étranger	42	70	6	118
Compagnies d'assurance funéraire	6	...	...	6
Mutuelles	61	59	-	120
Compagnies d'assurances	33	18	-	51
Charte du Québec	4	5	-	9
Charte d'une autre province	2	-	-	2
Charte du Canada	8	2	-	10
Charte d'un État ou pays étranger	19	11	-	30
Sociétés de secours mutuel	28	-	-	28
Charte du Québec	8	-	-	8
Charte d'une autre province	-	-	-	-
Charte du Canada	9	-	-	9
Charte d'un État ou pays étranger	11	-	-	11
Corporations professionnelles	-	3	-	3
Sociétés mutuelles d'assurances	-	38	-	38
Ensembles des assureurs	170	220	9	399
Compagnies d'assurances	136	179	9	324
Charte du Québec	17	21	2	40
Charte d'une autre province	4	10	-	14
Charte du Canada	54	67	1	122
Charte d'un État ou pays étranger	61	81	6	148
Sociétés de secours mutuel	28	-	-	28
Charte du Québec	8	-	-	8
Charte d'une autre province	-	-	-	-
Charte du Canada	9	-	-	9
Charte d'un État ou pays étranger	11	-	-	11
Compagnies d'assurance funéraire	6	-	-	6
Corporations professionnelles	-	3	-	3
Sociétés mutuelles d'assurances	...	38	...	38

Source : L'Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances, 1992.*

Tableau 10

Primes ou cotisations perçues, selon la catégorie d'assurances et le type d'assureur, Québec, 1983 et 1988-1992

Catégorie d'assurances et type d'assureur	1983	1988	1989	1990	1991	1992
			'000 $			
Assurances de personnes	2 876 081	4 807 083	5 363 768	5 894 743	5 990 021	5 993 587
Compagnies	2 817 873	4 728 896	5 271 970	5 802 770	5 898 210	5 891 241
Assurance						
Individuelle	855 900	1 194 816	1 280 792	1 383 434	1 487 113	1 557 801
Collective	355 801	489 510	474 484	490 710	514 415	519 728
Rente						
Individuelle	497 345	1 310 252	1 585 939	1 705 440	1 668 677	1 530 819
Collective	448 639	784 290	814 309	1 009 058	923 756	912 793
Maladie et accidents	660 188	950 028	1 116 446	1 214 128	1 304 249	1 370 100
Sociétés de secours mutuel	58 200	78 184	91 796	91 971	91 809	102 344
Maladie et accidents	41 520	58 036	71 912	72 021	71 543	79 254
Vie et rentes	16 535	20 057	19 812	19 555	19 894	22 814
Autres	145	91	72	395	372	276
Compagnies d'assurance funéraire	8	3	2	2	2	2
Assurances de dommages	2 280 259	3 319 141	3 364 599	3 490 502	3 596 640	3 766 518
Compagnies	2 218 987	3 226 351	3 263 196	3 375 785	3 467 156	3 624 773
Automobile	1 034 133	1 487 190	1 545 641	1 660 584	1 759 760	1 823 436
Responsabilité	462 040	595 825	613 064	647 015	686 577	713 178
Accidents corporels	13 308	15 181	15 306	15 968	14 631	17 307
Autres	558 785	876 184	917 271	997 601	1 058 552	1 092 951
Biens	935 821	1 210 074	1 206 363	1 239 491	1 240 237	1 306 301
Personnels	..	629 049	651 745	695 544	727 760	765 547
Commerciaux	..	581 025	554 618	543 947	512 477	540 754
Abus de confiance[1]	...	22 593	18 878	17 817	17 604	18 679
Aéronefs	32 375	40 201	32 720	22 111	28 915	36 844
Caution[1]	...	36 580	37 825	41 434	38 607	36 726
Chaudières et machines	16 356	30 249	31 537	31 969	29 700	31 967
Garantie	29 947	...	...	...	...	...
Hypothèque	3 316	9 536	13 650	11 154	10 636	10 632
Maritime	16 322	22 578	23 474	19 843	16 260	25 633
Responsabilité	148 558	364 308	350 127	328 009	322 490	329 877
Autres	2 159	3 042	2 981	3 373	2 947	4 678
Sociétés mutuelles d'assurance	61 272	92 790	101 403	114 717	129 484	141 745
Biens	52 880	61 161	63 732	66 831	69 779	73 186
Automobile	1 993	23 768	29 398	38 838	50 026	58 761
Responsabilité	..	7 824	8 228	8 783	8 847	8 988
Autres	6 399	37	45	265	832	810
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et paroisses (feu,foudre et vent)[2]	281	...	...	...	...	...
Total	5 156 621	8 126 224	8 728 367	9 385 245	9 586 661	9 760 105

1. Sous la catégorie «Garantie».
2. Liquidées en 1986.

Source : L'Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances.*

Tableau 11

Prestations et participations versées aux assurés, selon la catégorie d'assurances et le type d'assureur, Québec, 1983 et 1988-1992

Catégorie d'assurances et type d'assureur	1983	1988	1989	1990	1991	1992
			'000 $			
Assurances de personnes	2 239 789	3 574 432	3 928 951	4 578 867	4 512 306	4 818 647
Compagnies	2 197 521	3 517 275	3 864 069	4 514 368	4 445 700	4 745 997
Assurance						
Individuelle	719 306	719 153	748 752	783 308	828 845	840 560
Collective	304 775	409 348	374 300	382 148	402 866	370 627
Rente						
Individuelle	299 915	887 875	1 048 266	1 298 611	1 282 486	1 401 090
Collective	295 800	712 120	786 356	1 062 084	877 216	1 051 465
Maladie et accidents	577 725	788 779	906 395	988 217	1 054 287	1 082 255
Sociétés de secours mutuel	42 222	57 116	64 851	64 469	66 578	72 629
Maladie et accidents	34 781	48 672	55 343	54 659	55 485	60 562
Vie et rentes	7 426	8 332	9 397	9 698	10 983	12 065
Autres	15	112	111	112	110	2
Compagnies d'assurance funéraire	46	41	31	30	28	21
Assurances de dommages	1 368 496	2 134 798	2 426 075	2 709 759	2 719 977	2 623 150
Compagnies	1 336 701	2 077 810	2 360 162	2 638 139	2 637 286	2 533 518
Automobile	597 973	1 116 245	1 292 443	1 366 527	1 298 950	1 223 819
Responsabilité	261 750	452 938	525 166	530 447	469 887	450 461
Accidents corporels	15 692	5 512	5 693	5 760	7 820	3 085
Autres	320 531	657 795	761 584	830 320	821 243	770 273
Biens	512 726	664 175	724 047	883 594	1 016 639	957 684
Personnels	..	348 130	386 818	429 221	521 938	508 742
Commerciaux	..	316 045	337 229	454 373	494 701	448 942
Abus de confiance[1]	...	6 874	10 531	7 434	12 177	8 508
Aéronefs	36 523	20 600	34 665	31 773	35 632	24 870
Caution[1]	...	7 342	28 865	71 286	52 964	23 383
Chaudières et machines	7 722	13 742	14 777	32 688	1 007	9 870
Garantie	8 615	...	...	...	...	...
Hypothèque	7 401	-1 231	1 997	6 090	7 921	11 679
Maritime	6 928	14 220	11 814	17 914	14 863	15 365
Responsabilité	157 552	226 121	238 858	217 746	195 726	255 886
Autres	1 261	9 722	2 165	3 087	3 421	2 454
Sociétés mutuelles d'assurance	31 795	56 988	65 913	71 620	82 691	89 632
Biens	27 128	33 910	37 320	35 522	42 867	44 043
Automobile	696	18 496	23 754	29 747	33 884	37 718
Responsabilité	..	4 597	4 837	6 346	5 801	7 650
Autres	3 971	15	2	5	139	221
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et paroisses (feu, foudre et vent)[2]	82	...	...	...	...	...
Total	3 608 367	5 709 230	6 355 026	7 288 626	7 232 283	7 441 797

1. Sous la catégorie «Garantie».
2. Liquidées en 1986.

Source : L'Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances.*

Tableau 12

Revenus et dépenses de la Société de l'assurance automobile du Québec, 1989-1993

	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 $		
Revenus	1 003 203	963 287	995 058	910 018	987 394
Contributions d'assurance	449 244	461 927	460 898	440 974	500 802
Immatriculation	358 271	367 183	364 783	344 096	343 555
Permis de conduire	90 973	94 744	96 115	96 878	99 664
Frais perçus sur les transactions d'immatriculation et de permis	56 453	57 327	55 957	56 458	57 583
Revenus de placement	492 500	439 894	473 696	407 523	481 680
Autres	5 006	4 139	4 507	5 063	4 912
Dépenses	921 662	937 115	931 608	982 371	859 073
Indemnisation	655 634	658 911	641 168	682 813	531 651
Remplacement du revenu	128 772	130 431	132 202	140 967	150 117
Décès	45 284	69 534	85 129	87 894	101 709
Forfaitaires pour séquelles	44 085	38 577	44 112	62 940	67 243
Frais de séjour et vêtements	11 935	10 798	10 516	11 309	11 404
Frais de réadaptation	8 522	10 126	10 732	13 599	15 034
Expertise médicale	6 196	5 869	6 310	6 894	6 021
Aide personnelle et autres frais	13 756	20 077	19 588	24 435	29 767
Transport ambulancier	3 149	3 600	3 699	3 787	4 071
Services de santé	6 735	7 399	7 080	7 488	7 885
Augmentation du passif actuariel	387 200	362 500	321 800	323 500	138 400
Frais d'administration	161 146	169 639	174 645	176 686	181 657
Participation au financement	104 882	108 565	115 795	122 872	145 765
Commission des affaires sociales	-	-	2 626	3 311	3 506
Transport ambulancier	37 000	37 425	38 614	40 682	41 804
Services de santé	67 882	71 140	74 555	78 879	100 455
Excédent des revenus sur les dépenses avant redressement du passif	81 541	26 172	63 450	-72 353	128 321
Redressement du passif actuariel	253 500	195 600	237 600	525 700	-26 100
Excédent des revenus sur les dépenses	335 041	221 772	301 050	453 347	102 221

Sources : Ministère des Finances, *États financiers des entreprises du gouvernement du Québec.*
Société de l'assurance automobile du Québec, *Rapport d'activité 1993.*

Tableau 13

Encours des prêts de la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie-Britannique et Canada, 1989-1993

	Unité	1989	1990	1991	1992	1993
Québec	n	1 512	1 422	904	869	1 208
	'000 $	353 121	282 029	147 045	178 094	203 134
Ontario	n	1 301	1 466	845	736	628
	'000 $	260 567	287 458	146 342	126 893	124 584
Colombie-Britannique	n	907	1 067	711	751	827
	'000 $	156 980	156 772	94 794	121 671	144 177
Canada	n	5 130	5 602	3 892	3 816	4 241
	'000 $	926 727	903 902	518 768	585 743	640 563

Source : Banque fédérale de développement, *Rapport annuel.*

18

Tourisme

La réalité touristique du Québec 533

L'importance économique du tourisme 534

Les clientèles touristiques 535

Conclusion 536

Définitions 537

18

Liste des tableaux

1. Dépenses touristiques, selon l'origine géographique et le type de visiteur, Québec, 1990-1992 538

2. Estimation du nombre de personnes employées dans l'industrie du tourisme, selon le secteur d'activité, Québec, 1992 538

3. Recettes touristiques au chapitre du tourisme international et principaux produits d'exportation internationale, Québec, 1990-1992 539

4. Visiteurs, selon l'origine géographique et la catégorie, Québec, 1990-1992 540

5. Voyages, selon l'origine géographique des touristes et la saison, Québec, 1992 540

6. Nuitées, selon l'origine géographique des touristes, Québec, 1990-1992 540

7. Visites-province et dépenses des touristes internationaux provenant de pays autres que les États-Unis, selon les principaux pays d'origine, Québec, 1990-1992 541

8. Répartition des voyages et des dépenses, selon l'origine géographique des touristes et le but du voyage, Québec, 1992 542

9. Statistiques principales sur la durée du séjour et les dépenses, selon l'origine géographique des touristes et le but du voyage, Québec, 1992 542

10. Régions touristiques visitées, selon l'origine géographique des touristes, Québec, 1992 543

11. Hébergement et restauration dans les régions touristiques, selon le type d'établissement, Québec, 1992 544

12. Taux d'occupation des établissements hôteliers, par région touristique, Québec, 1991 et 1992 545

13. Recettes des restaurants, des traiteurs et des tavernes, Québec, 1990-1992 546

Liste des figures

1. Dépenses touristiques, selon les secteurs d'activité, Québec, 1992 539

2. Emploi total attribuable à l'activité touristique, selon les secteurs d'activité, Québec, 1992 541

3. Taux d'occupation quotidien moyen des établissements hôteliers, Québec, janvier-décembre 1991 et 1992 544

4. Répartition des recettes des restaurants par catégorie d'établissements, Québec, 1992 546

18

Ce chapitre a été réalisé par Patrick Cluzeau, de la Direction de la planification et de la recherche de Tourisme Québec.

Le tourisme est un secteur d'activité d'envergure dans l'économie mondiale et il ne cesse de progresser. Au Québec, c'est une réalité économique importante qui se manifeste de multiples façons. Plus de vingt et un mille entreprises, disséminées dans les dix-neuf régions touristiques du Québec, dépendent en totalité ou en partie de cette activité. En 1992, les trente-cinq millions de voyages effectués au Québec par les visiteurs, tant québécois qu'étrangers, dont vingt millions par des touristes, ont laissé pratiquement cinq milliards de dollars dans l'économie du Québec. Le tourisme génère de nombreux emplois et des investissements importants.

La réalité touristique du Québec

Pour l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme ne se limite pas au marché des vacances mais il couvre l'ensemble des marchés des voyages. Il comprend les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel, pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année.

Au Québec, les marchés des voyages sont diversifiés. Dans l'industrie touristique, les clientèles sont habituellement segmentées selon l'origine géographique des visiteurs et selon le but du voyage. Dans le premier cas, elles se composent des Québécois, des Canadiens d'autres provinces, des Américains et d'autres voyageurs provenant de nombreux pays étrangers. Dans le second cas, elles se répartissent ainsi : voyage de vacances, de loisir, de détente (communément appelé voyage d'agrément), voyage destiné à visiter des parents ou des amis, voyage effectué à des fins professionnelles, pour faire des affaires ou pour assister à un congrès et, finalement, voyage effectué pour des raisons personnelles.

L'industrie touristique est un secteur composite qui regroupe des entreprises concentrées dans certains secteurs de services, plus particulièrement dans ceux de l'hébergement, de la restauration, des transports aérien et routier de personnes ainsi que des divertissements et des loisirs.

Le tourisme au Québec, c'est pour certains la consommation d'activités culturelles ou de loisir dans les grandes villes ou en région. Pour d'autres, c'est l'emprunt de circuits régionaux. Pour d'autres encore, c'est l'expérience et les activités de grande nature, estivales comme hivernales, ou la vie animée des stations de villégiature. Tourisme religieux, tourisme industriel, tourisme nautique, tourisme de santé font aussi partie des expériences touristiques. La stratégie de mise en marché touristique du Québec a mis en évidence certaines d'entre elles et en a fait huit produits particulièrement vendeurs, au Québec comme sur les marchés internationaux. Ce sont le circuit, le séjour urbain, le séjour de villégiature, la chasse et la pêche, le ski alpin, la motoneige, le tourisme d'aventure ainsi que les congrès et réunions d'affaires. À ces huit produits s'ajoute le voyage de motivation et de récompense.

18

L'importance économique du tourisme

Les dépenses effectuées par les visiteurs au Québec (touristes et excursionnistes) ont atteint 4,8 milliards de dollars en 1992 (tableau 1). Compte tenu de leur durée de séjour beaucoup plus longue et du recours à l'hébergement, les touristes dépensent davantage lors de leurs voyages. À eux seuls, ils ont rapporté 4,1 milliards de dollars à l'industrie, soit 87 % des dépenses de l'ensemble des visiteurs.

Les visiteurs québécois voyageant au Québec ont dépensé 2,1 milliards de dollars, alors que ceux voyageant hors Québec mais ayant fait affaire avec des agences de voyages du Québec ou des transporteurs, ont dépensé 1,1 milliard de dollars. À cela s'ajoutent les dépenses des visiteurs internationaux, englobant ceux des États-Unis et ceux provenant de pays autres que les États-Unis, qui s'élèvent à 1,2 milliard de dollars et celles des visiteurs provenant des autres provinces canadiennes, qui sont de 446 millions de dollars.

Toutes les dépenses effectuées par les visiteurs au Québec représentent 17,5 % des dépenses faites par les visiteurs au Canada. Elles profitent surtout aux entreprises relevant du secteur du transport (2,0 milliards de dollars) et des secteurs de l'hébergement et de la restauration (1,5 milliard), qui recueillent plus des trois quarts des dépenses des visiteurs. Les autres dépenses vont aux entreprises permettant l'achat de biens et de services (628 millions de dollars), l'achat d'aliments et de boissons (326 millions de dollars) ainsi que les divertissements et les loisirs (294 millions de dollars)(figure 1).

Les dépenses des visiteurs ont engendré un produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché de 3,3 milliards de dollars en 1992, soit 2,1 % du PIB du Québec. De ce PIB aux prix du marché, 2,6 milliards de dollars sont constitués de valeur ajoutée au coût des facteurs de production et 686 millions de dollars, de taxes indirectes nettes sur les subventions versées aux entreprises par les gouvernements. Des 2,6 milliards de dollars de valeur ajoutée au coût des facteurs de production, 1,4 milliard provient des secteurs directement intéressés par le tourisme (effets directs) et 1,2 milliard, des entreprises qui fournissent des biens et des services aux entreprises (effets indirects).

Plus des deux tiers (69,0 %) des dépenses effectuées par les visiteurs servent à produire des biens et des services au Québec, alors que 31,0 % servent à acheter des biens et des services à l'étranger. Toutes ces sommes investies pour le tourisme constituent une source importante de revenus pour les gouvernements. Celui du Québec en a retiré 757 millions de dollars (15,85 $ par 100 $ de dépenses touristiques) en 1992, alors que celui du Canada en a perçu 695 millions (14,55 $ par 100 $ de dépenses touristiques).

Les recettes touristiques du Québec au chapitre du tourisme international sont les dépenses faites au Québec par les touristes américains et par ceux provenant d'autres pays étrangers. Elles constituent une source importante de devises étrangères. Elles s'élèvent à 1,1 milliard de dollars en 1992 et représentent 4,2 % de la valeur totale des exportations internationales du Québec (tableau 3). Une comparaison avec les principaux produits d'exportation internationale du Québec place le tourisme au quatrième rang, après «les autres équipements et matériel de télécommunication», «le papier journal» et «l'aluminium et alliages».

Au Québec, le tourisme crée beaucoup d'emplois. En 1992, il a permis d'en maintenir 63 793, exprimés en personnes-années (figure 2), dont plus du tiers dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration. En répartissant ces personnes-années en personnes employées à temps plein et à temps partiel dans l'industrie touristique du Québec, le nombre atteint pratiquement 90 000 (tableau 2). Au total, plus de 250 000 salariés travaillent dans les principaux secteurs reliés au tourisme au Québec en 1992. Cela représente approximativement un travailleur sur douze.

Les clientèles touristiques

Durant l'année 1992, les visiteurs ont effectué 35,3 millions de voyages au Québec (tableau 4). Plus de la moitié (57,2 %) ont été faits par des touristes, soit 20,2 millions de voyages qui ont engendré 61,3 millions de nuitées. Les excursionnistes ont effectué de leur côté 15,1 millions de voyages au Québec et la majeure partie d'entre eux provenaient du Québec. La situation est différente en ce qui a trait aux touristes et, en particulier, à leurs dépenses. En effet, les touristes étrangers dépensent autant pour faire leurs voyages au Québec que les Québécois eux-mêmes.

Selon l'origine géographique

La clientèle touristique la plus importante provient du Québec. Les touristes québécois ont effectué 15,2 millions de voyages-personnes au Québec en 1992, pour 40,1 millions de nuitées (tableaux 5 et 6). Leurs dépenses s'élèvent à 1,6 milliard de dollars. Cela représente respectivement 75,4 % des voyages, 65,4 % des nuitées et 50,0 % des dépenses faites par les touristes ayant voyagé au Québec.

La deuxième plus importante clientèle touristique provient des autres provinces canadiennes, principalement de l'Ontario (84,8 % des voyages). Ces touristes ont effectué 2,4 millions de voyages au Québec en 1992, pour 7,7 millions de nuitées. Ils ont dépensé 420 millions de dollars. Cela représente respectivement 11,7 % des voyages, 12,6 % des nuitées et 13,4 % des dépenses faites par les touristes ayant voyagé au Québec.

Vient en troisième lieu la clientèle américaine. Ces touristes proviennent principalement des États de la Nouvelle-Angleterre (33,2 % des voyages) et de l'Atlantique Centre (32,2 % des voyages). Ils ont effectué 1,8 million de visites-provinces au Québec, qui ont engendré 6,5 millions de nuitées. Leurs dépenses ont été de 602 millions de dollars, un montant plus élevé que celui dépensé au Québec par les touristes provenant des autres provinces canadiennes. Cela représente 8,8 % des voyages, 10,6 % des nuitées et 19,2 % des dépenses faites par les touristes ayant voyagé au Québec.

Vient finalement la clientèle des pays autres que les États-Unis (tableau 7). Elle provient surtout d'Europe (70,2 % des voyages) et d'Asie (14,7 % des voyages). Les principaux pays d'origine des touristes sont la France (259 300 touristes), le Royaume-Uni (83 300), l'Allemagne (60 800), le Japon (44 200), la Suisse (31 900) et l'Italie (29 700). Ces touristes ont effectué 825 000 visites-provinces, qui ont engendré 7 millions de nuitées, plus donc que les touristes américains. Leurs dépenses se sont élevées à 545 millions de dollars. Elles sont ainsi pratiquement aussi importantes que celles des touristes américains. Cela représente 4,1 % des voyages, 11,4 % des nuitées et 17,4 % des dépenses faites par les touristes ayant voyagé au Québec.

Selon le but du voyage

Ces clientèles touristiques ont voyagé au Québec en 1992 pour diverses raisons. Elles peuvent être regroupées en trois segments (tableaux 8 et 9).

Le segment des touristes d'agrément a effectué 7,8 millions de voyages au Québec, qui ont engendré 25,4 millions de nuitées et des dépenses de 1,3 milliard de dollars. C'est le plus important segment au chapitre des dépenses (42,2 % des dépenses des touristes ayant voyagé au Québec) et l'un des plus importants pour le nombre de voyages effectués (38,5 %) et le nombre de nuitées (41,4 %). Chaque touriste d'agrément dépense, en moyenne, 52 $ quotidiennement et séjourne 3,3 nuitées au Québec. La dépense quotidienne est plus élevée chez les Américains (91 $) et chez les touristes provenant d'autres pays (84 $).

Le segment des touristes d'affaires et de congrès a effectué 2,9 millions de voyages au Québec, qui ont engendré 7,5 millions de nuitées et des dépenses de 930 millions de dollars. C'est le second plus important segment au chapitre des dépenses (29,7 % de celles des touristes ayant voyagé au Québec), et il représente 14,1 % des voyages et 12,2 % des nuitées des

touristes. Chaque touriste d'affaires et de congrès dépense, en moyenne, 124 $ quotidiennement et séjourne 2,6 nuitées. Là encore, la dépense quotidienne est plus élevée chez les Américains (172 $) et chez les touristes provenant d'autres pays (143 $).

Quant au segment des touristes visitant des parents ou des amis, il a effectué 8,4 millions de voyages ayant engendré 23,8 millions de nuitées et des dépenses de 681millions de dollars. C'est le moins gros segment au chapitre des dépenses (21,7 % de celles des touristes ayant voyagé au Québec) mais le plus important au chapitre des voyages (41,6 %). Chacun de ces touristes dépense, en moyenne, 29 $ quotidiennement et séjourne 2,8 nuitées. Étant donné que la plupart de ces touristes sont hébergés à peu de frais chez leurs parents ou amis, leur dépense quotidienne est parmi les plus faibles.

Toutes les régions du Québec bénéficient de la venue de ces clientèles touristiques (tableau 10). Les régions touristiques qui en accueillent le plus sont celles de Montréal et de Québec. La première a reçu 4,7 millions de touristes en 1992, qui ont dépensé 1,1 milliard de dollars. La seconde en a reçu 3,6 millions, qui ont dépensé 626 millions de dollars.

Les entreprises touristiques

De nombreuses entreprises permettent la pratique du tourisme au Québec (tableau 11). Dans le secteur de l'hébergement, le réseau d'entreprises est diversifié. En 1992, il comprend 1 874 établissements hôteliers totalisant 71 682 unités d'hébergement, 758 terrains de camping et de caravaning disposant de 81 452 emplacements, 595 pourvoiries de chasse et de pêche ayant une capacité de 25 000 lits, 226 centres de vacances comptant 28 770 unités d'hébergement et 159 meublés touristiques totalisant 3 365 unités d'hébergement. À cela s'ajoutent 26 auberges de jeunesse ayant une capacité de 1 674 lits et 161 gîtes touristiques offrant 778 chambres. Le taux d'occupation des établissements hôteliers varie d'un mois à l'autre (figure 3) et d'une région touristique à l'autre (tableau 12). Il est plus élevé en juillet et en août. Le taux d'occupation moyen durant l'été 1992 (juin, juillet, août) a été de 55,4 %.

Dans le secteur de la restauration, on dénombre 15 395 restaurants en 1992. Leurs recettes se chiffrent à 4,4 milliards de dollars (tableau 13). Près de la moitié d'entre elles proviennent de restaurants avec permis d'alcool (figure 4). Une petite partie seulement (17,0 %) des recettes des restaurants provient des touristes.

Dans le secteur des transports, les stations-service, les aéroports, les sociétés de transport ferroviaire et d'autocars, les compagnies aériennes, les compagnies de location d'automobiles, les taxis et les ateliers de mécanique jouent un rôle important. Les agents de voyages et les grossistes sont toutefois une pièce maîtresse du réseau de distribution de l'industrie touristique; on en dénombrait 1 062 en 1992 (906 détaillants et 146 grossistes).

Dans le secteur des divertissements et des loisirs, on compte également des entreprises très diverses : centres de ski, marinas, théâtres et cinémas, clubs de golf, musées, parcs d'amusement, entreprises de croisières-excursions et festivals variés, pour n'en citer que quelques-unes.

Conclusion

Le tourisme est important dans l'économie du Québec et dans celle de toutes ses régions. En forte croissance à l'échelle mondiale, il doit faire face à une concurrence de plus en plus vive. En plus d'exiger une amélioration constante des produits offerts aux diverses clientèles, dont les besoins et les goûts évoluent, cette réalité nécessite une étroite concertation de toutes les entreprises et de tous les intervenants, afin que le Québec demeure une destination reconnue et attrayante.

Autre lecture suggérée

Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante*, Québec, Tourisme Québec, 1994, 82 p.

Définitions

Dépense touristique

Dépense totale de consommation effectuée par un visiteur ou pour le compte d'un visiteur pour et pendant son voyage et son séjour dans le lieu de destination.

Excursionniste

Visiteur qui ne passe pas la nuit dans un moyen d'hébergement collectif ou privé dans le pays visité. Il s'agit d'un visiteur dont le déplacement dure moins de 24 heures.

Nuitée

Nuit passée par une personne en voyage. Si deux personnes font un voyage pendant lequel elles passent trois nuits à l'extérieur, on compte six nuitées.

Personne-année

Mesure de la main-d'oeuvre égale au nombre d'heures normalement travaillées pendant un an par un salarié. Ainsi, trois employés salariés saisonniers qui travaillent chacun quatre mois comptent pour un emploi exprimé en personne-année.

Produit intérieur brut au coût des facteurs de production

Rémunération de tous les facteurs intervenant aux différentes étapes de la production d'un bien ou d'un service, qu'il s'agisse de salaires ou d'autres revenus bruts (dividendes, profits, intérêts) avant impôts.

Produit intérieur brut aux prix du marché attribuable aux dépenses touristiques

Valeur de tous les biens et services produits découlant des dépenses effectuées par les visiteurs.

Touriste

Visiteur qui passe au moins une nuit dans un moyen d'hébergement collectif ou privé dans le pays visité.

Visite-province

Voyage-personne dans une province. Ainsi, un visiteur international qui a visité trois provinces différentes durant son séjour au Canada engendre trois visites-provinces.

Visiteur

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le visiteur international désigne toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle, pour une période inférieure à douze mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le pays visité. La même définition s'applique au visiteur interne, personne qui se déplace dans son propre pays de résidence. Il y a deux types de visiteur : le touriste et l'excursionniste.

Voyage-personne

Voyage effectué en groupe ou par une personne seule. Si quatre personnes voyagent ensemble, on comptabilisera quatre voyages-personnes. De la même façon, une seule et même personne qui effectue cinq voyages durant l'année totalise cinq voyages-personnes.

18

Tableau 1

Dépenses touristiques, selon l'origine géographique et le type de visiteur, Québec, 1990-1992

Origine géographique	Touristes			Excursionnistes			Ensemble des visiteurs		
	1990	1991	1992	1990	1991	1992	1990	1991	1992
	'000 000 $								
Visiteurs internationaux[1]	1 132	1 096	1 147	43	34	36	1 175	1 130	1 183
Américains[1]	591	595	602	42	33	34	633	628	636
Résidents de pays autres que les États-Unis	541	501	545	1	1	2	542	502	547
Canadiens des autres provinces	465	439	420[2]	16	15	26	481	454	446
Québécois voyageant au Québec	1 387	1 308	1 568[2]	394	372	512	1 781	1 680	2 080
Québécois voyageant hors Québec dont les prestations ont été payées au Québec	1 110	1 129	1 019[2]	47	48	48	1 157	1 177	1 067
Total	4 094	3 972	4 154[2]	500	469	622	4 594	4 441	4 776

1. Une nouvelle méthodologie a été introduite dans l'Enquête sur les voyages internationaux en 1990. Ces données ne peuvent pas être comparées à celles des années antérieures.
2. Une nouvelle méthodologie a été introduite dans l'Enquête sur les voyages des Canadiens en 1992. Ces données ne peuvent pas être comparées à celles des années antérieures.

Sources : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*
Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 2

Estimation du nombre de personnes employées dans l'industrie du tourisme, selon le secteur d'activité, Québec, 1992

Secteur d'activité	Employés dans l'industrie touristique	Ratio du tourisme	Employés dans le secteur d'activité[1]
	n		n
Hébergement	48 092	...	152 200
Hébergement	27 692	0,86	32 200
Restauration	20 400	0,17	120 000
Transport	20 847	...	64 700
Transport aérien	10 710	0,85	12 600
Transport ferroviaire	1 413	0,09	15 700
Transport en commun	5 129	0,23	22 300[2]
Transport par eau	247	0,13	1 900[2]
Autre transport (ex.: taxis)	2 808	0,27	10 400[2]
Location d'automobiles	540	0,30	1 800[2]
Divertissements et loisirs	13 818	0,47	29 400[2]
Services de voyages[3]	6 500	1,00	6 500[2]
Total	89 257	...	252 800
Temps plein	62 480	...	176 960
Temps partiel	26 777	...	75 840

1. Ces données proviennent de l'Enquête sur l'emploi, les gains et la durée du travail et de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.
2. Les données ont été estimées en se servant de celles de 1991.
3. Grossistes et agents de voyages.

Sources : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*
Groupe d'étude national des données sur le tourisme, 1989.
Statistique Canada, *Info-voyages*, automne 1992.

Tableau 3

Recettes touristiques au chapitre du tourisme international et principaux produits d'exportation internationale,
Québec, 1990-1992

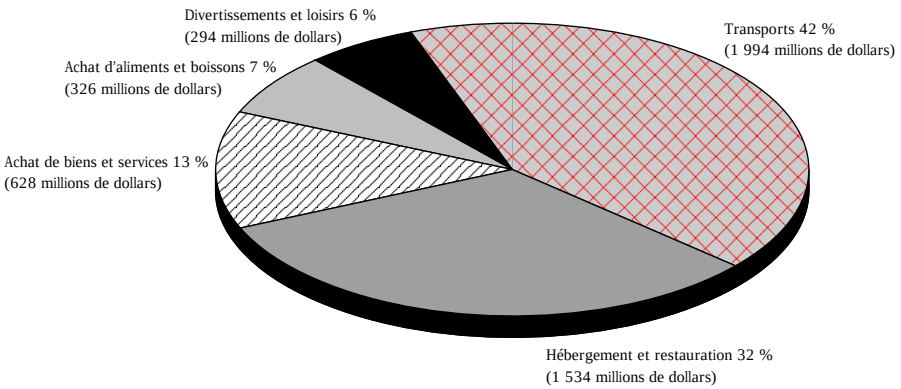
Produit d'exportation	1990		1991		1992	
	'000 000 $	Rang	'000 000 $	Rang	'000 000 $	Rang
Autre équipement et matériel de télécommunication	2 828	1	3 365	1	3 199	1
Papier journal	2 685	2	2 734	2	2 721	2
Aluminium et alliages	2 070	3	2 237	3	2 363	3
Tourisme[1]	1 132	5	1 096	4	1 147	4
Moteurs d'avion et pièces	1 052	6	858	6	935	5
Automobiles et chassis	1 719	4	694	7	206	28
Cuivre et alliages	611	8	662	8	719	6
Pâtes de bois et pâtes similaires	646	7	536	9	677	7
Avions entiers avec moteurs	591	9	858	5	670	8
Bois d'oeuvre, résineux	471	12	494	11	617	9
Métaux précieux et alliages	194	26	456	12	591	10

1. Comprend uniquement les dépenses des touristes internationaux.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*
Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Figure 1

Dépenses touristiques, selon les secteurs d'activité,
Québec, 1992



Source : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

18

Tableau 4

Visiteurs, selon l'origine géographique et la catégorie, Québec, 1990-1992

Origine géographique	Touristes			Excursionnistes			Ensemble des visiteurs		
	1990	1991	1992	1990	1991	1992	1990	1991	1992
					'000				
Visiteurs internationaux	2 749	2 611	2 602	1 712	1 463	1 493	4 461	4 074	4 095
Américains	1 865	1 800	1 777	1 617	1 372	1 392	3 482	3 172	3 169
Résidents de pays autres que les États-Unis	884	811	825	95	91	101	979	902	926
Canadiens des autres provinces[1]	2 759	2 608	2 355	819	774	722	3 578	3 382	3 077
Québécois voyageant au Québec[1]	13 204	12 490	15 245	10 685	10 108	12 885	23 889	22 598	28 130
Total	18 712	17 709	20 202	13 216	12 345	15 100	31 928	30 054	35 302

1. Ayant effectué un déplacement de 80 km ou plus dans une même direction.

Sources : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*
Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 5

Voyages, selon l'origine géographique des touristes et la saison, Québec, 1992

Origine	Voyages-personnes									
	Hiver[1]		Printemps[2]		Été[3]		Automne[4]		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Américains	352	19,8	226	12,7	994	55,9	205	11,5	1 777	100,0
Résidents de pays autres que les États-Unis	145	17,6	110	13,3	490	59,4	80	9,7	825	100,0
Canadiens des autres provinces	709	30,1	354	15,0	1 033	43,9	259	11,0	2 355	100,0
Québécois	3 855	25,3	2 765	18,1	6 670	43,8	1 955	12,8	15 245	100,0
Total	5 061	25,1	3 455	17,0	9 187	45,5	2 499	12,4	20 202	100,0

1. Décembre, janvier, février, mars.
2. Avril, mai.
3. Juin, juillet, août, septembre.
4. Octobre, novembre.

Sources : Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).
Tourisme Québec, compilations spéciales.

Tableau 6

Nuitées, selon l'origine géographique des touristes, Québec, 1990-1992

Origine géographique	Nuitées						Taux de variation	
	1990		1991		1992r		1991/1990	1992/1991
	'000	%	'000	%	'000	%	%	
Touristes internationaux	13 783	24,6	13 662	25,5	13 453	22,0	-0,9	-1,5
Américains	7 293	13,0	6 785	12,7	6 494	10,6	-7,0	-4,3
Résidents de pays autres que les États-Unis	6 490	11,6	6 877	12,8	6 959	11,4	6,0	1,2
Canadiens des autres provinces	8 720	15,5	8 239	15,4	7 735[1]	12,6	-5,5	...
Québécois	33 586	59,9	31 703	59,1	40 131[1]	65,4	-5,6	...
Total	56 089	100,0	53 604	100,0	61 319	100,0	-4,4	...

1. À cause d'un changement dans la méthodologie de l'enquête, les données de 1992 ne sont pas comparables à celles des années antérieures.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les voyages des Canadiens et Enquête sur les voyages internationaux.
Tourisme Québec, *Le Tourisme au Québec en 1992. Une réalité importante.*

Tableau 7

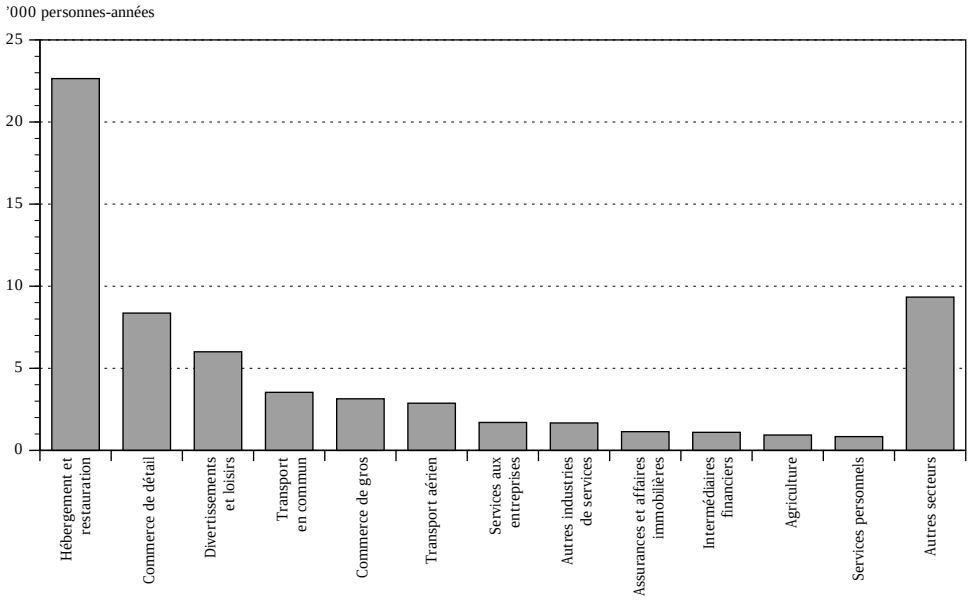
Visites-province et dépenses des touristes internationaux provenant de pays autres que les États-Unis, selon les principaux pays d'origine,
Québec, 1990-1992

Pays d'origine	Visites-provinces							Dépenses	
	1990		1991		1992		1992/1991	1992	
	'000	%	'000	%	'000	%	%	'000 000 $	%
France	213,2	24,1	253,3	31,2	259,3	31,4	2,4	206,4	37,9
Royaume-Uni	93,8	10,6	84,1	10,4	83,3	10,1	-1,0	32,7	6,0
Allemagne	60,4	6,8	63,1	7,8	60,8	7,4	-3,6	29,7	5,4
Japon	82,9	9,4	30,9	3,8	44,2	5,4	43,0	21,9	4,0
Italie	40,0	4,5	34,5	4,3	29,7	3,6	-13,9	18,5	3,4
Suisse	33,4	3,8	32,7	4,0	31,9	3,9	-2,4	24,3	4,5
Belgique	19,9	2,3	18,7	2,3	22,4	2,7	19,8	18,3	3,4
Pays-Bas	13,9	1,6	16,0	2,0	10,6	1,3	-33,8	6,6	1,2
Espagne	16,7	1,9	12,9	1,6	14,0	1,7	8,5	9,7	1,8
Hong-Kong	23,8	2,7	17,4	2,2	18,5	2,2	6,3	8,6	1,6
Israël	26,1	2,9	11,1	1,4	10,1	1,2	-9,0	6,2	1,1
Australie	16,9	1,9	12,7	1,6	17,9	2,2	40,9	8,0	1,5
Mexique	27,3	3,1	22,5	2,8	19,9	2,4	-11,6	11,8	2,2
Brésil	19,2	2,2	16,1	2,0	13,0	1,6	-19,3	8,9	1,6
Total	883,8	100,0	811,1	100,0	824,6	100,0	1,7	545,4	100,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur les voyages internationaux.

Figure 2

Emploi total attribuable à l'activité touristique, selon les secteurs d'activité,
Québec, 1992



Sources : Bureau de la statistique du Québec, Simulations produites pour Tourisme Québec.
Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Tableau 8

Répartition des voyages et des dépenses, selon l'origine géographique des touristes et le but du voyage,
Québec, 1992

Origine géographique	But du voyage				
	Agrément	Affaires et congrès	Visite de parents ou d'amis	Autres	Total
	%				
Américains					
Voyages	53,3	19,0	17,4	10,3	100,0
Dépenses	55,3	26,4	9,8	8,5	100,0
Résidents de pays autres que les États-Unis					
Voyages	49,9	20,2	26,1	3,8	100,0
Dépenses	46,2	27,2	20,6	6,1	100,0
Canadiens des autres provinces					
Voyages	33,1	23,7	37,7	5,4	100,0
Dépenses	31,3	39,8	23,4	5,6	100,0
Québécois					
Voyages	37,0	11,7	45,8	5,4	100,0
Dépenses	38,7	29,1	26,3	5,9	100,0
Total					
Voyages	38,5	14,1	41,6	5,8	100,0
Dépenses	42,2	29,7	21,7	6,4	100,0

Source : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Tableau 9

Statistiques principales sur la durée du séjour et les dépenses, selon l'origine géographique des touristes et le but du voyage,
Québec, 1992

Origine géographique	Unité	But du voyage			
		Agrément	Affaires et congrès	Visite de parents ou d'amis	Tous buts confondus
Durée moyenne du séjour[1]					
Américains	Nuitée	3,8	2,8	3,9	3,7
Autres pays	Nuitée	7,2	6,2	11,2	8,4
Canadiens des autres provinces	Nuitée	3,4	2,5	3,6	3,3
Québécois	Nuitée	2,9	2,3	2,4	2,6
Toutes origines	Nuitée	3,3	2,6	2,8	3,0
Dépense quotidienne moyenne[1]					
Américains	$	91,00	172,00	48,00	93,00
Autres pays	$	84,00	143,00	47,00	78,00
Canadiens des autres provinces	$	50,00	121,00	30,00	54,00
Québécois	$	38,00	110,00	24,00	39,00
Toutes origines	$	52,00	124,00	29,00	51,00
Dépense moyenne pour le séjour[1]					
Américains	$	351,00	474,00	186,00	339,00
Autres pays	$	610,00	882,00	524,00	661,00
Canadiens des autres provinces	$	168,00	299,00	110,00	178,00
Québécois	$	108,00	255,00	59,00	103,00
Toutes origines	$	170,00	326,00	81,00	155,00

1. Données arrondies.

Sources : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*
Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 10

Régions touristiques visitées, selon l'origine géographique des touristes, Québec, 1992

Région touristique de destination	Québécois		Canadiens des autres provinces		Américains		Autres pays		Toutes origines confondues	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Îles-de-la-Madeleine	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Gaspésie	396	2,6	..	...	83,8	3,7	86,0	5,4	565,8	2,8
Bas-Saint-Laurent	527	3,5	..	...	19,6	0,9	40,0	2,5	586,6	2,9
Québec	2 550	16,7	313	13,3	464,1	20,5	321,1	20,1	3 648,2	18,1
Charlevoix	452	3,0	..	...	..	...	37,5	2,4	489,5	2,4
Chaudière-Appalaches	600	3,9	..	...	36,9	1,6	..	...	636,9	3,2
Coeur-du-Québec	1 297	8,5	..	...	66,0	2,9	43,7	2,7	1 406,7	7,0
Estrie	1 973	12,9	..	...	165,6	7,3	30,9	1,9	2 169,5	10,7
Montérégie	565	3,7	..	...	61,3	2,7	25,3	1,6	651,6	3,2
Lanaudière	606	4,0	..	...	..	...	..	...	606,0	3,0
Laurentides	2 050	13,5	215	9,1	89,3	3,9	36,9	2,3	2 391,2	11,8
Montréal (CUM)	1 710	11,2	1 265	53,7	1 040,8	46,0	674,6	42,2	4 690,4	23,2
Outaouais	780	5,1	293	12,5	58,0	2,6	22,7	1,4	1 153,7	5,7
Abitibi-Témiscamingue	418	2,7	..	...	17,1	0,7	..	...	435,1	2,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean	812	5,3	..	...	..	...	65,7	4,1	877,7	4,3
Manicouagan	175	1,2	..	...	..	...	56,8	3,6	231,8	1,1
Duplessis	137	0,9	..	...	..	...	..	...	137,0	0,7
Nouveau-Québec—Baie-James	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Laval	58	0,4	..	...	..	...	..	...	58	0,3
Non spécifiée	85	0,6	..	...	..	...	107,7	6,8	192,7	1,0
Le Québec	15 245	100,0	2 355	100,0	1 777	127,2[1]	825	193,6[1]	20 202	103,6[1]

1. La proportion est supérieure à 100,0 % à cause du concept utilisé de visite-région. Ainsi, par exemple, le touriste qui a visité et séjourné au moins une nuit dans quatre régions compte pour quatre visites-régions.

Sources : Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

18

Tableau 11

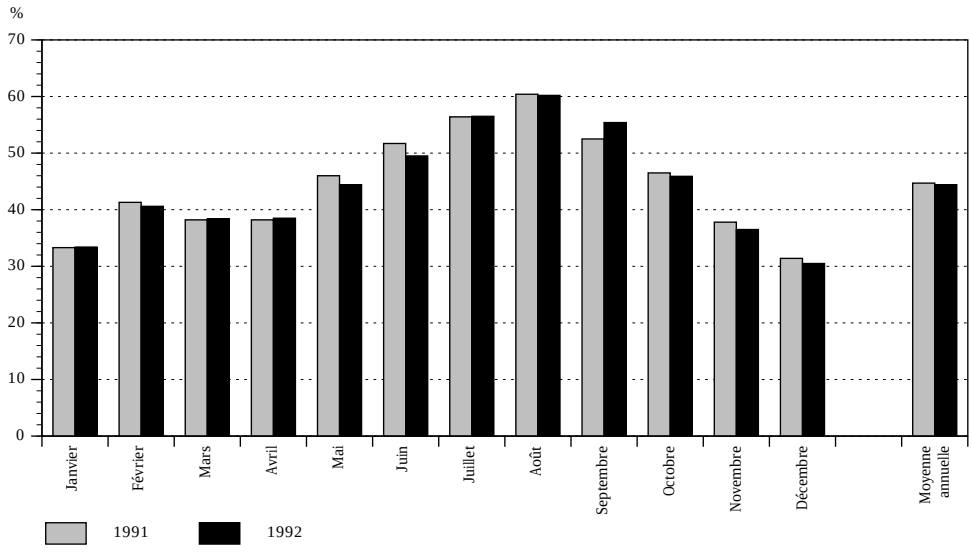
Hébergement et restauration dans les régions touristiques, selon le type d'établissement, Québec, 1992

Région touristique	Type d'établissement[1]							
	Hôtellerie	Meublé touristique	Gîte touristique	Centre de vacances	Auberge de jeunesse	Établissement d'enseignement	Terrain de camping	Restaurant
	n							
Îles-de-la-Madeleine	15	9	3	3	-	-	6	57
Gaspésie	168	31	18	7	3	2	55	439
Bas-Saint-Laurent	111	12	5	7	3	1	31	368
Québec	206	16	14	19	2	-	34	1 359
Charlevoix	84	8	23	4	1	-	15	170
Chaudière-Appalaches	104	9	3	9	-	-	57	657
Coeur-du-Québec	127	8	2	20	3	-	72	1 092
Estrie	140	10	20	28	3	-	83	990
Montérégie	130	3	1	16	-	-	113	1 866
Lanaudière	71	8	-	30	1	-	53	722
Laurentides	191	20	10	53	1	1	70	1 052
Montréal	146	3	-	-	1	2	-	4 208
Outaouais	100	5	4	9	-	-	60	661
Abitibi-Témiscamingue	84	-	-	6	-	-	26	404
Saguenay—Lac-St-Jean	90	10	2	10	4	-	54	608
Manicouagan	48	5	8	2	2	-	11	145
Duplessis	27	1	6	2	2	-	11	120
Nouveau-Québec—Baie-James	14	1	-	-	-	-	6	30
Laval	18	-	-	-	-	-	1	447
Le Québec	1 874	159	119	226	26	6	758	15 395

1. Correspond aux catégories de permis émis par Tourisme Québec en vertu de la *Loi sur les établissements touristiques.*
Source: Tourisme Québec, fichiers administratifs.

Figure 3

Taux d'occupation quotidien moyen des établissements hôteliers, Québec, janvier-décembre 1991 et 1992



Sources : Bureau de la statistique du Québec, Enquête auprès des établissements hôteliers du Québec.
Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Tableau 12

Taux d'occupation des établissements hôteliers, par région touristique, Québec, 1991 et 1992

Région touristique	Moyenne quotidienne					
	Juillet		Août		Année	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992
	%					
Îles-de-la-Madeleine	84,6	66,0	76,4	50,9	...	...
Gaspésie	55,3	60,6	45,4	53,5	36,9	37,7
Bas-Saint-Laurent	70,3	59,3	66,4	49,2	42,5	39,5
Québec	66,2	65,9	70,6	74,4	52,1	50,8
Charlevoix	69,8	60,0	60,9	57,5	34,3	29,8
Chaudière-Appalaches	54,6	40,4	50,8	40,6	35,0	31,8
Coeur-du-Québec	49,7	51,6	56,2	50,0	37,0	36,2
Estrie	50,6	44,5	52,6	49,4	36,9	37,2
Montérégie	53,6	51,5	55,7	59,4	39,8	40,0
Lanaudière	45,6	42,1	41,3	33,2	30,2	28,5
Laurentides	46,3	44,3	42,6	44,2	32,2	34,6
Montréal (CUM)	56,4	61,1	71,7	73,6	54,5	55,3
Outaouais	48,8	48,2	56,3	54,5	43,2	40,7
Abitibi-Témiscamingue	40,2	44,0	39,9	47,2	38,7	38,5
Saguenay—Lac-Saint-Jean	64,2	71,3	61,0	53,0	41,5	38,3
Manicouagan	60,5	66,7	71,5	59,1	45,3	41,9
Duplessis	52,9	56,8	57,3	54,8	47,8	45,1
Nouveau-Québec—Baie-James	60,5	48,3	59,3	41,1	...	34,3
Laval	62,0	55,7	66,6	71,8	56,2	56,6
Le Québec	56,4	56,5	60,4	60,2	44,7	44,4

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Enquête auprès des établissements hôteliers du Québec.
Tourisme Québec, *Le baromètre touristique du Québec.*

Tableau 13

Recettes[1] des restaurants, des traiteurs et des tavernes, Québec, 1990-1992

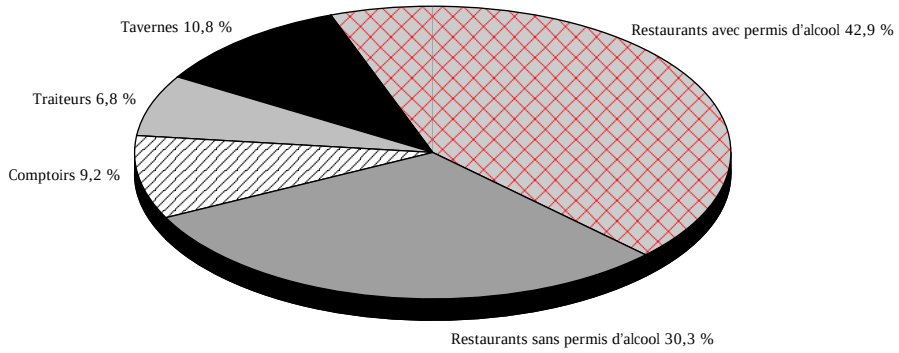
Catégorie d'établissements	1990	1991	1992
		'000 $	
Restaurants avec permis d'alcool	2 006 660	1 866 051	1 900 335
Restaurants sans permis d'alcool	1 305 053	1 227 432	1 342 494
Comptoirs[2]	398 472	381 051	406 730
Traiteurs	335 161	274 807	304 081
Tavernes	538 641	475 987	478 033
Total	4 583 987	4 225 328	4 431 675

1. Ces recettes proviennent à la fois de la clientèle locale, des excursionnistes et des touristes.
2. Établissements où sont préparés des mets à emporter.

Sources : Statistique Canada, *Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes* (63-011).
Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

Figure 4

Répartition des recettes[1] des restaurants par catégorie d'établissements, Québec, 1992



1. Ces recettes proviennent à la fois de la clientèle locale, des excursionnistes et des touristes.

Sources : Statistique Canada, *Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes.*
Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1992. Une réalité économique importante.*

19

Culture et loisir

La culture 551

Le loisir 557

L'emploi du temps 559

19

Liste des tableaux

1. Activité économique de certains domaines culturels, Québec, 1989-90 à 1991-92 563
2. Recettes autonomes de certains domaines culturels, Québec, 1989-90 à 1991-92 563
3. Répartition des dépenses des administrations publiques au titre de la culture, selon le domaine d'activité, Québec, 1991-92 564
4. Nombre d'emplois dans les principaux domaines culturels, Québec, 1989-90 à 1991-92 564
5. Répartition du temps libre alloué par jour aux activités culturelles, selon le groupe d'âge et l'activité, Québec, 1992 565
6. Statistiques générales et financières des maisons d'édition et des diffuseurs exclusifs, Québec, 1987-88 à 1991-92 565
7. Statistiques générales et financières estimées des entreprises qui vendent des livres, Québec, 1991-92 566
8. Statistiques sur l'évolution des bibliothèques publiques, Québec, 1960, 1970, 1980, 1990 et 1992 567
9. Répartition des biens culturels et des arrondissements historiques, selon le type de bien culturel et la région, Québec, 1991 568
10. Statistiques générales et financières des établissements et sites patrimoniaux, Québec, 1990-91 et 1991-92 568
11. Étudiants admis et diplômés dans les facultés des arts et des lettres des universités et dans les établissements d'enseignement collégial du domaine des arts de la scène, Québec, 1990-1993 569
12. Aide financière à la recherche universitaire en arts et en lettres, Québec, 1988-89 à 1992-93 569
13. Statistiques générales et financières des organismes professionnels des arts de la scène, selon la discipline, Québec, 1989-1993 570
14. Statistiques générales et financières estimées des artisans entrepreneurs, Québec, 1991-92 571
15. Statistiques principales des salles de cinéma et des ciné-parcs, Québec, 1988-1992 571
16. Part relative des recettes de l'industrie des projections cinématographiques au Québec et dans certains pays, selon l'origine des films présentés, 1992 572
17. Pénétration du magnétoscope auprès des ménages et auprès de la population de 15 ans et plus, Québec, 1990-1993 573
18. Principaux indicateurs des activités de production, de postproduction et laboratoires et de distribution de films, Québec, 1988-89 à 1992-93 573
19. Volume mensuel de consommation de longs métrages, selon certaines fenêtres de diffusion et la langue, Québec, 1991-1993 574
20. Statistiques principales estimées de l'industrie du disque, Québec, 1992 574
21. Ventes estimées de phonogrammes par habitant, au Québec et dans certains autres pays, 1990 574
22. Ménages dotés d'appareils permettant l'écoute de la musique, Québec, 1989-1993 575
23. Nouveaux enregistrements (microsillons), selon la langue, la catégorie musicale et le contenu, Québec, 1991-92 575
24. Taux de pratique d'activités de loisir par la population de 15 ans et plus, Québec, 1994 576
25. Taux de pratique des activités de loisir culturel et scientifique par la population de 15 ans et plus, selon la catégorie d'activités, Québec, 1985 et 1994 576
26. Taux de pratique de certaines activités de loisir culturel et scientifique par la population de 15 ans et plus, qui déclare pratiquer cette catégorie d'activités, Québec, 1994 577
27. Taux de pratique de certaines activités physiques, sportives et de plein air par la population de 15 ans et plus, Québec, 1981, 1987 et 1993 579
28. Taux de pratique des activités culturelles et scientifiques par les jeunes de 12 à 18 ans, au cours de l'été et de l'année scolaire, Québec, 1994 580
29. Taux de pratique des activités physiques et sportives par les jeunes de 12 à 18 ans, au cours de l'été et de l'année scolaire, Québec, 1994 580
30. Temps consacré à certains groupes d'activités, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992 581

Liste des figures

31. Temps consacré à certains groupes d'activités et taux de pratique, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe, Québec, 1992 581

32. Temps consacré à certains groupes d'activités, selon le moment de la semaine, la saison et le sexe, Québec, 1992 582

33. Temps passé à divers endroits, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992 582

34. Temps consacré aux relations sociales, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992 583

35. Temps consacré à certains groupes d'activités du temps libre, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992 583

36. Temps consacré à certains groupes d'activités du temps libre, taux et temps moyen de participation, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe, Québec, 1992 584

37. Temps consacré à certaines activités du temps libre, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992 584

38. Temps consacré à certaines activités du temps libre et taux de pratique, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe, Québec, 1992 585

39. Temps consacré à certaines activités du temps libre, selon le moment de la semaine, la saison et le sexe, Québec, 1992 585

1. Indice de fréquentation des salles de cinéma, Québec et différents pays, 1992 572

19

Ce chapitre a été réalisé par André Côté, de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec, Louise Gignac, de la Direction du loisir et des programmes à la jeunesse du ministère des Affaires municipales et Denis Laroche, de la Direction des statistiques sociodémographiques du Bureau de la statistique du Québec.

La culture

L'industrie culturelle québécoise compte une quinzaine de domaines culturels différents, dont la plupart ont fait l'objet dans le passé d'une analyse intéressante en termes statistiques. Seuls certains domaines ou secteurs, comme ceux de l'art culinaire, de la mode et du design restent encore à explorer d'une manière plus rigoureuse.

Le présent chapitre comporte deux parties. Dans la première, un portrait économique de l'industrie culturelle est brossé pour l'année financière 1991-92. Il y est question notamment des recettes autonomes de cette industrie, des dépenses faites par les administrations publiques au chapitre de la culture, du nombre d'emplois dans ce domaine et de l'emploi du temps au titre des activités culturelles. La deuxième partie du chapitre aborde brièvement plusieurs domaines culturels.

Le portrait économique de l'industrie culturelle québécoise

L'année financière 1991-92 marque un certain tournant dans le portrait économique de l'industrie culturelle québécoise en ce sens que pour la première fois, on peut apprécier avec plus de rigueur l'impact économique de la plupart des domaines d'activité qui composent cette industrie. Ainsi, au cours de cette année financière, les revenus directs de l'industrie se sont chiffrés à 5,8 milliards de dollars. Cette donnée relative de l'activité culturelle brute résulte de l'addition des données disponibles des domaines culturels étudiés et provient de trois sources : premièrement, des recettes autonomes, c'est-à-dire des revenus tirés de l'activité des établissements de chaque domaine culturel étudié, pour un montant de 4,0 milliards (69,2 %); deuxièmement, des subventions des administrations publiques, pour une somme de 1,7 milliard (29,8 %) et troisièmement, de l'aide financière privée accordée sous formes de dons et de commandites par des individus et des entreprises, pour un montant de 60,2 millions de dollars (1,0 %) (tableau 1).

Les recettes autonomes

Le total des recettes autonomes résulte de l'addition des revenus de douze domaines culturels différents seulement. En 1991-92, ces recettes s'élevaient à 4,0 milliards de dollars et provenaient principalement de quatre domaines, soit ceux des médias écrits avec 1,2 milliard de dollars (30,9 %), du cinéma et de la vidéo avec 614,8 millions de dollars (15,3 %), de la télévision avec 554,1 millions de dollars (13,8 %) et du livre avec 507,0 millions de dollars (12,6 %) (tableau 2).

L'aide financière des administrations publiques

Les dépenses culturelles des administrations publiques ont été de 1,7 milliard de dollars en 1991-92. C'est le gouvernement du Canada qui a investi le plus en dépenses directes avec un montant de 862,1 millions (49,9 %), principalement dans les domaines de la radiodiffusion et de la télévision (53,2 %), suivi du gouvernement du Québec avec 649,6 millions (37,6 %) et des administrations locales avec 217,2 millions de dollars (12,5 %). Ce sont les domaines de la radiodiffusion et de la télévision publiques réunis qui ont reçu, cette année-là, la part la plus importante des subsides gouvernementaux, avec 550,8 millions de dollars (31,9 %). Ces domaines d'activité culturelle sont suivis par celui du livre et par celui du cinéma et de la vidéo, avec respectivement 290,9 millions (16,8 %) et 186,5 millions de dollars (10,8 %) (tableau 3).

19

L'emploi

On retrouve au Québec, au cours de l'année financière 1991-92, près de trois millions de personnes qui oeuvrent quotidiennement dans l'ensemble des secteurs de l'activité économique québécoise. De ce nombre, au moins 72 487 (2,9 %) travaillent dans l'un ou l'autre des domaines culturels recensés.

C'est dans le domaine du cinéma et de la vidéo que l'on retrouve le plus grand nombre d'employés, avec 10 577 personnes (14,6 %), suivi des domaines du livre avec 9 110 personnes (12,6 %), des arts de la scène avec 7 077 personnes (9,8 %) et du patrimoine avec 6 797 personnes (9,4 %) (tableau 4).

L'emploi du temps au titre des activités culturelles

En 1986, les Québécois ont consacré en moyenne, par jour, 58,0 % de leur temps libre (197 minutes) à la pratique d'activités culturelles. Six ans plus tard, soit en 1992, le temps libre moyen ainsi utilisé par jour avait baissé à 168 minutes, soit une diminution de l'ordre de 14,6 %. Cette diminution, qui s'est fait sentir dans la plupart des domaines de l'activité culturelle, s'est exprimée surtout dans l'écoute de la télévision, l'écoute de la radio et l'écoute des phonogrammes. Cependant, en ce qui concerne la lecture des journaux, des revues et des livres, le temps moyen en minutes par jour a augmenté substantiellement, passant de 25 à 29 minutes, soit une progression de 13,8 %. C'est la même situation d'ailleurs en ce qui regarde la pratique de l'artisanat pour soi, où le nombre de minutes par jour est passé de 0,98 à 5,20 en 1992 (tableau 5).

Les domaines culturels

Le livre

Le secteur de l'édition

En 1991-92, le nombre de maisons d'édition au Québec est de 119, alors que celui des diffuseurs exclusifs est de 18. Plus de 1 240 personnes travaillent dans ce secteur et la masse salariale versée est de 48,5 millions de dollars. Par ailleurs, les ventes totales de livres faites au Canada sont de 326,0 millions, alors que celles faites à l'étranger sont de 20,9 millions de dollars. Quant aux subventions versées par les administrations publiques, elles sont de 9,0 millions de dollars, dont 65,7 % proviennent du fédéral (tableau 6).

Par ailleurs, toujours en 1991-92, le ministère de la Culture et des Communications estimait à 547 le nombre d'entreprises qui offraient 1 000 titres de livres et plus à leur clientèle. Un peu plus de 27 % de ces entreprises étaient définies comme des librairies, 69,7 % étaient considérées comme des librairies-papeteries et 3,3 % comme des entreprises d'un autre type commercial. Les ventes de livres étaient estimées à 384,4 millions de dollars et représentaient 65,1 % de l'ensemble des ventes totales faites. Pour leur part seulement, les librairies ont vendu pour près de 85,0 millions de dollars de livres (tableau 7).

Le secteur des bibliothèques

Le secteur des bibliothèques comprend plusieurs sous-secteurs d'activité, dont la Bibliothèque nationale du Québec, les bibliothèques publiques[1], les bibliothèques rattachées à un établissement d'enseignement et certaines bibliothèques privées.

1. Les bibliothèques publiques comprennent les bibliothèques municipales autonomes, les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques et les bibliothèques publiques affiliées aux centres régionaux de services aux bibliothèques publiques.

La Bibliothèque nationale du Québec (BNQ) est un organisme gouvernemental autonome. Elle a pour fonctions d'acquérir, de conserver et de diffuser le patrimoine documentaire québécois. En 1992, le nombre de nouveaux titres déposés au Bureau du dépôt légal de la BNQ est de 8 409 unités, dont 5 456 livres et 2 953 brochures.

Par ailleurs, en progression constante depuis plus d'une trentaine d'années, le nombre de bibliothèques publiques a baissé légèrement pour la première fois en 1992, pour s'établir à 929. Cependant, le nombre de municipalités desservies a continué d'augmenter, pour atteindre 1 055, soit 14 de plus que l'année précédente. Ainsi, c'est près de 6,2 millions de Québécois (89,6 %) qui avaient accès à un service de bibliothèque publique en 1992, une hausse de 0,7 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'usagers inscrits s'est quant à lui élevé à 1,8 million, celui des livres disponibles à 13,1 millions, celui des prêts à 33,3 millions et celui des employés à 2 213, dont 287 bibliothécaires. Par ailleurs, l'analyse des statistiques financières indique une progression constante d'une année à l'autre. Ainsi, concernant les contributions municipales, celles-ci sont passées de 101,3 millions en 1991 à 107,8 millions de dollars en 1992, une augmentation de 6,4 %. En ce qui a trait aux subventions versées par l'Administration publique québécoise, ces dernières étaient également en hausse de 6,5 %, pour s'établir à 30,6 millions de dollars (tableau 8).

Le patrimoine

Depuis l'adoption, en 1922, de la *Loi relative à la conservation des monuments historiques et des objets artistiques*, le rythme de classement des divers monuments et des biens culturels a grandement varié. Ainsi, de 1922 à 1961, seulement 106 monuments et biens culturels ont été classés, alors que durant les cinq années suivantes (1962-1966), 511 l'ont été, dont 408 oeuvres d'art. Entre 1972 et 1976, 119 monuments ont été classés historiques ou reconnus. Au cours de la période 1977-1981, sans doute l'âge d'or des biens culturels, 982 biens ont fait l'objet d'un classement ou d'une reconnaissance. Durant les années 80, le rythme des attributions présente une allure différente, avec l'inclusion d'une nouvelle catégorie de classification, soit la citation. Ainsi, au 31 décembre 1991, le Québec comptait 6 615 biens ou ensembles de biens de toutes catégories, dont 525 monuments classés ou reconnus et 5 900 oeuvres d'art et autres biens.

Pour ce qui est de la citation par les administrations locales, l'histoire est encore jeune. Au 31 décembre 1991, dix sites du patrimoine avaient été constitués, tandis qu'un peu moins d'une centaine de monuments historiques avaient été cités (tableau 9).

Concernant le nombre d'établissements et de sites patrimoniaux, celui-ci était de 392 en 1991-92. Le nombre de visiteurs (incluant les chercheurs) dépasse légèrement 19,4 millions de personnes, tandis que le nombre d'employés et de bénévoles est respectivement de 6 797 et 3 376 personnes. Quant aux dépenses, elles sont de 307,2 millions de dollars, en hausse de 11,0 % par rapport à celles de l'année 1990-91 (tableau 10).

L'enseignement des arts

Le domaine de l'enseignement des arts comprend habituellement l'enseignement des disciplines artistiques, telles que le théâtre, la musique, l'humour, la cinématographie, l'histoire de l'art, les langues, la traduction, les métiers d'art, etc. dans les universités, les collèges, les conservatoires de musique, les écoles d'art dramatique, les écoles nationales ou tout autre établissement d'art, pour lesquels les administrations publiques effectuent des dépenses. Cette définition exclut cependant l'enseignement des arts dans les écoles des niveaux primaire et secondaire.

En septembre 1992, on dénombre au Québec l'admission dans les universités de 230 525 étudiants, dont 56,0 % à temps plein. Il s'agit par rapport à l'année scolaire précédente d'une augmentation de 3,2 %. Dans les facultés des arts et des lettres, le nombre d'étudiants inscrits

est de 25 786 (16 876 en lettres et 8 910 en arts), soit 11,2 % de la masse étudiante québécoise. Concernant le nombre d'étudiants diplômés, il est au mois de juin 1993 de 4 475, dont 64,1 % dans le secteur des lettres. Il est à remarquer que 69,1 % des étudiants diplômés dans ces facultés sont de sexe féminin.

Dans les établissements d'enseignement collégial en arts de la scène[2], le nombre d'étudiants inscrits au cours de l'année scolaire 1992-93 est de 456, alors que le nombre de diplômés est d'un peu moins d'une centaine. Dans les sept conservatoires de musique (soit ceux de Chicoutimi, Hull, Montréal, Québec, Trois-Rivières, Rimouski et Val-d'Or), le nombre d'étudiants inscrits est de 907, alors que celui des conservatoires d'art dramatique de Montréal et de Québec est de 74 (tableau 11).

L'aide financière à la recherche universitaire

Durant l'année scolaire 1992-93, un montant de 645,2 millions de dollars est dépensé dans l'ensemble des secteurs de la recherche de toutes les universités québécoises. Il s'agit d'une augmentation de 13,5 % par rapport à l'année précédente. Par professeur, le montant s'élève à 66 751 $ en 1991-92 et à 75 736 $ en 1992-93. En arts et en lettres, plus spécifiquement les sommes investies pour la recherche représentent respectivement 0,3 % et 1,0 % du total en 1992-93 (tableau 12).

Les arts de la scène

Le domaine des arts de la scène regroupe quatre secteurs d'activité différents : le théâtre, la musique, la danse et l'opéra. En 1993, le Québec compte près de 200 organismes subventionnés oeuvrant dans ce domaine, dont 159 sont professionnels. Le secteur du théâtre en regroupe 70,4 %, celui de la musique 15,7 %, celui de la danse 12,6 % et celui de l'opéra 1,3 %. Un peu plus de la moitié de ces compagnies et ensembles musicaux sont situés sur le territoire de la région administrative de Montréal. Pour 1993, les recettes totales de ces organismes professionnels sont de 124,9 millions et les dépenses, de 119,7 millions de dollars. Près de 9 000 personnes ont travaillé cette année-là pour donner 12 746 représentations, qui ont été vues par environ 4,5 millions de spectateurs (tableau 13).

Les arts visuels

Le domaine des arts visuels est un secteur d'activité très vaste qui englobe plusieurs disciplines, comme la peinture, la sculpture, le dessin, l'estampe, la photographie, le graphisme, la bande dessinée, l'holographie, l'installation, la performance, la vidéo d'art, etc. L'appellation «arts visuels» s'étend aussi au secteur des métiers d'art considéré comme autonome, ayant son propre système de formation, de production et de diffusion.

Une enquête réalisée en 1992 par le ministère de la Culture et des Communications a permis d'estimer à 630 le nombre d'artisans entrepreneurs actifs au Québec. Elle a également révélé que 44,7 % de ces artisans étaient de sexe féminin, que 65,7 % avaient entre 25 et 44 ans, que 24,4 % avaient fait des études universitaires, que 75,0 % avaient une formation professionnelle en rapport avec leur spécialité en métier d'art, que 75,1 % consacraient 30 heures et plus par semaine à la pratique de leur métier d'artisan, que 38,1 % pratiquaient également un autre métier et, enfin, que 22,5 % produisaient exclusivement des pièces uniques. Il ressort par ailleurs que les revenus des artisans entrepreneurs actifs étaient de 39,8 millions de dollars, dont 83,5 % provenaient de la vente de leurs produits. Quant à leurs dépenses, elles s'élevaient à 30,7 millions de dollars, dont 84,7 % de dépenses de fonctionnement. Enfin, 62,2 % des ventes effectuées par les artisans entrepreneurs lors d'événements spéciaux se sont faites au Québec, 26,6 % dans les autres provinces canadiennes et 11,2 % à l'extérieur du Canada (tableau 14).

---

2. Il s'agit de l'École supérieure de danse, de l'École nationale du cirque, de l'École nationale de théâtre et de l'École nationale de l'humour.

Le cinéma et la vidéo

Au cours de l'année financière 1992-93, les 462 établissements du domaine cinématographique québécois ont généré des recettes d'exploitation de 660,0 millions de dollars. De ce montant, 77,4 millions provenaient des recettes aux guichets de 130 cinémas et ciné-parcs; 190,0 millions des 224 entreprises de production cinématographique; 96,4 millions des 53 entreprises de postproduction et des laboratoires et, enfin, 296,2 millions des 55 entreprises de distribution de films. Par ailleurs, le domaine cinématographique québécois a permis à quelque 8 190 travailleurs d'exercer leurs activités professionnelles, dont 1 607 (19,6 %) dans les cinémas et les ciné-parcs, 4 975 (60,7 %) dans les établissements de production, 845 (10,3 %) dans les entreprises de postproduction et les laboratoires, 660 (8,1 %) dans les maisons de distribution de films. À ce nombre, il faut ajouter les 103 employés (1,3 %) de la Régie du cinéma, de l'Institut québécois du cinéma et de la Cinémathèque québécoise.

Le secteur du cinéma

En 1992, l'ensemble des 16 régions administratives du Québec compte 130 salles de cinéma et ciné-parcs, pour un total de 338 écrans et de 88 154 fauteuils. Plus de la moitié de ces équipements cinématographiques (50,8 %) sont situés sur le territoire de la région administrative de Montréal. Le nombre de projections est de 340 375, soit 14,5 % de plus que l'année précédente, dont 38,7 % dans une langue autre que le français. Ces projections ont attiré 15,3 millions de cinéphiles, 7,4 % de plus qu'en 1991 (tableau 15). Les salles de cinéma et les ciné-parcs de la grande région de Montréal ont fait le plus grand nombre de projections, avec 241 469 (70,9 %). Il est à noter que 61,7 % des projections cinématographiques faites dans cette région étaient dans une langue autre que le français. En 1990 et 1991, ces pourcentages étaient respectivement de 57,1 % et 60,2 % (tableau 15).

Les données sur la fréquentation moyenne par habitant des salles de cinéma indiquent que les Québécois aiment aller au cinéma. En effet, ceux-ci assistent en moyenne à 2,2 projections en salle chaque année. Ce résultat est légèrement supérieur à celui de la France, qui présente un ratio de 2,1, alors que celui des États-Unis est de 3,9 (figure 1). L'assistance en Suède est comparable à celle du Québec. La moyenne des trois dernières années y est de 15,6 millions de spectateurs, alors qu'au Québec, elle est de 15,3 millions (tableau 15).

Par ailleurs, les revenus des films québécois représentent 2,8 % des recettes de l'industrie cinématographique. Il s'agit là d'un faible résultat par rapport à des pays tels que le Danemark, la Suède ou la France, où les films nationaux ont respectivement généré 15,3 %, 28,0 % et 34,9 % des recettes (tableau 16). Pour chacun de ces pays, de tels résultats peuvent s'expliquer à partir de l'offre de films nationaux en proportion de l'offre globale. Ainsi, en 1992, la France a produit 155 longs métrages, qui ont été en concurrence avec 381 primeurs provenant de l'étranger, alors qu'au Québec, les 27 films produits ont dû partager un plus petit auditoire avec 325 autres primeurs. Cette offre de films nouveaux influe d'autant sur la part relative des revenus des films nationaux. La même année au Danemark et en Suède, où les chiffres de la production et de la population se rapprochent des nôtres, les primeurs en salle étaient respectivement de 135 et 196 films et les parts de marché du cinéma national, de 15,3 % et 27,9 % des recettes.

Le secteur de la vidéo

L'arrivée du magnétoscope a donné lieu, au cours des dernières années, à de nouvelles pratiques cinématographiques, notamment à la location de vidéocassettes et à leur visionnement à domicile. En 1990, 62,9 % des familles québécoises possédaient un magnétoscope, pour un taux de pénétration auprès de la population de 15 ans et plus de 68,0 %; en 1993, c'est 76,4 % des ménages qui possèdent cet appareil électronique, pour un taux de pénétration de 79,0 % (tableau 17). Par ailleurs, concernant le volume mensuel de consommation de longs métrages

sur vidéocassette, celui-ci est passé de 8,9 millions en 1991 à 11,6 millions en 1993, soit une augmentation de 31,2 %. Il est à remarquer qu'au cours de cette période, un peu plus de deux vidéocassettes sur trois visionnées par les Québécois sont de langue française (tableau 19).

En ce qui concerne les secteurs de la production, de la postproduction et laboratoires et de la distribution de films, ceux-ci comptent 331 établissements en 1992-93, qui emploient 6 479 personnes, dont 3 018 à la pige. Les recettes totales d'exploitation sont de 582,6 millions de dollars, en hausse de 8,5 % par rapport à l'année précédente. Quant aux salaires et aux sommes versées aux pigistes, ils sont de 102,3 millions de dollars, en baisse de 8,5 % par rapport à l'année 1991-92 (tableau 18).

Le phonogramme

L'industrie du phonogramme[3] représente un apport important dans l'économie québécoise. Selon une étude réalisée par le «Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale» (GRICIS) en 1992, le marché du disque au Québec est estimé à au moins 245,7 millions de dollars et comprend environ 3 900 emplois à temps plein et à temps partiel, dont 57 % dans le commerce de détail (tableau 20). La part de marché occupée par les entreprises québécoises est évaluée à environ 29 %, le reste appartenant aux sept «majors». Une situation qui, somme toute, n'est pas si mauvaise si on la compare à celle de certains pays comme la France où en 1988, les «majors» détenaient entre 81 % et 86 % du marché. Au Canada, en 1990-91, les «majors» accaparaient 88 % du marché.

Malgré cette situation, la consommation québécoise de phonogrammes reste inférieure à celle de la plupart des pays développés. En 1990, la valeur moyenne des ventes de disques par habitant s'élevait à 29,03 $ au Québec, 44,90 $ au Canada (sans le Québec), 34,60 $ en France, 45,50 $ au Royaume-Uni et 35,30 $ aux États-Unis (tableau 21).

L'écoute musicale

Pour ce qui est des appareils permettant l'écoute de la musique, le nombre de lecteurs de disques compacts a continué sa progression sur le marché québécois. En 1993, 28,9 % des ménages possèdent cet appareil, soit 5,5 % de plus que l'année précédente. Par ailleurs, 64,2 % des ménages disposent d'un magnétophone, une légère augmentation (1,8 %) en regard de 1992 (tableau 22).

Concernant le nombre de nouveaux enregistrements en langue française, il était en 1991-92 de 404, dont 26,5 % sans contenu canadien. Quant aux nouveaux enregistrements en langue anglaise, leur nombre était de 147, dont 63,9 % n'avaient pas de contenu canadien (tableau 23).

Par ailleurs, la catégorie «musique populaire pour adultes» est celle qui occupe la part la plus importante des nouveaux lancements de phonogramme, avec 307, dont 135 n'avaient pas de contenu canadien. Cette catégorie est suivie de la catégorie «autres genres», avec 158 nouveaux lancements, et de celle appelée «musique country traditionnelle», avec 95 nouveaux lancements, dont un seul n'avait pas de contenu canadien (tableau 23).

3. On entend par phonogramme («l'ensemble des supports physiques permettant l'écoute de musique enregistrée») : disque vinyle, disque compact, cassette analogique et audionumérique.

Le loisir

Le loisir englobe les activités culturelles, scientifiques, touristiques, physiques, sportives et de plein air. Il est un moyen privilégié de formation qui favorise l'épanouissement de la personne et l'amélioration de sa qualité de vie.

Outre le rôle préventif qu'on lui attribue généralement en matière de santé physique et mentale, de criminalité, etc., le loisir a une incidence énorme sur l'économie du Québec. En effet, environ 7 milliards de dollars y sont consacrés annuellement et il crée plus de 120 000 emplois.

En 1990, les Québécois ont ainsi dépensé 6,9 milliards pour leurs activités de loisir (incluant l'achat de vêtements). Selon les règles de fiscalité, de taxation et les conditions de travail prévalant en 1993, ces dépenses, plus celles des gouvernements (800 millions), auraient généré 120 300 emplois directs et indirects, une masse salariale de presque 3 milliards de dollars, ainsi que des revenus fiscaux et parafiscaux de plus de 1 milliard de dollars pour le gouvernement du Québec et de 905 millions pour le gouvernement fédéral.

Les pratiques de loisir

Les activités culturelles

Les activités de loisir culturel considérées dans cette étude sont celles qui exigent une participation active de la population. En 1994, ce sont, dans l'ordre, les jeux récréatifs ou d'adresse (56,9 %), les loisirs scientifiques (47,3 %), la danse (30 %), l'audiovisuel (22,4 %), l'artisanat - les arts plastiques (20,7 %) et les loisirs littéraires (20,6 %) (tableau 25). Parmi les jeux récréatifs, les cartes et les jeux de société se classent au premier rang. La danse sociale attire à elle seule 80 % de tous les pratiquants de cette discipline. Les adeptes de l'audio-visuel font surtout de la photographie (50,1 %) et de la production de films vidéo (tableau 26).

Des données sur les jeunes âgés de 12 à 18 ans révèlent que leurs principales activités de loisir culturel au cours de l'été 1993 étaient les cartes (84,8 %), les arts plastiques (57,9 %), les mots croisés — les mots mystère (57,1 %) et la danse (54,3 %) (tableau 28). Le taux de pratique des activités de loisir culturel est généralement plus faible pendant la période scolaire qu'au cours de l'été. Le même phénomène est observé pour les activités physiques et sportives.

Une comparaison des données de 1994 avec celles de 1985 (tableau 25) permet de constater l'essor de plusieurs disciplines culturelles chez la population de 15 ans et plus. Ainsi, le taux de pénétration de l'audiovisuel est passé de 13 % à 22,4 %, celui de la danse de 23 % à 30 %, celui des loisirs littéraires de 9 % à 20,6 % et, enfin, celui des loisirs de collection de 14 % à 19 %. La participation aux fêtes et festivals demeure toujours très populaire, avec un taux de 38,1 % en 1994.

Les activités scientifiques

La pratique d'activités de loisir scientifique est celle qui s'est le plus développée dans la population de 15 ans et plus au cours de la dernière décennie; elle est passée de 17 % en 1985 à 47,3 % en 1994 (tableau 25). Les trois activités les plus populaires sont les jeux électroniques (24,8 %), l'informatique (24 %) et la botanique — l'horticulture (21,7 %) (tableau 26). Il faut souligner tout particulièrement l'essor de l'informatique, qui a fait un bond de près de 20 points, et de l'horticulture, dont le nombre d'adeptes a plus que triplé depuis 1985.

19

Les activités physiques et sportives

La marche, en tant qu'exercice, est l'activité physique la plus pratiquée en 1993 par les Québécois âgés de 15 ans et plus (tableau 27). En effet, 78 % affirment s'y être adonnés au moins une fois au cours de l'année. Les autres activités physiques et sportives qui retiennent davantage leur intérêt sont la baignade (45 %), le patinage sur glace (27 %), la bicyclette stationnaire (24 %) et les quilles (21 %). Le badminton est le sport de raquettes qui obtient le plus haut taux de participation avec 17 %, suivi du tennis avec 13 %. Les trois activités physiques et sportives les plus pratiquées par les jeunes âgés de 12 à 18 ans sont les mêmes que chez les 15 ans et plus (tableau 29) : la marche (89,7 %), la natation (81,8 %) et le patinage sur glace (68,7 %). Les autres activités très populaires chez les 12-18 (49 % à 57 %) sont le ballon-panier, le baseball — balle-molle, le jogging — course, le conditionnement physique et le hockey. Le sport de raquettes le plus populaire est aussi le badminton, avec 46,3 %, suivi par le tennis avec 40,4 %. Par ailleurs, 36,1 % des jeunes ont joué au moins une fois aux quilles en 1993.

Une comparaison des données de 1993 avec celles des années précédentes démontre que les quilles ont connu chez les 15 ans et plus un essor remarquable, passant de 4 % en 1981 à 21 % en 1993. Le jogging, toutefois, qui obtenait un taux de participation de 27 % en 1987, n'obtient plus que 15 % en 1993 (tableau 27).

Les activités de plein air

Au cours de la dernière année, 90,1 % des Québécois âgés de 15 ans et plus déclarent avoir pratiqué des activités généralement associées à des loisirs de plein air (tableau 24), même s'il s'agit, dans les faits, d'activités physiques et sportives. Il est en effet très difficile de les distinguer, mais les activités de plein air sont généralement des activités qui se font sans compétition, sans encadrement, dans un milieu naturel et dans un esprit de détente.

L'une des activités les plus populaires dans cette catégorie est la randonnée en vélo, avec un taux de pratique de 42 %. Viennent ensuite le camping (28 %), la pêche (25 %), le ski de fond (17 %), le ski alpin (17 %), le golf (16 %), le canot (14 %), la motoneige (12 %) et le vélo de montagne (12 %). Les autres activités obtiennent un taux de participation inférieur à 10 % (tableau 27).

Il est intéressant de constater que les cinq activités de plein air les plus populaires chez les 12-18 ans sont les mêmes que celles des 15 ans et plus, à la différence que les taux de pratique sont beaucoup plus élevés : bicyclette (88,5 %), camping (61,8 %), pêche (55,8 %), ski alpin (51 %) et ski de fond (40,7 %). Suivent dans l'ordre la motoneige (34,8 %), le canot-kayak (34,3 %) et l'équitation (27,6 %); 16,5 % de ces jeunes pratiquent la chasse, comparativement à 8,3 % des 15 ans et plus.

Plusieurs des activités de plein air peuvent se pratiquer dans des parcs provinciaux et nationaux; 78 % des 12-18 ans ont déjà visité un parc provincial ou national et 55 % en ont vu deux ou plus. Entre mars 1993 et mars 1994, 35,6 % des Québécois de 15 ans et plus se sont rendus dans au moins un de ces parcs.

Les activités de loisir touristique

Quelques mots sur les activités touristiques des Québécois, bien que ce volet soit traité dans un autre chapitre. Il y a près de 65 % des Québécois de 15 ans et plus qui ont voyagé par plaisir au Québec entre mars 1993 et mars 1994 et 39,6 % l'ont fait hors du Québec (tableau 24).

La majorité des 12-18 ans ont déjà visité d'autres villes du Canada (69,1 %); 65,4 % sont allés au moins une fois aux États-Unis et 11,8 % sont déjà allés en Europe. Près de 20 % des jeunes ont séjourné dans un camp de vacances au cours de leur adolescence et 5 % dans les auberges de jeunesse.

L'organisation du loisir au Québec

Au Québec, l'organisation du loisir relève de plusieurs intervenants qui travaillent, chacun à leur niveau, pour assurer à la population l'accès à une gamme diversifiée d'activités de loisir de qualité.

Les municipalités : maîtres d'oeuvre

Ce sont les municipalités qui sont responsables du développement et de l'offre du loisir sur leur territoire. On estime qu'elles emploient à cette fin plus de 5 500 personnes à temps plein, 27 000 employés occasionnels à temps partiel ou autres. Elles possèdent la plus grande partie des équipements de loisir et de sport (arénas, stades, bibliothèques, etc.) et négocient des ententes avec les commissions scolaires, elles-mêmes propriétaires d'équipements de loisir fort importants, tels que gymnases et salles de spectacle.

Le milieu associatif

Un deuxième groupe majeur d'intervenants dans le domaine du loisir est celui des organismes sans but lucratif : ils sont des milliers de clubs (plus de 7 000) regroupés dans une centaine de fédérations provinciales. Ces fédérations donnent du travail à 1 870 personnes à temps plein et à 9 400 personnes à temps partiel et occasionnel. En 1989-90, la masse salariale générée par les organismes provinciaux, régionaux et locaux de loisir s'élevait à plus de 142 millions de dollars, pour un total de 5 783 emplois équivalent temps plein. Il faut par ailleurs rappeler que la grande force du milieu associatif est le bénévolat. Selon un sondage récent, il y aurait au Québec plus de 694 800 bénévoles, dont la valeur du travail frôle les 930 millions de dollars.

Le ministère des Affaires municipales

Le ministère des Affaires municipales a quant à lui la responsabilité de s'assurer que les Québécois aient accès à une variété d'activités de loisir de qualité et qu'ils puissent les pratiquer en toute sécurité. Pour remplir cette mission, il travaille étroitement avec ses partenaires des milieux associatif, scolaire et municipal. Pour le volet «loisir et sport» (excluant la gestion des activités de chasse, de pêche et des parcs), le Ministère compte environ 90 employés et dispose de budgets de transfert de 50 millions de dollars.

L'emploi du temps

Une journée dans la vie des Québécois

L'Enquête sociale générale, réalisée annuellement par Statistique Canada, a permis de recueillir en 1992 des informations détaillées sur l'emploi du temps des Québécois et des Canadiens de 15 ans et plus. À partir de ces données, il devient possible d'établir le profil de l'emploi du temps au Québec au cours d'une journée moyenne, représentative des sept jours de la semaine.

19

Le temps requis par les soins personnels (sommeil, alimentation et hygiène) représente une exigence largement incompressible (tableau 30). Les femmes y consacrent 11,5 heures par jour, contre 10,8 dans le cas des hommes, soit un écart de 44 minutes par jour.

Le temps productif s'applique aux activités requises pour assurer les conditions matérielles de l'existence; il comprend d'une part le temps consacré aux activités professionnelles (travail rémunéré, activités de formation, études) et, d'autre part, le temps exigé par les activités domestiques (travail ménager, soins aux membres du ménage, courses et emplettes). Au Québec, les hommes et les femmes consacrent une durée égale aux activités productives, soit 7,0 heures par jour. Une telle parité s'accompagne cependant de la persistance de la sexuation des tâches : 70 % du temps productif des hommes est accaparé par les activités professionnelles, alors que 57 % de celui des femmes demeure orienté vers les activités domestiques.

Après qu'il a été pourvu aux soins personnels et aux activités productives, le temps qui reste devient disponible pour les activités du temps libre. Les hommes allouent 6,2 heures par jour aux activités du temps libre, contre 5,5 heures pour les femmes, soit un écart de 35 minutes par jour.

Les Québécois consacrent moins de temps aux activités productives que l'ensemble des Canadiens. Avec l'Ontario notamment, l'écart est d'environ une heure par jour; il atteint plus précisément 55 minutes en moins par jour dans le cas des femmes et 52 minutes dans celui des hommes. En revanche, les Québécois consacrent davantage de temps aux soins personnels que leurs voisins ontariens, soit 66 minutes de plus dans le cas des femmes et 38 minutes dans celui des hommes.

Au Québec même, il existe des écarts dans l'emploi du temps entre le milieu urbain (défini comme région métropolitaine de recensement) et les zones moins densément habitées (tableau 31). Dans les régions métropolitaines de recensement, les Québécois consacrent davantage de temps aux activités professionnelles (5,1 heures pour les hommes et 3,2 heures pour les femmes) que les résidents des régions moins urbanisées (4,7 heures pour les hommes et 2,6 heures pour les femmes). Par contre, dans les régions moins urbanisées, les Québécois consacrent davantage de temps aux activités domestiques (2,2 heures contre 2,0 heures dans le cas des hommes; 4,2 heures contre 3,9 heures chez les femmes).

Il faut souligner que la moyenne de temps n'est pas toujours la statistique la plus appropriée pour décrire l'emploi du temps d'une population. Le taux de pratique d'une activité, c'est-à-dire la proportion de la population qui déclare avoir consacré du temps à une activité donnée au cours d'une journée moyenne, permet de déterminer à quel point la pratique de cette activité est généralisée. Lorsque le taux de pratique est faible, la durée par pratiquant constitue souvent un meilleur indicateur du temps passé à la réalisation de l'activité que la moyenne établie pour l'ensemble de la population.

Les taux de pratique sont très élevés pour les activités de soins personnels comme pour les activités du temps libre (tableau 31). Ils sont beaucoup plus faibles dans le cas des activités professionnelles, tant chez les femmes que chez les hommes, ainsi que dans le cas des activités domestiques chez les hommes. La durée moyenne de pratique des activités professionnelles atteint 9,0 heures par jour chez les hommes et environ 8,0 heures chez les femmes. En outre, les hommes consacrent aux activités domestiques entre 2,7 et 2,9 heures par jour, selon qu'ils habitent en région métropolitaine de recensement ou pas; dans le cas des femmes, le nombre d'heures de pratique se situe respectivement à 4,2 et 4,4.

L'emploi du temps obéit au rythme de différents cycles; chacun se conforme plus ou moins à un horaire quotidien d'activités, auquel on fait souvent référence par l'expression consacrée «métro, boulot, dodo». L'activité productive est également caractérisée par un cycle hebdomadaire de l'emploi du temps, marqué par l'alternance des jours de semaine et des jours

de fin de semaine (tableau 32). Entre le lundi et le vendredi, les hommes allouent 8,2 heures par jour en moyenne aux activités productives, contre 3,7 heures en fin de semaine; chez les femmes, ces valeurs atteignent 7,8 et 4,7 heures respectivement.

La séquence des saisons module également l'emploi du temps. Les hommes consacrent le plus de temps aux activités productives en automne et au printemps; dans le cas des femmes, le printemps donne lieu à un important surcroît de travail domestique. C'est pendant la saison estivale que les femmes ont le plus de temps libre, alors que chez les hommes, c'est durant l'hiver.

En plus de la durée, les relations avec l'entourage ainsi que la présence en des lieux précis constituent des dimensions essentielles de toute activité humaine. Au Québec, les femmes passent 17,9 heures par jour à leur domicile, contre 15,6 pour les hommes (tableau 33). Les hommes passent deux fois plus de temps que les femmes sur les lieux de leur travail, soit 3,5 heures par jour contre 1,8. Les hommes passent en outre plus de temps en déplacement ou à des endroits autres que leur domicile ou leur lieu de travail.

Par ailleurs, les femmes passent en moyenne 6,0 heures par jour seules, contre 5,9 heures pour les hommes; elles passent plus de temps avec les enfants du ménage que les hommes (2,1 heures contre 1,3 heure) et plus de temps avec d'autres membres de la famille (1,8 heure contre 1,2 heure). Par contre, elles passent moins de temps avec des amis ou d'autres personnes extérieures à la famille (tableau 34).

L'enquête de 1986 ne couvre que l'automne, alors que celle de 1992 porte sur l'année entière. Comme le changement des saisons se traduit par des modifications notables de l'emploi du temps, les résultats présentés pour 1986 et 1992 ne peuvent être tout à fait comparables, à moins de limiter la comparaison aux résultats de l'automne 1992 (tableaux 30 et 32). Malgré la présence de plus en plus affirmée des femmes sur le marché du travail, on ne constate pas de tendance à l'augmentation du temps professionnel entre 1986 et 1992; on enregistre par contre une réduction du temps alloué aux activités domestiques. La tendance la plus nette qui se dégage, s'il en est une, serait celle de la hausse du temps personnel.

Le temps libre

En 1992, les hommes allouent 6,2 heures par jour aux activités du temps libre, contre 5,5 heures dans le cas des femmes. Si l'on regroupe les activités du temps libre en quatre catégories différentes (tableau 35), on observe qu'elles sont d'importance inégale. Ce sont les activités relatives au bénévolat et aux associations sociales ou religieuses qui exigent le moins de temps, avec 29 minutes par jour, autant de la part des femmes que des hommes. Les hommes et les femmes accordent sensiblement la même importance aux activités de divertissement, avec respectivement 84 et 81 minutes par jour. Les hommes allouent 69 minutes par jour aux activités sportives, contre 57 minutes pour les femmes. Les activités relatives aux médias accaparent environ 50 % du temps libre; les hommes y consacrent 3,1 heures par jour, contre 2,8 heures dans le cas des femmes.

Les Québécois, à l'instar de l'ensemble des Canadiens, disposent de plus de temps libre en 1992 qu'en 1986. Les gains en temps libre se caractérisent par une augmentation du temps consacré au bénévolat et aux organisations sociales ou religieuses, aux sorties et aux divertissements, ainsi qu'à la pratique des sports et des passe-temps. Seul le temps consacré aux médias enregistre un recul, la baisse atteignant 24 minutes par jour dans le cas des hommes et 18 minutes dans le cas des femmes.

Les taux de pratique des diverses catégories d'activités du temps libre sont relativement bas, si bien qu'il faut prendre en considération la durée de pratique de ces activités si l'on veut mesurer leur importance réelle dans l'horaire quotidien de ceux et celles qui en sont les adeptes

(tableau 36). À titre d'exemple, dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus, les hommes et les femmes accordent en moyenne 29 minutes par jour aux activités relatives au bénévolat et aux organisations sociales et religieuses. Par contre, chez les personnes qui s'adonnent à ces activités, la durée de pratique est respectivement de 2,7 et 2,5 heures par jour pour les hommes et de 2,5 et 2,2 heures pour les femmes, selon que leur lieu de résidence soit dans une région métropolitaine de recensement ou non.

Le temps libre s'avère, pour l'essentiel, consacré à un nombre restreint d'activités; à elles seules, les cinq activités les plus importantes (écoute de la télévision, rencontres entre parents ou amis, conversation, lecture de revues ou de magazines et, enfin, lecture des journaux) comptent pour plus de 60 % du temps libre des hommes et des femmes.

L'écoute de la télévision demeure sans conteste la principale activité du temps libre, avec 136 minutes par jour pour les hommes et 116 minutes pour les femmes (tableau 37). Le temps d'écoute enregistre cependant une diminution entre 1986 et 1992, atteignant 24 minutes pour les hommes et 16 minutes pour les femmes. L'emprise de la télévision continue à s'exercer par l'écoute en direct d'émissions (124 minutes pour les hommes et 106 minutes pour les femmes). L'introduction du magnétoscope ne produit encore qu'un effet limité sur les temps d'écoute : le visionnement de cassettes louées n'occupe en moyenne qu'un peu plus de 8 minutes par jour dans le cas des hommes et de 5 minutes dans celui des femmes; l'écoute en différé d'émissions enregistrées au magnétoscope demeure limitée à moins de 4 minutes par jour.

La seconde place parmi les activités du temps libre est occupée par les rencontres de parents ou d'amis; les femmes y consacrent 55 minutes par jour, contre 46 minutes environ pour les hommes. Chez les femmes, une forte proportion de ce temps de rencontre a lieu à l'occasion d'un repas (28 minutes par jour), alors que dans le cas des hommes, les activités de rencontre se produisent le plus souvent sans repas (27 minutes par jour). Les rencontres de parents ou d'amis surviennent surtout en fin de semaine; on y accorde alors de deux à trois fois plus de temps qu'en semaine (tableau 39). Chez les femmes, l'été semble la saison la plus propice aux rencontres entre parents ou amis; pour leur part, les hommes semblent particulièrement réticents à faire des sorties en hiver.

Le temps consacré à la lecture approche la demi-heure par jour; les hommes continuent à accorder leur préférence aux journaux, avec près de 20 minutes par jour, alors que le choix des femmes se porte davantage vers les revues ou les magazines, auxquels elles accordent en moyenne un peu plus de 16 minutes par jour. La lecture est un passe-temps auquel on se livre indifféremment selon les saisons, quoique les hommes paraissent éprouver plus d'attirance pour les magazines en hiver, alors que les femmes s'intéressent davantage aux journaux en été.

Enfin, la conversation occupe à peine plus de temps que la lecture des magazines chez les femmes et moins que celle des journaux chez les hommes. L'enquête ne précise pas si ces échanges se font en personne ou par l'intermédiaire du téléphone.

Autres lectures suggérées

ASSELIN, Suzanne et al., *Portrait social du Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1992, 353 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec*, édition 1993, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 119 p.
CLOUTIER, Richard et al., *Statistiques sur l'industrie du film*, édition 1993, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 247 p.

Tableau 1

Activité économique de certains domaines culturels, Québec, 1989-90 à 1991-92

	Unité	1989-90	1990-91	1991-92
Revenus totaux[1]	'000 $	5 083 501	5 565 687	5 801 579
Recettes autonomes[2]	'000 $	3 432 048	3 813 311	4 012 429
Subventions des administrations publiques	'000 $	1 606 620	1 702 840	1 728 960
Aide privée	'000 $	44 833	49 536	60 190
Dépenses par habitant, selon la source des revenus	$	731,65	792,75	819,36
	%	100,0	100,0	100,0
Recettes autonomes[2]	$	493,96	543,15	566,67
	%	67,5	68,5	69,2
Subventions des administrations publiques	$	231,23	242,55	244,18
	%	31,6	30,6	29,8
Aide privée	$	6,46	7,05	8,51
	%	0,9	0,9	1,0
Emplois[3]				
Tous les secteurs[4]	n	2 434 400	2 494 000	2 503 400
	%	100,0	100,0	100,0
Domaine culturel[5]	n	57 257	64 971	72 487
	%	2,3	2,6	2,9

1. Les données relatives à l'activité culturelle brute ne résultent pas d'une estimation de l'impact économique du domaine culturel, ni de la contribution de celui-ci au produit intérieur brut. Elles ne sont pas non plus le produit d'une simulation à l'aide d'un modèle intersectoriel; elles résultent plutôt de l'addition de données disponibles que l'on retrouvera dans l'un ou l'autre des tableaux du présent chapitre.
2. Ne comprend pas l'ensemble des recettes autonomes.
3. Ces données relatives à l'activité culturelle résultent de l'addition de données disponibles que l'on retrouvera dans l'un ou l'autre des tableaux du présent chapitre.
4. Données estimées au 30 octobre de chaque année.
5. Données partielles obtenues par l'addition des données disponibles.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec.*
Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail* (72-002).

Tableau 2

Recettes autonomes de certains domaines culturels[1], Québec, 1989-90 à 1991-92

Domaine	1989-90	1990-91	1991-92
		'000 $	
Livres	474 956	495 533	507 004
Médias écrits	1 175 858	1 228 124	1 239 870
Patrimoine	32 924	45 080	44 379
Arts de la scène	34 690	52 458	56 127
Arts visuels	94 500[1]	95 300[1]	128 195[1]
Radiodiffusion	180 668	182 185	172 349
Télévision	508 491	521 484	554 063
Télédistribution	299 798	397 188	384 338
Cinéma et vidéo	461 065	603 851	614 794
Phonogramme	142 900	162 700	127 001
Architecture	..	..	157 100
Fêtes populaires et festivals culturels	26 198	29 408	27 209
Total	3 432 048	3 813 311	4 012 429

1. Ne comprend pas les recettes autonomes des entrepreneurs artisans.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec.*

Tableau 3

Répartition des dépenses des administrations publiques au titre de la culture, selon le domaine d'activité,
Québec, 1991-92

Domaine d'activité	Dépenses des administrations			Total
	Fédérale	Québécoise	Locales	
		'000 $		
Bibliothèques	25 929	117 098	147 827[1]	290 854
Musées	42 827	71 626	4 672	119 125
Archives publiques	4 607	7 576	-	12 183
Patrimoine	108 671	37 230	26	145 927
Enseignement des arts	30	18 505	-	18 535
Littérature	12 241	6 529	-	18 770
Arts de la scène	27 008	77 609	5	104 622
Arts visuels	4 365	11 411	-	15 776
Cinéma et vidéo	149 434	37 026	-	186 460
Radiodiffusion et télévision	458 503	92 328	-	550 831
Phonogramme	2 575	1 371	-	3 946
Protection, promotion et développement de la langue française	-	103 672[2]	-	103 672
Relations interculturelles	814	5 307	-	6 121
Activités multidisciplinaires	25 125	25 807	-	50 932
Autres domaines	16	36 503[3]	64 687	101 206
Ensemble des domaines	862 145	649 598	217 217	1 728 960

1. Comprend des subventions de transfert de 46 487 000 $ de l'Administration publique québécoise.
2. Comprend une subvention de transfert de 53 138 000 $ de l'Administration publique fédérale.
3. Comprend une subvention de transfert de 396 000 $ de l'Administration publique fédérale.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Enquête sur les dépenses de l'Administration publique québécoise au titre de la culture*, 1991-92.
Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture*, 1991-92 (87-206).

Tableau 4

Nombre d'emplois[1] dans les principaux domaines culturels,
Québec, 1989-90 à 1991-92

Domaine	1989-90	1990-91	1991-92
		n	
Livres	5 521	5 632	9 110
Médias écrits	6 372	6 315	5 845
Patrimoine	6 060	6 706	6 797
Enseignement des arts	4 095	4 121	4 559
Arts de la scène	6 946	5 811	7 077
Arts visuels	3 269	3 208	5 283
Radiodiffusion	3 028	3 111	3 142
Télévision	6 108	5 878	5 676
Télédistribution	2 424	2 496	2 661
Cinéma et vidéo	3 797[2]	11 812	10 577
Phonogramme	972	976	832
Fêtes populaires et festivals culturels	4 814	4 767	6 226
Langue française	432	425	407
Relations interculturelles	604	604	610
Autres	2 815	3 109	3 685
Total[3]	57 257	64 971	72 487

1. Comprend les emplois à temps plein, à temps partiel, à la pige et saisonniers.
2. Ne comprend pas les emplois à la pige.
3. Ne comprend pas les emplois dans les secteurs des journaux hebdomadaires, de la télévision communautaire, les emplois culturels dans les administrations municipales et les emplois dans les bureaux d'architectes.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Indicateurs d'activités culturelles au Québec.*

Tableau 5

Répartition du temps libre alloué par jour aux activités culturelles, selon le groupe d'âge et l'activité,
Québec, 1992

Activité	Groupe d'âge						Total	
	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 et plus		
	minutes						n	%
Musique populaire et concerts	3,1	-	0,3	1,3	2,2	0,5	1,1	0,7
Foires et festivals	0,7	2,9	0,3	0,6	0,9	0,3	1,1	0,7
Jardins zoologiques	-	-	0,9	-	1,9	0,3	0,4	0,2
Films	3,6	1,7	-	0,3	0,7	0,3	1,2	0,7
Opéra, ballet, théâtre	0,1	0,1	0,3	0,6	0,3	-	0,2	0,1
Musées	-	-	0,8	0,3	-	-	0,2	0,1
Galeries d'art	-	-	-	-	-	-	-	-
Sites historiques	-	-	-		-	0,7	0,1	0,1
Artisanat pour soi	-	1,0	4,3	7,3	8,3	15,5	5,2	3,1
Radio	1,7	1,4	0,6	1,9	2,7	6,9	2,2	1,3
Télévision en direct	88,2	92,4	104,1	107,6	150,8	182,2	115,0	68,3
Autres télévisions	22,0	14,0	12,0	3,0	4,0	3,0	11,0	6,3
Disques, cassettes	5,4	1,5	0,8	0,6	0,8	0,6	1,7	1,0
Lecture								
Livres	7,0	8,0	7,0	11,0	17,0	16,0	10,0	6,2
Revues	1,8	1,1	2,0	2,2	5,1	5,1	2,6	1,5
Journaux	8,4	8,5	11,0	21,4	20,7	35,2	15,9	9,4
Total[1]	142,4	132,5	144,4	158,4	216,9	265,2	167,8	100,0

1. En raison d'un arrondissement aléatoire des nombres, le total peut être différent de la somme.
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1992.

Tableau 6

Statistiques générales et financières des maisons d'édition et des diffuseurs exclusifs,
Québec, 1987-88 à 1991-92

	Unité	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Établissements	n	114	129	133	136	137
Maisons d'édition	n	96	109	113	116	119
Diffuseurs exclusifs	n	18	20	20	20	18
Emplois à temps plein	n	1 137	1 240	1 280	1 199	1 240
Rémunération totale	'000 $	38 575	41 676	42 891	44 078	48 452
Employés à temps plein	'000 $	30 645	34 386	35 750	35 686	40 463
Employés à contrat ou à temps partiel	'000 $	7 930	7 290	7 141	8 392	7 989
Ouvrages						
Édités	n	1 912	2 126	2 583	2 376	2 599
Réimprimés	n	1 674	1 879	2 098	2 268	2 180
Inscrits au catalogue	n	18 087	19 815	20 821	20 041	22 596
Ventes totales au Canada et à l'étranger	'000 $	246 228	278 090	313 751	336 798	346 958
Éditeurs	'000 $	211 981	237 306	267 535	259 996	271 508
Diffuseurs exclusifs	'000 $	34 247	40 784	46 216	76 802	75 450
Au Canada	'000 $	240 547	270 447	304 461	325 938	326 031
À l'étranger	'000 $	5 680	7 643	9 289	10 860	20 927
Subventions totales	'000 $	8 537	9 584	9 240	9 669	9 009
Fédérales	%	76,2	74,2	69,7	63,2	65,7
Provinciales	%	15,2	13,4	20,7	23,1	18,7
Autres	%	8,5	12,4	9,6	13,7	15,6
Par établissement	'000 $	74,9	74,3	69,5	71,1	65,8

Source : Statistique Canada, *L'édition du livre* (87-210).

Tableau 7

Statistiques générales et financières estimées des entreprises qui vendent des livres, Québec, 1991-92

		%
Entreprises selon le genre (n)	547	100,0
Librairies	148	27,1
Librairies-papeteries	381	69,7
Autres types	18	3,3
Entreprises selon le caractère commercial (n)	547	100,0
À but lucratif	454	83,0
Coopératives	49	9,0
Autres	44	8,0
Entreprises selon la région administrative (n)	547	100,0
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	9	1,6
Bas-Saint-Laurent (01)	23	4,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	25	4,6
Québec (03)	75	13,7
Chaudière-Appalaches (12)	9	1,6
Mauricie—Bois-Francs (04)	32	5,9
Estrie (05)	34	6,2
Montérégie (16)	51	9,3
Montréal (06)	208	38,0
Laval (13)	9	1,6
Lanaudière (14)	16	2,9
Laurentides (15)	20	3,7
Outaouais (07)	11	2,0
Abitibi-Témiscamingue (08)	18	3,3
Côte-Nord (09)	7	1,3
Nord-du-Québec (10)	-	-
Entreprises selon la propriété (n)	547	100,0
Intérêts québécois	509	93,1
Autres intérêts	38	6,9
Emplois (n)	3 273	100,0
À temps plein[1]	2 167	66,2
À temps partiel[2]	1 106	33,8
Ventes totales ('000 $)	590 511,4	100,0
Ventes de livres	384 448,9	65,1
Autres ventes	206 062,5	34,9
Ventes de livres selon le genre de commerce ('000 $)	384 448,9[3]	100,0
Librairies	84 991,4	22,1
Librairies-papeteries	290 160,3	75,5
Autres points de vente	9 230,5	2,4

1. Plus de 30 heures par semaine.
2. Moins de 30 heures par semaine.
3. À cause de l'arrondissement des nombres, le total peut être différent de la somme.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, Enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres, 1992.

Tableau 8

Statistiques sur l'évolution des bibliothèques publiques, Québec, 1960, 1970, 1980, 1990 et 1992

	Unité	1960	1970	1980	1990	1992
Population totale	n	5 149 193	6 371 032	6 365 646	6 897 016	6 906 556
Population desservie	n	2 324 333	3 777 916	5 019 353	6 081 644	6 191 297
Proportion desservie	%	45,14	59,30	78,85	88,18	89,64
Usagers	n	331 445	792 468	1 038 504	1 615 341	1 845 093
Proportion d'usagers	%	14,26	20,98	20,69	26,56	29,80
Municipalités desservies[1]	n	58	228	734	1 032	1 055
Bibliothèques	n	71	243	631	930	929[2]
Bibliothèques municipales autonomes	n	71	111	118	150	156
Bibliothèques municipales affiliées	n	-	132	513	780	773
Livres	n	1 830 195	4 034 213	6 900 744	12 264 583	13 099 995
Par habitant	n	0,79	1,07	1,37	2,02	2,12
Prêts	n	3 928 160	9 500 624	16 372 643	29 700 685	33 279 083
Par habitant	n	1,69	2,51	3,26	4,88	5,38
Par usager	n	11,85	11,99	15,77	18,39	18,04
Contributions municipales	$	1 093 268	4 184 646	30 007 763	92 970 143	107 834 480
Par habitant	$	0,47	1,11	5,98	15,29	17,42
Subventions québécoises	$	140 500	1 521 500	16 672 076	22 560 830	30 628 000
Par habitant	$	0,06	0,40	3,32	3,71	4,25
Dépenses totales	$	1 554 254	6 314 634	48 336 124	122 736 781	138 661 992
Par habitant	$	0,67	1,67	9,63	20,18	22,40
Salaires	$	770 437	3 469 376	24 455 602	66 038 698	77 885 298
Par habitant	$	0,33	0,92	4,87	10,86	12,58
Documentation	$	284 077	1 098 783	10 999 913	21 139 693	22 209 975
Par habitant	$	0,12	0,29	2,19	3,48	3,59
Employés à temps plein	n	..	..	..	2 081	2 213
Bibliothécaires	n	..	..	..	274	287

1. Comprend les bibliothèques d'associations.
2. Ne comprend pas les bibliothèques de l'Institut Nazareth et Louis Braille (INLB) et de la Magnétothèque.

Sources : Ministère de la Culture et des Communications, Direction du livre, de la lecture et des bibliothèques publiques;
Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec.
Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur les dépenses de l'Administration publique québécoise au titre de la culture.

Tableau 9

Répartition des biens culturels et des arrondissements historiques, selon le type de bien culturel et la région,
Québec, 1991

Type de bien culturel	Québec[1]	Montréal[2]	Autres régions
		n	
Arrondissements historiques	5	3	1
Arrondissements naturels	-	1	2
Sites historiques nationaux	1	-	-
Sites historiques classés[3]	12	13	15
Sites historiques reconnus[4]	-	-	4
Sites archéologiques classés	-	4	10
Sites archéologiques reconnus	-	-	1
Monuments historiques classés	191	182	72
Monuments historiques reconnus	16	39	25
Biens historiques classés	4 709	4	34
Biens historiques reconnus	5	13	191
Biens archéologiques classés	1	5	1
Biens archéologiques reconnus	1	-	-
Oeuvres d'art classées	399	320	117
Oeuvres d'art reconnues	45	69	2
Sites du patrimoine		14	5
Monuments historiques cités[5]	25	48	19
Total	5 411	705	499

1. Comprend les territoires des régions administratives de Québec et de Chaudière-Appalaches.
2. Comprend les territoires des régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, des Laurentides et de Lanaudière.
3. Le «classement» est la plus importante des mesures de protection prévues par la *Loi sur les biens culturels.* Les immeubles classés possèdent une valeur patrimoniale exceptionnelle à l'échelle nationale.
4. La «reconnaissance» est attribuée généralement à un immeuble dont l'importance patrimoniale mérite d'être soulignée, sans toutefois justifier un «classement».
5. La «citation» est une mesure de protection spécifique dont disposent les municipalités pour assurer la sauvegarde de tout immeuble situé sur leur territoire et qui répond à la définition de monument historique.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *La Loi sur les biens culturels et son application*, édition 1992.

Tableau 10

Statistiques générales et financières des établissements et sites patrimoniaux,
Québec, 1990-91 et 1991-92

	Établissements et sites		Visiteurs		Emplois[1]		Bénévoles		Dépenses[2]	
	1990-91	1991-92	1990-91	1991-92	1990-91	1991-92	1990-91	1991-92	1990-91	1991-92
	n		'000		n		n		'000 $	
Musées d'intérêt local	30	29	222	222	136	151	469	458	2 565	3 412
Musées d'art	17	17	1 047	1 152	609	721	133	256	67 824	80 565
Musées d'histoire de l'homme	56	51	2 585	2 394	1 486	1 456	909	927	68 988	85 133
Autres musées[3]	11	13	891	1 012	233	260	207	97	18 720	16 916
Parcs naturels	25	23	4 498	5 256	1094	937	548	368	28 582	25 871
Lieux d'intérêt historique	59	64	5 581	5 632	881	1 017	549	549	25 551	25 083
Centres d'archives	131	126	168	163	682	675	304	252	23 221	23 612
Autres établissements[4]	70	69	4 470	3 609	1 585	1 580	404	469	41 338	46 594
Total	399	392	19 462	19 440	6 706	6 797	3 523	3 376	276 789	307 186

1. Comprend les emplois à temps plein et à temps partiel.
2. Comprend les dépenses de fonctionnement et d'investissement.
3. Comprend les musées d'histoire et de sciences naturelles, les musées militaires ou les forts, les musées maritimes et de transport, les musées de sport ou temples de la renommée, les musées de science et de technologie, les musées multidisciplinaires et autres.
4. Comprend les centres d'exposition, les observatoires, les planétariums, les jardins zoologiques et botaniques.

Sources : Statistique Canada, *Les établissements de patrimoine* (87-207) et compilations spéciales.

Tableau 11

Étudiants admis et diplômés dans les facultés des arts et des lettres des universités et dans les établissements d'enseignement collégial du domaine des arts de la scène, Québec, 1990-1993

	Étudiants admis			Étudiants diplômés		
	1990	1991	1992	1991	1992	1993
	n					
Arts	8 556	8 650	8 910	1 485	1 613	1 606
Premier cycle[1]	7 536	7 637	7 888	1 270	1 377	1 391
Deuxième et troisième cycles[2]	1 020	1 013	1 022	215	236	215
Lettres	15 763	16 081	16 876	2 765	2 805	2 869
Premier cycle[1]	13530	13 893	14 620	2 402	2 417	2 475
Deuxième et troisième cycles[2]	2 233	2 188	2 256	363	388	394
Établissements d'enseignement collégial						
École supérieure de danse[3]	275	280	267	12	15	11
École nationale du cirque[3]	36	32	27	36	32	27
École nationale de théâtre[3]	144	149	146	42	41	46
École nationale de l'humour[3]	-	-	16	-	-	..
Conservatoires d'art dramatique[4,5]	60	71	74	25	23	17
Conservatoires de musique[4,6]	1 012	970	907	123	113	100

1. Comprend le baccalauréat, le certificat et autres.
2. Comprend la maîtrise, le certificat et autres et le doctorat.
3. Fait partie des établissements d'enseignement collégial privés non subventionnés.
4. Font partie des établissements d'enseignement collégial relevant d'autres ministères (écoles gouvernementales).
5. Comprend deux conservatoires : l'un à Québec, l'autre à Montréal.
6. Comprend sept conservatoires : Rimouski, Chicoutimi, Québec, Trois-Rivières, Montréal, Hull et Val-d'Or.

Sources : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires.
Bureau du registraire des établissements d'enseignement collégial concernés.
Ministère de la Culture et des Communications, Direction générale des conservatoires de musique et d'art dramatique.

Tableau 12

Aide financière à la recherche universitaire en arts et en lettres[1], Québec, 1988-89 à 1992-93

	Unité	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
Subventions totales aux universités	'000 $	321 902	381 917	456 035	568 653	645 191
Moyenne par professeur	$	40 200	47 000	54 700	66 751	75 736
Subventions en arts et en lettres	'000 $	6 437	8 375	8 380	8 362	8 309
Moyenne par professeur	$	12 800	16 600	17 800	16 889	16 682
Part des subventions totales	%	2,0	2,2	1,8	1,5	1,3
Subventions en arts	'000 $	1 033	1 484	1 876	1 913	1 754
Moyenne par professeur	$	2 700	3 900	5 200	4 880	4 475
Part des subventions totales	%	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
Subventions en lettres	'000 $	5 404	6 891	6 504	6 449	6 555
Moyenne par professeur	$	10 100	12 700	12 600	12 009	12 207
Part des subventions totales	%	1,7	1,8	1,4	1,1	1,0

1. Comprend les subventions des administrations publiques et les contrats du secteur privé.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires.

Tableau 13

Statistiques générales et financières des organismes professionnels des arts de la scène, selon la discipline,
Québec, 1989-1993

Discipline	Unité	1989	1990	1991	1992	1993
Théâtre						
Compagnies	n	78	83	79	83	112
Représentations	n	8 003	8 476	8 607	7 757	10 708
Spectateurs	'000	2 162	2 163	2 550	2 409	3 193
Recettes	'000 $	30 424	44 891	54 364	57 108	73 323
Revenus autonomes	%	49,4	62,5	65,8	64,9	64,5
Subventions publiques	%	45,4	34,4	31,9	32,7	32,1
Aide privée et autres	%	5,2	3,1	2,3	2,4	3,4
Dépenses	'000 $	30 143	46 716	56 058	54 479	69 516
Musique						
Ensembles vocaux et instrumentaux	n	26	25	24	24	25
Représentations	n	1 075	1 238	1 447	1 377	1 459
Spectateurs	'000	1 077	1 137	879	1 022	928
Recettes	'000 $	25 388	28 000	26 475	28 041	30 380
Revenus autonomes	%	50,1	57,9	46,1	42,8	40,7
Subventions publiques	%	31,8	30,0	33,8	39,1	40,5
Aide privée et autres	%	18,1	12,1	20,1	18,1	18,8
Dépenses	'000 $	25 985	28 316	27 845	28 297	30 068
Danse						
Compagnies	n	19	19	22	23	20
Représentations	n	748	699	492	567	540
Spectateurs	'000	497	460	291	355	259
Recettes	'000 $	10 610[1]	11 121	12 753	14 609	13 808
Revenus autonomes	%	39,4	38,7	35,5	34,0	33,5
Subventions publiques	%	51,2	51,6	56,0	56,5	59,1
Aide privée et autres	%	9,4	9,7	8,5	9,5	7,4
Dépenses	'000 $	10 641	11 098	13 153	14 709	13 290
Opéra						
Compagnies	n	3	4	4	4	2
Représentations	n	47	95	56	64	39
Spectateurs	'000	77	107	83	99	85
Recettes	'000 $	6 646	8 291	7 777	7 774	7 358
Revenus autonomes	%	41,7	46,9	46,7	54,7	57,8
Subventions publiques	%	46,0	40,4	40,0	36,9	38,8
Aide privée et autres	%	12,3	12,7	13,3	8,4	3,4
Dépenses	'000 $	6 111	7 392	7 530	7 015	6 867
Ensemble des disciplines						
Emplois	n	6 946	5 811	7 077	8 882	..

1. Recettes de 18 compagnies seulement.

Source : Statistique Canada, *Les arts d'interprétation* (87-209).

Tableau 14

Statistiques générales et financières estimées des artisans entrepreneurs, Québec, 1991-92

	n	'000 $	%
Artisans	630	...	100,0
Hommes	349	...	55,4
Femmes	281	...	44,6
Formation scolaire	630	...	61,1
Collégiale	231	...	36,7
Universitaire	154	...	24,4
Autres	245	...	38,9
Formation en rapport avec la spécialité en métier d'art	473	...	75,0
Artisans pratiquant un autre métier	239	...	38,1
Employés[1]	1 726	...	100,0
Revenus	...	39 795	100,0
Dépenses	...	30 700	100,0
Participation à des événements ventes	...	823	100,0
Québec	...	512	62,2
Canada (excluant le Québec)	...	219	26,6
Autres	...	92	11,2

1. Comprend les employés à temps plein, à temps partiel et à la pige.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, Enquête auprès des artisanes et des artisans entrepreneurs, *L'industrie des métiers d'art*, 1992.

Tableau 15

Statistiques principales des salles de cinéma et des ciné-parcs, Québec, 1988-1992

	Unité	1988	1989	1990	1991	1992
Ensemble des établissements	n	137	129	130	125	130
Écrans	n	287	283	291	305	338
Fauteuils[1]	n	89 908	83 785	81 765	83 381	88 154
Projections	n	268 438	267 315	274 191	297 268	340 375
Assistance	'000	15 345	16 709	15 890	14 255	15 305
Taux d'occupation[1]	%	14,7	17,4	16,8	14,5	14,6
Recettes	'000 $	72 254	83 871	83 920	74 947	77 357
Prix moyen d'entrée	$	4,71	5,02	5,28	5,26	5,05
Résultats selon la langue						
Français						
Projections	n	14 379	156 177	167 363	174 579	208 522
Assistance	'000	8 055	9 398	9 048	8 178	9 166
Recettes	'000 $	36 234	44 943	45 466	40 884	43 385
Autres langues						
Projections	n	121 059	111 138	106 828	122 689	131 853
Assistance	'000	7 289	7 311	6 842	6 077	6 138
Recettes	'000 $	36 020	38 928	38 453	34 063	33 972

1. Ne s'applique qu'aux salles de cinéma.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur l'industrie du film; Projections cinématographiques au Québec.*

Tableau 16

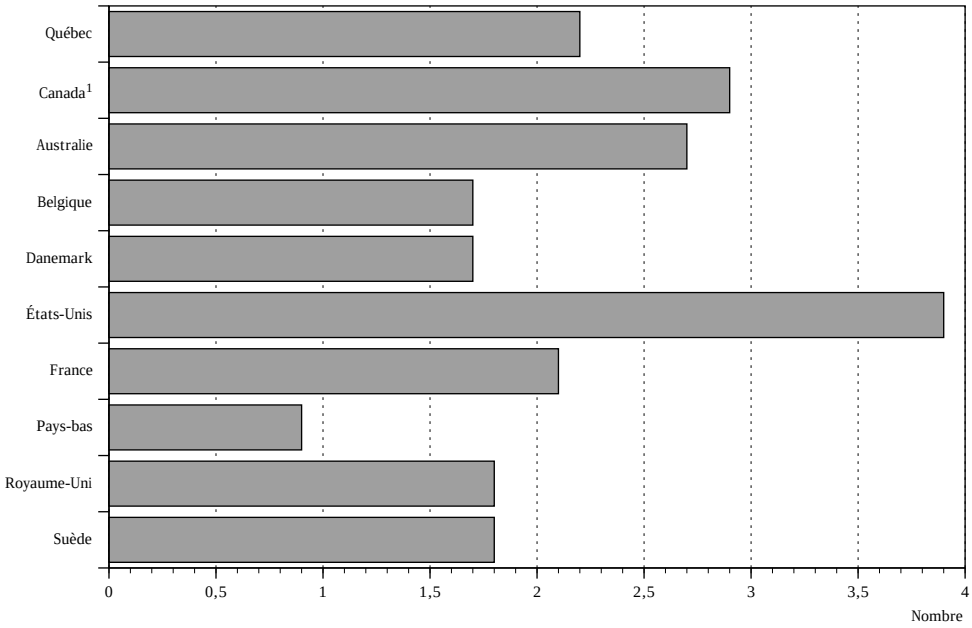
Part relative des recettes de l'industrie des projections cinématographiques au Québec et dans certains pays, selon l'origine des films présentés, 1992

	Films nationaux	Films américains	Autres origines
		%	
Québec	2,8	83,5	13,7
Canada (incluant le Québec)[1]	6,4	..	..
Australie	9,0	76,0	15,0
Danemark	15,3	77,7	7,0
États-Unis[1]	...	98,5	1,5
France	34,9	58,3	6,8
Pays-Bas	13,7	..	..
Suède	28,0	65,5	6,5

1. Les données sont estimées.
Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur l'industrie du film*, édition 1993.

Figure 1

Indice de fréquentation des salles de cinéma, Québec et différents pays, 1992



1. La moyenne canadienne inclut le Québec.
Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur l'industrie du fillm*, édition 1993.

Tableau 17

Pénétration du magnétoscope auprès des ménages et auprès de la population de 15 ans et plus, Québec, 1990-1993

	Unité	1990	1991	1992	1993
Auprès des ménages					
Nombre de ménages	'000	1 593	1 747	1 990	2 053
Taux de pénétration[1]	%	62,9	66,7	74,9	76,4[2]
Auprès de la population de 15 ans et plus					
Nombre de personnes	'000	3 580	3 831	4 309	4 466
Taux de pénétration[1,3]	%	68,0	73,0	80,0	79,0

1. Se calcule ainsi : nombre de ménages ou de personnes possédant un magnétoscope divisé par le nombre total de ménages ou de personnes.
2. Statistique Canada évalue ce pourcentage à 72,6 %.
3. Pourcentage arrondi.

Sources : Statmédia, *La consommation de produits culturels et médias.*
Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Tableau 18

Principaux indicateurs des activités de production, de postproduction et laboratoires et de distribution de films, Québec, 1988-89 à 1992-93

	Unité	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
Production						
Établissements	n	161	144	202	286	224
Recettes d'exploitation	'000 $	187 800	142 700	209 900	218 200	190 000
Dépenses d'exploitation	'000 $	199 800	146 100	217 400	206 700	178 300
Emplois	n	1 434[1]	1 189[1]	8 683	7 305	4 975
Temps plein	n	789	622	851	941	766
Temps partiel	n	636	560	1 362	862	1 176
À la pige	n	..	..	6 456	5 475	3 018
Propriétaires actifs	n	9	7	14	27	15
Rémunération	'000 $	68 100	46 200	77 200	70 900	57 900
Salaires et avantages sociaux	'000 $	26 400	22 600	30 200	35 000	30 500
Sommes versées aux pigistes	'000 $	41 700	23 600	47 000	35 900	27 400
Postproduction et laboratoires						
Établissements	n	22	28	41	50	53
Recettes d'exploitation	'000 $	41 500	52 300	77 300	87 600	96 400
Dépenses d'exploitation	'000 $	32 300	45 100	70 100	86 800	93 100
Emplois	n	369	516	771	936	845
Temps plein	n	346	443	621	794	721
Temps partiel	n	21	69	148	137	117
Propriétaires actifs	n	2	4	2	5	7
Rémunération	'000 $	11 000	15 200	22 200	25 500	24 800
Distribution						
Établissements	n	55	54	56	55	54
Recettes d'exploitation	'000 $	139 417	180 661	230 360	231 300	296 200
Emplois	n	466	532	674	564	659
Temps plein	n	405	493	530	508	585
Temps partiel	n	61	39	144	56	74
Rémunération	'000 $	11 431	14 298	15 114	15 400	19 600

1. Ne comprend pas les emplois à la pige.

Source : Statistique Canada, *Le film et la vidéo* (82-204).

Tableau 19

Volume mensuel de consommation de longs métrages, selon certaines fenêtres de diffusion et la langue,
Québec, 1991-1993

	1991			1992			1993		
	Séances de visionnement		Moyenne mensuelle	Séances de visionnement		Moyenne mensuelle	Séances de visionnement		Moyenne mensuelle
	'000	%	n	'000	%	n	'000	%	n
Fenêtre de diffusion	11 547	100,0	2,16	15 632	100,0	2,89	14 709	100,0	2,61
Cinéma	2 689	23,3	0,50	2 961	18,9	0,55	3 086	21,0	0,55
Vidéo-cassette	8 858	76,7	1,66	12 671	81,1	2,34	11 623	79,0	2,06
Langue									
Français	7 565	100,0	..	10 459	100,0	..	9 876	100,0	..
Cinéma	1 625	21,5	..	1 764	16,9	..	1 903	19,3	..
Vidéo-cassette	5 940	78,5	..	8 695	83,1	..	7 973	80,7	..
Anglais	3 981	100,0	..	5 173	100,0	..	4 833	100,0	..
Cinéma	1 063	26,7	..	1 197	23,1	..	1 183	24,5	..
Vidéo-cassette	2 918	73,3	..	3 976	76,9	..	3 650	75,5	..

Source : Statmédia, *La consommation de produits culturels et médias.*

Tableau 20

Statistiques principales estimées de l'industrie du disque,
Québec, 1992

	Chiffre d'affaires	Emplois à temps plein	Masse salariale
	'000 000 $	n	'000 000 $
Commerces de détail	245,7	2 230	36,6
Sous-distributeurs	85,0	200	5,8
Distributeurs	122,9	295	8,5
Maisons de disques québécoises	26,2[1]	194	5,3
Producteurs indépendants québécois	1,9	41	0,9
Fabricants québécois de disques compacts	68,1[1]	245	10,5
Fabricants québécois de cassettes	12,0	75	1,8
Studios de son québécois	1,8[1]	..	..

1. Comprend uniquement le chiffre d'affaires du disque.

Source : Université du Québec à Montréal, Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS), *Portrait de l'industrie du disque au Québec*, août 1993.

Tableau 21

Ventes estimées[1] de phonogrammes par habitant,
au Québec et dans certains autres pays, 1990

	Ventes estimées	Population	Ventes / habitant
	'000 000 $	'000	$
États-Unis	8 800	249 200	35,30
Japon	3 500	123 500	28,30
Royaume-Uni	2 600	57 200	45,50
Allemagne	2 600	61 300	42,40
France	1 950	56 400	34,60
Canada (sans le Québec)	890	19 842	44,90
Québec	196	6 768	29,03

1. En dollars canadiens.

Source : Université du Québec à Montréal, Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS), *Portrait de l'industrie du disque au Québec*, août 1993.

Tableau 22

Ménages dotés d'appareils permettant l'écoute de la musique, Québec, 1989-1993

	Magnétocassette ou magnétophone	Lecteur de disques compacts	Ensemble des ménages
	%		'000
1989	56,0	9,5	2 511
1990	58,0	13,7	2 533
1991	62,1	17,2	2 618
1992	62,4	23,4	2 656
1993	64,2	28,9	2 688

Source : Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Tableau 23

Nouveaux enregistrements (microsillons), selon la langue, la catégorie musicale et le contenu, Québec, 1991-92

	Avec contenu canadien	Sans contenu canadien	Total
	n		
Langue de l'enregistrement	414	312	726
Anglais	53	94	147
Français	297	107	404
Autre[1]	64	111	175
Catégorie musicale	414	312	726
Musique populaire pour adultes	172	135	307
Succès du palmarès ou musique rock ou disco	38	3	41
Musique classique et genres connexes	37	7	44
Jazz	10	4	14
Musique «country» et traditionnelle	94	1	95
Musique pour enfants	3	64	67
Autres genres	60	98	158
Nombre d'entreprises	49	19	68

1. Comprend la musique instrumentale.

Source : Statistique Canada, *L'enregistrement sonore* (87-202).

19

Tableau 24

Taux de pratique d'activités de loisir par la population de 15 ans et plus, Québec, 1994

Activité	Taux de pratique
	%
Sportive et de plein air	
Activité de plein air	90,1
Sport d'équipe ou individuel	61,5
Conditionnement physique	45,5
Spectacle sportif	38,1
Pêche	25,0
Chasse	8,3
Touristique	
Voyage de plaisir au Québec	64,4
Voyage de plaisir hors Québec	39,6
Visite de parcs provinciaux ou nationaux	35,6
Camping	28,6
Culturelle	
Écoute de la télévision	98,5
Écoute de la musique	95,7
Lecture de livres	81,0
Cinéma	64,0
Conversation téléphonique pour occuper le temps libre	52,9
Fréquentation de bibliothèques publiques	49,6
Visite de musées, lieux historiques ou patrimoniaux	44,1
Théâtre	38,6
Concert de musique populaire	33,6
Bénévolat dans le domaine du loisir	21,0
Concert de musique classique ou opéra	16,5

Source : Infras inc., *Étude sur la pratique des activités de loisir culturel et scientifique*, 1994.

Tableau 25

Taux de pratique des activités de loisir culturel et scientifique par la population de 15 ans et plus, selon la catégorie d'activités, Québec, 1985 et 1994

Catégorie d'activités	1985	1994
	%	
Jeu récréatif	55,0	56,9
Loisir scientifique	17,0	47,3
Danse	23,0	30,0
Audiovisuel	13,0	22,4
Artisanat et arts plastiques	25,0	20,7
Loisir littéraire	9,0	20,6
Collection	14,0	19,0
Pratique d'un instrument de musique[1]	12,0	17,6
Art culinaire	14,0	16,3
Chant[1]	..	9,6
Théâtre	2,0	2,3

1. En 1985, le chant et la pratique d'un instrument de musique sont traités ensemble.

Sources : COJPEL, *Étude sur la pratique de loisirs culturels par les Québécois et Québécoises. La pratique en 1985.*
Infras inc., *Étude sur la pratique des activités de loisir culturel et scientifique*, 1994.

Tableau 26

Taux de pratique de certaines activités de loisir culturel et scientifique par la population de 15 ans et plus, qui déclare pratiquer cette catégorie d'activités, Québec, 1994

Activité	Taux de pratique
	%
Jeu récréatif et d'adresse[1]	
Cartes	37,4
Jeux de société	19,8
Mots croisés et mots mystère	14,1
Fers, dards, billard	12,2
Échecs, dames	5,8
Bingo	5,0
Autres	5,6
Loisir scientifique[2]	
Jeux électroniques	24,8
Informatique	24,0
Botanique, horticulture	21,7
Écologie, astronomie	7,4
Histoire, généalogie	6,7
Ornithologie	6,5
Fabrication d'avions, de bateaux et d'autos miniatures	5,2
Radio amateur	2,9
Danse[1]	
Danse sociale	80,7
Danse folklorique	0,9
Autres	18,4
Audiovisuel[1]	
Photographie	50,1
Production de films vidéo	22,2
Ciné-clubs	16,9
Autres	10,8
Artisanat et arts plastiques[1]	
Arts plastiques	37,4
Artisanat textile	18,3
Bricolage	17,2
Couture	11,6
Sculpture	4,8
Autres	10,7
Loisir littéraire[1]	
Poèmes, contes, romans	32,6
Journal personnel	29,3
Correspondance	22,4
Articles (journaux, revues)	10,0
Autres	13,8
Collection[1]	
Monnaie	23,8
Cartes de sport	12,3
Timbres	11,8
Épinglettes	7,2
Autres	44,9
Pratique d'un instrument de musique[1]	
Piano	37,6
Guitare	30,2
Flûte	4,8
Autres	27,5

Tableau 26 (suite)

Taux de pratique de certaines activités de loisir culturel et scientifique par la population de 15 ans et plus, qui déclare pratiquer cette catégorie d'activités, Québec, 1994

Activité	Taux de pratique
	%
Art culinaire[1]	
Gastronomie	86,3
Vin maison	8,6
Bière maison	5,1
Chant[1]	
Chant individuel	63,5
Chant choral	30,7
Autres	5,8
Théâtre[1]	
Conventionnel	39,7
Improvisation	31,3
Expérimental	28,9

1. Les taux de pratique de ces catégories d'activités, calculés par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans et plus, sont donnés au tableau 25.
2. Les taux de pratique des activités de cette catégorie sont calculés par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans et plus, contrairement aux taux de pratique des autres activités de ce tableau.

Source : Infras inc., *Étude sur la pratique des activités de loisir culturel et scientifique*, 1994.

Tableau 27

Taux de pratique de certaines activités[1] physiques, sportives et de plein air par la population de 15 ans et plus, Québec, 1981, 1987 et 1993

Activité	Taux de pratique		
	1981	1987	1993
		%	
Marche (exercice)	60	86	78
Baignade[2]	..	40	45
Randonnée en vélo[3]	38	52	42
Camping	..	..	28
Patinage sur glace	19	28	27
Pêche[4]	..	..	25
Bicyclette stationnaire	..	..	24
Quilles	4	14	21
Ski alpin	9	20	17
Ski de randonnée	26	26	17
Conditionnement physique (cours)	7	20	17
Badminton	6	20	17
Natation (cours/entraînement)[5]	..	28	17
Golf	10	17	16
Jogging	19	27	15
Canot	..	..	14
Tennis	12	14	13
Volleyball	4	11	13
Hockey	9	13	12
Motoneige	2	12	12
Baseball	7	10	12
Vélo de montagne[3]	..	..	12
Tennis sur table	..	..	11
Basketball	..	..	8
Chasse	..	..	8
Soccer	..	..	7
Softball (balle-molle)	7	9	7
Ski nautique	..	..	4
Voile	..	..	3
Patin à roulettes	..	..	2
Planche à voile	..	..	2
Planche à neige	..	..	2
Racketball[6]	6	6	2
Squash[6]	..	..	1
Curling	..	..	1

1. Activités pratiquées au moins une fois dans l'année.
2. En 1987, natation en piscine extérieure.
3. En 1981 et 1987, cette activité n'inclut que les randonnées en bicyclette; en 1993, les randonnées en vélo et les activités en vélo de montagne sont séparées.
4. La pêche avait un taux de pratique de 21 % en 1990 et la chasse de 8,3 % en 1991.
5. En 1987, natation en piscine intérieure.
6. En 1981 et 1987, le racketball et le squash étaient ensemble; en 1993, ils sont séparés.

Sources : Condition physique et sport amateur, *Enquête condition physique Canada*, 1981.
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *La pratique de l'activité physique par les Québécois*, 1987.
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (en collaboration avec Santé Québec et Kino-Québec), *Enquête activité physique et santé*, 1993.

Tableau 28

Taux de pratique des activités culturelles et scientifiques par les jeunes de 12 à 18 ans, au cours de l'été et de l'année scolaire,
Québec, 1994

Activité	Été	Année scolaire
	%	
Jeux de cartes	84,8	65,2
Dessin-peinture-aquarelle	57,9	53,4
Mots croisés - mots mystère	57,1	46,3
Danse	54,3	49,9
Pratique d'un instrument de musique	47,2	45,6
Photographie	44,9	25,3
Micro-informatique	34,8	40,2
Échecs	30,2	17,5
Broderie-couture-tissage	26,8	21,3
Scrabble	22,3	10,7
Dames	20,4	9,4
Modèles réduits	17,7	8,9
Astronomie	13,2	7,8
Ornithologie	7,6	4,3
Céramique-poterie	7,4	6,0
Sculpture	6,7	6,6

Source : Ministères des Affaires municipales, de la Culture et des Communications, et de l'Éducation, *En vacances et à l'école : les loisirs des élèves du secondaire*, 1994.

Tableau 29

Taux de pratique des activités physiques et sportives par les jeunes de 12 à 18 ans, au cours de l'été et de l'année scolaire,
Québec, 1994

Activité	Été	Année scolaire
	%	
Marche	89,7	76,7
Natation	81,8	32,9
Patinage	...	68,7
Ballon-panier	57,2	54,0
Baseball — Balle-molle	52,1	...
Jogging — Course	51,1	53,7
Conditionnement physique	49,0	53,1
Hockey	...	46,4
Badminton	46,3	38,7
Tennis	40,4	12,5
Quilles	36,1	20,5
Soccer	35,6	26,5

Source : Ministères des Affaires municipales, de la Culture et des Communications, et de l'Éducation, *En vacances et à l'école : les loisirs des élèves du secondaire*, 1994.

Tableau 30

Temps consacré[1] à certains groupes d'activités, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992

Temps	Québec		Ontario		Canada	
	1986	1992	1986	1992	1986	1992
	heures/jour[2]					
Hommes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Personnel	11,0	10,8	10,5	10,2	10,8	10,3
Professionnel	5,4	4,9	5,9	5,5	5,6	5,3
Domestique	1,8	2,1	2,0	2,4	1,9	2,3
Libre	5,6	6,2	5,6	6,0	5,7	6,1
Non précisé	0,1	--	--	--	0,1	--
Femmes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Personnel	11,4	11,5	11,1	10,4	11,2	10,8
Professionnel	3,3	3,0	3,5	3,7	3,3	3,4
Domestique	4,0	4,0	4,2	4,2	4,1	4,2
Libre	5,3	5,5	5,2	5,7	5,3	5,6
Non précisé	0,1	--	--	--	0,1	--

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 31

Temps consacré[1] à certains groupes d'activités et taux de pratique, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe, Québec, 1992

Temps	Temps moyen		Taux de pratique		Durée par pratiquant	
	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine
	heures/jour[2]		%		heures/jour	
Hommes	24,0	24,0	100,0[3]	100,0[3]	24,0[3]	24,0[3]
Personnel	10,7	11,0	100,0	100,0	10,7	11,0
Professionnel	5,1	4,7	56,2	52,3	9,0	9,0
Domestique	2,0	2,2	76,2	74,1	2,7	2,9
Libre	6,2	6,1	97,3	96,6	6,4	6,3
Non précisé	--	--	1,6	0,5	1,1	0,6
Femmes	24,0	24,0	100,0[3]	100,0[3]	24,0[3]	24,0[3]
Personnel	11,5	11,6	100,0	100,0	11,5	11,6
Professionnel	3,2	2,6	39,2	32,6	8,1	7,9
Domestique	3,9	4,2	91,5	95,6	4,2	4,4
Libre	5,5	5,7	96,1	98,1	5,7	5,8
Non précisé	--	--	1,2	1,0	0,8	0,2

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.
3. Le total n'égale pas la somme des composantes parce que le nombre de pratiquants change d'une variable à l'autre.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 32

Temps consacré[1] à certains groupes d'activités, selon le moment de la semaine, la saison et le sexe, Québec, 1992

Temps	Moment de la semaine		Saison			
	En semaine	En fin de semaine	Printemps	Été	Automne	Hiver
	heures/jour[2]					
Hommes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Personnel	10,4	11,8	10,9	10,8	10,7	10,8
Professionnel	6,3	1,2	5,0	4,8	5,3	4,5
Domestique	1,9	2,5	2,2	2,1	1,9	2,1
Libre	5,3	8,6	5,8	6,4	6,0	6,5
Non précisé	--	--	--	--	--	--
Femmes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Personnel	11,2	12,3	11,4	11,4	11,8	11,6
Professionnel	3,8	0,9	3,2	2,2	3,2	3,2
Domestique	4,0	3,8	4,4	4,1	3,7	3,9
Libre	4,9	6,9	5,1	6,4	5,4	5,4
Non précisé	--	--	--	--	--	--

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 33

Temps passé[1] à divers endroits, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992

	Québec		Ontario		Canada	
	1986	1992	1986	1992	1986	1992
	heures/jour[2]					
Hommes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Domicile	14,6	15,6	14,5	15,5	14,5	15,5
Lieu de travail	3,1	3,5	3,3	3,8	3,3	3,7
Autre endroit	3,5	3,5	3,8	3,2	3,8	3,4
En déplacement	1,8	1,4	1,6	1,5	1,6	1,4
Non précisé	1,0	--	0,8	--	0,8	--
Femmes	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Domicile	16,7	17,9	16,7	16,9	16,7	17,4
Lieu de travail	1,8	1,8	1,9	2,5	1,9	2,2
Autre endroit	3,3	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2
En déplacement	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2	1,2
Non précisé	1,1	--	0,8	--	0,8	--

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 34

Temps consacré[1] aux relations sociales, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992

	Québec		Ontario		Canada	
	1986	1992	1986	1992	1986	1992
	heures/jour					
Hommes[2]	26,5	25,8	27,3	26,2	26,9	26,2
Seul	4,2	5,9	4,2	5,4	4,1	5,4
Soins personnels[3]	9,0	8,9	8,7	8,7	8,9	8,7
Avec conjointe/partenaire	3,8	3,5	3,6	3,5	3,7	3,4
Avec enfants du ménage	1,7	1,3	1,5	1,6	1,6	1,5
Avec autres membres de la famille	1,4	1,2	1,3	1,2	1,4	1,2
Avec amis	1,7	1,6	3,1	2,2	2,6	2,2
Avec autres personnes	4,2	3,6	4,4	3,8	4,3	3,7
Non précisé	0,4	--	0,5	--	0,4	--
Femmes[2]	25,6	26,2	27,0	26,6	27,0	26,5
Seule	4,8	6,0	4,8	5,0	4,6	5,3
Soins personnels[3]	9,4	9,5	9,3	9,0	9,3	9,2
Avec conjoint/partenaire	3,3	3,2	3,2	3,5	3,4	3,3
Avec enfants du ménage	2,6	2,1	2,2	2,6	2,5	2,5
Avec autres membres de la famille	1,6	1,8	1,6	1,4	1,7	1,6
Avec amis	1,8	1,3	2,4	2,2	2,3	1,9
Avec autres personnes	2,8	2,3	3,2	2,9	2,9	2,7
Non précisé	0,5	--	0,4	--	0,4	--

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. La somme des composantes est supérieure à 24 heures parce que les réponses multiples ont été acceptées.
3. La source ne précise pas si les répondants étaient seuls ou non.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 35

Temps consacré[1] à certains groupes d'activités du temps libre, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992

	Québec		Ontario		Canada	
	1986	1992	1986	1992	1986	1992
	heures/jour[2]					
Hommes	5,6	6,2	5,6	6,0	5,7	6,1
Bénévolat et organisations	0,2	0,5	0,2	0,3	0,2	0,4
Divertissements	1,1	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4
Sports	0,8	1,2	0,6	1,0	0,8	1,1
Médias	3,5	3,1	3,5	3,4	3,4	3,2
Femmes	5,3	5,5	5,2	5,7	5,3	5,6
Bénévolat et organisations	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5
Divertissements	1,2	1,4	1,3	1,5	1,3	1,4
Sports	0,8	1,0	0,6	0,9	0,8	0,9
Médias	3,0	2,8	3,0	2,9	3,0	2,8

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

19

Tableau 36

Temps consacré[1] à certains groupes d'activités du temps libre, taux et temps moyen de participation, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe, Québec, 1992

	Temps moyen		Taux de pratique		Durée par pratiquant	
	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine
	heures/jour[2]		%		heures/jour	
Hommes	6,2	6,1	97,3[3]	96,6[3]	6,4[3]	6,3[3]
Bénévolat et organisations	0,5	0,5	18,8	18,2	2,7	2,5
Divertissements	1,5	1,3	36,2	37,1	4,1	3,5
Sports	1,1	1,3	37,2	41,8	2,9	3,1
Médias	3,2	3,0	90,4	89,8	3,5	3,4
Femmes	5,5	5,7	96,1[3]	98,1[3]	5,7[3]	5,8[3]
Bénévolat et organisations	0,5	0,5	18,4	23,4	2,5	2,2
Divertissements	1,3	1,4	39,4	45,6	3,4	3,1
Sports	0,9	1,0	37,4	45,0	2,5	2,2
Médias	2,8	2,8	91,0	91,1	3,0	3,0

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.
3. Le total n'égale pas la somme des composantes parce que le nombre de pratiquants change d'une variable à l'autre.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 37

Temps consacré[1] à certaines activités du temps libre, selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1986 et 1992

	Québec		Ontario		Canada	
	1986	1992	1986	1992	1986	1992
	heures/jour[2]					
Hommes	4,0	3,8	4,0	3,9	3,9	3,9
Visite de parents ou d'amis	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8
Conversation	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Écoute de la télévision	2,7	2,3	2,6	2,6	2,6	2,4
Lecture de livres et de magazines	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Lecture de journaux	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Femmes	3,8	3,6	3,7	3,8	3,8	3,7
Visite de parents ou d'amis	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0
Conversation	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
Écoute de la télévision	2,1	1,9	2,1	2,1	2,1	2,0
Lecture de livres et de magazines	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Lecture de journaux	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées; *L'emploi du temps* (11-612F nº 4).

Tableau 38

Temps consacré[1] à certaines activités du temps libre et taux de pratique, dans les régions urbaines et non urbaines, selon le sexe,
Québec, 1992

	Temps moyen		Taux de pratique		Durée par pratiquant	
	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine	Région urbaine	Région non urbaine
	heures/jour[2]		%		heures/jour	
Hommes	3,8	3,8	91,9[3]	92,8[3]	4,1[3]	4,0[3]
Visite de parents ou d'amis	0,8	0,8	26,0	31,0	2,9	2,5
Conversation	0,3	0,2	23,9	20,0	1,2	1,0
Écoute de la télévision	2,2	2,4	77,1	81,6	2,8	3,0
Lecture de livres et de magazines	0,2	0,1	13,9	4,7	1,6	1,1
Lecture de journaux	0,4	0,3	32,2	25,3	1,1	1,2
Femmes	3,6	3,7	94,4[3]	96,4[3]	3,8[3]	3,9[3]
Visite de parents ou d'amis	0,9	1,0	33,7	41,1	2,6	2,4
Conversation	0,3	0,3	35,2	28,5	0,9	0,9
Écoute de la télévision	1,9	2,0	73,7	82,3	2,5	2,5
Lecture de livres et de magazines	0,3	0,3	21,0	19,0	1,3	1,4
Lecture de journaux	0,2	0,2	23,6	17,1	0,9	1,0

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.
3. Le total n'égale pas la somme des composantes parce que le nombre de pratiquants change d'une variable à l'autre.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

Tableau 39

Temps consacré[1] à certaines activités du temps libre, selon le moment de la semaine, la saison et le sexe,
Québec, 1992

	Moment de la semaine		Saison			
	En semaine	En fin de semaine	Printemps	Été	Automne	Hiver
	heures/jour[2]					
Hommes	3,5	4,6	3,9	3,6	3,7	3,9
Visite de parents ou d'amis	0,6	1,3	1,0	1,0	0,7	0,4
Conversation	0,2	0,3	0,2	0,4	0,2	0,2
Écoute de la télévision	2,2	2,5	2,2	1,8	2,4	2,6
Lecture de livres et de magazines	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Lecture de journaux	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
Femmes	3,3	4,5	3,5	3,9	3,4	3,8
Visite de parents ou d'amis	0,6	1,7	0,8	1,3	0,8	0,8
Conversation	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,3
Écoute de la télévision	1,9	2,0	1,9	1,6	1,9	2,2
Lecture de livres et de magazines	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Lecture de journaux	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine, pour la population de 15 ans et plus.
2. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1986 et 1992, fichiers de microdonnées.

20

Secteur public

Les statistiques financières du secteur public du Québec 591

L'emploi et la rémunération dans le secteur public au Québec 594

Notes explicatives 597

20

Liste des tableaux

1. Revenus des administrations publiques du Québec, selon la source, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 598
2. Dépenses des administrations publiques du Québec, selon la fonction, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 598
3. Dépenses des administrations publiques du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 599
4. Sommaire des revenus et des dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 à 1990-91 599
5. Revenus de l'Administration provinciale du Québec, selon la source, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 600
6. Dépenses de l'Administration provinciale du Québec, selon la fonction, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 600
7. Dépenses de l'Administration provinciale du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91 601
8. Sommaire de l'Administration provinciale du Québec, par composante, Québec, 1985-86 à 1990-91 602
9. Revenus des administrations locales du Québec, selon la source, Québec, 1985, 1989 et 1990 603
10. Dépenses des administrations locales du Québec, selon la fonction, Québec, 1985, 1989 et 1990 603
11. Dépenses des administrations locales du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985, 1989 et 1990 604
12. Sommaire des administrations locales du Québec, par composante, Québec, 1985 à 1990 604
13. Dépenses des administrations publiques du Québec et indicateurs économiques, Québec, 1985-86 à 1990-91 605
14. Revenus des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1990-91 606
15. Dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1990-91 607
16. Revenus, dépenses et déficit des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91 608
17. Déficit et dépenses en immobilisations des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91 609
18. Actif financier, passif, avoir net ou dette nette des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1989-90 et 1990-91 610
19. Rapprochement des données sur la base des Comptes publics et de celles des administrations publiques du Québec, Québec, 1990-91 610
20. Sommaire des revenus et des dépenses, bénéfice net ou perte nette des entreprises publiques du Québec, Québec, 1985 à 1990 611
21. Actif, passif et avoir net, bénéfices non répartis des entreprises publiques du Québec, par composante, Québec, 1989 et 1990 612
22. Emploi et rémunération de l'ensemble des salariés du secteur public au Québec, Québec, moyennes annuelles, 1988 et 1989 613
23. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, par ministère, organisme et fonds spécial, Québec, mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993 614
24. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et par catégorie d'emploi, Québec, mars 1988 et mars 1993 616
25. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et par groupe d'âge, Québec, mars 1988 et mars 1993 618
26. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et le traitement, Québec, mars 1988 et mars 1993 618
27. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et les années de service, Québec, mars 1988 et mars 1993 619
28. Lieutenants-gouverneurs : nom, dates de nomination et de prestation de serment, Québec, 1867 à 1990 619
29. Premiers ministres : nom, appartenance politique et date de nomination, Québec, 1867 à 1994 620
30. Élections générales : nombre de sièges selon le parti politique, Québec, 1867 à 1994 621
31. Répartition des voix obtenues aux élections générales, selon le parti politique, Québec, 1867 à 1989 622
32. Élections générales, selon quelques indicateurs, Québec, 1867 à 1989 623

Liste des figures

1. Dépenses des administrations publiques du Québec en pourcentage du PIB, Québec, 1985-86 à 1990-91 605

2. Revenus des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 et 1990-91 606

3. Dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 et 1990-91 607

4. Déficit des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91 608

5. Variation annuelle des revenus et des dépenses des administrations publiques du Québec, Québec, 1986-87 à 1990-91 608

6. Solde des opérations courantes des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91 609

7. Évolution de l'effectif régulier régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*, Québec, mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993 616

8. Le secteur public au Québec 617

20

Ce chapitre a été réalisé par Réjean Chevalier, Bertrand Gagnon et Jean-Claude Picard, de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente, en premier lieu, les finances publiques normalisées de l'ensemble du secteur public du Québec selon le système statistique de gestion des finances publiques. La deuxième partie concerne les salariés du secteur public au Québec et, plus particulièrement, étudie l'importance de l'effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*. Aux tableaux correspondant à ces sujets s'ajoutent, en fin de chapitre, une figure décrivant l'univers du secteur public au Québec ainsi que des tableaux portant sur des membres du Parlement du Québec et sur les élections générales provinciales depuis 1867.

Les statistiques financières du secteur public du Québec[1]

Les administrations publiques

Les administrations publiques se divisent en trois types : l'Administration fédérale au Québec, l'Administration provinciale (gouvernement et institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux) et les administrations locales. La présente partie traite uniquement des administrations publiques du Québec; l'Administration fédérale au Québec en est donc exclue.

Les revenus

Selon le système statistique de gestion des finances publiques, les revenus des administrations publiques du Québec s'élèvent à 45,4 milliards de dollars en 1990-91, en hausse de 6,4 % par rapport à 1989-90 (tableau 1). Au cours de la période 1985-86 à 1990-91, les revenus se sont accrus au taux annuel composé de 7,3 %.

Les sources principales de revenus

L'impôt sur le revenu des particuliers, les transferts en provenance de l'Administration et des entreprises fédérales, les impôts fonciers et impôts connexes et les taxes générales de vente représentent 65,0 % des revenus des administrations publiques du Québec en 1990-91. Ces revenus ont augmenté de 10,1 %, alors que toutes les autres sources n'ont augmenté que de 0,2 %. Depuis 1985-86, l'évolution des revenus a toutefois été différente. Les revenus des quatre principales sources ont connu une augmentation annuelle moyenne de 7,0 %, soit une hausse moindre que celle de 7,9 % observée en moyenne pour l'ensemble des revenus des autres sources.

Plus de la moitié de l'augmentation des revenus, qui se situe à 2,7 milliards de dollars en 1990-91, provient d'une hausse de 1,4 milliard de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette hausse de 13,1 % de l'impôt sur le revenu des particuliers constitue sa plus forte augmentation enregistrée au cours de la période 1985-86 à 1990-91.

Les impôts fonciers et impôts connexes augmentent de 14,6 % en 1990-91, soit leur plus forte hausse de la période 1985-86 à 1990-91 (tableau 1). Cette croissance provient surtout des commissions scolaires, qui sont les seules à recueillir des impôts fonciers au niveau de

1. Pour une meilleure compréhension des données utilisées, le lecteur est d'abord prié de prendre connaissance des notes explicatives relatives aux statistiques financières du secteur public du Québec, présentées en annexe.

l'Administration provinciale. Elles voient en effet leurs revenus provenant de cette source passer de 269,6 millions en 1989-90 à 611,5 millions de dollars en 1990-91, soit une augmentation de 126,8 % (tableau 5). Pour les administrations locales (tableau 9), les revenus de cette source augmentent de 7,4 %.

Les dépenses

En 1990-91, les dépenses des administrations publiques du Québec s'élèvent à 50,1 milliards de dollars (tableau 2). Il s'agit d'une augmentation de 9,0 % par rapport à l'année précédente, soit la plus forte augmentation annuelle depuis 1985-86. Par rapport à 1985-86, le taux annuel composé d'augmentation des dépenses atteint 6,6 %.

Les dépenses par fonction

Les dépenses au titre de l'éducation, de la santé, des services sociaux et du service de la dette représentent 69,5 % des dépenses des administrations publiques du Québec en 1990-91 (tableau 2). Cette part demeure relativement stable au cours de la période 1985-86 à 1990-91.

Pour l'Administration provinciale (gouvernement et institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux), les mêmes quatre fonctions totalisent 78,5 % des dépenses en 1990-91 (tableau 6), ce qui constitue une hausse sensible par rapport à 1985-86, où la part relative de ces dépenses se situait à 76,1 %. En ce qui concerne les administrations locales, la répartition par fonction de leurs dépenses est tout à fait différente. En effet, les principales fonctions de dépenses des administrations locales sont les transports et communications, l'environnement, la protection de la personne et de la propriété, les services généraux et le service de la dette. Ces cinq fonctions de dépenses représentent 78,3 % de leurs dépenses en 1990 (tableau 10).

Les dépenses par catégorie

Au cours de la période 1985-86 à 1990-91, environ 40 % des dépenses des administrations publiques du Québec ont été consacrées aux traitements, salaires et allocations (tableau 3). En 1990-91, sur des dépenses totales de 50,1 milliards de dollars, 19,8 milliards vont en traitements, salaires et allocations, soit 39,6 %.

Pour l'Administration provinciale, la part des traitements, salaires et allocations se situe à 39,9 % des dépenses en 1990-91, contre 39,2 % en 1985-86 (tableau 7). Pour les administrations locales, cette part se situe à 34,5 % des dépenses en 1990, contre 35,1 % en 1985 (tableau 11).

Hausse des dépenses par rapport au PIB

Par rapport au PIB, c'est en 1988-89 que les dépenses des administrations publiques du Québec ont touché un plancher. En effet, de 33,9 % du PIB qu'elle était en 1985-86, la part de ces dépenses a baissé à 29,9 % en 1988-89, pour remonter à 32,5 % en 1990-91 (tableau 13).

L'Administration provinciale voit sa part des dépenses passer de 29,4 % en 1985-86 à 27,8 % du PIB en 1990-91, après un creux de 25,7 % en 1988-89. Quant aux administrations locales, leur part des dépenses passe de 5,3 % à 5,4 % du PIB, après un creux de 4,8 % en 1988-89.

Les dépenses des administrations publiques du Québec en dollars constants, calculées en utilisant l'indice implicite des prix de la demande intérieure finale du Québec, augmentent de 4,9 % en 1990-91. Cette augmentation est la plus forte de la période 1985-86 à 1990-91.

Par personne, les dépenses des administrations publiques du Québec s'élèvent à 7 131 $ en 1990-91. En dollars constants, ces dépenses ont commencé à augmenter en 1987-88. En effet, après une baisse de 0,6 % en 1986-87, elles ont crû de 0,1 %, 2,9 %, 2,5 % et 3,8 % respectivement au cours des quatre années suivantes.

Les revenus et les dépenses des composantes des administrations publiques du Québec

En 1990-91, les revenus consolidés des administrations publiques du Québec s'élèvent à 45,4 milliards de dollars. Selon le système statistique de gestion des finances publiques, les revenus avant consolidation s'élèvent à 68,9 milliards de dollars. Pour obtenir les revenus consolidés, il faut éliminer les 23,6 milliards de dollars de revenus correspondant aux transactions entre les composantes (tableau 14).

Comme on pouvait s'y attendre, les ministères recueillent la plus grande part des revenus, soit 72,5 % en 1990-91. Ils sont suivis des municipalités ainsi que des fonds spéciaux et organismes autonomes, avec respectivement 13,6 % et 7,4 % des revenus.

Sur la même base, c'est-à-dire en éliminant les sommes versées aux autres composantes des administrations publiques, la part des dépenses des ministères se situe à 30,3 % des dépenses globales en 1990-91 (tableau 15). Ils sont suivis des fonds spéciaux et organismes autonomes, lesquels effectuent 16,8 % des dépenses. Viennent ensuite les municipalités, les commissions scolaires et les centres hospitaliers, avec respectivement 13,1 %, 12,7 % et 11,6 % des dépenses.

Le déficit

Plancher en 1987-88

Au cours de la période 1985-86 à 1990-91, le déficit des administrations publiques du Québec atteint un plancher en 1987-88 (figure 4). De 4,5 milliards de dollars en 1985-86, le déficit baisse à 2,1 milliards en 1987-88, pour remonter à 4,7 milliards en 1990-91 (tableau 16).

Au cours de cette période, l'augmentation des dépenses est toujours plus grande d'une année à l'autre, celle-ci passant de 3,3 % en 1986-87 à 9,0 % en 1990-91. Les revenus, quant à eux, augmentent en dents de scie, passant d'une hausse maximum de 10,5 % en 1987-88 à un minimum de 5,5 % en 1989-90 (figure 5). Ainsi, l'écart entre l'augmentation des revenus et des dépenses, qui était favorable en début de période, devient défavorable au cours des deux dernières années, puisque l'augmentation des dépenses dépasse celle des revenus de 2,4 et 2,6 points de pourcentage respectivement en 1989-90 et 1990-91.

Solde des opérations courantes : retour au déficit en 1990-91

Les dépenses courantes représentent l'ensemble des dépenses, à l'exception de celles en immobilisations. Lorsque les dépenses courantes sont supérieures aux revenus, le solde des opérations courantes est déficitaire.

De déficitaire qu'il était en 1985-86 et 1986-87, le solde des opérations courantes des administrations publiques du Québec se transforme en surplus les trois années suivantes, pour redevenir déficitaire en 1990-91 (tableau 17 et figure 6).

Ces fluctuations sont surtout dues à l'Administration provinciale, dont le solde des opérations courantes passe d'un déficit 1,8 milliard de dollars en 1985-86 à un surplus de 416,1 millions de dollars en 1988-89. Le solde redevient déficitaire par la suite, de 350,4 millions de dollars en 1989-90 et de 1,4 milliard de dollars en 1990-91.

Durant cette période, les administrations locales affichent un surplus des opérations courantes qui se situe à près de 60 % de leurs dépenses en immobilisations.

Les entreprises publiques

Les entreprises publiques se divisent en trois types : les entreprises fédérales au Québec, les entreprises provinciales et les entreprises locales. La présente partie traite uniquement des entreprises publiques du Québec, telles que Hydro-Québec, la Société des alcools du Québec, Loto-Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les entreprises fédérales au Québec en sont donc exclues.

Bénéfices à la baisse

De 1985 à 1988, il y a une amélioration marquée de la rentabilité des entreprises publiques du Québec, leurs bénéfices passant de 348,7 millions à 1,3 milliard de dollars. Après le sommet atteint en 1988, il y a une baisse des bénéfices à 855,4 millions en 1989 et à 857,3 millions de dollars en 1990 (tableau 20).

Ces fluctuations sont surtout attribuables aux entreprises provinciales, dont les bénéfices passent de 491,3 millions à 1,5 milliard de dollars de 1985 à 1988. Par la suite, ces bénéfices diminuent à 1,1 milliard de dollars en 1989 et en 1990.

L'emploi et la rémunération[2] dans le secteur public au Québec

Ensemble du secteur public

Selon une enquête de Statistique Canada sur la population active, effectuée auprès des ménages québécois, l'effectif de l'administration publique selon la classification industrielle augmente de 12,1 %, passant d'une moyenne annuelle de 199 000 employés en 1988 à 223 000 en 1993.

Par ailleurs, en 1989, une enquête du Bureau de la statistique du Québec évalue à 712 378 personnes l'effectif du secteur public au Québec[3] (tableau 22). Cet effectif est en hausse de 1,0 % par rapport à l'année précédente et représente 23,5 % de la population active occupée du Québec en 1989. Les administrations publiques en sont le premier employeur, avec 623 842 personnes en 1989, un gain de 11 547 emplois (1,9 %) par rapport à 1988. L'Administration provinciale regroupe 485 983 personnes en 1989, soit 9 442 emplois (2,0 %) de plus qu'en 1988. Les secteurs de l'éducation (183 374 personnes) ainsi que de la santé et des services sociaux (224 521 personnes) engagent à eux seuls plus de 83,9 % de l'effectif de l'Administration provinciale. De leur côté, l'Administration fédérale au Québec et les administrations locales comptent respectivement 67 907 et 69 952 salariés en 1989. Quant aux entreprises publiques au Québec, le deuxième employeur du secteur public, leur effectif diminue de 4 796 personnes (-5,1 %), pour atteindre 88 536 employés. Enfin, les entreprises fédérales embauchent 42 233 personnes au Québec, soit plus de 47,7 % de l'effectif des entreprises publiques.

2. Pour une meilleure compréhension des données utilisées, le lecteur est d'abord prié de prendre connaissance des notes explicatives relatives à l'emploi et à la rémunération, présentées en annexe.
3. La dernière publication du Bureau de la statistique du Québec sur le sujet couvre l'année 1989.

L'effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*

L'effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique* connaît une certaine stabilité entre mars 1988 et mars 1991, passant de 52 404 à 53 525 personnes. Il s'accroît les deux années suivantes, pour se situer à 55 879 employés en mars 1992 et à 58 444 en mars 1993 (tableau 23 et figure 7). Il s'agit d'une progression de 2,1 % entre mars 1988 et mars 1991, puis de 4,4 % de mars 1991 à mars 1992 et de 4,6 % entre mars 1992 et mars 1993. Depuis, l'effectif régulier a décru de façon telle qu'au mois de décembre 1993, il se situait à 57 431 personnes, soit une baisse de 1,7 % en neuf mois. En fait, la hausse sensible de l'effectif régulier de 4 919 employés enregistrée entre mars 1991 et mars 1993 est principalement due à certaines décisions administratives amenant, d'une part, la conversion d'un grand nombre de postes occasionnels en postes permanents et, d'autre part, l'implantation de la taxe sur les produits et services, qui a entraîné la création au ministère du Revenu du Compte de gestion de la taxe sur les produits et services. Une préoccupation environnementale grandissante ainsi que les hausses importantes de la clientèle de l'aide sociale et de l'immigration ont également commandé un accroissement de l'effectif gouvernemental chargé de la prestation des services dans ces domaines.

Ce sont les femmes qui profitent le plus de cette hausse de l'effectif régulier; leur accroissement est de 24,6 % entre mars 1988 et mars 1993 (tableau 24). Chez les hommes, le nombre d'employés passe de 31 928 à 32 937, soit un gain de 3,2 % ou de 1009 personnes. L'augmentation de 6 040 personnes de l'effectif régulier entre mars 1988 et mars 1993 s'explique en très grande partie (83,3 %) par la hausse de l'effectif féminin, soit de 5 031 personnes. La proportion des femmes, de 39,1 % en 1988, s'établit à 43,6 % en 1993, en progression de 4,5 points de pourcentage. La part relative des hommes diminue du même ordre de grandeur, passant de 60,9 % en 1988 à 56,4 % en 1993. Cette forte croissance de la part relative des femmes contribue au rajustement de leur représentation au sein de l'effectif régulier.

L'analyse par catégorie d'emplois montre des changements significatifs dans quatre des neuf catégories (tableau 24). Les professionnels augmentent de 3 186 employés, les techniciens, de 2 659 et les cadres intermédiaires, de 409. La progression de ces seules catégories explique toute la hausse de l'effectif régulier entre mars 1988 et mars 1993. À l'inverse, les ouvriers connaissent un recul de 676 employés. Les cinq autres catégories ne présentent que des variations mineures. Les agents de la paix augmentent de 239 employés et le personnel de bureau, de 193. Cette dernière catégorie demeure encore la plus représentée au sein de l'effectif régulier, avec 17 565 personnes (30,1 %). Les cadres supérieurs connaissent une baisse de 42 employés; la haute direction, une hausse de 44 personnes, et les enseignants, une hausse de 28 employés durant toute la période de référence.

Quant à l'âge moyen des employés de la fonction publique, il passe de 41,3 ans en mars 1988 à 42,8 ans en mars 1993, un vieillissement de 1,5 an (tableau 25). Cette hausse de l'âge moyen est le reflet des changements survenus dans les groupes d'âge. Les moins de 35 ans diminuent et passent de 29,9 % à 18,7 % de l'effectif total entre mars 1988 et mars 1993. Le transfert s'effectue vers les 35 à 54 ans. La proportion de ceux-ci augmente, de 59,1 % à 71,3 %. Les 55 ans et plus, pour leur part, demeurent relativement stables, leur effectif baissant légèrement, de 11 % à 10 %. Avec 13 331 employés, le groupe d'âge des 35 à 39 ans est le plus nombreux; il compte 22,8 % de l'effectif régulier en mars 1993, comparativement à 21,5 % (11 248 employés) en mars 1988.

Le traitement moyen des employés de la fonction publique s'accroît de 7 759 $ au cours de ces cinq ans, passant de 32 406 $ à 40 165 $ (tableau 26). L'ensemble des personnes qui gagnent 35 000 $ et moins décroît de mars 1988 à mars 1993, passant de 69,5 % à 44,6 % de l'effectif. Par contre, il y a progression de la catégorie des 35 001 $ à 70 000 $, où les

employés augmentent leur représentation, de 29,6 % à 52,3 %. La catégorie des employés gagnant 70 001$ et plus compte pour 0,9 % de l'effectif en mars 1988, comparati-vement à 3,0 % cinq ans plus tard. Par ailleurs, avec 15 299 personnes, l'échelle de traitement des 25 001 $ à 30 000 $ contient le plus grand nombre d'employés et compte pour 26,2 % de l'effectif régulier en mars 1993, comparativement à 8 112 personnes (15,5 %) en mars 1988.

Pour ce qui est de la moyenne d'années de service, elle s'accroît d'une année pendant cette période quinquennale, s'établissant à 14,6 en mars 1993 (tableau 27). Cette hausse des années de service est la conséquence des changements survenus dans les groupes d'années de service. L'ensemble des 14 années et moins de service diminue de mars 1988 à mars 1993 et passe de 63,6 % à 46,4 % de l'effectif. À l'inverse, l'ensemble des 15 à 30 années de service voit sa proportion de l'effectif augmenter de 35,3 % à 51,0 %. Les 31 années et plus augmentent pour leur part de 1,1 % à 2,6 %. Avec 13 621 personnes, le groupe des 15 à 18 années de service compte 23,3 % de l'effectif régulier en mars 1993, soit la plus grande proportion, comparativement à 7 654 personnes (14,6 %) en mars 1988.

Autres lectures suggérées

Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91*, Québec, Bureau de la statistique du Québec,1994, 218 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Univers du secteur public au Québec,* édition 1992, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1992, 93 p.

Notes explicatives

Les statistiques financières du secteur public du Québec

Cette partie contient des données normalisées sur l'ensemble du secteur public du Québec. Elle présente les statistiques financières des administrations et des entreprises publiques des niveaux provincial et local et de leurs composantes. Le mot «composante» renvoie tantôt aux administrations ou aux entreprises des niveaux provincial et local, tantôt au gouvernement du Québec, aux institutions publiques d'éducation et aux institutions publiques de santé et de services sociaux et même, dans certains cas, à un regroupement d'organismes. L'organigramme illustré à la figure 8 montre le secteur public au Québec, soit les administrations et les entreprises publiques des niveaux fédéral, provincial et local. La présente partie traite uniquement du secteur public du Québec; l'Administration et les entreprises fédérales au Québec en sont donc exclues.

Les données financières de base sont normalisées selon *Le système statistique de gestion des finances publiques* (68-507F), mars 1984 de Statistique Canada (SGF). Ce système vise la production de statistiques financières comparables d'une année et d'une province à l'autre.

Sur la base du SGF, les tableaux statistiques présentent pour l'ensemble des administrations publiques du Québec et pour les administrations des niveaux provincial et local :

- les revenus selon la source;
- les dépenses selon la fonction;
- l'actif financier;
- le passif.

Les données sur les revenus et les dépenses sont présentées pour les années financières 1985-86, 1989-90 et 1990-91. Celles sur l'actif financier et le passif couvrent les exercices 1989-90 et 1990-91.

En plus des données selon le SGF, ce chapitre présente, pour les mêmes intervenants et pour les mêmes années, les dépenses classées selon la catégorie.

Des tableaux sommaires permettent l'analyse des revenus, des dépenses et des surplus ou déficits des composantes des administrations publiques pour les années 1985-86 à 1990-91. Les revenus et les dépenses de chacune de ces composantes sont également présentés avant et après consolidation, avec les autres composantes des administrations publiques du Québec pour 1990-91.

La couverture statistique des administrations publiques est complétée par un tableau de rapprochement des données, sur la base des Comptes publics, avec celles des administrations publiques du Québec.

Pour les entreprises publiques, le SGF suit les méthodes comptables établies par l'Institut canadien des comptables agréés pour les entreprises à but lucratif. Conformément à ces conventions, les tableaux statistiques reproduisent pour les entreprises publiques et leurs composantes :

- les revenus, les dépenses, le bénéfice net ou la perte nette pour la période 1985-1990;
- l'actif, le passif, l'avoir net et les bénéfices non répartis pour les exercices 1989 et 1990.

En raison de la nature différente des activités en cause, les données des administrations et des entreprises publiques ne font pas l'objet d'une consolidation.

L'emploi et la rémunération dans le secteur public au Québec

Les données sur l'emploi et la rémunération sont tirées de trois enquêtes différentes. La première, effectuée par Statistique Canada eu égard à la population active auprès des ménages québécois, évalue l'effectif de l'administration publique, qui inclut les administrations publiques fédérale et locales et en partie l'Administration publique provinciale. Les employés des établissements à caractère gouvernemental oeuvrant principalement dans l'Administration provinciale, notamment ceux des domaines de la santé, de l'éducation, du service des transports et des communications sont classifiés par rapport à leur activité respective et ne font pas partie intégrante de l'administration publique.

La deuxième enquête, relative à l'ensemble des salariés du secteur public au Québec, produite par le Bureau de la statistique du Québec, couvre l'univers du secteur public au Québec (figure 8). Les résultats sont comptabilisés en équivalent temps plein et portent sur l'effectif total, c'est-à-dire les employés réguliers et occasionnels.

La troisième enquête, effectuée par l'Office des ressources humaines (ORH) du gouvernement du Québec, concerne exclusivement l'effectif régulier régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*, c'est-à-dire l'ensemble des employés permanents de ministères, de fonds spéciaux et d'organismes autonomes tels que la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie des rentes du Québec et la Société d'assurance automobile du Québec. Ainsi, certains employés inclus dans l'effectif total de certains ministères mais non régis en vertu de la *Loi sur la fonction publique* ne font pas partie des données de l'ORH. Il s'agit, notamment, du personnel policier de la Sûreté du Québec, des juges et des hors cadres.

Les données de l'ensemble des salariés du secteur public du Québec correspondent aux moyennes annuelles de 1988 et 1989. Pour l'effectif régulier régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*, les données portent sur mars 1988 et mars 1993, à l'exception de la répartition par ministère, organisme et fonds spécial, qui s'étend de mars 1988 à mars 1993 et décembre 1993. L'effectif régulier régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique* y est présenté selon les caractéristiques suivantes: le ministère, l'organisme ou le fonds spécial employeur, le sexe, la catégorie d'emploi, l'âge, le traitement et les années de service.

20

Tableau 1

Revenus des administrations publiques du Québec, selon la source, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Source	Revenus			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Principales sources	21 075 734	26 806 281	29 520 730	66,0	62,9	65,0	10,1	7,0
Impôt sur le revenu des particuliers	8 205 521	10 815 427	12 226 916	25,7	25,4	26,9	13,1	8,3
Transferts de l'Administration et des entreprises fédérales	6 508 020	7 165 094	7 478 198	20,4	16,8	16,5	4,4	2,8
Impôts fonciers et impôts connexes	3 279 148	4 461 980	5 112 782	10,3	10,5	11,3	14,6	9,3
Taxes générales de vente	3 083 045	4 363 780	4 702 834	9,7	10,2	10,4	7,8	8,8
Autres sources	10 840 176	15 834 543	15 861 214	34,0	37,1	35,0	0,2	7,9
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 896 663	3 242 362	3 258 664	5,9	7,6	7,2	0,5	11,4
Ventes de biens et services	2 056 050	2 690 603	2 966 486	6,4	6,3	6,5	10,3	7,6
Revenus de placement	1 677 539	2 763 088	2 578 794	5,3	6,5	5,7	-6,7	9,0
Impôt et taxes sur les corporations	1 077 284	1 890 369	1 711 825	3,4	4,4	3,8	-9,4	9,7
Taxes sur les carburants	1 076 378	1 248 778	1 141 322	3,4	2,9	2,5	-8,6	1,2
Taxes sur le tabac	640 547	628 097	693 247	2,0	1,5	1,5	10,4	1,6
Autres revenus	2 415 715	3 371 246	3 510 876	7,6	7,9	7,7	4,1	7,8
Total des revenus	31 915 910	42 640 824	45 381 944	100,0	100,0	100,0	6,4	7,3
Total des dépenses	36 434 455	45 913 957	50 062 285	114,2	107,7	110,3	9,0	6,6
Surplus ou déficit	-4 518 545	-3 273 133	-4 680 341	14,2	7,7	10,3	43,0	0,7

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 2

Dépenses des administrations publiques du Québec, selon la fonction, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Fonction	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Principales fonctions	25 001 966	31 778 504	34 774 274	68,6	69,2	69,5	9,4	6,8
Éducation	7 677 023	9 388 206	10 344 220	21,1	20,4	20,7	10,2	6,1
Santé	6 684 804	8 952 487	9 730 637	18,3	19,5	19,4	8,7	7,8
Services sociaux	5 560 024	6 887 691	7 644 051	15,3	15,0	15,3	11,0	6,6
Service de la dette	5 080 115	6 550 120	7 055 366	13,9	14,3	14,1	7,7	6,8
Autres fonctions	11 432 489	14 135 453	15 288 011	31,4	30,8	30,5	8,2	6,0
Transports et communications	2 365 426	3 030 541	3 051 635	6,5	6,6	6,1	0,7	5,2
Services généraux	2 432 064	2 868 827	3 047 623	6,7	6,2	6,1	6,2	4,6
Protection de la personne et de la propriété	1 655 111	2 149 256	2 480 680	4,5	4,7	5,0	15,4	8,4
Environnement	1 435 976	1 654 842	1 877 674	3,9	3,6	3,8	13,5	5,5
Loisirs et culture	893 908	1 287 034	1 456 523	2,5	2,8	2,9	13,2	10,3
Autres	2 650 004	3 144 953	3 373 876	7,3	6,8	6,7	7,3	4,9
Total des dépenses	36 434 455	45 913 957	50 062 285	100,0	100,0	100,0	9,0	6,6
Total des revenus	31 915 910	42 640 824	45 381 944	87,6	92,9	90,7	6,4	7,3
Surplus ou déficit	-4 518 545	-3 273 133	-4 680 341	12,4	7,1	9,3	43,0	0,7

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 3

Dépenses des administrations publiques du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Catégorie	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Dépenses en biens et services	25 271 489	32 162 495	35 027 324	69,4	70,0	70,0	8,9	6,7
Traitements, salaires et allocations	14 315 029	18 115 553	19 830 408	39,3	39,5	39,6	9,5	6,7
Dépenses en immobilisations	3 359 173	3 999 457	4 395 062	9,2	8,7	8,8	9,9	5,5
Autres dépenses en biens et services	7 597 287	10 047 485	10 801 854	20,9	21,9	21,6	7,5	7,3
Service de la dette	5 080 115	6 550 118	7 055 367	13,9	14,3	14,1	7,7	6,8
Transferts	6 082 851	7 201 344	7 979 594	16,7	15,7	15,9	10,8	5,6
Aux entreprises	1 581 180	1 922 161	2 045 228	4,3	4,2	4,1	6,4	5,3
Entreprises publiques	594 653	771 858	702 582	1,6	1,7	1,4	-9,0	3,4
Entreprises privées	986 527	1 150 303	1 342 646	2,7	2,5	2,7	16,7	6,4
Aux particuliers	4 501 671	5 279 183	5 934 366	12,4	11,5	11,9	12,4	5,7
Total des dépenses	36 434 455	45 913 957	50 062 285	100,0	100,0	100,0	9,0	6,6
Total des revenus	31 915 910	42 640 824	45 381 944	87,6	92,9	90,7	6,4	7,3
Surplus ou déficit	-4 518 545	-3 273 133	-4 680 341	12,4	7,1	9,3	43,0	0,7

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 4

Sommaire des revenus et des dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 à 1990-91

	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
	'000 $					
Administration provinciale						
Revenus	27 711 719	29 420 097	32 627 669	35 056 664	36 828 937	39 172 507
Dépenses	31 608 046	32 521 264	34 240 241	36 630 688	39 323 063	42 873 284
Surplus ou déficit	-3 896 327	-3 101 167	-1 612 572	-1 574 024	-2 494 126	-3 700 777
Administrations locales						
Revenus	5 094 028	5 505 800	5 879 090	6 293 909	6 841 854	7 286 788
Dépenses	5 716 246	6 059 090	6 359 177	6 867 730	7 620 860	8 266 352
Surplus ou déficit	-622 218	-553 290	-480 087	-573 821	-779 006	-979 564
Éliminations						
Revenus	889 837	926 896	941 019	933 363	1 029 967	1 077 351
Dépenses	889 837	926 896	941 019	933 363	1 029 967	1 077 351
Surplus ou déficit	–	–	–	–	–	–
Administrations publiques du Québec						
Revenus	31 915 910	33 999 001	37 565 740	40 417 210	42 640 824	45 381 944
Dépenses	36 434 455	37 653 458	39 658 399	42 565 055	45 913 957	50 062 285
Surplus ou déficit	-4 518 545	-3 654 457	-2 092 659	-2 147 845	-3 273 133	-4 680 341

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 5

Revenus de l'Administration provinciale du Québec, selon la source, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Source	Revenus			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Principales sources	19 688 761	25 613 282	27 705 108	71,0	69,5	70,7	8,2	7,1
Impôt sur le revenu des particuliers	8 205 521	10 815 427	12 226 916	29,6	29,4	31,2	13,1	8,3
Transferts de l'Administration et des entreprises fédérales	6 432 893	7 084 768	7 402 355	23,2	19,2	18,9	4,5	2,8
Taxes générales de vente	3 083 045	4 363 780	4 702 834	11,1	11,8	12,0	7,8	8,8
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 967 302	3 349 307	3 373 003	7,1	9,1	8,6	0,7	11,4
Autres sources	8 022 958	11 215 655	11 467 399	29,0	30,5	29,3	2,2	7,4
Revenus de placement	1 563 647	2 551 973	2 337 271	5,6	6,9	6,0	-8,4	8,4
Ventes de biens et services	1 257 982	1 603 769	1 823 647	4,5	4,4	4,7	13,7	7,7
Impôt et taxes sur les corporations	1 077 284	1 890 369	1 711 825	3,0	4,1	3,4	-9,4	9,7
Taxes sur les carburants	1 076 378	1 248 778	1 141 322	3,9	3,4	2,9	-8,6	1,2
Taxes sur le tabac	640 547	628 097	693 247	2,3	1,7	1,8	10,4	1,6
Impôts fonciers et impôts connexes	218 155	269 629	611 529	0,8	0,7	1,6	126,8	22,9
Autres revenus	2 188 965	3 023 040	3 148 558	7,9	8,2	8,0	4,2	7,5
Total des revenus	27 711 719	36 828 937	39 172 507	100,0	100,0	100,0	6,4	7,2
Total des dépenses	31 608 046	39 323 063	42 873 284	114,1	106,8	109,4	9,0	6,3
Surplus ou déficit	-3 896 327	-2 494 126	-3 700 777	14,1	6,8	9,4	48,4	-1,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 6

Dépenses de l'Administration provinciale du Québec, selon la fonction, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Fonction	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Principales fonctions	24 038 891	30 714 847	33 663 697	76,1	78,1	78,5	9,6	7,0
Éducation	7 677 023	9 388 206	10 344 220	24,3	23,9	24,1	10,2	6,1
Santé	6 678 004	8 942 610	9 720 348	21,1	22,7	22,7	8,7	7,8
Services sociaux	5 532 824	6 893 729	7 648 075	17,5	17,5	17,8	10,9	6,7
Service de la dette	4 151 040	5 490 302	5 951 054	13,1	14,0	13,9	8,4	7,5
Autres fonctions	7 569 155	8 608 216	9 209 587	23,9	21,9	21,5	7,0	4,0
Services généraux	1 712 230	1 877 972	2 026 531	5,4	4,8	4,7	7,9	3,4
Transports et communications	1 415 418	1 674 536	1 661 726	4,5	4,3	3,9	-0,8	3,3
Protection de la personne et de la propriété	834 195	1 070 881	1 306 384	2,6	2,7	3,0	22,0	9,4
Environnement	676 966	596 943	627 775	2,1	1,5	1,5	5,2	-1,5
Loisirs et culture	379 462	458 350	497 687	1,2	1,2	1,2	8,6	5,6
Autres	2 550 884	2 929 534	3 089 484	8,1	7,4	7,2	5,5	3,9
Total des dépenses	31 608 046	39 323 063	42 873 284	100,0	100,0	100,0	9,0	6,3
Total des revenus	27 711 719	36 828 937	39 172 507	87,7	93,7	91,4	6,4	7,2
Surplus ou déficit	-3 896 327	-2 494 126	-3 700 777	12,3	6,3	8,6	48,4	-1,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 7

Dépenses de l'Administration provinciale du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985-86, 1989-90 et 1990-91

Catégorie	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985-86	1989-90	1990-91	1985-86	1989-90	1990-91	1990-91/ 1989-90	1990-91/ 1985-86
	'000 $			%				
Dépenses en biens et services	20 701 848	25 869 055	28 155 111	65,5	65,8	65,7	8,8	6,3
Traitements, salaires et allocations	12 378 813	15 573 223	17 091 804	39,2	39,6	39,9	9,8	6,7
Dépenses en immobilisations	2 117 746	2 143 764	2 332 711	6,7	5,5	5,4	8,8	2,0
Autres dépenses en biens et services	6 205 289	8 152 068	8 730 596	19,6	20,7	20,4	7,1	7,1
Service de la dette	4 151 040	5 490 302	5 951 054	13,1	14,0	13,9	8,4	7,5
Transferts	6 755 158	7 963 706	8 767 119	21,4	20,3	20,4	10,1	5,4
Aux administrations locales	799 747	893 228	933 479	2,5	2,3	2,2	4,5	3,1
Aux entreprises	1 453 740	1 791 297	1 899 274	4,6	4,6	4,4	6,0	5,5
Entreprises publiques	467 213	640 994	556 628	1,5	1,6	1,3	-13,2	3,6
Entreprises privées	986 527	1 150 303	1 342 646	3,1	2,9	3,1	16,7	6,4
Aux particuliers	4 501 671	5 279 181	5 934 366	14,2	13,4	13,8	12,4	5,7
Total des dépenses	31 608 046	39 323 063	42 873 284	100,0	100,0	100,0	9,0	6,3
Total des revenus	27 711 719	36 828 937	39 172 507	87,7	93,7	91,4	6,4	7,2
Surplus ou déficit	-3 896 327	-2 494 126	-3 700 777	12,3	6,3	8,6	48,4	-1,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 8

Sommaire de l'Administration provinciale du Québec, par composante, Québec, 1985-86 à 1990-91

	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
			'000 $			
Gouvernement du Québec						
Ministères						
Revenus	24 491 616	25 803 992	28 488 490	30 380 995	31 715 999	33 635 535
Dépenses	27 810 416	28 632 201	30 013 940	31 982 121	34 019 216	36 677 440
Surplus ou déficit	-3 318 800	-2 828 209	-1 525 450	-1 601 126	-2 303 217	-3 041 905
Fonds spéciaux et organismes autonomes						
Revenus	5 313 880	5 908 072	6 638 611	7 395 143	8 168 341	8 597 535
Dépenses	5 622 168	5 951 240	6 553 863	7 135 254	7 962 249	8 841 304
Surplus ou déficit	-308 288	-43 168	84 748	259 889	206 092	-243 769
Institutions publiques d'éducation						
Commissions scolaires						
Revenus	4 886 989	4 975 150	5 258 733	5 586 616	5 651 911	6 261 471
Dépenses	4 908 987	5 081 941	5 411 597	5 696 195	5 987 327	6 553 745
Surplus ou déficit	-21 998	-106 791	-152 864	-109 579	-335 416	-292 274
Cégeps						
Revenus	922 458	978 631	1 056 041	1 098 051	1 146 697	1 198 912
Dépenses	957 710	1 055 584	1 114 770	1 152 594	1 213 784	1 340 475
Surplus ou déficit	-35 252	-76 953	-58 729	-54 543	-67 087	-141 563
Universités						
Revenus	1 554 426	1 653 929	1 805 652	1 957 122	2 150 320	2 341 458
Dépenses	1 695 076	1 786 737	1 930 802	2 108 832	2 298 328	2 530 306
Surplus ou déficit	-140 650	-132 808	-125 150	-151 710	-148 008	-188 848
Institutions publiques de santé et de services sociaux						
Conseils régionaux de la santé et des services sociaux						
Revenus	116 111	126 507	127 364	119 563	74 347	90 552
Dépenses	100 594	92 653	105 313	106 039	76 210	75 701
Surplus ou déficit	15 517	33 854	22 051	13 524	-1 863	14 851
Centres de services sociaux						
Revenus	262 493	288 715	322 611	332 584	369 918	390 173
Dépenses	272 993	295 146	318 138	342 359	377 042	381 699
Surplus ou déficit	-10 500	-6 431	4 473	-9 775	-7 124	8 474
Centres hospitaliers publics						
Revenus	4 246 086	4 558 257	4 917 564	5 308 265	5 713 355	6 191 028
Dépenses	4 403 094	4 585 970	4 825 070	5 253 557	5 637 305	6 057 120
Surplus ou déficit	-157 008	-27 713	92 494	54 708	76 050	133 908
Centres d'accueil publics						
Revenus	1 050 920	1 119 226	1 184 743	1 307 384	1 453 063	1 542 797
Dépenses	1 044 813	1 085 092	1 185 967	1 282 032	1 362 857	1 490 578
Surplus ou déficit	6 107	34 134	-1 224	25 352	90 206	52 219
Centres locaux de services communautaires						
Revenus	380 975	410 991	451 901	476 008	523 521	571 843
Dépenses	306 430	358 073	404 820	476 772	527 280	573 713
Surplus ou déficit	74 545	52 918	47 081	-764	-3 759	-1 870
Éliminations						
Revenus	15 514 236	16 403 373	17 624 038	18 905 067	20 138 535	21 648 797
Dépenses	15 514 236	16 403 373	17 624 038	18 905 067	20 138 535	21 648 797
Surplus ou déficit	–	–	–	–	–	–
Administration provinciale						
Revenus	27 711 719	29 420 097	32 627 669	35 056 664	36 828 937	39 172 507
Dépenses	31 608 046	32 521 264	34 240 241	36 630 688	39 323 063	42 873 284
Surplus ou déficit	-3 896 327	-3 101 167	-1 612 572	-1 574 024	-2 494 126	-3 700 777

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 9

Revenus des administrations locales du Québec, selon la source, Québec, 1985, 1989 et 1990

Source	Revenus			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985	1989	1990	1985	1989	1990	1990 / 1989	1990 / 1985
	'000 $			%				
Principales sources	4 664 471	6 177 756	6 584 117	91,6	90,3	90,4	6,6	7,1
Impôts fonciers et impôts connexes	3 060 993	4 192 351	4 501 253	60,1	61,3	61,8	7,4	8,0
Vente de biens et services	803 731	1 092 177	1 149 380	15,8	16,0	15,8	5,2	7,4
Transferts de l'Administration provinciale	799 747	893 228	933 484	15,7	13,1	12,8	4,5	3,1
Autres sources	429 557	664 098	702 671	8,4	9,7	9,6	5,8	10,3
Revenus de placement	113 892	211 115	241 523	2,2	3,1	3,3	14,4	16,2
Impôts divers	53 382	90 684	83 291	1,0	1,3	1,1	-8,2	9,3
Transferts de l'Administration et des entreprises fédérales	75 127	80 326	75 843	1,5	1,2	1,0	-5,6	0,2
Autres revenus	187 156	281 973	302 014	3,7	4,1	4,1	7,1	10,0
Total des revenus	5 094 028	6 841 854	7 286 788	100,0	100,0	100,0	6,5	7,4
Total des dépenses	5 716 246	7 620 860	8 266 352	112,2	111,4	113,4	8,5	7,7
Surplus ou déficit	-622 218	-779 006	-979 564	12,2	11,4	13,4	25,7	9,5

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 10

Dépenses des administrations locales du Québec, selon la fonction, Québec, 1985, 1989 et 1990

Fonction	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985	1989	1990	1985	1989	1990	1990 / 1989	1990 / 1985
	'000 $			%				
Principales fonctions	4 586 894	6 048 378	6 476 617	80,2	79,4	78,3	7,1	7,1
Transports et communications	1 130 036	1 540 263	1 572 280	19,8	20,2	19,0	2,1	6,8
Environnement	901 610	1 236 855	1 451 655	15,8	16,2	17,6	17,4	10,0
Protection de la personne et de la propriété	833 508	1 084 256	1 183 768	14,6	14,2	14,3	9,2	7,3
Services généraux	792 665	1 127 186	1 164 602	13,9	14,8	14,1	3,3	8,0
Service de la dette	929 075	1 059 818	1 104 312	16,3	13,9	13,4	4,2	3,5
Autres fonctions	1 129 352	1 572 482	1 789 735	19,8	20,6	21,7	13,8	9,6
Loisirs et culture	583 855	870 331	998 751	10,2	11,4	12,1	14,8	11,3
Planification et aménagement des régions	141 421	246 258	280 270	2,5	3,2	3,4	13,8	14,7
Logement	169 748	198 751	223 085	3,0	2,6	2,7	12,2	5,6
Transferts aux entreprises propres	127 440	130 864	145 954	2,2	1,7	1,8	11,5	2,8
Autres	106 888	126 278	141 675	1,9	1,7	1,7	12,2	5,8
Total des dépenses	5 716 246	7 620 860	8 266 352	100,0	100,0	100,0	8,5	7,7
Total des revenus	5 094 028	6 841 854	7 286 788	89,1	89,8	88,1	6,5	7,4
Surplus ou déficit	-622 218	-779 006	-979 564	10,9	10,2	11,9	25,7	9,5

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 11

Dépenses des administrations locales du Québec, selon la catégorie, Québec, 1985, 1989 et 1990

Catégorie	Dépenses			Part relative annuelle			Variation annuel composé	Taux
	1985	1989	1990	1985	1989	1990	1990 / 1989	1990 / 1985
	'000 $			%				
Dépenses en biens et services	4 659 731	6 430 178	7 016 085	81,5	84,4	84,9	9,1	8,5
Traitements, salaires et allocations	2 006 855	2 649 275	2 852 943	35,1	34,8	34,5	7,7	7,3
Dépenses en immobilisations	1 241 427	1 855 693	2 062 351	21,7	24,4	24,9	11,1	10,7
Autres dépenses en biens et services	1 411 449	1 925 210	2 100 791	24,7	25,3	25,4	9,1	8,3
Service de la dette	929 075	1 059 818	1 104 313	16,3	13,9	13,4	4,2	3,5
Transferts aux entreprises locales	127 440	130 864	145 954	2,2	1,7	1,8	11,5	2,8
Total des dépenses	5 716 246	7 620 860	8 266 352	100,0	100,0	100,0	8,5	7,7
Total des revenus	5 094 028	6 841 854	7 286 788	89,1	89,8	88,1	6,5	7,4
Surplus ou déficit	-622 218	-779 006	-979 564	10,9	10,2	11,9	25,7	9,5

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec*, 1990-91.

Tableau 12

Sommaire des administrations locales du Québec, par composante, Québec, 1985 à 1990

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
	'000 $					
Municipalités						
Revenus	4 718 958	5 090 169	5 438 401	5 828 397	6 349 977	6 748 675
Dépenses	5 153 491	5 421 846	5 786 388	6 244 669	6 949 206	7 518 538
Surplus ou déficit	-434 533	-331 677	-347 987	-416 272	-599 229	-769 863
Régies intermunicipales						
Revenus	21 368	34 701	54 206	67 269	66 922	79 513
Dépenses	38 196	69 792	83 728	86 250	91 859	88 138
Surplus ou déficit	-16 828	-35 091	-29 522	-18 981	-24 937	-8 625
Offices municipaux d'habitation						
Revenus	153 277	171 187	177 722	187 401	202 604	213 938
Dépenses	161 423	166 037	164 905	177 625	189 012	206 102
Surplus ou déficit	-8 146	5 150	12 817	9 776	13 592	7 836
Communautés urbaines et régionales						
Revenus	744 492	776 631	824 756	872 330	935 524	1 015 657
Dépenses	905 791	966 606	942 325	1 018 851	1 103 435	1 222 047
Surplus ou déficit	-161 299	-189 975	-117 569	-146 521	-167 911	-206 390
Municipalités régionales de comté						
Revenus	41 423	42 909	46 327	47 581	54 220	62 912
Dépenses	42 835	44 606	44 153	49 403	54 741	65 433
Surplus ou déficit	-1 412	-1 697	2 174	-1 822	-521	-2 521
Éliminations						
Revenus	585 490	609 797	662 322	709 068	767 393	833 906
Dépenses	585 490	609 797	662 322	709 068	767 393	833 906
Surplus ou déficit	–	–	–	–	–	–
Administrations locales						
Revenus	5 094 028	5 505 800	5 879 090	6 293 909	6 841 854	7 286 788
Dépenses	5 716 246	6 059 090	6 359 177	6 867 730	7 620 860	8 266 352
Surplus ou déficit	-622 218	-553 290	-480 087	-573 821	-779 006	-979 564

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 13

Dépenses des administrations publiques du Québec et indicateurs économiques, Québec, 1985-86 à 1990-91

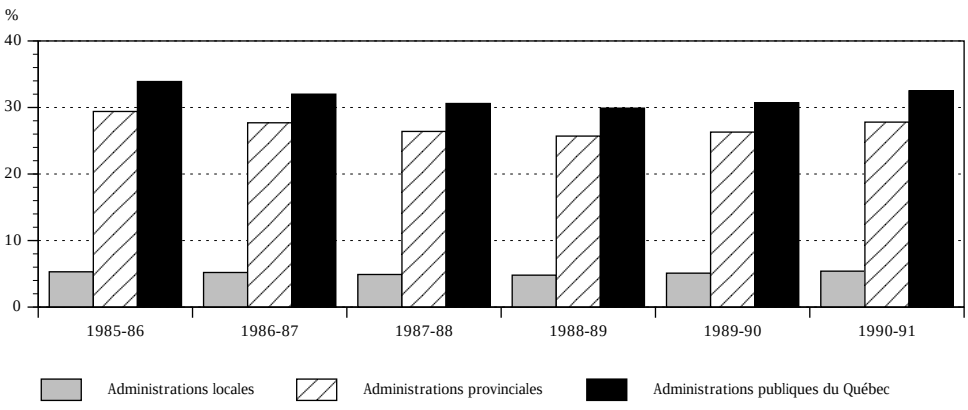
	Unité	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
Dépenses des administrations publiques du Québec							
En dollars courants	'000 $	36 434 455	37 653 458	39 658 399	42 565 055	45 913 957	50 062 285
Variation	%	–	3,3	5,3	7,3	7,9	9,0
En dollars de 1986	'000 $	37 638 900	37 653 458	38 096 445	39 521 871	41 031 239	43 045 817
Variation	%	–	--	1,2	3,7	3,8	4,9
Par personne	$ courants	5 446	5 592	5 827	6 204	6 608	7 131
Variation	%	–	2,7	4,2	6,5	6,5	7,9
Par personne	$ de 1986	5 626	5 592	5 598	5 761	5 905	6 131
Variation	%	–	-0,6	0,1	2,9	2,5	3,8
Dépenses/PIB							
Administration provinciale	%	29,4	27,7	26,4	25,7	26,3	27,8
Administrations locales	%	5,3	5,2	4,9	4,8	5,1	5,4
Éliminations	%	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
Administrations publiques du Québec	%	33,9	32,0	30,6	29,9	30,7	32,5
PIB[1]	'000 $	107 500 000	117 494 000	129 764 000	142 350 000	149 443 000	154 120 000
Variation	%	7,0	9,3	10,4	9,7	5,0	3,1
Indice implicite des prix, demande intérieure finale, Québec	1986=100	96,8	100,0	104,1	107,7	111,9	116,3
Variation	%	3,8	3,3	4,1	3,5	3,9	3,9
Population au 1er juin	'000	6 690,3	6 733,8	6 805,9	6 860,4	6 948,0	7 020,7

1. Pour l'année civile qui se termine trois mois avant la fin de l'année financière.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec,1990-91; Comptes économiques des revenus et des dépenses*, édition 1994.
Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires 1993; *Statistiques démographiques annuelles, 1993* (91-213).

Figure 1

Dépenses des administrations publiques du Québec en pourcentage du PIB, Québec, 1985-86 à 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 14

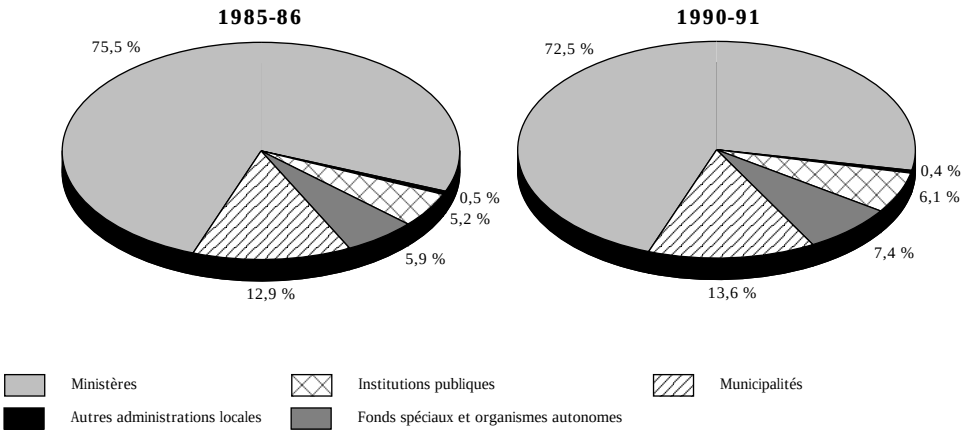
Revenus des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1990-91

	Revenus avant consolidation	Revenus provenant des autres composantes	Revenus consolidés	Répartition	
				1990-91	1985-86
	'000 $			%	
Administration provinciale	60 821 302	21 786 127	39 035 175	86,0	86,6
Gouvernement du Québec	42 233 070	5 982 180	36 250 890	79,9	81,4
Ministères	33 635 535	743 749	32 891 786	72,5	75,5
Fonds spéciaux et organismes autonomes	8 597 535	5 238 431	3 359 104	7,4	5,9
Institutions publiques d'éducation	9 801 840	8 020 623	1 781 217	3,9	3,1
Commissions scolaires	6 261 470	5 316 664	944 806	2,1	1,3
Cégeps	1 198 912	1 108 483	90 429	0,2	0,3
Universités	2 341 458	1 595 476	745 982	1,6	1,5
Institutions publiques de santé et de services sociaux	8 786 392	7 783 324	1 003 068	2,2	2,1
Conseils régionaux de la santé et des services sociaux	90 552	84 257	6 295	--	--
Centres de services sociaux	390 173	362 218	27 955	0,1	0,1
Centres hospitaliers publics	6 191 028	5 483 172	707 856	1,6	1,4
Centres d'accueil publics	1 542 797	1 309 267	233 530	0,5	0,5
Centres locaux de services communautaires	571 842	544 410	27 432	0,1	--
Administrations locales	8 120 695	1 773 926	6 346 769	14,0	13,4
Municipalités	6 748 675	638 638	6 110 037	13,6	12,9
Régies intermunicipales	79 513	61 936	17 577	--	--
Offices municipaux d'habitation	213 938	58 253	155 685	0,3	0,3
Communautés urbaines et régionales	1 015 657	960 244	55 413	0,1	0,2
Municipalités régionales de comté	62 912	54 855	8 057	--	--
Total des revenus	68 941 997	23 560 053	45 381 944	100,0	100,0
Total des dépenses	73 622 338	23 560 053	50 062 285	110,3	114,2
Surplus ou déficit	-4 680 341	-	-4 680 341	10,3	14,2

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Figure 2

Revenus des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 et 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 15

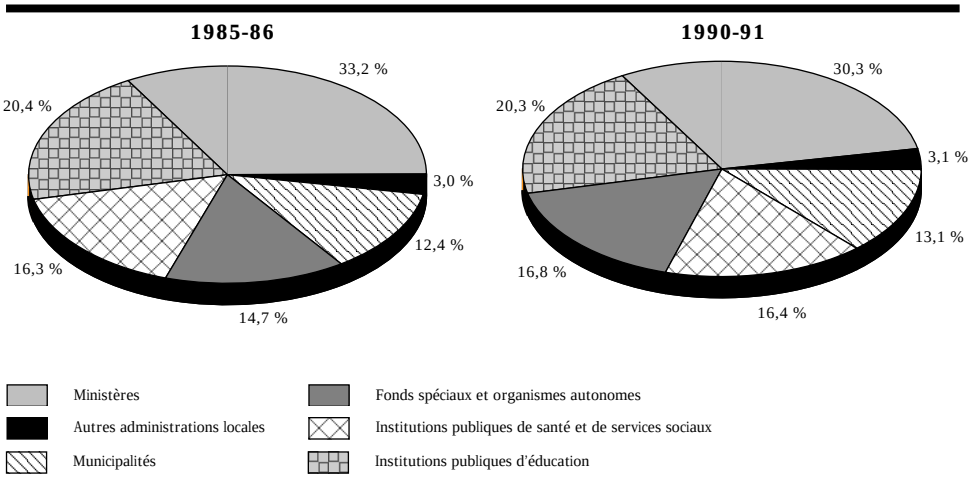
Dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1990-91

	Dépenses avant consolidation	Dépenses vers les autres composantes	Dépenses consolidées	Répartition	
				1990-91	1985-86
	'000 $			%	
Administration provinciale	64 522 080	22 588 816	41 933 264	83,8	84,5
Gouvernement du Québec	45 518 744	21 978 117	23 540 627	47,0	47,9
Ministères	36 677 440	21 529 541	15 147 899	30,3	33,2
Fonds spéciaux et organismes autonomes	8 841 304	448 576	8 392 728	16,8	14,7
Institutions publiques d'éducation	10 424 525	260 108	10 164 417	20,3	20,4
Commissions scolaires	6 553 745	171 186	6 382 559	12,7	13,2
Cégeps	1 340 474	32 648	1 307 826	2,6	2,6
Universités	2 530 306	56 274	2 474 032	4,9	4,6
Institutions publiques de santé et de services sociaux	8 578 811	350 591	8 228 220	16,4	16,3
Conseils régionaux de la santé et des services sociaux	75 701	1 873	73 828	0,1	0,3
Centres de services sociaux	381 699	8 435	373 264	0,7	0,7
Centres hospitaliers publics	6 057 120	257 246	5 799 874	11,6	11,7
Centres d'accueil publics	1 490 578	64 093	1 426 485	2,8	2,8
Centres locaux de services communautaires	573 713	18 944	554 769	1,1	0,8
Administrations locales	9 100 258	971 237	8 129 021	16,2	15,5
Municipalités	7 518 538	952 157	6 566 381	13,1	12,4
Régies intermunicipales	88 138	488	87 650	0,2	0,1
Offices municipaux d'habitation	206 102	1 580	204 522	0,4	0,4
Communautés urbaines et régionales	1 222 047	15 893	1 206 154	2,4	2,4
Municipalités régionales de comté	65 433	1 119	64 314	0,1	0,1
Total des dépenses	73 622 338	23 560 053	50 062 285	100,0	100,0
Total des revenus	68 941 997	23 560 053	45 381 944	90,7	87,6
Surplus ou déficit	-4 680 341	–	-4 680 341	9,3	12,4

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Figure 3

Dépenses des administrations publiques du Québec, par composante, Québec, 1985-86 et 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 16

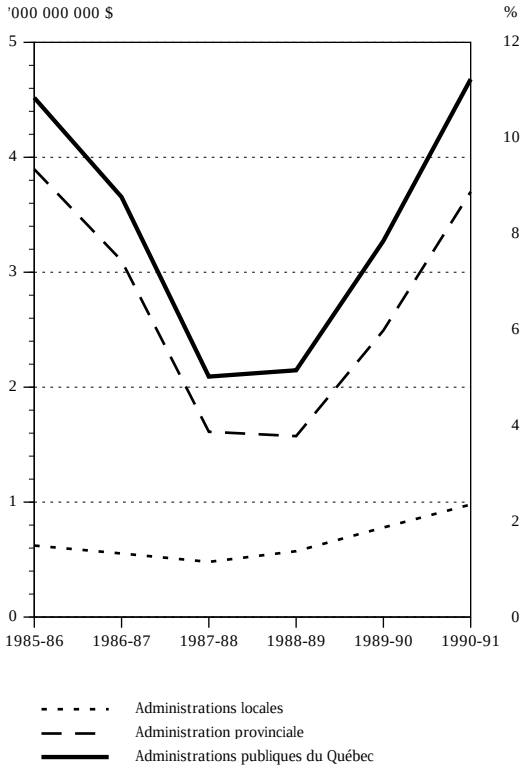
Revenus, dépenses et déficit des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91

	Unité	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
Revenus	'000 $	31 915 910	33 999 001	37 565 740	40 417 210	42 640 824	45 381 944
Variation	%	..	6,5	10,5	7,6	5,5	6,4
Dépenses	'000 $	36 434 455	37 653 458	39 658 399	42 565 055	45 913 957	50 062 285
Variation	%	..	3,3	5,3	7,3	7,9	9,0
Déficit	'000 $	4 518 545	3 654 457	2 092 659	2 147 845	3 273 133	4 680 341
Variation	'000 $	..	-864 088	-1 561 798	55 186	1 125 288	1 407 208
Variation	%	..	-19,1	-42,7	2,6	52,4	43,0
Écart (variation des revenus - variation des dépenses)	Points de %	..	3,2	5,2	0,3	-2,4	-2,6

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Figure 4

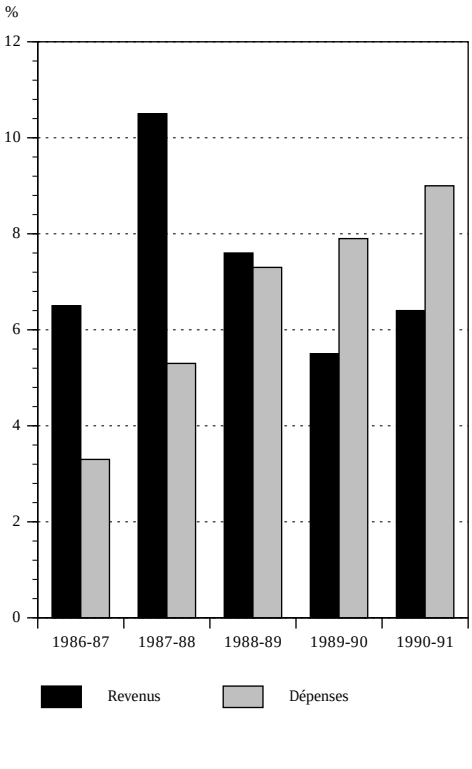
Déficit des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Figure 5

Variation annuelle des revenus et des dépenses des administrations publiques du Québec, Québec, 1986-87 à 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 17

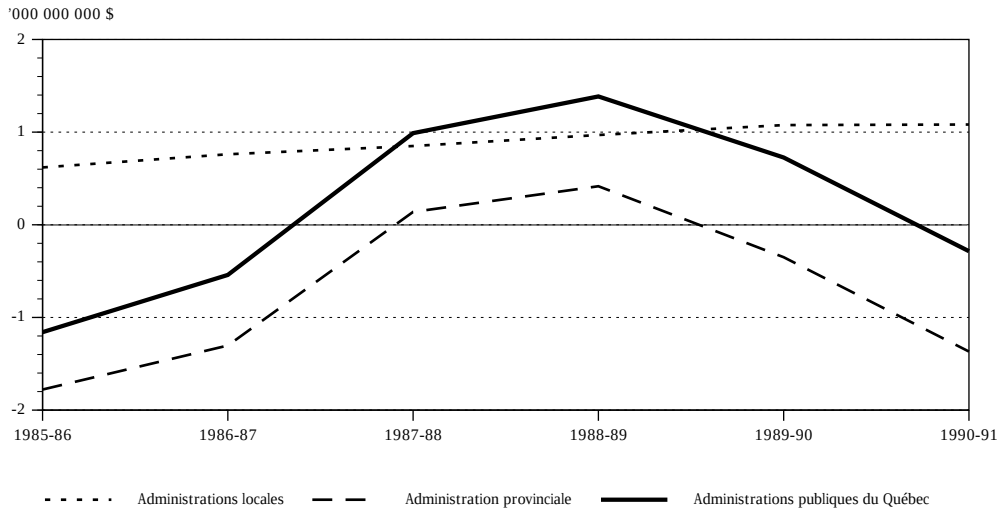
Déficit et dépenses en immobilisations des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91

	Unité	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
Administrations publiques du Québec							
Revenus	'000 $	31 915 910	33 999 001	37 565 740	40 417 210	42 640 824	45 381 944
Dépenses courantes	'000 $	33 075 282	34 540 762	36 576 555	39 031 500	41 914 500	45 667 223
Solde des opérations courantes	'000 $	-1 159 372	-541 761	989 185	1 385 359	726 324	-285 279
Dépenses en immobilisations	'000 $	3 359 173	3 112 696	3 081 844	3 533 204	3 999 457	4 395 062
Surplus ou déficit	'000 $	-4 518 545	-3 654 457	-2 092 659	-2 147 845	-3 273 133	-4 680 341
Déficit/dépenses en immobilisations	%	134,5	117,4	67,9	60,8	81,8	106,5
Administration provinciale							
Revenus	'000 $	27 711 719	29 420 097	32 627 669	35 056 664	36 828 937	39 172 507
Dépenses courantes	'000 $	29 490 300	30 723 654	32 488 622	34 640 577	37 179 299	40 540 573
Solde des opérations courantes	'000 $	-1 778 581	-1 303 557	139 047	416 087	-350 362	-1 368 066
Dépenses en immobilisations	'000 $	2 117 746	1 797 610	1 751 619	1 990 111	2 143 764	2 332 711
Surplus ou déficit	'000 $	-3 896 327	-3 101 167	-1 612 572	-1 574 024	-2 494 126	-3 700 777
Déficit/dépenses en immobilisations	%	184,0	172,5	92,1	79,1	116,3	158,6
Administrations locales							
Revenus	'000 $	5 094 028	5 505 800	5 879 090	6 293 909	6 841 854	7 286 788
Dépenses courantes	'000 $	4 474 819	4 744 003	5 028 952	5 324 635	5 765 167	6 204 001
Solde des opérations courantes	'000 $	619 209	761 797	850 138	969 274	1 076 687	1 082 787
Dépenses en immobilisations	'000 $	1 241 427	1 315 086	1 330 225	1 543 093	1 855 693	2 062 351
Surplus ou déficit	'000 $	-622 218	-553 289	-480 087	-573 819	-779 006	-979 564
Déficit/dépenses en immobilisations	%	50,1	42,1	36,1	37,2	42,0	47,5

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Figure 6

Solde des opérations courantes des administrations publiques du Québec, Québec, 1985-86 à 1990-91



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 18

Actif financier, passif, avoir net ou dette nette des administrations publiques du Québec, par composante,
Québec, 1989-90 et 1990-91

	1990-91				1989-90
	Administration provinciale	Administrations locales	Éliminations	Administrations publiques du Québec	Administrations publiques du Québec
	'000 $				'000 $
Actif financier	27 129 139	1 951 275	678 894	28 401 520	26 887 259
Encaisse et dépôts	10 041 866	245 651	_	10 287 517	9 938 566
Effets à recevoir	3 601 470	790 717	96 717	4 295 470	3 805 042
Avances	1 159 343	_	9 195	1 150 148	1 056 674
Titres	11 501 740	914 906	48 349	12 368 297	11 541 766
Autres éléments d'actif financier	824 720	_	524 633	300 087	545 211
Passif	67 155 961	12 937 899	678 894	79 414 966	73 220 367
Emprunts auprès d'institutions financières	3 831 066	559 554	_	4 390 620	4 507 244
Effets à payer	4 597 789	888 326	358 752	5 127 363	4 925 970
Avances	413 879	5 985	5 985	413 879	429 946
Bons du trésor	2 030 978	_	_	2 030 978	1 733 701
Obligations d'épargne	1 965 449	_	_	1 965 449	2 084 600
Obligations	33 451 519	9 610 858	_	43 062 377	39 510 900
Autres titres	3 287 099	1 542 244	314 157	4 515 186	4 146 055
Dépôts	89 233	608	_	89 841	86 469
Régimes de retraite	16 227 213	_	_	16 227 213	14 320 175
Autres créances	1 261 736	330 323	_	1 592 059	1 475 307
Avoir net ou dette nette	- 40 026 822	- 10 986 624	_	- 51 013 446	- 46 333 108

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 19

Rapprochement des données sur la base des Comptes publics et de celles des administrations publiques du Québec,
Québec, 1990-91

	Revenus	Dépenses	Surplus ou déficit	Actif	Passif	Avoir net ou dette nette
	'000 $					
Total selon les Comptes publics	33 023 993	35 848 798	-2 824 805	14 428 990	50 739 930	-36 310 940
Ajustements	12 357 951	14 213 488	-1 855 536	13 972 529	28 675 035	-14 702 506
Traitement brut/net des données	611 542	611 542	–	870 780	870 780	–
Ajustement comptable	–	217 100	-217 100	–	–	–
Dépenses inscrites par anticipation	–	217 100	-217 100	–	–	–
Ajout net des autres composantes des administrations publiques du Québec	11 746 410	13 384 846	-1 638 436	13 101 749	27 804 255	-14 702 506
Fonds spéciaux et organismes autonomes	2 910 528	3 154 297	-243 769	9 279 144	7 133 941	2 145 203
Institutions publiques d'éducation	1 521 111	2 143 795	-622 684	1 300 236	6 092 046	-4 791 810
Institutions publiques de santé et de services sociaux	680 815	473 234	207 582	864 509	1 933 785	-1 069 276
Municipalités	5 157 880	5 927 743	-769 863	1 318 332	9 302 529	-7 984 197
Régies intermunicipales	17 089	25 714	-8 625	-10 368	132 094	-142 462
Offices municipaux d'habitation	154 105	146 269	7 836	-337 955	-2 132	-335 823
Communautés urbaines et régionales	39 520	245 910	-206 390	226 913	2 751 201	-2 524 288
Municipalités régionales de comté	6 938	9 459	-2 521	-18 540	-18 685	145
Transferts intercomposantes	1 258 425	1 258 425	–	479 478	479 478	–
Administrations publiques du Québec	45 381 944	50 062 285	-4 680 341	28 401 520	79 414 966	-51 013 446

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 20

Sommaire des revenus et des dépenses, bénéfice net ou perte nette des entreprises publiques du Québec,
Québec, 1985 à 1990

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
			'000 $			
Entreprises locales						
Revenus	621 422	649 885	672 380	725 946	762 645	824 431
Dépenses	763 954	799 239	841 308	903 688	972 547	1 042 339
Bénéfice net ou perte nette	-142 532	-149 354	-168 928	-177 742	-209 902	-217 908
Transport et entreposage						
Revenus	506 896	522 373	536 088	574 563	603 566	655 762
Dépenses	662 875	686 239	720 475	770 368	832 486	897 787
Bénéfice net ou perte nette	-155 979	-163 866	-184 387	-195 805	-228 920	-242 025
Énergie électrique						
Revenus	114 526	127 512	136 292	151 383	159 079	168 669
Dépenses	101 079	113 000	120 833	133 320	140 061	144 552
Bénéfice net ou perte nette	13 447	14 512	15 459	18 063	19 018	24 117
Entreprises provinciales						
Revenus	10 865 818	11 364 541	11 711 830	11 677 541	12 867 585	12 277 100
Dépenses	10 374 552	10 473 453	10 447 309	10 171 435	11 802 230	11 201 865
Bénéfice net ou perte nette	491 266	891 088	1 264 521	1 506 106	1 065 355	1 075 235
Hydro-Québec						
Revenus	4 592 008	4 764 000	5 151 000	5 361 000	5 635 000	5 974 000
Dépenses	4 382 555	4 461 000	4 643 000	4 742 000	5 070 000	5 570 000
Bénéfice net ou perte nette	209 453	303 000	508 000	619 000	565 000	404 000
Caisse de dépôt et placement du Québec						
Revenus	2 696 539	2 980 003	2 983 000	2 655 000	3 599 000	2 802 000
Dépenses	2 696 539	2 980 003	2 983 000	2 655 000	3 599 000	2 802 000
Bénéfice net ou perte nette	–	–	–	–	–	–
Loto-Québec						
Revenus	886 998	1 001 564	1 039 258	1 162 439	1 216 409	1 275 645
Dépenses	584 327	641 189	659 208	733 768	775 278	831 956
Bénéfice net ou perte nette	302 671	360 375	380 050	428 671	441 131	443 689
Société des alcools du Québec						
Revenus	936 680	948 354	1 007 665	1 040 916	1 054 028	1 010 762
Dépenses	584 481	587 683	637 587	659 569	666 379	651 481
Bénéfice net ou perte nette	352 199	360 671	370 078	381 347	387 649	359 281
Sidbec						
Revenus	523 376	533 767	583 397	661 040	666 551	623 540
Dépenses	617 568	570 897	615 344	654 824	651 126	623 237
Bénéfice net ou perte nette	-94 192	-37 130	-31 947	6 216	15 425	303
Autres entreprises provinciales						
Revenus	1 230 217	1 136 853	947 510	797 146	696 597	591 153
Dépenses	1 509 082	1 232 681	909 170	726 274	1 040 447	723 191
Bénéfice net ou perte nette	-278 865	-95 828	38 340	70 872	-343 850	-132 038
Éliminations						
Revenus	74 660	75 564	82 090	104 834	111 580	113 653
Dépenses	74 660	75 564	82 090	104 834	111 580	113 653
Entreprises publiques du Québec						
Revenus	11 412 580	11 938 862	12 302 120	12 298 653	13 518 650	12 987 878
Dépenses	11 063 846	11 197 128	11 206 527	10 970 289	12 663 197	12 130 551
Bénéfice net ou perte nette	348 734	741 734	1 095 593	1 328 364	855 453	857 327

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 21

Actif, passif et avoir net, bénéfices non répartis des entreprises publiques du Québec, par composante, Québec, 1989 et 1990

	1990				1989
	Entreprises provinciales	Entreprises locales	Éliminations	Entreprises publiques du Québec	Entreprises publiques du Québec
	'000 $				
Actif	73 746 975	687 829	_	74 434 804	70 017 201
Encaisse et dépôts	1 560 584	36 721	_	1 597 305	1 972 351
Comptes à recevoir	1 546 971	173 016	_	1 719 987	1 704 329
Revenus courus et frais payés d'avance	1 276 335	23 082	_	1 299 417	1 222 613
Stocks	_	_	_	_	_
Avances	29 559	10 398	_	39 957	37 993
Titres	31 260 490	21 753	_	31 282 243	29 593 920
Obligations	12 895 820	16 921	_	12 912 741	13 049 484
Actions	9 759 557	_	_	9 759 557	8 496 728
Autres	8 605 113	4 832	–	8 609 945	8 047 708
Immobilisations	36 691 522	409 480	_	37 101 002	34 252 111
Autres éléments d'actif	1 381 514	13 379	_	1 394 893	1 233 884
Passif et avoir net	73 746 975	687 829	_	74 434 804	70 017 201
Passif	63 852 231	645 975	_	64 498 206	60 617 246
Découverts bancaires	_	3 477	_	3 477	1 930
Effets à payer	1 712 366	109 381	_	1 821 747	2 438 658
Intérêts	_	2 783	_	2 783	3 922
Comptes des fournisseurs	1 281 772	101 564	_	1 383 336	1 514 065
Administrations publiques	61 374	3 148	_	64 522	271 804
Autres	369 220	1 886	_	371 106	648 867
Dépenses courues et crédits reportés	962 034	374	_	962 408	920 200
Emprunts et avances	37 283 892	115 253	_	37 399 145	35 107 333
Obligations détenues par	22 652 326	416 926	_	23 069 252	20 847 413
L'Administration provinciale	310 000	_	_	310 000	310 000
Les entreprises provinciales	88 200	_	_	88 200	_
La collectivité	22 254 126	416 926	_	22 671 052	20 537 413
Autres titres détenus	783 623	_	_	783 623	878 052
Participation minoritaire	33 776	_	_	33 776	33 153
Autres éléments de passif	424 214	564	_	424 778	390 507
Avoir net	9 894 744	41 854	_	9 936 598	9 399 955
Capital-actions	6 282 754	_	_	6 282 754	6 187 952
Bénéfices non répartis	3 561 540	_	_	3 561 540	3 122 657
Excédent affecté	-3 771	41 854	_	38 083	39 373
Remboursement de la dette	_	35 497	_	35 497	36 813
Autres	-3 771	6 357	_	2 586	2 560
Excédent d'apport	54 221	–	–	54 221	49 973
Contributions pour immobilisations	49 294	_	_	49 294	45 046
Des administrations publiques	38 667	_	_	38 667	38 667
Des entreprises publiques	10 627	_	_	10 627	6 379
Autres	4 927	–	–	4 927	4 927
Bénéfices non répartis					
Solde au début de l'année	3 122 657	_	_	3 122 657	2 892 258
Plus	1 240 758	24 117	_	1 264 875	1 313 863
Bénéfice net	1 075 235	- 217 908	_	857 327	855 453
Recouvrement de perte	165 523	242 025	_	407 548	458 410
Des administrations publiques	165 523	242 025	_	407 548	458 410
Des entreprises provinciales	_	_	_	_	_
Moins	808 000	24 117	_	832 117	1 084 018
Bénéfices remis	808 000	24 117	_	832 117	1 084 018
À l'Administration provinciale	808 000	_	_	808 000	1 065 000
Aux administrations locales	_	24 117	_	24 117	19 018
Autres ajustements	6 125	_	_	6 125	554
Solde de fin d'année	3 561 540	_	_	3 561 540	3 122 657

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

Tableau 22

Emploi et rémunération de l'ensemble des salariés du secteur public au Québec, Québec, moyennes annuelles[1], 1988 et 1989

	Emploi		Rémunération hebdomadaire moyenne incluant les heures supplémentaires		Rémunération totale[2] versée durant l'année	
	1988	1989	1988	1989	1988	1989
	n		$		'000 $	
Administrations publiques au Québec	612 295	623 842	..	..	16 726 626	17 438 725
Administration publique fédérale	67 654	67 907	..	..	2 133 853	2 266 114
Administration publique provinciale	476 541	485 983	513,14	519,90	12 685 283	13 086 003
Ministères	62 902	63 311	628,32	645,05	2 053 202	2 137 645
Fonds spéciaux	13 867	14 777	600,99	618,71	428 734	479 970
Éducation	179 664	183 374	587,84	590,32	5 543 889	5 646 463
Commissions scolaires	115 742	118 336	609,65	599,56	3 705 788	3 680 383
Cégeps et universités	63 923	65 039	548,36	573,51	1 838 101	1 966 080
Santé et Services sociaux	220 108	224 521	413,71	420,59	4 659 458	4 821 925
Centres hospitaliers	159 015	161 231	411,22	417,71	3 356 007	3 463 740
CLSC	12 568	12 445	421,90	433,62	266 599	267 579
CSS	5 989	6 101	593,95	602,34	178 828	180 543
Centres d'accueil	41 286	43 613	389,20	396,78	820 200	874 785
CSSS	1 250	1 130	593,04	626,85	37 824	35 278
Administrations publiques locales	68 100	69 952	..	..	1 907 490	2 086 608
Municipalités et communautés urbaines et régionales	65 277	67 153	551,35	587,61	1 865 526	2 037 699
Municipalités régionales de comté	698	754	427,78	442,88	15 654	17 418
Offices municipaux d'habitation	2 125	2 045	..	..	26 310	31 491
Entreprises publiques au Québec	93 332	88 536	..	..	3 456 580	3 356 400
Entreprises publiques fédérales	48 180	42 233	..	..	1 675 688	1 507 469
Entreprises publiques provinciales	34 631	35 695	766,40	758,86	1 397 027	1 440 854
Entreprises publiques locales	10 521	10 608	676,42	705,99	383 865	408 077
Secteur public au Québec	705 627	712 378	..	..	20 183 206	20 795 125

1. Les moyennes annuelles de l'emploi sont des moyennes simples, alors que celles de la rémunération sont pondérées.
2. À l'exception de l'Administration publique fédérale, la rémunération totale inclut les sommes versées pour les heures supplémentaires et les paiements irréguliers.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Emploi, rémunération et heures de travail au Québec, 1989*.

Tableau 23

Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, par ministère, organisme et fonds spécial, Québec, mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993

	1988[2]	1989[2]	1990[2]	1991[2]	1992[2]	1993[2]	Décembre[2] 1993
				n			
Affaires internationales	374	350	592	577	608	626	616
Affaires municipales	480	475	432	440	454	455	460
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 507	2 482	2 467	2 453	2 545	2 541	2 513
Approvisionnement et Services	577	572	562	412	414	232	227
Assemblée nationale	420	411	411	396	397	388	372
Bibliothèque nationale du Québec	–	–	118	117	126	128	124
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	–	–	–	–	–	–	33
Bureau de la protection civile du Québec	80	80	–	–	–	–	–
Commerce extérieur et Développement technologique	282	267	–	–	–	–	–
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	377	381	405	417	448	459	460
Commission d'accès à l'information	29	28	30	28	29	35	35
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	40	39	65	121	175	211	201
Commission de la fonction publique	35	37	39	39	38	38	40
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 399	2 426	2 609	2 618	2 756	3 069	3 211
Commission de protection de la langue française	32	40	40	41	40	38	29
Commission de protection du territoire agricole du Québec	89	84	83	87	89	103	101
Commission des affaires sociales	55	58	58	60	68	84	76
Commission des courses du Québec	–	18	26	25	15	15	–
Commission des normes du travail	394	388	401	401	456	437	419
Commission des transports du Québec	219	195	169	176	174	171	167
Commission des valeurs mobilières du Québec	103	103	100	103	109	125	125
Communautés culturelles et Immigration	389	422	461	550	689	839	855
Communications	994	673	559	467	461	481	456
Conseil de la langue française	32	33	31	33	31	30	29
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	7	7	8	7	8	8	6
Conseil du statut de la femme	71	69	65	68	71	67	67
Conseil du trésor	265	271	266	288	305	329	323
Conseil exécutif	309	316	327	354	383	555	553
Culture	861	859	723	727	755	756	729
Curateur public	127	126	124	150	167	187	196
Directeur général des élections	142	144	141	149	151	153	153
Éducation	1 214	1 206	1 170	1 146	1 174	1 171	1 150
Énergie et Ressources	2 300	2 245	2 205	2 187	1 071	1 180	1 180
Enseignement supérieur et Science	588	581	591	582	624	668	640
Environnement	1 070	1 092	1 140	1 343	1 551	1 748	1 712
Financement forestier (Société de financement agricole, Forêts)	23	23	23	22	20	15	12
Finances	1 108	1 075	1 063	1 012	984	869	847
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	–	3	3	3	3	3	3
Fonds de développement international	–	–	–	–	–	1	2
Fonds de financement	–	–	–	–	7	10	12
Fonds de la formation à distance	–	–	36	36	43	55	54
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	–	–	–	–	–	5	5
Fonds de la réforme du cadastre québécois	33	32	30	29	27	77	85
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau	–	–	–	18	18	–	–
Fonds de reprographie gouvernementale	–	–	–	95	88	96	88
Fonds des approvisionnements et services	–	–	–	–	–	126	129
Fonds des fournitures et de l'ameublement	–	–	–	33	33	–	–
Fonds des moyens de communication	–	–	7	82	77	67	36
Fonds des registres du ministère de la Justice	–	–	–	–	–	534	575

Tableau 23 (suite)

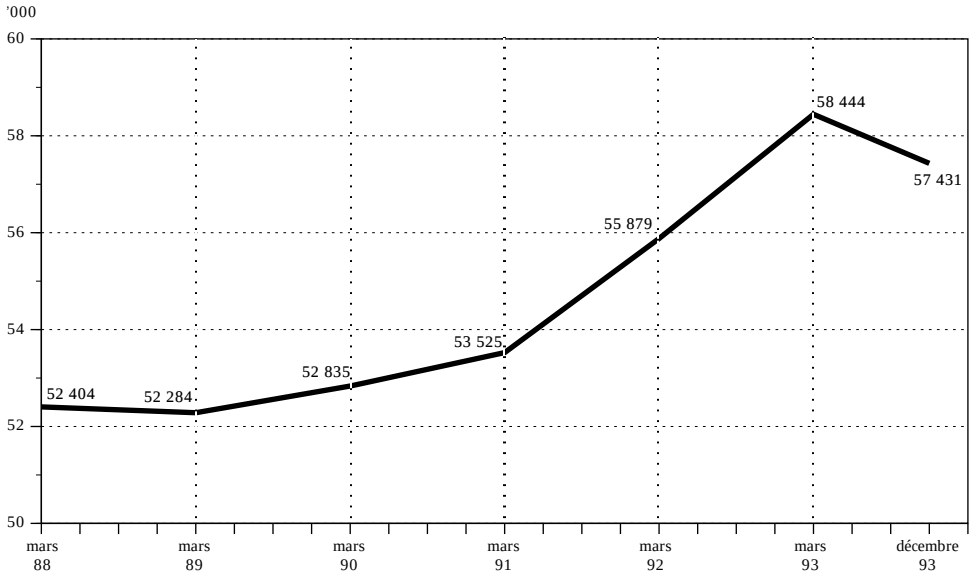
Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, par ministère, organisme et fonds spécial, Québec, mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993

	1988[2]	1989[2]	1990[2]	1991[2]	1992[2]	1993[2]	Décembre[2] 1993
				n			
Fonds des services de télécommunications	–	111	109	107	103	118	122
Fonds des services informatiques	–	199	195	192	201	196	195
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	–	1	1	1	1	7	10
Fonds du courrier et de la messagerie	–	–	–	–	–	115	107
Fonds du service aérien gouvernemental	–	–	–	–	178	185	178
Fonds d'information géographique et foncière	–	–	25	25	25	24	24
Fonds Les Publications du Québec	–	–	112	120	116	115	112
Fonds pour les équipements informatiques	–	–	–	2	2	–	–
Forêts	–	–	–	–	1 246	1 686	1 762
Industrie, Commerce et Technologie	790	767	678	661	701	715	689
Inspecteur général des institutions financières	400	394	408	416	412	410	364
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	–	–	169	180	185	199	193
Justice	3 376	3 355	3 328	3 430	3 557	3 144	3 071
Loisir, Chasse et Pêche	1 961	1 952	1 917	1 921	1 934	1 904	1 869
Main–d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	3 351	3 361	3 541	3 486	3 538	3 641	3 380
Office de la langue française	331	329	322	322	324	319	314
Office de la protection du consommateur	209	210	219	225	231	225	220
Office de planification et de développement du Québec	135	136	137	138	153	–	–
Office des personnes handicapées du Québec	123	119	115	116	129	125	126
Office des professions du Québec	38	38	40	40	40	39	38
Office des ressources humaines	372	361	358	341	330	324	301
Carrefour transit	–	–	–	–	–	–	111
Office des services de garde à l'enfance	71	73	74	73	93	98	97
Régie de la sécurité dans les sports du Québec	–	–	–	–	–	–	24
Régie de l'assurance–maladie du Québec	1 103	1 088	1 085	1 093	1 081	1 113	1 119
Régie des assurances agricoles du Québec	106	127	127	120	141	252	272
Régie des rentes du Québec	677	687	713	725	765	775	769
Régie des télécommunications	30	27	25	25	26	27	26
Régie du bâtiment du Québec	104	130	128	123	132	637	629
Régie du cinéma	–	–	38	41	46	58	58
Régie du logement	261	257	257	248	248	259	247
Revenu	4 350	4 384	4 388	4 261	4 511	4 505	4 240
Compte de gestion de la taxe sur les produits et services	–	–	–	288	596	1 203	1 345
Santé et Services sociaux	1 107	1 116	1 111	1 080	1 077	1 008	974
Secrétariat à la politique linguistique	–	7	6	5	5	5	5
Sécurité publique	3 256	3 314	3 511	3 639	3 695	3 826	3 801
Société de l'assurance automobile du Québec	1 764	1 798	1 839	2 061	2 321	2 438	2 398
Société de développement industriel du Québec	–	–	138	140	180	199	189
Société de financement agricole (Agriculture)	321	329	327	323	321	332	338
Société d'habitation du Québec	399	387	397	413	427	422	418
Sûreté du Québec	983	999	1 030	1 019	1 072	1 145	1 148
Tourisme	386	378	206	200	254	247	212
Transports	7 190	7 108	7 099	6 982	6 760	6 677	6 304
Travail	964	896	853	821	804	302	295
Vérificateur général	221	235	229	230	236	240	231
Total	52 404	52 284	52 835	53 525	55 879	58 444	57 431

1. Effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique.*
2. Les données sont celles qui ont servi à émettre la dernière paye de mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques, compilation spéciale.
Office des ressources humaines, gouvernement du Québec.

Figure 7
Évolution de l'effectif régulier régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*, Québec, mars 1988 à mars 1993, et décembre 1993



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Secteur public du Québec, 1990-91.*

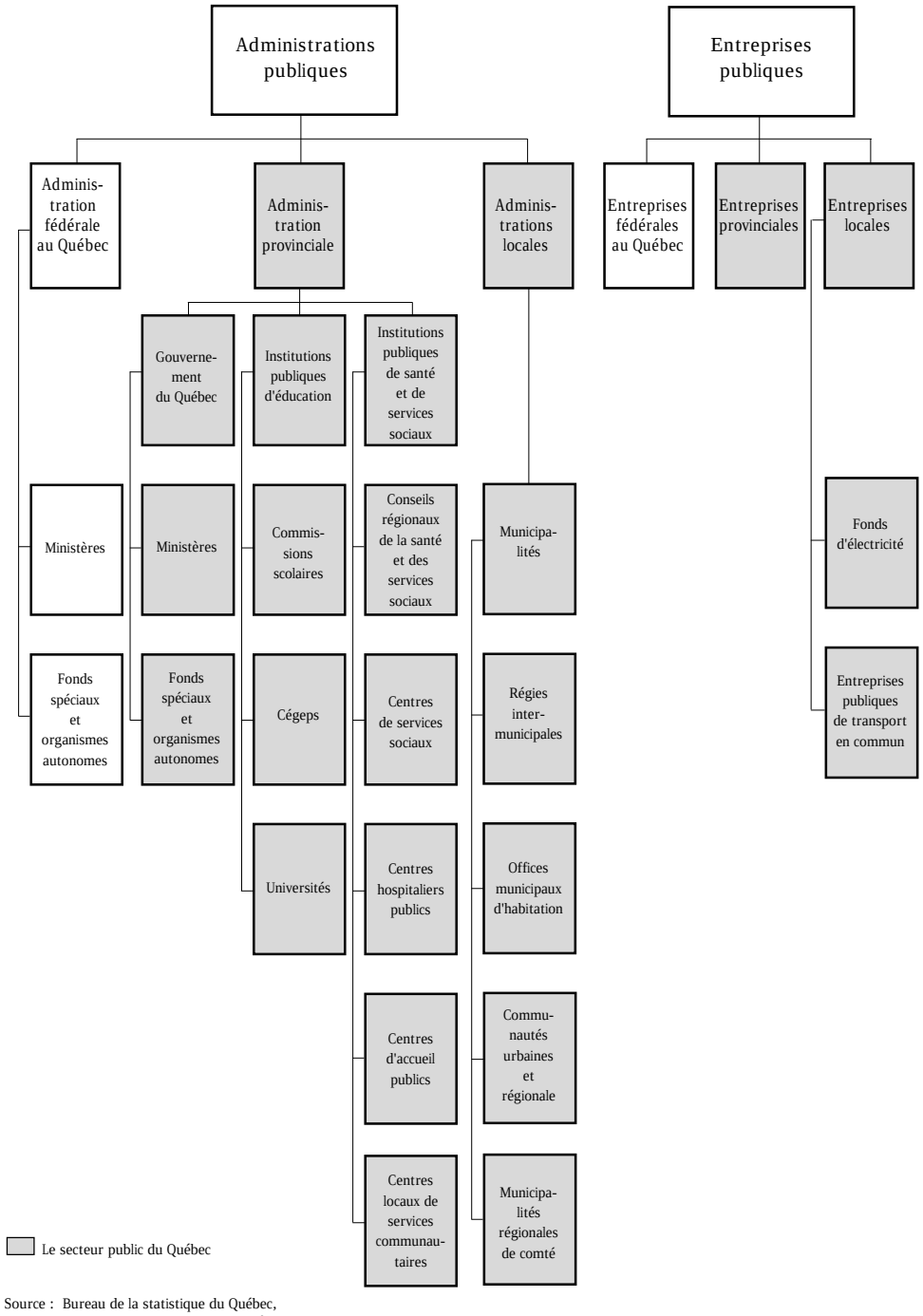
Tableau 24
Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, selon le sexe et par catégorie d'emploi, Québec, mars 1988 et mars 1993

Catégorie d'emploi	1988[2]			1993[2]		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n					
Haute direction	209	31	240	243	41	284
Cadres supérieurs	2 232	183	2 415	2 055	318	2 373
Cadres intermédiaires	1 882	324	2 206	2 190	425	2 615
Professionnels	10 149	2 782	12 931	11 380	4 737	16 117
Enseignants	292	124	416	278	166	444
Techniciens	6 922	3 789	10 711	7 639	5 731	13 370
Personnel de bureau	4 289	13 083	17 372	3 823	13 742	17 565
Ouvriers	3 822	41	3 863	3 125	62	3 187
Agents de la paix	2 131	119	2 250	2 204	285	2 489
Total	31 928	20 476	52 404	32 937	25 507	58 444

1. Effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique.*
2. Les données sont celles qui ont servi à émettre la dernière paye de mars 1988 et mars 1993.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques, compilation spéciale.
Office des ressources humaines, gouvernement du Québec.

Figure 8
Le secteur public au Québec



Source : Bureau de la statistique du Québec,
Univers du secteur public au Québec, 1992

Tableau 25

Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, selon le sexe et par groupe d'âge, Québec, mars 1988 et mars 1993

Groupe d'âge	Unité	1988[2]			1993[2]		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 20 ans	n	1	2	3	1	1	2
20 - 24 ans	n	149	334	483	169	244	413
25 - 29 ans	n	1 263	2 989	4 252	1 311	1 741	3 052
30 - 34 ans	n	4 385	6 526	10 911	2 789	4 683	7 472
35 - 39 ans	n	6 863	4 385	11 248	5 623	7 708	13 331
40 - 44 ans	n	6 446	2 529	8 975	7 331	5 228	12 559
45 - 49 ans	n	4 788	1 452	6 240	6 553	2 983	9 536
50 - 54 ans	n	3 541	959	4 500	4 686	1 566	6 252
55 - 59 ans	n	2 988	869	3 857	2 901	843	3 744
60 - 64 ans	n	1 330	365	1 695	1 334	419	1 753
65 - 69 ans	n	172	65	237	205	74	279
70 ans et plus	n	2	1	3	34	17	51
Total	n	31 928	20 476	52 404	32 937	25 507	58 444
Âge moyen	ans	43,6	37,6	41,3	44,8	40,1	42,8

1. Effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique.*
2. Les données sont celles qui ont servi à émettre la dernière paye de mars 1988 et mars 1993; celles sur l'âge moyen sont au 31 mars 1988 et au 31 mars 1993.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques, compilation spéciale.
Office des ressources humaines, gouvernement du Québec.

Tableau 26

Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, selon le sexe et le traitement, Québec, mars 1988 et mars 1993

Traitement	Unité	1988[2]			1993[2]		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
15 000 $ et moins	n	17	373	390	12	107	119
15 001 - 20 000 $	n	389	2 257	2 646	15	257	272
20 001 - 25 000 $	n	4 831	10 309	15 140	541	2 334	2 875
25 001 - 30 000 $	n	5 401	2 711	8 112	4 287	11 012	15 299
30 001 - 35 000 $	n	7 853	2 251	10 104	4 335	3 176	7 511
35 001 - 40 000 $	n	2 340	784	3 124	5 289	3 157	8 446
40 001 - 45 000 $	n	2 433	655	3 088	4 035	1 433	5 468
45 001 - 50 000 $	n	5 852	855	6 707	2 045	1 045	3 090
50 001 - 55 000 $	n	629	92	721	3 138	1 038	4 176
55 001 - 60 000 $	n	1 079	110	1 189	5 857	1 310	7 167
60 001 - 65 000 $	n	546	36	582	709	170	879
65 001 - 70 000 $	n	96	17	113	1 151	196	1 347
70 001 - 75 000 $	n	282	13	295	286	103	389
75 001 - 80 000 $	n	47	5	52	555	72	627
80 001 - 85 000 $	n	86	3	89	165	49	214
85 001 - 90 000 $	n	22	2	24	293	21	314
90 001 - 95 000 $	n	14	3	17	45	9	54
95 001 - 100 000 $	n	10	–	10	45	7	52
100 001 - 105 000 $	n	–	–	–	88	5	93
105 001 - 110 000 $	n	1	–	1	7	2	9
110 001 $ et plus	n	–	–	–	39	4	43
Total	n	31 928	20 476	52 404	32 937	25 507	58 444
Traitement moyen	$	36 125	26 607	32 406	44 972	33 959	40 165

1. Effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique.*
2. Les données sont celles qui ont servi à émettre la dernière paye de mars 1988 et mars 1993.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques, compilation spéciale.
Office des ressources humaines, gouvernement du Québec.

Tableau 27

Répartition de l'effectif régulier[1] de la fonction publique, selon le sexe et les années de service, Québec, mars 1988 et mars 1993

Années de service	Unité	1988[2]			1993[2]		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 3	n	2 427	2 098	4 525	3 951	4 848	8 799
3 - 6	n	2 327	1 747	4 074	3 174	3 301	6 475
7 - 10	n	5 722	4 859	10 581	2 149	1 546	3 695
11 - 14	n	7 560	6 569	14 129	4 326	3 823	8 149
15 - 18	n	5 102	2 552	7 654	7 277	6 344	13 621
19 - 22	n	4 046	1 376	5 422	4 701	3 051	7 752
23 - 26	n	2 984	810	3 794	3 458	1 352	4 810
27 - 30	n	1 314	319	1 633	2 747	856	3 603
31 - 34	n	352	123	475	1 021	326	1 347
35 et plus	n	94	23	117	133	60	193
Total	n	31 928	20 476	52 404	32 937	25 507	58 444
Moyenne d'années de service	années	14,6	12,1	13,6	15,9	13,0	14,6

1. Effectif régi en vertu de la *Loi sur la fonction publique*.
2. Les données sont celles qui ont servi à émettre la dernière paye de mars 1988 et mars 1993; celles sur la moyenne d'années de service sont au 31 mars 1988 et au 31 mars 1993.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques, compilation spéciale.
Office des ressources humaines, gouvernement du Québec.

Tableau 28

Lieutenants-gouverneurs : nom, dates de nomination et de prestation de serment, Québec, 1867 à 1990

Nom	Date de nomination	Date du serment
Belleau, Narcisse-Fortunat	1er juillet 1867	1er juillet 1867
Caron, René-Édouard	11 février 1873	17 février 1873
Letellier de Saint-Just, Luc	15 décembre 1876	16 décembre 1876
Robitaille, Théodore	26 juillet 1879	26 juillet 1879
Masson, Louis-François-Rodrigue	7 novembre 1884	7 novembre 1884
Angers, Auguste-Réal	24 octobre 1887	29 octobre 1887
Chapleau, Joseph-Adolphe	5 décembre 1892	12 décembre 1892
Jetté, Louis-Amable	20 janvier 1898	1er février 1898
Pelletier, Charles-Alphonse-Pantaléon	4 septembre 1908	15 septembre 1908
Langelier, François	5 mai 1911	6 mai 1911
Leblanc, Pierre-Évariste	9 février 1915	12 février 1915
Fitzpatrick, Charles	21 octobre 1918	23 octobre 1918
Brodeur, Louis-Philippe	31 octobre 1923	31 octobre 1923
Pérodeau, Narcisse	8 janvier 1924	10 janvier 1924
Gouin, Lomer	10 janvier 1929	10 janvier 1929
Carroll, Henry George	2 avril 1929	4 avril 1929
Patenaude, Ésioff-Léon	24 avril 1934	3 mai 1934
Fiset, Eugène	30 décembre 1939	30 décembre 1939
Fauteux, Gaspard	1er octobre 1950	3 octobre 1950
Gagnon, Onésime	14 février 1958	14 février 1958
Comtois, Paul	6 octobre 1961	11 octobre 1961
Lapointe, Hugues	22 février 1966	22 février 1966
Côté, Jean-Pierre	20 avril 1978	27 avril 1978
Lamontagne, Gilles	16 février 1984	28 mars 1984
Asselin, Martial	26 juin 1990	9 août 1990

Source : Gazette officielle du Canada.

Tableau 29

Premiers ministres : nom, appartenance politique et date de nomination, Québec, 1867 à 1994

Nom	Parti	Date de nomination
Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier	Conservateur	15 juillet 1867
Ouimet, Gédéon	Conservateur	27 février 1873
Boucher de Boucherville, Charles-Eugène	Conservateur	22 septembre 1874
Joly de Lotbinière, Henri-Gustave	Libéral	8 mars 1878
Chapleau, Joseph-Adolphe	Conservateur	31 octobre 1879
Mousseau, Joseph-Alfred	Conservateur	31 juillet 1882
Ross, John Jones	Conservateur	23 janvier 1884
Taillon, Louis-Olivier	Conservateur	25 janvier 1887
Mercier, Honoré	Libéral	29 janvier 1887
Boucher de Boucherville, Charles-Eugène	Conservateur	21 décembre 1891
Taillon, Louis-Olivier	Conservateur	16 décembre 1892
Flynn, Edmund James	Conservateur	11 mai 1896
Marchand, Félix-Gabriel	Libéral	24 mai 1897
Parent, Simon-Napoléon	Libéral	3 octobre 1900
Gouin, Lomer	Libéral	23 mars 1905
Taschereau, Louis-Alexandre	Libéral	9 juillet 1920
Godbout, Joseph-Adélard	Libéral	11 juin 1936
Duplessis, Maurice Le Noblet	Union nationale	26 août 1936
Godbout, Joseph-Adélard	Libéral	8 novembre 1939
Duplessis, Maurice Le Noblet	Union nationale	30 août 1944
Sauvé, Joseph-Mignault-Paul	Union nationale	11 septembre 1959
Barrette, Antonio	Union nationale	8 janvier 1960
Lesage, Jean	Libéral	5 juillet 1960
Johnson, Daniel (père)	Union nationale	16 juin 1966
Bertrand, Jean-Jacques	Union nationale	2 octobre 1968
Bourassa, Robert	Libéral	12 mai 1970
Lévesque, René	Parti québécois	25 novembre 1976
Johnson, Pierre Marc	Parti québécois	3 octobre 1985
Bourassa, Robert	Libéral	12 décembre 1985
Johnson, Daniel (fils)	Libéral	11 janvier 1994
Parizeau, Jacques	Parti québécois	26 septembre 1994

Source : Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 30

Élections générales : nombre de sièges selon le parti politique, Québec, 1867 à 1994

Année	Total des sièges obtenus	Sièges obtenus					
		Parti libéral	Parti conservateur	Union nationale	Ralliement créditiste	Parti québécois	Autres
		n					
1867[1]	64	12	51	...	...	...	1
1871	65	19	46	...	...	...	-
1875	65	19	43	...	...	...	3
1878	65	31	32	...	...	...	2
1881	65	15	49	...	...	...	1
1886	65	33	26	...	...	...	6
1890	73	43	23	...	...	...	7[2]
1892	73	21	51	...	...	...	1
1897	74	51	23	...	...	...	-
1900	74	67	7	...	...	...	-
1904	74	67	7	...	...	...	-
1908	74	57	14	...	...	...	3
1912	81	63	16	...	...	...	2
1916	81	75	6	...	...	...	-
1919	81	74	5	...	...	...	2
1923	85	64	20	...	...	...	1
1927	85	74	9	...	...	...	2
1931	90	79	11	...	...	...	-
1935	90	47	17	...	...	...	26[3]
1936	90	14	...	76	...	...	-
1939	86	69	-	14	...	...	3
1944	91	37	...	48	...	...	6[4]
1948	92	8	...	82	...	...	2
1952	92	23	...	68	...	...	1
1956	93	20	...	72	...	...	1
1960	95	51	...	43	...	...	1
1962	95	63	...	31	...	...	1
1966	108	50	...	56	...	...	2
1970	108	72	...	17	12	7	-
1973	110	102	...	-	2	6	-
1976	110	26	...	11	1	71	1[5]
1981	122	42	...	-	...	80	-
1985	122	99	-	-	...	23	-
1989	125	92	-	...	...	29	4[6]
1994	125	47	-	...	...	77	1[7]

1. Pas d'élection dans Kamouraska en 1867.
2. Dont cinq députés nationalistes.
3. Dont vingt-cinq députés de l'Action libérale nationale.
4. Dont quatre députés du Bloc populaire.
5. Un député du Parti national populaire.
6. Quatre députés du Parti égalité.
7. Un député de l'Action démocratique du Québec.

Sources : Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1985.* Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 31

Répartition des voix obtenues aux élections générales, selon le parti politique, Québec, 1867 à 1989

Année	Voix obtenues[1]					
	Parti libéral	Parti conservateur	Union nationale	Ralliement créditiste	Parti québécois	Autres
	%					
1867[2]	35,4	53,5	...	...	...	11,1
1871	39,4	51,7	...	...	...	8,9
1875	38,8	51,0	...	...	...	10,2
1878	47,5	49,5	...	...	...	3,0
1881	39,0	50,4	...	...	...	10,6
1886	39,6	46,2	...	...	...	14,2
1890	44,5	45,4	...	...	...	10,1
1892	43,7	52,4	...	...	...	3,9
1897	53,3	43,8	...	...	...	2,9
1900	53,1	41,9	...	...	...	5,0
1904	55,4	26,8	...	...	...	17,8
1908	53,5	39,9	...	...	...	6,6
1912	53,5	43,0	...	...	...	3,5
1916	60,6	35,1	...	...	...	4,3
1919	51,9	17,0	...	...	...	31,1
1923	51,5	39,3	...	...	...	9,2
1927	59,3	34,3	...	...	...	6,4
1931	54,9	43,5	...	...	...	1,6
1935	46,5	18,9	...	...	...	34,6
1936	39,4	...	56,9	...	...	3,7
1939	53,3	0,3	38,5	...	...	7,9
1944	39,4	...	38,0	...	...	22,6
1948	36,2	...	51,2	...	...	12,6
1952	45,8	...	50,5	...	...	3,7
1956	44,9	...	51,8	...	...	3,3
1960	51,4	...	46,6	...	...	2,0
1962	56,4	...	42,2	...	...	1,4
1966	47,3	...	40,8	...	...	11,9
1970	45,4	...	19,6	11,2	23,1	0,7
1973	54,7	...	4,9	9,9	30,2	0,3
1976	33,8	...	18,2	4,6	41,4	2,0
1981	46,1	...	4,0	...	49,2	0,7
1985	56,0	1,0	0,2	...	38,7	4,1
1989	50,0	0,1	...	...	40,2	9,7

1. Le pourcentage des voix a été calculé en fonction des votes valides.
2. Pas d'élection dans Kamouraska en 1867.

Sources : Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1985*. Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 32

Élections générales, selon quelques indicateurs, Québec, 1867 à 1989

Date du scrutin	Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Moyenne d'électeurs par circonscription	Élus sans concurrent	Élus par voie de scrutin	Votes valides	Bulletins rejetés	Bureaux de vote ordinaires	Taux de participation[1]
	n								%
1867-08 et 09	65	161 642	2 487	19	45	75 715	...[2]	402	46,8
1871-06 et 07	65	172 369	2 652	27	38	60 266	...[2]	382	35,0
1875-07-07	65	185 783	2 858	19	46	87 487	1 149	753	47,7
1878-05-01	65	217 825	3 351	5	60	134 475	1 755	1 252	63,9
1881-12-02	65	223 221	3 434	17	48	97 559	1 854	980	44,5
1886-10-14	65	234 844	3 613	7	58	147 525	2 699	1 400	64,0
1890-06-17	73	276 641	3 790	11	62	158 932	2 034	1 806	58,2
1892-03-08	73	294 335	4 032	11	62	174 751	1 771	1 953	60,0
1897-05-11	74	338 800	4 578	2	72	225 779	2 393	2 370	67,3
1900-12-07	74	350 517	4 736	36	38	103 402	980	1 158	29,8
1904-11-25	74	381 933	5 161	38	36	113 453	1 013	1 471	30,0
1908-06-08	74	415 801	5 619	6	68	244 839	3 222	2 605	59,7
1912-05-15	81	479 521	5 920	1	80	291 292	3 378	3 087	61,5
1916-05-22	81	485 936	5 999	26	55	208 452	2 767	2 524	43,5
1919-06-23	81	480 120	5 927	45	36	129 636	1 448	1 984	27,3
1923-02-05	85	513 224	6 038	8	77	290 649	3 768	3 532	57,4
1927-05-16	85	569 018	6 694	12	73	318 012	2 843	3 816	56,4
1931-08-24	90	641 323	7 126	–	90	489 695	4 190	4 653	77,0
1935-11-25	90	726 551	8 073	3	87	536 361	15 232	4 977	75,9
1936-08-17	90	734 025	8 156	–	90	569 325	4 930	5 013	78,2
1939-10-25	86	753 310	8 759	1	85	563 297	7 334	4 933	75,7
1944-08-08	91	1 865 396	20 499	–	91	1 329 959	15 591	8 511	72,1
1948-07-28	92	2 036 576	22 137	–	92	1 513 825	17 928	9 449	75,2
1952-07-16	92	2 246 998	24 424	–	92	1 679 119	25 648	10 605	75,9
1956-06-20	93	2 393 360	25 735	–	93	1 845 729	28 781	11 826	78,3
1960-06-22	95	2 608 439	27 457	–	95	2 096 586	33 521	13 502	81,7
1962-11-14	95	2 721 783	28 650	–	95	2 136 966	25 509	13 901	79,6
1966-06-05	108	3 222 302	29 836	–	108	2 324 829	45 681	16 277	73,6
1970-04-29	108	3 478 578	32 209	–	108	2 872 970	57 029	17 192	84,2
1973-10-29	110	3 764 111	34 219	–	110	2 970 978	54 760	19 038	80,4
1976-11-15	110	4 023 743	36 579	–	110	3 360 506	70 446	19 859	85,3
1981-04-13	122	4 410 880	36 155	–	122	3 600 097	38 523	20 567	82,5
1985-12-02	122	4 579 921	37 540	–	122	3 411 607	52 625	20 225	75,6
1989-09-25	125	4 670 690	37 366	–	125	3 408 909	92 159	21 905	75,0

1. Le taux de participation doit être interprété en fonction du nombre de candidats élus sans concurrent.
2. On ne se servait pas alors de bulletins de vote.

Sources : Le Directeur général des élections du Québec, *Rapport des résultats du scrutin du 25 septembre 1989.*
Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

21

Éducation

Les organismes d'enseignement	629
La population scolaire	630
Les diplômés	631
Le personnel des organismes d'enseignement	632
Les revenus et les dépenses des organismes d'enseignement	632
Le financement de l'éducation	633

21

Liste des tableaux

1. Répartition des organismes d'enseignement, par catégorie, Québec, 1987-88 à 1991-92 634

2. Répartition des commissions scolaires selon l'ordre d'enseignement, la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1991-92 635

3. Répartition des établissements des niveaux collégial et universitaire selon la langue d'enseignement, Québec, 1992-93 635

4. Population scolaire des réseaux public et privé, selon l'ordre d'enseignement, Québec, 1983-84 à 1991-92 636

5. Répartition des écoles selon le réseau et l'ordre d'enseignement, Québec, 1987-88 à 1991-92 636

6. Population scolaire des réseaux public et privé, selon l'ordre d'enseignement, la langue d'enseignement, par région administrative, Québec, 1989-90 et 1991-92 637

7. Population étudiante des universités, selon le régime d'études, Québec, 1981-82 à 1991-92 637

8. Population scolaire en formation continue de niveau secondaire, selon le secteur, Québec, 1983-84 à 1990-91 638

9. Population scolaire du collégial, selon le secteur et la discipline, Québec, 1987-88 à 1991-92 638

10. Diplômés du secondaire, selon le secteur et le sexe, Québec, 1983-84 à 1991-92 639

11. Diplômes délivrés par les collèges, selon le secteur et le sexe des titulaires, Québec, 1983 à 1992 639

12. Grades, diplômes et certificats délivrés par les universités, selon le cycle d'études et le sexe des titulaires, par établissement, Québec, 1991 640

13. Population de 15 ans et plus, selon le niveau de scolarité, Québec, Ontario, Canada, 1991 641

14. Étapes du cheminement scolaire, selon le sexe, Québec, 1986-87, 1989-90 et 1991-92 641

15. Personnel des écoles et commissions scolaires, des cégeps et des universités, selon la catégorie d'emplois, Québec, 1987-88 à 1991-92 642

16. Dépenses des commissions scolaires par élève et part de cette dépense dans le PIB par habitant, Québec et Ontario, 1976-77 à 1991-92 642

17. Revenus et dépenses des organismes d'enseignement, Québec, 1986-87 à 1990-91 643

18. Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1988-89 à 1992-93 643

19. Nombre et valeur des prêts aux étudiants, Québec, 1988-89 à 1992-93 644

Liste des figures

1. Montants moyens des prêts et bourses, Québec, 1988-89 et 1992-93 644

21

Ce chapitre a été réalisé par Yves Nobert, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre dresse un portrait de l'évolution récente de l'éducation au Québec. Il débute par la répartition des organismes d'enseignement, de la maternelle jusqu'à l'université. Vient ensuite la population scolaire des divers ordres d'enseignement dans les réseaux public et privé tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue. L'évolution de la scolarisation est abordée sous l'angle du nombre de diplômés, des probabilités d'atteindre certaines étapes du cheminement scolaire et du plus haut niveau de scolarité atteint. Le chapitre traite enfin des ressources humaines travaillant dans le domaine de l'éducation et de questions financières, telles que les revenus et les dépenses des organismes d'enseignement, et les prêts et bourses accordés aux étudiants.

Les organismes d'enseignement

Les organismes d'enseignement de niveaux primaire et secondaire regroupent les commis-sions scolaires, les établissements publics hors réseau et les établissements privés; ceux de niveau collégial, les collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), les collèges privés et les écoles gouvernementales; et enfin ceux de niveau universitaire, les universités, leurs constituantes et écoles affiliées (tableau 1). Ces organismes relèvent du ministère de l'Éducation, sauf quelques écoles gouvernementales.

Entre 1987-88 et 1991-92, le nombre de commissions scolaires a baissé de 6,6 %, en passant de 213 à 199 : 167 sont catholiques, 29 protestantes et 3 multiconfessionnelles (tableau 2). Dans le réseau catholique, 76 % des commissions sont de langue française, 0,6 % de langue anglaise et 23,4 % sont bilingues, tandis que dans le réseau protestant, il y en a 48,3 % de langue anglaise et 51,7 % bilingues. Pour leur part, les trois commissions scolaires multiconfessionnelles donnent leur enseignement dans les deux langues.

Au cours de la même période, le nombre d'établissements privés des niveaux primaire et secondaire a augmenté de 6,2 %, passant de 276 à 293 (tableau 1). Le nombre d'établis-sements publics hors réseau s'est maintenu à environ 40.

Entre 1987-88 et le début des années 90, le nombre de cégeps croît régulièrement, pour atteindre 49 en 1992-93 : 41 ont le français pour langue d'enseignement, sept l'anglais et un est bilingue (tableau 3). De plus, le réseau collégial compte 25 collèges privés aux fins de subventions et 41 collèges privés sans permis.

En 1992-93, le réseau universitaire se compose de sept universités (4 francophones et 3 anglophones), de onze constituantes, de deux écoles affiliées et d'un établissement militaire.

21

La population scolaire

À l'enseignement précollégial

L'enseignement précollégial va de la maternelle au secondaire.

Le nombre des élèves de maternelle, après avoir atteint 101 267 en 1985-86, n'a cessé de diminuer (-8,3 %), pour se situer à 92 874 en 1991-92 (tableau 4). Au primaire, la tendance à la hausse observée de 1983-84 à 1989-90 (6,4 %) se renverse en 1991-92, avec une chute de 1,7 % du nombre d'élèves. Au secondaire, l'effectif décroît dans la seconde moitié des années 80 (-9,2 %) et se redresse légèrement en 1991-92 (478 571 élèves). Au cours de la même période, la population scolaire francophone accuse une légère hausse de 0,6 %, tandis que les anglophones voient leur nombre baisser de 0,4 % (tableau 6).

À l'enseignement collégial

La population scolaire du réseau collégial est de 163 267 élèves en 1991-92; elle retrouve ainsi le seuil d'un peu plus de 160 000 qui prévalait avant 1985-86. Dans la seconde moitié des années 80, elle avait diminué jusqu'à 154 250 élèves (tableau 4), en raison principalement de la baisse de 6,2 % des inscriptions au secteur technique (de 80 227 en 1983-84 à 75 289 en 1991-92, avec un plancher de 69 542 en 1989-90). Durant la même période, le secteur préuniversitaire accueille une cohorte qui augmente assez régulièrement, passant de 78 412 à 85 292, ce qui constitue une croissance de 8,8 %.

À l'enseignement universitaire

La population étudiante des universités québécoises a connu une croissance d'environ 30 % au cours de la décennie 1981-82 à 1991-92, en passant de 191 925 à 249 048 (tableau 7). Cette croissance est largement attribuable à l'augmentation de 43,7 % du nombres d'étudiants fréquentant l'université à temps plein, soit de 89 903 à 129 203. Le nombre d'étudiants inscrits à temps partiel connaît par contre une hausse plus modeste et irrégulière (de 102 022 à 119 845).

La proportion de femmes fréquentant l'université à temps plein augmente régulièrement, soit de 45,1 % en 1981-82 à 52,4 % en 1991-92. Celles qui y sont à temps partiel représentent 55,2 % de la population étudiante en 1981-82 et plus de 61 % après 1988-89.

À la formation continue du secondaire

L'effectif scolaire de la formation continue s'est accru de plus de 100 % entre 1983-84 et 1990-91, passant de 113 536 à 229 481 élèves, dont 125 114 au secteur général et 104 367 au secteur professionnel (tableau 8). Globalement, au cours de cette période, le secteur général rassemble un peu plus de 50 % des personnes inscrites. La ventilation selon le sexe montre qu'à la formation continue, les hommes sont dans une proportion plus forte que les femmes; en 1990-91, leur part respective est de 55,6 % et 44,4 %.

Les réseaux d'enseignement public et privé

Les deux réseaux d'enseignement sont composés d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et collégial. Le nombre d'élèves du réseau public de la maternelle et du primaire, après avoir atteint 656 626 en 1987-88, descend à 642 578 en 1991-92 (tableau 4). Dans le réseau privé, par contre, le nombre d'élèves augmente constamment, passant de 21 555 en 1983-84 à 26 897 en 1991-92, ce qui représente une hausse de 24,8 %. La part du réseau privé augmente ainsi de 3,3 % à 4 %. Au secondaire, la population scolaire du réseau public chute de 12,6 % entre 1983-84 et 1987-88, mais croît légèrement par la suite, pour atteindre 404 370 en 1991-92. Quant au nombre d'élèves des écoles privées, il augmente assez régulièrement, soit de 69 593 en 1983-84 à 74 201 en 1991-92. La part du réseau privé

oscille entre 13,6 % et 16,2 % au cours de la même période. Au collégial, la population scolaire des cégeps et des écoles gouvernementales se situe en moyenne à 139 750 élèves entre 1983-84 et 1991-92, et celle des collèges privés, à 19 700. La part du réseau privé dans l'ensemble des établissements d'enseignement collégial est en moyenne de 12,3 % au cours de cette période.

Les diplômés

En 1991-92, le nombre de diplômés du secondaire enregistre une remontée sensible (28,3 %) à 102 560, par comparaison à 1986-87, où il se situait à 79 954 (tableau 10). Cette hausse est attribuable au secteur général, puisque depuis 1986-87 le nombre de diplômés s'y est accru de 38,8 %, pour atteindre 84 910 en 1991-92. Le secteur professionnel connaît une moins grande popularité; il est demeuré en deçà de 19 000 diplômés pendant la même période.

Entre 1983 et 1992, le nombre de diplômes d'études collégiales (DEC), de certificats et d'attestations délivrés est légèrement à la hausse, passant de 40 867 à 42 534 (tableau 11). Les DEC obtenus au secteur préuniversitaire montrent une croissance légère mais constante : de 22 688 en 1983, leur nombre grimpe à 25 879 en 1992. Au secteur technique, le nombre de DEC stagne en moyenne à 13 640 durant le même intervalle.

En 1991, 51 448 diplômes universitaires sont délivrés, dont 42,4 % à des hommes et 57,6 % à des femmes (tableau 12). Si la part des femmes grandit constamment de façon globale, il importe de nuancer les résultats selon le diplôme. Au 1er cycle, elles obtiennent 55,6 % des baccalauréats et 66 % des certificats; au 2e cycle, 47,4 % des maîtrises et 52,6 % des certificats et au 3e cycle, 29,6 % des doctorats. L'université de Montréal accorde la plus forte proportion de certificats et de diplômes à des femmes, soit 61,5 %; par ailleurs, l'une des constituantes de l'Université du Québec, celle d'Abitibi-Témiscamingue, en remet 69,8 %.

L'évolution de la scolarisation

Le recensement de 1991 révèle que 20,1 % de la population québécoise de 15 ans et plus moins de 9 années de scolarité et que 10,3 % possède un grade universitaire (tableau 13). Progressivement, la scolarisation des Québécois augmente, puisqu'en 1986, 23,9 % d'entre eux avaient moins de 9 années de scolarité et 8,6 %, un grade universitaire.

Les femmes se classent cependant un peu moins bien que les hommes. En effet, 21,3 % d'entre elles n'ont pas dépassé la 9e année, alors que chez les hommes, cette proportion est de 18,9 %. À l'autre extrémité de l'échelle de la scolarité, 8,7 % des femmes possèdent un grade universitaire contre 12 % des hommes.

La probabilité d'atteindre la 1re secondaire par la voie de l'enseignement régulier est de l'ordre de 98 % (tableau 14). Cette probabilité diminue progressivement en 4e et 5e secondaire; en 1991-92, elle est respectivement de 82,5 % et de 73,4 %. Par contre, la probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire est en hausse, passant de 74,1 % en 1986-87 à 82,5 % en 1991-92. La probabilité de parvenir au collégial est de 62,9 % en 1991-92. Elle est sensiblement plus élevée au secteur préuniversitaire (42,5 %) qu'au secteur technique (20,4 %). Ici, les femmes se classent mieux que les hommes. En 1991-92, l'écart est 10,3 points de pourcentage au secteur préuniversitaire et de 5,7 au secteur technique. En 1991-92, la probabilité d'obtenir un diplôme d'enseignement collégial atteint 45,9 % chez les femmes et 31,5 % chez les hommes. En 1991-92, la probabilité d'accéder aux études universitaires est globalement, pour les deux sexes, de 38 % au baccalauréat, de 7,8 % à la maîtrise et de 1,7 % au doctorat.

21

Le personnel des organismes d'enseignement

Dans son ensemble, le personnel de tous les organismes d'enseignement augmente entre 1987-88 et 1991-92. Le nombre de personnes travaillant dans les commissions scolaires passe de 92 717 à 102 594, ce qui représente une croissance de 10,7 % (tableau 15). Au cours du même intervalle, le personnel des cégeps enregistre une hausse de 8,4 % (de 18 260 à 19 792). Quant à celui des universités, il s'accroît de 10,8 % entre 1987-88 et 1991-92, puisque de 29 503 qu'il était, il atteint 32 680.

Les revenus et les dépenses des organismes d'enseignement

En 1990-91, les revenus des commissions scolaires sont de 6,3 milliards de dollars et les dépenses, de 6,3 milliards; il s'agit dans les deux cas d'une augmentation de l'ordre de 27,5 % par rapport à l'exercice 1986-87 (tableau 17). En 1990-91, 85,1 % des revenus des commissions scolaires proviennent des subventions du gouvernement du Québec, 9,6 % de l'imposition locale et le reste du gouvernement du Canada, des municipalités et d'autres sources. Les dépenses des commissions scolaires vont dans une proportion de 72,5 % aux salaires et aux avantages sociaux.

Au cours de la même période, les revenus des établissements privés subventionnés d'enseignement primaire et secondaire augmentent de 32,8 %, passant de 362,1 à 481,0 millions de dollars. En 1990-91, leurs revenus sont constitués à 52,2 % de subventions du ministère de l'Éducation et à 22,2 % de frais de scolarité; le reste provient principalement des activités auxiliaires et communautaires. Pour la même année, leurs dépenses sont de 483,9 millions de dollars, par comparaison à 360,2 millions en 1986-87, ce qui représente une hausse de 34,3 %.

Les revenus des cégeps atteignent 1,1 milliard de dollars en 1990-91, par rapport à 879,7 millions en 1986-87; il s'agit d'une augmentation de 25,6 %. Durant toute cette période, un peu plus de 90 % des revenus proviennent de subventions du ministère de l'Éducation. Quant aux dépenses des cégeps, elles se sont accrues de 26,3 %, en grimpant de 873,2 millions de dollars, en 1986-87 à 1,1 milliard, en 1990-91. Environ 80 % de ces dépenses vont aux salaires et aux avantages sociaux.

En 1988-89, les revenus des établissements privés d'enseignement collégial sont de 139,7 millions de dollars; en 1990-91, ils sont passés à 148,5 millions, ce qui représente une hausse de 6,3 %. En contrepartie, leurs dépenses s'accroissent de 5 % (de 144,2 millions de dollars à 151,4 millions).

Entre 1986-87 et 1990-91, les revenus des universités augmentent de 38,3 %; ils passent de 1,7 milliard à 2,4 milliards. Environ 70 % de ces revenus proviennent du gouvernement du Québec et de ses organismes affiliés, 9 % du gouvernement du Canada et de ses organismes affiliés, et le reste se compose principalement des contributions des étudiants et des recettes de la vente de produits et services. Quant aux dépenses, elles sont du même ordre en 1990-91; cinq ans plus tôt, en 1986-87, elles étaient de 1,7 milliard. Cela représente donc une hausse de 35,2 %. Un peu plus des deux tiers de ces dépenses sont consacrées aux salaires et aux avantages sociaux.

La dépense par élève dans l'enseignement primaire et secondaire est un indicateur de l'effort financier en éducation et le PIB par habitant, un indicateur de richesse collective (tableau 16). En 1991-92, la dépense par élève s'élève à 5 513 $ au Québec et à 6 184 $ en Ontario. L'effort financier global en éducation est donc moins élevé au Québec, mais la situation a déjà été différente.

Le financement de l'éducation

Le système de prêts et bourses créé par le gouvernement du Québec s'adresse aux étudiants des universités et aux élèves des collèges (tableaux 18 et 19). En 1992-93, le ministère de l'Éducation distribue 76 237 bourses comparativement à 57 841 en 1988-89, ce qui représente une hausse de 31,8 %. En 1992-93, 54,8 % de ces bourses allaient aux étudiants des universités et 42,1 % à ceux des collèges. Au cours du même intervalle, la valeur des bourses accordées s'élève de 73 %, en passant de 153,1 millions de dollars à 264,9 millions. La valeur moyenne de l'ensemble des bourses est de 2 647 $ en 1988-89 et de 3 474 $ en 1992-93 (figure 1). Depuis septembre 1994, les élèves en formation professionnelle de niveau secondaire inscrits à temps plein sont admissibles au programme des prêts et bourses.

En 1992-93, 147 042 prêts sont accordés, comparativement à 110 493 en 1988-89, ce qui constitue une augmentation de 33,1 %. Quant à la valeur des prêts, elle croît de 74,2 %; elle est de 242,8 millions de dollars en 1988-89 et de 422,9 millions en 1992-93. En 1992-93, les étudiants universitaires reçoivent 50,7 % des prêts et 55,5 % des sommes distribuées, tandis que les élèves des collèges bénéficient de 44,5 % des prêts et de 33,6 % de l'argent versé. La valeur moyenne de l'ensemble des prêts est de 2 198 $ en 1988-89 et de 2 876 $ en 1992-93.

Autres lectures suggérées

LANGLOIS, Simon et al., *La société québécoise en tendances 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.
Ministère de l'Éducation, *Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire*, Québec, ministère de l'Éducation, 1993, 79 p.

21

Tableau 1

Répartition des organismes d'enseignement, par catégorie, Québec, 1987-88 à 1991-92

Organismes	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
			n		
Ensemble des commissions scolaires	213	207	203	202	199
Primaires	80	69	59	56	52
Secondaires	23	20	18	17	16
Primaires et secondaires	110	118	126	129	131
Commissions scolaires catholiques	181	175	171	170	167
Primaires	65	54	44	41	37
Secondaires	17	14	12	11	10
Primaires et secondaires	99	107	115	118	120
Commissions scolaires protestantes	29	29	29	29	29
Primaires	15	15	15	15	15
Secondaires	6	6	6	6	6
Primaires et secondaires	8	8	8	8	8
Commissions scolaires multiconfessionnelles[1]	3	3	3	3	3
Établissements publics hors réseau[1]	42	40	39	39	41
Établissements privés[1]	276	283	282	285	293
Cégeps	46	47	47	48	48
Collèges privés (DIP, SP)[2] et écoles gouvernementales	67	63	65	64	65
Établissements de niveau universitaire[3]	20	20	20	20	20

1. Niveaux primaire et secondaire.
2. DIP : Déclaré d'intérêt public; SP : sans permis.
3. Les sept universités, leurs onze constituantes, les deux écoles affiliées et un établissement militaire.

Sources : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire, *Regard sur l'enseignement collégial.*

Tableau 2

Répartition des commissions scolaires selon l'ordre d'enseignement, la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1991-92

Ordre d'enseignement et langue d'enseignement	Statut confessionnel			Total
	Catholique	Protestant	Multiconfessionnel	
	n			
Primaire	37	15	-	52
Français	30	-	-	30
Anglais	-	6	-	6
Bilingue ou autre[1]	7	9	-	16
Secondaire	10	6	-	16
Français	7	-	-	7
Anglais	-	3	-	3
Bilingue ou autre[1]	3	3	-	6
Primaire et secondaire	120	8	3	131
Français	90	-	-	90
Anglais	1	5	-	6
Bilingue ou autre[1]	29	3	3	35
Total	167	29	3	199[2]
Français	127	-	-	127
Anglais	1	14	-	15
Français et anglais	39	15	3	57

1. Comprend les langues amérindiennes et l'inuktitut.
2. Comprend les 11 commissions scolaires inactives.

Source : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*

Tableau 3

Répartition des établissements des niveaux collégial et universitaire selon la langue d'enseignement, Québec, 1992-93

	Langue d'enseignement			Total
	Français	Anglais	Bilingue	
	n			
Collégial				
Cégeps	41[1]	7[2]	1	49
Collèges privés (agréés aux fins de subventions)	19	4	2	25
Collèges privés (sans permis)	22	2	17	41
Écoles gouvernementales	10	1		11
Universitaire				
Universités	4	3	-	7
Constituantes	11	-	-	11
Écoles affiliées	2	-	-	2
Établissement militaire	-	-	1	1

1. Deux cégeps francophones ont un pavillon anglophone.
2. Incluant les trois campus du collège régional Champlain.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire, *Regard sur l'enseignement collégial.*

Tableau 4

Population scolaire[1] des réseaux public et privé, selon l'ordre d'enseignement, Québec, 1983-84 à 1991-92

Ordre d'enseignement	1983-84	1985-86	1987-88	1989-90	1991-92		
					Public	Privé	Total
				n			
Maternelle, primaire et secondaire	1 160 036	1 145 748	1 141 336	1 145 684	1 046 948	101 098	1 148 046
Maternelle	98 134	101 267	96 055	95 209	89 475	3 399	92 874
Primaire	551 046	568 828	584 734	586 353	553 103	23 498	576 601
Secondaire	510 856	475 653	460 547	464 122	404 370	74 201	478 571
Collégial	160 283	163 962	159 537	154 250	142 918	20 349	163 267
Préuniversitaire	78 412	83 510	83 634	83 050	74 899	10 393	85 292
Technique	80 227	78 686	74 333	69 542	65 333	9 956	75 289
Hors programme	1 644	1 766	1 570	1 658	2 686	-	2 686
Total	1 320 319	1 309 710	1 300 873	1 299 934	1 189 866	121 447	1 311 313

1. Excluant la formation continue.

Sources : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Système d'information et de gestion des données sur l'effectif collégial.

Tableau 5

Répartition des écoles selon le réseau et l'ordre d'enseignement, Québec, 1987-88 à 1991-92

Réseau et ordre d'enseignement	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
			n		
Écoles des commissions scolaires	2 550	2 558	2 591	2 651	2 645
Primaires	1 854	1 863	1 876	1 912	1 903
Secondaires	499	502	519	541	546
Primaires et secondaires	197	193	196	198	196
Établissements privés et établissements publics hors réseau	318	323	321	324	334
Primaires	112	124	129	134	140
Secondaires	158	146	139	137	136
Primaires et secondaires	48	53	53	53	58
Total	2 868	2 881	2 912	2 975	2 979
Écoles primaires	1 966	1 987	2 005	2 046	2 043
Écoles secondaires	657	648	658	678	682
Écoles primaires et secondaires	245	246	249	251	254

Source : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*

Tableau 6

Population scolaire des réseaux public et privé, selon l'ordre d'enseignement, la langue d'enseignement, par région administrative, Québec, 1989-90 et 1991-92

Région administrative	Préscolaire, primaire et secondaire[1]				Collégial[2]			
	Français		Anglais		Français		Anglais	
	1989-90	1991-92	1989-90	1991-92	1989-90	1991-92	1989-90	1991-92
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	18 062	17 284	1 645	1 519	1 401	1 697	107	-
Bas-Saint-Laurent (01)	40 274	39 251	34	38	6 627	6 942	-	-
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	59 663	59 300	510	483	8 240	8 996	-	-
Québec (03)	96 103	94 896	1 967	1 848	19 189	20 416	704	730
Chaudière-Appalaches (12)	70 366	70 871	213	196	5 489	5 829	-	-
Mauricie—Bois-Francs (04)	83 470	83 164	758	811	10 001	10 534	-	-
Estrie (05)	43 388	43 706	3 913	3 834	5 197	5 812	1 152	1 046
Montérégie (16)	189 001	191 939	19 724	19 463	15 187	16 382	2 355	2 293
Montréal (06)	173 461	172 765	61 712	61 955	37 321	39 063	21 168	21 246
Laval (13)	46 541	47 953	6 189	6 043	4 222	4 503	-	-
Lanaudière (14)	55 994	58 611	721	825	2 490	2 899	-	-
Laurentides (15)	56 933	59 502	3 008	3 073	5 452	5 961	-	-
Outaouais (07)	40 068	41 399	6 653	6 771	3 219	3 719	772	830
Abitibi-Témiscamingue (08)	29 194	29 059	1 067	1 061	2 336	2 615	-	-
Côte-Nord (09)	19 628	19 185	1 247	1 193	1 578	1 694	43	60
Nord-du-Québec (10)	6 425	6 334	2 521	2 279	-	-	-	-
Le Québec[3]	1 028 571	1 035 219	111 882	111 392	127 949	137 062	26 301	26 205

1. Temps plein et temps partiel, excluant la formation continue.
2. Temps plein et temps partiel, incluant la formation continue.
3. Au total s'ajoutent, aux niveaux préscolaire et primaire, 847 élèves en 1989-90 et 1 274 élèves en 1991-92, dont la langue d'enseignement est soit une langue amérindienne ou l'inuktitut.

Sources : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Système d'information et de gestion des données sur l'effectif collégial.

Tableau 7

Population étudiante[1] des universités[2], selon le régime d'études, Québec, 1981-82 à 1991-92

Année	Temps plein			Temps partiel			Total[3]
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
				n			
1981-82	49 325	40 578	89 903	45 711	56 311	102 022	191 925
1982-83	51 843	42 589	94 432	40 603	53 917	94 520	188 963
1983-84	55 249	46 520	101 769	46 837	61 336	108 173	209 969
1984-85	56 858	50 004	106 862	47 457	62 937	110 394	217 271
1985-86	59 236	54 292	113 528	48 036	65 268	113 304	226 853
1986-87	58 773	56 148	114 921	49 228	69 770	118 998	233 954
1987-88	58 544	57 957	116 501	47 229	71 586	118 815	235 330
1988-89	58 848	60 016	118 864	47 266	74 903	122 169	241 043
1989-90	59 619	62 253	121 872	46 874	75 852	122 726	244 598
1990-91	60 032	64 225	124 257	46 046	75 285	121 331	245 488
1991-92	61 560	67 643	129 203	46 154	73 691	119 845	249 048

1. Trimestre d'automne.
2. En 1982-83 à l'université Concordia et de 1982-83 à 1985-86 à l'université McGill, un certain nombre d'étudiants n'ont pas été recensés.
3. De 1982-83 à 1988-89, le total englobe quelques individus dont on ignore le sexe.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Système de recensement des clientèles universitaires.

Tableau 8

Population scolaire[1] en formation continue de niveau secondaire[2], selon le secteur, Québec, 1983-84 à 1990-91

Secteur	1983-84	1984-85	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
				n			
Général	63 495	72 998	111 939	105 243	105 128	104 867	125 114
Hommes	30 985	34 627	46 465	43 250	44 233	46 633	59 599
Femmes	32 510	38 371	65 474	61 993	60 895	58 234	65 515
Professionnel	50 041	41 284	92 860	124 020	99 905	107 858	104 367
Hommes	34 249	24 362	61 343	88 177	61 726	70 556	68 026
Femmes	15 792	16 922	31 517	35 843	38 179	37 302	36 341
Total	113 536	114 282	204 799	229 263	205 033	212 725	229 481
Hommes	65 234	58 989	107 808	131 427	105 959	117 189	127 625
Femmes	48 302	55 293	96 991	97 836	99 074	95 536	101 856

1. Réseaux public et privé, temps plein et temps partiel.
2. Cours permettant d'accumuler des unités aux fins de la sanction des études. Une partie de cette population est inscrite à des cours d'alphabétisation.

Source : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*

Tableau 9

Population scolaire[1] du collégial, selon le secteur et la discipline, Québec, 1987-88 à 1991-92

Secteur et discipline	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
			n		
Secteur préuniversitaire (DEC)[2]	92 676	93 062	90 946	90 965	92 819
Sciences de la nature	28 106	26 664	25 159	24 941	25 212
Sciences humaines	53 297	55 579	55 766	55 549	55 716
Arts	5 062	5 181	5 146	5 415	6 001
Lettres	6 211	5 638	4 875	5 060	5 890
Secteur technique (DEC)[2]	80 523	77 697	74 551	75 854	79 070
Techniques biologiques	16 008	15 884	15 140	14 927	15 545
Techniques physiques	16 430	15 530	15 051	16 019	17 562
Techniques humaines	9 841	10 376	10 533	11 137	11 789
Techniques administratives	31 736	29 288	27 243	27 097	27 296
Techniques des arts	6 508	6 619	6 584	6 674	6 878
AEC, CEC, DPEC[3]	18 966	21 062	20 605	22 216	24 195
Études hors programme	42 622	44 422	46 596	47 670	48 393
Total	234 787	236 243	232 698	236 705	244 477

1. Population scolaire des collèges des réseaux public et privé, des secteurs régulier et de la formation continue, des régimes d'études à temps plein et à temps partiel.
2. DEC : diplôme d'études collégiales.
3. AEC : attestation d'études collégiales; CEC : certificat d'études collégiales; DPEC: diplôme de perfectionnement de l'enseignement collégial.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Système d'information et de gestion des données sur l'effectif collégial.

Tableau 10

Diplômés du secondaire[1], selon le secteur et le sexe, Québec, 1983-84 à 1991-92

Secteur et sexe	1983-84	1986-87	1989-90	1990-91	1991-92
			n		
Ensemble des diplômés	93 611	79 954	76 762	84 015	102 560
Hommes	46 701	37 360	34 983	38 871	48 958
Femmes	46 910	42 594	41 779	45 144	53 602
Secteur général	64 019	61 172	63 371	68 711	84 910
Hommes	30 384	27 360	27 976	30 723	39 065
Femmes	33 635	33 812	35 395	37 988	45 845
Secteur professionnel	29 592	18 782	13 391	15 304	17 650
Hommes	16 317	10 000	7 007	8 148	9 893
Femmes	13 275	8 782	6 384	7 156	7 757

1. Incluant la formation continue, réseaux public et privé.

Source : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation*.

Tableau 11

Diplômes délivrés par les collèges, selon le secteur et le sexe des titulaires, Québec, 1983 à 1992

Secteur et sexe	1983	1987	1990	1991	1992
			n		
Ensemble des diplômes	40 867	39 981	41 069	41 575	42 534
Hommes	19 028	17 741	17 410	17 591	17 668
Femmes	21 839	22 240	23 659	23 984	24 866
Secteur préuniversitaire (DEC)	22 688	24 522	25 492	25 833	25 879
Hommes	10 907	11 030	11 044	11 106	10 757
Femmes	11 781	13 492	14 448	14 727	15 122
Secteur technique (DEC)	13 704	13 511	13 772	13 494	13 722
Hommes	5 674	5 579	5 381	5 214	5 363
Femmes	8 030	7 932	8 391	8 280	8 359
Certificats et attestations	4 475	1 948	1 805	2 248	2 933
Hommes	2 447	1 132	985	1 271	1 548
Femmes	2 028	816	820	977	1 385

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Système des sanctions du collégial.

Tableau 12

Grades, diplômes et certificats délivrés par les universités, selon le cycle d'études et le sexe des titulaires, par établissement, Québec, 1991

Cycle	Chicoutimi	Hull	Montréal	Rimouski	Abitibi-Témiscamingue	Trois-Rivières	Autres[1]	Total
				n				
Université du Québec	1 295	1 043	7 887	1 251	421	2 320	1 260	15 477
Hommes	515	352	3 209	427	127	1 003	798	6 431
Femmes	780	691	4 678	824	294	1 317	462	9 046
1er cycle	1 226	1 001	7 314	1 142	418	2 179	1 042	14 322
Grades de baccalauréat	620	472	3 907	423	216	1 187	435	7 260
Hommes	260	172	1 596	141	62	554	406	3 191
Femmes	360	300	2 311	282	154	633	29	4 069
Certificats et diplômes	606	529	3 407	719	202	992	607	7 062
Hommes	205	167	1 358	239	63	364	263	2 659
Femmes	401	362	2 049	480	139	628	344	4 403
2e cycle	67	42	540	107	3	137	211	1 107
Grades de maîtrise	67	14	487	98	3	135	129	933
Hommes	48	7	228	39	2	82	74	480
Femmes	19	7	259	59	1	53	55	453
Certificats et diplômes	-	28	53	9	-	2	82	174
Hommes	-	6	10	6	-	1	50	73
Femmes	-	22	43	3	-	1	32	101
3e cycle	2	-	33	2	-	4	7	48
Grades de doctorat	2	-	33	2	-	4	7	48
Hommes	2	-	17	2	-	2	5	28
Femmes	-	-	16	-	-	2	2	20

	Bishop	Collège militaire Saint-Jean	Concordia	Laval	McGill	Sherbrooke	Montréal[2]	Total
Autres universités québécoises	451	73	4 110	8 223	6 475	3 501	13 138	51 448
Hommes	213	66	1 964	3 601	2 956	1 509	5 052	21 792
Femmes	238	7	2 146	4 622	3 519	1 992	8 086	29 656
1er cycle	409	72	3 384	6 840	4 807	2 907	11 030	43 771
Grades de baccalauréat	406	72	3 298	5 107	3 644	2 184	4 967	26 938
Hommes	193	65	1 568	2 244	1 623	944	2 123	11 951
Femmes	213	7	1 730	2 863	2 021	1 240	2 844	14 987
Certificats et diplômes	3	-	86	1 733	1 163	723	6 063	16 833
Hommes	1	-	17	551	396	243	1 861	5 728
Femmes	2	-	69	1 182	767	480	4 202	11 105
2e cycle	42	1	679	1 185	1 432	566	1 836	6 848
Grades de maîtrise	4	1	468	978	1 166	399	1 526	5 475
Hommes	4	1	256	569	610	234	725	2 879
Femmes	-	-	212	409	556	165	801	2 596
Certificats et diplômes	38	-	211	207	266	167	310	1 373
Hommes	15	-	88	90	156	67	162	651
Femmes	23	-	123	117	110	100	148	722
3e cycle	-	-	47	198	236	28	272	829
Grades de doctorat	-	-	47	198	236	28	272	829
Hommes	-	-	35	147	172	21	181	584
Femmes	-	-	12	51	64	7	91	245

1. École nationale d'administration publique, École de technologie supérieure, Institut Armand Frappier, Institut national de la recherche scientifique et Télé-Université.
2. Incluant l'École des hautes études commerciales et l'École polytechnique.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire.

Tableau 13

Population de 15 ans et plus[1], selon le niveau de scolarité, Québec, Ontario, Canada, 1991

	Population 15 ans et plus	Moins d'une 9e année[2]	9e-13e année		Études postsecondaires mais non universitaires[3]	Études universitaires	
			Sans certificat ou diplôme d'études secondaires	Avec certificat ou diplôme d'études secondaires		Avec certificat ou diplôme	Avec grade[4]
			n				
Québec	5 433 240	1 093 695	1 030 325	913 970	1 413 590	421 855	559 805
Hommes	2 639 020	499 490	506 695	396 765	719 510	199 900	316 660
Femmes	2 794 220	594 205	523 630	517 205	694 080	221 955	243 145
Ontario	7 922 925	911 965	1 971 560	1 228 250	2 050 980	732 570	1 027 590
Hommes	3 859 800	425 410	959 315	528 375	1 027 720	355 845	563 130
Femmes	4 063 120	486 550	1 012 245	699 875	1 023 255	376 730	464 460
Canada	21 304 740	2 959 905	5 170 340	3 146 345	5 603 085	2 005 305	2 419 750
Hommes	10 422 145	1 415 950	2 522 115	1 364 305	2 832 005	951 150	1 336 615
Femmes	10 882 595	1 543 960	2 648 225	1 782 040	2 771 080	1 054 155	1 083 130

1. En raison de l'arrondissement des nombres, la somme des données ne correspond pas toujours au total.
2. Comprend les personnes qui n'ont aucune scolarité.
3. Comprend les personnes qui ont des études collégiales, celles qui ont des études universitaires sans certificat ou diplôme et celles qui ont un certificat ou un diplôme d'une école de métier.
4. Comprend les personnes détenant au moins un baccalauréat.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, *Niveau de scolarité et fréquentation scolaire* (93-328).

Tableau 14

Étapes du cheminement scolaire, selon le sexe, Québec, 1986-87, 1989-90 et 1991-92

Étape	Hommes			Femmes			Ensemble		
	1986-87	1989-90	1991-92	1986-87	1989-90	1991-92	1986-87	1989-90	1991-92
	%								
Probabilité d'accéder au niveau secondaire par la voie de l'enseignement régulier									
En 1re secondaire	98,5	97,4	97,5	99,0	98,2	97,9	98,7	97,7	97,8
en 4e secondaire	72,7	80,9	79,1	80,6	88,4	86,3	76,5	84,6	82,5
en 5e secondaire	58,1	66,3	67,8	68,2	77,9	79,3	63,0	71,9	73,4
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire	66,7	66,3	74,7	81,8	84,6	90,6	74,1	75,1	82,5
Par la voie de l'enseignement régulier	59,3	57,9	61,8	70,8	72,0	74,1	64,9	64,6	67,8
Par la voie de la formation continue	7,4	8,4	12,9	11,0	12,6	16,5	9,2	10,5	14,7
Probabilité d'accéder au collégial	54,8	51,9	55,0	67,7	69,1	71,0	61,2	60,4	62,9
Secteur préuniversitaire	36,1	36,9	37,5	42,8	46,0	47,8	39,4	41,4	42,5
Secteur technique	18,7	15,0	17,5	24,9	23,1	23,2	21,8	19,0	20,4

Source : Ministère de l'Éducation, Direction des statistiques et des études quantitatives.

21

Tableau 15

Personnel[1] des écoles et commissions scolaires, des cégeps et des universités, selon la catégorie d'emplois,
Québec, 1987-88 à 1991-92

Catégorie d'emplois	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
			n		
Écoles et commissions scolaires	92 717	93 363	98 442	102 523	102 594
Enseignants	64 180	64 534	65 862	66 719	66 496
Cadres	5 420	5 408	5 410	5 555	5 457
Gérants	793	808	795	819	830
Professionnels	3 893	4 005	3 910	4 475	4 497
Personnel de soutien	18 431	18 608	22 465	24 955	25 314
Cégeps	18 260	18 550	18 434	19 125	19 792p
Enseignants	11 173	11 176	11 085	11 593	12 258
Cadres et gérants	901	940	952	966	960
Professionnels	932	1 019	1 015	1 047	1 048
Soutien technique	1 695	1 818	1 843	1 935	1 942
Soutien administratif	2 385	2 399	2 398	2 415	2 442
Ouvriers	326	306	296	295	290
Entretien et services	848	892	845	874	852
Universités	29 503	29 947	30 656	31 907	32 680p
Directeurs	1 264	1 284	1 305	1 308	1 410
Gérants	540	569	597	601	734
Enseignants et chercheurs[2]	9 425	9 654	9 969	10 335	10 771
Auxiliaires d'enseignement et de recherche	3 175	3 108	3 302	3 720	3 959
Professionnels	2 898	3 038	3 148	3 266	3 232
Techniciens	3 666	3 674	3 650	3 755	3 653
Personnel de bureau	6 134	6 279	6 318	6 599	6 694
Ouvriers	2 401	2 341	2 367	2 323	2 227

1. En équivalent temps plein dans les commissions scolaires (incluant la formation continue), dans les cégeps (incluant la formation continue) et dans les universités.
2. Incluant les chercheurs et autres professionnels de recherche (assistants de recherche, etc.).

Sources : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction des effectifs et des conditions de travail; Service des relations professionnelles.

Tableau 16

Dépenses des commissions scolaires par élève et part de cette dépense dans le PIB par habitant, Québec et Ontario, 1976-77 à 1991-92

	Dépense par élève			Dépense par élève / PIB par habitant		
	Québec	Ontario	Écart	Québec	Ontario	Écart
		$			%	
1976-77	1 769	1 613	156	23,1	17,1	6,0
1981-82	3 563	2 813	750	28,1	18,4	9,7
1989-90	4 925	5 466	-541	22,0	19,2	2,8
1990-91	5 299	5 904	-605	23,3	20,7	2,6
1991-92e	5 513	6 184	-671	24,2	22,3	1,9

Source : Ministère de l'Éducation, *Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire*, 1993.

Tableau 17

Revenus et dépenses des organismes d'enseignement, Québec, 1986-87 à 1990-91

	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
			'000 000 $		
Revenus					
Commissions scolaires	4 980,7	5 281,4	5 527,6	5 781,7	6 336,6
Établissements privés primaires et secondaires[1]	362,1	383,5	421,2	449,1	481,0p
Cégeps	879,7	915,1	962,1	1 015,3	1 105,0
Établissements privés collégiaux[2]	..	..	139,7	132,3	148,5
Universités	1 703,5	1 862,0	1 994,5	2 215,1	2 356,2p
Dépenses					
Commissions scolaires	4 943,2	5 291,4	5 560,8	5 796,4	6 317,9
Établissements privés primaires et secondaires[1]	360,2	383,5	422,0	451,8	483,9p
Cégeps	873,2	904,4	955,8	1 011,6	1 102,8
Établissements privés collégiaux[2]	..	..	144,2	138,8	151,4
Universités	1 739,7	1 877,9	2 020,4	2 218,9	2 351,2p

1. Établissements subventionnés.
2. Établissements subventionnés et non subventionnés.

Sources : Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation.*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial; Système d'information financière des universités.

Tableau 18

Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1988-89 à 1992-93

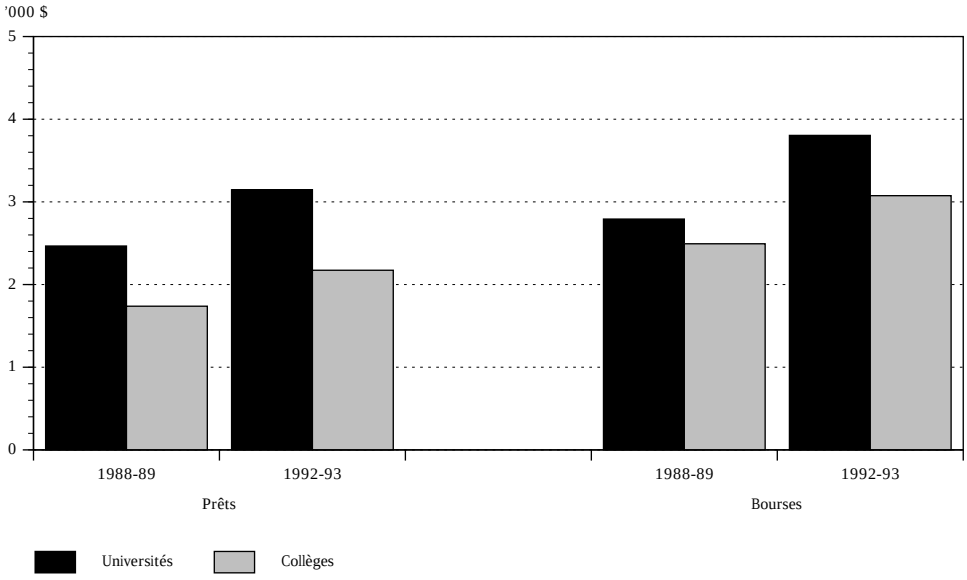
	Bourses							
	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges	Autres[1]	Total
	n				'000 000 $			
1988-89	29 815	28 026	-	57 841	83,3	69,8	-	153,1
1989-90	27 483	23 363	-	50 846	80,7	61,1	-	141,8
1990-91	33 705	27 589	1 025	62 319	114,2	82,6	2,7	199,5
1991-92	37 658	28 923	1 691	68 272	133,7	86,3	4,8	224,8
1992-93	41 748	32 131	2 358	76 237	158,8	98,8	7,3	264,9

1. Comprend les bourses des établissements d'enseignement reconnus aux fins de prêts seulement (situés à l'extérieur du Québec) et celles des collèges privés non subventionnés reconnus aux fins des prêts et bourses (depuis 1990-91).

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'aide financière aux étudiants.

21

Figure 1
Montants moyens des prêts et bourses,
Québec, 1988-89 et 1992-93



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'aide financière aux étudiants.

Tableau 19
Nombre et valeur des prêts aux étudiants,
Québec, 1988-89 à 1992-93

	Prêts							
	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges	Autres[1]	Total
	n				'000 000 $			
1988-89	54 734	51 149	4 610	110 493	135,0	88,9	18,9	242,8
1989-90	54 481	48 335	4 263	107 079	138,6	85,9	17,9	242,4
1990-91	58 711	50 712	4 710	114 133	160,6	95,7	22,2	278,5
1991-92	67 427	57 862	6 300	131 589	197,2	115,7	33,7	346,6
1992-93	74 511	65 442	7 089	147 042	234,5	142,2	46,2	422,9

1. Comprend les prêts des établissements d'enseignement reconnus aux fins de prêts seulement (situés à l'extérieur du Québec) et ceux des collèges privés non subventionnés reconnus aux fins des prêts et bourses (depuis 1990-91).

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'aide financière aux étudiants.

22

Santé et services sociaux

La réforme des services de santé et des services sociaux 649

Les caractéristiques socio-sanitaires de la population 650

Le système sociosanitaire 651

Sigles 654

22

Liste des tableaux

1. Taux brut de mortalité, selon les quatre principales causes de décès et la région sociosanitaire, Québec, 1981-1983 et 1990-1992 655

2. Taux comparatifs d'incidence et de mortalité pour les principaux sièges de cancer, selon le sexe, Québec, 1985-1991 656

3. Nouveaux cas et taux d'incidence du cancer, selon le sexe et la région sociosanitaire de résidence, Québec, 1991 657

4. Taux brut de mortalité, selon cinq causes de décès dites «de civilisation» et la région sociosanitaire, Québec, 1990-1992 658

5. Professionnels rémunérés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, selon la catégorie, Québec, 1982-1992 660

6. Répartition de l'effectif des cadres et des syndiqués des établissements de santé et de services sociaux, selon la catégorie et le statut d'emploi, Québec, 1982-83 à 1992-93 661

7. Répartition de l'effectif du réseau des établissements de santé et de services sociaux, selon la classe d'établissement, le type d'effectif et la région sociosanitaire, Québec, 1992-93 662

8. Nombre d'établissements, de centres de services, de lits et de places autorisés disponibles au sein du réseau sociosanitaire, Québec, 1er janvier 1982 au 1er janvier 1994 664

9. Nombre de lits dressés dans le réseau hospitalier, selon l'unité de soins et la région sociosanitaire, Québec, le 31 mars 1993 665

10. Nombre de jours d'hospitalisation dans le réseau hospitalier, selon l'unité de soins et la région sociosanitaire, Québec, 1992-93 666

11. Évolution des dépenses consacrées à la mission sociale du gouvernement, selon le domaine et le secteur, Québec, 1982-83 à 1992-93 668

12. Évolution des dépenses en santé et services sociaux, selon le domaine d'activité, Québec, 1982-83 à 1992-93 669

13. Dépenses en santé et services sociaux, selon la région sociosanitaire et le centre de responsabilité, Québec, 1992-93 670

Liste des figures

1. Taux brut de mortalité pour 100 000 personnes, selon les quatre principales causes de décès, Québec, 1980-1991 656

2. Taux brut d'incidence du cancer, selon l'âge et le sexe, Québec, 1991 657

3. Le système de santé et des services sociaux, Québec, 1994 659

4. Indice évolutif de la population, du nombre de médecins et d'actes médicaux, Québec, 1982-1992 660

5. Dépenses gouvernementales québécoises en pourcentage du PIB, pour la mission sociale et le domaine «santé et services sociaux», Québec, 1982-83 à 1992-93 667

6. Dépenses totales de santé en proportion du PIB, Québec, Ontario, Canada et pays de l'OCDE, 1983, 1987 et 1991 667

22

Ce chapitre a été réalisé par Marc-André St-Pierre, avec la collaboration de Ronald Côté du Service des études opérationnelles et données statistiques du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les recommandations formulées dans le rapport de la commission Rochon, les orientations proposées par Thérèse Lavoie-Roux, la réforme de Marc-Yvan Côté ainsi que la Politique de la santé et du bien-être sont autant d'éléments majeurs venus changer la dynamique du système sociosanitaire québécois, afin de relever efficacement les défis auxquels le Québec est confronté, dans ce secteur de la vie collective, à l'aube du XXIe siècle.

Ce chapitre présente d'abord un bref aperçu de la réforme entreprise au début des années 90 par le ministère de la Santé et des Services sociaux et ses différents partenaires. Par la suite, il propose une illustration des principales caractéristiques sociosanitaires de la population québécoise. Enfin, il brosse un portrait chiffré du système de services, en décrivant sa structure, les ressources humaines et matérielles dont il dispose, les services utilisés par les diverses clientèles auxquelles il s'adresse, et, bien évidemment, les coûts qu'il entraîne.

Certaines informations statistiques sont présentées sur une base régionale, selon les 18 régions sociosanitaires du Québec, dont les frontières correspondent en tout point à celles des 16 régions administratives. La région administrative Nord-du-Québec est constituée de trois régions sociosanitaires, soit Terres-Cries-de-la-Baie-James (18), Kativik (17) et Nord-du-Québec (10).

La réforme des services de santé et des services sociaux[1]

Au milieu des années 80, le Québec entreprend de réviser sa stratégie en matière de santé et de bien-être. Cette révision conduit d'abord à concevoir une politique d'ensemble qui propose de replacer la santé et le bien-être au coeur de tous les secteurs de la vie collective. Elle conduit également à adapter et à réorganiser le réseau de services, en même temps qu'elle le fait accéder à une véritable régionalisation. Elle amène enfin le gouvernement à adopter des orientations propres à diminuer le rythme d'augmentation des dépenses publiques liées à la santé et aux services sociaux, et à rendre le système plus performant. La nouvelle stratégie en matière de santé et de bien-être repose sur ces trois grands moyens complémentaires.

La politique fixe au système des objectifs précis qui orienteront désormais toutes ses activités. Dans les faits, elle substitue à l'obligation actuelle de se doter de moyens — offrir des services de qualité, accessibles et continus — qui a traditionnellement guidé l'organisation et le fonctionnement du système, l'obligation d'obtenir des résultats en termes de santé et de bien-être de la population. Elle vise enfin à établir une plus grande équité entre les personnes et les groupes sociaux, au regard de la santé et du bien-être, et non plus simplement par rapport à l'accès aux services.

1. Hervé Anctil et al., *Santé et bien-être : la perspective québécoise*, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1994, p. 10.

Un second front est ouvert pour centrer encore davantage le système autour du citoyen, à la fois comme consommateur et décideur. Les rôles et fonctions de tous les partenaires sont redéfinis en fonction de l'usager, c'est-à-dire de la personne à soigner, à soutenir, à aider. La réforme prend assise sur cette idée maîtresse, qui se traduit dans les orientations suivantes :

- l'affirmation des droits des usagers et la mise en place de mécanismes de traitement de plaintes efficaces;

- la redéfinition des missions des établissements en fonction des clientèles, ce qui conduit en particulier au regroupement, sous l'autorité d'un même conseil d'administration, des établissements qui desservent la même clientèle sur un territoire donné;

- le renforcement des services de premier recours (première ligne), afin d'améliorer l'accès aux services pour tous les citoyens, partout sur le territoire;

- la régionalisation et une plus grande démocratisation de tous les centres de décision, autant à l'échelon local que régional.

La nouvelle stratégie repose sur deux grandes convictions. La première : la santé et le bien-être résultent d'une interaction constante entre la personne et son milieu. La seconde : la santé et le bien-être représentent un investissement pour la société, et un important facteur de dynamisme et de progrès.

Les caractéristiques sociosanitaires de la population

Au Québec, au début des années 80, le taux brut de mortalité pour 100 000 personnes s'élevait à 658,2; au début des années 90, il se situe à 689,1. C'est la région de Montréal-Centre qui montre le taux le plus élevé (833,3), alors que celle du Nord-du-Québec a le plus bas (327,7). Seules les régions de l'Outaouais et de Lanaudière ont vu leur taux s'améliorer au cours de ces dix années.

Les quatre principales causes de mortalité sont, dans l'ordre, les maladies de l'appareil circulatoire, les tumeurs, les maladies de l'appareil respiratoire et les accidents, empoisonnements et traumatismes. Alors que l'on assiste à un fléchissement significatif du taux brut de mortalité pour 100 000 personnes en ce qui concerne les maladies de l'appareil circulatoire, celui relatif aux tumeurs malignes montre une augmentation importante (figure 1).

Sur le plan régional, Montréal-Centre montre le taux le plus élevé en ce qui concerne les décès causés par les maladies de l'appareil circulatoire et les tumeurs malignes, alors que la région de Kativik occupe le premier rang pour ceux causés par les maladies de l'appareil respiratoire et les accidents (tableau 1).

Les taux comparatifs (standardisés en fonction de l'âge) en ce qui concerne l'incidence du cancer et la mortalité due à cette maladie révèlent également certaines tendances dignes d'intérêt (tableau 2). Ainsi, chez les hommes, le taux d'incidence global du cancer se situe, en 1991, à près de 375 nouveaux cas pour 100 000 individus, ce qui dénote une forte hausse depuis 1989. Bien que le poumon constitue encore, et de loin, le siège de cancer le plus important, cette hausse soudaine est due presque en totalité au dépistage beaucoup plus efficace du cancer de la prostate. Par contre, le taux de mortalité, tant global que pour les six principaux sièges de cancer, est demeuré relativement constant depuis 1985.

Chez les femmes, si les choses se sont améliorées pour certains types de cancer (côlon, rectum, etc.), elles se sont sensiblement détériorées en ce qui concerne le cancer du poumon, son taux d'incidence passant de 25,6 en 1989, à 30,6 pour 100 000 femmes en 1991. Selon les experts, ce type de cancer prendra beaucoup d'ampleur chez les femmes au cours des prochaines années. La hausse du taux global de mortalité observée entre 1989 et 1991 est également due au cancer du poumon.

L'analyse de la population selon l'âge révèle que le cancer est une maladie qui sévit essentiellement chez les personnes ayant atteint la cinquantaine. Le taux d'incidence augmente de façon très importante, surtout chez les hommes, à partir du groupe d'âge 55 à 64 ans, pour culminer chez les 85 ans ou plus (figure 2).

C'est la région de Montréal-Centre qui montre le taux d'incidence du cancer le plus élevé, soit 501 cas pour 100 000 personnes. Les régions du Nord, à l'inverse, présentent les taux les plus faibles (tableau 3).

Enfin, il faut noter qu'en termes absolus, certaines causes de décès dites «de civilisation» gagnent rapidement en importance. C'est le cas notamment du sida, du suicide, du cancer de la trachée, des bronches et du poumon, ainsi que de certaines maladies transmises sexuellement.

Parmi l'ensemble de ces causes de décès, cinq apparaissent particulièrement intéressantes dans une optique de comparaison interrégionale : il s'agit du suicide, des accidents de véhicule à moteur, de la cirrhose du foie, du sida et des homicides.

La région de Kativik occupe le premier rang en ce qui concerne le taux de mortalité due au suicide et aux homicides; par contre, elle se situe au dernier en ce qui a trait à la cirrhose du foie. La région des Terres-Cries-de-la-Baie-James est au premier rang pour le taux de mortalité due aux accidents de véhicule à moteur, et au second en ce qui regarde le suicide et les homicides. C'est la région de Montréal-Centre qui possède le taux le plus élevé de décès dus à la cirrhose du foie et au sida (tableau 4).

Le système sociosanitaire

Le système de santé et de services sociaux constitue la pierre angulaire de l'intervention du Québec en matière de santé et de bien-être. Il s'agit d'un système public de services qui intègre les deux aspects, en ce sens qu'il place sous une même autorité, au sein d'un réseau intégré, les services de santé et les services sociaux. Cette particularité confère au système québécois une originalité qui lui est propre à l'échelle canadienne.

La structure[2]

Le système de santé et de services sociaux forme une structure à trois paliers. Le premier est représenté par les établissements; le second, par les régies régionales et le troisième, par le Ministère. Les organismes communautaires jouent également un rôle de premier plan dans plusieurs domaines d'activité. Près de 2 000 d'entre eux sont subventionnés par le Ministère et les régies régionales de la santé et des services sociaux. Comme les établissements, ils sont représentés dans les instances de décision régionales (figure 3).

2. Hervé Anctil et al., op. cit., p. 35 à 38.

Au début de 1994, plus de 850 établissements offrent des services de santé et des services sociaux dans plus de 2 000 centres de services, c'est-à-dire les lieux physiques où sont dispensés les services. La loi prévoit cinq formes de centres de services : les CLSC, les CPEJ, les CR, les CHSLD et les CH. Une liste des sigles utilisés dans le texte et les tableaux, avec leur signification, apparaît à la fin du texte.

Les établissements disposent d'une grande marge de manoeuvre, dans leur champ de compétence respectif, pour adapter et organiser les services. Leurs rôles et responsabilités sont par ailleurs clairement définis les uns par rapport aux autres, dans le but d'éviter les chevauchements et de façon à favoriser la collaboration (L.R.Q.,c. S-4.2).

Les représentants de la population siègent au sein de l'assemblée régionale[3], dont les fonctions sont d'élire, parmi ses membres, les personnes qui formeront le conseil d'administration de la régie régionale, d'approuver les priorités élaborées par la régie et d'entériner son rapport d'activité annuel. Ils sont également présents dans tous les conseils d'administration du réseau de services, soit ceux des établissements et de la régie régionale.

Les régies régionales de la santé et des services sociaux sont les maîtres d'oeuvre de la planification et de l'organisation des services sur leur territoire. Elles disposent de pouvoirs étendus et de tous les leviers nécessaires pour organiser et adapter les ressources selon les besoins du milieu. Les régies doivent rendre compte de leur gestion à la population qu'elles desservent, d'une part, et au ministre responsable, d'autre part.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux, quant à lui, est chargé de la coordination et de la régulation du système.

Les ressources

Le système sociosanitaire québécois s'appuie sur un important volume de ressources humaines et matérielles. En 1993, l'effectif administratif du Ministère est d'à peu près 1 000 personnes, tandis que celui de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) s'élève à un peu plus de 1 100 personnes.

En 1992, la RAMQ a rémunéré plus de 20 000 professionnels, dont un peu plus de 14 000 médecins, selon l'un des trois modes de paiement en vigueur : tarification à l'acte, vacation ou salariat. En ce qui concerne les médecins, il s'agit d'une augmentation de plus de 20 % par rapport à 1982 (tableau 5). Quand on rapporte ces chiffres à ceux de la population à desservir, on observe une amélioration considérable du ratio «population/professionnel» depuis 1981, et ce, pour les quatre grandes catégories de professionnels. À elle seule, la région de Montréal-Centre regroupe près de 40 % de l'ensemble des médecins; si l'on considère uniquement les spécialistes, cette proportion atteint 50 %.

En 1992-93, le réseau des établissements de santé et des services sociaux compte quelque 172 300 employés[4], incluant près de 12 600 cadres. Plus de 10 % des cadres occupent des postes à temps partiel; la proportion atteint près de 40 % chez les employés syndiqués[5]. Dix ans plus tôt, ces ratios s'établissaient à moins de 6 % et de 27 % respectivement (tableau 6).

---

3. Assemblée composée d'une centaine de personnes : 40 % proviennent des établissements de santé et de services sociaux et 60 % de la population (organismes communautaires [20 %], groupes socio-économiques [20 %], administrations municipales du territoire [20 %]).
4. Calculés en équivalent temps plein (ETP), c'est-à-dire au prorata du temps rémunéré, où 1 ETP = 1826,3 heures rémunérées sur une base annuelle.
5. Incluant les employés syndicables non syndiqués.

Globalement, dans le réseau, le ratio s'élève à 12,7 «employés/cadre». Les régions de Lanaudière, de Québec, de Montréal-Centre et de l'Estrie présentent les rapports les plus élevés (plus de 13), alors que les régions éloignées montrent, en général, les plus faibles (tableau 7).

Au 1er janvier 1994, le réseau sociosanitaire québécois compte 854 établissements à caractère public ou privé; on en dénombrait 950 en 1988. Le nombre de centres de services est passé de 2 118 à 2 085 durant la même période. En 1994, le réseau sociosanitaire regroupe quelque 95 700 lits et places internes autorisés, c'est-à-dire inscrits au permis d'exploitation de l'établissement. Près de 29 000 d'entre eux sont consacrés à des soins de courte durée, soit près de 4 lits pour 1 000 personnes. On constate une augmentation de 5,6 % des lits pour soins de courte durée et de 8,2 % de ceux pour soins de longue durée, par rapport à 1982 (tableau 8).

La situation des lits dressés dans le réseau hospitalier, c'est-à-dire les lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager, constitue également un élément d'information intéressant. Après avoir atteint plus de 59 200 au milieu des années 80, le nombre de ces lits dans le réseau hospitalier québécois est revenu, en 1992-93 à un niveau inférieur à ce qu'il était en 1982-83, soit un peu moins de 56 000. La région de Montréal-Centre accapare 38 % de l'ensemble des lits dressés en 1992-93, soit près de 40 % des lits consacrés aux soins de courte durée et plus de 38 % de ceux consacrés aux soins de longue durée (tableau 9).

Les services

Le système sociosanitaire québécois offre à la population un large éventail de services. Parmi ceux-ci, il y a les services dispensés par les professionnels rémunérés par la RAMQ. Les services médicaux en constituent la majeure partie, avec un volume de près de 85 millions de services en 1992, soit plus de 6 000 par médecin. La RAMQ a également remboursé plus de 31 millions d'ordonnances de médicaments destinés aux personnes âgées de 65 ans ou plus et aux bénéficiaires de l'aide sociale, soit plus de 26 % de plus qu'en 1988.

À partir du milieu des années 80, le nombre d'actes médicaux[6] a crû beaucoup plus rapidement que le nombre de médecins (figure 4). Ainsi, ce nombre, qui oscillait entre 3 200 et 3 400 depuis le début des années 80, atteint près de 3 800 en 1992. Par ailleurs, près de 44 % des 17,9 millions de jours d'hospitalisation comptabilisés dans le réseau hospitalier du Québec en 1992-93 concernent les soins de courte durée. Plus de 41 % de ces jours ont été enregistrés dans la région de Montréal-Centre (tableau 10).

Les coûts

En 1992-93, la mission sociale compte pour près de 42 % des dépenses[7] du gouvernement québécois. Cette proportion s'élevait à un peu plus de 37 % en 1982-83 (tableau 11). La mission sociale couvre trois domaines : «Sécurité du revenu», «Habitation subventionnée» et, celui qui nous intéresse plus particulièrement, «Santé et services sociaux[8]». La figure 5 illustre bien l'évolution de l'importance, par rapport au produit intérieur brut (PIB) québécois, des dépenses consacrées à ce domaine, ainsi qu'à la mission qui l'englobe, pour la période 1982-83 à 1992-93. Après un fléchissement jusqu'en 1988-89, on observe une nette tendance à la hausse en ce qui concerne la part du PIB consacrée aux services sociosanitaires, au cours des dernières années.

6. Examens, consultations, traitements psychiatriques et actes chirurgicaux.
7. Dépenses nettes, telles que véhiculées dans les Comptes publics du Québec.
8. On dit également «Santé et adaptation sociale».

Plus de 75 % des quelque 17 milliards de dollars consacrés à la mission sociale sont attribués au domaine «Santé et services sociaux», soit 12,7 milliards en 1992-93. Il s'agit de plus du double des dépenses d'il y a dix ans. Quatre secteurs sont regroupés dans ce dernier domaine; le secteur «Recouvrement de la santé» est de loin celui qui engendre le plus de dépenses, avec au-delà de 8,6 milliards de dollars, soit près de 68 % de l'ensemble du domaine (tableau 11).

La répartition des dépenses sociosanitaires[9] par domaine d'activité constitue une autre fenêtre intéressante par laquelle on peut analyser l'évolution du coût des services de santé et des services sociaux. De 1982-83 à 1992-93, ce sont les «Activités de maintien en milieu naturel» et les «Activités préventives» qui ont connu les plus fortes augmentations, avec 170 % et 144 % respectivement. Si l'on considère l'ensemble des domaines d'activité, les dépenses ont doublé durant la période considérée (tableau 12).

Le tableau 13 présente la répartition régionale des dépenses sociosanitaires, selon le centre de responsabilité. Les centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés (CHSGS), avec plus de 5,9 milliards de dollars, et la RAMQ, avec plus de 2,8 milliards, drainent la majeure partie de ces dépenses. Plus de 35 % de l'ensemble des dépenses sont réalisées dans la région de Montréal-Centre.

En 1991, le Québec consacre 10,4 % de son PIB aux dépenses totales de santé[10]. Il s'agit de la seconde proportion en importance si on la compare aux pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) (figure 6). Par contre, à l'échelle canadienne, le Québec se situe au 8e rang des 12 provinces et territoires, l'Île-du-Prince-Édouard occupant le premier rang, avec 13,5 % du PIB, et l'Alberta le dernier, avec 8,2 % de son PIB consacré aux dépenses totales de santé.

SIGLES

CH	Centre hospitalier
CHSGS	Centre hospitalier de soins généraux et spécialisés
CHSLD	Centre d'hébergement et de soins de longue durée
CHSP	Centre hospitalier de soins psychiatriques
CLSC	Centre local de services communautaires
CPEJ	Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse
CQRS	Conseil québécois de la recherche sociale
CR	Centre de réadaptation
DGCAS	Direction et gestion de la Commission des affaires sociales
FRSQ	Fonds de recherche en santé du Québec
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec
OSGE	Office des services de garde à l'enfance
RRSSS	Régie régionale de la santé et des services sociaux
SCCR	Société canadienne de la Croix-Rouge
SIDA	Syndrome d'immuno-déficience acquise
SIFO	Système d'information financière et opérationnelle

Autres lectures suggérées

ANCTIL, Hervé et al., Santé et bien-être : La perspective québécoise, Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, janvier 1994, 46 p.

ST-PIERRE, Marc-André et Michel BEAUPRÉ, Le système sociosanitaire québécois en quelques chiffres, Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, décembre 1992, 102 p.

9. Dépenses brutes, c'est-à-dire avant soustraction des revenus réalisés par les établissements du réseau.
10. Somme des dépenses publiques (fédérales, provinciales et municipales) et privées de santé.

Tableau 1

Taux brut de mortalité[1], selon les quatre[2] principales causes de décès et la région sociosanitaire, Québec, 1981-1983 et 1990-1992

Région sociosanitaire	Appareil circulatoire		Tumeur maligne		Appareil respiratoire		Accident	
	1981-1983	1990-1992	1981-1983	1990-1992	1981-1983	1990-1992	1981-1983	1990-1992
	pour 100 000 personnes							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	274,3	273,1	163,7	223,4	35,7	51,5	68,3	55,2
Rang	6	5	6	2	14	8	5	9
Bas-Saint-Laurent (01)	294,3	299,3	176,0	217,3	47,8	72,6	59,4	59,8
Rang	5	2	2	4	4	2	10	6
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	235,7	207,4	145,4	195,6	38,6	48,2	60,9	56,5
Rang	12	12	9	7	9	10	9	7
Québec (03)	301,0	264,3	168,0	215,7	37,4	61,0	58,2	45,0
Rang	4	6	3	5	11	5	12	14
Chaudière-Appalaches (12)	270,0	254,7	149,5	192,0	36,0	57,5	68,0	64,9
Rang	7	7	8	8	13	7	6	4
Mauricie—Bois-Francs (04)	333,3	294,3	164,4	220,5	44,8	66,1	61,8	55,5
Rang	3	4	5	3	8	4	8	8
Estrie (05)	341,3	294,6	165,7	202,9	46,7	58,5	69,9	54,1
Rang	2	3	4	6	7	6	4	10
Montérégie (16)	260,8	225,3	142,5	179,8	32,4	43,9	49,7	44,4
Rang	8	9	11	12	15	15	16	15
Montréal-Centre (06)	366,0	321,6	216,5	247,4	53,4	67,8	53,3	43,5
Rang	1	1	1	1	3	3	15	17
Laval (13)	209,5	202,0	134,6	183,7	27,0	36,7	40,1	38,3
Rang	14	14	13	9	16	16	18	18
Lanaudière (14)	259,8	203,9	143,2	180,2	38,5	47,2	58,7	52,7
Rang	10	13	10	11	10	11	11	11
Laurentides (15)	260,3	226,3	154,3	181,6	47,0	45,4	56,1	52,2
Rang	9	8	7	10	6	14	13	12
Outaouais (07)	256,2	216,3	137,8	167,2	36,9	46,4	46,6	44,4
Rang	11	10	12	14	12	12	17	15
Abitibi-Témiscamingue (08)	222,7	214,1	132,4	177,0	47,1	46,1	82,0	60,6
Rang	13	11	14	13	5	13	2	5
Côte-Nord (09)	146,7	129,7	97,2	162,7	15,9	34,9	62,6	66,9
Rang	16	15	15	15	17	17	7	3
Nord-du-Québec (10)	74,7	82,7	82,4	128,2	15,4	14,6	74,7	48,7
Rang	18	18	16	16	18	18	3	13
Kativik (17)	165,4	101,5	72,7	93,1	85,9	93,1	198,2	211,5
Rang	15	17	17	17	1	1	1	1
Terres-Cries-de-la-Baie-James (18)	126,4	114,2	54,2	74,8	58,7	51,2	54,2	145,6
Rang	17	16	18	18	2	9	14	2
Le Québec	295,8	259,9	168,0	206,2	42,0	55,4	56,6	49,2

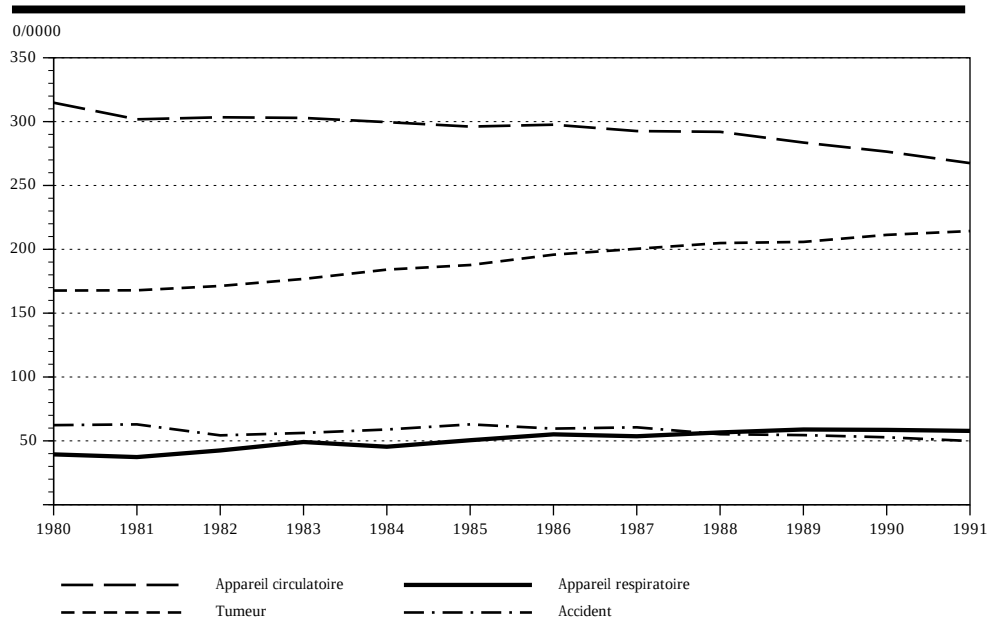
1. Moyenne annuelle établie sur une période de trois années.

2. Les plus importantes à l'échelle de l'ensemble du Québec.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques sur les causes de mortalité au Québec, 1980 à 1992 : les régions sociosanitaires*, 1994.

Figure 1

Taux brut de mortalité pour 100 000 personnes, selon les quatre principales causes de décès, Québec, 1980-1991



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques sur les causes de mortalité au Québec,* avril 1993.

Tableau 2

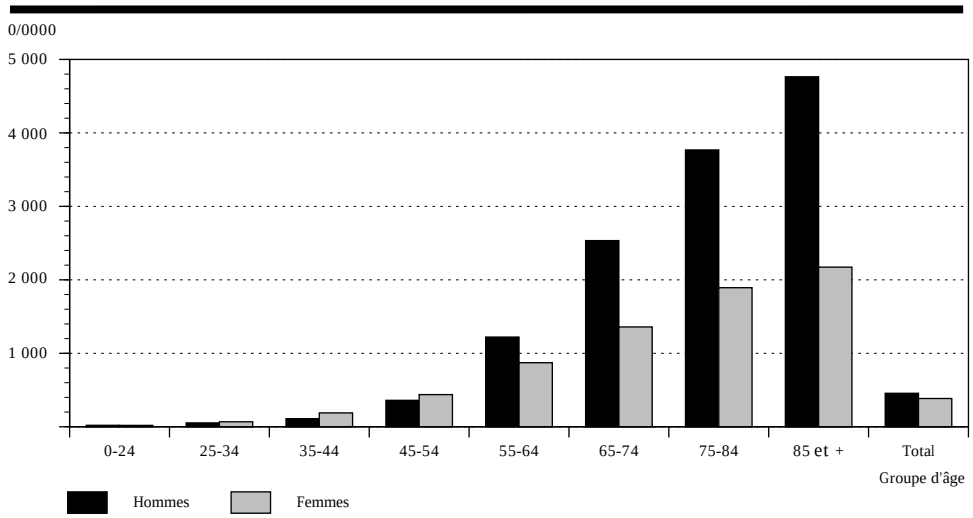
Taux comparatifs d'incidence et de mortalité pour les principaux sièges de cancer, selon le sexe, Québec, 1985-1991

Principal siège de cancer[1]	Taux d'incidence				Taux de mortalité			
	1985	1987	1989	1991	1985	1987	1989	1991
	pour 100 000 personnes							
Hommes (tous les sièges)	362,0	364,3	355,4	374,7	193,0	194,4	195,4	194,2
Poumon	81,9	86,1	83,8	82,7	69,2	70,8	73,5	71,5
Prostate	50,3	50,9	50,6	58,5	16,5	16,3	16,6	18,2
Côlon	26,1	26,1	25,2	27,2	14,7	13,4	14,3	13,8
Vessie	23,1	22,5	23,0	24,8	5,1	5,1	5,2	5,0
Rectum	19,3	19,0	17,5	18,5	6,5	6,5	5,8	6,1
Estomac	14,8	14,0	12,2	12,8	9,8	10,4	10,0	8,5
Femmes (tous les sièges)	269,9	262,5	258,2	266,2	111,1	115,9	109,3	116,0
Sein	70,4	70,0	71,6	72,5	23,9	23,9	23,8	23,5
Côlon	23,6	24,3	20,7	20,6	10,8	12,4	10,4	10,7
Poumon	23,4	24,7	25,6	30,6	17,3	19,3	19,7	22,8
Corps de l'utérus	14,6	14,4	13,8	13,0	1,7	2,1	1,6	1,6
Rectum	12,1	11,2	11,1	9,8	3,3	3,4	3,1	2,8
Ovaires	11,0	10,2	9,8	11,4	6,0	6,2	5,6	6,1

1. Classification internationale des maladies, 9e révision.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Rapport annuel des nouveaux cas de cancer déclarés au Fichier des tumeurs du Québec,* 1991.

Figure 2
Taux brut d'incidence du cancer, selon l'âge et le sexe, Québec, 1991



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Fichier des tumeurs du Québec, 1991.

Tableau 3
Nouveaux cas et taux d'incidence du cancer, selon le sexe et la région sociosanitaire de résidence, Québec, 1991

Région sociosanitaire	Hommes		Femmes		Total	
	Nouveaux cas	Taux d'incidence	Nouveaux cas	Taux d'incidence	Nouveaux cas	Taux d'incidence
	n	pour 100 000 personnes	n	pour 100 000 personnes	n	pour 100 000 personnes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	274	501,2	206	380,9	480	441,4
Bas-Saint-Laurent (01)	522	497,9	445	418,5	967	457,9
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	584	395,1	532	362,0	1 116	378,6
Québec (03)	1 363	441,2	1 280	393,6	2 643	416,8
Chaudière-Appalaches (12)	812	429,0	632	334,5	1 444	381,8
Mauricie—Bois-Francs (04)	1 210	510,5	1 017	418,8	2 227	464,1
Estrie (05)	688	505,0	553	392,1	1 241	447,6
Montérégie (16)	2 505	405,2	1 995	320,2	4 500	362,5
Montréal-Centre (06)	4 693	534,8	4 452	469,8	9 145	501,0
Laval (13)	655	407,0	609	373,2	1 264	390,0
Lanaudière (14)	686	393,3	580	337,3	1 266	365,5
Laurentides (15)	836	424,9	691	354,4	1 527	389,8
Outaouais (07)[1]	498	342,2	437	297,3	935	319,6
Abitibi-Témiscamingue (08)	373	472,9	235	306,4	608	390,8
Côte-Nord (09)	229	417,3	165	321,8	394	371,2
Nord-du-Québec (10)	32	296,9	15	153,6	47	228,8
Kativik (17)	7	174,8	10	258,0	17	215,7
Terres-Cries-de-la-Baie-James (18)	3	68,7	8	195,0	11	129,9
Le Québec	15 970	455,6	13 862	385,2	29 832	419,9

1. L'incidence du cancer dans la région de l'Outaouais (07) est sous-déclarée d'environ 20 %; le fait que plusieurs habitants de cette région soient traités à Ottawa explique cette situation.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Rapport annuel des nouveaux cas de cancer déclarés au Fichier des tumeurs du Québec,* 1991.

Tableau 4

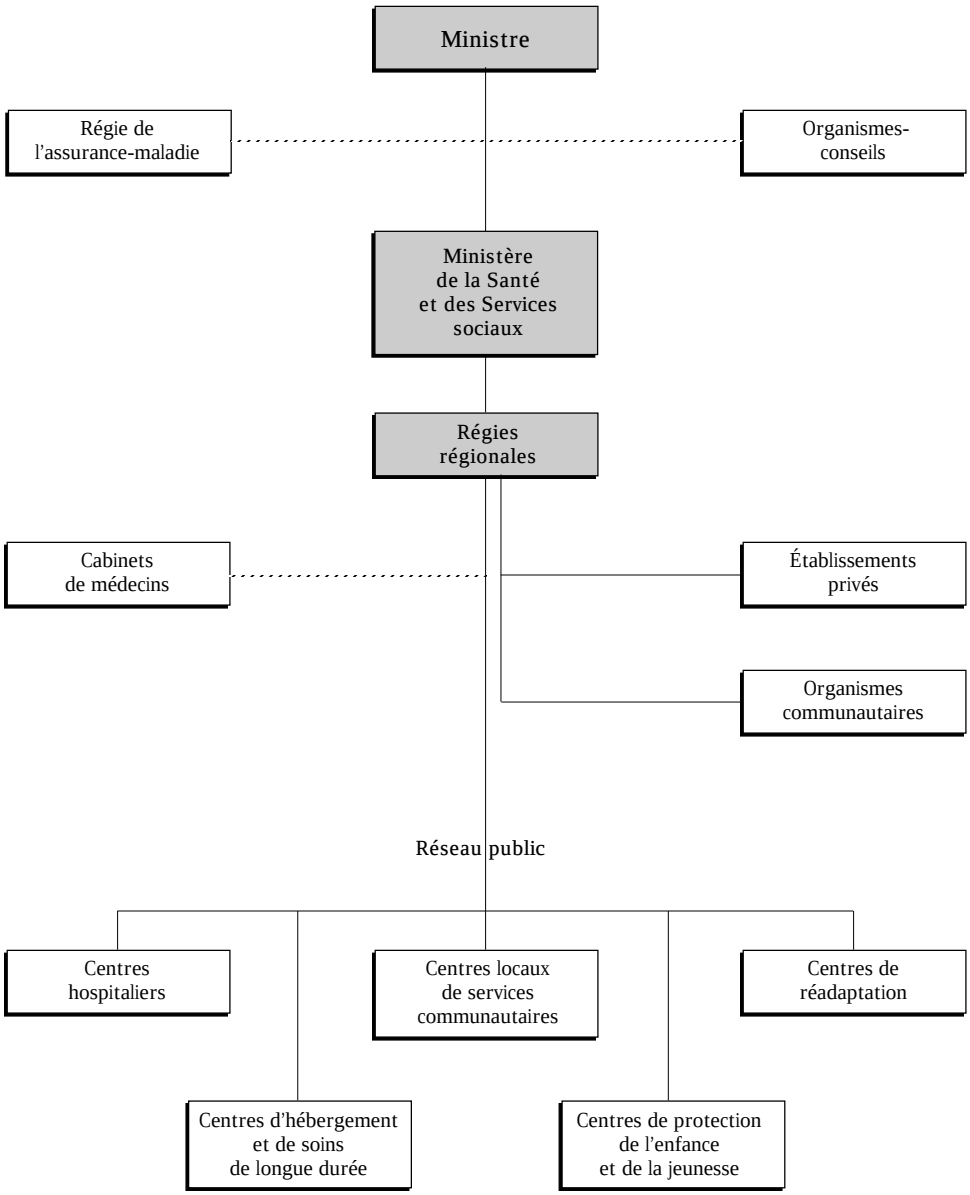
Taux brut de mortalité[1], selon cinq causes de décès dites «de civilisation» et la région sociosanitaire,
Québec, 1990-1992

Région sociosanitaire	Suicide	Accident de véhicule à moteur	Cirrhose du foie	Sida	Homicide
	pour 100 000 personnes				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	14,1	21,8	6,4	0,3	0,9
Rang	14	4	8	14	14
Bas-Saint-Laurent (01)	15,8	22,1	6,9	0,8	1,9
Rang	13	2	5	13	8
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	17,8	20,1	6,2	1,7	1,4
Rang	8	5	9	10	10
Québec (03)	17,2	9,7	7,5	3,8	2,0
Rang	10	16	3	2	7
Chaudière-Appalaches (12)	23,1	21,9	6,7	1,1	0,9
Rang	3	3	7	11	14
Mauricie—Bois-Francs (04)	19,2	16,9	8,3	2,0	1,3
Rang	7	9	2	9	11
Estrie (05)	17,0	17,0	6,9	2,4	1,0
Rang	11	8	5	6	12
Montérégie (16)	14,1	14,1	5,3	2,9	1,6
Rang	14	14	13	5	9
Montréal-Centre (06)	13,4	8,0	11,6	14,1	3,6
Rang	17	18	1	1	3
Laval (13)	13,6	8,3	7,0	2,4	2,5
Rang	16	17	4	6	6
Lanaudière (14)	17,3	16,2	6,2	2,2	3,3
Rang	9	11	9	8	4
Laurentides (15)	19,4	14,4	5,5	3,1	2,6
Rang	6	13	12	4	5
Outaouais (07)	16,7	12,8	6,0	3,2	1,0
Rang	12	15	11	3	12
Abitibi-Témiscamingue (08)	21,9	17,4	3,6	0,9	0,6
Rang	5	7	17	12	16
Côte-Nord (09)	20,1	19,2	4,7	0,3	0,3
Rang	6	6	15	14	17
Nord-du-Québec (10)	22,7	14,6	4,9	-	-
Rang	4	12	14	16	18
Kativik (17)	84,6	16,9	-	-	4,2
Rang	1	9	18	16	1
Terres-Cries-de-la-Baie-James (18)	39,4	47,2	3,9	-	3,9
Rang	2	1	16	16	2
Le Québec	16,3	13,5	7,7	5,4	2,2

1. Moyenne annuelle établie sur une période de trois années.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques sur les causes de mortalité au Québec, 1980 à 1992 : les régions sociosanitaires*, 1994.

Figure 3
Le système de santé et des services sociaux, Québec, 1994



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Santé et bien-être : La perspective québécoise,* 1993.

Tableau 5

Professionnels[1] rémunérés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, selon la catégorie, Québec, 1982-1992

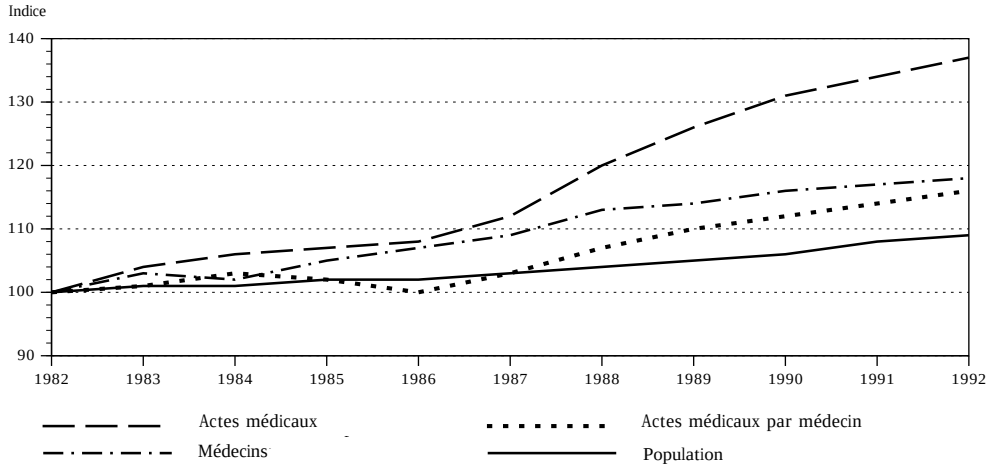
Catégorie de professionnels	1982	1984	1986	1988	1990	1992
	n					
Médecins	11 674	12 206	12 962	13 543	13 865	14 072
Résidents	709	679	783	784	485	281
Omnipraticiens	5 198	5 617	5 953	6 287	6 608	6 850
Spécialistes	5 767	5 910	6 226	6 472	6 772	6 941
En médecine	3 089	3 204	3 415	3 615	3 838	4 032
En chirurgie	1 919	1 920	1 980	1 985	2 022	2 006
De laboratoire	339	357	379	398	421	439
En radiologie	420	429	452	474	491	464
Dentistes et denturologistes	2 950	3 137	3 320	3 467	3 555	3 725
Dentistes	2 190	2 327	2 485	2 618	2 709	2 841
Spécialistes en chirurgie buccale	39	44	47	49	54	61
Denturologistes[2]	721	766	788	800	792	823
Optométristes	779	824	877	932	1 004	1 050
Pharmaciens-propriétaires[3]	1 070	1 217	1 215	1 269	1 225	1 314
Ensemble des professionnels	16 473	17 384	18 374	19 211	19 649	20 161

1. Professionnels soumis à une entente avec la RAMQ, pratiquant au Québec, qui ont présenté au moins une demande de paiement durant l'année.
2. Les denturologistes ne sont pas considérés comme des «professionnels de la santé», mais plutôt comme des «techniciens» dispensateurs de services.
3. La méthode de dénombrement des pharmaciens-propriétaires a été améliorée en 1984; les comparaisons avec l'année 1982 sont sujettes à caution.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québécois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Figure 4

Indice évolutif de la population, du nombre de médecins[1] et d'actes médicaux, Québec, 1982-1992



1. Rémunérés à l'acte, en médecine et en chirurgie.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québécois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Tableau 6

Répartition de l'effectif[1] des cadres et des syndiqués des établissements de santé et de services sociaux, selon la catégorie et le statut d'emploi, Québec, 1982-83 à 1992-93

Catégorie et statut d'emploi	1982-83	1984-85	1986-87	1988-89	1990-91	1992-93
	n					
Cadres	12 659	12 532	12 645	12 684	12 774	12 570
Temps plein régulier	11 959	11 641	11 476	11 469	11 469	11 274
Autres	700	891	1 169	1 215	1 305	1 296
Hors-cadres	841	841	817	816	780	737
Temps plein régulier	832	811	780	771	749	709
Autres	9	30	37	45	31	28
DSP-CDSC[2]	154	146	162	162	155	149
Temps plein régulier	115	113	124	129	123	115
Autres	39	33	38	33	32	34
Cadres supérieurs	1 680	1 640	1 615	1 631	1 724	1 734
Temps plein régulier	1 667	1 612	1 562	1 587	1 674	1 678
Autres	13	28	53	44	50	56
Cadres intermédiaires	9 984	9 905	10 051	10 075	10 115	9 950
Temps plein régulier	9 345	9 105	9 010	8 982	8 923	8 772
Autres	639	800	1 041	1 093	1 192	1 178
Syndiqués	134 863	142 032	146 519	152 817	157 204	159 716
Temps plein régulier	96 659	94 267	92 104	92 248	94 445	96 765
Temps partiel régulier	16 575	20 777	28 864	32 438	34 230	36 321
Temps partiel occasionnel	21 629	26 988	25 551	28 131	28 529	26 630
Professionnels	6 629	7 693	8 848	10 315	11 161	12 285
Temps plein régulier	5 473	6 128	6 691	7 718	8 210	8 927
Temps partiel régulier	552	762	1 125	1 320	1 453	1 572
Temps partiel occasionnel	604	803	1 032	1 277	1 498	1 786
Techniciens et assimilés	16 078	17 633	18 481	20 264	21 457	22 327
Temps plein régulier	12 414	12 623	12 623	13 376	14 119	14 892
Temps partiel régulier	1 267	1 894	2 626	3 145	3 322	3 440
Temps partiel occasionnel	2 397	3 116	3 232	3 743	4 016	3 995
Infirmières	26 453	28 605	30 616	32 861	34 811	35 902
Temps plein régulier	16 881	16 302	16 555	17 214	18 811	19 701
Temps partiel régulier	4 672	6 070	8 561	9 489	9 958	10 574
Temps partiel occasionnel	4 900	6 233	5 500	6 158	6 042	5 627
Assistants-techniciens	39 645	40 481	40 778	41 097	41 694	41 391
Temps plein régulier	26 367	24 651	22 937	21 619	21 592	21 559
Temps partiel régulier	5 975	7 014	9 699	10 968	11 614	12 543
Temps partiel occasionnel	7 303	8 816	8 142	8 510	8 488	7 289
Stagiaires et étudiants	110	130	308	466	625	706
Temps plein régulier	18	43	65	59	64	72
Temps partiel régulier	31	22	14	19	23	26
Temps partiel occasionnel	61	65	229	388	538	608
Employés de bureau	18 411	19 511	19 875	20 743	21 066	21 270
Temps plein régulier	14 639	14 533	14 169	14 253	14 384	14 642
Temps partiel régulier	1 421	1 831	2 522	2 782	2 919	2 959
Temps partiel occasionnel	2 351	3 147	3 184	3 708	3 763	3 669
Ouvriers et assimilés	27 537	27 979	27 613	27 071	26 390	25 835
Temps plein régulier	20 867	19 987	19 064	18 009	17 265	16 972
Temps partiel régulier	2 657	3 184	4 317	4 715	4 941	5 207
Temps partiel occasionnel	4 013	4 808	4 232	4 347	4 184	3 656
Effectif total	147 522	154 564	159 164	165 501	169 978	172 286
Temps plein régulier	108 618	105 908	103 580	103 717	105 914	108 039
Autres	38 904	48 656	55 584	61 784	64 064	64 247

1. Effectif calculé en équivalent temps plein (ETP), c'est-à-dire au prorata du temps rémunéré (1 ETP = 1 826,3 heures rémunérées sur une base annuelle).
2. Médecins directeurs des services professionnels ou cadres dans un département de santé communautaire.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québébois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Tableau 7

Répartition de l'effectif[1] du réseau des établissements de santé et de services sociaux, selon la classe d'établissement[2], le type d'effectif et la région sociosanitaire[3], Québec, 1992-93

Classe d'établissement et type d'effectif	Région sociosanitaire									
	11	01	02	03	12	04	05	16	06	13
	n									
CHSGS										
Cadres	144	198	271	757	213	392	276	477	2 259	98
Syndiqués	1 393	2 571	3 862	11 459	3 129	5 369	4 097	7 667	36 318	1 550
Syndiqués/cadre	9,7	13,0	14,3	15,1	14,7	13,7	14,8	16,1	16,1	15,8
CHSP										
Cadres	30	45	23	294	32	80	-	-	417	-
Syndiqués	296	588	226	3 413	362	734	-	-	5 068	-
Syndiqués/cadre	9,9	13,1	9,8	11,6	11,3	9,2	...	...	12,2	...
CH privés										
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	64	-
Syndiqués	-	-	-	-	-	-	-	-	750	-
Syndiqués/cadre	...	...	...	...	...	...	...	...	11,7	...
CHSLD										
Cadres	26	88	72	80	110	174	93	322	727	47
Syndiqués	273	1 043	702	1 197	1 287	2 266	1 251	3 391	8 212	401
Syndiqués/cadre	10,5	11,9	9,8	15,0	11,7	13,0	13,5	10,5	11,3	8,5
CHSLD privés										
Cadres	-	2	4	20	27	8	10	40	174	34
Syndiqués	-	38	35	491	343	87	156	689	2 382	395
Syndiqués/cadre	...	19,0	8,8	24,6	12,7	10,9	15,6	17,2	13,7	11,6
CLSC										
Cadres	34	40	36	46	52	62	40	102	174	25
Syndiqués	423	506	424	623	728	716	466	1 647	2 413	318
Syndiqués/cadre	12,4	12,7	11,8	13,5	14,0	11,5	11,7	16,1	13,9	12,7
CR										
Cadres	12	32	77	190	44	96	54	178	538	113
Syndiqués	91	289	659	2 079	391	691	485	1 574	4 151	682
Syndiqués/cadre	7,6	9,0	8,6	10,9	8,9	7,2	9,0	8,8	7,7	6,0
CR privés										
Cadres	-	-	-	-	2	2	2	3	28	8
Syndiqués	-	-	-	-	11	45	9	20	261	87
Syndiqués/cadre	...	...	...	...	5,5	22,5	4,5	6,7	9,3	10,9
CPEJ										
Cadres	21	14	21	64	-	23	18	58	212	-
Syndiqués	135	149	158	604	-	265	150	489	2 144	-
Syndiqués/cadre	6,4	10,6	7,5	9,4	...	11,5	8,3	8,4	10,1	...
RRSSS										
Cadres	1	16	21	13	-	19	14	24	66	1
Syndiqués	-	42	39	136	-	47	40	101	165	-
Syndiqués/cadre	...	2,6	1,9	10,5	...	2,5	2,9	4,2	2,5	...
Le réseau										
Cadres	268	435	525	1 464	480	856	507	1 204	4 659	326
Syndiqués	2 611	5 226	6 105	20 002	6 251	10 220	6 654	15 578	61 864	3 433
Syndiqués/cadre	9,7	12,0	11,6	13,7	13,0	11,9	13,1	12,9	13,3	10,5

1. Effectif cadre, syndiqué et syndicable non syndiqué calculé en équivalent temps plein (ETP), c'est-à-dire au prorata du temps rémunéré (1 ETP = 1 826,3 heures rémunérées sur une base annuelle).
2. Voir signification des sigles à la fin du texte.
3. Voir noms et codes des régions sociosanitaires au tableau 1.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québécois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Classe d'établissement et type d'effectif	Région sociosanitaire								
	14	15	07	08	09	10	17	18	Le Québec
	n								
CHSGS									
Cadres	157	177	193	132	78	24	24	25	5 895
Syndiqués	2 603	2 547	2 610	1 843	1 132	175	243	241	88 809
Syndiqués/cadre	16,6	14,4	13,5	14,0	14,5	7,3	10,1	9,6	15,1
CHSP									
Cadres	-	59	24	606	-	-	-	-	1 010
Syndiqués	-	690	256	105	-	-	-	-	11 738
Syndiqués/cadre	...	11,7	10,7	17,5	...	...	...	...	11,6
CH privés									
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	64
Syndiqués	-	-	-	-	-	-	-	-	750
Syndiqués/cadre	...	...	...	...	...	...	...	...	11,7
CHSLD									
Cadres	49	79	73	49	19	-	-	-	2 008
Syndiqués	584	851	824	571	180	-	-	-	23 033
Syndiqués/cadre	11,9	10,8	11,3	11,7	9,5	...	...	...	11,5
CHSLD privés									
Cadres	13	7	11	-	-	-	-	-	350
Syndiqués	184	115	169	-	-	-	-	-	5 084
Syndiqués/cadre	14,2	16,4	15,4	...	...	...	...	...	14,5
CLSC									
Cadres	26	36	49	47	62	16	-	-	847
Syndiqués	364	444	533	545	794	148	-	-	11 092
Syndiqués/cadre	14,0	12,3	10,9	11,6	12,8	9,3	...	...	13,1
CR									
Cadres	48	52	47	46	25	-	-	-	1 552
Syndiqués	352	357	502	425	183	-	-	-	12 911
Syndiqués/cadre	7,3	6,9	10,7	9,2	7,3	...	...	...	8,3
CR privés									
Cadres	5	15	-	-	-	-	-	-	65
Syndiqués	41	160	-	-	-	-	-	-	634
Syndiqués/cadre	8,2	10,7	...	...	...	...	...	...	9,8
CPEJ									
Cadres	-	36	18	19	15	-	-	-	519
Syndiqués	-	341	182	134	88	-	-	-	4 839
Syndiqués/cadre	...	9,5	10,1	7,1	5,9	...	...	...	9,3
RRSSS									
Cadres	1	24	15	14	22	-	-	-	251
Syndiqués	-	64	65	65	62	-	-	-	826
Syndiqués/cadre	...	2,7	4,3	4,6	2,6	...	...	...	3,3
Le réseau									
Cadres	299	485	430	313	221	40	24	25	12 561
Syndiqués	4 128	5 569	5 141	3 688	2 439	323	243	241	159 716
Syndiqués/cadre	13,8	11,5	12,0	11,8	11,0	8,1	10,1	9,6	12,7

Tableau 8

Nombre d'établissements, de centres de services, de lits et de places autorisés disponibles au sein du réseau sociosanitaire,
Québec, 1er janvier 1982 au 1er janvier 1994

	Unité	1982	1984	1986	1988	1990	1992	1994
Établissements[1, 2]	n	859	890	929	950	919	881	854
CH	n	136	131	139	140	142	140	140
CLSC[3]	n	84	104	128	148	154	154	154
CR	n	149	135	138	137	136	133	124
CHSLD	n	476	506	510	511	473	440	419
CPEJ	n	14	14	14	14	14	14	17
Centres de services[1, 2]	n	1 596	1 799	2 062	2 118	2 065	2 080	2 085
CH	n	137	148	148	146	149	146	146
CLSC[3]	n	182	214	310	362	367	351	359
CR	n	421	523	624	642	628	692	710
CHSLD	n	501	557	589	596	558	545	526
Pavillons d'hébergement	n	208	216	246	248	242	236	236
CPEJ	n	147	141	145	124	121	110	108
Lits et places[4]								
Lits de soins de courte durée	n	27 407	27 092	28 598	28 897	29 011	28 782	28 947
Taux	0/00	4,15	4,05	4,24	4,20	4,13	4,02	3,97
Lits de soins de longue durée	n	18 181	19 475	19 847	19 976	19 831	19 714	19 680
Taux	0/00	2,75	2,91	2,94	2,90	2,82	2,75	2,70
Places d'hébergement[5]	n	31 440	35 675	36 598	36 985	36 232	34 982	34 504
Taux	0/00	4,76	5,34	5,42	5,37	5,16	4,88	4,73
Places dans les pavillons d'hébergement	n	3 675	3 921	4 549	4 591	4 492	4 420	4 400
Taux	0/00	0,56	0,59	0,67	0,67	0,64	0,62	0,60
Places internes dans les CR	n	12 601	10 523	9 210	8 938	8 390	8 230	8 132
Taux	0/00	1,91	1,57	1,36	1,30	1,19	1,16	1,12

1. Comprend tous les établissements et centres de services à caractère public et privé (conventionné, autofinancé, à budget, à taux fixe) du réseau sociosanitaire québécois.
2. Voir signification des sigles à la fin du texte.
3. Incluant les centres de santé.
4. Lits et places inscrits au permis d'exploitation de l'établissement.
5. Excluant les pavillons d'hébergement.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québécois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Tableau 9

Nombre de lits dressés[1] dans le réseau hospitalier, selon l'unité de soins et la région sociosanitaire[2], Québec, le 31 mars 1993

Unité de soins	Région sociosanitaire									
	11	01	02	03	12	04	05	16	06	13
	n									
Ensemble des unités de soins	940	2 238	2 304	7 860	2 098	4 463	1 983	4 991	21 260	749
Soins de courte durée[3]	495	938	1 436	3 469	1 017	1 744	1 215	2 466	11 030	401
Soins physiques	446	848	1 279	2 914	890	1 591	1 123	2 197	9 624	373
Soins psychiatriques	49	90	157	555	127	153	92	269	1 406	28
Soins de longue durée[4]	289	655	581	2 320	793	1 727	610	1 647	6 936	284
Soins physiques	239	655	571	2 190	707	1 012	570	1 525	4 957	284
Soins psychiatriques	50	-	10	130	86	715	40	122	1 979	-
Réadaptation[5]	23	38	-	424	60	-	-	-	51	-
Hébergement[5]	42	349	79	1 282	120	576	70	500	1 818	-
Foyers de groupe	-	-	18	4	-	-	-	-	80	-
Pavillons d'hébergement	29	170	63	80	-	256	-	98	710	-
Soins aux nouveaux-nés[6]	62	88	127	281	108	160	88	280	635	64

	14	15	07	08	09	10	17	18	Le Québec
Ensemble des unités de soins	1 631	1 994	1 415	1 173	679	127	25	42	55 972
Soins de courte durée[3]	635	832	886	572	485	97	17	28	27 763
Soins physiques	540	734	793	489	436	97	17	28	24 419
Soins psychiatriques	95	98	93	83	49	-	-	-	3 344
Soins de longue durée[4]	490	767	433	393	118	14	8	-	18 065
Soins physiques	340	655	421	325	118	14	4	-	14 587
Soins psychiatriques	150	112	12	68	-	-	4	-	3 478
Réadaptation[5]	-	-	-	-	-	-	-	-	596
Hébergement[5]	198	135	-	107	14	-	-	-	5 290
Foyers de groupe	-	-	-	-	-	-	-	14	116
Pavillons d'hébergement	238	179	-	12	-	-	-	-	1 835
Soins aux nouveaux-nés[6]	70	81	96	89	62	16	-	-	2 307

1. Lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager.
2. Voir noms et codes des régions sociosanitaires au tableau 1.
3. Incluant les lits de soins de courte durée utilisés pour des soins de longue durée.
4. Excluant les lits de soins de courte durée utilisés pour des soins de longue durée.
5. Places d'accueil à l'interne.
6. Berceaux dans les «pouponnières» des CH.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives concernant les ressources humaines et matérielles du système sociosanitaire québécois, 1982-1983 à 1992-1993*, 1994.

Tableau 10

Nombre de jours d'hospitalisation[1] dans le réseau hospitalier, selon l'unité de soins et la région sociosanitaire[2], Québec, 1992-93

Unité de soins	Région sociosanitaire									
	11	01	02	03	12	04	05	16	06	13
	'000									
Ensemble des unités de soins	266,6	675,0	661,9	2 601,4	645,6	1 450,0	624,5	1 612,6	6 961,8	256,3
Soins de courte durée[3]	126,7	256,1	385,3	1 077,9	305,8	517,7	368,3	778,6	3 423,6	137,2
Soins physiques	113,3	228,2	336,7	894,7	262,9	468,2	339,1	685,0	2 951,0	127,7
Soins psychiatriques	13,4	27,7	48,5	183,1	42,9	49,5	29,1	93,6	472,6	9,4
Soins de longue durée[4]	103,0	227,2	208,6	822,4	279,9	623,1	214,7	585,2	2 434,7	103,5
Soins physiques	87,0	227,2	204,9	775,8	253,0	368,0	203,4	547,2	1 816,1	103,5
Soins psychiatriques	16,0	-	3,7	46,6	27,0	255,1	11,4	38,0	618,6	-
Réadaptation[5]	8,3	11,6	-	155,1	-	-	-	-	64,1	-
Hébergement[5]	15,2	116,1	24,0	466,5	44,9	204,1	23,7	174,8	635,1	-
Foyers de groupe	-	-	5,8	1,4	-	-	-	-	31,0	-
Pavillons d'hébergement	8,6	52,9	19,1	25,3	-	82,2	-	26,9	210,5	-
Soins aux nouveaux-nés[6]	4,9	11,2	19,2	52,8	15,0	22,9	17,8	47,2	162,8	15,6

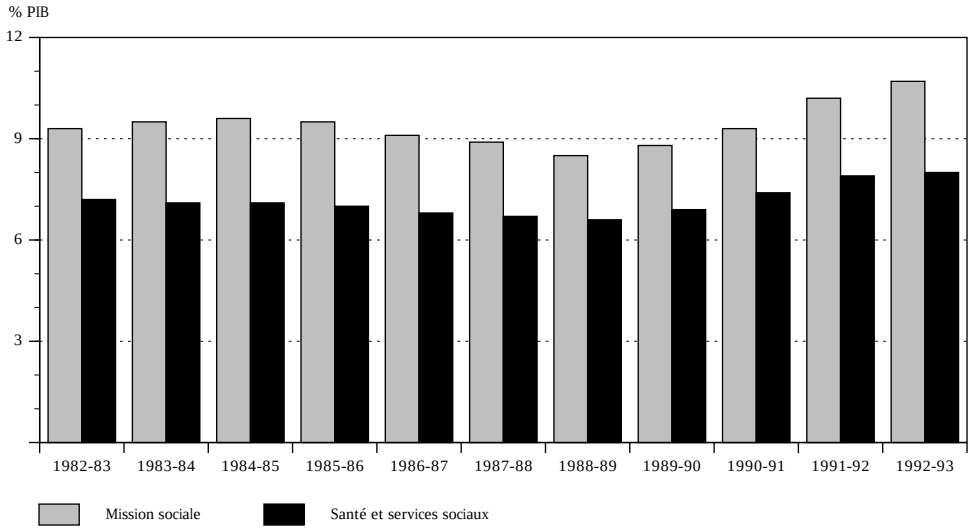
	14	15	07	08	09	10	17	18	Le Québec
Ensemble des unités de soins	553,4	630,0	442,6	350,8	165,7	18,5	5,5	10,2	17 932,5
Soins de courte durée[3]	221,2	262,3	277,5	170,3	114,9	12,0	3,4	6,7	8 445,2
Soins physiques	186,2	231,3	245,6	145,4	101,4	12,0	3,4	6,7	7 338,8
Soins psychiatriques	34,9	31,1	31,9	24,9	13,5	-	-	-	1 106,4
Soins de longue durée[4]	177,3	246,5	151,1	135,3	39,6	5,4	2,2	-	6 359,7
Soins physiques	123,6	214,8	147,2	111,5	39,6	5,4	2,2	-	5 230,2
Soins psychiatriques	53,8	31,7	3,8	23,8	-	-	-	-	1 129,5
Réadaptation[5]	-	-	-	-	-	-	-	-	239,1
Hébergement[5]	65,4	48,0	-	30,3	5,8	-	-	-	1 853,8
Foyers de groupe	-	-	-	-	-	-	-	3,5	41,7
Pavillons d'hébergement	75,1	59,1	-	3,2	-	-	-	-	562,9
Soins aux nouveaux-nés[6]	14,4	14,1	14,1	11,7	5,4	1,1	-	-	430,2

1. Incluant les «jours d'absence», c'est-à-dire les jours de sortie au cours de l'hospitalisation.
2. Voir noms et codes des régions sociosanitaires au tableau 1.
3. Incluant les jours-présence inhérents aux lits de soins de courte durée utilisés pour des soins de longue durée.
4. Excluant les jours-présence inhérents aux lits de soins de courte durée utilisés pour des soins de longue durée.
5. Jours-présence inhérents aux places à l'interne.
6. Jours-présence inhérents aux berceaux dans les «pouponnières» des CH.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Rapports statistiques annuels des centres hospitaliers.

Figure 5

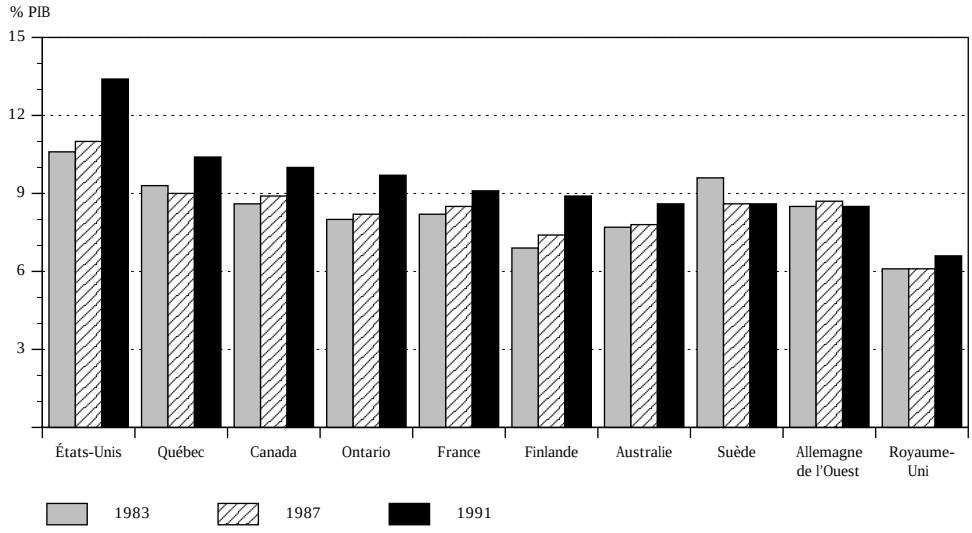
Dépenses gouvernementales québécoises en pourcentage du PIB, pour la mission sociale et le domaine «santé et services sociaux», Québec, 1982-83 à 1992-93



Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives des dépenses gouvernementales pour la mission sociale, 1982-1983 à 1992-1993,* 1993.
Ministère des Finances, *Comptes publics 1992-1993.*

Figure 6

Dépenses totales de santé en proportion du PIB, Québec, Ontario, Canada et pays de l'OCDE, 1983, 1987 et 1991



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des études opérationnelles et données statistiques.

Tableau 11

Évolution des dépenses consacrées à la mission sociale du gouvernement, selon le domaine et le secteur,
Québec, 1982-83 à 1992-93

Domaine et secteur	Unité	1982-83	1984-85	1986-87	1988-89	1990-91	1992-93
Santé et services sociaux							
Dépenses	'000 000 $	6 281	7 282	8 172	9 539	11 346	12 697
Indice évolutif		100	116	130	152	181	202
Part de la mission sociale	%	76,7	74,0	74,5	77,6	79,3	75,1
Prévention et amélioration							
Dépenses	'000 000 $	333	364	422	498	606	719
Indice évolutif		100	109	127	149	182	216
Part du domaine	%	5,3	5,0	5,2	5,2	5,3	5,7
Recouvrement de la santé							
Dépenses	'000 000 $	4 256	5 009	5 588	6 618	7 825	8 622
Indice évolutif		100	118	131	155	184	203
Part du domaine	%	67,8	68,8	68,4	69,4	69,0	67,9
Réadaptation sociale							
Dépenses	'000 000 $	1 506	1 674	1 841	2 051	2 428	2 682
Indice évolutif		100	111	122	136	161	178
Part du domaine	%	24,0	23,0	22,5	21,5	21,4	21,1
Administration et services							
Dépenses	'000 000 $	185	235	321	373	488	674
Indice évolutif		100	127	173	201	264	364
Part du domaine	%	2,9	3,2	3,9	3,9	4,3	5,3
Sécurité du revenu							
Dépenses	'000 000 $	1 781	2 362	2 567	2 566	2 734	3 862
Indice évolutif		100	133	144	144	154	217
Part de la mission sociale	%	21,8	24,0	23,4	20,9	19,1	22,8
Habitation							
Dépenses	'000 000 $	125	199	233	186	222	346
Indice évolutif		100	160	187	149	177	277
Part de la mission sociale	%	1,5	2,0	2,1	1,5	1,5	2,0
Total mission sociale							
Dépenses	'000 000 $	8 186	9 843	10 972	12 291	14 301	16 905
Indice évolutif		100	120	134	150	175	206
Part de l'ensemble des missions	%	37,3	38,1	38,9	39,1	39,9	41,9
Ensemble des missions							
Dépenses	'000 000 $	21 975	25 861	28 179	31 408	35 849	40 377
Indice évolutif		100	118	128	143	163	184

Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Statistiques évolutives des dépenses gouvernementales pour la mission sociale, 1982-83 à 1991-92,* 1993.
Ministère des Finances, *Comptes publics 1992-1993.*

Tableau 12

Évolution des dépenses[1] en santé et services sociaux, selon le domaine d'activité, Québec, 1982-83 à 1992-93

Domaine d'activité	Unité	1982-83	1984-85	1986-87	1988-89	1990-91	1992-93
Activités préventives							
Dépenses	'000 $	156 347	195 845	227 375	272 726	307 269	381 961
Indice évolutif		100	125	145	174	197	244
Part de l'ensemble	%	2,2	2,4	2,5	2,5	2,4	2,7
Activités diagnostiques							
Dépenses	'000 $	544 792	637 481	736 290	849 385	1 020 542	1 128 639
Indice évolutif		100	117	135	156	187	207
Part de l'ensemble	%	7,7	7,8	8,0	7,7	8,1	7,9
Activités thérapeutiques physiques							
Dépenses	'000 $	2 142 871	2 514 369	2 902 042	3 533 100	4 232 975	4 849 472
Indice évolutif		100	117	135	165	198	226
Part de l'ensemble	%	30,3	30,9	31,5	32,0	33,5	33,9
Activités thérapeutiques psychiques							
Dépenses	'000 $	284 628	349 124	378 607	436 508	514 561	580 373
Indice évolutif		100	123	133	153	181	204
Part de l'ensemble	%	4,0	4,3	4,1	4,0	4,1	4,1
Activités de réadaptation							
Dépenses	'000 $	442 636	504 303	611 265	767 320	900 625	1 069 429
Indice évolutif		100	114	138	173	203	242
Part de l'ensemble	%	6,3	6,2	6,6	7,0	7,1	7,5
Activités de soutien et de protection							
Dépenses	'000 $	295 708	372 713	409 580	508 240	618 851	702 676
Indice évolutif		100	126	139	172	209	238
Part de l'ensemble	%	4,2	4,6	4,4	4,6	4,9	4,9
Activités de maintien en milieu naturel							
Dépenses	'000 $	179 770	205 399	255 974	348 132	425 775	485 854
Indice évolutif		100	114	142	194	237	270
Part de l'ensemble	%	2,5	2,5	2,8	3,2	3,4	3,4
Activités d'appoint							
Dépenses	'000 $	1 153 265	1 331 926	1 532 837	1 779 591	2 057 187	2 379 781
Indice évolutif		100	115	133	154	178	206
Part de l'ensemble	%	16,3	16,4	16,6	16,1	16,3	16,6
Activités administratives							
Dépenses	'000 $	978 767	1 065 129	1 020 188	1 249 305	1 479 319	1 663 606
Indice évolutif		100	109	104	128	151	170
Part de l'ensemble	%	13,9	13,1	11,1	11,3	11,7	11,6
Autres activités							
Dépenses	'000 $	881 805	962 382	1 137 541	1 282 336	1 089 165	1 077 610
Indice évolutif		100	109	129	145	124	122
Part de l'ensemble	%	12,5	11,8	12,3	11,6	8,6	7,5
Ensemble des domaines d'activité							
Dépenses	'000 $	7 060 589	8 138 671	9 211 699	11 026 643	12 646 269	14 319 401
Indice évolutif		100	115	130	156	179	203

1. Dépenses brutes, c'est-à-dire avant soustraction des revenus réalisés par les établissements.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, base de données SIFO.

Tableau 13

Dépenses[1] en santé et services sociaux, selon la région sociosanitaire[2] et le centre de responsabilité[3], Québec, 1992-93

Région sociosanitaire	CHSGS	CHSP	RAMQ	CR	CHSLD	CLSC[4]	CPEJ	Autres[5]	Total
					'000 $				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	135 635	18 095	45 386	7 407	16 219	29 783	10 044	7 545	270 114
Bas-Saint-Laurent (01)	163 215	32 311	81 812	20 637	60 989	31 749	9 204	17 719	417 636
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	235 436	14 458	107 695	45 772	43 757	29 967	10 444	14 291	501 820
Québec (03)	786 995	191 318	269 067	140 234	96 938	42 245	23 982	35 183	1 585 962
Chaudière-Appalaches (12)	185 942	19 123	134 019	26 181	100 446	45 918	14 359	13 715	539 703
Mauricie—Bois-Francs (04)	334 792	45 328	169 918	51 561	132 055	42 092	16 557	27 357	819 660
Estrie (05)	264 876	-	107 911	50 748	83 778	29 540	10 575	16 330	563 758
Montérégie (16)	487 287	-	424 579	96 781	230 071	96 037	33 825	42 378	1 410 958
Montréal-Centre (06)	2 461 376	313 744	855 679	306 939	654 709	148 941	111 262	109 830	4 962 480
Laval (13)	94 826	-	113 602	64 471	51 162	20 289	19 990	12 800	377 140
Lanaudière (14)	162 436	-	119 193	32 605	44 217	22 952	9 842	11 648	402 893
Laurentides (15)	167 797	41 590	132 993	42 008	54 759	28 278	11 050	21 975	500 450
Outaouais (07)	171 680	16 023	96 745	33 065	55 685	36 302	11 309	19 444	440 253
Abitibi-Témiscamingue (08)	118 143	6 287	57 908	29 677	33 571	36 009	8 269	10 503	300 367
Côte-Nord (09)	74 628	-	40 435	12 582	11 173	69 087	6 552	13 681	228 138
Nord-du-Québec (10)	14 806	-	5 990	-	-	10 853	433	1 373	33 455
Kativik (17)	32 074	-	3 657	-	-	-	-	2 420	38 151
Terres-Cries-de-la-Baie-James (18)	25 335	-	4 169	-	-	-	-	3 019	32 523
Ensemble des régions[6]	38 785	5 872	224 045	19 324	12 230	10 007	8 841	574 835	893 939
Le Québec	5 956 064	704 149	2 994 803	979 992	1 681 759	730 049	316 538	956 046	14 319 400

1. Dépenses brutes, c'est-à-dire avant soustraction des revenus réalisés par les établissements.
2. Voir noms et codes des régions sociosanitaires au tableau 1.
3. Voir signification des sigles à la fin du texte.
4. Incluant les centres de santé.
5. Comprend les dépenses de fonctionnement des RRSSS et du Ministère, ainsi que celles relatives au FRSQ, au CQRS, aux organismes communautaires, aux familles d'accueil, à l'OPHQ, à la DGCAS, à la SCCR, à l'OSGE et aux hospitalisations hors Québec.
6. Regroupe les dépenses non attribuables à une région en particulier, mais plutôt à l'ensemble des régions du Québec.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, base de données SIFO.

23

Justice et protection

L'activité des tribunaux	675
Les services de police	676
La criminalité et les infractions	677
Les services correctionnels et de probation	678
Les services de protection	680

23

Liste des tableaux

1. Coûts relatifs aux tribunaux civils et pénaux, selon la juridiction, Québec, 1987-88 à 1992-93 682

2. Dossiers ouverts auprès des tribunaux en matière criminelle et pénale, selon la juridiction, Québec, 1987-1992 682

3. Dossiers ouverts auprès des tribunaux en matière civile, selon la juridiction, Québec, 1987-1992 683

4. Effectif des corps policiers et taux d'encadrement de la population, par province, Canada, 1992 683

5. Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par région administrative, Québec, 1992 684

6. Coût du maintien des services de police municipaux et de la Sûreté du Québec, Québec, 1988-1992 684

7. Contrevenants (jeunes et adultes) au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), selon le type d'infraction et le sexe, Québec, 1992 685

8. Infractions au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), Québec, 1987-1992 687

9. Admissions dans les établissements de détention, selon le statut des personnes admises, Québec, 1987 à 1992 687

10. Population quotidienne moyenne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour dans les établissements de détention, Québec, 1987-88 à 1991-92 688

11. Taux d'admission des condamnés dans les établissements de détention provinciaux et fédéraux, par province, Canada, 1987-88 à 1991-92 688

12. Ordonnances de probation et libérations conditionnelles, Québec, 1987-88 à 1991-92 689

13. Utilisation des ressources communautaires, selon la catégorie de ressources, Québec, 1987-88 à 1991-92 689

14. Mesures ordonnées par la Chambre de la jeunesse (Cour du Québec) ayant trait aux demandes de protection relatives à l'hébergement, Québec, 1990-91 à 1992-93 690

15. Mesures ordonnées par la Chambre de la jeunesse Cour du Québec) relativement aux demandes de protection autres que l'hébergement, Québec, 1990-91 à 1992-93 690

16. Répartition des dossiers ouverts à la Commission des droits de la personne, selon l'objet du préjudice et le motif invoqué, Québec, 1992 691

17. Synthèse des principales activités de l'Office de la protection du consommateur, selon le domaine, Québec, 1991-92 et 1992-93 691

18. Demandes reçues par le Protecteur du citoyen, Québec, 1970, 1980 et 1987-1992 692

19. Demandes d'indemnisation de victimes d'actes criminels, selon la région de résidence de la personne, Québec, 1988-1992 692

Liste des figures

1. Taux d'infraction au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), par région administrative, Québec, 1992 686

2. Taux d'infraction au Code criminel par 1 000 habitants, par province, Canada, 1987 et 1992 686

23

Ce chapitre a été réalisé par Denis Laroche, de la Direction des statistiques socio-démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Le présent chapitre fait un survol de l'univers de la justice et de la protection au Québec. Il est d'abord fait état de l'activité des tribunaux en matière pénale (c'est-à-dire des branches du droit qui permettent l'usage de sanctions) et en matière civile. Suivent des statistiques sur les services de police, la criminalité et les contrevenants, ainsi que sur divers aspects du système correctionnel. Sont présentés, enfin, différents services voués à la protection publique.

En dépit des efforts consentis pour couvrir le plus possible le domaine de la justice et de la protection, ce chapitre ne peut prétendre à l'exhaustivité. Il n'est pas fait mention, à titre d'exemple, des tribunaux administratifs (Commission des affaires sociales, Régie du logement, Commission d'accès à l'information, etc.).

L'activité des tribunaux[1]

De 1988 à 1993, l'effectif des juges en fonction n'enregistre qu'une faible augmentation. En 1993, leur nombre atteint 435 — dont 45,8 % dans la seule région de Montréal-Centre — contre 425 en 1988. Les coûts relatifs aux tribunaux, qui s'élèvent à 121,4 millions de dollars en 1987-88, passent à 137,3 millions en 1990-91, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,2 %. Ces coûts représentent une dépense de 20,29 $ par habitant en 1990-91.

Au chapitre de l'activité des tribunaux proprement dite, le nombre de dossiers ouverts constitue le principal indicateur de demande. En matière pénale, à la Cour du Québec, le nombre de dossiers relatifs aux infractions criminelles augmente de 29,3 % entre 1987 et 1992; les dossiers relatifs aux offenses statutaires enregistrent une croissance comparable, soit 28,0 %. À la Cour supérieure, le nombre de dossiers criminels diminue de 1988-89 à 1990-91, passant de 5 011 à 3 790; au cours des deux années suivantes, ce nombre augmente et dépasse les 3 900 (tableau 2).

En matière civile, le nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure est passé de 207 772 en 1987 à 246 725 en 1992, une hausse de 18,7 % (tableau 3). En 1992, les dossiers autres que les mariages, les divorces, les faillites et les raisons sociales comptent pour 22,3 % du total. En 1992, le nombre de mariages civils atteint 9 149, en baisse de 9,8 % depuis 1989. Les dossiers relatifs aux affaires familiales (incluant les divorces) sont quant à eux passés de 36 590 à 40 864 entre 1987 et 1992, pour une augmentation de 11,7 %.

À la Chambre de la jeunesse, les dossiers relatifs à l'adoption sont en hausse depuis 1989; l'augmentation atteint 7,0 % en 1992. Les dossiers relatifs aux mesures de protection et aux mesures d'urgence fluctuent légèrement à la hausse ou à la baisse d'une année à l'autre; l'année 1992 est celle où il y a eu le moins de dossiers ouverts depuis 1987-88, soit 5 935. Le nombre de dossiers relatifs à la délinquance et aux infractions (matière pénale) est en hausse constante au cours des six dernières années, passant de 22 478 à 27 260, soit une croissance de 21,3 %.

1. Pour une brève description du système judiciaire québécois, on peut se référer à l'annexe II du *Rapport annuel* du ministère de la Justice.

À la Chambre des petites créances, à la Cour du Québec, le nombre de dossiers ouverts a régressé de façon continue durant les cinq dernières années, sauf en 1990-91; il s'établit à 40 433 en 1992-93, soit le nombre le plus bas enregistré au cours des dix dernières années.

Enfin, le Service de l'enregistrement de déclarations de raison sociale et celui de l'émission d'extraits de l'état civil se caractérisent par leur forte activité. Dans les deux cas, le sommet a été atteint en 1990, avec 128 765 enregistrements de raison sociale et 223 800 extraits de l'état civil.

Les statistiques extraites du rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs montrent qu'entre la date de la mise en application de la loi, en janvier 1979, et le 31 décembre 1992, 280 requêtes d'autorisation d'exercer un recours collectif ont été soumises à la Cour supérieure. De ce nombre, 93 dossiers sont encore ouverts. Les recours collectifs sont le plus souvent exercés contre des corporations à but lucratif (53 %), des cités ou villes (13 %) et des organismes publics (13 %). Au total, 648 demandes ont déjà été soumises au Fonds d'aide aux recours collectifs depuis 1979, dont 516 ont été acceptées.

L'aide juridique a pour objet de fournir gratuitement les services d'un avocat ou d'un notaire aux personnes financièrement défavorisées. Selon le rapport annuel de la Commission des services juridiques, le nombre de demandes d'aide juridique est demeuré à peu près stable entre 1987 et 1990; il a brusquement augmenté de 6,2 % en 1991 et de 12,1 % en 1992, pour atteindre 328 449. Parmi ces demandes, 298 783 ont été acceptées, soit 91,0 %. Le pourcentage est en hausse constante au cours des cinq dernières années.

En 1992, les causes confiées aux avocats — tant salariés que de la pratique privée — par la Commission des services juridiques se répartissent comme suit : 27,7 % en matière familiale, 28,8 % en matière civile (autre que familiale) et 43,5 % en matières criminelle et pénale. Le pourcentage des causes confiées à des avocats de la pratique privée demeure en général inférieur à 40 %; ce seuil n'a été dépassé qu'à deux reprises au cours des années 1987 à 1992, soit en 1988 et en 1992.

Selon une enquête réalisée en 1986, parmi les requêtes ayant abouti à un jugement en divorce, en séparation de corps ou en garde d'enfants, 44 % comportent des dispositions relatives au paiement d'une pension alimentaire. De ces jugements, 20 % donnent lieu à l'intervention du percepteur des pensions alimentaires. En janvier 1981, le ministère de la Justice instituait un service des perceptions alimentaires; en 1992, ce service est accessible dans 59 localités du Québec, dont cinq sont desservies sur une base itinérante. Entre 1988 et 1992, le nombre de dossiers ouverts annuellement auprès du percepteur des pensions alimentaires a augmenté de 25,6 %, pour atteindre 12 020.

Les services de police

L'effectif total des corps policiers du Québec (tableau 5) a augmenté depuis 1987 (4,1 % entre 1987 et 1992), en raison principalement de la hausse de l'effectif de la Sûreté du Québec (8,1 %), le nombre de policiers municipaux étant demeuré relativement stable (hausse de 2,2 % entre 1987 et 1992). Par ailleurs, le nombre de corps policiers municipaux est toutefois en régression au cours de cette période, passant de 170 à 164. En 1992, près des trois quarts (74,8 %) de la population québécoise bénéficie des services d'un corps de police municipal. Ce pourcentage enregistre cependant une progression légère par rapport à 1987 (73,7 %).

En 1992, l'effectif global des corps policiers du Québec est de 13 537 policiers permanents, répartis dans 165 corps de police (incluant la Sûreté du Québec). Parmi ces policiers permanents, on compte 741 femmes, soit 5,5 % de l'effectif total. On recense par ailleurs 333 policiers issus de minorités visibles ou de communautés ethnoculturelles, dont la majorité oeuvrent au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Aux agents permanents, il faut ajouter 875 policiers embauchés de façon occasionnelle ou à temps partiel, dans 145 corps de police municipaux.

Les deux corps principaux, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, comptent respectivement 4 502 et 4 424 policiers permanents, soit 65,9 % de l'effectif total. Par ailleurs, l'effectif de la Gendarmerie royale du Canada se chiffre à 1 125 policiers au Québec.

En 1992, le nombre de policiers par 1 000 habitants au Québec (2,08 en incluant l'effectif de la GRC) est sensiblement égal à la moyenne canadienne (2,07) et à la moyenne ontarienne (2,10); il dépasse par contre la proportion observée dans les autres provinces canadiennes (tableau 4). Seuls le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest (4,16) présentent un taux plus élevé.

Au Québec, le taux d'encadrement varie d'une région administrative à l'autre. En 1992, le ratio le plus élevé revient à la région de Montréal (3,09), alors que le plus faible appartient à la région de Chaudière-Appalaches (1,00). Pour l'ensemble du Québec, ce rapport atteint 1,96 (à l'exclusion de l'effectif de la GRC).

En hausse de 40,4 % depuis 1987, les coûts totaux du maintien des services de police au Québec dépassent 1,3 milliard de dollars en 1992, soit 194,41 $ par citoyen (tableau 6). La majeure partie de cette somme est consacrée à la rémunération du personnel (67,8 %) et aux contributions de l'employeur (17,8 %). Dans les municipalités qui maintiennent un service de police, la part du budget municipal affectée à ce poste en 1992 est de 13,0 % dans les municipalités de la Communauté urbaine de Montréal, de 11,3 % dans celles de 5 000 habitants ou plus et de 9,4 % dans celles de moins de 5 000 habitants.

Le Commissaire à la déontologie policière a pour fonction principale de recevoir et d'examiner toute plainte relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

En 1992-93, le Commissaire a reçu 1 032 plaintes relatives à 1 478 policiers. Il a refusé d'enquêter sur 276 plaintes, opté pour la conciliation dans 136 cas et décidé d'enquêter sur 559 dossiers. Les cas les plus fréquents portent sur des manquements présumés, tels que fautes de comportement (380), abus d'autorité (608) et irrespect à l'égard de l'autorité de la loi et des tribunaux (204), ou sur des omissions.

La criminalité et les infractions

En 1992, 161 476 contrevenants sont impliqués dans l'ensemble des infractions, comparativement à 162 835 en 1991, soit une baisse de 0,84 % (tableau 7). La majorité d'entre eux (82,5 %) ont commis des infractions au Code criminel et le reste (17,5 %), des infractions aux lois et règlements. Les jeunes de moins de 18 ans constituent 20,2 % de l'ensemble des contrevenants (32 696). Parmi les adultes, ce sont les hommes qui commettent la majorité des infractions (85,6 %). La prostitution est la seule catégorie d'infractions où les femmes prédominent.

Dans le cas des infractions au Code criminel, le nombre de jeunes contrevenants augmente de 17,2 % en 1991 et de 1,7 % en 1992. La part des jeunes dans l'ensemble des contrevenants est légèrement en hausse au cours des cinq dernières années, passant de 20,2 % en 1988 à 21,9 % en 1992. En 1992, elle est inférieure à celle des adultes dans tous les types d'infraction. En tête des infractions où la proportion des jeunes est la plus grande, on trouve le vandalisme — dommages de plus ou moins de 1 000 $ — (45,1 %), le vol de véhicules automobiles (35,9 %) et l'introduction avec effraction (35,4 %). Au total, les jeunes contrevenants commettent 32,6 % des crimes contre la propriété, mais seulement 14,9 % des crimes avec violence.

Les services de police oeuvrant au Québec — à l'exception de la police amérindienne — ont fait état en 1992 de 624 092 infractions relatives au Code criminel, aux lois et règlements (sauf les infractions à la circulation). Les crimes contre la propriété représentent 56,6 % de ces infractions; les crimes avec violence, 9,2 %; les autres infractions au Code criminel, 27,0 % et les infractions aux lois et règlements, 7,3 % (tableau 8).

De 1987 à 1992, le nombre d'infractions au Québec s'est accru de 21,2 %, soit 109 144. Cette augmentation ne suit toutefois pas une tendance linéaire : la hausse est modérée en 1988 et en 1989; elle atteint par contre 9,9 % en 1990 et 8,6 % en 1991; puis en 1992, on assiste à une légère baisse (-0,5 %).

Les quatre grandes catégories d'infractions n'évoluent pas au même rythme au cours de cette période. Ce sont les trois groupes d'infractions relevant du Code criminel qui connaissent les hausses les plus fortes : les crimes avec violence augmentent de 42,0 %; les crimes contre la propriété, de 23,2 % et les autres crimes, de 18,8 %. Les infractions aux lois et règlements enregistrent, quant à elles, une baisse de 1,9 %.

En 1992, le taux d'infraction au Code criminel par 1 000 habitants varie fortement d'une région à l'autre (figure 1). La région de Montréal enregistre le plus fort taux, avec 121,8 infractions par 1 000 habitants, suivie des régions de la Côte-Nord, avec 91,6, et de l'Outaouais, avec 91,0. C'est la région de Chaudière-Appalaches qui présente la criminalité la plus faible, avec un taux de 38,9 par 1 000 habitants.

Comparé aux autres provinces canadiennes, le Québec présente en 1992 un taux d'infraction au Code criminel inférieur à la moyenne canadienne; il vient au 8e rang avec un taux de 83 infractions par 1 000 habitants, comparativement à 104 pour l'ensemble du Canada (figure 2). Le taux du Québec est également près de deux fois moins élevé que celui observé en Colombie-Britannique, qui arrive en tête des provinces. Quant aux crimes avec violence, le Québec occupe le 9e rang. Il se situe au 6e rang en ce qui a trait aux crimes contre la propriété.

Entre 1987 et 1992, le pourcentage de crimes solutionnés passe de 31,0 % à 28,8 % au Québec. Ce taux demeure relativement stable, fluctuant entre 31,6 % en 1988 et 28,7 % en 1991. Il varie cependant selon la nature de l'infraction; en 1992, le taux de solution s'élève à 67,4 % pour les crimes avec violence, à 16,7 % pour les crimes contre la propriété et à 41,0 % pour les autres crimes.

Les services correctionnels et de probation

Les données présentées dans cette section portent principalement sur les activités des services correctionnels et de probation de compétence québécoise, à savoir ceux qui s'adressent, de

façon générale, aux condamnés qui se sont vu imposer une peine inférieure à deux ans. Quelques données sont aussi présentées relativement aux activités des services fédéraux au Québec.

Le nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec atteint 63 184 en 1991-92, en hausse de 15,5 % par rapport à l'exercice précédent et de 77,8 % par rapport à celui de 1987-88 (tableau 9). Le nombre de prévenus (40 464), en progression de 110,3 % depuis 1987-88, croît de 14,3 % en 1991-92. Quant aux condamnés (22 720), leur nombre s'est accru chaque année depuis 1987-88, sauf en 1989-90; la hausse s'élève à 17,7 % en 1991-92.

Le nombre de femmes admises dans les établissements de détention du Québec est de 4 357 en 1992, soit 6,9 % des admissions totales; leur proportion est plus forte chez les condamnées (8,2 %) que chez les prévenues (5,6 %). Chez les personnes condamnées, la proportion des moins de 30 ans a diminué depuis 1987-88, passant de 57,2 % à 51,1 %, en 1991-92. Elles se répartissent ainsi : 4,2 % ont 18 ou 19 ans; 22,0 % ont entre 20 et 24 ans et 25 % ont entre 25 et 29 ans.

En 1991-92, la population quotidienne moyenne de détenus dans les établissements de détention (3 348,8) augmente de 5,3 % par rapport à 1990-91 et de 27,9 % par rapport à 1987-88 (tableau 10). La moyenne quotidienne du nombre de prévenus a augmenté davantage (30,5 %) au cours de cette période que celle du nombre de condamnés (26,5 %).

Le taux d'incarcération par 1 000 habitants est en hausse constante depuis cinq ans au Québec; il passe de 0,53 en 1987-88 à 0,65 en 1991-92. En 1991-92, près du tiers des infractions à l'origine des condamnations sont reliées à la circulation routière (31,7 %); viennent ensuite les crimes contre la propriété (26,4 %) et les infractions faisant partie de la catégorie «autres infractions au Code criminel» (15,7 %).

La durée moyenne de séjour dans un établissement de détention passe de 27,0 jours, en 1987-88, à 19,4 jours en 1991-92, soit une diminution de 28,0 %. La réduction touche plus les prévenus (-38,0 %) que les condamnés (-9,3 %). En 1991-92, la durée moyenne de séjour est de 11,2 jours pour les prévenus et de 34 jours pour les condamnés.

En 1991-92, le nombre d'admissions dans les centres correctionnels fédéraux au Québec s'élève à 2 086, soit 28,4 % du total canadien. Le taux d'admission par 10 000 adultes est de 2,8 dans les établissements fédéraux au Québec, proportion légèrement supérieure à la moyenne canadienne de 2,4 (tableau 11). Dans l'ensemble du Canada, le coût quotidien moyen par détenu se chiffre à 136 $.

Au cours de la même période, le taux d'admission dans les établissements provinciaux est passé de 33 à 40 par 10 000 adultes au Québec. Il est de 61 en Ontario (en 1990-91) et de 59 dans l'ensemble du Canada. Exception faite de la Nouvelle-Écosse, le taux d'admission du Québec est le moins élevé de toutes les provinces canadiennes.

Entre 1987-88 et 1991-92, les ordonnances de probation enregistrent une hausse de 59,8 % (tableau 12). Le nombre de libérations conditionnelles a également progressé, sauf en 1990-91, pour une augmentation totale de 51,2 %. Ces années se caractérisent par un recours de plus en plus fréquent aux sentences de travaux communautaires, lesquelles connaissent une croissance de 123,3 %.

Le taux d'utilisation, par les détenus, des ressources d'hébergement communautaire se maintient sensiblement au même niveau entre 1987-88 et 1991-92 (tableau 13). En 1991-92, les détenus qui bénéficient d'une telle mesure passent en moyenne 12,5 % de la durée totale de leur détention dans ces centres d'hébergement, contre 13,7 % en 1987-88. Depuis

1983, advenant le défaut de paiement d'une amende, le programme de travaux compensatoires constitue une solution de rechange à l'incarcération. Le nombre de dossiers traités dans le cadre de ce programme est passé de 10 249 en 1987-88 à 18 129 en 1991-92, soit une hausse de 76,9 %. Des 17 862 personnes ayant pris l'engagement d'exécuter des travaux compensatoires — et dont on a effectué un suivi — 75,2 % l'ont réalisé.

En 1991-92, le coût moyen par jour d'un détenu atteint 111,76 $ dans un centre de détention, contre 60,00 $ dans un centre résidentiel communautaire. Par ailleurs, le coût moyen par jour d'un détenu en probation avec surveillance est de 3,07 $.

Les services de protection

La Direction générale de la sécurité civile, du ministère de la Sécurité publique, est chargée d'élaborer et de proposer des mesures de prévention des sinistres ainsi que des mesures d'urgence à prendre en cas de sinistre. Elle doit de plus, par différents moyens, favoriser la prévention des incendies.

Au début de 1994, au Québec, 953 services d'incendie sont en activité. Le nombre de pompiers atteint 24 065 et se répartit ainsi : 3 898 sont des pompiers professionnels; 1 117, des policiers-pompiers et 19 050, des pompiers volontaires ou à temps partiel; l'effectif des pompiers au Québec compte 268 femmes dans ses rangs, la majorité oeuvrant à temps partiel ou comme volontaires (219). En 1992, les dépenses municipales de protection contre l'incendie s'élèvent à 373,5 millions de dollars, soit 54,38 $ par habitant.

On recense 12 160 incendies au Québec en 1992; c'est le nombre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années. Ils entraînent 82 décès (62 incendies mortels), 674 blessés ainsi que des pertes matérielles évaluées à 325 millions de dollars. Deux pompiers ont perdu la vie et 218 autres ont été blessés en service commandé. Par rapport à l'année précédente, le nombre de sinistres a diminué de 18,2 %; le nombre de décès dus aux incendies a augmenté de 19,2 % et les pertes matérielles ont baissé de 21,2 %.

La Direction générale de la sécurité civile a été appelée à exercer la coordination d'interventions à grand déploiement à plusieurs reprises au cours des dernières années. De telles interventions ont eu lieu auprès de vingt-quatre municipalités touchées par les inondations du printemps et de l'été 1992 et lors d'embâcles sur le fleuve Saint-Laurent en février 1993 dans la région de Montréal. Enfin, pendant l'exercice 1992-93, cette direction a versé plus de 3,7 millions de dollars dans le cadre des programmes d'assistance financière aux sinistrés.

Depuis le mois de janvier 1979, la *Loi sur la protection de la jeunesse* est en vigueur au Québec. En vertu de cette loi, dans chaque centre de services sociaux, un directeur de la protection de la jeunesse est responsable de recevoir les signalements et de se saisir de cas d'enfants dont la sécurité ou le développement est compromis. Il peut s'adresser à la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec pour faire adopter des mesures destinées à soustraire les enfants aux abus et aux mauvais traitements dont ils sont victimes.

En 1992, la Chambre de la jeunesse a ordonné des mesures relatives au lieu d'hébergement s'appliquant à 3 073 enfants (tableau 14). Dans la majorité des cas (67 %), ces enfants ont été confiés à des familles d'accueil ou à des centres de réadaptation. La Chambre a ordonné d'autres mesures de protection pour 6 157 cas, allant de la restriction ou de la supervision du droit de visite d'un parent (662 cas), jusqu'à un suivi médical ou psychiatrique (1 073 cas) (tableau 15).

La Commission des droits de la personne du Québec a pour mandat de promouvoir et de faire respecter les droits et libertés énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne et de faire enquête sur les cas d'atteinte à ces droits et libertés.

En 1992, elle a ouvert 806 dossiers d'enquête (tableau 16). Ces plaintes concernent, pour une large part, le domaine du travail (75,1 %) et, dans une moindre mesure, le logement (8,9 %) ainsi que l'accès aux lieux publics (10,4 %). Dans l'ensemble des dossiers ouverts, les deux motifs les plus fréquemment invoqués sont la discrimination basée sur le handicap (23,0 %) et celle basée sur le sexe (12,9 %). L'administration publique (308), les services (112) et l'industrie (109) sont les secteurs les plus souvent en cause. La Commission a reçu 162 plaintes de harcèlement, dont 85 étaient de nature sexuelle.

L'Office de la protection du consommateur enregistre, au cours de l'exercice financier 1992-93, 174 879 plaintes, soit une baisse de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les demandes de renseignements atteignent 215 460, en baisse de 5,6 % par rapport à 1991-92.

L'Office entreprend au total 386 poursuites en 1992-93, contre 496 en 1991-92, soit une réduction de 22,2 % (tableau 17). La publicité et les pratiques de commerce donnent lieu au plus grand nombre de litiges, soit 91; 84 jugements ont été rendus sur ces causes, pour des amendes totalisant 603 650 $. Viennent au deuxième rang les studios de santé et autres établissements de services à exécution successive, avec 60 poursuites, 61 jugements et des amendes se chiffrant à 202 800 $. Quant au secteur de l'automobile, il donne lieu à 44 poursuites et à 62 jugements, pour des amendes de 126 650 $. Enfin, deux autres secteurs enregistrent un nombre élevé de poursuites : le commerce itinérant et la rénovation domiciliaire.

Le Protecteur du citoyen a pour mandat d'intervenir, à la demande de quiconque, chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes ont été lésées par l'acte ou l'omission d'un organisme public du gouvernement du Québec, de son dirigeant, de ses membres ou du titulaire d'une fonction qui relève du dirigeant.

Depuis 1970, le nombre de cas soumis au Protecteur a augmenté de façon régulière (tableau 18). Il s'élève à 25 857 en 1992, soit une augmentation de 1,8 % par rapport à 1991. Les demandes d'information constituent 15,1 % de l'activité du Protecteur en 1992 et les demandes d'enquête, 84,9 %. Ces dernières ont été acceptées dans 42,6 % des cas.

Le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels est géré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Les demandes de prestations ont augmenté de 16,5 % de 1991 à 1992, pour atteindre 3 276 (tableau 19). Parmi les 1 961 demandes d'indemnisation acceptées, 27,4 % concernent des personnes victimes d'agression armée et de lésions corporelles; 20,8 %, de vol qualifié; 17,9 %, de voies de fait et 17,5 %, d'agression sexuelle. Les sommes versées en 1992 sous forme d'indemnités diverses aux victimes d'actes criminels ou, en cas de décès, aux personnes qui étaient à leur charge, s'élèvent à 29,2 millions de dollars, comparativement à 26,0 millions de dollars en 1991. En 1992, le maximum annuel assurable est établi à 44 500 $.

Autre lecture suggérée

Ministère de la Sécurité publique, *Statistique 1992 : criminalité et application des règlements de la circulation au Québec*, Québec, ministère de la Sécurité publique, 1993, 34 p.

23

Tableau 1

Coûts relatifs aux tribunaux civils et pénaux, selon la juridiction, Québec, 1987-88 à 1992-93

Juridiction	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
				$		
Dépenses, par secteur[1]						
Cour d'appel	2 022 354	2 029 066	2 146 461	2 599 999	2 549 191	2 516 245
Greffes civils[2]	26 447 931	26 591 799	28 264 069	32 641 756	34 235 736	35 534 564
Petites créances	3 998 820	3 623 571	3 607 733	4 046 550	4 295 060	4 259 247
Greffes pénaux[3]	14 920 186	16 098 819	17 154 210	19 109 175	20 280 905	21 820 011
Chambre de la jeunesse[4]	4 100 429	4 496 036	4 719 418	5 245 861	5 395 746	5 726 394
Tribunal du travail	..	..	1 270 000	625 800	706 500	725 600
Coût, par dossier ouvert						
Cour d'appel	691	681	661	760	704	655
Greffes civils[2]	154	142	148	158	155	171
Petites créances	74	66	72	80	93	105
Greffes pénaux[3]	50	47	48	54	58	57
Chambre de la jeunesse[4]	136	139	136	153	153	161
Tribunal du travail	..	..	613	368	362	387

1. Les dépenses par secteur, en dollars courants, ne comprennent pas la rémunération des juges, ni le coût des locaux ou des édifices, ni les coûts relatifs à l'administration locale, régionale ou centrale de la Direction générale des services judiciaires du ministère de la Justice.
2. Ce secteur comprend tous les dossiers ouverts au civil, incluant la Cour du Québec (Chambre civile) et la Cour supérieure (dossiers en matière familiale et de faillites).
3. Ce secteur comprend tous les dossiers ouverts en Cour du Québec (Chambre criminelle et pénale) et en Cour supérieure.
4. Ce secteur inclut également l'adoption.

Source : Ministère de la Justice, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1992-93.*

Tableau 2

Dossiers ouverts auprès des tribunaux en matière criminelle et pénale, selon la juridiction, Québec, 1987-1992

Juridiction	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
				n		
Cour du Québec	294 393	343 015	357 770	354 441	347 437	378 326
Matière criminelle	119 577	130 402	135 520	143 036	152 157	154 586
Matière statutaire	174 816	212 613	222 250	211 405	195 280	223 740
Cour supérieure	4 786	5 011	4 294	3 760	3 962	3 915
Chambre criminelle	2 989	2 817	2 028	1 672	2 005	2 139
Procès de novo	1 797	2 194	2 266	2 088	1 957	1 776
Chambre de la jeunesse	22 478	23 300	25 738	26 319	26 361	27 161
Tribunal du travail	1 553	931	1 900	1 469	1 690	1 452
Total	323 210	372 257	389 702	385 989	379 450	410 854
Variation annuelle en pourcentage	..	15,17	4,69	-0,95	-1,69	8,28

Source : Ministère de la Justice, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1992-93.*

Tableau 3

Dossiers ouverts auprès des tribunaux en matière civile, selon la juridiction, Québec, 1987-1992

Juridiction	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
			n			
Cour d'appel	2 926	2 944	3 248	3 419	3 620	3 844
Cour supérieure	207 772	220 869	229 123	244 553	258 082	246 725
Matière familiale (incluant les divorces)	36 590	38 312	37 697	40 129	40 442	40 864
Faillites	9 663	11 927	13 613	17 140	21 295	18 939
Mariages	9 392	9 962	10 148	10 077	9 856	9 149
Raisons sociales	115 108	120 062	122 890	128 765	127 742	122 832
Autre matière civile	37 019	40 606	44 775	48 442	58 747	54 941
Cour du Québec	140 819	148 042	145 367	151 284	146 828	133 068
Petites créances	54 034	54 550	49 927	50 490	46 035	40 433
Autre matière civile	86 785	93 492	95 440	100 794	100 793	92 635
Chambre de la jeunesse (Cour du Québec)	7 257	8 322	8 147	7 315	8 040	7 600
Protection et mesures d'urgence	5 815	6 835	6 827	5 970	6 484	5 935
Adoption	1 442	1 487	1 320	1 345	1 556	1 665
Tribunal du travail	277	211	159	350	262	424
Total	359 051	380 388	386 044	406 921	416 832	391 661
Variation annuelle en pourcentage	..	5,94	1,48	5,41	2,44	-6,04

Source : Ministère de la Justice, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1992-93.*

Tableau 4

Effectif des corps policiers et taux d'encadrement de la population, par province, Canada, 1992

Province	Effectif des corps policiers		Gendarmerie royale du Canada en mission			Total	Taux d'encadrement[1]
	Municipaux	Provinciaux	Municipale	Provinciale	Fédérale		
			n				
Terre-Neuve	-	339	-	409	126	874	1,54
Île-du-Prince-Édouard	68	-	12	87	30	197	1,52
Nouvelle-Écosse	780	-	62	557	204	1 603	1,78
Nouveau-Brunswick	680	-	75	413	124	1 292	1,78
Québec	9 110	4 492	-	-	1 125	14 727	2,14
Ontario[2]	14 820	4 353	-	-	1 914	21 087	2,09
Manitoba	1 198	-	176	532	252	2 158	1,98
Saskatchewan	815	-	204	704	204	1 927	1,95
Alberta	2 551	-	633	901	486	4 571	1,80
Colombie-Britannique	1 923	-	2 222	1 289	881	6 315	1,92
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	292	68	360	4,21
Canada	31 945	9 184	3 384	5 184	7 184	56 881	2,08

1. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
2. Les 1 770 policiers de la Direction générale et de l'École de la GRC sont exclus de l'efffectif total de la province de l'Ontario, mais compris dans le total canadien.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Données sur l'état de l'organisation policière au Québec en 1993.*

23

Tableau 5

Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par région administrative, Québec, 1992

Région administrative	Population		Effectif						Taux d'encadrement[2]
	Totale[1]	Protégée par des policiers municipaux	Municipal			Sûreté du Québec		Total	
			Corps policiers	Policiers	Policiers / 1 000 habitants	Postes	Policiers		
			n						
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	105 968	5 071	2	2	0,39	8	152	154	1,45
Bas-Saint-Laurent (01)	205 137	68 559	5	98	1,43	7	224	322	1,57
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	286 159	214 729	12	250	1,16	5	160	410	1,43
Québec (03)	616 801	496 276	14	722	1,45	7	578	1 300	2,11
Chaudière-Appalaches (12)	367 953	138 695	8	158	1,14	11	210	368	1,00
Mauricie—Bois-Francs (04)	466 203	239 267	13	378	1,58	9	306	684	1,47
Estrie (05)	268 413	168 883	12	240	1,42	6	196	436	1,62
Montérégie (16)	1 207 467	938 413	49	1 223	1,30	14	518	1 741	1,44
Montréal (06)	1 775 871	1 775 871	1	4 424	2,49	1	1 060	5 484	3,09
Laval (13)	314 398	314 398	1	440	1,40	-	-	440	1,40
Lanaudière (14)	346 263	195 435	9	198	1,01	7	209	407	1,18
Laurentides (15)	370 306	258 520	23	335	1,20	6	265	600	1,62
Outaouais (07)	284 105	206 141	4	331	1,61	6	235	566	1,99
Abitibi-Témiscamingue (08)	151 978	72 550	4	93	1,28	8	208	301	1,98
Côte-Nord (09)	103 224	61 978	4	121	1,99	9	143	264	2,56
Nord-du-Québec (10)	36 310	14 660	3	22	1,50	6	38	60	1,65
Le Québec	6 906 556	5 169 446	164	9 035	1,75	110	4 502[3]	13 537	1,96

1. Population au 1er juin 1991.
2. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
3. Incluant 1 789 policiers du Quartier général de la Sûreté du Québec ainsi que les escouades spécialisées.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Données sur l'état de l'organisation policière au Québec en 1992.*

Tableau 6

Coût du maintien des services de police municipaux et de la Sûreté du Québec, Québec, 1988-1992

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	
						Coût	Part du budget des municipalités
			'000 $			'000 $	%
Sûreté du Québec	374 812,1	434 938,9	471 404,0	553 608,8	507 579,4	523 586,7[1]	...
Services de police de la CUM	294 383,0	314 599,0	329 950,2	352 575,5	372 428,8	392 926,3[2]	13,0
Corps de police des municipalités	282 294,0	307 206,7	331 911,4	362 467,7	388 494,1	419 310,2	11,2
5 000 habitants et plus	271 610,3	296 252,1	320 113,4	352 445,5	377 347,4	405 286,1	11,3
Moins de 5 000 habitants	10 683,7	10 954,6	11 798,0	10 022,2	11 146,7	14 024,1	9,4
Total	951 489,1	1 056 744,6	1 133 265,6	1 268 652,0	1 268 502,3	1 335 823,2	...

1. Incluant des dépenses extraordinaires de 71,3 millions de dollars attribuables aux événements suivants : incendie du dépotoir de pneus de Saint-Amable, manifestation à Québec des transporteurs routiers, crise amérindienne.
2. Estimation au 20 janvier 1993.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Données sur l'état de l'organisation policière au Québec en 1992.*

Tableau 7

Contrevenants[1] (jeunes et adultes) au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), selon le type d'infraction et le sexe, Québec, 1992

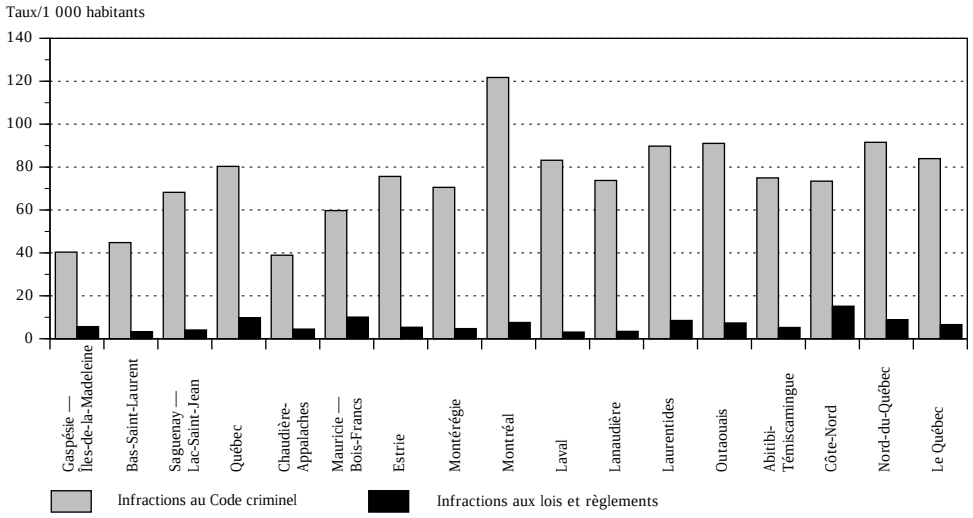
Type d'infraction	Adultes		Jeunes			Total	Jeunes / total
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Hors cour		
	n						%
Code criminel	88 720	15 316	17 484	2 382	9 362	133 264	21,9
Crimes avec violence	22 929	2 307	2 579	355	1 496	29 666	14,9
Homicides	108	14	11	-	-	133	8,3
Tentatives de meurtre	217	27	31	3	1	279	12,5
Infractions d'ordre sexuel	252	4	19	-	19	294	12,9
Voies de fait	19 487	2 065	1 906	315	1 372	25 145	14,3
Vols qualifiés	2 827	181	612	37	102	3 759	20,0
Enlèvements	38	16	-	-	2	56	3,6
Crimes contre la propriété	28 634	6 586	10 804	1 631	4 581	52 236	32,6
Introduction avec effraction	9 699	395	4 076	119	1 325	15 614	35,4
Vols de véhicules à moteur	3 623	104	1 673	45	369	5 814	35,9
Vols de plus de 1 000 $	1 613	226	329	31	98	2 297	19,9
Vols de 1 000 $ ou moins	13 699	5 861	4 726	1 436	2 789	28 511	31,4
Autres crimes	37 157	6 423	4 101	396	3 285	51 362	15,2
Possession de biens volés	1 783	124	423	32	88	2 450	22,2
Fraudes	6 586	1 752	310	74	152	8 874	6,0
Prostitution	1 197	1 634	9	14	-	2 854	0,8
Jeux et paris	354	69	1	1	-	425	0,5
Port ou possession d'armes offensives	745	52	127	14	62	1 000	20,3
Méfaits (biens publics ou privés)	3 710	385	1 409	93	1 858	7 455	45,1
Autres infractions au Code criminel	22 782	2 407	1 822	168	1 125	28 304	11,0
Lois et règlements	21 488	3 256	2 032	910	526	28 212	12,3
Lois fédérales sur les drogues	6 394	994	527	64	184	8 163	9,5
Autres lois fédérales	2 005	249	49	7	82	2 392	5,8
Lois provinciales	2 575	490	488	661	210	4 424	30,7
Règlements municipaux	10 514	1 523	968	178	50	13 233	9,0
Total	110 208	18 572	19 516	3 292	9 888	161 476	20,2

1. Déclarés par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1992. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 1

Taux d'infraction[1] au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), par région administrative, Québec, 1992

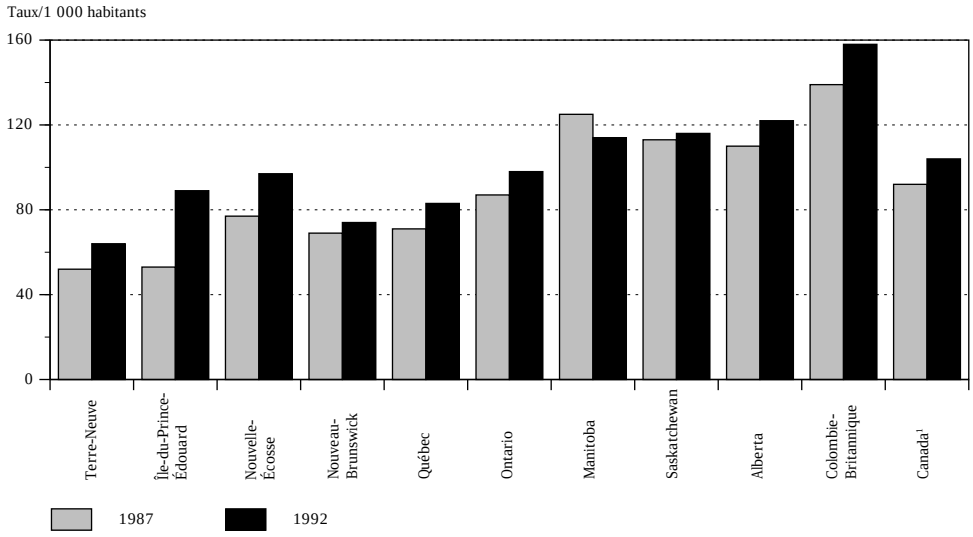


1. Infractions rapportées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1992. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 2

Taux d'infraction au Code criminel par 1 000 habitants, par province, Canada, 1987 et 1992



1. Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source : Statistique Canada, *Statistique de la criminalité du Canada 1992* (85-205).

Tableau 8

Infractions[1] au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation), Québec, 1987-1992

Type d'infraction	1987	1988	1989	1990	1991	1992
	n					
Code criminel	468 652	474 514	487 403	536 528	582 871	578 691
Crimes avec violence	40 284	44 129	46 935	50 312	54 234	57 190
Homicides	173	149	215	178	186	162
Tentatives de meurtre	286	254	283	345	334	398
Infractions d'ordre sexuel[2]	409	507	639	663	769	880
Voies de fait[2]	29 515	32 703	34 188	37 285	39 967	42 846
Vols qualifiés	9 764	10 370	11 453	11 683	12 829	12 743
Enlèvements[2]	137	146	157	158	149	161
Crimes contre la propriété	286 654	285 991	295 700	327 031	363 169	353 192
Introduction avec effraction	102 442	103 774	101 980	112 834	128 013	124 764
Vols de véhicules à moteur	27 609	27 728	33 923	40 158	48 174	49 337
Vols de plus de 1 000 $	17 061	18 869	21 529	25 184	25 954	25 425
Vols de 1 000 $ ou moins	139 542	135 620	138 268	148 855	161 028	153 666
Autres crimes	141 714	144 394	144 768	159 185	165 468	168 309
Possession de biens volés	2 003	2 051	2 172	2 286	2 750	2 881
Fraudes	28 377	27 802	24 632	27 018	25 363	23 117
Prostitution	2 239	2 310	2 074	2 333	2 013	1 984
Jeux et paris	514	351	157	157	174	211
Port ou possession d'armes offensives	1 381	1 438	1 270	1 170	1 439	1 466
Méfaits (biens publics ou privés)	65 444	65 516	66 699	72 211	76 827	75 149
Autres infractions au Code criminel	41 756	44 926	47 764	54 010	56 902	63 501
Lois et règlements	46 296	40 751	37 882	40 864	44 469	45 401
Lois fédérales sur les drogues	8 700	8 656	9 566	9 121	9 793	10 688
Autres lois fédérales	7 205	6 967	4 762	2 803	5 452	10 303
Lois provinciales	10 236	7 652	5 822	5 335	3 361	4 016
Règlements municipaux	20 155	17 476	17 732	23 605	25 863	20 394
Total	514 948	515 265	525 285	577 392	627 340	624 092

1. Infractions déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.
2. En raison des modifications apportées au Code criminel en 1983, les données relatives à ces infractions ne peuvent être comparées à celles des années antérieures.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1992. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 9

Admissions dans les établissements de détention, selon le statut des personnes admises, Québec, 1987 à 1992

	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
	n				
Admissions totales	35 538	43 628	47 255	54 717	63 184
Prévenus	19 241	25 691	29 954	35 406	40 464
Condamnés[1]	16 297	17 937	17 301	19 311	22 720
Taux d'admission par 1 000 adultes[2]	7,15	8,68	9,32	10,72	12,30
Prévenus	3,87	5,11	5,91	6,94	7,88
Condamnés	3,28	3,57	3,41	3,78	4,42

1. Incluant les changements de statut de «prévenu» à «condamné».
2. Population de 18 ans et plus.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec 1991-1992.*

23

Tableau 10

Population quotidienne moyenne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour dans les établissements de détention,
Québec, 1987-88 à 1991-92

	Unité	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Population quotidienne moyenne[1]	n	2 617,6	2 836,4	3 072,8	3 179,8	3 348,8
Prévenus	n	950,0	1 058,5	1 185,0	1 149,0	1 239,7
Condamnés	n	1 667,6	1 777,9	1 887,8	2 030,8	2 109,1
Taux d'incarcération[2]	o/oo	0,53	0,56	0,60	0,63	0,65
Prévenus	o/oo	0,19	0,21	0,23	0,23	0,24
Condamnés	o/oo	0,34	0,35	0,37	0,40	0,41
Durée moyenne de séjour[3]	n	27,0	23,7	23,7	21,2	19,4
Prévenus	n	18,1	15,0	14,4	11,9	11,2
Condamnés	n	37,5	36,2	39,8	38,4	34,0

1. Nombre total de jours de détention des prévenus et condamnés, divisé par 365 jours.
2. Population quotidienne moyenne, divisée par la population de 18 ans et plus, multipliée par 1 000.
3. Nombre total de séjours enregistrés, divisé par le nombre d'admissions dans un même établissement.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec 1991-1992*.

Tableau 11

Taux d'admission des condamnés dans les établissements de détention provinciaux et fédéraux, par province,
Canada, 1987-88 à 1991-92

	Établissements provinciaux					Établissements fédéraux				
	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
	Taux par 10 000 adultes									
Terre-Neuve	50	50	45	50	59	1,8	2,0	2,2	2,0	2,0
Île-du-Prince-Édouard	169	162	145	153	150	1,2	1,7	1,5	2,7	4,7
Nouvelle-Écosse	45	40	27	29	32	2,5	2,6	2,4	3,1	3,6
Nouveau-Brunswick	72	64	58	64	62	2,1	2,0	2,2	2,4	2,8
Québec	33	36	37	34	40	2,5	2,5	2,7	2,3	2,8
Ontario	64	62	62	61	..	1,4	1,4	1,4	1,6	1,9
Manitoba	80	64	43	64	46	3,0	2,9	3,0	3,2	2,8
Saskatchewan	109	105	105	103	104	2,9	2,5	2,5	2,9	3,0
Alberta	120	119	122	116	124	2,8	2,7	3,1	3,0	3,1
Colombie-Britannique	46	44	43	28	42	2,1	2,2	2,2	1,7	1,8
Yukon	315	277	254	238	156	6,5	3,4	5,1	3,9	3,2
Territoires du Nord-Ouest	262	288	205	278	295	6,0	8,4	4,8	10,1	9,7
Canada	62	60	59	58	59	2,1	2,1	2,2	2,2	2,4

Source : Statistique Canada, *Services correctionnels pour adultes au Canada* (85-211).

Tableau 12

Ordonnances de probation et libérations conditionnelles[1], Québec, 1987-88 à 1991-92

	Unité	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Nouveaux cas	n	6 311	8 325	8 537	8 756	10 564
Ordonnances de probation avec surveillance	n	4 276	5 667	5 678	5 836	6 832
Travaux communautaires	n	909	1 287	1 327	1 454	2 030
Libérations conditionnelles	n	1 126	1 371	1 532	1 466	1 702
Nombre mensuel moyen	n	6 930	8 107	8 819	9 326	10 675
Personnes en probation avec surveillance	n	5 698	6 701	7 227	7 725	8 797
Personnes en sentence de travaux communautaires	n	443	610	673	704	967
Personnes en libération conditionnelle	n	789	796	919	897	911
Taux par 1 000 adultes						
Personnes en probation avec surveillance	%	1,15	1,33	1,43	1,51	1,71
Personnes en libération conditionnelle	%	0,16	0,16	0,18	0,18	0,18

1. De la Commission québécoise des libérations conditionnelles seulement.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec 1991-1992.*

Tableau 13

Utilisation des ressources communautaires, selon la catégorie de ressources, Québec, 1987-88 à 1991-92

Catégorie de ressources	Utilisateurs					Journées de séjour				
	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
	n									
Ressources spécialisées[1]	728	726	860	878	832	11 229	11 721	28 131	31 019	33 568
Ressources d'hébergement[2]	2 456	3 132	2 674	2 575	2 924	131 182	148 199	151 347	150 173	152 745
Ateliers de réinsertion par le travail	604	541	426	382	409	12 478	12 656	12 998	12 848	13 224
Travaux compensatoires[3]	10 249	9 520	11 724	15 783	18 129	...	...	...	...	...

1. Institut Pinel, Centre d'accueil Le Portage et Centre hospitalier de Sherbrooke; au cours de 1989-90 et des années suivantes, plusieurs institutions se sont ajoutées, dont la maison Mélaric en 1989-90.
2. Les ressources d'hébergement communautaire, les centres d'hébergement communautaire et les foyers d'accueil.
3. Mesure de compensation à défaut de paiement d'une amende.

Source : Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnellles du Québec 1991-1992.*

Tableau 14

Mesures ordonnées par la Chambre de la jeunesse (Cour du Québec) ayant trait aux demandes de protection relatives à l'hébergement[1], Québec, 1990-91 à 1992-93

Lieu d'hébergement	1990-91		1991-92		1992-93	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	n					
Chez la mère	184	266	257	311	212	295
Chez les deux parents	138	151	167	170	143	149
Chez le père	52	65	91	77	78	75
En centre de réadaptation	600	386	612	397	546	342
En famille d'accueil	587	677	584	730	558	611
Autres endroits	10	21	32	31	26	38
Total	1 571	1 566	1 743	1 716	1 563	1 510

1. Nouvelles requêtes.
Source : Commission de protection de la jeunesse, *Rapport annuel 1992-93*.

Tableau 15

Mesures ordonnées par la Chambre de la jeunesse (Cour du Québec) relativement aux demandes de protection autres que l'hébergement[1], Québec, 1990-91 à 1992-93

Mesure	1990-91	1991-92	1992-93
	n		
Suivi médical psychiatrique ou psychologique	1 058	1 183	1 073
Restriction ou supervision du droit de visite d'un parent	925	1 030	662
Interdiction de contact entre l'enfant et les parents ou autres personnes	310	323	652
Participation active à l'application de mesures en vue de corriger la situation	1 087	1 495	1 229
Support d'un intervenant et suivi	-	-	302
Autorisation à recevoir des soins de santé	48	47	-
Obligation de se présenter à un intervenant	-	-	343
Autres mesures	2 138	2 639	1 858
Fermeture du dossier	65	70	38
Total	5 631	6 787	6 157

1. Nouvelles requêtes.
Source : Commission de protection de la jeunesse, *Rapport annuel 1992-93*.

Tableau 16

Répartition des dossiers ouverts à la Commission des droits de la personne, selon l'objet du préjudice et le motif invoqué, Québec, 1992

Motif	Objet du préjudice						Total	
	Accès au marché du travail et milieu de travail	Logement	Accès aux biens et services	Accès aux transports et lieux publics	Droits judiciaires	Autres		
	n						n	%
Discrimination	464	61	73	28	4	3	633	78,5
Handicap	130	6	43	5	-	1	185	23,0
Sexe	98	1	4	1	-	-	104	12,9
Âge	51	14	2	9	-	-	76	9,4
Race ou couleur	41	9	5	7	1	2	65	8,1
Origine ethnique ou nationale	38	6	9	4	3	-	60	7,4
État civil	36	3	2	-	-	-	41	5,1
Condition sociale	7	20	6	-	-	-	33	4,1
Grossesse	21	1	1	-	-	-	23	2,9
Antécédents judiciaires	15	-	-	-	-	-	15	1,9
Langue	9	-	1	-	-	-	10	1,2
Orientation sexuelle	8	1	-	1	-	-	10	1,2
Convictions politiques	6	-	-	-	-	-	6	0,7
Religion	4	-	-	1	-	-	5	0,6
Harcèlement	141	9	9	-	-	3	162	20,1
Exploitation		2	2	-	-	7	11	1,4
Personnes âgées	-	2	-	-	-	6	8	1,0
Personnes handicapées	-	-	2	-	-	1	3	0,4
Total	605	72	84	28	4	13	806	100,0
Pourcentage	75,1	8,9	10,4	3,5	0,5	1,6	...	100,0

Source : Commission des droits de la personne, *Rapport annuel 1992.*

Tableau 17

Synthèse des principales activités de l'Office de la protection du consommateur, selon le domaine, Québec, 1991-92 et 1992-93

Domaine	1991-92			1992-93		
	Poursuites	Jugements	Amendes	Poursuites	Jugements	Amendes
	n		$	n		$
Automobile	72	74	85 000	44	62	126 650
Publicité et pratiques commerciales	95	90	382 000	91	84	603 650
Crédit	4	4	4 500	-	-	-
Rénovation domiciliaire et isolation	28	35	64 000	39	30	99 000
Commerce itinérant (autre que rénovation domiciliaire)	29	27	30 800	62	29	35 700
Studios de santé et autres établissements de services à exécution successive[1]	50	62	252 100	60	61	202 800
Fiducie	50	40	39 250	21	31	53 700
Réparation de téléviseurs et appareils domestiques	5	5	3 500	6	1	300
Vente par correspondance	45	9	17 500	11	31	42 800
Recouvrement de créances	4	6	950	22	13	19 150
Agences de voyage	103	68	81 400	16	38	90 000
Préarrangements funéraires	-	-	-	6	1	14 000
Autres	11	6	10 950	8	3	3 600
Total	496	426	972 150	386	384	1 291 350

1. Services échelonnés sur plusieurs jours ou plusieurs semaines, moyennant rémunération.
Source : Office de la protection du consommateur, *Rapport annuel 1992-93.*

Tableau 18

Demandes reçues par le Protecteur du citoyen, Québec, 1970, 1980 et 1987-1992

	Demandes de renseignements		Demandes d'intervention[1]				Total	
			Acceptées		Refusées			
	n	%	n	%	n	%	n	%
1970	225	6,7	1 775	53,1	1 342	40,2	3 342	100,0
1980	714	7,3	3 532	36,3	5 471	56,3	9 717	100,0
1987	4 223	23,6	5 530	30,9	8 158	45,5	17 911	100,0
1988	3 255	14,8	7 556	34,4	11 159	50,8	21 970	100,0
1989	2 485	11,5	8 228	37,9	10 990	50,6	21 703	100,0
1990	2 798	11,9	9 582	40,7	11 136	47,4	23 516	100,0
1991	4 306	17,0	8 657	34,1	12 430[2]	49,0	25 393	100,0
1992	3 906	15,1	9 343	36,1	12 608[2]	48,8	25 857	100,0

1. Depuis le rapport annuel 1990-91, les demandes d'intervention retirées par le citoyen au cours de leur traitement sont regroupées avec les demandes d'intervention acceptées, y compris pour les années antérieures; dans les précédents rapports, elles étaient associées aux demandes d'intervention refusées.
2. La statistique sur les demandes d'intervention refusées en 1991 inclut 1 168 demandes transmises aux organismes et ministères en cause; en 1992, 2 119 demandes ont été transmises.

Source : Le Protecteur du citoyen, *Rapports annuels.*

Tableau 19

Demandes d'indemnisation de victimes d'actes criminels, selon la région de résidence de la personne, Québec, 1988-1992

Région[1]	1987		1988		1989		1990		1991		1992	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	21	1,3	21	1,1	6	0,3	18	0,7	23	0,8	29	0,9
Bas-Saint-Laurent	24	1,5	44	2,4	44	1,9	60	2,3	28	1,0	65	2,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	52	3,3	40	2,1	58	2,4	73	2,8	107	3,8	107	3,3
Québec	230	14,6	234	12,5	244	10,3	246	9,4	251	8,9	297	9,1
Chaudière-Appalaches[2]	-	-	-	-	20	0,8	66	2,5	93	3,3	118	3,6
Mauricie—Bois-Francs	74	4,7	58	3,1	98	4,1	119	4,6	102	3,6	141	4,3
Estrie	45	2,9	48	2,6	58	2,4	79	3,0	77	2,7	80	2,4
Montérégie	160	10,1	275	14,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Longueuil[3]	-	-	-	-	249	10,5	174	6,7	163	5,8	199	6,1
Richelieu-Salaberry[3]	-	-	-	-	33	1,4	90	3,4	133	4,7	180	5,5
Yamaska[3]	-	-	-	-	16	0,7	85	3,3	76	2,7	84	2,6
Île-de-Montréal	675	42,8	767	41,0	1 045	44,0	985	37,7	1 058	37,6	1 229	37,5
Laval	79	5,0	97	5,2	89	3,7	95	3,6	119	4,2	154	4,7
Lanaudière	54	3,4	71	3,8	106	4,5	152	5,8	161	5,7	149	4,5
Laurentides	62	3,9	104	5,6	140	5,9	182	7,0	233	8,3	201	6,1
Outaouais	41	2,6	51	2,7	68	2,9	84	3,2	69	2,5	78	2,4
Abitibi-Témiscamingue	33	2,1	23	1,2	54	2,3	52	2,0	53	1,9	65	2,0
Côte-Nord	24	1,5	27	1,4	26	1,1	25	1,0	31	1,1	52	1,6
Nouveau-Québec	-	-	-	-	2	0,1	3	0,1	3	0,1	3	0,1
Hors du Québec	4	0,3	9	0,5	20	0,8	26	1,0	33	1,2	45	1,4
Total	1 578	100,0	1 869	100,0	2 376	100,0	2 614	100,0	2 813	100,0	3 276	100,0

1. Territoire des directions régionales de la CSST.
2. En 1987 et 1988, la région Chaudière-Appalaches était intégrée à celle de Québec.
3. En 1987 et 1988, les régions de Longueuil, Richelieu-Salaberry et Yamaska étaient regroupées avec la Montérégie.

Source : Commission de la santé et de la sécurité du travail, Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, *Rapports annuels.*

24

Investissements privés et publics

L'évolution des dépenses en immobilisations au Québec et dans les autres provinces et territoires canadiens 697

L'évolution sectorielle des dépenses en immobilisations au Québec 698

L'évolution des dépenses en immobilisations dans les régions administratives du Québec 699

Définitions 700

Liste des tableaux

1. Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par type de dépenses, Québec, 1983-1992 701

2. Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par province et territoire, Canada, 1984-1992 702

3. Dépenses en immobilisations, par secteur d'activité économique, Québec, 1984-1992 704

4. Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région administrative, Québec, 1988, 1990 et 1992 706

5. Dépenses en immobilisations privées et publiques, par région administrative, Québec, 1988, 1990 et 1992 707

6. Dépenses en immobilisations des administrations et des entreprises publiques, par région administrative, Québec, 1990-1992 708

24

Ce chapitre a été réalisé par Michel Nadeau, de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente une analyse descriptive des dépenses en immobilisations effectuées au Québec et au Canada entre 1984 et 1992. Il vise principalement à mettre en relief le portrait du Québec et de ses régions.

La première partie situe le Québec dans l'ensemble canadien, comparant ses dépenses en immobilisations avec celles des autres provinces et territoires. La deuxième partie examine plus en détail la répartition sectorielle des investissements au Québec, et la troisième analyse leur répartition régionale.

L'évolution des dépenses en immobilisations au Québec et dans les autres provinces et territoires canadiens

Les dépenses totales en immobilisations représentent l'ensemble des investissements tant en construction qu'en machines et équipement.

De 1984 à 1992, les dépenses en immobilisations au Québec s'accroissent de 74,3 %, pour un taux de croissance annuel moyen de 7,2 % (tableau 2). Elles augmentent ainsi annuellement jusqu'en 1990, bien qu'avec des taux plus faibles à partir de 1988. En 1991 et 1992, elles diminuent respectivement de 7,5 % et de 1,1 %.

Pendant la même période, les investissements au Canada s'accroissent de 67,8 %, pour un taux de croissance annuel moyen de 6,7 %. De 1984 à 1987, ils augmentent à des taux moindres que ceux du Québec. C'est l'inverse par la suite jusqu'en 1990. L'année 1991 a été la moins bonne, le Canada connaissant sa plus forte baisse, de 6,8 %.

Durant le même intervalle, les dépenses en immobilisations en Ontario et en Colombie-Britannique évoluent sensiblement dans le même sens qu'au Québec. Ainsi, elles s'accroissent de 101,7 % en Ontario et de 95,1 % en Colombie-Britannique. Dans les autres provinces et territoires, elles augmentent de 22,0 %, pour un taux de croissance annuel moyen de 2,5 %.

Des trois grands secteurs d'activité économique, le secteur primaire et construction est celui qui, depuis 1984, enregistre les plus faibles résultats au chapitre des immobilisations, tant au Québec qu'ailleurs au Canada. Le ralentissement est toutefois moins accentué au Québec, où les dépenses en immobilisations de 1992 sont inférieures de 6,7 % à celles de 1984. L'indice de ces dépenses (défini en annexe) baisse de 15,0 % en Colombie-Britannique, de 29,5 % en Ontario et de 34,0 % dans les autres provinces et territoires.

Le secteur secondaire accroît ses dépenses partout au Canada. Le Québec enregistre la plus faible hausse, avec un indice des dépenses de 156,3 en 1992, comparativement à 171,8 pour l'Ontario, à 234,2 pour la Colombie-Britannique et à 239,1 pour les autres provinces et territoires. La moyenne nationale est de 182,8.

Le secteur tertiaire et habitation connaît également une croissance des investissements dans toutes les provinces canadiennes. L'Ontario affiche une hausse de 123,4 %, suivi de la Colombie-Britannique (112,8 %), du Québec (87,4 %) et des autres provinces et territoires (53,7 %). La moyenne nationale augmente de 94,9 % pendant la même période.

L'évolution sectorielle des dépenses en immobilisations au Québec

Le secteur primaire et construction enregistre une diminution globale de ses dépenses en immobilisations de 1984 à 1992, lesquelles passent de 1,3 milliard à 1,2 milliard, après avoir connu en 1989 un sommet de 1,5 milliard de dollars (tableau 3).

L'agriculture et la pêche affichent seulement deux hausses au cours de la période (22,5 % en 1987 et 1,4 % en 1991), de sorte qu'en 1992 les investissements accusent une baisse de 30,4 % par rapport à ceux de 1984.

Avec des variations tantôt à la hausse tantôt à la baisse, les forêts révèlent également en 1992 un recul de 29,2 % par rapport à 1984.

Finalement, l'industrie de la construction accroît ses dépenses en immobilisations de 43,4 % entre 1984 et 1992, bien que les deux dernières années accusent des baisses respectives de 9,1 % et de 4,9 %.

Pour sa part, le secteur secondaire connaît une augmentation globale des investissements de 56,3 % de 1984 à 1992. Jusqu'en 1990, il enregistre des hausses annuelles successives, pour se trouver ensuite en baisse de 25,7 % en 1991 et de 6,7 % en 1992.

Le secteur tertiaire et habitation enregistre les meilleurs résultats pour l'ensemble de la période. Sauf en 1991, ce secteur voit ses dépenses augmenter annuellement, connaissant la plus forte hausse (25,5 %) en 1985. Deux sous-secteurs attirent particulièrement les investissements : celui des finances, assurances et affaires immobilières, avec un accroissement de 130,4 %, et celui de l'habitation, avec une hausse de 107,3 %. Les services d'utilité publique connaissent depuis 1987 des augmentations annuelles relativement constantes, variant entre 14,0 % et 19,1 %.

En ce qui a trait à la composition des dépenses en immobilisations (tableau 1), la part globale des dépenses en construction oscille entre 58,4 % et 65,6 % de 1983 à 1992. C'est dans le secteur tertiaire et habitation que les dépenses en construction représentent la plus grande part des investissements, soit plus de 70 %, atteignant un sommet de 75,7 % en 1991. Quant aux dépenses en machines et équipement, c'est dans le secteur secondaire qu'elles sont le plus élevées. Elles comptent pour près de 90 % des dépenses en immobilisations en 1992, dépassant largement la moyenne de 77 % enregistrée pour les neuf années antérieures. Ces résultats sont attribuables à la baisse de 60 % des dépenses en construction, qui passent de 1,1 milliard de dollars en 1991 à 0,4 milliard de dollars en 1992, en raison particulièrement de la diminution de 0,5 milliard de dollars dans l'industrie de première transformation des métaux conséquemment à la fin de grands travaux d'aluminerie.

Entre 1988 et 1992, les investissements privés baissent de 15,8 %, alors que ceux du secteur public augmentent de 58,2 % (tableau 5). La part de ce dernier secteur s'accroît donc de façon très importante, passant de 21,3 % à 33,7 %.

L'évolution des dépenses en immobilisations dans les régions administratives du Québec

Entre 1988 et 1992, le fléchissement des investissements du secteur primaire et construction, constaté à l'échelle du Québec, se confirme dans les régions administratives, à l'exception du Saguenay—Lac-St-Jean, de l'Estrie, de Montréal et de la Côte-Nord (tableau 4). Le ralentissement de ce secteur s'est fait au profit du secteur tertiaire et habitation dans la plupart des régions et du secteur secondaire dans quelques autres, notamment Chaudière-Appalaches, Laval, les Laurentides et le Nord-du-Québec.

Le secteur public connaît un essor particulier dans bon nombre de régions, contrairement au secteur privé (tableau 5). En 1992, seules les régions de Laval et de la Côte-Nord voient leurs immobilisations publiques inférieures à celles de 1988. À elle seule, la région de Montréal montre une hausse de 47,2 % de ses investissements du secteur public et, en contrepartie, une baisse de 38,4 % de ceux du secteur privé.

En ce qui a trait aux dépenses publiques en immobilisations, les administrations cèdent le pas aux entreprises publiques en 1991 et 1992 (tableau 6). Ces dernières voient leur part augmenter de 47,0 % en 1990 à 58,7 % en 1992. Au niveau régional, seules les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, de la Montérégie et de la Côte-Nord ne suivent pas la tendance provinciale.

Autre lecture suggérée

Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec : intentions révisées 1993*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 96 p.

24

Définitions

Dépenses en immobilisations

Dépenses relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, à l'achat de machines et d'équipement neufs ainsi qu'aux réparations majeures de machines et d'équipement. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

En construction

Dépenses reliées à la construction résidentielle et non résidentielle et à tous les travaux de génie, tels que routes, ponts, barrages, lignes de transmission d'énergie, oléoducs, forage de puits de pétrole, etc. Elles comprennent aussi tous les frais portés au compte capital, comme les honoraires d'architectes, d'avocats et d'ingénieurs, et la valeur des travaux effectués par des employés de l'entreprise.

En machines et équipement

Dépenses reliées aux machines et à l'équipement, comprenant non seulement les biens en capital directement reliés à la production de biens et de services, mais aussi tout équipement d'utilisation générale dont la durée de vie utile est supérieure à un an. Les réparations majeures effectuées sur des machines et de l'équipement sont incluses dans les dépenses en immobilisations si elles accroissent la durée de vie ou la productivité du bien. Les machines et l'équipement utilisés à des fins personnelles ne sont pas inclus dans ces dépenses.

Indice des dépenses en immobilisations

Indice qui exprime le rapport de la valeur des dépenses en immobilisations pour une année donnée sur la valeur des dépenses d'une année de référence, multiplié par 100. Par exemple, pour comparer les dépenses en immobilisations du Québec en 1992 (27,46 milliards de dollars) à celles de 1984 (15,75 milliards de dollars), on effectue l'opération suivante : (27,46 / 15,75) X 100 = 174,3 et on obtient ainsi l'indice des dépenses en 1992. Dans ce chapitre, l'année 1984 est l'année de référence à laquelle les autres années sont comparées.

Secteur public

Comprend l'ensemble des administrations et des entreprises publiques fédérales, provinciales et locales. L'Administration publique fédérale comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Canada, tandis que l'Administration publique provinciale comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, les hôpitaux et les autres établissements de santé et de services sociaux, les commissions scolaires, les établissements d'enseignement collégial et les universités du Québec. Les administrations publiques locales comprennent les municipalités et les communautés urbaines et régionales.

Tableau 1

Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par type de dépenses, Québec, 1983-1992

Secteur d'activité	Année	Construction		Machines et équipement		Total	
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Secteur primaire et construction	1983	496 700	42,9	662 300	57,1	1 159 000	100,0
	1984	533 800	41,8	742 500	58,2	1 276 300	100,0
	1985	531 700	46,7	607 800	53,3	1 139 500	100,0
	1986	509 900	46,0	599 600	54,0	1 109 500	100,0
	1987	677 000	49,8	682 100	50,2	1 359 100	100,0
	1988	707 100	49,7	715 600	50,3	1 422 700	100,0
	1989	704 200	47,6	773 700	52,4	1 477 900	100,0
	1990	663 000	47,8	724 500	52,2	1 387 500	100,0
	1991p	558 400	44,4	700 000	55,6	1 258 400	100,0
	1992pr	533 800	44,8	656 500	55,2	1 190 300	100,0
Secteur secondaire	1983	493 600	23,6	1 594 200	76,4	2 087 800	100,0
	1984	652 100	23,7	2 098 900	76,3	2 751 000	100,0
	1985	912 900	26,9	2 481 600	73,1	3 394 500	100,0
	1986	771 500	20,8	2 942 400	79,2	3 713 900	100,0
	1987	736 700	18,4	3 260 400	81,6	3 997 100	100,0
	1988	1 016 400	22,3	3 549 500	77,7	4 565 900	100,0
	1989	1 318 800	21,9	4 712 200	78,1	6 031 000	100,0
	1990	1 611 200	26,0	4 596 000	74,0	6 207 200	100,0
	1991p	1 081 500	23,5	3 528 400	76,5	4 609 900	100,0
	1992pr	434 600	10,1	3 866 400	89,9	4 301 000	100,0
Secteur tertiaire et habitation	1983	7 533 200	70,4	3 167 100	29,6	10 700 300	100,0
	1984	8 013 500	68,4	3 707 000	31,6	11 720 500	100,0
	1985	10 661 300	72,5	4 044 700	27,5	14 706 000	100,0
	1986	11 972 700	73,9	4 233 400	26,1	16 206 100	100,0
	1987	14 740 000	75,3	4 844 600	24,7	19 584 600	100,0
	1988	15 857 600	73,9	5 607 500	26,1	21 465 100	100,0
	1989	16 098 600	73,0	5 940 100	27,0	22 038 700	100,0
	1990	16 788 800	74,9	5 639 800	25,1	22 428 600	100,0
	1991p	16 565 300	75,7	5 324 200	24,3	21 889 500	100,0
	1992pr	10 027 000	73,0	5 937 500	27,0	21 964 500	100,0
Total	1983	8 523 500	61,2	5 423 600	38,9	13 947 100	100,0
	1984	9 199 400	58,4	6 548 400	41,6	15 747 800	100,0
	1985	12 105 900	62,9	7 134 100	37,1	19 240 000	100,0
	1986	13 254 100	63,0	7 775 400	37,0	21 029 500	100,0
	1987	16 153 700	64,8	8 787 100	35,2	24 940 800	100,0
	1988	17 581 100	64,0	9 872 600	36,0	27 453 700	100,0
	1989	18 121 600	61,3	11 426 000	38,7	29 547 600	100,0
	1990	19 063 000	63,5	10 960 300	36,5	30 023 300	100,0
	1991p	18 205 200	65,6	9 552 600	34,4	27 757 800	100,0
	1992pr	16 995 400	61,9	10 460 400	38,1	27 455 800	100,0

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 2

Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par province et territoire, Canada, 1984-1992

Secteur d'activité	Unité	1984	1985	1986	1987
Secteur primaire et construction	'000 $	15 553 000	15 448 700	12 132 700	11 728 700
	1984=100	100,0	99,3	78,0	75,4
	Δ %	...	-0,7	-21,5	-3,3
Québec	'000 $	1 276 300	1 139 500	1 109 500	1 359 100
	1984=100	100,0	89,3	86,9	106,5
	Δ %	...	-10,7	-2,6	22,5
Ontario	'000 $	2 184 500	1 902 900	1 826 900	2 033 000
	1984=100	100,0	87,1	83,6	93,1
	Δ %	...	-12,9	-4,0	11,3
Colombie-Britannique	'000 $	1 336 000	1 197 200	1 086 100	1 146 700
	1984=100	100,0	89,6	81,3	85,8
	Δ %	...	-10,4	-9,3	5,6
Autres provinces et territoires	'000 $	10 756 200	11 209 100	8 110 200	7 189 900
	1984=100	100,0	104,2	75,4	66,8
	Δ %	...	4,2	-27,6	-11,3
Secteur secondaire	'000 $	8 886 700	11 516 100	14 249 300	15 331 600
	1984=100	100,0	129,6	160,3	172,5
	Δ %	...	29,6	23,7	7,6
Québec	'000 $	2 751 000	3 394 500	3 713 900	3 997 100
	1984=100	100,0	123,4	135,0	145,3
	Δ %	...	23,4	9,4	7,6
Ontario	'000 $	4 004 300	5 866 200	7 997 600	7 801 400
	1984=100	100,0	146,5	199,7	194,8
	Δ %	...	46,5	36,3	-2,5
Colombie-Britannique	'000 $	715 000	765 900	848 900	1 380 900
	1984=100	100,0	107,1	118,7	193,1
	Δ %	...	7,1	10,8	62,7
Autres provinces et territoires	'000 $	1 416 400	1 489 500	1 688 900	2 152 200
	1984=100	100,0	105,2	119,2	151,9
	Δ %	...	5,2	13,4	27,4
Secteur tertiaire et habitation	'000 $	50 937 900	63 539 200	70 703 600	82 102 100
	1984=100	100,0	124,7	138,8	161,2
	Δ %	...	24,7	11,3	16,1
Québec	'000 $	11 720 500	14 706 000	16 206 100	19 584 600
	1984=100	100,0	125,5	138,3	167,1
	Δ %	...	25,5	10,2	20,8
Ontario	'000 $	18 701 900	24 095 200	28 571 400	35 131 600
	1984=100	100,0	128,8	152,8	187,9
	Δ %	...	28,8	18,6	23,0
Colombie-Britannique	'000 $	6 736 200	8 226 100	7 640 900	8 253 000
	1984=100	100,0	122,1	113,4	122,5
	Δ %	...	22,1	-7,1	8,0
Autres provinces et territoires	'000 $	13 779 300	16 511 300	18 285 200	19 132 900
	1984=100	100,0	119,8	132,7	138,9
	Δ %	...	19,8	10,7	4,6
Ensemble des secteurs	'000 $	75 377 600	90 504 000	97 085 600	109 162 400
	1984=100	100,0	120,1	128,8	144,8
	Δ %	...	20,1	7,3	12,4
Québec	'000 $	15 747 800	19 240 000	21 029 500	24 940 800
	1984=100	100,0	122,2	133,5	158,4
	Δ %	...	22,2	9,3	18,6
Ontario	'000 $	24 890 700	31 864 300	38 395 900	44 966 000
	1984=100	100,0	128,0	154,3	180,7
	Δ %	...	28,0	20,5	17,1
Colombie-Britannique	'000 $	8 787 200	10 189 200	9 575 900	10 780 600
	1984=100	100,0	116,0	109,0	122,7
	Δ %	...	16,0	-6,0	12,6
Autres provinces et territoires	'000 $	25 951 900	30 210 500	28 084 300	28 475 000
	1984=100	100,0	116,4	108,2	109,7
	Δ %	...	16,4	-7,0	1,4

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada (61-205).*

Secteur d'activité	1988	1989	1990	1991p	1992pr
Secteur primaire et construction	14 042 200	13 006 700	12 830 600	12 269 700	10 968 800
	90,3	83,6	82,5	78,9	70,5
	19,7	-7,4	-1,4	-4,4	-10,6
Québec	1 422 700	1 477 900	1 387 500	1 258 400	1 190 300
	111,5	115,8	108,7	98,6	93,3
	4,7	3,9	-6,1	-9,3	-5,4
Ontario	2 415 500	2 289 600	2 036 700	1 570 200	1 540 700
	110,6	104,8	93,2	71,9	70,5
	18,8	-5,2	-11,0	-22,9	-1,9
Colombie-Britannique	1 421 700	1 570 300	1 513 800	1 406 300	1 136 100
	106,4	117,5	113,3	105,3	85,0
	24,0	10,5	-3,6	-7,1	-19,2
Autres provinces et territoires	8 782 300	7 668 900	7 892 600	8 034 800	7 101 700
	81,6	71,3	73,4	74,7	66,0
	22,1	-12,7	2,9	1,8	-11,6
Secteur secondaire	17 661 800	21 174 100	19 862 100	16 956 000	16 243 700
	198,7	238,3	223,5	190,8	182,8
	15,2	19,9	-6,2	-14,6	-4,2
Québec	4 565 900	6 031 000	6 207 200	4 609 900	4 301 000
	166,0	219,2	225,6	167,6	156,3
	14,2	32,1	2,9	-25,7	-6,7
Ontario	7 884 000	8 446 200	7 261 400	7 109 100	6 881 200
	196,9	210,9	181,3	177,5	171,8
	1,1	7,1	-14,0	-2,1	-3,2
Colombie-Britannique	2 043 200	2 620 400	2 771 300	1 857 700	1 674 800
	285,8	366,5	387,6	259,8	234,2
	48,0	28,2	5,8	-33,0	-9,8
Autres provinces et territoires	3 168 700	4 076 500	3 622 200	3 379 300	3 386 700
	223,7	287,8	255,7	238,6	239,1
	47,2	28,6	-11,1	-6,7	0,2
Secteur tertiaire et habitation	91 230 500	101 879 600	103 117 900	97 409 600	99 255 300
	179,1	200,0	202,4	191,2	194,9
	11,1	11,7	1,2	-5,5	1,9
Québec	21 465 100	22 038 700	22 428 600	21 889 500	21 964 500
	183,1	188,1	191,4	186,8	187,4
	9,6	2,7	1,8	-2,4	0,3
Ontario	40 098 800	46 470 900	44 518 500	40 789 600	41 781 600
	214,4	248,5	238,0	218,1	223,4
	14,1	15,9	-4,2	-8,4	2,4
Colombie-Britannique	9 245 200	11 734 200	12 916 400	13 249 800	14 332 000
	137,2	174,2	191,7	196,7	212,8
	12,0	26,9	10,1	2,6	8,2
Autres provinces et territoires	20 421 400	21 635 800	23 254 400	21 480 700	21 177 200
	148,2	157,0	168,8	155,9	153,7
	6,7	5,9	7,5	-7,6	-1,4
Ensemble des secteurs	122 934 500	136 060 400	135 810 600	126 635 300	126 467 800
	163,1	180,5	180,2	168,0	167,8
	12,6	10,7	-0,2	-6,8	-0,1
Québec	27 453 700	29 547 600	30 023 300	27 757 800	27 455 800
	174,3	187,6	190,6	176,3	174,3
	10,1	7,6	1,6	-7,5	-1,1
Ontario	50 398 300	57 206 700	53 816 600	49 468 900	50 203 500
	202,5	229,8	216,2	198,7	201,7
	12,1	13,5	-5,9	-8,1	1,5
Colombie-Britannique	12 710 100	15 924 900	17 201 500	16 513 800	17 142 900
	144,6	181,2	195,8	187,9	195,1
	17,9	25,3	8,0	-4,0	3,8
Autres provinces et territoires	32 372 400	33 381 200	34 769 200	32 894 800	31 665 600
	124,7	128,6	134,0	126,7	122,0
	13,7	3,1	4,2	-5,4	-3,7

Tableau 3

Dépenses en immobilisations, par secteur d'activité économique, Québec, 1984-1992

Secteur d'activité	Unité	1984	1985	1986	1987
Secteur primaire et construction	'000 $	1 276 300	1 139 500	1 109 500	1 359 100
	1984=100	100,0	89,3	86,9	106,5
	Δ %	...	-10,7	-2,6	22,5
Agriculture et pêche	'000 $	669 100	525 500	471 400	577 700
	1984=100	100,0	78,5	70,5	86,3
	Δ %	...	-21,5	-10,3	22,5
Forêts	'000 $	21 200	20 800	21 200	19 700
	1984=100	100,0	98,1	100,0	92,9
	Δ %	...	-1,9	1,9	-7,1
Mines, carrières et puits de pétrole	'000 $	316 800	348 200	322 300	425 100
	1984=100	100,0	109,9	101,7	134,2
	Δ %	...	9,9	-7,4	31,9
Industrie de la construction	'000 $	269 200	245 000	294 600	336 600
	1984=100	100,0	91,0	109,4	125,0
	Δ %	...	-9,0	20,2	14,3
Secteur secondaire	'000 $	2 751 000	3 394 500	3 713 900	3 997 100
	1984=100	100,0	123,4	135,0	145,3
	Δ %	...	23,4	9,4	7,6
Secteur tertiaire et habitation	'000 $	11 720 500	14 706 000	16 206 100	19 584 600
	1984=100	100,0	125,5	138,3	167,1
	Δ %	...	25,5	10,2	20,8
Services d'utilité publique	'000 $	3 426 000	2 961 300	2 767 300	3 153 500
	1984=100	100,0	86,4	80,8	92,0
	Δ %	...	-13,6	-6,6	14,0
Commerce	'000 $	408 700	415 400	465 300	550 000
	1984=100	100,0	101,6	113,8	134,6
	Δ %	...	1,6	12,0	18,2
Finances, assurances et affaires immobilières	'000 $	603 200	912 900	1 319 400	1 794 500
	1984=100	100,0	151,3	218,7	297,5
	Δ %	...	51,3	44,5	36,0
Services commerciaux	'000 $	1 148 300	1 519 600	1 909 200	2 260 200
	1984=100	100,0	132,3	166,3	196,8
	Δ %	...	32,3	25,6	18,4
Institutions	'000 $	604 400	737 300	729 300	730 800
	1984=100	100,0	122,0	120,7	120,9
	Δ %	...	22,0	-1,1	0,2
Ministères et autres organismes gouvernementaux	'000 $	1 996 300	2 595 900	2 225 400	2 159 000
	1984=100	100,0	130,0	111,5	108,2
	Δ %	...	30,0	-14,3	-3,0
Habitation	'000 $	3 533 600	5 563 600	6 790 200	8 936 600
	1984=100	100,0	157,4	192,2	252,9
	Δ %	...	57,4	22,0	31,6
Ensemble des secteurs	'000 $	15 747 800	19 240 000	21 029 500	24 940 800
	1984=100	100,0	122,2	133,5	158,4
	Δ %	...	22,2	9,3	18,6

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada (61-205).*

Secteur d'activité	1988	1989	1990	1991p	1992pr
Secteur primaire et construction	1 422 700	1 477 900	1 387 500	1 258 400	1 190 300
	111,5	115,8	108,7	98,6	93,3
	4,7	3,9	-6,1	-9,3	-5,4
Agriculture et pêche	525 200	519 100	463 200	469 600	465 600
	78,5	77,6	69,2	70,2	69,6
	-9,1	-1,2	-10,8	1,4	-0,9
Forêts	29 200	37 100	32 400	20 900	15 000
	137,7	175,0	152,8	98,6	70,8
	48,2	27,1	-12,7	-35,5	-28,2
Mines, carrières et puits de pétrole	460 700	517 100	445 100	362 000	323 800
	145,4	163,2	140,5	114,3	102,2
	8,4	12,2	-13,9	-18,7	-10,6
Industrie de la construction	407 600	404 600	446 800	405 900	385 900
	151,4	150,3	166,0	150,8	143,4
	21,1	-0,7	10,4	-9,1	-4,9
Secteur secondaire	4 565 900	6 031 000	6 207 200	4 609 900	4 301 000
	166,0	219,2	225,6	167,6	156,3
	14,2	32,1	2,9	-25,7	-6,7
Secteur tertiaire et habitation	21 465 100	22 038 700	22 428 600	21 889 500	21 964 500
	183,1	188,0	191,4	186,8	187,4
	9,6	2,7	1,8	-2,4	0,3
Services d'utilité publique	3 755 400	4 395 000	5 098 300	5 940 200	6 792 200
	109,6	128,3	148,8	173,4	198,3
	19,1	17,0	16,0	16,5	14,3
Commerce	572 200	618 300	529 000	528 800	511 300
	140,0	151,3	129,4	129,4	125,1
	4,0	8,1	-14,4	-	-3,3
Finances, assurances et affaires immobilières	1 994 800	2 192 400	2 179 700	1 663 900	1 389 700
	330,7	363,5	361,4	275,8	230,4
	11,2	9,9	-0,6	-23,7	-16,5
Services commerciaux	2 513 700	2 623 800	2 135 800	1 980 900	2 100 500
	218,9	228,5	186,0	172,5	182,9
	11,2	4,4	-18,6	-7,3	6,0
Institutions	779 700	863 400	942 400	1 061 000	1 069 200
	129,0	142,9	155,9	175,5	176,9
	6,7	10,7	9,1	12,6	0,8
Ministères et autres organismes gouvernementaux	2 438 900	2 897 900	3 069 300	2 766 300	2 777 000
	122,2	145,2	153,7	138,6	139,1
	13,0	18,8	5,9	-9,9	0,4
Habitation	9 410 400	8 447 900	8 474 100	7 948 400	7 324 600
	266,3	239,1	239,8	224,9	207,3
	5,3	-10,2	0,3	-6,2	-7,8
Ensemble des secteurs	27 453 700	29 547 600	30 023 300	27 757 800	27 455 800
	174,3	187,6	190,7	176,3	174,3
	10,1	7,6	1,6	-7,5	-1,1

Tableau 4

Dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région administrative, Québec, 1988, 1990 et 1992

Région administrative	Année	Secteur			Ensemble des secteurs	
		Primaire et construction	Secondaire	Tertiaire et habitation		
		%			%	'000 $
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1988	9,9	20,5	69,6	100,0	235 079
	1990	5,7	6,9	87,4	100,0	391 390
	1992pr	5,8	2,8	91,4	100,0	373 195
Bas-Saint-Laurent (01)	1988	12,0	13,4	74,6	100,0	426 153
	1990	7,5	27,1	65,4	100,0	695 330
	1992pr	6,1	8,2	85,7	100,0	575 487
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1988	3,9	39,5	56,6	100,0	1 032 914
	1990	3,4	29,6	67,0	100,0	1 186 295
	1992pr	4,7	10,7	84,6	100,0	818 939
Québec (03)	1988	2,9	10,9	86,2	100,0	2 154 551
	1990	2,0	18,6	79,4	100,0	2 902 343
	1992pr	2,4	10,6	87,0	100,0	2 534 290
Chaudière-Appalaches (12)	1988	11,0	14,6	74,4	100,0	944 310
	1990	7,7	27,8	64,5	100,0	1 360 495
	1992pr	6,7	35,7	57,6	100,0	1 588 198
Mauricie—Bois-Francs (04)	1988	6,9	20,2	72,9	100,0	1 522 386
	1990	4,4	38,8	56,8	100,0	2 193 506
	1992pr	5,8	13,3	80,9	100,0	1 637 196
Estrie (05)	1988	6,0	31,2	62,8	100,0	1 095 401
	1990	4,8	15,5	79,7	100,0	996 245
	1992pr	7,4	12,2	80,4	100,0	1 079 459
Montérégie (16)	1988	5,4	18,8	75,8	100,0	4 876 210
	1990	4,4	25,6	70,0	100,0	4 958 590
	1992pr	5,0	14,0	81,0	100,0	4 183 058
Montréal (06)	1988	1,3	16,7	82,0	100,0	7 883 914
	1990	1,7	17,2	81,1	100,0	7 227 888
	1992pr	1,5	16,5	82,0	100,0	6 174 122
Laval (13)	1988	3,7	4,3	92,0	100,0	1 132 622
	1990	3,1	2,4	94,5	100,0	974 330
	1992pr	3,2	6,9	89,9	100,0	1 005 594
Lanaudière (14)	1988	4,9	8,7	86,4	100,0	1 190 798
	1990	4,9	10,8	84,3	100,0	1 073 568
	1992pr	4,3	7,6	88,1	100,0	1 169 642
Laurentides (15)	1988	3,3	11,4	85,3	100,0	1 860 591
	1990	4,4	8,9	86,7	100,0	1 504 161
	1992pr	2,2	32,1	65,7	100,0	2 277 807
Outaouais (07)	1988	3,4	12,2	84,4	100,0	1 156 372
	1990	3,0	11,4	85,6	100,0	1 628 119
	1992pr	2,5	10,1	87,4	100,0	1 898 242
Abitibi-Témiscamingue (08)	1988	31,7	21,5	46,8	100,0	891 513
	1990	25,8	28,6	45,6	100,0	877 808
	1992pr	19,8	17,7	62,5	100,0	750 112
Côte-Nord (09)	1988	8,6	11,6	79,8	100,0	768 709
	1990	9,7	26,2	64,1	100,0	1 686 514
	1992pr	11,1	9,8	79,1	100,0	831 159
Nord-du-Québec (10)	1988	20,9	3,9	75,2	100,0	282 178
	1990	10,8	14,1	75,1	100,0	366 464
	1992pr	5,9	11,8	82,3	100,0	559 420
Le Québec	1988	5,2	16,6	78,2	100,0	27 453 700
	1990	4,6	20,7	74,7	100,0	30 023 300
	1992pr	4,3	15,7	80,0	100,0	27 455 800

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec.*

Tableau 5

Dépenses en immobilisations privées et publiques, par région administrative, Québec, 1988, 1990 et 1992

Région administrative	Année	Immobilisations				Total	
		Privées		Publiques			
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1988	140 131	59,6	94 948	40,4	235 079	100,0
	1990	177 957	45,5	213 433	54,5	391 390	100,0
	1992pr	135 495	36,3	237 700	63,7	373 195	100,0
Bas-Saint-Laurent (01)	1988	300 103	70,4	126 049	29,6	426 153	100,0
	1990	506 894	72,9	188 436	27,1	695 330	100,0
	1992pr	293 688	51,0	281 799	49,0	575 487	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1988	843 937	81,7	188 976	18,3	1 032 914	100,0
	1990	961 422	81,0	224 872	19,0	1 186 295	100,0
	1992pr	565 135	69,0	253 804	31,0	818 939	100,0
Québec (03)	1988	1 607 327	74,6	547 223	25,4	2 154 551	100,0
	1990	2 090 429	72,0	811 914	28,0	2 902 343	100,0
	1992pr	1 762 376	69,5	771 914	30,5	2 534 290	100,0
Chaudière-Appalaches (12)	1988	718 641	76,1	225 668	23,9	944 310	100,0
	1990	1 105 663	81,3	254 832	18,7	1 360 495	100,0
	1992pr	1 265 130	79,7	323 068	20,3	1 588 198	100,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	1988	1 086 089	71,3	436 297	28,7	1 522 386	100,0
	1990	1 788 537	81,5	404 969	18,5	2 193 506	100,0
	1992pr	1 054 607	64,4	582 589	35,6	1 637 196	100,0
Estrie (05)	1988	879 137	80,3	216 265	19,7	1 095 401	100,0
	1990	724 413	72,7	271 832	27,3	996 245	100,0
	1992pr	645 829	59,8	433 630	40,2	1 079 459	100,0
Montérégie (16)	1988	4 165 901	85,4	710 310	14,6	4 876 210	100,0
	1990	4 057 066	81,8	901 523	18,2	4 958 590	100,0
	1992pr	2 961 544	70,8	1 221 514	29,2	4 183 058	100,0
Montréal (06)	1988	6 346 059	80,5	1 537 855	19,5	7 883 914	100,0
	1990	4 973 477	68,8	2 254 411	31,2	7 227 888	100,0
	1992pr	3 910 751	63,3	2 263 371	36,7	6 174 122	100,0
Laval (13)	1988	935 149	82,6	197 472	17,4	1 132 622	100,0
	1990	893 895	91,7	80 436	8,3	974 330	100,0
	1992pr	898 401	89,3	107 193	10,7	1 005 594	100,0
Lanaudière (14)	1988	1 025 296	86,1	165 502	13,9	1 190 798	100,0
	1990	929 866	86,6	143 702	13,4	1 073 568	100,0
	1992pr	794 059	67,9	375 583	32,1	1 169 642	100,0
Laurentides (15)	1988	1 632 903	87,8	227 688	12,2	1 860 591	100,0
	1990	1 334 967	88,8	169 194	11,2	1 504 161	100,0
	1992pr	1 797 019	78,9	480 788	21,1	2 277 807	100,0
Outaouais (07)	1988	838 459	72,5	317 912	27,5	1 156 372	100,0
	1990	1 256 270	77,2	371 850	22,8	1 628 119	100,0
	1992pr	1 115 118	58,7	783 124	41,3	1 898 242	100,0
Abitibi-Témiscamingue (08)	1988	746 139	83,7	145 374	16,3	891 513	100,0
	1990	740 331	84,3	137 477	15,7	877 808	100,0
	1992pr	488 323	65,1	261 789	34,9	750 112	100,0
Côte-Nord (09)	1988	275 102	35,8	493 607	64,2	768 709	100,0
	1990	788 048	46,7	898 466	53,3	1 686 514	100,0
	1992pr	370 408	44,6	460 751	55,4	831 159	100,0
Nord-du-Québec (10)	1988	58 481	20,7	223 697	79,3	282 178	100,0
	1990	105 802	28,9	260 662	71,1	366 464	100,0
	1992pr	135 295	24,2	424 125	75,8	559 420	100,0
Le Québec	1988	21 598 854	78,7	5 854 843	21,3	27 453 700	100,0
	1990	22 435 037	74,7	7 588 009	25,3	30 023 000	100,0
	1992pr	18 193 177	66,3	9 262 742	33,7	27 455 800	100,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec.*

Tableau 6

Dépenses en immobilisations des administrations et des entreprises publiques, par région administrative, Québec, 1990-1992

Région administrative	Année	Immobilisations				Total	
		Administrations publiques		Entreprises publiques			
		'000$	%	'000$	%	'000$	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	1990	65 297	30,6	148 136	69,4	213 433	100,0
	1991p	64 560	59,7	43 642	40,3	108 202	100,0
	1992pr	109 871	46,2	127 829	53,8	237 700	100,0
Bas-Saint-Laurent (01)	1990	151 578	80,4	36 858	19,6	188 436	100,0
	1991p	191 696	77,7	55 105	22,3	246 801	100,0
	1992pr	132 688	47,1	149 111	52,9	281 799	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean (02)	1990	119 717	53,2	105 155	46,8	224 872	100,0
	1991p	124 168	37,2	209 607	62,8	333 775	100,0
	1992pr	109 593	43,2	144 211	56,8	253 804	100,0
Québec (03)	1990	678 307	83,5	133 607	16,5	811 914	100,0
	1991p	565 765	75,9	179 603	24,1	745 368	100,0
	1992pr	550 768	71,4	221 146	28,6	771 914	100,0
Chaudière-Appalaches (12)	1990	121 502	47,7	133 330	52,3	254 832	100,0
	1991p	128 523	44,3	161 279	55,7	289 802	100,0
	1992pr	109 410	33,9	213 658	66,1	323 068	100,0
Mauricie—Bois-Francs (04)	1990	110 394	27,3	294 575	72,7	404 969	100,0
	1991p	182 623	35,5	332 456	64,5	515 079	100,0
	1992pr	141 950	24,4	440 639	75,6	582 589	100,0
Estrie (05)	1990	98 643	36,3	173 189	63,7	271 832	100,0
	1991p	101 510	37,5	168 922	62,5	270 432	100,0
	1992pr	145 495	33,6	288 135	66,4	433 630	100,0
Montérégie (16)	1990	360 460	40,0	541 063	60,0	901 523	100,0
	1991p	318 663	26,6	878 435	73,4	1 197 098	100,0
	1992pr	517 353	42,4	704 161	57,6	1 221 514	100,0
Montréal (06)	1990	1 619 233	71,8	635 178	28,2	2 254 411	100,0
	1991p	1 406 194	59,0	977 894	41,0	2 384 088	100,0
	1992pr	988 897	43,7	1 274 474	56,3	2 263 371	100,0
Laval (13)	1990	43 316	53,9	37 120	46,1	80 436	100,0
	1991p	100 607	61,6	62 652	38,4	163 259	100,0
	1992pr	34 245	31,9	72 948	68,1	107 193	100,0
Lanaudière (14)	1990	84 242	58,6	59 460	41,4	143 702	100,0
	1991p	95 903	50,9	92 580	49,1	188 483	100,0
	1992pr	147 702	39,3	227 881	60,7	375 583	100,0
Laurentides (15)	1990	77 640	45,9	91 554	54,1	169 194	100,0
	1991p	115 583	46,2	134 817	53,8	250 400	100,0
	1992pr	146 385	30,4	334 403	69,6	480 788	100,0
Outaouais (07)	1990	243 705	65,5	128 145	34,5	371 850	100,0
	1991p	171 928	42,1	236 660	57,9	408 588	100,0
	1992pr	405 698	51,8	377 426	48,2	783 124	100,0
Abitibi-Témiscamingue (08)	1990	80 219	58,4	57 258	41,6	137 477	100,0
	1991p	70 519	41,9	97 978	58,1	168 497	100,0
	1992pr	79 179	30,2	182 610	69,8	261 789	100,0
Côte-Nord (09)	1990	96 438	10,7	802 028	89,3	898 466	100,0
	1991p	164 271	16,8	814 790	83,2	979 061	100,0
	1992pr	124 317	27,0	336 434	73,0	460 751	100,0
Nord-du-Québec (10)	1990	73 608	28,2	187 054	71,8	260 662	100,0
	1991p	47 986	19,7	195 242	80,3	243 228	100,0
	1992pr	80 247	18,9	343 878	81,1	424 125	100,0
Le Québec	1990	4 024 299	53,0	3 563 710	47,0	7 588 009	100,0
	1991p	3 850 499	45,3	4 641 662	54,7	8 492 161	100,0
	1992pr	3 823 798	41,3	5 438 944	58,7	9 262 742	100,0

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec.*

25

Commerce extérieur et relations internationales

Le commerce international 713

Le commerce extérieur global 716

Les relations extérieures 721

25

Liste des tableaux

1. Exportations internationales, selon les 25 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1983-1993 725

2. Exportations internationales des 25 principaux produits d'exportation, Québec et Canada, 1983-1993 726

3. Importations internationales, selon les 25 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1983-1993 727

4. Importations internationales des 25 principaux produits d'importation, Québec et Canada, 1983-1993 728

5. Exportations internationales à destination des États-Unis, par division géographique, Québec et Canada, 1983-1993 729

6. Importations internationales provenant des États-Unis, par division géographique, Québec et Canada, 1983-1993 729

7. Exportations interprovinciales, Québec, 1984-1989 730

8. Exportations internationales, Québec, 1984-1989 731

9. Exportations totales, Québec, 1984-1989 732

10. Importations interprovinciales, Québec, 1984-1989 733

11. Importations internationales, Québec, 1984-1989 734

12. Importations totales, Québec, 1984-1989 735

13. Représentation du Québec dans le monde 736

14. Exportations interprovinciales, selon la province de destination, Québec, 1984-1989 738

15. Importations interprovinciales, selon la province d'origine, Québec, 1984-1989 738

Liste des figures

1. Représentation du Québec dans le monde 737

25

Ce chapitre a été réalisé par Marcel Caron et Pierre Lachance, de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente en trois sections l'état des relations et des échanges du Québec avec le reste du monde. La première section, consacrée exclusivement au commerce international des marchandises, traite des données principalement tirées de formulaires douaniers et ne couvre ni les échanges de services ni le commerce entre le Québec et le reste du Canada. La deuxième section porte sur le commerce extérieur global (marchandises et services), évalué selon la méthode des entrées-sorties et incluant les échanges avec les autres provinces canadiennes. La troisième section décrit les relations de nature institutionnelle du Québec avec les autres pays, d'une part, et avec les autres provinces canadiennes, d'autre part.

Le commerce international

Dans cette section, les termes «importation» et «exportation» ne font référence qu'au commerce international de marchandises et ne s'appliquent pas au commerce entre le Québec et le reste du Canada. Les exportations désignent les exportations totales, c'est-à-dire qu'elles comprennent les exportations de produits fabriqués ou transformés au Québec ainsi que les réexportations.

Les exportations du Québec

De 1983 à 1992, les exportations québécoises s'accroissent à un taux annuel moyen de 6,9 %, passant de 15,0 milliards à 27,4 milliards de dollars (tableau 1). En 1993, elles augmentent de 23,8 % par rapport à 1992 et atteignent 33,9 milliards de dollars, soit 18,1 % des ventes du Canada à l'étranger contre 16,8 % en 1992.

Les principaux pays de destination

De 1983 à 1993, les 25 principaux partenaires commerciaux du Québec augmentent leur poids dans l'ensemble des exportations québécoises : de 93,2 %, leur part passe à 96,7 %.

Les États-Unis demeurent le principal client du Québec à l'étranger. D'une valeur de 10,5 milliards de dollars en 1983, les exportations vers ce pays s'accroissent à un taux annuel moyen de 7,9 % jusqu'en 1992; elles atteignent alors 20,8 milliards. De 1992 à 1993, elles font un bond de 29,7 %, pour se chiffrer à 27,0 milliards de dollars; les exportations du Québec vers les États-Unis représentent alors 79,7 % de toutes ses exportations, comparativement à 69,9 % en 1983 (tableau 1).

De 1992 à 1993, l'augmentation des exportations vers les États-Unis (+6,2 milliards de dollars) explique presque entièrement la croissance des ventes du Québec à l'étranger. Cette augmentation est entraînée en partie par la hausse des exportations d'automobiles et de châssis, qui passent de 193,9 millions à 2,6 milliards de dollars. D'autres produits contribuent de façon marquée à cette croissance : le bois d'oeuvre résineux (+402,0 millions de dollars), l'aluminium et ses alliages (+296,8 millions), les avions entiers avec moteurs (+295,6 millions) ainsi que le tabac (+277,1 millions).

Parmi les produits exportés aux États-Unis en 1993, quatre présentent une valeur supérieure à 2 milliards de dollars. L'équipement et le matériel de télécommunication (2,8 milliards), les automobiles et les châssis (2,6 milliards), le papier journal (2,5 milliards), ainsi que l'aluminium et ses alliages (2,1 milliards) totalisent 10,1 milliards de dollars, soit 37,3 % des exportations québécoises aux États-Unis. Le bois d'oeuvre résineux, au cinquième rang, montre une valeur de 909,0 millions de dollars.

En 1983, les mêmes produits occupaient les cinq premiers rangs des exportations vers les États-Unis, mais dans un ordre différent. Le papier d'imprimerie venait en tête de liste, suivi des automobiles et des châssis, de l'aluminium et de ses alliages, de l'équipement et du matériel de télécommunication et, enfin, du bois d'oeuvre.

La région de l'Atlantique, formée des États de New York, du New Jersey et de la Pennsylvanie, demeure en 1993 la première destination pour les produits québécois exportés aux États-Unis. D'une valeur de 7,2 milliards de dollars, les exportations vers cette région montrent une augmentation de 22,2 % par rapport à 1992 (tableau 5). Cette hausse est principalement attribuable aux exportations de tabac, d'aluminium et de ses alliages ainsi que de bois d'oeuvre résineux.

Deuxième destination américaine en importance en 1993, avec des achats au Québec de 6,4 milliards de dollars, la région du Centre Nord-Est (Ohio, Michigan, Illinois, Indiana, Wisconsin) montre une progression de 85,2 % comparativement à 1992. Cette croissance est due à la reprise des exportations d'automobiles et, dans une proportion moindre, aux ventes d'avions avec moteurs et de bois d'oeuvre résineux.

Avec des achats de 5,2 milliards de dollars, la région de la Nouvelle-Angleterre représente le troisième client américain du Québec. En 1993, ces trois régions forment 69,9 % du marché américain pour le Québec.

L'Allemagne, au quatrième rang parmi les clients étrangers du Québec en 1992 (539,8 millions de dollars) se retrouve en deuxième place en 1993 (894,0 millions), à la suite d'une hausse de 65,6 % de ses importations au Québec. L'augmentation de 354,2 millions de dollars des ventes à l'Allemagne est principalement attribuable aux exportations d'avions entiers avec moteurs, qui passent de 15,8 millions en 1992 à 375,3 millions en 1993. La part du Québec dans les exportations canadiennes vers l'Allemagne passe ainsi de 23,3 % à 34,8 %.

En 1993, les exportations québécoises vers le Royaume-Uni s'accroissent de 7,2 % et se chiffrent à 823,5 millions de dollars. Toutefois, elles ne comptent plus que pour 2,5 % du total des exportations du Québec, comparativement à 4,4 % en 1983, alors que le Royaume-Uni se classait au deuxième rang de ses clients étrangers.

Les Pays-Bas (672,3 millions de dollars) et la France (576,5 millions) occupent les rangs suivants parmi les principaux clients du Québec. Ces cinq pays, qui se partagent 79,8 % des exportations du Québec en 1983, voient leur part atteindre 88,5 % en 1993.

Le Japon, au sixième rang en 1993, représente le premier client étranger du Québec à l'extérieur de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. Sa part diminue toutefois constamment au cours de la période de 1983 à 1993, passant de 2,9 % à 1,3 %.

Les principaux produits exportés

L'équipement et matériel de télécommunication est le produit qui connaît la plus forte croissance depuis 1983. De 1983 à 1991, les ventes à l'étranger ont augmenté en moyenne de 23,3 % annuellement, passant de 589,4 millions à 3,4 milliards de dollars (tableau 2). Malgré des baisses de 7,2 % en 1992 et de 2,2 % en 1993, ce produit demeure au premier rang des exportations, avec une valeur de 3,1 milliards de dollars.

Les exportations de papier journal, stables de 1991 à 1992, montrent une croissance de 5,9 % en 1993, atteignant une valeur de 2,9 milliards de dollars. Cette hausse provient entièrement de la demande américaine.

De 1983 à 1988, avec l'arrivée de nouvelles alumineries, les exportations d'aluminium passent de 953,0 millions à 2,7 milliards de dollars. Elles diminuent ensuite jusqu'en 1991, puis augmentent en 1992 et 1993; elles atteignent alors une valeur de 2,8 milliards de dollars.

Les exportations d'automobiles et de châssis, en baisse constante de 1988 à 1992 (de 2,0 milliards de dollars à 207,0 millions), connaissent en 1993 une expansion rapide entièrement attribuable au marché américain; elles se chiffrent à 2,7 milliards.

En 1993, à la suite d'une hausse de 105,3 %, les avions avec moteurs se classent au cinquième rang des exportations québécoises, atteignant une valeur de 1,3 milliard de dollars. Les cinq produits susmentionnés représentent 37,0 % des exportations du Québec.

Les importations du Québec

Les importations du Québec, qui se chiffraient à 15,4 milliards de dollars en 1983, passent à 24,8 milliards en 1988 et s'élèvent à 30,4 milliards en 1993 (tableau 4). Alors qu'elles représentaient 20,3 % des importations du Canada en 1983, elles en forment 18,0 % en 1993.

Les principaux pays d'origine

En 1993, les importations provenant des États-Unis se chiffrent à 13,7 milliards de dollars, soit 44,9 % des achats du Québec à l'étranger, comparativement à 52,2 % en 1983 (tableau 3).

Depuis 1983, les importations des États-Unis ont été dominées par les achats d'automobiles et de châssis. Ces dernières atteignent en 1993 une valeur de 2,0 milliards de dollars, soit 14,7 % des achats aux États-Unis. Les tubes électroniques et les semi-conducteurs (1,1 milliard de dollars), avec une baisse de 5,8 % en 1993, conservent le deuxième rang des importations américaines.

L'équipement et le matériel de télécommunication (607,9 millions de dollars), les camions, les tracteurs routiers et les châssis (571,8 millions) ainsi que les moteurs d'avion et leurs pièces (392,9 millions) complètent le groupe des cinq principaux produits, lequel représente 34,2 % des achats québécois aux États-Unis.

En 1993, la région de la Nouvelle-Angleterre (2,7 milliards de dollars) est le principal fournisseur américain du Québec (tableau 6). Au troisième rang parmi les régions américaines en 1991, elle occupe le premier rang depuis 1992, en raison de la croissance des importations de tubes électroniques et de semi-conducteurs.

Principalement à cause de la baisse de ses ventes d'équipement et de matériel de télécommunication depuis 1992, la région de l'Atlantique (2,6 milliards de dollars) passe au deuxième rang des fournisseurs américains du Québec. La région du Centre Nord-Est (2,6 milliards) exporte au Québec surtout des automobiles et des châssis. Ces trois régions procurent au Québec 57,6 % de ses achats aux États-Unis.

Les importations en provenance du Royaume-Uni progressent rapidement entre 1983 et 1988, passant de 452,8 millions à 1,6 milliard de dollars (tableau 3). Par la suite, leur croissance ralentit et elles présentent même une baisse de 5,8 % en 1992. En 1993, ces importations (2,0 milliards de dollars) sont constituées à 50,1 % de pétrole brut.

Les importations provenant du Japon, en progression de 1983 à 1992, chutent de 18,3 % en 1993. À la suite de cette baisse, le Japon, dont les ventes se chiffrent à 1,7 milliard de dollars, glisse au troisième rang des fournisseurs du Québec. Cette baisse est entraînée par la diminution des importations d'automobiles, qui passent de 1,2 milliard en 1992 à 856,0 millions en 1993.

La France, dont les ventes au Québec doublent de 1983 à 1988, atteignant 956,9 millions de dollars, connaît par la suite une stagnation de ses exportations; en 1993, elles se situent à 1,0 milliard. De même, l'Allemagne voit ses ventes au Québec diminuer depuis 1991. Après des baisses de 14,6 % en 1992 et de 9,1 % en 1993, les importations québécoises provenant de l'Allemagne se chiffrent à 978,5 millions de dollars.

Depuis 1983, ces pays occupent les cinq premiers rangs parmi les fournisseurs étrangers du Québec. La République populaire de Chine les suit maintenant de près. De 100,5 millions de dollars en 1983, ses ventes au Québec s'élèvent à 968,1 millions en 1993, ce qui la place tout juste derrière l'Allemagne.

Les principaux produits importés

En 1993, les automobiles et les châssis (3,4 milliards de dollars) viennent au premier rang des produits importés par le Québec (tableau 4). Les États-Unis (59,4 %) et le Japon (25,4 %) en sont les principaux fournisseurs. La part des automobiles et des châssis dans les achats du Québec à l'étranger régresse depuis 1988 : de 13,8 %, elle passe à 11,1 % en 1993.

Au deuxième rang en 1993, les importations de tubes électroniques et de semi-conducteurs montrent une croissance annuelle moyenne de 23,3 % entre 1983 et 1992. Après une baisse de 1,1 % en 1993, elles se chiffrent à 2,5 milliards de dollars.

La part des importations de pétrole brut, qui est de 11,5 % en 1988, chute à 7,0 % en 1993. D'une valeur de 2,1 milliards de dollars, elles proviennent à 63,7 % du Royaume-Uni et de la Norvège. En 1993, les importations d'équipement et de matériel de télécommunication s'élèvent à 954,0 millions de dollars, dont 63,7 % proviennent des États-Unis. Cette valeur est inférieure de 30,7 % aux importations de 1991. Les importations d'ordinateurs électroniques, en hausse constante depuis 1983, font un bond de 36,9 % en 1993. Elles se chiffrent à 778,4 millions de dollars, ce qui les place au cinquième rang des importations québécoises.

Ces cinq produits représentent 32,1 % des achats québécois à l'étranger en 1993, comparativement à 33,6 % en 1992 et 34,7 % en 1991.

Le commerce extérieur global

Les données analysées dans la présente section couvrent les échanges de biens et de services interprovinciaux et internationaux, ces derniers n'étant toutefois pas ventilés par pays de destination. La période considérée va de 1984 à 1989 et le mode d'évaluation est celui des entrées-sorties, de sorte que les données relatives aux échanges internationaux de biens diffèrent de celles obtenues à partir des formulaires douaniers. Selon les entrées-sorties, les biens sont évalués en prix à la production, ce qui signifie que leur contenu en services est extrait sous forme de marges de commerce de gros, de commerce de détail et de transport. Dans le cas des importations internationales, les taxes indirectes sont également soustraites. Les valeurs des marges viennent s'ajouter à celles des services.

Le cadre comptable des entrées-sorties comporte toutefois deux contraintes majeures. La première est que l'offre totale (production, réductions des stocks et exportations) doit être identique à la demande totale (auto-approvisionnement, augmentations des stocks et importations) pour l'ensemble du Canada. La seconde est que la somme des exportations interprovinciales de toutes les provinces doit égaler la somme de leurs importations interprovinciales, pour chaque bien ou service comme pour le total. Les descripteurs de biens et de services sont ceux du niveau d'agrégation le plus élevé (30 biens et 15 services) dans la nomenclature des entrées-sorties, qui diffère de celle utilisée dans la section précédente.

Les exportations

Les exportations interprovinciales

Les exportations interprovinciales du Québec, c'est-à-dire la valeur des biens et des services livrés dans les autres provinces canadiennes, passent de 23,3 milliards de dollars en 1984 à près de 34,7 milliards en 1989, une augmentation de 49,6 % en cinq ans (tableau 7). Les exportations de biens de nature primaire s'élèvent à 815,3 millions en 1989, celles de biens manufacturés à 23,2 milliards et celles de services à 10,6 milliards. En 1984, les valeurs correspondantes se chiffraient respectivement à 461,8 millions, 16,0 milliards et 6,8 milliards.

Les biens primaires voient leurs exportations croître de 76,5 % et leur part relative passer de 2,0 % à 2,4 % du total. Le groupe des minerais et concentrés métalliques (474,8 %) et celui des minéraux non métalliques (97,4 %) assurent à eux seuls les trois quarts de l'accroissement des exportations interprovinciales de biens primaires. En 1989, 71,9 % de ces dernières se dirigent vers l'Ontario (586,4 millions de dollars), puis 16 % (65,3 millions) vers Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick (8,0 % chacune), les 12,1 % restants se retrouvant surtout en Colombie-Britannique et en Alberta.

Les exportations de produits manufacturés vers le reste du Canada, incluant l'électricité, croissent de 45,2 % entre 1984 et 1989 (tableau 13). Leur part relative diminue toutefois durant cette période, de 68,7 % à 66,9 % des exportations interprovinciales. Des vingt et un groupes de produits manufacturés, quatre affichent une croissance quinquennale supérieure à 100 %, en particulier le groupe des machines et du matériel (182,4 %). Viennent ensuite le groupe des voitures, camions et autre matériel de transport (128,5 %), le groupe des sciages et des produits divers des scieries (114,3 %), ainsi que celui des semi-produits métalliques (113,3 %).

Près des deux tiers (64,6 %) des exportations de produits manufacturés prennent la route de l'Ontario en 1989, soit une valeur de 15,0 milliards de dollars, comparativement à 10,0 milliards (62,8 %) en 1984. Sept groupes de ces produits voient leurs exportations vers l'Ontario dépasser le milliard de dollars en 1989, tout en restant en deçà de 1,6 milliard. Ce sont : le papier et les produits connexes, les produits chimiques, les produits métalliques primaires, les tricots et les vêtements, les semi-produits métalliques, le groupe des voitures, camions et autre matériel de transport, ainsi que celui de la viande, du poisson et des produits laitiers. Chacune des autres provinces reçoit moins de 10 % des exportations québécoises de produits manufacturés, tant en 1984 qu'en 1989, la seconde place revenant à la Colombie-Britannique, avec près de 2,0 milliards de dollars (8,6 %) en 1989, et la troisième à l'Alberta, avec 1,8 milliard (7,8 %). Les deux seules autres provinces où le Québec exporte des biens industriels pour plus d'un milliard en 1989 sont le Nouveau-Brunswick, avec 1,2 milliard (5,1 %) et la Nouvelle-Écosse, avec 1,1 milliard (4,7 %).

Les exportations de services croissent, pour leur part, de 56,4 % en cinq ans et leur part relative s'établit à 30,7 % des exportations interprovinciales en 1989, comparativement à 29,3 % en 1984. Les trois groupes (sur huit) affichant la plus forte croissance sont : les services commerciaux (153,6 %), les services personnels et autres (108,0 %) et le commerce de gros

(64,1 %). Ces exportations se dirigent largement vers l'Ontario, qui en reçoit pour près de 6,5 milliards (60,7 % du total) en 1989, tandis que la Colombie-Britannique et l'Alberta en reçoivent respectivement pour près de 1,1 milliard (10,3 %) et 963,2 millions (9,0 %). Celles à destination du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse s'élèvent à 585,9 millions (5,5 %) et à 451,1 millions de dollars (4,2 %) respectivement.

Les exportations internationales

De 21,7 milliards en 1984, les exportations du Québec vers le reste du monde, c'est-à-dire à l'extérieur du Canada, augmentent de 35,9 % pour s'établir à près de 29,5 milliards de dollars en 1989 (tableau 8). Les exportations de biens primaires s'établissent à un peu moins de 2,0 milliards en 1989, celles de biens manufacturés à 21,8 milliards et celles de services à 5,7 milliards. En 1984, ces trois secteurs affichaient des valeurs de 1,6 milliard, 15,8 milliards et 4,3 milliards.

La part relative des exportations de biens primaires diminue toutefois, et ce, de 7,4 % à 6,6 %, malgré une croissance quinquennale de 21,8 %. Le groupe des minerais et concentrés métalliques assure pratiquement à lui seul cette augmentation, avec une hausse de 411,1 millions (34,7 %) de ses exportations.

Les exportations de biens manufacturés sont en hausse de 37,7 % et leur part relative passe de 73,0 % à 74,0 % des exportations internationales. Le groupe du tabac et des produits du tabac (345,1 %) et celui du caoutchouc, cuir et matières plastiques (170,7 %) affichent les taux de croissance quinquennale les plus élevés, mais quatre groupes se démarquent aussi nettement par une hausse supérieure à 900 millions de dollars de leurs exportations. Ces groupes sont : les produits métalliques primaires, avec une augmentation de plus de 2,0 milliards, les voitures, camions et autre matériel de transport (+1,7 milliard), le papier et les produits connexes (+952,8 millions) et les appareils électriques et de communication (+940,1 millions).

Les exportations internationales de services sont en hausse de 34,3 %, ce qui n'empêche toutefois pas une diminution de leur part relative dans l'ensemble des exportations internationales, celle-ci passant de 19,6 % à 19,4 %. Les trois groupes affichant les plus forts taux de croissance sont : les services personnels et autres (220,9 %), la finance, l'assurance et l'immobilier (89,9 %) et les exportations non réparties (74,5 %).

Les exportations totales

Les exportations québécoises destinées tant au reste du Canada qu'au reste du monde s'élèvent à 64,1 milliards de dollars en 1989, en hausse de 42,7 % par rapport aux 44,9 milliards de 1984 (tableau 9). Ces exportations correspondent à 43,0 % du produit intérieur brut en 1989, ce qui donne à l'économie québécoise un degré d'ouverture plutôt élevé mais inférieur à celui de 1984 (44,7 %). Les exportations de services passent de 11,1 milliards à 16,4 milliards (47,9 %) et leur part relative de 24,6 % à 25,5 % du total; celles de biens manufacturés, de 31,8 milliards à 45,0 milliards (41,5 %), mais avec une part relative qui diminue (de 70,8 % à 70,2 %); et celles des biens primaires, de 2,1 milliards à 2,8 milliards (34,1 %), également avec une part relative moindre (de 4,6 % à 4,3 %).

Les importations

Les importations interprovinciales

Les importations du Québec en provenance des autres provinces canadiennes passent de 24,3 milliards de dollars en 1984 à près de 32,9 milliards en 1989, une croissance de 35,2 % en cinq ans (tableau 10). Les importations de biens primaires s'élèvent à 2,3 milliards en 1989, comparativement à 4,6 milliards en 1984; celles de biens manufacturés, à près de 17,5 milliards (12,1 milliards en 1984) et celles de services, à 13,1 milliards (7,6 milliards en 1984).

Les biens primaires voient diminuer de moitié (-49,7 %) leurs importations entre 1984 et 1989, et leur part relative recule sensiblement, de 18,8 % à 7,0 %. La forte baisse des importations de combustibles minéraux de 1985 (2,2 milliards) à 1986 (1,2 milliard), attribuable à la chute des prix du pétrole brut survenue en 1986, explique à elle seule 44 % de toute cette décroissance quinquennale. Par ailleurs, la part relative de l'Alberta dans les importations de biens primaires tombe de 50,4 % à 33,1 %, cette province fournissant annuellement plus des quatre cinquièmes des combustibles minéraux importés du reste du Canada. Quant aux importations provenant de l'Ontario, leur part relative progresse de 27,4 % en 1984 à 42,4 % en 1989, mais leur valeur décroît de 22,2 %, soit de 1,3 milliard à 976 millions de dollars. En fait, seules les importations des provinces atlantiques croissent en valeur absolue comme en part relative (tableau 14).

Les importations de produits manufacturés affichent, pour leur part, une hausse quinquennale de 44,5 %. Leur part relative augmente également, pour s'établir à 53,2 % du total en 1989, contre 49,8 % cinq ans plus tôt. Quatre groupes de produits ont un taux de croissance quinquennal supérieur à 60 % : les machines et le matériel (126,0 %), le groupe des voitures, camions et autre matériel de transport (103,3 %), les semi-produits métalliques (71,3 %), et les appareils électriques et de télécommunication (66,2 %). L'Ontario domine fortement comme province d'origine des importations de biens manufacturés, avec une part relative de 82,8 % et une valeur de 14,5 milliards de dollars en 1989, comparativement à 83,7 % et 10,1 milliards en 1984. Seulement deux autres provinces présentent une valeur dépassant les 500 millions en 1989, soit l'Alberta, avec 701,0 millions (4,0 %) et le Nouveau-Brunswick, avec 631,8 millions (3,6 %).

Les importations de services affichent le plus haut taux de croissance (71,5 %), et leur part relative passe de 31,4 % à 39,8 % du total. Plus des trois quarts (77,4 %) de cette progression s'explique par la croissance des importations de trois groupes de services, en particulier de celui de la finance, l'assurance et l'immobilier (140,3 %), mais également de ceux des services commerciaux (77,3 %) et du commerce de gros (74,2 %). L'Ontario est la province d'origine de 77,9 % des importations de services, pour une valeur de 10,2 milliards en 1989 par rapport à 5,5 milliards (72,8 %) en 1984. Presque à égalité au second rang se retrouvent l'Alberta et la Colombie-Britannique, avec des valeurs respectives de 787,0 millions et de 785,8 millions, et une part relative de 6,0 % chacune.

Les importations internationales

Les importations québécoises provenant du reste du monde croissent de 50,4 %; elles se chiffrent à 35,4 milliards de dollars en 1989, comparativement à 23,5 milliards en 1984 (tableau 11). Les importations de biens primaires passent de 3,6 milliards à 3,9 milliards entre 1984 et 1989; celles de biens manufacturés, de 16,8 milliards à 23,6 milliards et celles de services, de 3,2 milliards à 5,2 milliards.

Les importations de biens primaires ne croissent que de 8,2 % en cinq ans, et leur part relative diminue de 15,4 % à 11,1 %. Trois des huit groupes de ce secteur voient leurs importations augmenter : les minéraux non métalliques (94,2 %), les minerais et concentrés métalliques (80,6 %) et les autres produits agricoles (36,1 %). Parmi les cinq groupes en régression, seul celui des importations non concurrentielles, comprenant des produits agricoles tropicaux impossibles à produire au Québec à cause du climat (ex.: café, thé et coton bruts), affiche une baisse modeste (-2,1 %). Les quatre autres reculent dans des proportions variant de -17,0 % à -74,4 %.

Les importations de biens manufacturés affichent une croissance de 56,9 % par rapport à 1984 et leur part relative atteint 74,2 % des importations internationales (71,2 % en 1984). Les deux groupes ayant les importations les plus élevées en 1989 sont les voitures, camions et

autre matériel de transport (6,1 milliards) et les machines et matériel (4,4 milliards). Par ailleurs, quatre autres groupes enregistrent des taux de croissance supérieurs à 100 %, soit les meubles et articles d'ameublement (176,3 %), le caoutchouc, le cuir et les matières plastiques (105,7 %), les appareils électriques et de télécommunication (102,3 %) et les boissons (100,4 %).

Les importations de services se distinguent par un taux de croissance quinquennal de 64,6 % et une part relative en hausse, qui est passée de 13,4 % à 14,7 %. Trois groupes de services affichent des hausses supérieures à 100 % entre 1984 et 1989 : les services commerciaux (112,8 %), les services de communications (111,1 %) et les services personnels et autres (102,7 %). Toutefois, près de la moitié (47,3 %) de la hausse observée en valeur provient des importations non réparties, qui passent de 2,0 milliards à 2,9 milliards (48,8 %).

Les importations totales

Les importations québécoises de toutes provenances se chiffrent à 68,3 milliards de dollars en 1989, en hausse de 42,7 % par rapport à leur valeur de 47,9 milliards en 1984 (tableau 12). Les importations de services passent de 10,8 milliards à 18,3 milliards (69,5 %) et leur part relative, de 22,5 % à 26,8 % du total. Les importations de biens manufacturés passent de 28,9 milliards à 43,8 milliards (51,7 %) et leur part relative, de 60,3 % à 64,1 %. Quant aux importations de biens primaires, leur valeur recule de 8,2 milliards en 1984 à 6,2 milliards en 1989 (-24,1 %) et leur part relative, de 17,2 % à 9,1 %.

Les soldes extérieurs

Le solde des échanges du Québec avec les autres provinces (exportations moins importations interprovinciales) passe de -1,0 milliard de dollars en 1984 à +1,8 milliard en 1989, avec un creux de -1,1 milliard en 1986. Le solde des biens manufacturés reste toujours positif, les exportations y étant supérieures aux importations, et passe de 3,9 milliards en 1984 à 5,7 milliards en 1989. À l'opposé, les soldes des biens primaires et des services sont toujours négatifs. Dans le premier cas, le solde s'établit à -4,1 milliards en 1984 et à -1,5 milliard en 1989. Dans le second cas, il est respectivement de -814,0 millions et -2,4 milliards. Avec l'Ontario, le solde total est négatif tant en 1984 (-2,7 milliards) qu'en 1989 (-3,6 milliards), alors qu'il est positif avec les quatre provinces atlantiques prises globalement (+2,1 milliards et +2,4 milliards). Avec les six provinces et territoires de l'Ouest, le solde est négatif en 1984 (-409,8 millions) mais positif en 1989 (+3,0 milliards).

Les échanges du Québec avec le reste du monde (exportations moins importations internationales) affichent un solde global toujours négatif entre 1984 (-1,9 milliard) et 1989 (-6,0 milliards). Il est également toujours négatif dans le cas des échanges de biens primaires (-2,0 milliards en 1984 comme en 1989) et manufacturés (-927,5 millions et -4,5 milliards). Par contre, le solde des services est toujours positif (+1,1 milliard et +524,4 millions).

Quant au solde extérieur global, il est de -2,9 milliards en 1984 et de -4,1 milliards en 1989, avec un creux de -4,7 milliards en 1987. Celui des biens primaires est toujours négatif malgré un déficit moins prononcé en 1989 (-3,5 milliards) qu'en 1984 (-6,1 milliards). Le solde des biens manufacturés diminue d'abord entre 1984 et 1986 (de +2,9 milliards à -473,4 millions), puis remonte à 1,2 milliard en 1989. Celui des services est d'abord positif en 1984 et en 1985, devient négatif en 1986 et s'établit à -1,9 milliard en 1989.

Les relations extérieures

Les relations internationales

Les relations internationales sont de première importance pour le développement économique, politique et socioculturel du Québec. L'action gouvernementale dans ce domaine, tant au Québec qu'à l'étranger, repose sur une longue tradition et se manifeste par un ensemble de réalisations dont la pertinence et l'efficacité sont reconnues. Le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC) a le mandat de planifier, de diriger et de gérer l'action internationale du Québec. Ce ministère vise le développement économique et socioculturel du Québec en l'inscrivant dans la dynamique internationale. Trois événements majeurs sont venus concrétiser cette volonté gouvernementale au cours des dernières années : la création, en 1988, du ministère des Affaires internationales; l'adoption, à l'automne 1991, d'une politique d'affaires internationales et l'intégration des volets de l'immigration et des communautés culturelles en 1993.

Les politiques et les priorités d'intervention

Dans un contexte d'interdépendance de plus en plus grande entre les pays, les politiques d'affaires internationales et d'immigration visent à adapter l'action internationale du gouvernement et de ses partenaires québécois aux nouvelles exigences découlant des transformations de la scène internationale. Elles articulent les rapports internationaux du Québec autour des trois pôles majeurs que sont l'Amérique, l'Europe, et l'Asie. Les champs prioritaires et les éléments clés d'intervention pris en compte par la politique d'affaires internationales sont : l'économie, la science et la technologie, les ressources humaines, la culture, ainsi que les relations intergouvernementales et institutionnelles.

Les enjeux économiques sont au coeur de l'action internationale. L'analyse de l'évolution et de l'impact sur le Québec du contexte économique et commercial international en général, et nord-américain en particulier, doit nécessairement faire partie de la définition de l'ensemble des politiques gouvernementales. Une telle approche vise surtout à favoriser l'émergence et le renforcement d'entreprises concurrentielles sur le plan international, l'augmentation des exportations de biens à forte valeur ajoutée et des services, ainsi que l'élimination des obstacles au commerce international.

Le plan de relance gouvernemental annoncé en décembre 1993 contient des mesures et des ressources importantes pour le volet affaires internationales. Ces mesures s'articulent essentiellement autour de la promotion des exportations et de la prospection des investissements étrangers. La bonification du Programme d'aide à la promotion des exportations (APEX), la création d'un Bureau des Investissements étrangers (BIÉ) et d'un Bureau de promotion des exportations (BPE) permettront d'aider davantage les entreprises exportatrices à relever des défis internationaux.

En matière de science et de technologie, l'ampleur et la complexité croissante des programmes de recherche amènent les gouvernements et les entreprises à s'associer dans des projets internationaux, dans un contexte de concurrence mondiale toujours plus prononcée. L'action gouvernementale tend à favoriser le meilleur positionnement possible des équipes d'excellence et des intervenants québécois en recherche scientifique et en développement technologique, notamment par des partenariats entre des universités ou des entreprises du Québec et des établissements similaires de l'étranger dans des secteurs prioritaires de développement.

25

La qualité des ressources humaines est un facteur crucial dans la conquête des marchés extérieurs et dans le rayonnement international du Québec. La formation avancée et la formation technique, le recrutement et l'intégration d'immigrants font l'objet d'efforts soutenus et ciblés dans l'action internationale.

Du côté de la culture et des communications, l'accent est mis sur le développement d'industries culturelles concurrentielles, sur les échanges internationaux de créateurs québécois et sur la diffusion à l'étranger d'oeuvres et de productions reconnues.

Pour ce qui est des relations intergouvernementales et institutionnelles, l'action gouvernementale mise sur l'établissement et le développement de rapports directs et suivis avec un certain nombre de gouvernements étrangers et d'organisations internationales. Elle se concentre sur les pays partenaires et les organisations susceptibles de contribuer au développement du Québec et à son action internationale. Les moyens privilégiés consistent en des missions, des ententes réciproques et l'utilisation du réseau de représentations du Québec à l'étranger (figure 1).

Les relations bilatérales

Le Québec est une économie ouverte sur le monde car environ 17 % de son PIB est assuré par ses exportations internationales de marchandises. Il est également un partenaire commercial majeur dans certains domaines puisque, bien qu'il se situe au 32e rang mondial des pays exportateurs de marchandises, pour sept de ses principaux produits exportés, il se classe parmi les cinq premiers. Ces sept produits sont : l'aluminium, l'amiante, le papier journal, les papiers et cartons, le zinc et ses alliages, les minerais agglomérés et les moteurs non électriques.

Plus des trois quarts (79,7 % en 1993) des exportations du Québec se dirigent vers les États-Unis. Ce pays est de loin le premier partenaire international du Québec, qui en plus y achète près de la moitié (44,9 % en 1993) de ses importations. Le Québec constitue le neuvième partenaire commercial des États-Unis. Les accords bilatéraux (ALÉ) et trilatéraux (ALÉNA) viennent accentuer l'importance de ces échanges, tant pour ce qui est de l'accroissement des flux que de l'élimination des obstacles. Le Québec poursuit aux États-Unis une approche régionale intégrant le commerce, le développement industriel et technologique, la coopération scientifique et la formation des ressources humaines. L'énergie et l'environnement présentent des enjeux particuliers qui font l'objet d'une attention et d'actions soutenues auprès des divers milieux intéressés.

Les relations du Québec avec les pays de l'Amérique latine se développent dans le sens d'une intensification du commerce et par l'établissement de partenariats en matière de développement industriel et technologique, de coopération universitaire et d'industries de la communication. Avec la création d'une zone de libre-échange Canada/États-Unis/Mexique, le marché le plus accessible aux biens et services québécois est maintenant de l'ordre de 360 millions de personnes.

L'Europe est le second pôle international du Québec. Les changements politiques et économiques majeurs qui s'y déroulent, notamment avec la démocratisation et l'ouverture des pays de l'Est et l'avènement de l'Union européenne élargie et davantage intégrée, incitent le Québec à y défendre et à y promouvoir ses intérêts spécifiques. La France constitue un partenaire privilégié. En effet, au cours des dernières décennies, les gouvernements français et québécois ont établi des rapports étroits dans tous les domaines d'activité. En 1993, la France est le

cinquième client et le quatrième fournisseur international du Québec. L'action gouvernementale à l'égard de ce pays est axée sur la promotion des exportations, la prospection d'investissements, la recherche d'accords industriels, la coopération en recherche scientifique et en développement technologique, la diffusion des produits éducatifs et culturels, ainsi que le développement des technologies de l'information.

Les activités de coopération du Québec ailleurs en Europe sont en croissance. Des missions officielles et commerciales sont réalisées régulièrement au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne et dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, centrale et orientale. Une coopération gouvernementale s'est établie en Belgique, notamment avec les communautés wallonne et flamande, et en Allemagne en particulier avec la région de la Bavière. Des relations se nouent également avec l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales.

Le Japon vient au premier rang des pays d'Asie dans les échanges avec le Québec. Tout en continuant à promouvoir le commerce, le Québec favorise une approche axée sur quelques filières et met l'accent sur la prospection des investissements et les transferts de technologie. L'objectif est de réaliser des projets où se conjugueront capitaux, technologie et expertise, et pour lesquels il y aura partage des retombées. Les efforts du Québec en matière de prospection des investissements, de transfert de technologies et de promotion commerciale visent également la Chine, la Corée, Hong Kong, la Thaïlande et Singapour.

Le Québec est en mesure d'appuyer les efforts de développement des institutions financières et des organisations internationales en Afrique, notamment en matière de formation des ressources humaines. Il apporte une contribution significative au développement industriel, technique et social de plusieurs de ces pays, notamment ceux qui partagent avec lui l'usage du français. L'évolution politique en Afrique du Sud ouvre la porte à un accroissement des échanges commerciaux. Auprès des pays du Moyen-Orient, le Québec entend poursuivre ses efforts, en vue de faire connaître ses secteurs d'excellence et son savoir-faire dans divers domaines, dont le développement industriel et les services-conseils.

Les relations interprovinciales

Rattaché au ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) relève depuis janvier 1994 du premier ministre. De façon générale, le SAIC conseille le gouvernement du Québec sur toute question ayant trait aux relations intergouvernementales canadiennes et coordonne l'ensemble des activités gouvernementales du Québec au Canada. Il assure la promotion des intérêts du Québec, veille à ce que soit respectée sa compétence ainsi qu'à la négociation et à la mise en oeuvre des ententes intergouvernementales canadiennes. De plus, il assure la représentation du Québec au Canada et coordonne les relations du gouvernement avec les communautés francophones et acadiennes du Canada.

Les bureaux du Québec, situés à Moncton, Ottawa, Toronto, Edmonton et Vancouver, représentent le Québec auprès des gouvernements provinciaux et fédéral, promeuvent et protègent les intérêts politiques, économiques et culturels du Québec. Ils effectuent aussi des travaux d'analyse géopolitique relativement à des dossiers sectoriels pertinents et aux réalités politiques et économiques de leur territoire. Ils développent et maintiennent des relations

suivies avec les principaux agents économiques et intervenants gouvernementaux, assurent la mise en oeuvre des activités de promotion économique et commerciale ainsi que le bon déroulement de visites ministérielles et d'entreprises. Enfin, ils maintiennent une présence active auprès des communautés francophones hors Québec.

Plusieurs dossiers à caractère intergouvernemental ont été traités par le SAIC au cours des dernières années. Il en va ainsi, par exemple, des négociations sur le commerce interprovincial et des récentes ententes avec le Nouveau-Brunswick, prévoyant le libre accès aux contrats publics, et avec l'Ontario sur la libre circulation des travailleurs de la construction et le libre accès aux contrats publics.

Autres lectures suggérées

Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec, édition 1993*, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 95 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Évolution du commerce international du Québec de 1978 à 1989*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1990, 169 p.

Tableau 1

Exportations internationales, selon les 25 principaux pays de destination[1], Québec et Canada, 1983-1993

Pays	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
États-Unis	10 474 493	17 056 181	19 004 446	20 808 269	26 986 194	150 609 286
Allemagne	275 336	478 301	702 375	539 838	894 021	2 488 873
Royaume-Uni	663 181	729 113	729 544	768 505	823 460	2 924 946
Pays-Bas	333 057	615 878	803 408	729 152	672 320	1 353 803
France	208 826	419 388	592 714	537 558	576 487	1 282 478
Japon	439 029	448 263	424 438	372 341	455 240	8 458 744
Italie	113 725	259 766	291 114	338 638	290 843	951 931
Suisse	137 682	84 781	226 312	404 009	239 316	904 324
Corée du Sud	63 629	149 737	280 497	116 526	177 022	1 711 951
République populaire de Chine	238 314	92 257	113 954	166 058	161 923	1 677 459
Belgique	115 550	162 888	188 876	189 735	160 031	912 409
Brésil	68 502	109 112	128 397	100 628	126 335	766 510
Taiwan	33 155	134 180	120 224	135 132	111 162	1 006 203
Thaïlande	69 936	26 539	135 539	87 880	111 113	369 623
Arabie Saoudite	99 582	44 036	78 621	55 388	106 917	491 868
Mexique	117 813	44 747	87 992	94 671	91 244	817 107
Australie	47 874	95 565	78 956	79 906	89 676	806 394
Colombie	71 074	58 165	37 509	49 392	89 304	241 284
Inde	55 339	115 345	56 802	105 985	81 234	269 461
Hong Kong	51 219	87 939	285 933	109 377	80 996	759 651
Espagne	35 336	69 101	167 488	87 960	69 304	334 710
Singapour	22 927	42 802	119 326	115 399	64 121	334 574
Israël	35 470	52 930	69 503	54 575	57 693	155 205
Suède	29 458	96 538	67 545	57 088	52 944	187 274
Algérie	170 223	26 675	63 262	81 025	46 272	231 644
25 principaux pays	13 970 730	21 500 227	24 854 775	26 185 035	32 342 174	180 047 712
Tous les pays	14 987 065	22 580 647	25 879 116	27 352 954	33 435 507	186 647 148

1. Selon l'ordre de 1993 (Québec).

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 2

Exportations internationales des 25 principaux produits d'exportation[1], Québec et Canada, 1983-1993

Produit	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
Autre équipement et matériel de télécommunication	589 383	1 175 069	3 364 565	3 122 651	3 052 626	5 440 127
Papier journal	1 967 864	3 009 624	2 734 366	2 737 944	2 881 851	6 626 316
Aluminium et alliages	952 975	2 674 520	2 236 568	2 364 565	2 770 465	3 637 294
Automobiles et châssis	1 352 082	1 958 938	694 193	206 988	2 324 602	24 496 612
Avions entiers avec moteurs	280 226	345 639	858 490	650 624	1 335 898	1 630 129
Moteurs d'avions et leurs pièces	467 478	802 553	857 799	921 883	1 186 344	1 497 361
Bois d'oeuvre, résineux	506 918	524 596	494 167	618 170	977 141	9 169 346
Pâtes de bois et pâtes similaires	268 693	640 102	536 397	718 429	693 916	4 615 440
Cuivre et alliages	477 291	496 358	661 572	718 991	655 797	1 212 318
Machines et matériel de bureau	219 057	498 401	424 674	431 806	584 058	4 722 094
Tabac	8 410	25 510	142 207	268 446	557 177	814 380
Autre matériel et outils	126 693	309 524	313 822	375 634	532 024	2 442 117
Métaux précieux et alliages	173 716	75 143	455 665	591 296	448 279	2 934 443
Vêtements et accessoires vestimentaires	132 263	275 261	276 412	330 192	436 891	858 899
Autres instruments de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique	155 357	333 111	509 723	527 939	407 799	1 583 565
Ouvrages de base en métal	204 997	312 769	309 972	322 099	403 188	1 778 722
Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées	332 106	344 180	357 518	378 557	399 235	1 260 387
Imprimés	126 833	227 444	209 259	272 611	368 948	839 320
Autre papier	107 246	169 732	254 311	296 661	362 236	1 264 163
Électricité	332 995	328 707	167 737	271 348	328 299	857 418
Autre papier d'impression	152 681	180 926	289 753	275 642	326 060	948 019
Autres produits chimiques	89 142	139 810	235 274	291 969	316 584	1 056 936
Jouets, jeux et matériel de sport	55 601	117 894	161 520	225 485	313 832	517 884
Amiante non ouvré	355 202	283 631	348 539	328 749	297 797	301 962
Carton	48 951	107 026	244 690	285 014	295 613	596 133
25 principaux produits	9 484 160	15 356 468	17 139 192	17 533 693	22 256 660	81 101 385
Tous les produits	14 987 065	22 580 647	25 879 116	27 352 954	33 435 507	186 647 148

1. Selon l'ordre de 1993 (Québec).

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 3

Importations internationales, selon les 25 principaux pays d'origine[1], Québec et Canada, 1983-1993

Pays	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
États-Unis	8 102 540	11 656 737	12 222 152	12 632 876	13 668 216	113 598 919
Royaume-Uni	452 842	1 614 669	1 985 509	1 870 635	1 950 290	4 429 173
Japon	887 837	1 795 500	1 955 806	2 104 796	1 720 660	10 689 750
France	452 614	956 904	1 029 818	1 003 858	1 000 193	2 260 280
Allemagne	588 888	1 098 164	1 260 290	1 076 484	978 489	3 504 382
République populaire de Chine	100 508	341 001	634 661	763 900	968 072	3 087 768
Taiwan	274 265	615 475	551 248	603 174	718 554	2 618 566
Italie	315 832	740 645	639 042	661 302	710 147	1 933 902
Mexique	419 397	198 849	440 155	488 425	635 467	3 593 841
Corée du Sud	208 606	635 721	656 414	540 132	559 362	2 195 730
Australie	42 408	165 443	207 148	307 085	474 913	1 065 394
Norvège	59 620	164 141	620 914	748 092	417 619	1 026 484
Brésil	239 232	431 678	259 648	262 138	274 934	787 852
Hong Kong	199 614	295 970	250 163	269 829	274 916	1 193 757
Suède	122 804	352 330	263 538	216 637	246 732	857 678
Algérie	119 020	16 104	-	67 685	209 026	225 258
Suisse	221 568	280 179	222 072	215 029	206 295	666 039
Pays-Bas	116 316	268 746	192 526	190 820	201 973	665 905
Espagne	91 967	287 555	186 955	154 336	193 624	500 760
Irlande	28 641	76 391	133 790	162 635	189 621	431 236
Belgique	94 599	191 081	135 130	136 461	187 556	500 870
Autriche	44 449	113 050	104 844	137 750	175 428	348 713
Thaïlande	15 978	88 962	124 040	134 560	174 707	762 459
Nigéria	20	14 564	71 496	82 392	173 901	688 778
Malaisie	20 134	60 935	80 208	107 238	156 393	870 411
25 principaux pays	13 219 699	22 460 794	24 227 567	24 938 269	26 467 088	158 503 905
Tous les pays	15 351 898	24 809 906	27 687 767	28 729 795	30 438 924	169 457 233

1. Selon l'ordre de 1993 (Québec).

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 4

Importations internationales des 25 principaux produits d'importation[1], Québec et Canada, 1983-1993

Produit	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
Automobiles et châssis	1 778 260	3 427 187	3 351 305	3 436 257	3 375 294	11 855 361
Tubes électroniques et semi-conducteurs	389 045	909 362	2 216 197	2 565 138	2 537 876	4 585 726
Pétrole brut	1 778 953	1 056 443	2 134 082	2 164 659	2 115 238	4 482 474
Autre équipement et matériel de télécommunication	234 574	628 344	1 377 394	917 794	953 951	4 412 271
Ordinateurs électroniques	272 563	499 107	536 104	568 648	778 417	8 969 294
Produits chimiques inorganiques	101 369	468 573	641 623	667 303	776 004	1 542 826
Camions, tracteurs routiers et châssis	238 867	656 720	598 581	498 364	638 716	3 333 118
Produits chimiques organiques	322 121	523 695	481 054	505 558	608 577	2 601 582
Moteurs d'avions et leurs pièces	300 768	480 442	450 968	497 270	494 966	880 543
Vêtements de dessus non tricotés	157 774	298 734	359 597	452 100	479 413	1 717 289
Pièces d'avions, sauf moteurs	190 581	293 878	381 063	344 935	425 276	1 252 316
Médicaments et produits pharmaceutiques, en dose	116 483	160 470	245 166	341 955	375 308	1 464 623
Autres dérivés du pétrole et du charbon	100 033	283 808	231 236	382 097	349 169	950 482
Autres effets personnels et articles ménagers	118 367	191 824	271 433	307 625	336 779	1 471 306
Téléviseurs, radios et phonographes	192 765	295 384	429 856	285 180	333 345	1 383 198
Autres minerais, concentrés et déchets métallifères	141 352	305 983	261 841	382 473	328 586	1 378 335
Chaussures	145 030	232 847	256 472	281 253	303 428	904 546
Autres instruments de mesure, de laboratoire, etc.	104 126	225 083	240 308	229 558	291 137	1 399 028
Papier et carton	141 914	264 340	292 085	297 496	290 254	1 554 119
Matières plastiques non façonnées	141 556	222 725	234 469	254 278	287 811	2 257 270
Autres vêtements et accessoires vestimentaires	121 680	234 693	227 439	243 627	282 510	800 106
Pièces de véhicules automobiles, sauf moteurs	594 805	173 571	270 296	253 147	278 653	18 123 921
Vêtements de dessus tricotés	101 141	203 820	184 009	234 681	260 559	894 193
Autres machines pour industries spéciales	89 135	231 973	290 172	252 693	257 858	1 666 841
Autres produits chimiques	105 740	148 421	175 290	206 716	236 618	1 879 511
25 principaux produits	7 979 002	12 417 428	16 138 040	16 570 805	17 395 746	81 760 281
Tous les produits	15 351 898	24 809 906	27 687 767	28 729 795	30 438 924	169 457 233

1. Selon l'ordre de 1993 (Québec).

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 5

Exportations internationales à destination des États-Unis, par division géographique, Québec et Canada, 1983-1993

Division géographique	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
Nouvelle-Angleterre	1 667 818	2 812 154	3 589 814	4 858 971	5 226 660	11 141 743
Région de l'Atlantique	3 566 954	5 261 165	5 446 561	5 882 248	7 187 990	28 182 775
Centre Nord-Est	2 752 033	3 987 687	3 194 003	3 474 977	6 435 475	59 702 197
Centre Nord-Ouest	280 682	409 406	460 963	655 983	866 845	9 650 166
Côte Sud-Est	989 565	1 952 510	2 006 703	2 356 828	2 711 518	10 400 139
Centre Sud-Est	406 331	787 967	656 977	1 044 350	1 197 197	5 456 248
Centre Sud-Ouest	428 663	757 463	802 339	1 051 413	1 468 059	5 961 390
Région des Montagnes	59 176	169 618	1 272 296	286 907	384 276	3 321 657
Région du Pacifique	305 050	827 293	1 040 228	908 783	1 136 394	15 195 789
Inconnue	18 221	90 918	534 560	287 809	371 776	1 530 009
Total	10 474 493	17 056 181	19 004 446	20 808 269	26 986 194	150 542 120

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 6

Importations internationales provenant des États-Unis, par division géographique, Québec et Canada, 1983-1993

Division géographique	Québec					Canada
	1983	1988	1991	1992	1993	1993
	'000 $					
Nouvelle-Angleterre	..	1 695 165	2 192 637	2 575 339	2 694 702	6 990 170
Région de l'Atlantique	..	1 976 761	2 635 586	2 495 600	2 595 483	15 236 191
Centre Nord-Est	..	2 900 433	2 447 001	1 695 740	2 581 501	45 228 794
Centre Nord-Ouest	..	653 697	668 348	593 568	743 598	7 151 923
Côte Sud-Est	..	1 720 312	1 685 584	1 682 542	2 038 108	12 589 268
Centre Sud-Est	..	352 671	388 101	449 801	554 969	5 569 441
Centre Sud-Ouest	..	623 756	913 867	730 989	894 446	6 542 156
Région des Montagnes	..	191 849	276 886	265 856	338 200	2 540 000
Région du Pacifique	..	1 125 386	820 863	954 073	1 031 093	10 875 518
Inconnue	..	416 707	193 279	1 189 368	196 116	875 460
Total	..	11 656 737	12 222 152	12 632 876	13 668 216	113 598 919

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 7

Exportations interprovinciales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
			'000 000 $			
Biens primaires	**461,8**	**467,6**	**593,9**	**711,6**	**750,0**	**815,3**
Céréales	68,0	58,0	69,8	70,8	62,3	82,8
Autres produits agricoles	145,2	145,5	119,1	159,6	161,1	184,1
Produits de la forêt	47,0	28,8	40,6	25,7	63,3	63,4
Produits de la pêche et du piégeage	4,0	2,2	2,5	2,9	3,9	4,3
Minerais et concentrés métalliques	43,6	50,4	136,0	202,6	226,0	250,6
Minéraux non métalliques	61,4	88,6	115,0	122,4	120,6	121,2
Services auxiliaires aux mines	92,6	94,1	110,9	127,6	112,8	108,9
Biens manufacturés	**15 990,0**	**17 603,9**	**16 984,1**	**19 315,4**	**22 144,4**	**23 214,1**
Viande, poisson, produits laitiers	1 100,5	1 101,7	1 110,1	1 252,1	1 493,5	1 543,1
Fruits, légumes, aliments divers	1 141,4	1 144,0	1 149,6	1 210,5	1 172,4	1 093,7
Boissons	115,9	100,9	116,8	123,1	172,5	197,4
Tabac et produits du tabac	507,2	545,2	583,9	559,6	558,8	576,7
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	771,3	700,9	741,9	795,1	874,5	877,5
Produits textiles	1 000,8	999,1	1 067,4	1 138,5	1 153,1	1 185,6
Tricots et vêtements	1 620,5	1 693,7	1 777,9	1 854,1	2 018,7	2 179,5
Sciages et produits divers de scieries	357,6	392,0	488,1	634,0	648,4	766,4
Meubles et articles d'ameublement	344,1	361,3	403,2	405,3	529,4	541,5
Papier et produits connexes	1 421,3	1 527,9	1 648,2	1 795,2	1 978,3	1 989,4
Impression et édition	529,1	492,8	501,5	603,7	674,5	724,2
Produits métalliques primaires	1 032,4	1 092,9	1 067,2	1 367,3	1 592,6	1 588,0
Semi-produits métalliques	812,1	1 104,1	858,2	1 102,7	1 536,6	1 732,5
Machines et matériel	282,9	419,2	419,9	467,3	674,7	798,8
Voitures, camions et autre matériel de transport	765,1	1 005,4	858,3	970,9	1 710,3	1 748,6
Appareils électriques et de télécommunication	881,3	989,6	1 032,9	1 223,6	1 397,4	1 497,8
Produits minéraux non métalliques	202,3	220,7	244,0	279,2	337,3	305,8
Produits du pétrole et du charbon	848,9	1 169,3	496,4	796,0	746,8	694,2
Produits chimiques	1 581,4	1 778,0	1 765,3	2 075,1	2 311,8	2 524,0
Produits manufacturés divers	414,8	423,8	427,3	449,5	500,9	536,5
Électricité	259,1	341,4	226,0	212,6	61,9	112,9
Services	**6 810,5**	**7 547,6**	**7 191,7**	**8 127,5**	**9 808,1**	**10 649,9**
Transport et entreposage	1 155,5	1 228,8	1 140,7	1 232,5	1 377,7	1 605,7
Services de communications	821,8	881,0	779,4	881,9	975,3	989,1
Marge, commerce de gros	1 700,1	1 778,5	1 726,5	1 920,2	2 598,6	2 790,6
Marge, commerce de détail	229,7	250,0	270,5	307,9	333,4	344,4
Finance, assurance, immobilier	1 131,6	1 101,5	1 018,2	1 119,8	1 083,2	1 316,8
Services commerciaux	830,9	1 022,2	1 048,7	1 366,5	1 941,5	2 107,2
Services personnels et autres	249,7	307,8	358,5	367,6	407,5	519,5
Marge, transport	691,2	977,8	849,2	931,1	1 090,9	976,6
Total	23 262,3	25 619,1	24 769,7	28 154,5	32 702,5	34 679,3

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 8

Exportations internationales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
	'000 000 $					
Biens primaires	1 601,5	1 552,3	2 344,5	1 805,8	1 816,7	1 950,8
Céréales	27,8	4,5	6,2	1,6	4,7	5,9
Autres produits agricoles	60,6	61,0	58,0	92,7	83,9	43,5
Produits de la forêt	14,7	10,5	10,6	19,3	37,2	18,8
Produits de la pêche et du piégeage	22,6	44,1	62,8	91,1	34,1	24,9
Minerais et concentrés métalliques	1 183,6	1 154,9	1 953,7	1 396,2	1 422,2	1 594,7
Combustibles minéraux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
Minéraux non métalliques	292,2	277,3	253,2	204,9	234,2	263,0
Biens manufacturés	15 826,2	16 577,1	17 557,3	17 986,9	20 828,8	21 794,6
Viande, poisson, produits laitiers	746,7	680,0	728,7	650,4	612,7	601,8
Fruits, légumes, aliments divers	219,0	219,5	294,0	253,9	213,0	220,5
Boissons	144,8	112,0	108,1	127,6	95,2	118,6
Tabac et produits du tabac	7,1	10,3	16,8	24,9	22,6	31,6
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	138,8	182,4	223,4	267,1	344,4	375,7
Produits textiles	163,4	175,7	194,4	250,3	307,3	298,8
Tricots et vêtements	188,6	199,4	256,7	330,4	307,6	235,4
Sciages et produits divers de scieries	840,7	767,3	856,3	744,2	692,9	666,9
Meubles et articles d'ameublement	122,4	140,7	173,3	191,6	190,5	188,3
Papier et produits connexes	2 934,0	2 907,7	3 204,3	3 460,8	3 993,6	3 886,8
Impression et édition	166,8	198,3	223,4	235,7	238,5	198,3
Produits métalliques primaires	2 541,0	2 626,8	3 052,6	3 448,0	4 369,8	4 572,4
Semi-produits métalliques	401,2	433,2	507,8	508,1	637,5	629,2
Machines et matériel	652,7	658,9	723,9	707,5	991,0	950,0
Voitures, camions et autre matériel de transport	3 078,7	3 624,4	4 085,1	3 502,0	4 305,6	4 800,5
Appareils électriques et de télécommunication	1 121,8	1 067,8	1 056,8	1 252,8	1 684,8	2 061,9
Produits minéraux non métalliques	199,8	226,7	242,3	253,0	238,1	240,1
Produits du pétrole et du charbon	411,7	489,5	209,8	240,5	175,6	231,8
Produits chimiques	601,8	587,6	602,6	606,6	661,6	643,6
Produits manufacturés divers	752,9	930,8	525,2	575,6	577,3	641,3
Électricité	392,3	338,1	271,8	355,9	169,2	201,1
Services	4 257,9	4 170,5	4 260,9	4 693,8	5 439,6	5 717,7
Transport et entreposage	223,0	229,5	194,1	192,4	196,3	222,4
Services de communications	129,7	130,6	136,7	117,1	96,9	113,7
Marge, commerce de gros	549,1	534,4	594,5	564,8	694,5	850,0
Finance, assurance, immobilier	117,7	162,2	188,9	167,1	224,3	223,5
Services commerciaux	735,3	597,8	551,1	694,7	794,9	765,3
Services personnels et autres	86,3	105,1	118,4	210,2	344,7	276,9
Marge, transport	1 207,9	1 017,1	898,9	913,8	1 030,1	1 155,8
Exportations non réparties	1 208,9	1 393,8	1 578,3	1 833,7	2 057,9	2 110,1
Total	21 685,6	22 299,9	24 162,7	24 486,5	28 085,1	29 463,1

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 9

Exportations totales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
			'000 000 $			
Biens primaires	2 063,3	2 019,9	2 938,4	2 517,4	2 566,7	2 766,1
Céréales	95,8	62,5	76,0	72,4	67,0	88,7
Autres produits agricoles	205,8	206,5	177,1	252,3	245,0	227,6
Produits de la forêt	61,7	39,3	51,2	45,0	100,5	82,2
Produits de la pêche et du piégeage	26,6	46,3	65,3	94,0	38,0	29,2
Minerais et concentrés métalliques	1 227,2	1 205,3	2 089,7	1 598,8	1 648,2	1 845,3
Combustibles minéraux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
Minéraux non métalliques	353,6	365,9	368,2	327,3	354,8	384,2
Services auxiliaires aux mines	92,6	94,1	110,9	127,6	112,8	108,9
Biens manufacturés	31 816,2	34 181,0	34 541,4	37 302,3	42 973,2	45 008,7
Viande, poisson, produits laitiers	1 847,2	1 781,7	1 838,8	1 902,5	2 106,2	2 144,9
Fruits, légumes, aliments divers	1 360,4	1 363,5	1 443,6	1 464,4	1 385,4	1 314,2
Boissons	260,7	212,9	224,9	250,7	267,7	316,0
Tabac et produits du tabac	514,3	555,5	600,7	584,5	581,4	608,3
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	910,1	883,3	965,3	1 062,2	1 218,9	1 253,2
Produits textiles	1 164,2	1 174,8	1 261,8	1 388,8	1 460,4	1 484,4
Tricots et vêtements	1 809,1	1 893,1	2 034,6	2 184,5	2 326,3	2 414,9
Sciages et produits divers de scieries	1 198,3	1 159,3	1 344,4	1 378,2	1 341,3	1 433,3
Meubles et articles d'ameublement	466,5	502,0	576,5	596,9	719,9	729,8
Papier et produits connexes	4 355,3	4 435,6	4 852,5	5 256,0	5 971,9	5 876,2
Impression et édition	695,9	691,1	724,9	839,4	913,0	922,5
Produits métalliques primaires	3 573,4	3 719,7	4 119,8	4 815,3	5 962,4	6 160,4
Semi-produits métalliques	1 213,3	1 537,3	1 366,0	1 610,8	2 174,1	2 361,7
Machines et matériel	935,6	1 078,1	1 143,8	1 174,8	1 665,7	1 748,8
Voitures, camions et autre matériel de transport	3 843,8	4 629,8	4 943,4	4 472,9	6 015,9	6 549,1
Appareils électriques et de télécommunication	2 003,1	2 057,4	2 089,7	2 476,4	3 082,2	3 559,7
Produits minéraux non métalliques	402,1	447,4	486,3	532,2	575,4	545,9
Produits du pétrole et du charbon	1 260,6	1 658,8	706,2	1 036,5	922,4	926,0
Produits chimiques	2 183,2	2 365,6	2 367,9	2 681,7	2 973,4	3 167,6
Produits manufacturés divers	1 167,7	1 354,6	952,5	1 025,1	1 078,2	1 177,8
Électricité	651,4	679,5	497,8	568,5	231,1	314,0
Services	11 068,4	11 718,1	11 452,6	12 821,3	15 247,7	16 367,6
Transport et entreposage	1 378,5	1 458,3	1 334,8	1 424,9	1 574,0	1 828,1
Services de communications	951,5	1 011,6	916,1	999,0	1 072,2	1 102,8
Marge, commerce de gros	2 249,2	2 312,9	2 321,0	2 485,0	3 293,1	3 640,6
Marge, commerce de détail	229,7	250,0	270,5	307,9	333,4	344,4
Finance, assurance, immobilier	1 249,3	1 263,7	1 207,1	1 286,9	1 307,5	1 540,3
Services commerciaux	1 566,2	1 620,0	1 599,8	2 061,2	2 736,4	2 872,5
Services personnels et autres	336,0	412,9	476,9	577,8	752,2	796,4
Marge, transport	1 899,1	1 994,9	1 748,1	1 844,9	2 121,0	2 132,4
Exportations non réparties	1 208,9	1 393,8	1 578,3	1 833,7	2 057,9	2 110,1
Total	44 947,9	47 919,0	48 932,4	52 641,0	60 787,6	64 142,4

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 10

Importations interprovinciales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
			'000 000 $			
Biens primaires	**4 581,2**	**3 668,8**	**2 567,6**	**2 851,8**	**2 734,3**	**2 303,6**
Céréales	254,2	222,6	229,3	248,2	273,2	210,6
Autres produits agricoles	443,4	427,9	420,4	430,6	470,3	467,9
Produits de la forêt	54,7	60,6	62,5	73,2	51,2	74,6
Produits de la pêche et du piégeage	22,0	21,0	14,5	27,9	44,8	33,9
Minerais et concentrés métalliques	1 008,0	683,2	578,2	880,3	847,7	577,2
Combustibles minéraux	2 706,5	2 174,6	1 172,4	1 111,6	970,1	846,9
Minéraux non métalliques	72,0	57,1	70,7	73,4	72,3	85,0
Services auxiliaires aux mines	20,3	21,8	19,6	6,5	4,7	7,5
Biens manufacturés	**12 105,4**	**13 122,7**	**14 180,0**	**15 190,9**	**16 887,1**	**17 490,8**
Viande, poisson, produits laitiers	887,0	989,6	986,5	1 146,3	1 148,8	1 191,0
Fruits, légumes, aliments divers	1 470,3	1 540,1	1 543,1	1 586,2	1 714,5	1 823,3
Boissons	107,4	123,5	115,5	125,0	143,7	158,0
Tabac et produits du tabac	273,9	276,2	252,5	267,2	329,1	362,3
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	525,7	607,5	577,0	577,7	633,3	589,2
Produits textiles	622,0	649,3	689,0	768,9	816,6	860,7
Tricots et vêtements	300,2	317,0	358,7	376,6	423,4	408,0
Sciages et produits divers de scieries	258,8	311,6	327,0	405,2	413,7	389,1
Meubles et articles d'ameublement	189,0	197,4	215,1	259,1	229,3	235,0
Papier et produits connexes	831,3	825,3	877,6	972,0	1 094,2	1 107,2
Impression et édition	353,1	473,2	525,3	511,1	558,6	540,0
Produits métalliques primaires	790,7	811,1	836,7	999,5	1 336,1	1 244,1
Semi-produits métalliques	654,6	709,7	894,9	1 028,3	1 108,3	1 121,6
Machines et matériel	388,3	469,7	545,4	595,7	641,3	877,6
Voitures, camions et autre matériel de transport	948,4	1 166,6	1 416,7	1 315,9	1 854,4	1 928,4
Appareils électriques et de télécommunication	763,1	897,2	944,3	1 075,4	1 240,3	1 268,4
Produits minéraux non métalliques	377,5	417,5	433,3	456,3	429,6	427,3
Produits du pétrole et du charbon	611,5	509,4	687,5	558,3	413,2	548,0
Produits chimiques	1 378,8	1 422,9	1 527,6	1 711,1	1 849,2	1 893,9
Produits manufacturés divers	278,6	316,8	336,8	367,2	401,7	374,7
Électricité	95,2	91,1	89,5	87,9	107,8	143,0
Services	**7 624,5**	**8 148,6**	**9 138,4**	**9 782,4**	**12 083,1**	**13 077,3**
Transport et entreposage	1 108,1	1 218,9	1 414,6	1 435,1	1 456,1	1 497,1
Services de communications	779,1	805,7	991,7	988,1	1 015,9	1 097,9
Marge, commerce de gros	1 908,5	2 174,0	1 940,7	2 201,8	3 127,8	3 324,6
Marge, commerce de détail	150,9	167,2	183,5	201,9	221,6	242,3
Finance, assurance, immobilier	1 172,6	1 347,0	1 958,5	2 416,0	2 714,4	2 817,5
Services commerciaux	1 501,8	1 495,5	1 775,1	1 598,9	2 218,4	2 662,7
Services personnels et autres	369,1	346,8	361,9	410,2	572,2	566,9
Marge, transport	634,4	593,5	512,4	530,4	756,7	868,3
Total	24 311,1	24 940,1	25 886,0	27 825,1	31 704,5	32 871,7

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 11

Importations internationales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
			'000 000 $			
Biens primaires	3 632,0	4 512,4	2 979,1	3 450,3	3 502,2	3 930,0
Céréales	34,0	19,4	17,6	1,0	15,7	8,7
Autres produits agricoles	278,7	322,7	356,2	373,5	357,6	379,3
Produits de la forêt	107,6	103,3	115,8	115,3	104,0	72,0
Produits de la pêche et du piégeage	90,1	114,7	115,8	141,7	70,3	28,4
Minerais et concentrés métalliques	734,7	1 463,0	561,3	727,5	1 024,3	1 327,2
Combustibles minéraux	1 902,4	2 019,0	1 293,3	1 606,5	1 384,2	1 578,9
Minéraux non métalliques	63,7	65,8	74,7	90,7	121,4	123,7
Importations non concurrentielles	420,8	404,5	444,4	394,1	424,7	411,8
Biens manufacturés	16 753,7	18 442,2	20 834,8	21 688,9	24 445,9	26 294,5
Viande, poisson, produits laitiers	230,9	217,9	294,7	348,3	349,5	381,3
Fruits, légumes, aliments divers	551,0	531,4	562,3	565,1	587,8	612,8
Boissons	143,6	135,4	155,2	155,1	154,8	287,8
Tabac et produits du tabac	19,5	15,4	13,1	12,4	13,2	21,6
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	525,0	513,2	634,9	716,8	919,5	1 079,9
Produits textiles	827,9	881,3	988,3	1 059,8	1 063,7	1 299,4
Tricots et vêtements	306,4	312,4	377,6	385,4	332,4	475,9
Sciages et produits divers de scieries	126,9	145,5	180,3	227,1	246,2	192,5
Meubles et articles d'ameublement	81,3	98,1	116,4	145,3	172,9	224,6
Papier et produits connexes	361,6	362,0	409,0	464,5	574,0	626,2
Impression et édition	316,1	318,7	359,0	302,1	353,3	397,5
Produits métalliques primaires	729,1	734,7	946,2	912,2	1 214,5	1 290,2
Semi-produits métalliques	538,7	637,7	744,5	798,2	962,3	1 048,9
Machines et matériel	2 446,2	2 667,0	3 174,9	3 480,1	3 883,4	4 436,7
Voitures, camions et autre matériel de transport	4 851,7	5 923,7	6 361,8	6 313,8	6 908,0	6 149,8
Appareils électriques et de télécommunication	1 469,2	1 590,6	1 762,5	1 847,7	2 419,2	2 971,6
Produits minéraux non métalliques	200,1	217,7	242,1	278,3	367,2	377,1
Produits du pétrole et du charbon	717,1	836,7	898,5	847,5	837,1	1 062,5
Produits chimiques	1 260,0	1 291,8	1 454,4	1 602,9	1 711,0	1 784,6
Produits manufacturés divers	1 050,7	1 010,4	1 158,7	1 226,0	1 359,0	1 521,9
Électricité	0,7	0,6	0,4	0,3	16,9	51,7
Services	3 155,8	3 267,1	3 617,8	4 329,4	5 060,7	5 193,3
Transport et entreposage	126,9	137,1	131,4	149,3	165,2	199,5
Services de communications	72,0	80,8	109,7	137,0	123,3	152,0
Marge, commerce de gros	92,2	111,5	130,4	139,2	162,4	163,9
Finance, assurance, immobilier	475,6	585,4	762,4	959,2	977,4	868,7
Services commerciaux	304,6	314,8	367,0	567,1	653,9	648,2
Services personnels et autres	110,2	125,0	134,7	226,3	215,5	223,4
Importations non réparties	1 974,3	1 912,5	1 982,2	2 151,3	2 763,0	2 937,6
Total	23 541,5	26 221,7	27 431,7	29 468,6	33 008,8	35 417,8

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 12

Importations totales, Québec, 1984-1989

Bien ou service	1984	1985	1986	1987	1988	1989
			'000 000 $			
Biens primaires	8 213,2	8 181,2	5 546,7	6 302,1	6 236,5	6 233,6
Céréales	288,2	242,0	246,9	249,2	288,9	219,3
Autres produits agricoles	722,1	750,6	776,6	804,1	827,9	847,2
Produits de la forêt	162,3	163,9	178,3	188,5	155,2	146,6
Produits de la pêche et du piégeage	112,1	135,7	130,3	169,6	115,1	62,3
Minerais et concentrés métalliques	1 742,7	2 146,2	1 139,5	1 607,8	1 872,0	1 904,4
Combustibles minéraux	4 608,9	4 193,6	2 465,7	2 718,1	2 354,3	2 425,8
Minéraux non métalliques	135,7	122,9	145,4	164,1	193,7	208,7
Services auxiliaires aux mines	20,3	21,8	19,6	6,5	4,7	7,5
Importations non concurrentielles	420,8	404,5	444,4	394,1	424,7	411,8
Biens manufacturés	28 859,1	31 564,9	35 014,8	36 879,8	41 333,0	43 785,3
Viande, poisson, produits laitiers	1 117,9	1 207,5	1 281,2	1 494,6	1 498,3	1 572,3
Fruits, légumes, aliments divers	2 021,3	2 071,5	2 105,4	2 151,3	2 302,3	2 436,1
Boissons	251,0	258,9	270,7	280,1	298,5	445,8
Tabac et produits du tabac	293,4	291,6	265,6	279,6	342,3	383,9
Caoutchouc, cuir et matières plastiques	1 050,7	1 120,7	1 211,9	1 294,5	1 552,8	1 669,1
Produits textiles	1 449,9	1 530,6	1 677,3	1 828,7	1 880,3	2 160,1
Tricots et vêtements	606,6	629,4	736,3	762,0	755,8	883,9
Sciages et produits divers de scieries	385,7	457,1	507,3	632,3	659,9	581,6
Meubles et articles d'ameublement	270,3	295,5	331,5	404,4	402,2	459,6
Papier et produits connexes	1 192,9	1 187,3	1 286,6	1 436,5	1 668,2	1 733,4
Impression et édition	669,2	791,9	884,3	813,2	911,9	937,5
Produits métalliques primaires	1 519,8	1 545,8	1 782,9	1 911,7	2 550,6	2 534,3
Semi-produits métalliques	1 193,3	1 347,4	1 639,4	1 826,5	2 070,6	2 170,5
Machines et matériel	2 834,5	3 136,7	3 720,3	4 075,8	4 524,7	5 314,3
Voitures, camions et autre matériel de transport	5 800,1	7 090,3	7 778,5	7 629,7	8 762,4	8 078,2
Appareils électriques et de télécommunication	2 232,3	2 487,8	2 706,8	2 923,1	3 659,5	4 240,0
Produits minéraux non métalliques	577,6	635,2	675,4	734,6	796,8	804,4
Produits du pétrole et du charbon	1 328,6	1 346,1	1 586,0	1 405,8	1 250,3	1 610,5
Produits chimiques	2 638,8	2 714,7	2 982,0	3 314,0	3 560,2	3 678,5
Produits manufacturés divers	1 329,3	1 327,2	1 495,5	1 593,2	1 760,7	1 896,6
Électricité	95,9	91,7	89,9	88,2	124,7	194,7
Services	10 780,3	11 415,7	12 756,2	14 111,8	17 143,8	18 270,6
Transport et entreposage	1 235,0	1 356,0	1 546,0	1 584,4	1 621,3	1 696,6
Services de communications	851,1	886,5	1 101,4	1 125,1	1 139,2	1 249,9
Marge, commerce de gros	2 000,7	2 285,5	2 071,1	2 341,0	3 290,2	3 488,5
Marge, commerce de détail	150,9	167,2	183,5	201,9	221,6	242,3
Finance, assurance, immobilier	1 648,2	1 932,4	2 720,9	3 375,2	3 691,8	3 686,2
Services commerciaux	1 806,4	1 810,3	2 142,1	2 166,0	2 872,3	3 310,9
Services personnels et autres	479,3	471,8	496,6	636,5	787,7	790,3
Marge, transport	634,4	593,5	512,4	530,4	756,7	868,3
Importations non réparties	1 974,3	1 912,5	1 982,2	2 151,3	2 763,0	2 937,6
Total	47 852,6	51 161,8	53 317,7	57 293,7	64 713,3	68 289,5

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 13
Représentation du Québec dans le monde

Statut et ville	Pays	Année d'inauguration
Délégations générales du Québec		
Bruxelles	Belgique	1972
Düsseldorf	Allemagne	1970
Londres	Royaume-Uni	1962
Mexico	Mexique	1980
New York	États-Unis	1943
Paris	France	1961
Tokyo	Japon	1973
Délégations du Québec		
Boston	États-Unis	1970
Chicago	États-Unis	1969
Hong Kong	Hong Kong	1979
Los Angeles	États-Unis	1970
Rome	Italie	1986
Bureaux du Québec		
Abidjan	Côte-d'Ivoire	1970
Atlanta	États-Unis	1977
Bogota	Colombie	1985
Caracas	Venezuela	1979
Edmonton	Canada	1980
Milan	Italie	1965
Moncton	Canada	1980
Ottawa	Canada	1984
Séoul	Corée	1991
Stockholm	Suède	1985
Toronto	Canada	1973
Vancouver	Canada	1992
Services d'immigration		
Damas	Syrie	1988
Le Caire	Égypte	1992
Port-au-Prince	Haïti	1976
Vienne	Autriche	1990
Washington	États-Unis	1978

Source : Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Figure 1
Représentation du Québec dans le monde

Source : Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Tableau 14

Exportations interprovinciales, selon la province de destination, Québec, 1984 et 1989

Province	Biens		Services	Total		1989/1984
	primaires	manufacturés		Valeur	Part relative	
		'000 000 $		'000 000 $	%	%
1984	461,8	15 990,0	6 810,5	23 262,3	100,0	...
Terre-Neuve	87,1	477,8	258,2	823,1	3,5	...
Île-du-Prince-Édouard	2,2	107,0	45,3	154,5	0,7	...
Nouvelle-Écosse	15,3	787,9	345,3	1 148,5	4,9	...
Nouveau-Brunswick	39,7	938,4	408,9	1 387,0	6,0	...
Ontario	263,7	10 047,8	3 893,7	14 205,2	61,1	...
Manitoba	1,3	527,7	200,8	729,8	3,1	...
Saskatchewan	4,2	478,8	216,3	699,3	3,0	...
Alberta	18,7	1 267,6	734,6	2 020,9	8,7	...
Colombie-Britannique	21,1	1 255,3	618,7	1 895,1	8,1	...
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	8,5	101,7	88,7	198,9	0,9	...
1989	815,3	23 214,1	10 649,9	34 679,3	100,0	49,1
Terre-Neuve	65,3	590,3	376,3	1 031,9	3,0	25,4
Île-du-Prince-Édouard	4,4	159,7	59,0	223,2	0,6	44,5
Nouvelle-Écosse	10,8	1 091,8	451,1	1 553,7	4,5	35,3
Nouveau-Brunswick	65,3	1 176,4	585,9	1 827,6	5,3	31,8
Ontario	584,6	15 001,4	6 461,7	22 047,7	63,6	55,2
Manitoba	9,6	729,1	302,7	1 041,4	3,0	42,7
Saskatchewan	7,7	538,2	230,6	776,5	2,2	11,0
Alberta	30,7	1 813,2	963,2	2 807,1	8,1	38,9
Colombie-Britannique	34,9	1 987,7	1 093,9	3 116,5	9,0	64,5
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	2,0	126,3	125,5	253,7	0,7	27,6

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 15

Importations interprovinciales, selon la province d'origine, Québec, 1984 et 1989

Province	Biens		Services	Total		1989/1984
	primaires	manufacturés		Valeur	Part relative	
		'000 000 $		'000 000 $	%	%
1984	4 581,2	12 105,4	7 624,5	24 311,1	100,0	...
Terre-Neuve	2,1	118,7	57,6	178,4	0,7	...
Île-du-Prince-Édouard	13,7	22,7	24,4	60,7	0,2	...
Nouvelle-Écosse	23,8	335,4	194,8	554,0	2,3	...
Nouveau-Brunswick	121,1	335,4	173,7	630,2	2,6	...
Ontario	1 254,7	10 127,6	5 551,7	16 934,0	69,7	...
Manitoba	207,6	286,0	275,1	768,7	3,2	...
Saskatchewan	518,7	171,1	260,6	950,4	3,9	...
Alberta	2 309,1	454,4	561,4	3 324,9	13,7	...
Colombie-Britannique	37,0	254,2	511,3	802,5	3,3	...
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	93,4	0,1	13,9	107,3	0,4	...
1989	2 303,6	17 490,8	13 077,3	32 871,7	100,0	35,2
Terre-Neuve	8,6	119,9	88,6	217,1	0,7	21,7
Île-du-Prince-Édouard	19,5	41,2	37,5	98,2	0,3	61,8
Nouvelle-Écosse	76,5	442,3	314,8	833,6	2,5	50,5
Nouveau-Brunswick	128,6	631,8	291,2	1 051,6	3,2	66,9
Ontario	976,0	14 489,4	10 187,3	25 652,7	78,0	51,5
Manitoba	94,6	358,4	377,9	830,9	2,5	8,1
Saskatchewan	219,7	238,1	184,7	642,5	2,0	-32,4
Alberta	762,1	701,0	787,0	2 250,1	6,8	-32,3
Colombie-Britannique	16,1	468,6	785,8	1 270,5	3,9	58,3
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	1,9	0,1	22,5	24,5	0,1	-77,2

Sources : Statistique Canada, Division des entrées-sorties.
Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

26

Science et technologie

Les dépenses d'exécution et le financement des activités de recherche et de développement au Québec 743

Les ressources humaines affectées aux activités scientifiques et techniques 745

Les exportations de produits de haute technologie 746

26

Liste des tableaux

1. Dépenses intra-muros de recherche et de développement, par région, Canada, 1979-1991 747

2. Dépenses intra-muros de recherche et de développement, en pourcentage du PIB et par habitant, Québec, Ontario et Canada, 1979-1991 748

3. Dépenses intra-muros de recherche et de développement, en pourcentage du PIB et par habitant, pour certains pays, 1987, 1989 et 1991 748

4. Évolution des dépenses intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1986-1991 749

5. Évolution des dépenses totales intra-muros en recherche et en développement pour certains groupes d'industries, Québec, 1986-1991 750

6. Évolution des dépenses du gouvernement québécois en recherche et en développement, selon l'activité, Québec, 1988-1991 750

7. Évolution des dépenses intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur de financement, Québec, Ontario et Canada, 1986-1991 751

8. Financement des dépenses intra-muros de recherche et de développement, par secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1991 752

9. Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le statut, Québec, 1986-1991 753

10. Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le statut et le grade universitaire, Québec et Canada, 1989 et 1991 753

11. Répartition du personnel professionnel affecté à la recherche et au développement, pour certains groupes d'industries, Québec, 1986-1991 754

12. Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, selon le domaine, Québec, Ontario et Canada, 1990-1991 755

13. Diplômes délivrés, selon le grade universitaire et le domaine d'études, Québec, Ontario et Canada, 1991 755

14. Exportations de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1988, 1990 et 1992 756

15. Importations de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1988, 1990 et 1992 756

Liste des figures

1. Évolution des dépenses de recherche et de développement, Québec, Ontario et Canada, 1979, 1986 et 1991 747

2. Répartition des dépenses intra-muros de recherche et de développement, par secteur d'exécution, Québec et Canada, 1991 749

26

Ce chapitre a été réalisé par Christiane Charron, de la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec.

Le domaine de la science et de la technologie (S-T) recouvre toutes les activités «étroitement liées à la production, à la promotion, à la diffusion et à l'application des connaissances scientifiques et techniques[1]». Au Québec, les industries, les universités ainsi que les administrations provinciale et fédérale financent et exécutent des travaux de science et de technologie. Les travaux servant à accroître l'ensemble des connaissances, aussi bien dans le secteur des sciences humaines que dans celui des sciences naturelles, ou encore utilisant ces connaissances pour développer de nouvelles applications sont considérés comme des activités de recherche et de développement (R-D). Si aucun critère d'innovation ne peut être appliqué au type de travaux entrepris, on parle d'activité scientifique connexe (ASC).

Dans le présent texte, nous nous limiterons à quelques aspects du domaine de la S-T, soit les dépenses d'exécution et le financement de la R-D, les ressources humaines affectées aux activités de S-T et le commerce des produits de haute technologie.

Les dépenses d'exécution et le financement des activités de recherche et de développement au Québec

Les résultats du Québec sur le plan de la DIRD

La dépense intérieure brute de recherche et de développement (DIRD) est de loin l'indicateur le plus utilisé pour mesurer l'ampleur des activités de R-D au sein d'un pays. La DIRD comprend aussi les dépenses de R-D financées par l'étranger mais exécutées sur le territoire national. En 1991, la DIRD québécoise s'élève à 2,6 milliards de dollars, ce qui représente 26 % de la DIRD canadienne, soit quatre points de pourcentage de plus qu'en 1979 (tableau 1). Pendant la même période, la DIRD ontarienne est passée de 49,6 % à 50,9 % de la DIRD canadienne, pour s'établir à 5,1 milliards de dollars en 1991. Même si les résultats de l'Ontario continuent à être supérieurs à ceux du Québec, tant relativement au pourcentage du PIB (Ontario 1,89 % - Québec 1,68 % en 1991) qu'au montant consacré à la R-D par habitant (Ontario 488 $ - Québec 369 $ en 1991), tout indique que depuis 1987 la position du Québec ne cesse de s'améliorer (tableau 2). Le taux de croissance de la DIRD québécoise est en effet supérieur à celui de l'Ontario; la part du PIB consacrée à la R-D est plus élevée au Québec que dans l'ensemble du Canada et l'écart va grandissant (de 0,01 % en 1987 à 0,19 % en 1991); finalement, le montant que le Québec consacre à la R-D par habitant est supérieur à celui que l'ensemble des provinces canadiennes y consacrent.

Parmi les pays du Groupe des sept (G-7) (tableau 3), le Canada se classe au 6e rang pour ce qui est de la part du PIB consacrée à la R-D. Tous les autres pays y consacrent plus de 2 % et au Japon, ce pourcentage dépasse 3 %. Donc, même si le Québec semble enregistrer une remontée sur la scène canadienne, on ne doit pas perdre de vue qu'au niveau international, il reste beaucoup à faire.

1. UNESCO, *Guide des statistiques relatives à la science et à la technologie*, Paris, 1984.

Les secteurs d'exécution de la R-D

Au Québec en 1991 (figure 2), 59,0 % des dépenses de R-D sont faites par les entreprises commerciales, ce qui représente une hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 1986 (tableau 4). Par contre, en Ontario et dans l'ensemble du Canada, la part de ces entreprises dans les dépenses de R-D a sensiblement diminué, passant respectivement de 61,5 % à 58,4 % et de 54,4 % à 53,8 %. Près de 70 % des dépenses de R-D sont effectuées par les industries du secteur manufacturier (tableau 5). Dans ce secteur, l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments a vu ses dépenses passer de 33 à 119 millions au cours de la période 1986-1991, essentiellement pendant les trois dernières années. Il s'agit des meilleurs résultats du secteur. En 1991, 60 % des dépenses de R-D du secteur manufacturier étaient faites par l'industrie des transports (36,4 %) et celle du matériel électronique (23,6 %). Si l'on ajoute l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments, on obtient que 70 % des dépenses de R-D du secteur manufacturier proviennent d'industries utilisant une technologie avancée.

Au Québec en 1991, l'importance des dépenses intra-muros en R-D des administrations provinciale et fédérale était moindre qu'en 1986, soit une baisse de 2,2 points de pourcentage. La même situation prévalait pour l'ensemble du Canada, soit une baisse de 2,1 points de pourcentage. En Ontario par contre, la part des administrations provinciale et fédérale est demeurée sensiblement la même au cours de la période. Au Québec en 1991, 8,2 % des dépenses de R-D étaient faites par l'Administration fédérale, contre 17,6 % en Ontario. De 1986 à 1991, la part de l'Administration fédérale dans les dépenses de R-D du Québec a diminué de 1,5 point de pourcentage, tandis qu'en Ontario, elle n'a perdu que 0,9 point. Pendant la même période, l'Administration provinciale a accru son importance en Ontario, la part de ses dépenses passant de 1,8 % à 2,5 % de celles de la province — compensant ainsi la diminution dans l'apport de l'Administration fédérale — tandis qu'au Québec, ces dépenses sont passées de 3,6 % à 2,9 %.

Le financement de la R-D

Au Québec comme en Ontario, le secteur des entreprises commerciales est de loin la plus grande source de financement. Durant la période 1986-1991, ces entreprises ont accru leur part de financement de la R-D au Québec, tandis qu'elles l'ont diminuée en Ontario : en 1986, 46,1 % de la R-D était financée par l'entreprise privée au Québec contre 45,6 % pour l'Ontario; en 1991, les parts respectives étaient de 52,2 % et 41,3 % (tableau 7).

La deuxième source de financement est au Québec comme en Ontario l'administration publique : en 1991, 30,1 % du financement de la R-D en provient au Québec et 32,2 % en Ontario. Au Québec, l'apport de l'Administration fédérale est toutefois moins important qu'en Ontario et l'écart va en grandissant : 3,7 points de pourcentage en 1986, contre 4,9 en 1991. Au Québec, la part de l'Administration provinciale dans le financement de la R-D a baissé d'un point de pourcentage entre 1986 et 1991, pour s'établir à 7,8 % (tableau 7). En Ontario par contre, cette part s'est accrue (de 3,7 % à 5,0 %).

Finalement, le financement par l'étranger de la R-D est près de trois fois plus important en Ontario qu'au Québec en 1991, (15,1 % contre 5,2 %), classant ce secteur au troisième rang dans les sources de financement de l'Ontario. Au Québec, c'est le secteur de l'enseignement supérieur qui occupe ce rang (tableau 7).

En résumé, les bons résultats du Québec au chapitre de la DIRD au cours de la période semblent attribuables à un accroissement de l'intérêt que le secteur des entreprises commerciales porte à ce domaine, tant comme exécutant de la R-D que comme agent de financement.

Les ressources humaines affectées aux activités scientifiques et techniques

Le personnel travaillant dans le domaine de la recherche et du développement industriels

En 1991, 15 620 personnes travaillent dans le domaine de la R-D industrielle au Québec, soit 3 221 de plus qu'en 1986 (tableau 9). Pour la même année, l'Ontario en compte 29 012[2] et l'ensemble du Canada, 53 730. L'Ontario dispose donc de 54,0 % des emplois de ce secteur, tandis que le Québec en détient 29,1 %. Au Québec, 53,5 % des emplois sont de type professionnel en 1991, contre 48,6 % en 1986. L'augmentation du nombre d'emplois professionnels semble s'être faite au détriment du nombre d'emplois de type technicien : en 1989, on avait 49,0 % de professionnels et 34,8 % de techniciens et en 1991, les pourcentages respectifs sont de 53,5 % et 29,4 % (tableau 10). À l'intérieur de la catégorie professionnelle, ce sont les détenteurs de baccalauréat qui ont connu le plus haut taux de croissance de 1989 à 1991, soit 28,9 %. Il est raisonnable de se demander si cette augmentation est due à un manque de diplômés techniciens ou plutôt à une complexification de la R-D.

Les professeurs d'université à temps plein

En tant que producteurs d'une grande partie de la documentation scientifique et responsables de la formation des futurs chercheurs, les professeurs d'université jouent un rôle primordial dans le domaine de la R-D. En 1990-91, les universités québécoises emploient 8 387 professeurs, soit 118 professeurs par 100 000 habitants. Pour la même année, les universités ontariennes en emploient 14 448 et le reste des universités canadiennes 14 586, soit 138 professeurs par 100 000 habitants dans les deux cas (tableau 12).

Les diplômés universitaires

Le nombre de diplômes universitaires décernés permet de prévoir l'augmentation ou la diminution du nombre de personnes exerçant des activités de scientifique, d'ingénieur ou de technologue. En 1991, au Québec, on compte 33 334 nouveaux diplômés, soit 471 par 100 000 habitants. Pour la même année, il y en a 58 564 en Ontario, soit 559 par 100 000 habitants, et 43 899 dans le reste du Canada, soit 415 par 100 000 habitants (tableau 13). Le Québec vient au premier rang pour le nombre de diplômés par 100 000 habitants dans le domaine du génie et des sciences appliquées (49 contre 38 pour l'Ontario) et dans celui des sciences de la santé (39 contre 27 pour l'Ontario). Les grades supérieurs représentent 18,3 % des diplômes décernés au Québec en 1991 et 15,2 % de ceux décernés en Ontario. Au Québec, 32,5 % des grades supérieurs sont décernés à des diplômés des domaines des sciences naturelles. Ce pourcentage est de 29,3 % en Ontario.

2. Statistique Canada, *Recherche et développement industriels, Perspective 1993* (88-202).

26

Les exportations de produits de haute technologie

En 1992, 27 % des produits exportés et réexportés chargés au Québec sont fabriqués à l'aide de technologies de pointe, comparativement à 17 % pour l'ensemble du Canada. Au cours de la période 1988-1992, la part du Québec dans les exportations canadiennes de produits de haute technologie est passée de 24,9 % à 30,5 % (tableau 14). En 1992, la balance commerciale du Québec a par ailleurs enregistré un surplus de 353 000 $, alors que celle du Canada demeure largement déficitaire.

Les bons résultats du Québec sont dus essentiellement au fort accroissement de ses exportations de produits électriques, lesquelles sont passées de 1,3 million en 1988 à 3,4 millions en 1992, ce qui représente 51 % des exportations canadiennes de ces produits. Le Québec enregistre également un surplus de sa balance commerciale pour les avions et pièces depuis 1988.

Autres lectures suggérées

Bureau de la statistique du Québec, *La recherche-développement au Québec : les entreprises*, édition 1993, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 520 p.
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec*, édition 1994, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 77 p.

Tableau 1

Dépenses[1] intra-muros[2] de recherche et de développement, par région, Canada, 1979-1991

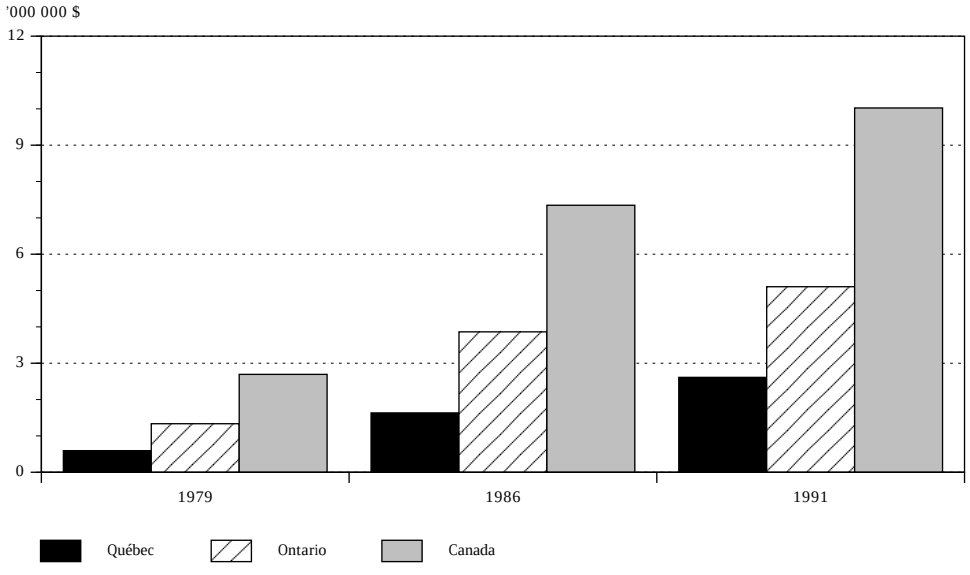
	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Canada[3]
			'000 000 $		
1979	165	594	1 335	586	2 693
1980	145	681	1 584	743	3 170
1981	166	835	1 985	943	3 963
1982	202	971	2 386	1 081	4 658
1983	256	1 001	2 568	1 093	4 932
1984	268	1 220	2 867	1 202	5 575
1985	328	1 575	3 427	1 450	6 792
1986	338	1 633	3 868	1 504	7 347
1987	331	1 848	4 173	1 391	7 745
1988	432	1 957	4 359	1 494	8 254
1989	442	2 128	4 600	1 609	8 786
1990	427	2 388	4 953	1 849	9 621
1991	414	2 611	5 105	1 893	10 024

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.
2. Dépenses de R-D effectuées par l'institution déclarante.
3. Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source : Statistique Canada, *Bulletin de service Statistiques des sciences*, vol. 17, nº 6, août 1993.

Figure 1

Évolution des dépenses de recherche et de développement, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 et 1991



Source : Statistique Canada, *Bulletin de service Statistiques des sciences*, vol. 17, nº 6, août 1993.

Tableau 2

Dépenses[1] intra-muros[2] de recherche et de développement, en pourcentage du PIB et par habitant, Québec, Ontario et Canada, 1979-1991

	Québec		Ontario		Canada[3]	
	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant
	%	$	%	$	%	$
1979	0,91	92	1,28	154	0,98	111
1980	0,94	104	1,38	181	1,02	129
1981	1,03	127	1,53	225	1,12	159
1982	1,14	147	1,77	267	1,25	185
1983	1,10	151	1,72	283	1,22	194
1984	1,21	183	1,70	311	1,26	217
1985	1,47	235	1,87	367	1,42	262
1986	1,39	243	1,91	408	1,46	279
1987	1,42	272	1,86	431	1,41	292
1988	1,37	285	1,72	441	1,36	307
1989	1,43	306	1,69	453	1,35	321
1990	1,55	340	1,82	479	1,44	346
1991	1,68	369	1,89	488	1,49	356

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.
2. Dépenses de R-D effectuées par l'institution déclarante.
3. Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source : Statistique Canada, *Bulletin de service Statistiques des sciences*, vol. 17, nº 6, août 1993; *Estimations intercensitaires révisées de la population, 1971 à 1991* (91-537), 1994.

Tableau 3

Dépenses intra-muros de recherche et de développement, en pourcentage du PIB et par habitant[1], pour certains pays, 1987, 1989 et 1991

	1987		1989		1991	
	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant
	%	$	%	$	%	$
Allemagne	2,88	428	2,87	489	2,66	445
États-Unis	2,84	524	2,76	577	2,75	611
France	2,27	321	2,33	381	2,42	439
Italie	1,19	155	1,24	187	1,32	226
Japon	2,82	382	2,98	482	3,05	579
Royaume-Uni	2,22	294	2,20	334	2,08	325
Canada	1,41	224	1,35	243	1,49	276
Québec	1,42	209	1,43	232	1,68	286

1. En tenant compte de la parité des pouvoirs d'achat.

Sources : OCDE, *Principaux indicateurs de la science et de la technologie, 1993 (nº 2)*.
Statistique Canada, *Bulletin de service Statistiques des sciences*, vol. 17, nº 6, août 1993; *Estimations intercensitaires révisées de la population, 1971 à 1991* (91-537), 1994.

Tableau 4

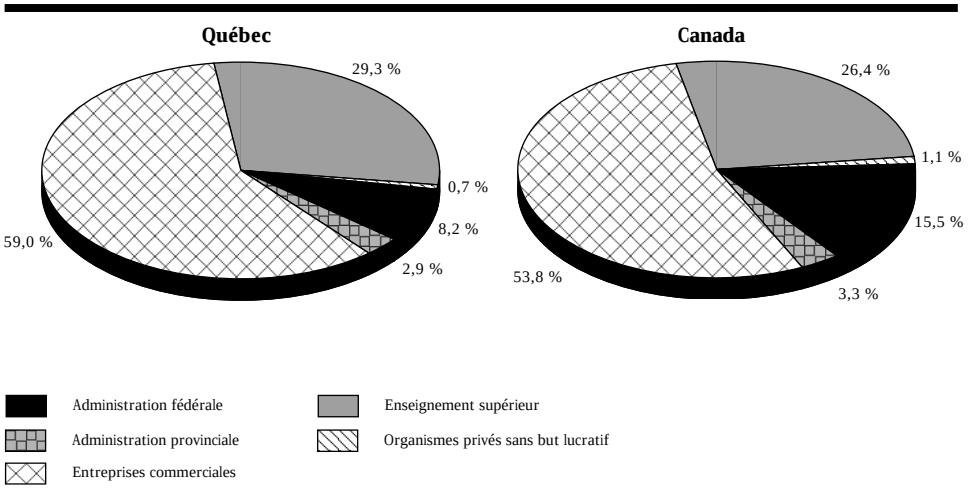
Évolution des dépenses intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1986-1991

Secteur d'exécution	1986	1987	1988	1989	1990	1991
			'000 000 $			
Administration fédérale						
Québec	159	159	154	159	181	214
Ontario	717	750	770	835	924	897
Canada	1 319	1 292	1 322	1 427	1 547	1 555
Administration provinciale						
Québec	58	66	62	77	74	75
Ontario	69	68	71	91	101	127
Canada	217	228	235	274	303	326
Entreprises commerciales						
Québec	940	1 103	1 172	1 252	1 429	1 540
Ontario	2 378	2 608	2 693	2 753	2 896	2 983
Canada	3 996	4 312	4 618	4 783	5 216	5 391
Établissement d'enseignement supérieur						
Québec	467	511	558	629	690	765
Ontario	659	701	767	858	958	1 021
Canada	1 753	1 849	1 998	2 213	2 453	2 642
Organismes sans but lucratif						
Québec	9	9	11	11	14	17
Ontario	45	46	58	63	74	77
Canada	62	64	81	90	102	110
Québec	1 633	1 848	1 957	2 128	2 388	2 611
Ontario	3 868	4 173	4 359	4 600	4 953	5 105
Canada	7 347	7 745	8 254	8 786	9 621	10 024

Source : Statistique Canada, Division des sciences et de la technologie, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD) national, 1963 à 1993 et selon la province, 1979 à 1991*, août 1993.

Figure 2

Répartition des dépenses intra-muros de recherche et de développement, par secteur d'exécution, Québec et Canada, 1991



Source : Statistique Canada, Division des sciences et de la technologie, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD) national, 1963 à 1993 et selon la province, 1979 à 1991*, août 1993.

Tableau 5

Évolution des dépenses totales intra-muros en recherche et en développement pour certains groupes d'industries,
Québec, 1986-1991

Groupe d'industries	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	'000 000 $					
Industries primaires[1]	15	14	13	17	16	23
Industries manufacturières	645	786	828	861	992	1 068
Aliments, boissons et tabac	15	15	17	15	14	15
Produits de caoutchouc et en matière plastique	4	5	7	6	5	5
Textiles	11	11	12	10	9	8
Papier et produits connexes	45	46	49	55	50	47
Produits métalliques	12	10	9	9	10	10
Machinerie	21	23	26	29	27	28
Matériel de transport[2]	221	304	314	317	387	389
Matériel électronique[3]	146	171	167	177	197	252
Machines de bureau	35	37	51	32	26	31
Autres appareils électriques	17	18	13	11	17	15
Produits pharmaceutiques et médicaments	33	37	47	77	130	119
Autres produits chimiques	32	37	42	42	23	32
Matériel scientifique et professionnel	4	18	15	18	17	20
Autres industries de la fabrication[4]	49	54	59	63	80	97
Construction	1	1	1	3	3	4
Commerce	26	29	24	53	52	62
Services aux entreprises	84	113	125	140	181	179
Services informatiques et connexes	21	32	36	37	45	51
Bureaux d'ingénieurs et de scientifiques	60	78	85	99	129	118
Bureaux de conseillers en gestion	3	3	4	4	7	10
Autres industries de services[5]	168	160	180	178	185	203
Total	939	1 103	1 171	1 252	1 429	1 539

1. Comprend l'agriculture, la pêche, le piégeage, l'exploitation forestière, les mines et les services miniers.
2. Comprend les industries des avions et pièces, des véhicules automobiles, pièces et accessoires et l'industrie d'autre matériel de transport.
3. Comprend les industries de l'équipement de télécommunication, des pièces et composantes électroniques et d'autre matériel électronique.
4. Comprend les industries du bois, du meuble et articles d'ameublement, de l'imprimerie et de l'édition, des métaux semi-transformés, des produits minéraux non métalliques, des produits raffinés du pétrole et du charbon et autres industries de la fabrication.
5. Comprend les industries du transport et de l'entreposage, des communications, de l'énergie électrique et autres services publics, des finances et assurances et autres industries de services.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec*, édition 1994.

Tableau 6

Évolution des dépenses du gouvernement québécois en recherche et en développement, selon l'activité,
Québec, 1988-1991

	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92[e]
	'000 000 $			
Dépenses courantes	184	206	212	222
R-D interne	37	44	42	44
Contrats de R-D	6	8	7	9
Subventions de R-D	112	122	130	136
Bourses de recherche	21	23	23	23
Administration des programmes extra-muros de R-D	8	9	10	10
Dépenses en immobilisations	3	4	4	3
Total	187	210	216	225

Source : Bureau de la statistique du Québec et Statistique Canada, *Enquête sur les activités des administrations provinciales en science et technologie, 1990-1991.*

Tableau 7

Évolution des dépenses intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur de financement, Québec, Ontario et Canada, 1986-1991

Secteur de financement	1986	1987	1988	1989	1990	1991
			'000 000 $			
Administration fédérale						
Québec	417	483	475	474	524	583
Ontario	1 128	1 185	1 225	1 312	1 414	1 388
Canada	2 279	2 320	2 428	2 541	2 786	2 834
Administration provinciale						
Québec	143	169	167	189	187	203
Ontario	144	136	164	211	236	256
Canada	461	474	528	593	655	707
Entreprises commerciales						
Québec	752	850	932	1 050	1 221	1 362
Ontario	1 762	1 862	1 877	1 951	2 065	2 107
Canada	3 073	3 208	3 423	3 665	4 027	4 144
Établissements d'enseignement supérieur						
Québec	221	203	218	238	267	263
Ontario	295	314	306	382	387	466
Canada	828	824	811	941	965	1 083
Organismes privés sans but lucratif						
Québec	27	38	43	58	57	63
Ontario	78	87	111	92	116	119
Canada	143	172	210	210	243	256
Étranger						
Québec	73	105	122	119	132	137
Ontario	461	589	676	652	735	769
Canada	563	747	854	836	945	1 000
Québec	1 633	1 848	1 957	2 128	2 388	2 611
Ontario	3 868	4 173	4 359	4 600	4 953	5 105
Canada	7 347	7 745	8 254	8 786	9 621	10 024

Source : Statistique Canada, Division des sciences et de la technologie, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD) national, 1963 à 1993 et selon la province, 1979 à 1991*, août 1993.

Tableau 8

Financement des dépenses[1] intra-muros de recherche et de développement, par secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1991

Source de financement	Administration publique	Entreprises commerciales	Établissements d'enseignement supérieur	Organismes privés sans but lucratif	Total
			'000 000 $		
Administration fédérale					
Québec	216	136	226	5	583
Ontario	899	176	298	15	1 388
Canada	1 564	416	832	22	2 834
Administration provinciale					
Québec	67	19	114	3	203
Ontario	114	17	115	10	256
Canada	276	101	315	15	707
Entreprises commerciales					
Québec	6	1 253	101	2	1 362
Ontario	7	2 034	57	9	2 107
Canada	35	3 899	197	13	4 144
Établissements d'enseignement supérieur					
Québec	-	-	263	-	263
Ontario	-	-	466	-	466
Canada	-	-	1 083	-	1 083
Organismes privés sans but lucratif					
Québec	-	-	57	6	63
Ontario	-	-	83	36	119
Canada	-	-	204	52	256
Étranger					
Québec	-	132	4	1	137
Ontario	4	756	2	7	769
Canada	6	975	11	8	1 000
Québec	289	1 540	765	17	2 611
Ontario	1 024	2 983	1 021	77	5 105
Canada	1 881	5 391	2 642	110	10 024

1. Dépenses en sciences naturelles, génie, sciences humaines et sciences sociales.

Source : Statistique Canada, Division des sciences et de la technologie, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD) national, 1963 à 1993 et selon la province, 1979 à 1991*, août 1993.

Tableau 9

Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le statut, Québec, 1986-1991

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	n					
Professionnel	6 030	6 638	6 633	6 700	7 575	8 357
Autre	6 369	6 675	6 977	6 972	7 039	7 263
Total	12 399	13 313	13 610	13 672	14 614	15 620

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec*, édition 1994.

Tableau 10

Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le grade universitaire,
Québec et Canada, 1989 et 1991

Grade universitaire	Québec		Canada	
	1989	1991	1989	1991
	année-personne			
Professionnels	6 700	8 357	28 750	30 290
Baccalauréat	4 563	5 882	19 970	21 070
Maîtrise	1 271	1 537	5 485	5 920
Doctorat	866	938	3 295	3 300
Techniciens	4 757	4 591	17 405	15 870
Autres	2 215	2 672	7 790	7 570
Total	13 672	15 620	53 945	53 730

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec*, édition 1994.
Statistique Canada, *Recherche et développement industriels, Perspective 1993.*

Tableau 11

Répartition du personnel professionnel affecté à la recherche et au développement, pour certains groupes d'industries,
Québec, 1986-1991

Groupe d'industries	1986	1987	1988	1989	1990	1991
	n					
Industries primaires[1]	75	79	81	95	113	121
Industries manufacturières	4 543	4 949	4 816	4 566	5 098	5 628
Aliments, boissons et tabac	120	114	119	108	103	90
Produits de caoutchouc et en matière plastique	25	46	44	42	41	43
Textiles	42	55	57	53	56	37
Papier et produits connexes	246	267	278	207	193	183
Produits métalliques	82	100	80	78	76	82
Machinerie	112	127	148	136	167	157
Matériel de transport[2]	1 367	1 356	1 143	1 005	1 327	1 383
Matériel électronique[3]	1 381	1 547	1 484	1 531	1 701	2 064
Machines de bureau	287	340	442	351	295	324
Autres appareils électriques	124	107	78	72	89	104
Produits pharmaceutiques et médicaments	193	214	255	324	436	500
Autres produits chimiques	242	274	293	238	172	188
Matériel scientifique et professionnel	34	88	107	125	149	126
Autres industries de la fabrication[4]	288	314	288	296	293	347
Construction	7	7	15	29	34	46
Commerce	221	232	248	385	422	503
Services aux entreprises	605	816	810	852	1 067	1 215
Services informatiques et connexes	163	275	280	286	300	372
Bureaux d'ingénieurs et de scientifiques	407	509	496	518	687	722
Bureaux de conseillers en gestion	35	32	34	48	80	121
Autres industries de services[5]	579	555	663	773	841	842
Total	6 030	6 638	6 633	6 700	7 575	8 355

1. Comprend l'agriculture, la pêche, le piégeage, l'exploitation forestière, les mines et les services miniers.
2. Comprend les industries des avions et pièces, des véhicules automobiles, pièces et accessoires et l'industrie d'autre matériel de transport.
3. Comprend les industries de l'équipement de télécommunication, des pièces et composantes électroniques et d'autre matériel électronique.
4. Comprend les industries du bois, du meuble et articles d'ameublement, de l'imprimerie et de l'édition, des métaux semi-transformés, des produits minéraux non métalliques, des produits raffinés du pétrole et du charbon et autres industries de la fabrication.
5. Comprend les industries du transport et de l'entreposage, des communications, de l'énergie électrique et autres services publics, des finances et assurances et autres industries de services.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec*, édition 1994.

Tableau 12

Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, selon le domaine, Québec, Ontario et Canada, 1990-1991

Domaine	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
Sciences sociales	2 372	28,3	3 813	26,4	9 525	25,5
Agriculture/sciences biologiques	690	8,2	797	5,5	2 681	7,2
Génie/sciences appliquées	781	9,3	1 127	7,8	2 895	7,7
Sciences de la santé	1 255	15,0	2 449	16,9	6 126	16,4
Mathématiques et physique	1 082	12,9	1 858	12,9	4 911	13,1
Autres[1]	2 207	26,3	4 404	30,5	11 283	30,1
Total	8 387	100,0	14 448	100,0	37 421	100,0

1. Comprend éducation, beaux-arts et arts appliqués, humanités et autres.
Source : Statistique Canada, *Enseignants dans les universités, 1990-91* (81-241).

Tableau 13

Diplômes délivrés, selon le grade universitaire et le domaine d'études, Québec, Ontario et Canada, 1991

Grade universitaire	Sciences sociales	Agriculture/ sciences biologiques	Génie/ sciences appliquées	Sciences de la santé	Mathéma- tiques et physique	Autres[1]	Total
				n			
Baccalauréat							
Québec	10 811	1 462	2 761	2 281	1 587	8 342	27 244
Ontario	19 865	2 969	3 112	2 328	2 760	18 586	49 620
Canada	44 320	7 283	7 973	7 548	6 376	41 361	114 861
Maîtrise							
Québec	2 200	248	579	383	330	1 558	5 298
Ontario	3 320	299	731	417	521	2 397	7 685
Canada	7 050	840	1 834	1 065	1 177	6 023	17 989
Doctorat							
Québec	151	75	137	111	115	203	792
Ontario	294	153	170	92	237	313	1 259
Canada	569	384	441	296	552	705	2 947
Québec	13 162	1 785	3 477	2 775	2 032	10 103	33 334
Ontario	23 479	3 421	4 013	2 837	3 518	21 296	58 564
Canada	51 939	8 507	10 248	8 909	8 105	48 089	135 797

1. Comprend éducation, beaux-arts et arts appliqués, humanités et autres.
Source : Statistique Canada, *Universités : Inscriptions et grades décernés, 1991* (81-204).

Tableau 14

Exportations[1] de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1988, 1990 et 1992

	Unité	Produits chimiques	Machines de bureau	Autres machines	Avions et pièces	Produits électriques	Instruments scientifiques	Total
Québec								
1988	'000 $	556	498	462	1 392	1 331	426	4 665
1990	'000 $	529	502	635	1 888	3 015	661	7 230
1992	'000 $	682	432	622	1 897	3 402	696	7 731
Canada								
1988	'000 $	3 806	2 896	3 440	2 988	3 718	1 897	18 745
1990	'000 $	3 677	3 099	3 643	4 332	5 868	2 120	22 739
1992	'000 $	4 302	4 218	3 443	4 053	6 684	2 615	25 315
Québec / Canada								
1988	%	14,6	17,2	13,4	46,6	35,8	22,5	24,9
1990	%	14,4	16,2	17,4	43,6	51,4	31,2	31,8
1992	%	15,8	10,2	18,1	46,8	50,9	26,6	30,5

1. Exportations et réexportations chargées au Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, éditions 1990, 1992 et 1993.

Tableau 15

Importations[1] de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1988, 1990 et 1992

	Unité	Produits chimiques	Machines de bureau	Autres machines	Avions et pièces	Produits électriques	Instruments scientifiques	Total
Québec								
1988	'000 $	1 013	526	1 283	1 201	2 191	807	7 021
1990	'000 $	1 183	494	1 163	1 156	4 328	1 004	9 328
1992	'000 $	1 432	592	837	1 015	2 623	879	7 378
Canada								
1988	'000 $	4 194	5 580	8 659	4 562	8 553	5 598	37 146
1990	'000 $	4 348	6 280	7 787	3 141	10 731	5 976	38 263
1992	'000 $	5 580	7 981	6 787	3 684	9 770	6 407	40 209
Québec / Canada								
1988	%	24,2	9,4	14,8	26,3	25,6	14,4	18,9
1990	%	27,2	7,9	14,9	36,8	40,3	16,8	24,4
1992	%	25,7	7,4	12,3	27,6	26,8	13,7	18,3

1. Importations dédouanées au Québec.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, éditions 1990, 1992 et 1993.

27

Relations intersectorielles

Un cadre intégrateur	761
Le tableau économique et les matrices de transactions	763
Les matrices des coefficients techniques de production	765
L'utilisation du modèle intersectoriel : les tableaux d'impact	765

Liste des tableaux

1. Matrice de la production (recettes), par secteur productif 767

2. Matrice des utilisations (déboursés), par secteur productif 767

3. Matrice de la demande finale 768

4. Matrice des marges et des taxes indirectes 768

5. Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la main-d'oeuvre et les salaires et gages avant impôts, Québec, 1993 769

6. Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la valeur ajoutée et les importations, Québec, 1993 770

7. Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur les recettes en impôts et la parafiscalité des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993 771

8. Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur les recettes en taxes indirectes des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993 772

9. Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur la main-d'oeuvre et les salaires et gages avant impôts, Québec, 1993 773

10. Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur la valeur ajoutée et les importations, Québec, 1993 773

11. Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur les recettes en impôts et la parafiscalité des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993 774

12. Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur les recettes en taxes indirectes des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993 774

27

Ce chapitre a été réalisé par Éric Ducharme, avec la collaboration de Gilbert Martin de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

Utilisé depuis plus de vingt ans, le tableau économique du Québec est un instrument d'étude détaillé de la structure industrielle qui permet d'analyser les multiples relations d'échange intersectorielles dans l'économie québécoise. Il constitue la base de données essentielle au modèle intersectoriel utilisé par le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) pour mesurer l'impact économique de divers projets susceptibles de se réaliser au Québec.

Les travaux en vue de la construction d'un tableau économique remontent au début des années 60, avec les efforts du Conseil d'orientation économique et, par la suite, du laboratoire d'économétrie de l'Université Laval et du Bureau de la statistique du Québec. Ce n'est cependant qu'en 1967 qu'un tableau économique du Québec, ayant pour année de base 1961, est complété. En 1972, une nouvelle version ayant pour année de base 1966 est publiée. Des versions de ce tableau pour les années 1973, 1975 et 1978 ont depuis lors été produites par le BSQ. Ainsi, la dernière version a été produite en 1990, sur la base des tableaux d'entrées-sorties pour l'année 1984 de Statistique Canada. La banque de données du modèle intersectoriel fait depuis l'objet d'une mise à jour continue qui intègre les changements survenus dans l'économie québécoise.

En 1995, une nouvelle version ayant 1990 pour année de base sera produite en incorporant les nouvelles informations que rendra disponibles Statistique Canada. La construction du tableau économique du Québec nécessite une période de quatre à cinq ans entre l'année de référence et l'année de publication, en raison des délais de compilation des données provenant d'enquêtes diverses et du volume élevé des informations à exploiter.

Ce chapitre se révèle l'occasion privilégiée de traiter du tableau en tant que cadre intégrateur des données économiques et de le décrire en termes de matrices de transactions. Seront également présentées les matrices de coefficients de production et des exemples de l'utilisation du modèle à partir des tableaux d'impact.

Un cadre intégrateur

Le tableau économique du Québec fait partie du cadre général des comptes économiques du Québec, lesquels sont issus du Système de comptabilité nationale du Canada (SCN), lui-même très similaire au Système de comptabilité nationale proposé en 1968 par les Nations unies.

La comptabilité économique constitue un cadre normatif global cohérent pour l'enregistrement et le suivi des grandes fonctions économiques que sont la production, la consommation, l'accumulation de capital et la redistribution des ressources dans une société. Elle intègre aussi toutes les transactions des divers agents qui effectuent ces fonctions et qui transigent entre eux et avec les non-résidents. Relativement à ces grandes fonctions et transactions économiques, le BSQ publie trimestriellement et annuellement les résultats d'un compte (consolidé) du produit intérieur brut, des comptes de revenus et de dépenses ainsi que de capital et de financement pour divers agents de l'économie.

27

La publication de ces comptes permet de suivre la situation économique courante à travers l'évolution du produit intérieur brut (PIB), des revenus et des dépenses des divers agents économiques (revenus et dépenses personnels, revenus et dépenses des divers paliers d'administration publique, dépenses d'investissement, etc.).

L'évaluation courante trimestrielle et annuelle des diverses transactions se fait nécessairement à un niveau très agrégé, le but étant de suivre l'évolution de grands agrégats : produit intérieur brut, revenu personnel, revenu personnel disponible, dépenses totales de consommation, dépenses d'investissement, etc. Pour obtenir une meilleure vision de la structure économique et tout particulièrement des liens existant entre les industries, il est nécessaire d'obtenir des données beaucoup plus détaillées : c'est le rôle du tableau économique. En fait, le tableau économique représente une décomposition, pour une année donnée, du compte (consolidé) de production intérieure.

Cet éclatement du compte de production intérieure se fait selon une approche qui divise l'économie en secteurs productifs, d'une part, et en secteurs de la demande finale, d'autre part. Les secteurs productifs regroupent les agents acheteurs de biens et de services à des fins de transformation et de revente sur les marchés. Les secteurs de la demande finale comprennent ceux qui achètent et utilisent les biens et les services pour utilisation finale.

Les agents formant les secteurs productifs de l'économie sont regroupés et ventilés par industrie (agriculture, forêt, pêche, fabrication, etc.) en fonction de produits, alors que les agents de la demande finale sont répartis par «secteur institutionnel décisionnel en matière financière» (ménages, Administration fédérale, Administration provinciale, administrations locales, etc.). En général, ces agents institutionnels résident sur le territoire, mais le système comprend aussi un secteur extérieur qui enregistre les importations et exportations de biens et de services. À des fins de regroupement statistique, l'établissement est l'unité de base pour les secteurs productifs et l'agent institutionnel, l'unité de base pour les secteurs de la demande finale (ménages, gouvernements, entreprises).

Le tableau économique formé par la décomposition du compte annuel de production intérieure montre les relations entre les secteurs en identifiant, pour chacune des catégories de biens et de services, les secteurs qui les produisent et les secteurs qui les utilisent. Le tableau répond aux questions «Qui produit quoi?» et «Qui achète quoi?», tout en indiquant le montant des transactions effectuées.

Afin de répondre aux exigences d'intégration et de cohérence des données, chaque transaction est enregistrée deux fois : comme dépense et comme recette. Ainsi, le tableau est toujours en équilibre : d'une part, la somme des recettes est égale à la somme des dépenses pour chaque secteur; d'autre part, l'offre est égale à la demande pour chaque catégorie de biens et de services. Le lien entre l'offre et la demande intègre les marges de transport et de commerce ainsi que les taxes indirectes.

Le schéma suivant présente l'exemple d'une équation comptable, où l'offre est égale à la demande (bien 4 présenté aux tableaux 1, 2, 3 et 4). Selon cette équation comptable, l'offre totale du bien 4 est représentée par la production du secteur productif 2 au Québec, évaluée à 400 000 $, additionnée des importations d'une valeur de 400 000 $. S'ajoutent les marges et taxes de 175 000 $, pour un total de 975 000 $ de l'offre aux prix à la consommation. Par ailleurs, la demande pour le bien 4 totalise aussi 975 000 $ aux prix à la consommation, soit 500 000 $ pour la demande intermédiaire et 475 000 $ pour la demande finale.

Équation comptable
Offre et demande pour le bien 4

	'000 $
Offre	
Offre aux prix à la production	800
Secteur 2	400
Importations	400
Marges et taxes	175
Marges	75
Taxes indirectes	100
Total : Offre aux prix à la consommation	975
Demande	
Demande intermédiaire	500
Secteur 3	200
Secteur 5	300
Demande finale	475
Exportations	200
Ménages	275
Total : Demande aux prix à la consommation	975

Si, pour chaque bien, le tableau présente des équations comptables, chaque secteur productif (ex.: agriculture) est aussi soumis à des règles d'égalité de revenus et dépenses appelées «équations budgétaires». Les tableaux 1 et 2 présentent respectivement les recettes et les dépenses des divers secteurs productifs relativement aux transactions qu'ils effectuent sur les biens et les services (production et vente, achat y compris achat de facteurs primaires). Pour chaque secteur, les totaux des tableaux 1 et 2 doivent être égaux.

Ainsi, la somme des recettes du secteur 1 atteint 800 000 $ pour la production du bien 1 (tableau 1). Les dépenses du même secteur, une fois ajustées pour tenir compte des subventions reçues de 100 000 $, totalisent aussi 800 000 $ répartis ainsi : 500 000 $ pour les biens 1, 5 et 6, 200 000 $ pour les salaires et gages avant impôts et 200 000 $ pour les autres revenus bruts avant impôts (profits, charges patronales, etc.) (tableau 2).

Le tableau économique et les matrices de transactions

Le tableau économique du Québec pour l'année de base 1984 ou pour les années postérieures résultant des mises à jour n'est pas présenté dans cette publication pour des raisons techniques et de confidentialité, mais la combinaison des tableaux 1, 2, 3 et 4 permet de construire un spécimen d'un intérêt certain. Les tableaux correspondent à des matrices de transactions portant sur la production, les utilisations, la demande finale et les marges d'un tableau hypothétique réduit.

Ces matrices font apparaître les liens d'interdépendance des secteurs productifs et des secteurs de la demande finale. Les premiers sont essentiellement des industries vendant les biens et les services qu'elles produisent, tandis que les seconds regroupent les acheteurs finals de biens et de services. Les secteurs productifs achètent des biens et des services intermédiaires, s'acquittent des salaires et des autres valeurs ajoutées et vendent leur production à d'autres secteurs productifs (demande intermédiaire) ou à des secteurs non productifs (demande finale). Les biens et services intermédiaires proviennent de secteurs productifs ou du secteur extérieur. Tous les achats sont enregistrés aux prix à la consommation et toutes les productions, aux prix à la production, c'est-à-dire aux prix à la sortie de l'usine.

La nomenclature du tableau économique de base du Québec pour l'année 1984 comprend 74 secteurs productifs, 276 catégories de biens et de services, 24 catégories de facteurs primaires, de fiscalité et de parafiscalité, 3 secteurs de fuites (importations, taxes indirectes québécoises et fédérales) et 142 catégories de demande finale.

Le tableau 1 présente une matrice de production fictive regroupant huit biens et services et cinq secteurs productifs. La première colonne montre qu'au cours d'une année, la production totale du secteur 1 s'élève à 800 000 $. Seul le bien 1 est produit par ce secteur. De même, le tableau 4 révèle que les marges relatives au bien 1 atteignent 100 000 $ et les taxes indirectes, 50 000 $. Le tableau 2 indique notamment que le secteur 1, pour des utilisations totales de 800 000 $, débourse 500 000 $ en biens et en services (300 000 $ pour le bien 1, 100 000 $ pour le bien 5 et 100 000 $ pour le bien 6) et 300 000 $ en facteurs primaires.

Demande finale pour le bien 1, selon la production et les transactions extérieures

A)	Production interne aux prix du marché	'000 $	
	production des secteurs productifs	900	(tableau 1)
	moins : absorption ou consommation intermédiaire des secteurs productifs	-600	(tableau 2)
	plus : marges (passage des prix à la production aux prix à la consommation)	150	(tableau 4)
B)	plus : production importée	450	(tableau 3)
C)	moins : production exportée	400	(tableau 3)
Demande finale		500	

Le tableau 3, quant à lui, synthétise les transactions des secteurs de la demande finale. Il comprend essentiellement le secteur des ménages et le secteur extérieur (soit les importations et les exportations de biens et de services). Dans la réalité, les secteurs de la demande finale sont constitués de secteurs institutionnels «décideurs» beaucoup plus nombreux, tels que les divers paliers de gouvernement ainsi que les différentes entreprises qui décident en matière d'investissement (formation brute de capital fixe en construction résidentielle et non résiden-

tielle et achat de machinerie et d'équipement, etc.). Dans le tableau 3, les dépenses finales des secteurs institutionnels résidents (représentés par le secteur des ménages) sont de 500 000 $. Cette demande finale pour le bien 1 est satisfaite par la production interne et les importations, desquelles sont enlevées les exportations.

Comme pour ces quatre matrices hypothétiques, le tableau économique du Québec actuellement utilisé au BSQ trace un portrait, pour une année donnée, des relations intersectorielles. Il permet de chiffrer les liens d'interdépendance des différents secteurs, de donner des renseignements sur la répartition des ressources entre biens et services et facteurs primaires, ainsi que sur l'utilisation de l'offre par les autres secteurs, tant productifs que de la demande finale.

Les matrices des coefficients techniques de production

À partir du tableau économique du Québec, il est possible de mesurer, sous forme de coefficients, l'importance relative des achats de biens et de services et des facteurs primaires nécessaires à la production d'un secteur. Pour ce faire, chacun des achats d'un secteur donné est divisé par le niveau d'activité (ventes ou recettes d'exploitation) de ce même secteur. De telles matrices permettent de cerner les hypothèses de base de l'analyse intersectorielle, qui postulent que la structure de production québécoise est, pour chacun des secteurs, une combinaison fixe de facteurs de production. Faisons par exemple le calcul à partir du tableau 2 : pour fabriquer un dollar de produit, le secteur 1 doit débourser 62,5 cents en biens et services (500/800=0.625), 25 cents en salaires et gages avant impôts, 25 cents au titre des autres revenus bruts; il reçoit par contre 12,5 cents en subventions.

L'utilisation du modèle intersectoriel : les tableaux d'impact

Le tableau économique du Québec sert de base de données au modèle intersectoriel du Québec, lequel permet de calculer, à partir d'une augmentation autonome (exogène) des dépenses entraînant un choc sur l'équilibre comptable du système, les effets directs, indirects et totaux d'un projet d'investissement, de dépenses finales ou encore d'un accroissement de la production d'une industrie. Ces effets ou impacts économiques calculés pour un projet donné portent sur la main-d'oeuvre, les salaires et gages avant impôts, la valeur ajoutée au coût des facteurs, les importations et certaines recettes fiscales et parafiscales.

Le modèle intersectoriel du BSQ est autant un instrument d'analyse économique permettant d'évaluer les effets de changements touchant l'économie québécoise qu'un modèle de propagation de la demande. Il fait intervenir de façon systématique et détaillée les informations contenues dans les structures de dépenses des secteurs et dans les structures de répartition de la demande. Toutefois, qu'une dépense ou qu'un projet d'investissement soit de longue période ou non, les résultats de l'impact total transmis par le modèle sont évalués et concentrés sur une seule année (en l'occurrence l'année en cours), l'hypothèse sous-jacente étant que les effets sont tous enregistrés durant cette année-là. Ainsi, le modèle n'autorise pas à dresser un calendrier annuel des effets attendus.

27

Les données du modèle intersectoriel sont actuellement celles des tableaux d'entrées-sorties pour l'année 1984, produit par Statistique Canada et mis à jour de façon continue par le BSQ. Ainsi, le modèle permet de calculer des matrices d'impact économique à l'aide de paramètres pour l'année 1993. Les tableaux 5 à 12 présentent l'impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des 33 secteurs productifs et l'impact économique de dépenses de 100 millions de dollars de 15 secteurs de la demande finale. Pour les tableaux 5 à 8, les effets indirects se divisent en premiers effets indirects et autres effets indirects. Les autres effets indirects s'obtiennent par la différence entre les effets totaux et la somme des effets directs et des premiers effets indirects. Pour les tableaux 9 à 12, les effets directs se divisent en effets directs internes au secteur de la demande finale et en effets directs sur les secteurs productifs satisfaisant la demande finale initiale (premiers fournisseurs). Les effets indirects pour les tableaux 9 à 12 s'obtiennent par la différence entre les effets totaux et les effets directs.

Le tableau 5 se lit comme suit : toute tranche de production de 100 millions de dollars de l'industrie de l'habillement nécessite une charge de travail de 1 864 personnes-années, soit 1 322 dans l'usine de vêtements, l'équivalent de 324 chez les premiers fournisseurs et 218 chez les autres fournisseurs. Le tableau 6 montre que la même tranche de production entraîne une valeur ajoutée au coût des facteurs de 67,8 millions de dollars, ainsi répartie : 41,6 millions pour l'usine de vêtements et 26,2 millions pour ses fournisseurs. Le contenu québécois (valeur ajoutée totale au coût des facteurs) est de 67,8 % et le contenu étranger (importations totales), de 32,2 %. Le tableau 7, pour sa part, révèle que toute tranche de production de 100 millions de dollars du secteur de la bonneterie entraîne des revenus pour les gouvernements du Québec et du Canada de 7,1 millions de dollars en impôts sur les salaires et gages. Les contributions des employés et des employeurs à la Régie des rentes du Québec (RRQ), à la Régie d'assurance-maladie du Québec (RAMQ), à la Commission de santé et de sécurité du travail du Québec (CSST) et au régime d'assurance-chômage totalisent de leur côté 7,3 millions de dollars en parafiscalité québécoise et fédérale. Quant aux taxes indirectes québécoises et fédérales présentées dans le tableau 8, elles forment un montant global de 554 000 $.

Le tableau 9 indique que toute tranche de dépenses de 100 millions de dollars des administrations municipales au Québec nécessite une charge de travail de 1 580 personnes-années : 1 225 travaillent pour les municipalités, l'équivalent de 246 pour leurs premiers fournisseurs et 109 pour leurs fournisseurs indirects. Aux tableaux 11 et 12 figurent les effets totaux de dépenses de chaque tranche de 100 millions de dollars des ménages en 1993. Chacune de ces tranches entraîne pour les gouvernements du Québec et du Canada des revenus de l'ordre de 5,8 millions de dollars en impôts sur les salaires et gages, de 5,3 millions au chapitre de la parafiscalité et de 12,1 millions en taxes indirectes.

Les tableaux d'impact sont des résultats agrégés de simulations obtenus avec le modèle intersectoriel. Des ensembles semblables de tableaux, mis à jour périodiquement et disponibles au BSQ, font l'objet d'une publication spéciale en 1994. Le BSQ offre aussi un service personnalisé de préparation et de production d'études d'impact sous forme de simulations construites à partir du modèle intersectoriel.

Autre lecture suggérée

Bureau de la statistique du Québec, *Les tableaux d'impact et le modèle intersectoriel, édition 1994*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1994, 172 p.

Tableau 1
Matrice de la production (recettes), par secteur productif

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5	Total
	'000 $					
Biens	800	1 300	1 000	1 000	1 500	5 600
Bien 1	800	-	100	-	-	900
Bien 2	-	500	-	-	200	700
Bien 3	-	300	-	300	-	600
Bien 4	-	400	-	-	-	400
Bien 5	-	-	400	-	-	400
Bien 6	-	-	500	700	-	1 200
Bien 7	-	100	-	-	1 000	1 100
Marges et taxes indirectes	-	-	-	-	300	300
Facteurs primaires	-	-	-	-	-	-
Total	800	1 300	1 000	1 000	1 500	5 600

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 2
Matrice des utilisations (déboursés), par secteur productif

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5	Total
	'000 $					
Biens	500	1 000	800	700	1 200	4 200
Bien 1	300	-	100	-	200	600
Bien 2	-	300	-	100	400	800
Bien 3	-	400	300	-	-	700
Bien 4	-	-	200	-	300	500
Bien 5	100	-	-	300	-	400
Bien 6	100	300	-	100	200	700
Bien 7	-	-	200	200	100	500
Marges et taxes indirectes	-	-	-	-	-	-
Facteurs primaires	300	300	200	300	300	1 400
Salaires et gages avant impôts	200	100	100	200	150	750
Autres revenus bruts avant impôts	200	200	300	100	150	950
Subventions	-100	-	-200	-	-	-300
Main-d'oeuvre (personnes-années)	10	7	2	5	4	28
Total	800	1 300	1 000	1 000	1 500	5 600

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 3
Matrice de la demande finale

Catégorie de transactions	Secteur de la demande finale			
	Exportations	Importations	Dépenses courantes des ménages	Total
			'000 $	
Biens	1 800	-2 575	2 625	1 850
Bien 1	400	-450	500	450
Bien 2	-	-150	175	25
Bien 3	-	-575	525	-50
Bien 4	200	-400	275	75
Bien 5	-	-400	450	50
Bien 6	500	-200	400	700
Bien 7	600	-300	300	600
Marges et taxes indirectes	100	-100	-	-
Facteurs primaires	-	-	200	200
Salaires et gages avant impôts	-	-	175	175
Autres revenus bruts avant impôts	-	-	25	25
Subventions	-	-	-	-
Main-d'oeuvre (personnes-années)	-	-	15	15
Total	1 800	-2 575	2 825	2 050

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 4
Matrice des marges et des taxes indirectes

Catégorie de transactions	Marges	Taxes indirectes	Total
		'000 $	
Biens	300	450	750
Bien 1	100	50	150
Bien 2	50	75	125
Bien 3	25	25	50
Bien 4	75	100	175
Bien 5	-	50	50
Bien 6	50	150	200
Bien 7	-	-	-
Marges et taxes indirectes	-	-	-
Facteurs primaires	-	-	-
Total	300	450	750

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 5

Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la main-d'oeuvre et les salaires et gages avant impôts, Québec, 1993

Secteur productif	Main-d'oeuvre (personnes-années)			Salaires et gages avant impôts		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux
	n			'000 $		
Agriculture	461	210	897	7 009	5 475	18 700
Abattage forestier	674	333	1 177	28 310	9 980	43 298
Pêche, chasse et piégeage	818	178	1 157	14 639	5 553	24 781
Mines, carrières et sablières	665	241	1 077	30 091	8 573	43 850
Industries des aliments et boissons	452	243	954	14 069	6 028	27 178
Industries du tabac	x	x	456	x	x	20 638
Industries du caoutchouc	708	154	1 031	21 912	5 333	32 385
Industries du cuir	1 297	181	1 655	25 149	4 603	34 682
Industries du textile	741	226	1 158	20 891	6 828	33 308
Bonneterie	1 242	289	1 733	27 495	7 743	41 044
Industries de l'habillement	1 322	324	1 864	24 903	8 700	39 872
Industries du bois	852	305	1 455	21 280	10 167	40 225
Industries du meuble et d'articles d'ameublement	1 198	249	1 669	29 138	7 669	43 401
Industries du papier et d'activités connexes	469	243	966	20 113	8 922	36 787
Imprimerie, édition et activités connexes	779	226	1 200	28 573	8 285	43 001
Industries métalliques primaires	327	144	654	16 391	6 235	27 958
Fabrication de produits en métal	818	193	1 211	25 021	6 980	38 272
Fabrication de machines (sauf électriques)	683	168	1 043	23 943	5 950	35 722
Fabrication d'équipement de transport	500	164	802	20 204	6 058	30 516
Fabrication de produits électriques	597	172	942	22 325	6 090	33 749
Fabrication de produits minéraux non métalliques	668	229	1 106	23 302	7 690	37 135
Fabrication des produits du pétrole	54	33	154	2 846	1 172	5 876
Industries chimiques	360	189	708	14 888	6 511	26 107
Industries manufacturières diverses	x	x	1 418	x	x	38 944
Construction	718	289	1 267	27 606	8 982	44 302
Transports et entreposage	1 049	300	1 508	36 244	9 292	50 289
Communications	1 052	222	1 366	44 573	7 215	54 569
Services d'utilité publique	407	63	505	19 992	2 127	23 152
Commerces de gros et de détail	2 192	228	2 525	47 604	7 426	58 227
Finances, assurances et affaires immobilières	831	227	1 148	26 866	7 404	37 029
Services personnels et de santé	1 597	275	2 050	33 580	8 139	46 666
Services fournis aux entreprises	1 534	283	1 914	49 192	8 553	60 706
Services divers	2 163	219	2 474	50 707	6 592	60 053

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 6

Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la valeur ajoutée et les importations,
Québec, 1993

Secteur productif	Valeur ajoutée			Importations		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux
	'000 $					
Agriculture	48 406	17 417	79 855	...	15 804	30 469
Abattage forestier	54 407	17 667	81 482	...	8 628	16 728
Pêche, chasse et piégeage	80 003	11 231	99 521	...	10 266	21 331
Mines, carrières et sablières	46 830	17 960	74 607	...	17 329	27 823
Industries des aliments et boissons	36 395	19 827	73 256	...	15 414	30 495
Industries du tabac	x	x	74 535	...	x	25 087
Industries du caoutchouc	41 464	13 329	65 158	...	23 289	34 582
Industries du cuir	48 513	8 889	67 184	...	24 121	33 047
Industries du textile	35 774	12 784	58 840	...	28 236	41 060
Bonneterie	48 241	13 971	72 606	...	15 718	27 862
Industries de l'habillement	41 560	15 051	67 827	...	17 670	32 159
Industries du bois	37 492	20 025	73 674	...	14 071	25 676
Industries du meuble et d'articles d'ameublement	50 992	14 302	77 626	...	12 310	22 200
Industries du papier et d'activités connexes	39 833	21 121	76 193	...	12 268	23 375
Imprimerie, édition et activités connexes	56 245	15 299	83 782	...	8 165	16 177
Industries métalliques primaires	38 975	16 142	65 629	...	23 235	34 003
Fabrication de produits en métal	47 012	13 736	73 252	...	15 957	26 659
Fabrication de machines (sauf électriques)	51 102	11 529	73 455	...	17 656	26 697
Fabrication d'équipement de transport	44 372	11 929	64 375	...	33 178	41 049
Fabrication de produits électriques	46 439	12 507	69 207	...	21 805	30 944
Fabrication de produits minéraux non métalliques	48 017	16 134	76 137	...	13 025	22 969
Fabrication des produits du pétrole	16 642	3 163	23 545	...	79 074	84 055
Industries chimiques	47 532	15 287	72 202	...	16 597	26 605
Industries manufacturières diverses	x	x	74 295	...	x	25 334
Construction	43 512	16 509	74 324	...	12 197	24 550
Transports et entreposage	53 623	17 520	80 181	...	10 591	21 608
Communications	86 509	11 787	103 330	...	3 577	6 873
Services d'utilité publique	91 409	3 699	97 042	...	1 004	2 673
Commerces de gros et de détail	67 354	15 620	89 122	...	5 187	9 719
Finances, assurances et affaires immobilières	72 619	14 925	92 802	...	2 998	6 012
Services personnels et de santé	57 230	17 066	84 971	...	8 489	16 305
Services fournis aux entreprises	70 191	16 181	92 040	...	4 179	7 515
Services divers	72 046	12 879	90 145	...	4 658	8 796

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 7

Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur les recettes en impôts et la parafiscalité des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993

Secteur productif	Impôts sur les salaires Québec et Canada			Parafiscalité Québec et Canada		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux
	'000 $					
Agriculture	306	1 043	2 595	1 042	987	3 142
Abattage forestier	7 748	2 179	10 999	7 015	2 030	9 966
Pêche, chasse et piégeage	1 336	1 246	3 531	4 828	1 117	6 770
Mines, carrières et sablières	8 634	2 136	11 917	5 881	1 525	8 322
Industries des aliments et boissons	3 126	1 081	5 621	2 775	1 060	5 104
Industries du tabac	x	x	5 864	x	x	2 977
Industries du caoutchouc	4 711	1 289	7 132	4 507	951	6 362
Industries du cuir	3 157	857	5 017	4 841	862	6 575
Industries du textile	4 240	1 479	6 904	4 013	1 242	6 253
Bonneterie	4 417	1 520	7 149	4 843	1 404	7 283
Industries de l'habillement	2 677	1 686	5 675	4 461	1 604	7 183
Industries du bois	3 901	2 421	8 206	4 931	2 238	8 829
Industries du meuble et d'articles d'ameublement	5 218	1 706	8 352	6 230	1 447	8 866
Industries du papier et d'activités connexes	5 573	2 273	9 564	3 348	1 677	6 506
Imprimerie, édition et activités connexes	7 164	2 089	10 648	4 674	1 396	7 183
Industries métalliques primaires	4 863	1 739	7 740	2 475	984	4 398
Fabrication de produits en métal	5 381	1 740	8 551	5 609	1 256	7 952
Fabrication de machines (sauf électriques)	5 902	1 462	8 653	4 804	1 078	6 896
Fabrication d'équipement de transport	5 357	1 530	7 836	3 676	1 035	5 445
Fabrication de produits électriques	5 697	1 498	8 388	3 866	1 078	5 864
Fabrication de produits minéraux non métalliques	5 635	1 814	8 767	4 857	1 476	7 456
Fabrication des produits du pétrole	873	291	1 543	370	202	915
Industries chimiques	3 979	1 572	6 568	2 412	1 098	4 341
Industries manufacturières diverses	x	x	7 818	x	x	6 958
Construction	7 132	2 001	10 796	7 080	1 718	10 185
Transports et entreposage	8 872	2 087	11 991	7 626	1 802	10 291
Communications	12 246	1 678	14 532	7 198	1 295	8 986
Services d'utilité publique	5 990	502	6 717	2 781	426	3 394
Commerces de gros et de détail	6 994	1 719	9 415	8 104	1 266	9 941
Finances, assurances et affaires immobilières	6 031	1 708	8 351	4 298	1 307	6 100
Services personnels et de santé	4 710	1 755	7 472	6 064	1 419	8 360
Services fournis aux entreprises	11 072	1 859	13 582	7 883	1 422	9 826
Services divers	8 663	1 430	10 688	8 715	1 137	10 338

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 8

Impact économique d'une production de 100 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur les recettes en taxes indirectes des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993

Secteur productif	Taxes spécifiques et accise			Taxes de vente TVQ et TPS		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux
	'000 $					
Agriculture	...	1 168	1 770	...	243	454
Abattage forestier	...	1 489	2 215	...	248	494
Pêche, chasse et piégeage	...	5 276	5 722	...	1 052	1 231
Mines, carrières et sablières	...	2 223	2 877	...	403	637
Industries des aliments et boissons	...	191	858	...	118	346
Industries du tabac	...	x	362	...	x	254
Industries du caoutchouc	...	122	577	...	108	275
Industries du cuir	...	53	355	...	56	176
Industries du textile	...	171	498	...	187	377
Bonneterie	...	59	307	...	93	247
Industries de l'habillement	...	143	404	...	94	285
Industries du bois	...	280	1 003	...	167	423
Industries du meuble et d'articles d'ameublement	...	95	456	...	102	302
Industries du papier et d'activités connexes	...	601	1 244	...	156	382
Imprimerie, édition et activités connexes	...	98	491	...	138	321
Industries métalliques primaires	...	303	675	...	70	210
Fabrication de produits en métal	...	183	522	...	30	186
Fabrication de machines (sauf électriques)	...	98	390	...	0	135
Fabrication d'équipement de transport	...	101	348	...	35	151
Fabrication de produits électriques	...	61	335	...	106	249
Fabrication de produits minéraux non métalliques	...	509	1 114	...	240	472
Fabrication des produits du pétrole	...	1 644	1 836	...	76	133
Industries chimiques	...	1 588	2 180	...	354	551
Industries manufacturières diverses	...	x	614	...	x	325
Construction	...	877	1 381	...	178	401
Transports et entreposage	...	4 659	5 435	...	1 074	1 357
Communications	...	341	590	...	306	464
Services d'utilité publique	...	471	556	...	157	222
Commerces de gros et de détail	...	1 406	1 707	...	501	782
Finances, assurances et affaires immobilières	...	319	551	...	2 315	2 596
Services personnels et de santé	...	832	1 212	...	1 043	1 315
Services fournis aux entreprises	...	735	1 028	...	327	628
Services divers	...	1 386	1 693	...	406	633

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 9

Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur la main-d'oeuvre et les salaires et gages avant impôts, Québec, 1993

Secteur de la demande finale	Main-d'oeuvre (personnes-années)			Salaires et gages avant impôts		
	Effets directs		Effets totaux	Effets directs		Effets totaux
	Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs		Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs	
	n			'000 $		
Dépenses courantes des ménages (total)	178	510	1 222	4 081	14 208	31 343
Machinerie et matériels						
Secteur privé	-	239	619	-	8 151	19 036
Secteur du gouvernement	-	271	652	-	8 464	19 463
Construction						
Secteur privé	-	690	1 189	-	26 034	41 220
Secteur du gouvernement	-	704	1 169	-	28 123	42 534
Dépenses courantes des administrations						
Frais hospitaliers	1 676	142	1 904	72 070	4 127	78 676
Frais pédagogiques	1 658	179	1 905	76 984	5 496	84 504
Frais de défense	1 216	325	1 731	39 856	11 184	56 969
Autres dépenses des administrations municipales	1 225	246	1 580	53 223	7 652	64 081
Autres dépenses de l'Administration provinciale	1 495	418	2 098	44 367	12 002	61 444
Autres dépenses de l'Administration fédérale	1 257	401	1 787	55 566	12 071	71 524
Demande intérieure brute	1 031	459	1 936	16 467	13 540	41 486
Exportations étrangères	19	588	1 103	195	20 088	35 322
Exportations interprovinciales	-	797	1 255	-	27 384	41 495
Demande finale brute excluant les secteurs des importations	718	474	1 607	10 904	14 461	36 579

1. Secteur de la demande finale.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 10

Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur la valeur ajoutée et les importations, Québec, 1993

Secteur de la demande finale	Valeur ajoutée			Importations		
	Effets directs		Effets totaux	Effets directs		Effets totaux
	Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs		Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs	
	'000 $					
Dépenses courantes des ménages (total)	13 548	28 969	66 113	...	12 021	23 801
Machinerie et matériels						
Secteur privé	-	16 634	35 356	...	46 186	63 563
Secteur du gouvernement	-	16 435	35 242	...	43 308	61 011
Construction						
Secteur privé	-	42 138	70 266	...	1 623	23 256
Secteur du gouvernement	-	47 792	74 328	...	-	20 579
Dépenses courantes des administrations						
Frais hospitaliers	76 477	8 276	89 482	...	5 737	9 358
Frais pédagogiques	81 437	10 252	95 584	...	1 957	4 623
Frais de défense	39 856	20 836	72 027	...	17 775	28 562
Autres dépenses des administrations municipales	65 842	15 128	87 147	...	3 899	9 159
Autres dépenses de l'Administration provinciale	53 667	28 360	91 600	...	2 941	7 900
Autres dépenses de l'Administration fédérale	62 394	21 771	91 582	...	4 169	8 228
Demande intérieure brute	18 266	29 282	68 453	...	12 234	24 360
Exportations étrangères	222	41 028	72 552	...	107	31 337
Exportations interprovinciales	-	45 937	73 576	...	-	22 301
Demande finale brute excluant les secteurs des importations	12 096	30 081	63 296	...	15 700	30 410

1. Secteur de la demande finale.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 11

Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur les recettes en impôts et la parafiscalité des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993

Secteur de la demande finale	Impôts sur les salaires Québec et Canada			Parafiscalité Québec et Canada		
	Effets directs		Effets totaux	Effets directs		Effets totaux
	Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs		Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs	
	'000 $					
Dépenses courantes des ménages (total)	659	2 876	5 829	622	2 448	5 345
Machinerie et matériels						
Secteur privé	-	1 958	4 230	-	1 578	3 473
Secteur du gouvernement	-	1 915	4 225	-	1 653	3 572
Construction						
Secteur privé	-	6 632	9 968	-	6 426	9 244
Secteur du gouvernement	-	7 492	10 703	-	7 056	9 681
Dépenses courantes des administrations						
Frais hospitaliers	19 863	878	21 260	11 395	754	12 587
Frais pédagogiques	22 315	1 208	23 958	10 730	1 010	12 103
Frais de défense	9 059	2 700	13 094	6 288	2 038	9 358
Autres dépenses des administrations municipales	14 714	1 719	17 122	8 621	1 390	10 587
Autres dépenses de l'Administration provinciale	9 256	2 508	12 783	7 109	2 204	10 197
Autres dépenses de l'Administration fédérale	15 441	2 622	18 915	7 668	2 064	10 417
Demande intérieure brute	745	2 899	5 788	2 909	2 589	7 523
Exportations étrangères	-	4 864	8 186	28	3 614	6 392
Exportations interprovinciales	-	6 651	9 796	-	4 870	7 362
Demande finale brute excluant les secteurs des importations	476	3 189	5 879	1 920	2 689	6 602

1. Secteur de la demande finale.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

Tableau 12

Impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de certains secteurs de la demande finale sur les recettes en taxes indirectes des gouvernements du Québec et du Canada, Québec, 1993

Secteur de la demande finale	Taxes spécifiques et accise			Taxes de vente TVQ et TPS		
	Effets directs		Effets totaux	Effets directs		Effets totaux
	Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs		Internes au secteur[1]	Premiers fournisseurs	
	'000 $					
Dépenses courantes des ménages (total)	...	2 987	3 681	...	7 758	8 409
Machinerie et matériels						
Secteur privé	...	-	423	...	1 204	1 380
Secteur du gouvernement	...	-	427	...	4 010	4 191
Construction						
Secteur privé	...	-	1 186	...	5 449	5 989
Secteur du gouvernement	...	-	1 750	...	3 579	4 030
Dépenses courantes des administrations						
Frais hospitaliers	...	211	421	...	955	1 063
Frais pédagogiques	...	323	634	...	1 019	1 174
Frais de défense	...	1 033	1 559	...	4	190
Autres dépenses des administrations municipales	...	1 696	2 088	...	2 059	2 263
Autres dépenses de l'Administration provinciale	...	458	892	...	2	728
Autres dépenses de l'Administration fédérale	...	407	806	...	3	343
Demande intérieure brute	...	1 984	2 686	...	5 595	6 213
Exportations étrangères	...	-	1 215	...	-	473
Exportations interprovinciales	...	408	2 454	...	5 516	6 307
Demande finale brute excluant les secteurs des importations	...	1 870	2 657	...	4 758	5 336

1. Secteur de la demande finale.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiqes.

28

Comptes économiques

Le produit intérieur brut	779
La demande intérieure finale	780
Le revenu personnel	781
Les revenus et les dépenses des administrations publiques	782
Le produit intérieur brut par activité économique	783
Conclusion	783

28

Liste des tableaux

1. Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, Québec, 1983-1993 784

2. Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, Canada, 1983-1993 786

3. Demande intérieure finale aux prix de 1986, Québec, 1983-1993 786

4. Demande intérieure finale et produit intérieur brut aux prix de 1986, Canada, 1983-1993 788

5. Revenu personnel disponible par habitant, par province et territoire, Canada 1983-1993 788

6. Provenance et utilisation du revenu personnel, Québec, 1983-1993 790

7. Recettes et dépenses des administrations publiques, Québec, 1983-1993 790

8. Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1983-1993 792

9. Principaux agrégats des comptes nationaux, Canada, 1983-1993 792

Liste des figures

1. Taux de croissance du produit intérieur brut en dollars constants, selon l'indice implicite des prix du PIB canadien, Québec et Canada, 1983-1993 784

2. Recettes et dépenses des administrations publiques, Québec, 1983-1993 785

28

Ce chapitre a été réalisé par Mathias Wasajja, de la Direction des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

La période 1983-1993 se révèle fertile en événements de toutes sortes, dont les plus significatifs sur le plan économique sont : l'adoption de politiques monétaires beaucoup moins restrictives que celles des années 1981 et 1982, l'augmentation spectaculaire des déficits publics conduisant la plupart des gouvernements à appliquer des politiques budgétaires et fiscales austères, la chute des cours du pétrole en 1986, le Krach d'octobre 1987 entraînant de nombreuses faillites personnelles et commerciales, la fusion des deux républiques allemandes, la désintégration du Comecon et du marché soviétique et le renforcement du marché commun européen. Ce survol très rapide ne saurait s'achever sans le rappel de deux pages majeures de l'économie canadienne en général et québécoise en particulier. Il s'agit, en 1989, de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ), et, en 1993, de l'aboutissement favorable des négociations relatives à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Sur le plan national, le Québec a connu une forte expansion de 1983 à 1988, une période de récession en 1990-91 et une activité économique léthargique pour le reste de la période. L'économie canadienne suit la même trajectoire (figure 1) mais avec de légères variations. De 1983 à 1988, le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB), soit la valeur totale de tous les biens et services produits dans une région donnée, s'accroît en termes réels[1], au taux annuel moyen de 5,4 % au Québec, comparativement à 4,7 % au Canada. Au cours des cinq dernières années (1988-1993), le taux annuel moyen de croissance en termes réels du produit intérieur brut aux prix du marché est négatif pour le Québec (-0,1 %) et inférieur à 1,0 % pour le Canada (0,7 %). Pour l'ensemble de la période de 1983-1993, ce taux est de 2,6 % pour le Québec et de 2,7 % pour le Canada.

Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut du Québec en dollars courants progresse fort inégalement au taux annuel moyen de 5,8 %, passant de 91,3 milliards en 1983 à 160,2 milliards en 1993 (tableau 1). De 1983 à 1988, il croît globalement de 9,3 %, comparativement à 2,4 % entre 1988 et 1993. Cette baisse de quelque 7,0 points de pourcentage indique bien une nette détérioration de l'économie au cours des cinq dernières années, qui se reflète dans l'évolution de toutes ses principales composantes. Sur le plan canadien, au cours de cette période décennale, le produit intérieur brut en dollars courants croît au taux annuel moyen de 5,8 %, soit 8,4 % de 1983 à 1988 et 3,2 % de 1988 à 1993, passant de 405,7 milliards de dollars à 710,7 milliards (tableau 2).

1. En vue de dégonfler le PIB du Québec, l'indice implicite des prix du produit intérieur brut canadien est utilisé.

28

La demande intérieure finale[2]

La demande intérieure finale comprend les dépenses personnelles et publiques en biens et services, auxquelles s'ajoute la formation brute de capital fixe des entreprises.

Au Québec, la demande intérieure finale, en termes réels, croît au taux annuel moyen de 2,8 %, soit 4,9 % entre 1983 et 1988 et 0,8 % au cours des cinq années suivantes. Elle atteint 135,6 milliards de dollars en 1993, comparativement à 102,6 milliards en 1983 (tableau 3).

Les dépenses personnelles en biens et services, la principale composante, passent de 62,3 milliards de dollars en 1983 à 79,6 milliards en 1993, soit une croissance annuelle moyenne de 2,5 %, dont 1,6 % en biens et 3,4 % en services. Observées sur une période de cinq ans, les dépenses des ménages s'accroissent, au taux annuel moyen de 4,4 % de 1983 à 1988, à la faveur d'un regain de confiance des consommateurs consécutif à la modération des taux d'intérêt. Toutefois, en 1990-91, le Québec entre dans une récession d'une gravité telle que ces dépenses augmentent au taux annuel moyen d'à peine 0,6 % de 1988 à 1993, de sorte que leur part relative par rapport à la demande intérieure finale baisse progressivement, passant de 60,8 % en 1983 à 58,7 % en 1993.

Les dépenses publiques en biens et services incluant la formation de capital progressent quant à elles de 2,1 %, passant de 25,9 milliards de dollars en 1983 à 32,0 milliards en 1993. De 25,2 % en 1983, leur part relative descend à 23,6 % de la demande intérieure finale en 1993. Toutefois, les politiques de compression des dépenses, appliquées par les divers paliers de gouvernement, ne réussissent pas à ralentir le taux de croissance des dépenses publiques ni à alléger le fardeau du déficit accumulé et donc du service de la dette des administrations publiques au Québec, d'autant plus qu'on assiste à un déplacement des dépenses en biens et services vers les dépenses de transfert.

La formation brute de capital fixe des entreprises croît au taux annuel moyen de 5,1 %, passant de 14,7 milliards en 1983 à 24,1 milliards en 1993. Ce taux atteint 10,9 % entre 1983 et 1988 et baisse jusqu'à -0,4 % durant les cinq années suivantes. Sa part relative s'établit en 1993 à 17,7 % de la demande intérieure finale, comparativement à 14,3 % dix ans plus tôt. La croissance marquée de ces investissements au cours de la première moitié de la période s'explique surtout par la concrétisation de nombreux projets importants d'investissement, totalisant plusieurs centaines de millions de dollars, notamment l'implantation de l'usine d'assemblage de voitures à Bromont, le parachèvement du stade olympique, la réalisation du projet de la société aéronautique Canadair et la mise en place de divers programmes publics d'accès à la propriété.

Au Canada, la croissance de la demande intérieure finale, en dollars constants (tableau 4), est également plus vive au cours des cinq premières années de la période (4,8 %) qu'au cours des cinq dernières (1,0 %). Toutes les principales composantes de la demande suivent le même rythme. Ainsi, les dépenses personnelles en biens et services de consommation progressent au taux annuel moyen de 2,8 % en dix ans, dont 4,6 % de 1983 à 1988. Durant le même intervalle, ces taux sont respectivement de 2,1 % et 2,4 % pour les dépenses publiques en biens et services, de 3,6 % et 8,2 % pour la formation brute de capital fixe des entreprises. De même, pour les exportations nettes, ils se situent respectivement à 6,4 % et 8,1 % et pour les importations, à 7,6 % et 10,8 %. Au total, le produit intérieur brut en dollars constants s'accroît de 2,7 % pour l'ensemble de la période, soit 4,7 % au cours des cinq premières années et 0,7 % pendant les cinq dernières. Depuis 1988, le Canada enregistre des déficits au compte courant variant entre 6 et 15 milliards en dollars constants.

2. Actuellement, le Québec ne possède pas une information statistique suffisante pour pouvoir établir sa balance des paiements. Toutefois, certaines micro-données portant sur les exportations et les importations chargées et dédouanées au Québec existent et font l'objet d'analyse dans le chapitre 25 de cette édition. Le lecteur est donc prié de s'y référer.

Le revenu personnel

Au Québec, le revenu personnel — ou la somme de tous les revenus perçus par les ménages (revenus de travail, de placement et de transfert) — s'accroît au taux annuel moyen de 6,1 %, passant de 82,7 milliards de dollars en 1983 à plus de 150,0 milliards en 1993 (tableau 6).

La rémunération des salariés, principale composante du revenu de travail comme du revenu personnel total, voit son importance quelque peu modifiée en 1993, par rapport à 1983. En effet, sa part relative diminue, de 63,5 % à 62,2 % du revenu personnel en regard de 70,0 % il y a vingt ans. La contribution globale du revenu de travail décline également, de 69,6 % à 68,4 %, contrairement aux transferts courants des administrations publiques aux particuliers, dont la part relative passe de 17,3 % à 20,1 % du revenu personnel. Par ailleurs, il y a stabilisation de la position des intérêts, dividendes et revenus divers de placement, autour de 12,0 % en moyenne.

Estimés à 14,3 milliards de dollars en 1983, les revenus de transfert se chiffrent à plus de 30,2 milliards en 1993, évoluant donc plus rapidement (7,8 %) que le produit intérieur brut en dollars courants (5,8 %). Le double phénomène de la diminution de la contribution du revenu de travail et de l'augmentation de celle des revenus de transfert résulte de la montée continue du chômage, de l'indexation et de la bonification des différentes mesures de soutien du revenu, dont le programme de la sécurité de la vieillesse.

Des paiements de transfert versés aux ménages, 50,9 % en 1983 et 47,8 % en 1993 proviennent de l'Administration fédérale; 40,5 % et 38,3 % de l'Administration provinciale; 8,5 % et 13,8 % du Régime de rentes du Québec. Ainsi, le Régime de rentes du Québec voit sa part relative croître substantiellement, de sorte qu'en 1992 et 1993, pour la première fois de son histoire, il affiche des déficits importants de ses opérations courantes.

De son côté, le revenu personnel disponible (soit le revenu personnel après soustraction des impôts directs et des diverses contributions aux régimes publics de sécurité sociale) augmente au taux annuel moyen de 5,7 %, passant de 64,6 milliards de dollars en 1983 à plus de 112,6 milliards en 1993. Ce taux de croissance étant inférieur à celui du revenu personnel (6,1 %), il ressort que les taux d'imposition au Québec évoluent plus rapidement que le revenu personnel. En effet, le taux annuel moyen du produit des impôts directs est de 7,6 % durant la période 1983-1993, soit 10,5 % de 1983 à 1988 et 4,7 % de 1988 à 1993.

Le revenu personnel disponible par habitant s'établit à 9 747 $ en 1983 et à 15 621 $ en 1993 au Québec, comparativement à 10 843 $ et 17 037 $ au Canada (tableau 5). Par ailleurs, de toutes les provinces canadiennes, seules celles de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta de même que le Yukon ont un revenu personnel disponible par habitant en 1993 supérieur à la moyenne nationale. Le Québec occupe le sixième rang à ce titre, avec un revenu se maintenant à 92,0 % de la moyenne nationale, contre 89,9 % en 1983.

L'affectation du revenu personnel subit des modifications dans au moins deux de ses composantes (tableau 5). En effet, les dépenses personnelles en biens et services de consommation et autres transferts (intérêts sur la dette de consommation et transferts aux non-résidents) accaparent 66,8 % du revenu personnel en 1983, les impôts directs et autres droits et permis 21,1 %; les 10,3 % restants vont à l'épargne. En 1993, ces parts s'établissent respectivement à 66,9 %, 24,1 % et 7,4 %. Cette baisse décennale de l'importance de l'épargne découle en partie d'un fardeau fiscal en hausse plus rapide (7,6 %) que le revenu personnel (6,1 %). En effet, les impôts directs par habitant se chiffrent à 2 635 $ en 1983 au Québec (2 499 $ au Canada) et à 5 022 $ en 1993 (4 906 $ au Canada).

28

Les revenus et les dépenses des administrations publiques

Les revenus perçus au Québec par toutes les administrations publiques, à l'exclusion des transferts intergouvernementaux, s'élèvent en 1993 à 74,5 milliards de dollars, par rapport à 37,7 milliards dix ans plus tôt, ce qui correspond à un taux annuel moyen de croissance de 7,1 % (tableau 7). Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut aux prix du marché, la part de ces revenus va de 41,3 % en 1983 à 46,5 % en 1993, s'accroissant presque de façon régulière tout au long de la période. Les impôts directs sur les revenus des particuliers constituent la principale source de revenus des gouvernements en 1993, soit 50,2 % comparativement à 48,0 % en 1983. L'Administration provinciale perçoit 48,4 % des impôts directs des particuliers en 1993 (53,8 % en 1983), l'Administration fédérale 44,1 % (39,8 % en 1983), et le Régime de rentes du Québec 7,4 % (6,4 % en 1983). Les impôts indirects occupent le second rang avec 32,5 % en 1993 contre 33,8 % en 1983. Viennent ensuite les autres revenus de placement, y compris les imputations d'amortissement, avec 13,0 % en 1993, contre 13,9 % en 1983.

De leur côté, les dépenses effectuées au Québec par toutes les administrations publiques comptent pour 54,7 % du PIB aux prix du marché en 1993, comparativement à 52,9 % en 1983. Elles passent en dix ans de 48,3 milliards à 87,7 milliards de dollars, croissant à un taux annuel moyen de 6,1 %. Les dépenses directes des administrations en biens et services, qui représentent 48,5 % du total en 1983, ne forment plus que 45,0 % du total en 1993. Par contre, les dépenses de transfert — dont une partie est constituée des revenus de soutien aux démunis — voient leur part relative passer de 29,7 % en 1983 à plus de 34,5 % en 1993. Il y a donc un déplacement significatif, des dépenses courantes en biens et services vers les dépenses de transfert.

La répartition des dépenses publiques selon le palier d'administration traduit un transfert des dépenses de l'Administration fédérale vers les administrations provinciale et locales. Alors qu'en 1983, les dépenses de l'Administration fédérale comptent pour 35,0 % du total, leur part est de 33,3 % en 1993, malgré l'augmentation des prestations d'assurance-chômage au taux annuel moyen de 6,0 %. À l'opposé, l'Administration provinciale accroît sa part de 36,6 % à 36,9 %, et les administrations locales et autres (Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada), de 28,4 % à 29,8 %.

La différence entre les recettes et les dépenses de l'ensemble des administrations publiques correspond à l'excédent ou au déficit des administrations publiques selon la comptabilité économique. Celles-ci continuent d'afficher un déficit important qui, après avoir grimpé de 10,7 milliards de dollars entre 1983 et 1984 pour atteindre un sommet historique de 12 milliards de dollars, baisse graduellement pour s'établir à 3,3 milliards de dollars en 1988 et remonte fortement au cours des années subséquentes, pour se situer en 1993 au niveau record jamais enregistré de 13,1 milliards de dollars.

L'endettement des gouvernements est mis fortement en évidence depuis 1983 par l'évolution de leurs revenus et dépenses (figure 2). Ainsi, l'Administration fédérale affiche annuellement d'importants déficits au Québec, dont celui de plus de 8 milliards de dollars pour la seule année 1993, soit 60,6 % du déficit total de l'ensemble des administrations publiques au Québec. Quant aux administrations provinciale et locales, elles connaissent aussi des déficits presque tout au long de cette période. Il n'y a qu'en 1988 où l'Administration provinciale réalise un excédent de 837 millions de dollars. Par contre, le Régime de rentes du Québec, en situation de surplus jusqu'en 1991, enregistre depuis lors les premiers déficits de son histoire (344 millions en 1992 et 576 millions en 1993). Cette situation résulte de la baisse simultanée des revenus de placement et des cotisations en raison du chômage élevé, de la diminution des taux d'intérêt et du vieillissement de la population québécoise.

Le produit intérieur brut par activité économique

Le produit intérieur brut au coût des facteurs, évalué selon les quinze branches d'activité économique, permet d'étudier l'évolution des grands secteurs de l'économie et de mettre en relief les changements dans la part relative de différents secteurs de l'économie de même que leur dynamisme.

Au Québec, le produit intérieur brut au coût des facteurs progresse au taux annuel moyen de 5,5 %, passant de 81 milliards en 1983 à plus de 138 milliards de dollars en 1993 (tableau 8). Cette croissance est assurée par le secteur tertiaire et, marginalement, par le secteur secondaire. Le secteur primaire connaît une légère baisse de sa part relative dans le produit intérieur brut, laquelle passe de 3,7 % à 3,2 %. Le secteur secondaire (activité manufacturière et construction), après avoir maintenu sa part relative aux environs de 27,0 % jusqu'en 1990, la voit diminuer graduellement pour s'établir à 23,6 % en 1993. Le secteur tertiaire est le seul à améliorer sa position, avec une part allant de 69,9 % à 73,3 %. Il procure 73,7 % de la masse salariale des travailleurs québécois, en regard de 24,1 % pour le secteur secondaire et de 2,2 % pour le secteur primaire, dont l'industrie minière qui connaît une régression constante. À l'échelle nationale, le même phénomène est observé en 1992 : pour ce qui est des salaires versés, le secteur tertiaire domine l'économie canadienne (72,7 %); viennent ensuite le secteur secondaire (23,7 %) et le secteur primaire (3,6 %).

Conclusion

Les données des comptes économiques confirment qu'au Québec la conjoncture économique caractérisant la première moitié de la période 1983-1993 est bien différente de celle de la seconde moitié. À l'instar des économies des pays industrialisés, celle du Québec connaît une très forte expansion entre 1983 et 1988 et affiche un taux de croissance annuel moyen de la demande intérieure finale supérieur à 4,9 %. Cette période, en effet, se caractérise par plusieurs événements, dont les plus importants sont : le relâchement des politiques monétaires se traduisant par des taux d'intérêt inférieurs à 10 %, l'amélioration des conditions économiques favorisant un regain de confiance des consommateurs et la restructuration des économies occidentales. Durant cette période, les investissements en dollars constants croissent à des taux annuels dépassant 10 %; le produit intérieur brut en dollars courants s'accroît presque deux fois plus rapidement que l'indice implicite des prix de la demande intérieure finale; le taux de chômage au Québec connaît sept baisses annuelles consécutives depuis son niveau de 13,2 % de 1983. Dans l'ensemble, les grandes composantes du PIB enregistrent des gains appréciables au cours des cinq premières années.

De 1988 à 1993, l'économie québécoise est marquée par la récession, l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'introduction de la TPS, la compression continue des dépenses des administrations publiques et la perte importante de confiance des consommateurs, occasionnée par l'ampleur du chômage structurel qui les rend insensibles à la baisse des taux d'intérêt. Cette période est caractérisée également par la remontée du taux de chômage au-delà de 11,0 %, une chute des investissements en dollars constants et une faible croissance de la demande intérieure finale, dépassant à peine 0,8 %.

Autre lecture suggérée

Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses,* édition 1994, Québec, Les Publications du Québec, 1994, 136 p.

28

Tableau 1

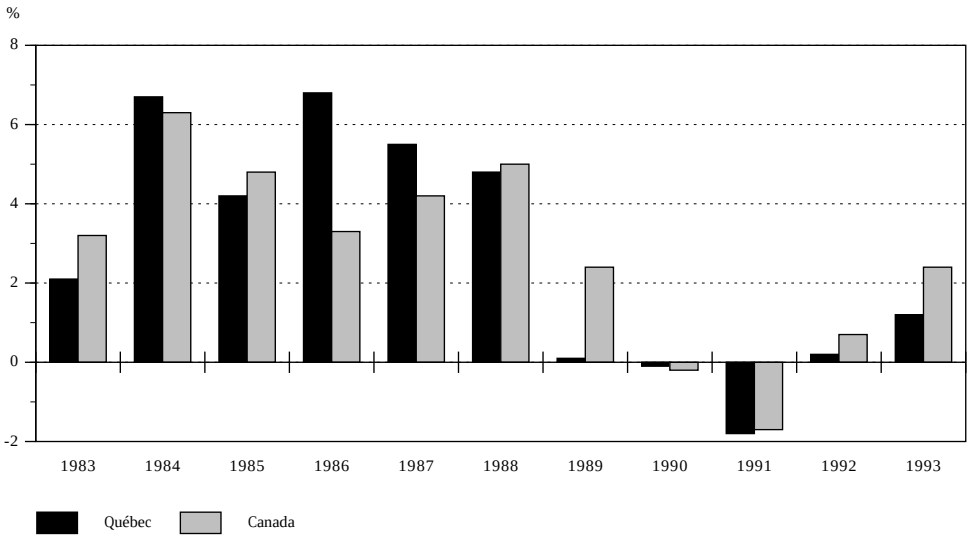
Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, Québec, 1983-1993

Revenu	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Rémunération des salariés	52 798	57 391	61 309	65 234	71 577	77 500
Bénéfices des sociétés avant impôts	6 663	8 502	8 781	10 234	12 564	14 698
Intérêts et revenus divers de placement	7 506	8 078	8 255	9 091	9 762	11 246
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	543	862	750	778	729	873
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 501	5 183	5 721	6 228	6 681	7 100
Ajustement de la valeur des stocks	-556	-654	-401	-470	-804	-717
Revenu intérieur net au coût des facteurs	71 455	79 362	84 415	91 095	100 509	110 700
Impôts indirects moins subventions	10 354	11 019	11 986	14 283	16 225	17 672
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	9 525	10 112	11 099	12 116	13 030	13 978
Produit intérieur brut aux prix du marché	91 334	100 493	107 500	117 494	129 764	142 350

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213).

Figure 1

Taux de croissance du produit intérieur brut en dollars constants[1], selon l'indice implicite des prix du PIB canadien, Québec et Canada, 1983-1993



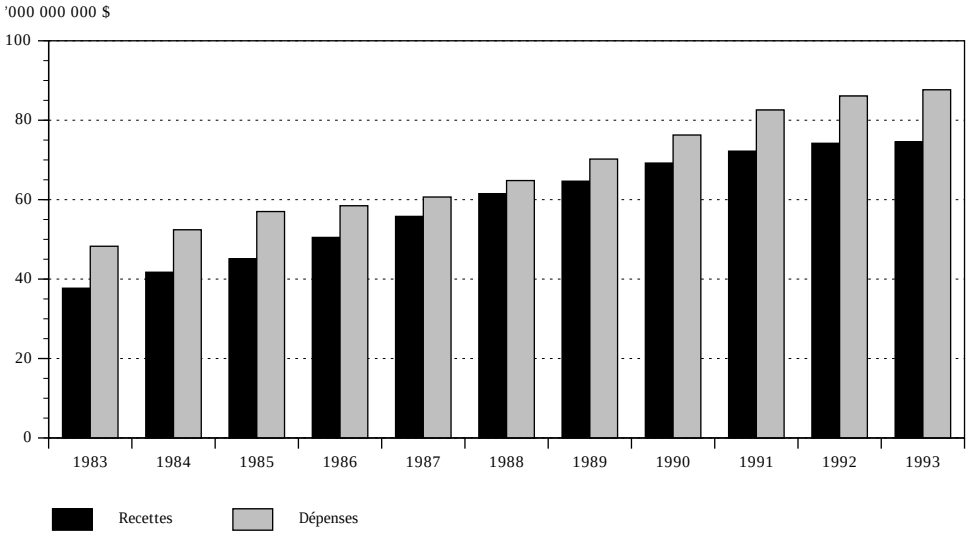
1. En dollars de 1986.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*

Revenu	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	82 064	86 444	87 919	90 703	92 331
Bénéfices des sociétés avant impôts	13 523	10 243	7 492	7 002	8 061
Intérêts et revenus divers de placement	12 571	14 328	13 674	12 775	12 034
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	856	917	1 006	1 035	1 086
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	7 336	7 494	7 816	7 993	8 292
Ajustement de la valeur des stocks	-374	-47	549	-726	-692
Revenu intérieur net au coût des facteurs	115 976	119 379	118 456	118 782	121 112
Impôts indirects moins subventions	18 620	18 864	20 257	21 311	21 583
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	14 847	15 877	16 442	16 974	17 475
Produit intérieur brut aux prix du marché	149 443	154 120	155 155	157 067	160 170

Figure 2

Recettes et dépenses des administrations publiques, Québec, 1983-1993



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses*.

Tableau 2

Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, Canada, 1983-1993

Revenu	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Rémunération des salariés	221 800	238 849	257 518	274 801	298 834	327 823
Bénéfices des sociétés avant impôts	37 072	45 855	49 490	45 355	56 571	64 667
Intérêts et revenus divers de placement	36 433	40 888	40 302	39 289	39 967	45 207
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 568	3 380	2 808	3 946	2 890	4 275
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	21 061	23 927	26 447	28 856	30 977	32 868
Ajustement de la valeur des stocks	-2 659	-2 625	-1 760	-1 812	-3 187	-2 865
Revenu intérieur net au coût des facteurs	316 275	350 274	374 805	390 435	426 052	471 975
Impôts indirects moins subventions	40 135	42 714	47 212	53 827	59 719	67 790
Provisions pour consommation de capital	47 060	50 884	55 926	60 595	64 116	68 128
Divergence statistique	2 247	863	45	809	1 710	-1 987
Produit intérieur brut aux prix du marché	405 717	444 735	477 988	505 666	551 597	605 906

Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Tableau 3

Demande intérieure finale aux prix de 1986, Québec, 1983-1993

Dépense	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	62 349	65 701	69 136	71 879	74 649	77 277
Biens durables	7 933	9 296	10 491	11 027	12 056	12 687
Biens semi-durables	6 340	6 874	7 240	7 593	7 860	7 948
Biens non durables	20 486	20 795	21 352	21 524	21 520	21 983
Services	27 872	28 867	30 083	31 735	33 213	34 659
Ajustement	-282	-131	-30	–	–	–
Dépenses publiques courantes en biens et services	23 667	23 835	24 195	24 969	24 747	25 708
Investissement des administrations publiques en capital fixe	2 203	2 543	3 115	2 751	2 688	2 991
Construction	1 799	2 092	2 686	2 213	2 125	2 324
Machines et matériel	408	458	453	538	563	667
Ajustement	-4	-7	-24	–	–	–
Investissement des entreprises en capital fixe	14 662	16 154	17 399	19 617	23 221	24 572
Construction résidentielle	5 968	6 520	6 963	8 296	9 966	9 705
Construction non résidentielle	4 072	3 875	3 995	4 296	4 919	5 270
Machines et matériel	4 662	5 728	6 377	7 025	8 336	9 597
Ajustement	-40	31	64	–	–	–
Ajustement	-297	-205	-119	–	–	–
Demande intérieure finale	102 584	108 028	113 726	119 216	125 305	130 548

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213).

Revenu	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	353 632	372 199	380 894	392 353	402 468
Bénéfices des sociétés avant impôts	60 093	47 060	33 323	31 928	38 244
Intérêts et revenus divers de placement	52 735	59 345	56 517	56 491	53 589
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 042	3 535	3 195	3 719	4 405
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	34 461	35 006	36 324	37 118	38 593
Ajustement de la valeur des stocks	-1 580	-224	2 409	-3 201	-2 827
Revenu intérieur net au coût des facteurs	502 383	516 921	512 662	518 408	534 472
Impôts indirects moins subventions	76 214	76 596	80 772	84 800	89 367
Provisions pour consommation de capital	72 352	76 583	79 582	82 373	84 522
Divergence statistique	-201	852	2 912	2 960	2 362
Produit intérieur brut aux prix du marché	650 748	670 952	675 928	688 541	710 723

Dépense	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	79 213	79 483	77 777	78 552	79 562
Biens durables	12 426	11 948	11 444	11 424	11 503
Biens semi-durables	7 909	7 831	6 952	6 845	7 057
Biens non durables	22 418	22 168	21 508	21 815	22 138
Services	36 460	37 536	37 873	38 468	38 864
Ajustement	–	–	–	–	–
Dépenses publiques courantes en biens et services	26 322	26 781	27 872	28 041	27 576
Investissement des administrations publiques en capital fixe	3 314	3 395	3 459	3 743	4 404
Construction	2 526	2 594	2 476	2 602	2 636
Machines et matériel	788	801	983	1 141	1 768
Ajustement	–	–	–	–	–
Investissement des entreprises en capital fixe	26 004	25 626	24 392	24 639	24 055
Construction résidentielle	8 957	8 843	7 552	7 635	7 361
Construction non résidentielle	6 016	6 392	5 932	5 646	6 018
Machines et matériel	11 031	10 391	10 908	11 358	10 676
Ajustement	–	–	–	–	–
Ajustement	–	–	–	–	–
Demande intérieure finale	134 853	135 285	133 500	134 975	135 597

Tableau 4

Demande intérieure finale et produit intérieur brut aux prix de 1986, Canada, 1983-1993

Dépense	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	258 904	270 854	284 923	297 478	310 453	324 301
Biens durables	32 493	36 814	41 961	44 628	48 226	51 442
Biens semi-durables	26 436	27 793	29 036	30 604	31 698	32 091
Biens non durables	79 238	80 216	82 329	83 597	84 128	86 661
Services	121 687	126 601	131 745	138 649	146 401	154 107
Dépenses publiques courantes en biens et services	94 424	95 571	98 585	100 129	101 857	106 060
Investissement des administrations publiques en capital fixe[1]	10 797	11 504	12 776	12 567	12 849	13 311
Construction	9 206	9 181	10 609	10 057	10 117	10 251
Machines et matériel	1 667	2 320	2 218	2 510	2 732	3 060
Investissement des entreprises en capital fixe[1]	74 742	75 869	82 863	88 993	99 693	110 794
Construction résidentielle	24 619	24 752	27 184	30 806	35 843	36 855
Construction non résidentielle	26 264	25 780	27 129	25 626	26 400	29 301
Machines et matériel	24 223	25 559	28 694	32 561	37 450	44 638
Demande intérieure finale[1]	438 209	452 951	478 812	499 167	524 852	554 466
Stock	-2 215	3 412	2 162	2 557	3 222	2 515
Exportations de biens et de services	106 017	124 785	132 218	138 119	142 942	156 528
Importations de biens et de services	-97 395	-114 058	-123 935	-133 369	-142 678	-162 385
Divergence statistique[1]	-5 826	-770	-155	-808	-1 608	1 834
Produit intérieur brut aux prix de 1986	439 448	467 167	489 437	505 666	526 730	552 958

1. Incluant l'ajustement.

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Direction des comptes économiques.
Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Tableau 5

Revenu personnel disponible par habitant, par province et territoire, Canada 1983-1993

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
				$		
Terre-Neuve	8 077	8 454	9 086	9 668	10 690	11 644
Île-du-Prince-Édouard	8 619	9 386	9 281	10 318	10 853	11 962
Nouvelle-Écosse	9 180	9 990	10 745	11 122	11 852	12 594
Nouveau-Brunswick	8 749	9 390	9 872	10 529	11 190	12 015
Québec	9 747	10 672	11 290	11 788	12 506	13 313
Ontario	11 675	12 665	13 404	14 032	14 951	16 209
Manitoba	10 174	11 587	12 209	12 488	13 189	13 931
Saskatchewan	10 400	10 921	11 193	12 409	12 210	12 719
Alberta	12 070	12 523	13 802	13 886	14 034	15 352
Colombie-Britannique	11 648	12 203	12 734	13 047	13 753	14 775
Yukon	10 750	12 375	12 200	12 920	13 769	15 852
Territoires du Nord-Ouest	9 078	9 849	10 436	10 564	11 411	12 732
Le Canada	10 843	11 686	12 387	12 902	13 613	14 658

Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Dépense	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	335 284	338 672	332 056	335 725	341 211
Biens durables	51 983	50 216	47 192	47 243	48 775
Biens semi-durables	32 379	32 362	29 673	29 748	30 596
Biens non durables	88 208	87 647	86 050	87 145	88 653
Services	162 714	168 447	169 141	171 589	173 187
Dépenses publiques courantes en biens et services	110 331	114 098	116 522	116 801	116 688
Investissement des administrations publiques en capital fixe[1]	14 477	15 445	16 212	16 867	17 254
Construction	10 833	11 540	11 730	11 717	11 658
Machines et matériel	3 644	3 905	4 482	5 150	5 596
Investissement des entreprises en capital fixe[1]	117 153	111 632	108 315	106 062	106 489
Construction résidentielle	38 610	35 158	30 843	32 774	31 524
Construction non résidentielle	30 848	30 977	30 201	25 655	23 306
Machines et matériel	47 695	45 497	47 271	47 633	51 659
Demande intérieure finale[1]	577 245	579 847	573 105	575 455	581 642
Stock	3 778	-2 852	-415	-3 042	746
Exportations de biens et de services	157 799	164 744	165 987	179 175	196 402
Importations de biens et de services	-172 584	-175 469	-180 258	-189 140	-203 457
Divergence statistique[1]	248	-694	-2 390	-2 400	-1 900
Produit intérieur brut aux prix de 1986	566 486	565 576	556 029	560 048	573 433

	1989	1990	1991	1992	1993
			$		
Terre-Neuve	12 539	13 231	13 738	14 064	14 232
Île-du-Prince-Édouard	12 504	13 130	13 824	14 485	14 750
Nouvelle-Écosse	13 523	14 060	14 347	14 615	14 899
Nouveau-Brunswick	12 888	13 307	13 642	14 037	14 394
Québec	14 363	15 057	15 308	15 438	15 621
Ontario	17 425	17 677	17 991	18 083	18 306
Manitoba	14 952	15 543	15 393	15 966	16 073
Saskatchewan	13 867	14 746	14 594	14 716	15 280
Alberta	16 204	16 820	17 015	17 285	17 570
Colombie-Britannique	16 106	16 919	17 134	17 505	18 016
Yukon	17 815	18 536	18 931	19 733	19 281
Territoires du Nord-Ouest	13 912	14 915	15 328	15 597	15 810
Le Canada	15 783	16 322	16 573	16 772	17 037

Tableau 6

Provenance et utilisation du revenu personnel, Québec, 1983-1993

Revenu	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Rémunération des salariés	52 463	57 373	61 207	65 545	71 871	77 637
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	543	862	750	778	753	888
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 501	5 183	5 721	6 228	6 681	7 100
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	10 136	11 218	12 010	12 860	13 652	15 088
Transferts courants						
En provenance des administrations publiques						
Aux particuliers	14 323	15 503	16 829	17 625	18 475	19 797
Subventions d'équipement	392	218	220	64	42	58
En provenance des sociétés	157	150	139	153	169	175
En provenance des non-résidents	160	163	176	200	211	218
Revenu personnel	82 675	90 670	97 052	103 453	111 854	120 961
Impôts directs des particuliers	-17 458	-18 949	-20 812	-23 252	-25 890	-28 753
Autres transferts courants aux administrations publiques	-640	-708	-712	-823	-864	-883
Revenu personnel disponible	64 577	71 013	75 528	79 378	85 100	91 325
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-55 194	-60 320	-65 988	-71 879	-77 798	-83 458
Transferts courants aux sociétés	-708	-740	-864	-925	-1 112	-1 314
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-124	-130	-143	-155	-162	-182
Épargne personnelle	8 551	9 823	8 533	6 419	6 028	6 371

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213).

Tableau 7

Recettes et dépenses des administrations publiques, Québec, 1983-1993

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			'000 000 $			
Recettes	37 703	41 726	45 119	50 492	55 788	61 511
Impôts directs et autres transferts provenant des personnes	18 098	19 657	21 524	24 075	26 754	29 636
Impôts directs sur les sociétés et entreprises publiques	1 642	2 013	2 116	2 592	3 182	3 332
Impôts indirects	12 726	13 774	14 879	16 666	18 540	19 887
Autres revenus incluant les imputations d'amortissement	5 237	6 282	6 600	7 159	7 312	8 656
Dépenses	48 271	52 417	57 005	58 467	60 664	64 809
Dépenses courantes en biens et services						
Dépenses courantes	21 296	22 436	23 875	24 969	25 807	27 822
Formation brute de capital	2 099	2 520	3 112	2 738	2 683	3 096
Transferts						
Transferts courants aux personnes	14 323	15 503	16 829	17 625	18 475	19 797
Autres transferts	10 553	11 958	13 189	13 135	13 699	14 094

Sources : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux* (13-213).

Revenu	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	82 819	87 670	89 140	91 722	93 361
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	844	952	950	919	933
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	7 336	7 494	7 816	7 993	8 292
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	17 468	20 219	19 114	17 673	16 647
Transferts courants					
En provenance des administrations publiques					
Aux particuliers	21 275	23 547	26 735	28 797	30 220
Subventions d'équipement	92	75	95	53	47
En provenance des sociétés	201	220	228	231	228
En provenance des non-résidents	219	238	245	263	285
Revenu personnel	130 254	140 415	144 323	147 651	150 013
Impôts directs des particuliers	-29 563	-33 706	-34 864	-36 157	-36 200
Autres transferts courants aux administrations publiques	-899	-997	-1 061	-1 098	-1 199
Revenu personnel disponible	99 792	105 712	108 398	110 396	112 614
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-89 357	-93 482	-96 198	-98 243	-100 336
Transferts courants aux sociétés	-1 694	-1 888	-1 593	-1 186	-963
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-200	-212	-218	-224	-237
Épargne personnelle	8 541	10 130	10 389	10 743	11 078

	1989	1990	1991	1992	1993
			'000 000 $		
Recettes	64 649	69 212	72 210	74 192	74 529
Impôts directs et autres transferts provenant des personnes	30 462	34 703	35 925	37 255	37 784
Impôts directs sur les sociétés et entreprises publiques	3 540	3 221	2 805	2 761	3 180
Impôts indirects	21 193	21 555	23 388	24 484	24 231
Autres revenus incluant les imputations d'amortissement	9 454	9 733	10 092	9 692	9 334
Dépenses	70 220	76 274	82 582	86 106	87 661
Dépenses courantes en biens et services					
Dépenses courantes	29 623	31 745	33 925	35 240	35 339
Formation brute de capital	3 498	3 681	3 484	3 635	4 084
Transferts					
Transferts courants aux personnes	21 275	23 547	26 735	28 797	30 220
Autres transferts	15 824	17 301	18 438	18 434	18 018

Tableau 8

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1983-1993

Activité économique	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
	'000 000 $										
Agriculture	1 409	1 779	1 687	1 730	1 715	1 969	1 987	2 110	2 133	2 141	2 219
Forêts	442	505	554	576	843	866	1 023	874	849	831	816
Pêche et piégeage	45	48	53	71	100	81	63	58	62	59	57
Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	1 075	1 176	1 126	1 138	1 192	1 280	1 279	1 430	1 385	1 369	1 348
Industries manufacturières	17 468	19 798	20 697	22 416	24 808	28 722	29 304	28 815	26 791	25 659	26 461
Construction	3 903	4 208	4 695	5 221	6 242	7 139	7 629	7 873	6 798	6 441	6 227
Transports	4 124	4 540	4 779	4 865	5 413	5 628	5 822	5 958	6 198	6 259	6 478
Entreposage	121	125	105	96	96	113	113	119	115	119	122
Communications	2 940	3 270	3 343	3 655	3 563	3 824	4 028	3 941	3 838	4 003	4 105
Électricité, gaz et eau	4 025	4 205	4 708	4 913	5 370	5 692	5 666	5 705	6 012	6 303	6 366
Commerce de gros	3 550	4 048	4 654	5 201	5 811	6 594	6 603	6 815	7 085	6 963	7 188
Commerce de détail	5 354	5 974	6 617	7 210	7 822	8 352	8 942	9 632	8 955	8 653	8 920
Finances, assurances et affaires immobilières	10 215	11 304	12 030	13 573	15 129	16 190	17 472	18 289	18 671	18 723	19 231
Administration publique et défense	6 309	6 797	6 931	7 288	7 667	8 035	8 565	9 333	9 642	10 127	10 263
Services	20 000	21 697	23 535	25 258	27 768	30 193	32 327	34 304	36 364	38 006	38 786
Produit intérieur brut au coût des facteurs	80 980	89 474	95 514	103 211	113 539	124 678	130 823	135 256	134 898	135 756	138 587

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*

Tableau 9

Principaux agrégats des comptes nationaux, Canada, 1983-1993

	Produit intérieur brut	Produit intérieur réel	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers	Population	Indice des prix à la consommation 1986=100
	'000 000 $						'000	
1983	405 717	439 448	343 052	276 013	221 800	51 253	25 456	88,5
1984	444 735	467 167	372 239	300 346	238 849	54 180	25 702	92,4
1985	477 988	489 437	400 199	321 337	257 518	58 515	25 942	96,0
1986	505 666	505 666	427 262	338 093	274 801	61 843	26 204	100,0
1987	551 597	526 730	461 191	361 435	298 834	66 438	26 550	104,4
1988	605 906	552 958	506 042	394 235	327 823	71 415	26 895	108,6
1989	650 748	566 486	550 180	432 135	353 632	77 181	27 379	114,0
1990	670 952	565 576	589 124	453 615	372 199	85 529	27 791	119,5
1991	675 928	556 029	606 427	466 013	380 894	98 871	28 118	126,2
1992	688 541	560 048	621 559	476 920	392 353	106 785	28 436	128,1
1993	710 723	573 433	635 495	489 870	402 468	112 491	28 753	130,4

Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Index

A

Accidents de la route
- décès, nombre 179, 190
- décès selon l'âge 434, 443

Accidents de véhicules à moteur
- mortalité 658

Administration provinciale
- dépenses selon la catégorie 592, 601
- dépenses selon la fonction 592, 600
- emploi 594, 613
- revenus et dépenses par composante 602
- revenus selon la source 592, 600

Administration publique fédérale
- déficit 782
- dépenses 782
- emploi 594, 613
- impôts directs perçus 782
- transfert des dépenses 781, 782

Administration publique provinciale
- voir Gouvernement du Québec

Administrations locales
- déficit 782
- dépenses selon la catégorie 592, 604
- dépenses selon la fonction 592, 603
- emploi 594, 613
- revenus et dépenses par composante 604
- revenus selon la source 592, 603
- transfert des dépenses 782

Administrations publiques
- actif financier, passif, avoir net ou dette nette par composante 610
- déficit 593, 608, 782
- déficit et dépenses en immobilisations 593, 609
- demande finale 762
- dépenses 592, 598
- dépenses en pourcentage du PIB 592, 605
- dépenses et indicateurs économiques 592, 605
- dépenses par composante 593, 607
- dépenses par personne 593
- dépenses selon la catégorie 592, 599
- dépenses selon la fonction 592, 599
- emploi 594, 613, 614, 616, 618, 619
- formation de capital 780
- investissements 698, 708
- rapprochement des données sur la base des Comptes publics 610
- recettes 782, 785
- revenus, dépenses et déficit 608
- revenus et dépenses 762, 782, 785, 790
- revenus et dépenses par composante 592, 593, 599, 606
- revenus par composante 593, 606
- revenus selon la source 591, 598
- solde des opérations courantes 593, 609
- sources de revenu 591, 598
- variation annuelle des revenus et dépenses 593, 608

Aéronefs
- flotte selon le poids 435, 445

Aéroports
- nombre de passagers au Québec 435, 444
- volume de marchandises 435, 446

Agriculture
- investissements 698, 704
- secteur productif 762

Aide juridique
- nombre de demandes 676
- répartition des demandes 676

Aide sociale
- législation 15
- Loi 226

Air
- voir Qualité de l'air

Alcool
- consommation des jeunes 253

Allocations familiales
- bénéficiaires 238
- évolution des transferts 237
- prestations versées 240

Amiante 360, 365, 366, 368

Argent 359, 365, 366

Arrêts de travail
- nombre 481

Artisan
- profil des entrepreneurs artisans 571

Arts de la scène
- aide financière privée 92
- compagnies 570
- lieux de diffusion 85
- statistiques 554

Arts plastiques
- peintres québécois 15, 23, 26, 28

Arts visuels 554

Assistance sociale
- dépenses moyennes 239
- répartition des unités familiales 239

Association de producteurs de bois
- volume de bois des forêts privées mis en marché 338

Associations
- Barreau du Québec 492, 502
- population active 495

Assurance-chômage
- bénéficiaires 225, 238
- cotisations 782
- évolution des transferts 237
- prestations 225, 782
- tableaux d'impact 766

Assurance-maladie
- voir Régime d'assurance-maladie

Autochtones
- comparaisons par province 261, 285, 289
- connaissance des langues autochtones 261, 289
- crise amérindienne 23
- définition 259
- évaluation de la population 258, 285, 286
- Indiens inscrits 259, 287
- Inuit 259, 286, 287
- nations 260, 288
- origine 286
- par groupe d'âge 260, 286
- selon le niveau de scolarité atteint 260, 289
- selon le revenu 260, 290
- taux d'activité 260, 287

Autoroutes et routes au Québec
- longueur du réseau 433, 440

Autres magasins de vêtements
- valeur des ventes au détail 473, 478

Avocats
- répartition, statut 492, 502, 503

Avortements thérapeutiques
- législation 10, 19
- nombre 49
- taux 49

B

Balance commerciale
- industrie du matériel de transport 69
- secteur manufacturier 69, 77
- taux d'intérêt 70
- valeur du dollar canadien 70

Banque fédérale de développement
- activités québécoises 514
- encours des prêts 528

Banques à charte canadiennes
- acquisitions 510
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- présence au Québec 510
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Banques à charte étrangères
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Bibliothèques publiques 552, 567

Biens
- commerce extérieur global 717
- contenu en services 717
- exportations de marchandises 713
- importations de marchandises 715
- manufacturés 717
- primaires 717
- solde extérieur 720

Biens et services
- catégories 717, 762, 764
- demande, demande finale 762
- dépenses directes des administrations publiques 782
- dépenses personnelles 780
- dépenses publiques 780
- échanges interprovinciaux et internationaux 716
- exportations 717, 762
- importations 719, 762
- offre 762
- secteurs productifs 762, 767
- secteurs utilisateurs 762, 767

Bilan énergétique
- par forme d'énergie 375, 380

Bois de sciage
- volume 340

Bourses d'études
- voir Prêts et bourses d'études

Bureaux d'architectes
- statistiques sommaires 490, 500

Bureaux d'ingénieurs-conseil
- statistiques sommaires 491, 501

Bureaux de services scientifiques et techniques
- statistiques sommaires 491, 503

C

Câblodistribution
- abonnés 457, 465
- recettes, dépenses 457, 466
- réseaux 457, 465
- taux de pénétration 457, 465

Caisse de dépôt et placement du Québec
- avoir des déposants 524
- entreprises publiques provinciales 594, 611
- résumé d'activité 512

Caisses d'épargne et de crédit
- fusions, acquisitions 510
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- présence au Québec 510
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Camionnage
- personnes employées 432, 440
- recettes d'exploitation 434, 443, 444
- tonnage 435, 444

Cancer
- évolution de la mortalité 656
- incidence par région sociosanitaire 657
- incidence selon le sexe 656, 657
- incidence selon le siège de la tumeur 656
- mortalité selon le siège de la tumeur 656
- par âge 657
- par cause de décès 48, 57, 58, 179, 189
- statistiques selon l'âge et le sexe 48, 58

Capital
- accumulation 761
- comptabilité économique 761
- formation brute de capital fixe des entreprises 780
- formation de capital fixe des administrations publiques 780

Cégeps
- dépenses 632, 643
- langues d'enseignement 629, 635, 637
- organismes d'enseignement 629, 634
- personnel 632, 642
- population scolaire 630, 636, 637, 638
- renouveau des études 39
- revenus 632, 643

Célibataires
- mariages 50, 60, 193
- nuptialité 50, 60

Centre résidentiel communautaire pour contrevenants
- coûts moyens 680

CH
- voir aussi Réseau hospitalier
- sigle 654

Chambres d'hôtel
- voir aussi Établissements hôteliers

Chanson
- effets des quotas imposés 89

Charbon
- consommation 375, 379
- part relative dans le bilan énergétique 375, 380

Chasse
- voir Pêche et chasse

Cheminement scolaire
- femmes 631, 641
- hommes 631, 641
- probabilité 631, 641
- taux d'accès 631, 641
- taux de diplômation 631, 641

Chômage
- voir aussi Taux de chômage
- conjoncture 205
- définition 208
- durée moyenne 205, 209, 215
- indice de gravité 208, 214
- nombre de chômeurs 205, 209, 214
- raisons du chômage 205, 215
- structurel 783
- taux 37, 205, 209, 210, 214, 783

Cinéma et vidéo
- aide financière privée 92
- comportements culturels 88
- effets de la loi québécoise 89
- films québécois primés 11, 18, 22, 41, 43
- fréquentation 90
- indice de fréquentation des salles 572
- législation 29
- longs métrages 86
- secteur 555
- recettes de l'industrie 572

Cinémas et ciné-parcs
- projections et assistance 90
- projections selon la langue 571
- statistiques principales 571

Climats
- voir aussi Géographie, Météorologie
- carte 137
- classification 125, 137
- précipitations moyennes 125, 138
- températures moyennes 125, 139

CLSC
- dépenses par région sociosanitaire 670
- nombre d'établisssements 664
- réseau de la santé et des services sociaux 652
- sigle 654

Code géographique du Québec
- fichier actif et fichier historique 127
- identifiant officiel des municipalités 127

Collèges privés 629, 632, 635, 636

Collèges
- voir Cégeps

Commerce
- arrêts de travail 481
- définitions 473
- emploi 471, 479
- immobilisations 480
- marges 762
- promotion 722

Commerce de détail
- alimentation 9
- arrêts de travail 481
- comparaisons par province 473, 477
- emploi 471, 479
- heures d'ouverture 23, 38
- immobilisations 480
- rémunération 471, 479
- variation des ventes, par genre de commerces 473, 478
- ventes de biens durables 473, 478
- ventes de biens non durables 473, 478
- ventes de biens semi-durables 473, 478
- ventes par genre de commerces 473, 478

Commerce de gros
- arrêts de travail 481
- comparaisons par province 473, 476, 477
- courtiers 472
- emploi 471, 479
- immobilisations 480
- importations 719
- marchands de gros 472
- marges 765
- rémunération 471, 479
- variation des ventes par genre de commerce 473, 476
- ventes des marchands de gros 473, 476, 477

Commerce extérieur global
- définition 764
- marges 765
- solde des biens manufacturés 720
- solde des biens primaires 720
- solde des services 720

Commerce international
- définition 761
- GATT 66
- libre-échange 66
- mondialisation de l'économie 66

Commissaire à la déontologie policière
- fonction 677
- plaintes reçues 677

Commission de police du Québec
- voir Commissaire à la déontologie policière

Commission des droits de la personne
- dossiers ouverts 681, 691
- mandat 681

Commission des services juridiques
- voir aussi Aide juridique
- demandes 676

Commission Rochon
- rapport 649

Commissions scolaires
- anglaises 629, 634
- bilingues 629, 634
- catholiques 629, 634
- dépenses 632, 643
- dépenses par élève 633, 642
- françaises 629, 635
- langue d'enseignement 629, 635
- multiconfessionnelles 629, 634
- organismes d'enseignement 629, 634, 636
- personnel 632, 642
- protestantes 629, 634
- revenus 632, 643

Communautés culturelles
- voir aussi Groupes ethniques
- définition 261

Communautés urbaines
- caractéristiques 126, 132
- population 132
- superficie 132

Communications
- échanges internationaux 722

Compétivité
- balance commerciale 68
- définition 68
- finances publiques 68

Comptabilité nationale
- commerce extérieur global 717
- évolution des principaux agrégats 779, 792

Comptes agricoles
- amortissement 315, 318
- bilan 315
- dépenses d'exploitation des fermes 315, 318
- endettement du secteur agricole 315
- ratios financiers 315
- revenus et dépenses 315, 318

Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs
- valeur des ventes au détail 473, 478

Conflits de travail
- nombre 206, 216
- secteur public et parapublic 19

Conjoncture économique
- ensemble de l'économie 305, 783
- Farm Bill américain 305
- marché du travail 203

- marché mondial des denrées agricoles 305
- mesures protectionnistes 305
- secteur agro-alimentaire 305
- secteur des pêches 309
- situation régionale 308

Conseil des arts et lettres du Québec
- création 38

Conseils régionaux
- composition 105, 114
- mandats 105
- planification stratégique 106

Consommation
- définition 229
- dépenses 762
- fonction économique 761
- indice des prix à la consommation 227, 242
- poste de dépenses 242
- profil de consommation des ménages 226, 227, 241

Consommation d'énergie
- comparaisons par province 376, 379
- par millier de dollars de production 375
- par secteur d'utilisation 375, 380
- selon la forme, totale 375, 379, 380

Constitution 23, 25, 28, 29, 36

Contrevenants
- voir aussi Infractions criminelles
- jeunes 677, 685
- selon le sexe 677, 685

Convention collective
- nombre 206, 216
- secteur public et parapublic 10, 21, 28, 33, 40

Corps policiers
- Commissaire à la déontologie policière 677
- corps municipaux 676, 683, 684
- coûts 677, 684
- effectif 677, 683, 684
- femmes 677
- Gendarmerie royale du Canada 677, 683
- plaintes à l'égard de policiers 677
- Service de police de la CUM 677, 684
- Sûreté du Québec 676, 684
- taux d'encadrement par province 677, 683
- taux d'encadrement par région 677, 684

Cour d'appel
- dossiers ouverts 683

Cour du Québec
- Chambre de la jeunesse 675, 680, 682, 683, 690
- Chambre des petites créances 676, 682, 683
- dossiers ouverts 675, 682, 683
- Tribunal du travail 682, 683

Cour supérieure
- dossiers ouverts 675, 682, 683

Courtiers en valeurs mobilières 515

Courtiers ou agents immobiliers
- nombre de permis 503

Criminalité
- voir aussi Infractions criminelles
- infractions commises 678, 687

Cuivre 359, 365, 366, 368

Culture
- aide financière des administrations publiques 551
- aide financière privée 91, 563
- attrait de la culture anglaise ou américaine 88
- contribution des municipalités 93

- culture et nouvelles technologies 90
- culture québécoise et mondialisation 86
- dépenses de l'Administration publique fédérale 93
- dépenses des administrations publiques par administration et par domaine 563
- dépenses par habitant 563
- dépenses publiques 92
- échanges internationaux 722
- emplois 563
- enjeux 85
- financement public et privé 91
- période de temps allouée aux activités culturelles 565
- place de la culture française 87
- place des oeuvres québécoises 86
- poids financier des immobilisations 92
- politique culturelle 29, 35
- portrait de l'industrie 551
- pratique des activités culturelles 88
- profil de l'emploi 552
- recettes autonomes 551, 563
- subventions des administrations publiques 93, 94, 95, 96, 563
- temps alloué aux activités culturelles 552
- total de l'activité économique 563

D

Danse
- compagnies 570

Déboursés
- secteurs productifs 767

Décès
- voir aussi Mortalité
- bilan 46, 178
- causes 48, 57, 179, 189
- enfants 47

- nombre 55, 178, 185, 186
- par municipalité régionale de comté 186

Déchets dangereux
- Commission d'enquête 25
- contamination au plomb 19
- élimination des BPC 27
- incendie de Saint-Amable 23
- incendie de Saint-Basile-le-Grand 14

Déficience
- voir aussi Incapacité
- définition 256

Déficit
- administrations publiques 593, 599, 609
- au compte courant 780
- définition 782
- Régime de rentes du Québec 781
- secteur public 779, 782
- solde des opérations courantes 593, 609

Demande
- biens et services 762

Demande finale
- biens et services 762
- matrices de transaction 763, 768
- ménages 762
- secteurs 762, 773, 774
- tableau économique 762

Demande intérieure finale
- définition 780
- indice implicite des prix 783

Démographie
- évolution et mouvement 45
- fécondité 48
- migrations 51, 194
- mortalité 47
- nuptialité 50
- structure par âge et par sexe 46

Dépense intérieure brute
- part relative des dépenses en énergie 376, 379

Dépenses
- administrations publiques 762, 764, 767, 772
- administrations publiques par catégorie 592, 599
- administrations publiques par fonction 592, 598
- comptabilité économique 761
- consommation 762
- des ménages 780
- de transferts 780
- investissements 762
- personnelles 762, 780, 781
- publiques 780
- tableaux d'impact 765, 773, 774
- transaction 762

Dépenses de santé
- voir Santé

Dépenses en immobilisations
- voir aussi Investissements
- définition 700

Dépenses intra-muros de R-D
- en pourcentage du PIB 743,748
- par groupes d'industries 744, 750
- par habitant 743,748
- par région canadienne 743, 747
- selon le secteur d'exécution 744, 749
- selon le secteur de financement 744, 751

Dépenses personnelles en biens et services
- achats de biens 473
- consommation de services 473

Détenus
- coût moyen par détenu 679
- nombre 679, 687

Dette
- de consommation 781
- des gouvernements 782
- service de la dette 780

Développement économique
- stratégie des «grappes industrielles» 31

Développement régional
- budgets des ministères 108
- concertation 99
- conseil régional 32
- dynamique 99
- entente fédérale-provinciale 12, 32
- entente-cadre 102
- ententes-spécifiques 106
- programmes 106

Diplômes
- cycles d'études 631, 640
- enseignement collégial 631, 639
- enseignement postsecondaire 249, 268
- enseignement secondaire 631, 639
- femmes 631, 639, 640
- hommes 631, 639, 640
- secteur général 631, 639
- secteur pré-universitaire 631, 639
- secteur professionnel 631, 639
- secteur technique 631, 639
- universités 631, 640

Diplômes universitaires
- nombre selon le grade et le domaine 745, 755

Divorces
- bilan 50, 179, 192, 193
- indice de divortialité 50
- nombre 60, 192, 193
- nombre d'enfants affectés 50
- nuptialité 50, 179, 192
- pensions alimentaires 676
- taux 50

Drogue
- consommation des jeunes 253

Droit
- Code civil 32

E

Eau
- voir Qualité de l'eau

Écoles
- nombre 636
- ordre d'enseignement 636
- réseaux d'enseignement privé et public 636

Écoles gouvernementales 634

Économie
- conjoncture 203, 783

Écoulement
- demande finale 307
- exportations et importations 321
- produits agricoles et alimentaires 307, 321

Édition 552

Éducation
- régime d'études 630, 637
- réussite scolaire 30,34

Effectif du système de santé et de services sociaux
- cadres et syndiqués des établissements 652
- ministère de la Santé et des Services sociaux 652
- par région sociosanitaire 662
- Régie de l'assurance-maladie du Québec 652

Élections
- indicateurs 623
- nombre de sièges selon le parti politique et l'année 621
- répartition des voix selon le parti politique 622

Élections générales fédérales
- résultats 15, 41

Élections générales provinciales
- résultats 19

Élections municipales
- résultats 20, 25

Élections partielles provinciales
- résultats 13, 18, 30

Électricité
- centrales de production 377, 382
- consommation par secteur d'utilisation 377, 383, 384
- définition de la puissance installée 376
- échanges commerciaux 377, 383
- part relative dans le bilan énergétique 375, 380
- potentiel hydraulique de base 377
- production 377, 383
- puissance des centrales électriques en activité 376, 381

Émigration
- bilan 62, 194

Emploi
- à temps plein et à temps partiel 204, 209, 211, 213
- Administration fédérale 594, 613
- Administration provinciale 594, 613
- administrations locales 594, 613
- administrations publiques 204, 212
- années de services dans la fonction publique 596, 619
- apprenti 417, 424
- autres industries de services 489, 497
- catégorie 595, 616
- compagnon 417, 424
- comparaisons par province 204, 212
- comparaisons régionales 210
- conjoncture 204
- décret de la construction 417
- entreprises publiques 595, 613
- évolution 204, 210, 211, 212
- exploitation forestière 337, 347
- fonction publique 595, 614, 616, 618, 619
- fonction publique par catégorie 595, 614, 616
- fonction publique selon le sexe et les années de service 596, 619
- fonction publique selon le sexe et par groupe d'âge 618
- fonction publique selon le sexe et le traitement 596, 618
- industrie agricole 212
- industrie de l'édition des périodiques 455, 461
- industrie de la câblodistribution 457, 466
- industrie de la construction 212, 213, 417, 422, 423
- industrie de la radio privée 418, 425
- industrie de la télévision privée 418, 427
- industrie des pâtes et papiers 340, 352
- industrie du sciage (scieries) 340
- industrie manufacturière 206, 212
- industrie métallurgique 360, 366
- industrie minérale 368
- industries de services aux particuliers 489, 496
- industries de services aux entreprises 489, 496, 497
- industries des transports 432, 440
- industries du bois 340, 349
- raisons justifiant le temps partiel 204, 213
- salarié 206, 216
- salarié de la construction 417, 422, 423
- secteur de l'énergie 376, 381
- secteur de l'enseignement 204, 212
- secteur de l'hébergement et de la restauration 204, 212
- secteur des assurances et des affaires immobilières 207, 212

- secteur des finances 204, 207, 212
- secteur des services aux entreprises 204, 212
- secteur des services médicaux et sociaux 204, 212
- secteur des transports 212, 213
- secteur du commerce 204, 212, 213
- secteur manufacturier 399, 405, 407
- secteur public 594, 613, 614, 616, 618, 619
- selon la profession 205, 213
- sous la Loi sur la fonction publique 595, 616
- travailleurs autonomes 216

Emploi du temps
- comparaisons par province 560, 581, 582, 583, 584
- pour certains groupes d'activités et taux de participation 560, 581
- pour certains groupes d'activités selon le moment, la saison et le sexe 561, 582
- pour certains groupes d'activités, selon le sexe 560, 581
- temps consacré à certaines activités de temps libre, selon le sexe 562, 584, 585
- temps consacré à certains groupes d'activités de temps libre, selon le sexe 561, 583, 584
- temps consacré aux relations sociales, selon le sexe 561, 583
- temps passé à divers endroits, selon le sexe 561, 582

Emploi et rémunération
- notes explicatives concernant le secteur public au Québec 597

Énergie
- bilan énergétique 375, 380
- consommation par secteur d'utilisation 375, 380
- consommation selon la forme 375, 379, 380
- consommation selon la forme, par région canadienne 376, 379
- efficacité énergétique 38
- électricité 375, 379, 380, 381, 382, 383, 384
- emploi, par forme d'énergie 376, 381
- gaz naturel 378, 379, 380, 381, 386
- investissements 376, 381
- par millier de dollars de production 375
- pétrole 375, 379, 384
- provenance des approvisionnements de pétrole brut 377, 384
- relations bilatérales 722
- utilisation de la biomasse forestière, par secteur 386

Enfants
- mortalité 47

Enseignants universitaires
- nombre selon le domaine 745, 755

Enseignement à la maternelle
- enseignement préscolaire 630, 634, 635, 636, 637
- langue d'enseignement 637
- par région administrative 637
- population scolaire 636, 637

Enseignement collégial
- femmes 630, 637, 639
- hommes 630, 637, 639
- langue d'enseignement 635, 637
- par région administrative 637
- population scolaire 630, 636, 637

Enseignement des arts
- aide à la recherche universitaire 554, 569
- étudiants admis et diplômés en arts et en lettres 553, 569

Enseignement primaire
- langue d'enseignement 630, 635, 636, 637
- par région administrative 637
- population scolaire 630, 636, 637

Enseignement secondaire
- femmes 630, 638, 639
- hommes 630, 638, 639
- langue d'enseignement 635, 636, 637
- par région administrative 637
- population scolaire 630, 636, 637

Entrées-sorties
- prix à la production 717, 763
- tableaux 716, 761, 766

Entrepreneur
- général 416, 421
- spécialisé 416, 421

Entreprises
- formation brute de capital 780
- nombre selon la spécialité et le nombre de salariés 421

Entreprises multinationales
- importations et exportations 67
- mondialisation de l'économie 68

Entreprises publiques
- actif, passif, avoir net et bénéfices non répartis 612
- emploi 595, 613
- investissements 698, 708
- revenus, dépenses, bénéfices nets ou pertes nettes 594, 611

Entreprises publiques provinciales
- Caisse de dépôt et placement du Québec 594, 611
- Hydro-Québec 594, 611
-Loto-Québec 594, 611
- Société des alcools du Québec 594, 611

Environnement
- activités sans prélèvement faunique 150, 165, 166
- définitions 156
- état, bilan 12, 38
- évaluation environnementale 38, 40

- Fonds de recherche et de développement technologique 154, 172
- législation 24, 30, 38
- normes de protection 18, 36
- parcs, réserves écologiques 22, 40
- qualité de l'air 145, 157, 158, 159, 160, 161
- qualité de l'eau 148, 162, 163, 164
- qualité des effluents miniers 363
- qualité du milieu terrestre 152, 169, 170, 171
- réglementation 153
- relations bilatérales 154

Épargne
- part du revenu personnel 781

Équipements culturels
- fréquentation 85

Espérance de vie
- comme mesure de l'état de santé 47
- comparaisons internationales 47
- femmes 47, 57
- hommes 47, 57

Établissements de détention
- admissions 679, 687
- comparaisons par province 679, 688
- compétence québécoise 678
- coût moyen par détenu 679
- durée moyenne de séjour 679, 688
- fédéraux 679
- population moyenne quotidienne 679, 688
- répartition des condamnés selon le type de délit 679
- répartition des condamnés selon l'âge 679
- taux d'incarcération 679, 688

Établissements privés d'enseignement
- dépenses 632, 643
- écoles privées 629, 634, 635, 636
- nombre 629, 634, 635, 636
- revenus 632, 643

Établissements publics d'enseignement
- écoles 629, 634, 635, 636

État
- État-accompagnateur 107
- État-partenaire 102
- État-providence 101
- rôle 100

État matrimonial
- selon le sexe 61

Expansion
- économie du Québec 779

Exploitation forestière
- établissements 337, 347
- statistiques principales 347
- volume de bois récolté 338, 346

Exploitation minière
- localisation selon les principales substances 361, 362
- dépenses 363, 370

Exportations
- Allemagne 714
- aluminium et ses alliages 713, 722
- amiante 722
- appareils électriques et de communication 718
- automobiles et châssis 713
- avions entiers avec moteurs 713
- biens 713
- biens et services 716
- biens primaires 717
- bois d'oeuvre résineux 713
- caoutchouc, cuir et matières plastiques 718
- compétivité des produits québécois 74
- compétivité sur le marché américain 73, 80, 83
- comptabilité économique 744
- en fonction du degré de spécialisation des industries 73, 80, 81
- équipement et matériel de télécommunication 714
- finance, assurance et immobilier 718
- France 714
- gain de compétivité 75, 84
- industries faiblement technologiques 74, 80
- industries hautement et moyennement technologiques 71, 74, 80, 81
- intégration économique 73
- internationales 713, 725, 726, 729, 731
- interprovinciales 717, 730, 738
- Japon 714
- machines et matériel 717
- manufacturières 75,84
- minerais et concentrés métalliques 717
- minéraux non métalliques 717
- moteurs non électriques 722
- papier, cartons et produits connexes 717, 722
- papier journal 714
- part du marché américain détenu par le Québec 74, 83
- Pays-Bas 714
- principaux pays de destination 713, 725
- principaux produits 714, 726
- produits chimiques 717
- produits manufacturés 717
- produits métalliques primaires 717
- produits québécois sur le marché américain 74, 80
- Royaume-Uni 714
- sciages et produits divers des scieries 717
- semi-produits métalliques 717
- services 718
- tabac et produits du tabac 713, 718
- tableau économique 764
- totales 718, 732
- tricots et vêtements 717
- vers les États-Unis 713, 729
- viande, poisson et produits laitiers 717
- voitures, camions et autre matériel de transport 717
- zinc et alliages 722

F

Fabrication
- voir Secteur manufacturier

Faible revenu 225, 233, 236

Faillites commerciales
- comparaisons par province 471, 481
- nombre 779
- nombre et passif 471, 481

Faillites personnelles
- nombre 779

Familles
- comparaisons par province 265, 268
- comparaisons régionales 266, 299
- Conseil de la famille du Québec 12
- définition 183, 229, 264
- évolution 195
- nombre moyen d'enfants 265, 297, 298
- politique familiale 12, 34
- programmes de soutien financier 266, 300
- répartition selon la tranche de revenu 234
- revenus moyens 224, 230, 232, 233
- selon l'âge des enfants 265, 300
- selon l'état matrimonial des parents 264,295
- selon la structure et le nombre d'enfants 264, 295, 297, 298

Fécondité
- avortements thérapeutiques 49
- comparaisons internationales 49
- indice synthétique 48
- indices globaux 48, 59
- selon l'âge 49, 58
- stérilisations 49
- taux 49, 58

Femmes
- âge médian 47, 56
- avortements thérapeutiques 49
- cheminement scolaire 631, 641
- contrevenantes 678, 685
- détenues 679
- diplômées de niveau postsecondaire 249, 268
- diplômées du collégial 631, 639
- diplômées du secondaire 631, 638, 639
- emploi 204, 209, 211, 213, 595, 616, 618, 619
- emploi à temps partiel 250, 270
- en proportion de la population 249
- espérance de vie 47, 57
- fécondité 49, 59
- inscriptions aux disciplines universitaires 249, 267
- main-d'oeuvre 203
- mortalité 56, 179, 189
- nuptialité 48, 50, 182
- pensions alimentaires 676
- policières 677
- pompières 680
- population étudiante 630, 637, 638, 639
- revenu 251
- scolarité 249
- stérilisations 49
- taux d'activité 203, 211, 250, 269, 299
- taux de chômage 250, 269
- universités 630, 637, 640

Fer (minerai) 359, 365, 368

Fermes
- nombre 306, 314
- superficie 308, 314
- valeur des ventes 306, 314

Figures religieuses
- événements 22, 26, 31, 39, 42

Films
- consommation de longs métrages 574
- indicateurs des activités de production 573
- part des films québécois 87

Financement
- comptabilité économique 761

Finances publiques
- système statistique de gestion 591

Fonds régional de développement
- gestion des budgets 103
- répartition des enveloppes 103, 113

Forêt
- secteur productif 762
- contrat d'approvisionnement et d'aménagement 339
- disponibilité annuelle de coupe 338, 342
- dommages causés par les incendies 339, 348
- incendies 339, 348
- insectes et maladies des arbres 339
- inventaire forestier décennal 337, 342
- nombre d'arbres plantés 339, 348
- privée 338, 342
- productive accessible 337, 338, 342, 344
- protection 27, 339, 348
- publique 338, 342
- reboisement 339, 348
- superficie des terres forestières par province 337, 342
- superficie incendiée 339, 348
- superficie infestée par la tordeuse des bourgeons 339
- superficie selon la nature du territoire 338, 342
- volume de bois récolté 338, 346
- volume marchand brut 338, 344

Formation continue
- éducation des adultes 630, 638
- enseignement secondaire 630, 638
- population scolaire 630, 638
- secteur général 630, 638

- secteur professionnel 630, 638

Francophonie 9, 19, 21

Frontières
- longueur approximative 121, 129

G

Gains d'emploi
- définition 229

GATT
- mondialisation de l'économie 66
- Uruguay Round 66

Gaz naturel
- consommation par secteur d'utilisation 378, 386
- part relative dans le bilan énergétique 375, 380
- réseaux de transport et de distribution 378, 380, 391

Gendarmerie royale du Canada
- effectif au Québec 677

Géographie
- voir aussi Hydrographie
- climats 125, 137
- géologie 122
- provinces naturelles du Québec 122, 131
- sommets principaux 134, 135
- superficie 121, 129
- zones de végétation 125, 140

Géologie
- histoire 122
- Les Appalaches 122, 131
- Les Laurentides 123, 131
- provinces naturelles du Québec 131

Géomatique
- cartographie automatique 127
- système d'information à référence spatiale (SIRS) 127

Glaciation
- dépôts 122

Gouvernement du Québec
- déficit 782
- dépenses 782
- impôts directs perçus 782
- paiements de transfert 781
- recettes 771, 774
- relations intergouvernementales 722
- revenus 782
- transfert des dépenses 782

Gouvernement
- voir aussi Administration publique
- déficit public 779

Grossistes en articles ménagers
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en bois et matériaux de construction
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en machines, matériel et fournitures agricoles
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en métaux, articles de quincaillerie, matériel de plomberie et de chauffage
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en produits alimentaires, boissons, médicaments et tabac
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en véhicules automobiles, pièces et accessoires
- valeur des ventes 472, 476

Grossistes en vêtements et articles de mercerie
- valeur des ventes 472, 476

Groupes ethniques
- voir aussi Population immigrée
- selon l'origine 262, 290

H

Handicap
- voir Incapacité
- définition 256

Heures de travail
- salariés rémunérés à l'heure 218

Heures payées
- industrie minérale 368

Hommes
- âge médian 47, 56
- cheminement scolaire 631, 641
- diplômés de niveau postsecondaire 249, 268
- diplômés du collégial 631, 639
- diplômés du secondaire 631, 639
- emploi 204, 209, 211, 213
- emploi à temps partiel 250, 270
- en proportion de la population 249
- espérance de vie 47, 57
- insriptions aux disciplines universitaires 249, 263
- main-d'oeuvre 203

- mortalité 48, 179, 189
- nuptialité 50
- population étudiante 630, 637, 638
- régime d'études 630, 637
- revenu 251
- scolarité 249
- taux d'activité 203, 211, 250, 269
- taux de chômage 250, 269
- universités 630, 637, 638
- vasectomies 49

Hôpitaux psychiatriques
- voir Établissements psychiatriques

Hôpitaux
- voir Centres hospitaliers

Hydro-Québec
- entreprises publiques provinciales 594, 611
- puissance installée 376, 381

Hydrographie
- voir aussi Géographie
- bassins hydrographiques 130
- bassins versants 136
- débit des rivières 136
- lacs naturels 130
- réservoirs 130
- rivières principales 122, 136

I

Immigrants
- indépendants 180
- intégration 722
- langue 180, 195
- nombre 62, 180, 194, 195
- provenance 180, 194
- réfugiés 52
- selon la connaissance du français et de l'anglais 180, 195
- selon le continent de dernière résidence 180
- selon le pays de naissance 180, 194

Immigration
- bilan 51, 180, 194
- politique 26,29

Impact économique
- études 766
- tableaux d'impact 761, 769, 771, 772, 773, 774

Importations
- appareils électriques et de télécommunication 719
- automobiles et châssis 715
- biens 715
- biens et services 716
- biens primaires 719
- boissons 720
- camions, tracteurs routiers et châssis 715
- caoutchouc, cuir et matières plastiques 720
- combustibles minéraux 719
- commerce de gros 719
- comptabilité économique 780
- équipement et matériel de télécommunication 715
- finance, assurance et immobilier 719
- internationales 715, 727, 728, 729
- interprovinciales 717, 733, 738
- machines et matériel 719
- meubles et articles d'ameublement 720
- minerais et concentrés métalliques 720
- minéraux non métalliques 720
- moteurs d'avion et leurs pièces 715
- ordinateurs électroniques 716
- pétrole brut 716
- principaux pays d'origine 715, 727
- principaux produits importés 716, 728
- produits agricoles 720
- produits manufacturés 719
- provenant de l'Allemagne 716
- provenant de la France 716
- provenant de la Norvège 716
- provenant de la République populaire de Chine 716
- provenant des États-Unis 715, 729
- provenant du Japon 716
- provenant du Royaume-Uni 716
- semi-produits métalliques 719
- services 719
- tableau économique 762, 764
- tableaux d'impact 765, 770, 773
- taxes indirectes 717
- totales 720, 735
- tubes électroniques et semi-conducteurs 763
- voitures, camions et autre matériel de transport 719

Impôts
- directs 781
- indirects 782
- tableaux d'impact 766, 769
- taux d'imposition 781

Incapacité
- comparaisons par province 256, 281
- définition 256
- élèves handicapés 284
- personnes affectées 257, 282
- prestataires de la Sécurité du revenu 258, 285
- selon l'âge 256, 282
- selon la nature 257, 283
- selon le degré 257, 282
- selon le niveau de scolarité 257, 283
- selon le sexe 257, 281, 282
- situation sur le marché du travail 257, 284

Incendies
- décès 680
- nombre d'incendies 680

- nombre de pompiers 680
- pertes matérielles 680
- services d'incendie municipaux 680

Incendies de forêts
- dommages causés selon l'origine 339, 348
- nombre selon l'origine 339, 348
- superficie incendiée selon l'origine 339, 348

Incidence du cancer
- selon l'âge 651, 657
- selon la région sociosanitaire 651, 657
- selon le sexe 650, 656, 657
- selon le siège de la tumeur 650, 656

Indexation
- mesures de soutien de revenu 781

Indice des dépenses en immobilisations
- définition 700

Indice des prix à la consommation
- par poste de dépense 227, 242

Indice implicite des prix 783

Industrie de l'habillement
- tableaux d'impact 766

Industrie de la bonneterie
- tableaux d'impact 766

Industrie de la construction
- activité du secteur de la construction 415
- apprenti 417, 424
- compagnon 417, 424
- conditions de travail 23, 29, 42
- emploi 417, 422, 424
- entreprises actives 416, 420
- indice des prix à la consommation 417
- investissements 698, 704
- nombre d'heures de travail 417, 422, 423
- nombre de salariés 417, 422, 423
- part dans le produit intérieur brut 415
- permis de bâtir 416, 421, 424
- pourcentage de la demande intérieure finale 415
- salariés qualifiés 417, 424
- travaux de construction de bâtiments 415, 420
- valeur des travaux de génie 416, 420
- valeur globale des travaux de construction 415, 420
- valeur totale des permis de bâtir 416, 421

Industrie de la première transformation des métaux
- investissements 698

Industrie des intermédiaires financiers
- investissements 698, 704

Industrie des pâtes et papiers
- approvisionnement en fibre de bois 340, 353
- catégories de produits 340, 350, 351, 354
- dépenses en immobilisations et en réparations 341, 353
- expéditions des produits 340
- exportations 340
- répartition des usines par région et par produit 340, 348
- statistiques principales par province ou grande région 340, 352
- usines 340, 348
- volume de la production 341, 354

Industrie des services d'utilité publique
- investissements 698, 704

Industrie des services informatiques
- recettes 490, 498
- statistiques principales 490, 497

Industrie du camionnage
- voir Camionnage

Industrie du sciage du bois (scieries)
- établissements 340
- expéditions des produits 340
- volume de bois de sciage livré 340
- volume de copeaux livrés 340

Industrie forestière
- investissements 698, 704

Industrie manufacturière,
- voir aussi Secteur manufacturier
- statistiques principales 391
- structure 394

Industrie métallurgique
- capacité de production 360, 366
- emploi 360, 366
- établissements 360, 366
- production 360,366
- statistiques principales 366

Industrie minérale
- amiante 360, 365, 366
- comparaisons canadiennes 361, 366
- cuivre 359, 365, 366, 368
- définitions 364
- emploi 360, 366, 368
- fer (minerai) 359, 365, 368
- heures payées 368
- ilménite 360
- investissements par catégorie 363, 368, 370
- matériaux de construction 360, 365, 366
- minéraux industriels 360, 365, 366
- minéraux métalliques 359, 365, 366
- or 359, 365, 366, 368
- pierre 360, 365, 366
- production minérale 359, 365, 366, 367
- salaires 368
- situation régionale 361
- tourbe 360, 365, 366
- zinc 359, 366, 368

Industrie minière
- voir aussi Industrie minérale
- économie régionale 361

Industries de services (autres)
- emploi 489,497

- recettes, nombre d'entreprises 491, 497, 498

Industries de services aux entreprises
- emploi 489, 496, 498
- recettes, nombre d'entreprises 497, 498

Industries de services aux particuliers
- emploi 489, 496

Industries de services personnels et domestiques
- recettes, nombre d'entreprises 489, 497, 498

Industries des services
- définition 494

Industries du bois
- catégories de produits 339, 350, 351
- dépenses en immobilisations et en réparations 340, 353
- établissements 340, 349
- expéditions des produits de l'industrie du sciage 340, 349
- répartition des usines par région et par produit 340, 349
- statistiques principales par province ou grande région 340, 349

Infractions criminelles
- comparaisons par province 678, 686
- contrevenants 677, 685
- crimes avec violence 678, 687
- jeunes vs adultes 678, 685
- selon la catégorie 678, 687
- taux de solution 678
- taux par région administrative 678, 686

Institutions
- relations institutionnelles 722

Institutions de dépôt
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- présence au Québec 509
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Institutions financières
- Banque fédérale de développement 514, 528
- banques à charte canadiennes 510, 514, 516, 518 à 523
- banques à charte étrangères 510, 516, 518 à 523
- Caisse de dépôt et placement du Québec 512, 524
- caisses d'épargne et de crédit 13, 17, 510, 516, 518 à 523
- courtiers en valeurs mobilières 517
- institutions de dépôt 509, 516 à 523
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec 513
- Société de développement industriel du Québec 513
- Société de l'assurance automobile du Québec 514, 528
- Société générale de financement du Québec 513
- sociétés d'assurances 512, 525 à 527
- sociétés d'épargne 510, 516, 518 à 523
- sociétés d'investissement 515, 524
- sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises 515
- sociétés de fiducie 511, 516, 518 à 523
- sociétés de prêt hypothécaire 511, 516, 518 à 523

Institutions parlementaires
- bicentaire 32

Intérêts, dividendes et revenus divers de placement
- sur la dette de consommation 781

Investissements
- administrations et entreprises publiques 698, 708
- agriculture 698, 704
- définitions 700
- dépenses 762
- étrangers 67, 721
- évolution 697, 702, 783
- évolution dans les régions administratives 699, 706
- évolution sectorielle 698, 704
- formation brute de capital fixe des entreprises 780
- formation de capital des administrations publiques 780
- indice des dépenses 697, 700
- industrie de l'exploitation forestière 698, 704
- industrie de la construction 698, 704
- industrie de la première transformation des métaux 698
- industrie des intermédiaires financiers 698, 704
- industrie des pâtes et papiers 341, 353
- industrie des services d'utilité publique 698, 704
- industrie minérale 363, 368
- industries du bois 340, 353
- industries hautement et moyennement technologiques 71, 79, 80
- libéralisation des échanges 66
- par grand secteur d'activité économique 697, 698, 701, 702, 706
- par région administrative 700, 706
- par secteur d'activité économique 698, 704
- privés et publics par région administrative 698, 707
- prospection 721
- relance économique de Montréal 10, 22, 32
- secteur de l'énergie 376, 381
- secteur des transports 432, 439
- secteur manufacturier 392
- secteur primaire 698, 701, 704
- secteur privé 698, 707, 708
- secteur public 698, 707, 708
- secteur secondaire 698, 701, 704

- secteur tertiaire et habitation 698, 701, 704
- tableau économique 764
- tableaux d'impact 765

J

Jeunes
- buveurs actuels 253, 275
- chômage 205, 209, 214
- comparaisons par province 251
- comparaisons régionales 251, 273
- comportements sexuels 253
- condamnés 679
- consommation de drogue et d'alcool 253
- contrevenants 677, 685
- délinquance 675
- durée moyenne du chômage 205, 209
- emploi 204, 209, 211
- en proportion de la population 251, 272, 273
- infractions criminelles 678
- revenu 252, 275
- scolarité 252, 274
- taux d'activité 203, 209, 211, 252, 275
- taux de chômage 252, 275
- taux de fréquentation scolaire 252, 273

Juges
- effectif 675

Justice
- Sommet 33

L

Lacs
- principaux lacs naturels 130

Lait
- voir Produits laitiers

Langue française
- affichage commercial 16, 40

Lettres québécoises
- écrivains, oeuvres 13, 28, 34, 38

Libéralisation des échanges
- effets 66
- GATT 66

Libérations conditionnelles
- nombre 689

Librairies
- profil 566

Libre-échange
- Accord de libre-échange Canada États-Unis (ALÉ) 305
- Accord de libre-échange nord américain (ALÉNA) 305
- accords 779
- entrée en vigueur 16, 28
- GATT 305
- libéralisation du commerce 305
- zone 722

Lieutenants-gouverneurs
- liste 619

Livre
- effets de la loi québécoise 89
- part des livres québécois 87

Logement
- collectif et privé 418
- en propriété 418, 425
- indice des prix 419, 426
- locatif 418, 425
- maison individuelle 418,425
- ménages locataires 228
- ménages propriétaires 228
- mode d'occupation 228, 244
- nombre 418, 424
- nombre de mises en chantier 416, 424
- occupé 418
- prêts hypothécaires 419, 426
- privé occupé 418, 425
- taux d'inoccupation 418, 426

Logements privés occupés
- définition 229
- selon la valeur du logement 241

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (Québec, 1979) 126

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
- demandes de prestations 692
- montants versés 681

Loisir
- activités physiques, sportives et de plein air 558, 579, 580
- culturel et scientifique 557, 577, 578, 580
- organisation 561
- taux de pratique d'activités de loisir 557, 576

Loto-Québec
- entreprises publiques provinciales 594, 611

M

Magasins d'accessoires d'ameublement
- valeur des ventes au détail 473, 478

Magasins de marchandises diverses
- valeur des ventes au détail 473, 478

Magasins de meubles et d'appareils ménagers
- valeur des ventes au détail 473, 478

Magasins de vêtements pour dames
- valeur des ventes au détail 473, 478

Magasins de vêtements pour hommes
- valeur des ventes au détail 473, 478

Magnétoscope
- pénétration auprès des ménages 573

Main-d'oeuvre
- voir aussi Emploi, Population active
- formation 31
- occupée (définition) 208
- selon la branche d'activité 250, 268
- tableaux d'impact 765, 769, 773

Maisons d'édition
- profil 565

Maladies de l'appareil circulatoire
- nombre 48, 57, 190
- taux 48, 58, 190

Marchandises
- voir Biens

Marché du travail
- voir Chômage, Emploi, Population active

Marges (prix à la production)
- commerce 762
- commerce de détail 717
- commerce de gros 717
- commerce extérieur global 717
- de transport 717, 762
- matrices de transaction 763, 768

Mariages
- voir aussi Nuptialité
- nombre 50, 60, 179, 192
- par région administrative 185
- selon l'âge 50, 180, 193
- selon l'état matrimonial 51, 60, 180, 193
- selon le sexe 50, 60, 183
- unions libres 51

Matériaux de construction
- pierre 362, 365, 366

Médias écrits
- hebdomadaires 453, 458, 460, 461
- périodiques 453, 458, 460, 461
- quotidiens 453, 458, 460, 461

Médias électroniques
- radio 453, 458
- télévision 453, 458
- temps d'écoute de la radio 454, 460, 462
- temps d'écoute de la télévision 454, 460, 462

Ménages
- définition 183, 229
- demande finale 762
- dépenses 780
- dépenses moyennes annuelles de transport 433, 441
- dotés d'appareils de communication 454, 459
- personnes-repères 196, 197
- répartition 181, 195, 196
- répartition selon le type 244
- revenus perçus 763

Météorologie
- voir aussi Climats
- précipitations moyennes, par station 125, 138
- températures moyennes, par station 125, 139

Migrations
- bilan 46, 55, 62, 180
- définition 51
- internationales 51, 62, 194
- interprovinciales 52, 62, 180, 194
- interrégionales 180, 194

Milieu terrestre
- voir Qualité du milieu terrestre

Minéraux industriels 360, 365, 366, 368

Minéraux métalliques 359, 365, 366, 368

Minéraux
- voir Industrie minière

Ministère de l'Éducation
- organismes d'enseignement 629

Ministère de la Santé et des Services sociaux
- effectif 652
- fonction 652

Ministère des Transports
- dépenses par programme 432, 440

Mission sociale
- voir aussi Services de santé et services sociaux
- définition 653
- dépenses du Québec en pourcentage du PIB 653, 666
- évolution des dépenses selon le domaine d'activité 667

Modèle intersectoriel
- mise à jour continue 761

Mondialisation de l'économie
- compétivité 68

- définition 65
- finances publiques 68
- formation de la main-d'oeuvre 68
- investissements directs à l'étranger 67
- libéralisation des échanges 66
- restructuration industrielle 67
- spécialisation des économies nationales 67, 68
- zones économiques 66

Mortalité
- voir aussi Décès
- bilan 46, 178, 189
- causes 48, 58, 189
- espérance de vie 47, 57
- évolution 650, 655
- infantile 47
- par accident 650, 655, 656
- par accident de véhicule à moteur 651, 658
- par cancer 48, 57, 179, 189, 650, 655, 656
- par cause de décès 650, 655
- par cirrhose du foie 651, 658
- par homicide 651, 658
- par maladie de l'appareil respiratoire 57, 190, 650, 655, 656
- par maladie de l'appareil circulatoire 48, 57, 179, 190, 650, 655, 656
- par région sociosanitaire 650, 655, 657, 658
- par sida 48, 179, 189, 651, 658
- par suicide 48, 179, 190, 651, 658
- par traumatismes 48, 57, 179, 190
- par tumeur maligne 650, 655, 656
- selon la cause 48, 57, 58, 179, 189
- taux 48, 55, 58, 178, 188
- taux comparatifs 650, 656

Mortalité infantile
- taux 47

Municipalités
- municipalités de comté 126
- municipalités locales 126, 132, 133
- municipalités rurales 126
- municipalités urbaines 126
- réforme de la fiscalité 27

Municipalités régionales de comté
- caractéristiques, nombre 126, 132, 133
- population 126, 132, 133
- superficie 126, 132, 133

Musées
- aide financière privée 92

Musique
- écoute musicale 556
- ensembles vocaux et instrumentaux 570
- ménages dotés d'appareils 575
- nouveaux enregistrements 575

N

Naissances
- voir aussi Fécondité
- bilan 49, 179, 191
- évolution 55, 191
- hors mariage 49, 59, 179, 191
- nombre de naissances 49, 55, 59, 185, 191
- selon l'âge de la mère 49, 58, 59, 179, 191
- selon la région administrative 50, 185
- selon le poids 49
- selon le rang 49, 179, 192
- selon le sexe 49
- taux 55, 191

Non-résidents
- transferts 781

Normes du travail 206, 217

Nuptialité
- voir aussi Mariage
- bilan 50, 185
- célibataires 50
- divorces 50, 179, 192
- état matrimonial 51, 59
- évolution 50, 60, 192
- indice synthétique 50

O

Oeuvres d'art québécoises
- popularité 87

Office la protection du consommateur
- poursuites entreprises 681, 691

Offre
-biens et services 762

Opéra
- compagnies 570

Or 359, 361, 362, 364

Ordonnance de probation
- nombre 689

Organisation territoriale
- voir aussi Municipalités
- cantons 126
- comtés muncipaux 126
- diocèse 126

- districts électoraux 126
- divisions d'enregistrement 126
- divisions de recensement 126
- municipalités locales 126, 132, 133
- municipalités régionales de comté 126, 132, 133
- régions administratives 126
- seigneuries 126

Organismes communautaires
- système de santé et services sociaux 651, 659

Organismes de transport en commun
- statistiques principales 432, 440, 443

P

Parafiscalité
- contributions à des organismes 766

Parlement du Québec
- voir Institutions parlementaires

Particuliers
- par région administrative 270
- selon la tranche de revenus 270
- selon le sexe 270

Patrimoine
- biens culturels et arrondissements historiques 553, 568
- établissements et sites 568

Pauvreté
- seuil de pauvreté 18

Pêche et chasse
- activités 150, 165, 166
- captures des espèces de grande faune 151, 167
- nombre de permis 150, 166
- prises de saumons de l'Atlantique 151, 167

Pêches
- commerciales 309
- débarquements selon l'espèce 329, 331
- intérieures 309
- maritimes 309
- secteur productif 762
- valeur des produits selon l'espèce 329, 331
- volume des captures 330

Pensions alimentaires
- perception 676

Permis de bâtir
- logements mis en chantier par province 424
- répartition par secteur résidentiel et non résidentiel 416, 421
- valeur totale par région administrative 416, 421

Permis de conduire
- nombre de titulaires 434, 442

Personnel affecté à la R-D
- par groupe industriel 745, 754
- selon le grade universitaire 745, 753
- selon le statut 745, 753

Personnes âgées
- en proportion de la population 254, 276
- nombre 254, 276, 277
- par groupe d'âge 254, 276
- par municipalité de 30 000 habitants et plus 254, 277
- perception de leur état de santé 255, 279
- problèmes de santé 255, 280
- rapport de dépendance démographique 254, 276
- rapport de masculinité 254, 277
- revenu médian 278
- revenu moyen 255, 278
- selon la scolarité 255, 278
- selon le sexe 254, 277
- statut concernant le logement 255, 278
- vivant en logement collectif 255, 279

Personnes handicapées
- voir aussi Incapacité
- définition 256

Personnes hors familles
- définition 229

Personnes seules
- ménages 181, 195
- nombre 181, 195

Perspectives démographiques
- selon la région administrative 53, 64

Pétrole
- capacité de raffinage, par région canadienne 378, 385
- consommation des produits pétroliers énergétiques 375, 378
- évolution des cours 779
- importations 377, 384
- part relative dans le bilan énergétique 375, 380
- provenance des approvisionnements 377, 384

Pharmacies et magasins de médicaments brevetés
- valeur des ventes au détail 473, 478

Phonogramme
- part des disques québécois 87
- industrie québécoise 556, 574
- ventes estimées par habitant 574

Piégeage
- quantité et valeur selon l'espèce 310, 332
- ventes de fourrures d'animaux sauvages 168

Pipelines
- voir Transport par pipeline

Police
- voir Corps policiers

Politique
- budgétaire 779
- fiscale 779
- monétaire 779, 783

Population
- accroissement quinquennal 45, 55, 185, 186
- canadienne 46, 55, 177, 184
- comparaison Québec-Ontario 46, 55, 177, 184
- distribution régionale 177, 185
- ensemble nord-américain 177, 184
- évolution 45, 55, 63, 195
- MRC 132, 133
- municipalités 177
- municipalités régionales de comté 178, 186
- par âge 46, 47, 56, 63, 184
- par région administrative 53, 64, 178, 185
- perspectives 2001- 2016 52, 53, 63, 64
- répartition par province 46, 177, 184
- selon l'état matrimonial 61

Population active
- comparaisons par province 203, 209
- comparaisons régionales 204, 210
- définition 208
- évolution 203, 209, 210, 270
- industries des services 495
- par groupe d'âge 269
- selon l'état matrimonial 269
- selon le sexe 270

Population autochtone
- définition 258

Population de 15 ans et plus
- taux d'activité 269

Population du Québec
- proportion née à l'étranger 263, 292
- selon la langue maternelle 262, 291, 295
- selon la langue parlée à la maison 263, 292, 295
- selon le groupe ethnique 262, 290
- selon le groupe religieux 262, 290

Population étudiante
- discipline 638
- enseignement collégial 630, 638
- régime d'études 630, 637
- secteur pré-universitaire 630, 638
- secteur technique 630,638
- universités 267, 630, 637

Population immigrée
- connaissance du français 264, 295
- par région administrative 264, 294
- selon la période d'immigration 293
- selon le groupe d'âge 263, 294
- selon les pays de naissance 263, 293
- définition 208

Population scolaire
- enseignement à la maternelle 630, 636, 637
- enseignement collégial 630, 636, 637
- enseignement primaire 630, 636, 637
- enseignement secondaire 630, 636, 637, 638
- formation continue 630, 638
- langues d'enseignement 630, 637
- région administrative 637
- réseaux d'enseignement privé et public 636, 640

Pratique privée du droit
- avocats 492, 503

Premiers ministres
- liste 620

Prêts et bourses d'études
- collèges 633, 643, 644
- montants moyens 633, 643
- réforme du régime 17
- universités 633, 643, 644

Prisons
- voir Établissements de détention

Prix à la consommation
- tableaux entrées-sorties 762

Prix à la production
- matrices de transaction 764
- tableaux entrées-sorties 717, 763

Prix du Québec
- récipiendaires 14, 20, 25, 31, 37, 42

Production
- fonction économique 761
- intérieure 762
- matrices de coefficients 761, 765
- prix 717, 763, 764
- secteurs productifs 762, 767, 769 à 772
- tableaux d'impact 765

Production minérale
- définition 364
- évolution de la valeur par substance 359, 365
- évolution du volume par substance 359, 365
- part relative de la valeur, par province et territoire 361, 366
- valeur par région administrative 367

Productivité
- Canada 69
- coûts unitaires de la main-d'oeuvre 69
- du travail 69
- États-Unis 69
- innovation 68

Produit intérieur brut
- comptabilité économique 762, 779, 781
- dépenses des administrations publiques 592, 605
- évolution 780, 784, 788
- indice implicite des prix 784
- industrie de l'entreposage 431, 438, 439

- industries du transport 431, 438, 439
- par activité économique 783, 792
- part de l'industrie de la construction 415
- part des exportations 718
- secteur agricole 306
- secteur aliments, boissons et tabac 307, 313
- secteur du commerce 471
- secteur forestier 337
- secteur minier 359
- sous l'angle des revenus 784, 786
- taux de croissance 305

Produit intérieur brut au coût des facteurs
- par activité économique 783, 792
- utilité 783

Produit intérieur brut aux prix du marché
- définition 779
- part des dépenses des administrations publiques 782
- part des revenus des administrations publiques 782

Produits pétroliers énergétiques
- consommation par secteur d'utilisation 378, 385
- importations et exportations 378, 385

Profession
- selon le sexe 205, 215

Programmes de soutien
- assurance-stabilisation du revenu 307
- gestion de l'offre 306

Protecteur du citoyen
- demandes d'intervention 681, 692
- mandat 681

Protection de la jeunesse
- mesures de protection 680, 690
- mandat 680

Q

Qualité de l'air
- acidité des précipitations 147, 161
- agglomérations urbaines 145, 157
- concentration des particules en suspension 145, 157
- dioxyde de soufre 146, 158, 160
- émission, concentration de contaminants atmosphériques 147, 159, 160, 161
- monoxyde de carbone 146, 158, 161
- niveau moyen d'ozone 146, 159
- politique 147

Qualité de l'eau
- dépassement des critères 148, 163
- descripteurs de la qualité de l'eau 148, 162
- nombre d'usines d'épuration 149, 164
- nombre de réseaux municipaux en dérogation 149, 170
- programme d'assainissement 149
- problématique 148

Qualité du milieu terrestre
- collecte sélective des déchets solides 153, 171, 172
- coût d'éliminatinon d'une tonne de déchets 153, 170
- lieux d'élimination des déchets solides 153, 171
- milieux naturels officiellement protégés 152, 169
- volume de déchets solides générés 152, 170

R

Radio
- voir Stations de radio

Radiodiffusion
- temps d'écoute 88
- temps d'écoute selon la langue 455, 462

Rapport emploi / population
- comparaisons régionales 210
- définition 208

Reboisement
- forêts privées 339, 348
- forêts publiques 339, 348
- nombre d'arbres plantés 339, 348
- selon le groupe d'essences 348

Récession économique
- économie du Québec 779
- marché du travail 203

Recettes
- administrations publiques 782, 785
- impôts et parafiscalité 771, 774
- secteurs productifs 767
- tableaux d'impact 765
- taxes indirectes 772, 774
- transaction 780

Recettes agricoles
- culture et bétail 306, 316, 317, 318, 322

Recherche et développement
- dépenses du gouvernement québécois 750
- dépenses intra-muros 743, 747 à 751
- exportations de produits de haute technologie 746, 756
- financement des dépenses 744, 752
- importations de produits de

haute technologie 746, 756
- mondialisation de l'économie 68
- personnel 745, 753, 754

Récolte de bois
- voir Forêts

Recours collectifs 676

Régie de l'assurance-dépôts du Québec 513

Régie de l'assurance-maladie du Québec
- actes et ordonnances rémunérés 653
- effectif 652
- modes de rémunération 652
- professionnels rémunérés 652, 660
- système de santé et de services sociaux 659

Régie de la santé et des services sociaux
- fonction 652
- sigle 654

Régie régionale de la santé et des services sociaux
- fonction 652
- sigles 654

Régime d'études
- temps partiel 630, 637
- temps plein 630, 637

Régime de pensions du Canada
- dépenses 782

Régime de rentes du Québec
- bénéficiaires 226, 240
- déficit 781
- dépenses 782
- évolution des transferts 237
- moyenne mensuelle des rentes 240
- paiements de transfert 781
- prestations versées 237

Régions administratives
- abrégé statistique 101, 112, 113
- carte du découpage de 1987 103, 116
- carte du découpage de 1966 102, 111
- coefficient de spécialisation 101, 112, 113
- création 126
- régionalisation de l'information 110
- représentation des ministères et des organismes 103, 114

Régions métropolitaines de recensement
- population 178, 188

Relations de travail
- voir aussi Conflits de travail 206, 216

Rémunération
- voir aussi Salaires
- administration publique 218
- avantages sociaux 207, 218
- commerce 218
- construction 218
- évolution 207, 218
- évolution des salaires vs IPC 207, 217
- finance 218
- hebdomadaire moyenne 207, 217, 218
- industrie de la câblodistribution 457, 466
- industrie de la radio privée 458, 463
- industrie de la télévision privée 458, 463
- industries manufacturières 218
- salariés 779
- salariés rémunérés à l'heure 207, 218
- traitement moyen des employés de la fonction publique 596, 618
- transports 218

Rentes
- voir Régime de rentes du Québec

Réseau de chemin de fer
- longueur par entreprise ferroviaire 435, 446

Réseau de santé et de services sociaux
- dépenses liées à la mission sociale en pourcentage du PIB 667
- dépenses par centre de responsabilité 654, 670
- dépenses par domaine d'activité 668, 669
- dépenses par région sociosanitaire 654, 670
- effectif des cadres et syndiqués des établissements 652, 661
- effectif par classe d'établissement 662
- effectif par région sociosanitaire 662
- nombre d'établissements 652, 653, 664
- nombre de centres de services 652, 653, 664
- nombre de lits et de places autorisés 653, 664
- nombre de médecins 653
- principaux sigles 652, 654
- Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS) 652
- régionalisation 649
- rôles et responsabilités des établissements 652
- types de centres de services 651, 664
- contacts «médecin-patient» par médecin 653, 660

Réseau hospitalier
- comparaisons régionales 653, 664
- nombre de jours d'hospitalisation 664
- nombre de lits dressés 653, 664

Ressources
- redistribution 761

Ressources humaines
- formation 722

Restructuration industrielle
- analyse en fonction du contenu technologique 70
- compétivité 68
- en fonction du degré de spécialisation des industries 72
- industries à forte intensité technologique 71, 78, 79
- industries hautement et moyennement technologiques 71, 79, 80
- industries liées aux ressources naturelles 72
- industries manufacturières 71
- intégration économique 67

- investissements en recherche-développement 68
- modification au Québec 72
- mondialisation de l'économie 67
- nouvelles technologies 68
- spécialisation industrielle 73

Revenu
- de placement 781
- de travail 781
- selon le sexe 251, 269
- selon le type d'emploi 251, 269
- soutien du revenu 781

Revenu de transfert
- composition 235
- évolution 236

Revenu personnel
- évolution 223
- affectation 781
- comptabilité économique 744, 781
- définition 781
- évolution 781
- provenance et utilisation 790

Revenu personnel disponible
- comptabilité économique 744, 781
- définition 781
- évolution 781, 788

Revenu total
- évolution 223, 230, 231, 232
- selon l'âge 224, 230
- selon la composition de l'unité familiale 224
- selon la scolarité 224, 230
- selon le sexe 224, 230

Revenus
- administrations publiques 762, 764
- comptabilité économique 761
- personnels 762
- tableaux d'impact 766

S

Salaire minimum
- évolution 207, 216, 217

Salaires
- exploitation forestière 337, 347
- industrie de l'édition des périodiques 461
- industrie des pâtes et papiers 340, 350
- industrie minérale 368
- industries du bois 340, 349
- matrices de transaction 764
- tableau économique 763
- tableaux d'impact 765, 769, 773

Salaires et traitements
- voir aussi Rémunération 207, 218
- secteur manufacturier 397, 399, 400, 402 à 405, 407

Salariés 206, 215 à 218

Santé
- fréquence des problèmes selon l'âge 255, 280
- perception de l'état de santé 255, 279
- politique de la santé 34
- système de santé 32

Sciage
- voir Industrie du sciage du bois

Scolarité
- comparaisons par province 274
- femmes 631, 641
- hommes 631, 641
- population 631, 641

Secteur manufacturier
- activité dans les régions 394, 407
- artisanales, petites et moyennes entreprises 392, 404, 405
- compagnies incorporées 392, 403
- comparaisons canadiennes 391, 392, 397, 398
- définitions 395
- destinations des expéditions des manufacturiers exportateurs par groupe d'industries 394, 406
- destinations des expéditions des manufacturiers exportateurs par région administrative 408
- emploi 392, 399, 400, 402 à 405, 407
- expéditions totales par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- exportations de produits manufacturés 717
- forme juridique des établissements 393
- importations de produits manufacturés 719
- intrants totaux par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- nombre d'établissements par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- répartition de l'emploi selon la taille des établissements 403
- répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication 403
- secteur productif 762
- solde extérieur de produits manufacturés 720
- statistiques principales 399
- statistiques principales par groupe d'industries et par industrie 400, 402
- statistiques principales par région administrative 407
- total des salariés par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- traitements et salaires par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- valeur ajoutée totale par groupe d'industries et par industrie 400 à 402
- valeur des principaux produits 409, 410

Secteur primaire
- emploi 204,212
- investissements 698, 701, 704
- produit intérieur brut 783

Secteur public
- définition 700
- emploi 594, 613
- schéma 617

Secteur secondaire
- emploi 204, 212
- investissements 392, 698, 701, 704
- produit intérieur brut 392, 396, 783

Secteur tertiaire
- emploi 204, 212
- produit intérieur brut 783

Secteur tertiaire et habitation
- investissements 698, 701, 704

Secteurs
- demande finale 762, 773, 774
- productifs 762, 767
- produit intérieur brut 783
- utilisateurs 762, 767

Sécurité civile
- aide aux sinistrés 680

Sécurité de la vieillesse
- bénéficiaires 226, 238
- évolution des transferts 237
- indexation et bonification 781
- prestations versées 226

Sécurité du revenu
- assurance-chômage 227
- bénéficiaires 238
- évolution des transferts 237
- indexation et bonification 781
- loi 226
- prestations versées par les principaux programmes 237
- Régime de rentes du Québec 226
- sécurité de la vieillesse 226, 781
- soutien 782

Sécurité sociale
- contributions 781

Services
- exportations 717
- importations 719
- solde extérieur 720

Services correctionnels et de probation
- atelier de réinsertion par le travail 689
- centres d'hébergement communautaire 679, 689
- libérations conditionnelles 679, 689
- ordonnances de probation 679, 689
- travaux communautaires 679, 689
- travaux compensatoires 680, 689

Services de santé et services sociaux
- comparaisons internationales des dépenses 654
- coûts en proportion des dépenses du gouvernement du Québec 653
- dépenses du Québec en pourcentage du PIB 653, 654, 667
- dépenses par domaine d'activité 653, 668
- nouvelles orientations 650
- objectifs du système 649
- organigramme 651
- réforme des orientations 650

Services immobiliers et agences d'assurances
- population active 495

Seuil de faible revenu 225

Sida
- Conférence internationale 18
- nombre 179, 189
- taux 48

Société de développement industriel du Québec 513

Société de l'assurance automobile du Québec
- activités 514
- état des revenus et des dépenses 528

Société des alcools du Québec 594, 611

Société générale de financement du Québec 513

Sociétés d'assurances
- nombre selon la catégorie d'assurance et l'origine de la charte 525
- prestations et participations versées 527
- primes ou cotisations perçues 526

Sociétés d'épargne
- fusion, acquisition 510
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Sociétés d'investissements
- description 515
- fonds mutuels 524

Sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises 515

Sociétés de fiducie
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- présence au Québec 511
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Sociétés de prêt hypothécaire
- localisation en région 523
- passif-dépôt 516, 518
- prêts hypothécaires 519, 520
- prêts non hypothécaires 521, 522

Stations de radio
- caractéristiques 455, 462
- nombre 455, 462
- recettes, dépenses 456, 463

Stations de télévision
- caractéristiques 456, 464
- nombre 456, 464
- recettes, dépenses 456, 465

Stations-services
- valeur des ventes au détail 473, 478

Statistiques financières
- secteur public du Québec, notes explicatives 591, 597

Statistiques régionales
- bétail par type de cheptel 308, 326
- cultures végétales 308, 327
- pêches 310, 329, 330
- production 308
- secteur agricole 325

Statistiques sectorielles
- bétail et produits dérivés 322, 323
- cultures végétales 323, 324

Stérilisations
- femmes 49

Structure de l'économie
- agricole 305, 314, 316
- spécialisation de l'agriculture 306, 314, 316

Subventions
- tableau économique 763

Suicides
- nombre 190
- par âge 48

Supermarchés d'alimentation et épiceries
- valeur des ventes au détail 473, 478

Sûreté du Québec
- effectif 677, 684

Syndicalisation
- compétence québécoise vs compétence fédérale 206
- secteur public vs secteur privé 206, 215
- taux 206, 215

Système d'information à référence spatiale
- géomatique 127

Système de santé et de services sociaux,
- voir aussi Réseau de la santé et des services sociaux
- définition 651

Système de sécurité du revenu 225

T

Taux d'activité
- comparaisons par province 203, 209
- comparaisons régionales 204, 210
- définition 208
- évolution 274
- par groupe d'âge 269
- selon l'état matrimonial 269
- selon la présence d'enfants à la maison 299
- selon le sexe 269

Taux d'incarcération
- par province 679

Taux d'intérêt
-effets sur l'économie 780
-évolution 780, 783

Taux de chômage
- voir aussi Chômage 207, 209, 210, 214
- comparaisons par province 207
- comparaisons régionales 207, 210
- définition 208
- par groupe d'âge 269
- selon l'état matrimonial 269
- selon le sexe 269

Taux de mortalité
- taux 48, 178, 188

Taux de natalité
- taux 191

Taux de syndicalisation
- définition 208

Taxes indirectes
- commerce extérieur global 717
- importations internationales 717
- matrices de transaction 768
- recettes des gouvernements 772
- tableau économique 762
- tableaux d'impact 766

Taxes sur les produits et services (TPS)
- introduction 783

Technologies
- transfert 723

Télédiffusion
- temps d'écoute selon la langue 454, 456

Télédistribution
- voir Câblodistribution

Téléphonie
- nombre d'appels interurbains par habitant 458
- nombre de téléphones par ménage 456, 459

Télévision
- voir aussi Stations de télévision
- effets des quotas imposés 89
- temps d'écoute 87, 88, 89

Télévision française
- chaîne, télésérie 14, 32, 37

Terres forestières productives accessibles
- définition 338, 344
- selon le stade de développement 338, 344

Théâtre
- compagnies 570

Tonne d'équivalent pétrole
- définition 375

Tordeuse des bourgeons de l'épinette
- évolution 339

Tourbe 360, 365, 366

Tourisme
- but du voyage 533, 542
- dépenses 534, 538, 539, 541, 542
- emploi 543, 538, 541
- excursionniste 534, 538, 540
- hébergement 533, 538, 544
- nuitées 535, 540
- origine géographique des visiteurs 533, 538, 540, 542, 543
- plan d'action 33
- produit intérieur brut 534
- recettes 534, 539, 546
- régions touristiques 533, 543 à 545
- restauration 533, 538, 544, 546
- taux d'occupation 536, 544, 545
- touriste 534, 538, 540
- visites-province 535, 537, 541
- visiteurs internationaux 534, 538, 540
- visiteurs québécois 534, 538, 540

Transferts
- aux non-résidents 781
- intergouvernementaux 782

Transferts courants des administrations publiques
- dépenses 780
- revenus 781

Transformation
- activité manufacturière 319, 320
- nombre d'établissements 319, 320
- produits agricoles 307, 319, 320
- valeur ajoutée 319, 320
- valeur des expéditions manufacturières 307, 319, 320

Transport aérien
- aéroports 435, 444, 445, 446
- flotte d'aéronefs 435, 445
- nombre de passagers 435, 444
- personnes employées 436, 440
- trafic interprovincial 435, 445
- trafic transfrontalier 435, 445
- volume des marchandises 435, 446

Transport de marchandises
- voir Camionnage, Transport ferroviaire, Transport par eau

Transport en commun
- personnes employées 436, 440

Transport ferroviaire
- personnes employées 440, 442
- volume des marchandises 435, 447

Transport par eau
- marchandises manutentionnées selon le port 436, 448
- nombre de passagers dans les traverses maritimes 436, 447
- nombre de véhicules dans les traverses maritimes 436, 447
- personnes employées 436, 440
- volume des marchandises par catégorie 436, 448

Transport par pipeline
- réseaux de transport et de distribution 436, 439, 440

Transport scolaire
- statistiques principales 438, 443

Transport terrestre
- accidents de la route 438, 442
- nombre de véhicules immatriculés 437, 441
- permis de conduire 438, 442
- réseau routier 437, 440
- transport par camion 438, 439, 443, 444
- transport scolaire 436, 443
- transport urbain 436, 439, 443

Travailleur à temps partiel
- voir aussi Emploi
- définition 208
- évolution 204, 209, 211, 213

Travailleur autonome 206, 208, 216

Travailleur découragé 205, 208

Travaux de construction de bâtiments
- bâtiments institutionnels 415, 420
- valeur des nouvelles constructions 415

Travaux de génie
- valeur 416, 420

Tribunaux
- coûts 675, 682
- matière civile 675, 683
- matière pénale 675, 682

U

Unions libres
- nombre 51

Universités
- anglaises 629, 635
- bourses 633, 643
- dépenses 632, 643
- diplômes 631, 638
- femmes 630, 637, 640
- françaises 629, 635
- hommes 630, 637, 638
- langue d'enseignement 629, 635
- organismes d'enseignement 629, 634
- personnel 632, 642
- prêts 633, 644
- revenus 632, 643

Uruguay Round
- mondialisation de l'économie 66

Usines de pâtes et papiers
- voir Industrie des pâtes et papiers

V

Valeur ajoutée
- tableaux d'impact 765, 770, 773

Vasectomies
- nombre 49

Véhicules automobiles
- répartition selon le type d'utilisation 433, 441

Victimes d'actes criminels
- indemnisation 681, 692

Vidéo 555

Vidéocassettes
- location 91, 454, 460
- protectionnisme culturel 89
- visionnement 88

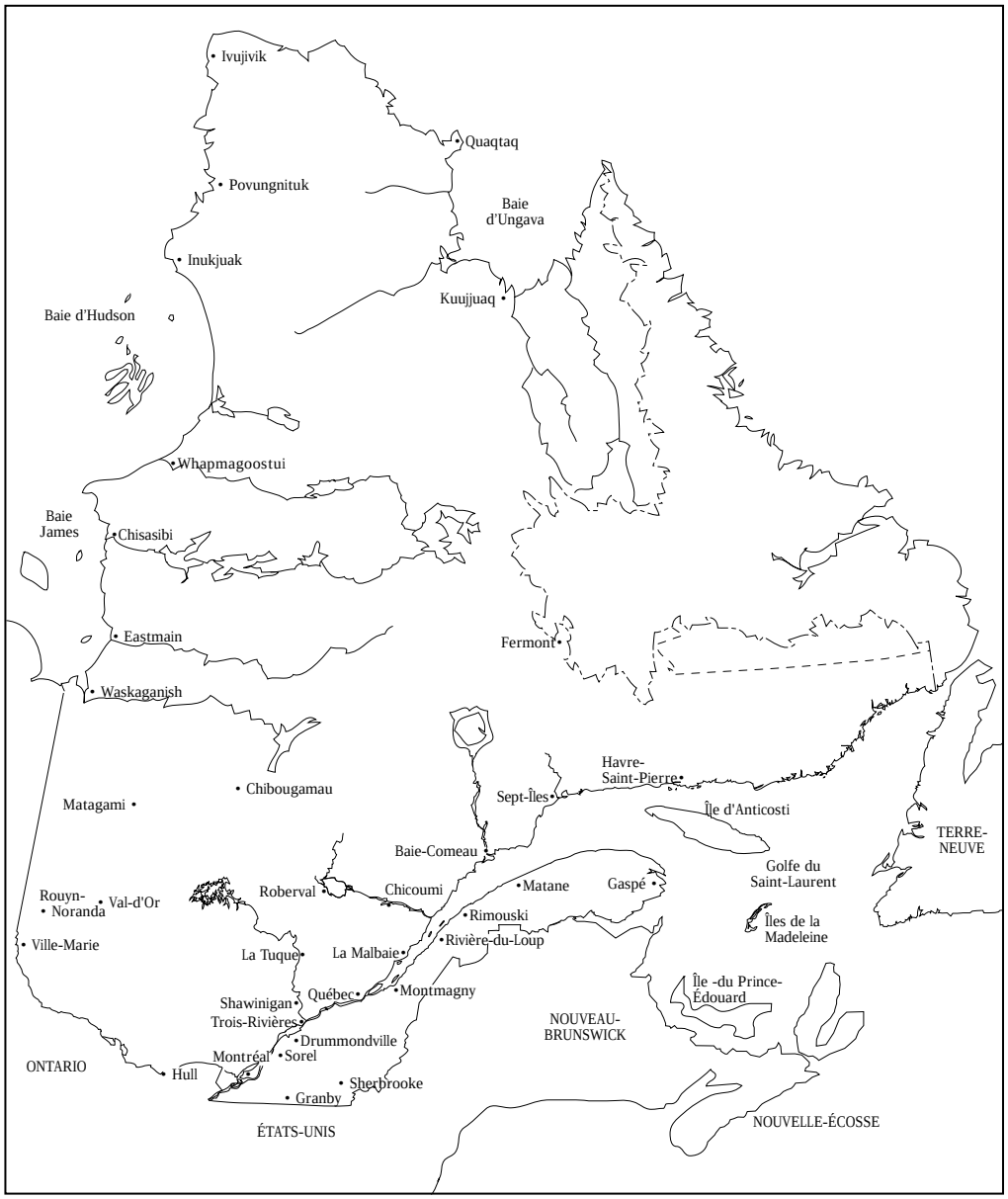
Voyages
- but du voyage 533, 542
- visites de parents et amis 533, 542
- voyage d'affaires et congrès 533, 542
- voyage d'agrément 533, 542
- voyage de loisirs 533
- voyage de vacance 533
- voyages-personnes 535, 537, 540

Z

Zinc 359, 365, 366, 368

Zone de libre-échange
- ALÉ, ALÉNA 67
- commerce international 67
- effets 67
- entreprises multinationales 67
- investissements étrangers 67

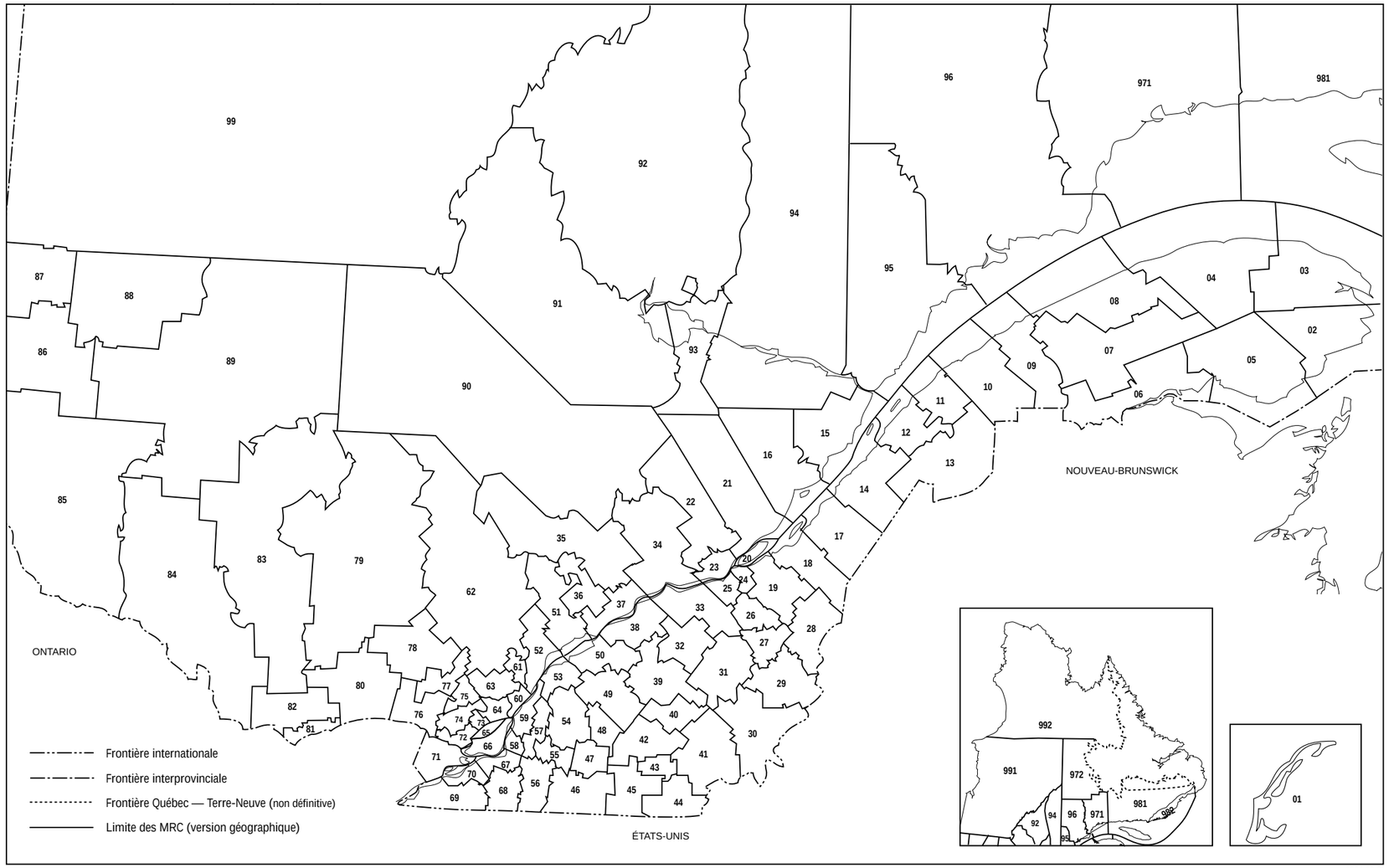
Zone économique
- ALÉNA 66
- de l'Asie et des pays du Pacifique 67
- des pays de l'Europe de l'Est 66
- Espace économique européen (EÉE) 66
- GATT 66



Source : Bureau de la statistique du Québec.

Achevé d'imprimer en février 1995
sur les presses de
l'Imprimerie Québécor St-Romuald à Saint-Romuald.

Codes et noms des MRC (version géographique[1]) du Québec



1994-12-31

1. Les MRC (version géographique) correspondent aux MRC juridiques et territoires équivalents.

Source : Bureau de la statistique du Québec.

Liste des MRC (version géographique[1]) du Québec (par ordre numérique)

Code	Nom
01	Les Îles-de-la-Madeleine
02	Pabok
03	La Côte-de-Gaspé
04	Denis-Riverin
05	Bonaventure
06	Avignon
07	La Matapédia
08	Matane
09	La Mitis
10	Rimouski-Neigette
11	Les Basques
12	Rivière-du-Loup
13	Témiscouata
14	Kamouraska
15	Charlevoix-Est
16	Charlevoix
17	L'Islet
18	Montmagny
19	Bellechasse
20	L'Île-d'Orléans
21	La Côte-de-Beaupré
22	La Jacques-Cartier
23	Communauté urbaine de Québec
24	Desjardins
25	Les Chutes-de-la-Chaudière
26	La Nouvelle-Beauce
27	Robert-Cliche
28	Les Etchemins
29	Beauce-Sartigan
30	Le Granit
31	L'Amiante
32	L'Érable
33	Lotbinière
34	Portneuf
35	Mékinac
36	Le Centre-de-la-Mauricie
37	Francheville
38	Bécancour
39	Arthabaska
40	Asbestos
41	Le Haut-Saint-François
42	Le Val-Saint-François
43	Sherbrooke
44	Coaticook
45	Memphrémagog
46	Brome-Missisquoi
47	La Haute-Yamaska
48	Acton
49	Drummond
50	Nicolet-Yamaska
51	Maskinongé
52	D'Autray
53	Le Bas-Richelieu
54	Les Maskoutains
55	Rouville
56	Le Haut-Richelieu
57	La Vallée-du-Richelieu
58	Champlain
59	Lajemmerais
60	L'Assomption
61	Joliette
62	Matawinie
63	Montcalm
64	Les Moulins
65	Laval
66	Communauté urbaine de Montréal
67	Roussillon
68	Les Jardins-de-Napierville
69	Le Haut-Saint-Laurent
70	Beauharnois-Salaberry
71	Vaudreuil-Soulanges
72	Deux-Montagnes
73	Thérèse-De Blainville
74	Mirabel
75	La Rivière-du-Nord
76	Argenteuil
77	Les Pays-d'en-Haut
78	Les Laurentides
79	Antoine-Labelle
80	Papineau
81	Communauté urbaine de l'Outaouais
82	Les Collines-de-l'Outaouais
83	La Vallée-de-la-Gatineau
84	Pontiac
85	Témiscamingue
86	Rouyn-Noranda
87	Abitibi-Ouest
88	Abitibi
89	Vallée-de-l'Or
90	Le Haut-Saint-Maurice
91	Le Domaine-du-Roy
92	Maria-Chapdelaine
93	Lac-Saint-Jean-Est
94	Le Fjord-du-Saguenay
95	La Haute-Côte-Nord
96	Manicouagan
971	Sept-Rivières[2]
972	Caniapiscau[2]
981	Minganie[3, 5]
982	Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent[3, 5]
991	Territoire conventionné[4, 6]
992	Administration régionale Kativik[4, 6]

1. Les MRC (version géographique) correspondent aux MRC juridiques et territoires équivalents,au 1er janvier 1991.
2. Le regroupement des MRC de Sept-Rivières et de Caniapiscau donne la DR de Sept-Rivières–Caniapiscau.
3. Le regroupement de la MRC de Minganie et des municipalités de Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, de Blanc-Sablon, de Bonne-Espérance, de Gros-Mécatina et de Saint-Augustin, donne la DR de Minganie–Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent.
4. Le regroupement du territoire de l'Administration régionale Kativik et du Territoire conventionné, correspondant à la région de la Baie James, donne la DR de Territoire nordique.
5. Le nom Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent sera remplacé éventuellement par celui de Basse-Côte-Nord, suite à un avis d'officialisation donné par la Commission de toponymie. En conséquence, le nom de la DR sera remplacé par celui de Minganie—Basse-Côte-Nord.
6. Le nom de la DR Territoire nordique sera remplacé éventuellement par celui de Nord-du-Québec, suite à un avis d'officialisation donné par la Commission de toponymie.